Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 27 août 2020

à 17 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 20 août 2020

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération, qui se déroulera exceptionnellement à huis clos, est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 27 août 2020, à 17 h**, **via téléconférence.** Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, Lucien-Saulnier building, street level)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 27 août 2020

à 17 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 27 août 2020 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 13 août 2020.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 7.05, 20.29 à 20.50, 30.03, 41.07, 50.01 et 51.03.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, et qu'aucun document ne sera livré en lien avec l'article 51.03.

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 27 août 2020

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 18 juin 2020

03.03 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération tenue le 30 juin 2020

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude de la Norme 37 001 : Systèmes de management anti-corruption - Rapport et recommandations »

06.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude du Rapport 2019 du Bureau du Vérificateur général - Rapport et recommandations »

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt d'un règlement adopté par le conseil de la Ville de Côte Saint-Luc le 1er juin 2020 intitulé « Règlement 2557 instituant des mesures de sécurité temporaires en raison du virus COVID-19 sur le territoire de la Ville de Côte Saint-Luc »

07.02 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution 2020-06-207 de la Ville de Beaconsfield ayant pour titre « Déclaration de la Ville de Beaconsfield concernant l'importance du respect des autres »

07.03 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1208788001

Dépôt du rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) pour l'année 2019

07.04 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1200029005

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 (version ajustée)

07.05 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1208736003

Dépôt du Bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204983005

Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium dans le cadre du contrat accordé à Signel Services inc. (CG17 0430), majorant ainsi le montant total de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.02 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204982005

Conclure une entente-cadre avec Chaussures Belmont inc. pour une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation, pour l'acquisition de bottes et de souliers de sécurité - Montant estimé de l'entente : 3 752 839,91 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-17904 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.03 *Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité* - 1205243002

Exercer l'option de deux années de prolongation, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022, et autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec GoSecure inc. (CG17 0427, lots 2 et 4), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.04 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1204473002

Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 935 018,49 $, taxes et incidences incluses (lot 1 : 378 606,85 $ et lot 2 : 556 411,64 $) - Appel d'offres public 20-18014 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.05 *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité* - 1208895001

Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc. pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021 - Dépense totale de 643 601,32 $, taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 20-18205 (un seul soum.)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

20.06 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1208528008

Conclure une entente-cadre avec Brandt Tracteur pour l'achat de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 verges cubes, pour une durée de trois ans - Montant estimé de l'entente: 5 073 846,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18034 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.07 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1208260004

Résilier deux contrats (lots 9 et 10) accordés à Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés (CG20 0196) à la suite du processus d'appel d'offres publics 20-18067

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.08 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1200362001

Accorder un contrat à 3024407 Canada inc. f.a.s.r.s. - Entreprise Vaillant 1994, pour une période de 36 mois, pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées - Dépense totale de 423 448,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18061 (lot 4) - (1 seul soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.09 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1198457001

Accorder un contrat à Construction ARCADE pour la réfection des cinq chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, afin d'assurer la sécurité des intervenants lors des accès pour l'opération et l'entretien - Dépense totale de 1 614 740,26 $ taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10345 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1206810006

Accorder un contrat à ACCS Le Groupe inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 822 603,82 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15510 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.11 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1205350003

Autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, relatif au projet de rénovation de la caserne 26, située au 2151 av. du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses (CG14 0250) / Résilier le contrat de services professionnels 14193 accordé à Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.12 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1207305001

Accorder un contrat à Couverture Montréal-Nord ltée pour la réalisation des travaux de réfection de toiture et remplacement des unités de ventilation au Centre Opérationnel Ouest du SPVM - Dépense totale de 2 138 802,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15617 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.13 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231056

Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune - Dépense totale de 1 484 172,06 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 214738 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1

20.14 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1208395001

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $ pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda 1, à l'Addenda 2 ainsi qu'à l'Addenda 3 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2019 / Approuver le projet d'addenda 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.15 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438027

Accorder un contrat à Les services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 399 761,18 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18179 (1 seul soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.16 *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1203219004

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total du contrat de 316 181,25 $ à 516 181,25 $ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.17 *Service des grands parcs_ du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1203769001

Accorder un contrat de services professionnels à Sports Montréal inc. pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023 - Dépense totale de 722 785,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18004 (2 soum., un seul conforme)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.18 *Service des technologies de l'information* - 1205942003

Exercer l'option de renouvellement pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 195 457,50 $, taxes incluses, pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Groupe Informatique Technologia inc. (CG18 0426)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.19 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1200684001

Conclure deux ententes-cadres, d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, avec : Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD) et son cocontractant les Services EXP inc. pour le lot 2 (Lot 2 : 2 879 337,90 $, taxes incluses) et Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l. (ÉKM) avec ses cocontractants Latéral s.e.n.c. et Pageau, Morel & Associés inc. pour le lot 7 (Lot 7 : 661 038,55 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-17978 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.20 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1208827001

Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour des services professionnels d'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17968 (2 soum., un seul conforme)

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.21 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1208298003

Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la COVID-19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six organismes du réseau PME MTL

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.22 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1208298002

Adopter l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 (CG20 0212) afin d'augmenter le montant du prêt de 20 millions de dollars

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1194565003

Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., pour une période additionnelle de 7 ans et 29 jours, soit du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2026, un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet à Montréal, d'une superficie de 8587 pieds carrés, pour le poste de quartier 7 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 428 280,82 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.24 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1205323004

Approuver un projet d'amendement de bail par lequel la Ville loue temporairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, un terrain connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 364,8 mètres carrés, pour les fins d'un site de transbordement de matériaux pour les besoins du Service des infrastructures et du réseau routier

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.25 *Service de l'habitation* - 1208833002

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 293 853 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi - Montcalm de l'organisme Vilavi Québec

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.26 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1207796011

Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal (COVID-19) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est l'accueil des touristes effectué dans l'agglomération

20.27 *Service du développement économique* - 1200191006

Approuver les addendas 1 aux conventions initiales entre la Ville de Montréal (Ville) et les organismes École de créativité La Factry (CG19 0301), Réseau de la coopération du travail du Québec (CG20 0059), Celcius Mtl (CG19 0222), La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069) et 7 à nous (CG19 0406), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.28 *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine* - 1207642001

Accorder un soutien financier maximal de 1 092 000 $ à la Fabrique des Mobilités Québec pour un projet de valorisation des données en mobilité, dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Planification des déplacements dans l'agglomération

20.29 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438011

Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte - Dépense totale de 1 006 033,72 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.30 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques* - 1207655002

Autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy / Approuver un projet d'addenda 1 modifiant la convention de services intervenue avec Gateway Ticketing Systems inc. (CG17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424 $ à 984 335,91 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.31 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204983004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit mois - Montant total estimé des ententes : 19 689 849,61 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18120 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.32 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1206717005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Raylobec inc. (15 831 707 $), et un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. (13 803 290 $), pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois incluant une option de prolongation de deux ans - Dépense totale de 29 634 997 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18152 (8 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, pour un montant total de 666 597 $, taxes nettes

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.33 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1206810004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15511 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.34 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438028

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 mètres cubes, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077,16 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.35 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1198457002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10347 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.36 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1208091002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, situé au 12001 boul. Maurice-Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 15637 (1 seul soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.37 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1206810005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15509 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.38 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1207343001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10317 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.39 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1206236001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de cinq ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 (1 seul soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.40 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1205965001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure trois ententes-cadres pour les services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour une période de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, avec les firmes suivantes : Cima+ s.e.n.c. (lot 1) - montant estimé de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes et contingences incluses; GLT+ (lot 2) - montant estimé de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes et contingences incluses; Cima+ s.e.n.c. (lot 3) - montant estimé de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18162 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.41 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1207090001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder deux contrats de services professionnels à Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une durée de 36 mois - Dépense totale de 5 018 618,51 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17861 (2 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.42 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231065

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout avec Tetra Tech QI inc. (lot 1), pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 seul soum.) et CIMA+ s.e.n.c. (lot 2) pour une somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 seul soum.) - Appel d'offres public 20-18062

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.43 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1200298001

Approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville, dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.44 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1207019001

Approuver l'Addenda 1 à la convention 2018-2020 entre la Ville de Montréal et C2.MTL (CG18 0176), et accorder une contribution financière de 350 000 $, majorant ainsi le montant total de l'entente de 750 000 $ à 1 100 000 $, à la suite du regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.45 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438024

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc, pour l'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, dans le cadre du projet de désinfection de l'effluent à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 225 798,66 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public DP20022-182295-C (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.46 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1208661001

Accorder un contrat à Les Entreprises Michauville inc. pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville - Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10388 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.47 *Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel* - 1208751001

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Alithya services-conseils inc. (lot 1) - montant estimé de l'entente : 682 951,50 $; Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2) - montant estimé de l'entente : 634 131,97 $; Talsom inc. (lot 3) - montant estimé de l'entente : 844 807,56 $, pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels en gestion du changement, selon les besoins des unités de la Ville, pour une durée de 30 mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 2 161 891,03 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-17995 (10 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.48 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231062

Autoriser la première prolongation, sans dépense additionnelle, des ententes-cadres conclues avec Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.), tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15643 (CG17 0094), soit du 30 mars 2020 au 29 mars 2021, pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.49 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204565004

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Jalbec inc., pour une période de 14 mois, soit du 19 octobre 2020 au 18 décembre 2021, un espace à bureaux situé au 5646, rue Hochelaga à Montréal, d'une superficie de 6693 pieds carrés, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale (incluant travaux d'aménagements) de 710 987,38 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.50 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204338004

Conclure sept ententes-cadres avec 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal, pour une durée de deux mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 1 804 351,52 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18357 (2 soum., 1 seul conforme)

30 – Administration et finances

30.01 *Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie* - 1204164002

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétence d'agglomération (130 103 961,09 $)

30.02 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1207211021

Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2 : P18-P28) - Chainage REM : 202+300 à 202+630 / Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

30.03 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1202937001

Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1206019001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

41.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1200668001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

41.03 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207562001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 294 166 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

41.04 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI* - 1208285001

Avis de motion et dépôt - « Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique », relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information

Compétence d'agglomération : Acte mixte

41.05 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1207896002

Avis de motion et dépôt - « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) » / Augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

41.06 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1207952002

Avis de motion et dépôt - « Règlement établissant le programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes » dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

41.07 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1201179013

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42 – Adoption de règlements

42.01 *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques* - 1202614003

Adoption - Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

42.02 *Service de la culture* - 1208021005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

42.03 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1207383001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

50 – Ressources humaines

50.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1208480005

Approuver la modification au contrat de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er juin 2020

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service de l'habitation* - 1208320002

Reconduire le mandat de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour une période de trois ans

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

51.02 *Service de la culture* - 1208021006

Nomination de membres au Conseil des arts de Montréal

Compétence d'agglomération : Conseil des Arts

51.03 *Service du greffe*

Nominations aux commissions permanentes

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 18 juin 2020 17 h

Séance tenue le jeudi 18 juin 2020 salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Tous les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mme Valérie Assouline, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. John Belvedere, M. Alex Bottausci, M. Georges Bourelle, Mme Julie Brisebois, M. Mitchell Brownstein, M. Éric Alan Caldwell, M. François William Croteau, M. Robert Coutu, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, M. Michel Gibson, Mme Nathalie Goulet, Mme Paola Hawa, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, M. Beny Masella, M. Peter McQueen, M. Sylvain Ouellet, M. Jocelyn Pauzé, Mme Magda Popeanu, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, Mme Christina M. Smith, M. William Steinberg, Mme Maria Tutino et Mme Maja Vodanovic.

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
M. Michel Turcotte, Analyste-rédacteur

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe, demande d'observer un moment de recueillement dédié à la mémoire des victimes de la COVID-19.

Au chapitre des célébrations internationales, la présidente du conseil signale les événements suivants : le 20 juin la « Journée mondiale des réfugiés », le 21 juin la « Journée nationale des peuples autochtones » et le 24 juin la « Fête nationale du Québec ».

---

1 - Période de questions du public

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe, appelle le point « Période de questions du public ».

La présidente d'assemblée fait la lecture des deux questions transmises par le public via un formulaire Web.

Prendre note que les questions du public ci-dessous sont reproduites au procès-verbal telles qu'elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
M. Marc Poulin	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Mme Plante. Je reviens sur l'engagement que vous avez pris de respecter les recommandations des rapports de consultations publiques au lendemain de votre élection. Lundi soir dernier, M. Tomlinson a clairement exprimé le fait qu'en dépit de la recommandation principale du rapport d'imposer un moratoire sur les enjeux de circulations et de stationnement à Outremont, le temps de constituer un comité multi-parties, il allait aller de l'avant avec l'implantation de pour 144 000$ de nouveaux dos d'ânes, votés après le dépôt du rapport, qui s'ajoutent aux 47 déjà implantés ce printemps. Mme Plante, M. Tomlinson jouit-il d'un statut particulier au sein de votre parti en vertu duquel il n'a pas à respecter les engagements pris par sa cheffe et allez-vous intervenir auprès de M. Tomlinson afin qu'il respecte le moratoire recommandé par le rapport de consultation?
Mme France Poulin	Mme Émilie Thuillier (M. François Limoges)	En suivi à la question posée lundi soir, je suis heureuse de constater que vous partagez maintenant ma position à l'effet qu'en vertu de l'article 30.1 du code d'éthique des élus, ces derniers ne peuvent bloquer impunément les citoyens sur les réseaux sociaux. Cela dit votre réponse semble donner le bon Dieu sans confession à tous les élus présumant qu'ils ne bloquent qu'uniquement suite à un manque de respect des citoyens. Qui doit être juge de ce manque de respect? Le bannissement est il à vie tel que voulait le faire M. Tomlinson pour les séances du conseil ? A mon avis tout cela mérite un guide public de conduite. Quant à ma propre situation, votre réponse laissait clairement sous-entendre que si Mme Magini m'avait bloqué de commentaires, c'est que je lui avais manqué de respect, ce que je nie formellement. Avez-vous examiné les faits avant de faire de telles insinuations? Je considère que vos propos porte atteinte à ma réputation et vous demande respectueusement des excuses.

La présidente d'assemblée déclare la période de questions du public close à 17 h 09. Elle remercie les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil, dont une personne s'identifiant comme femme et une personne s'identifiant comme homme.

Avant de poursuivre les travaux du conseil, la présidente d'assemblée fait un rappel des bonnes pratiques à observer pour assurer le bon déroulement de la séance, et souhaite une bonne séance à tous.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Question de	À	Objet
Mme Julie Brisebois	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Concernant les 10 contrats accordés le 23 avril dernier à la firme Recyclage Notre Dame inc. pour le transport et le traitement de matières organiques, est-il possible que les villes liées soient consultées avant d'accorder des contrats de compétence d'agglomération qui impactent le budget locale des villes liées? / Est-il possible de demander au Service de l'environnement d'évaluer des alternatives d'atténuation des impacts budgétaires pour les villes liées qui sont touchées par les coûts de transport engendrés à la suite de l'octroi de ces contrats?

N'ayant aucune autre intervention de la part des membres du conseil, la présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close à 17 h 14.

La présidente d'assemblée cède la parole au porte-parole d'assemblée, M. François Limoges.

CG20 0292

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 18 juin 2020, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG20 0293

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 28 mai 2020, à 17 h

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 28 mai 2020 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 11 juin 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente d'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* du 1er au 31 mai 2020.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1er au 31 mai 2020.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 1er au 31 mai 2020.

---

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucun document n'est déposé.

---

6 - Dépôt de rapports des commissions du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de rapports des commissions du conseil ».

CG20 0294

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général intitulé « Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport annuel 2019 du Bureau de l'inspecteur général pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 »

Le maire de la Ville de Kirkland, M. Michel Gibson, dépose le rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général intitulé « Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport annuel 2019 du Bureau de l'inspecteur général pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 », et le conseil en prend acte.

06.01

CG20 0295

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la neuvième année d'activité (2019) : Rapport et recommandations »

La mairesse du village de Senneville, Mme Julie Brisebois, dépose le rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la neuvième année d'activité (2019) : Rapport et recommandations », et le conseil en prend acte.

06.02

---

7 - Dépôt

La présidente d'assemblée appelle le point « dépôt ».

CG20 0296

Dépôt du rapport annuel 2019 de la vérificatrice générale de la Ville

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2019 de la vérificatrice générale de la Ville, et le conseil en prend acte.

07.01

CG20 0297

Dépôt du bilan annuel 2019 du Réseau de suivi du milieu aquatique

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 du Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA), et le conseil en prend acte.

07.02 1204060001

CG20 0298

Dépôt du bilan annuel 2019 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA), et le conseil en prend acte.

07.03 1208247001

CG20 0299

Dépôt de la résolution 20 0512 du 12 mai 2020 désignant la conseillère Valérie Assouline comme représentante de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au conseil d'agglomération pour la période du 1er juin au 30 novembre 2020

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose la résolution 20 0512 du 12 mai 2020 désignant la conseillère Valérie Assouline à titre de représentante de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au conseil d'agglomération pour la période du 1er juin au 30 novembre 2020, et le conseil en prend acte.

07.04

---

11 - Dépôt de pétitions

La présidente d'assemblée appelle le point « pétitions ».

Aucun document n'est déposé.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0300

Autoriser l'option de prolongation de 12 mois pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat accordé à Xerox Canada ltée (CG18 0125), pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 / Approuver un projet de contrat de prolongation à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0777;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'exercer l'option de prolongation, d'une durée de 12 mois, pour les services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), dans le cadre du contrat octroyé à la firme XEROX Canada ltée (CG18 0125), pour la période du 22 février 2021 au 21 février 2022 et d'approuver un projet de contrat de prolongation à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1197684008

CG20 0301

Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023, pour une somme maximale de 1 922 760,65 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0780;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à ABB inc., fournisseur unique, pour le service d'entretien (évolution et support) du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023, pour la somme maximale de 1 922 760,65 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 18 mars 2020;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1203438020

CG20 0302

Accorder un contrat à Service d'entretien Alphanet inc. pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux années d'option - Dépense totale de 591 788,65 $ taxes et contingences incluses - Appel d'offres 20-17878 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0775;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à Service d'entretien Alphanet inc., seul soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le contrat pour l'entretien sanitaire et le grand ménage de divers bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 493 157,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17878;

2 - d'autoriser une dépense de 98 631,44 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1207157001

CG20 0303

Accorder un contrat de services Dr à Énergir, S.E.C., fournisseur exclusif, pour l'injection dans son réseau gazier du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à la Ville de Montréal-Est. - Dépense totale de 3 965 686,73 $, taxes et contingences incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0779;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat de gré à gré entre la Ville et Énergir S.E.C., pour une durée minimale de 20 ans, pour la fourniture du service Dr pour l'injection, dans son réseau gazier, du gaz naturel renouvelable produit par le centre de traitement de matières organiques (CTMO) par biométhanisation à la Ville de Montréal-Est, au tarif fixé au projet de contrat, soit pour une somme maximale de 2 643 791,15 $, taxes incluses;

2 - d'autoriser une dépense de 1 321 895,58 $, taxes incluses, à titre de budget de provisions et de contingences;

3 - d'imputer cette dépense au plan triennal d'immobilisation (PTI) du Service de l'environnement.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1198555001

CG20 0304

Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 $), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 $), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 $) (CG16 0392) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 $ à 6 728 871,78 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0776;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pièces pour aqueduc et égout dans le cadre des contrats accordés aux firmes Albert Viau division Emco Corporation (433 007,92 $), St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (661 806,13 $), et Wolseley Canada inc. (115 065,59 $) (CG16 0392), majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 5 518 992,14 $ à 6 728 871,78 $, taxes incluses;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1204132002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0305

Accorder un contrat à EBI Envirotech inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, pour une période de trois ans plus deux options de renouvellement d'une année chacune - Dépense totale de 2 235 521,46 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18069 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0781;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à EBI Envirotech inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de pompage et de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 032 292,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18069 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2- d'autoriser une dépense de 203 229,22 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1203438019

CG20 0306

Conclure une entente-cadre avec Nederman Canada Limited, fournisseur unique, pour les services d'entretien préventif, de réparations et d'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes, services additionnels et contingences incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0778;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers;

2 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, s'engage à fournir à la Ville de Montréal les services requis à cette fin, conformément à la soumission de cette firme en date du 19 mai 2020, pour une somme maximale de 577 724,71 $, taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'autoriser une dépense de 373 878,64 $, taxes incluses, à titre de budget de services additionnels et de contingences;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1190336002

CG20 0307

Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, situé au 2929 avenue Jeanne-d'Arc, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 856 308,96 $ à 5 214 202,60 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0786;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 293 632,62 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, situé au 2929, avenue Jeanne-d'Arc, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant total de l'enveloppe des contingences de 760 671,73 $ à 1 054 304,35 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 64 261,01 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences, majorant ainsi le montant total de l'enveloppe des incidences de 292 278,61 $ à 356 539,62 $, taxes incluses;

3- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1208009001

CG20 0308

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier 5

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0798;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire portant sur la délégation de la construction du nouveau poste de quartier numéro 5.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1190257001

CG20 0309

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant constitué du lot 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 mètres carrés, pour la somme de 564 000 $, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque créée en sa faveur et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 28 août 2017, sous le numéro 23 332 132, afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs à la réalisation de logements sociaux et communautaires

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0800;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Société en commandite Gilford, aux fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 1 639,5 mètres carrés, situé au quadrant nord-ouest de l'intersection du prolongement projeté de la 2e Avenue et du parc linéaire projeté dans l'axe de prolongement de la rue Gilford, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, constitué du lot 6 222 957 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une somme de 564 000 $, plus les taxes applicables et par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple de l'hypothèque publiée le 28 août 2017, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 332 132, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2- d'approuver un projet de convention de services professionnels entre Me Caroline Djenandji, notaire, et Société en commandite Gilford, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville;

3- d'autoriser la Ville à signer l'acte conditionnellement à :

- la réception d'une confirmation écrite à l'effet que les matériaux accumulés ont été retirés et que le terrain est nivelé à la satisfaction du Service de l'habitation;

- la réception d'une confirmation écrite à l'effet que les travaux de décontamination et de remblaiement des sols ont été complétés conformément aux exigences de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1198190013

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0310

Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal (Ville) et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG19 0133), l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068) et l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0058), sans aucun changement aux montants des contributions financières et paiements prévus, afin d'ajuster les modalités des projets et des services au contexte engendré par la pandémie

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0813;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver les addendas aux conventions initiales entre la Ville et les organismes suivants, sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie :

- l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0025);

- l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École des entrepreneurs du Québec (CG20 0133);

- l'addenda 2 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Pôle innovation MTL (CG18 0547 et CG20 0068);

- l'addenda 1 au contrat de services professionnels entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0058);

2- d'imputer la dépense totale de 2 365 956,24 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1200191004

CG20 0311

Accorder un soutien financier maximal de 975 000 $ à l'organisme Conseil du sport de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin de contribuer au développement du sport régional et du sport de haut niveau à Montréal pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0814;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 975 000 $ à Conseil du sport de l'île de Montréal afin de contribuer au développement du sport de haut niveau et du sport régional de l'île de Montréal, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, en provenance du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1207898001

CG20 0312

Autoriser une dépense additionnelle de 3 768 869,25 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour l'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William, entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown (Lot #6A), dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Michaudville inc. (CG19 0314), majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194,40 $ à 23 848 374,65 $, taxes incluses / Augmenter le budget des incidences de 378 689 $, taxes incluses, incluant un montant maximal de 116 377,89 $, taxes incluses, afin d'accorder un contrat gré à gré à Énergir, fournisseur unique, pour des travaux de déplacement de conduite de gaz existante

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0888;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle et d'augmenter le budget des contingences de 3 390 180,25 $, taxes incluses, à des fins d'agrandissement de la conduite d'égout du collecteur William dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures de la rue William, entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown (Lot 6A), dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Michaudville inc., (CG19 0314), majorant ainsi le montant total du contrat de 20 458 194,40 $ à 23 848 374,65 $, taxes incluses;

2 - d'accepter l'estimation d'Énergir, fournisseur unique, et leur accorder un contrat de gré à gré pour les travaux de déplacement des conduites de gaz existantes, pour la somme maximale de 116 377,89 $ taxes incluses;

3 - d'autoriser une dépense additionnelle de 378 689 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences incluant le budget de 116 377,89 $, taxes incluses, pour les travaux d'Énergir en vertu de l'entente;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1207231033

CG20 0313

Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est, de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien - Dépense totale de 3 896 659,01 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 329801 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0879;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Demix Construction une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Métropolitain Est, de l'avenue Broadway Nord à l'avenue Marien, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 041 382,51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329801;

2- d'autoriser une dépense de 608 276,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 247 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1207231050

CG20 0314

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec sa Majesté la Reine Chef du Canada (Services publics et approvisionnement Canada) pour des services professionnels en juricomptabilité pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 1 000 000 $, taxes incluses / Approuver un projet d'entente de service à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0890;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre pour des services professionnels en juricomptabilité;

2 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet d'entente de service, de gré à gré, par lequel le ministère de Services publics et Approvisionnement Canada s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 000 000 $, taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente de service;

3 - d'autoriser le Directeur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à signer l'entente pour et au nom de la Ville de Montréal;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités du SPVM, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1205841001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0315

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de gré à gré à La Société Vie, intégration, apprentissage pour Handicapés V.I.A. inc. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans - Dépense totale de 59 580 113 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat à cette fin / Autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 $ et un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 5 050 403 $ en 2021 et indexé annuellement pour les années suivantes jusqu'en 2030, pour un ajustement total de 54 901 665 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0859;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat de gré à gré entre la Ville de Montréal et Société VIA inc, pour la fourniture du service de traitement des matières recyclables au prix du contrat, soit pour une somme maximale de 59 580 113 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat;

3- d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de l'environnement des montants suivants et pour un ajustement total de 54 901 665 $ taxes net;

2021	2022	2023	2024	2025
5 050 403 $	5 143 012 $	5 237 473 $	5 333 823 $	5 432 101 $

2026	2027	2028	2029	2030
5 532 344 $	5 634 592 $	5 738 885 $	5 845 263 $	5 953 770 $

4- d'autoriser un virement budgétaire du compte corporatif de la ville pour l'année 2020 de 2 479 805 $ taxes net;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1207159002

CG20 0316

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau - Dépense totale de 15 811 200 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10346 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0882;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 750 mm de diamètre sous le boulevard De Maisonneuve Est, entre la rue Saint-Timothée et l'avenue Papineau, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 12 960 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10346;

3- d'autoriser un montant de 1 944 000 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser un montant de 907 200 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : Mme Maria Tutino

20.17 1206945002

CG20 0317

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Alithya Canada inc. pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 - Montant estimé de l'entente : 9 029 487,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17666 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0893;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats :

2- de conclure une entente-cadre avec Alithya Canada inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour la fourniture de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour une somme maximale de 9 029 487,23 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17666;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1207684002

CG20 0318

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation « Au pied de la montagne (Montréal) » pour la propriété sise au 100-102, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 15 ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, dont la rente annuelle sera de 3 600 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0898;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver la modification de l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Au pied de la montagne » (Montréal), pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période de 15 ans, soit du 25 août 2035 jusqu'au 24 août 2050, pour la propriété sise au 102, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, constitué du lot 1 443 640 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 837,8 mètres carrés, dont la rente annuelle pour la période de prolongation sera de 3 600 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 630 000 $ pour la période de la prolongation;

2 - d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de modification de l'emphytéose pourvu que cet acte de modification soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'acte joint au présent sommaire décisionnel;

3 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1186037014

CG20 0319

Accorder une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 3 420 000 $ pour la réalisation du projet de logement social Habitations communautaires LOGGIA de l'organisme Habitations communautaires LOGGIA

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0902;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 3 420 000 $, pour la réalisation du projet Habitations communautaires LOGGIA, situé sur l'avenue Mont-Royal Est, à l'est de la rue Molson, dans l'arrondissement de Rosemont--La Petite-Patrie;

2- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1208370003

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 et 20.22 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0320

Accorder un soutien d'une valeur totale de 4 125 000 $ à ÉVÉNEMENTS GPCQM, dont un soutien en biens et services d'une valeur annuelle de 225 000 $ pour la réalisation des éditions 2020 à 2022 du Grand Prix Cycliste de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0903;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien total de 4 125 000 $ à Grands Prix Cycliste Québec Montréal, soit un soutien financier de 1 250 000 $ en 2020, de 1 150 000 $ en 2021 et de 1 050 000 $ en 2022, et un soutien en biens et services annuel de 225 000 $;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et du soutien en biens et services;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1197898003

CG20 0321

Autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 $, taxes incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat accordé à Degrémont ltée (CG15 0163), appel d'offres public 12-12107, majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950 000 $ à 107 749 300,30 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0921;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 8 799 300,30 $, taxes incluses, pour des services additionnels dans le cadre du contrat accordé à Degrémont ltée (CG15 0163), majorant ainsi le montant total du contrat de 98 950 000 $ à 107 749 000 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1203438018

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0322

Décréter le renouvellement d'une réserve à des fins de parc sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés au sud de la rue Saint-Jacques Ouest et à l'est du boulevard Cavendish

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0823;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de décréter le renouvellement d'une réserve, à des fins de parc, sur les lots 3 322 863, 3 322 973, 3 324 409, 4 679 215 et 4 723 768 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés au sud de la rue Saint-Jacques et à l'est du boulevard Cavendish;

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1205268001

CG20 0323

Autoriser le report au 1er novembre 2020 de l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision des immeubles non résidentiels et des immeubles résidentiels de 60 logements et plus, déposées à l'encontre des rôles triennaux 2020-2021-2022

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0933;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser le report au 1er novembre 2020 de l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision des immeubles non résidentiels et des immeubles résidentiels de 60 logements et plus, déposées à l'encontre des rôles triennaux 2020-2021-2022.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1206665001

CG20 0324

Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2020, renouvelable automatiquement pour 12 mois, pour des paiements totalisant 300 000 $ maximum annuellement

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0934;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2020, renouvelable automatiquement pour 12 mois, pour des paiements totalisant 300 000 $ maximum annuellement.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1194124001

CG20 0325

Poursuivre la procédure d'adoption du projet visé par la résolution CG20 0161, conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours et d'une assemblée d'information virtuelle webdiffusée - Projet de PPU des Faubourgs

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0939;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de poursuivre les procédures d'adoption du projet visé par la résolution CG20 0161, conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée d'au moins 15 jours et d'une assemblée d'information virtuelle webdiffusée – Projet de PPU des Faubourgs.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1200867004

CG20 0326

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1202614003

CG20 0327

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1208021005

CG20 0328

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1207383001

CG20 0329

Avis de motion et dépôt - « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » / Réserver une somme de 500 000$ pour sa mise en oeuvre

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1207953001

CG20 0330

Avis de motion et dépôt - « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* » (RCG 20-014) afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 31 août 2020

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1206407009

CG20 0331

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG19-031) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.06 1203843010

CG20 0332

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG19-030)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.07 1203843009

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0333

Adoption - Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le Parc de l'écoterritoire de la falaise

Vu l'avis de motion donné du « Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le Parc de l'écoterritoire de la falaise », afin de créer un nouveau parc régional dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, sur le territoire des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et du Sud-Ouest, à l'assemblée du conseil d'agglomération du 28 mai 2020 par sa résolution CG20 0275;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le Parc de l'écoterritoire de la falaise », afin de créer un nouveau parc régional dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, sur le territoire des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et du Sud-Ouest, à l'assemblée du conseil d'agglomération du 28 mai 2020 par sa résolution CG20 0275;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020, par sa résolution CE20 0737;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement relatif à l'établissement et la dénomination du parc à caractère régional, le parc de l'écoterritoire de la falaise », afin de créer un nouveau parc régional dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, sur le territoire des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et du Sud-Ouest.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1190592001

Règlement RCG 20-022

CG20 0334

Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019)

Vu l'avis de motion donné du « Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019) », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 28 mai 2020 par sa résolution CG20 0276;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019) », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 28 mai 2020 par sa résolution CG20 0276;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020, par sa résolution CE20 0744;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019) ».

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : Mme Maria Tutino

42.02 1203843001

Règlement RCG 20-023

CG20 0335

Adoption - Règlement établissant le programme d'aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement

Vu l'avis de motion donné du « Règlement établissant le programme d'aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 28 mai 2020 par sa résolution CG20 0277;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 28 mai 2020 par sa résolution CG20 0277;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mai 2020, par sa résolution CE20 0745;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement »;

2 - de réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1207796007

Règlement RCG 20-024

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 50.01 à 50.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0336

Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une durée de trois ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0833;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser rétroactivement le prêt de service d'un policier à l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de trois ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022;

2- d'autoriser une dépense de quatre cent trente-neuf mille deux cents dollars (439 200 $) pour la période du prêt de service;

3- d'autoriser le directeur du SPVM à signer le projet d'entente de détachement;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1205326001

CG20 0337

Approuver un projet d'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0834;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver le projet d'addenda prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020, le protocole d'entente par lequel la Ville de Montréal prête les services de Mme Martine Primeau à la Société du parc Jean-Drapeau, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un plan stratégique pour la Société du Parc Jean-Drapeau;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.02 1203012001

CG20 0338

Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre de coordination provincial contre la menace (CCPM) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du SPVM, pour une période de trois ans, soit du 30 septembre 2019 au 29 septembre 2022

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juin 2020 par sa résolution CE20 0832;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum d'un policier au Centre de coordination provincial contre la menace (CCPM) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), et ce, pour une période de trois ans, à compter du 30 septembre 2019;

2- d'autoriser le directeur du SPVM à signer le projet d'entente de détachement;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.03 1195326005

CG20 0339

Approuver la nomination de Mme Johanne Tanguay, cadre sur mandat, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020 par sa résolution CE20 0935;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer, madame Johanne Tanguay, cadre sur mandat, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1200079001

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe souhaite remercier les membres du conseil pour le bon déroulement de cette séance. Mme Barbe remercie également le personnel de la Ville de Montréal pour leur accompagnement durant la tenue de ce conseil par vidéoconférence, notamment le Service du greffe et M^{e} Yves Saindon, directeur et greffier, le Service du matériel roulant et ateliers pour le service technique, le Service des technologies de l'information pour le soutien informatique, le Service des ressources humaines, l'équipe de l'entretien ménager à l'hôtel de ville ainsi que le partenaire externe Intervalle.tv pour la diffusion.

La présidente d'assemblée souhaite à tous un très bel été, et invite les Montréalais.es à découvrir les bonnes adresses locales, les parcs et l'architecture de la Ville.

À 17 h 27, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée déclare l'assemblée levée.

_____
Manon Barbe
PRÉSIDENTE

_____
Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante
MAIRESSE

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 30 juin 2020 16 h

Séance tenue le mardi 30 juin 2020 salle du conseil de l'hôtel de ville, édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Les élus ci-après nommés étaient présents par téléconférence.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mme Valérie Assouline, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. John Belvedere, M. Alex Bottausci, M. Georges Bourelle, Mme Julie Brisebois, M. Mitchell Brownstein, M. Éric Alan Caldwell, M. François William Croteau, M. Robert Coutu, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, M. Michel Gibson, Mme Nathalie Goulet, Mme Paola Hawa, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, M. Peter McQueen, M. Sylvain Ouellet, M. Jocelyn Pauzé, Mme Magda Popeanu, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, Mme Christina M. Smith, M. William Steinberg et Mme Maja Vodanovic.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLU.E.S* :

M. Beny Masella et Mme Maria Tutino.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice

En raison de circonstances fortuites, le conseil a débuté ses travaux à 16 h 29.

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe, invite les membres du conseil à observer un moment de recueillement dédié aux personnes atteintes de la COVID-19 et à la mémoire des personnes décédées de cette maladie sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Puis, Mme Barbe rappelle la tenue de ce conseil de manière virtuelle et que les élu.e.s ayant des difficultés techniques peuvent en tout temps joindre le soutien technique.

La présidente d'assemblée déclare la séance ouverte et souhaite une bonne séance du conseil à toutes et à tous.

---

1 - Période de questions du public

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe, appelle le point « Période de questions du public »

La présidente d'assemblée fait lecture de l'unique question transmise par le public via un formulaire Web.

Prendre note que la question du public ci-dessous est reproduite au procès-verbal telle qu'elle a été reçue, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
Mme Lucie Chicoine	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Le projet de règlement adopté par 7 arrondissements a pour effet d'aliéner ou limiter les petits propriétaires occupants du droit de disposer librement de leurs immeubles et de les transformer en habitations confortables et/ou polyvalents pour leurs besoins.

Mme Lucie Chicoine	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	***SUITE*** - Le projet vise à freiner les rénovictions par des propriétaires abusifs. Ce faisant, ce sont les propriétaires occupants qui en paient les frais. Ils ne pourront plus subdiviser ou agrandir leur logement au sein du bâti existant. Si le taux d'occupation du sol le permet, 2 solutions leurs sont possibles : agrandir en construisant un nouveau volume à l'arrière ou déménager. Conséquences : perte d'espace non construit entraînant un impact négatif sur l'environnent ou proprioviction. Quels sont les bénéfices pour la Ville de favoriser l'addition de nouveaux volumes construits ou les propriovictions? Comment envisagez-vous de protéger vos propriétaires occupants sans les obliger à avoir recours à un projet particulier long et coûteux?

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, la présidente d'assemblée déclare la période de questions du public close à 16 h 34. Elle remercie la seule personne, s'identifiant comme femme, qui a soumis une question par écrit à l'avance pour faire état de ses préoccupations aux membres du conseil.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, la présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close à 16 h 34.

La présidente d'assemblée cède la parole au porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, pour la suite de l'ordre du jour.

CG20 0340

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 30 juin 2020, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG20 0341

Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000 $ à Centraide du Grand Montréal pour la mise en oeuvre de l'Initiative immobilière communautaire, pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 26 juin 2020 par sa résolution CE20 1000;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à Centraide du Grand Montréal afin de mettre en oeuvre l'Initiative immobilière communautaire, pour l'année 2020;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1205008004

CG20 0342

Aviser Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications de l'intention de la Ville de renégocier les termes de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications / Mandater le Service de la culture et le Bureau des relations gouvernementales et municipales de la Ville de Montréal pour renégocier les termes de ladite entente-cadre (CG16 0493)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 26 juin 2020 par sa résolution CE20 1002;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'aviser Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications de l'intention de la Ville de renégocier les termes de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications (CG16 0493);

2- de mandater le Service de la culture et le Bureau des relations gouvernementales et municipales de la Ville de Montréal pour renégocier les termes de ladite entente-cadre.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1206218001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG20 0343

Adoption - « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en œuvre

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 à l'assemblée du conseil municipal du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0329;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » à l'assemblée du conseil municipal du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0329;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020, par sa résolution CE20 0956;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 »;

2- de réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en œuvre.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1207953001

Règlement RCG 20-025

CG20 0344

Adoption - « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » afin de prolonger la délégation de pouvoir jusqu'au 31 août 2020

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) à l'assemblée du conseil municipal du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0330;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » à l'assemblée du conseil municipal du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0330;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 juin 2020, par sa résolution CE20 0957;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1206407009

Règlement RCG 20-014-2

CG20 0345

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031)

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031) », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0331;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG 19-031) », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0331;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 juin 2020, par sa résolution CE20 0968;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020) (RCG19-031) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1203843010

Règlement RCG 19-031-2

CG20 0346

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030)

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0332;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) », à l'assemblée du conseil d'agglomération du 18 juin 2020 par sa résolution CG20 0332;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 juin 2020, par sa résolution CE20 0967;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020) (RCG 19-030) »;

2- de prendre acte que le report de la seconde date d'échéance des taxes foncières au 1er septembre 2020 prévue par le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier 2020), aura également pour effet de reporter au 1er septembre 2020 la date d'échéance de la contribution des municipalités reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2020) prévue par la Résolution CM19 1378.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1203843009

Règlement RCG 19-030-2

À 16 h 39, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée remercie l'ensemble des élu.e.s pour leur collaboration, les remercie pour leur patience et s'excuse pour le retard du début de la séance extraordinaire du conseil d'agglomération en raison de la séance extraordinaire du conseil municipal qui s'est prolongé au-delà de l'heure de fin prévue. Elle déclare l'assemblée levée.

_____
Manon Barbe
PRÉSIDENTE D'ASSEMBLÉE

_____
Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie PLANTE
MAIRESSE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
27 AOÛT 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER JUIN AU 31 JUILLET 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 JUIN 2020 AU 31 JUILLET 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
BÉLANGER SAUVÉ	50% AGGLO 50% VILLE	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION	1196976001	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 50 000 $, TAXES INCLUSES, DANS LE CADRE DU CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS OCTROYÉ À LA FIRME BÉLANGER SAUVÉ, AFIN DE REPRÉSENTER LA VILLE DANS LES RECOURS EN DÉCLARATION D'INCONSTITUTIONNALITÉ DE LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DANS LE SECTEUR MUNICIPAL, RLRQ, C. 5.2.1.1., MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 298 935 $ À 348 935 $, TAXES INCLUSES	CE20 0891	2020-06-12	50 000,00 $
EBI ENVIROTECH INC	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1204473001	OCTROYER UN CONTRAT À LA COMPAGNIE EBI ENVIROTECH INC. POUR LE SERVICE DE NETTOYAGE DES CHAMBRES SOUTERRAINES, POUR UNE PÉRIODE DE 36 MOIS À COMPTER DE LA DATE D'ÉMISSION DU BON DE COMMANDE AVEC UNE OPTION DE RENOUVELLEMENT DE 12 MOIS - APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 20-17999. QUATRE (4) SOUMISSIONNAIRES CONFORMES - DÉPENSE TOTALE DE 394 525,45 $, TAXES INCLUSES (MONTANT DE LA SOUMISSION 358 659,50 $, TAXES INCLUSES, PLUS CONTINGENCES DE 35 865,95 $, TAXES INCLUSES).	CE20 0855	2020-06-11	394 525,45 $
GROUPE GLADIATEUR	100% AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS - SCA	1207711003	EXERCER L'OPTION DE RENOUVELLEMENT, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, DES CONTRATS OCTROYÉS AUX ENTREPRISES GROUPE GLADIATEUR (LAC - CA19 19 0249), DÉNEIGEMENT DISCOUNT INC. (LAS - CA18 20 0434), 100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC. (RDP - CA18 30 0357), MJ CONTACH (RDP - CA18 30 0357), REM GROUPE EXTREME INC. (RPP - CA18 26 024818) ET J.M.A.C. REMORQUAGE TRANSPORT ET DÉNEIGEMENT (VMA - CA18 240581) POUR DES SERVICES DE REMORQUAGE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 1 073 627,21$, MAJORANT LES CONTRATS DE 2 174 541,46$ À 3 248 168,67$, TAXES, VARIATION DE QUANTITÉS ET CONTINGENCES INCLUSES. APPEL D'OFFRES NOS 19-17650, 18-17040,18-17242 ET 18-16995.	CE20 1018	2020-07-09	182 752,00 $
DISCOUNT	100% AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS - SCA	1207711003	EXERCER L'OPTION DE RENOUVELLEMENT, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, DES CONTRATS OCTROYÉS AUX ENTREPRISES GROUPE GLADIATEUR (LAC - CA19 19 0249), DÉNEIGEMENT DISCOUNT INC. (LAS - CA18 20 0434), 100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC. (RDP - CA18 30 0357), MJ CONTACH (RDP - CA18 30 0357), REM GROUPE EXTREME INC. (RPP - CA18 26 024818) ET J.M.A.C. REMORQUAGE TRANSPORT ET DÉNEIGEMENT (VMA - CA18 240581) POUR DES SERVICES DE REMORQUAGE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 1 073 627,21$, MAJORANT LES CONTRATS DE 2 174 541,46$ À 3 248 168,67$, TAXES, VARIATION DE QUANTITÉS ET CONTINGENCES INCLUSES. APPEL D'OFFRES NOS 19-17650, 18-17040,18-17242 ET 18-16995.	CE20 1018	2020-07-09	154 044,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
JMAC	100% AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS - SCA	1207711003	EXERCER L'OPTION DE RENOUVELLEMENT, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, DES CONTRATS OCTROYÉS AUX ENTREPRISES GROUPE GLADIATEUR (LAC - CA19 19 0249), DÉNEIGEMENT DISCOUNT INC. (LAS - CA18 20 0434), 100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC. (RDP - CA18 30 0357), MJ CONTACH (RDP - CA18 30 0357), REM GROUPE EXTREME INC. (RPP - CA18 26 024818) ET J.M.A.C. REMORQUAGE TRANSPORT ET DÉNEIGEMENT (VMA - CA18 240581) POUR DES SERVICES DE REMORQUAGE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 1 073 627,21$, MAJORANT LES CONTRATS DE 2 174 541,46$ À 3 248 168,67$, TAXES, VARIATION DE QUANTITÉS ET CONTINGENCES INCLUSES. APPEL D'OFFRES NOS 19-17650, 18-17040,18-17242 ET 18-16995.	CE20 1018	2020-07-09	154 044,00 $
100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS - SCA	1207711003	EXERCER L'OPTION DE RENOUVELLEMENT, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, DES CONTRATS OCTROYÉS AUX ENTREPRISES GROUPE GLADIATEUR (LAC - CA19 19 0249), DÉNEIGEMENT DISCOUNT INC. (LAS - CA18 20 0434), 100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC. (RDP - CA18 30 0357), MJ CONTACH (RDP - CA18 30 0357), REM GROUPE EXTREME INC. (RPP - CA18 26 024818) ET J.M.A.C. REMORQUAGE TRANSPORT ET DÉNEIGEMENT (VMA - CA18 240581) POUR DES SERVICES DE REMORQUAGE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 1 073 627,21$, MAJORANT LES CONTRATS DE 2 174 541,46$ À 3 248 168,67$, TAXES, VARIATION DE QUANTITÉS ET CONTINGENCES INCLUSES. APPEL D'OFFRES NOS 19-17650, 18-17040,18-17242 ET 18-16995.	CE20 1018	2020-07-09	76 630,00 $
MJ CONTACH	100% AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS - SCA	1207711003	EXERCER L'OPTION DE RENOUVELLEMENT, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, DES CONTRATS OCTROYÉS AUX ENTREPRISES GROUPE GLADIATEUR (LAC - CA19 19 0249), DÉNEIGEMENT DISCOUNT INC. (LAS - CA18 20 0434), 100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC. (RDP - CA18 30 0357), MJ CONTACH (RDP - CA18 30 0357), REM GROUPE EXTREME INC. (RPP - CA18 26 024818) ET J.M.A.C. REMORQUAGE TRANSPORT ET DÉNEIGEMENT (VMA - CA18 240581) POUR DES SERVICES DE REMORQUAGE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 1 073 627,21$, MAJORANT LES CONTRATS DE 2 174 541,46$ À 3 248 168,67$, TAXES, VARIATION DE QUANTITÉS ET CONTINGENCES INCLUSES. APPEL D'OFFRES NOS 19-17650, 18-17040,18-17242 ET 18-16995.	CE20 1018	2020-07-09	153 259,00 $
REM GROUPE EXTREME INC	100% AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS - SCA	1207711003	EXERCER L'OPTION DE RENOUVELLEMENT, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, DES CONTRATS OCTROYÉS AUX ENTREPRISES GROUPE GLADIATEUR (LAC - CA19 19 0249), DÉNEIGEMENT DISCOUNT INC. (LAS - CA18 20 0434), 100 LIMITES ENVIRONNEMENT INC. (RDP - CA18 30 0357), MJ CONTACH (RDP - CA18 30 0357), REM GROUPE EXTREME INC. (RPP - CA18 26 024818) ET J.M.A.C. REMORQUAGE TRANSPORT ET DÉNEIGEMENT (VMA - CA18 240581) POUR DES SERVICES DE REMORQUAGE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 1 073 627,21$, MAJORANT LES CONTRATS DE 2 174 541,46$ À 3 248 168,67$, TAXES, VARIATION DE QUANTITÉS ET CONTINGENCES INCLUSES. APPEL D'OFFRES NOS 19-17650, 18-17040,18-17242 ET 18-16995.	CE20 1018	2020-07-09	352 900,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
AL CARRIÉRE	9% AGGLO 91% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - GESTION IMMOBILIÈRE ET EXPLOITATION	1208384001	EXERCER LA PREMIÈRE OPTION DE PROLONGATION PRÉVUE DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À AL CARRIÈRE (CE17 0848), POUR UNE PÉRIODE DE 12 MOIS, ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 36 009.13$ TAXES INCLUSES, POUR LE SERVICE D'ENTRETIEN DES EXTINCTEURS PORTATIFS ET DES SYSTÈMES D'EXTINCTION AUTOMATIQUES POUR LES HOTTES DE CUISINE COMMERCIALES POUR 427 BÂTIMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL , MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 104 127,11 $ À 140 136.24 $, TAXES INCLUSES.	CE20 0974	2020-07-06	36 009,00 $
GÉOTHENTIC INC.	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1208407002	CONCLURE AVEC «GÉOTHENTIC INC.», UNE ENTENTE-CADRE D'UNE DURÉE DE 24 MOIS POUR LA FOURNITURE DES SYSTÈMES DE DÉTECTION DE BENNE LEVÉE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 179 730,07 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 19-17937 (8 SOUMISSIONNAIRES)	CE20 1019	2020-07-09	179 730,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 10

TOTAL : 1 733 893,45 $

4/4

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
27 AOÛT 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER JUIN AU 31 JUILLET 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 JUIN 2020 AU 31 JUILLET 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
L'ÎLE DU SAVOIR INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1204005002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 70 000 $ À L'ÎLE DU SAVOIR INC. AFIN DE COMPENSER LES FRAIS ENGAGÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉDITION 2020 DU FESTIVAL EURÊKA! QUI A ÉTÉ ANULÉE / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 1035	2020-07-09	70 000,00 $
RÉSEAU ACTION TI	AGGLO	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION	1205942001	AUTORISER LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE DE 12 877,20 $, TAXES INCLUSES, À RÉSEAU ACTION TI POUR LA VISIBILITÉ ET LES ÉVÉNEMENTS MENTIONNÉS DANS LE PRÉSENT DOSSIER / APPROUVER L'ENTENTE DE PARTENARIAT À CET EFFET QUI SE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE 2020.	CE20 0982	2020-06-17	12 877,20 $
CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207392001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 400 000 $ AUX SIX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR DEUX ANS, POUR LA PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) - VOLET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1032	2020-07-09	60 000,00 $
MÈRES AVEC POUVOIR (MAP) MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207392001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 400 000 $ AUX SIX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR DEUX ANS, POUR LA PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) - VOLET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1032	2020-07-09	49 000,00 $
Y DES FEMMES - ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207392001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 400 000 $ AUX SIX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR DEUX ANS, POUR LA PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) - VOLET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1032	2020-07-09	50 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CARI ST-LAURENT	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207392001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 400 000 $ AUX SIX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR DEUX ANS, POUR LA PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) - VOLET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1032	2020-07-09	80 000,00 $
CENTRE COMMUNAUTAIRES DES FEMMES SUD-ASIATIQUE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207392001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 400 000 $ AUX SIX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR DEUX ANS, POUR LA PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) - VOLET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1032	2020-07-09	85 000,00 $
PETITES-MAINS	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207392001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 400 000 $ AUX SIX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR DEUX ANS, POUR LA PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) - VOLET ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1032	2020-07-09	76 000,00 $
CENTRE INTERLIGNE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208329002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 87 500 $ À CENTRE INTERLIGNE INC. AFIN DE RÉALISER LE PROJET « SERVICES JEUNESSE INTERLIGNE », POUR L'ANNÉE 2020, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0915	2020-06-11	87 500,00 $
SOCIÉTÉ RESSOURCES-LOISIRS DE POINTE-AUX-TREMBLES	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208377001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 67 659 $ À SOCIÉTÉ RESSOURCES-LOISIRS POINTE-AUX-TREMBLES AFIN DE RÉALISER LE PROJET MON MILIEU, MA COMMUNAUTÉ POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 MARS 2023 DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES - ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0811	2020-06-04	67 659,00 $
ALI ET LES PRINCES DE LA RUE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	50 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CENTRE D'ENCADREMENT POUR JEUNES FEMMES IMMIGRANTES (CEJFI)	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	75 000,00 $
CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	39 300,00 $
CYBERCAP	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	60 000,00 $
ÉVÉNEMENT HOODSTOCK	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	23 900,00 $
FORUM JEUNESSE DE SAINT-MICHEL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	14 400,00 $
GUEPE, GROUPE UNI DES ÉDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	22 500,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
POUR 3 POINTS	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	25 000,00 $
RÉSEAU CITOYEN DE SOLIDARITÉ ICIÉLA	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	50 000,00 $
RUE ACTION PRÉVENTION JEUNESSE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	50 000,00 $
TAZ, CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE ET COMMUNAUTAIRE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	26 600,00 $
CITÉ DES ARTS DU CIRQUE, FAISANT AUSSI AFFAIRES SOUS TOHU	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1208798003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 459 200 $, À 12 DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2020, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS RELATIFS AU VOLET INSERTION SOCIALE DES JEUNES ISSUS DE LA DIVERSITÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES, AU TITRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MTESS 2018-2023) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 1033	2020-07-09	22 500,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 22

TOTAL : 1 097 236,20 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
27 AOUT 2020

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er JUIN AU 31 JUILLET 2020
LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROY BELANGER AVOCATS	1419577	30 JUIN 2020	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	Honoraires assistance judiciaire police lot A juin 2020	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 405,07 $	
ROY BELANGER AVOCATS	1419578	30 JUIN 2020	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	Honoraires assistance judiciaire police lot B juin 2020	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	24 379,30 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1419240	26 JUIN 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Imprimante multifonction SHARP MX4071 (en remplacement d'une MX-M465N) (VDM.435) pour le Service des affaires juridiques.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 576,94 $	
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1423032	21 JUIL. 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Achat pour remplacer la caméra extérieure existante défectueuse à la cour Municipale Versailles pour le Service des affaires juridiques.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 514,45 $	
TENAQUIP LIMITED	1423384	23 JUIL. 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Poteau contrôle de foule noir avec ruban modèle- SAS227/ Référence soumission 13244225-00	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 986,31 $	
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2020periode14	08 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 14 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 680,54 $	
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2020periode15	22 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 15 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 667,83 $	
KELENY INC.	20200188	10 JUIN 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0188	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 047,26 $	
KELENY INC.	20200190	10 JUIN 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0190	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 047,26 $	
KELENY INC.	20200203	09 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0203	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 047,26 $	
KELENY INC.	20200204	09 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0204	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 047,26 $	
KELENY INC.	20200205	09 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2020 - Facture # 2020_0205	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 047,26 $	
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	654352	02 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-002305/20-000002/20-000528	Affaires juridiques	Affaires civiles	19 414,29 $	
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	655523	02 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-002305/20-000002/20-000528	Affaires juridiques	Affaires civiles	28 860,54 $	
ME FARAH NANTEL	2020fn169	18 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier Pierre Coriolan	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	17 611,65 $	
ME FARAH NANTEL	fn2020b94	23 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques dossier BEI 200426-001	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 049,36 $	
ME ISABELLE BRIAND	50001171829184	09 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques dossier SPVM Patrick Guay	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 286,98 $	
ME SIMON C. CHARTIER	1339	18 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 1013-12	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	21 109,31 $	
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2020periode13	23 JUIN 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 13 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 196,07 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2020periode14	08 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 14 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 645,17 $	
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2020periode15	22 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 15 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 344,38 $	
RENEE DUPRAS	202014	26 JUIN 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2020 - Facture # 2020-14	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 061,86 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9731515131	12 JUIN 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	12 204,49 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9733293245	26 JUIN 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 545,16 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9734353053	10 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 859,78 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9735137083	10 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 945,52 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9736030265	23 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	14 534,65 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9736871953	23 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	10 099,09 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9736896599	22 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Période 11-07-2020 @ 17-07-2020	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 483,45 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9737850418	30 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Manifeste période du 18-07-2020 @ 24-07-2020	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 530,90 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9737859632	30 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	DPPC - Frais postaux 2020 - Achat de timbres.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 829,42 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9737870269	30 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2020 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	12 743,92 $	
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90054425	03 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Mars 2020 - facture # 90054425 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	7 216,59 $	
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90054598	03 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Mars 2020 - facture # 90054598 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	145 442,68 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90054708	03 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Avril 2020 - facture # 90054708 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	7 073,46 $	
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90054837	03 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Avril 2020 - facture # 90054837 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	120 189,40 $	
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	03828	30 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais avocats dossier BEI- assistance judiciaire police 2020-020	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 309,72 $	
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	03829	30 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais avocats dossier BEI- 200621-001	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 283,48 $	
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	03830	30 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais avocats dossier BEI- assistance judiciaire BEI 200623-001	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 175,87 $	
VALADE & ASSOCIES S.E.N.C. HUISSIERS DE JUSTICE	2020periode13	23 JUIN 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 13 - Valade et associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 379,45 $	
VALADE & ASSOCIES S.E.N.C. HUISSIERS DE JUSTICE	2020periode14	08 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 14 - Valade et associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 749,31 $	
VALADE & ASSOCIES S.E.N.C. HUISSIERS DE JUSTICE	2020periode15	22 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Services judiciaires - Huissiers de justice 2020 - Période 15 - Valade et associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 747,72 $	
9283-2930 QUEBEC INC.	1408406	09 JUIN 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 848,00 $	
ALL TAPE DISTRIBUTION	1422086	15 JUIL. 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 028,38 $	
C.I.L. ORION	1419683	30 JUIN 2020	ROY, GUY	Appel livraison SPVM	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	14 912,59 $	1377587
EMBALLAGE CODERRE	1422093	15 JUIL. 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	5 329,17 $	
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1416304	10 JUIN 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	8 641,53 $	
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1422096	15 JUIL. 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	7 845,72 $	
LES EMBALLAGES CROWN	1422095	15 JUIL. 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 440,29 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1415880	08 JUIN 2020	ROY, GUY	SPVM pour LU	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 271,52 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1416027	09 JUIN 2020	ROY, GUY	SPVM pour LU	Bilan	Vêtement et équipement de travail	7 585,86 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1417834	18 JUIN 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	SPVM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	25 873,38 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1418219	19 JUIN 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat sur le contrat de Logistik - Inventaire SPVM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	14 973,95 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOGISTIK UNICORP INC.	1418666	23 JUIN 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de casques Motard sur entente - Inventaire SPVM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 164,91 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1422711	20 JUIL. 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	17 890,34 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1422714	20 JUIL. 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	19 648,39 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1422822	20 JUIL. 2020	ROY, GUY	SPVM déjà recu, ref BC 1418219	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 042,53 $	
SUPREMEX INC.	1422729	20 JUIL. 2020	ROY, GUY	Réap SPVM	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 839,03 $	
TEN 4 BODY ARMOR INC.	1423845	27 JUIL. 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réap SPVM	Bilan	Vêtement et équipement de travail	21 394,78 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	377125	12 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 16-000373	Dépenses communes	Autres - Administration générale	43 836,48 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	386463	29 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 19-000057	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 753,30 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	386681	29 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 16-000373	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 270,13 $	
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de200618dasresshum	25 JUIN 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Assurance collective - Pompiers retraités villes liées - Contrat Q1637 - du 1er mai 2020 au 31 mai 2020	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 275,48 $	
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de200708dasresshum 02	13 JUIL. 2020	CLERVEAUX, REGINALD	Assurance collective - Pompiers retraités villes liées - Contrat Q1637 - du 1er juin 2020 au 30 juin 2020	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 944,20 $	
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de200713dasresshum	17 JUIL. 2020	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	RASNA Compte gestion santé - Ex-Ville pour le mois de juin 2020	Dépenses communes	Admin. générale - Autres dép.- À répartir	4 565,28 $	
DEVEAU AVOCATS	07616	02 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais avocats dossier;19-001139	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 842,54 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	162055	23 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais avocats dossier ;18-001770	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 340,55 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	163068	23 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais avocats dossier ;19-002382	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 268,04 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	163780	23 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais avocats dossier ;19-002382	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 507,16 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	164481	14 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier : 19-002382	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 737,60 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	164482	08 JUIL. 2020	LAMBERT, ALEXANDRE	Affaires civiles - Dufresne Hebert Comeau - No de reference # 740878-232	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 345,45 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	165195	21 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-002382	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 419,08 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	165197	27 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-002353	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 021,76 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ETUDE LEGALE N. TOUMA INC.	3852	23 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques - services d'avocat - facture 3852	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 099,81 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	37488	14 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-004059	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 225,73 $	
JACQUES FOURNIER, PSYCHOLOGUE INC.	20191223	09 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais expertise médicale dossier; 16-001052	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 674,56 $	
LAMOUREUX MORIN AVOCATS	1208799002	15 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques dossier 18-001865	Dépenses communes	Autres - Administration générale	25 000,00 $	
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	655894	16 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier;19-001663	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 131,78 $	
MATSON, DRISCOLL & DAMICO, LTD	52202000236	02 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais étude du dossier; 17-001942	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 342,29 $	
MATSON, DRISCOLL & DAMICO, LTD	52202000237	02 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais comptable dossier; 17-001499	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 994,77 $	
MERCIER LEDUC, AVOCATS	0000063685	23 JUIN 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques - services d'avocat - dossier; 20-001387	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 167,03 $	
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L.	9090241821	14 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques services proff. dossier 18-003725	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 166,44 $	
PARAMED CLINIQUE SERVICES SANTE	13219	14 JUIL. 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques rapport médical dossier;19-002027	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 339,91 $	
PCI-PERRAULT CONSEIL INC.	22400	02 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques-frais étude conseiller en rémunération dossier; 16-000835	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 666,71 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal202003e	24 JUIN 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	20 409,61 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal202004e	20 JUIL. 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	11 201,97 $	
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	mon00002572	12 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais expertise dossier;18-000278	Dépenses communes	Autres - Administration générale	20 490,94 $	
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	mon00002575	02 JUIN 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais comptable agréé dossier ;19-001143	Dépenses communes	Autres - Administration générale	17 154,96 $	
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	mon00002614	02 JUIL. 2020	GOSSELIN-LEONARD, FREDERICK	Affaires juridiques frais expertise dossier;19-001143	Dépenses communes	Autres - Administration générale	11 288,78 $	
COMMUNAUTE METROPOLITAINE DE MONTREAL	de200715	09 JUIL. 2020	CLERVEAUX, REGINALD	2ième versement de la contribution financière 2020 au 15 juillet. GDD 1193843022 et 1193843023	Dépenses de contributions	Musées et centres d'exposition	5 733 377,74 $	
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	15344	02 JUIN 2020	GELINAS, ISABELLE	Facture 15344	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	258 887,81 $	
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	15361	31 JUIL. 2020	GELINAS, ISABELLE	Facture 15361	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	199 559,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
9348-8104 QUEBEC INC.	1418356	22 JUIN 2020	DOUCET, VERONIQUE	Soljit / 9348-8104 Québec inc. - Développer la base de recensement dans l'outil Salesforce pour PME MTL, voir soumission phase 2 /SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	20 199,59 $	
ALLIED PROPERTIES REIT ACQUISITION CORP.	1423036	21 JUIL. 2020	DOUCET, VERONIQUE	BCO 2020 - Portion SDÉ - Paiement de facture - Entretien immeuble - 700 de la Gauchetière 28e étage pour le Service du développement économique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 099,75 $	
CLERMONT CONCEPT INC.	1418880	25 JUIN 2020	DOUCET, VERONIQUE	Projet Technoparc Montréal - dissolution et le fournisseur Clermontconcept, Frais des factures - janvier (# 001-2020, 002-2020), février (# 010-2020) et mars (016-2020) / SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 149,62 $	
CNW GROUP LTD.	1420020	03 JUIL. 2020	DOUCET, VERONIQUE	Contrat d'abonnement et de licence pour la reproduction de documents contenus dans une revue de presse pour la période du 01 juillet 2020 au 30 juin 2021 (10 utilisateurs - 1200 documents) pour le Service du développement économique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	4 865,67 $	
DOMINIQUE ROY	1418399	22 JUIN 2020	CHIASSON, JOSEE	Élaborer et analyser les terrains sous-développés à Montréal, voir CSP2020 / SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	18 000,00 $	
GLM CONSEIL INC.	1424053	29 JUIL. 2020	DOUCET, VERONIQUE	Mandat alloué à GLM Conseil pour un service d'analyse et traitement de données pour le réseau PME MTL dans le cadre du projet Salesforce. Voir Soumission #SO815	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	4 199,50 $	
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1422156	15 JUIL. 2020	CHIASSON, JOSEE	Institut du Nouveau Monde | Services professionnels pour l¿accompagnement dans la mise sur pied et l¿animation d¿une instance de concertation. Voir doc. GÀG en annexe / SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	72 939,00 $	
MEDIAQMI INC.	1420016	03 JUIL. 2020	DOUCET, VERONIQUE	Service - Revue de presse selon convention de 12 mois commençant le 1er juillet 2020 et se terminant le 30 juin 2021 pour le Service du développement économique.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	6 374,15 $	
MONTREAL GAZETTE	1418352	22 JUIN 2020	DOUCET, VERONIQUE	Les services de Montréal Gazette sont requis pour du placement médias mesure de soutien COVID-19. - Impressions sur le réseau de Postmedia,Formats: 300x600 et 300x250, Voir Soumission 20200505	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 249,37 $	
MYRIAM PICOVSCHI	1417399	16 JUIN 2020	DOUCET, VERONIQUE	Myriam Picovschi | Services professionnels pour améliorer l'ergonomie du logiciel Salesforce. Voir contrat du 8 juin 2020 / SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	16 378,05 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1418002	18 JUIN 2020	DOUCET, VERONIQUE	Contrat de service alloué à The Gazette, a division of Postmedia Network pour du placement média pour les PME MTL. Voir facture # 357724 / SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 249,37 $	
SERVICES TANGEA INC.	1422151	15 JUIL. 2020	DOUCET, VERONIQUE	Mandat alloué à Services Tangea pour hébergement en nuage du site Web et de la plateforme de la Maison des Régions. - Hébergement en nuage de la plateforme de maillage, voir soumission 20200617 / SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	16 168,07 $	
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	1418865	25 JUIN 2020	DOUCET, VERONIQUE	UQM- Démarche de recherche-action sur les aménagements qui favorisent la cohabitation dans le secteur ASLP , Convention UQAM /SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	49 993,49 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VALERIE BOCHET	1414724	01 JUIN 2020	DOUCET, VERONIQUE	Valérie Bochet - Dossier PME MTL-COVID - SDÉ - 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	11 889,83 $	
VERONIQUE RIOUX DESIGN INDUSTRIEL	1418368	22 JUIN 2020	CHIASSON, JOSEE	Véronique Rioux - Gestionnaire de projet administratif - Le consultant devra accompagner l¿arrondissement et l¿équipe de designers pour faciliter le dével.du projet de sa conception à sa réalisation, et ce dans chacun des 5 labo. - Voir CSP	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 782,29 $	
ZA COMMUNICATION D'INFLUENCE INC.	1417558	17 JUIN 2020	CHIASSON, JOSEE	ZA Communications d'influence inc.-l¿accompagnement stratégique des mesures d¿urgence et du plan de relance dans le cadre des actions à intervenir en matière de commerce (COVID-19). voir convention ci-jointe /SDE	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 782,29 $	
2748134 CANADA INC.	2175238041200728	28 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 2175238041/ RCG 07-029/ Subvention PR@M-Industrie, 6e versement de 6 pour le 9200-9300 Aut. Transcanadienne, dossier 506	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	48 350,69 $	
6868550 CANADA INC.	2175238033200610	10 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 2175238033/ Réglement RCG 07-029/ PR@M-INDUSTRIE, dossier 275, pour le 2600 Alfred-Nobel/ 6e versement de 6	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	258 746,74 $	
7823029 CANADA INC.	2175238039200610	10 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 2175238039/ RCG 07-029/ Subvention PR@M-Industrie, 6e versement de 6 pour le 22555 Aut, Transcanadienne, dossier 197	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	69 148,85 $	
9045-2574 QUEBEC INC	1151179004200618	18 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C05-018 (4470, rue Wellington, Montréal), versement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	265 704,68 $	
9054-5484 QUEBEC INC	1187796003200604	04 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-119, versement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $	
9176-6600 QUEBEC INC.	1187796003200603	03 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-122, versement 1 de 1 en 2019.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	14 431,00 $	
9277-8984 QUEBEC INC.	1187796003200603	03 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-121, versement 1 de 1 en 2019.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $	
9292-3564 QUEBEC INC.	1187796003200703	03 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-127, versement 1 de 1 en 2020 .	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $	
9326-7029 QUEBEC INC.	1187796003200708	08 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-128, versement 1 de 1 en 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $	
9374-5297 QUEBEC INC.	1151179004200629	29 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C03-017 (4470, rue Wellington, Montréal), versement 1 de 1 en 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 457,16 $	
ALLIANCE DES MANUFACTURIERS ET DES EXPORTATEURS DU CANADA	1190881001200626	26 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 119081001, Alliance des manufacturiers et exp. du Qc - Parcours Aplomb MTL, 3e vers. de 6, 2 / 2 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	175 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ALLIANCE DES MANUFACTURIERS ET DES EXPORTATEURS DU CANADA	1190881001200728	28 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 119081001, Alliance des manufacturiers et exp. du Qc - Parcours Aplomb MTL, 2e vers. de 6, 1 / 2 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 000,00 $	
ASSOCIATION CENTRE-VILLE LACHINE INC	1207796007200716	14 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, Association Centre-Ville Lachine, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS AVENUE DULUTH	1207796007200717	17 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, Association des commerçants de l¿avenue Duluth, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 500,00 $	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA RUE SAINT-HUBERT	1207796007200730	30 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, Association des commerçants de la rue Saint-Hubert , programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 500,00 $	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS ET DES PROFESSIONNELS DU VIEUX POINTE-AUX-TREMBLES	1207796007200731	31 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ET DES PROFESSIONNELS DU VIEUX POINTE-AUX-TREMBLES, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 500,00 $	
ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE GOUIN OUEST	1207796007200713	13 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, Association des gens d¿affaires de Gouin Ouest, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 500,00 $	
BIQUETTE - ECOPATURAGE	1197956003200611	11 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1197956003, Biquette-Écopâturage - Le repaire de Biquette 2019-2022, 2 ième vers. de 7, 1 / 2 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	13 000,00 $	
BONJOUR STARTUP MONTREAL	1200191004200722	23 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1200191004, Bonjour Startup Montréal, Pôle innovation MTL, 5e de 8 versements, 3/3 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	325 000,00 $	
BONJOUR STARTUP MONTREAL	1200191004200723	23 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1200191004, Bonjour Startup Montréal, Pôle innovation MTL, 4e de 8 versements, 2/3 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	100 000,00 $	
BPP 2200 RUE DE L'AVIATION LP	2191179005200629	29 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	Subvention PR@M-Industrie, 6e et dernier versement 6/6 pour le batiment situé au 2200, rue de l'aviation dossier 360	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	203 987,10 $	
CARLO MASSI	1151179004200611	11 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C02-007 (6601-6605, boulevard Monk, Montréal), versement 1 de 1 en 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	35 694,67 $	
CARREFOUR DU PLATEAU MONT-ROYAL	1207796007200716	14 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, Carrefour du Plateau Mont-Royal, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE	1198298003200630	30 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	1198298003, Carrefour Jeunesse Emploi - Centre Ville - Noublood - 2ieme vers de 2, 1/2 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 000,00 $	
CENTRAIDE DU GRAND MONTREAL	1205008004200728	28 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	Initiative Immobilière Centraide GDD 1205008004, 1er vers. de 2 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	275 000,00 $	
CENTRE DE TECHNOLOGIE PHYSIQUE ET PHOTONIQUE DE MONTREAL	1208298001200611	11 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD1208298001, Centre de technologie physique et photonique de Montréal, Offre adaptée, clientèle startup, 1er versement de 1 en 2020, 1 versement de 3	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $	
(CGMPM) LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHES PUBLICS DE MONTREAL	1207796007200717	17 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, (CGMPM) LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHES PUBLICS DE MONTREAL, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
COLLECTIF RECOLTE	1208298001200612	12 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208298001, Récolte-AAP Entreprenariat, versement 1/4, 1/2 de 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	45 000,00 $	
CONCERTATION REGIONALE DE MONTREAL	1190191005200731	31 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1190191005 / Concertation régional de Montréal - Entente 2020 / versement 3 de 4 / versement 3 de 4 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	375 000,00 $	
CONSEIL QUEBECOIS DE LA COOPERATION ET DE LA MUTUALITE	1198298001200724	23 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	1198298001 / CQCM / 1e vers. de 3 / 1/1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	75 000,00 $	
CSMO-ESAC	1205008003200630	30 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	1205008003, CSMO-ESAC, COVID-19, 1 de 3 vers., 1/2 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	100 000,00 $	
EDIFICE LE COIN INC.	1151179005200727	27 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179005 PR@M-Artère en chantier AC03-020 (120-124, rue Saint-Paul Est, Montréal), versement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	42 196,37 $	
FIDUCIE ARMAND COLLARD	1151179004200604	04 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C06-069 (3420, rue Ontario Est, Montréal), versement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	21 238,58 $	
GESTION CENTRE LEGAL FLEURY INC.	1151179004200604	04 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C08-011 (1670, rue Fleury Est, Montréal), versement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 945,73 $	
GESTION PANPOM INC.	2165238029200723	23 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	SUBVENTION PR@M-Industrie, 6e et dernier versement (6/6) pour le 2020, autoroute Transcanadienne, Dorval. Dossier 257.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	235 400,66 $	
INSTITUT INTERNATIONAL D'ETUDES ADMINISTRATIVES DE MONTREAL INC.	1191084001200707	07 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1191084001; Institute Internatonal d'études administratives de Montréal Inc, Paiement 3 de 3; paiement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 000,00 $	
JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTREAL	1200191005200713	13 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1200191005, Jeune Chambre de commerce de Montréal, 2e vers. sur 3, 1/1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	75 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES BOITES A CHANSONS ET CAFES-TERRASSES LES PIERROTS INC.	1197796003200629	29 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1187796003 Aide financière (RCG 18-043) Dossier AF-124, versement 1 de 1 en 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	30 000,00 $	
MAISON DE L'INNOVATION SOCIALE	1205008001200603	03 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1205008001 / MIS-JFMTL / 1er de 4 verse. / 1/1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	120 000,00 $	
PME MTL CENTRE-EST	1207796008200609	09 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD # 1207796008, PME MTL Centre-Est, contribution supplémentaire octroyée pour une nouvelle sous-catégorie du Règlement 19-017-2 crée dans le contexte de la pandémie COVID-19 - Versement total en 2020 (1/1)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	451 890,00 $	
PME MTL CENTRE-EST	1208468006200714	30 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208468006, et GDD 1165175013 PME MTL Centre-Est vers. 13 de 15 pour la période 2016-2017 à 2020-2021 vers. 1 de 3 pour 2020 -2021 Contribution financière FDT liée à l'accompagnement et le financement des entreprises	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	1 138 450,60 $	
PME MTL CENTRE-OUEST	1207796008200609	09 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD # 1207796008, PME MTL Centre-Ouest, contribution supplémentaire octroyée pour une nouvelle sous-catégorie du Règlement 19-017-2 crée dans le contexte de la pandémie COVID-19 - Versement total en 2020 (1/1)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	283 220,00 $	
PME MTL CENTRE-OUEST	1208468006200714	30 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208468006, et GDD 1165175013 PME MTL Centre-Ouest vers. 13 de 15 pour la période 2016-2017 à 2020-2021 vers. 1 de 3 pour 2020-2021 Contribution financière FDT liée à l'accompagnement et le financement des entreprises	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	1 021 156,50 $	
PME MTL CENTRE-VILLE	1207796008200609	09 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD # 1207796008, PME MTL Centre-Ville, contribution supplémentaire octroyée pour une nouvelle sous-catégorie du Règlement 19-017-2 crée dans le contexte de la pandémie COVID-19 - Versement total en 2020 (1/1)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	442 320,00 $	
PME MTL CENTRE-VILLE	1208468006200714	30 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208468006, et GDD 1165175013 PME MTL Centre-Ville vers. 13 de 15 pour la période 2016-2017 à 2020-2021 vers. 1 de 3 pour 2020 -2021 Contribution financière FDT (portion Ville) liée à l'accompagnement et le financement des entreprises	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	1 857 340,10 $	
PME MTL EST-DE-L'ILE	1207796008200609	09 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD # 1207796008, PME MTL Est, contribution supplémentaire octroyée pour une nouvelle sous-souscatégorie en 2020 (1/1).	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	294 550,00 $	
PME MTL EST-DE-L'ILE	1208468006200714	13 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208468006 et GDD 1165175013, PME MTL Est vers. 13 de 15 pour la période 2016-2017 à 2020-2021 vers. 1 de 3 pour 2020-2021 Contribution financière FDT liée à l'accompagnement et le financement des entreprises	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	820 313,90 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PME MTL GRAND SUD-OUEST	1207796008200609	09 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD # 1207796008, PME MTL Grand Sud-Ouest, contribution supplémentaire octroyée pour une nouvelle sous-catégorie du Règlement 19-017-2 crée dans le contexte de la pandémie COVID-19 - Versement total en 2020 (1/1)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	236 610,00 $	
PME MTL GRAND SUD-OUEST	1208468006200714	14 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208468006 et GDD 1165175013, PME MTL Grand Sud-Ouest vers. 13 de 15 pour la période 2016-2017 à 2020-2021 vers. 1 de 3 pour 2020-2021 Contribution financière FDT (portion Ville) liée à l'accompagnement et le financement des entreprises	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	770 749,00 $	
PME MTL WEST-ISLAND	1207796008200609	09 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD # 1207796008, PME MTL Ouest, contribution supplémentaire octroyée pour une nouvelle souscatégorie en 2020 (1/1)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	291 410,00 $	
PME MTL WEST-ISLAND	1208468006200715	15 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208468006 et GDD 1165175013, PME MTL Ouest vers. 13 de 15 pour la période 2016-2017 à 2020-2021 vers. 1 de 3 pour 2020-2021 Contribution financière FDT (portion Ville) liée à l'accompagnement et le financement des entreprises	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	819 059,50 $	
REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUEBEC	1208298001200611	11 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1208298001, RJCCQ ¿ Entreprendre Ensemble, 1er vers. de 3, 1 / 2 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
RESEAU TELESCOPE	1207896001200630	30 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD1207896001 -Télescope- versement 1 de 2, 1/2 de 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	35 000,00 $	
ROGER & KONRAD CAPITAL INC.	1151179005200629	29 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179005 PR@M-Artère en chantier AC01-071 (-4548, rue Saint-Denis, Montréal), Montréal, versement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	160 000,00 $	
SDC PIGNONS RUE SAINT-DENIS	1207796007200716	16 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, SDC Pignons Rue Saint-Denis, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
S.I.D.A.C. LA PROMENADE FLEURY	1207796007200716	16 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, S.I.D.A.C Promenade Fleury, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
SIDAC PLAZA SAINT-HUBERT	1207796007200716	14 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, S.I.D.A.C Plaza Saint-Hubert, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
SIDAC PROMENADE MASSON	1207796007200716	16 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, S.I.D.A.C. Promenade Masson, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DISTRICT CENTRAL	1207796007200716	16 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, SDC District Central, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DU BOULEVARD ST-LAURENT	1207796007200716	16 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, SDC Boulevard Saint-Laurent, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL EXPERIENCE COTE-DES-NEIGES	1207796007200716	16 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, SDC Expérience Côte-des-Neiges, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL LAURIER OUEST PLATEAU-MONT-ROYAL	1207796007200716	16 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, SDC Laurier Ouest ¿ Plateau Mont-Royal, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	15 000,00 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER FLEURY OUEST	1207796007200716	14 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, SDC Quartier Fleury ouest, programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	15 000,00 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL WELLINGTON	1207796007200717	17 JUIL. 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1207796007, Société de développement commercial Wellington , programme d¿aide visant à soutenir la reprise des activités des commerces dans le cadre de campagnes de sociofinancement (RCG 20-024), 1 sur 1, 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	25 000,00 $	
SOCIETE EN COMMANDITE LAURIER YORK N.D.	1151179005200610	10 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179005 PR@M-Artère en chantier AC004-004 (4600-4606, rue Notre-Dame Ouest, Montréal), Montréal, versement 1/1 en 2020.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	36 493,22 $	
SOCIETE IMMOBILIERE GENERIC INC.	1151179004200604	04 JUIN 2020	OUALI, MOHAMED	GDD 1151179004 PR@M-Commerce (RCG 15-082) Dossier C07-003 (11994, rue Notre-Dame Est, Montréal), versement 1 de 1 en 2020	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	53 035,81 $	
IMPRIMERIE MAXIME INC.	1419887	02 JUIL. 2020	MAJOUJI, SALWA	Services d¿impression de 3000 affiches anti-tabagisme pour les différents bâtiments du parc immobiliers du SGPI (9999) - AO sur invitation	Diversité et inclusion sociale	Développement social	2 372,45 $	
ACTION PREVENTION VERDUN	ca1921006202	28 JUIL. 2020	MERCIER, CHANTALE	Soutien financier - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS) versement selon convention suite au dépôt final	Diversité et inclusion sociale	Développement social	2 090,00 $	
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	1418814	23 JUIN 2020	SIROIS, DANIEL	Contrat de service 2020 GCMS ATOMIX	Environnement	Traitement des eaux usées	11 201,33 $	
AIR LIQUIDE CANADA INC	1418794	23 JUIN 2020	LAROCHE, LAURENT	BC ouvert DesBaillets 2020	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	6 270,89 $	
BSI GROUP CANADA INC.	1423378	23 JUIL. 2020	BORNAIS, LUC	2020 - Préparation et réalisation d'un audit interne ISO 14001: 2015 - 2 jours d'audit -Soumission Q451700	Environnement	Protection de l'environnement	3 794,25 $	
CHAMARD ET ASSOCIES INC.	1376350	03 JUIL. 2020	THAI, SADETH	2019 - Caractérisation des matières du centre de tri des matières recyclables	Environnement	Matières recyclables - collecte sélective - tri et conditionnement	6 451,27 $	
CHAMARD ET ASSOCIES INC.	1423381	23 JUIL. 2020	URRA, PAULA	2020 - Service technique de caractérisation des matières au centre de tri du CESM	Environnement	Matières recyclables - collecte sélective - tri et conditionnement	22 446,33 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CORPORATION CIMSOFT	1422023	15 JUIL. 2020	BORNAIS, LUC	2020 - Contrat de support technique et entretien de logiciels spécialisés pour l'opération et gestion des procédés de valorisation du biogaz, traitement du lixiviat et pompage des eaux	Environnement	Protection de l'environnement	21 226,37 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1415919	08 JUIN 2020	URRA, PAULA	2020 - Ordinateurs nouveaux employés GMR	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	14 024,82 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1417262	16 JUIN 2020	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Achat de papier thermique	Environnement	Inspection des aliments	2 315,00 $	
CULLIGAN RIVE SUD	1418018	18 JUIN 2020	LAROCHE, LAURENT	Entretien.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 992,16 $	
DUSHIYANTH GANESHAN	1423150	22 JUIL. 2020	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2020-Superviser les activités de récupération des résidus domestiques dangereux (RDD) lors des journées de collecte itinérante.	Environnement	Matières recyclables - autres	2 100,00 $	
ENVIRONNEMENT FAUCON	1417843	18 JUIN 2020	URRA, PAULA	2020 - Développement d'un protocole pour le déplacement de nids (pluvier)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	6 742,29 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	1416533	11 JUIN 2020	ARBIC, DENISE	Achat de digesteur et titrateur	Environnement	Protection de l'environnement	55 374,91 $	
GENEQ INC.	1416455	10 JUIN 2020	BORNAIS, LUC	2020 - Unité de contrôle pour pompe modèle 464 250 psi (voir soumission 402685)	Environnement	Protection de l'environnement	3 315,30 $	
GETINGE CANADA LIMITEE	1417474	03 JUIL. 2020	SIROIS, DANIEL	Entretien annuel de l'autoclave	Environnement	Inspection des aliments	2 317,11 $	
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1419692	30 JUIN 2020	BUDKA, ARNAUD	2020 - Gré à gré pour le traitement du bois en provenance de l'écocentre LaSalle	Environnement	Matériaux secs - traitement	90 761,69 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1417842	18 JUIN 2020	URRA, PAULA	2020 - Impression de billets de pesée	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	265,62 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1417842	18 JUIN 2020	URRA, PAULA	2020 - Impression de billets de pesée	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	417,48 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1417842	18 JUIN 2020	URRA, PAULA	2020 - Impression de billets de pesée	Environnement	Matériaux secs - traitement	1 667,51 $	
LES CONTROLES I.S.I. INC.	1415126	03 JUIN 2020	BORNAIS, LUC	2020 - Fourniture d¿un service sur base horaire d¿un technicien en programmation et contrôles pour l¿entretien du système de contrôle supervisé du CESM	Environnement	Protection de l'environnement	9 842,58 $	
LES EQUIPEMENTS CONTRO VALVE INC.	1424201	29 JUIL. 2020	BORNAIS, LUC	2020 - MSA GM S4000CH COMBUSTIBLE GAS DETECTOR (METHANE) # S4000CH-1-0-01-1	Environnement	Protection de l'environnement	5 905,55 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1415327	15 JUIL. 2020	LAROCHE, LAURENT	Location automobile. Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	208,30 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1415327	04 JUIN 2020	LAROCHE, LAURENT	Location automobile. Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	4 686,64 $	
LOISELLE INC.	1421667	14 JUIL. 2020	BUDKA, ARNAUD	2020 - Service de transport et d'élimination des résidus de tamisage du CESM	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	107 981,74 $	
MARILOU MAURICE	1423146	22 JUIL. 2020	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2020- Surveillance des 28 journées de collecte itinérante des récupération des résidus domestiques dangereux RDD.	Environnement	Matières recyclables - autres	2 100,00 $	
METER GROUP INC.	1421568	13 JUIL. 2020	ARBIC, DENISE	Service - Transport de colis (Frais de transport)	Environnement	Protection de l'environnement	18 719,70 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	1422128	15 JUIL. 2020	LAROCHE, LAURENT	Analyses	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	8 650,38 $	
NUAIRE	1418527	22 JUIN 2020	ARBIC, DENISE	Équipement - Enceinte de Sécurité Biologique (ESB)	Environnement	Protection de l'environnement	18 392,11 $	
OXOID INC.	1423607	24 JUIL. 2020	SIROIS, DANIEL	Matériel de laboratoire	Environnement	Inspection des aliments	21 765,19 $	
PACWILL ENVIRONMENTAL	1419050	25 JUIN 2020	BOULET, SUZANNE	Équipements APEX pour échantillonnage isocinétique	Environnement	Protection de l'environnement	2 773,75 $	
PACWILL ENVIRONMENTAL	1419207	26 JUIN 2020	DIB, JAMIL JIMMY	2020 - Échantillonneur PM10 MFC, minuterie mécanique (Voir soumission Q27028)	Environnement	Protection de l'environnement	11 629,46 $	
PACWILL ENVIRONMENTAL	1424182	29 JUIL. 2020	GODEFROY, FABRICE	2020 - 24 Hour Chart Recorder, Continuous Flow/Pressure Recorder110V 60Hz (Soumission Q27139)	Environnement	Protection de l'environnement	3 985,33 $	
PANAVIDEO INC	1422443	17 JUIL. 2020	URRA, PAULA	2020 - Achat de deux licences ASM300 Panasonic logiciel de gestion vidéo pour Luc Robinson et Frédéric Saint-Mleux. Soumission : 63924-1	Environnement	Matériaux secs - traitement	2 904,37 $	
REGROUPEMENT DES ECO-QUARTIERS	1419551	30 JUIN 2020	SAINT-MLEUX, FREDERIC	Patrouille verte - été 2020	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	20 000,00 $	
TENAQUIP LIMITED	1420480	07 JUIL. 2020	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 992,77 $	
THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA) INC.	1419191	22 JUIL. 2020	ARBIC, DENISE	Réparation système MilliQ	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 109,67 $	
VENTILABEC INC.	1422219	16 JUIL. 2020	BORNAIS, LUC	2020 - Système d'évacuation d'air dans un conteneur - Fourniture et installation ventilateur de toit 2000CFM - Volet d'entrée 20x20 manuel avec filtre et persienne -Thermostat de contrôle	Environnement	Protection de l'environnement	4 161,70 $	
VILLE EN VERT	1414611	01 JUIN 2020	CATELANI, VALÉRIE	2020 - Service logistique pour la distribution de compost	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	3 200,00 $	
VWR INTERNATIONAL	1415752	11 JUIN 2020	SIROIS, DANIEL	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	18,37 $	
VWR INTERNATIONAL	1415752	08 JUIN 2020	SIROIS, DANIEL	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	3 982,23 $	
VWR INTERNATIONAL	1416693	11 JUIN 2020	SIROIS, DANIEL	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Réseaux d'égout	5 365,96 $	
VWR INTERNATIONAL	1416693	11 JUIN 2020	SIROIS, DANIEL	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Inspection des aliments	129,82 $	
VWR INTERNATIONAL	1418813	23 JUIN 2020	SIROIS, DANIEL	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	3 025,20 $	
VWR INTERNATIONAL	1418825	23 JUIN 2020	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 631,21 $	
WM QUEBEC INC.	1342956	09 JUIN 2020	BUDKA, ARNAUD	2019 - Inondations - Traitement des ordures en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville touché par les inondations 2019	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	32 417,96 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1421255	10 JUIL. 2020	LAROCHE, LAURENT	Achat de fontaine d'eau potable.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 098,70 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HELP / SYSTEMS LLC	1417878	18 JUIN 2020	COTE, BERNARD	Facture - Renouvellement et support du logiciel IBM Query & Report Writer (ShowCase) du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021 - Support informatique (Évaluation foncière)	Évaluation foncière	Évaluation	2 633,04 $	
SOCIETE CENTRIS INC.	1419799	02 JUIL. 2020	COTE, BERNARD	Facture - Frais d'accès annuel-Utilisateurs autorisés Centris - Période du 1er juillet au 31 décembre 2020 - Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	5 283,11 $	
TELUS MOBILITE	1420755	08 JUIL. 2020	LAWS, ISABELLE	Service de l¿évaluation foncière Frais de téléphonie cellulaire pour les mois de août à décembre 2020 pour le Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	3 674,56 $	1408829
8515328 CANADA INC.	1422431	16 JUIL. 2020	CORBEIL, SEBASTIEN	Acquisition et l¿installation de 5 téléviseurs grand format incluant tout le câble nécessaire pour leur mise en fonction dans le cadre du réaménagement du nouveau COS au 2580 St-Joseph (local 229)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	11 782,59 $	
9263-7974 QUEBEC INC.	1414544	01 JUIN 2020	LAMBERT, ERLEND	Assurer le contrôle qualité des matériaux et la surveillance environnementale des sols contaminés au magasin des Carrières (0113) - Incidences 15491 AO sur invitation	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	6 574,84 $	
9394-5202 QUEBEC INC.	1419355	29 JUIN 2020	BRADETTE, LOUISE	Groupe Lincora. Soumission 40061801. Pour l'achat de 47 casiers police pour le PDQ 9 du SPVM.	Gestion et planification immobilière	Activités policières	24 472,59 $	
9394-5202 QUEBEC INC.	1419376	29 JUIN 2020	BRADETTE, LOUISE	Groupe Lincora. Soumission 40062601. Pour l'achat de 20 casiers police pour le PDQ 49 du SPVM.	Gestion et planification immobilière	Activités policières	10 876,70 $	
ARCHIPEL, ARCHITECTURE INC.	1414567	01 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels pour les travaux de pavoisement à l¿Édifice Gosford (0002)	Gestion et planification immobilière	Cour municipale et magistrature	8 352,31 $	
CONSTRUCTION ALBERT JEAN LTEE	1418878	25 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Travaux de captation des gaz à la source à la caserne 54 (3313) - Contrat 15536 - AO invitation	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	90 941,69 $	
CONSTRUCTION GUILLAUME MAILHOT INC.	1415459	04 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Travaux de maintien d¿actif du chantier de la caserne 26 (0079) - Incidences 13097	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	49 229,38 $	
CONSULTANTS DND INC.	1409220	05 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Réaliser les plans et devis et surveillance en chantier du projet pour 2 bâtiments (3116-3762), dans le programme de remplacement des systèmes énergétiques au mazout - Contrat 15610	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	40 315,20 $	
EN TEMPS ET LIEU S.E.N.C.	1419112	26 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Services de conception, fourniture, fabrication et installation d¿un habillage de chantier pour le site de l¿ancienne caserne 26 (0079) - Incidences 13097	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	51 968,81 $	
GO CUBE	1234937	17 JUIN 2020	CHOQUETTE, JOANIE	Caserne 26 - Location de 8 cubes d'entreposage lors de la période de rénovation de la caserne - Incidence 14465	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	6 089,27 $	
GROUPE GAVIKO INC	1419317	29 JUIN 2020	CAPPELLI, JEAN	Obturer des ouvertures dans les murs extérieurs de la chaufferie de l¿hôtel de ville (0001) - Incidences 15507	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	6 588,02 $	
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	1414660	01 JUIN 2020	LAMBERT, ERLEND	Service d¿experts-conseils en amiante dans le cadre des travaux de désamiantage au sous-sol de la caserne 42 (0409)	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	9 574,86 $	
LES ENTREPRISES CHARTA INC.	1416771	12 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Travaux d¿amélioration du hall d¿entrée de l¿édifice Lucien-Saulnier (0012) - Incidences 14825	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	35 488,21 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1420103	06 JUIL. 2020	CHOQUETTE, JOANIE	Fourniture et installation d'étagères dans le cadre du projet de réfection de la dalle du magasin des Carrières (0113) - Incidences 15491	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	11 591,13 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES SERVICES EXP INC.	1390875	01 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Réalisation d'un rapport de recommandations visant à définir une méthode de fixation de deux nouveaux mâts de drapeaux sur la toiture de l'Édifice Gosford (0002), au 755 rue Gosford	Gestion et planification immobilière	Cour municipale et magistrature	3 068,05 $	
MLC ASSOCIES INC.	1418061	19 JUIN 2020	DARCY, PENELOPE	Agir à titre d¿expert pour le projet d¿installation d¿un système de ventilation au garage de la caserne 30 (0077) - Incidences 14692	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	12 073,56 $	
PAGEAU MOREL ET ASSOCIES INC.	1415774	08 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Réaliser une étude comparative de système de ventilation dans le cadre du projet de salle de tir au 855 Boulevard Crémazie E (3685)	Gestion et planification immobilière	Activités policières	13 858,34 $	
PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C.	1378229	05 JUIN 2020	TURGEON, FRANCOISE	Services professionnels pour la mise en ¿uvre du projet des Ateliers de Rouen (0248) - Entente 15567	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	10 217,30 $	
POMPAGE EXPRESS M.D. INC.	1414613	01 JUIN 2020	CAPPELLI, JEAN	Pompage et disposition du diesel contenu dans le réservoir ainsi que le nettoyage du réservoir de l¿édicule relié à l¿hôtel de ville (0001) - Incidences 15507	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 209,73 $	
SNC-LAVALIN GEM QUEBEC INC.	1418166	19 JUIN 2020	SOULIERES, MICHEL	Réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l¿hôtel de ville de Montréal (0001)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	48 768,65 $	1186571
ST-GELAIS MONTMINY & ASSOCIES ARCHITECTES INC.	1414886	02 JUIN 2020	CAPPELLI, JEAN	Services professionnels en ce qui concerne la réfection complète de la toiture et des lucarnes de l'école de rang (3785) au 295 chemin de Senneville - Incidences 15418	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	7 162,25 $	
AECOM CONSULTANTS INC	1419864	07 JUIL. 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Accorder un contrat de service professionnels en biologie afin de réaliser des mandats dans le réseau des grands parcs de la ville de Montréal - 20-1116	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 262,68 $	
AFFICHAGE ARTPUBLIX INC.	1415369	04 JUIN 2020	ARNAUD, CLEMENT	Accorder l'acquisition de 7 structures d'affichage autoportantes au parc Fréderic-Back 20-6506	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 756,04 $	
CHOQUETTE-CKS INC.	1417863	18 JUIN 2020	GIRARD, ISABELLE	Accorder un contrat de services pour l'inventaire et l'évaluation des équipements de cuisine du pavillon du Lac aux castors - 20-1117	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 913,71 $	
ENVIRONNEMENT FAUCON	1418478	22 JUIN 2020	ARNAUD, CLEMENT	Accorder un contrat pour l'application des mesures de mitigation pour protéger la faune durant les travaux d'aménagement au parc Frédéric-Back - bloc 2 - 20-6520	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	13 696,99 $	
EQUIPEMENT ST-GERMAIN INC.	1419598	30 JUIN 2020	ARNAUD, CLEMENT	20-6524_Location de machinerie spécialisée sans opérateur pour des travaux préparatoires à l'aménagement final du parc Frédéric-Back_2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	20 997,50 $	
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1416372	10 JUIN 2020	BROUILLETTE, CHANTALE	Location de 12 toilettes chimiques - couleur grise ou verte - parc-nature du Cap-Saint-Jacques. l'année 2020. Contact: Javier Castineira, cell. (514) 838-3944. Envoyer factures à lenga.phan@montreal.ca.	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	21 475,19 $	1408751
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1416380	10 JUIN 2020	BROUILLETTE, CHANTALE	Location de 2 toilettes chimiques couleur grise - parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - l'année 2020. Envoyer factures à lenga.phan@montreal.ca.	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 314,99 $	1408744

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1416382	10 JUIN 2020	BROUILLETTE, CHANTALE	Location de 4 toilettes chimiques pour personnes handicapées (5,30 $/jour), couleur grise pour l'année 2020 - parc-nature de la Pointe-aux-Prairies. Contact: Benoît Davignon, cell (514) 863-5505. Envoyer factures à lenga.phan@montreal.ca	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 724,44 $	1408741
LA CORBEILLE BORDEAUX-CARTIERVILLE	1422880	21 JUIL. 2020	GIRARD, ISABELLE	Accorder un contrat pour le service de traiteur pour la 43e Table de concertation du Mont-Royal	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 591,29 $	
LES PARCOMETRES MACKAY	1420168	06 JUIL. 2020	BROUILLETTE, CHANTALE	Frais mensuels pour 15 lignes data cellulaires pour horodateur des parcs-nature - juillet 2019 à décembre 2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	4 151,00 $	
MULTI ROUTES INC.	1416386	10 JUIN 2020	GIRARD, ISABELLE	Accorder un contrat pour des travaux d'entretien et application d'abat poussière de la voie polyvalente du parc Frédéric-Back 20-6519	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	5 023,65 $	
PAYSAGISTE SOLARCO INC.	1345912	01 JUIN 2020	BROUILLETTE, CHANTALE	Service de tonte de gazon 2019 au parc-nature du Cap-St-Jacques. Dix tontes (5 pour le secteur de la Solitude).	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 760,02 $	
SANIVAC	1414732	16 JUIL. 2020	BROUILLETTE, CHANTALE	Vidange des fosses septiques toilettes sèches- parc-nature du Cap-Saint-Jacques (camion vacuum 2H-R, disposition liquide et eau sanitaire et frais de désinfection et assainissement). Contact: Javier Castineira	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 581,35 $	
SANIVAC	1414732	01 JUIN 2020	BROUILLETTE, CHANTALE	Vidange des fosses septiques toilettes sèches- parc-nature du Cap-Saint-Jacques (camion vacuum 2H-R, disposition liquide et eau sanitaire et frais de désinfection et assainissement). Contact: Javier Castineira	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 013,34 $	
SIGNALISATION 10-10	1419904	14 JUIL. 2020	LAGADEC, CHRISTINE	Soumission V-01149 - Signalisation - Camilien Houde - TP - Voirie (Martin Lazure)	Grands parcs, mont Royal et sports	Autres - Activités récréatives	3 278,22 $	
SIGNALISATION 10-10	1419904	02 JUIL. 2020	LAGADEC, CHRISTINE	Soumission V-01149 - Signalisation - Camilien Houde - TP - Voirie (Martin Lazure)	Grands parcs, mont Royal et sports	Autres - Activités récréatives	38 720,98 $	
TESSIER RECREO-PARC INC.	1422680	20 JUIL. 2020	LEARY, GENEVIEVE	SGPMRS - Achat de sièges de balançoires canards	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 380,07 $	
TRANSPORT CAMILLE DIONNE (1991) INC.	1419592	30 JUIN 2020	ARNAUD, CLEMENT	20-6523_Location de machineries diverses avec opérateur pour l'année 2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 371,77 $	
VOX AVOCATS INC.	1421190	10 JUIL. 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	20-1105_Validation des lois et des règlements applicables, ainsi que les étapes ultérieures requises pour la mise en ¿uvre du plan quinquennal du parc agricole du Bois-de-La-Roche	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	25 922,10 $	
BELL CANADA	1415030	03 JUIN 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 304902 - Déplacement de réseau suite aux travaux d'Hydro-Québec, Projet St-André. Demandeur: Fernando Rivera. tr. Réso: CG 18 0189. Gré à gré . V/Réf: Estimation.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	7 416,73 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BIOFILIA INC.	1419794	02 JUIL. 2020	THOMPSON, SONIA	REM 09-16-08_028_SP_GG_Inv_B.Angell_Comp: Réalisation d'un inventaire sommaire de la végétation située sur un terrain sur le territoire de la Ville de Beaconsfield, dans le boisé Angell. Gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	14 421,08 $	
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1420252	06 JUIL. 2020	THOMPSON, SONIA	REM_09-16-08-005_Canadian_Pacific. Analyse des plans et préparation de l'entente de construction dans le cadre du réaménagement de la rue Wilderton, incluant le passage à niveau du CP. Gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 624,69 $	
ENERGIR S.E.C.	1424302	30 JUIL. 2020	BOSSE, JEAN-PIERRE	IN 423910 - La ville a demandé à Énergir de dévier leur réseau de gaz sur la rue William de Chathan à Canning et sur la rue William à NDO - Dem. Joseph Khadige - Réso tr. CM19 0691, gré à gré. V/Réf. 1800597542	Infrastructures du réseau routier	Réseaux d'égout	4 075,76 $	
GLOCO INC.	1418117	19 JUIN 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 304902. Achat de semences - Fosses d'arbre - Projet St-André. Demandeur: Fernando Rivera. Réso tr. CG 18 0189. Gré à gré. V| Réf: Soumission 16 juin 2020	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	3 639,60 $	
PEPINIERE ROUGEMONT ENR	1414953	02 JUIN 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 304902. Achat d'arbres - Projet St-André. Demandeur: Fernando Rivera. tr. réso: CG 18 0189. Gré à gré. V/réf: Bon achat 20 avril 2020	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	10 960,69 $	
911 PRO INC.	1415677	05 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	SPVM- Item no 3 - Plaques de protection (skid plate) pour moteur V6 3.7 litres - Marque: Pro-guard Modèle: SK47UINT16 , No. AO 20-18050 « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés Ville à ce sujet»-SMRA	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	13 580,13 $	
911 PRO INC.	1419080	25 JUIN 2020	RADI, NASSIRI	Item no 10 ¿SPVM : Ensemble de transfert et panneau d'extensions (bas) -Marque: Setina, Modèle PT0185ITU12. Appel d'offres : 20-18050 « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés par la Ville à ce sujet »-SMRA	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	19 242,84 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1422642	20 JUIL. 2020	ST-PIERRE, DAVE	Achat - Contrat à Clifford Underwood Hydraulique ltée pour la fourniture de 2 colonnes mobiles pour levage de véhicule - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	14 116,62 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1422757	20 JUIL. 2020	ST-PIERRE, DAVE	Achat PTI - Vérin du levage et réfection du plancher - Montréal Nord - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	12 736,34 $	
EQUIPEMENT SH INC.	1415683	05 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Item no 9 -SPVM: Ensembles de couvre miroir, Marque: Whelen , Modèle: MBFX11RB. Numéro de référence à l'appel d'offres : 20-18050 « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés par la Ville à ce sujet»-SMRA	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	18 622,53 $	
EQUIPEMENT SH INC.	1415684	05 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Pièces de véhicules du SPVM_Item no. 8 -Bezel noir Marque: Whelen , Modèle: 5FLANGEB. Numéro d¿appel d'offres : 20-18050 « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés par la Ville à ce sujet »-SMRA	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	55 180,37 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENT SH INC.	1415981	09 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Pièces de véhicules du SPVM_Item no 7:Lumières Marque: Whelen ,ION Modèle: TLIb incluant bezel noir. Numéro d'appel d'offres 20-18050 « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés par la Ville à ce sujet»	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	20 974,82 $	
EQUIPEMENT SH INC.	1415986	09 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	pièces de véhicules du SPVM_Item no 6 - Lumières - Marque: Whelen , Modèle: Vertex VTX609R. « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés par la Ville à ce sujet »	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	17 781,10 $	
GROUPE ISN CANADA INC.	1417982	18 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Achat PTI 68103 - Acquisition et installation de 2 vérins de lavage versatiles d¿une capacité de 12000lbs chacun - Atelier de carrosserie et lettrage véhiculaire - SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	15 079,26 $	
GYROTECH	1415989	09 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Achat - pièces de véhicules du SPVM_ Item no 5 : Lumières baladeuses, Marque: Whelen Modèle: P36HHS 12 leds.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	18 766,52 $	
GYROTECH	1416002	09 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Pièces de véhicules du SPVM_Item no 4: Sirènes - Marque: Federal Signal Modèle: ES-100C et Supports de sirène - Marque: Federal Signal, Modèle: FED-ESB-FPIU16. - MRA	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	13 648,37 $	
LES INDUSTRIES THERMO PLUS INC.	1422656	20 JUIL. 2020	JOLY, LINDA	REMPLACEMENT - UNITÉ CLIMATISATION-CHAUFFAGE POUR ROULOTTE BUREAU - ATELIER POINCARE - DMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	6 012,63 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1416904	13 JUIN 2020	ST-PIERRE, DAVE	PTI OUTILS #68103 - Acquisition et installation d¿équipements d¿entreposage et de postes de travail à l¿atelier LaSalle et Côtes-des-Neiges- SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	38 403,30 $	
L. S. M. SON & LUMIERES INC.	1419126	26 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Achat PTI 68103 - consoles audionumériques - Atelier Électronique - SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	6 077,99 $	
MEGA-TECH	1415679	05 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Pièces de véhicules du SPVM- Item no 1-SPVM : Partition cargo incluant les ensembles d'attaches, Marque Setina 12VS Modèle : PKO123ITU122ND (métal). appel d'offres :20-18050- SMRA	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	29 002,80 $	
MEGA-TECH	1419082	25 JUIN 2020	RADI, NASSIRI	Achat de Pièces de véhicules du SPVM-Item no 2 :Paire de grilles de sécurité pour fenêtre arrière,Marque: Setina Modèle: WK0514ITU12. No. AO : 20-18050 « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés par la Ville à ce	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	18 084,10 $	
MESSER CANADA INC.	1419025	25 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Achat PTI 68103 - Gré à gré pour l¿Achat de 5 ensembles de soudeuses hybrides en remplacement d¿équipements existants pour l¿atelier de traitement de métal- UTM- SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	42 025,32 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	1422484	17 JUIL. 2020	ST-PIERRE, DAVE	PTI Outillage (68103) - Achat d¿une Laveur de pièces Automatique Modèle 2040E avec mode evaporation 240 volts- contrat de maintenance préventive incluse pour Atelier St-Laurent SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	7 881,78 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
P.E.S. CANADA INC.	1420225	06 JUIL. 2020	RADI, NASSIRI	Consoles pour 65 Ford Explorer du SPVM. Négociation Gré à Gré « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparés par la Ville à ce sujet » - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	29 685,22 $	
PONT ROULANT PROTECH INC.	1418074	19 JUIN 2020	ST-PIERRE, DAVE	2s. PTI OUTILLAGE (68103) - Achat d¿un pont roulant pour le garage de soudure de Pierrefonds-Atelier mécanique Pierrefonds- SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	42 551,94 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	1417335	16 JUIN 2020	SAVAGE, CLAUDE	Achat PTI 68103 - marteau et plaque vibrante - Section Formation - SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	15 920,41 $	
UAP INC.	1416364	10 JUIN 2020	ST-PIERRE, DAVE	PTI 68103 - fourniture de 6 machines d¿analyse et de récupération de gaz réfrigérant pour l¿entretien des systèmes d¿air climatisé ¿ SMRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	19 590,67 $	
UNIMANIX INC.	1422752	20 JUIL. 2020	ST-PIERRE, DAVE	Achat de 2 laveuses à pression de 3000psi et de 5 laveuses à pression de 1200 - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	12 715,41 $	
12074095 CANADA INC.	1416282	10 JUIN 2020	SECONDI, FRANCESCO	Achat de produits nettoyants et désinfectants pour l'immeuble du 10351 Sherbrooke - COVID-19	Police	Activités policières	8 840,79 $	
12074095 CANADA INC.	1417831	18 JUIN 2020	SECONDI, FRANCESCO	Achat 20 L nettoyant Germix	Police	Activités policières	4 084,01 $	
12074095 CANADA INC.	1419155	26 JUIN 2020	SECONDI, FRANCESCO	Achat de lingettes COVID	Police	Activités policières	4 094,51 $	
ADN5 MEDIA INC.	1419133	26 JUIN 2020	DE MONTIGNY, SEBASTIEN	Facture 2020spvm12 - Revue de presse mai 2020	Police	Activités policières	4 199,50 $	1302253
ADN5 MEDIA INC.	1422003	15 JUIL. 2020	DE MONTIGNY, SEBASTIEN	Facture 2020spvm15 - Revue de presse juin 2020	Police	Activités policières	4 199,50 $	1302253
ALTEL INC	1419678	30 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Altel. Bon de commande ouvert 2020. Pour entretien et réparation des systèmes de sécurité des bâtiments du SPVM.	Police	Activités policières	5 249,37 $	
ALTEL INC	1421642	14 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Altel. Soumission 20200630MB-01. Pour fournir et installer une porte stupéfiant relié au système d'alarme au 10351 Sherbrooke Est (SPVM).	Police	Activités policières	3 408,00 $	
ALTEL INC	1421659	14 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Altel. Soumission 20200630MB-01. Pour fournir et installer une porte stupéfiant relié au système d'alarme au CO Ouest (SPVM).	Police	Activités policières	3 408,00 $	
ALTEL INC	1421664	14 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Altel. Soumission 20200630MB-01. Pour fournir et installer une porte stupéfiant relié au système d'alarme au CO Est (SPVM).	Police	Activités policières	3 408,00 $	
ALTEL INC	1421688	14 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Altel. Soumission 20200630MB-01. Pour fournir et installer une porte stupéfiant relié au système d'alarme au CO Nord (SPVM).	Police	Activités policières	3 408,00 $	
ALTEL INC	1421699	14 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Altel. Soumission 20200630MB-01. Pour fournir et installer une porte stupéfiant relié au système d'alarme au CO Sud (SPVM).	Police	Activités policières	3 408,00 $	
ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE POLICE DU QUEBEC	1420223	06 JUIL. 2020	FERRAZ, ANNABELLE	Inscription de 17 personnes du SPVM au colloque de l'ADPQ de 2020 (remis en 2021) Facture 512-2020	Police	Activités policières	9 647,69 $	
BOUTY INC	1397251	30 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Bouty. Soumission 0710. Pour 24 chaises pour l'Agt Alexandre Maltais du CO Nord du SPVM.	Police	Activités policières	7 543,73 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPUGEN INC.	1422172	15 JUIL. 2020	FARIAS, DANIEL	Achat de 8 licence Suite Office 365 Pro + pour la Direction du SPVM	Police	Activités policières	2 414,46 $	
CONNECTIONS PUR-TEL	1419189	26 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Connections Pur-Tel. Facture 3210. De plus de 1000$ pour travaux d'installation de câble réseau au 10351 Sherbrooke Est (SPVM).	Police	Activités policières	7 906,22 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1420336	07 JUIL. 2020	BERNIER, MARTIN	MY2H2VC/A APPLE iPad Pro 12.9" 128Go Wi-Fi Gris Cosmique	Police	Activités policières	6 409,80 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1416614	11 JUIN 2020	LANDRY, ROBERT	C.P.U. Design. Soumission. Pour l'achat d'une ordinateur portable HP pour le Module des ressources matérielles du SPVM.	Police	Activités policières	3 690,31 $	
DEMENAGEMENT PERFORMANCE (PMI)	1419274	26 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Déménagement Performance. Facture 40940. De plus de 1000$ pour service déjà rendu pour la locations de bacs de déménagement, ainsi que la livraison pour le SPVM.	Police	Activités policières	2 318,12 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	1415077	03 JUIN 2020	CARON, SYLVAIN	Dépense opérationnelle - SCO	Police	Activités policières	5 000,00 $	
DJEMS GUERRIER	1420171	06 JUIL. 2020	NGO, HOANG HAO	Service de traduction créole/ facture 005	Police	Activités policières	2 870,00 $	
DYPLEX COMMUNICATIONS LTD.	1417323	16 JUIN 2020	NGO, HOANG HAO	quotation 210686 / quotation 210687	Police	Activités policières	24 318,00 $	
EPM MECANIQUE	1421005	09 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	EPM Mécanique. Soumission 32218. Pour l'achat et l'installation d'un unité de climatisation dans la roulotte du champs de tir de Laval du SPVM.	Police	Activités policières	2 063,00 $	
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA (GRC)	1415414	04 JUIN 2020	RICHARD, PASCAL	Surveillance aérienne GRC: COBP 2020_Fact. No 180000 5827	Police	Activités policières	5 398,18 $	
GESTION PFB	1421085	10 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Gestion PFB. Soumission SO-00813. Pour l'installation de 15 vitres givrés de 3'X4' au 10351 Sherbrooke E au 1er étage (SPVM).	Police	Activités policières	2 062,81 $	
GESTION PFB	1421725	14 JUIL. 2020	BERNIER, MARTIN	Gestion PFB. Soumission SO-00817. Pour l'installation de becs verseurs pour abreuvoirs du QG en lien avec la COVID-19 (SPVM).	Police	Activités policières	8 319,91 $	
GESTION PFB	1422390	16 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Gestion PFB. Soumission SO-00821. Pour la démolition de 2 murs dans la salle 2A-0 du 10351 Sherbrooke E. (SPVM).	Police	Activités policières	16 825,47 $	
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1419214	26 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Groupe Ameublement Focus. Soumission KS-0645-1. Pour l'achat de mobilier pour le 9e du QG du SPVM situé au 1441 rue St-Urbain.	Police	Activités policières	2 072,82 $	
GROUPE C. LAGANIERE (1995) INC	1419993	06 JUIL. 2020	REEVES, CHANTAL	RE: 15560	Police	Activités policières	4 412,88 $	
GROUPE LABERGE(9049 6373 QUEBEC INC)	1420612	08 JUIL. 2020	NGO, HOANG HAO	Location conteneurs Avril à juin 2020	Police	Activités policières	5 275,62 $	
HOLIDAY INN & SUITES MONTREAL	1414833	02 JUIN 2020	ROY, SOPHIE	Location de stationnements P20. Juin 2020	Police	Activités policières	2 397,00 $	
HOLIDAY INN & SUITES MONTREAL	1420322	07 JUIL. 2020	ROY, SOPHIE	Location de stationnements P20. Juillet 2020	Police	Activités policières	2 397,00 $	
HYPERTEC SYSTEMES INC	1416293	10 JUIN 2020	LANDRY, ROBERT	Hypertec Systèmes. Soumission sur invitation du 2 juin 2020. Pour antenne GPS pour le Module des ressources technologiques du SPVM.	Police	Activités policières	16 693,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
IBM CANADA LTEE	1422973	21 JUIL. 2020	NGO, HOANG HAO	IBm MaaS360 Deluxe Suite	Police	Activités policières	2 083,48 $	
INFO-CARREFOUR INC.	1417683	17 JUIN 2020	NGO, HOANG HAO	clefs usb	Police	Activités policières	5 716,57 $	
KINEQUIP	1420910	09 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Kinequip. Factures KIN39747 à KIN39752. De plus de 1000$ pour service déjà rendu en 2019. Pour contrat d'entretien de gym situé dans divers bâtiment du SPVM.	Police	Activités policières	5 343,87 $	
KORTH GROUP LTD	1418393	22 JUIN 2020	BERNIER, MARTIN	Korth Group. Soumission QT0002829. Pour l'achat de munition pour arme longue Frontier 300 Blackout 125 GR pour le SPVM.	Police	Activités policières	22 535,94 $	
KORTH GROUP LTD	1419932	02 JUIL. 2020	BERNIER, MARTIN	Korth Group. Soumission QT0002827. Pour l'achat de munition pour arme longue Hornady 300 Blackout 110 GR pour le SPVM.	Police	Activités policières	22 682,55 $	
KORTH GROUP LTD	1420639	08 JUIL. 2020	BERNIER, MARTIN	Korth Group. Soumission QT0002827. Pour l'achat de munition pour arme longue Hornady 300 Blackout 190 GR pour le SPVM.	Police	Activités policières	13 270,42 $	
LALEMA INC.	1420229	06 JUIL. 2020	RENAUD, LUC	Lingettes et vaporisateurs désinfectants	Police	Communications d'urgence 911	2 712,35 $	
LAVXEL	1421243	10 JUIL. 2020	REEVES, CHANTAL	soumission 20200515-CGP01	Police	Activités policières	12 989,04 $	
LOZANA SANTE	1423864	28 JUIL. 2020	DESBIENS-COTE, MARTIN	SPVM - cavalerie - soins (aliments pour contrer troubles estomacs liés à l'ingurgitation de sable) Facture 3106-1 15 juillet 2020	Police	Activités policières	3 191,62 $	
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1414790	02 JUIN 2020	BERNIER, MARTIN	M.D. Charlton. Facture 4016299. Pour vestes par balle pour l'Unité canine du SPVM.	Police	Activités policières	8 312,91 $	
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1415667	05 JUIN 2020	BERNIER, MARTIN	M.D. Charlton. Soumission 4012801. Pour panneaux balistiques pour le soutien technique du SPVM.	Police	Activités policières	27 270,40 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1414684	01 JUIN 2020	DUPONT, MANON	CGER avril ACCEF	Police	Activités policières	6 769,98 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1414687	01 JUIN 2020	DUPONT, MANON	CGER Cannabis avril 2020	Police	Activités policières	17 945,94 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1417308	16 JUIN 2020	DUPONT, MANON	CGER Cannabis mai 2020	Police	Activités policières	19 150,96 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1417309	16 JUIN 2020	DUPONT, MANON	CGER ACCEF mai 2020	Police	Activités policières	6 769,98 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1417367	16 JUIN 2020	COTE, DOMINIQUE	Location de véhicules EILP - Mai 2020	Police	Activités policières	9 974,61 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1417574	17 JUIN 2020	DUPONT, MANON	CGER ACCEF Mars. Doublon février. Régularisation facturation	Police	Activités policières	6 702,95 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1417575	17 JUIN 2020	DUPONT, MANON	CGER Cannabis Mars. Doublon février. Régularisation facturation	Police	Activités policières	17 768,28 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1423636	24 JUIL. 2020	DUPONT, MANON	CGER juin Cannabis	Police	Activités policières	19 176,60 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1423637	24 JUIL. 2020	DUPONT, MANON	CGER juin ACCEF	Police	Activités policières	6 769,98 $	
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	1424120	29 JUIL. 2020	COTE, DOMINIQUE	Location véhicules EILP - Juin 2020	Police	Activités policières	9 974,61 $	
MINISTRE DES FINANCES	1422295	16 JUIL. 2020	CARBONNEAU, LINE	Factures multiples 2020 déontologie - Frais d'enquête	Police	Activités policières	104 987,50 $	
NEDCO	1423467	23 JUIL. 2020	RENAUD, LUC	Casque d'écoute binau	Police	Communications d'urgence 911	4 707,01 $	
NORBEC COMMUNICATION	1416526	11 JUIN 2020	LANDRY, ROBERT	Norbec Communication. Soumission SPVM du 11 juin 2020. Pour l'achat d'un serveur audio Wi-Fi à 4 canaux pour Robert Landry du Module des ressources technologiques du SPVM.	Police	Activités policières	2 021,01 $	
PANAVIDEO INC	1418481	22 JUIN 2020	LANDRY, ROBERT	Panavidéo. Soumission 63785-2. Pour 10 licences Genetec pour le système Security Center du QG pour Robert Landry du Module des ressources technologiques du SPVM.	Police	Activités policières	2 740,18 $	
PIERRE ANDRE DUBE	1416078	09 JUIN 2020	RENAUD, MARTIN	Honoraires - Lecture et analyse de dossiers et rédaction d'un rapport	Police	Activités policières	4 550,00 $	
PITNEY WORKS	1416879	12 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Pitney Works. Relevé de compte 6100-9080-0178-7290200525. Pour frais divers et de crédit pour timbreuse de la Section des ressources matérielles et technologiques du SPVM situé au 5000 rue d'Iberville.	Police	Activités policières	4 159,47 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1417031	15 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Place Dupuis Commercial Trust. Soumission 2020-06-17. Travaux au 888 Boul. De Maisonneuve Est au 17e pour le bureau des sergents du PDQ 50 du SPVM.	Police	Activités policières	4 530,21 $	
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1422063	15 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Rampart International. Soumission Q-08741. Pour l'achat d'étuis pour bâton télescopique pour le SPVM.	Police	Activités policières	6 411,58 $	
REMORQUAGE BURSTALL CONRAD	1420318	07 JUIL. 2020	DUSSAULT, LYNE	Déplacement des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement en juin 2020	Police	Surv. des activités de remorquage	2 948,05 $	
REMORQUAGE CENTRE-VILLE	1414535	09 JUIL. 2020	DUSSAULT, LYNE	Déplacement des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement dans les secteurs D, E, F et J en juin 2020	Police	Surv. des activités de remorquage	15 559,15 $	
REMORQUAGE CENTRE-VILLE	1417030	20 JUIL. 2020	DUSSAULT, LYNE	Déplacement des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement dans les secteurs D, E, F et J en août 2020	Police	Surv. des activités de remorquage	16 378,05 $	
REMORQUAGE CENTRE-VILLE	1418979	22 JUIL. 2020	DUSSAULT, LYNE	Déplacement des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement dans les secteurs D, E, F et J en juillet 2020	Police	Surv. des activités de remorquage	16 378,05 $	
REMORQUAGE METEOR INC.	1418092	19 JUIN 2020	NGO, HOANG HAO	remorquage facture 220950	Police	Activités policières	11 317,65 $	
REMORQUAGE METEOR INC.	1418306	22 JUIN 2020	TRICA, ALEXANDRU	Déplacements des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement en mai 2020 pour les PDQ 10,27,30,31,33,35,39,42,44	Police	Surv. des activités de remorquage	2 538,60 $	
REMORQUAGE METEOR INC.	1422780	20 JUIL. 2020	DUSSAULT, LYNE	Déplacements des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement en juin 2020 pour les PDQ 10,27,30,31,33,35,39,42,44	Police	Surv. des activités de remorquage	5 650,43 $	
REMORQUAGE R.F.A. INC	1422769	20 JUIL. 2020	DUSSAULT, LYNE	Déplacement des véhicules en infraction à un règlement sur le stationnement en juin 2020	Police	Surv. des activités de remorquage	3 521,28 $	
RESTO PLATEAU	1415089	03 JUIN 2020	BISSONNETTE, SYLVAIN	facture 521123 Resto Plateau - mai 2020 détention Sud	Police	Activités policières	3 070,05 $	
RESTO PLATEAU	1418436	22 JUIN 2020	COURNOYER, CAROLINE	FACTURATION REPAS MAI 2020	Police	Activités policières	2 595,40 $	
RESTO PLATEAU	1420464	07 JUIL. 2020	BISSONNETTE, SYLVAIN	facturation repas juin 2020	Police	Activités policières	2 813,85 $	1391951
RESTO PLATEAU	1420464	07 JUIL. 2020	BISSONNETTE, SYLVAIN	facturation repas juin 2020	Police	Activités policières	6,90 $	
RESTO PLATEAU	1421447	13 JUIL. 2020	COURNOYER, CAROLINE	facture traiteur juin 2020 pour détention est	Police	Activités policières	399,85 $	
RESTO PLATEAU	1421447	13 JUIL. 2020	COURNOYER, CAROLINE	facture traiteur juin 2020 pour détention est	Police	Activités policières	2 540,45 $	1391951
REVOLUTION ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LP	1419894	02 JUIL. 2020	NGO, HOANG HAO	facture 93103758 du 13 mai au 13 juin	Police	Activités policières	2 975,34 $	
REVOLUTION ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LP	1419895	02 JUIL. 2020	NGO, HOANG HAO	facture 93092242 du 13 avril au 13 mai	Police	Activités policières	2 975,34 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1419156	26 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	SGE. Facture 7762. Service déjà rendu pour facture de plus de 1000$. Pour travaux d'installation électrique au 10351 Sherbrooke Est (SPVM).	Police	Activités policières	4 388,09 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1419558	30 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Service d'entretien Alphanet. Facture 16139. Facture de plus de 1000$ pour service déjà rendu pour entretien ménager du 26 avril au 30 mai 2020 du Pavillon 09 Boscoville situé au 10950 Boul. Perras pour formation du SPVM.	Police	Activités policières	3 412,09 $	
SERVICE VETERINAIRE AMBULATOIRE VET-MEDIC INC.	1424324	30 JUIL. 2020	DESBIENS-COTE, MARTIN	Soins vétérinaires pour chevaux Juillet à décembre 2020	Police	Activités policières	5 249,37 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1416131	09 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Sharp. Soumission pour le SPVM pour un photocopieur Sharp MX4071 pour le PDQ 20 du SPVM.	Police	Activités policières	4 626,80 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1419203	26 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Sharp. Soumission pour le SPVM pour un photocopieur Sharp MX4071 et un MXC303W en remplacement des appareils désuets pour le PDQ 20 du SPVM.	Police	Activités policières	6 941,77 $	
SM GESTION-PROJET INC.	1414722	01 JUIN 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	SM Gestion-Projet. Projet D20-049. Travaux d'ébénisterie à la chambre 50 du PDQ 31 du SPVM situé au 7920 boul. St-Laurent.	Police	Activités policières	2 849,63 $	
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1424253	30 JUIL. 2020	RICHARD, PASCAL	SPVM Location pour COBP 2020 et événements sur territoire mars 2020	Police	Activités policières	2 283,25 $	
SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	1414585	01 JUIN 2020	ROY, SOPHIE	PDQ 21 - Location - avril 2020 FACT#G18771	Police	Activités policières	4 620,31 $	
SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	1415104	29 JUIN 2020	TRUONG, MINH TRI	factures m29567 - m30471 - m31275 octobre 2019 à juin 2020	Police	Activités policières	1 612,83 $	
SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	1415104	03 JUIN 2020	TRUONG, MINH TRI	factures m29567 - m30471 - m31275 octobre 2019 à juin 2020	Police	Activités policières	3 143,46 $	
SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	1421092	10 JUIL. 2020	ROY, SOPHIE	PDQ 21 - Location - juin 2020 FACT#G18891	Police	Activités policières	4 620,31 $	
SOCIETE RESSOURCES-LOISIRS DE POINTE-AUX-TREMBLES	1419144	26 JUIN 2020	FERRAZ, ANNABELLE	SPVM-Rencontre de direction prévue le 12 mars 2020 - frais d'annulation de dernière minute dû à la Covid-19 (gros rassemblements non recommandés)	Police	Activités policières	5 137,29 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1415806	08 JUIN 2020	FERRAZ, MARIO	Honoraire de coaching cadre - septembre à décembre 2019	Police	Activités policières	2 624,69 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	1410440	03 JUIN 2020	FERRAZ, MARIO	Essais d'ajustement de masque pour 05-2020	Police	Activités policières	10 939,91 $	
SPORT CAMPUS	1422922	21 JUIL. 2020	ROY, SOPHIE	SPVM - Patrouilles des espaces publics - acquisition de 15 vélos (livraison incluse) Notes explicatives app jointes	Police	Activités policières	22 578,56 $	
TELUS	1417753	27 JUIN 2020	FARIAS, DANIEL	Telus. Compte 36501994 du 16 avril 2020. Paiement pour service mobile avant nouvelle structure de compte cellulaire SPVM.	Police	Activités policières	44 412,30 $	
TELUS	1422365	16 JUIL. 2020	REEVES, CHANTAL	Projet Quiétude; 21 utilisateurs de "push to talk"	Police	Activités policières	3 946,93 $	
UNIFORM WORKS LIMITED	1422106	15 JUIL. 2020	JALBERT-GERVAIS, MARIE-CHRISTINE	Uniform Works. Soumission Q14JUL20-SPVM-MD-001. Pour l'achat de vestes par balles pour les maîtres instructeurs de tir du SPVM.	Police	Activités policières	14 619,51 $	
VALLEY ASSOCIATES INC.	1416058	09 JUIN 2020	SECONDI, FRANCESCO	quotation 185763mrs	Police	Activités policières	51 774,28 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
WM QUEBEC INC.	1424550	31 JUIL. 2020	BERNIER, MARTIN	WM QC. Gré à Gré - Cueillette du fumier au 1515 Voie Camilien Houde, (Cavalerie du SPVM) doit être livré le même jour au parc agricole du Bois-de-la-Roche, 5000, chemin Anse-à-l'Orme.Période du 1er Aout au 31 Décembre 2020 (22 cueillettes)	Police	Activités policières	4 157,50 $	
WOLVERINE SUPPLIES LTD	1423458	23 JUIL. 2020	BERNIER, MARTIN	Wolverine Supplies. Soumission QT00002039. Pour l'achat de télescope Vortex Razor HD avec support pour arme longue du SPVM.	Police	Activités policières	2 340,18 $	
BELL CANADA	95599352	03 JUIL. 2020	BOUDREAU, DANIEL	Bell DOS	Police	Activités policières	2 785,66 $	
BELL CANADA	95614355	29 JUIL. 2020	BOUDREAU, DANIEL	Bell DOS	Police	Activités policières	7 156,65 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	20200603cr	08 JUIL. 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	DÉPENSE OPÉRATIONNELLE - ACCES TABAC	Police	Activités policières	4 000,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	20200618cr	08 JUIL. 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	DÉPENSE OPÉRATIONNELLE - CANNABIS	Police	Activités policières	2 500,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr200617	08 JUIL. 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	DÉPENSE OPÉRATIONNELLE - SCO	Police	Activités policières	3 000,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr200622	08 JUIL. 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	DÉPENSE OPÉRATIONNELLE - SCO	Police	Activités policières	4 000,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr20200527	03 JUIN 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	Dépense opérationnelle	Police	Activités policières	3 000,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr20200612	02 JUIL. 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	DÉPENSE OPÉRATIONNELLE - CANNABIS	Police	Activités policières	2 000,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	crd200527	03 JUIN 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	Dépense opérationnelle	Police	Activités policières	2 500,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	crd20200522	09 JUIN 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	Dépense opérationnelle - Ouest	Police	Activités policières	4 800,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	crd20200603	03 JUIN 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	Dépense opérationnelle	Police	Activités policières	2 400,00 $	
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	crd20200623	08 JUIL. 2020	LAJEUNESSE, ISABELLE	Petite caisse	Police	Activités policières	2 000,00 $	
FONDS DE GESTION DES INFRASTRUCTURES - SPVM	20200615loc	19 JUIN 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	8 065,44 $	
FONDS DE GESTION DES INFRASTRUCTURES - SPVM	20200801surv	23 JUIL. 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	8 065,44 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200601obs	12 JUIN 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	14 377,62 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200612comm	19 JUIN 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	2 589,40 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200612obscomm	12 JUIN 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	4 341,30 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200630comm	02 JUIL. 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	6 205,52 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200630obs	03 JUIL. 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	4 374,41 $	
HYDRO-QUEBEC	769657	10 JUIN 2020	BOUDREAU, DANIEL	hydro quebec	Police	Activités policières	2 729,88 $	
PETITE CAISSE - SPVM	pc20200728diablo	28 JUIL. 2020	ROBERT, JULIE	Achat cheval DIABLO / GDD 2205985002 / Les Écurie Forget	Police	Activités policières	2 780,49 $	
TELUS	89645953	10 JUIN 2020	BOUDREAU, DANIEL	Telus	Police	Activités policières	2 158,44 $	
TELUS	89714005	20 JUIL. 2020	BOUDREAU, DANIEL	Telus	Police	Activités policières	4 251,99 $	
9286-2275 QUEBEC INC.	1414574	01 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU34 - ligne 2708 - LOT #5c: Fourniture et installation des panneaux d'interdiction de stationnement - Valeur de 100 000$	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	104 987,50 $	
9286-2275 QUEBEC INC.	1414608	01 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU34 - ligne 2708 - LOT #7f: Fourniture, installation et entretien de repères visuels avec dispositif de protection (New-Jersey) + signalisation - Valeur de 100 000$	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	104 987,50 $	
9286-2275 QUEBEC INC.	1416544	11 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU34-C2903 Fermeture de l'avenue Mont-Royal	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 493,75 $	
9286-2275 QUEBEC INC.	1421551	13 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MU34-C3301 LOT #2: Enlèvement de repères visuels; (bollards) - Valeur de 5 000$	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 249,37 $	
9340-2741 QUEBEC INC.	1416479	11 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52 - 2904/2981 Service de traiteur pour l'hôtel Abris du voyageur du 12 au 18 juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 174,10 $	
9362-8428 QUEBEC INC.	1416561	11 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MUI82-117 Service de fourniture et mise en place d'obturateurs pneumatiques dans les conduites locales de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 817,96 $	
9383-1766 QUEBEC INC.	1423942	28 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU37 - L3471 - SPVM Désinfection du bâtiment Technoparc pour la période du 1 au 31 août 2020, au montant de 2 446,92 $ avant taxe (taxable) 2 813,35 $ selon le tableau ci-joint en annexe	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 568,96 $	
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1411525	19 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2166 Octroi de contrat pour extermination de punaises de lit à Aréna Maurice-Richard 2eme traitement - mois de juin , voir l'aperçu de la facture intégré dans le courriel du 19 juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 653,56 $	
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1411525	10 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2166 Octroi de contrat pour extermination de punaises de lit à Aréna Maurice-Richard 2eme traitement - mois de juin , voir l'aperçu de la facture intégré dans le courriel du 19 juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 574,81 $	
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1417973	18 JUIN 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU21- 2995 BCO - Contrat de traitement de punaise de lit à Guy Favreau. Voir Estimation # R-200618. Ajout des frais de traitement de la salle principale, la salle secondaire et la salle verte, voir détail dans le courriel d'ajout.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 889,77 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1417973	19 JUIN 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU21- 2995 BCO - Contrat de traitement de punaise de lit à Guy Favreau. Voir Estimation # R-200618. Ajout des frais de traitement de la salle principale, la salle secondaire et la salle verte, voir détail dans le courriel d'ajout.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 530,20 $	
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1421315	13 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU21-C3274 -Service des Grands parcs Contrat de détection et traitement de punaise de lit pour site d'hébergement- mesures d'urgence COVID-19 selon la soumission R-200713 pour le Marché Bonsecours	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 947,54 $	
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1422075	15 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU21-C3309 -Service des Grands parcs Fermeture du AMR -Contrat de détection et traitement de punaise de lit pour site d'hébergement- mesures d'urgence COVID-19 selon la soumission Rpour Aréna Maurice Richard 2800 rue Viau-Travaux prévu le	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 965,92 $	
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1423566	27 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU21 - C 3413 : Service de détection et traitement pour punaises de lit au 1440, rue Stanley	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 776,92 $	
A BAS PRIX EXTERMINATION INC.	1423568	24 JUIL. 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21 - C 3428 : Service de détection et traitement pour punaises de lit et coquerelles sur le site d'hébergement du Centre JC Malépart (au 2633, rue Ontario Est) pour le 30 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 553,86 $	
ACADEMIE DE SECOURISME MEDICAL INC.	1419312	29 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU21-C3090 Jaquettes Bleue	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 149,62 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1419998	03 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST - Atelier DST: Équipement pour désinfection EPI (pour premiers répondants) - lingettes	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	37 795,50 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1420023	03 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST - Atelier DST: Équipement pour désinfection EPI (pour premiers répondants) - désinfectants, chiffons, tasses à mesure et seaux en plastique	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	14 279,98 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1421580	16 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU58 - C 3217 : Achat lingettes désinfectants pour le BAM Villeray-Saint-Michel - Parc-Extension	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 062,08 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1422606	20 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST - Atelier APRIA: Commander 500 demi masque moyen 3M	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	19 133,97 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1422607	20 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST - Atelier APRIA: Commander 500 filtres pour particules pour les masques 3M	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 202,15 $	
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1403941	19 JUIN 2020	MIADI, WAFA	DM-04354 // ACHAT DES EXTINCTEURS // ATELIER INVENTAIRE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 955,09 $	
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1419304	28 JUIN 2020	MORVAN, YANNICK	BCO -ouvert pour l'nspection et entretien des extinteurs AL CARRIÈRE au 6000, rue Henri-Julien 2e étage Montreal,Québec,H2S 1W4 pour l'année 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,75 $	
AMEUBLEMENT J.C. PERREAULT INC.	1420426	07 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	Causeuse inclinable de type loveseat. Tissus # frontier timber, code 400. 100% cuir. pour le 4040 Ave Du Parc	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 782,17 $	
ANN-SOPHIE CAOUETTE	1421020	09 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service de travail de design graphique pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal dans le cadre des mesures d'urgences - Covid - 19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 089,25 $	
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1416580	11 JUIN 2020	LEARY, GENEVIEVE	Mesures d'urgences dem. C2806 : Achat de masques RCR avec filtre HEPA pour les sauveteurs de piscines	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 910,30 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AREO-FEU LTEE	1416967	15 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	Électricité et communication // Devis ODS-004140 // Réparation de divers chargeur sur véhiculaire pour Tic 6000	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 629,94 $	
AREO-FEU LTEE	1418541	22 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU10-3080 Achat de matériel pour les jeux d'eau (queue de paon).	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 889,62 $	
AREO-FEU LTEE	1418541	29 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU10-3080 Achat de matériel pour les jeux d'eau (queue de paon).	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	62,99 $	
AREO-FEU LTEE	1419058	25 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST, ATELIER HYDAULIQUE - DM 09646, ACHAT DE DIFFÉRENTES PIÈCES DE REMPLACEMENT POUR LES LANCES ELKHART	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 282,81 $	
AREO-FEU LTEE	1420442	07 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09664, ACHAT DE PIÈCES DE REMPLACEMENT: LANCES ELKHART	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 548,58 $	
AREO-FEU LTEE	1422221	16 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	Service de réparation de divers chargeur sur véhiculaire pour Tic 6000 - Électricité et communication (SSIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 760,33 $	
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES BÉNÉVOLES EN RECHERCHE ET SAUVETAGE (A.Q.B.R.S.)	1420040	03 JUIL. 2020	VINCENT, FRANCOIS	RSMUEL - Rencontre des équipes canine du SIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 194,25 $	
AXIA SERVICES	1417166	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Marché Bonsecours - période du 3 au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	20 997,50 $	
AXIA SERVICES	1417171	20 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 et MU18-C3003 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Marché Bonsecours - période du 31 mai au 4 Juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 902,81 $	
AXIA SERVICES	1417171	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 et MU18-C3003 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Marché Bonsecours - période du 31 mai au 4 Juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	26 246,87 $	
BARRIERE QMB INC.	1414589	01 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU34 - ligne 2708 - LOT #7c: Fourniture, installation et entretien de repères visuels avec dispositif de protection (Quik curb, Min-guard) - Valeur de 200 000$	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	209 975,00 $	
BELL CONFERENCES INC.	1422705	20 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MU42-C3075 Facture Audiconférence du 16 au 15 Juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 136,10 $	
BELL MEDIA INC.	1421040	09 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service de placement média publicitaire / Campagne Déménagement Été 2020 (part 2) dans le cadre des mesures d'urgences - Covid - 19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 824,19 $	
BERNARD ET FILS TRAITEUR INC	1408331	22 JUIL. 2020	LAZURE, ISABELLE	MU-CCMU¿C1087-C2699-Service de traiteur pour le CCMU mesures d'urgence COVID-19 pour le CCMU	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 748,12 $	
BETON BYCON INC.	1421316	11 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU55-C3022 Achat de 30 Bacs à fleurs en béton avec logo MHM utilisé comme barrière pour fermeture de la rue Adam-mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement MHM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	29 501,48 $	
BOIVIN & GAUVIN INC.	1417825	18 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	Soumission SC20003537 - APRIA - Collecte et analyse pour 72 appareils du SIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	13 639,98 $	
BOIVIN & GAUVIN INC.	1420636	08 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09672, ACHAT DE PIÈCES DE REMPLACEMENT: LANCES AKRON STYLE 538	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 079,31 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOIVIN & GAUVIN INC.	1422546	17 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST - Atelier DST: Achat lunettes de sécurité APRIA pour l'inventaire de la DST	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 465,13 $	
BOIVIN & GAUVIN INC.	1423666	26 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	SSIM - BCO- pour la réparation et l'entretien des équipements Holmatro	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,75 $	
BOIVIN & GAUVIN INC.	1424385	30 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST - SC20003559 - Atelier Cuir: Prises de mesures pour les recrues pour les gants, bottes et ajustements Fit-Test - date: 13,14 et 15 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 230,26 $	
BOO! DESIGN INC.	1421147	10 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de CDN-NDG dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 049,84 $	
BOO! DESIGN INC.	1421153	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de LaSalle dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 168,02 $	
BOO! DESIGN INC.	1421155	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Saint-Léonard dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 724,43 $	
BOO! DESIGN INC.	1421163	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de MHM dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 333,38 $	
BOO! DESIGN INC.	1421174	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de VSMPE dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 916,03 $	
BOO! DESIGN INC.	1421180	10 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour le SECC dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	23 071,00 $	
CADEM SERVICE D'ENTRETIEN GENERAL	1420045	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU54-3159 Service d'entretien ménager au chalet du Parc Jeanne Mance (toilettes publiques) pour la période du 3 au 30 juillet.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	472,44 $	
CADEM SERVICE D'ENTRETIEN GENERAL	1420045	08 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU54-3159 Service d'entretien ménager au chalet du Parc Jeanne Mance (toilettes publiques) pour la période du 3 au 30 juillet.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 755,98 $	
CADEM SERVICE D'ENTRETIEN GENERAL	1424135	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU54-3532 Service d'entretien ménager au chalet du Parc Jeanne Mance (toilettes publiques) pour la période du 1er au 31 août 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	14 645,76 $	
CANAFLEX INC.	1419637	30 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09661, ACHAT DE BOYAUX ET AQUA-DYNAMIC COUDES	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 399,00 $	
CANEVAS LASALLE	1419695	30 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST - DM 00349 - Atelier Cuir: Achat de 40 bâches noires de 14' x 9'	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 553,86 $	
CARREFOUR D'ALIMENTATION ET DE PARTAGE ST-BARNABE INC	1419530	30 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21-3133 Service d'intervenants en psychosocial pour le site de distribution du Square Dézéry - Période du 1er juillet au 31 août 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	32 315,04 $	
CASTOR ET POLLUX COOP	1416289	10 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU54-2370 Projet de sécurisation des rues familiales et actives du Plateau-Mont-Royal, voir les 3 factures # 2002_PRA_01, 2002_PAR_avenant_01 & 2002_PAR_02	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	42 584,82 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1414988	02 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU41 - ligne 2750 - constats menés par la firme CBL, trois huissiers étaient présents pour assurer la prise de photos, la prise de notes en vue du rapport et la dictée par l'huissier senior des ses constatations visuelles	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	21 156,89 $	
CITRON HYGIENE LP	1419607	30 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU37-3126 - 27 juin 2020- Service de police -Extermination de punaise au Marché Bonsecours, le 27 juin, au montant de 2 450 $ avant taxe (taxable) selon la soumission est joint au présent courriel Pour le Fournisseur : CitronHygiene	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 572,19 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1419642	30 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	Fournir 4 powerbars et installer 2 pour alimenter les serveurs	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 167,55 $	
COFORCE INC.	1409323	17 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18-1254 et MU18¿C2387-C3014 OBNL- Service d'entretien supplémentaire pour la désinfection des lieux pour le Centre Jean-Claude Malépart mesures d'urgence COVID-19 pour	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 790,00 $	
COFORCE INC.	1412546	21 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU18- L2388-3 au 31 mai 2020- Entretien sanitaire du Centre Jean-Claude Malépart, site d'hébergement pour personnes en situation d'itinérance, pour la période à partir du 3 au 31 mai 2020,	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	46 765,64 $	
COFORCE INC.	1414577	01 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU18-2719 Demande de BC désinfection PDQ par Coforce - 16 au 31 mai	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 240,00 $	
COFORCE INC.	1415706	07 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU37-L2846-pour le mois de juin 2020-Désinfection du Centre JP Malépart 2633 Rue Ontario E	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	62 740,53 $	
COFORCE INC.	1415830	21 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18-2847 Demande de BC désinfection PDQ par Coforce - juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	17 537,11 $	
COFORCE INC.	1420345	07 JUIL. 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU18-C3226 Contrat entretien ménager pour le Centre Malepart du 1er au 31 Juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	64 831,88 $	
COFORCE INC.	1420406	07 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18-3238 Service de désinfection de bâtiments PDQ du SPVM pour la période du 1er au 31 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 555,00 $	
COFORCE INC.	1422489	17 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU18 - C 3353 : Désinfection haute performance par pulvérisation électrostatique au PDQ 13 au 8745, boulevard Lasalle du 13 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 204,74 $	
COFORCE INC.	1423273	23 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52 - C 3416 : Service d'entretien et désinfection à Cours Municipale de Montréal au 775 Gosford - période du 9 au 31 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	16 866,24 $	
COFORCE INC.	1423274	23 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52 - C 3417 : Service d'entretien et désinfection à Cours Municipale de Montréal au 775 Gosford - période du 1er au 31 août 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	20 834,77 $	
COMMUNICATIONS RIVAGE INC.	1422948	21 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU27 - L3138 - Service de l.Expérience Citoyenne et des communications - Projet Voies Actives Sécuritaires (VAS) VAS - Life style Photos circonstentiellesavec mannequins à vélo et à pieds mettant en valeur les VAS Endroits à déterminer	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 934,40 $	
COMMUNICATIONS RIVAGE INC.	1422971	21 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU27 - L3138 - Service de l.Expérience Citoyenne et des communications - Photo et Vidéo pour Projet Voies Actives Sécuritaires (VAS) Mise en oeuvre des VAS les VAS réalisées avenue Émile-Journault entre Christophe-Colomb et Papineau	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 196,87 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMMUNICATIONS RIVAGE INC.	1422972	21 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU27 - L3138 - Service de l.Expérience Citoyenne et des communications - Projet Voies Actives Sécuritaires (VAS) VAS - Life style Photos circontentielles avec manequins à vélo et à pieds mettant en valeur les VAS Endroits à déterminer É	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 464,58 $	
COMPILATION DE BASE DE DONNEES TRAFFIC INC.	1416556	11 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU34 ¿ C 2811 // Demande de soutien ¿ VAS (Voies actives sécuritaires) Phase 1 ¿ Monitoring des aménagements // Serv. technique pour relevé de circulation en tronçon à différent endroit - 5 mois (soumission avec Compilation Data Traffic)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	109 121,38 $	
COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS LTEE	1419306	28 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MUI23 - CE124 Environnement-Soumission en annexe-Élimination des rejets de tamisage de sacs de sable provenant des digues temporaires de protection construites lors des crues printanières	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 001,63 $	
COMPUGEN INC.	1415445	04 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU42-2773 Acquisition d'ordinateurs portables de remplacement pour l'inventaire du STI	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 352 553,76 $	1410852
COMPUGEN INC.	1420075	06 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU39-L2053- Service de l'approvisionnement-Achat de license informatique pour maintenir le télétravail- Pour 9 licenses MS Visio et 11 license Microsoft Project Professional	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 896,67 $	
COMPUGEN INC.	1421768	14 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU37 - C 3314 : Achat 30 portables Elite Book 840G3 pour SPVM (Covid)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	20 270,99 $	
COMPUGEN INC.	1422789	20 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU39-L2053- Service de l'approvisionnement -Achat de 35 licenses informatique Microsoft Suite office 365 pour maintenir le télétravail-	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 232,55 $	
CONCEPT CONTROLS INC.	1418980	25 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	ÉLECTRICITÉ ET COMMUNICATION // Adaptateur pour Interspiro // Spiromatic S and S4 // SCBA Facepiece // Produit # 8025-21S - (SSIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 719,19 $	
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1419984	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU57 - C 3199: Construction des plateformes pour accès universel dans Rosemont	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	19 160,22 $	
CONTOUR D'IMAGE INC.	1421649	14 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, MATÉRIEL ROULANT, DEMANDE URGENTE: ACHAT DE PLAQUES MATRICULE MAGNÉTIQSUE POUR VÉHICULES.	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	26 199,62 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1415613	05 JUIN 2020	WATERHOUSE, DAVE	Achat iPad Pro 11" 256Go Wi-Fi Gris Cosmique, Smart Keyboard Folio et Écouteurs AirPods Pro - Dérogations RR436421 et R436434 - (SIM)	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 760,15 $	
CREATIONS BULLSEYE	1423957	28 JUIL. 2020	GIRARD, IVE	SSIM ¿ BCO 2020 pour l'achat des imperméables HH Workwear	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	20 997,50 $	
CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC.	1420410	07 JUIL. 2020	DESCHAMPS, MARCEL	SSIM FSC Confection de deux mascottes avec option de confection avec option de refroidissement -Option forfait prépayé 10 entretiens -Option mentonnière de luxe	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	13 438,40 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1414892	02 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2756 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 5 juin au 11 juin 2020 (90 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 194,36 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1414935	02 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52-2753 Service traiteur - Hôtel Chrome du 5 au 11 juin 2020 - 65 personnes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	23 563,13 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1414943	02 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52- 2755 Service traiteur - Hôtel St-André du 5 au 11 juin 2020 - 50 personnes.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 299,32 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1416230	10 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2908 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 12 juin au 18 juin 2020 (90 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 194,36 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1416597	11 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52- 2907 Service traiteur - Hôtel St-André du 12 au 18 juin 2020 - 50 personnes.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 925,26 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1416605	11 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU52-2905 Service traiteur - Hôtel Chrome du 12 au 18 juin 2020 - 40 personnes pour le déjeuner et 50 personnes dîner/souper	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 609,02 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1417550	17 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2996 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 19 juin au 25 juin 2020 (90 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 194,36 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1417801	18 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52- 3009 Service traiteur - Hôtel St-André du 19 au 25 juin 2020 - 30 personnes.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 409,52 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1417810	18 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52-3009 Service traiteur - Hôtel Chrome du 19 au 25 juin 2020 - 50 personnes pour le déjeuner et 50 personnes dîner/souper	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	17 472,54 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1418790	23 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-3109 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 26 juin au 2 juillet 2020 (90 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 194,36 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1418795	23 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-3112 Service traiteur - Hôtel Abri du voyageur du 26 juin au 2 juillet 2020 - 15 personnes pour le déjeuner et 15 personnes dîner/souper.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 522,35 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1418795	29 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-3112 Service traiteur - Hôtel Abri du voyageur du 26 juin au 2 juillet 2020 - 15 personnes pour le déjeuner et 15 personnes dîner/souper.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	26,25 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1419450	29 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-3160 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 3 au 9 juillet 2020 (90 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 194,36 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1419528	30 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU21-C3149 Prolongation des repas du 3 au 9 Juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 337,30 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1420634	08 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU55-C3254 OBNL-Prolongation Service traiteur - Hôtel Abri du voyageur du vendredi 10 juillet au jeudi 16 juillet 2020 - 15 personnes pour le déjeuner, le dîner et le souper-mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement de MHM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 011,25 $	
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1420657	08 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-3250 Service de traiteur - Aréna Maurice-Richard du 10 au 16 juillet 2020 (90 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 194,36 $	
DATAGLOBE CANADA INC.	1418873	25 JUIN 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU37-C3068 Facture #20-9076 Location d'un système UPS Eaton 9390 40kVA avec cabinet de batteries- pour le service CIP du SPVM-mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 144,39 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DEVELOTECH INC.	1422072	15 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU55-C3034 Achat et l'installation de 182 balises pour des corridors sanitaires- mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement MHM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	19 737,64 $	
DISTRIBUTIONS LG INC.	1421194	10 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-3186 Service d'impression et de distribution d'avis aux résidents de l'arrondissement de PMR dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 769,91 $	
DISTRIBUTIONS LG INC.	1421198	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression et de distribution d'avis aux résidents de l'arrondissement de Verdun dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 659,89 $	
DORSON LTEE	1405295	21 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	CLOUEUSE BÉTON ET OUTILS POUR 680 - ÉQUIPE GST - SSIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 315,01 $	
ECO-COMPTEUR INC.	1416523	11 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU34 ¿ C 2811 // Demande de soutien ¿ VAS (Voies actives sécuritaires) Phase 1 ¿ Monitoring des aménagements // Location, installation et analyse de capteurs de vélos temporaires - 5 mois (soumission Eco compteur)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	181 365,89 $	
ECOPAYSAGE AHUNTSIC	1418716	08 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MUI56-C126 Ramassage de sable	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 409,47 $	
ENSEIGNES CMD INC.	1414697	19 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU29-L2269-Espace pour la vie-Achat de Supports à ressorts (turcs)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 013,14 $	
ENSEIGNES CMD INC.	1414697	01 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU29-L2269-Espace pour la vie-Achat de Supports à ressorts (turcs)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	136,48 $	
EQUIPEMENT MEDICAL RCL INC.	1419113	26 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-3125 Achat d'un défibrillateur avec accessoires pour l'aréna Maurice-Richard	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 103,37 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1413309	08 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	DM 240138 // Cuir // Achat 60 protège-nez (coussinet de silicone/caoutchouc) pour visière intégré - modèle R 350 pour casque de combat Bullard	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 204,74 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1413310	08 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	DM 04502 // Cuir // Achat vestes oranges - inscrit SST - pour le SIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	15 527,65 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1418049	18 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	DM 09656 // Hydraulique // Crépines de 6" et tuyaux d'aspirations)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 598,45 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1418482	22 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	DM-04503 // Menuiserie // Halligan Maxximus // Urgent (SSIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 664,09 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1418965	25 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	DM-04499 // MENUISERIE // New York Roof Hook (SSIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 094,51 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1419174	26 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, ATELIER INVENTAIRE - DM 00103: ACHAT DES BOÎTES À OUTILS	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 307,11 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1420415	07 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09662 ET DM 09663, ACHAT DE PIÈCES KOCHEK POUR DIVISON RÉDUCTION ET PINCES DE DÉCARCÉRATION	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 283,49 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1421537	13 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09670, ACHAT DE CAPUCHONS STORZ POUR LES AUTO-POMPES.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 674,56 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1423929	28 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST, ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09677, Achat de pièces de remplacement: Adaptateurs Storz 65mm à femelle rigide.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 149,62 $	
EVENEMENT HOODSTOCK	1416160	10 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU19-1800 Paiement de facture pour la Brigade de sensibilisation de Montréal-Nord - Anges gardiens du Hood - Début du projet : 2020-05-02	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 000,00 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1409857	02 JUIN 2020	GATINEAU, PIERRE	MU21 - L1413-Débur 27 avril -Service de sécurité pour l'aréna Camillien Houde -Prévoir 4 agents de sécurité avec walkie-talkie, batteries de rechange- dès le lundi 27 avril au 18 mai 16h, 7 jours sur 7	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	34 369,55 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1414550	01 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21-2668 Service de gardiennage - Haltes climatisées - Pierrefonds- Centre communautaire Gary Robertson du 27 au 29 mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 498,75 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1414976	02 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU21 - L2181- Du 11 mai au 31 mai incl. Prolongation mandat d'un agent de sécurité- Aréna Camilien-Houde	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 440,99 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1417518	16 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Aréna Camilien-Houde période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	136 483,75 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1417520	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Aréna Camilien-Houde période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	167 980,00 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1417521	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Ile-Bizard période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 498,75 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1417522	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Ile-Bizard période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 498,75 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1420583	08 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU24 - L3120 -Service de la concertation et des Arr - PROJET : 5666 CHRISTOPHE COLOMB MAIL DE LA PISTE CYCLABLE-Retrait mail en béton Christophe-Colomb	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 619,45 $	
GESTION MEMOTHEQUE	1416292	10 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	¿ Gestion du Centre de documentation en histoire du SIM selon la facture # 2020-05A. Services professionnels rendus pour la période du 1 er mai au 30 mai 2020. Approuvé M. Richard Liebmann.-SSIM	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 035,19 $	
GESTION MEMOTHEQUE	1421318	12 JUIL. 2020	LIEBMANN, RICHARD	SSIM- Service professionnel pour créer, développer et gérer le Centre de documentation en histoire du SIM, 2020-06-01 au 2020-06-30	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 989,67 $	
GESTION PFB	1415248	03 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU37-C2784 Achat et installation de plexiglas de protection pour aménagement des locaux SPVM - mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	69 723,72 $	
GESTION PFB	1422547	17 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU37-C3324 Achat et installation de plexiglas de protection pour aménagement des locaux SPVM-Cellules de la cours municipale - mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 215,46 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION PFB	1422550	17 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU37-C3325 Achat et installation de plexiglas de protection pour aménagement des locaux SPVM-Centre de relève de la centrale d'information policière (CIP) - mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 286,26 $	
GESTION PFB	1422553	17 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU37-C3326 Achat et installation de plexiglas de protection pour aménagement des locaux SPVM-Centre de relève du Centre d'urgence 911 - mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 027,78 $	
GESTION & SERVICES A.R.	1422194	15 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	Service d'entretien pour la désinfection des locaux de la cour municipale (Place Versailles) du 22 juin au 24 juillet 2020 - mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Affaires juridiques	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 505,54 $	
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1408494	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU52-C1007-C2949 Locations de 2 conteneurs	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 249,37 $	
GFP LES HOTES DE MONTREAL INC.	1409379	10 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21-L1241-Contrat de gardiennage est nécessaire pour la surveillance de l'installation et respects des règles de bonne conduites et contrôle d'accès des installations. Zone "dortoir" et des espaces communs.Horaire 24h sans date defin connu	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	61 480,29 $	
GFP LES HOTES DE MONTREAL INC.	1417512	16 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Aréna Maurice-Richard période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	125 985,00 $	
GFP LES HOTES DE MONTREAL INC.	1417515	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Aréna Maurice-Richard période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	157 481,25 $	
GFP LES HOTES DE MONTREAL INC.	1417516	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Centre Petite Bourgogne période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	68 241,87 $	
GFP LES HOTES DE MONTREAL INC.	1417517	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Centre Petite Bourgogne période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	83 990,00 $	
GFP LES HOTES DE MONTREAL INC.	1424180	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU33-3499 Agence de sécurité, gardiennage pour le Centre Petite Bourgogne période du 5 au 11 juillet 2020./ Facture 2160	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 310,92 $	
GILBERT NETTOYEUR INC.	1410472	02 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 149,63 $	
GILBERT NETTOYEUR INC.	1410472	17 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	19 422,68 $	
GILBERT NETTOYEUR INC.	1410472	14 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-1682 Service de buanderie (récupération/lavage/pliage/retour) pour 800 serviettes dans 3 lieux différents à partir du 1er mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 049,87 $	
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE GLOBAL INC.	1421412	13 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	Fourniture, livraison et installation de mobilier de bureau au centre de formation des pompiers.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 273,80 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1399916	23 JUIL. 2020	BOURGEOIS, MICHEL	RSMUEL - Camion Freightliner #1 modification et installations de divers pièces - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 653,57 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1406138	27 JUIN 2020	PEPIN, CLAUDE	MU18-90 Ajout d'heures pour les mesures d'urgence pour les agents de sécurité à divers endroits - SGPI	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	254 330,15 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1412457	08 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18 - ligne 2152 - Gardiennage tour de communication sur le Mont- Royal à partir du 8 mai pour 4 semaines	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	34 015,95 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1414619	01 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU34 - ligne 2708 - LOT #8: Fourniture d'un service de remorquage - Valeur de 50 000$	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 493,75 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417173	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Parc Émilie Gamelin période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	33 596,00 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417179	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Parc Émilie Gamelin période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	26 246,87 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417184	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Parc Émilie Gamelin période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 496,25 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417190	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Square Cabot période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	57 874,36 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417193	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Square Cabot période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	47 244,37 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417195	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Square Cabot période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	62 992,50 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417393	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel Abri du voyageur période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	293 965,00 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417405	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel Abri du voyageur période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	288 715,62 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417406	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel Abri du voyageur période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	367 456,25 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417407	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Place du Canada période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	57 874,36 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417412	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Aréna Francis Bouillon (externe) période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	26 246,87 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417416	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Aréna Francis Bouillon (interne) période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	16 850,49 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417417	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Parc Jeanne Mance période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 830,90 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417423	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Centre Jean-Claude Malépart (2) période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	68 871,80 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417425	16 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel Chrome période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	121 785,50 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417430	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Y de Montréal période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 493,75 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417434	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la BAnQ période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	20 997,50 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417437	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel Saint-André période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	183 728,12 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417439	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Halte église Saint Georges période du 19 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	20 997,50 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417441	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Place du Canada période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	47 244,37 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417443	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Aréna Francis Bouillon (externe) période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	26 246,87 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417455	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Parc Jeanne Mance période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	26 246,87 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417456	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Centre Jean-Claude Malépart (2) période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	68 241,87 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417457	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel Chrome période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	194 226,87 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417459	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Y de Montréal période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	73 491,25 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417464	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la BAnQ période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 496,25 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417467	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel St-André période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	194 226,87 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417475	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Halte Église Saint Georges période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	33 596,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417478	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Place du Canada période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	62 992,50 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417480	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Parc Jeanne Mance période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	36 745,62 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417481	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Centre Jean-Claude Malépart (2) période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	83 990,00 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417482	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel Chrome période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	241 471,25 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417485	16 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le Y de Montréal du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	94 488,75 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417487	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'Hôtel St-André du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	241 471,25 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417488	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'OHMH (RPA et tous les autres sites) période du 5 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 837 281,25 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417489	16 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le SIM QG période du 5 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 478,69 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417490	16 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Cour municipale période du 5 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 049,27 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417493	16 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le 2580 St-Joseph période du 5 avril au 2 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 099,75 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417494	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'OHMH (RPA et tous les autres sites) période 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 115 498,12 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417495	16 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour l'OHMH (RPA et tous les autres sites) période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 640 435,62 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417498	16 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le SIM QG période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 249,37 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417501	16 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Cour municipale période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 099,75 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417502	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Voûte SPVM période du 3 mai au 30 mai 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	36 745,62 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417504	16 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Voûte SPVM période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	47 244,37 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417507	16 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour la Cour municipale période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 099,75 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1417510	16 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU33-2924 Service - Agence de sécurité, gardiennage pour le SIM QG période du 31 mai au 4 juillet 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 498,75 $	
GROUPE POLYALTO INC.	1415887	16 JUIN 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU33 - C 2889 // Commande de 15 plexiglass - format 3/16 X 48 X 96 CLAIR	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	104,99 $	
GROUPE POLYALTO INC.	1415887	11 JUIN 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU33 - C 2889 // Commande de 15 plexiglass - format 3/16 X 48 X 96 CLAIR	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 615,69 $	
GROUPE QUALINET INC	1409140	07 JUIL. 2020	PEPIN, CLAUDE	MU21- L1239- MHM-Contrat d'entretien ménager pour l'ouverture de: l'aréna Maurice-Richard et du centre sportif de la Petite Bourgogne	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	137 292,76 $	
GROUPE QUALINET INC	1409855	21 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU21-L1425-Nettoyage pour désinfecter la chambre #707 - 725 et 732 de Hôtel Y 1355, boul. René‐Lévesque Ouest-suite des départs.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 154,87 $	
GROUPE QUALINET INC	1409856	07 JUIL. 2020	PEPIN, CLAUDE	MU21-1416 (MU21-2005 ajout) - MHM -Contrat d'entretien ménager pour l'aréna Camillien Houde 3 personnes en tout temps 24h sur 24	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	336 547,64 $	
GROUPE QUALINET INC	1410602	06 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU55¿C1870 BCO-Contrat d¿entretien ménager général des lieux de l¿Église St-George mesures d'urgence COVID-19 pour l¿Arrondissement de Mercier¿Hochelaga-Maisonneuve	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 084,59 $	
GROUPE QUALINET INC	1414781	02 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU21-L2738 -Nettoyage pour désinfecter les chambres 718 - 719 de Hôtel Y 1355, boul. René-Levesques Ouest-suite des départs.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 199,50 $	
GROUPE QUALINET INC	1416791	12 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU37¿C2912 Désinfection et Décontamination de véhicules de patrouille-COVID-19 pour la période du 13 juin au 11 juillet 2020 - mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 748,12 $	
GROUPE QUALINET INC	1420342	07 JUIL. 2020	PEPIN, CLAUDE	MU55-3177 BCO- Contrat d'entretien ménager général des lieux de l'Église St-George (Réf: C1870) pour la période du 15 mai au 5 juillet, voir tableau de dépenses Qualinet	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	199 476,25 $	
GROUPE QUALINET INC	1420397	07 JUIL. 2020	PEPIN, CLAUDE	MU21-C3177 BCO- Contrat d'entretien ménager pour l'ouverture de: l'aréna Maurice-Richard et du centre sportif de la Petite Bourgogne (Réf: C1239)- période du 27 avril au 5 juillet, voir tableau de dépenses Qualinet	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 469 825,00 $	
GROUPE QUALINET INC	1420403	07 JUIL. 2020	PEPIN, CLAUDE	MU21-C3177 BCO - Contrat d'entretien ménager pour l'aréna Camillien Houde 3 personnes en tout temps 24h sur 24 (Réf: C1416 et ajout C2005)- période du 18 mai au 5 juillet 2020, voir tableau de dépenses Qualinet	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	839 900,00 $	
GROUPE QUALINET INC	1421566	13 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU21-L3274 - Service des Grand Parc-Désinfection de les espaces communs et le matériel utilisé pour le Marché Bonsecours	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 897,94 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE QUALINET INC	1423824	27 JUIL. 2020	LAZURE, ISABELLE	MU37-C3490 Désinfection de cellules pour les centres opérationnels nord et sud du SPVM/ Facture #002-033882 30 179.11$ Facture #002-033832 48 236.39$.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	82 326,47 $	
HAZMASTERS INC.	1418004	18 JUIN 2020	GIRARD, IVE	Achat de cable Coax. 100' + Laryngophone (SSIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 366,82 $	
HOLDRI.NET INC.	1422730	20 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU 27 - L3138 - Service de l'expérience Citoyenne et des communications- Service professionnel - Programme « VAS 2020 » concevoir une campagne de publicité sur divers médias etc	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 674,56 $	
HOTEL CHROME MONTREAL CENTRE-VILLE	1410957	14 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU COVID-L 1909-HOTEL Chrome -LOCATION DE CHAMBRES-Paiement des factures d'hôtels	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	67 232,63 $	
HOTEL CHROME MONTREAL CENTRE-VILLE	1419731	01 JUIL. 2020	PEPIN, CLAUDE	MU COVID-L 3178-HOTEL Chrome 1 juin au 5 juillet - LOCATION DE CHAMBRES- 5 semaines à 47 000,00$ / semaine Total : 235 000,00$ avant taxes. Pour paiement des factures d'hôtels	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	246 720,62 $	
HOTEL CHROME MONTREAL CENTRE-VILLE	1423593	24 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU COVID-L 3349 HOTEL Chrome: Paiement de facture 131216A - période du 6 au 10 juillet 2020 - Location de chambres.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	34 564,82 $	
HOTEL LE ST-ANDRE	1419913	02 JUIL. 2020	PEPIN, CLAUDE	MU10-C3040 Location de 58 chambres de l'Hôtel St-André pour la période du 1 juin au 5 juillet 2020 - mesures d'urgence COVID-19 pour le service de Sécurité Incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	167 980,00 $	
IMPACT CANOPIES CANADA INC.	1418626	23 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	Mu21 - l3073 - commande de pièces pour les tentes 10 x 10 qui sont utilisées sur les sites pour PSI	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 438,33 $	
IMPACT SANTE PLUS	1420860	09 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3165 (Gants de nitrile grandeur médium Quantité: 200 boîtes), C3166 (Gants de nitrile grandeur largeur Quantité: 200 boîtes), C3167 (Gants de nitrile grandeur x-large QT : 200 boîtes MZ Commande de matériel pour les sites d'hébergeme	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 047,30 $	
IMPRIMERIE G.G. INC.	1421012	09 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU57-C3163 Facture #76955 Affiches 24¿¿X36 Coroplast - mise en place des 11 milieux de vie verts et actifs.-mesures d'urgence COVID-19 pour l¿Arrondissement Rosemont-Petite-Patrie	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 682,44 $	
IMPRIMERIE HARGREAVES INC.	1416902	13 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU37-C2953 Achat de 1000 Pastilles de marquage au sol (intérieur et extérieur) avec lamination antidérapante pour assurer la distanciation physiques des citoyens dans les différents bâtiments du SPVM -mesures d'urgence COVID-19 pour SPVM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 908,20 $	
IMPRIMERIE RDI-SAUVE	1421428	13 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 901,70 $	
INGENIERIE CARMICHAEL LTEE	1419625	30 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	Main-d'¿uvre et matériaux pour la réparation de séchoirs à boyaux dans les casernes 27 et 34	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 586,37 $	
INNOTEX INC.	1389379	04 JUIN 2020	L'HOSTIE, SYLVAIN	SSIM-DST // Atelier Cuir - Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois de mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 370,41 $	C899907

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
INNOTEX INC.	1414349	05 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	DM 240139 // Cuir // Achat ceinture de bunker avec plusieurs grandeurs	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 585,24 $	
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTE MENTALE DE MONTREAL	1422362	16 JUIL. 2020	L'HOSTIE, SYLVAIN	SSIM - Paiement de la facture pour services cliniques SIM pour la période du 1er avril 2020 au 30 juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	14 460,00 $	
INVESTISSEMENTS PATRICK J. MERCIER INC. - CANADIAN TIRE	1407326	02 JUIN 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT GEL DESINFECTANT	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 341,10 $	
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1319297	16 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR - Nettoyage, inspection et réparation, Habits de combat (SSIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 042,83 $	
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1389350	02 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST // ATELIER CUIR - Inspection et entretien de bunker pour le mois de Mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 472,43 $	
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1389350	08 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST // ATELIER CUIR - Inspection et entretien de bunker pour le mois de Mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	14 174,37 $	
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1389351	19 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - Paiement de factures - Inspection et entretien de bunker pour le mois de juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 460,49 $	
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1389351	29 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - Paiement de factures - Inspection et entretien de bunker pour le mois de juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 728,13 $	
JBM MARQUAGE ROUTIER INC	1414578	01 JUIN 2020	PEPIN, CLAUDE	MU34 - ligne 2708 et 3465 - LOT #6a: Marquage et effacement du marquage - Valeur de 100 000$. Ajout 100 000$ au BC.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	104 987,50 $	
JBM MARQUAGE ROUTIER INC	1421534	13 JUIL. 2020	LAZURE, ISABELLE	MU34-C3301 LOT #1: Marquage et effacement du marquage - Valeur de 50 000$	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 493,75 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1418048	18 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	DM 09637 // Hydraulique // 5 génératrices Honda Économic 5000 watts manuel (en remplaçant Honda 3500)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 055,17 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1419079	27 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST - DM 09651 - Atelier Hydraulique: Achat des pièces pour découpeuse à usage multiple (DUM) K970 et pour le 3e génératrice	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 131,63 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1419079	26 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST - DM 09651 - Atelier Hydraulique: Achat des pièces pour découpeuse à usage multiple (DUM) K970 et pour le 3e génératrice	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 928,24 $	
JEAN-MARC PAQUET	1421061	09 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU57-C3163 Facture #0209 Affiches 24¿¿X36 Coroplast - mise en place des 11 milieux de vie verts et actifs.-mesures d'urgence COVID-19 pour l¿Arrondissement Rosemont-Petite-Patrie	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 603,74 $	
J.P.S. AUTO DECOR INC.	1421461	13 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 295,83 $	
JULIEN-LEBLANC TRAITEUR	1421638	15 JUIL. 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21 - L3308 - 14 au 22 juillet inclusivement- Services de traiteurs pour l'abris du voyageur Selon soumission 110176-110182-110188	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	71,39 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
JULIEN-LEBLANC TRAITEUR	1421638	14 JUIL. 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21 - L3308 - 14 au 22 juillet inclusivement- Services de traiteurs pour l'abris du voyageur Selon soumission 110176-110182-110188	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 449,47 $	
JULIEN-LEBLANC TRAITEUR	1422902	21 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21 - L3308 - 23 au 30 juillet inclusivement- Services de traiteurs pour l'abris du voyageur	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	16 821,10 $	
JULIEN-LEBLANC TRAITEUR	1423064	22 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU10-C108 Traiteur du 6 Juillet au 14 Août 2020 Pour le CCMU 4040 Ave Du Parc	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 748,12 $	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389807	24 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	BC ouvert - Entretien partiel, air respirable pour divers casernes - Paiement de factures - Service de sécurité incendie de Montréal - Entente 1275193	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 263,16 $	1275193
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389807	23 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	BC ouvert - Entretien partiel, air respirable pour divers casernes - Paiement de factures - Service de sécurité incendie de Montréal - Entente 1275193	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 092,40 $	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389812	24 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - Paiement des factures pour diverses casernes - entretien des compresseurs - Entente 1275193	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 521,07 $	1275193
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389812	23 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - Paiement des factures pour diverses casernes - entretien des compresseurs - Entente 1275193	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	767,82 $	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389814	09 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - Paiement des factures pour entretien des compresseurs # 1 et 2 de la DST et les casernes	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 521,07 $	1275193
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389814	23 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - Paiement des factures pour entretien des compresseurs # 1 et 2 de la DST et les casernes	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	492,92 $	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389814	08 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM - Paiement des factures pour entretien des compresseurs # 1 et 2 de la DST et les casernes	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	701,42 $	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389815	15 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SIM-DST Juillet 2020 - Paiement des factures pour entretien des compresseurs du SIM (entente 1275193)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	15 869,20 $	1275193
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1389815	15 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SIM-DST Juillet 2020 - Paiement des factures pour entretien des compresseurs du SIM (entente 1275193)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	380,32 $	
LABRADOR SOURCE	1417796	19 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3012 Demande d'approvisionnement en bouteille d'eau pour sites en opération et halte clim 30 000 bouteilles en format 500 ml.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 262,41 $	
LABRADOR SOURCE	1419289	26 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MUCE21-CH4 Achat de 2100 caisses de 24 bouteilles d'eau format 500 ml pour les besoins des sites en opération.(halte climatisée - site dortoir- site de distribution alimentaire etc...)-mesures d'urgence Chaleurs Extrêmes 2020 pour Service	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 529,00 $	
LABRADOR SOURCE	1421278	10 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MUCE55-CH7 Achat de 1092 caisses de 24 bouteilles d'eau format 500 ml pour les besoins des sites en opération.(halte climatisée - site dortoir- site de distribution alimentaire etc...)-mesures d'urgence Chaleurs Extrêmes 2020 pour l¿arrond	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 995,08 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LABRADOR SOURCE	1423943	28 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MUCE21-CH11 Achat de 2100 caisses de 24 bouteilles d'eau format 500 ml pour les besoins des sites en opération.(halte climatisée - site dortoir- site de distribution alimentaire etc...).	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 529,00 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1419605	30 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3157 Sandwichs pour les 7 sites du 1er au 5 Juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	39 212,82 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1420043	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3157 -Square Dézéry OBNL-Service de traiteur- Sandwichs pour le site Square Dézéry du 6 au 31 Juillet 2020-mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Grands parcs, du Mont Royal et des sports	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 656,29 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1420048	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3157 -Parc Jeanne-Mance OBNL-Service de traiteur- Sandwichs pour le site Parc Jeanne-Mance du 6 au 31 Juillet 2020-mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Grands parcs, du Mont Royal et des sports	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 656,29 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1420052	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3157 -Square Cabot OBNL-Service de traiteur- Sandwichs pour le site Square Cabot du 6 au 31 Juillet 2020-mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Grands parcs, du Mont Royal et des sports	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	33 984,45 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1420060	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3157 -Place Émilie Gamelin OBNL-Service de traiteur- Sandwichs pour le site Place Émilie Gamelin du 6 au 31 Juillet 2020-mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Grands parcs, du Mont Royal et des sports	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	33 984,45 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1420062	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C3157 -Place du Canada OBNL-Service de traiteur- Sandwichs pour le site Place du Canada du 6 au 31 Juillet 2020-mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Grands parcs, du Mont Royal et des sports	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	22 656,29 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1420063	03 JUIL. 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21-C3157 -Cantine mobile 1 - YMCA Centre-Ville OBNL-Service de traiteur- Sandwichs pour le site Cantine mobile 1 - YMCA Centre-Ville du 6 au 31 Juillet 2020-mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Grands parcs, du Mont Royal et de	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 677,47 $	
LA CANTINE POUR TOUS	1420065	03 JUIL. 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU21-C3157 -Cantine mobile 2 - Dans la rue OBNL-Service de traiteur- Sandwichs pour le siteCantine mobile 2 -du 6 au 31 Juillet 2020-mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Grands parcs, du Mont Royal et des sports	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 677,47 $	
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1413501	10 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU56-L 2581-Déménagement pour distanciation Albert Dumouchel -du 999 Henri-Bourassa ouest vers le 10300 rue Lajeunesse Mtl -Ahuntsic	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 196,54 $	
LA MANUFACTURE FINNIE LTEE	1417870	06 JUIL. 2020	VINCENT, FRANCOIS	SSIM, Pour le RSMUEL, équipements de sécurité et pistolet thermique avec accessoires.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	965,88 $	
LA MANUFACTURE FINNIE LTEE	1417870	13 JUIL. 2020	VINCENT, FRANCOIS	SSIM, Pour le RSMUEL, équipements de sécurité et pistolet thermique avec accessoires.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 628,37 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1421505	13 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 104,19 $	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1421510	13 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 524,86 $	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1421543	13 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement du Sud-Ouest dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 852,12 $	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1421637	14 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 573,68 $	
LANDRY STRATEGIES INC.	1418854	24 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU42-C2911 Services de sécurité informatiques, via des tests d'intrusion	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 036,78 $	1383897
LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	1412749	18 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU10-2982 (ref. 2449) Frais encouru - Coordination de sites Personnes en situation d'itinérance - Abri des voyageurs et ajout Centre Camillien Houde.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	337 933,77 $	
LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	1415587	05 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU10-2448 Achat - trousses d'hygiène pour personnes en situation d'itinérance	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 338,60 $	
L.D.J.V. COURRIER PLUS INC.	1421622	14 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MUCE27-CH003 Distribution de 55 000 dépliants concernant la chaleur extrême les 20, 21, 22 & 23 juin 2020, Voir soumission# 01501102-00 datée du 25 juin 2020/ SECC	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	23 505,44 $	
LE GROUPE DISSAN INC.	1416623	11 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU59-2886 Achat de bouteilles de solutions désinfectante (surfaces dures) pour l'arrondissement de CDN-NDG	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 387,42 $	
LE GROUPE QUADRISCAN	1421270	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement d'Anjou dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 914,45 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1421714	14 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 971,17 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1421722	14 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 191,62 $	
LE SAC A DOS (ACTION-REINSERTION)	1418849	08 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MU52-C3116 Implication Parc Gamelin	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 204,74 $	
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.	1415797	08 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU58-2003 Installation de glissière de sécurité, du 11 mai au 24 juillet - RUE JARRY ENTRE ST-DENIS ET ST-LAURENT	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 459,35 $	
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.	1416972	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU52-L2401-Commande: Achat de blocs de béton pour le couloir sanitaire de la rue Sainte-Catherine	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 598,49 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.	1419296	27 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU55-C3034 Achat et l'installation de 130 Glissière de sécurité (bollard) véhicules anti-béliers pour des corridors sanitaires- mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement MHM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	66 457,08 $	
LES CHAINES DE TRACTION QUEBEC LTEE	1415364	04 JUIN 2020	GIRARD, IVE	Achat de Sangles 4"x 30' et chaines 3/8"x 30' (SIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 839,92 $	
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1423664	26 JUIL. 2020	DESCHAMPS, MARCEL	SSIM- Serivces professionnels pour animer la formation «Clientèles difficiles ou agressives - intervenir de façon sécuritaire» pour les 11 et 20 février 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	3 296,61 $	
LES ENTREPRISES SIMAX INC.	1422082	15 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU55-C3022 Achat d¿un Bac de végétation Écolo béton avec logo MHM (62¿¿X35¿¿X27¿¿) utilisé comme barrière pour fermeture de la rue Adam- mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement MHM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 097,13 $	
LES HABITATIONS HU-NIC 2011 INC.	1415898	08 JUIN 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU18¿ 2861 Paiement de dix Factures - Installation de plexiglas dans les PDQ 1-3-4-5-8-11-12-13-15 et 16 chez Hu-Nic construction. voir pièces jointes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	660,90 $	
LES HABITATIONS HU-NIC 2011 INC.	1415898	09 JUIN 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU18¿ 2861 Paiement de dix Factures - Installation de plexiglas dans les PDQ 1-3-4-5-8-11-12-13-15 et 16 chez Hu-Nic construction. voir pièces jointes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 110,94 $	
LES HUILES DIESEL A. ROY INC.	1407668	02 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MUI-76-C054 Réapprovisionner les Pompes en diesel pour Ile Bizard	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	54 584,67 $	
LES INDUSTRIES POLY INC.	1421729	14 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour le SECC dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 821,57 $	
LES SAVONS EVY INC	1422047	15 JUIL. 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU51-C3311et C3312 Produits d'entretien pour RDP-PAT, voir soumission 20200713	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 319,12 $	
LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX DELSAN-A.I.M. INC	1420709	08 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM, Location d'une excavatrice avec main d'¿uvre pour le projet A-20765, intervention d'urgence au 2150 rue Ward, Saint-Laurent	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	14 842,45 $	
LES SERVICES XPRESSION NUM.ERIC INC.	1414663	01 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU29-L2269-Espace pour la vie-Achat de Supports à ressorts (turcs) et de Poteaux CREA	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 782,17 $	
LES YMCA DU QUEBEC	1423723	28 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU19-C3453 YMCA- Frais reliés à l'utilisation des infrastructures du YMCA CV pour fins d'une refuge pour femmes SDF du 10 mai au 6 juin (28 jours), voir détail sur la facture # AC-07232020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	47 315,91 $	
LES YMCA DU QUEBEC	1423723	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU19-C3453 YMCA- Frais reliés à l'utilisation des infrastructures du YMCA CV pour fins d'une refuge pour femmes SDF du 10 mai au 6 juin (28 jours), voir détail sur la facture # AC-07232020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 061,41 $	
LETTRAGE ROLAND INC.	1421224	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 757,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LIGNES-FIT INC.	1422614	19 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU83 L 3270 - Verdun - Marquage de la portion concernant la rue Hickson - De la 5er avenue et 4er avenue - Seule une des 2 directions de la rue Desmarchais	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	16 727,66 $	
L & L IMPRESSION	1413148	05 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU27 - C 2459 et C 2698 // Commande de bannières et pastilles pour distantion (Covid-19) - BC sur montant	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 496,25 $	
LOCATION BATTLEFIELD QM	1408113	31 JUIL. 2020	MARCOTTE, CATHY	MUI76 - ligne 62 -199- Location de boyaux pour les pompes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 157,02 $	
LOCATION BATTLEFIELD QM	1417977	18 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MUI76-C2 Frais environnemental pour les pompes de L'île-Bizzard Référence BC 1406396	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 306,60 $	
LOCATION CHAPITEAUX ST-REMI INC.	1420988	09 JUIL. 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU-CIUSSS-3201 Location Chapiteaux - Location d¿un chapiteau 10x20 avec rideaux du 9 juillet au 15 novembre 2020, voir soumission # 1990	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 884,54 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1407844	02 JUIL. 2020	MARCOTTE, CATHY	MUI88 - ligne 45 - Achat de 20 palettes de 56 sacs de sable pour Lachine	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 514,13 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1415220	03 JUIN 2020	TINO, RUFFINO	MU39 - ligne 2721 - Achat de 15 rouleaux de 18 mètres de Polythène de type transparent -Calibre 16 et 20 millièmes de pouce / 0.4 mm ou 0.5 mm d'épaisseur , entre 54 et 72 pouces de largeur (137 ou 183 cm)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 874,98 $	
MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE	1419297	27 JUIN 2020	DAMOU, MESTAPHA	MUI23-CE125 Tamisage d¿environ 700 tonnes de sacs de sable actuellement au CESM pour valorisation du sable-mesures d'urgence INONDATION 2020 pour le Service de l¿Environnement	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 464,59 $	
MELOCHE DIVISION DE SINTRA	1418525	22 JUIN 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU34 - C 2967 - C 3362 : Demande de soutien - VAS Phase1 - Compagnies pavage pour construction de rampes d'accès au arrêts d'autobus	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 493,75 $	
MELOCHE DIVISION DE SINTRA	1418525	27 JUIL. 2020	LIEBMANN, RICHARD	MU34 - C 2967 - C 3362 : Demande de soutien - VAS Phase1 - Compagnies pavage pour construction de rampes d'accès au arrêts d'autobus	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	52 493,75 $	
MENAGEZ-VOUS INC.	1412539	03 JUIN 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU56 - C 2272 // Ménage COVID-19 au 555, rue Chabanel (durée de 4 semaines - 6 mai au 5 juin // ajout pour 3 autres semaines: 14-20 mai, 21-27 mai et 28-5 juin 2020) // Payer factures 06344 et 06375	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 189,01 $	
MENAGEZ-VOUS INC.	1415925	08 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU56-2816 Prolongement de la désinfection hebdomadaire du 555 Chabanel du 6 juin au 4 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 252,02 $	
MENAGEZ-VOUS INC.	1418252	21 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU56-3060- 5 au 31 juillet 2020 1 er Prolongement de la désinfection hebdomadaire du 555 Chabanel Mt;	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 252,02 $	
MENAGEZ-VOUS INC.	1418850	24 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU56-C3106 Désinfection Covid	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 441,02 $	
MENAGEZ-VOUS INC.	1418851	24 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU56-C3107 Désinfection du 1405 boulevard Henri-Bourassa Ouest, Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 469,35 $	
MENAGEZ-VOUS INC.	1423904	28 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU56-3482- Arr Ahunstic-Cartierville-31 juillet au 29 août 2020 Prolongement de la désinfection hebdomadaire du 555 Chabanel Mt pour 4 semaines pour un total de 7860.00$	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 252,02 $	
MESSER CANADA INC.	1415054	03 JUIN 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REMPLACE BC 1406937	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 998,76 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
METRO MEDIA	1411858	10 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU51 - C 2032 // Créer BC pour payer facture - arrondissement RDP / PAT (publicité - facture 1P)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 761,18 $	
MICHAELPOULIOT.CA INC.	1415926	08 JUIN 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU10 - C 2864 // BCO sur montant pour compagnie infographie	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 249,37 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1414896	02 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-2758 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 5 juin au 11 juin 2020 (45 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1416233	10 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-2910 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 12 juin au 18 juin 2020 (45 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1417553	17 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-2998 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 19 juin au 25 juin 2020 (45 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1417814	19 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-3009 Service de traiteur pour hôtel Abris du voyageur du 19 au 25 juin 2020 - 15 personnes - Ville-Marie	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	324,87 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1417814	18 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-3009 Service de traiteur pour hôtel Abris du voyageur du 19 au 25 juin 2020 - 15 personnes - Ville-Marie	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 095,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1418800	23 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-3111 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 26 juin au 2 juillet (45 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1419408	29 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-3162 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 3 au 9 juillet (45 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1420669	15 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU21-3252-3319 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 10 au 16 juillet et prolongation du service du 17 au 23 juillet inclusivement (45 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1420669	08 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU21-3252-3319 Service de traiteur - Centre de la Petite-Bourgogne du 10 au 16 juillet et prolongation du service du 17 au 23 juillet inclusivement (45 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1421826	14 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU55 - C 3254 : Service de traiteur pour 15 personnes au Pavillon Ross à l'Hôpital Royal Victoria pour la période du 17 au 23 juillet 2020 inclusivement (facture 169)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 515,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1423155	22 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MU10-C3411 Traiteur pour le Centre de La Petite Bourgonne du 24 au 30 Juillet 2020/ Soumission 171	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 780,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1423262	22 JUIL. 2020	MARCOTTE, CATHY	MU10 - C 3402 : Service de traiteur pour 10 personnes au Pavillon Ross à l'Hôpital Royal Victoria pour la période du 24 au 30 juillet 2020 inclusivement (facture 172).	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 720,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1423262	27 JUIL. 2020	MARCOTTE, CATHY	MU10 - C 3402 : Service de traiteur pour 10 personnes au Pavillon Ross à l'Hôpital Royal Victoria pour la période du 24 au 30 juillet 2020 inclusivement (facture 172).	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	645,00 $	
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1423924	28 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU10 - C 3498 - C 3537 : Prolongation du service de traiteur au Pavillon Ross (Hôpital Royal Victoria) pour la période du 31 juillet au 6 août 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 010,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MIQMAK CATERING INDIGENOUS KITCHEN	1424087	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU10 - C 3502 : Service de traiteur - déjeuner pour 45 personnes au Centre de la Petite Bourgogne - période du 31 juillet au 6 août 2020 (prolongation) et souper à compter du 1er août	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 100,00 $	
MISSION OLD BREWERY	1409108	20 JUIN 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU19-L1206-C3032- OBNL-Ouverture de l'église Saint-George, un intervenant est nécessaire qui erait en mesure «d'intervenir» à la halte repos	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 570,02 $	
MISSION OLD BREWERY	1418253	21 JUIN 2020	GATINEAU, PIERRE	MU21-2966- Paiement de facture - Repas hebdomadaire : Place du Canada (2 000$ hebdomadaire)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 298,89 $	
MOBICO INC.	1414615	01 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU25-L2619-Commande Plexiglas - Direction des bibliothèques Service de la culture	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	29 023,53 $	
MORNEAU SHEPELL LTE	1416909	14 JUIN 2020	L'HOSTIE, SYLVAIN	Paiement facture No 1193875 Morneau Shepell (2 T : taxable et 41 E: non taxable) service professionnels-SSIM	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 326,73 $	1310883
MORNEAU SHEPELL LTE	1423096	22 JUIL. 2020	L'HOSTIE, SYLVAIN	SSIM, Services professionnels pour le Programme d'aide aux employés, Facturation de juin 2020. Entente 131883	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 985,47 $	1310883
MP REPRODUCTIONS INC.	1418240	20 JUIN 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU58-C3043 Achat de plexiglass pour les bureaux de la mairie située au 405 Ogilvy à Montréal- mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 786,11 $	
MP REPRODUCTIONS INC.	1418240	09 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU58-C3043 Achat de plexiglass pour les bureaux de la mairie située au 405 Ogilvy à Montréal- mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	36,75 $	
MULTI RECYCLAGE S.D. INC	1420626	08 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MUI23 - CE 123-Environnement-Soumission en annexe-Contrat Gré à Gré avec Multi Recyclage SD pour réception et tri des palettes de bois issus des inondations (Traitements)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 779,55 $	
MUSICOPRATIK INC.	1422613	19 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU 83 - L 3271-3272 - Verdun -Achat de panneau 2X8 - Panneau Signalétique 4x8 Panneau 4x8 de signalisation panneau et base 4X8	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 435,80 $	
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.	1419981	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU75-3188 Paiement de factures pour les services d'un patrouilleur pour la période du 1er mai au 14 juin 2020 - Arrondissement Outremont	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 610,20 $	
NEWSFIRST MULTIMEDIA	1411732	12 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU27-C2176 Impression brochure Grecque	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 922,33 $	
PETITES-MAINS	1407892	01 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU52 C956-C1648 Ajout de café aux endroits suivant: Parc Canada, Parc Jeanne-Mance, Émilie Gamelin, Square Cabot, aréna Francis-Bouillon	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	93 281,38 $	
PETITES-MAINS	1414005	15 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU21-C2622-C2942 Demande pour livraison de sacs de glace pour les 5 sites extérieurs du 27 Mai au 15 Juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 831,83 $	
PETITES-MAINS	1414893	02 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2757 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 5 juin au 11 juin 2020 (75 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 906,83 $	
PETITES-MAINS	1414934	02 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-2752 Service de traiteur - Hôtel Abris du voyageur du 5 au 11 juin 2020 - 25 personnes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 921,11 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PETITES-MAINS	1414938	02 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-2754 Service de traiteur - Hôtel Y du 5 au 11 juin 2020 - 25 personnes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 999,79 $	
PETITES-MAINS	1416232	10 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2909 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 12 juin au 18 juin 2020 (75 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 457,94 $	
PETITES-MAINS	1416593	11 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-2905 Service de traiteur - Hôtel y 12 au 18 juin 2020 - 25 personnes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 409,79 $	
PETITES-MAINS	1417551	17 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-2997 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 19 juin au 25 juin 2020 (75 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 457,94 $	
PETITES-MAINS	1417806	18 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU52-3009 Service de traiteur - Hôtel y 19 au 25 juin 2020 - 13 personnes	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 891,79 $	
PETITES-MAINS	1417989	18 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-C2941 Café sur les 5 sites du 15 Juin au 15 Juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	36 220,68 $	
PETITES-MAINS	1418799	23 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-3110 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 26 juin au 2 juillet 2020 (75 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 457,94 $	
PETITES-MAINS	1419406	29 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-3161 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 3 au 9 juillet 2020 (75 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 457,94 $	
PETITES-MAINS	1420665	08 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21-3251 Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 10 au 16 juillet 2020 (75 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 457,94 $	
PETITES-MAINS	1421872	15 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MU21-C3282 (soumission 3786) Café sur les 5 sites extérieurs Place du Canada Parc Émilie Gamelin Square Cabot Aréna Francis Bouillon Parc Jeanne-Mance	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 451,49 $	
PETITES-MAINS	1422278	16 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21 - C 3318 : Service de traiteur - Aréna Camillien-Houde du 17 au 23 juillet 2020 (75 personnes)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 457,94 $	
PETITES-MAINS	1423013	21 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU21-C3400 Café pour les 5 sites extérieurs *place émilie gamelin *square cabot Place du canada aréna francis bouillon Parc Jeanne Mance	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 658,85 $	
PETITES-MAINS	1423013	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU21-C3400 Café pour les 5 sites extérieurs *place émilie gamelin *square cabot Place du canada aréna francis bouillon Parc Jeanne Mance	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	125,98 $	
PETITES-MAINS	1423139	22 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU10-C3412 Traiteur pour Camilien Houde du 24 au 30 Juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 457,94 $	
PETITES-MAINS	1424091	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU10 - C 3503 : Service de traiteur pour 75 personnes à l'Aréna Camillien-Houde - période du 31 juillet au 6 août 2020 (prolongation)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	14 087,80 $	
PETITES-MAINS	1424091	30 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU10 - C 3503 : Service de traiteur pour 75 personnes à l'Aréna Camillien-Houde - période du 31 juillet au 6 août 2020 (prolongation)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 787,44 $	
PETITES-MAINS	1424140	29 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU21-C3505 Café pour les 5 sites (semaine du 31 Juillet au 13 Août 2020) Place du Canada Parc Émilie Gamelin Square Cabot Aréna Francis Bouillon Parc Jeanne-Mance	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	17 784,88 $	
PGVMEDIA	1421561	14 JUIL. 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MUCE27-CH008 Impression de 50 000 feuillets 8.5 x 11 r-v « Chaleur extrême ». voir soumission # SM-12544 - B/ SECC	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 286,65 $	
PGVMEDIA	1421720	14 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 378,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PITNEY WORKS	1423663	26 JUIL. 2020	MIZOGUCHI, ALEXANDRE	SSIM - BCO-Renflouement de la timbreuse à la prévention pour 2020-Achat sur montant pour achat d'affranchissement	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 199,50 $	
PLACEMENT POTENTIEL INC.	1415823	16 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MU18¿ 2850 Désinfection du 6000 Notre Dame O , pour le mois de juin 2020, au montant de 973,83 $ avant taxe (non taxable) selon tableau ci-joint.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 511,95 $	
PLACEMENT POTENTIEL INC.	1415823	08 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU18¿ 2850 Désinfection du 6000 Notre Dame O , pour le mois de juin 2020, au montant de 973,83 $ avant taxe (non taxable) selon tableau ci-joint.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 022,40 $	
PLACEMENT POTENTIEL INC.	1415823	24 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU18¿ 2850 Désinfection du 6000 Notre Dame O , pour le mois de juin 2020, au montant de 973,83 $ avant taxe (non taxable) selon tableau ci-joint.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	489,55 $	
PLACEMENT POTENTIEL INC.	1415881	08 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU37-L2848- Juin - Désinfection du Marché Bonsecours,330 rue Saint Paul pour le mois de juin 2020,	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	25 096,47 $	
PLACEMENT POTENTIEL INC.	1420538	10 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18 - C 3232 : Désinfection au Marché Bonsecours - période du 01 au 15 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 952,13 $	
PRODUITS SANY	1419965	03 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-3185 Achat de 3 palettes de rouleaux de papier brun pour les sites PSI	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 416,90 $	1048199
PROTECTIVE CLOTHING SOLUTIONS	1422612	19 JUIL. 2020	BOURGEOIS, MICHEL	SSIM- Combinaison Kappler Zitron 300- ScaphandreKappler Zitron 300 Chaussons intégréGants Butyle soudé (2 in 1)Modèle: Z3H577-TN-2X/3X-92 6 unités/boite	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	48 163,65 $	
REMORQUAGE BURSTALL CONRAD	1421539	13 JUIL. 2020	PERRY, REMI	SSIM-CF - Véhicules de démolition pour formation des pompier pour désincarcération -26 mai au 30 juin 2020-Appel 65976	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 414,71 $	
ROGER DESAUTELS ET FILS (1993) LTEE	1421251	10 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de RDP-PAT dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 727,06 $	
SANIVAC	1405918	12 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52-149 Location 2 roulottes sanitaire double - Arrondissement Ville-Marie	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 133,91 $	
SANIVAC	1405956	12 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52 - ligne 131 - Location de remorque lavabo pour l'arrondissement Ville-Marie selon la soumission O-10975	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 834,71 $	
SANIVAC	1405956	08 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52 - ligne 131 - Location de remorque lavabo pour l'arrondissement Ville-Marie selon la soumission O-10975	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 846,48 $	
SANIVAC	1406390	14 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU52-221 Location de toilettes chimique avec lavabo pour l'Arrondissement Ville-Marie	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	38 370,14 $	
SANIVAC	1406977	02 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU-C525 Aménagement de centre de repos temporaires/ Parc Émilie-Gamelin Et Square Cabot	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	57 811,37 $	
SANIVAC	1406996	13 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU55 C2104-199-Location de 3 lavabos portatifs avec entretien et remplissage 2 fois par jours- MHM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	23 855,14 $	
SANIVAC	1408988	10 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU52-C1189 Toilettes chimiques avec Lavabo	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	16 493,54 $	
SANIVAC	1409142	02 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21 - L1154-199-Location de 2 toilettes chimiques avec lavabo entretien/remplissage deux fois par jours-pour Collège Dawson 2000 Atwater pour une durée indéterminé	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	14 593,26 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SANIVAC	1416535	11 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MUI82-117 Service de location de lavabos mobiles pour l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Période : avril à juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 188,36 $	
SECURITE LANDRY INC	1415360	04 JUIN 2020	GIRARD, IVE	Achat de Goupille d'Attache TerrAdaptor (SIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 074,34 $	
SECURITE LANDRY INC	1419298	21 JUIL. 2020	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST - DM 240146-240147 - Atelier Cuir: Achat de cordage pour camions incendie SIM et sacs pour corde de lancé	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 842,55 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1413652	17 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18 - ligne 2425 -C 2994 Entretien sanitaire du YMCA Guy-Favreau, pour la période à partir du 12 au 31 mai 2020, au montant de $ 15 245 (non taxable)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 119,18 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1415644	05 JUIN 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU18¿ 2426 Entretien sanitaire du l¿Eglise St George, pour la période du 15 au 31 mai 2020, voir soumission # SPEC-008659	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 355,92 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1415780	08 JUIN 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU18¿ 2856 Désinfection des PDQ, du mois de juin 2020, au montant de 7920,00 $ avant taxe selon tableau ci-joint.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 315,01 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1415899	08 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18 - C 2855 // Désinfection du YMCA Guy-Favreau, du mois de juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	14 170,16 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1418145	19 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18- 3035 Désinfection de l'aréna Francis bouillon période du 15 au 30 juin 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	15 313,48 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1420292	06 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18 - C 3233 : Désinfection Aréna Francis Bouillon pour la période du 01 au 31 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 146,64 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1420353	07 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU37 - L3234 -Désinfection PDQ de la SPVM pour la période du 1 au 31 juillet 2020, au montant de 8 184,00 $ avant taxe (taxable) 9 409,55 $ selon le tableau ci-joint au présent	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 592,18 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1423768	27 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU18-C3479 Désinfection Aréna Francis Bouillon pour la période du 1 au 31 août 2020, au montant de 29 667,00 $ avant taxe	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 146,64 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1423849	29 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU23 - C 3480 : Désinfection PDQ de la SPVM pour la période du 1er au 31 août 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 592,18 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1424329	30 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU18 - C 3536 : Service d'entretien et désinfection au 5035 de Rouen et 2269 Viau pour la période du 22 au 31 août 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 199,43 $	
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1411668	19 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	Nettoyage de 26 matelas. 4 - caserne 71 11- caserne 51 11- caserne 34	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 828,91 $	
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1414629	01 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	Nettoyage de matelas. 24 matelas de lits simple au total 12 à la caserne 14 12 à la caserne 78	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 194,24 $	
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1415875	08 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU18-2852 Entretien sanitaire du atelier municipaux Viau, pour le mois de juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 078,75 $	
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1415932	09 JUIN 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU18 - C 2853 // Entretien sanitaire du l'édifice bellechasse, pour le mois de juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 078,75 $	
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1420248	06 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU18-3230 Service de désinfection de l'édifice Bellechasse pour la période du 1er au 31 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 173,24 $	
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1420576	08 JUIL. 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU18-3231 Désinfection des Ateliers Viau pour la période du 1er au 31 juillet 2020, au montant de 2 070$(avant taxes), selon le tableau ci-joint	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 173,24 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1423817	27 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU10-L3477- Commande pour désinfection de l'édifice du SIM - 200 Bellechasse. Du 01 au 31 aôut 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 173,24 $	
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1424242	30 JUIL. 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU18-C3481 Désinfection des ateliers Viau pour la période du 1er au 31 août 2020, au montant de 2070,00 $, voir tableau de prix en annexe	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 173,24 $	
SERVICE D'ENTRETIEN MENAGER VIMONT INC.	1415703	07 JUIN 2020	GATINEAU, PIERRE	MU37 - L2857 - du 1 au 30 juin- désinfection des PDQ	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	17 343,94 $	
SERVICE D'ENTRETIEN MENAGER VIMONT INC.	1420326	07 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU18-3236 Service de désinfection de PDQ du SPVM pour la période du 1er au 31 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 603,75 $	
SERVICE D'ENTRETIEN MENAGER VIMONT INC.	1424043	28 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU18-3478 Service de désinfection de PDQ du SPVM pour la période du 1er au 31 août 2020.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	12 603,75 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET DIVISION ECONOMIE SOCIALE	1406658	03 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU 19 - ligne 356 - COVID19 - 2 personnes à la maintenance et nettoyage pour désinfecter au 3473 Avenue de l'Esplanade	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	25 840,32 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1415699	07 JUIN 2020	GATINEAU, PIERRE	MU37 - L2837 - du 1 juin au 30 juin - Entretien sanitaire de PDQ, pour le mois de juin 2020,	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	17 014,51 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1415700	07 JUIN 2020	GATINEAU, PIERRE	MU37-L2836 - Période du 01 au 30 juin 2020- Entretien sanitaire du QG 1441 Saint Urbain pour le mois de juin 2020,	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 763,84 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1415704	07 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU37-L2834-Entretien sanitaire pour la période à partir du 01 au 30 juin 2020,- Bâtiment Shell 10351 Sherbrooke Est - SGPI-	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 012,10 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1420250	06 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU18 - C 3225 : Créer BC pour désinfection du bâtiment QG de la SPVM (période 01 au 31 juillet 2020) - situé au 1441, rue Saint-Urbain	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 151,22 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1420310	07 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU37 - L3223 - SPVM - du 1 juillet au 31 juillet - Désinfection des PDQ de la SPVM pour la période du 1 au 31 juillet 2020, au montant de 10 941,26 $ avant taxe (taxable) 12 579,72 $ selon le tableau ci-joint au présent courriel	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 487,16 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1420462	07 JUIL. 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU18-3224 Service de désinfection du bâtiment Shell pour la période du 1er au 31 juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 239,93 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1423777	27 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU18-C3474 Désinfection des PDQ de la SPVM pour la période du 1 au 31 Août 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 368,24 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1424035	28 JUIL. 2020	QUIRION, AMELIE	MU18 - C 3484 : Désinfection du bâtiment QG de la SPVM (période 01 au 31 août 2020) - situé au 1441, rue Saint-Urbain.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 923,39 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1424142	29 JUIL. 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU18-C3472 Désinfection du bâtiment Shell pour la période du 1 au 31 août 2020, au montant de 4 557,00 $, voir Soumission en annexe (tableau excel)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 784,28 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1424328	30 JUIL. 2020	LECLERC, DENIS	MU18 - C 3535 : Service d'entretien et désinfections des bâtiments pour la période du 3 au 31 août 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	31 458,87 $	
SERVICES D'ENTRETIEN BEE-CLEAN	1419997	03 JUIL. 2020	DAMOU, MESTAPHA	MU41-C3026 Fumigation des 3 salles d'audience pour la période du 22 juin au 24 juillet 2020 -mesures d'urgence COVID-19 pour le service des Affaires juridiques	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 451,49 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICES DE REBUTS SOULANGES INC	1407108	06 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MUI82 - ligne 23 - Inondation - la fourniture de services pour la ville de Pierrefonds-Roxboro pour le site ¿rue Bouchard¿, incluant installation, désintallation, nettoyage, et transports des équipements.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	7 456,21 $	
SERVICES DE REBUTS SOULANGES INC	1407131	19 JUIN 2020	DAMOU, MESTAPHA	MUI82 - ligne 23 - Inondation - location de barrière Triple Dam¿ pour le site ¿rue De Gaulle¿	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 852,55 $	
SERVICES DE REBUTS SOULANGES INC	1407138	20 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MUI82 - ligne 23 - Inondation -la fourniture de services pour la ville de Pierrefonds-Roxboro pour le site ¿rue de Gaulle¿, incluant installation, désintallation, nettoyage, et transports.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 707,15 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1420870	09 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	Achat d'un photocopieur Sharp pour la caserne au 75 rue Ontario	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 576,94 $	
SIGNA + INC.	1423695	27 JUIL. 2020	AUMONT, ANNIK	MU55-C3456 Signalisation entre Beaubien et Christophe-Colomb et Chateaubriand du 1er au 21 Juillet 2020 Projet LOC20004	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 749,94 $	
SIGNALISATION 10-10	1411626	27 JUIN 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU54 - C 1948 // Location de signalisation pour Clinique du Saint-Sacrement (Factures: FM-1010-01157 et FM-1010-01162)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 813,76 $	
SIGNALISATION 10-10	1411626	12 JUIN 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU54 - C 1948 // Location de signalisation pour Clinique du Saint-Sacrement (Factures: FM-1010-01157 et FM-1010-01162)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 990,51 $	
SIGNALISATION 10-10	1414876	02 JUIN 2020	MARCOTTE, CATHY	MU75-2739 Location signalisation Activité familiales du 4 juin au 31 juillet = 8 semaines	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 017,39 $	
SIGNEL SERVICES INC	1412521	27 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU10 - C 2383, C 3187, C 3442: Location 190 barricades Security Guard - livré à Cirque du soleil (TOHU) au 8400, 2e avenue (Grand stationnement entre la 2e avenue et la rue Paul-Bouthet) - Location du 2020-05-18 au 2020-06-17	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	672,13 $	
SIGNEL SERVICES INC	1412521	02 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU10 - C 2383, C 3187, C 3442: Location 190 barricades Security Guard - livré à Cirque du soleil (TOHU) au 8400, 2e avenue (Grand stationnement entre la 2e avenue et la rue Paul-Bouthet) - Location du 2020-05-18 au 2020-06-17	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 772,86 $	
SIGNEL SERVICES INC	1418726	23 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU54-C3076 Paiement de facture relié au projet 1053	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 903,40 $	
SIGNEL SERVICES INC	1420536	10 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU-CIUSSS - C 3247 : Locations de 50 barrières mills pour le Pavillon Ross du Royal Victoria - période: 08 juillet au 1er octobre 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 581,33 $	
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1421330	13 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	Installation de contrôle d'accès sur deux portes de la direction au QG des pompiers au 4040 Ave Du Parc.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	8 582,73 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	1416801	12 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU19-2789 Financement pour le déploiement d¿une brigade de cohabitation sociale dans le secteur ouest de l¿arrondissement Ville-Marie (mi-juin à mi-juillet)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 000,00 $	
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1419571	30 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU10-3070 Contrat de location de 10 autobus	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 156,25 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE LOGIQUE INC.	1417879	18 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU34-C3011 OBNL- Offre de services professionnels-Monitoring de l¿accessibilité universelle des Voies Actives et Sécuritaires (VAS)-mesures d'urgence COVID-19 pour le Service de l'urbanisme et de la mobilité	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	29 285,00 $	
SOFTCHOICE LP	1416897	13 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU42-C2951 Acquisition de 1000 licences RSA supplémentaires pour la période du 18 juin 2020 au 17 mars 2021 afin de répondre à la demande de connexion pour télétravail -mesures d'urgence COVID-19 pour le Service des TI	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	19 769,14 $	
SOMUM INC	1418200	19 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU10 - C 3029 // Envoi SMS au-delà de 580 000 dépassant 50 000 (forfait Ville) avec SOMUM pour utilisation en situation normale - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	13 123,44 $	
SOMUM INC	1418200	20 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU10 - C 3029 // Envoi SMS au-delà de 580 000 dépassant 50 000 (forfait Ville) avec SOMUM pour utilisation en situation normale - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	1 386,15 $	
SOMUM INC	1418665	23 JUIN 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU10 - L3089 // Envoi SMS Proposition SOMUM (hébergé) /Référence: SO-2020622-78 crédits d'où l'objet de la présente demande. avec SOMUM - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 677,18 $	
SPORT COLLETTE RIVE-SUD INC.	1417496	17 JUIN 2020	MIADI, WAFA	SSIM-DST, ATELIER HYDRAULIQUE - DM 09643, ACHAT DE DIFFÉRENTES PIÈCES DE REMPLACEMENT YAMAHA POUR GÉNÉRATRICE.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 493,54 $	
SPORT COLLETTE RIVE-SUD INC.	1418046	19 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	DM 09658 // Hydraulique // Achat pièces pour génératrice Yamaha (1880-1882)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 961,71 $	
SYLVAIN BOUCHARD INC.	1419056	25 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU82 - ligne 17 et 18 - Location de semi-remorque et pelle mécanique (Remplacement du BC erroné et annulé #1408159).	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	16 378,05 $	
SYLVIA M RIVES	1407205	02 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21 - C 703 et C 2172 // Intervention sociale - soutien de projets "Sites temporaires distribution alimentaire" - du 28 mars au 17 avril 2020 et une prolongation de 30 jours de plus.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	900,00 $	
SYLVIA M RIVES	1407205	03 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU21 - C 703 et C 2172 // Intervention sociale - soutien de projets "Sites temporaires distribution alimentaire" - du 28 mars au 17 avril 2020 et une prolongation de 30 jours de plus.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 037,50 $	
SYLVIA M RIVES	1423433	23 JUIL. 2020	LEE, MEI SHEUNG	MU21 - C 3418 : La gestion et la coordination des sites temporaires pour les personnes en situation d'itinérances - Paiement factures 09, 10 et 11	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 908,75 $	
TECHNIPARC	1413986	22 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MUI82-113 Techniparc - Travaux de réparation de terrains privés sur le territoire de l¿arr. Pierrefonds. Voir soumission # 202014.	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 345,36 $	
TELFLEX TECHNOLOGIE INC.	1414820	02 JUIN 2020	GIRARD, IVE	SSIM-DST // RSMUEL // Plan de service platine (après la 1ere année) HUSAR1 No série BCC-55112 Plan de service 24/7 couverture matériel et logiciel sur place du 1er juin 2020 au 31 mai 2021 (Rabais service public - 27% (2 943.00$))	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 353,86 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TELTECH SIGNALISATION INC.	1416982	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU52 - L2401- Arr Ville Marie -Commande: Fourniture de T-RV-7 avec pesées (soumission S-20200515) et Fourniture de panneaux de signalisation et poteaux (soumission S-20200506) / Rues familiales et circulation locale	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	17 217,94 $	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1423119	22 JUIL. 2020	TOULOUSE, BRIGITTE	MU55-C3034 - MHM- Modifications de la signalisation qui a été apportées au VAS Ontario et Boulevard Pie-IX - Mesures d'urgence COVID-19 pour l¿arrondissement MHM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 693,47 $	
TELUS MOBILITE	1414575	01 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU42-2669 Paiement de factures pour service de téléphonie cellulaire lié aux mesures d'urgences (mars-avril-mai)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 122,21 $	
TELUS MOBILITE	1414575	01 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU42-2669 Paiement de factures pour service de téléphonie cellulaire lié aux mesures d'urgences (mars-avril-mai)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	41 345,37 $	1408829
TENAQUIP LIMITED	1414559	01 JUIN 2020	MOUHANDIZ, HAFIDA	MU76-2631 Demande de 8 bâches en polyéthylène toiles 40 par 60. Voir la soumission de Tenaquip 13130082-00	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 913,45 $	
TENAQUIP LIMITED	1414652	01 JUIN 2020	LECOURS, SYLVAIN	Achat de 10 escabeaux pour le dépôt	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 206,63 $	
TENAQUIP LIMITED	1414704	02 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU29-C2728-2729 Cônes et barrières Jardin Botanique	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 206,32 $	
TENAQUIP LIMITED	1416842	12 JUIN 2020	GIRARD, IVE	Achat de ventilateur intrinsec, cadenas, pelle et ruban GST (SIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 010,01 $	
TENAQUIP LIMITED	1418047	18 JUIN 2020	GOYETTE, STEPHANE	DM 09657 // Hydraulique // Achat 6 barrières de sécurité mobile, marque Rubbermaid, couleur: jaune, longueur: 13 pieds avec roues de 5" (modèle: SAJ714)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 185,97 $	
TENAQUIP LIMITED	1420032	03 JUIL. 2020	MORVAN, YANNICK	Achat de matériel pour remplacement de gants GIMD (SSIM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 425,07 $	
TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.	1415751	08 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU36-2829 Frais d'honoraires de médecins pour des discussions, revues de littérature, révision de protocoles et décisions concernant le Covid-19 pour le mois de mai 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	17 195,66 $	
TRANSPORT E. RACINE - 2855-5324 QUEBEC INC	1416272	10 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MUI76-C109 Ramassage de sable	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 624,69 $	
TRANSPORT E. RACINE - 2855-5324 QUEBEC INC	1419502	30 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MUI23-120 Service de transport de bois issus des palettes de sacs de sable	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 099,75 $	
TRANSPORT E. RACINE - 2855-5324 QUEBEC INC	1419508	30 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MUI23-121 Service de transport de résidus de tamisage des sacs de sable	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 099,75 $	
TRANSPORTS BOURRET INC.	1414844	02 JUIN 2020	BEAUDIN, ALEXANDRE	MUI56 - ligne 116 - 154 palettes sont prêtes à être ramassés au 6100, rue de Pontgravé	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	8 353,65 $	
TRANSPORTS BOURRET INC.	1419581	30 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MUI82 - ligne 108 - 80 palettes sont prêtes à être ramassés au 14150 boulevard Gouin Pierrefonds	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	4 176,82 $	
TRAVEX EQUIPEMENT SECURITE INC.	1419996	03 JUIL. 2020	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST, ATELIER INVENTAIRE - ACHAT DE GANTS NITRILES - GANTS MEGAMAN ET ENERGEL	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 471,99 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	1398705	30 JUIN 2020	MALETTO, ANNICK	Paiement de facture -Vérification - Système d'alerte à la population Vérifier et programmer Parmalat sur sim1/sim2 et ajouter sim4. (Sim4 envoie code 350 non reconnu). Parmalat doit faire les modifications de leur côté - SSIM	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 706,00 $	
TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	1421303	10 JUIL. 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MUCCMU -C3284 Entrepreneur en systèmes d¿extinction d¿incendie- Installation de système sécurité au Pavillon Ross-mesures d'urgence COVID-19 pour le CCMU	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	89 620,72 $	
U. CAYOUETTE INC.	1418494	22 JUIN 2020	PERRY, REMI	SSIM, Achat de bois de différentes dimension pour la formation «Entrée forcée».	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 283,49 $	
ULINE CANADA CORP	1422018	15 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-3186 Achat d'outils pour l'affichage pour le service du SECC dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	11 188,27 $	
VERONIQUE RIOUX DESIGN INDUSTRIEL	1417579	17 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-C2960 Important Demande de BC VAS phase 1 (service professionnel en design industriel)	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	10 498,75 $	
VERSION IMAGE PLUS INC.	1414497	15 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU27-2687 Achat - Coroplast IMPRESSION PANNEAUX "MESURES HYGIÈNE ET DISTANCIATION"- pour les Service de l'expérience citoyenne et des communications	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	9 908,12 $	
VERSION IMAGE PLUS INC.	1414497	04 JUIN 2020	GUENETTE, MARIE-CLAUDE	MU27-2687 Achat - Coroplast IMPRESSION PANNEAUX "MESURES HYGIÈNE ET DISTANCIATION"- pour les Service de l'expérience citoyenne et des communications	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	757,01 $	
VERSION IMAGE PLUS INC.	1415301	04 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-2537 Impression de panneaux pour la réouverture des terrains de tennis - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	28 201,09 $	
VERSION IMAGE PLUS INC.	1415897	08 JUIN 2020	AUMONT, ANNIK	MU27-C2790 Réouverture des centres sportifs et terrains extérieurs	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 243,13 $	
VERSION IMAGE PLUS INC.	1422048	15 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour le SECC dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	44 296,00 $	
VISION GRAND FORMAT INC.	1422069	15 JUIL. 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU27-3186 Service d'impression de différents outils d'affichage pour l'arrondissement de Verdun dans le cadre des mesures d'urgences - Covid-19	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	24 147,65 $	
Y DES FEMMES DE MONTREAL	1415671	05 JUIN 2020	CARON, CHRISTINE	MU COVID-L 1908-HOTEL Y -LOCATION DE CHAMBRES-Paiement des factures d'hôtels	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	280 000,00 $	
YVES GRENIER TRAITEUR	1417285	16 JUIN 2020	DESMEULES, CATHERINE	MU21-2958 Paiement de factures pour un service de traiteur du 31 mars au 3 avril 2020 à l'aréna Francis Bouillon	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 076,14 $	
ZONE AUDIO VIDEO	1420787	08 JUIL. 2020	WATERHOUSE, DAVE	SSIM, 4040 Avenue Du parc-Contrôle des équipements avec i-pad, salle de conférence du directeur. pour processeur creston - ZV-CP3	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 011,04 $	
ZOOM VIDEO COMMUNICATIONS INC.	1407929	05 JUIN 2020	MARCOTTE, ANNE-MARIE	MU42-C975-C2262 Achat de 15 licences annuel Audio License Unlimited US and Canada Annual: La soumission est en pièce jointe Soumission Q 522065	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	6 617,25 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	218507925301	03 JUIL. 2020	DA ROCHA, DIANE	rogers 31489001 juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 771,99 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	218507925302	03 JUIL. 2020	DA ROCHA, DIANE	rogers 31489002 juin 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 323,12 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2196320069	30 JUIL. 2020	DA ROCHA, DIANE	ROGERS juillet 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 253,13 $	
TELUS	32487950037	01 JUIN 2020	DA ROCHA, DIANE	telus mars 2020	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 231,12 $	
VILLAGE DE SENNEVILLE	202002605	28 JUIL. 2020	BOULAMA, ABDOULAYE	Depenses liées aux mesures d'urgence-Crues 2020	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	29 788,60 $	
9042-0845 QUEBEC INC.	DEP30310	29 JUIL. 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC - APPEL DE SERVICE POUR AJOUT ET RÉPARATION PAYSAGEMENT USINE - 1 SOUMISSION ¿ B.SCRAIRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 411,56 $	
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU41569	16 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	MONTAGE DE 60 ROUES COLSON	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 844,11 $	
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU42036	19 JUIN 2020	ACHETEUR SOA, MAXIMO	REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 $	
9291-8713 QUEBEC INC.	DEP30005	03 JUIL. 2020	LABERGE, ANNE-MARIE	BS - Offre de service - DEP - Hébergement nuagique modifié - plateforme Web «IGEP» - MA Beaudoin - 1 offre de service	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 078,75 $	
9291-8713 QUEBEC INC.	DEP30006	03 JUIL. 2020	LABERGE, ANNE-MARIE	BS - Offre de service - DEP - Évolution de la plateforme Web «PTI» (Banque #2 Phase 2) - MA Beaudoin - 1 offre de service	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	18 391,72 $	
9409-7813 QUEBEC INC.	DEP30136	15 JUIL. 2020	MARTEL, SIMON	BS - ERP - OUTILS SNAP-ON POUR LE 688 - S.GINGRAS - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 353,77 $	
AAF (MC) INTERNATIONAL	DEU41948	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	216 filtres Dustlok Cube - Atelier CVAC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 012,64 $	
ABB INDUSTRIAL SOLUTIONS (CANADA) INC.	DEP24925	19 JUIN 2020	VINCENT, SIMON	BS - R/R - Réparation du disjoncteur de la ppe Y1 - Châteaufort - S.Annour - 1 Soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 252,02 $	
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP29632	02 JUIN 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - 2020 UPC - VÉRIFICATION DEM UPC-RPC - M.PILON - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 976,93 $	
AGAT LABORATOIRES LTD	DEU37054	29 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	ANALYSES DE E-COLI POUR L'EAU EN RIVE DES SITES D'INTÉRÊTS RÉCRÉOTOURISTIQUE 2019	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	30 839,66 $	
AGAT LABORATOIRES LTD	DEU41834	04 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	CF - ANALYSES DE LABORATOIRE (E. COLI) POUR LE PROJET DE SUIVI DE LA QUALITÉ DE L'EAU À DES SITES D'INTÉRÊT RÉCRÉOTOURISTIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	26 522,47 $	
AGRICO PLASTIQUE LTEE	DEP30299	30 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UPI - Bassin pour l'hypochlorite de sodium - Cameson - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 268,46 $	
AIRCOM TECHNOLOGIES INC.	DEP29929	25 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - PIÈCES POUR SOUFFLANTE - P.BOILY - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 576,59 $	
AIRCOM TECHNOLOGIES INC.	DEP30322	30 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS ¿ UPC ¿ ACQUISITION DE PIECES POUR SYSTEME DE DOSAGE DE CHAUX ¿ FOURNISSEUR EXCLUSIF ¿ 1 SOUMISSION ¿ C.SAINTELMY	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 943,82 $	
AIR LIQUIDE CANADA INC	1172045	15 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	FOURNITURE D'ARGON LIQUIDE EN VRAC (2016-2020)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 199,50 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU42265	13 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Régulateurs TESCOM et autres articles - Laboratoire et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 856,32 $	
ALBECO INC.	DEU42013	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	4 Roulements à rotule SKF - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 590,30 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	DEP29615	01 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - Manchon Robar - P. Boily - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 388,47 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	DEP29816	16 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN ATWATER - PIÈCE COURTE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 181,17 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	DEP29709	16 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN ATWATER - ACCOUPLEMENTS NERVURÉS ET ADAPTATEURS - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	16 092,47 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	DEP29709	22 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN ATWATER - ACCOUPLEMENTS NERVURÉS ET ADAPTATEURS - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	585,83 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	DEU42323	16 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	6 Boyaux MH70 au Filtre Presse Kurita	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 845,75 $	
ALLEN ENTREPRENEUR GENERAL INC	DEP30053	07 JUIL. 2020	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS - Appel de service pour le transfert de media filtrant du filtre #15 - Usine Pierrefonds - B. Scraire - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 703,48 $	
AMSAL INC.	DEU42318	23 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Mario Boudreau - Vêtements protection 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	133,96 $	
AMSAL INC.	DEU42318	21 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Mario Boudreau - Vêtements protection 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 030,19 $	
ANIXTER CANADA INC.	DEU42436	29 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	2 Cables 300M Prysmian - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 388,00 $	
ARSENEAU - MAHEU	DEP29700	05 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour le drainage de la roulotte B - site Atwater - A. Aoubid - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 294,01 $	
ASCENSEURS INNOVATEC INC.	DEU41899	09 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Facturation selon proposition	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 695,67 $	
A & S STORE DECO INC.	DEP29848	19 JUIN 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO - Stores pour gallerie des filtres R.C. - P.Mccabe - 1 Soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 776,93 $	
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU41859	05 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 26 Modules Emerson - Pont-Suceur Passavant	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 119,13 $	
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU41926	11 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	8 Modules Emerson - Puits Succion	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 564,06 $	
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU41958	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	18 modules Automate GE Versamax - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 698,72 $	
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU42127	29 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	9 Modules GE Versamax - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 132,50 $	
AUTOMATISATION JACMAR INC	DEU42192	13 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	SG20035-171640-B, FOURNITURE DÉMARREUR MODULAIRE POMPE DE PUISARD PHASE 1 - PROJET 171640	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	34 950,35 $	
AUTOMATISATION JACMAR INC	DEU42271	13 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	UPS PHOENIX POUR INSTRUMENTATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 781,65 $	
AVENSYS SOLUTIONS INC.	DEU41018	08 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 7 composantes Ametek - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 516,07 $	
AVENSYS SOLUTIONS INC.	DEU41018	17 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 7 composantes Ametek - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	62,99 $	
BELL CANADA	DEU42065	23 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	SG20026-123277-SP, SERV. PROF. ARCHITECTE WINDOWS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	78 110,70 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BENOIT GOUDREAULT, ARCHITECTE	DEU31341	02 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Surveillance des travaux d'architecture au Laboratoire - Service d'ingéniérie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 230,98 $	
BIOPTERRE - CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES BIOPRODUITS	DEU41890	09 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) Support pour demande de certification - Ingéniérie des Procédés	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 212,63 $	
BIO SERVICE MONTREAL INC.	DEU41835	04 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 4 Barils Odocontrol - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 179,07 $	
BIO SERVICE MONTREAL INC.	DEU42266	13 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	4 Barils de neutralisant Odocontrol - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 179,07 $	
BIO SERVICE MONTREAL INC.	DEU42386	24 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	2 barils de neutralisant Odocontrol - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 589,53 $	
BMA ARCHITECTURE DE PAYSAGE INC.	DEU42336	20 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE PAYSAGER POUR LES TRAVAUX DE REPARATION ET DE REMPLACEMENT DE VANNES MANUELLES SITUES AU 5815 BOULEVARD GOUIN EST MONTREAL-NORD	Service de l'eau	Réseaux d'égout	9 779,59 $	
BMG METAUX OUVRES INC.	1423364	23 JUIL. 2020	LARRIVEE, ALAIN	Fourniture et installation de cinq échelles et portes pour garde-corps au nouveau bâtiment administratif de l¿usine Atwater (2620) - Incidences 14836	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	34 362,10 $	
BRAULT MAXTECH INC.	DEP29826	26 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - SACHET DESHYDRATANT - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 515,62 $	
BUNT PLANET, S.L.	1418898	25 JUIN 2020	LAMARRE, JEAN	Projet pilote BuntBrain LeakFinder dans la Ville de Montréal 40% Achat d'équipement Cofinancé par le programme "PILOTU" du Gouvernement Basque, conformément à la Résolution du dossier PIL-00001-2019 - Optimisation des réseaux - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	12 885,49 $	
CAMFIL FARR (CANADA) INC.	DEP30055	07 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - FILTRES - P.NORMANDEAU - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 599,66 $	
CARRIER ENTERPRISE CANADA, L.P.	DEU41810	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) Pièsces ROOFTOP pour ventilation Salle Électrique des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 255,97 $	
CARRIER ENTERPRISE CANADA, L.P.	DEU42125	29 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	COMPRESSEUR SALLE COMMANDES DES BOUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 457,34 $	
C.C.R. MECANIQUE INC.	DEU42197	08 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Secteur des boues - projet chg pompes 48-50 - mo installation bases,pompes et moteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 309,84 $	
CDW CANADA INC.	DEU41942	28 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	DP T21497, RENOUVELLEMENT CONDUSIV DISKEEPER ET VLOCITY ADMINISTRATOR DU 2020-07-23 AU 2022-07-22	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	55 334,47 $	
CE/CI FORMATION ET SERVICES INC.	DEP28962	19 JUIN 2020	LABERGE, ANNE-MARIE	BS - Formation 2020 - Protection respiratoire et essais d'ajustement - Karel - 1 offre de service	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	53 281,16 $	
CHEM ACTION INC.	DEP29650	02 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - ULA - Back pressure control valve - D. Arseneau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 323,48 $	
CIM MAINTENANCE INC.	DEU41796	09 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	Assistance aux projet Maximo pour l¿installation de Visual Planner à la DEEU, DEP et DRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	33 203,34 $	
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	DEU41970	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Formation mécanique machines fixes	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 054,04 $	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEP29927	25 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - ACCOUPLEMENT - P.BOILY - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 209,38 $	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU42015	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	18 Articles de Roulement - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 205,89 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU42190	03 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	REAPPROVISIONNEMENET POMPE MOYNO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	37 639,07 $	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU42259	21 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	11 Roulements Rexnord et autres - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 236,48 $	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU42423	28 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Contrôleur de combustion Fireye - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 458,26 $	
COMPTEURS D'EAU DU QUEBEC	1418892	25 JUIN 2020	LAMARRE, JEAN	Achat d'un enregistreur débit + pression Xilog+2i - Boyau flexible pression Xilog - Câble entrée digital - Suport mural - Optimisation des réseaux - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	9 018,43 $	
COMPUGEN INC.	DEU42101	26 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT REFLECTION DESKTOP DU 2020-09-01 AU 2021-08-31	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 003,70 $	
CONCEPT CONTROLS INC.	DEP29814	19 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - BOUTEILLE DE GAZ - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 837,75 $	
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	DEU37244	31 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	SG19045-161135-SP, Services professionnels APEX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 366,20 $	
CONSTRUCTIONS MICHEL LABBE ENR.	DEU38853	30 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	AO SI19070-181217-C, MISE À NIVEAU DE LA SALLE 121	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 446,08 $	
CONSTRUCTIONS MICHEL LABBE ENR.	DEU40481	12 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	SI19085-180647-C, AMÉNAGEMENT AIRE D'ATTENTE ADMINISTRATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	60 036,06 $	
CONTROLE INDUSTRIEL C.T.H. LTEE	DEU41952	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	8 Convertisseurs Action Pack - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 451,22 $	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP30254	29 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UPI - Trousses d'entretien ozone et solution ampérométrique - B. Scraire - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 415,28 $	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU42087	25 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Clapets Valmatic - 2 Pompes Moyno 48-50 à changer	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 646,75 $	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU42268	13 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Transmetteur Rosemount et Positionneur Fisher - Cheminée SEC et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 566,66 $	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU42272	14 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Transmetteur de pression Rosemount - Chaudière 3	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 044,33 $	
CONVAL QUEBEC	DEU39786	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	MAGASIN - MANOMÈTRE ASHCROFT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 076,61 $	
CONVAL QUEBEC	DEU42107	26 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	4 Manomètres Ashcroft - Remplacement des Pompes Moyno 48-50	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 164,84 $	
CORPORATION CIMSOFT	DEP29591	25 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - Formation - Wonderware Application Server & OMI - L. Tolba - 1 soumission - N-Explicative	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	28 871,56 $	
CORPORATION SCADALLIANCE	1418888	25 JUIN 2020	LAMARRE, JEAN	Réparation et de calibration de débimètres électromagnétiques à insertion Hydrins2 - Optimisation des réseaux - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 077,72 $	
CORRPRO CANADA INC.	DEU42001	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	SA - PROJET 176952 - ACT.9 - MISE À NIVEAU DE LA PROTECTION CATHODIQUE DES 2 RESERVOIRS DE DIESEL GENERATRICES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 803,24 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1417992	18 JUIN 2020	LAMARRE, JEAN	Achat de 2 Workstation portatif et station d'accueil - Optimisation des réseaux - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 163,39 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	DEP29642	05 JUIN 2020	TURCOTTE, CAROLINE	BS - Licence Microsoft Excel 2019 - K. Hamel - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 031,52 $	
CROISIERES NAVARK INC.	DEU41888	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) Location de 2 embarcations pour 12 heurees à la Désinfection	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 590,57 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CROISIERES NAVARK INC.	DEU42444	29 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	CROISIÈRES NAVARK INC. - TRANSPORT NAVAL POUR SE RENDRE À L'ÎLE AUX VACHES (QUAI D'EMBARQUEMENT : îLE AUX VACHES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	45 905,78 $	
DAMOTECH INC.	DEP30071	09 JUIL. 2020	MARTEL, SIMON	BS - ERP - PALLETIERS - S.GINGRAS - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 995,04 $	
DATAGLOBE CANADA INC.	DEP29958	02 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Entretien annuel des UPS 1 et 2 à l'usine de filtration Atwater pour la période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021 - JG Poirier - 1 contrat d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 937,03 $	
DELOM SERVICES INC	DEP29957	02 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Shaft sleeve pour pompe W1 - JG Poirier - 1 soumission, fournisseur unique pour la fabrication de ces pièces	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 559,15 $	
DELOM SERVICES INC	DEU41814	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 2 Variteurs Toshiba - Pompe Condensée 37	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 976,41 $	
DELOM SERVICES INC	DEU41814	23 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 2 Variteurs Toshiba - Pompe Condensée 37	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 018,18 $	
DESCHENES & FILS LTEE	DEP29657	02 JUIN 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - SST-Abreuvoir à remplacer ou installer réservoir - M. Lajeunesse - 1 Soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 576,83 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEP29808	16 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Matériel pour fabriquer ligne d'eau de service - JG Poirier - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 457,75 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEP29953	02 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Chauffe-eau et récipient pour pompe W - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 122,70 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEP30125	16 JUIL. 2020	SERBANESCU, MIHAI-LUCIAN	BS - UAT - Matériel de plomberie - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 331,51 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU42173	02 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	50 Articles de Plomberie - Pompes Moyno 48 et 50 à changer	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 100,35 $	
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU42284	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	30 Graisseurs ATS et 70 articles de plomberie - Magasin et Atelier Plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 205,37 $	
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU42286	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Plomberie variée - Magasin et 2 Ateliers de Plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 052,70 $	
DIVEX MARINE INC	DEU42054	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	ÉQUIPE PLONGEUR POUR TRAVAUX BEAUSEJOUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	311,81 $	
DIVEX MARINE INC	DEU42054	29 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	ÉQUIPE PLONGEUR POUR TRAVAUX BEAUSEJOUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 062,52 $	
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP29783	16 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDO - Vanne 10" Claval - C.Saintelmy - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 437,84 $	
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP29870	29 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UPI - Opérateur de vannes - V3 ** EN LIEN AVEC DEP29943 ** - Cameson - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 488,77 $	
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEU41953	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	3 Pompes Jash pour remplacer Pompes Moyno	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 480,33 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP29676	02 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - Électricité - E. Alahyane - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 319,60 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP29753	11 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Disjoncteur pour nouvel équipement CNC du machiniste et Barre de ground pour atelier électrique - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 281,06 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP29760	10 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - Démarreurs Eaton - D. Robert - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 401,62 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP29836	16 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Remplacement des luminaires à la salle d'entreposage hypo - E. Alahyane - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 982,83 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP29842	17 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UPC - DEMARREUR BP-5 - C.Saintelmy - 1 Soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 905,55 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP29924	25 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - BOÎTIER DE PROTECTION - P.NORMANDEAU - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 212,30 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP30033	09 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - DIVERS - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 567,15 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP30085	09 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - TRANSFORMATEUR - M.LAJEUNESSE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 088,99 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP30150	16 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - Matériel électrique pour branchement ou installation de l'équipement nécessaire pour une perceuse à colonne - M. Lajeunesse - 1 soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 066,02 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP30163	17 JUIL. 2020	LARRIVEE, ALAIN	BS - UDB - FILS ÉLECTRIQUES POUR ATELIER ÉLECTRIQUE - E.ALAHYANE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 902,10 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP30197	22 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - Pièces électriques pour transfert UPS - P. Normandeau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 814,48 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP30216	22 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Matériel électrique - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 953,18 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEU42171	02 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	104 Ampoules et 33 composantes - Atelier Électique et 2 projets	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 633,73 $	
DYNAPOMPE INC.	DEU42093	15 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	ESTIMATION / RÉPARATION POMPE DARLING 668-M54-002	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 128,55 $	
EATON INDUSTRIES (CANADA) COMPANY	DEP29640	05 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Module PSU du Digitrip - G. Gauvin-Forest - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 412,09 $	
EATON INDUSTRIES (CANADA) COMPANY	DEP29740	25 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Inspection et réparation pour disjoncteur Eaton - P. Normandeau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 700,81 $	
EATON INDUSTRIES (CANADA) COMPANY	DEP30191	21 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour divers travaux à la sous station électrique d'urgence - JG Poirier - 1 facture	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 630,46 $	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEP29411	28 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Location d'échafaudages pour drain HP installation monorail (remplacement débitmètre HP) - P. Boily - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 348,08 $	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEP29739	16 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Déplacement du système d'échafaud pour drain compresseur - P. Boily - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 827,34 $	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEP30144	16 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - Installation de poutres pour le renforcement structurale au réservoir McTavish - Robert Zawi - 1 soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 582,69 $	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	DEU42379	23 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Echafauds	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 708,76 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	DEU42010	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Méthodologie pour la transformation numérique - Industrie 4.0	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 314,46 $	
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	DEP29312	14 JUIL. 2020	LARRIVEE, ALAIN	BS - BCO2020 Formation - Programme gestionnaires ENAP - K. Poirier-Vachon	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 249,37 $	
ELEVEX INC.	DEU39167	02 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	PTI INSTALLATION D`UNE 4 EME FONCTION SUR LE CHARIOT 110D-9 HUNDAY Z-367	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 321,52 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EMONDAGE GABRIEL VAILLANCOURT	DEP30100	15 JUIL. 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO ¿ APPEL DE SERVICE POUR ÉMONDAGE D'ARBRES À L'USINE ¿ 2 SOUMISSIONS - B.SCRAIRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 968,58 $	
E.M.S. SEIMEC INC.	DEP29696	08 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Réhabilitation du moteur de la soufflante 47110 - P. Normandeau - 3 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 089,25 $	
E.M.S. SEIMEC INC.	DEP29885	18 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - ULA - Réparation du moteur de la pompe HP #3 - P. Normandeau - 3 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 464,59 $	
E.M.S. SEIMEC INC.	DEP29885	17 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - ULA - Réparation du moteur de la pompe HP #3 - P. Normandeau - 3 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	818,91 $	
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEP29825	26 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - ELECTRODE PH - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 817,93 $	
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU41740	23 JUIN 2020	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	(ND) 3 articles Endress & Hauser - Cendres au Bloc C et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 342,92 $	
ENERTRAK INC	DEP30064	15 JUIL. 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO - APPEL DE SERVICE POUR REMPLACEMENT DE L'AIR CLIMATISÉ SALLE DES SERVEURS - B.SCRAIRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 747,00 $	
ENERTRAK INC	DEP30066	15 JUIL. 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC - APPEL DE SERVICE POUR REMPLACEMENT DE L'AIR CLIMATISÉ SALLE DES SERVEURS - B.SCRAIRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 747,00 $	
ENGLOBE CORP.	DEU41799	03 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	SERVICES TECHNIQUES POUR LA RÉALISATION D'UNE CAMPAGNE D'ÉCHANTILLONNAGE DE L'EAU EN RIVE À DES SITES D'INTÉRÊT RÉCRÉOTOURISTIQUE EN 2020	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	78 721,96 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	DEU41901	09 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	FACTURE IN0012902 (5 JUIN 2020)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 680,86 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	DEU42447	29 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Camion mobile chaussures sécurité 23 juillet 2020 - Facture IN0014868	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 216,30 $	
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	1287171	16 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	A/O SI18061-BF0000-ST, 2018-2019, INSPECTION, ENTRETIEN ET REPARATION DES EQUIPEMENTS DE LEVAGE - 12 MOIS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 748,12 $	
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	DEU41989	17 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Inspection préventive	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 670,36 $	
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	DEU42167	02 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Appel de service	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 299,86 $	
ENVIROSERVICES INC	DEU34155	18 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES SERVICES D'INSTALLATION D'APPAREILS DE MESURES DE DÉBIT ET DE COMPILATION DES RÉSULTATS BASSINS NICOLET-DÉXÉRY, RIVE-BOISÉE ET RENÉ-ÉMARD	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	53 253,86 $	
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	DEU41935	02 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Entretien du Compresseur Sulair 1 au Dépoptage	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 945,15 $	
EQUIPEMENT DE PROCEDE INTEGRAL INC.	DEU42002	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	4 Accouplements Seepex - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 997,40 $	
EQUIPEMENT DE PROCEDE INTEGRAL INC.	DEU42238	09 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	REAPPROVISIONNEMENT POMPE VOLUMETRIQUE SEEPEX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	27 191,76 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENT QIP	DEU41918	10 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	2 robinets à billes Jamesbury 3 pouces - Filtre Presse Kurita	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 795,31 $	
EQUIPEMENT QIP	DEU41918	30 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	2 robinets à billes Jamesbury 3 pouces - Filtre Presse Kurita	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	82,94 $	
EQUIPEMENT QIP	DEU42082	15 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	48 Valves à bille Naqip - Changement des 2 Pompes Moyno 48-50	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	82,94 $	
EQUIPEMENT QIP	DEU42082	25 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	48 Valves à bille Naqip - Changement des 2 Pompes Moyno 48-50	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 620,48 $	
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	DEP30256	27 JUIL. 2020	TURCOTTE, CAROLINE	BS - Renouvellement VMWARE Contrat: 491088125 pour la période du 2020-08-06 au 2021-08-05 - T. Nerodea - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 806,42 $	
ESRI CANADA LIMITED	DEU41798	09 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	RENOUVELLEMENT ARCGIS - # 96047630 DU 2020-08-01 AU 2021-07-31	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 589,37 $	
ESRI CANADA LIMITED	DEU41798	29 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	RENOUVELLEMENT ARCGIS - # 96047630 DU 2020-08-01 AU 2021-07-31	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	517,74 $	
ESRI CANADA LIMITED	DEU41846	08 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Achat des licences arcgis (postes clients) nécessaires pour le projet	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 535,51 $	
EVEREST AUTOMATION INC	1419752	02 JUIL. 2020	LAMARRE, JEAN	Achat d'un débitmètre magnétique à insertion série FEA100 AquaProbe avec transmetteur à distance - Optimisation des réseaux - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 769,06 $	
FIKE CANADA INC	DEU41884	08 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 12 Disques de rupture Fike - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 860,00 $	
FIRAS BAHLOUL	DEP29909	22 JUIN 2020	DAOUST, YVON	BS - Service de planification entretien et soutien à l'exploitation - L. Bahsoun	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 750,00 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	DEP29745	08 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UPC - Pièces critiques - C.Saintelmy - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 150,68 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	DEP29839	17 JUIN 2020	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS - Matériel et réactifs Labo - D. Plouffe - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 003,03 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU42096	26 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Solution Alumnium + 8 Bidons Nalgène -Laboratoire du Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 366,23 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU42113	26 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	Articles de laboratoire Fisher - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 215,20 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU42445	29 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 294,73 $	
FNX-INNOV INC.	DEU41997	17 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	CM - LABORATOIRE POUR LA GESTION DES MATERIAUX EXCAVES POUR L'ACTIVITÉ 2 (POUR LOISELLE) POUR L'INSTALLATION DES VANNES PHASE 1 - PROJET 161266 - ACT.7	Service de l'eau	Réseaux d'égout	16 775,95 $	
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEP29832	16 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - ULA - Électricité - P. Normandeau - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 201,56 $	
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEP30132	16 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la réparation d'un IPM - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 549,38 $	
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU42297	15 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Détecteur Turck et autres composantes électriques - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 323,35 $	
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU42297	16 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Détecteur Turck et autres composantes électriques - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	155,38 $	
FUTECH MONTREAL INC.	DEP30321	30 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - PIÈCES DISJONCTEURS MOTORISÉS - E.ALAHYANE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 953,48 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FUTECH MONTREAL INC.	DEU41840	04 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) Magasin & Instrumentation - Bloc d'alimentation et relais	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 015,30 $	
GEMITECH INC.	DEP29360	27 JUIN 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO - TRAVAUX D'INSTALLATION MATERIEL ELECTRIQUE - C.SAINTELMY - FACTURE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	735,28 $	
GEMITECH INC.	DEP29360	27 JUIN 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO - TRAVAUX D'INSTALLATION MATERIEL ELECTRIQUE - C.SAINTELMY - FACTURE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 724,44 $	1339753
GENERAL BEARING SERVICE INC.	DEP29928	25 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - ROULEMENTS - P.BOILY - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 336,67 $	
GENERAL BEARING SERVICE INC.	DEP29928	06 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - ROULEMENTS - P.BOILY - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 411,05 $	
GOULDS PUMPS CANADA INC.	DEP29892	19 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Matériel pour la pompe W5 basse pression - JG Poirier - 3 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 239,99 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	DEU41995	17 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	FC - 4750_DI1017518-81 E AVENUE DEMARREURS NEMA - PROJET 138381 ACT.17	Service de l'eau	Réseaux d'égout	20 116,65 $	
GROUPE DAMEX INC.	DEP29648	01 JUIN 2020	MARTEL, SIMON	BS - Vannes - Mise à niveau trottoir et ajout d'un baulard - JM. Ouellet - 1 soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 564,33 $	
GROUPE DESROSIERS INC.	DEP29127	07 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - UAT - Location par mois citerne fibre de verre capacité 30 000 litres - S. Demers - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 189,06 $	
GROUPE MECANO INC	DEU42355	21 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	TRAVAUX DE MECANIQUE POUR LINSTALLATION DE 5 VANNES SUR LE RESERVOIR 663-M52-002	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	30 797,98 $	
GROUPE SANTE PHYSIMED INC.	DEU42016	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Infirmière et vaccin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,89 $	
GROUPE SURPRENANT	DEP29850	17 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Cages marmottes 2020 - M. Voyer - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 503,96 $	
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	DEU41480	07 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	CHARGER BATARDEAUX AU L.E.T. POUR TRANSFERT À LA STATION SELON FACTURE 008009	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 363,79 $	
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	DEU41826	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	MANUTENTION ET ENTREPOSAGE DU NOUVEAU REFROIDISSEUR C	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 834,66 $	
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	DEU41826	23 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	MANUTENTION ET ENTREPOSAGE DU NOUVEAU REFROIDISSEUR C	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 656,71 $	
H2FLOW EQUIPEMENT INC.	DEU41133	03 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	Secteur des boues - convoyeur M33-213 - réparer et modifier la vis sans âme selon offre Q-078-20-1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 824,75 $	
H2FLOW EQUIPEMENT INC.	DEU41158	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Secteur des boues - Convoyeur M33-213 - sections UHMW et rails guide	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 719,23 $	
H2FLOW EQUIPEMENT INC.	DEU41158	04 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Secteur des boues - Convoyeur M33-213 - sections UHMW et rails guide	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 927,59 $	
HAZMASTERS INC.	DEU42155	30 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	864 paires de gants BBH et autres articles de Sécurité - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 632,09 $	
HILTI CANADA LTEE	DEP29951	02 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Console Hilti pour atelier de plomberie - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 246,92 $	
HILTI CANADA LTEE	DEP30141	16 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Ancrage chimique Hilti - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 282,18 $	
INDUSTRIES 3R INC.	DEP29866	17 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - Feuilles de GPO-3 rouges - E. Alahyane - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 965,66 $	
INDUSTRIES 3R INC.	DEU42071	23 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	REAPPROVISIONNEMENT RIDEAU KURITA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 459,44 $	
INDUSTRIES 3R INC.	DEU42071	28 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	REAPPROVISIONNEMENT RIDEAU KURITA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	83,99 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
INDUSTRIES 3R INC.	DEU42115	26 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	Boues - Joint étanche Neoprene	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 026,68 $	
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU41818	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIOINNEMENT PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 976,40 $	
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU42025	19 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT PIECES POUR BROYEUR BEAUMONT-BIRCH	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 879,29 $	
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	DEU41815	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	DISQUES DURS SAMSUNG 500GM	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 522,86 $	
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	DEU42058	22 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	SG20025-123277-B, FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LA MISE A NIVEAU DES SERVEURS CISCO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	89 679,27 $	
ISOLATION ALGON (2000) INC	DEU42432	29 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Isolation des Incinérateurs 1 et 3	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 439,40 $	
JAS FILTRATION INC.	DEU42332	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	48 Filtres Dustlok 3 Plis - Atelier CVAC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 490,89 $	
JENNY HILL	DEU34833	25 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	SERVICES PROFESSIONNELS SUPPORT TECHNIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 040,00 $	
JOHN BROOKS COMPAGNIE LTEE	DEU41771	01 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Pompes et Moteurs March assemblés - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 257,25 $	
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	DEU42186	03 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES UHMW TRIVAR 88	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 575,77 $	
JOSYANE GRANGER	DEP29975	02 JUIL. 2020	LABERGE, ANNE-MARIE	BS - Offre de service 2020 - DEP - Maintenance et entretien des données de la base de données IGEP - M-A. Beaudoin - 1 offre de service	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 000,00 $	
J.P. MORASSE INC.	1419821	02 JUIL. 2020	COUTURE-HACQUIN, DAVID	Fournitures et implantations de repères géodésiques pour le service de l'eau (Direction de l'épuration des eaux usées) (SIRR).	Service de l'eau	Réseaux d'égout	3 017,49 $	
KAESER COMPRESSEURS INC.	DEP29295	24 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - ULA - Entretien sur soufflant air de lavage par Kaeser - D. Arseneau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 300,27 $	
KAESER COMPRESSEURS INC.	DEP29295	31 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - ULA - Entretien sur soufflant air de lavage par Kaeser - D. Arseneau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	602,84 $	
KIJE SIPI LTEE	DEU42039	19 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	SERVICE PROF. PREVISIONS PRECIPITATIONS RADARS DU 2020-04-01 AU 2020-12-31	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	82 940,12 $	
KSB PUMPS INC.	DEU41833	04 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	Secteur des boues - Production de vapeur - 4 valves de recirculation	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	38 803,38 $	
LACHAPELLE LOGISTIQUE	DEU39688	31 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	TRAVAUX DE DEMENAGEMENT DE CLASSEURS ET BOITE POUR PHASAGE DES TRAVAUX AU 121 ET RETOUR DANS LA ROULOTTE- PROJET 181217 ACT.3	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 311,78 $	
LA CIE DE PAVAGE BROADWAY LTEE	DEU39323	23 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Réparer l'asphalte et la bordure de béton devant le bâtiment des mousses ainsi que les nids de poules sur les chemins de la station.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 456,72 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	DEP30115	16 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la réparation du tracteur Kubota, Modèle F3990, #série F3990-22176 - G. Gauvin-Forest - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 241,39 $	
LASALLE | NHC INC.	DEU42191	03 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	ÉVALUATION DE L'ÉCOULEMENT ET DES CHARGES HYDRAULIQUES EN TEMPS DE PLUIE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	27 351,35 $	
LE GROUPE LML LTEE	DEU40064	22 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	SI19053-132387-C, INSTALLATION DUN NOUVEAU QUAI DE DEPOTAGE - PROJET 132387	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	60 383,49 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LE GROUPE MASTER INC.	DEP30162	17 JUIL. 2020	SERBANESCU, MIHAI-LUCIAN	BS - UDB - THERMOPOMPE ET ACCESOIRES - P.BOILY - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 658,08 $	
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEU41769	01 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	22 Robinets et Boisseaux Dezurik - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 631,03 $	
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEU41966	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Pompe doseuse Pulsatron - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 677,18 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU40776	08 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	RÉPARATION MOTEUR ÉLECTRIQUE US MOTORS (POMPE PROC. 4)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 506,06 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU41711	22 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	MOTEUR ÉLECTRIQUE BALDOR EL-MO-2227	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 880,88 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU41795	02 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	DÉMARREUR PROGRESSIF EN URGENCE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 267,87 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU41851	22 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	ESTIMATION / RÉPARATION 85-11-200 MOTEUR ÉLECTRIQUE LEROY SOMER 184T, MOD. BB2JS4CBDLRALM	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 779,02 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU42394	30 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Magasin, Atelier Patrouille - Moteur électrique & compresseur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 261,53 $	
LES EQUIPEMENTS AVIPOR LTEE	DEU42352	21 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Injecteurs Dosatron - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 270,37 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	DEP30123	15 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Ensemble de garde-neige pour la gratte du loader - M. Riopel - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 992,14 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	DEP30133	15 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - LOCATION D'UN TRACTEUR POUR LE DÉNEIGEMENT DES STATIONS RÉSERVOIRS - R.ROY - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	18 855,75 $	
LES EQUIPEMENTS CONTRO VALVE INC.	DEU42007	19 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Ampli VegaPuls - Station Gonthier	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 939,14 $	
LES EQUIPEMENTS CONTRO VALVE INC.	DEU42106	26 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	3 Sondes Vegawell - Réseau des Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 281,92 $	
LES EQUIPEMENTS CONTRO VALVE INC.	DEU42291	15 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	5 Sondes de niveau VEGA pour Filtre-Presse 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 855,68 $	
LES FOURGONS RIVE-SUD INC.	DEU42366	30 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	BOITE FOURGON PLOMBIER INTERCEPTEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	36 241,68 $	
LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES PICHETTE INC.	DEP29942	29 JUIN 2020	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS - Appel de service pour travaux électriques pour aménager la nouvelle salle de contrôle - B. Scraire - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 573,86 $	
LES SERVICES EXP INC.	1422285	16 JUIL. 2020	LARRIVEE, ALAIN	Réalisation de plans et devis ainsi que la surveillance des travaux de l¿entrée charretière de l'usine Atwater (2620) - Incidences 14836	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	71 035,59 $	1309521
LES SOLUTIONS ALLFETT (4018371 CANADA INC.)	DEU41770	01 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Pour remplacer le bon de commande DEU36401 liquider	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 165,37 $	
L.H. PLANTE & FILS INC.	DEP29626	03 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - PALETTES EN BOIS POUR ENTREPOSAGE - MAGASIN ATWATER	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 307,11 $	
LOCATION D'OUTILS BROSSARD INC.	DEU42329	23 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Générateur de fumée MDG - Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	41,99 $	
LOCATION D'OUTILS BROSSARD INC.	DEU42329	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Générateur de fumée MDG - Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 243,09 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	DEU41808	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	REMPLACE ET CANCEL DEU40296 (R150623) LOCATION CAMION OUTILS POUR INTERCEPTEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 999,96 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOUIS FILLION ELECTRONIQUE INC	DEU42466	30 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	8 TELEVISIONS POUR LES SALLES DE CONFÉRENCE À LA STATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 020,24 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP26673	26 JUIN 2020	BEAUDET, JEAN-FRANCOIS	BS - Changer câble en urgence entre Atwater et McTavish	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	62 957,23 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU41937	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	20 Luminaires Lithonia - Service de l'Ingéniérie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 608,97 $	
MABAREX INC	DEP29733	16 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - HUBLOT DE SONDE REACTEUR UV - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 811,62 $	
MABAREX INC	DEP29822	22 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - MANCHON DE PROTECTION EN QUARTZ POUR LAMPE DE REACTEUR - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 579,07 $	
MABAREX INC	DEP30087	20 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - CAPTEUR POUR LAMPE UV - 1 SOUMISSION - FOURNISSEUR EXCLUSIF	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 891,84 $	
MATHESON VALVES & FITTING LTD	DEU42327	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	16 Roues Roto-Hammer avec 2000 pieds de chaîne - Tours d'eau	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 678,25 $	
MECANIQUE CNC (2002) INC.	DEU41309	01 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Fabrication et Installation de Conduite et 3 Manchons au Bloc F	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 704,75 $	
MECANIQUE CNC (2002) INC.	DEU41525	07 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	Secteur des boues - Conduite 36 po - fourniture et travaux pour changer le coude 36 po	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	62 940,01 $	
MECANIQUE CNC (2002) INC.	DEU42431	29 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	ÎLE AUX VACHES - SÉCURISATION DES PLAQUES - EXÉCUTION DE TRAVAUX DE MÉCANIQUE, SOUDAGE ET DE TUYAUTERIE EN RÉGIE CONTRÔLÉE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 955,10 $	
MECANO ALCA INC	DEU42252	09 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	RÉPARATION Z-288 POUR ENTRETIEN (INTERCEPTEURS) - VOIR DETAIL SUR BL 46637 DU FOURNISSEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 511,84 $	
MEDIAL CONSEIL SANTE SECURITE INC.	DEP30117	15 JUIL. 2020	BEAUDET, JEAN-FRANCOIS	BS - Développement d'une capsule de formation en ligne - Notions de base en SST - Karel - 1 entente de service	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	25 417,47 $	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1422901	21 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Publication d'addenda	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 709,75 $	
MEGA LIFT CANADA LTEE	DEP29862	17 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Location d'une grue miniature pour levage de la 70300 haute-pression - P. Boily - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 309,72 $	
MESSER CANADA INC.	DEU42092	30 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	10 Bonbonnes de gaz à remplir - Instrumentation	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 275,55 $	
METAUX PROFUSION INC.	DEP29891	19 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Matériel pour la pompe W1 - JG Poirier - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 271,96 $	
METAUX PROFUSION INC.	DEP30220	28 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Matériel pour le machiniste - G. Gauvin-Forest - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 194,78 $	
METAUX PROFUSION INC.	DEP30220	22 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Matériel pour le machiniste - G. Gauvin-Forest - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 622,07 $	
METAUX PROFUSION INC.	DEU41757	01 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) Matériaux pour fabriquer chute à sable au Déssablage	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 448,31 $	
METRO COM CANADA	DEU41990	18 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Radio portative	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 320,10 $	
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEP29496	10 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la réparation de 3 Drives de HVAC (évaluation) - G. Gauvin-Forest - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 584,82 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEP29746	08 JUIN 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC - Remise a neuf de la Pompe PS3 - C.Saintelmy - 1 Soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	14 645,76 $	
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEP29936	26 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - ULA - RÉPARATION DE LA POMPE HP3 - P.NORMANDEAU - 3 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	29 134,03 $	
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEP30280	28 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour l'estimation du drive EFV-209400 à la pompe W - G. Gauvin-Forest - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 831,00 $	
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEU42239	09 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Secteur des boues - projet pompe 48-50 FP - moteurs électriques 100hp	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 046,83 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	DEU42205	08 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Système de lavage à eau chaude sous pression	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	168,57 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	DEU42205	07 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Système de lavage à eau chaude sous pression	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 590,27 $	
MVC OCEAN INC.	DEP29748	08 JUIN 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO - Travaux d'inspection des prises d'eau - C.Saintelmy - Entente 1263764	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 638,14 $	1263764
MVC OCEAN INC.	DEP29748	08 JUIN 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO - Travaux d'inspection des prises d'eau - C.Saintelmy - Entente 1263764	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 351,72 $	
NEDCO	DEP30177	20 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UAT - Carte Ethernet Modicon de rechange - G. Gauvin-Forest - 2 demandes - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 015,71 $	
NETZSCH CANADA INC	DEU41841	04 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Bagues Nemo Netzsch - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 424,69 $	
NITRO INTELLIGENCE D'AFFAIRES	DEP28620	13 JUIL. 2020	LABERGE, ANNE-MARIE	BS - Formation - MS Excel - Année 2020 - Karel - 1 estimé	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 700,84 $	
NOORUDDIN BADR	DEP29947	29 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - Services d'optimisation fichier décompte - Mihai - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 500,00 $	
NORDA STELO INC.	DEP28184	12 JUIN 2020	DAOUST, YVON	BS - Appel de service pour la création de fiches d'inspection pour les équipements pétroliers - S. Annour - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 719,72 $	
NORDA STELO INC.	DEP29900	25 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - Formation - Fiabilité par la maintenance préventive (En lien avec DEP22284) - Karel - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 283,54 $	
NORDIKEAU INC	DEU42353	21 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS 9461 - CAMPAGNE DE MESURE DE DEBIT A LEFFLUENT ¿ ILE NOTRE DAME	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 417,45 $	
NSL MECANIQUE INC.	DEP29695	04 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Réparation des voiturettes électriques UDB - P. Boily - Facture 11061	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 377,94 $	
NSL MECANIQUE INC.	DEP30084	09 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - CONTRAT SEMI-ANNUEL POUR ENTRETIEN DES VOITURETTES ÉLECTRIQUE, CHARRIOTS ÉLÉVATEURS ET PLATEFORME ÉLÉVATRICE - P.BOILY	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 517,10 $	
ON POWER SYSTEMS INC.	DEU36033	15 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	ENTRETIEN DES UPS 2019	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 427,85 $	
OSISOFT CANADA ULC	DEU41864	08 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	FORMATION P.I.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 724,44 $	
OSISOFT LLC	DEP29598	05 JUIN 2020	LARRIVEE, ALAIN	BS - Renouvellement annuel du contrat de maintenance et de mise-à-jour du système PI pour la période du 2020-08-01 au 2021-07-31 - K. Hamel - 1 soumission - N-Explicative	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	71 173,91 $	
PAPINEAU SANDBLAST AU JET INC.	DEU41979	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Jet de sable à la fosse FP6	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 433,16 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PAYSAGEMENT LABELCOUR INC.	DEP29701	05 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour le démontage du tunnel Tempo pour piétons - site Atwater - A. Aoubid - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 414,71 $	
PAYSAGISTE ROCHE INC.	DEP29838	17 JUIN 2020	MARTEL, SIMON	BS - ERP - Entretien terrassement St-Patrick 2020-2021 et option 2022, JM. Ouellet - 3 soumissions conformes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 171,70 $	
PLG ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	DEU42410	28 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	ARPENTAGE DU 5815 GOUIN EST MONTREAL-NORD POUR L'ARCHITECTE PAYSAGISTE PUISSE RÉALISER UN DEVIS ET UN PLAN DE RÉAMÉNAGEMENT	Service de l'eau	Réseaux d'égout	4 527,58 $	
POMPACTION INC.	DEU42047	06 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	MAIN-D'OEUVRE ET PIÈCES RÉPARATION POUR BASSIN ROCKFIELD	Service de l'eau	Réseaux d'égout	11 077,34 $	
POMPACTION INC.	DEU42264	13 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Pompes ARO et accessoires - Entretien général	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 719,50 $	
POMPACTION INC.	DEU42267	13 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	1 Pompe submersible Sulzer - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 046,75 $	
POMPACTION INC.	DEU42331	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Secteur des boues - changement coude bloc F - Location tuyauterie pour génératrice	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 196,97 $	
POMPACTION INC.	DEU42462	30 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	Pompe submersible 4" ABS - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 194,04 $	
POMPES ASSELIN INC	DEP30118	16 JUIL. 2020	SERBANESCU, MIHAI-LUCIAN	BS - UDB - JOINT MÉCANIQUE - EXTERNE BALANCÉ - P.NORMANDEAU - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 362,23 $	
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP30114	21 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour remplacer le panier à chaine sur le pont roulant - JG Poirier - 1 facture	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 186,49 $	
PONT ROULANT SERVI-TECH	DEP29562	25 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service en urgence pour réparer pont roulant PORO-102 - JG Poirier - 1 facture	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 171,73 $	
PONT ROULANT SERVI-TECH	DEP29687	03 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Réparation des appareils de levage - P. Normandeau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 601,48 $	
PRESTON PHIPPS INC	DEU42035	19 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Vannes VA-02 et VH-08 à remplacer - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 163,29 $	
PROCEDES DE SOUDURE UNIES (CANADA) INC.	DEU41768	17 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	PIÈCE RÉPARATION POMPE VIADUC SAUVÉ	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 358,99 $	
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE.	DEU41965	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Magcare 300	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 297,02 $	
PROLIFTE INC.	DEP28356	07 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Location d'un lift pour sortir moteur de pompe W - JG Poirier - 2 soumissions - 1 facture	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	28 142,95 $	
PROTECTION INCENDIE MCI	1414572	01 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2020 - Réparation des systèmes d'alarme et de protection incendie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 372,81 $	
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP29692	05 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Inspection et calibration printemps et automne du système d'intrusion - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 711,88 $	
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP29693	05 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour le changement du module ILU8 sur système d'intrusion de l'usine Atwater - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 422,59 $	
RADIATEURS ANJOU INC	DEU42414	28 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Intercepteurs & Patrouille - Réparation génératrice Dickson	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 519,70 $	
R.C.M. MODULAIRE INC.	DEP29707	04 JUIN 2020	BEAUDET, JEAN-FRANCOIS	BS - Appel de service pour le démantèlement des modulaires de la cafétéria des cols bleus - Usine Atwater - 1 facture	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	31 010,83 $	
RENAPS TECHNOLOGY CANADA INC.	DEU41982	23 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	SERVICES PROFESSIONNELS EXPERT SUPPORT APEX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 782,29 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RENAPS TECHNOLOGY CANADA INC.	DEU42043	16 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	SG20028-156861-SP, SERVICES PROFESSIONNELS POUR UN ADMINISTRATEUR DE BASE DE DONNEES (DBA)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	65 774,67 $	
R M H INDUSTRIE INC.	DEU41857	05 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) 4 Coussinets Thordon - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 389,52 $	
RMS EQUIPEMENTS INC.	DEP30278	28 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la réparation de l'autorécureuse Tennant, modèle 7100 à la haute pression - M. Riopel - 1 estimé réparation	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 067,81 $	
RMS EQUIPEMENTS INC.	DEP30326	30 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - ULA - RÉPARATION AUTORECUREUSE TENNANT - M.VOYER - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 228,30 $	
ROBCO INC.	DEP29939	09 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - GARNITURE TRESSE - 3 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	21 041,17 $	
RSR INC. ENVIRONNEMENT (GROUPE SECURITE PRO INC.)	DEP29686	04 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Travaux de pompage - P. Boily - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 445,46 $	
SAVE SYSTEME INC.	DEP30302	30 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UPI - Commutateur de remplacement - Cameson - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 955,41 $	
SCANTEK SOLUTIONS INC.	DEU41921	22 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	QUATRE DETECTEURS DE BARCODE BARCODE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 189,08 $	
SECUTROL INC	DEP29879	18 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Service d'inspection du système d'alarme incendie - P. Normandeau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 503,98 $	
SIMARK CONTROLS LTD	DEP29641	05 JUIN 2020	LARRIVEE, ALAIN	BS - Mise à jour du concentrateur de données - K. Hamel - 1 soumission - N-Explicative	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	33 181,54 $	
SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	DEU42081	25 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	SC - PROJET 181756-5 - MISE A NIVEAU SALLE A B - RÉGULATION - CONTROLE VENTILLATION CVAC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 095,17 $	
SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	DEU42380	29 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	CONTRAT DE SERVICE - JOHNSON CONTROL - BATIMENT ADMINISTRATIF - 36 MOIS DU 2020-08-01 AU 2023-07-31	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 294,03 $	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEP29590	13 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour les pompes U basse pression de l'usine Atwater - JG Poirier et M. Meziane - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 348,08 $	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEP29785	26 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - POMPE SUBMERSIBLE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 252,51 $	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU41928	22 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Pompe submersible Flygt - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	52,49 $	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU41928	11 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Pompe submersible Flygt - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 469,58 $	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU42165	02 JUIL. 2020	HALLE, BRUNO	Secteur des boues - changement coude bloc F - location de pompes flygt	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	27 795,71 $	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	DEU41910	10 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	RENOUVELLEMENT DES LICENCES AUTOCAD (ANNEE 2) DU 2020-07-23 AU 2021-07-22	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	34 514,58 $	
SOLMATECH INC.	DEP30304	30 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour carottage et analyse granulométrique du sable de filtration - S. Demers - 1 offre de service	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 923,94 $	
SOLSTICE CNC INC.	DEU40766	09 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT TAMBOURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 400,80 $	
SOLSTICE CNC INC.	DEU42307	16 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT NAVETTES POUR TRANSPORTEURS DE PLAQUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 920,07 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU42109	26 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	4 Capteurs Scott Bacharach - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 698,73 $	
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU42250	09 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	SONDE DETECTEUR DE GAZ SCOTT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 776,98 $	
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	DEU41648	03 JUIN 2020	HALLE, BRUNO	DP T21379, RENOUVELLEMENT SPECTRAGUARD POUR 1 AN, DU 2020-06-04 AU 2021-06-03	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	35 394,82 $	
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	DEU41934	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	40 rubans Spectralogic - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 957,50 $	
SON-IMAGE-SYSTEMES POUR LA COMMUNICATION SISCOM INC.	DEP30268	27 JUIL. 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS ¿ UDO - APPEL DE SERVICE POUR L'INSTALLATION ET L'ACQUISITION D'UNE CAMERA ET ENREGISTREUR POUR L'USINE ¿ 1 SOUMISSION - C. SAINTELMY	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 747,86 $	
SPIRAL-SOUTHWEST BINDINGS	DEU40918	30 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	Relieuse Colmax - Service de l'ingéniérie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 375,19 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP29674	23 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - 2020 - Appel de service pour l'inspection annuelle des équipements d'espace clos et harnais - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 290,72 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP29925	31 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - INSPECTION ANNUELLE DES EPI D'ESPACE CLOS - M. LAJEUNESSE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 842,96 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP29925	25 JUIN 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - INSPECTION ANNUELLE DES EPI D'ESPACE CLOS - M. LAJEUNESSE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	288,71 $	
STATISTIQUE GEYSER	DEP29688	04 JUIN 2020	LABERGE, ANNE-MARIE	BS - Formation - Statistique pour CNLSS (Logiciel Minitab) - Yasmina - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 905,53 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP28965	29 JUIL. 2020	COUTU, CAROLE	BS - Magasin Principal - Divers pour magasin - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 614,50 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP29647	01 JUIN 2020	MARTEL, SIMON	BS - VANNES - HARNAIS (I.DUPONT) / DOUILLE À CHOC (S.GINGRAS) - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 549,14 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP29726	09 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Outils variés pour atelier électrique - D. Robert - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 293,65 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP29726	11 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Outils variés pour atelier électrique - D. Robert - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	130,19 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP29788	26 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - DIVERS - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 554,86 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP29875	17 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Outils variés pour électriciens - E. Alahyane - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 227,93 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP29913	22 JUIN 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - BATTERIES ET CHARGEURS, OUTILS DIVERS - R.ROY - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 017,88 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP30057	07 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - COQUILLES DE PROTECTION AUDITIVE AVEC SYSTÈME DE COMMUNICATION INTÉGRÉS - P. BOILY - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 148,04 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP30158	17 JUIL. 2020	SERBANESCU, MIHAI-LUCIAN	BS - MAGASIN PRINCIPAL - GANTS EN NITRILE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 371,68 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP30187	21 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - Outils et matériels divers - E. Ouellet - 1 soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 331,59 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU41790	02 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) Outils divers pour 3 Ateliers	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 543,74 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU41996	21 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	ÉQUIPEMENT DE PROTECTION RESPIRATOIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 708,23 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU42029	19 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	400 meules Walter et autres quincaillerie - Magasin et Administration générale	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 110,96 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU42078	25 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	4 Ventilateurs industriels Air Master - Atelier Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 829,42 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU42116	02 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	20 Soupapes et Kits Bradley - Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	204,60 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU42116	29 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	20 Soupapes et Kits Bradley - Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 629,47 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU42217	07 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT GANTS DE NITRILE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 686,62 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU42369	23 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Magasin, Formation Opérations et Atelier Peinture - Lampe de poche, Foret maçon, Chaîne à billes et Kit de nettoyage à peinture	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 022,60 $	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU42417	28 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	4 Déshumidificateurs Ivation - Réseau des Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 731,40 $	
SUEZ WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS CANADA	DEU42237	09 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Barils anticorrosion - Opération des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 226,71 $	
SUPERCHUTE LTD	DEU39468	27 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	Inspection du Garde corps au Dessableur 001	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 362,21 $	
TECHNO-CONTACT INC.	DEU40864	08 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Assemblage de 3 démarreurs Schneider + ajout de 2 - Service de l'Ingéniérie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 707,66 $	
TECKNO-VALVE R.S. INC.	DEU42099	26 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Valves Orbinox et 2 Valves Asco - Pompes Moyno 48-50 à remplacer	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 278,52 $	
TELUS	DEP28278	22 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BCO2020 - Fourniture de services cellulaires - Voix et transmission de données (communication sans fil)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	36 745,62 $	
TENAQUIP LIMITED	DEP29730	05 JUIN 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Cartouches d'imprimantes Brady - D. Robert - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 144,41 $	
TENAQUIP LIMITED	DEP30228	23 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - Banc de charge pour détecteur 4 gaz et Table - Atelier Atwater - Poste 4 gaz - E. Ouellet - 2 soumissions	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 059,28 $	
TENAQUIP LIMITED	DEU42114	26 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	Nettoyeur à vapeur Karcher et 5 projecteurs Dewalt - Réseau des intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 317,87 $	
THERMETCO INC.	DEU41897	09 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	TRAITEMENT THERMIQUE DE VOLET (RÉF. DEU40761)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 878,23 $	
THORBURN FLEX INC	DEU41883	08 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	(ND) Manchon Thorburn - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 174,82 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP28993	29 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - Achat du câble de synchro les 2 génératrices Châteaufort - A.Laaouitri - Entente 1192350	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	1 840,99 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP28993	29 JUIL. 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - Achat du câble de synchro les 2 génératrices Châteaufort - A.Laaouitri - Entente 1192350	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	771,66 $	1192350
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP29775	10 JUIN 2020	VINCENT, SIMON	BS - RR - LOCATION D'UN ÉLECTROGÈNE MOBILE - M.LAJEUNESSE - ENTENETE 1410541	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	18 431,61 $	1410541

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP29974	02 JUIL. 2020	LEFEBVRE, PHILIPPE	UPC- APPEL DE SERVICE POUR INSTALLATION DE DÉMARREUR ET INTERRUPTEUR SUR LA GÉNÉRATRICE CATERPILLAR, MODÈLE D398, #SERIE 75B01009, #UNITE CLIENT 800086282 - C.SAINTELMY	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 469,56 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP30046	06 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - CORRECTIFS POUR GÉNÉRATRICE ALT-06820 - P.NORMANDEAU - ENTENTE 1192350	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 622,23 $	1192350
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP30047	06 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - CORRECTIFS POUR GÉNÉRATRICE ALT-06720 - P.NORMANDEAU - ENTENTE 1192350	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 402,68 $	1192350
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEU42180	17 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	Secteur des boues - changement coude bloc F - Location génératrice	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 168,05 $	
TRANE CANADA UCL	DEU41974	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	4 Climatiseurs Trane tout équipé - Bureau des contremaîtres	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 283,49 $	
TRANSELEC / COMMON INC.	DEP30088	09 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - INSTALLATION DE DEUX MUELLERS POUR PERMETTRE LE DRAINAGE DE LA CONDUITE - P.BOILY - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 900,32 $	
TRANSPORT CAMILLE DIONNE (1991) INC.	DEU41479	16 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	TRANSPORT DE BATARDEAUX DU L.E.T. VERS LA STATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 049,36 $	
UBA INC.	DEP30316	30 JUIL. 2020	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS - Hydroxide de Sodium 50% Membrane Tote - Cameson - 1 facture	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 480,24 $	
UBA INC.	DEU42409	27 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	4 réservoirs caustic-URGENT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 761,19 $	
UNIKING CANADA INC.	DEU42079	29 JUIN 2020	DUBE, FABIEN	6 Chaines de raclage - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 522,39 $	
UNIKING CANADA INC.	DEU42273	14 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	2 Chaines Rexnord - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 761,18 $	
UNITED RENTALS DU CANADA	DEU42430	28 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	Location de Panneau électrique avec 3 Breakers - Conduite 36 de refoulement	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 123,38 $	
UNIVERSITE LAVAL	DEP28958	28 JUIL. 2020	LABERGE, ANNE-MARIE	BS - Formation - La mise en service; comment l'intégrer aux projets - Karel - 1 proposition de service	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 645,70 $	
URGENCE MARINE INC.	DEP30186	20 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour assistance au nettoyage des berges du canal Atwater - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 330,73 $	
USINAGE F.B. INC	DEU42037	19 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 711,07 $	
USINAGE F.B. INC	DEU42187	03 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES PEEK 1000	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 497,43 $	
USI-POMPES INC.	DEP28612	28 JUIL. 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la réparation des pièces de la pompe verticale W2 de marque Johnston à la basse pression - JG Poirier - 4 demandes - 1 soumission - N-Explicative	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 698,17 $	
USI-POMPES INC.	DEP29702	22 JUIN 2020	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la réparation de la pompe W1 basse pression Atwater - JG Poirier - 1 soumission - N-Explicative	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	31 483,64 $	
VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTEE	DEP30199	22 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - Pièces Swagelok pour panneau de filtration pour le seal mécanique - P. Normandeau - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 763,11 $	
VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTEE	DEU42358	22 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	200 Connecteurs Swagelok et 2 Boyaux - Plomberie des Eaux et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 593,95 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1385656	05 JUIN 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - DEBITMETRE, «OPTIFLUX 2000» AVEC TRANSMETTEUR ENTENTE 1319648	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 306,80 $	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1424110	29 JUIL. 2020	LAMARRE, JEAN	Fourniture d¿un débitmètre 4 pouces et deux câbles de transmission de données reliant le convertisseur de mesure au débitmètre - soumission 20002356 SQ 05000 datée du 17 juillet 2020 + courriel	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 832,98 $	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP29941	29 JUIN 2020	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS - Réactifs HACH-Fer, Aluminium, N-NH3 - D. Plouffe - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 360,53 $	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP30166	17 JUIL. 2020	SERBANESCU, MIHAI-LUCIAN	BS - R/R - Pièces pompe doseuse Pulsafeader - E. Ouellet - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 282,40 $	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP30198	24 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - DIVERS - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 224,49 $	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP30251	24 JUIL. 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - REACTIF DE CHLORE - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 485,86 $	
VGA COMMUNICATION INC.	DEP29682	05 JUIN 2020	TURCOTTE, CAROLINE	BS - BrightSign - afficheur interactif réseau - K. Hamel - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 628,41 $	
VILLE DE POINTE-CLAIRE	DEP29727	05 JUIN 2020	BOUZID, FAICAL	Demande de permis D2020-00082 Projet de conversion du chlore gazeux à l'hypochlorite de sodium à l'usine d'eau potale de Pointe-Claire	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 985,00 $	
VILLE MONT-ROYAL	1419290	26 JUIN 2020	LARRIVEE, ALAIN	Réparation suite à un camion qui a heurté le poste de chloration situé au 9 chemin Rockland - Ville Mont-Royal. Travaux effectuées en 2019	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 101,86 $	
VILLE MONT-ROYAL	1419292	26 JUIN 2020	LARRIVEE, ALAIN	Exploitation des postes de chloration situé au 9, chemin Rockland et au 2300, chemin St-Clare à Ville Mont-Royal. Travaux effectuées au cours de l'année 2019.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	28 112,62 $	
VWR INTERNATIONAL	DEU41927	11 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	2000 Seringues Whatman - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 789,42 $	
VWR INTERNATIONAL	DEU41960	16 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	Produits de Laboratoire - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 617,27 $	
VWR INTERNATIONAL	DEU42399	27 JUIL. 2020	DUBE, FABIEN	10000 Petris stériles Pall 50MM (Tests) - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 356,77 $	
WESTBURNE	DEP29944	29 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDB - RELAIS DE REMPLACEMENT POUR CCD - E.ALAHYANE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 033,19 $	
WESTBURNE	DEU41762	01 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	5 Disjoncteurs Eaton avec Kit de montage - Service de l'Ingéniérie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 104,52 $	
WESTBURNE	DEU41812	03 JUIN 2020	VERREAULT, MICHEL	INTERCEPTEURS - SOFT START STATION POMPAGE DEBELFROY	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 995,34 $	
WESTBURNE	DEU42224	08 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	49 Contacts Eaton - Magasin et Atelier Électrique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 141,09 $	
WM QUEBEC INC.	DEP29220	21 JUIL. 2020	DAOUST, YVON	BCO2020 - Service de collecte de déchets / recyclage / compostage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 443,63 $	
WM QUEBEC INC.	DEP29220	27 JUIL. 2020	DAOUST, YVON	BCO2020 - Service de collecte de déchets / recyclage / compostage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	204,73 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
WOKEBE INC.	DEU42468	30 JUIL. 2020	BELLEMARE, STEPHANE	Confinement et Panneaux pour la salle d'équipement SICOS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 522,39 $	
WOLSELEY CANADA INC.	DEP29658	05 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - MAGASIN PRINCIPAL - JOINT ETANCHE POUR BRIDE PERCEE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 327,57 $	
WOLSELEY CANADA INC.	DEP29886	18 JUIN 2020	DURNIN, JUDITH	BS - UDO - Pièces divers - P. McCabe - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 592,41 $	
WOLSELEY CANADA INC.	DEP30056	07 JUIL. 2020	REBSELJ, VINCENT	BS - ULA - ABREUVOIR - D.ARSENEAU - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 714,64 $	
WOLSELEY CANADA INC.	DEU42285	14 JUIL. 2020	VERREAULT, MICHEL	500 pieds de Tuyaux et autre plomberie - Magasin et Atelier Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 867,71 $	
XEROX CANADA LTEE	DEP27911	13 JUIL. 2020	BONIFAY, ROMAIN	BCO2020 - Copies d'imprimante Xerox pour la Section projets de construction - #client 957444870	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 624,72 $	
ACCEO SOLUTIONS INC	1418984	25 JUIN 2020	GAGNE, REJEAN	Licences - Google premium annuelles - Hébergement et entretien - Parking Rights - 1er décembre 2019 au 30 novembre 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 546,01 $	
BELL CANADA	1416910	14 JUIN 2020	MOCANU, GIANINA	68111.08 - Unités d¿alimentations et système de ventilation-Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 437,27 $	
BELL CANADA	1423555	24 JUIL. 2020	MONET, PHILIPPE	Évaluation réseau centre de données. V/Ref 984547NM/Numéro de projet «70910.01, Centre de Données	Technologies de l'information	Gestion de l'information	34 002,75 $	
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1414869	02 JUIN 2020	MONET, PHILIPPE	68420.17-Accorder un contrat de gré à gré à la firme CTM pour l¿acquisition et l¿installation d¿équipements de télécommunication, pour un montant maximale de 11 009,62 $, taxes incluses_Sébastien Berteau_28/05/2020- Service des technologies	Technologies de l'information	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 053,25 $	
COMPUGEN INC.	1418154	19 JUIN 2020	MONET, PHILIPPE	70175 ¿ Infrastructure et outils TI pour la gestion de l¿eau-acquérir des équipements informatiques auprès du fournisseur Compugen_Gabriel Rouleau_18/06/2020- STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 254,04 $	
COMPUGEN INC.	1422387	16 JUIL. 2020	MONET, PHILIPPE	70175-Infrastructure et outils TI pour la gestion de l¿eau ¿Acquisition des équipements informatiques auprès du fournisseur Compugen Inc_Gabriel Rouleau_13/07/2020-STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	71 002,51 $	
DECCAN INTERNATIONAL	1422890	21 JUIL. 2020	GAGNE, REJEAN	Support et maintenance - Système informatique prise de décision et répartition des unités d'urgence - SIM - Période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021 - Quote of june 23 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	45 402,23 $	
DYPLEX COMMUNICATIONS LTD.	1390984	18 JUIN 2020	GAGNE, REJEAN	Souscription annuelle aux droits d'utilisation d'un logiciel multi-plateformes pour la surveillances (SPVM) - Période du 1er février au 30 novembre 2020 - Quote 210543	Technologies de l'information	Gestion de l'information	37 031,19 $	
ESRI CANADA LIMITED	1413623	03 JUIN 2020	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement - Licences ArcGIS Desktop - Période du 2 août 2020 au 1er août 2021 - Conformément à la soumission 96047637	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 661,46 $	
GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO	1414481	01 JUIN 2020	THIBAULT, GERVAIS	Support et la maintenance des composantes physiques véhiculaires - SIM - Période du 1er juin 2020 au 31 mai 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 958,10 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO	1418947	25 JUIN 2020	GAGNE, REJEAN	Support et la maintenance des composantes physiques véhiculaires - SIM - Période du 26 juin 2020 au 25 juin 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	45 932,01 $	
HYPERTEC SYSTEMES INC	1416309	10 JUIN 2020	MONET, PHILIPPE	74561 ¿ Autoriser un gré à gré à la firme HYPERTEC SYSTEMES INC pour l¿acquisition cent cinq (105) support Havis et leur installation sur les Ford Taurus du SPVM, pour un montant de 89 335,58 $_Martine Potvin_04/06/2020- Service des technol	Technologies de l'information	Gestion de l'information	81 575,29 $	
IBM CANADA LTEE	1416075	09 JUIN 2020	MOCANU, GIANINA	60006.01 - Commutateurs pour le projet Ste-Catherine- Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 598,48 $	
JULIE MC DUFF	1418251	21 JUIN 2020	MONET, PHILIPPE	70024-NCPC _Autoriser une dépense de 21,000 $ (avant taxes) pour effectuer les analyses nécessaires au développement des livrables_consultante Julie McDuff_18/06/2020- Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Cour municipale et magistrature	21 000,00 $	
LES BLUEBEAR (T.M.)	1418988	25 JUIN 2020	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement - Licences Lace principale et secondaire - Période du 30 septembre 2020 au 30 septembre 2021 - Conformément à la soumission 2297	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 399,00 $	
ONIX NETWORKING CANADA INC	1417594	17 JUIN 2020	MONET, PHILIPPE	70501 ¿ Autoriser une dépense en gré-à-gré à la firme Onix Canada Networking Inc. pour l¿acquisition de 32 licences kits Hangout, pour un montant de 8399,00$ (USD) _Nathalie Allaire_1er juin 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 686,80 $	
PRODUCTION ELECTRONIQUE INC.	1400079	16 JUIL. 2020	MONET, PHILIPPE	PTI 68008.07-SÉRAM_Acquisition d¿équipements de système d¿antennes et de services professionnels pour le SPVM_Martine Piché_18/02/2020 - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	22 463,35 $	
SYSTEMES DE GESTION HEURISTIC INC.	1423995	28 JUIL. 2020	MONET, PHILIPPE	Service des technologies de l¿information- SP-28020 ¿Autoriser une dépense de 6000 $ (taxes non incluses) pour acquérir les services professionnels. Contrat de gré à gré auprès de la firme SYSTEMES DE GESTION HEURISTIC INC._Maria Cissé Ouma	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 137,03 $	
TELFLEX TECHNOLOGIE INC.	1416619	11 JUIN 2020	MONET, PHILIPPE	68420.17_Accorder un contrat de gré à gré à la firme TELFLEX TECHNOLOGIE INC(Fournisseur unique). pour l¿achat d¿un système de communication mobile BaseCamp pour un montant maximale de 82 207,13 $_Sébastien BERTEAU_10/06/2020- STI	Technologies de l'information	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	75 066,06 $	
TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.	1423665	26 JUIL. 2020	MONET, PHILIPPE	Service des technologies de l¿information- SP - 70151_Accorder un contrat gré à gré de 9 775 $ avant taxes pour des services de traduction du français vers l¿anglais suivi et faire l¿adaptation du sens des contenus pour le nouveau portailWeb	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 110,74 $	
VESTA SOLUTIONS COMMUNICATIONS CORP.	1415696	07 JUIN 2020	MOCANU, GIANINA	68037.03 - LTE Public - 100 licences pour les groupes d¿appel multi-RFSS dans l¿interface ISSI- Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 748,13 $	
WSP CANADA INC.	1416042	09 JUIN 2020	MONET, PHILIPPE	72080.02_Accorder un mandat de 79,785$ (taxes non incluses) pour des services professionnels pour la rédaction et montage du cahier des charges de l¿appel d¿offres (portion immeubles) à la firme WSP CANADA INC. _Sébastien Berteau_21/05/20	Technologies de l'information	Communications d'urgence 911	83 764,28 $	

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er JUIN AU 31 JUILLET 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ZOHO CORPORATION	1422859	21 JUIL. 2020	THIBAULT, GERVAIS	Renouvellement- Zoho Workplace -Centre de sécurité civile - Hébergement des adresses courriels - Période du 15 juin 2020 au 15 janvier 2021 - Quote of jun 25th 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 863,97 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2173877629	26 JUIN 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuel téléphonie sans-fil_No facture:2173877629	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 947,78 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2185079070	16 JUIL. 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuel téléphonie cellulaire_No facture:2185079070	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 948,01 $	
TELUS	35621166015	26 JUIN 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuel téléphonie sans-fil_No facture:35621166015	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 132,94 $	
TELUS	35621166016	21 JUIL. 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuel téléphonie cellulaire_No facture:35621166016	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 132,94 $	
ARCHITECTURE EVOQ INC.	1423346	23 JUIL. 2020	CAREAU, LUCIE	Services Professionnels - Analyse du potentiel architectural dans le cadre du projet de requalification des édifices Lucien-Saulnier et Annexes - Service de l'Urbanisme et de la Mobilité	Urbanisme et mobilité	Biens patrimoniaux	66 667,06 $	
CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS (CIRANO)	1416331	10 JUIN 2020	GAGNON, LUC	OBNL-Établir un cadre de réflexion à partir de résultats de recherches antérieures qui permettent d¿appuyer la stratégie de densification et de maillage du réseau structurant de transport collectif de la Ville de Montréal-SUM	Urbanisme et mobilité	Conseil et soutien aux instances politiques	16 266,76 $	
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL	1423776	27 JUIL. 2020	GAGNON, LUC	SUM - Octroyer un contrat pour réaliser une étude sur l¿amélioration des conditions de vie et de mobilité des résidents des quartiers traversés par la ligne rose.	Urbanisme et mobilité	Conseil et soutien aux instances politiques	21 238,00 $	
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL	1424137	29 JUIL. 2020	GAGNON, LUC	SUM - Services professionnels - recenser et analyser les effets d¿une infrastructure de transport en commun	Urbanisme et mobilité	Conseil et soutien aux instances politiques	18 760,00 $	
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1417673	17 JUIN 2020	GAGNON, VALERIE	OBNL-Services professionnels Accompagnement post-sommet et en structuration de la démarche- Service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	45 225,00 $	
TRAFFICWARE	1416373	10 JUIN 2020	DAMOU, MESTAPHA	Renouvellement Logiciel Synchro 10 - Équipe Jean-Philippe Desmarais- SUM	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 319,38 $	
UNIVERSITE MCGILL	1417703	17 JUIN 2020	GAGNON, LUC	Institution gouvernementale-Services professionnels-MANAUGH - Analyse de la contribution Ligne rose. Mandat qui a pour objectif de s¿assurer que ce projet, tel que prévu actuellement, améliorera l¿équité sociale dans la région.- SUM	Urbanisme et mobilité	Conseil et soutien aux instances politiques	22 352,00 $	
CORPORATION DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL	039247000	29 JUIL. 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Projet intitulé : "Chaire de recherche sur l'évaluation et la mise en oeuvre de la durabilité en transport_No facture:039247000	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	12 500,00 $	
						Total =	**49 348 634,45 $**	

Article 6.01

Service du Greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

AOÛT 2020

Étude de la Norme 37 001 : Systèmes de management anti-corruption

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Commission sur les finances et l'administration

Rapport déposé au conseil municipal le 24 août 2020 et au conseil d'agglomération le 27 août 2020

Montréal

LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Richard Deschamps
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Lasalle

VICE-PRÉSIDENTS

M. Georges Bourelle
Maire
Ville de Beaconsfield

M. Alan DeSousa
Maire
Arrondissement de Saint-Laurent

MEMBRES

Mme Lisa Christensen
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

M. Richard Guay
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Marie-Andrée Mauger
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Verdun

M. Pierre Lessard-Blais
Maire
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Mme Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Ville-Marie

M. Peter McQueen
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce

M. Philipe Tomlinson
Maire
Arrondissement d'Outremont

M. Alex Bottausci
Maire
Ville de Dollard-des-Ormeaux

M. Alain Vaillancourt
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement du Sud-Ouest

Montréal, le 24 août 2020

Monsieur Michel Bissonet
Vice-président du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Monsieur le Vice-président,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations suite à l'étude la *Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal implante la norme ISO 37 001, une certification anticorruption* (CM18 1290).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Vice-président, nos salutations distinguées.

Richard Deschamps
Président

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Richard Deschamps
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Lasalle

VICE-PRÉSIDENTS

M. Georges Bourelle
Maire
Ville de Beaconsfield

M. Alan DeSousa
Maire
Arrondissement de Saint-Laurent

MEMBRES

Mme Lisa Christensen
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

M. Richard Guay
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Marie-Andrée Mauger
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Verdun

M. Pierre Lessard-Blais
Maire
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Mme Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Ville-Marie

M. Peter McQueen
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce

M. Philipe Tomlinson
Maire
Arrondissement d'Outremont

M. Alex Bottausci
Maire
Ville de Dollard-des-Ormeaux

M. Alain Vaillancourt
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement du Sud-Ouest

Montréal, le 27 août 2020

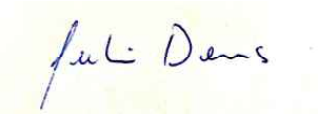
Madame Manon Barbe
Vice-présidente du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la Vice-présidente,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations suite à l'étude la *Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal implante la norme ISO 37 001, une certification anticorruption* (CM18 1290).

Nous vous prions d'agréer, Madame la Vice-présidente, nos salutations distinguées.





Richard Deschamps
Président

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Table des matières

1. Introduction 2
2. La démarche de la Commission 2
3. Les recommandations de la Commission 2
4. Remerciements 7
Annexe 1 : Mandat de la Commission (CM19 0947) 8
Annexe 2 : Personnel ressource en soutien à la Commission 11

1. Introduction

Le 23 octobre 2018, le conseil de ville confiait le mandat à la Commission sur les finances et l'administration d'étudier la *Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal implante la norme ISO 37 001, une certification anticorruption* (CM18 1290).

Le présent rapport décrit d'abord le déroulement des travaux de la Commission en lien avec ce mandat. La deuxième partie présente intégralement les considérants et les recommandations adoptées en séance de travail par la Commission, le 3 juillet 2020.

En Annexe, outre la résolution du conseil municipal (**Annexe 1**), se trouve la liste du personnel ressource en appui à la Commission pour ce mandat (**Annexe 2**).

2. La démarche de la Commission

Afin d'épauler la Commission dans ses travaux, le Bureau du Contrôleur général a été désigné comme service porteur pour le présent dossier.

Ainsi, le Contrôleur général est venu en séance de travail faire une présentation à la Commission au sujet de la norme ISO 37 001. La Commission a entamé immédiatement son travail d'élaboration des recommandations au terme de la présentation. Elle s'est ensuite réunie à une autre reprise pour finaliser ses recommandations et les adopter à l'unanimité le 3 juillet 2020.

Ces recommandations, fruit du travail de 12 commissaires, élu.es de Montréal ou des villes liées, constituent le cœur du présent rapport et sont reproduites intégralement à la section 3 du présent rapport.

3. Les recommandations de la Commission

COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

Norme ISO 37 001 – Système de management anti corruption (SMAC)

RECOMMANDATIONS

À la suite de l'étude de la *Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal implante la norme ISO 37 001, une certification anticorruption*, la Commission sur les finances et l'administration (CFA) remercie le Contrôleur général et son équipe pour leur collaboration et leur expertise.

Au terme de cet exercice, la CFA formule les recommandations suivantes :

1. Une norme qui n'adresse pas adéquatement les enjeux propres à la Ville en matière de lutte à la collusion

CONSIDÉRANT que le Canada se situe au 12e rang mondial (sur 180 pays) au *Corruption Perceptions Index 2019* publié par Transparency International, un organisme reconnu mondialement et dont la mission vise à combattre la corruption[1];

CONSIDÉRANT le rapport du Bureau de l'Inspecteur général sur le remorquage faisant état de stratagèmes de collusion au sein de ce secteur d'activité[2];

CONSIDÉRANT le rapport du Bureau de l'Inspecteur général sur le déneigement faisant état de stratagèmes de collusion au sein de ce secteur d'activité[3];

CONSIDÉRANT que les cas de corruption portés à l'attention de la Commission s'avèrent a priori moins nombreux et moins coûteux que ceux liés à la collusion[4];

CONSIDÉRANT que la norme ISO 37 001 n'aborde pas spécifiquement la fraude, les ententes et autres délits antitrust / de concurrence (c'est-à-dire la collusion)[5];

CONSIDÉRANT que la norme ISO 37 001 ne répond donc pas adéquatement aux enjeux et aux besoins que pourrait rencontrer la Ville en matière de lutte à la collusion;

2. Des coûts qui dépassent les gains escomptés

CONSIDÉRANT les efforts concertés et les ressources considérables qui devraient être déployées pour l'obtention et le maintien de la certification, soit :

- un leadership et un engagement politique et administratif forts, et ce, à tous les niveaux et à tous les instants;
- l'allocation et l'affectation de ressources humaines et financières suffisantes à la création d'une fonction de conformité anticorruption qui devra, entre autres, superviser la conception du système de

[1] Transparency International, (2019) « Corruption perception Index » [En ligne] https://www.transparency.org/en/countries/canada (page consultée le 29 juin 2020)
[2] Bureau de l'Inspecteur général (2017) « Rapport sur l'industrie du remorquage à Montréal (art. 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal*)» [En ligne] https://www.bigmtl.ca/wp-content/uploads/2017/04/Rapport-situation-globale-remorquage.pdf
[3] Bureau de l'Inspecteur général (2015) « Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal (art. 57.1.23 par. 2 Charte de la Ville de Montréal) » [En ligne] https://www.bigmtl.ca/wp-content/uploads/2016/06/rapport-deneigement-pratiques-montreal_2015-11-23.pdf
[4] Normandin, Pierre-André. « Collusion à Montréal : jusqu'à 500 millions payés en trop ». *La Presse.* [En ligne] https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201304/10/01-4639716-collusion-a-montreal-jusqua-500-millions-payes-en-trop.php (page consultée le 20 juin 2020)
[5] ISO. « ISO 37001:2016 Systèmes de management anticorruption — Exigences et recommandations de mise en œuvre » [En ligne] https://www.iso.org/fr/standard/65034.html (page consultée le 20 juin 2020)

management anticorruption (SMAC), fournir des conseils au personnel sur son application, s'assurer qu'il est conforme à la Norme et rendre compte de sa performance;
- les ressources dédiées à la documentation du SMAC, notamment par une analyse du contexte dans lequel la Ville évolue et une évaluation des risques de corruption;
- la mise en place de mécanismes pour surveiller, mesurer, analyser et évaluer l'efficacité du SMAC et l'ajuster en conséquence;
- la mise en place du SMAC ou de moyens propres de contrôle anticorruption au sein des entités sur lesquelles la Ville exerce un contrôle;
- les honoraires liés à l'obtention de la certification et à son renouvellement;
- le volume d'information important à fournir pour se conformer aux exigences;

CONSIDÉRANT que des audits de suivis annuels sont requis et un audit de recertification doit être appliqué tous les 3 ans;

CONSIDÉRANT que les coûts estimés pour la mise en œuvre et le maintien de la certification surpassent les gains escomptés;

3. Des exigences déjà répondues par la ville

CONSIDÉRANT que la Ville répond déjà en tout ou en partie aux exigences prévues dans la norme ISO 37 001 par l'entremise de plusieurs mécanismes dont :

- Le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal et les formations données à son sujet par le Contrôleur général;
- Les formations sur la gestion contractuelle et l'identification des risques de corruption offertes aux cadres et aux employé.es de la Ville et les formations du BIG;
- Les dispositions dans la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* interdisant d'exercer des mesures de représailles à l'égard d'employé.es dénonçant des situations illicites;
- Les vérifications pré-emploi menées par le Contrôleur général (antécédents judiciaires et enquête de crédit) autant pour les employé.es que pour les cadres;
- La distribution systématique du Code de conduite aux employé.es, lesquels doivent attester en avoir pris connaissance lors de leur entrée en fonction;
- Les déclarations d'intérêt pécuniaires annuelles des cadres de direction;
- Les vérifications annuelles des états financiers de la Ville dont les procédures visent à obtenir des informations sur les risques liés à la fraude et à la corruption;
- La Politique de gestion contractuelle en vigueur, laquelle :
    - informe les partenaires commerciaux de la Ville de leurs obligations et des conséquences d'un manquement;
    - rend inadmissible au dépôt d'une soumission, pendant une période déterminée, toute personne ayant tenté ou effectué un acte de corruption;
    - permet de rendre inadmissible, au cours de l'exécution d'un contrat, toute personne ayant tenté ou effectué un acte de corruption;

- Le système de contrôle interne permettant de gérer les risques de corruption incluant, entre autres, une politique de délégation de pouvoirs, un système de suivi des décisions (GDD) et un audit annuel des états financiers de la Ville;
- Le système de préqualification des fournisseurs en vigueur (via une attestation émise par l'Autorité des marchés publics);
- La Politique d'évaluation des fournisseurs de la Ville actuellement en vigueur;
- Les trois instances (Contrôleur général, Bureau de l'Inspecteur général et Bureau du Vérificateur général) qui ont mis en place divers mécanismes de communication permettant de recevoir, en toute confidentialité, des dénonciations relatives à la corruption et de les transmettre aux autorités compétentes aux fins de procédures légales;

CONSIDÉRANT que la Ville peut, sans être certifiée, mettre en place tous les mécanismes de prévention de la corruption prévus par la norme 37 001 et même d'autres mécanismes qui seraient inspirés des meilleures pratiques;

CONSIDÉRANT les nombreuses structures de la Ville qui veillent déjà au respect des obligations contractuelles des fournisseurs, à la probité des fonctionnaires ainsi qu'à la prévention et la lutte à la collusion et à la corruption (Bureau de l'Inspecteur général, Contrôleur général, Bureau du Vérificateur général, Commission sur l'examen des contrats, Commission sur l'Inspecteur général, Comité de vérification);

CONSIDÉRANT les nombreuses instances externes à la Ville dont la surveillance et les enquêtes contribuent aux mêmes objectifs (Unité permanente anticorruption, Commission municipale du Québec, Autorité des marchés publics, Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, etc.);

CONSIDÉRANT la volonté de la Commission de lutter de façon efficace et agile contre la collusion et la corruption sans l'ajout d'une structure supplémentaire à la Ville;

4. Un outil plus ou moins adapté à la gouvernance montréalaise

CONSIDÉRANT que l'entité responsable d'assurer la conformité anticorruption au sein de la Ville devrait avoir l'autorité pour pouvoir entreprendre une enquête liée à des allégations de corruption visant une personne élue;

CONSIDÉRANT qu'aucune entité au sein de l'administration montréalaise ne dispose actuellement d'une telle compétence;

CONSIDÉRANT la complexité de mettre en œuvre cette exigence, laquelle nécessiterait possiblement une modification législative;

CONSIDÉRANT la complexité liée à l'obtention et au maintien de la certification à l'échelle de la Ville, compte tenu de l'autonomie des arrondissements qui pourraient décider de se retirer du processus;

CONSIDÉRANT que la certification ISO 37 001 est plus ou moins adaptée à la gouvernance complexe de l'agglomération de Montréal;

5. Le risque d'un faux sentiment de sécurité

CONSIDÉRANT que la Norme spécifie qu'il n'est pas possible d'éliminer complètement le risque de corruption et qu'aucun système de management anticorruption ne sera capable de prévenir et de détecter toutes les formes de corruption»;

CONSIDÉRANT l'impact sur la confiance du public qu'aurait un cas avéré de corruption suite à la mise en place de la Norme;

CONSIDÉRANT que la lutte à la collusion et à la corruption exige de demeurer constamment aux aguets et de questionner et bonifier sans cesse les processus en place;

CONSIDÉRANT que la certification de la Ville de Montréal serait susceptible de générer un faux sentiment de sécurité;

6. Des expériences municipales peu probantes à ce jour

CONSIDÉRANT les écueils rencontrés par les municipalités et arrondissements montréalais (Sud-Ouest et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles) qui ont entamé le processus de certification (complexité de l'arrimage entre les arrondissements et la Ville centre, enjeux relatifs aux livrables par le consultant responsable du diagnostic, lourdeur et coûts du processus de certification, qualité moyenne des rapports fournis, etc.);

CONSIDÉRANT que les deux arrondissements montréalais qui ont entrepris de telles démarches ont abandonné le processus de certification et ont plutôt privilégié la mise en place de mesures inspirées de la Norme;

CONSIDÉRANT le peu d'expériences municipales convaincantes à ce jour pour obtenir cette certification;

7. Un processus de certification qui doit être crédible

CONSIDÉRANT que, pour obtenir la certification ISO 37 001, un audit de certification doit être effectué par un organisme de certification externe;

CONSIDÉRANT que l'organisme ISO ne fournit pas le service de certification et ne délivre pas de certificat, ces services étant assurés par des organismes de certification externes;

CONSIDÉRANT que ces organismes de certification externe peuvent être au préalable accrédités par ISO, mais que cette condition n'est pas obligatoire[6];

[6] ISO. « Certification » [En ligne] https://www.iso.org/fr/certification.html (page consultée le 29 juin 2020)

CONSIDÉRANT qu'à la connaissance de la Commission, aucun organisme québécois n'a reçu une telle accréditation dans le cadre de la norme ISO 37 001;

CONSIDÉRANT que, pour aller de l'avant dans le cadre de la certification, la Ville devrait donc être accompagnée et auditée par un organisme externe qui n'est pas lui-même accrédité par ISO;

CONSIDÉRANT qu'une telle démarche de certification doit faire l'objet des plus hauts standards et doit être crédible;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'organismes accrédités pour accompagner et auditer la Ville, ces critères de qualité et de crédibilité sont difficiles à atteindre si la Ville fait le choix de se lancer dans le processus de certification à court terme;

La Commission recommande de :

R-1 Ne pas procéder à la mise en œuvre de la certification ISO 37 001.

R-2 Miser sur la formation continue de la fonction publique et des personnes élues pour déjouer les stratagèmes de collusion et de corruption sur son territoire.

R-3 Identifier une instance pour maintenir une vigie continuelle, recenser et diffuser les meilleures pratiques pour détecter et contrer la collusion et la corruption et mettre à jour les processus de la Ville en conséquence.

R-4 Encourager les unités d'affaires et les arrondissements à s'inspirer des meilleures pratiques en vigueur pour bonifier au besoin les mécanismes déjà en place pour lutter contre la collusion et la corruption.

R-5 Veiller à ce que les unités d'affaires responsables des mesures de lutte à la collusion et à la corruption disposent des ressources financières et humaines nécessaires pour bien remplir leur fonction.

****

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité en séance de travail, le 3 juillet 2020.

4. Remerciements

La Commission sur les finances et l'administration tient à remercier sincèrement les personnes-ressources de la Ville de Montréal qui l'ont soutenue dans la réalisation de ce mandat et dont les noms sont présentés en annexe**.**

Conformément à la règlementation sur les commissions permanentes du conseil municipal, le présent document peut être consulté sur la le site web des commissions permanentes (ville.montreal.qc.ca/commissions), de même qu'au Service du greffe de la Ville de Montréal.

Annexe 1 : Mandat de la Commission (CM19 0947)

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 22 octobre 2018 Séance tenue le 23 octobre 2018	Résolution: CM18 1290

Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal implante la norme ISO 37 001, une certification anticorruption

Attendu que la corruption est l'un des fléaux les plus nuisibles et difficiles à contrer à l'échelle mondiale, notamment dans les organisations publiques et gouvernementales;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté plusieurs mesures au cours des dernières années afin de continuer à combattre la corruption, notamment la création du Bureau de l'Inspecteur général, l'adoption d'un règlement en place d'une simple politique de gestion contractuelle et la mise sur pied d'un programme d'évaluation des fournisseurs;

Attendu que l'*International Organization for Standardization* (ISO) et les normes qu'elle produit sont reconnues dans 162 pays dans le monde;

Attendu qu'en 2016, la norme de gestion anticorruption ISO 37 001 a été élaborée pour aider les organismes, incluant les entités publiques, à lutter contre la corruption et à promouvoir une culture d'éthique;

Attendu qu'en dépit des efforts mis en œuvre par la Ville de Montréal, la lutte à la corruption demeure une préoccupation de tous les jours et que la Ville veut rester un chef de file dans ce domaine;

Attendu qu'en appliquant cette norme, la Ville de Montréal disposera des meilleurs outils pour maintenir une approche proactive en matière de lutte contre la corruption et déploiera une série de mesures efficaces qui permettront à l'administration de prévenir, de détecter, de corriger et d'éliminer la corruption;

Attendu que l'arrondissement du Sud-Ouest a annoncé en 2017 qu'il entamait le processus afin d'obtenir la certification ISO 37 001 et a adopté en juillet 2017 une résolution à cet effet;

Attendu que le gouvernement du Québec a annoncé, en juin 2018, la mise en place d'un projet pilote impliquant Hydro-Québec, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, le ministère de la Famille, le Centre de services partagés du Québec ainsi que la Ville de Québec visant l'implantation de la norme ISO 37 001 au Québec;

Attendu que les municipalités québécoises de Brossard, Granby, Repentigny, Saint-Calixte, Saint-Colomban, Saint-Jérôme, Sainte-Julienne ont également entamé le processus pour obtenir la norme ISO 37 001;

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Patricia Lattanzio

1- que le conseil municipal mandate la Direction générale de la Ville de Montréal afin que celle-ci amorce le processus et implante la certification anticorruption conformément à la norme ISO 37 001 — Système de management anticorruption;

2- que la Ville de Montréal encourage les arrondissements à entamer le même processus afin d'obtenir la certification ISO 37 001;

3- que la Ville de Montréal réaffirme son dévouement à lutter contre la corruption et engage l'ensemble de son organisation à implanter toutes les mesures et plans d'action nécessaires à l'amélioration des pratiques anticorruption au sein des unités de la Ville.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

appuyé par M. François Limoges

de référer la présente motion à la Commission sur les finances et l'administration pour en faire l'étude, conformément au 5^{o} paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, donne la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle exprime le souhait que la présente motion soit plutôt référée à la Commission sur l'inspecteur général pour étude.

La présidente du conseil donne la parole à la conseillère Lavigne Lalonde

La conseillère Lavigne Lalonde informe le chef de l'opposition officielle que l'Administration ne consent pas à ce que la motion soit référée à la Commission sur l'inspecteur général.

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare que l'article 65.03 est référé pour étude à la Commission sur les finances et l'administration, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 25 octobre 2018

Annexe 2 : Personnel ressource en soutien à la Commission

Liste des représentantes et représentants de la Ville de Montréal concernés

M. Alain Bond, Contrôleur général

M. Étienne Quenneville, Vérificateur principal, bureau du Contrôleur général

Service du Greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Autrice
Julie Demers, secrétaire recherchiste

ville.montreal.qc.ca

Article 6.02

Service du Greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

AOÛT 2020

Étude du Rapport 2019 du Bureau du Vérificateur général

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Commission sur les finances et l'administration

Rapport déposé au conseil municipal le 24 août 2020 et au conseil d'agglomération le 27 août 2020

Montréal

LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Richard Deschamps
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Lasalle

VICE-PRÉSIDENTS

M. Georges Bourelle
Maire
Ville de Beaconsfield

M. Alan DeSousa
Maire
Arrondissement de Saint-Laurent

MEMBRES

Mme Lisa Christensen
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

M. Richard Guay
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Marie-Andrée Mauger
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Verdun

M. Pierre Lessard-Blais
Maire
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Mme Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Ville-Marie

M. Peter McQueen
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce

M. Philipe Tomlinson
Maire
Arrondissement d'Outremont

M. Alex Bottausci
Maire
Ville de Dollard-des-Ormeaux

M. Alain Vaillancourt
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement du Sud-Ouest

Montréal, le 24 août 2020

Monsieur Michel Bissonet
Vice-président du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Monsieur le Vice-président,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations suite à l'étude du *Rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019*.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Vice-président, nos salutations distinguées.

Richard Deschamps
Président

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Richard Deschamps
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Lasalle

VICE-PRÉSIDENTS

M. Georges Bourelle
Maire
Ville de Beaconsfield

M. Alan DeSousa
Maire
Arrondissement de Saint-Laurent

MEMBRES

Mme Lisa Christensen
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

M. Richard Guay
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Marie-Andrée Mauger
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Verdun

M. Pierre Lessard-Blais
Maire
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Mme Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Ville-Marie

M. Peter McQueen
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce

M. Philipe Tomlinson
Maire
Arrondissement d'Outremont

M. Alex Bottausci
Maire
Ville de Dollard-des-Ormeaux

M. Alain Vaillancourt
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement du Sud-Ouest

Montréal, le 27 août 2020

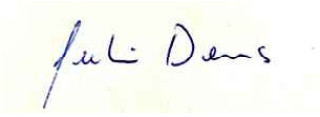
Madame Manon Barbe
Vice-présidente du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la Vice-présidente,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations suite à l'étude du *Rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019*.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Vice-présidente, nos salutations distinguées.





Richard Deschamps
Président

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

Table des matières

1. Introduction 2

2. La démarche de la Commission 2

2.1 Présentation du Rapport annuel du Vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 2

2.2 Adoption des recommandations 2

3. Les recommandations de la Commission 2

4. Remerciements 5

Annexe 1 : Personnel ressource en soutien à la Commission 6

1. Introduction

Suivant le programme d'activités des commissions permanentes pour l'année 2020[1], la Commission sur les finances et l'administration a étudié le *Rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019*.

La Commission s'est réunie à huis clos à trois reprises pour prendre connaissance du rapport, élaborer, puis adopter ses recommandations.

2. La démarche de la Commission

2.1 Présentation du Rapport annuel du Vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

Lors d'une première rencontre, le 22 juin 2020, Mme Michèle Galipeau, vérificatrice générale, a procédé à la présentation des principaux constats contenus dans le *Rapport du Vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019*.

Elle était accompagnée de M. François Arbez, vérificateur adjoint, ainsi que de Mme France Lessard, vérificatrice générale adjointe. Les représentants et représentantes du Bureau du Vérificateur général (BVG) ont ensuite répondu aux questions des membres de la Commission.

2.2 Adoption des recommandations

Les commissaires se sont ensuite réunis à deux reprises pour élaborer leurs recommandations. Les sept recommandations ont été adoptées à l'unanimité le 3 juillet 2020.

Ces recommandations, fruit du travail de 12 commissaires, élu.es de Montréal ou des villes liées, constituent le cœur du présent rapport et sont reproduites intégralement à la section 3 du présent rapport.

3. Les recommandations de la Commission

À la suite de l'étude du rapport 2019 de la Vérificatrice générale, la Commission sur les finances et l'administration (CFA) remercie l'équipe du Bureau du Vérificateur général pour sa collaboration et son professionnalisme.

Quoique plusieurs des recommandations de la Vérificatrice générale s'adressent spécifiquement à certains arrondissements et à certains services centraux, la Commission invite l'ensemble des instances et unités d'affaires de la Ville à s'inspirer des meilleures pratiques suggérées dans son rapport et à les mettre en œuvre dans leur milieu respectif.

Au terme de cet exercice, la CFA formule les recommandations suivantes :

[1] Résolutions CM20 0168 et CG20 0082

1. Mise en œuvre des recommandations de la vérificatrice générale

Considérant la très grande rigueur du rapport 2019 de la Vérificatrice générale,

Considérant que le taux de mise en œuvre des recommandations de la Vérificatrice générale pour l'année 2018 n'est que de 27%[2],

Considérant le déclin observé au cours des 5 dernières années du taux de mise en œuvre des recommandations de la VG, et ce, malgré les mesures mises en place par le Contrôleur général et le Comité de vérification pour en assurer le suivi auprès des unités d'affaires de la Ville[3],

La Commission recommande de :

R-1 Endosser l'ensemble des recommandations contenues dans le rapport 2019 de la Vérificatrice générale ;

R-2 Multiplier les stratégies pour augmenter le taux de mise en œuvre des recommandations de la Vérificatrice générale dès cette année, par exemple en **:**

- liant la rémunération des cadres à la mise en œuvre des recommandations de la VG qui les concernent,
- demandant que soit intégrée dans les présentations budgétaires des unités d'affaires une diapositive rendant compte du suivi de la mise en œuvre des recommandations de la VG,
- lançant un message fort à la fonction publique montréalaise à l'effet qu'il s'agit d'une priorité à la Ville, notamment en intégrant dans les orientations stratégiques de la Ville la mise en œuvre des recommandations de la VG,
- bonifiant l'arrimage des pratiques du Bureau du VG, du Comité de vérification et du bureau du Contrôleur général de façon à bonifier et systématiser la reddition de compte.

2. Rapport préélectoral

Considérant que le Service des finances élabore actuellement le gabarit du rapport préélectoral que la VG sera appelée à compléter avant la prochaine élection municipale;

Considérant que la Vérificatrice générale recommande que ce modèle soit adopté par le conseil municipal ;

Considérant que ce document est d'intérêt pour la Commission sur les finances et l'Administration ;

Considérant l'expertise de la CFA concernant les processus budgétaires à la Ville,

Considérant que c'est la première fois que la Ville met en place un tel outil budgétaire au service des

[2] Bureau du Vérificateur général. (2020) « Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 au conseil municipal et au conseil d'agglomération » [En ligne] http://www.bvgmtl.ca/wp-content/uploads/2020/06/RA_2019_FR_Complet-1.pdf, p.506

[3] *Ibid.* p.505

personnes élues;

La Commission recommande de :

R-3 Recevoir une présentation en séance de travail du gabarit de rapport préélectoral préparé par le Service des finances dès que possible.

3. Plan de relève des ressources humaines

Considérant que 25% du personnel de la Ville de Montréal sera éligibles à la retraite au cours des 5 prochaines années et qu'une hausse de départs volontaires et du taux de roulement est constatée,[4]

Considérant les lacunes dans les divers plans de main-d'œuvre identifiées dans l'audit concernant la gestion de la relève des ressources humaines du rapport 2019 de la VG[5],

Considérant que la VG a souligné à la CFA la nécessité d'un changement de culture au sein du Service des ressources humaines;

La Commission recommande de :

R-4 Mettre en œuvre le plus rapidement possible un plan de relève des ressources humaines flexible et agile qui réponde aux exigences soulevées dans le rapport 2019 de la VG,

R-5 Prévoir au sein de ce plan de relève des mesures pour assurer une juste représentation de la diversité montréalaise au sein de sa fonction publique,

R-6 Présenter à la CFA, lors de l'étude du budget 2021, un état de situation sur les mesures mises en place pour assurer la relève des ressources humaines à la Ville.

4. Gestion des programmes municipaux d'habitation découlant de l'entente-cadre « Réflexe-Montréal »

Considérant la pénurie de logements actuelle sur le territoire montréalais[6];

Considérant que le Québec est la seule province à ne pas avoir convenu d'entente sur la façon dont l'argent de la *Stratégie nationale sur le logement* doit être dépensé;

Considérant que des sommes importantes destinées au logement social tardent actuellement à être transférées au gouvernement du Québec alors que les besoins en logement sont criants[7],

---

[4] *Ibid.* p.21
[5] *Ibid.* p.297-346
[6] GIGUÈRE, Ugo. « La crise du logement se dirige vers un nouveau sommet » La Presse, 13 juin 2020 [En ligne] https://www.lapresse.ca/actualites/2020-06-13/la-crise-du-logement-se-dirige-vers-un-nouveau-sommet (page consultée le 2020-06-23)
[7] PORTER, Isabelle. « Dialogue de sourds entre Québec et Ottawa sur le logement », Le Devoir, 4 octobre 2019 [En ligne] https://www.ledevoir.com/politique/quebec/564076/dialogue-de-sourds-entre-quebec-et-ottawa-sur-le-logement (page consultée le 2020-06-23)

La Commission recommande de :

R-7 Poursuivre les représentations auprès des paliers de gouvernement provincial et fédéral pour qu'une entente soit rapidement signée et que les fonds fédéraux prévus dans la *Stratégie nationale sur le logement* soient transférés au gouvernement du Québec.

****

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité en séance de travail, le 3 juillet 2020.

4. Remerciements

La Commission sur les finances et l'administration tient à remercier sincèrement les personnes-ressources de la Ville de Montréal qui l'ont soutenue dans la réalisation de ce mandat et dont les noms sont présentés en annexe 1**.**

Conformément à la règlementation sur les commissions permanentes du conseil municipal, le présent document peut être consulté sur la le site web des commissions permanentes (ville.montreal.qc.ca/commissions), de même qu'au Service du greffe de la Ville de Montréal.

Annexe 1 : Personnel ressource en soutien à la Commission

Liste des représentantes et représentants de la Ville de Montréal concernés

Mme Michèle Galipeau, vérificatrice générale

Mme France Lessard, vérificatrice-adjointe au Bureau du Vérificateur général

Louis Arbez, vérificateur-adjoint au Bureau du Vérificateur général

Service du Greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Autrice
Julie Demers, secrétaire recherchiste

ville.montreal.qc.ca

PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC

BY-LAW NO. 2557

BY-LAW 2557 INSTITUTING TEMPORARY SAFETY MEASURES RELATED TO THE COVID-19 VIRUS ON THE TERRITORY OF THE CITY OF CÔTE SAINT-LUC

At a Special Council Sitting of the Côte Saint-Luc City Council, held at the City Hall, 5801 Cavendish Boulevard, on Monday, June 1, 2020, at 8:00 pm at which were present:

Mayor Mitchell Brownstein, B. Comm., B.C.L., L.L.B

Councillor Sidney Benizri

Councillor Dida Berku, B.C.L.

Councillor Mike Cohen, B.A.

Councillor Steven Erdelyi, B.Sc., B.Ed.

Councillor Mitch Kujavsky, B. Comm.

Councillor Oren Sebag, B.Sc. RN MBA

Councillor David Tordjman, Eng.

ALSO PRESENT:

Ms. Tanya Abramovitch, City Manager

Ms. Nadia Di Furia, Associate City Manager

M^{e} Jonathan Shecter, Co-City Manager Director of Legal Services and City Clerk

M^{e} Jason Prévost, Assistant City Clerk, acting as secretary of the meeting

WHEREAS a notice of motion for the present By-law was given at a Special Sitting of the City Council held on May 25, 2020;

PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC **BY-LAW 2557**

WHEREAS on March 11, 2020 the World Health Organization declared a global pandemic related to the spread of the COVID-19 virus;

WHEREAS on March 13, 2020 the Quebec government declared a state of emergency in the province of Quebec due to the spread of the COVID-19 virus, which was subsequently renewed on several occasions by way of decrees;

WHEREAS the City of Côte Saint-Luc ("City") declared a local state of emergency on its territory on March 17, 2020 due to the COVID-19 virus;

WHEREAS sections 55 and 62 of the Municipal Powers Act (C.Q.L.R., chapter c-47.1) allow municipalities to adopt by-laws in matters of sanitation and security;

WHEREAS section 85 of the Municipal Powers Act (C.Q.L.R., chapter c-47.1) allows municipalities to adopt by-laws to ensure peace, order, good government, and the general welfare of its citizens;

WHEREAS the Côte Saint-Luc City Council wishes to institute temporary safety measures in order to further avoid the spread of the COVID-19 virus on its territory;

WHEREAS the Côte Saint-Luc City Council wishes to promote appropriate hand hygiene and physical distancing measures to ensure its citizens respect the recommendations of the Quebec health authorities such as the *Institut National de la Santé Publique du Québec* and the *Direction de la Santé Publique*;

It is ordained and enacted by By-law No. 2557 as follows:

THAT the preamble of this by-law shall form an integral part thereof as if cited hereinafter at length;

Chapter 1: Interpretive and General provisions

Article 1.1 - Territory subject to this By-law

This By-Law shall apply to the territory of the City, as defined in the present By-law.

Article 1.2 – Definitions

In this By-law, unless the context indicates otherwise, the following expressions:

a) "Apartment Buildings" means Multi-family Dwellings as defined in the City zoning By-law 2217, namely, a dwelling of three (3) dwelling units or more, at least three (3) storeys and having common exterior entrances for all dwellings;

b) "City" means the City of Côte Saint-Luc and includes the entire territory of the municipality;

c) "Commercial Establishment" means any Service Commerce, Retail Commerce,

Recreational Commerce, Automobile Commerce, Restaurants and Commercial Centre, as provided by City zoning By-law 2217;

d) "Condominium Complexes" means Multi-family Dwellings as defined in the City zoning By-law 2217, namely, a dwelling of three (3) dwelling units or more, at least three (3) storeys and having common exterior entrances for all dwellings;

e) "Designated Authority" means the Persons responsible for the application and enforcement of the present By-law, as defined in article 1.3 of the present By-law;

f) "Face Coverings" means a medical mask or a non-medical mask or other face coverings such as a bandana, a scarf or cloth that covers the mouth, nose and chin ensuring a barrier that limits the transmission of infectious respiratory droplets;

g) "Face Shield" means a clear plastic face shield that covers the entire front (that extends to the chin or below) and sides of the face;

h) "Hand Washing Mechanism" means an alcohol-based hand sanitizer of at least 60% alcohol or a hand-washing station for hand disinfection;

i) "Municipal Buildings" means all municipal buildings and indoor facilities such as the City Hall, the Library, the Aquatic and Community Centre, the Public Works building and the Samuel Moskovitch Arena;

Article 1.3 – Designated Authority

The Director of the City's Public Safety Department as well as its employees and/or agents, the Director of the City's Urban Development Department as well as its employees and the *Service de police de la Ville de Montréal ("SPVM")* shall be responsible for the enforcement of this By-law and shall take any measures necessary to ensure the observance thereof.

Nothing in the preceding article abrogates or derogates from the powers already conferred to any other authority to apply or enforce the *Criminal Code* (R.S.C., c. C-46), the *Code of Penal Procedure* (C.Q.L.R. chapter C-25-1) or any other legal authorization.

Chapter 2 – Safety measures

Article 2.1 – Mandatory signage for Condominium Complexes and Apartment Buildings

It shall be mandatory for all Condominium Complexes and owners of Apartment Buildings to place at all entrances of their respective buildings the sign entitled: "Information aux propriétaires et aux locataires d'immeubles à logements multiples" as indicated within Annex A of this By-law which forms part and parcel of the present By-law. Any updates from a Quebec health authority to the aforementioned sign is subject to the same obligation.

It shall be further mandatory for all Condominium Complexes and owners of Apartment Buildings to place within strategic locations of their respective buildings the five (5) pictograms indicated within Annex A of this By-law (and furnished to each Condominium Complex or Apartment

Building by the City),which form part and parcel of the present By-law.

Non-compliance with paragraphs 1 and 2 of this article will result in the issuance of a Statement of Offense and its related fine contemplated within article 3.1 of the present by-law.

Article 2.2. – Mandatory Hand Washing Mechanism in Condominium Complexes and Apartment Buildings

It shall be mandatory for all Condominium Complexes and Apartment Buildings to install a Hand Washing Mechanism at every entrance of their respective buildings and inside every elevator or outside every elevator door of their respective buildings.

The obligation contemplated within Paragraph 1 of this article must be fulfilled within one (1) month of the coming into force of the present by-law failing which a Statement of Offense shall be issued.

Article 2.3 – Mandatory Face Coverings in Commercial Establishments

The owner of a Commercial Establishment and/or his employees shall not allow a customer into his establishment if the said customer is not wearing a Face Covering. The Face Covering must be worn inside the establishment at all times, unless it is reasonably required to temporarily remove the Face Covering for services provided by the establishment. A customer may exceptionally be exempt from wearing a Face Covering in a Commercial Establishment if the Face Covering inhibits the customer's ability to breathe in any way or for health reasons such as, but not limited to, asthma, cognitive disabilities or difficulties in hearing.

In cases where the employees of a Commercial Establishment interact with customers, it shall be mandatory for them to wear a Face Covering or install a physical barrier such as transparent plexiglass. Employees may exceptionally wear a Face Shield as an alternative to a Face Covering in justifiable situations such as, when a Face Covering inhibits an employee's ability to breathe in any way or for health reasons such as, but not limited to, asthma, cognitive disabilities or difficulties in hearing.

Article 2.4 – Security and supervision measures

It shall be mandatory for the owner and/or manager of a Commercial Establishment to implement the programme indicated within Annex B of this by-law and which forms part and parcel of this present by-law. Non-compliance will result in the issuance of a Statement of Offense and its related fine contemplated within article 3.1 of the present by-law.

The owner and/or manager of the Commercial Establishment must ensure that all his employees respect the programme and must complete the written attestation indicated within Annex C of the present By-law confirming that they will abide by the programme. The written attestation must be sent to the City's Urban Development department by email at urbanplanning@cotesaintluc.org or by certified mail at 5801 Cavendish Boulevard, Côte Saint-Luc (QC), H4W 3C3. It is the responsibility of the owner and/or manager of the Commercial Establishment to ensure the written attestation is received.

The obligations provided by paragraphs 1 and 2 of this article must be fulfilled within two (2) weeks

of the coming into force of the present by-law failing which a Statement of Offense shall be issued.

Article 2.5 – Diligence of owners and/or managers of Commercial Establishments

The owner and/or manager of a Commercial Establishment shall not be guilty of an infraction contemplated within articles 2.3 and 2.4 of the present by-law if he proves that he used reasonable diligence to require the mandatory wearing of Face Coverings for his customers inside his establishment and also used reasonable diligence to implement a safety and supervision programme.

Article 2.6 – Face Coverings in Municipal Buildings

All visitors must wear a Face Covering at all times inside Municipal Buildings. A visitor may exceptionally be exempt from wearing a Face Covering in a Municipal Building if the Face Covering inhibits the visitor's ability to breathe in any way or for health reasons such as, but not limited to, asthma, cognitive disabilities or difficulties in hearing.

Chapter 3 – Penalties and Infractions

Article 3.1 – Penalties

Any person contravening any provision of this By-Law except article 2.6 , or tolerating or permitting such a contravention, commits an infraction and is subject to a minimal fine of TWO HUNDRED DOLLARS ($200) and a maximum fine of FIVE HUNDRED DOLLARS ($500) for a first offence, plus costs, and in default of payment of such fine and costs within the delay fixed by the judge, the said judge shall impose penalties and order the procedures for execution of the judgment as are set forth in the *Code de procédure pénale*, (C.Q.L.R., c. C-25.1).

The fines set out in paragraph 1 of the present article are doubled for a repeat offence.

If the infraction continues, the offender shall be subject to the abovementioned fine and penalty for each day until the infraction ceases.

Article 3.2 – Penalties related to article 2.6

Any person contravening article 2.6 of the present by-law, or tolerating or permitting such a contravention, commits an infraction and is subject to a minimal fine of ONE HUNDRED DOLLARS ($100) and a maximum fine of FIVE HUNDRED DOLLARS ($500) for a first offence, plus costs, and in default of payment of such fine and costs within the delay fixed by the judge, the said judge shall impose penalties and order the procedures for execution of the judgment as are set forth in the *Code de procédure pénale*, (C.Q.L.R., c. C-25.1).

The fines set out in paragraph 1 of the present article are doubled for a repeat offence.

If the infraction continues, the offender shall be subject to the fine and penalty above-mentioned

for each day until the infraction ceases.

Chapter 4 – Coming in to Force and Duration of By-law

Article 4.1 – Coming into force

This by-law comes into force according to the law and shall remain in effect till August 31, 2020.

_____
MITCHELL BROWNSTEIN
MAYOR

_____
JASON PRÉVOST
ASSISTANT CITY CLERK

ORIGINAL

PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CÔTE SAINT-LUC

BY-LAW NO. 2557

BY-LAW 2557 INSTITUTING TEMPORARY SAFETY MEASURES RELATED TO THE COVID-19 VIRUS ON THE TERRITORY OF THE CITY OF CÔTE SAINT-LUC

ADOPTED: _____

IN FORCE ON: _____

ORIGINAL

Annex A

COVID-19

Information aux propriétaires et aux locataires d'immeubles à logements multiples

La transmission communautaire de la COVID-19 est présente au Québec.

Pour freiner la propagation du virus, diverses mesures sont recommandées :

AUX PROPRIÉTAIRES :

Nettoyage et désinfection tous les jours et, si possible, plusieurs fois par jour selon l'achalandage dans les aires communes (hall d'entrée, corridors, etc.)

- Des poignées de portes, interrupteurs, rampes d'escaliers, boutons d'ascenseurs et autres surfaces communes.

Installation de stations d'hygiène des mains aux entrées de l'immeuble lorsque possible

AUX LOCATAIRES :

Interdiction des visites

- Exceptions : travaux urgents (bris de plomberie, etc.) ou raisons humanitaires (soins de santé essentiels, etc.).
- ATTENTION : aucune exception pour les visiteurs ou locataires qui présentent un ou des symptômes liés à la COVID-19 (fièvre, apparition ou aggravation d'une toux, difficulté respiratoire, perte subite de l'odorat sans congestion nasale avec ou sans perte de goût) ou qui sont visés par une consigne d'isolement de la santé publique.

Interdiction de rassemblement

- Pas de visite d'une unité de logement à une autre.
- Idéalement, fermeture des aires communes.
- Si cela est impossible, par exemple dans le cas d'une salle de lavage, limiter l'accès à un nombre restreint de personnes à la fois, de manière à maintenir la distanciation physique de 2 mètres.

Livraison de nourriture ou de biens uniquement dans le hall d'entrée

- Idéalement, aucun livreur ne devrait circuler dans les corridors.



Cet outil est inspiré d'une affiche produite par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Québec.ca/coronavirus

1 877 644-4545

20-210-42W

Votre gouvernement

Québec

COVID-19

Information for Owners and Tenants of Multi-unit Residential Buildings

Quebec is affected by community transmission of COVID-19.

To limit the spread of the virus, various measures are recommended:

TO OWNERS:

Cleaning and disinfection every day and, if possible, several times a day depending on traffic in common areas (lobby, hallways, etc.)

- Door handles, switches, stair railings, elevator buttons and other common area surfaces.

Installation of hand hygiene stations at building entrances when it is possible

TO TENANTS:

No visitors allowed

- Exceptions: urgent work (broken plumbing, etc.) or humanitarian reasons (essential health care, etc.)
- WARNING: no exception for visitors or tenants who have one or more symptoms related to COVID-19 (fever, onset or aggravation of a cough, difficulty breathing, sudden loss of sense of smell without nasal congestion, with or without loss of taste) or who are subject to a public health isolation order.

Gatherings prohibited

- No visits from one housing unit to another.
- Ideally, closure of common areas.
- If this is not possible, for example in the case of a laundry room, limit access to a limited number of people at a time, so as to maintain the 2-meter physical distancing.

Delivery of food or goods in the lobby only

- Ideally, there should be no delivery people in the hallways.



This tool is inspired from a poster created by the Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Québec.ca/coronavirus

1 877 644-4545

20-210-42W

Votre gouvernement

This poster was translated to English by the City of Côte Saint-Luc.

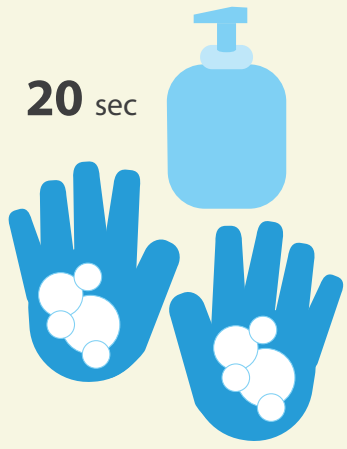
Québec

Recommendations for residents in apartments and condos

Recommandations pour les résidants en appartement et condo

Wash your hands

Wash your hands as often as possible for 20 seconds with soap and water. When soap and water are not available, use alcohol-based hand sanitizer (at least 60% alcohol).

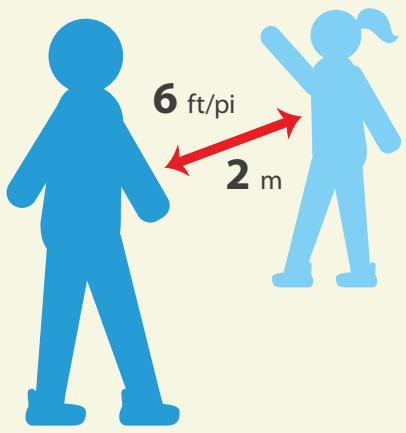


Lavez vos mains

Lavez vos mains fréquemment avec de l'eau et du savon pendant au moins 20 secondes. Lorsque l'eau et le savon ne sont pas disponibles, utilisez un désinfectant pour les mains à base d'alcool (au moins 60 % d'alcool).

Physical distancing

Keep two metres' distance between yourself and others.

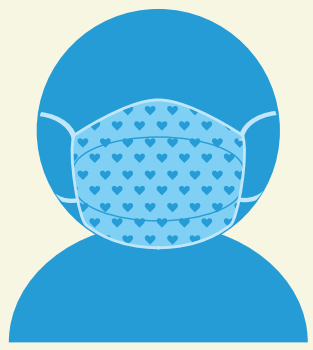


Distanciation physique

Assurez-vous de respecter les consignes de distanciation physique (deux mètres).

Wear a face covering

When physical distancing is not possible, such as in elevators and common areas, wear a face covering.



Portez un couvre-visage

Quand la distanciation physique n'est pas possible, comme dans les ascenseurs et les zones communes, portez un couvre-visage.

Don't touch your face

Avoid touching your eyes, nose and mouth.



Ne touchez pas votre visage

Évitez de vous toucher les yeux, le nez ou la bouche

Cough and sneeze into your arm

Cough and sneeze into your sleeve and not your hands.



Toussez et étérnuez dans le creux de votre bras

Toussez et éternuez dans le creux de votre bras et non dans vos mains.

Annex B

INSPQ INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

Pour des milieux de travail en santé
Réseau de santé publique en santé au travail

Recommandations intérimaires concernant les marchés d'alimentation et commerces essentiels

27 mars 2020

Mesures de prévention de la COVID-19 en milieu de travail :

Ces mesures s'appliquent lorsque la transmission communautaire soutenue est confirmée par les autorités de santé publique

Recommandations générales pour l'employeur et les travailleurs du commerce

Afin de protéger la santé de leurs employés et des clients qui fréquentent le commerce, il est demandé aux employeurs de :

1. Favoriser le respect des consignes données aux employés qui doivent s'isoler à la maison et lorsque possible, favoriser le télétravail pour certaines tâches.
2. Aviser les travailleurs de ne pas se présenter au travail s'ils présentent des symptômes suggestifs de la maladie (fièvre, toux, difficultés respiratoires ou autres symptômes selon le site suivant : https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/reponses-questions-coronavirus-covid19/#c46790).
   - Si un travailleur commence à ressentir des symptômes durant les heures de travail, avoir une procédure pour permettre de l'isoler dans un local ou de lui faire porter un masque de procédure (ou chirurgical). Appeler le 1-877-644-4545.
3. Limiter le nombre de travailleurs au minimum.
4. Faire la promotion des mesures d'hygiène des mains en mettant à la disposition des travailleurs le matériel nécessaire (eau courante, savon, solution hydro alcoolique, poubelles sans contact, mouchoirs jetables, serviettes ou papier jetable, etc.).
5. Faire la promotion des mesures et l'application de l'hygiène et de l'étiquette respiratoire (tousser ou éternuer dans son coude replié ou dans un mouchoir, jeter le mouchoir, se laver les mains dès que possible).
6. Éviter de porter les mains au visage et se laver les mains souvent, en particulier après avoir manipulé des marchandises, des articles ou le terminal de paiement.
7. Périodes de repas :
   - Assurer un lavage des mains rigoureux avant et après le repas.
   - Prendre les mesures nécessaires pour assurer une distance de 2 mètres entre les employés dans la salle de repas (ex.: local plus grand, rotation des horaires de repas).
   - Ne pas échanger tasses, verres assiettes, ustensiles
   - Laver la vaisselle à l'eau chaude avec du savon.
8. Pauses :
   - Veiller à ce que les mesures de distanciation sociale soient appliquées lors des pauses (ex. : éviter les rassemblements).
   - Éviter de partager des objets (ex. : cigarettes, crayons, cellulaires, monnaie ou billets).
   - Retirer les objets non essentiels (revues, journaux, bibelots) des aires communes.

Québec

© Gouvernement du Québec (2020)

9. Désinfecter les salles à manger après chaque repas et les installations sanitaires (et vestiaires) à chaque quart de travail, avec le produit de désinfection utilisé habituellement. Nettoyer régulièrement les surfaces fréquemment touchées (tables, comptoirs, étagères, poignées de porte, téléphones, accessoires informatiques et caisses, crayons, etc.) avec le produit d'entretien utilisé habituellement.
10. Laver les vêtements portés au travail après chaque journée, à l'eau chaude avec le détergent habituel.

Note : Le risque de transmission par les surfaces et objets existe, mais de façon générale, il est considéré comme mineur. Le lavage fréquent des mains constitue le meilleur moyen de protection.

Respect d'une distance minimale de 2 mètres entre toute personne (client, travailleur) dans le commerce

- Limiter le plus possible le nombre de clients qui sont dans l'établissement en même temps et dans la file d'attente extérieure.
- Installer des repères physiques au sol ou aux murs (lignes, autocollants, cônes, structures de bois, etc.) pour indiquer la distance de 2 mètres à respecter entre les clients au niveau des files d'attente, aux caisses et à l'entrée.
- Installer des pancartes ou affiches qui rappellent aux clients les mesures de distanciation physique à respecter (à l'entrée et dans la file d'attente).
- Prévoir de laisser une caisse inoccupée entre 2 caisses utilisées.
- Si nécessaire, prévoir une personne responsable du bon déroulement de l'attente à l'extérieur. Cette personne devra se tenir à 2 m des clients. Contacter les services policiers (911) au besoin.

Note : Croiser une personne quelques minutes sans contact ne représente pas un risque (ex. dans une allée, un escalier).

Accueil des clients : entrée et sortie du commerce

- Installer à l'entrée et à la sortie un distributeur de solution hydro alcoolique pour la désinfection des mains et inciter les gens à l'utiliser (ex.: affiches)
- Idéalement, prévoir la présence d'un employé à l'entrée, qui peut donner des consignes et diriger les clients, tout en maintenant une distance de 2 mètres avec eux.
- Demander aux clients qui présentent de la toux, de la fièvre ou des difficultés respiratoires de reporter leurs achats.
- Désinfecter le point de contact du client avec le panier d'épicerie (là où on le tient) après chaque utilisation avec un produit recommandé : (https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/medicaments-produits-sante/desinfectants/covid-19/liste.htm)

Mesures préventives à l'intérieur du commerce

- S'il n'est pas possible d'assurer une distance de 2 mètres entre le client et le personnel de caisse, installer une séparation physique (cloisons pleines transparentes).
- Dans l'impossibilité d'assurer une distance de 2 mètres ou d'installer des séparations physiques, considérant le grand nombre de clients pouvant circuler à proximité des caisses dans une journée, il est recommandé de porter une visière couvrant le visage incluant le menton. Comme alternative, le port d'un masque de procédure et de lunettes de protection peut être utilisé (changer le masque de procédure s'il devient mouillé). La visière facilite
- la communication par rapport au masque de procédure.

© Gouvernement du Québec (2020)

Aux périodes de repas et à la fin du quart de travail :

1. Retirer la visière, ou les lunettes de protection et le masque de procédure (chirurgical) de façon sécuritaire[1][i] et les disposer dans la poubelle ou dans des contenants ou sacs refermables réservés à cet effet, puis les jeter.
2. Désinfecter l'équipement réutilisable (ex.: protection oculaire ou visière, si réutilisables) avec un produit adapté à l'équipement.
3. Veiller au lavage des mains ou utiliser une solution hydro alcoolique après avoir retiré l'équipement.

- Ne pas offrir de service d'emballage. Privilégier plutôt que chaque client emballe ses achats.
- Selon Recyc-Québec, la consigne est maintenue.
- Les employés qui manipulent les contenants souillés devraient porter des gants, les retirer adéquatement et se laver les mains après les avoir retirés.
- Ne pas donner accès aux clients aux toilettes réservées au personnel.

Méthodes de paiement

- Limiter les échanges de main à main de billets, pièces, chèques, cartes de crédit, pièces de fidélité, coupons de réduction, etc.; privilégier plutôt le paiement par cartes et cellulaires, idéalement sur des terminaux fixes, qui n'ont pas à être manipulés. Les clients devraient éviter de toucher les boutons des terminaux en utilisant plutôt le paiement sans contact. Utiliser les portefeuilles virtuels comme, Paylib, Apple Pay, Google Pay et Samsung Pay sont aussi de bonnes alternatives.
- Éviter de manipuler les cartes bancaires ou les cellulaires des clients et appliquer l'hygiène des mains le plus souvent possible (idéalement entre chaque client s'il y a eu contact avec l'argent, la carte ou le terminal manipulé par le client), avec une solution hydro alcoolique à plus de 60 %. Comme alternative, un linge humide savonneux disponible au poste de travail, déposé dans un contenant étanche ouvert, et changé régulièrement, est possible. Les travailleurs devraient avoir accès à l'eau courante et au savon, la meilleure méthode d'hygiène des mains.
- Le port de gants n'est pas recommandé aux caisses; il risque d'entraîner un faux sentiment de sécurité et la contamination par le contact avec de multiples surfaces sans que les gants soient changés. Le port de gants n'élimine pas la nécessité du lavage des mains (les mains doivent toujours être lavées après le retrait de gants)
- Maintenir propres les terminaux de paiement. Idéalement, une désinfection devrait être faite plusieurs fois par jour et si le terminal est visiblement souillé. Un nettoyage avec les produits usuels, plusieurs fois par jour, peut aussi être une alternative (l'effet mécanique du nettoyage et l'action du produit de nettoyage sont complémentaires). S'assurer que le désinfectant ou le produit de nettoyage est compatible avec le terminal selon les recommandations du fournisseur.

1 1 [1] Se laver les mains avec une solution hydro alcoolique, retirer la visière en manipulant uniquement les élastiques ou les courroies et terminer en se lavant les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydro alcoolique.
Si le masque de procédure est utilisé : se laver les mains avec une solution hydro alcoolique, retirer la protection oculaire, se laver les mains avec une solution hydro alcoolique, retirer le masque en le manipulant uniquement par les élastiques ou les courroies, et terminer en se lavant les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydro alcoolique

© Gouvernement du Québec (2020)

Manutention (réception et expédition) de la marchandise

- Privilégier la stabilité des équipes qui sont en contact avec le personnel venant de l'extérieur de l'entreprise (ex. : livreurs, camionneurs, etc.).
- Idéalement, organiser les tâches de sorte que les livreurs et fournisseurs puissent déposer les marchandises à l'entrée de l'entreprise pour éviter les allées et venues de travailleurs d'autres entreprises dans les locaux du bâtiment.
- Déposer les marchandises sur une surface propre en respectant la distance de 2 mètres entre les individus.

Note pour les marchés publics extérieurs : L'accès (nombre de clients présents simultanément) devrait être contrôlé de la même façon que pour les autres commerces et les mesures d'hygiène devraient être les mêmes. Limiter l'accès en créant des points d'entrée spécifiques. Du personnel devrait être présent pour la gestion des accès.

Affiches utiles :

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-002469/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-002467/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-000440/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-000437/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

Note : Les éléments de réponses présentés ci-dessus sont basés sur l'information disponible au moment de rédiger ces recommandations. Puisque la situation et les connaissances sur le virus SARS-CoV-2 (covid-19) évoluent rapidement, les recommandations formulées dans ce document sont sujettes à modifications

Recommandations intérimaires concernant les marchés d'alimentation et commerces essentiels

AUTEUR
Groupe de travail SAT-COVID-19
Institut national de santé publique du Québec

MISE EN PAGE
Louise Allard, agente administrative
Direction du développement des individus et des communautés
Institut national de santé publique du Québec

© Gouvernement du Québec (2020)

Institut national de santé publique Québec

INSPQ INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

Pour des milieux de travail en santé
Réseau de santé publique en santé au travail

Interim Recommendations for Grocery Stores and Essential Businesses

March 27 2020

COVID-19 Preventive Measures in the Workplace

These measures apply when sustained community transmission is confirmed by public health authorities.

General Recommendations for the Employer and Workers of the Business

In order to protect the health of their employees and customers who frequent the business, employers are asked to:

1. Promote the respect of instructions given to employees who must self-isolate at home and, where possible, encourage working from home for certain tasks.

2. Advise workers not to report to work if they have symptoms suggestive of the illness (fever, cough, breathing difficulties or other symptoms according to the following website: https://www.quebec.ca/en/health/health-issues/a-z/2019-coronavirus/answers-questions-coronavirus-covid19/.

   - If a worker begins to experience symptoms during working hours, have a procedure to allow the worker to be isolated in a room or have a procedural (or surgical) mask worn. Call 1 877 644-4545.

3. Keep the number of workers to a minimum.

4. Promote hand hygiene measures by providing workers with the necessary material (running water, soap, hydro-alcoholic solution, non-contact garbage cans, disposable tissues, towel or disposable paper, etc.).

5. Promote the measures and application of respiratory hygiene and etiquette (coughing or sneezing into one's folded elbow or into a handkerchief or tissue, disposing of the handkerchief or tissue, washing hands as soon as possible).

6. Avoid putting hands on one's face and wash hands often, especially after having handled goods, items or the payment terminal.

7. Meal times:

   - Ensure thorough handwashing before and after meals.
   - Take the necessary measures to ensure a distance of 2 metres between employees in the dining room (e.g., larger room, rotation of meal times).
   - Do not exchange cups, glasses, plates, utensils.
   - Wash dishes in hot water with soap.

Québec

8. Breaks:
    - Ensure that social distancing measures are applied during breaks (e.g. avoid gatherings).
    - Avoid sharing objects (e.g., cigarettes, pencils, cell phones, change or bills).
    - Remove non-essential items (e.g., magazines, newspapers, trinkets) from common areas.
9. Disinfect dining rooms after each meal and sanitary facilities (and changing rooms) on each shift with the disinfectant normally used. Regularly clean frequently touched surfaces (tables, counters, shelves, door handles, telephones, computer accessories and cash registers, pencils, etc.) with the cleaning product normally used.
10. Wash clothing worn at work after each day, in hot water with the usual detergent.

Note: The risk of transmission through surfaces and objects exists, but is generally considered minor. Frequent hand washing is the best protection.

Respect of a minimum distance of 2 metres between any person (customer, worker) in the business

- Limit as much as possible the number of clients in the establishment at the same time and in the line-up outside.
- Install physical markers on the floor or walls (lines, stickers, cones, wooden structures, etc.) to indicate the 2-metre distance to be respected between customers in line-ups, at the checkouts and at the entrance.
- Install signs or posters to remind customers of the physical distance measures to be respected (at the entrance and in the line-up).
- Plan to leave one unoccupied checkout between 2 used checkouts.
- If necessary, designate a person responsible for the smooth running of the wait outside. This person will have to stand 2 m from the customers. Contact the police (911) if necessary.

Note: Passing a person for a few minutes without contact does not represent a risk (e.g., in an alley, on a staircase).

Welcoming customers: entrance and exit of the store/business

- Install at the entrance and exit a hydro-alcoholic solution dispenser for hand disinfection and encourage people to use it (e.g., posters).
- Ideally, provide for the presence of an employee at the entrance who can give instructions and direct customers, while maintaining a distance of 2 metres with them.
- Ask customers presenting a cough, fever or breathing difficulties to postpone their purchases.
- Disinfect the customer's point of contact with the grocery cart (where it is held) after each use with a recommended product: https://www.canada.ca/en/health-canada/services/drugs-health-products/disinfectants/covid-19/list.html

Preventive measures inside the store/business

- If it is not possible to ensure a distance of 2 metres between the customer and checkout staff, install a physical separation {transparent solid partitions).
- If it is impossible to ensure a distance of 2 metres or to install physical separations, considering the large number of customers who may circulate near the checkouts during the day, it is recommended that a visor covering the face including the chin be worn. As an alternative, a procedural mask and safety glasses/goggles may be used (change the procedural mask if it becomes wet). The visor facilitates communication compared to the procedural mask.

  At meal times and at the end of the work shift:

  1. Remove the visor or the glasses/goggles and procedural (surgical) mask safely[1] and dispose of them in the trash or in dedicated containers or resealable bags, then discard.
  2. Disinfect reusable equipment (e.g., eye protection or visor, if reusable) with a product suitable for the equipment.
  3. Ensure that hands are washed or use a hydro-alcoholic solution after removing the equipment.

- Do not offer a packing service. Rather, have each customer pack their purchases.
- According to Recyc-Québec, collection of refundable containers is maintained.
- Employees handling soiled containers should wear gloves, remove them properly and wash their hands after having removed them.
- Do not give customers access to staff washrooms.

Methods of payment

- Limit hand-to-hand exchanges of dollar bills, change, cheques, credit cards, loyalty coins, discount coupons, etc.; instead, favour card and mobile phone payments, ideally on fixed terminals, which do not have to be handled. Customers should avoid touching the buttons on the terminals by using contactless payment instead. Using virtual wallets such as Paylib, Apple Pay, Google Pay and Samsung Pay are also good alternatives.
- Avoid handling customers' bank cards or cell phones and apply hand hygiene as often as possible (ideally between each customer if there has been contact with the money, card or terminal handled by the customer), with a more than 60% hydro-alcoholic solution. As an alternative, a soapy wet cloth available at the workstation, placed in an open watertight container and changed regularly, is possible. Workers should have access to running water and soap, the best method of hand hygiene.
- Wearing gloves is not recommended at checkouts; it may lead to a false sense of security and contamination through contact with multiple surfaces when gloves are not changed. Wearing gloves does not eliminate the need for handwashing (hands should always be washed after removal of gloves).
- Keep payment terminals clean. Ideally, disinfection should be carried out several times a day and if the terminal is visibly soiled. Cleaning with the usual products, several times a day, can also be an alternative (the mechanical effect of cleaning and the action of the cleaning agent are complementary). Make sure that the disinfectant or cleaning product is compatible with the terminal according to the supplier's recommendations.

[1] Wash hands with a hydro-alcoholic solution, remove visor by handling only the elastics or straps and end by washing hands with soap and water or a hydro-alcoholic solution. If the procedural mask is used: wash hands with a hydro-alcoholic solution, remove eye protection, wash hands with a hydro-alcoholic solution, remove mask handling it only the elastics or straps, and end by washing hands with soap and water or a hydro-alcoholic solution.

Handling (receiving and shipping) of goods

- Encourage the consistency of the teams that are in contact with personnel coming from outside the company (ex.: delivery staff, truck drivers, etc.).
- Ideally organize tasks so that deliverers and suppliers can drop off goods at the entrance of the business to avoid the comings and goings of workers from other companies on the premises.
- Place the goods on a clean surface respecting the distance of 2 meters between individuals.

Note for outdoor public markets: Access (number of customers present simultaneously) should be controlled in the same way as for other businesses and hygiene measures should be the same. Limit access by creating specific entry points. Staff should be present to manage access.

Useful posters:

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-002470/

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-002468/

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-000441/

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-000438/

Note: The above recommendations are based on information available at the time of writing. Since the situation and knowledge of the SARS-CoV-2 virus (COVID-19) are evolving rapidly, these recommendations are subject to change.

Interim Recommendations for Grocery Stores and Essential Businesses

AUTHOR

SAT-COVID-19 Working Group
Direction des risques biologiques et de la santé au travail

LAYOUT

Louise Allard, administrative agent
Direction du développement des individus et des communautés
Institut national de santé publique du Québec

© Gouvernement du Québec (2020)

Publication No: 2926 – English Version

The French version is entitled *Recommandations intérimaires concernant les marchés d'alimentation et commerces essentiels* is also available on the website of the Institut national de santé publique du Québec at: https://www.inspq.qc.ca/publications/2926-recommandations-marches-alimentation-commerces-essentiels-covid-19

Institut national de santé publique Québec

Annex C

Ville de Côte Saint-Luc City of

Written attestation pursuant to article 2.4 of By-law 2557

I, _____,
owner and/or manager of the commercial establishment located at

_____,
hereby attest that I will implement the security and supervision program indicated within Annex B of By-law 2557 and further confirm that I and my employees will abide and comply with all the measures indicated therein.

Attestation écrite en vertu de l'article 2.4 du règlement 2557

Je, _____,
propriétaire et/ou gestionnaire de l'établissement commercial situé au

_____,
atteste, par la présente, que j'implanterai le programme de sécurité et de supervision prévu à l'Annexe B du règlement 2557 et confirme en outre que je, ainsi que mes employées, respecterons les mesures qui y sont indiquées.

Signature _____

Date _____

In • à _____

To be sent by email to
urbanplanning@cotesaintluc.org

or by certified mail to
5801 Cavendish Boulevard
Côte Saint-Luc (QC) H4W 3C3

Doit être envoyée par courriel à
amenagementurbain@cotesaintluc.org

ou par courrier certifié au
5801, boulevard Cavendish
Côte Saint-Luc (QC) H4W 3C3

Email form • Envoyer par courriel

Print • Imprimer

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

RÈGLEMENT NO. 2557

RÈGLEMENT 2557 INSTITUANT DES MESURES DE SÉCURITÉ TEMPORAIRES EN RAISON DU VIRUS COVID-19 SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

À une séance spéciale du Conseil de Côte Saint-Luc, tenue à l'Hôtel de Ville, 5801 boulevard Cavendish, lundi, le 1er juin 2020 à 20 h 00, à laquelle étaient présents :

Le maire Mitchell Brownstein, B. Comm., B.D.C., L.L.B

Le conseiller Sidney Benizri

La conseillère Dida Berku, B.D.C.

Le conseiller Mike Cohen, B.A.

Le conseiller Steven Erdelyi, B.Sc., B.Ed.

Le conseiller Mitch Kujavsky, B. Comm.

Le conseiller Oren Sebag, B.Sc. RN MBA

Le conseiller David Tordjman, Ing.

ÉTAIENT AUSSI PRÉSENTS :

Mme Tanya Abramovitch, directrice générale

Mme Nadia Di Furia, directrice générale associée

Me Jonathan Shecter, co-Directeur général et greffier

Me Jason Prévost, Assistant-greffier, agissant comme secrétaire de la séance

ATTENDU QU'un avis de motion pour le présent règlement a été donné à la séance spéciale du conseil municipal tenue le 25 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie globale en raison de la propagation du virus COVID-19 le 11 mars 2020;

ATTENDU QUE le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a déclaré un état d'urgence dans la province du Québec en raison de la propagation du virus COVID-19, lequel a été subséquemment renouvelé à plusieurs reprises par voie de décrets;

ATTENDU QUE la Ville de Côte Saint-Luc (« Ville ») a déclaré un état d'urgence locale sur son territoire le 17 mars 2020 en raison du virus COVID-19;

ATTENDU QUE les articles 55 et 62 de la Loi sur les compétences municipales (R.L.R.Q. chapitre, c-47-1) permet aux municipalités d'adopter des règlements en matière de salubrité et de sécurité;

ATTENDU QUE l'article 85 de la Loi sur les compétences municipales (R.L.R.Q. chapitre, c-47-1) permet aux municipalités d'adopter des règlements pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être de sa population;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc souhaite instituer des mesures de sécurité temporaires afin d'éviter la propagation du virus COVID-19 sur son territoire;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc souhaite promouvoir des mesures appropriées d'hygiène des mains et de distanciation physique afin que ses citoyens respectent les recommandations des autorités de la santé du Québec telles que l'Institut Nationale de la Santé Publique du Québec et la Direction de la Santé Publique;

Il est ordonné et statué par le Règlement n° 2557, comme suit :

QUE le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

Chapitre 1 : Dispositions interprétatives et générales

Article 1.1 - Territoire assujetti à ce règlement

Le présent règlement s'appliquera au territoire de la Ville tel qu'il est défini au présent règlement.

Article 1.2 – Définitions

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique autrement, on entend par :

a) « Autorité désignée » : les personnes responsables de l'application et du respect du présent règlement, comme il est défini à l'article 1.3 du présent règlement;

b) « Complexes de condominiums » : habitations multifamiliales telles que définies dans le règlement de zonage 2217 de la Ville, soit une habitation de trois (3) logements ou plus, d'au moins trois (3) étages et disposant d'entrées extérieures communes à tous les logements;

c) « Couvre-visage » : masque médical ou non-médical ou tout autre couvre-visage tel qu'un bandana, foulard ou tissu qui couvre la bouche, le nez et le menton afin de créer une barrière pour la transmission de gouttelettes respiratoires infectieuses ;

d) « Établissements commerciaux » : tout commerce de service, commerce de détails, commerce récréatif, commerce automobile, restaurant et centre commercial, tels que définis dans le règlement de zonage 2217 de la Ville;

e) « Écran facial » : écran facial en plastique transparent qui couvre le devant (qui s'étend jusqu'au ou en dessous du menton) et les côtés du visage;

f) « Immeubles à logements » : habitations multifamiliales telles que définies

dans le règlement de zonage 2217 de la Ville, soit une habitation de trois (3) logements ou plus, d'au moins trois (3) étages et disposant d'entrées extérieures communes à tous les logements;

g) « Immeubles municipaux » : tous immeubles municipales et installations intérieurs municipales tels que l'hôtel de Ville, la bibliothèque, le centre communautaire et aquatique, le bâtiment des travaux publics et l'aréna Samuel Moskovitch;

h) « Mécanisme de lavage des mains » : désinfectant pour les mains à la base d'alcool d'au moins 60% ou une station de lavage des mains pour la désinfection;

i) « Ville » : la Ville de Côte Saint-Luc comprenant le territoire de la municipalité en entier;

Article 1.3 – Autorité désignée

Le Directeur du Service de la Protection Civile de la Ville ainsi que ses employés et/ou agents, le Directeur du Service de l'Aménagement Urbain de la Ville ainsi que ses employés et le Service de police de la Ville de Montréal (« SPVM ») sont responsables de l'application du présent règlement et prennent les mesures nécessaires pour en assurer le respect.

Rien dans l'article précédent n'abroge ni ne prime sur les pouvoirs déjà conférés à une autre autorité pour appliquer les dispositions du *Code criminel* (L.R.C., ch. C-46), du *Code de procédure pénale* (R.L.R.Q., chapitre C-25.1) ou toute autre autorisation légale.

Chapitre 2 – Mesures de sécurité

Article 2.1 – Affichage obligatoire pour les complexes de condominiums et immeubles à logements

Il sera obligatoire pour tout complexe de condominiums et tout propriétaire d'immeuble à logements de placer à toute entrée de leur immeuble respectif l'affiche intitulée : « Information aux propriétaires et aux locataires d'immeubles à logements multiples » indiquée à l'Annexe A du présent règlement, laquelle fait partie intégrante du présent règlement. Toute mise à jour de l'affiche susmentionnée par les autorités de la santé du Québec est sujette à la même obligation.

Il sera en outre obligatoire pour tout complexe de condominiums et tout propriétaire d'immeuble à logements de placer à des endroits stratégiques de leurs immeubles respectifs les cinq (5) pictogrammes indiqués à l'Annexe A du présent règlement (fournis à chaque complexe de condominiums et immeuble à logements par la Ville), lesquels font partie intégrante du présent règlement.

Le non-respect des paragraphes 1 et 2 du présent article entraînera l'émission d'un constat d'infraction ainsi que l'amende s'y rapportant prévue à l'article 3.1 du présent règlement.

Article 2.2 – Mécanismes de lavage des mains obligatoires dans les complexes de condominiums et immeubles à logements

Il sera obligatoire pour tout complexe de condominiums et immeuble à logements d'installer des mécanismes de lavage des mains à chaque entrée de leurs immeubles respectifs et à l'intérieur de chaque ascenseur ou à l'extérieur de chaque porte d'ascenseur de leurs immeubles respectifs.

L'obligation prévue au paragraphe 1 du présent article doit être remplie dans le mois qui suit l'adoption du présent règlement à défaut de quoi un constat d'infraction sera

émis.

Article 2.3 – Couvre-visages obligatoires dans les établissements commerciaux

Le propriétaire de tout établissement commercial et/ou ses employées ne doivent pas permettre qu'un client entre dans leur établissement si ledit client ne porte pas un couvre-visage. Le couvre-visage doit être porté en tout temps à l'intérieur de l'établissement, sauf s'il est raisonnablement requis de le retirer de manière temporaire pour les services offerts par l'établissement. Un client pourra exceptionnellement être exempté de porter un couvre-visage dans un établissement commercial si le couvre-visage empêche le client de respirer adéquatement ou pour des raisons de santé telles que, mais sans s'y limiter, l'asthme, les troubles cognitifs ou des difficultés à entendre.

Dans les cas où les employés d'un établissement commercial interagissent avec des clients, il leur sera obligatoire de porter un couvre-visage ou d'installer une barrière physique telle qu'un plexiglas transparent. Les employés peuvent exceptionnellement porter écran facial comme alternative à un couvre-visage dans des situations justifiables telles que lorsqu'un couvre-visage empêche un employé de respirer adéquatement ou pour des raisons de santé telles que, mais sans s'y limiter, l'asthme, les troubles cognitifs ou des difficultés à entendre.

Article 2.4 – Mesures de sécurité et de supervision

Il sera obligatoire pour tout propriétaire et/ou gestionnaire d'établissement commercial d'implanter le programme indiqué à l'Annexe B, lequel fait partie intégrante du présent règlement. Le non-respect entraînera l'émission d'un constat d'infraction ainsi que l'amende s'y rapportant prévue à l'article 3.1 du présent règlement.

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'établissement commercial doit assurer que tous ses employés respectent le programme et doit compléter l'attestation écrite indiquée à l'Annexe C du présent règlement confirmant qu'il se conformera au programme. L'attestation écrite doit être envoyée au Service du Développement Urbain de la Ville par courriel à l'adresse amenagementurbain@cotesaintluc.org ou par courrier certifié à l'adresse 5801, boulevard Cavendish, Côte Saint-Luc (QC), H4W 3C3. Il sera de la responsabilité du propriétaire et/ou gestionnaire de l'établissement commercial d'assurer la réception de l'attestation écrite.

Les obligations prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article doivent être remplies dans les deux (2) semaines suivant l'adoption du présent à défaut de quoi un constat d'infraction sera émis.

Article 2.5 – Diligence des propriétaires et/ou gestionnaires d'établissements commerciaux

Le propriétaire et/ou gestionnaire d'un établissement commercial ne sera pas coupable d'une infraction prévues aux articles 2.3 et 2.4 du présent règlement s'il prouve qu'il a agi avec diligence raisonnable pour exiger le port obligatoire de couvre-visages par ses clients à l'intérieur de son établissement et s'il a agi de manière raisonnable pour implanter le programme de sécurité et de supervision.

Article 2.6 – Couvre-visages dans les immeubles municipaux

Tout visiteur doit porter un couvre-visage en tout temps à l'intérieur de tout immeuble municipal. Un visiteur pourra exceptionnellement être exempté de porter un couvre-visage dans un immeuble municipal si le couvre-visage empêche le visiteur de respirer adéquatement ou pour des raisons de santé telles que, mais sans s'y limiter, l'asthme, les troubles cognitifs ou des difficultés à entendre.

Chapitre 3 – Pénalités et infractions

Article 3.1 – Pénalités

Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement à l'exception de l'article 2.6, ou tolère ou permet une telle contravention, commet une infraction et est passible d'une amende minimale de DEUX CENTS DOLLARS (200$) et une amende maximale de CINQ CENTS DOLLARS (500$) pour une première infraction, plus les frais, et, à défaut du paiement de ladite amende et des frais dans le délai fixé par le juge, ledit juge imposera les pénalités et ordonnera la mise en œuvre des procédures d'exécution du jugement comme elles sont énoncées au Code de procédure pénale, L.R.Q., c.C-25-1.

Les amendes prévues au paragraphe 1 du présent article sont portées au double pour une récidive.

Si l'infraction se poursuit, le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité susmentionnée pour chaque jour jusqu'à ce que l'infraction cesse.

Articles 3.2 – Pénalités reliées à l'article 3.2

Quiconque contrevient à l'article 2.6 présent règlement, ou tolère ou permet une telle contravention, commet une infraction et est passible d'une amende minimale de CENT DOLLARS (100$) et une amende maximale de CINQ CENTS DOLLARS (500$) pour une première infraction, plus les frais, et, à défaut du paiement de ladite amende et des frais dans le délai fixé par le juge, ledit juge imposera les pénalités et ordonnera la mise en œuvre des procédures d'exécution du jugement comme elles sont énoncées au Code de procédure pénale, L.R.Q., c.C-25-1.

Les amendes prévues au paragraphe 1 du présent article sont portées au double pour une récidive.

Si l'infraction se poursuit, le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité susmentionnée pour chaque jour jusqu'à ce que l'infraction cesse.

Chapitre 4 – Entrée en vigueur et durée du règlement

Article 4.1 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et sera en effet jusqu'au 31 août 2020.
.

MITCHELL BROWNSTEIN
MAIRE

JASON PRÉVOST
ASSISTANT- GREFFIER

ORIGINAL

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

RÈGLEMENT N^{O} 2557

RÈGLEMENT 2557 INSTITUANT DES MESURES DE SÉCURITÉ TEMPORAIRES EN RAISON DU VIRUS COVID-19 SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE CÔTE SAINT-LUC

ADOPTÉ LE : _____

EN VIGUEUR LE : _____

ORIGINAL

Annexe A

COVID-19

Information aux propriétaires et aux locataires d'immeubles à logements multiples

La transmission communautaire de la COVID-19 est présente au Québec.

Pour freiner la propagation du virus, diverses mesures sont recommandées :

AUX PROPRIÉTAIRES :

Nettoyage et désinfection tous les jours et, si possible, plusieurs fois par jour selon l'achalandage dans les aires communes (hall d'entrée, corridors, etc.)

- Des poignées de portes, interrupteurs, rampes d'escaliers, boutons d'ascenseurs et autres surfaces communes.

Installation de stations d'hygiène des mains aux entrées de l'immeuble lorsque possible

AUX LOCATAIRES :

Interdiction des visites

- Exceptions : travaux urgents (bris de plomberie, etc.) ou raisons humanitaires (soins de santé essentiels, etc.).
- ATTENTION : aucune exception pour les visiteurs ou locataires qui présentent un ou des symptômes liés à la COVID-19 (fièvre, apparition ou aggravation d'une toux, difficulté respiratoire, perte subite de l'odorat sans congestion nasale avec ou sans perte de goût) ou qui sont visés par une consigne d'isolement de la santé publique.

Interdiction de rassemblement

- Pas de visite d'une unité de logement à une autre.
- Idéalement, fermeture des aires communes.
- Si cela est impossible, par exemple dans le cas d'une salle de lavage, limiter l'accès à un nombre restreint de personnes à la fois, de manière à maintenir la distanciation physique de 2 mètres.

Livraison de nourriture ou de biens uniquement dans le hall d'entrée

- Idéalement, aucun livreur ne devrait circuler dans les corridors.



Cet outil est inspiré d'une affiche produite par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Québec.ca/coronavirus

1 877 644-4545

20-210-42W

Votre gouvernement

Québec

COVID-19

Information for Owners and Tenants of Multi-unit Residential Buildings

Quebec is affected by community transmission of COVID-19.

To limit the spread of the virus, various measures are recommended:

TO OWNERS:

Cleaning and disinfection every day and, if possible, several times a day depending on traffic in common areas (lobby, hallways, etc.)

- Door handles, switches, stair railings, elevator buttons and other common area surfaces.

Installation of hand hygiene stations at building entrances when it is possible

TO TENANTS:

No visitors allowed

- Exceptions: urgent work (broken plumbing, etc.) or humanitarian reasons (essential health care, etc.)
- WARNING: no exception for visitors or tenants who have one or more symptoms related to COVID-19 (fever, onset or aggravation of a cough, difficulty breathing, sudden loss of sense of smell without nasal congestion, with or without loss of taste) or who are subject to a public health isolation order.

Gatherings prohibited

- No visits from one housing unit to another.
- Ideally, closure of common areas.
- If this is not possible, for example in the case of a laundry room, limit access to a limited number of people at a time, so as to maintain the 2-meter physical distancing.

Delivery of food or goods in the lobby only

- Ideally, there should be no delivery people in the hallways.



This tool is inspired from a poster created by the Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Québec.ca/coronavirus

1 877 644-4545

20-210-42W

Votre gouvernement

Québec

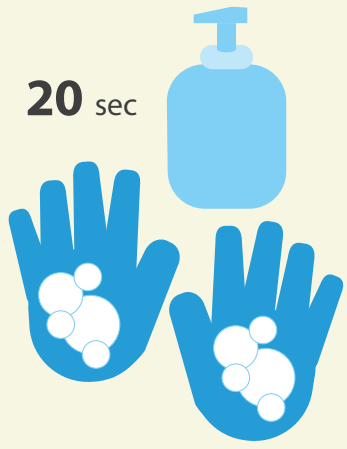
This poster was translated to English by the City of Côte Saint-Luc.

Recommendations for residents in apartments and condos

Recommandations pour les résidants en appartement et condo

Wash your hands

Wash your hands as often as possible for 20 seconds with soap and water. When soap and water are not available, use alcohol-based hand sanitizer (at least 60% alcohol).

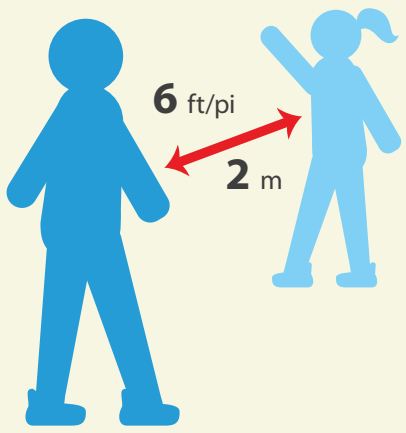


Lavez vos mains

Lavez vos mains fréquemment avec de l'eau et du savon pendant au moins 20 secondes. Lorsque l'eau et le savon ne sont pas disponibles, utilisez un désinfectant pour les mains à base d'alcool (au moins 60 % d'alcool).

Physical distancing

Keep two metres' distance between yourself and others.

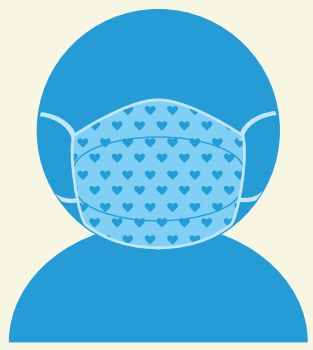


Distanciation physique

Assurez-vous de respecter les consignes de distanciation physique (deux mètres).

Wear a face covering

When physical distancing is not possible, such as in elevators and common areas, wear a face covering.



Portez un couvre-visage

Quand la distanciation physique n'est pas possible, comme dans les ascenseurs et les zones communes, portez un couvre-visage.

Don't touch your face

Avoid touching your eyes, nose and mouth.



Ne touchez pas votre visage

Évitez de vous toucher les yeux, le nez ou la bouche

Cough and sneeze into your arm

Cough and sneeze into your sleeve and not your hands.



Toussez et étérnuez dans le creux de votre bras

Toussez et éternuez dans le creux de votre bras et non dans vos mains.

Annexe B

INSPQ INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

Pour des milieux de travail en santé
Réseau de santé publique en santé au travail

Recommandations intérimaires concernant les marchés d'alimentation et commerces essentiels

27 mars 2020

Mesures de prévention de la COVID-19 en milieu de travail :

Ces mesures s'appliquent lorsque la transmission communautaire soutenue est confirmée par les autorités de santé publique

Recommandations générales pour l'employeur et les travailleurs du commerce

Afin de protéger la santé de leurs employés et des clients qui fréquentent le commerce, il est demandé aux employeurs de :

1. Favoriser le respect des consignes données aux employés qui doivent s'isoler à la maison et lorsque possible, favoriser le télétravail pour certaines tâches.
2. Aviser les travailleurs de ne pas se présenter au travail s'ils présentent des symptômes suggestifs de la maladie (fièvre, toux, difficultés respiratoires ou autres symptômes selon le site suivant : https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/reponses-questions-coronavirus-covid19/#c46790).
   - Si un travailleur commence à ressentir des symptômes durant les heures de travail, avoir une procédure pour permettre de l'isoler dans un local ou de lui faire porter un masque de procédure (ou chirurgical). Appeler le 1-877-644-4545.
3. Limiter le nombre de travailleurs au minimum.
4. Faire la promotion des mesures d'hygiène des mains en mettant à la disposition des travailleurs le matériel nécessaire (eau courante, savon, solution hydro alcoolique, poubelles sans contact, mouchoirs jetables, serviettes ou papier jetable, etc.).
5. Faire la promotion des mesures et l'application de l'hygiène et de l'étiquette respiratoire (tousser ou éternuer dans son coude replié ou dans un mouchoir, jeter le mouchoir, se laver les mains dès que possible).
6. Éviter de porter les mains au visage et se laver les mains souvent, en particulier après avoir manipulé des marchandises, des articles ou le terminal de paiement.
7. Périodes de repas :
   - Assurer un lavage des mains rigoureux avant et après le repas.
   - Prendre les mesures nécessaires pour assurer une distance de 2 mètres entre les employés dans la salle de repas (ex.: local plus grand, rotation des horaires de repas).
   - Ne pas échanger tasses, verres assiettes, ustensiles
   - Laver la vaisselle à l'eau chaude avec du savon.
8. Pauses :
   - Veiller à ce que les mesures de distanciation sociale soient appliquées lors des pauses (ex. : éviter les rassemblements).
   - Éviter de partager des objets (ex. : cigarettes, crayons, cellulaires, monnaie ou billets).
   - Retirer les objets non essentiels (revues, journaux, bibelots) des aires communes.

© Gouvernement du Québec (2020)

9. Désinfecter les salles à manger après chaque repas et les installations sanitaires (et vestiaires) à chaque quart de travail, avec le produit de désinfection utilisé habituellement. Nettoyer régulièrement les surfaces fréquemment touchées (tables, comptoirs, étagères, poignées de porte, téléphones, accessoires informatiques et caisses, crayons, etc.) avec le produit d'entretien utilisé habituellement.
10. Laver les vêtements portés au travail après chaque journée, à l'eau chaude avec le détergent habituel.

Note : Le risque de transmission par les surfaces et objets existe, mais de façon générale, il est considéré comme mineur. Le lavage fréquent des mains constitue le meilleur moyen de protection.

Respect d'une distance minimale de 2 mètres entre toute personne (client, travailleur) dans le commerce

- Limiter le plus possible le nombre de clients qui sont dans l'établissement en même temps et dans la file d'attente extérieure.
- Installer des repères physiques au sol ou aux murs (lignes, autocollants, cônes, structures de bois, etc.) pour indiquer la distance de 2 mètres à respecter entre les clients au niveau des files d'attente, aux caisses et à l'entrée.
- Installer des pancartes ou affiches qui rappellent aux clients les mesures de distanciation physique à respecter (à l'entrée et dans la file d'attente).
- Prévoir de laisser une caisse inoccupée entre 2 caisses utilisées.
- Si nécessaire, prévoir une personne responsable du bon déroulement de l'attente à l'extérieur. Cette personne devra se tenir à 2 m des clients. Contacter les services policiers (911) au besoin.

Note : Croiser une personne quelques minutes sans contact ne représente pas un risque (ex. dans une allée, un escalier).

Accueil des clients : entrée et sortie du commerce

- Installer à l'entrée et à la sortie un distributeur de solution hydro alcoolique pour la désinfection des mains et inciter les gens à l'utiliser (ex.: affiches)
- Idéalement, prévoir la présence d'un employé à l'entrée, qui peut donner des consignes et diriger les clients, tout en maintenant une distance de 2 mètres avec eux.
- Demander aux clients qui présentent de la toux, de la fièvre ou des difficultés respiratoires de reporter leurs achats.
- Désinfecter le point de contact du client avec le panier d'épicerie (là où on le tient) après chaque utilisation avec un produit recommandé : (https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/medicaments-produits-sante/desinfectants/covid-19/liste.htm)

Mesures préventives à l'intérieur du commerce

- S'il n'est pas possible d'assurer une distance de 2 mètres entre le client et le personnel de caisse, installer une séparation physique (cloisons pleines transparentes).
- Dans l'impossibilité d'assurer une distance de 2 mètres ou d'installer des séparations physiques, considérant le grand nombre de clients pouvant circuler à proximité des caisses dans une journée, il est recommandé de porter une visière couvrant le visage incluant le menton. Comme alternative, le port d'un masque de procédure et de lunettes de protection peut être utilisé (changer le masque de procédure s'il devient mouillé). La visière facilite
- la communication par rapport au masque de procédure.

© Gouvernement du Québec (2020)

Aux périodes de repas et à la fin du quart de travail :

1. Retirer la visière, ou les lunettes de protection et le masque de procédure (chirurgical) de façon sécuritaire[1][i] et les disposer dans la poubelle ou dans des contenants ou sacs refermables réservés à cet effet, puis les jeter.
2. Désinfecter l'équipement réutilisable (ex.: protection oculaire ou visière, si réutilisables) avec un produit adapté à l'équipement.
3. Veiller au lavage des mains ou utiliser une solution hydro alcoolique après avoir retiré l'équipement.

- Ne pas offrir de service d'emballage. Privilégier plutôt que chaque client emballe ses achats.
- Selon Recyc-Québec, la consigne est maintenue.
- Les employés qui manipulent les contenants souillés devraient porter des gants, les retirer adéquatement et se laver les mains après les avoir retirés.
- Ne pas donner accès aux clients aux toilettes réservées au personnel.

Méthodes de paiement

- Limiter les échanges de main à main de billets, pièces, chèques, cartes de crédit, pièces de fidélité, coupons de réduction, etc.; privilégier plutôt le paiement par cartes et cellulaires, idéalement sur des terminaux fixes, qui n'ont pas à être manipulés. Les clients devraient éviter de toucher les boutons des terminaux en utilisant plutôt le paiement sans contact. Utiliser les portefeuilles virtuels comme, Paylib, Apple Pay, Google Pay et Samsung Pay sont aussi de bonnes alternatives.
- Éviter de manipuler les cartes bancaires ou les cellulaires des clients et appliquer l'hygiène des mains le plus souvent possible (idéalement entre chaque client s'il y a eu contact avec l'argent, la carte ou le terminal manipulé par le client), avec une solution hydro alcoolique à plus de 60 %. Comme alternative, un linge humide savonneux disponible au poste de travail, déposé dans un contenant étanche ouvert, et changé régulièrement, est possible. Les travailleurs devraient avoir accès à l'eau courante et au savon, la meilleure méthode d'hygiène des mains.
- Le port de gants n'est pas recommandé aux caisses; il risque d'entraîner un faux sentiment de sécurité et la contamination par le contact avec de multiples surfaces sans que les gants soient changés. Le port de gants n'élimine pas la nécessité du lavage des mains (les mains doivent toujours être lavées après le retrait de gants)
- Maintenir propres les terminaux de paiement. Idéalement, une désinfection devrait être faite plusieurs fois par jour et si le terminal est visiblement souillé. Un nettoyage avec les produits usuels, plusieurs fois par jour, peut aussi être une alternative (l'effet mécanique du nettoyage et l'action du produit de nettoyage sont complémentaires). S'assurer que le désinfectant ou le produit de nettoyage est compatible avec le terminal selon les recommandations du fournisseur.

1 1 [1] Se laver les mains avec une solution hydro alcoolique, retirer la visière en manipulant uniquement les élastiques ou les courroies et terminer en se lavant les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydro alcoolique.
Si le masque de procédure est utilisé : se laver les mains avec une solution hydro alcoolique, retirer la protection oculaire, se laver les mains avec une solution hydro alcoolique, retirer le masque en le manipulant uniquement par les élastiques ou les courroies, et terminer en se lavant les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydro alcoolique

© Gouvernement du Québec (2020)

Manutention (réception et expédition) de la marchandise

- Privilégier la stabilité des équipes qui sont en contact avec le personnel venant de l'extérieur de l'entreprise (ex. : livreurs, camionneurs, etc.).
- Idéalement, organiser les tâches de sorte que les livreurs et fournisseurs puissent déposer les marchandises à l'entrée de l'entreprise pour éviter les allées et venues de travailleurs d'autres entreprises dans les locaux du bâtiment.
- Déposer les marchandises sur une surface propre en respectant la distance de 2 mètres entre les individus.

Note pour les marchés publics extérieurs : L'accès (nombre de clients présents simultanément) devrait être contrôlé de la même façon que pour les autres commerces et les mesures d'hygiène devraient être les mêmes. Limiter l'accès en créant des points d'entrée spécifiques. Du personnel devrait être présent pour la gestion des accès.

Affiches utiles :

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-002469/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-002467/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-000440/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-000437/?&date=DESC&sujet=covid-19&critere=sujet

Note : Les éléments de réponses présentés ci-dessus sont basés sur l'information disponible au moment de rédiger ces recommandations. Puisque la situation et les connaissances sur le virus SARS-CoV-2 (covid-19) évoluent rapidement, les recommandations formulées dans ce document sont sujettes à modifications

Recommandations intérimaires concernant les marchés d'alimentation et commerces essentiels

AUTEUR
Groupe de travail SAT-COVID-19
Institut national de santé publique du Québec

MISE EN PAGE
Louise Allard, agente administrative
Direction du développement des individus et des communautés
Institut national de santé publique du Québec

© Gouvernement du Québec (2020)

INSPQ INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

Pour des milieux de travail en santé
Réseau de santé publique en santé au travail

Interim Recommendations for Grocery Stores and Essential Businesses

March 27 2020

COVID-19 Preventive Measures in the Workplace

These measures apply when sustained community transmission is confirmed by public health authorities.

General Recommendations for the Employer and Workers of the Business

In order to protect the health of their employees and customers who frequent the business, employers are asked to:

1. Promote the respect of instructions given to employees who must self-isolate at home and, where possible, encourage working from home for certain tasks.

2. Advise workers not to report to work if they have symptoms suggestive of the illness (fever, cough, breathing difficulties or other symptoms according to the following website: https://www.quebec.ca/en/health/health-issues/a-z/2019-coronavirus/answers-questions-coronavirus-covid19/.

   - If a worker begins to experience symptoms during working hours, have a procedure to allow the worker to be isolated in a room or have a procedural (or surgical) mask worn. Call 1 877 644-4545.

3. Keep the number of workers to a minimum.

4. Promote hand hygiene measures by providing workers with the necessary material (running water, soap, hydro-alcoholic solution, non-contact garbage cans, disposable tissues, towel or disposable paper, etc.).

5. Promote the measures and application of respiratory hygiene and etiquette (coughing or sneezing into one's folded elbow or into a handkerchief or tissue, disposing of the handkerchief or tissue, washing hands as soon as possible).

6. Avoid putting hands on one's face and wash hands often, especially after having handled goods, items or the payment terminal.

7. Meal times:

   - Ensure thorough handwashing before and after meals.
   - Take the necessary measures to ensure a distance of 2 metres between employees in the dining room (e.g., larger room, rotation of meal times).
   - Do not exchange cups, glasses, plates, utensils.
   - Wash dishes in hot water with soap.

Québec

8. Breaks:
    - Ensure that social distancing measures are applied during breaks (e.g. avoid gatherings).
    - Avoid sharing objects (e.g., cigarettes, pencils, cell phones, change or bills).
    - Remove non-essential items (e.g., magazines, newspapers, trinkets) from common areas.
9. Disinfect dining rooms after each meal and sanitary facilities (and changing rooms) on each shift with the disinfectant normally used. Regularly clean frequently touched surfaces (tables, counters, shelves, door handles, telephones, computer accessories and cash registers, pencils, etc.) with the cleaning product normally used.
10. Wash clothing worn at work after each day, in hot water with the usual detergent.

Note: The risk of transmission through surfaces and objects exists, but is generally considered minor. Frequent hand washing is the best protection.

Respect of a minimum distance of 2 metres between any person (customer, worker) in the business

- Limit as much as possible the number of clients in the establishment at the same time and in the line-up outside.
- Install physical markers on the floor or walls (lines, stickers, cones, wooden structures, etc.) to indicate the 2-metre distance to be respected between customers in line-ups, at the checkouts and at the entrance.
- Install signs or posters to remind customers of the physical distance measures to be respected (at the entrance and in the line-up).
- Plan to leave one unoccupied checkout between 2 used checkouts.
- If necessary, designate a person responsible for the smooth running of the wait outside. This person will have to stand 2 m from the customers. Contact the police (911) if necessary.

Note: Passing a person for a few minutes without contact does not represent a risk (e.g., in an alley, on a staircase).

Welcoming customers: entrance and exit of the store/business

- Install at the entrance and exit a hydro-alcoholic solution dispenser for hand disinfection and encourage people to use it (e.g., posters).
- Ideally, provide for the presence of an employee at the entrance who can give instructions and direct customers, while maintaining a distance of 2 metres with them.
- Ask customers presenting a cough, fever or breathing difficulties to postpone their purchases.
- Disinfect the customer's point of contact with the grocery cart (where it is held) after each use with a recommended product: https://www.canada.ca/en/health-canada/services/drugs-health-products/disinfectants/covid-19/list.html

Preventive measures inside the store/business

- If it is not possible to ensure a distance of 2 metres between the customer and checkout staff, install a physical separation {transparent solid partitions).
- If it is impossible to ensure a distance of 2 metres or to install physical separations, considering the large number of customers who may circulate near the checkouts during the day, it is recommended that a visor covering the face including the chin be worn. As an alternative, a procedural mask and safety glasses/goggles may be used (change the procedural mask if it becomes wet). The visor facilitates communication compared to the procedural mask.

  At meal times and at the end of the work shift:

  1. Remove the visor or the glasses/goggles and procedural (surgical) mask safely[1] and dispose of them in the trash or in dedicated containers or resealable bags, then discard.
  2. Disinfect reusable equipment (e.g., eye protection or visor, if reusable) with a product suitable for the equipment.
  3. Ensure that hands are washed or use a hydro-alcoholic solution after removing the equipment.

- Do not offer a packing service. Rather, have each customer pack their purchases.
- According to Recyc-Québec, collection of refundable containers is maintained.
- Employees handling soiled containers should wear gloves, remove them properly and wash their hands after having removed them.
- Do not give customers access to staff washrooms.

Methods of payment

- Limit hand-to-hand exchanges of dollar bills, change, cheques, credit cards, loyalty coins, discount coupons, etc.; instead, favour card and mobile phone payments, ideally on fixed terminals, which do not have to be handled. Customers should avoid touching the buttons on the terminals by using contactless payment instead. Using virtual wallets such as Paylib, Apple Pay, Google Pay and Samsung Pay are also good alternatives.
- Avoid handling customers' bank cards or cell phones and apply hand hygiene as often as possible (ideally between each customer if there has been contact with the money, card or terminal handled by the customer), with a more than 60% hydro-alcoholic solution. As an alternative, a soapy wet cloth available at the workstation, placed in an open watertight container and changed regularly, is possible. Workers should have access to running water and soap, the best method of hand hygiene.
- Wearing gloves is not recommended at checkouts; it may lead to a false sense of security and contamination through contact with multiple surfaces when gloves are not changed. Wearing gloves does not eliminate the need for handwashing (hands should always be washed after removal of gloves).
- Keep payment terminals clean. Ideally, disinfection should be carried out several times a day and if the terminal is visibly soiled. Cleaning with the usual products, several times a day, can also be an alternative (the mechanical effect of cleaning and the action of the cleaning agent are complementary). Make sure that the disinfectant or cleaning product is compatible with the terminal according to the supplier's recommendations.

---

[1] Wash hands with a hydro-alcoholic solution, remove visor by handling only the elastics or straps and end by washing hands with soap and water or a hydro-alcoholic solution. If the procedural mask is used: wash hands with a hydro-alcoholic solution, remove eye protection, wash hands with a hydro-alcoholic solution, remove mask handling it only the elastics or straps, and end by washing hands with soap and water or a hydro-alcoholic solution.

Handling (receiving and shipping) of goods

- Encourage the consistency of the teams that are in contact with personnel coming from outside the company (ex.: delivery staff, truck drivers, etc.).
- Ideally organize tasks so that deliverers and suppliers can drop off goods at the entrance of the business to avoid the comings and goings of workers from other companies on the premises.
- Place the goods on a clean surface respecting the distance of 2 meters between individuals.

Note for outdoor public markets: Access (number of customers present simultaneously) should be controlled in the same way as for other businesses and hygiene measures should be the same. Limit access by creating specific entry points. Staff should be present to manage access.

Useful posters:

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-002470/

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-002468/

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-000441/

https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/en/document-000438/

Note: The above recommendations are based on information available at the time of writing. Since the situation and knowledge of the SARS-CoV-2 virus (COVID-19) are evolving rapidly, these recommendations are subject to change.

Interim Recommendations for Grocery Stores and Essential Businesses

AUTHOR

SAT-COVID-19 Working Group
Direction des risques biologiques et de la santé au travail

LAYOUT

Louise Allard, administrative agent
Direction du développement des individus et des communautés
Institut national de santé publique du Québec

© Gouvernement du Québec (2020)

Publication No: 2926 – English Version

The French version is entitled *Recommandations intérimaires concernant les marchés d'alimentation et commerces essentiels* is also available on the website of the Institut national de santé publique du Québec at: https://www.inspq.qc.ca/publications/2926-recommandations-marches-alimentation-commerces-essentiels-covid-19

Institut national de santé publique Québec

Annexe C

Ville de Côte Saint-Luc City of

Written attestation pursuant to article 2.4 of By-law 2557

I, _____,
owner and/or manager of the commercial establishment located at

_____,
hereby attest that I will implement the security and supervision program indicated within Annex B of By-law 2557 and further confirm that I and my employees will abide and comply with all the measures indicated therein.

Attestation écrite en vertu de l'article 2.4 du règlement 2557

Je, _____,
propriétaire et/ou gestionnaire de l'établissement commercial situé au

_____,
atteste, par la présente, que j'implanterai le programme de sécurité et de supervision prévu à l'Annexe B du règlement 2557 et confirme en outre que je, ainsi que mes employées, respecterons les mesures qui y sont indiquées.

Signature _____

Date _____

In • à _____

To be sent by email to
urbanplanning@cotesaintluc.org

or by certified mail to
5801 Cavendish Boulevard
Côte Saint-Luc (QC) H4W 3C3

Doit être envoyée par courriel à
amenagementurbain@cotesaintluc.org

ou par courrier certifié au
5801, boulevard Cavendish
Côte Saint-Luc (QC) H4W 3C3

Email form • Envoyer par courriel

Print • Imprimer

BEACONSFIELD

EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 22 juin 2020

RÉSOLUTION NO 2020-06-207

Déclaration de la Ville de Beaconsfield concernant l'importance du respect des autres

ATTENDU QUE le respect de la personne et de ses droits, protégés par la Charte des droits et libertés de la personne ainsi que la Charte canadienne des droits et libertés, fait partie des valeurs fondamentales de la Ville de Beaconsfield;

ATTENDU QUE malgré ces protections, plusieurs individus sont encore victimes, au Canada, de diverses formes de haine, de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associé, notamment les minorités visibles, les minorités religieuses, ainsi que les communautés autochtones et les Premières Nations;

ATTENDU QUE des manifestations à travers le monde, en relation avec le meurtre de George Floyd, dénoncent présentement la présence de violence, de brutalité policière, de profilage racial, de force excessive, de haine et de racisme;

ATTENDU qu'il y a lieu d'éliminer les préjudices à l'emploi et dans les milieux de travail, avoir une représentation équitable des minorités dans ces milieux et, la compétence et l'expérience;

ATTENDU qu'il est nécessaire d'atteindre une représentation équitable au sein des forces de l'ordre et de privilégier une formation qui permet une meilleure compréhension et sensibilise les forces de l'ordre aux différents groupes minoritaires;

ATTENDU qu'il faut privilégier le dialogue et non la force pour résoudre des conflits;

ATTENDU QUE la Ville de Beaconsfield souhaite joindre sa voix à ceux et celles qui dénoncent le racisme systémique et les injustices qui en découlent et souhaite continuer le combat contre la haine, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance;

ATTENDU QUE la Ville de Beaconsfield a adopté des politiques afin d'assurer la sensibilisation de ses employés ainsi que pour contrer la violence et le harcèlement;

Il est proposé par la conseillère Dominique Godin, appuyé par le conseiller Robert Mercuri et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ que la Ville de Beaconsfield :

- Déclare l'importance qu'elle attache aux valeurs de solidarité, de respect et de tolérance;

- Dénonce les actes de haine, de discrimination et de violence, de brutalité policière, de profilage racial, de force excessive motivés par la haine, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance notamment envers les minorités visibles, les minorités religieuses, ainsi que les communautés autochtones et les Premières Nations;

BEACONSFIELD

EXTRACT from the minutes of the City of Beaconsfield's regular Municipal Council meeting, held at City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Québec, on Monday, June 22, 2020

RESOLUTION NO. 2020-06-207

City of Beaconsfield's statement with regards to the importance of respect for others

WHEREAS respect for each individual and their rights, protected by the Charter of Human Rights and Freedoms as well as the Canadian Charter of Rights and Freedoms, is one of the fundamental values of the City of Beaconsfield;

WHEREAS despite these protections, many individuals are still victims, in Canada, of various forms of hatred, racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, notably visible minorities, religious minorities, as well as Aboriginal communities and First Nations;

WHEREAS demonstrations around the world, in connection with the murder of George Floyd, currently denounce the presence of violence, police brutality, racial profiling, excessive force, hatred and racism;

WHEREAS it is necessary to eliminate prejudice to employment and in workplaces, to have a fair representation of minorities in these environments and to equitably consider qualifications, skills and experience;

WHEREAS it is necessary to reach equitable representation in law enforcement and to focus on training which allows for a better understanding and sensitizes law enforcement on the different minority groups;

WHEREAS it is necessary to foster dialogue instead of force to resolve conflicts;

WHEREAS the City of Beaconsfield wishes to add its voice to those who denounce systemic racism and the injustices that result from it and wishes to continue the fight against hatred, racism, racial discrimination, xenophobia and intolerance;

WHEREAS the City of Beaconsfield has adopted policies to ensure the awareness of its employees as well as to counter violence and harassment;

It is moved by Councillor Dominique Godin, seconded by Councillor Robert Mercuri and UNANIMOUSLY RESOLVED that the City of Beaconsfield:

- Declares the importance it attaches to the values of solidarity, respect and tolerance;

- Denounces acts of hatred, discrimination and violence, police brutality, racial profiling, excessive force motivated by hatred, racism, racial discrimination, xenophobia and intolerance, in particular towards visible minorities, religious minorities, as well as Aboriginal communities and First Nations;

- Dénonce le racisme systémique et les injustices qui en découlent;

- Dénonce toute communication, autant une publication écrite qu'en ligne, qui ferait la promotion du racisme, discrimination raciale, xénophobie et intolérance;

- Demande à la population de la Ville de Beaconsfield d'appuyer ses engagements, par une attitude de coopération, d'ouverture, de solidarité et de respect de la dignité et des droits des personnes de toutes origines;

- Appuie les démarches visant à améliorer les actions et les méthodes des forces de l'ordre sous la juridiction de l'agglomération de Montréal, afin qu'elles exercent leur rôle de maintien de l'ordre public auprès des communautés sans profilage racial;

- S'engage à travailler en partenariat avec les instances gouvernementales afin d'améliorer ses relations avec toutes les minorités et éliminer les préjugés.

De transmettre la résolution au/aux :

- Premier ministre du Canada, M. Justin Trudeau;
- Membre du Parlement représentant la circonscription du Lac-Saint-Louis, M. Francis Scarpaleggia;
- Premier ministre du Québec, M. François Legault;
- Ministre de la Sécurité publique, Mme Geneviève Guilbault;
- Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Mme Andrée Laforest;
- Ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal, Mme Chantal Rouleau;
- Député de l'Assemblée nationale de Jacques-Cartier, M. Gregory Kelly;
- Mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante;
- Membres du comité exécutif de la Ville de Montréal;
- Maires des villes liées de l'agglomération de Montréal;
- À titre de dépôt, au greffier de la Ville de Montréal.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière / City Clerk

- Denounces systemic racism and the injustices that result from it;

- Denounces any communication, whether in written publication or online, which promotes racism, racial discrimination, xenophobia and intolerance;

- Asks the population of the City of Beaconsfield to support its commitments, through an attitude of cooperation, openness, solidarity and respect for the dignity and rights of people of all origins;

- Supports the steps aimed at improving the actions and methods of the law enforcement under the jurisdiction of the Agglomeration of Montréal, so that it exercises its role of preserving public order with communities without racial profiling;

- Commits to working in partnership with government authorities in order to improve its relations with all minorities and eliminate prejudice.

To forward the resolution to:
- Mr. Justin Trudeau, Prime Minister of Canada;
- Mr. Francis Scarpaleggia, Member of Parliament for Lac-Saint-Louis;
- Mr. François Legault, Premier of Québec;
- Ms. Geneviève Guilbault, Minister of Public Security;
- Ms. Andrée Laforest, Minister of Municipal Affairs and Housing;
- Ms. Chantal Rouleau, Minister Responsible for the Metropolis and the Montréal Region;
- Mr. Gregory Kelley, Member of National Assembly for Jacques-Cartier;
- Mayor of Montréal, Ms. Valérie Plante;
- Members of the executive committee of the City of Montréal;
- Mayors of the related cities of the Montréal Agglomeration;
- As a deposit, to the City Clerk of the City of Montréal.

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Nathalie Libersan-Lariel
Greffière / City Clerk

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.03

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208788001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division gouvernance et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2019

Il est recommandé :
de déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2019

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-03 13:38

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208788001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division gouvernance et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2019

CONTENU

CONTEXTE

Le 16 juin 2017, le gouvernement du Québec adoptait la Loi 122 visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité. Cette loi augmentait à ce titre leur autonomie, leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) et redéfinissait les relations du Québec et des municipalités «dans le but d'accroître leur autonomie et d'élargir leurs compétences».
La Loi 122 stipulait également que la Politique de gestion contractuelle qu'a adoptée toute municipalité en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (ci-après la LCV) devenait un Règlement sur la gestion contractuelle (ci-après le RGC) dès le 1er janvier 2018 (articles 278 et 282). Le 26 mars 2020, une version modifiée du RGC a été adoptée par les instances décisionnelles de la Ville (CG 20 0158).

En vertu de l'article 573.3.1.2 de la LCV, la Ville de Montréal doit publier annuellement un rapport concernant l'application du RGC afin de rendre compte de l'application des mesures prévues au RGC, de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Ville et d'indiquer toute modification apportée au RGC au cours de l'année écoulée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0158 - 26 mars 2020 (1204184002) - Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024).
CG19 0499 - 21 novembre 2019 (1194990001) - Déposer le rapport sur l'application du règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2018.

CG18 0310 - CG18 0387 - 21 juin 2018 (1184990002) - 1) Remplacer la version du Règlement sur la gestion contractuelle adoptée par le conseil d'agglomération le 25 août 2016 par le nouveau Règlement sur la gestion contractuelle 2) Adopter le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle afin que soit délégué au comité exécutif l'exercice de certains pouvoirs liés à l'application du Règlement sur la gestion contractuelle avec la possibilité que le comité exécutif les sous-délègue à un fonctionnaire**.**

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour motivation le dépôt du bilan annuel de 2019 relativement aux actions prises en lien avec l'application du RGC (le rapport est joint au présent dossier décisionnel).

JUSTIFICATION

Ce rapport fera connaître aux instances les mesures prises par la Ville afin d'encadrer les normes du RGC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par ce rapport, le conseil municipal est informé, conformément à la disposition de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, de l'application du Règlement sur la gestion contractuelle par la Ville de Montréal depuis son adoption.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 12 août
CM: 24 août
CG: 27 août

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Andrée SIMARD, Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rooward ANGIBEAU
conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514-868-5710
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-18

Jorge REBELO
Chef de section

Tél : 514 872-4822
Télécop. : 514 872-7510

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-06-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-06-30

RAPPORT SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE (RGC) POUR L'ANNÉE 2019

Le Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) s'applique aux contrats relevant du conseil d'agglomération, du conseil municipal et du comité exécutif. Le RGC adopté par le conseil municipal s'applique également aux arrondissements, selon la résolution CM18 1016 adoptée en vertu de l'article 85.5 de la charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

En vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (LCV), la Ville est tenue de déposer, au moins une fois l'an et lors d'une séance du conseil, un rapport se rapportant l'application du règlement.

1. Les règles favorisant la rotation des cocontractants

Le RGC permet d'octroyer de gré à gré un contrat dont la dépense est égale ou supérieure à 25 000 $, mais inférieure au seuil de dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumission publique, pourvu que le RGC comporte des règles pour favoriser la rotation des cocontractants. Ce seuil est présentement établi à 101 100 $. Les règles favorisant la rotation font l'objet des articles 33 et 34 du RGC.

Nous présentons ci-dessous, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, un sommaire des contrats de gré à gré ayant occasionné une dépense égale ou supérieure à 25 000 $ et inférieure à 101 100 $, pour tous les services corporatifs et arrondissements de la Ville de Montréal.

Sommaire des contrats octroyés de gré à gré en vertu des articles 33 et 34 du RGC
Bons de commande avec une dépense égale ou supérieure à 25 000 $ et inférieure à 101 100 $
Tous les services corporatifs et arrondissements

Période			
De :	2019-01-01	À :	2019-12-31

	Total	Rotation respectée (fournisseur/unité d'affaires)	Demande de prix documentée (Système Intégré Montréal)	Exceptions reliées aux mesures d'urgence	Exception à la LCV	Autres*
Nombre de contrats (BC)	1500	1332	35	46	45	42
Pourcentage (année 2019)	100%	88,80%	2,33%	3,07%	3,00%	2,80%

	Total	Rotation respectée (fournisseur/unité d'affaires)	Demande de prix documentée (Système Intégré Montréal)	Exceptions reliées aux mesures d'urgence	Exception à la LCV	Autres*
Somme de contrats (BC) (en millions de dollars)	72,85	64,13	2,08	2,64	2,13	1,87
Pourcentage	100%	88,03%	2,86%	3,62%	2,92%	2,57%

Source: information saisie dans Simon par les émetteurs des documents (extraction 14 janvier 2020)

* Exemples de transactions qui ne rencontrent pas le RGC :
- absence de justifications du choix d'un fournisseur;
- absence de demandes de prix au BC;
- fractionnement des commandes;
- absence des liens avec les ententes ou les dossiers approuvés par les instances.

Les proportions pour l'année 2018 et 2019 sont très similaires. Le taux de rotation respecté (fournisseur/unité d'affaires) était de 89,43% en 2018, comparativement à 88,80% en 2019. Les transactions au cours desquelles les bonnes pratiques n'ont pas été respectées représentaient respectivement 2,64% en 2018 et 2,80% en 2019.

Au cours de l'année 2020, le Service de l'approvisionnement prévoit rencontrer les unités d'affaires qui ont effectué des transactions avec manquements au RGC afin de leur présenter les résultats du rapport ainsi que de leur demander un plan d'action.

2. Encadrements et autres documents de support

Il n'y a eu aucun changement apporté aux documents administratifs en 2019 en lien avec l'application du Règlement sur la gestion contractuelle, soit :

- la directive *Règlement sur la gestion contractuelle : nouvelles dispositions sur l'application du mode d'octroi de contrats de gré à gré* (réf. : C-RM-APP-D-18-001)

- la directive *Contingences, variations des quantités, incidences et déboursés dans les contrats* (réf. : C-OG-DG-D-18-001)

- la directive *Situations conférant un avantage indu lors d'un octroi de contrat* (réf. : C-OG-CG-D-18-001)

- les fichiers en lien avec le RGC:
    - Procédure d'acquisition – contrats de gré à gré entre 25 000$ et le seuil d'appel d'offres public;
    - Formulaire – sommaire de la démarche de gré à gré;
    - Gabarit – formulaire de demande de prix GAG.

Nous prévoyons une révision du RGC au cours de l'année 2020 en lien, notamment, avec la mise en place du processus de sanction.

3. Registre des personnes inadmissibles

Le Service de l'approvisionnement (SAPP) continue de tenir à jour le registre des personnes inadmissibles. Ce registre comportait, au 31 décembre 2019, vingt-et-un (21) noms de personnes ou de sociétés sanctionnées pour différentes infractions liées au RGC. En 2019, deux (2) noms ont été ajoutés, soit «Transport Rosemont Inc.» et «Les entreprises Sylvain Choquette Inc.».

Aucun retrait n'a été effectué puisqu'aucune sanction imposée n'est arrivée à échéance.

4. Rapports, outils et formation

4.1 Rapports

Il n'y a eu aucun changement apporté au rapport de *Validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré*, ni au rapport portant sur les *Contrats octroyés de gré à gré sans respect des règles de rotation par fournisseur*.

4.2 Outils

La demande de prix et d'octroi (DPO)

En 2019, le SAPP a poursuivi le développement du nouvel outil informatisé *Demande de prix et octroi* (DPO).

Différents tests ont été effectués afin d'éliminer toute problématique en lien avec son utilisation.

L'implantation de cet outil est prévue au cours de l'année 2020. Il permettra, notamment :

- de procéder à des envois automatisés des demandes de prix;
- de transférer l'information saisie dans DPO en bon de commande SIMON;
- d'être plus efficient grâce à l'utilisation d'un outil qui est relié au système SIMON;
- de garder un historique de la démarche faite par les responsables des achats.

Le module contrat

Au niveau des documents contractuels, le développement d'un modèle de contrat gré à gré standardisé a débuté en 2019. Ce travail est fait en collaboration avec le Service des affaires juridiques (SAJ) ainsi que la firme Édilex. Le module, contenu dans l'application Édilex, permettra de générer les documents suivants :

- Un document de référence qui sera utilisé lors d'une demande de prix avec la fonctionnalité de le convertir en contrat;

- Un contrat-type qui sera utilisé pour réaliser l'achat de gré à gré.

En résumé, ce module permettra d'obtenir des clauses harmonisées et deviendra le contrat formel pour les transactions de gré à gré. Le déploiement du module est prévu au cours de l'année 2020.

4.3 Formation sur les transactions de gré à gré de 25 000 $ à 101 100 $

En 2019, quatre-vingts (80) personnes additionnelles ont été formées sur l'application du mode d'octroi de contrats de gré à gré. Depuis 2018, un total d'environ mille cinquante-trois (1053) personnes ont été formées dans l'ensemble des unités d'affaires.

Au terme de cette formation, tous les participants connaissaient les modalités d'octroi des contrats de gré à gré et les bonnes pratiques à mettre en application. Toute l'année, le SAPP a également offert de l'accompagnement aux unités d'affaires au cours de leur démarche d'acquisition en répondant à une centaine de courriels.

En 2020, les agents d'approvisionnement de niveau 1 auront la responsabilité d'émettre les bons de commande des contrats conclus de gré à gré entre 25 000 $ et 101 100 $ dans l'ensemble de la Ville.

5. Communication

En octobre 2019, un communiqué a été envoyé aux directeurs et chefs de division des services et arrondissements portant sur les irrégularités de l'année 2018 quant au recours au mode d'octroi de contrats de gré à gré. Le SAPP a émis ce communiqué afin de mettre l'emphase sur les principales actions et les bonnes pratiques à respecter lors de cette utilisation, en référence à l'application de l'encadrement administratif C-RM-APP-D-18-001. Le communiqué recommandait également aux gestionnaires l'utilisation du *Rapport de contrôle*, celui-ci permettant aux gestionnaires de recenser les bons de commande n'ayant pas respecté la règle de rotation et de mettre en place des actions correctives, le cas échéant.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 07.04

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1200029005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019

Il est recommandé :
de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019, ajusté des éléments mentionnés ci-dessus, et de le déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération du 27 août 2020.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-07-16 17:11

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1200029005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Lors du dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019, le document sous format PDF et joint au dossier décisionnel comportait deux coquilles, soit la présentation en double de la page S12 «'Renseignements complémentaires - Informations sectorielles consolidées - Résultats détaillés par organismes» et l'absence de la page S14 «Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes». Le présent Addenda a pour effet d'inclure dans le GDD 1200029004 le document corrigé.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

514 872-2436
Tél :
Télécop. : 514 872-8647

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Montréal (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Signature Yves Courchesne, CPA, CGA Date 2020-04-21

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

Annexe : Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences 23

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages 11, 12, 13, 18-1, 18-2 et 18-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Cependant, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMH. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement aux états financiers consolidés de la Ville, ayant été déposés au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celle-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes et renseignements complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	3 554 693 000	3 529 631 000	3 460 181 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3	426 130 000	425 936 000	418 105 000
Transferts	4	1 301 698 000	1 233 622 000	1 506 828 000
Services rendus	5	1 807 738 000	1 812 902 000	1 725 422 000
Imposition de droits	6	248 418 000	369 332 000	318 973 000
Amendes et pénalités	7	208 413 000	179 463 000	189 033 000
Revenus de placements de portefeuille	8	116 842 000	152 612 000	128 401 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 521 000	15 963 000
Autres revenus	10	110 296 000	97 592 000	121 294 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 063 751 000	8 090 466 000	8 148 617 000
Charges				
Administration générale	14	772 875 000	706 143 000	678 195 000
Sécurité publique	15	1 071 467 000	1 123 864 000	1 105 533 000
Transport	16	2 912 408 000	2 885 702 000	2 642 669 000
Hygiène du milieu	17	668 089 000	665 280 000	688 239 000
Santé et bien-être	18	176 496 000	182 698 000	149 178 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	303 306 000	323 907 000	244 862 000
Loisirs et culture	20	768 794 000	807 605 000	782 920 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	536 514 000	510 653 000	500 709 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 209 949 000	7 205 852 000	6 792 305 000
Excédent (déficit) de l'exercice	25	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 791 705 000	8 435 393 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		9 791 705 000	8 435 393 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 676 319 000	9 791 705 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	902 734 000	563 290 000
Débiteurs (note 5)	2	5 057 134 000	4 773 083 000
Prêts (note 6)	3	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 739 808 000	2 880 376 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 970 000	1 592 000
	8	8 759 246 000	8 255 928 000
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	578 396 000	456 280 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 313 560 000	2 024 366 000
Revenus reportés (note 12)	12	577 139 000	318 613 000
Dette à long terme (note 13)	13	12 980 955 000	12 342 217 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	308 651 000	316 864 000
	15	16 758 701 000	15 458 340 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	157 844 000	133 716 000
Stocks de fournitures	19	98 134 000	92 911 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	131 551 000	161 278 000
	21	18 675 774 000	16 994 117 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	10 676 319 000	9 791 705 000

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(3 015 347 000)	(2 747 389 000)	(2 911 897 000)
Produit de cession	3	6 701 000	21 652 000	29 925 000
Amortissement	4	1 070 928 000	1 054 966 000	1 016 695 000
(Gain) perte sur cession	5	(6 701 000)	(11 262 000)	(16 449 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 944 419 000)	(1 682 033 000)	(1 881 726 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(24 128 000)	(3 133 000)
Variation des stocks de fournitures	9		(5 223 000)	(7 329 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		29 727 000	107 309 000
	11		376 000	96 847 000
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 090 617 000)	(797 043 000)	(428 567 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	884 614 000	1 356 312 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(11 262 000)	(16 449 000)
-	4		
	5	1 928 318 000	2 356 558 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(284 051 000)	(567 308 000)
Autres actifs financiers	7	(20 013 000)	(4 757 000)
Créditeurs et charges à payer	8	234 999 000	94 208 000
Revenus reportés	9	258 526 000	155 782 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(8 213 000)	(142 052 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(24 506 000)	766 000
Stocks de fournitures	12	(5 223 000)	(7 329 000)
Autres actifs non financiers	13	29 727 000	107 309 000
	14	2 109 564 000	1 993 177 000
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 693 194 000)	(2 815 718 000)
Produit de cession	16	21 652 000	29 925 000
	17	(2 671 542 000)	(2 785 793 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(691 647 000)	(562 448 000)
Cession	21	832 215 000	756 191 000
	22	140 568 000	193 743 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 946 086 000	2 110 169 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 307 348 000)	(1 045 617 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	122 116 000	(182 019 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	760 854 000	882 533 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	339 444 000	283 660 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	563 290 000	279 630 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	563 290 000	279 630 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	902 734 000	563 290 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

Voir la note 1 à la page S11-11.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ("NCCSP"). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 25 et 28.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

Voir la note 2.A à la page S11-11.

b) Partenariats

S/O.

B) Comptabilité d'exercice

S/O.

C) Actifs

.

a) Actifs financiers

Voir la note 2.C à la page S11-12.

b) Actifs non financiers

Voir la note 2.E à la page S11-15.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Voir la note 2.D aux pages S11-13 et S11-14.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) Revenus

Voir la note 2.F à la page S11-16.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Voir la note 2.D.e à la page S11-14.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

H) Instruments financiers

Voir la note 2.G.c à la page S11-18.

I) Autres éléments

Voir la note 2.B à la page S11-12 et la note 2.G aux pages S11-17 à S11-19.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	846 398 000	558 190 000
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	56 336 000	5 100 000
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	902 734 000	563 290 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	103 027 000	198 144 000

Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôt. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,89 % à 2,40 % (2,10 % en 2018). Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, à la page S10, le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2019 est établi à 660,3 M$ (606,1 M$ en 2018). La variation de ce coût entre 2019 et 2018 est retranchée des créditeurs et charges à payer ainsi que des acquisitions puisqu'elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	100 505 000	119 208 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 199 872 000	3 970 088 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	273 690 000	256 620 000
Organismes municipaux	15	56 063 000	57 694 000
Autres			
- Services rendus et autres	16	427 004 000	369 473 000
-	17		
	18	5 057 134 000	4 773 083 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 886 157 000	2 862 834 000
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 886 157 000	2 862 834 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	134 889 000	128 500 000

Note

Voir la note 5 aux pages S11-20 et S11-21.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24	5 691 000	5 376 000
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Aux PME Montréal	26	45 493 000	29 080 000
- Soldes prix de vente et autres	27	6 416 000	3 131 000
	28	57 600 000	37 587 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Voir la note 6 à la page S11-22.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	2 377 291 000	2 566 743 000
Autres placements	31	362 517 000	313 633 000
	32	2 739 808 000	2 880 376 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	2 377 291 000	2 566 743 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Voir la note 7 aux pages S11-22 et S11-23.

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(31 445 000)	(28 003 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(277 206 000)	(288 861 000)
	37	(308 651 000)	(316 864 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	331 418 000	236 878 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(1 966 000)	22 067 000
Régimes à cotisations déterminées	40	1 460 000	1 277 000
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	2 902 000	2 777 000
	43	333 814 000	262 999 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Voir la note 8 aux pages S11-24 à S11-27.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 970 000	1 592 000
Autres	45		
	46	1 970 000	1 592 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

Voir la note 10 à la page S11-28.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	835 248 000	708 693 000
Salaires et avantages sociaux	48	586 547 000	567 554 000
Dépôts et retenues de garantie	49	256 812 000	230 631 000
Provision pour contestations d'évaluation	50	40 708 000	39 153 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	83 141 000	83 907 000
Assainissement des sites contaminés	52	77 227 000	99 367 000
Autres			
- Int. courus sur la dette à LT	53	92 506 000	88 398 000
- Autres provisions	54	108 473 000	89 747 000
- Gouv. du Qc et entreprises	55	51 015 000	54 469 000
- ARTM	56	96 987 000	10 744 000
- Autres	57	84 896 000	51 703 000
	58	2 313 560 000	2 024 366 000

Note

Voir la note 11 à la page S11-29.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	16 170 000	16 185 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		5 256 000
Fonds parcs et terrains de jeux	62	55 421 000	34 795 000
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Prime à l'émission de titres	68	74 856 000	62 651 000
- Autres transferts	69	384 806 000	155 716 000
- Fonds de dév. logement social	70	22 205 000	18 198 000
- Autres	71	23 681 000	25 812 000
	72	577 139 000	318 613 000

Note

Voir la note 12 à la page S11-30.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	11,00	2020	2045	73	12 779 514 000	12 224 323 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,75	7,25	2020	2029	80	201 441 000	117 894 000
					81	12 980 955 000	12 342 217 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( )
					83	12 980 955 000	12 342 217 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019	
2020	84	200 000 000	92	417 701 000	100	109	11 214 000	117	628 915 000	
2021	85	600 000 000	93	421 329 000	101	110	10 145 000	118	1 031 474 000	
2022	86	59 000 000	94	706 174 000	102	111	49 648 000	119	814 822 000	
2023	87	810 000 000	95	636 187 000	103	112	7 354 000	120	1 453 541 000	
2024	88	954 500 000	96	239 621 000	104	113	7 071 000	121	1 201 192 000	
2025 et +	89	6 779 972 000	97	955 030 000	105	114	116 009 000	122	7 851 011 000	
	90	9 403 472 000	98	3 376 042 000	106	115	201 441 000	123	12 980 955 000	
Intérêts et frais accessoires					107	( )		124	( )	
	91	9 403 472 000	99	3 376 042 000	108	116	201 441 000	125	12 980 955 000	

Note
Voir la note 13 aux pages S11-30 à S11-32.

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	2 473 247 000	158	257 947 000	185	36 919 000	212	2 694 275 000
Eaux usées	131	3 398 852 000	159	204 770 000	186	452 818 000	213	3 150 804 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	4 181 838 000	160	448 532 000	187	242 054 000	214	4 388 316 000
Autres	133	6 109 943 000	161	559 701 000	188	79 049 000	215	6 590 595 000
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 120 244 000	163	546 976 000	190	14 727 000	217	4 652 493 000
Améliorations locatives	136	131 831 000	164	19 005 000	191	352 000	218	150 484 000
Véhicules	137	3 686 172 000	165	325 153 000	192	89 053 000	219	3 922 272 000
Ameublement et équipement de bureau	138	652 540 000	166	170 937 000	193	66 654 000	220	756 823 000
Machinerie, outillage et équipement divers	139	473 580 000	167	58 818 000	194	40 797 000	221	491 601 000
Terrains	140	1 396 431 000	168	151 534 000	195	2 895 000	222	1 545 070 000
Autres	141	13 089 000	169	4 016 000	196		223	17 105 000
	142	26 637 767 000	170	2 747 389 000	197	1 025 318 000	224	28 359 838 000
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	26 637 767 000	172	2 747 389 000	199	1 025 318 000	226	28 359 838 000
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	704 732 000	173	82 960 000	200	36 897 000	227	750 795 000
Eaux usées	146	1 951 749 000	174	108 159 000	201	452 819 000	228	1 607 089 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 642 884 000	175	199 962 000	202	242 053 000	229	1 600 793 000
Autres	148	2 142 267 000	176	229 736 000	203	79 050 000	230	2 292 953 000
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 733 675 000	178	125 028 000	205	14 515 000	232	1 844 188 000
Améliorations locatives	151	73 916 000	179	11 831 000	206	274 000	233	85 473 000
Véhicules	152	1 274 250 000	180	157 179 000	207	82 409 000	234	1 349 020 000
Ameublement et équipement de bureau	153	294 429 000	181	98 174 000	208	66 132 000	235	326 471 000
Machinerie, outillage et équipement divers	154	213 447 000	182	41 866 000	209	40 779 000	236	214 534 000
Autres	155	206 000	183	71 000	210		237	277 000
	156	10 031 555 000	184	1 054 966 000	211	1 014 928 000	238	10 071 593 000
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	16 606 212 000					239	18 288 245 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Voir la note 15 à la page S11-33. Le poste autres infrastructures comprend les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

infrastructures suivantes: Réseau du métro de 3 274 M$, Conduits souterrains 1 219 M$, réseau d'éclairage 289 M$, parcs 1 499 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 15 M$, décharges de neige 123 M$, centre de tri de matières recyclables 56 M$ et infrastructures régionales de la STM 87 M$ (en 2018, réseau du métro 3 020 M$, Conduits souterrains 1 153 M$, réseau d'éclairage 260 M$, parcs 1 393 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 14 M$, décharges de neige 145 M$, centre de tri de matières recyclables 16 M$ et infrastructures régionales de la STM 80 M$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	159 814 000	135 308 000
	253	159 814 000	135 308 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	1 970 000	1 592 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	157 844 000	133 716 000

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Dépôt achat métros et bus	256	54 523 000	92 400 000
- Dépôt achat d'autres actifs	257	5 169 000	
- Frais d'émission et d'escompte	258	60 182 000	60 011 000
Autres			
- Autres	259	11 677 000	8 867 000
-	260		
	261	131 551 000	161 278 000

Note

Voir la note 17 à la page S11-34.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

Voir la note 18 à la page S11-34.

19. Droits contractuels

Voir la note 19 à la page S11-35.

20. Passifs éventuels

Voir la note 20 aux pages S11-35 et S11-36.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
262			

Voir la note 20d à la page S11-36.

b) Auto-assurance

Voir la note 20a à la page S11-35.

c) Poursuites

Voir la note 20a à la page S11-35.

d) Autres

Voir les notes 20b et 20c aux pages S11-35 et S11-36.

21. Actifs éventuels

Voir la note 21 à la page S11-36.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

23. Données budgétaires

Voir la note 23 à la page S11-37.

24. Instruments financiers

Voir la note 24 aux pages S11-37 et S11-38.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Excédent accumulé
Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

26 Revenus de transferts
Voir la note 26 à la page S11-41.

27 Revenus d'intérêts
Voir la note 27 à la page S11-41.

28 Remboursement de la dette
Voir la note 28 à la page S11-41.

29 Information relative aux apparentés
Voir la note 29 à la page S11-42.

30 Transfert d'actifs, de passifs, d'obligations et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation
Voir la note 30 à la page S11-42.

31 Événements postérieurs à la date des états financiers
Voir la note 31 à la page S11-43.

32 Chiffres de l'exercice précédent
Voir la note 32 à la page S11-43.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

---

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (la SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (la SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les provisions pour dévaluation de prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, des revenus relatifs aux services rendus par la STM à l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

b) Placements de portefeuille

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

c) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

d) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour moins-value est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs (suite)

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2019, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 $. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

c) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

F) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'ARTM a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments

a) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;

- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;

- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;

- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;

- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;

- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;

- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;

- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

b) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

c) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. MODIFICATION DE MÉTHODE COMPTABLE

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

Voir note 4 à la page S11-3 ou 9-3(2).

5. DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Taxes	100 505	119 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	273 690	256 620
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	4 199 872	3 970 088
Organismes municipaux	56 063	57 694
Services rendus et autres	427 004	369 473
	5 057 134	4 773 083

[1] Comprend les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme de 2 886,2 M$ (2 862,8 M$ en 2018) dont la juste valeur s'établit à 2 990,9 M$ (2 912,1 M$ en 2018).

Une provision pour créances douteuses de 134,9 M$ (128,5 M$ en 2018) a été déduite des débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

5. DÉBITEURS (suite)
(en milliers de dollars)

Les encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2019, s'établissent comme suit :

		Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2019				
	2020	325 596	3,33 %	4 175
	2021	284 389	3,22 %	21 268
	2022	253 989	3,19 %	13 358
	2023	217 214	3,16 %	62 206
	2024	149 867	3,25 %	99 262
	1 à 5 ans	1 231 055	3,24 %	200 269
	6 à 10 ans	335 381	2,77 %	525 728
	11 à 15 ans	151 421	2,71 %	377 173
	16 à 20 ans	45 778	2,79 %	19 352
		1 763 635	3,09 %	1 122 522
31 décembre 2018				
	2019	334 482	3,65 %	14 590
	2020	296 647	3,43 %	4 249
	2021	255 019	3,32 %	21 565
	2022	224 618	3,30 %	13 656
	2023	188 572	3,27 %	62 504
	1 à 5 ans	1 299 338	3,42 %	116 564
	6 à 10 ans	359 742	3,05 %	460 697
	11 à 15 ans	140 343	2,75 %	403 364
	16 à 20 ans	54 109	2,92 %	28 677
		1 853 532	3,28 %	1 009 302

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Prêts aux PME MTL	45 493	29 080
Prêts à un office municipal d'habitation	5 691	5 376
Prêts à des organismes à but non lucratif	4 534	2 303
Soldes de prix de vente	1 882	828
	57 600	37 587

Les prêts aux PME MTL, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,3 M$ (2,7 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 1,9 M$ (2,3 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéant en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,0 M$ (1,5 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Au 31 décembre 2019, aucune provision pour moins-value n'a été constatée (aucune en 2018).

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE
(en milliers de dollars)

	2019			2018
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	-	106 743	106 743	141 062
Obligations et débentures	2 377 291	255 774	2 633 065	2 739 314
	2 377 291	362 517	2 739 808	2 880 376

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des placements s'établit à 2 820,8 M$ (2 913,3 M$ en 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffraient respectivement à 2 566,7 M$ et à 313,6 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps et des établissements de la santé et des services sociaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 505,1 M$ (700,0 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2019				
2020	106 743	394 763	501 506	2,73 %
2021	-	211 302	211 302	4,06 %
2022	-	143 061	143 061	2,89 %
2023	-	193 331	193 331	3,25 %
2024	-	409 668	409 668	3,12 %
1 à 5 ans	106 743	1 352 125	1 458 868	3,12 %
6 à 10 ans	-	878 991	878 991	3,24 %
11 à 15 ans	-	212 603	212 603	3,91 %
16 à 20 ans	-	166 973	166 973	3,91 %
Plus de 20 ans	-	22 373	22 373	4,10 %
	106 743	2 633 065	2 739 808	3,27 %
31 décembre 2018				
2019	141 062	385 925	526 987	3,78 %
2020	-	417 462	417 462	2,85 %
2021	-	191 149	191 149	4,09 %
2022	-	135 342	135 342	2,91 %
2023	-	191 895	191 895	3,29 %
1 à 5 ans	141 062	1 321 773	1 462 835	3,41 %
6 à 10 ans	-	976 515	976 515	3,42 %
11 à 15 ans	-	237 121	237 121	3,68 %
16 à 20 ans	-	181 010	181 010	3,62 %
Plus de 20 ans	-	22 895	22 895	4,10 %
	141 062	2 739 314	2 880 376	3,45 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Régimes de retraite à prestations déterminées	31 445	28 003
Autres régimes	277 206	288 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs	308 651	316 864

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 329,5 M$ (258,9 M$ en 2018). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,5 M$ (1,3 M$ en 2018) et à 2,9 M$ (2,8 M$ en 2018).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices 2016 à 2018.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	20 741 485	-	19 741 973	-
Obligation au titre des prestations constituées	(20 583 458)	(292 262)	(19 391 122)	(299 862)
Excédent (déficit)	158 027	(292 262)	350 851	(299 862)
Pertes (gains) actuarielles non amorties	(51 711)	15 056	(42 526)	11 001
Actif (passif) au titre des prestations constituées	106 316	(277 206)	308 325	(288 861)
Provision pour moins-value	(137 761)	-	(336 328)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(31 445)	(277 206)	(28 003)	(288 861)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 746 045)	(292 262)	(6 787 150)	(299 862)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 235 411	-	6 208 473	-
Déficit	(510 634)	(292 262)	(578 677)	(299 862)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 741 973	-	19 018 793	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 164 263	-	1 136 308	-
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	347 775	-	20 142	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 512 038	-	1 156 450	-
Cotisations de l'employeur	327 976	9 689	391 010	9 987
Cotisations des employés	233 696	-	209 706	-
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Solde à la fin de l'exercice	20 741 485	-	19 741 973	-
Juste valeur des actifs des régimes [1]	21 318 594	-	19 427 822	-

[1] La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2019		2018	
	Régimes de retraite [1]	Autres régimes	Régimes de retraite [1]	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 391 122	299 862	18 893 396	304 886
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Pertes (gains) survenues dans l'exercice sur l'obligation	270 179	1 806	(22 445)	(15 365)
Solde à la fin de l'exercice	20 583 458	292 262	19 391 122	299 862

[1] Au 31 décembre 2019, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 2 196,1 M$ (1 771,1 M$ au 31 décembre 2018) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Cotisations des employés	(233 696)	-	(209 706)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(134 220)	(2 580)	-	(4)
Amortissement des pertes actuarielles	65 809	331	96 031	1 743
Charge au titre des avantages de retraite	541 827	(12 429)	357 569	11 160
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 164 263)	-	(1 136 308)	-
Charge (revenu) d'intérêt	(11 842)	10 463	(53 395)	10 907
Variation de la provision pour moins-value	(198 567)	-	(67 296)	-
Charge totale	331 418	(1 966)	236 878	22 067

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,70% à 6,20%	3,00% à 3,50%	5,90% à 6,20%	3,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70% à 6,25%		5,90% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,10%	2,10%	2,00% à 2,10%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,20% à 2,75%	2,20% à 2,50%	2,50% à 2,85%	2,50% à 3,10%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 7,50%		3,00% à 7,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,00%		3,00% à 5,00%
Années où le taux devrait se stabiliser		2027 et 2028		2027 et 2028

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2019	2018
Régimes à cotisations déterminées	1 460	1 277
Régimes de retraite des élus municipaux	2 902	2 777

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

9. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Voir la note 9 à la page S11-4.

10. EMPRUNTS TEMPORAIRES

	2019		2018	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	312 000	-	319 100	66 500
Titres [1]	1 781 500	578 396	1 762 200	389 780
	2 093 500	578 396	2 081 300	456 280

[1] Le montant total des titres autorisés de 1 781,5 M$ (1 762,2 M$ en 2018) se compose de la limite autorisée de 750,0 M$ à la STM et de 1 031,5 M$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires. La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018, le taux moyen pondéré des marges de crédit utilisées était de 2,39 %.

Au 31 décembre 2019, le taux moyen pondéré des titres émis est de 1,87 % (2,17 % en 2018)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

11. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Fournisseurs	835 248	708 693
Rémunération et charges sociales	586 547	567 554
Dépôts et retenues de garantie	256 812	230 631
Intérêts courus sur la dette à long terme	92 506	88 398
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides [1]	83 141	83 907
Passif environnemental [2]	77 227	99 367
Contestations d'évaluation	40 708	39 153
Autres	108 473	89 747
Gouvernement du Québec et ses entreprises [3]	51 015	54 469
Autorité régionale de transport métropolitain	96 987	10 744
Autres	84 896	51 703
	2 313 560	2 024 366

[1] La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 145,2 M$ (153,2 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018).

[2] La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2019, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 54,1 M$ (76,9 M$ en 2018), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2045, se chiffrent à 73,5 M$ (96,5 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 23,1 M$ (22,5 M$ en 2018). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils sont confirmés et qu'ils satisfont à tous les critères de comptabilisation, sont portés en réduction du passif. Des recouvrements de 9,8 M$ (9,8 M$ 2018) ont réduit la provision au 31 décembre 2019.

[3] En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2019, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 39,3 M$ (39,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts	384 806	160 972
Primes à l'émission de titres	74 856	62 651
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	55 421	34 795
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 170	16 185
Fonds de développement du logement social	22 205	18 198
Autres	23 681	25 812
	577 139	318 613

13. DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Obligations et emprunts bancaires [1]	12 779 514	12 224 323
Emprunts à terme et hypothèques immobilières [2]	177 972	90 645
Autres dettes à long terme	23 469	27 249
	12 980 955	12 342 217

[1] Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2018).

[2] Les hypothèques immobilières, au montant de 5,1 M$ (11,1 M$ en 2018), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 20,6 M$ (33,3 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2019	2018
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 753 298	4 276 154
De l'agglomération	2 583 345	2 281 092
Placements du fonds d'amortissement	2 377 291	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 886 157	2 862 834
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	380 864	355 394
	12 980 955	12 342 217

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 278,5 M$ (183,5 M$ en 2018). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2019			2018		
Années	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net
2019				1 301 788	242 780	1 059 008
2020	628 915	57 431	571 484	587 777	88 011	499 766
2021	1 031 474	297 167	734 307	964 097	297 167	666 930
2022	814 822	461 024	353 798	748 637	461 023	287 614
2023	1 453 541	579 812	873 729	1 319 772	507 072	812 700
2024	1 201 192	203 102	998 090	-	-	-
1 à 5 ans	5 129 944	1 598 536	3 531 408	4 922 071	1 596 053	3 326 018
6 à 10 ans	4 217 670	1 377 610	2 840 060	4 261 707	1 119 630	3 142 077
11 à 15 ans	1 234 463	93 321	1 141 142	722 607	80 365	642 242
16 à 20 ans	1 345 148	191 183	1 153 965	1 382 102	151 811	1 230 291
2043	934 556	-	934 556	934 556	-	934 556
2045	119 174	-	119 174	119 174	-	119 174
TOTAL	12 980 955	3 260 650	9 720 305	12 342 217	2 947 859	9 394 358

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2019	2018
Années d'échéance	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	3,57 %	3,75 %
6 à 10 ans	3,15 %	3,59 %
11 à 15 ans	4,13 %	4,13 %
16 à 20 ans	3,36 %	3,60 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
	3,66 %	3,89 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 255,7 M$ (13 109,1 M$ en 2018). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

14. ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

Voir la note 14 à la page S11-6.

15. IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Cessions / Radiations	Solde à la fin de l'exercice
COÛT				
Infrastructures	13 144 042	1 203 507	797 927	13 549 622
Réseau du métro - infrastructures	2 691 757	267 443	12 913	2 946 287
Réseau du métro - tunnels	328 081	-	-	328 081
Voitures de métro	1 964 959	104 565	-	2 069 524
Bâtiments	4 120 244	546 976	14 727	4 652 493
Améliorations locatives	131 831	19 005	352	150 484
Véhicules	1 721 213	220 588	89 053	1 852 748
Ameublement et équipement de bureau	652 540	170 937	66 654	756 823
Machinerie, outillage et équipement	473 580	58 818	40 797	491 601
Terrains	1 396 431	151 534	2 895	1 545 070
Autres	13 089	4 016	-	17 105
	26 637 767	2 747 389	1 025 318	28 359 838
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 558 715	517 650	797 906	5 278 459
Réseau du métro - infrastructures	775 855	99 769	12 913	862 711
Réseau du métro - tunnels	107 062	3 398	-	110 460
Voitures de métro	286 249	42 741	-	328 990
Bâtiments	1 733 675	125 028	14 515	1 844 188
Améliorations locatives	73 916	11 831	274	85 473
Véhicules	988 001	114 438	82 409	1 020 030
Ameublement et équipement de bureau	294 429	98 174	66 132	326 471
Machinerie, outillage et équipement	213 447	41 866	40 779	214 534
Autres	206	71	-	277
	10 031 555	1 054 966	1 014 928	10 071 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	16 606 212	1 692 423	10 390	18 288 245

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 1 115,7 M$ au 31 décembre 2019 (1 231,8 M$ en 2018). Aucune réduction de valeur n'a été opérée au cours de l'exercice (aucune en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

16. PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Voir la note 16 à la page S11-8.

17. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	54 523	92 400
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	5 169	-
Frais d'émission de titres	60 182	60 011
Autres	11 677	8 867
	131 551	161 278

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 069,0 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2020	2021	2022	2023	2024	2025-2050	Total
704,6 M$	424,0 M$	339,7 M$	262,8 M$	201,4 M$	1 136,5 M$	3 069,0 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 5 617,6 M$, dont 821,9 M$ pour l'acquisition de bus et 482,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

19. DROITS CONTRACTUELS

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 138,5 M$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 578,9 M$ et de services rendus de 559,6 M$ associés à la location de locaux et de prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2020 [1]	2021	2022	2023	2024	2025-2065	Total
301,4 M$	147,3 M$	128,1 M$	58,1 M$	46,3 M$	457,3 M$	1 138,5 M$

[1] Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 114,3 M$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 97,7 M$ et de services rendus de 16,6 M$ associés à des prêts d'employés.

Les droits contractuels liés aux activités d'immobilisations se chiffrent à 1 994,7 M$ dont 811,4 M$ pour l'acquisition de bus et 392,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

20. PASSIFS ÉVENTUELS

a) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 451,8 M$ (2 074,7 M$ en 2018).

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Selon lui, le réseau de transport collectif que gèrent la STM, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) (et les entités qui lui ont succédé) et l'administration municipale serait inaccessible et violerait les droits et libertés des personnes ayant un handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective de 171 M$ intentée par la Ligue des Noirs du Québec et autorisée par la Cour supérieure le 7 août 2019. Cette action collective concerne toute personne physique des communautés noires et culturelles qui aurait subi du profilage racial entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 32,0 M$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

b) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

20. PASSIFS ÉVENTUELS (Suite)

c) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

d) Garanties d'emprunts

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) (l'ARTM) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci se chiffrent à 193,6 M$ (201,7 M$ en 2018).

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 150,0 M$. Au 31 décembre 2019, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 8,6 M$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 3,2 M$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel relié aux prêts cautionnés est de 5,4 M$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

---

21. ACTIFS ÉVENTUELS

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

---

22. REDRESSEMENT AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (S/O)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

23. DONNÉES BUDGÉTAIRES

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en novembre 2018 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est montrée au tableau de la page S11-44.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en novembre 2018 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2019, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

24. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2019		2018	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	2 820 754	2 739 808	2 913 333	2 880 376
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 990 942	2 886 157	2 912 118	2 862 834
Dette à long terme	14 255 749	12 980 955	13 109 158	12 342 217

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2019, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	236 774	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés	606 280	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(982 306)	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 270 212)	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	11 626 006	10 718 932
	10 676 319	9 791 705

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment à l'aménagement et à l'entretien d'unités de stationnement, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à la différence entre le coût des immobilisations et le total des sources de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce solde net est viré par affectations à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);

- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);

- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);

- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) (affectations sur une période maximale de 10 ans);

- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

26. REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 596	5 488
Gouvernement du Québec	402 233	327 129
Communauté métropolitaine de Montréal	42 988	37 603
	450 817	370 220
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	28 874	34 378
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	163	25 502
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	275 391	526 522
Programme d'aide financière du fonds de l'insfrastructure de transport en commun	320 620	251 325
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	31 613	168 296
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	45 806	38 743
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	30 237	44 002
Autres	50 101	47 840
	782 805	1 136 608
	1 233 622	1 506 828

27. REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Placements du fonds d'amortissement	96 471	78 926
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	56 141	49 475
	152 612	128 401
Arriérés de taxes	14 521	15 963
	167 133	144 364

28. REMBOURSEMENT DE LA DETTE DANS LES DONNÉES FINANCIÈRES ÉTABLIES À DES FINS FISCALES

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et les charges de fonctionnement pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

29. INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2019, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

30. TRANSFERT D'ACTIFS, DE PASSIFS, D'OBLIGATIONS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, l'administration municipale avait débuté ou complété des démarches visant le transfert d'actifs, de passifs et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation de la Ville.

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Technoparc Montréal

En vertu d'une entente intervenue le 19 décembre 2019, Technoparc Montréal a cédé à l'administration municipale, sans compensation monétaire, l'ensemble de ses éléments d'actifs en contrepartie de la prise en charge, par l'administration municipale de son passif et de ses obligations et responsabilités. Les actifs, d'une valeur comptable nette de 18,5 M$, sont composés de propriétés destinées à la revente et d'immobilisations. Les passifs, au montant de 4,4 M$, sont principalement lié aux propriétés destinées à la revente.

Le transfert de ces actifs et passifs a été effectués à la valeur comptable nette à la date du transfert. Il n'a aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville. À compter du 1er janvier 2020, les activités associées à la gestion des actifs transférés seront exercées par l'administration municipale. Le processus de dissolution de Technoparc Montréal se poursuivra en 2020.

Exercice subséquent

Société en commandite Stationnement de Montréal

Le 31 décembre 2019, l'administration municipale a résilié l'entente qu'elle avait conclue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal, par laquelle elle lui avait confié l'exploitation du stationnement tarifé sur son territoire. Les parties ont signé un acte de cession qui fait en sorte que l'administration municipale devient propriétaire, le 1er janvier 2020, des immeubles et autres biens meubles liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession est consentie sans compensation monétaire et en considération de la prise en charge, par l'administration municipale, de certains contrats, réclamations et recours de la SCSM. Le 1er janvier 2020, la valeur comptable nette des actifs cédés est de 12,4 M$.

Agence de mobilité durable

L'Agence de mobilité durable, nouvel organisme du périmètre comptable, a été constituée le 13 février 2019 en vertu de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. À compter du 1er janvier 2020, conformément à une l'entente intervenue entre les parties, l'administration municipale lui a confié la gestion, le développement et la promotion du stationnement tarifé et lui cède certains actifs pour une considération équivalente à leur valeur comptable nette de 7,4 M$. Cette transaction, constatée à la valeur comptable nette, n'aura aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1er juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière. Il est prévu que la STM transférera à l'ARTM des voies réservées, des stationnements incitatifs et des terminus et que cette dernière cédera des stationnements incitatifs et des terminus.

COVID-19 (maladie à coronavirus 2019)

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 4 mai 2020.

Face à cette pandémie, la Ville a adopté plusieurs mesures spécifiques qui comprennent notamment l'annulation de festivals, événements sportifs et rassemblements publics sur l'ensemble du territoire montréalais jusqu'au 2 juillet ainsi que la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives, des bureaux Accès Montréal et de différents comptoirs de services. La Ville a également reporté au 2 juillet les deuxièmes versements des taxes foncières et des quotes-parts exigées des municipalités liées et suspendu l'augmentation annuelle des tarifs des parcomètres. Des mesures d'aide aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises. La Ville continue d'assurer les services municipaux essentiels, comme l'accès à l'eau potable, les services d'urgence, le transport collectif et la collecte des ordures et du recyclage.

De plus, la COVID-19 a aussi des incidences financières importantes telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers consolidés et sur la situation financière de la Ville au cours des exercices futurs.

---

32. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

CONCILIATION DES BUDGETS DÉPOSÉS ET DU BUDGET CONSOLIDÉ PRÉSENTÉ À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS *(en milliers de dollars)*

	2019				
	Budgets déposés				
	Administration municipale	Organismes contrôlés [1]	Ajustements [2]	Éliminations [3]	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 577 627	-	-	(22 934)	**3 554 693**
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	-	-	-	**275 845**
Quotes-parts	426 130	-	-	-	**426 130**
Transferts	320 344	814 146	212 000	(44 792)	**1 301 698**
Services rendus	316 538	1 585 772	-	(94 572)	**1 807 738**
Imposition de droits	248 418	-	-	-	**248 418**
Amendes et pénalités	208 413	-	-	-	**208 413**
Intérêts	151 678	16 315	-	(37 473)	**130 520**
Autres revenus	24 210	86 986	1 100	(2 000)	**110 296**
	5 549 203	2 503 219	213 100	(201 771)	**8 063 751**
Charges					
Administration générale	765 321	-	15 579	(8 025)	**772 875**
Sécurité publique	1 042 111	-	30 025	(669)	**1 071 467**
Transport	1 047 736	1 683 395	282 361	(101 084)	**2 912 408**
Hygiène du milieu	432 542	-	236 786	(1 239)	**668 089**
Santé et bien-être	115 107	74 550	1 667	(14 828)	**176 496**
Aménagement, urbanisme et développement	257 999	6 100	42 263	(3 056)	**303 306**
Loisirs et culture	589 601	49 418	165 172	(35 397)	**768 794**
Frais de financement	408 677	165 310	-	(37 473)	**536 514**
	4 659 094	1 978 773	773 853	(201 771)	**7 209 949**
Excédent avant financement et affectations	890 109	524 446	(560 753)	-	**853 802**
Financement					
Remboursement de la dette à long terme	(498 425)	-	498 425	-	**-**
Affectations (note 25)					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	-	(23 830)	-	**-**
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	-	434 661	-	**-**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	19 147	-	(19 147)	-	**-**
	(391 684)	-	391 684	-	**-**
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	524 446	329 356	-	**853 802**

[1] Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 297,1 M$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport 286,3 M$, santé et bien-être 10,7 M$ et aménagement, urbanisme et développement 0,1 M$.

[2] Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'immobilisations de 213,1 M$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 773,8 M$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

[3] En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

S12-G

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Effet net des opérations de restructuration				5 047 000			
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		8 573 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	**5 682 973 000**	**5 762 303 000**	**5 858 253 000**		**2 452 107 000**	**8 090 466 000**
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	**5 251 161 000**	**5 432 946 000**	**5 425 319 000**		**2 000 427 000**	**7 205 852 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	34	**431 812 000**	**329 357 000**	**432 934 000**		**451 680 000**	**884 614 000**

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	431 812 000	329 357 000	432 934 000	451 680 000	884 614 000
Moins: revenus d'investissement	2	(206 567 000)	(213 100 000)	(172 072 000)	(639 012 000)	(806 037 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	225 245 000	116 257 000	260 862 000	(187 332 000)	78 577 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	726 848 000	773 852 000	740 244 000	314 722 000	1 054 966 000
Produit de cession	5	29 863 000	6 701 000	18 576 000	3 076 000	21 652 000
(Gain) perte sur cession	6	(24 138 000)	(6 701 000)	(12 547 000)	1 285 000	(11 262 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7				5 047 000	
	8	732 573 000	773 852 000	746 273 000	324 130 000	1 065 356 000
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	33 148 000	38 900 000	60 380 000		26 110 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(506 440 000)	(540 244 000)	(541 991 000)	(109 335 000)	(651 326 000)
	18	(473 292 000)	(501 344 000)	(481 611 000)	(109 335 000)	(625 216 000)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(17 704 000)	( )	(10 531 000)	(51 143 000)	(61 674 000)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	117 980 000	23 830 000	159 109 000	273 000	159 382 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(354 486 000)	(434 661 000)	(437 312 000)	(9 095 000)	(446 407 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(17 622 000)	22 066 000	14 069 000	3 616 000	51 955 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(271 832 000)	(388 765 000)	(274 665 000)	(56 349 000)	(296 744 000)
	26	(12 551 000)	(116 257 000)	(10 003 000)	158 446 000	143 396 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	212 694 000		250 859 000	(28 886 000)	221 973 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

11

S14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	206 567 000	172 072 000	639 012 000	806 037 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(103 581 000)	(111 354 000)	( )	(111 354 000)
Sécurité publique	3	(58 918 000)	(50 547 000)	( )	(50 547 000)
Transport	4	(537 582 000)	(556 672 000)	(900 682 000)	(1 457 354 000)
Hygiène du milieu	5	(513 545 000)	(507 446 000)	( )	(507 446 000)
Santé et bien-être	6	(25 892 000)	(2 253 000)	(28 898 000)	(31 151 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(66 845 000)	(95 905 000)	(62 000)	(90 920 000)
Loisirs et culture	8	(415 138 000)	(498 597 000)	(20 000)	(498 617 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(1 721 501 000)	(1 822 774 000)	(929 662 000)	(2 747 389 000)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	918 781 000	1 082 587 000	268 802 000	1 385 656 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	17 704 000	10 531 000	51 143 000	61 674 000
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	10 150 000	15 155 000		15 155 000
Réserves financières et fonds réservés	17	426 443 000	84 782 000		84 782 000
	18	454 297 000	110 468 000	51 143 000	161 611 000
	19	(348 423 000)	(629 719 000)	(609 717 000)	(1 200 122 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(141 856 000)	(457 647 000)	29 295 000	(394 085 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	480 333 000	786 817 000	115 917 000	902 734 000
Débiteurs (note 5)	2	2 925 473 000	3 166 130 000	3 044 763 000	5 057 134 000
Prêts (note 6)	3	37 386 000	55 718 000	1 882 000	57 600 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 265 385 000	2 292 332 000	447 476 000	2 739 808 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 592 000	378 000	1 970 000
	8	5 710 169 000	6 302 589 000	3 610 416 000	8 759 246 000
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		199 385 000	379 011 000	578 396 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 668 213 000	1 803 411 000	569 820 000	2 313 560 000
Revenus reportés (note 12)	12	311 275 000	564 107 000	13 032 000	577 139 000
Dette à long terme (note 13)	13	9 221 042 000	9 922 209 000	4 152 834 000	12 980 955 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	304 546 000	287 199 000	21 452 000	308 651 000
	15	11 505 076 000	12 776 311 000	5 136 149 000	16 758 701 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 794 907 000)	(6 473 722 000)	(1 525 733 000)	(7 999 455 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	10 868 497 000	11 944 998 000	6 343 247 000	18 288 245 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	120 839 000	157 844 000		157 844 000
Stocks de fournitures	19	50 276 000	46 915 000	51 219 000	98 134 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	50 044 000	51 648 000	79 903 000	131 551 000
	21	11 089 656 000	12 201 405 000	6 474 369 000	18 675 774 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	215 822 000	246 596 000	(9 822 000)	236 774 000
Excédent de fonctionnement affecté	23	377 047 000	417 508 000	42 269 000	459 777 000
Réserves financières et fonds réservés	24	82 643 000	440 531 000	165 749 000	606 280 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 184 066 000)	(1 212 485 000)	(113 591 000)	(1 270 212 000)
Financement des investissements en cours	26	(251 026 000)	(708 673 000)	(273 633 000)	(982 306 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 054 329 000	6 544 206 000	5 137 664 000	11 626 006 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	5 294 749 000	5 727 683 000	4 948 636 000	10 676 319 000

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	1 773 917 000	1 834 881 000	2 609 478 000	2 516 290 000
Charges sociales	2	521 380 000	512 177 000	752 082 000	667 314 000
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	956 568 000	976 814 000	1 319 803 000	1 222 658 000
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	317 152 000	305 492 000	364 347 000	342 744 000
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	30 889 000	34 699 000	115 424 000	130 436 000
D'autres tiers	10	59 221 000	57 048 000	20 886 000	18 982 000
Autres frais de financement	11	1 415 000	3 744 000	9 996 000	8 547 000
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	639 142 000	581 334 000	581 334 000	590 778 000
Transferts	13				
Autres	14	48 552 000	51 990 000	293 000	210 000
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	238 036 000	310 016 000	327 274 000	223 566 000
Amortissement des immobilisations	17	773 852 000	740 244 000	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres					
- Autres	18	72 822 000	16 880 000	49 969 000	54 085 000
-	19				
-	20				
	21	5 432 946 000	5 425 319 000	7 205 852 000	6 792 305 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	23		
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés	3	606 280 000	239 297 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)
Financement des investissements en cours	5	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 626 006 000	10 718 932 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 676 319 000	9 791 705 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	246 596 000	215 822 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(9 822 000)	(3 897 000)
	11	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affect. À l'exercice suivant	12	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	13	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	14	124 866 000	107 136 000
- Exc.affect.-Autres fins	15	53 785 000	59 858 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	417 508 000	377 047 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Exc.affect.-Autres fins	22	42 269 000	65 503 000
-	23		
-	24		
	25	42 269 000	65 503 000
	26	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Gestion de la voirie	27	26 791 000	34 538 000
- Gestion de l'eau	28	27 541 000	35 337 000
- Immobilisations	29	375 450 000	282 000
-	30		
-	31		
	32	429 782 000	70 157 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 570 000	3 768 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	814 000	2 183 000
Organismes contrôlés et partenariats	42	6 057 000	6 057 000
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Immobilisations	45	152 692 000	143 597 000
- U. de stationnement et autres	46	6 365 000	6 535 000
	47	176 498 000	169 140 000
	48	606 280 000	239 297 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(6 117 000)	(6 117 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(191 827 000)	(199 140 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(42 700 000)	(57 000 000)
Autres	52	((123 375 000))	((162 856 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(117 269 000)	(99 401 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(152 469 000)	(136 201 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	(6 740 000)	(8 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(6 740 000)	(8 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(5 511 000)	(4 030 000)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Act.de fonc. financées	72	(1 402 538 000)	(1 355 985 000)
- Act.de fonc. à financer	73	(88 803 000)	(89 318 000)
	74	(1 496 852 000)	(1 449 333 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	5 511 000	4 030 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	289 476 000	251 517 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	79	90 862 000	106 149 000
	80	385 849 000	361 696 000
	81	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	740 373 000	746 346 000
Investissements à financer	83	(1 722 679 000)	(1 334 567 000)
	84	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente	86	159 814 000	135 308 000
Prêts	87	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	2 377 291 000	2 566 743 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	20 882 950 000	19 345 850 000
Ajustements aux éléments d'actif	91	(308 276 000)	(279 044 000)
	92	20 574 674 000	19 066 806 000
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(12 980 955 000)	(12 342 217 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 886 157 000	2 862 834 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 113 062 000	1 104 468 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	33 068 000	27 041 000
	98	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
	101	11 626 006 000	10 718 932 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	12	2	21

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(28 003 000)	(182 135 000)
Charge de l'exercice	4	(331 418 000)	(236 878 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	327 976 000	391 010 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	20 741 485 000	19 741 973 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(20 583 458 000)	(19 391 122 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	158 027 000	350 851 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(51 711 000)	(42 526 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	106 316 000	308 325 000
Provision pour moins-value	12	(137 761 000)	(336 328 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	24	24
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	8 235 411 000	6 208 473 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(8 746 045 000)	(6 787 150 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(510 634 000)	(578 677 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	510 410 000	470 637 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	333 524 000	607 000
	20	843 934 000	471 244 000
Cotisations salariales des employés	21	(233 696 000)	(209 706 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	610 238 000	261 538 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	65 809 000	96 031 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(134 220 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(198 567 000)	(67 296 000)
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	343 260 000	290 273 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 152 421 000	1 082 913 000
Rendement espéré des actifs	33	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(11 842 000)	(53 395 000)
Charge de l'exercice	35	331 418 000	236 878 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 512 038 000	1 156 450 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	347 775 000	20 142 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(270 179 000)	22 445 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 074 198 000	1 033 986 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	21 318 594 000	19 427 822 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	(140 421 000)	(135 167 000)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	435 066 000	391 650 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 761 018 000	1 379 432 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,86 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,87 %	6,04 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,52 %	2,68 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,02 %	2,02 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(288 861 000)	(276 781 000)
Charge de l'exercice	56	((1 966 000))	(22 067 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	9 689 000	9 987 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(292 262 000)	(299 862 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	15 056 000	11 001 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(277 206 000)	(288 861 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(292 262 000)	(299 862 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	10 105 000	9 953 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(20 285 000)	(532 000)
	72	(10 180 000)	9 421 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	(10 180 000)	9 421 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	331 000	1 743 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(2 580 000)	(4 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	(12 429 000)	11 160 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	10 463 000	10 907 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	10 463 000	10 907 000
Charge de l'exercice	87	(1 966 000)	22 067 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(1 806 000)	15 365 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	9 689 000	9 987 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,15 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,29 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,10 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,46 %	6,06 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,70 %	4,12 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 028	2 028
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	1 460 000	1 277 000
	113	1 460 000	1 277 000

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	103	106

Description du régime

.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	472 000	426 000
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	1 615 000	1 436 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	1 287 000	1 341 000
	120	2 902 000	2 777 000

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 751 043 000	2 736 686 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	103 332 000	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	2 099 000	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 399 754 000	3 329 417 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 969 000	23 969 000	24 373 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 192 000	14 096 000
Autres				
- Taxe immatriculation	14	36 032 000	36 032 000	35 778 000
- Autres	15	626 000	626 000	650 000
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18	7 449 000	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	20 509 000	20 509 000	21 145 000
Activités d'investissement	21			
	22	116 130 000	116 130 000	117 191 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	25	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	26	129 877 000	129 877 000	130 764 000
	27	3 554 283 000	3 529 631 000	3 460 181 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	37 581 000	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	76 048 000	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39			
	40	1 754 000	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 239 000	13 600 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	274 855 000	264 417 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	21 752 000	21 752 000	20 130 000
Sécurité publique				
Police	54	11 455 000	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	8 157 000	8 157 000	8 246 000
Sécurité civile	56	4 000 000	4 000 000	
Autres	57	120 000	120 000	125 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	2 355 000	2 355 000	2 777 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	666 000	693 000
Autres	60	693 000	693 000	1 079 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	2 508 000	84 430 000	80 368 000
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	394 000	394 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	10 718 000	10 718 000	13 886 000
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	450 000	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	149 000	149 000	183 000
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	1 896 000	1 896 000	443 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80	28 106 000	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	14 897 000	14 897 000	15 583 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 767 000	1 767 000	2 043 000
Promotion et développement économique	85	54 677 000	54 677 000	18 849 000
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	1 515 000	11 712 000	11 457 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	4 700 000	4 700 000	4 820 000
Autres	89	8 739 000	8 769 000	9 429 000
Réseau d'électricité	90			
	91	201 215 000	293 364 000	217 585 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	(1 503 000)	(1 503 000)	4 359 000
Sécurité publique				
Police	93	36 000	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	56 000	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 525 000	3 525 000	29 402 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	(20 000)	(20 000)	800 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		633 482 000	945 179 000
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106	87 000	87 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	33 545 000	33 545 000	57 588 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	27 861 000	27 861 000	37 382 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119	1 966 000	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	563 000	563 000	
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	34 000	34 000	1 265 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	73 502 000	73 502 000	11 701 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000	4 142 000
Autres	128	264 000	264 000	36 000
Réseau d'électricité	129			
	130	149 323 000	782 805 000	1 136 608 000

84/192

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	23 004 000	23 004 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136			8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	134 449 000	134 449 000	124 089 000
	139	157 453 000	157 453 000	152 635 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	507 991 000	1 233 622 000	1 506 828 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000	8 000
Autres	152			
Transport collectif	153		1 406 494 000	1 343 301 000
Autres	154			
	155	8 000	1 406 502 000	1 343 309 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	320 000	320 000	264 000
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	328 000	1 406 822 000	1 343 573 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	311 000	311 000	359 000
Évaluation	184	130 000	130 000	75 000
Autre	185	33 019 000	33 019 000	31 656 000
	186	33 460 000	33 460 000	32 090 000
Sécurité publique				
Police	187	44 560 000	27 762 000	24 207 000
Sécurité incendie	188	517 000	517 000	615 000
Sécurité civile	189			
Autres	190	61 000	61 000	30 000
	191	45 138 000	28 340 000	24 852 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	4 711 000	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 684 000	9 200 000	11 869 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195		(735 000)	(848 000)
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			17 000
Autres	199	12 691 000	82 413 000	80 245 000
	200	70 864 000	97 367 000	98 114 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 379 000	1 379 000	849 000
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	217 000	217 000	799 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	146 000	146 000	571 000
Matières recyclables	206	480 000	480 000	524 000
Autres	207	409 000	409 000	249 000
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209	856 000	856 000	1 538 000
Autres	210	25 000	25 000	60 000
	211	7 567 000	7 567 000	9 125 000
Santé et bien-être				
Logement social	212	409 000	65 295 000	55 335 000
Sécurité du revenu	213	18 919 000	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000	133 000
	215	19 461 000	84 347 000	78 049 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	42 269 000	43 038 000	30 631 000
Rénovation urbaine	217	440 000	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 537 000	1 537 000	3 148 000
Autres	219	59 080 000	62 777 000	58 576 000
	220	103 326 000	107 792 000	92 809 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	19 253 000	32 518 000	29 487 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	548 000	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	14 141 000	16 792 000
	224	33 850 000	47 207 000	46 810 000
Réseau d'électricité	225			
	226	313 666 000	406 080 000	381 849 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	313 994 000	1 812 902 000	1 725 422 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228		55 953 000	55 953 000	65 423 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231		4 000	4 000	
	232		369 332 000	369 332 000	318 973 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		179 463 000	179 463 000	189 033 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	100 527 000	122 043 000	152 611 000	122 769 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	51 151 000	50 683 000	14 522 000	15 315 000
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		14 547 000	14 547 000	16 387 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	467 000	8 661 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239		9 129 000	9 129 000	7 386 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun – Taxe sur l'essence	240			5 530 000	5 982 000
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Autres	243		22 011 000	67 919 000	82 878 000
	244		46 154 000	97 592 000	121 294 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000		
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	245		8 472 000		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	60 916 000	137 000	61 053 000	61 016 000	56 977 000
Greffe et application de la loi	2	81 148 000	2 921 000	84 069 000	82 464 000	82 872 000
Gestion financière et administrative	3	296 659 000	1 220 000	297 879 000	299 480 000	256 640 000
Évaluation	4	16 656 000	96 000	16 752 000	16 793 000	17 248 000
Gestion du personnel	5	69 419 000	138 000	69 557 000	69 557 000	64 641 000
Autres						
- Autres	6	176 792 000	9 235 000	186 027 000	176 833 000	199 817 000
-	7					
	8	701 590 000	13 747 000	715 337 000	706 143 000	678 195 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	702 442 000	11 904 000	714 346 000	714 347 000	705 828 000
Sécurité incendie	10	357 878 000	15 753 000	373 631 000	373 631 000	380 999 000
Sécurité civile	11	18 901 000	145 000	19 046 000	19 045 000	1 406 000
Autres	12	17 536 000		17 536 000	16 841 000	17 300 000
	13	1 096 757 000	27 802 000	1 124 559 000	1 123 864 000	1 105 533 000
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	134 465 000	236 241 000	370 706 000	370 706 000	369 331 000
Enlèvement de la neige	15	207 436 000	13 818 000	221 254 000	221 254 000	205 050 000
Éclairage des rues	16	33 941 000	18 002 000	51 943 000	51 943 000	51 109 000
Circulation et stationnement	17	54 263 000	825 000	55 088 000	124 077 000	124 319 000
Transport collectif						
Transport en commun	18	541 887 000		541 887 000	2 044 541 000	1 852 819 000
Transport aérien	19					
Transport par eau	20	2 000		2 000	2 000	
Autres	21	51 485 000	5 204 000	56 689 000	73 179 000	40 041 000
	22	1 023 479 000	274 090 000	1 297 569 000	2 885 702 000	2 642 669 000

22-1

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	26 718 000	81 203 000	81 203 000	76 896 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	94 555 000	68 227 000	162 782 000	162 782 000	154 225 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	57 773 000	120 626 000	120 626 000	127 791 000
Réseaux d'égout	26	40 556 000	65 282 000	105 838 000	105 838 000	102 804 000
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	51 711 000	2 918 000	54 629 000	54 629 000	51 063 000
Élimination	28	34 152 000		34 152 000	34 152 000	42 324 000
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	30 732 000	522 000	31 254 000	31 254 000	30 424 000
Tri et conditionnement	30	13 835 000		13 835 000	13 835 000	9 730 000
Matières organiques						
Collecte et transport	31	10 252 000		10 252 000	10 536 000	14 803 000
Traitement	32	7 395 000		7 395 000	7 395 000	1 339 000
Matériaux secs	33	18 977 000	545 000	19 522 000	19 522 000	36 409 000
Autres	34	3 796 000	284 000	4 080 000	3 796 000	2 567 000
Plan de gestion	35					
Autres	36	3 199 000		3 199 000	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	13 480 000	1 827 000	15 307 000	15 307 000	16 743 000
Autres	39	2 491 000		2 491 000	1 206 000	17 976 000
	40	442 469 000	224 096 000	666 565 000	665 280 000	688 239 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	64 412 000	1 462 000	65 874 000	123 134 000	85 356 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000		17 528 000	17 528 000	21 467 000
Autres	43	42 036 000		42 036 000	42 036 000	42 355 000
	44	123 976 000	1 462 000	125 438 000	182 698 000	149 178 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	98 215 000	6 989 000	105 204 000	108 502 000	75 496 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 716 000		2 716 000	2 716 000	2 744 000
Autres biens	47	42 042 000	151 000	42 193 000	42 193 000	34 912 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	126 273 000	356 000	126 629 000	126 629 000	95 566 000
Tourisme	49	2 164 000		2 164 000	2 164 000	2 203 000
Autres	50	448 000		448 000	448 000	359 000
Autres	51	6 362 000	33 703 000	40 065 000	41 255 000	33 582 000
	52	278 220 000	41 199 000	319 419 000	323 907 000	244 862 000

22-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	71 044 000	13 582 000	84 626 000	84 626 000	81 445 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 879 000	15 918 000	51 797 000	51 797 000	51 289 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 537 000	10 370 000	45 907 000	45 907 000	49 797 000
Parcs et terrains de jeux	56	200 062 000	91 929 000	291 991 000	291 991 000	272 746 000
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	73 000		73 000	73 000	65 000
Autres	59	18 178 000	798 000	18 976 000	66 489 000	64 606 000
	60	360 773 000	132 597 000	493 370 000	540 883 000	519 948 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	19 983 000	4 525 000	24 508 000	24 508 000	24 093 000
Bibliothèques	62	96 142 000	11 274 000	107 416 000	96 142 000	107 740 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	76 293 000	8 931 000	85 224 000	85 224 000	85 301 000
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	64 410 000	521 000	64 931 000	60 848 000	45 838 000
	66	256 828 000	25 251 000	282 079 000	266 722 000	262 972 000
	67	617 601 000	157 848 000	775 449 000	807 605 000	782 920 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	399 553 000		399 553 000	539 133 000	519 772 000
Autres frais	70	(2 314 000)		(2 314 000)	(38 476 000)	(27 610 000)
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 744 000		3 744 000	9 996 000	8 547 000
	73	400 983 000		400 983 000	510 653 000	500 709 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	740 244 000	(740 244 000)			

22-3

ANNEXE

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS VENTILÉS

PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	32
Analyse des charges sans amortissement	33
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	35
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	36
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	41
Analyse des charges sans amortissement	42

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	48 300 000	49 385 000	48 879 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 482 954 000	2 480 633 000	2 392 611 000
Transferts	4	128 363 000	152 506 000	91 966 000
Services rendus	5	56 150 000	62 053 000	60 047 000
Imposition de droits	6	1 969 000	1 838 000	1 963 000
Amendes et pénalités	7	102 497 000	85 033 000	85 937 000
Revenus de placements de portefeuille	8	36 882 000	47 662 000	44 763 000
Autres revenus d'intérêts	9	37 473 000	36 162 000	27 697 000
Autres revenus	10	2 175 000	2 286 000	16 807 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	2 896 763 000	2 917 558 000	2 770 670 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	87 000 000	90 783 000	149 841 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		17 000	8 000
Autres	18		695 000	220 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	87 000 000	91 495 000	150 069 000
	21	2 983 763 000	3 009 053 000	2 920 739 000
Charges				
Administration générale	22	279 675 000	286 917 000	278 729 000
Sécurité publique	23	1 034 073 000	1 086 838 000	1 065 162 000
Transport	24	621 585 000	564 534 000	573 573 000
Hygiène du milieu	25	229 799 000	229 452 000	239 584 000
Santé et bien-être	26	49 134 000	62 352 000	30 412 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	97 887 000	92 913 000	72 630 000
Loisirs et culture	28	110 421 000	121 102 000	107 819 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	134 800 000	129 534 000	132 713 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000
Excédent (déficit) de l'exercice	33	426 389 000	435 411 000	420 117 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	426 389 000	435 411 000	420 117 000
Moins: revenus d'investissement	2	(87 000 000)	(91 495 000)	(150 069 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	339 389 000	343 916 000	270 048 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	38 900 000	11 195 000	10 225 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(171 707 000)	(168 730 000)	(160 485 000)
	18	(132 807 000)	(157 535 000)	(150 260 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(1 632 000)	(6 425 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(86 170 000)	18 000	23 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(147 618 000)	(152 029 000)	(121 393 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	27 206 000	27 088 000	(7 633 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(206 582 000)	(126 555 000)	(135 428 000)
	26	(339 389 000)	(284 090 000)	(285 688 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		59 826 000	(15 640 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	91 495 000	150 069 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(47 272 000)	(42 559 000)
Sécurité publique	3	(49 450 000)	(57 683 000)
Transport	4	(37 325 000)	(33 185 000)
Hygiène du milieu	5	(268 998 000)	(278 756 000)
Santé et bien-être	6	(2 061 000)	(25 827 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 832 000)	(4 016 000)
Loisirs et culture	8	(159 000 000)	(146 482 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(566 938 000)	(588 508 000)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	296 894 000	251 713 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 632 000	6 425 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	21 205 000	171 417 000
	18	22 837 000	177 842 000
	19	(247 207 000)	(158 953 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(155 712 000)	(8 884 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	912 149 000	945 393 000	922 416 000
Charges sociales	2	228 466 000	250 601 000	299 548 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	276 991 000	281 295 000	246 393 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	81 070 000	74 787 000	81 807 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	16 152 000	17 557 000	27 150 000
D'autres tiers	10	37 473 000	36 190 000	23 746 000
Autres frais de financement	11	105 000	1 000 000	10 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	610 833 000	553 318 000	562 887 000
Transferts	13			
Autres	14	38 466 000	38 310 000	35 650 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	113 276 000	143 482 000	91 264 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	242 393 000	231 709 000	209 751 000
-	19			
-	20			
	21	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(36 934 000)	(96 760 000)
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés	3	160 513 000	26 797 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(5 035 000)	((27 539 000))
Financement des investissements en cours	5	(255 948 000)	(100 236 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exc.aff.- Projets spécifiques	9	6 711 000	6 729 000
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	3 869 000	4 293 000
- Gestion de l'eau	20	17 451 000	21 586 000
- Immobilisations	21	138 487 000	212 000
-	22		
-	23		
	24	159 807 000	26 091 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	706 000	706 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Règlements d'emprunt fermés	30		
-	31		
	32	706 000	706 000
	33	160 513 000	26 797 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(7 720 000)	(9 914 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(21 955 000)	(29 355 000)
Autres	37	((133 772 000))	((171 654 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	((104 097 000))	((132 385 000))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	((104 097 000))	((132 385 000))
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 740 000)	(4 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 740 000)	(4 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(116 594 000)	(30 200 000)
- Charges de fonc. à financer	58	((10 386 000))	(70 356 000)
	59	(106 208 000)	(100 556 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	651 000	455 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs	64	165 000	195 000
	65	816 000	650 000
	66	(5 035 000)	((27 539 000))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	255 668 000	237 653 000
Investissements à financer	68	(511 616 000)	(337 889 000)
	69	(255 948 000)	(100 236 000)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9		
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10		
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
- Immatriculation	14	36 032 000	35 778 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	49 385 000	48 879 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	49 385 000	48 879 000
	27	49 385 000	48 879 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Réalisations 2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	8 948 000	7 900 000
Sécurité publique			
Police	54	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	7 869 000	7 946 000
Sécurité civile	56	4 000 000	
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	753 000	1 114 000
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	6 000	365 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	2 437 000	3 208 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	259 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	10 474 000	13 619 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	1 138 000	350 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	13 310 000	13 642 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	606 000	745 000
Promotion et développement économique	85	34 374 000	9 865 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	10 000	22 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	876 000	2 591 000
Réseau d'électricité	90		
	91	124 621 000	70 471 000

123/192

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	111 000	
Sécurité publique			
Police	93	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 157 000	3 057 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	118 000	145 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	61 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	10 728 000	68 101 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	16 692 000	30 521 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	146 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125	34 000	903 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	54 156 000	2 316 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	257 000	44 000
Réseau d'électricité	129		
	130	90 783 000	149 841 000

203/192

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136	6 826 000	8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	21 059 000	12 628 000
	139	27 885 000	21 495 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	243 289 000	241 807 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	320 000	264 000
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	320 000	264 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	76 000	82 000
Évaluation	184	126 000	71 000
Autres	185	668 000	2 012 000
	186	870 000	2 165 000
Sécurité publique			
Police	187	45 189 000	41 279 000
Sécurité incendie	188	517 000	615 000
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	45 706 000	41 894 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	23 000	(43 000)
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199	5 846 000	6 332 000
	200	5 869 000	6 289 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	614 000	(50 000)
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	(26 000)	374 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	2 000	1 000
Matières recyclables	206	6 000	
Autres	207	435 000	344 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	782 000	704 000
Autres	210		
	211	5 868 000	5 908 000
Santé et bien-être			
Logement social	212	409 000	218 000
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215	409 000	218 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	385 000	311 000
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218	21 000	19 000
Autres	219		
	220	406 000	330 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	2 605 000	2 979 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224	2 605 000	2 979 000
Réseau d'électricité	225		
	226	61 733 000	59 783 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	62 053 000	60 047 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	1 838 000	1 963 000
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	1 838 000	1 963 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	85 033 000	85 937 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	47 662 000	44 763 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	36 162 000	27 697 000
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	17 000	8 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	2 981 000	17 027 000
	245	2 998 000	17 035 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	860 000	839 000
Greffe et application de la loi	2	48 098 000	49 367 000
Gestion financière et administrative	3	9 392 000	1 584 000
Évaluation	4	16 656 000	17 118 000
Gestion du personnel	5	638 000	666 000
Autres			
- Autres	6	211 273 000	209 155 000
-	7		
	8	286 917 000	278 729 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	700 517 000	689 397 000
Sécurité incendie	10	357 992 000	365 215 000
Sécurité civile	11	18 374 000	1 150 000
Autres	12	9 955 000	9 400 000
	13	1 086 838 000	1 065 162 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	1 699 000	1 735 000
Enlèvement de la neige	15	86 000	128 000
Éclairage des rues	16	188 000	234 000
Circulation et stationnement	17	207 000	219 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	541 829 000	551 450 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21	20 525 000	19 807 000
	22	564 534 000	573 573 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	52 993 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 475 000	23 886 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	59 632 000
Réseaux d'égout	26	8 577 000	9 228 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	9 000	
Élimination	28	33 790 000	36 103 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	65 000	12 000
Tri et conditionnement	30	13 836 000	9 730 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	5 000	6 169 000
Traitement	32	7 349 000	1 322 000
Matériaux secs	33	13 654 000	31 230 000
Autres	34	1 257 000	
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	9 097 000	9 279 000
Autres	39		
	40	229 452 000	239 584 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	45 591 000	12 936 000
Sécurité du revenu	42		
Autres	43	16 761 000	17 476 000
	44	62 352 000	30 412 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 705 000	2 627 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	2 606 000	2 709 000
Autres biens	47	3 407 000	6 461 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	80 280 000	58 633 000
Tourisme	49	2 164 000	2 200 000
Autres	50		
Autres	51	1 751 000	
	52	92 913 000	72 630 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	1 329 000	496 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	531 000	414 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	76 000	128 000
Parcs et terrains de jeux	56	36 894 000	31 438 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58		
Autres	59	4 280 000	3 446 000
	60	43 110 000	35 922 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61		
Bibliothèques	62	11 918 000	11 709 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	46 781 000	41 508 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	19 293 000	18 680 000
	66	77 992 000	71 897 000
	67	121 102 000	107 819 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	127 874 000	130 639 000
Autres frais	70	660 000	2 064 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	1 000 000	10 000
	73	129 534 000	132 713 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

QC0192

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 529 327 000	3 504 898 000	3 433 199 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	191 981 000	206 162 000	191 102 000
Services rendus	5	262 314 000	254 509 000	256 933 000
Imposition de droits	6	246 449 000	367 494 000	317 010 000
Amendes et pénalités	7	105 916 000	94 430 000	103 096 000
Revenus de placements de portefeuille	8	63 645 000	74 380 000	72 379 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 522 000	15 963 000
Autres revenus	10	22 035 000	26 166 000	29 613 000
Effet net des opérations de restructuration	11		8 472 000	
	12	4 711 190 000	4 825 888 000	4 683 712 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	125 000 000	58 540 000	41 588 000
Imposition de droits	16			
Effet net des opérations de restructuration			5 047 000	
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	1 100 000	9 112 000	7 378 000
Autres	18		7 878 000	7 532 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	19			
	20	126 100 000	80 577 000	56 498 000
	21	4 837 290 000	4 906 465 000	4 740 210 000
Charges				
Administration générale	22	759 921 000	688 875 000	694 237 000
Sécurité publique	23	883 985 000	885 997 000	842 701 000
Transport	24	916 764 000	949 841 000	935 366 000
Hygiène du milieu	25	464 931 000	473 452 000	465 294 000
Santé et bien-être	26	71 599 000	67 250 000	68 950 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	212 692 000	237 875 000	163 101 000
Loisirs et culture	28	576 701 000	593 959 000	567 566 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	273 877 000	271 449 000	264 452 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	**4 160 470 000**	**4 168 698 000**	**4 001 667 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	33	**676 820 000**	**737 767 000**	**738 543 000**

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Excédent (déficit) de l'exercice	1	676 820 000	737 767 000	738 543 000
Moins: revenus d'investissement	2	(126 100 000)	(80 577 000)	(56 498 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	550 720 000	657 190 000	682 045 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		6 029 000	5 725 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 029 000	5 725 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		49 185 000	22 923 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(368 537 000)	(373 260 000)	(345 954 000)
	18	(368 537 000)	(324 075 000)	(323 031 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(8 899 000)	(11 279 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 000 000	159 091 000	117 957 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(287 043 000)	(285 283 000)	(233 093 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 140 000)	(13 020 000)	(9 990 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(182 183 000)	(148 111 000)	(136 405 000)
	26	(550 720 000)	(466 157 000)	(453 711 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		191 033 000	228 334 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	80 577 000	56 498 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(64 082 000)	(61 022 000)
Sécurité publique	3	(1 097 000)	(1 235 000)
Transport	4	(519 347 000)	(504 397 000)
Hygiène du milieu	5	(238 448 000)	(234 789 000)
Santé et bien-être	6	(192 000)	(65 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(93 073 000)	(62 829 000)
Loisirs et culture	8	(339 597 000)	(268 656 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 255 836 000)	(1 132 993 000)
Propriétés destinées à la revenue			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	785 693 000	667 068 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	8 899 000	11 279 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	15 155 000	10 150 000
Réserves financières et fonds réservés	17	63 577 000	255 026 000
	18	87 631 000	276 455 000
	19	(382 512 000)	(189 470 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(301 935 000)	(132 972 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	861 768 000	889 488 000	862 259 000
Charges sociales	2	292 914 000	261 576 000	281 111 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	681 503 000	698 087 000	629 077 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	236 082 000	230 705 000	222 722 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 737 000	17 142 000	17 763 000
D'autres tiers	10	21 748 000	20 858 000	22 933 000
Autres frais de financement	11	1 310 000	2 744 000	1 034 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 085 133 000	2 082 713 000	2 002 397 000
Transferts	13		13 680 000	
Autres	14	10 086 000		13 526 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	124 760 000	166 534 000	118 240 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	(169 571 000)	(214 829 000)	(169 395 000)
-	19			
-	20			
	21	4 160 470 000	4 168 698 000	4 001 667 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	283 530 000	312 582 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés	3	280 018 000	55 846 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)
Financement des investissements en cours	5	(452 725 000)	(150 790 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affect. À l'exercice suivant	9	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	10	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	11	118 155 000	100 407 000
- Exc.affect.-Autres fins	12	53 785 000	59 858 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	22 922 000	30 245 000
- Gestion de l'eau	20	10 090 000	13 751 000
- Immobilisaitons	21	236 963 000	70 000
-	22		
-	23		
	24	269 975 000	44 066 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 570 000	3 768 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	108 000	1 477 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Unités de stationnement	30	6 106 000	6 218 000
- Autres	31	259 000	317 000
	32	10 043 000	11 780 000
	33	280 018 000	55 846 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(91 201 000)	(96 320 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(20 745 000)	(27 645 000)
Autres	37	(10 397 000)	(8 798 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	(122 343 000)	(132 763 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	(157 543 000)	(169 563 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 000 000)	(4 000 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 000 000)	(4 000 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(1 341 810 000)	(1 352 781 000)
- Charges de fonc. à financer	58	(84 621 000)	(42 277 000)
	59	(1 426 431 000)	(1 395 058 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	288 827 000	251 062 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	64	90 697 000	105 954 000
	65	379 524 000	357 016 000
	66	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	484 705 000	508 693 000
Investissements à financer	68	(937 430 000)	(659 483 000)
	69	(452 725 000)	(150 790 000)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 758 583 000
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7		
Autres	8	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 351 314 000
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	23 969 000	24 373 000
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 096 000
Autres			
- Autres	14	626 000	650 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20	20 508 000	21 145 000
Activités d'investissement	21		
	22	66 744 000	68 312 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	13 748 000	13 573 000
	25	13 748 000	13 573 000
	26	80 492 000	81 885 000
	27	3 504 898 000	3 433 199 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39		
	40	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 600 000
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	264 417 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	12 804 000	12 230 000
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	288 000	300 000
Sécurité civile	56		
Autres	57	120 000	125 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	1 602 000	1 663 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	693 000
Autres	60	687 000	714 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	71 000	38 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	135 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	244 000	267 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76	149 000	183 000
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	758 000	93 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	1 587 000	1 941 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 161 000	1 298 000
Promotion et développement économique	85	20 303 000	8 984 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	1 505 000	1 435 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	4 700 000	4 820 000
Autres	89	7 863 000	6 808 000
Réseau d'électricité	90		
	91	76 594 000	59 962 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	(1 614 000)	4 359 000
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	2 368 000	26 345 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	(138 000)	655 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	26 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	22 817 000	(10 513 000)
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	11 169 000	6 861 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	417 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		362 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	19 346 000	9 385 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000
Autres	128	7 000	(8 000)
Réseau d'électricité	129		
	130	58 540 000	41 588 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	16 178 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	113 390 000	111 461 000
	139	129 568 000	131 140 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	264 702 000	232 690 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	8 000	8 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	8 000	8 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	235 000	277 000
Évaluation	184	4 000	4 000
Autres	185	32 971 000	31 183 000
	186	33 210 000	31 464 000
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	61 000	30 000
	191	61 000	30 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 996 000	61 091 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		17 000
Autres	199	6 845 000	5 516 000
	200	65 330 000	73 455 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 419 000	1 565 000
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204	249 000	425 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	144 000	570 000
Matières recyclables	206	474 000	524 000
Autres	207	17 000	27 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	74 000	834 000
Autres	210	25 000	60 000
	211	2 402 000	4 005 000
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000
	215	19 052 000	22 714 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	41 884 000	33 926 000
Rénovation urbaine	217	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 516 000	3 129 000
Autres	219	59 361 000	55 162 000
	220	103 201 000	92 671 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	16 648 000	15 350 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	16 705 000
	224	31 245 000	32 586 000
Réseau d'électricité	225		
	226	254 501 000	256 925 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	254 509 000	256 933 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité **SERVICES RENDUS (suite)**		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**2018**
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228		54 115 000	63 460 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231		4 000	
	232		367 494 000	317 010 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		94 430 000	103 096 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		74 380 000	72 379 000
INTÉRÊTS	235		14 522 000	15 963 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	4 646 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		9 112 000	7 378 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		33 577 000	32 499 000
	245		43 156 000	44 523 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	246		8 472 000	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	62 114 000	57 411 000
Greffe et application de la loi	2	33 206 000	32 104 000
Gestion financière et administrative	3	293 921 000	252 442 000
Évaluation	4	14 887 000	14 424 000
Gestion du personnel	5	68 781 000	63 834 000
Autres			
- Autres	6	215 966 000	274 022 000
-	7		
	8	688 875 000	694 237 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	537 445 000	536 827 000
Sécurité incendie	10	294 756 000	289 183 000
Sécurité civile	11	1 785 000	1 381 000
Autres	12	52 011 000	15 310 000
	13	885 997 000	842 701 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	139 299 000	157 647 000
Enlèvement de la neige	15	207 359 000	192 391 000
Éclairage des rues	16	33 934 000	34 939 000
Circulation et stationnement	17	54 469 000	55 243 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	454 702 000	484 855 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20	2 000	
Autres	21	60 076 000	10 291 000
	22	949 841 000	935 366 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	67 940 000	67 684 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	97 517 000	93 302 000
Traitement des eaux usées	25	88 701 000	83 317 000
Réseaux d'égout	26	43 351 000	42 349 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	51 704 000	48 302 000
Élimination	28	27 452 000	34 585 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	30 667 000	29 853 000
Tri et conditionnement	30	12 668 000	1 294 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	10 247 000	8 330 000
Traitement	32	6 407 000	6 255 000
Matériaux secs	33	16 746 000	14 201 000
Autres	34	3 744 000	3 823 000
Plan de gestion	35		
Autres	36	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	7 919 000	10 061 000
Autres	39	5 190 000	18 793 000
	40	473 452 000	465 294 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	21 447 000	19 922 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000	21 467 000
Autres	43	28 275 000	27 561 000
	44	67 250 000	68 950 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	97 832 000	65 311 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	1 636 000	1 378 000
Autres biens	47	42 011 000	31 118 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	85 808 000	62 173 000
Tourisme	49	1 851 000	1 787 000
Autres	50	448 000	359 000
Autres	51	8 289 000	975 000
	52	237 875 000	163 101 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	70 688 000	66 748 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 930 000	34 282 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 528 000	38 660 000
Parcs et terrains de jeux	56	189 101 000	180 834 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58	73 000	65 000
Autres	59	16 877 000	18 853 000
	60	348 197 000	339 442 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61	19 983 000	19 247 000
Bibliothèques	62	95 868 000	94 196 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	64 774 000	58 957 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	65 137 000	55 724 000
	66	245 762 000	228 124 000
	67	593 959 000	567 566 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	271 679 000	265 395 000
Autres frais	70	(2 974 000)	(1 977 000)
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	2 744 000	1 034 000
	73	271 449 000	264 452 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1201192

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14
Annexe : Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences	15

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	229 467 000	229 467 000	240 878 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	166 363 000	166 363 000	165 726 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	419 862 000	419 862 000	410 358 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 670 000	28 670 000	24 840 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	41 669 000	41 669 000	41 025 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	1 338 000	2 529 000
Parcs et terrains de jeux	10	119 858 000	119 858 000	169 090 000
Autres infrastructures	11	75 478 000	356 574 000	285 116 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	71 340 000	303 184 000	247 941 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	243 792 000	243 792 000	172 474 000
Améliorations locatives	15	15 878 000	19 005 000	13 206 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		104 565 000	627 359 000
Autres	17	47 901 000	220 588 000	142 384 000
Ameublement et équipement de bureau	18	105 700 000	170 937 000	122 968 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	21 303 000	58 818 000	54 274 000
Terrains	20	123 234 000	150 584 000	79 826 000
Autres	21	2 822 000	4 016 000	8 201 000
	22	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	68 608 000	68 608 000	69 060 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	64 555 000	64 555 000	46 971 000
Autres infrastructures	27	610 206 000	891 302 000	822 387 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	160 859 000	160 859 000	171 818 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	101 808 000	101 808 000	118 755 000
Autres infrastructures	32	117 881 000	117 881 000	124 259 000
Autres immobilisations	33	631 970 000	1 275 489 000	1 468 633 000
	34	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

1344192

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4	2 566 743 000	622 624 000	812 076 000	2 377 291 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 276 154 000	830 423 000	353 279 000	4 753 298 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 281 092 000	664 353 000	362 100 000	2 583 345 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 123 989 000	2 117 400 000	1 527 455 000	9 713 934 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	355 394 000	62 168 000	36 698 000	380 864 000
	18	3 218 228 000	428 254 000	379 461 000	3 267 021 000
	19	12 342 217 000	2 545 654 000	1 906 916 000	12 980 955 000
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21		(599 568 000)	(599 568 000)	
Dette à long terme	22	12 342 217 000	1 946 086 000	1 307 348 000	12 980 955 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	6 475 925 000	3 446 284 000	9 922 209 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	452 725 000	255 948 000	708 673 000
Activités de fonctionnement à financer	3	84 622 000	(10 388 000)	74 234 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
- Acq. prop. destinées revente	5	46 292 000	10 855 000	57 147 000
-	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	1 380 244 000	554 162 000	1 934 406 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8			
Débiteurs	9	139 492 000	1 364 431 000	1 503 923 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10			
Autres montants	11			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12			
Autres				
- Montant à recouvrer redevances	13	391 127 000		391 127 000
-	14			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 148 701 000	1 784 106 000	6 932 807 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	177 972 000	1 343 856 000	1 521 828 000
Endettement net à long terme	17	5 326 673 000	3 127 962 000	8 454 635 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	18			
Communauté métropolitaine	19	12 640 000		12 640 000
Autres organismes	20	180 977 000		180 977 000
Endettement total net à long terme	21	5 520 290 000	3 127 962 000	8 648 252 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	2 585 042 000		
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23			
	24	2 585 042 000		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	8 105 332 000		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	5 212 000	5 212 000	5 189 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	541 829 000	541 829 000	551 450 000
Autres	10	320 000	320 000	318 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	1 143 000	1 143 000	1 138 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	16 795 000	16 795 000	16 720 000
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 224 000	4 224 000	4 205 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	11 811 000	11 811 000	11 758 000
Réseau d'électricité	24			
	25	581 334 000	581 334 000	590 778 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1	72 114 000	66 128 000
Charges sociales	2	30 906 000	28 340 000
Biens et services	3	1 719 754 000	1 627 033 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 822 774 000	1 721 501 000

1399192

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	2 195,00	37,50	3 806 339,00	259 635 000	85 740 000	345 375 000
Professionnels	2	3 015,30	35,00	5 032 326,00	266 969 000	72 793 000	339 762 000
Cols blancs	3	6 426,70	35,00	11 432 926,00	365 875 000	105 206 000	471 081 000
Cols bleus	4	4 499,70	36,00	9 218 069,00	315 672 000	113 111 000	428 783 000
Policiers	5	4 325,30	35,00	8 706 739,00	452 262 000	101 881 000	554 143 000
Pompiers	6	2 352,00	42,00	5 167 253,00	235 384 000	59 571 000	294 955 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22 814,00		43 363 652,00	1 895 797 000	538 302 000	2 434 099 000
Élus	9	103,00			11 198 000	4 781 000	15 979 000
	10	22 917,00			1 906 995 000	543 083 000	2 450 078 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	2 508 000				2 508 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	394 000	86 000	(309 000)		171 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	61 000	23 835 000	9 710 000		33 606 000
Traitement des eaux usées	14	10 718 000	2 744 000	2 744 000		16 206 000
Réseaux d'égout	15	4 000	16 870 000	10 987 000		27 861 000
Autres	16	301 995 000	76 751 000	5 905 000	42 988 000	427 639 000
	17	315 680 000	120 286 000	29 037 000	42 988 000	507 991 000

10

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	501 000	551 000
Évaluation	2	60 000	58 000
Autres	3	27 228 000	25 922 000
	4	27 789 000	26 531 000
Sécurité publique			
Police	5	4 893 000	5 090 000
Sécurité incendie	6	10 072 000	10 608 000
Sécurité civile	7	59 000	
Autres	8	774 000	835 000
	9	15 798 000	16 533 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	100 907 000	101 254 000
Enlèvement de la neige	11	9 967 000	9 616 000
Autres	12	12 157 000	11 489 000
Transport collectif	13	33 721 000	35 829 000
Autres	14	2 139 000	
	15	158 891 000	158 188 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 854 000	10 969 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	28 438 000	26 725 000
Traitement des eaux usées	18	25 302 000	25 671 000
Réseaux d'égout	19	26 858 000	26 177 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 997 000	1 963 000
Matières recyclables	21	439 000	477 000
Autres	22	117 000	529 000
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	751 000	
Autres	25		128 000
	26	95 756 000	92 639 000
Santé et bien-être			
Logement social	27	601 000	661 000
Sécurité du revenu	28	6 554 000	6 555 000
Autres	29		
	30	7 155 000	7 216 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 763 000	5 025 000
Rénovation urbaine	32	874 000	1 036 000
Promotion et développement économique	33	1 180 000	1 044 000
Autres	34	13 855 000	13 421 000
	35	20 672 000	20 526 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	60 192 000	59 890 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 426 000	1 792 000
Autres	38	8 304 000	13 850 000
	39	74 922 000	75 532 000
Réseau d'électricité	40		
	41	400 983 000	397 165 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Arseneault, Christian	86 550	17 352
Barbe, Manon	111 018	17 352
Battista, Mario	47 318	17 352
Beaudry, Robert	122 272	17 352
Beis, Dimitrios	91 929	17 352
Belinga, Renée-Chantal	47 708	17 294
Biron, Michèle D	48 741	17 352
Bissonnet, Michel	81 547	17 352
Black, Christine	93 744	17 352
Blanchet, Nancy	59 186	17 352
Blanco, Josefina	70 176	17 352
Boivin Roy, Karine	103 616	17 352
Boukala, Younes	59 505	17 352
Bourgeois, Caroline	100 508	16 761
Caldwell, Éric Alan	123 671	17 352
Christensen, Lisa	51 227	17 352
Clément-Talbot, Catherine	65 375	17 352
Cohen, Jacques	53 054	17 352
Corbeil, Jean-Marc	34 637	17 294
Corvil, Josué	59 668	16 761
Croteau, François William	153 871	17 352
Décarie, Suzanne	71 620	17 352
Declos, Serge	48 503	17 352
Deros, Mary	74 262	17 352
Deschamps, Richard	83 907	17 352
DeSousa, Alan	108 978	17 352
Déziel, Gilles	44 573	17 352
Dorais, Benoit	163 163	17 352
Downey, Sterling	96 391	17 352
Ferrandez, Luc	56 846	7 246
Filato, Rosannie	119 075	17 352
Flannery, Michèle	59 695	17 352
Fumagalli, Giuliana	88 615	17 352
Gagnon, Luc	56 003	17 352
Giannou, Effie	60 595	17 352
Gignac, Yves	41 845	17 352
Giguère, Marianne	92 336	17 352
Gosselin, Christine	91 811	17 352
Goulet, Nathalie	125 304	17 352
Guay, Richard	70 628	17 352
Hénault, Andrée	70 738	17 352
Langevin, Benoit	73 186	17 352
Larocque, Christian	48 835	17 352
Lattanzio, Patricia	63 498	15 607
Lavigne Lalonde, Laurence	114 778	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Leblanc, Richard	34 637	17 294
Leroux, Louise	34 637	17 294
Lessard-Blais, Pierre	107 462	17 352
L'heureux, Pierre	54 280	17 352
Limoges, François	128 535	17 352
Magini, Fanny	48 499	17 352
Marceau, Suzanne	34 637	17 294
Marinacci, Normand	113 700	17 352
Marsolais, Kristine	34 637	17 294
Mauger, Marie-Andrée	90 091	17 352
Mauzerolle, Sophie	101 092	17 352
McQueen, Peter	103 734	17 352
Miele, Francesco	100 197	17 352
Miranda, Luis	76 986	17 352
Miron, Suzie	108 354	17 352
Montgomery, Sue	100 126	17 352
Normand, Jerôme	94 791	17 352
Norris, Alex	109 657	17 352
Ouellet, Sylvain	163 763	17 352
Palestini, Laura-Ann	48 503	17 352
Parent, Marie-Josée	86 034	17 352
Parenteau, Jean-François	132 842	17 352
Parizeau, Hadrien	86 542	17 352
Patreau, Valérie	57 156	17 352
Pauzé, Jocelyn	93 079	17 352
Perez, Lionel	107 027	17 352
Perri, Dominic	76 986	17 352
Pierre-Antoine, Nathalie	44 573	17 352
Plante, Valérie	179 759	17 352
Plourde, Marie	98 105	17 352
Poirier, Jean-Marc	47 708	17 294
Pollak, Mindy	52 689	17 352
Popeanu, Magda	147 813	17 352
Provost, Julie-Pascale	48 879	17 352
Rabouin, Luc	14 663	2 985
Rapana, Giovanni	72 915	17 352
Rossi, Chantal	79 527	17 352
Rotrand, Marvin	60 729	17 352
Rouleau, Micheline	83 186	17 352
Ryan, Richard	106 129	17 352
Salem, Aref	80 904	17 352
Samoszewski, Robert	48 499	17 352
Sarault, Yves	52 129	17 352
Sari, Abdelhaq	71 401	17 352
Sauvé, Craig	113 220	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Shand, Lynne	34 637	17 294
Sigouin, Anne-Marie	103 138	17 352
Thiébaut, Sophie-Gabrielle	55 350	17 352
Thuillier, Émilie	133 938	17 352
Tomlinson, Philipe	88 738	17 352
Tremblay, Lili-Anne	54 185	17 352
Tremblay, Véronique	50 286	17 352
Troilo, Josée	48 503	17 352
Vaillancourt, Alain	67 786	17 352
Vilain, Maeva	67 725	17 352
Vodanovic, Maja	127 235	17 352
Watt, Stéphanie	72 895	17 352
Wong, Cathy	126 342	17 352
Zarac, Lise	66 813	17 352

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 050 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9		X	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	$		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	182 000 000 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	20 509 000 $		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22	X	23	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24		25	X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :				
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:				
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26		27	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		$	
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29		30	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		$	
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32		33	X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	34		$	
b) autres formes d'aide	35		$	
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36			
Facteur comparatif de 2019	37	0,00		
Valeur uniformisée	38			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 ____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 ____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 ____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 ____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 ____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 ____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 ____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

	OUI	NON
	46 [X]	47 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 CG10 0209

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2010-05-20

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	☐	51	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52			
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53			
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice				
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54			
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55			
Mesures d'encadrement				
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56			
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :				
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57			
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58			
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :				
- la mort	59			
- une blessure grave	60			
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61			

ANNEXE

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS VENTILÉS PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	18
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	18
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	19
Questionnaire	20
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	22
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	22
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	23

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	102 173 000	106 376 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	53 520 000	65 435 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	24 777 000	15 272 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	(202 000)	426 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 404 000	919 000
Aires de stationnement	9		4 000
Parcs et terrains de jeux	10	28 376 000	77 584 000
Autres infrastructures	11	116 000	145 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	37 673 000	69 696 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 919 000	47 216 000
Améliorations locatives	15	10 316 000	8 599 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	24 419 000	16 503 000
Ameublement et équipement de bureau	18	55 700 000	43 964 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 343 000	4 470 000
Terrains	20	89 780 000	23 495 000
Autres	21	(475 000)	4 702 000
	22	566 938 000	588 508 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	31 289 000	19 590 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	23 566 000	12 014 000
Autres infrastructures	27	31 533 000	39 500 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	70 884 000	86 786 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	29 954 000	53 421 000
Autres infrastructures	32	64 150 000	68 538 000
Autres immobilisations	33	248 675 000	218 645 000
	34	566 938 000	588 508 000

1538192

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
66023	Montréal		2 042 217 000
66112	Baie-D'Urfé		12 006 000
66107	Beaconsfield		20 771 000
66058	Côte-Saint-Luc		28 254 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		41 791 000
66087	Dorval		70 927 000
66062	Hampstead		9 843 000
66092	L'Île-Dorval		80 000
66102	Kirkland		28 745 000
66072	Mont-Royal		51 633 000
66007	Montréal-Est		17 310 000
66047	Montréal-Ouest		5 822 000
66097	Pointe-Claire		63 384 000
66127	Senneville		3 375 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		7 098 000
66032	Westmount		56 082 000
		1	2 459 338 000
	Certaines municipalités		
66023	Montréal		12 480 000
66112	Baie-D'Urfé		250 000
66107	Beaconsfield		517 000
66058	Côte-Saint-Luc		382 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		842 000
66087	Dorval		1 584 000
66062	Hampstead		216 000
66092	L'Île-Dorval		1 000
66102	Kirkland		653 000
66072	Mont-Royal		1 095 000
66007	Montréal-Est		366 000
66047	Montréal-Ouest		95 000
66097	Pointe-Claire		1 380 000
66127	Senneville		77 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		199 000
66032	Westmount		1 158 000
		2	21 295 000
		3	2 480 633 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	2 / 3	[ ]	[X]
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	4	_____ $	
b) autres formes d'aide	5	_____ $	
3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	6 / 7	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	8	_____ $	
4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	9 / 10	[ ]	[X]
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM?	11 / 12	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	13	_____ $	

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	127 294 000	134 502 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	112 843 000	100 291 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	395 085 000	395 086 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 872 000	24 414 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	40 265 000	40 106 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	2 525 000
Parcs et terrains de jeux	10	91 482 000	91 506 000
Autres infrastructures	11	75 362 000	54 834 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	33 667 000	28 065 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	214 873 000	125 258 000
Améliorations locatives	15	5 562 000	3 016 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	23 482 000	23 234 000
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000 000	39 724 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 960 000	14 439 000
Terrains	20	33 454 000	52 494 000
Autres	21	3 297 000	3 499 000
	22	1 255 836 000	1 132 993 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	23	37 319 000	49 469 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	40 989 000	34 956 000
Autres infrastructures	27	578 673 000	552 751 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	89 975 000	85 033 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	71 854 000	65 335 000
Autres infrastructures	32	53 731 000	55 720 000
Autres immobilisations	33	383 295 000	289 729 000
	34	1 255 836 000	1 132 993 000

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	14 887 000	14 424 000
Autres	3	263 943 000	288 999 000
Sécurité publique			
Police	4	534 888 000	531 811 000
Sécurité incendie	5	294 866 000	289 362 000
Sécurité civile	6	1 258 000	1 270 000
Autres	7	44 432 000	7 410 000
Transport			
Réseau routier	8	6 784 000	20 947 000
Transport collectif	9	454 644 000	460 609 000
Autres	10	29 434 000	10 553 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	194 788 000	186 375 000
Matières résiduelles	12	58 705 000	47 166 000
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	4 679 000	4 988 000
Autres	15	2 698 000	
Santé et bien-être			
Logement social	16	19 421 000	18 409 000
Autres	17	3 000 000	2 682 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 322 000	2 165 000
Rénovation urbaine	19	4 902 000	4 196 000
Promotion et développement économique	20	45 889 000	31 611 000
Autres	21	3 397 000	975 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	30 527 000	30 050 000
Activités culturelles	23	67 249 000	48 395 000
Réseau d'électricité	24		
	25	2 082 713 000	2 002 397 000

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	3
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	4
Notes complémentaires	5

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit du tableau « Ventilation des dépenses mixtes par compétence » entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été établi par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la note 3 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de Montréal de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville, ayant été déposé au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau
La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

S50

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019						2018
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Total		
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	159 432 000	167 972 000	150 571 000	135 841 000	309 854 000	303 666 000	292 214 000
Sécurité publique	2							
Transport	3	1 634 000	1 843 000	55 390 000	58 527 000	57 024 000	60 366 000	63 023 000
Hygiène du milieu	4	7 430 000	7 680 000	18 913 000	18 322 000	26 342 000	26 001 000	27 984 000
Santé et bien-être	5	2 572 000	2 253 000	985 000	1 055 000	3 557 000	3 308 000	3 121 000
Aménagement, urbanisme et développement	6	4 978 000	5 458 000	8 170 000	8 222 000	13 148 000	13 680 000	12 720 000
Loisirs et culture	7	7 391 000	7 143 000	21 689 000	22 187 000	29 080 000	29 327 000	29 570 000
Frais de financement	8							
	9	183 437 000	192 349 000	255 718 000	244 154 000	439 005 000	436 348 000	428 632 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Voir les notes 1 et 2 à la page S61-2.

2. Principales méthodes comptables

Voir la note 3 à la page S61-2.

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES – NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2019

1. DÉPENSES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les dépenses engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

2. VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution, des dépenses contingentes et des dépenses mixtes d'administration générale. Le taux des dépenses d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2019 est de 9,88 %.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
La Tour Deloitte
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal (Québec) H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7177
Téléc. : 514-390-4111
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal,
au trésorier

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Le 21 avril 2020

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 504 898 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (199 000)	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	7 658 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	13 748 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	12 439 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 242 211 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	2 633 000
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	2 241 525 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	239 531 928 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	240 719 820 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	240 125 874 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | 0 | , | 9 | 3 | 3 | 5 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11
Annexe : Compétences d'agglomération	12

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 891 233 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	408 741 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	103 616 000
Activités de fonctionnement	6	155 387 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	632 000
	9	3 559 609 000
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	19 671 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	8 824 000
Autres		
- Enseignes publicitaires	14	640 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	5 631 000
Pouvoir général de taxation	19	20 557 000
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	55 323 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	14 934 000
	25	14 934 000
	26	70 257 000
	27	3 629 866 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	37 586 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	37 586 000
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	76 512 000
Cégeps et universités	7	61 924 000
Écoles primaires et secondaires	8	47 675 000
	9	186 111 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 769 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	1 769 000
	14	225 466 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	37 351 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	2 092 000
Taxes d'affaires	17	
	18	39 443 000
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	13 230 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	13 230 000
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	2 212 000
	24	2 212 000
	25	280 351 000

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2 /100$		3				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5 /100$		6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8 /100$		9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11 /100$		12				
Immeubles industriels	13	x	14 /100$		15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17 /100$		18				
Autres	19	x	20 /100$		21				
Immeubles agricoles	22	x	23 /100$		24				
Total					25	26 ( )	27 (3 230 000)	28 2 894 463 000	29 2 891 233 000
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30	x	31 /100$		32				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34 /100$		35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37 /100$		38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40 /100$		41				
Immeubles industriels	42	x	43 /100$		44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46 /100$		47				
Autres	48	x	49 /100$		50				
Immeubles agricoles	51	x	52 /100$		53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57 408 741 000	58 408 741 000

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe) — **Par unité de logement**

Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
	100,0000	7	Autres

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

Montréal

Taux de taxation de 2020 (en $/100$)[1]

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis[2]	Taxes PTI d'arrondis-sement
Anjou	0,6340	0,6380	2,6202	3,1407	1,2680	0,6340	0,0831
Taxe spéciale de l'eau	0,0963	0,0844	0,3210		0,0963		
Lachine	0,5895	0,5559	2,5463	3,0668	1,1790	0,5895	0,0526
Taxe spéciale de l'eau	0,0927	0,0746	0,2925		0,0927		
LaSalle	0,5837	0,5101	2,5387	3,0592	1,1674	0,5837	0,0466
Taxe spéciale de l'eau	0,0897	0,0731	0,2820		0,0897		
L'Île-Bizard	0,6040	0,6080	2,5195	3,0400	1,2080	0,6040	0,0772
Taxe spéciale de l'eau	0,0973	0,0736	0,2905		0,0973		
Montréal	0,6372	0,6412	2,6427	3,1633	1,2744	0,6372	
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3472		0,1043		
Ahuntsic-Cartierville							0,0483
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce							0,0311
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve							0,0511
Plateau Mont-Royal							0,0314
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles							0,0724
Rosemont–Petite-Patrie							0,0409
Le Sud-Ouest							0,0408
Ville-Marie							0,0064
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension							0,0445
Montréal-Nord	0,6277	0,6316	2,5991	3,1196	1,2554	0,6277	0,0671
Taxe spéciale de l'eau	0,0888	0,0686	0,1457		0,0888		
Outremont	0,6043	0,5675	2,5706	3,0911	1,2086	0,6043	0,0307
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3495		0,1043		
Pierrefonds	0,5891	0,5520	2,5273	3,0478	1,1782	0,5891	0,0646
Taxe spéciale de l'eau	0,0957	0,0752	0,3109		0,0957		
Roxboro	0,6071	0,6110	2,5301	3,0506	1,2142	0,6071	0,0604
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0687	0,3017		0,0951		
Sainte-Geneviève	0,5891	0,5683	2,5593	3,0798	1,1782	0,5891	0,0768
Taxe spéciale de l'eau	0,0922	0,0809	0,2622		0,0922		
Saint-Laurent	0,6129	0,6168	2,5506	3,0711	1,2258	0,6129	0,0522
Taxe spéciale de l'eau	0,0981	0,0800	0,2949		0,0981		
Saint-Léonard	0,6132	0,6171	2,5521	3,0726	1,2264	0,6132	0,0605
Taxe spéciale de l'eau	0,0925	0,0790	0,2935		0,0925		
Verdun	0,5915	0,5644	2,5419	3,0624	1,1830	0,5915	0,0385
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0796	0,3192		0,0951		

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0035	0,0228

T.G.T. pondéré[3]	Ens. Supérieur, Santé,S.Sociaux	Ens. P et Sec
1,1073	84,5%	71

Taxe relative à l'ARTM	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis
Ville de Montréal	0,0024	0,0024	0,0102	0,0123	0,0048

Verdun	Secteur IDS	Secteur TFE
Taxe pour travaux municipaux	0,0083	0,0037

Montréal-Nord	
Eau (non-résidentiel)	0,17921

Divers	OBNL	STM	Terrains
Ville de Montréal	0,5000	1,0175	0,5800

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 $ par logement, 10 $ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
LaSalle	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 30 $ par unité; maison de chambres, 20 $ par chambre; autres immeubles, 30 $ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 30 $ par logement ou 30 $ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Ile-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 60 $ par logement ou 50 $ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	100 $ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 30 $ par logement.	Pierrefonds : 60 $ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif fixe de 25 $ par logement.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,58 $/m^3 pour toute consommation excédant 100 000 m^3, en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 $/m^3. Un crédit de 227 m^3 par logement ou par chambre est alloué pour les immeubles mixtes.	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 30 $ par logement ou 150 $ par établissement; b) 0,33 $/m^3 pour 454 609 m^3 et 0,2552 $/m^3 sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 $/m^3; b) 30 $ par logement ou 360 $ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 $ à 4 700 $.	s. o.
LaSalle	Tarif de base de 90 $ par local pour les premiers 255 m^3, tarif de 0,37 $/m^3 jusqu'à 425 m^3 et de 0,41 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 $ par local; autres commerces : 270 $ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 $ par local pour les premiers 227,3 m^3 et tarif au compteur de 0,274967 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,18353 $ par 100 $ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 $ du m^3.	s. o.
Outremont	s. o.	s. o.
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 $ par local pour les premiers 360 m^3 et taux de 0,21 $/m^3 sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 $ à 360 $ selon le type de commerce.	s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 $/m^3 jusqu'à 909 200 m^3 et de 0,297 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 $ par établissement pour les premiers 318 m^3 et tarif au compteur de 0,26708 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 $ par unité pour les premiers 228 m^3 et tarif au compteur de 0,19 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 629 866 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (235 000)		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	9 690 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	14 934 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	8 651 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	1 287 919 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	2 328 052 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 259 476 245 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 0 , 8972 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 788 443 000		11 843 000	21 652 000	275 280 000	139 000
De secteur	2	47 607 000		376 000	1 943 000	36 424 000	20 000
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	1 858 000				113 000	
Autres	5	33 229 000				5 084 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	14 934 000					
	8	1 886 071 000		12 219 000	23 595 000	316 901 000	159 000

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 164 452 000	16 000	38 149 000	3 299 974 000
De secteur	10	167 155 000	2 000	5 476 000	259 003 000
Autres	11			632 000	632 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	3 660 000			5 631 000
Autres	13	11 379 000			49 692 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				14 934 000
	16	1 346 646 000	18 000	44 257 000	3 629 866 000

10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	X	13		14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	82 000 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-11				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

PORTRAIT GLOBAL

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	5 729 429 000 $
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	531 193 000 $
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	421 159 000 $
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	86 245 000 $

Les questions 10 et 11 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

		OUI		NON
10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	32	X	33	
11. Date d'adoption du budget d'agglomération par le conseil	34	2019-12-13		

ANNEXE

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	14
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	15

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	36 270 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 340 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	49 610 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	49 610 000
	27	49 610 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10	X	11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13	X	14	
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X	17	

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	X	19		20	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	X	22			

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	**OUI**	**NON**
Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.		
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?	23 X	24
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	25 X	26
9. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	27 X	28

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Courchesne , atteste que le rapport financier consolidé
de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-28.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Montréal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-21 12:55:35

Date de transmission au Ministère : 2020/05/29

S68

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.05

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1208736003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal - dépôt pour information

Il est recommandé de :

- prendre acte du dépôt pour information du *Bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal* .

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-02 16:43

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208736003**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal - dépôt pour information

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 (PDGMR) a été adopté à l'unanimité, par le conseil d'agglomération, le 27 août 2009. Les actions du PDGMR visent à diminuer les quantités de matières résiduelles destinées à l'élimination et à augmenter les quantités de matières récupérées conformément aux objectifs de récupération de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Le PDGMR propose 49 actions. L'action 10.1 spécifie qu'un bilan de l'atteinte des objectifs de la Politique québécoise et de l'état d'avancement du PDGMR doit être réalisé tous les ans, et qu'un portrait de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal doit être effectué aux deux ans. Le *bilan 2019 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal* a été rédigé pour réaliser cette action.
Montréal s'est également engagée, en signant la déclaration *Advancing Towards Zero Waste* dans le cadre du C40 Cities, à tendre vers le zéro déchet d'ici 2030.
Cette déclaration fixe comme objectif de :

- Réduire d'au moins 15 % la quantité de déchets municipaux produits par habitant en 2030 par rapport à 2015
- Diminuer d'au moins 50 % la quantité de déchets municipaux enfouis en 2030 par rapport à 2015
- Augmenter le taux de détournement de l'élimination pour atteindre au minimum 70 % en 2030

En octobre 2019 (CG 190486), la Ville de Montréal a entamé le processus de révision du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal. Le projet de PDGMR pour la période 2020-2025 a été préparé par le Service de l'environnement, conformément au projet de modification du Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Le PDGMR a fait l'objet de consultations publiques par la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs en

janvier 2020. Le PDGMR présente la vision, les objectifs, les axes d'intervention de l'agglomération et les principes directeurs qui sous-tendent l'ensemble de la démarche. Il présente également les actions à déployer au cours de la période 2020-2025. Il se veut un levier s'inscrivant à la fois dans la continuité des efforts passés, tout en soulignant la nécessité de mettre en place des actions concrètes et audacieuses contribuant à la transition écologique.

Les objectifs du PDGMR sont ambitieux. Ils visent un taux de détournement de l'élimination des matières résiduelles de 70 % en 2025 et de 85 % en 2030. Il est donc essentiel d'assurer un suivi constant de la progression de la récupération des matières résiduelles par le biais des bilans annuels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0486, le 24 octobre 2019 : "Mandater la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 / Déposer le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 / Déposer le bilan 2018 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal"
CG180480, le 20 septembre 2018 : "Dépôt du Bilan 2017 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal"
CG17 0298, le 24 août 2017 : déposer le document intitulé "Portrait 2016 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal".
CG16 0520, le 29 septembre 2016 : déposer le document intitulé "Bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal".
CG09 0346, le 27 août 2009 : adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Le *Bilan 2019 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal* illustre les données relatives à la récupération (matières recyclables, matières organiques, résidus domestiques dangereux, textiles, résidus de construction, rénovation, démolition (CRD) et encombrants, autres produits électroniques), à l'élimination (ordures ménagères, résidus CRD et encombrants) et à la génération (récupération et élimination) des matières résiduelles pour l'agglomération et pour chacune des administrations locales (villes liées et arrondissements). Il présente également la progression vers l'atteinte des objectifs de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2019-2024.* Ce plan d'action, adopté le 11 février 2020 par le Ministère de l'environnement et lutte contre les changements climatiques (MDELCC)), fixe des objectifs pour 2023. La principale modification par rapport aux objectifs précédents est une augmentation de 5% (de 70% à 75%) de l'objectif du taux de récupération des matières recyclables pour 2023.

- La collecte des matières recyclables a permis de détourner de l'élimination 165 855 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération. Le taux de récupération est demeuré à 62 %, soit à 8 % de l'objectif gouvernemental qui était de 70% (en 2019).

- La collecte des matières organiques a permis de récupérer 104 168 tonnes de matières, en hausse de 9 % par rapport à 2018. Le taux de récupération atteint 28 %, soit à 32 % de l'objectif gouvernemental qui est de 60 %.

- Sur le territoire de l'agglomération de Montréal, 3 328 tonnes de résidus domestiques dangereux (RDD) ont été détournées de l'élimination. Du total, 79 % de tous les RDD l'ont été par le réseau des sept écocentres de

l'agglomération. La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2019-20 24* n'a pas d'objectif de récupération pour les RDD.

- Sur le territoire de l'agglomération, 159 498 tonnes de résidus CRD et d'encombrants ont été récupérées, en baisse de 2,6 % par rapport à 2018. Par ailleurs, le taux de récupération a augmenté de 1%; s'établit à 70 %, et atteint donc l'objectif gouvernemental.

- Le grand total pour toutes les matières récupérées est de 434 310 tonnes. Le taux de détournement de l'enfouissement s'est maintenu par rapport à 2018 à l'échelle de l'agglomération; il est à 47%, soit à 23 % de l'objectif de 70% de détournement en 2030 fixé par le C40 dans la déclaration *Advancing Towards Zero Waste* . Depuis 2015, le taux de détournement a augmenté de 7%.

- Le grand total pour toutes les matières éliminées est de 486 578 tonnes, en baisse de 2 % par rapport à 2018. Malgré cette baisse, il est estimé qu'il reste encore plus de 101 000 tonnes de matières recyclables dans les ordures ménagères éliminées, ce qui représente 21 % des matières éliminées. La matière organique représente toujours 55% des ordures ménagères, soit près de 268 000 tonnes. Depuis 2015, la quantité de matières éliminées a diminué de 82 685 tonnes; cela représente 29% de la réduction totale à effectuer de 284 632 tonnes afin d'atteindre la cible du C40 d'une diminution d'au moins 50% de la quantité de matières éliminées en 2030 par rapport à 2015.

- Le grand total généré de matières résiduelles a diminué de 1% par rapport à 2018, pour un total de 920 888 tonnes, ou l'équivalent de 449 kg/personne/an, une baisse de 16 kg/an/personne.

JUSTIFICATION

Cette publication est le seul document qui présente l'ensemble des informations sur les quantités de matières résiduelles récupérées et éliminées par les administrations locales. Les arrondissements, les villes liées et les services centraux peuvent utiliser des données fiables et comparables d'une année à l'autre. Sa diffusion permettra d'informer la Communauté métropolitaine de Montréal des résultats obtenus dans l'agglomération de Montréal comme prévu par le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles. Montréal s'est également engagée, dans le cadre du C40 cities, à tendre vers le zéro déchet d'ici 2030, en signant la déclaration *Advancing Towards Zero Waste.* Cet engament doit s'accompagner de gestes concrets et planifiés, et d'un suivi des indicateurs qui nous amènent vers une agglomération zéro déchet en 2030.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Plan directeur s'inscrit dans Montréal durable 2016-2020, le troisième Plan de développement durable de la collectivité montréalaise sous la deuxième priorité d'intervention «Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources». La diffusion de ce bilan permet de rendre compte de l'action 6 du plan d'action de l'administration municipale, soit : réduire et valoriser les matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal, en tant que municipalité centrale représentant l'agglomération de Montréal, doit transmettre annuellement à la Communauté métropolitaine de Montréal et à d'autres organismes (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, RECYC-QUÉBEC) les informations qui permettent de quantifier et de qualifier la gestion des matières résiduelles sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Chaque année, un bilan est publié afin d'informer les administrations locales, la population et les groupes intéressés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 19 août 2020
Conseil municipal : 24 août 2020
Conseil d'agglomération : 27 août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon OCTEAU
Agent de recherche

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-27

Paula URRA
Chef de Division collecte transport et traitement MR

Tél :	514 872-3194	**Tél :**	514-868-8764
Télécop. :	514 872-8146	**Télécop. :**	514-280-4230

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-07-30



Bilan 2019 de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Réduire pour mieux grandir



Grand total généré en 2019

ÉLIMINÉ ET RÉCUPÉRÉ

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
9 664

Senneville
x8
756

Pierrefonds-Roxboro
32 570

Dollard-Des Ormeaux
23 559

Sainte-Anne-de-Bellevue
x8
2 868

Kirkland
11 758

Baie-D'Urfé
x8
2 348

Beaconsfield
12660

Pointe-Claire
17 785

Dorval
11 318

Saint-Laurent
45 164

Ahuntsic-Cartierville
58 344

Mont-Royal
11 903

Côte-Saint-Luc
16 160

Hampstead
x8
3 382

Lachine
20 370

Montréal-Ouest
x8
2 651

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
73 963

Westmount
9 867

LaSalle
49 902

Verdun
27 098

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
73 169

Outremont
11 658

Le Plateau-Mont-Royal
44 101

Ville-Marie
39 522

Le Sud-Ouest
32 686

Rosemont–La Petite-Patrie
69 816

Montréal-Nord
37 228

Saint-Léonard
34 053

Anjou
17 412

Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
59 153

Montréal-Est
x8
2 373

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
55 627

N

Le grand total de **génération de matières résiduelles** sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 920 888 tonnes. La génération des matières résiduelles est stable par rapport à 2018, et ce, malgré une augmentation de la population de 2,5 % pour cette même période.

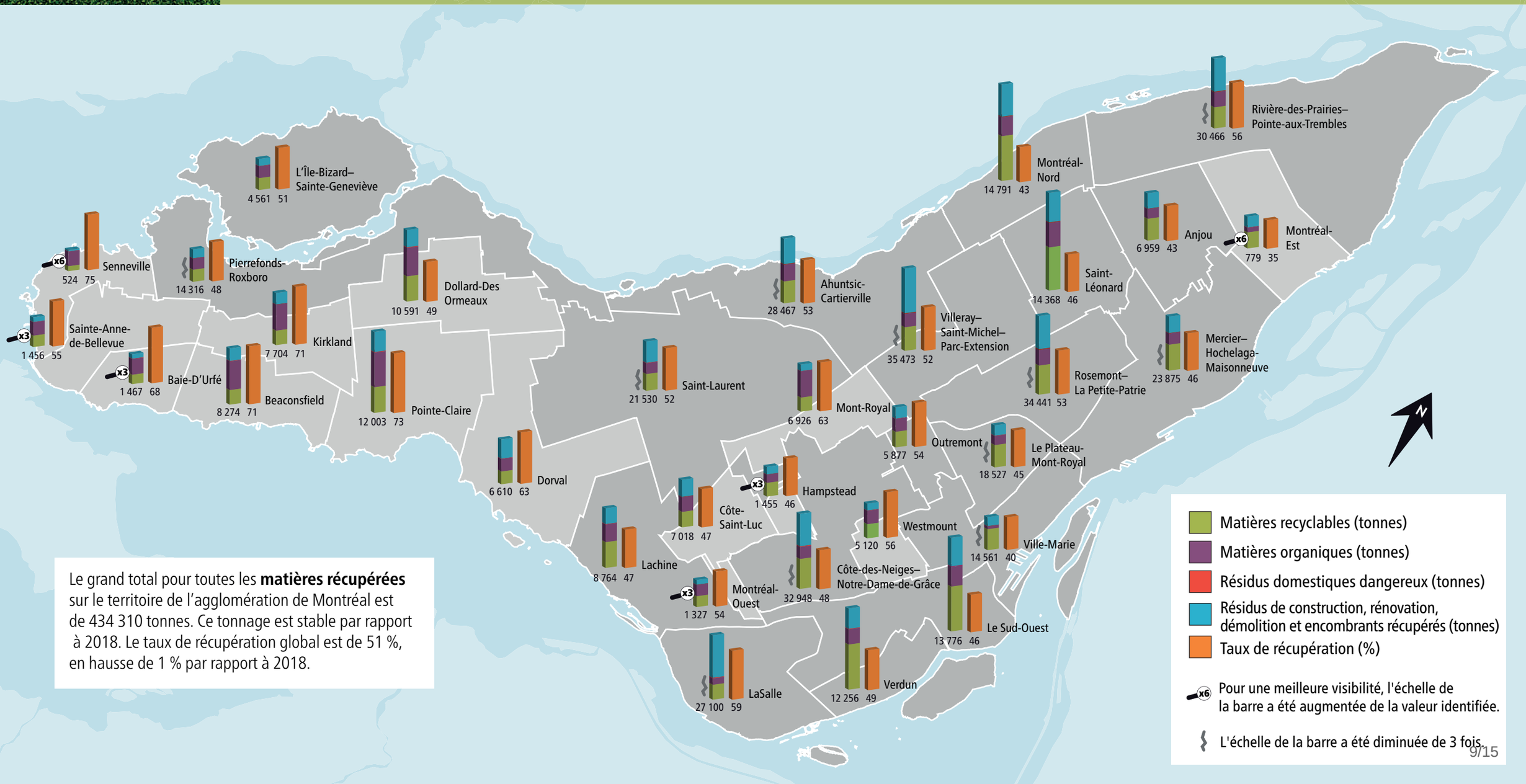
Grand total récupéré (tonnes)

Grand total éliminé (tonnes)

x8 Pour une meilleure visibilité, l'échelle de la barre a été augmentée de 8 fois.

Grand total récupéré en 2019

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 51 %



Le grand total pour toutes les **matières récupérées** sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 434 310 tonnes. Ce tonnage est stable par rapport à 2018. Le taux de récupération global est de 51 %, en hausse de 1 % par rapport à 2018.



Matières recyclables récupérées en 2019

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 70 %

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 62%

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
1 750 63

Senneville
123 73

Pierrefonds-Roxboro
5 357 57

Dollard-Des Ormeaux
3 712 56

Sainte-Anne-de-Bellevue
562 66

Baie-D'Urfé
461 73

Kirkland
2 133 74

Beaconsfield
2 141 75

Pointe-Claire
3 780 78

Dorval
1 877 68

Saint-Laurent
7 412 60

Ahuntsic-Cartierville
9 656 60

Mont-Royal
2 074 67

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
10 398 58

Montréal-Nord
6 873 59

Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
9 321 62

Saint-Léonard
6 351 60

Anjou
3 219 58

Montréal-Est
393 53

Rosemont–La Petite-Patrie
12 852 65

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
11 448 63

Outremont
2 294 68

Le Plateau-Mont-Royal
9 860 64

Hampstead
673 61

Côte-Saint-Luc
2 274 55

Lachine
3 794 60

Westmount
2 089 68

Ville-Marie
9 247 63

Montréal-Ouest
533 65

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
13 219 60

Le Sud-Ouest
6 593 62

LaSalle
6 583 62

Verdun
6 805 69

La collecte des **matières recyclables** a permis de détourner de l'élimination 165 855 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ce qui représente 18 % des matières résiduelles générées. Le taux de récupération est resté stable à 62 %. Cinq territoires ont atteint l'objectif gouvernemental* et quatre sont proches d'y parvenir (écart de 1 % à 2 % de l'objectif).

* Cet objectif de récupération des matières recyclables sera ajusté en 2020 afin de prendre en compte l'objectif de 75 % du Plan d'action 2019-2024 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

Quantité (tonnes)

Taux de récupération

- 70 % et plus
- 60 % à 69 %
- 50 % à 59 %



Matières organiques récupérées en 2019

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 60 %

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 28 %

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève 1 740 39
Senneville 359 73
Pierrefonds-Roxboro 4 938 32
Dollard-Des Ormeaux 4 185 36
Sainte-Anne-de-Bellevue 659 46
Baie-D'Urfé 770 61
Kirkland 3 814 64
Beaconsfield 4 230 67
Pointe-Claire 5 089 61
Dorval 1 852 43
Saint-Laurent 4 764 27
Ahuntsic-Cartierville 7 348 31
Montréal-Nord 2 889 19
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 6 609 31
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 5 906 23
Saint-Léonard 3 589 24
Anjou 1 431 19
Montréal-Est 117 12
Mont-Royal 3 871 58
Rosemont–La Petite-Patrie 6 856 27
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 4 987 22
Outremont 1 904 39
Le Plateau-Mont-Royal 4 024 21
Hampstead 405 26
Côte-Saint-Luc 2 168 31
Westmount 1 982 42
Ville-Marie 1 281 8
Lachine 2 597 28
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 5 259 19
Montréal-Ouest 554 42
Le Sud-Ouest 2 886 21
LaSalle 2 816 21
Verdun 2 290 21

La collecte des **matières organiques** a détourné de l'élimination 104 168 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ce qui représente 11 % des matières résiduelles générées. La quantité détournée a augmenté de 9 % (8 839 tonnes) par rapport à 2018 faisant passer le taux de récupération de 26 % à 28 %. Un territoire est proche d'atteindre l'objectif gouvernemental, à 2 % de l'objectif, et cinq y sont parvenus.

Quantité (tonnes)

Taux de récupération

- 60 % et plus
- 30 % à 59 %
- 10 % à 29 %
- 0 % à 9 %



Résidus CRD* et encombrants récupérés en 2019

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 70 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 70 %

Près de 159 498 tonnes de résidus **CRD et d'encombrants** ont été détournées de l'enfouissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Ce tonnage est en baisse de 3 % par rapport à 2018. Ces matières représentent 17 % des matières résiduelles générées. Le taux de récupération est de 70 %.

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève 1 039 56
Senneville 39 63
Pierrefonds-Roxboro 3 915 67
Dollard-Des Ormeaux 2 535 69
Sainte-Anne-de-Bellevue 226 55
Baie-D'Urfé 216 63
Kirkland 1 675 73
Beaconsfield 1 832 62
Pointe-Claire 2 959 80
Dorval 2 828 76
Ahuntsic-Cartierville 11 059 74
Saint-Laurent 9 111 73
Mont-Royal 959 60
Montréal-Nord 4 910 65
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 14 093 73
Saint-Léonard 4 328 67
Anjou 2 257 68
Montréal-Est 265 58
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 18 719 73
Rosemont–La Petite-Patrie 14 246 71
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 7 247 67
Outremont 1 654 59
Le Plateau-Mont-Royal 4 524 65
Hampstead 370 69
Côte-Saint-Luc 2 506 61
Lachine 2 320 65
Westmount 999 67
Ville-Marie 3 936 62
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 13 995 72
Montréal-Ouest 232 67
Le Sud-Ouest 4 190 66
LaSalle 17 242 73
Verdun 3 072 67

Quantité (tonnes)

Taux de récupération

- 70 % et plus
- 60 % à 69 %
- 50 % à 59 %

*Résidus de construction, rénovation, démolition



Résidus domestiques dangereux récupérés en 2019

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 63 %

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève 30 60
Senneville 2 69
Pierrefonds-Roxboro 97 56
Dollard-Des Ormeaux 84 60
Sainte-Anne-de-Bellevue 6 52
Baie-D'Urfé 15 81
Kirkland 37 70
Beaconsfield 49 76
Pointe-Claire 78 77
Dorval 35 66
Saint-Laurent 162 63
Ahuntsic-Cartierville 268 69
Mont-Royal 21 51
Hampstead 8 48
Côte-Saint-Luc 47 57
Lachine 49 50
Montréal-Ouest 9 60
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 300 64
LaSalle 263 77
Verdun 74 54
Le Sud-Ouest 87 52
Westmount 36 65
Ville-Marie 96 47
Outremont 25 53
Le Plateau-Mont-Royal 111 50
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 291 67
Rosemont–La Petite-Patrie 361 72
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 153 54
Montréal-Nord 95 50
Saint-Léonard 90 52
Anjou 50 53
Montréal-Est 4 37
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 294 73

Quantité (tonnes)
Taux de récupération (%)

Sur le territoire de l'agglomération de Montréal, 3 328 tonnes* de **résidus domestiques dangereux (RDD)** ont été détournées de l'enfouissement pour atteindre un taux de récupération de 63 %. Ces matières représentent 0,4 % des matières résiduelles générées. Du total, 79 % de tous les RDD récupérés l'ont été par le réseau des écocentres. Le gouvernement du Québec ne fixe pas d'objectif de récupération pour ces matières.

* Ces résultats ne tiennent pas compte des RDD déposés dans d'autres points de collecte, comme les quincailleries pour la peinture, les garages pour les huiles et les pharmacies pour les médicaments.



Grand total éliminé en 2019

Ordures ménagères / Résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants éliminés

Le grand total pour toutes les **matières éliminées** sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 486 578 tonnes. Ce tonnage est légèrement à la baisse de 2 % (-10 836 tonnes) par rapport à 2018. Le taux d'élimination global est de 49 %, en baisse de 1% par rapport à 2018. Malgré la diminution du tonnage des matières éliminées, il reste encore 21 % de matières recyclables dans les ordures ménagères de l'agglomération de Montréal, soit plus de 101 000 tonnes. Les matières organiques représentent 55 % des ordures ménagères, soit près de 268 000 tonnes.

Résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants éliminés (tonnes)

Ordures ménagères éliminées (tonnes)

x5 Pour une meilleure visibilité, l'échelle de la barre a été augmentée de la valeur identifée.

Montréal

ville.montreal.qc.ca/environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1204983005

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium dans le cadre du contrat accordé à Signel Services inc. (CG17 0430), majorant ainsi le montant total de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 454 587,07 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium dans le cadre du contrat accordé à Signel Services inc. (CG17 0430), majorant ainsi le montant total de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses;

2. d'autoriser une dépense de 59 293,97, taxes incluses, à titre de variation des quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-06-10 09:58

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204983005**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium dans le cadre du contrat accordé à Signel Services inc. (CG17 0430), majorant ainsi le montant total de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium, prévoyant deux (2) options de prolongation de douze (12) mois. Le contrat, au montant total de 803 686,29 $, taxes incluses, a été octroyé à Signel Services inc. et il est en vigueur depuis le 28 septembre 2017 pour une période de trente-six (36) mois. En août 2019, la première option de prolongation de douze (12) mois a été autorisée pour un montant de 405 901,76 $, taxes incluses.
En date du mois de mai 2020, la consommation de l'entente-cadre est de 1 007 546,49 $, taxes incluses, soit 83 % du contrat octroyé.

Le montant estimé pour la période de la deuxième option de prolongation de douze (12) mois est de 454 587,07 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 1 209 588,05 $ à 1 664 175,12 $, taxes incluses. Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquérir de quantité spécifique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0357 – 22 août 2019 - Exercer la première option de prolongation pour une période de douze (12) mois, soit du 28 septembre 2019 au 27 septembre 2021, pour la fourniture de panneaux de signalisation en aluminium et autoriser une dépense additionnelle de 405 901,76 $.
CG17 0430 - 28 septembre 2017 - Conclure une entente-cadre avec Signel Services inc., pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture de panneaux de signalisation en aluminium – Appel d'offres public 17-16076 (4 soum.) (Montant estimé : 803 686,29 $.)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois prévue au contrat visant la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium destiné à informer les citoyens des différents règlements municipaux sur le réseau routier de la Ville (tels que les panneaux de stationnement et d'arrêt obligatoire). Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger la présente entente-cadre afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres 17-16076, ce qui réduira les délais ainsi que les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Le prix entendu est indexé pour toute la durée de la prolongation. Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation et de l'évolution de l'indice des prix des produits de l'aluminium et de l'indice des prix à la consommation (IPC).

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 17-16076 à la clause 6 des clauses administratives particulières "prolongation de contrat", le contrat offre la possibilité de deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer cette deuxième option de prolongation selon les mêmes termes et conditions du contrat.
Les raisons nous incitant à recommander la deuxième option de prolongation de cette entente sont la satisfaction du service rendu par ce fournisseur, de même que les prix compétitifs obtenus. Les prix soumis en 2017 étaient inférieurs à l'estimé de 29,5 % et inférieurs de 9,7 % par rapport au deuxième plus bas soumissionnaire. Après le calcul de l'indexation, les prix diminueront de 1,63 % pour la deuxième option de prolongation par rapport au prix soumis en 2017. Une comparaison avec certains prix sur le marché a confirmé que les prix sont toujours avantageux. Par ailleurs, un retour en appel d'offres pourrait entraîner une augmentation des prix, notamment en raison de l'incertitude liée à la pandémie actuelle.

La firme Signel Services inc., a confirmé son consentement à prolonger le contrat actuellement en vigueur du 28 septembre 2020 au 27 septembre 2021 (copie de la lettre en pièce jointe du présent dossier décisionnel).

En date du 28 mai 2020, l'adjudicataire est conforme au Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Nous n'avons pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour la prolongation de ce contrat.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du 28 septembre 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'approvisionnement a estimé que la prolongation de l'entente-cadre s'élève à 454 587,07 $, taxes incluses, et ce, pour une période de douze (12) mois à compter du 28 septembre 2020.
Au montant estimé initial (343 807,87 $) nous ajoutons une majoration de 15 % (51 571,18 $), afin de pallier aux possibles augmentations et variations des quantités demandées pour un total de 395 379,05 $. Cette estimation est basée sur l'historique de consommation au cours des trente-deux (32) derniers mois et est calculée en fonction du prix soumis couvrant la période de la deuxième option de prolongation de douze (12) mois.

Montant estimé de la deuxième option de prolongation :

395 379,05 $ + TPS (5 %) 19 768,95 $ + TVQ (9,975 %) 39 439,06 $ = 454 587,07 $

Il s’agit d’une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les panneaux d'aluminium remplacés seront recyclés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L’absence d’une entente-cadre alourdirait le processus d’approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La prolongation de l'entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation de la COVID-19 n'aura pas d’impact significatif sur la prolongation de l’entente-cadre.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin «Info-achats» afin de les informer de la prolongation de l'entente-cadre ainsi que des modalités d’achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 12 août 2020
CM : 24 août 2020
CG : 27 août 2020
Début de la deuxième période de prolongation : 28 septembre 2020
Fin de la deuxième période de prolongation : 27 septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francois ORBAN
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-1062
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-05

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-06-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-06-09

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 7 mai 2020

Monsieur Sylvain Gauthier
Président
Signel Services inc.
700 Montée Monette
St-Mathieu de la Prairie (Québec) J0L 2H0

Courriel : sgauthier@signel.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 17-16076
Fourniture de panneaux de signalisation en aluminium

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 28 septembre 2020 au 27 septembre 2021 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Suivant la clause 8 (Indexation des prix) des clauses Administratives Particulières, le calcul de l'indexation indique une baisse des prix de 1,63% par rapport au prix soumissionné en juillet 2017.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 22 mai 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : SYLVAIN GAUTHIER _____ _____
Nom en majuscules et signature Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de chèque visé, de traite bancaire ou de cautionnement au montant de 15 000 $.

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II
Courriel : marc-andre.deshaies@montreal.ca

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1204982005

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Chaussures Belmont inc. pour une durée de trente-six (36) mois, incluant deux (2) options de prolongation, pour l'acquisition de bottes et de souliers de sécurité - Montant estimé de l'entente: 3 752 839,91 $ taxes incluses (entente: 3 263 339,05 $ + variation des quantités: 489 500,86 $) - Appel d'offres public 20-17904 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec la Chaussures Belmont Inc.. pour une période de trente-six (36) mois, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois pour l'acquisition de bottes et souliers de sécurité au montant de 3 263 339,05 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-17904;

2. d'autoriser une dépense de 489 500,86 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-06-10 12:24

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204982005**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Chaussures Belmont inc. pour une durée de trente-six (36) mois, incluant deux (2) options de prolongation, pour l'acquisition de bottes et de souliers de sécurité - Montant estimé de l'entente: 3 752 839,91 $ taxes incluses (entente: 3 263 339,05 $ + variation des quantités: 489 500,86 $) - Appel d'offres public 20-17904 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour l'acquisition de bottes et souliers de sécurité. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
En octobre 2018, le contrat pour la fourniture sur demande de souliers et de bottes de sécurité a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17074, au plus bas soumissionnaire conforme, soit la firme Entreprises Forlini-Division équipement de sécurité universel inc. pour un montant total estimé de 945 523,34 $, taxes incluses. Cette entente-cadre est valide pour une période de vingt-quatre (24) mois se terminant le 29 octobre 2020 et inclu deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.

En date du 4 mai 2020, la consommation de l'entente-cadre pour les dix-huit (18) premiers mois était de 940 642,56 $, taxes incluses, ce qui représente 99 % du contrat octroyé.

L'appel d'offres public 20-17904 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de cinquante-sept (57) jours calendaires, soit du 26 février au 23 avril 2020. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, soit jusqu'au 19 octobre 2020.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis trois (3) addenda visant plusieurs modifications engendrées par les mesures prises en raison de la pandémie dont le dépôt et l'ouverture des soumissions via la webdiffusion, les formes de garanties de soumission recevables, le maintien de l'exigence de la garantie de soumission et le report de la date d'ouverture des soumissions du 31 mars au 23 avril 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0536 - 25 octobre 2018 - Conclure avec la firme Entreprises Forlini-Division équipement de sécurité universel inc. une entente-cadre d'une période de vingt-quatre (24) mois, avec une option de prolongation de deux (2) périodes de douze (12) mois chacune, pour la fourniture sur demande de souliers et bottes de sécurité - Appel d'offres public 18-17074 (4 soum.) (Montant estimé 945 523,34 $)
CG15 0624 - 29 octobre 2015 - Conclure avec la firme Équipement de Sécurité Universel inc. une entente-cadre d'une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture sur demande de souliers et bottes de travail pour l'ensemble des corps de métiers de la Ville - Appel d'offres public 15-14558 (5 soum.) (Montant estimé 5 220 853,79 $)

CG 110308 - 28 septembre 2011 - Conclure avec les firmes Antonio Moreau (1984) ltée (1 082 178,36 $) et Équipement de Sécurité Universel inc. des ententes-cadres d'une période de 48 mois pour la fourniture sur demande de bottines de travail - Appel d'offres public 11-11657 (2 soum.) (Montant estimé 1 271 593,82 $)

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise l'acquisition de bottes et de souliers de sécurité et elle est destinée à toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
La Ville doit fournir ces produits en vertu de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ainsi qu'en vertu des conventions collectives de travail en vigueur. La Ville, à titre d'employeur, a l'obligation de fournir à tous les corps de métiers, les pièces vestimentaires et de protection nécessaire afin de répondre aux besoins opérationnels dans le cadre de leur travail. Le contrat est octroyé auprès d'une firme dotée d'un service d'unités mobiles pour la fourniture et la livraison, sur demande, de souliers et de bottes de sécurité aux corps de métiers suivants: les employés cols bleus, les employés cols blancs et les gestionnaires des arrondissements et des services centraux de la Ville.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de trente-six (36) mois. Elles n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Les prix sont fermes pour les douze (12) premiers mois de l'entente-cadre. Par la suite, ils seront ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les vingt-quatre (24) mois suivants du contrat, et au besoin, pour chacune des deux options de prolongation de douze (12) mois.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 2 % du montant total de la soumission, taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution de 10 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (7):
- Centre du Travailleur F.H. inc.;
- Chaussures Belmont inc.;
- Equipement de Sécurité Universel inc. (Entreprise Forlini);
- Kodiak Group Holdings Co. (Expert au Travail - St. Laurent);
- HAIX North America;
- Logistik Unicorp;

- PSP Corp.

Soumissionnaires (3):
- Equipement de Sécurité Universel inc. (Entreprise Forlini);
- Chaussures Belmont inc.;
- Kodiak Group Holdings Co. (Expert au Travail - St. Laurent).

Des sept (7) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont soumissionné. Des quatre (4) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, deux (2) ont signifié l'impossibilité de fournir tous les articles indiqués au bordereau de prix, une (1) firme a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de respecter les garanties exigées aux documents d'appel d'offres et une (1) n'a donné aucune raison pour son désistement.

Des trois (3) soumissionnaires, un (1) a été déclaré non conforme. Le soumissionnaire Kodiak Group Holdings Co. a été déclaré non conforme en vertu des articles 1.06.18 et 4.02.02 du document de la Régie de l'appel d'offres qui exige d'obtenir dans sa soumission son certificat de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la santé au travail (CNESST) et sa lettre d'engagement**.**

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
*Equipement de Sécurité Universel inc. (Entreprise Forlini)	2 854 513,07 $	428 176,96 $	3 282 690,03 $
Chaussures Belmont inc.	3 263 339,05 $	489 500,86 $	3 752 839,91 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 108 066,36 $	466 209,96 $	3 574 276,32 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(291 586,29 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(8,16 % %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			470 149,87 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			14,32 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de la soumission reçue.

* Le soumissionnaire Equipement de Sécurité Universel inc. (Entreprise Forlini) a fait l'objet d'une évaluation insatisfaisante dans le cadre d'un contrat avec la Ville (résolution CE 19 0729) en vertu de l'article 573 paragraphe 2.0.1 de la Loi sur les cités et villes. Cette entreprise est inscrite à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) puisque son niveau de service est jugé inadéquat selon les standards de service exigés par la Ville. Dans les circonstances, nous recommandons d'octroyer le présent contrat au deuxième plus bas

soumissionnaire conforme, Chaussures Belmont inc. Nous reconnaissons que la décision finale va revenir aux instances, soit d'approuver ou non cette recommandation.

Les soumissionnaires dans ce dossier ne sont pas déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Les soumissionnaires ne sont pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

L'écart de prix entre l'entente recommandé avec Chaussures Belmont pour 2020 et l'entente 2018 avec Equipement de Sécurité Universel inc. (Entreprise Forlini) s'explique principalement de cette façon:

- Les prix soumis par Equipement de Sécurité Universel inc. (Entreprise Forlini) en 2018 étaient bas ce qui se pouvait se répercuter dans la qualité du service que ce fournisseur donnait à la Ville. Il sont d'ailleurs encore très bas sur leur soumission de 2020.
- Les coûts d'inventaires pour assurer des livraisons selon les délais requis par la Ville peuvent expliquer une partie de la différence entre les deux ententes.
- Nous demandons des livraisons en 10 jours et Equipement de Sécurité Universel inc. (Entreprise Forlini) livre 48% des commandes en dehors du délai établi. Leurs prix étaient bas, mais le service très déficient.
- Chaussures Belmont ont à notre avis un juste prix pour ce marché. Les prix de leur soumission en 2018 étaient d'ailleurs dans la moyenne des 4 soumissionnaires qui avaient répondu à notre appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 3 108 066,36 $, taxes incluses, pour les trente-six (36) prochains mois.
Cette estimation est basée sur l'historique de la consommation pour les trente-six (36) premiers mois et les prix payés par la Ville pour la dernière année de l'entente-cadre. De plus, les prix soumis ont été majorés de 6 % pour les trente-six (36) mois du contrat afin de refléter la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Le montant total estimé de l'entente-cadre, pour la période de trente-six (36) mois est de : 2 838 303,15 $ + 141 915,16 $ (TPS) + 283 120,74 $ (TVQ) = 3 263 339,05 $

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 489 500,86 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat, pour un montant total estimé de 3 752 839,91 $, taxes incluses.

Le montant estimé de la première option de prolongation de douze (12) mois est de 1 109 535,28 $ taxes incluses.

Le montant estimé de la deuxième option de prolongation de douze (12) mois est de 1 131 290,87 $ taxes incluses.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les dépenses pourraient être des dépenses corporatives ainsi que des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du Covid-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l’approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.
CE: 12 août 2020
CM: 24 août 2020
CG: 27 août 2020
Début du contrat: 28 août 2020
Fin du contrat: 27 août 2023
Fin de la première année de prolongation: 27 août 2024
Fin de la deuxième année de prolongation: 27 août 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard DAGENAIS
Conseiller en approvisionnement

Tél : (514) 872-2608
Télécop. : (514) 872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-05

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-06-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-06-09

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-17904

Agent d'approvisionnement
Madalina Rosca

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Entreprises Forlini-Division Equipment de Sécurité Universel inc.									**2 482 725,00 $**	**2 854 513,07 $**
Chaussures Belmont inc.									**2 838 303,15 $**	**3 263 339,05 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-17904
Numéro de référence : 1349368
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de bottes et souliers de sécurité

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Centre du Travailleur F.H. inc. 2150 RUE BOMBARDIER Sainte-Julie, QC, J3E2J9 http://WWW.CENTREFH.COM NEQ : 1168767581	Madame Mélanie Bélec Téléphone : 450 467-8271 Télécopieur : 450 467-8082	**Commande : (1708467)** 2020-02-29 11 h 35 **Transmission :** 2020-02-29 11 h 35	3279538 - 20-17904 Addenda 1 2020-03-18 16 h 25 - Courriel 3281563 - 20-17904 Addenda 2 2020-03-20 14 h 50 - Courriel 3285161 - 20-17904 Addenda 3 2020-03-26 12 h 13 - Courriel 3300708 - 20-17904 Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 10 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Chaussures Belmont Inc 655 de l'Argon Québec, QC, G2N2G7 http://www.belmont-inc.com NEQ : 1144004109	Monsieur Marquy Dubois Téléphone : 514 721-5550 Télécopieur : 514 721-6961	**Commande : (1710210)** 2020-03-03 16 h 20 **Transmission :** 2020-03-03 16 h 20	3279538 - 20-17904 Addenda 1 2020-03-18 16 h 25 - Courriel 3281563 - 20-17904 Addenda 2 2020-03-20 14 h 50 - Courriel 3285161 - 20-17904 Addenda 3 2020-03-26 12 h 13 - Courriel 3300708 - 20-17904 Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 10 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Equipement de Securite Universel Inc 6855 St.Jacques Ouest Montréal, QC, H4B 1V3 NEQ : 1147452214	Monsieur Peter Forlini Téléphone : 514 369-6699 Télécopieur : 514 369-0874	**Commande : (1713623)** 2020-03-09 18 h 58 **Transmission :** 2020-03-09 18 h 58	3279538 - 20-17904 Addenda 1 2020-03-18 16 h 25 - Courriel 3281563 - 20-17904 Addenda 2 2020-03-20 14 h 50 - Courriel 3285161 - 20-17904 Addenda 3 2020-03-26 12 h 13 - Courriel 3300708 - 20-17904 Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 10 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Expert au Travail - St. Laurent 3189 de Miniac arrond. Ville Saint-Laurent Montréal, QC, H4S 1S9 http://www.expertautravail.ca NEQ : 1166382490	Monsieur Vincent De Petrillo Téléphone : 514 333-9617 Télécopieur :	**Commande : (1707000)** 2020-02-27 8 h 38 **Transmission :** 2020-02-27 8 h 38	3279538 - 20-17904 Addenda 1 2020-03-18 16 h 25 - Courriel 3281563 - 20-17904 Addenda 2 2020-03-20 14 h 50 - Courriel 3285161 - 20-17904 Addenda 3 2020-03-26 12 h 13 - Courriel 3300708 - 20-17904 Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 10 h 04 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	HAIX north america 2320 fortune dr ste 120 lexington, KY, 40509 NEQ :	Madame sandy longarzo Téléphone : 866 344-4249 Télécopieur :	**Commande : (1717173)** 2020-03-16 10 h 27 **Transmission :** 2020-03-16 10 h 27	3279538 - 20-17904 Addenda 1 2020-03-18 16 h 25 - Courriel 3281563 - 20-17904 Addenda 2 2020-03-20 14 h 50 - Courriel 3285161 - 20-17904 Addenda 3 2020-03-26 12 h 13 - Courriel 3300708 - 20-17904 Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 10 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Logistik Unicorp 820, boulevard du Grand-Bernier Nord Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2W 0A6 NEQ : 1173823296	Madame Danielle Magnant Téléphone : 450 349-9711 Télécopieur : 514 906-6668	**Commande : (1717421)** 2020-03-16 13 h 36 **Transmission :** 2020-03-16 13 h 36	3279538 - 20-17904 Addenda 1 2020-03-18 16 h 25 - Courriel 3281563 - 20-17904 Addenda 2 2020-03-20 14 h 50 - Courriel 3285161 - 20-17904 Addenda 3 2020-03-26 12 h 13 - Courriel 3300708 - 20-17904 Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 10 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PSP Corp. 6426 boul. Monk Montréal, QC, H4E3H9 http://www.pspcorp.ca NEQ : 1143841204	Monsieur Jason Campoli Téléphone : 514 767-6625 Télécopieur : 514 767-7179	**Commande : (1707281)** 2020-02-27 11 h 17 **Transmission :** 2020-02-27 11 h 17	3279538 - 20-17904 Addenda 1 2020-03-18 16 h 25 - Courriel 3281563 - 20-17904 Addenda 2 2020-03-20 14 h 50 - Courriel 3285161 - 20-17904 Addenda 3 2020-03-26 12 h 13 - Courriel 3300708 - 20-17904 Enregistrement ouverture publique 2020-04-27 10 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1205243002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité , Sécurité de l'information
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer, pour les lots 2 et 4 de l'appel d'offres 17-16243, l'option de deux (2) années de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme GoSecure inc. (CG17 0427), pour une période de deux ans, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022 majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses.

Il est recommandé:

1. D'autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $, taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité dans le cadre du contrat accordé à la firme GoSecure inc. (CG17 0427), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses.

2. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-22 09:34

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205243002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité , Sécurité de l'information
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer, pour les lots 2 et 4 de l'appel d'offres 17-16243, l'option de deux (2) années de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme GoSecure inc. (CG17 0427), pour une période de deux ans, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022 majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
En septembre 2017, la Ville a conclu et octroyé, suite à l'appel d'offres 17-16243 (résolution CG17 0427) deux ententes-cadres pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité. Le contrat a été octroyé à la firme GoSecure inc. pour une durée de trente-six (36) mois se terminant le 28 septembre 2020 et se compose de deux lots distincts : lot 2 pour un montant total de 1 624 952,02 $, taxes incluses, portant sur le support et l'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité de la famille Check Point; lot 4 pour un montant total de 94 640,52 $, taxes incluses, portant sur le support et l'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité de la famille F5 Networks. Le contrat actuel comporte deux (2) options de renouvellement de douze (12) mois pour un total de vingt-quatre (24) mois.

Le présent renouvellement de deux (2) ans respecte, d'une part, l'intégrité des termes du contrat octroyé suite à l'appel d'offres public 17-16243 (aucune indexation de prix) et d'autre part, est requis pour maintenir la continuité des opérations de la Ville.

L'objet du présent dossier vise à exercer, pour les lots 2 et 4 de l'appel d'offres 17-16243, les options de prolongation et autoriser une dépense annuelle additionnelle de 561 716,11 $ taxes incluses pour l'année 2020, de 669 430,44 $ taxes incluses pour l'année 2021 et de 50 697,08 $ taxes incluses pour l'année 2022. Les services de support et d'entretien

d’équipements de télécommunication et de sécurité dans le cadre de l’entente-cadre conclue avec GoSecure inc. (CG17 0427) couvrent une période de deux (2) ans, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022.

Pour le lot 2 (support et entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité de la famille Check Point), la majoration du contrat initial d'une valeur de 1 624 952,02 $, taxes incluses, est de 1 163 550,45 $, taxes incluses, pour une valeur totale de 2 788 502,47 $.

Pour le lot 4 (support et entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité de la famille F5 Networks), la majoration du contrat initial d'une valeur de 94 640,52 $, taxes incluses, est de 118 293,18 $, taxes incluses, pour une valeur totale de 212 933,70 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0427 - 28 septembre 2017 - Conclure avec GoSecure inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de trois (3) ans pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité - Appel d'offres public 17-16243 - Un soumissionnaire - (Lot 2 : 1 624 952,02 $ - Lot 4 : 94 640,52 $) / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 523 400 $ pour 2018 et les années subséquentes.

DESCRIPTION

Les lots 2 et 4 du contrat avec GoSecure inc. comprennent les services suivants pour la période additionnelle de deux (2) années, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022 :

- Lot 2 : support et entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité de la famille Check Point.
- Lot 4 : support et entretien d’équipements de télécommunication et de sécurité de la famille F5 Networks.

Plus concrètement la solution F5 permet une répartition de charge ("load balancing") garantissant la disponibilité d'un service Web ou réseau Ville dont l'accès est considéré critique, elle permet également d'avoir une redondance visant à assurer la continuité des transactions du service. La solution Checkpoint est un pare-feu pour logiciel et matériel permettant de faire respecter la politique de sécurité du réseau Ville. Entre autres, elle surveille et contrôle les types de communications autorisées, les applications et les flux de données.

L’adjudicataire GoSecure inc. est responsable auprès de la Ville de l’application des garanties du manufacturier, du respect des conditions du contrat de support et d’entretien auprès du manufacturier, tout au long de son mandat et pour tous les items pris en charge, conformément au bordereau de soumission de l’appel d’offres.

Les services de support et d'entretien inclus au contrat comprennent les éléments suivants :

- la garantie de bon fonctionnement du manufacturier;
- les mises à jour mineures ou majeures des logiciels (incluant, sans s’y limiter, les correctifs, les mises à jour et les nouvelles versions des outils de gestion, des outils

de configuration et des nouveaux pilotes);

- le soutien technique;
- l’accès à des banques d’informations;
- le dépannage et la correction d’erreurs;

- la résolution de problèmes techniques;
- la documentation;
- le remplacement des équipements;
- le suivi des travaux;
- la rédaction de rapports post-mortem accompagnés de recommandations et communiqués à la Ville, au plus tard, sept (7) jours après la résolution d'un incident.

JUSTIFICATION

Afin d'assurer la continuité opérationnelle des activités de la Ville pendant le processus de préparation du prochain appel d'offres et la période de transition vers le nouvel adjudicataire, la Ville souhaite exercer les options de prolongation prévue à la clause administrative particulière "6 Prolongation du contrat".
Cette prolongation de deux (2) années des lots 2 et 4 représente une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme GoSecure inc. (CG17 0427).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme GoSecure inc. a obtenu son accréditation le 11 mai 2020, et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 1 281 843,63 $, taxes incluses, sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.
Tableau de répartition des coûts :

GoSecure inc.	2020	2021	2022	Total
Lot 2 (incluant taxes)	561 716,11 $	601 834,34 $	0 $	1 163 550,45 $
Lot 4 (incluant taxes)	0 $	67 596,10 $	50 697,08 $	118 293,18 $
TOTAL :	**561 716,11 $**	**669 430,44 $**	**50 697,08 $**	**1 281 843,63 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de l'entente-cadre permettra à la Ville de poursuivre ses opérations durant les deux (2) prochaines années en continuant de bénéficier des services de support et d'entretien des équipements de télécommunication et de sécurité. La prolongation demandée va assurer le bon fonctionnement et la haute disponibilité des équipements réseau sur lesquels s'appuient les services et les applications sensibles de la Ville et de la sécurité publique.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 12 août 2020;
- Approbation du dossier par le CM - 24 août 2020;
- Approbation du dossier par le CG - 27 août 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Joel Joseph BELINGA, Service des technologies de l'information
Maxime CADIEUX, Service des technologies de l'information
Gianina MOCANU, Service des technologies de l'information
Michel NANTEL, Service des technologies de l'information

Lecture :

Michel NANTEL, 27 mai 2020
Joel Joseph BELINGA, 13 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel ARHAB
Conseiller en analyse et contrôle de gestion - Gestion fournisseurs TI

Tél : 438-401-0536

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-11

Marcelo GUEDE
Chef de section sécurité de l'information (intérim)

Tél : 514-872-5096

Télécop. :

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Martin THIBAULT
Directeur et architecte en chef TI

Tél : 514 872-0843
Approuvé le : 2020-06-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-07-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205243002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité , Sécurité de l'information
Objet :	Exercer, pour les lots 2 et 4 de l'appel d'offres 17-16243, l'option de deux (2) années de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 281 843,63 $ taxes incluses, pour les services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme GoSecure inc. (CG17 0427), pour une période de deux ans, soit du 29 septembre 2020 au 28 septembre 2022 majorant ainsi le montant total du contrat de 1 719 592,54 $ à 3 001 436,17 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205243002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances - Dir. conseil et soutien financiers

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1204473002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une période de 24 mois sans prolongation - Dépense totale de 935 018,49 $, taxes incluses (montant de la soumission lot no. 1 : 378 606,85 $, taxes incluses, montant de la soumission lot no. 2 : 511 886,95 $ taxes incluses, plus des incidences de 44 524,69 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 20-18014. Une (1) soumission conforme pour le lot no. 1 et deux (2) soumissions conformes pour le lot no. 2. - Deux (2) soumissionnaires .

Il est recommandé :
1- d'accorder à la firme ci-après désignée, seul soumissionnaire conforme pour le lot 1 et le plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 2, pour une période de 24 mois sans prolongation, les contrats pour la fourniture des vannes de type papillon et de type guillotine, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elle, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17999;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Les Contrôles Provan Associés inc.	Lot 1 - Vannes de type papillon	378 606,85 $
Les Contrôles Provan Associés inc.	Lot 2 - Vannes de type guillotine	511 886,95 $

2- d'autoriser une dépense de 44 524,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences.

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-16 10:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204473002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une période de 24 mois sans prolongation - Dépense totale de 935 018,49 $, taxes incluses (montant de la soumission lot no. 1 : 378 606,85 $, taxes incluses, montant de la soumission lot no. 2 : 511 886,95 $ taxes incluses, plus des incidences de 44 524,69 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 20-18014. Une (1) soumission conforme pour le lot no. 1 et deux (2) soumissions conformes pour le lot no. 2. - Deux (2) soumissionnaires .

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier consiste à l'octroi d'un (1) contrat de 24 mois, sans prolongation, pour la fourniture des vannes d'isolement selon les deux lots suivants : lot no 1 - vannes papillon et lot no. 2 - vannes guillotine. Ces équipements acquis par ces deux contrats seront installés sur le réseau d'aqueduc principal de l'agglomération de Montréal. Les besoins annuels sont variables compte tenu du nombre de projets réalisés par les équipes de l'ingénierie et du nombre de vannes trouvées défectueuses et non réparables à la suite d'une inspection ou d'une manipulation de fermeture et d'ouverture. Ces vannes brisées et irrécupérables doivent être remplacées afin de maintenir la fonctionnalité opérationnelle du réseau d'aqueduc.
Il y a actuellement environ 3 330 chambres souterraines où il est possible de retrouver ces deux types de vannes. Les projets réalisés par les équipes de l'ingénierie de la Direction de l'eau potable (DEP) font en sorte d'augmenter annuellement ce nombre en ajoutant de nouvelles chambres souterraines.

L'acquisition des vannes sera encadrée par le personnel du Soutien aux opérations de la Direction de l'eau potable (DEP) et la conformité technique sera réalisée par l'Exploitant Réseau.

L'appel d'offres public no 20-18014 a été réalisé sous la supervision du Service de l'approvisionnement, publié sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SEAO), durant 71 jours, soit du mercredi 19 février 2020 au jeudi 30 avril 2020. Une annonce a été publiée dans le journal *Journal de Montréal* , édition du mercredi 19 février 2020.

Sept (7) addenda furent émis.

Addenda	Date d'émission	Nature
1	**10 mars 2020**	**• Réponses à deux (2) questions concernant le devis technique et le bordereau de prix ; • Nouvelles formules ajoutées au document Contrat concernant les ajustements des prix selon l'indice des prix à la consommation et selon la fluctuation du taux de change entre CAD ET USD. • Une clause Assurance Biens- Tous risques ont été ajoutés au document contrat**
2	**16 mars 2020**	**• Ouverture des soumissions reportée au jeudi 26 mars 2020.**
3	**19 mars 2020**	**• Ouverture des soumissions reportée au jeudi 9 avril 2020; • Modification au document Contrat clarifiant la clause des pénalités imposées; • Réponses à quatre (4) questions afin de clarifier le devis technique; • Clarification concernant le bordereau de prix.**
4	**20 mars 2020**	**• Nouvelle mesure à prendre pour le dépôt de la soumission durant la pandémie : ouverture filmée et accessible par Webdiffusion.**
5	**26 mars 2020**	**• Ouverture des soumission reportée au jeudi 23 avril 2020; • Ajout d'une clause au devis technique concernant l'assurance et contrôle de qualité; • Réponses à trois (3) questions afin de clarifier le devis technique.**
6	**9 avril 2020**	**• Révision de la clause Assurance et contrôle de la qualité • Réponse à une question concernant une demande confirmation d'un besoin spécifique dans le devis technique.**
7	**21 avril 2020**	**• Ouverture des soumissions reportée au jeudi 30 avril 2020.**

Sur les quatre (4) soumissions reçues, seulement trois (3) sont conformes, dont une (1) pour le lot no. 1 et deux (2) pour le lot no. 2 et sont accompagnées d'une garantie de soumission valide pour une période de 180 jours, se terminant le mardi 27 octobre 2020.

À noter que l'entente cadre (CG17 0425 - 28 septembre 2017) avec Les Contrôles Provan et Associés inc. était pour une période maximale de soixante (60) mois et pour une dépense maximale de 1 043 057,57 $ taxes incluses. Le budget alloué étant épuisé, la DEP souhaite conclure à nouveau une nouvelle entente pour acquérir différentes vannes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0425 - 28 septembre 2017 - Conclure une entente-cadre d'une durée de cinq ans avec Les Contrôles Provan et Associés inc. pour la fourniture et la livraison de vannes de type papillon et de type guillotine - Dépense totale de 1 069 134,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15801 (4 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à conclure un contrat d'acquisition de bien avec la compagnie Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de type papillon incluant tous les items du lot no. 1 - vannes papillons, ainsi que pour la fourniture des vannes de type guillotine incluant tous les items du lot no. 2 - vanne guillotine tels que décrits dans le bordereau de prix.

Les prix de cette entente cadre de vingt-quatre (24) mois ayant une dépense maximale de 890 493,80 $ taxes incluses sont assujettis aux fluctuations du taux de change entre CAD et USD ainsi qu'à l'indice du prix à la consommation. Cet encadrement permettra de contrôler les prix unitaires proposés par le soumissionnaire pour limiter au minimum l'augmentation du budget de fonctionnement de la DEP du Service de l'eau de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 20-18014 comportant deux lots, six (6) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres. Quatre (4) firmes n'ont pas présenté de soumission. Les motifs de désistement sont décrits dans l'intervention effectuée par l'approvisionnement.
Deux (2) entreprises ont formulé une offre pour chaque lot. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

L'analyse administrative a été réalisée par la Division de l’acquisition du Service de l’approvisionnement, alors que l'analyse technique des soumissionnaires a été réalisée par la DEP du Service de l'eau.

Suite aux analyses, il s'avère que le plus bas soumissionnaire conforme est Les Contrôles Provan Associés inc. et ce pour les deux lots selon les descriptifs suivants : lot no. 1 - Vannes de type papillon et lot no. 2 - Vannes de type guillotine.

Le tableau 1 présente un sommaire de l'analyse de la seule soumission conforme reçue pour le lot no 1- Vannes de type papillon.

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Les Contrôles Provan Associés inc.	378 606,85 $	378 606,85 $

Dernière estimation réalisée	411 005,14 $	411 005,14 $
Écart entre la soumission conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		-32 398,29 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		-7,88 %

Tableau 1 Comparatif de l'offre du soumissionnaire pour le lot no 1 - vannes de type papillon

Le tableau 2 présente un sommaire comparatif des deux soumissions reçues pour le lot no 2 - Vannes de type guillotine.

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Les Contrôles Provan Associés inc.	511 886,95 $	511 886,95 $
D.M. Valve et Contrôles inc.	786 842,91 $	786 842,91 $
Dernière estimation réalisée	478 467,82 $	478 467,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		33 419,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		6,98 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)		274 955,96 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100		53,71 %

Tableau 2 Comparatif des offres des soumissionnaires pour le lot no 2 - vannes de type guillotine

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les Cités et Villes, la DEP a effectué une estimation préalable de la dépense évaluée à 889 472,96 $, taxes incluses sans incidences, pour les 24 mois de la durée du contrat.

Le service de l'approvisionnement a négocié avec le seul soumissionnaire conforme ayant soumis une proposition pour le lot no 1 - Vanne de type papillon. Prix avant négociation : 402 420,90 $ taxes incluses. Prix après négociation : 378 606,85 $ taxes incluses. Ce qui représente un écart favorable de 5,92 % soit un montant de 23 814,03 $ taxes incluses.

L'analyse des soumissions pour le lot no. 1 - Vanne de type papillon, a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme Les Contrôles Provan Associés inc., a présenté une soumission avec un écart favorable de 7,88 %, soit un montant de -32 398,29 $, taxes incluses, par rapport à l'estimation réalisée par le responsable du dossier. Cet écart favorable s'explique en partie au prix proposé pour l'item no. 17 du lot 1 intitulé "Fourniture kit / outils pour remplacement garniture" qui est de 88,24 % plus bas que l'estimé.

L'analyse des soumissions pour le lot no. 2 - Vanne de type guillotine, a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme Les Contrôles Provan Associés inc., a présenté une soumission avec un écart défavorable de 6,98 %, soit un montant de 33 419,13 $, taxes incluses, par rapport à l'estimation réalisée par le responsable du dossier. L'écart de 53,71 % entre les deux plus basses soumissions s'explique en partie par un écart moyen de 105,17 % plus élevé pour les items 10, 11 et 12 du lot 2 - Vanne Guillotine ayant un diamètre de 750, 900 et 1200 mm.

Les validations ont été faites au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et aucun

soumissionnaire n'y figure.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (LIMCP).

Nous recommandons de conclure une entente de service Les Contrôles Provan inc. et ce pour la fourniture des items du lot no. 1 - Vannes de type papillon et avec pour la fourniture des items du lot no. 2 - Vannes de type guillotine.

Le soumissionnaire recommandé :

· n'a pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP);
· est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;
· n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale totale de 935 018,49 $, taxes incluses, comprend le coût du contrat 890 493,80 $, taxes incluses, ainsi qu'un montant de 44 524,69 $, taxes incluses, pour les incidences.
Cette dépense (contrat de 24 mois avec incidences de 5 %) représente un coût net de 853 796,51 $, lorsque diminuée des ristournes de la taxe fédérale et provinciale lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 18-036.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'Agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les présents contrats d'acquisition des vannes visent à assurer la pérennité de la ressource en eau potable en maintenant en bon état les infrastructures du réseau d'aqueduc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce dossier est refusé ou reporté, cela pourrait compromettre la fonctionnalité opérationnelle du réseau d'aqueduc en laissant en place des vannes non fonctionnelles tout en retardant inutilement la réalisation des projets d'entretien et de réparation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : Août 2020
Octroi du contrat : dès l'émission du bon de commande soit au début du mois de septembre 2020
Fin du contrat : 24 mois après l'émission du bon de commande soit à la fin du mois d'août 2022.
Aucune option de prolongation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Marc OUELLET
Ingénieur mécanique

Tél : 514 868-4110
Télécop. : 514-868-5964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-16

Jean-François DUBUC
C/d Projets Réseau Principal

Tél : 514 872-4744
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-07-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1204473002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Objet :	Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une période de 24 mois sans prolongation - Dépense totale de 935 018,49 $, taxes incluses (montant de la soumission lot no. 1 : 378 606,85 $, taxes incluses, montant de la soumission lot no. 2 : 511 886,95 $ taxes incluses, plus des incidences de 44 524,69 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 20-18014. Une (1) soumission conforme pour le lot no. 1 et deux (2) soumissions conformes pour le lot no. 2. - Deux (2) soumissionnaires .

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18014_Intervention.pdf 20-18014 pv.pdf 20-18014_DetCah.pdf 20-18014_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cherifa HELLAL
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-22

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5249
Division : Division Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18014 — No du GDD : 1204473002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de vannes de type papillon et guillotine

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 24 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 30 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 21 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 70 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 66,67

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
D.M. Valve Inc	Lot 1 - motif administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 27 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Lot 1			
Les Contrôles Provan Associes Inc.	378 606,85	√	
Lot 2			
Les Contrôles Provan Associes Inc.	511 886,95	√	
D.M. Valve Inc	786 842,91		

Information additionnelle

Une soumission est déclarée non conforme pour le lot 1 pour non respect de la clause 1.10.01 du document Régie.Le soumissionnaire a modifié une clause du devis et a confirmé qu'il ne peut pas respecter notre exigence.
Une démarche de négociation a été faite auprès du seul soumissionnaire conforme pour le lot 1. le soumissionnaire a baissé son prix de 5,92% par rapport à sa 1ère proposition.
Les détenteurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné on évoqué les motifs suivants :
Une firme a affirmé que ce n'est pas son domaine de spécialité
Deux firmes ne peuvent pas répondre à nos exigences parce que leurs produits sont standards,
Une firme n'a pas completé le formulaire de désistement malgré notre relance.

Préparé par : Cherifa Hellal — Le 18 - 6 - 2020

No de l'appel d'offres	Agent d'approvisionnement
20-18014	Cherifa Hellal

Conformité Oui

Données

Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	Vannes de type papillon	Total (Les Contrôles Provan Associes Inc.)	329 294,93 $	378 606,85 $
2	Vanne de type guillotine à siège résilient	Total (Les Contrôles Provan Associes Inc.)	445 215,84 $	511 886,91 $
2	Vanne de type guillotine à siège résilient	Total (D.M. Valve Inc)	684 360,00 $	786 842,91 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18014
Numéro de référence : 1347587
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de vannes de type papillon et guillotine

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Clow Canada 9 de la Pointe-aux-Bleuets Fossambault-sur-le-Lac, QC, G3N 0C2 http://www.clowcanada.com	Monsieur Alain Charron Téléphone : 418 655-3832 Télécopieur :	**Commande : (1720302)** 2020-03-20 11 h 40 **Transmission :** 2020-03-20 11 h 40	3272942 - 20-18014_Addenda 1 2020-03-20 11 h 40 - Téléchargement 3276067 - 20-18014_Addenda 2_Report de date 2020-03-20 11 h 40 - Téléchargement 3280481 - 20-18014_Addenda 3_Report de date 2020-03-20 11 h 40 - Téléchargement 3281813 - 20-18014_Addenda 4 2020-03-20 16 h 44 - Courriel 3286070 - 20-18014_Addenda 5_report de date 2020-03-27 14 h 50 - Courriel 3292309 - 20-18014_Addenda 6 2020-04-09 16 h 17 - Courriel 3297803 - 20-18014_Addenda 7-Report de date 2020-04-21 16 h 32 - Courriel 3304541 - 20-18014_Enregistrement ouverture publique 2020-05-01 11 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
D.M. Valve Inc 3540 boulevard poirier Montréal, QC, H4R 2J5	Monsieur Craig Haché Téléphone : 514 332-4260 Télécopieur : 514 331-3924	**Commande : (1715716)** 2020-03-12 11 h 13 **Transmission :** 2020-03-12 11 h 13	3272942 - 20-18014_Addenda 1 2020-03-12 11 h 13 - Téléchargement 3276067 - 20-18014_Addenda 2_Report de date 2020-03-13 15 h 01 - Télécopie 3280481 - 20-18014_Addenda 3_Report de date 2020-03-19 16 h 07 - Télécopie 3281813 - 20-18014_Addenda 4 2020-03-20 16 h 45 - Télécopie 3286070 - 20-18014_Addenda 5_report de date 2020-03-27 14 h 51 - Télécopie 3292309 - 20-18014_Addenda 6 2020-04-09 16 h 49 - Télécopie 3297803 - 20-18014_Addenda 7-Report de date 2020-04-21 17 h 05 - Télécopie 3304541 - 20-18014_Enregistrement ouverture publique 2020-05-01 11 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Contrôles Provan Associes Inc. 2315 HALPERN Montréal, QC, H4S 1S3 http://www.provan.ca	Monsieur Mathieu Labranche Téléphone : 514 332-3230 Télécopieur : 514 332-3552	**Commande : (1709761)** 2020-03-03 10 h 42 **Transmission :** 2020-03-03 10 h 42	3272942 - 20-18014_Addenda 1 2020-03-10 14 h 40 - Courriel 3276067 - 20-18014_Addenda 2_Report de date 2020-03-13 15 h - Courriel 3280481 - 20-18014_Addenda 3_Report de date 2020-03-19 16 h 06 - Courriel 3281813 - 20-18014_Addenda 4 2020-03-20 16 h 44 - Courriel 3286070 - 20-18014_Addenda 5_report de date 2020-03-27 14 h 50 - Courriel 3292309 - 20-18014_Addenda 6 2020-04-09 16 h 17 - Courriel 3297803 - 20-18014_Addenda 7-Report de date 2020-04-21 16 h 32 - Courriel 3304541 - 20-18014_Enregistrement ouverture publique 2020-05-01 11 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Real Huot Inc. 2550 Ave Dalton Québec, QC, G1P 3S4	Madame Nataliya Kovalyk Téléphone : 418 651-4688 Télécopieur :	**Commande : (1704008)** 2020-02-21 13 h 30 **Transmission :** 2020-02-21 13 h 30	3272942 - 20-18014_Addenda 1 2020-03-10 14 h 40 - Courriel 3276067 - 20-18014_Addenda 2_Report de date 2020-03-13 15 h - Courriel 3280481 - 20-18014_Addenda 3_Report de date 2020-03-19 16 h 06 - Courriel 3281813 - 20-18014_Addenda 4 2020-03-20 16 h 44 - Courriel 3286070 - 20-18014_Addenda 5_report de date 2020-03-27 14 h 50 - Courriel 3292309 - 20-18014_Addenda 6 2020-04-09 16 h 17 - Courriel 3297803 - 20-18014_Addenda 7-Report de date 2020-04-21 16 h 32 - Courriel 3304541 - 20-18014_Enregistrement ouverture publique 2020-05-01 11 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
St-Germain Égouts et Aqueducs Inc 3800, boul. Sir Wilfrid-Laurier, (voie de service de la 116)	Madame Pascale Bombardier Téléphone : 450 671-6171	**Commande : (1703783)** 2020-02-21 10 h 17	3272942 - 20-18014_Addenda 1 2020-03-10 14 h 40 - Courriel

Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1

Télécopieur : 450 671-3930

Transmission :
2020-02-21 10 h 17

3276067 - 20-18014_Addenda 2_Report de date
2020-03-13 15 h - Courriel

3280481 - 20-18014_Addenda 3_Report de date
2020-03-19 16 h 06 - Courriel

3281813 - 20-18014_Addenda 4
2020-03-20 16 h 44 - Courriel

3286070 - 20-18014_Addenda 5_report de date
2020-03-27 14 h 50 - Courriel

3292309 - 20-18014_Addenda 6
2020-04-09 16 h 17 - Courriel

3297803 - 20-18014_Addenda 7-Report de date
2020-04-21 16 h 32 - Courriel

3304541 - 20-18014_Enregistrement ouverture publique
2020-05-01 11 h 25 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Wolseley Canada Inc.
1600, Montée Ste-Julie
Sainte-Julie, QC, J3E 1Y2

Monsieur Marc-Andre Dutil
Téléphone : 450 688-9292
Télécopieur : 450 663-1854

Commande : (1719612)
2020-03-19 12 h 14
Transmission :
2020-03-19 12 h 14

3272942 - 20-18014_Addenda 1
2020-03-19 12 h 14 - Téléchargement

3276067 - 20-18014_Addenda 2_Report de date
2020-03-19 12 h 14 - Téléchargement

3280481 - 20-18014_Addenda 3_Report de date
2020-03-19 16 h 06 - Courriel

3281813 - 20-18014_Addenda 4
2020-03-20 16 h 44 - Courriel

3286070 - 20-18014_Addenda 5_report de date
2020-03-27 14 h 50 - Courriel

3292309 - 20-18014_Addenda 6
2020-04-09 16 h 17 - Courriel

3297803 - 20-18014_Addenda 7-Report de date
2020-04-21 16 h 32 - Courriel

3304541 - 20-18014_Enregistrement ouverture publique
2020-05-01 11 h 25 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204473002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Objet :	Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc. pour la fourniture de vannes de type papillon et de type guillotine, pour une période de 24 mois sans prolongation - Dépense totale de 935 018,49 $, taxes incluses (montant de la soumission lot no. 1 : 378 606,85 $, taxes incluses, montant de la soumission lot no. 2 : 511 886,95 $ taxes incluses, plus des incidences de 44 524,69 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 20-18014. Une (1) soumission conforme pour le lot no. 1 et deux (2) soumissions conformes pour le lot no. 2. - Deux (2) soumissionnaires .

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1204473002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-03

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1208895001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc, pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021. Dépense totale de 643 601,32 $, taxes incluses (Contrat : 514 881,05 $ + Contingences : 51 488,11 $ + variation de quantité : 77 232,16 $) - Appel d'offres public 20-18205 -(1 soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. d'octroyer à la firme Arboriculture de Beauce inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 514 881,05 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20 -18205;

2. d'autoriser une dépense de 77 232,16 $ taxes incluses à titre de variation de quantité;

3. d'autoriser une dépense de 51 488,11 $ taxes incluses à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-28 15:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208895001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc, pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021. Dépense totale de 643 601,32 $, taxes incluses (Contrat : 514 881,05 $ + Contingences : 51 488,11 $ + variation de quantité : 77 232,16 $) - Appel d'offres public 20-18205 -(1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet consiste à effectuer principalement des abattages de frênes dépérissants ou morts dans le cadre de la lutte contre l'agrile dans le parc du Mont-Royal. Il y a également des abattages d'arbres jugés dangereux pour la sécurité des usagers et des infrastructures.
Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a établi, dans le cadre de son plan d'action de lutte contre l'agrile du frêne en milieux naturels, une liste de priorités qui tient notamment compte des travaux d'aménagement à venir, des plans directeurs, du niveau d'infestation et de la capacité d'exécution. La protection du patrimoine naturel, les multiples usages et la fréquentation en font des milieux sensibles pour ce type d'intervention. Le contrat prévoit plusieurs conditions afin de planifier les travaux d'abattage de manière à réduire au minimum les impacts sur le milieu.

L'exécution de ces travaux soulève plusieurs considérations qui doivent être prises en compte dans la planification et l'exécution de travaux :
● La sensibilité des citoyens aux abattages;
● La sensibilité écologique des milieux et le besoin de respecter, entre autres, la loi fédérale sur les oiseaux migrateurs;
● La conformité à l'Arrêté ministériel sur les lieux infestés par l'agrile du frêne émis par l'Agence canadienne d'inspection des aliments;
● La volonté de maximiser la valorisation du bois provenant des arbres abattus;
● Le fait que le contrat a lieu dans un site patrimonial déclaré par le ministère de la Culture

et des
Communications du Québec (Parcs du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0509 - 21 novembre 2019 - Accorder un contrat à Serviforêt inc. pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans les grands parcs de la Ville de Montréal 2019-2021 - Dépense totale de 3 200 738,73 $ taxes incluses (contrat : 2 560 590,98 $ + contingences : 256 059,10 $ + variation de quantités : 384 088,65 $) - Appel d'offres public 19-17690 (lot 4) 3 soumissionnaires.
CG19 0477 - 24 octobre 2019 - Octroyer à Entrepreneurs paysagistes Strathmore (1997) Ltée les contrats des lots 1 et 2, à Serviforêt inc. le contrat du lot 3, à Élagage Prestige inc. le contrat du lot 5 et à Arboriculture de Beauce inc. le contrat du lot 6 pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans les grands parcs de la Ville de Montréal 2019-2021 pour une dépense totale de 5 037 451,43 $ incluant les soumissions, taxes, budget de contingences et variation de quantité – Appel d'offres public 19-17690 - six soumissionnaires.

DESCRIPTION

Le présent projet prévoit l'abattage de 2 217 frênes dépérissants ou morts et 197 arbres dangereux. Le bois abattu doit être débité et disposé selon les spécifications du devis technique afin de permettre la valorisation des bois. Dans le cas du bois provenant de frênes, l'entrepreneur doit en disposer en conformité avec l'Arrêté ministériel sur les lieux infestés par l'agrile du frêne émis par l'Agence canadienne d'inspection des aliments et la réglementation de la Ville de Montréal.
Les travaux étant réalisés en milieu forestier, l'essouchement y est impossible puisque le déchiquetage des souches blesserait les racines des arbres et des végétaux environnants.

Les prix fournis sur le bordereau de soumission comprennent, sans s'y limiter :
- les travaux d'abattage des arbres identifiés, le déchiquetage, le débardage;
- le transport du bois vers le site de dépôt, la disposition de tous les débris et déchets résultant de ces travaux et le nettoyage complet des lieux;
- les clôtures ainsi que leur planification, installation, déplacement régulier pour suivre les opérations, un signaleur, etc.
Le parc du Mont-Royal étant situé dans un site patrimonial déclaré par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, une démarche a été entreprise auprès du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville afin d'obtenir l'autorisation d'abattage (le ministère ayant délégué ce pouvoir).

Le bordereau de soumission ne comporte pas de contingence.

L'appel d'offres ne mentionne pas de dépenses remboursables.

JUSTIFICATION

Un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs rencontrant les termes des clauses administratives incluses dans le cahier des charges, a été lancé. Dans le but d'assurer la réalisation de ce projet, l'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO le 27 mai 2020. La durée de la publication a été de 33 jours, soit du 27 mai au 30 juin 2020. L'ouverture des soumissions a été faite le 30 juin 2020 à 13 h 30. Selon les clauses administratives incluses au cahier des charges, la soumission est valide pendant les 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions. Aucun addenda n'a été émis.
Il y a eu cinq preneurs de cahier de charges et une entreprise qui a déposé une soumission,

soit 20 % des preneurs. L'entreprise Arboriculture de Beauce inc. est le seul soumissionnaire conforme.

Depuis 2018, la Ville a octroyé d'importants contrats d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux à la suite d'appel d'offres public. Les prix unitaires obtenus sont jugés compétitifs sur le marché.

Soumission conforme	Coût total (taxes incluses)
Arboriculture de Beauce inc.	514 881,05 $
Dernière estimation réalisée	651 615,06 $
Écart entre la soumission conforme et la dernière estimation ($) (soumission conforme – estimation)	(136 734,01$)
Écart entre la soumission conforme et la dernière estimation (%) ((soumission conforme – estimation) / estimation) X 100	(20,98 %)
Montant total à octroyer	514 881,05 $

Pour cet adjudicataire, il s'agit d'un troisième contrat d’abattage avec le SGPMRS dans le parc du Mont-Royal. Rappelons que les contrats d'abattage de milliers d'arbres avec un échéancier sur plusieurs mois semblent donner aux grandes entreprises, ayant une main-d'œuvre abondante, une stabilité dans le carnet de commandes et permettent une économie d'échelle qui est difficile à quantifier. Nous remarquons une baisse des coûts unitaires lors des derniers octrois de contrats et c'est encore le cas pour le présent dossier. Depuis 2017, on observe une diminution considérable du coût unitaire moyen pour un abattage. C’est ainsi que de 2018 à 2020, nous constatons une baisse de 7 % lorsque nous comparons les trois contrats de ce soumissionnaire dans le parc du Mont-Royal. Par ailleurs, seulement entre les contrats de 2019 et 2020, il y a une réduction de 20 % des coûts moyens par articles.

Comme nous le constatons dans le tableau ci-dessus, il y a une différence négative entre la dernière estimation de la Ville et la soumission conforme de près de 21 %.

Les termes inscrits au cahier des charges décrivent bien les travaux à faire et l'entrepreneur est tenu de les réaliser tels que décrits.

En date du 15 juillet 2020, l'adjudicataire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant et n'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Comme le délai est de quelques mois entre l'inventaire des arbres (prescription d'abattage) et l'exécution des contrats, il arrive régulièrement que des arbres changent d'état. Selon l'expérience vécue lors de la réalisation de derniers contrats, des crédits alloués à la variation des quantités, représentant 15 % de la valeur totale de la plus basse soumission conforme, devraient être prévus et le montant s'élève à 77 232,16 $.

Par ailleurs, il est prudent de croire que certains imprévus devront être gérés dans le cadre des présents contrats. À la suite de l'expérience acquise lors de contrats précédents, une contingence représentant 10 % de la valeur totale de la plus basse soumission conforme, devrait être prévue et le montant s'élève à 51 488,11 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est 643 601,32 $ taxes incluses, ainsi que les contingences (51 488,11 $) et la variation de quantité (77 232,16 $). Ce montant sera assumée comme suit :
Un montant maximal de 587 693,79 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 18-033 Plan Gestion Forêt Urbaine et sera réparti comme suit :

2020	2021
470 155,03 $	117 538,76 $

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce contrat d'abattage de frênes dépérissants fait partie de la stratégie de lutte contre l'agrile. Cette stratégie permet le contrôle de la mortalité et la planification du remplacement des arbres abattus. La protection de la forêt urbaine répond directement à une des priorités du plan *Montréal durable 2016-2020* « Action 4 : Protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité ».
De plus, le SGPMRS restaurera les sites à la suite des travaux d'abattage en plantant des végétaux (arbres et arbustes) pour refermer les trouées où la régénération naturelle est insuffisante. La restauration répond à la même priorité du plan en contribuant à la plantation d'arbres et à l'enrichissement de la forêt urbaine. La quantité de végétaux et les espèces à planter pour restaurer les sites seront évaluées après les travaux d'abattage. Il est possible que des travaux de lutte contre les espèces envahissantes (tel que le nerprun) soient nécessaires à certains endroits.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'abattage des frênes ne se qualifiant pas pour un traitement est nécessaire afin que la lutte contre l'agrile soit efficace. De plus, la coupe de frênes morts ou dépérissants et d'arbres dangereux augmente la sécurité des usagers (évite la chute de branches mortes ou des arbres renversés par le vent). Les abattages de frênes dépérissants constituent d'ailleurs une des stratégies de lutte déployées pour garder le contrôle sur la mortalité des frênes selon l'approche SLAM (SLow Ash Mortality). Ils permettent de réduire les populations de l'agrile et ainsi de réduire la pression de l'insecte sur les frênes qui subsistent.
L'octroi de ce contrat doit être fait à la séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020 afin de permettre l'autorisation du début des contrats dans les jours suivant la réception de la résolution. En commençant l'approvisionnement dès l'octroi, l'entrepreneur pourra réaliser des secteurs prioritaires avant la nidification des rapaces (vers la mi-février). Certains secteurs sont sensibles et demandent une intervention sur sol gelé avec une couverture de neige.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Nous ne prévoyons pas de retard dans l'exécution des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication est établi en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville : l'installation de panneaux explicatifs sur les sites et l'ajout d'une page particulière à ce dossier sur le site internet de la Ville (informations à propos du projet et questions/réponses). De plus, il y aura un mandat de sensibilisation et

d'interprétation en lien avec le projet d'abattage des frênes dépérissants. Le tout est pour informer les usagers et les citoyens à propos des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin août ou début septembre : rencontre de démarrage.
Début septembre 2020 au 29 janvier 2021 : exécution des abattages.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Daniel LÉGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rodrigue FORGET-ROCHETTE
ingénieur forestier

Tél : 514 515-6144
Télécop. : 514 872-9818

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Daniel BÉDARD
Chef de division

Tél : 514 872-1642
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics pour Louise Hélène Lefebvre

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne madame Sylvia-Anne Duplantie, directrice - Aménagement des parcs et espaces publics, pour me remplacer du 18 juillet au 2 août 2020 inclusivement dans mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-07-28

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-07-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208895001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc, pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021. Dépense totale de 643 601,32 $, taxes incluses (Contrat : 514 881,05 $ + Contingences : 51 488,11 $ + variation de quantité : 77 232,16 $) - Appel d'offres public 20-18205 -(1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18205 Liste des commandes.pdf 20-18205 Nouvelle Appel D'offres.pdf 20-18205_pv.pdf

20-18205 TCP (21).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-20

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18205

No du GDD : 1208895001

Titre de l'appel d'offres : 20-18205 Abattage de frênes dépérissant et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal - 2020-2021

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 5 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 30 - 6 - 2020

Ouverture faite le : 30 - 6 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 12 - 2020

Date d'échéance révisée : 27 - 12 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

La recommandation d'octroi de contrat vise la firme cochée √

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	En entier
Aboriculture de Beauce inc	514 881,05 $	√	

Informations additionnelles

Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas rendus non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Des preneurs des documents n'ont pas soumissionnés compte tenu de la date de fin de production, d'un manque de temps pour regarder l'appel d'offres malgré qu'il a été sur le marché 33 jours ou prendre le document pour consultation seulement..

Préparé par : Daniel Léger

Le 20 - 7 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18205

Agent d'approvisionnement
Daniel Léger

Conformité	(Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
								(vide)	- $	- $
Total ()									**- $**	**- $**
Arboriculture de Beauce inc										
Total (Arboriculture de Beauce inc)									**447 820,00 $**	**514 881,05 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18205
Numéro de référence : 1373431
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Abattage de frênes dépérissant et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal - 2020-2021

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Arboriculture de Beauce Inc. 364E Route du Président-Kennedy Beauceville, QC, G5X 1N9	Monsieur Denis Rancourt Téléphone : 418 774-6217 Télécopieur : 418 774-3371	**Commande : (1748486)** 2020-05-29 12 h 41 **Transmission :** 2020-05-29 12 h 41	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Asplundh Canada ULC 3366, Jacob-Jordan Terrebonne, QC, J6X 4J6	Monsieur Vincent Poitras Téléphone : 450 968-1888 Télécopieur : 450 968-1116	**Commande : (1750243)** 2020-06-03 11 h 53 **Transmission :** 2020-06-03 11 h 53	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services d'Arbres Primeau inc 566 chemin de la haute-riviere Châteauguay, QC, j6j5w6	Monsieur Guy Primeau Téléphone : 450 692-3683 Télécopieur :	**Commande : (1748445)** 2020-05-29 11 h 43 **Transmission :** 2020-05-29 11 h 46	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Université de Montréal - Direction des immeubles 2787, Chemin des Services Campus Montréal Montréal, QC, H3T 1J4 http://www.di.umontreal.ca	Monsieur Régis Boivin Téléphone : 514 343-6111 Télécopieur : 514 343-7713	**Commande : (1761578)** 2020-06-30 13 h 03 **Transmission :** 2020-06-30 13 h 03	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1750226)** 2020-06-03 11 h 42 **Transmission :** 2020-06-03 11 h 42	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208895001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc, pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc du Mont-Royal 2020-2021. Dépense totale de 643 601,32 $, taxes incluses (Contrat : 514 881,05 $ + Contingences : 51 488,11 $ + variation de quantité : 77 232,16 $) - Appel d'offres public 20-18205 -(1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208895001 Trav Abattage frênes.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-24

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208528008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme BRANDT TRACTEUR, une entente-cadre d'une durée de 3 ans, pour l'achat de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³, suite à l'appel d'offres public 20-18034 (4 soum.), (Montant estimé de l'entente: 5 073 846,75 $, taxes incluses)

Il est recommandé :
1. de recommander au conseil d'agglomération :

de conclure une entente-cadre avec la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles, d'une durée de 3 ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, chargeuses articulées sur pneus de 3.5vg³, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18034 et au tableau de prix;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
BRANDT TRACTEUR	chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³	5 073 846,75 $

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget dédié au remplacement des véhicules du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA), et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-23 13:25

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208528008**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme BRANDT TRACTEUR, une entente-cadre d'une durée de 3 ans, pour l'achat de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³, suite à l'appel d'offres public 20-18034 (4 soum.), (Montant estimé de l'entente: 5 073 846,75 $, taxes incluses)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente- cadre visant à combler les besoins des différents arrondissements, pour l'achat de chargeuses articulées sur pneus. Ces appareils sont requis pour les activités de déneigement en les arrimant avec des chasse - neiges et des souffleuses détachables. Il est à préciser que ces équipements peuvent également servir pour le transport de matériaux divers lorsqu'ils sont opérés avec un godet.

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement fut publié dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, SÉAO, tel que prescrit par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) et dans le Journal de Montréal, lequel est diffusé sur le territoire de la municipalité. Le délai de réception des soumissions fut de trente-trois (33) jours, incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions, pour une période allant du 22 janvier au 25 février 2020.

La période de validité des soumissions indiquée à la demande de soumissions publiques est de cent quatre-vingts (180) jours calendrier suivant la date fixée à l'ouverture des soumissions. Le délai initial de la validité de soumissions était le 23 août 2020 et il a été prolongé au 30 septembre 2020.

Durant la période de sollicitation, trois (3) addenda furent produits :

- Addenda n° 1 : Réponses aux questions et modification de l'article 2.7.1 du devis;
- Addenda n° 2 : Réponses aux questions et modifications de l'objet, l'article 7.1 et la clause 1.07.11 - Soumission équivalente;
- Addenda n° 3 : Annulation de certains articles et remplacement d'un article .

Les quantités indiquées à l'appel d'offres s'appuient sur des prévisions réalisées par le Service du Matériel Roulant et des Ateliers consécutivement aux rencontres annuelles de

validation de la désuétude auprès des arrondissements clients.

Les quantités exprimées sont fournies à titre indicatif seulement. Celles-si sont basées sur des besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion d'une entente contractuelle.

La méthode d'adjudication choisie est celle du plus bas soumissionnaire conforme.

Ne pas conclure l'entente alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande d'équipements roulants et induirait une négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume.

Soumissionnaires (4) :
LONGUS EQUIPEMENT INC.
BRANDT TRACTEUR
ÉQUIPEMENT WAJAX
ÉQUIPEMENT SMS INC.

Non conforme (1) :
LONGUS EQUIPEMENT INC. - Motif du rejet : Non conformités majeures relevées au devis technique

Suite à une demande de prolongation du maintient des prix soumissionnés, les firmes Toromont et Plannord ont refusées de maintenir leurs prix soumissionnés.

La cadence de livraison que le fournisseur s'engage à respecter est de douze (12) semaines pour la première unité et une (1) semaine de plus par unité supplémentaire commandée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 25 0223- 19 mai 2015 : Octroi d'un contrat de 254 572,75 $, taxes incluses, à Nortax Québec inc. pour l'achat d'une chargeuse articulée sur pneus avec godet, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13 -12698 (entente d'approvisionnement 870144).
CA15 090137 – 8 juin 2015 : Autoriser une dépense maximale de 546 810,75 $, toutes taxes comprises, pour la location avec option d'achat de deux chargeuses articulées pour une période de 5 ans, conformément à l'entente-cadre 870144 intervenue avec la Ville de Montréal et NORTRAX QUÉBEC INC. - CG13 0330.

CM13 0747 – 26 août 2013 : Conclure une entente cadre d'une durée de 4 ans avec Nortrax Québec inc. pour l'achat ou la location avec option d'achat de chargeuses sur pneus de marque John Deere - Appel d'offres public 13-12698 (3 soum.)

CA09 30 09 0279 – 1 septembre 2009 : AUTORISATION - DÉPENSE - OCTROI - CONTRAT - NORTRAX QUÉBEC INC. - LOCATION DE CINQ CHARGEURS SUR ROUES DE MARQUE ET MODÈLE JOHN DEERE 624K - SOUMISSION NUMÉRO 09-11074

CA09 25 0222 – 6 juillet 2009 : Octroi de contrat - ÉQUIPEMENTS SMS, selon l'appel d'offres 09-10927, visant l'achat d'un tracteur chargeur sur pneus et ses accessoires détachables, suivant les spécifications du devis 43708A11, pour un prix total de 227 104.50 $

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise l'acquisition possible de dix-huit (18) chargeuses articulées sur pneus de 3,5 vg³ à raison de six (6) unités maximum par année sur un horizon de trois

(3) ans. Le prix unitaire d'un véhicule inclut un godet tout usage et un chasse-neige. Les prix d'acquisition varient en fonction de l'année et sont répartis de la façon présentée dans le tableau ci-dessous.

Année	Quantité prévisionnelle	unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (sans taxes)	Montant total (avec taxes)
1	6	unitaire	238 000	1 428 000	1 641 843,00
2	6	unitaire	245 000	1 470 000	1 690 132,50
3	6	unitaire	252 500	1 515 000	1 741 871,25
			TOTAL	**4 413 000**	**5 073 846,75**

La conclusion de l'entente-cadre permet d'assurer la facilité d'approvisionnement tout en réduisant les délais d'acquisition et les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Durant les trois années de validité de l'entente-cadre Ville, le Service du Matériel Roulant et des Ateliers pourra en tout temps initier l'acquisition d'une ou de plusieurs chargeuses articulées pour le bénéfices des arrondissements clients.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'acquisition vise à doter la Ville d'un nombre suffisant de chargeuses articulées qui seront essentiellement affectées aux opérations de déblaiement des arrondissements. Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 20-18034 pour lequel il y eut onze (11) preneurs du cahier des charges.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
BRANDT TRACTEUR	5 073 846,75	0,00	5 073 846,75
ÉQUIPEMENT WAJAX	5 078 634,31	0,00	5 078 634,31
ÉQUIPEMENT SMS INC.	5 763 006,90	0,00	5 763 006,90
Dernière estimation réalisée ($)	5 764 906,29	0,00	5 764 906,29
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-691 059,54
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-11,99 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			4 787,56
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,09 %

L'écart de 691 059,54 $ sous l'estimation faite par la Ville (-11,99 %) atteste de la compétitivité de l'offre.

Le soumissionnaire (Brandt) est conforme selon le devis technique # 43720A11.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets des unités requérantes.

Des clauses d'indexation des prix sont prévues au contrat. Les prix peuvent être indexés, à la hausse ou à la baisse, au taux de change entre le dollar canadien ($CAD) et le dollar américain ($USD) et selon les règles d'application indiquées à l'annexe 2.04.01 de l'appel d'offres 20-18034.

De plus, le prix varie en fonction de l'année tel qu'indiqué dans la section Description.

Par ailleurs, aucune contingence n'est prévue pour ce type de contrat et aucune option n'est à rajouter. Il s'agit en effet d'une formule de type "livré clé en main".

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La motorisation des chargeuses respecte les normes de l'Agence Américaine de Protection de l'Environnement (EPA) en matière de réduction des émissions polluantes dans l'air. Cet achat répond donc pleinement aux objectifs de la Ville en matière de développement durable.
En outre, l'ajout d'une chaufferette auxiliaire (art. 3.11.7) a été prévu, ce qui permet l'élimination du ralenti inutile et donc de réduire la consommation d'énergie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le déneigement du territoire est une activité stratégique. Si ce contrat n'est pas octroyé pour supporter les opérations, le service aux citoyens en serait impacté et la sécurité sur les voies publiques grandement compromise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'impact anticipé lié à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sept. 2020 : émettre un bon de commande afin d'obtenir les chargeuses pour l'hiver 2020-2021;
Sept. 2021 : émettre un bon de commande afin d'obtenir les chargeuses pour l'hiver 2021-2022;
Sept. 2022 : émettre un bon de commande afin d'obtenir les chargeuses pour l'hiver 2022-2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jason BERTEAU
Agent de recherche

Tél : 514-872-1092
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-21

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2020-07-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208528008

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure avec la firme BRANDT TRACTEUR, une entente-cadre d'une durée de 3 ans, pour l'achat de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³, suite à l'appel d'offres public 20-18034 (4 soum.), (Montant estimé de l'entente: 5 073 846,75 $, taxes incluses)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18034_Intervention_«SMRA»_rev1.pdf20-18034_Tableau de vérification.pdf

20-18034 pv.pdf20-18034_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18034 — No du GDD : 1208528008

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³ - Entente d'approvisionnement 3 ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 1 - 2020 — Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 25 - 2 - 2020 — Date du dernier addenda émis : 18 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions - A l'ouverture des soumisisons

Nbre de preneurs : 11 — Nbre de soumissions reçues : 6 — % de réponses : 54,55

Nbre de soumissions rejetées 1 — % de rejets : 16,67

Analyse des soumissions - Après l'acceptation de prolongation de la durée de validité de soumisison

Nbre de preneurs : 11 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 36

Nbre de soumissions rejetées 1 — % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
LONGUS EQUIPEMENT INC.	Non conformités majeures relevées au devis technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 23 - 8 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 38 jrs — Date d'échéance révisée : 30 - 9 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BRANDT TRACTEUR	**5 073 846,75 $**	√	
ÉQUIPEMENT WAJAX	5 078 634,31 $		
ÉQUIPEMENT SMS INC.	5 763 006,90 $		

Information additionnelle

Le prix de la soumission de la firme TOROMONT CAT QUÉBEC DIV INDUSTRIES TOROMONT LTEE a été corrigé. La différence entre le prix inscrit sur le procès-verbal et celui inscrit au tableau des prix s'explique par le fait que les montants inscrits correspondent au montant total «Hors taxes» du bordereau détaillé.

Deux (2) preneurs se sont procuré les documents à titre de sous-traitant, un (1) s'est procuré les documents à titre de consultation seulement, un (1) s'est procuré les documents par erreur, et un (1) preneur n'a pas répondu à notre demande.

À la suite d'une demande de prolongation de la durée de validité de soumisison, les firmes ÉQUIPEMENTS PLANNORD LTÉE et TOROMONT CAT QUÉBEC / DIV INDUSTRIES TOROMONT LTEE ont refusées de maintenir la période de validité de leur soumisison.

Préparé par : Renée Veillette — Le 22 - 7 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18034
Titre : Acquisition de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³ - Entente d'approvisionnement 3 ans
Date d'ouverture des soumissions : 25 février 2020

Lot 1 Item	Description	Quantité	LONGUS EQUIPEMENT INC.		BRANDT TRACTEUR		ÉQUIPEMENT WAJAX		ÉQUIPEMENTS PLANNORD LTÉE		TOROMONT CAT QUEBEC DIV INDUSTRIES TOROMONT LTEE		ÉQUIPEMENT SMS INC.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	**Année 1** - Acquisition de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³ selon les caractéristiques décrites au devis technique.	6	233 950,00 $	1 403 700,00 $	238 000,00 $	1 428 000,00 $	245 398,00 $	1 472 388,00 $	241 500,00 $	1 449 000,00 $	269 999,00 $	1 619 994,00 $	274 800,00 $	1 648 800,00 $
2	**Année 2** - Acquisition de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³ selon les caractéristiques décrites au devis technique.	6	239 800,00 $	1 438 800,00 $	245 000,00 $	1 470 000,00 $	245 398,00 $	1 472 388,00 $	247 100,00 $	1 482 600,00 $	272 698,99 $	1 636 193,94 $	277 500,00 $	1 665 000,00 $
3	**Année 3** - Acquisition de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³ selon les caractéristiques décrites au devis technique.	6	245 800,00 $	1 474 800,00 $	252 500,00 $	1 515 000,00 $	245 398,00 $	1 472 388,00 $	252 875,00 $	1 517 250,00 $	275 425,98 $	1 652 555,88 $	283 100,00 $	1 698 600,00 $
	Total avant taxes			4 317 300,00 $		4 413 000,00 $		4 417 164,00 $		4 448 850,00 $		4 908 743,82 $		5 012 400,00 $
	TPS 5 %			215 865,00 $		220 650,00 $		220 858,20 $		222 442,50 $		245 437,19 $		250 620,00 $
	TVQ 9,975 %			430 650,67 $		440 196,75 $		440 612,11 $		443 772,79 $		489 647,20 $		499 986,90 $
	Montant total			4 963 815,67 $		5 073 846,75 $		5 078 634,31 $		5 115 065,29 $		5 643 828,21 $		5 763 006,90 $
	Formulaire de soumission signé		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Achat du cahier des charges sur le SEAO		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Addendas (inscrire N/A ou le nombre)		3 addenda, dernier émit 18 février 2020		3 addenda, dernier émit 18 février 2020		3 addenda, dernier émit 18 février 2020		3 addenda, dernier émit 18 février 2020		3 addenda, dernier émit 18 février 2020		3 addenda, dernier émit 18 février 2020	
	Numéro NEQ		1143313709		1174486051		3363000947		1143540954		1144694263		1161238622	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	
	Liste des sous-contractants jointe à la soumisison		Oui		Oui		Oui - Aucun sous-contractant		Oui - Aucun sous-contractant		Oui		Oui	

Remarque :

- Non conformités majeures relevées au devis technique
- Correction - Erreur de calcul
- Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 26février 2020**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18034
Numéro de référence : 1337591
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de chargeuses articulées sur pneus de 3.5 vg³ - Entente d'approvisionnement 3 ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Brandt Tracteur 3855 boulevard Matte Brossard, QC, J4Y2P4 NEQ : 1174486051	Monsieur Philippe Charbonneau Téléphone : 450 444-1030 Télécopieur : 450 444-7725	**Commande : (1686895)** 2020-01-22 16 h 34 **Transmission :** 2020-01-22 16 h 34	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Entreprises Desjardins & Fontaine Ltée 1735, Lavoisier Sainte-Julie, QC, J3E 1Y6 NEQ : 1143672625	Monsieur Guy Desjardins Téléphone : 450 649-9461 Télécopieur : 450 649-1874	**Commande : (1692566)** 2020-02-03 14 h 13 **Transmission :** 2020-02-03 14 h 13	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Equipement SMS 1800, Montgolfier Laval, QC, H7T 0L9 NEQ : 1161238622	Monsieur MArc-André Perras Téléphone : 450 781-9552 Télécopieur :	**Commande : (1688724)** 2020-01-27 11 h 52 **Transmission :** 2020-01-27 11 h 52	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Équipements Plannord ltée 70, rue d'Anvers Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 1S4 http://www.plannord.com NEQ : 1143540954	Madame Claudia Mercier Téléphone : 418 878-4007 Télécopieur : 418 878-5550	**Commande : (1687723)** 2020-01-24 9 h 11 **Transmission :** 2020-01-24 9 h 11	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe R. Y. Beaudoin Inc. 1400, boulevard Pierre-Roux Est Victoriaville, QC, G6T 2T7 http://www.gryb.ca NEQ : 1164618119	Madame Stéphanie Pilote Téléphone : 819 330-0906 Télécopieur : 819 604-1398	**Commande : (1692348)** 2020-02-03 11 h 33 **Transmission :** 2020-02-03 11 h 33	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Immeubles Y. Maheux Ltée 2925 Avenue Kepler, porte B	Monsieur Yvon Maheux Téléphone	**Commande : (1703406)** 2020-02-20 16 h 45	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-20 16 h 45 -

	Québec Québec, QC, G1X 3V4 NEQ : 1164836679	: 418 658-9030 Télécopieur : 418 658-9480	**Transmission :** 2020-02-20 16 h 45	Téléchargement 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-20 16 h 45 - Téléchargement 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-20 16 h 45 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Longus équipement inc. 4405, Autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 NEQ : 1143313709	Monsieur Yves Benjamin Téléphone : 450 652-2552 Télécopieur : 450 652-0241	**Commande : (1687578)** 2020-01-23 17 h 02 **Transmission :** 2020-01-23 17 h 02	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Télécopie 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 45 - Télécopie 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 12 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sig-Nature 935 Lippmann Laval, QC, h7s1g3 NEQ : 1160753902	Madame Isabelle Lorrain Téléphone : 450 629-8516 Télécopieur : 450 629-9917	**Commande : (1687200)** 2020-01-23 10 h 36 **Transmission :** 2020-01-23 10 h 36	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Toromont Cat (Québec) . 5001 Aut Transcanadienne Pointe-Claire, QC, H9R 1B8 NEQ : 1144694263	Monsieur Marc-André Nault Téléphone : 514 795-4521 Télécopieur	**Commande : (1687525)** 2020-01-23 15 h 55 **Transmission :** 2020-01-23 15	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses)

		:	h 55	2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4 NEQ :	Monsieur Martin Dubuc Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur : 450 463-7383	**Commande : (1689258)** 2020-01-28 9 h 56 **Transmission :** 2020-01-28 9 h 56	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Wajax Équipement.. 2000 rue JOHN MOLSON Laval, QC, H7T 0H4 NEQ : 3363000947	Monsieur Patrick Quesnel. Téléphone : 514 639-7608 Télécopieur : 450 682-7159	**Commande : (1688309)** 2020-01-27 8 h 03 **Transmission :** 2020-01-27 8 h 03	3248761 - 20-18034_Addenda no 1 (Ajout et question/réponse) 2020-02-05 15 h 05 - Courriel 3250241 - 20-18034 - Addenda no 2 (Modifications, questions et réponses) 2020-02-07 7 h 44 - Courriel 3257643 - 20-18034_Addenda no 3 (Modifications) 2020-02-18 16 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide? Service clientèle **À propos** **Partenaires**

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers
À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1208260004

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier deux contrats pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés (résidus verts et résidus alimentaires), octroyés par résolution du conseil d'agglomération le 23 avril 2020, suite au processus d'appel d'offres publics #20-18067, pour une valeur totale de 2 038 843 $ (taxes et contingences incluses).

Il est recommandé de :

- résilier les deux contrats pour les lots 9 et 10 octroyés suite au processus d'appel d'offres publics #20-18067 Traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés, pour une valeur totale de 2 038 843 $ (taxes et contingences incluses).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-02 16:41

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208260004**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier deux contrats pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés (résidus verts et résidus alimentaires), octroyés par résolution du conseil d'agglomération le 23 avril 2020, suite au processus d'appel d'offres publics #20-18067, pour une valeur totale de 2 038 843 $ (taxes et contingences incluses).

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération. En vertu de ces articles, l'agglomération de Montréal octroie des contrats à des entreprises exploitant des sites de compostage privés pour le traitement et la valorisation des résidus organiques qui sont collectés sur le territoire de l'agglomération d'ici à ce que la Ville puisse mettre en opération ses propres Centres de traitement des matières organiques (CTMO) par compostage (2021) et biométhanisation (2022). Ainsi, des contrats de traitements sont octroyés depuis 2008 pour des résidus verts (territoires de l'est de l'agglomération), depuis 2009 pour les résidus alimentaires (territoires de l'est de l'agglomération) et depuis 2011 pour les résidus organiques mélangés (territoires de l'ouest de l'agglomération).

Afin de pouvoir traiter les résidus alimentaires en provenance des territoires situés dans l'ouest de l'agglomération pour la période allant du 14 avril 2020 au 13 avril 2023, le Service de l'environnement a lancé un appel d'offres public. L'appel d'offres visait le traitement par compostage/biométhanisation de résidus organiques mélangés (résidus verts

et résidus alimentaires), pour lequel il y avait 10 lots à adjuger. Les lots se répartissaient de la façon suivante :

Lots	Quantités prévisionnelles	Années	Description
1 2 3 4	15 000 tonnes 10 000 tonnes 5 000 tonnes 5 000 tonnes	Année 1 : 14 avril 2020 au 13 avril 2021	Traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - comprend réception (site de traitement ou poste de transbordement), chargement et transport vers le lieu de traitement (le cas échéant)
5 6 7 8	15 000 tonnes 10 000 tonnes 5 000 tonnes 5 000 tonnes	Année 2 : 14 avril 2021 au 13 avril 2022	Traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) - comprend réception, chargement et transport (le cas échéant)
9 10	10 000 tonnes 5 000 tonnes	Année 3 : 14 avril 2022 au 13 avril 2023	Transport et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts), à partir du CTMO.

Conformément aux modalités d'adjudication prévues dans les documents d'appel d'offres, c'est l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. qui a été le plus bas soumissionnaire conforme pour l'ensemble des lots. Le Conseil d'agglomération a résolu de leur accorder 10 contrats (1 par lot) le 23 avril 2020 (Résolution CG20 0196).

Suite à l'octroi des contrats, le Service de l'approvisionnement et le Service de l'environnement ont procédé à une relecture des modalités d'adjudication et se sont questionnés sur le bien-fondé de ces modalités pour les lots 9 et 10. Lorsque le lieu de réception des matières diffère d'un soumissionnaire à l'autre, la méthode d'adjudication pour déterminer le plus bas soumissionnaire conforme tient compte des distances à parcourir pour les villes et leurs transporteurs.

Les lots 9 et 10 concernent des services à rendre après la mise en service du CTMO de Saint Laurent. Ce service diffère du service requis pour les lots 1 à 8. Il s'agit de transporter les matières depuis le CTMO vers le lieu de réception proposé par le soumissionnaire et de traiter les résidus organiques collectés. Les distances parcourues par les villes /arrondissements et leurs transporteurs seront donc fixes (centroïde vers CTMO Saint Laurent). Le critère de distance ne doit ainsi pas s’appliquer pour les lots 9 et 10. Ainsi, après consultation du Service des affaires juridiques, il apparaît que ces lots n'auraient pas dû être soumis à ces modalités d'adjudication et que ce faisant, la Ville se trouve à avoir octroyé les contrats pour ces deux lots au deuxième plus bas soumissionnaire (voir section *Description).*

Le Service de l'environnement recommande de résilier les contrats pour les lots 9 et 10 et de relancer un nouveau processus d'appel d'offres au moment opportun afin de combler les besoins en traitement des résidus organiques mélangés pour la période débutant le 14 avril 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0196 - 23 avril 2020 - Accorder 10 contrats à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation -

Dépense totale de 11 980 775 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18067 (3 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021
CG17 0422 - 28 septembre 2017- Autoriser une dépense additionnelle de 1 020 403 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat de traitement par compostage des résidus verts, dans le cadre du contrat accordé à Englobe corp. (CG17 0090), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 061 209 $ à 4 081 612 $, taxes incluses

CG17 0090 - 30 mars 2017- Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) - Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15674

CG16 0537 - 29 septembre 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus organiques mélangés, dans le cadre du contrat accordé à 142975 Canada ltée (Mironor) (CG15 0158), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $, taxes incluses

CG15 0158 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 30 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 2 359 287 $, taxes incluses et un contrat pour le traitement de 40 000 tonnes de résidus organiques mélangés (20 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 3 311 280 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13349 (1 soum.)

DESCRIPTION

En fonction des modalités d'adjudication édictées à l'annexe 1.13.01 du document Régie de l'appel d'offres public #20-18067, pour l'octroi des contrats, les prix soumis sont ajustés selon un facteur d'ajustement afin de prendre en compte les coûts additionnels de transports encourus pour la livraison de la matière et qui devront être assumés par la Ville ainsi que par les villes liées du secteur Ouest de l'agglomération. Cet ajustement est calculé en fonction de la distance à parcourir entre un point de départ (centroïde spécifié au devis) et le lieu de livraison du soumissionnaire. À noter que les montants ajustés ne servent qu'au processus d'octroi des contrats. Le prix payé par la Ville est celui soumis par l'adjudicataire.

Le tableau suivant présente les prix soumis et ajustés des soumissionnaires pour les lots 9 et 10 dans le cadre de l'appel d'offre public #20-18067.

Numéro de lot	142975 Canada Ltée (Mironor)		Recyclage Notre-Dame Inc.		GSI Environnement Inc.	
	Prix soumis	Prix ajusté	Prix soumis	Prix ajusté	Prix soumis	Prix ajusté
9	914 051 $	2 417 165 $	1 294 504	1 885 877 $	1 609 650 $	2 482 276 $
10	457 026 $	1 208 583 $	647 252 $	942 939 $	804 825 $	1 241 138 $

(Voir pièce jointe *20-18067- Ajustement prix_v3* pour le détail du calcul et la pièce jointe *20-18067_Annexe_Régie_Modalités d'adjud ication* pour le détail de la méthode d'adjudication

employée)

La distance à parcourir entre le centroïde présenté au devis et le lieu de réception identifié par Mironor est de 161 km (aller-retour) contre 64 km (aller-retour) pour celui de Recyclage Notre-Dame. Ceci explique la raison pour laquelle le fournisseur Mironor n'a pas été l'adjudicataire des contrats pour les lots 9 et 10, même si les prix unitaires à la tonne soumis pour ces deux lots étaient les plus bas.

Dans la réalité opérationnelle et tel que détaillé au devis d'appel d'offres, le transport des résidus mélangés est effectué par la Ville (ou l'un de ses fournisseurs) jusqu'au site de livraison de l'adjudicataire pour les lots 1 à 8 inclusivement. Pour les lots 9 et 10, à partir de prix soumis spécifiquement pour ces lots sur le bordereau, l'adjudicataire est responsable d'effectuer le transport à partir du CTMO situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent (lieu de réception fixe et déterminé par la Ville) vers son lieu de traitement. Ce changement opératoire par rapport aux lots 1 à 8 découle de la mise en opération du CTMO de Saint-Laurent (2021) où seront traités les résidus mélangés. Les quantités de résidus mélangés prévus pour les lots 9 et 10 correspondent aux quantités excédentaires qui ne pourront être traitées au CTMO de Saint-Laurent. Ainsi, la méthode d'adjudication consistant à ajuster les prix soumis en fonction de la distance n'aurait pas dû s'appliquer pour ces deux lots. D'ailleurs, l'article 3.1 du Devis technique précise ceci pour les lots 9 et 10 :

Art. 3.1 Les soumissionnaires sont invités à présenter :

- […]

- Un prix unitaire à la tonne pour le traitement des résidus organiques mélangés pour les lots se rapportant à la troisième année du contrat, qui inclut le transport de matières entre le CTMO à Saint-Laurent et le lieu de traitement des matières (voir clause 4.3 et 6.9 (Items 9 et 10 au bordereau de soumission).

En raison de cette erreur aux modalités d'adjudications, sur la base des prix soumissionnés, l'agglomération de Montréal a octroyé les lots 9 et 10 au deuxième plus bas soumissionnaire conforme, l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc., à une somme de 570 679 $ supérieure que si elle avait octroyé les contrats au réel plus bas soumissionnaire conforme.

JUSTIFICATION

Après consultation du Service des affaires juridiques, il apparaît que l'agglomération se trouve à avoir octroyé les contrats non pas au plus bas soumissionnaire, mais au 2e plus bas, soit Recyclage Notre-Dame inc. puisque l'application de la formule d'ajustement en fonction de la distance tel que présenté dans les modalités d'adjudication n'a aucune justification pour ces deux lots et n'aurait pas dû être appliquée. Rappelons que la *Loi sur les cités et villes* prévoit à l'article 573 (7) que le contrat doit être adjugé au soumissionnaire ayant présenté la soumission la plus basse.
La résiliation de ces deux contrats se base sur l'article 13.04 du contrat 20-18067, qui s'énonce comme suit:

13.04 Sans préjudice à tous ses droits et recours, et sous réserve de la sous-section 4.06, le DONNEUR D'ORDRE peut résilier le Contrat sur avis écrit:
b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours,

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La résiliation des lots 9 et 10 permettra de réduire la valeur totale des contrats d'un montant de 2 038 843 $, passant d'un montant de 11 980 775 $ à 9 941 932 $ (taxes et contingences incluses).

Considérant que la Ville sera dans l'obligation de repartir en appel d'offres pour assurer le service de valorisation par compostage ou biométhanisation des matières prévues aux lots 9 et 10 à résilier, la base budgétaire doit être maintenue en 2022 et 2023 afin de financer les coûts d'opération liée à ces traitements.

La résiliation n'a aucun impact pour la période 2020-2021. Les dépenses auront lieu tel que prévu dans le sommaire d'octroi 1208260002.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NA

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas résilier les contrats concernés revient à avoir octroyé ces contrats au deuxième plus bas soumissionnaire conforme, ce qui est contraire avec ce que prévoit l'article 573 (7) de la *Loi sur les cités et villes.*

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 12 août 2020
Conseil municipal : 24 août 2020
Conseil d'agglomération : 27 août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard DAGENAIS, Service de l'approvisionnement
Lina PICHÉ, Service de l'approvisionnement
Marie-France MILORD, Service des finances
Guylaine VAILLANCOURT, Service des affaires juridiques

Lecture :

Marie-France MILORD, 30 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume DEVIN-DUCLOS
Conseiller en planification

Tél : 514-872-2236
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-27

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section opérations - gestion des matières résiduelles

Tél : 514-868-8763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-07-30

20-18067

Tableau d'ajustement du prix à la distance

Lot 9:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS	79.50 $	112.59 $	140.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	10 000.00	10 000.00	10 000.00
C1 = CU *T	795 000.00	1 125 900.00	1 400 000.00
C2 = T * D* FA	1 307 340.00	514 350.00	758 970.00
C = C1 + C2	**2 102 340.00 $**	**1 640 250.00 $**	**2 158 970.00 $**
TPS	105 117.00 $	82 012.50 $	107 948.50 $
TVQ	209 708.42	163 614.94	215 357.26
Coût global ajusté	**2 417 165.42 $**	**1 885 877.44 $**	**2 482 275.76 $**

Lot 10:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS	79.50 $	112.59 $	140.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	5 000.00	5 000.00	5 000.00
C1 = CU *T	397 500.00	562 950.00	700 000.00
C2 = T * D* FA	653 670.00	257 175.00	379 485.00
C = C1 + C2	**1 051 170.00 $**	**820 125.00 $**	**1 079 485.00 $**
TPS	52 558.50 $	41 006.25 $	53 974.25 $
TVQ	104 854.21	81 807.47	107 678.63
Coût global ajusté	**1 208 582.71 $**	**942 938.72 $**	**1 241 137.88 $**

Facteur d'ajustement en fonction de la distance

Pour l'attribution des contrats, le Donneur d'ordre s'assure de la conformité de la soumission et octroie par lot au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots en prenant en considération les deux éléments qui sont : le prix à la tonne métrique soumis et l'ajustement de ce coût en fonction de la distance à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et le centroïde spécifié.

Le prix unitaire soumis pour une tonne métrique de matières sera ajusté afin de tenir compte du coût additionnel encouru par la Ville.
Le calcul du prix unitaire ajusté, aux fins d'adjudication seulement, s'effectue de la façon suivante

Prix unitaire ajusté = Prix unitaire soumis + (Fa * D)

- Un facteur d'ajustement **Fa** sera utilisé pour l'analyse des soumissions. Ce dernier tient compte des coûts indirects pour la livraison des matières, tel le coût la main-d'œuvre, l'usure et l'entretien du matériel roulant (camion) et de son équipement ainsi que la consommation de carburant, le tout selon les dernières données compilées par le Donneur d'ordre.

- La distance de référence **D** représente le trajet qui sera calculé par le Donneur d'ordre, à l'aide de l'outil cartographique en ligne Google Map, selon le trajet aller-retour en kilomètres des camions entre le centroïde d'un territoire et le lieu de livraison du fournisseur donné automatiquement sans faire de modifications au parcours. Cette distance permet de calculer le prix ajusté.

- Les coordonnées du centroïde sont les suivantes : **45.4674, -73.7982**

Le facteur d'ajustement du prix unitaire qui sera utilisé pour l'analyse des soumissions et qui permettra de tenir compte de la distance entre le centroïde et le lieu de livraison a été calculé comme suit :

Fa = (D* CT) / (T*V) = 0.81

Avec :

D	Distance pour chaque Km aller-retour à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et le centroïde spécifié.
CT	Coût de transport établi pour une heure de travail (145$/h)
T	Chargement moyen établi d'un camion par voyage (9 tonnes)
V	Vitesse moyenne établie d'un camion (40 Km/h)

Pour les besoins de détermination de l'adjudicataire, le coût global pour le Donneur d'ordre sera calculé de la manière suivante :

C = C1 + C2

Où :

C1 Coût de traitement en fonction du coût unitaire et la quantité à traiter (T)

(C1= CU x T)

C2 Coût ajusté en fonction de la distance du centroïde par rapport au lieu de livraison, du facteur Fa et de quantité à traiter

C2 = T x D x Fa

Il est important de comprendre que ce facteur d'ajustement ne sert qu'à l'évaluation du dossier des soumissionnaires dans le processus d'octroi du contrat. Lors de l'exécution du contrat, le prix unitaire à la tonne soumis sera le montant qui sera payé à l'entrepreneur.

Méthode d'adjudication

Un soumissionnaire peut soumissionner sur les 10 lots.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1200362001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats d'une durée de trois ans, avec deux options de renouvellement de douze mois chacune, pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées, aux entrepreneurs suivants: JMV Environnement inc., au montant de 733 940,62 $ taxes incluses (lots 1, 2, 3 et 5), 3024407 Canada Inc. f.a.s.r.s.- Entreprise Vaillant 1994, au montant de 423 448,33 $ taxes incluses (lot 4) et 111073192 Canada inc. / Déneigement NA-SA au montant de 164 414,25 $ taxes incluses (lot 6) - Appel d'offres public 20-18061 - 7 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 36 mois, les commandes pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18061;

Firmes	Lots	Montant total (taxes incluses)
111073192 Canada inc. / Déneigement NA-SA	6	164 414,25 $
JMV Environnement inc.	1, 2, 3 et 5	733 940,62 $

2. de recommander au conseil d'agglomération :

d'accorder à 3024407 Canada inc. f.a.s.r.s. - Entreprise Vaillant 1994, seul

soumissionnaire pour le lot 4, pour une période de 36 mois, les commandes pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées, pour une somme maximale de 423 448,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18061;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-24 14:13

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200362001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats d'une durée de trois ans, avec deux options de renouvellement de douze mois chacune, pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées, aux entrepreneurs suivants: JMV Environnement inc., au montant de 733 940,62 $ taxes incluses (lots 1, 2, 3 et 5), 3024407 Canada Inc. f.a.s.r.s.- Entreprise Vaillant 1994, au montant de 423 448,33 $ taxes incluses (lot 4) et 111073192 Canada inc. / Déneigement NA-SA au montant de 164 414,25 $ taxes incluses (lot 6) - Appel d'offres public 20-18061 - 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le lieu d'enfouissement technique (L.E.T.) est situé au 11175 boulevard Métropolitain Est, Montréal, dans le site de l'ancienne carrière Demix. Ce site est utilisé exclusivement pour la disposition des cendres et des sables générés par le traitement des eaux usées de la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte (station). Environ 38 000 mètres cubes de matières résiduelles sont ainsi transportées annuellement au L.E.T.

Pour effectuer l'entretien régulier du site, la Station requiert les services à taux horaire d'équipements lourds avec opérateurs tels que: rétro-excavatrice, bélier mécanique, pelle excavatrice, tombereau rigide, rouleau compacteur/vibratoire et camion citerne.

Ces équipements sont utilisés au besoin pour l'aménagement des cellules, l'entretien général du lieu d'enfouissement technique ainsi que pour des travaux d'aménagement comme: excavation, déplacement de monticules de pierre, construction de remparts et autres. Le camion citerne est utilisé pour l'arrosage des cendres par temps sec, pour éviter qu'elles se retrouvent sur l'autoroute 40.

Un appel d'offres public a été lancé le 26 février 2020, publié sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions à eu lieu le 30 avril 2020. La validité des soumissions est de 180 jours. Aucune contingence n'est prévue au contrat.

Quatre addenda ont été émis:

Addenda 1: Questions et réponses;

Addenda 2: Report de date d'ouverture des soumissions au 16 avril 2020;

Addenda 3: Report de date d'ouverture des soumissions au 21 avril 2020;

Addenda 4: Report de date d'ouverture des soumissions au 30 avril 2020, questions et réponses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0853 - 31 mai 2017 - Accorder trois contrats d'une durée de trois ans pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte aux entrepreneurs suivants: 2632-2990 Québec Inc. - Les Excavations DDC, au montant de 238 198,47 $ taxes incluses (groupes A et D), 3024407 Canada Inc. f.a.s.r.s.- Entreprise Vaillant 1994, au montant de 496 427,56 $ taxes incluses (groupes B et C) et Les Entreprises Canbec Construction Inc., au montant de 156 366, $ taxes incluses (groupe E) - Appel d'offres public 17-15992 - 10 soumissionnaires.

CE14 1642 - 29 octobre 2014 - Accorder deux contrats à 3024407 Canada inc. fasrs Entreprise Vaillant (1994) d'une durée de deux ans pour la location sur demande d’un bouteur avec opérateur (lot A) et pour la location d’une excavatrice avec opérateur (lot B) pour le lieu d’enfouissement technique de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 149 467,50 $, taxes incluses, et 111 065,85 $, taxes incluses, respectivement - Appel d'offres public 798-AE - 4 soumissionnaires (lot A) – 4 soumissionnaires (lot B).

DESCRIPTION

Les travaux d'aménagement du L.E.T. ont toujours été effectués par l'entreprise privée, puisque la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) ne détient pas les équipements requis pour la réalisation de ces travaux. Ces travaux sont exécutés selon les besoins opérationnels et sous la supervision d'un employé de la DEEU.

Cet appel d’offres consiste en la location sur demande de six (6) équipements lourds avec opérateur pour une période de trente-six (36) mois. Il y a possibilité de deux (2) renouvellements additionnels de douze (12) mois chacun pouvant être accordés individuellement. Les contrats sont octroyés par lot aux plus bas soumissionnaires conformes de chacun des six (6) lots.

Les six (6) lots sont:

1. rétro-excavatrice;
2. bélier mécanique ou bouteur;
3. pelle excavatrice;
4. tombereau rigide;

5. rouleau compacteur/vibratoire;
6. camion-citerne.

Les prix soumissionnés sont à taux horaire, sans contingences et incluent les frais de mobilisation et démobilisation des équipements de même que les services d'un opérateur.

JUSTIFICATION

Sept entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et ont tous déposé une soumission.

Veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse administrative des soumissions.

LOT 1: RETRO-EXCAVATRICE AVEC OPÉRATEUR

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
JMV Environnement inc.	141 649,20 $	0 $	141 649,20 $
3024407 Canada Inc. f.a.s.r. Entreprise Vaillant 1994	164 316,52 $	0 $	164 316,52 $
2632-2990 QC inc. - Les Excavations DDC	166 895,48 $	0 $	166 895,48 $
9154 - 4637 Québec Inc. (Location Guay)	191 548,35 $	0 $	191 548,35 $
Les Entreprises G. D'Amico inc.	191 594,34 $	0 $	191 594,34 $
Urbex Construction inc.	200 757,85 $	0 $	200 757,85 $
Dernière estimation réalisée ($)	130 803,57 $	0 $	130 803,57 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			10 845,63 $ 8,29 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			22 667,37 $ 13,79 %

LOT 2: BÉLIER MÉCANIQUE AVEC OPÉRATEUR

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
JMV Environnement inc.	321 263,15 $	0 $	321 263,15 $
3024407 Canada Inc. f.a.s.r. Entreprise Vaillant 1994	344 869,81 $	0 $	344 869,81 $

1174073768 Canada inc. / Déneigement NA-SA	531 184,50 $	0 $	531 184,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	299 178,33 $	0 $	299 178,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			22 084,82 $ 7,38 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			23 606,66 $ 7,35%

LOT 3: PELLE EXCAVATRICE AVEC OPÉRATEUR

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
JMV Environnement inc.	225 396,99 $	0 $	225 396,99 $
3024407 Canada Inc. f.a.s.r. Entreprise Vaillant 1994	278 234,90 $	0 $	278 234,90 $
Dernière estimation réalisée ($)	250 135,23 $	0 $	250 135,23 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 24 738,24 $ - 9,89 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			52 837,91 $ 23,44 %

LOT 4: TOMBEREAU RIGIDE AVEC OPÉRATEUR

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
3024407 Canada Inc. f.a.s.r. Entreprise Vaillant 1994	423 448,33 $	0 $	423 448,33 $
Dernière estimation réalisée ($)	319 321,56 $	0 $	319 321,56 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			104 126,77 $ 32,61 %

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*

LOT 5: ROULEAU COMPACTEUR / VIBRATOIRE

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
JMV Environnement inc.	45 631,28 $	0 $	45 631,28 $
3024407 Canada Inc. f.a.s.r. Entreprise Vaillant 1994	63 204,06 $	0 $	63 204,06 $
Urbex Construction inc.	75 044,18 $	0 $	75 044,18 $
Dernière estimation réalisée ($)	62 799,91 $	0 $	62 799,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-17 168,63 $ - 27,34 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			17 572,78 $ 38,51 %

LOT 6: CAMION CITERNE AVEC OPÉRATEUR

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
111073192 Canada inc. / Déneigement NA-SA	164 414,25 $	0 $	164 414,25 $
JMV Environnement inc.	237 768,30 $	0 $	237 768,30 $
Urbex Construction inc.	239 596,40 $	0 $	239 596,40 $
3024407 Canada Inc. f.a.s.r. Entreprise Vaillant 1994	249 012,86 $	0$	249 012,86 $
Dernière estimation réalisée ($)	182 131,55 $	0 $	182 131,55 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 17 717,30 $ - 9,73 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			73 354,05 $ 44,62 %

Les écarts entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne des lots 3 et 6 sont favorables respectivement de 9,89 % et 9,73%. Les lots 1 et 2 représentent un écart défavorable respectivement de 8,29% et 7,38%.

Une seule entreprise a soumissionné pour le lot 4 avec un écart défavorable de 32,61%. L'estimation a été calculé en fonction d'un tombereau rigide de 1975 de 22 verges cubes, loué en 2019 . Le tombereau soumissionné date de 1994 et possède une plus grande capacité, soit 27 verges cubes. Le fait de louer un équipement plus récent et d'une plus grande capacité explique l'écart défavorable.

L'écart favorable de 27.35% entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne sur le lot 5 pourrait s'expliquer par une plus grande disponibilité de cet équipement chez JMV environnement inc. que chez les autres entrepreneurs.

Les écarts de 13,79% (lot 1), 23,44% (lot 3) et 38,51% (lot 5) entre la plus basse soumission conforme et le deuxième plus bas soumissionnaire s'expliquent par la disponibilité de ces équipements et de la main-d'oeuvre (taux d'occupation). Une plus grande disponibilité permet aux entrepreneurs de soumettre des prix plus bas, tandis qu'une pénurie de personnel (opérateur) et/ou une moins grande disponibilité des équipements vont entraîner les prix à la hausse.

Il est donc recommandé d'octroyer trois contrats aux plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des six (6) lots soit:

- JMV Environnement inc. pour les lots 1, 2, 3 et 5 soit la location sur demande d'une rétro-excavatrice, d'un bélier mécanique, d'une pelle excavatrice ainsi qu'un rouleau compacteur vibratoire avec opérateur pour la somme de 733 940,62 $ taxes incluses.
- 3024407 Canada Inc. f.a.s.r.s. Entreprise Vaillant 1994 pour le lot 4 soit la location sur demande d'un tombereau rigide avec opérateur pour la somme de 423 448,33 $ taxes incluses.
- 111073192 Canada Inc. / Déneigement NA-SA pour le lot 6 soit la location sur demande d'un camion citerne avec opérateur au montant de sa soumission 164 414,25 $ taxes incluses.

Les validations requises indiquant que les adjudicataires recommandés ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la Rena ont été faites:
JMV Environnement inc., 3550 Boul. Laframboise, Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9, 3024407 Canada Inc. f.a.s.r.s. Entreprise Vaillant (1994), 420 ch. du Petit-Brûlé, Rigaud QC, J0P 1P0, 111073192 Canada Inc. / Déneigement NA-SA, 320 rue Pierre-Mercure, Montréal, QC, H1A 5A

Les entreprises ne devaient pas détenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres en vertu du décret 795-2014 du 10 septembre 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour les travaux effectués au L.E.T. de la Station est de 1 321 803,20 $, taxes incluses.

Ceci représente un montant de 1 206 982,50 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera comptabilisée au budget de fonctionnement de la Direction de l'épuration des eaux usées.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas donner suite à cette recommandation compromettrait l'utilisation sécuritaire du lieu d'enfouissement technique de la DEEU pour la disposition des résidus de cendres et de sable. La circulation des véhicules à l'intérieur du site serait pratiquement impossible et dangereuse

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Comme il s'agit de travaux essentiels aux opérations de la Station, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : Août 2020
Émission du bon de commande: Août 2020
Début des demandes de location: 1er septembre 2020
Fin des demandes de location: 31 août 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Certification de fonds :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudie DE BELLEFEUILLE
AG.APPRO.NIV.2

Tél : 514-280-6534
Télécop. : 514-280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-10

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-06-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1200362001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder trois contrats d'une durée de trois ans, avec deux options de renouvellement de douze mois chacune, pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées, aux entrepreneurs suivants: JMV Environnement inc., au montant de 733 940,62 $ taxes incluses (lots 1, 2, 3 et 5), 3024407 Canada Inc. f.a.s.r.s.- Entreprise Vaillant 1994, au montant de 423 448,33 $ taxes incluses (lot 4) et 111073192 Canada inc. / Déneigement NA-SA au montant de 164 414,25 $ taxes incluses (lot 6) - Appel d'offres public 20-18061 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

20-18061_Intervention_vf.pdf
20-18061_SEAO_Liste des commandes.pdf
20-18061_TCP_Lot 123456_1P.pdf
20-18061 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-17

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5396
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18061 — No du GDD : 1200362001

Titre de l'appel d'offres : Location d'équipements lourds avec opérateur, sur demande, pour le lieu d'enfouissement technique

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 30 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 16 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 63 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 54.55

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 27 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
JMV Environnement inc.	$ 141 649.20	√	1
3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)	$ 164 316.52		1
2632-2990 Qc inc. - Les excavations DDC	$ 166 895.48		1
Location Guay inc.	$ 191 548.35		1
Les entreprises G. D'Amico inc.	$ 191 594.34		1
Urbex	$ 200 757.85		1
JMV Environnement inc.	$ 321 263.15	√	2
3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)	$ 344 869.81		2
1174073768 Canada inc. / Déneigement NA-SA	$ 531 184.50		2
JMV Environnement inc.	$ 225 396.99	√	3
3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)	$ 278 234.90		3
3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)	$ 423 448.33	√	4
JMV Environnement inc.	$ 45 631.28	√	5
3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)	$ 63 204.06		5
Urbex	$ 75 044.18		5
1174073768 Canada inc. / Déneigement NA-SA	$ 164 414.25	√	6
JMV Environnement inc.	$ 237 768.30		6
Urbex	$ 239 596.40		6
3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)	$ 249 012.86		6

Information additionnelle

Dans la liste des preneurs de cahiers de charge nous remarquons que deux firmes ont pris possession du cahier de charges a deux reprises, ce qui rapporte le nombre de cahier de charges de 11 a 9 firmes.
Aucun avis de desistement n a été recu dans le cadre de cet appel d'offres, de plus la periode de parution sur le marché a été considerablement allongé dû à la COVID-19.

Préparé par : Bernard Boucher — Le 29 - 5 - 2020

NEQ	Cie		Lot	Montant	5%	10%	Total
1164798275	JMV Environnement inc.		Lot 1	123 200.00 $	6 160.00 $	12 289.20 $	141 649.20 $
1140472128	3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)		Lot 1	142 915.00 $	7 145.75 $	14 255.77 $	164 316.52 $
1145615549	2632-2990 Qc inc. - Les excavations DDC		Lot 1	145 158.06 $	7 257.90 $	14 479.52 $	166 895.48 $
116292322	Location Guay		Lot 1	166 600.00 $	8 330.00 $	16 618.35 $	191 548.35 $
1169219160	Les entreprises G. D'Amico inc.		Lot 1	166 640.00 $	8 332.00 $	16 622.34 $	191 594.34 $
1161557807	Urbex		Lot 1	174 610.00 $	8 730.50 $	17 417.35 $	200 757.85 $
1164798275	JMV Environnement inc.		lot 2	279 420.00 $	13 971.00 $	27 872.15 $	321 263.15 $
1140472128	3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)		lot 2	299 952.00 $	14 997.60 $	29 920.21 $	344 869.81 $
1174073768	1174073768 Canada inc. / Déneigement NA-SA		lot 2	462 000.00 $	23 100.00 $	46 084.50 $	531 184.50 $
1164798275	JMV Environnement inc.		Lot 3	196 040.00 $	9 802.00 $	19 554.99 $	225 396.99 $
1140472128	3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)		Lot 3	241 996.00 $	12 099.80 $	24 139.10 $	278 234.90 $
1140472128	3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)		Lot 4	368 296.00 $	18 414.80 $	36 737.53 $	423 448.33 $
1164798275	JMV Environnement inc.		Lot 5	39 688.00 $	1 984.40 $	3 958.88 $	45 631.28 $
1140472128	3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)		Lot 5	54 972.00 $	2 748.60 $	5 483.46 $	63 204.06 $
1161557807	Urbex		Lot 5	65 270.00 $	3 263.50 $	6 510.68 $	75 044.18 $
1174073768	1174073768 Canada inc. / Déneigement NA-SA		Lot 6	143 000.00 $	7 150.00 $	14 264.25 $	164 414.25 $
1164798275	JMV Environnement inc.		Lot 6	206 800.00 $	10 340.00 $	20 628.30 $	237 768.30 $
1161557807	Urbex		Lot 6	208 390.00 $	10 419.50 $	20 786.90 $	239 596.40 $
1140472128	3024407 Canada inc. FASRS Entreprise Vaillant (1994)		Lot 6	216 580.00 $	10 829.00 $	21 603.86 $	249 012.86 $

Liste des commandes

Numéro : 20-18061
Numéro de référence : 1350071
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location d'équipements lourds avec opérateur, sur demande, pour le lieu d'enfouissement technique

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Déneigement na-sa 11073192 canada inc 320 pierre-mercure Montréal, QC, h1a5a8	Monsieur Hugo Clément Téléphone : 514 642-3747 Télécopieur :	**Commande : (1721625)** 2020-03-24 11 h 09 **Transmission :** 2020-03-24 11 h 09	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-03-24 11 h 09 - Téléchargement 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-03-25 15 h 57 - Courriel 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Déneigement na-sa 11073192 canada inc 320 pierre-mercure Montréal, QC, h1a5a8	Monsieur Hugo Clément Téléphone : 514 642-3747 Télécopieur :	**Commande : (1723042)** 2020-03-27 10 h 45 **Transmission :** 2020-03-27 10 h 45	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-03-27 10 h 45 - Téléchargement 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-03-27 10 h 45 - Téléchargement 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENTREPRISE VAILLANT (1994) 420, chemin du Petit-Brûlé Rigaud, QC, J0P 1P0	Monsieur GILLES GAUTHIER Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur : 514 685-1520	**Commande : (1707764)** 2020-02-28 7 h 59 **Transmission :** 2020-02-28 7 h 59	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-03-11 12 h 31 - Courriel 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-03-25 15 h 57 - Courriel 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1707216)** 2020-02-27 10 h 40 **Transmission :** 2020-02-27 10 h 40	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-03-11 12 h 31 - Courriel 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-03-25 15 h 57 - Courriel 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions

			2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Excavations D.D.C. Siforex 8118 av Broadway Nord Montréal, QC, H1B5B6	Monsieur Denis Charron Téléphone : 514 645-0707 Télécopieur : 514 645-4544	**Commande : (1710115)** 2020-03-03 15 h 09 **Transmission :** 2020-03-03 15 h 09	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-03-11 12 h 31 - Courriel 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-03-25 15 h 57 - Courriel 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois Montréal, QC, h4s1b8	Monsieur Jean Etienne Limoges Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Commande : (1732687)** 2020-04-23 9 h 42 **Transmission :** 2020-04-23 9 h 42	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-04-23 9 h 42 - Téléchargement 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-04-23 9 h 42 - Téléchargement 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-23 9 h 42 - Téléchargement 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-23 9 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur VÉRONIQUE BOULAY Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1716789)** 2020-03-13 20 h 41 **Transmission :** 2020-03-13 20 h 41	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-03-13 20 h 41 - Téléchargement 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-03-25 15 h 57 - Courriel 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur VÉRONIQUE BOULAY Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1726712)** 2020-04-07 10 h 14 **Transmission :** 2020-04-07 10 h 14	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-04-07 10 h 14 - Téléchargement 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-04-07 10 h 14 - Téléchargement 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises G. D'Amico Inc. 7643 Leclerc Montréal, QC, H8N2N3	Monsieur Joe D'Amico Téléphone : 514 913-0769 Télécopieur : 514 363-6887	**Commande : (1729406)** 2020-04-15 21 h 28 **Transmission :** 2020-04-15 21 h 28	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-04-15 21 h 28 - Téléchargement 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-04-15 21 h 28 - Téléchargement 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-15 21 h 28 - Téléchargement 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-17 9 h 03 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Location Guay (9154-6937 Québec Inc.) 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	**Commande : (1707007)** 2020-02-27 8 h 41 **Transmission :** 2020-02-27 8 h 41	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-03-11 12 h 31 - Courriel 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-03-25 15 h 57 - Courriel 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-14 15 h 39 - Courriel 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-16 16 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1732463)** 2020-04-22 16 h 32 **Transmission :** 2020-04-22 16 h 32	3273855 - 20-18061 Add1 Questions et réponses 2020-04-22 16 h 32 - Téléchargement 3284717 - 20-18061 Addenda 2 Report de dater 2020-04-22 16 h 32 - Téléchargement 3293360 - 20-18061 Addenda 3 Report de date 2020-04-22 16 h 32 - Téléchargement 3295291 - 20-18061 Addenda 4 Report de date et réponses aux questions 2020-04-22 16 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200362001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder trois contrats d'une durée de trois ans, avec deux options de renouvellement de douze mois chacune, pour la location sur demande d'équipements lourds avec opérateur pour le lieu d'enfouissement technique de la Direction de l'épuration des eaux usées, aux entrepreneurs suivants: JMV Environnement inc., au montant de 733 940,62 $ taxes incluses (lots 1, 2, 3 et 5), 3024407 Canada Inc. f.a.s.r.s.- Entreprise Vaillant 1994, au montant de 423 448,33 $ taxes incluses (lot 4) et 111073192 Canada inc. / Déneigement NA-SA au montant de 164 414,25 $ taxes incluses (lot 6) - Appel d'offres public 20-18061 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1200362001_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-18

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-0165
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1198457001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction ARCADE pour la réfection des cinq (5) chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, afin d'assurer la sécurité des intervenants lors des accès pour l'opération et l'entretien - Dépenses totales 1 614 740,26 $ taxes incluses, montant de la soumission 1 291 792,17$ taxes incluses, plus des contingences de 193 768,83 $ taxes incluses et des incidences de 129 179,22 $ taxes incluses. Appel d'offres publique 10345 (4 soumissionnaires conformes).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction ARCADE, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection des cinq (5) chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 291 792,17$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (10345) ;

2. d'autoriser une dépense de 193 768,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 129 179,22$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 1 614 740,26 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-23 09:53

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198457001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction ARCADE pour la réfection des cinq (5) chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, afin d'assurer la sécurité des intervenants lors des accès pour l'opération et l'entretien - Dépenses totales 1 614 740,26 $ taxes incluses, montant de la soumission 1 291 792,17$ taxes incluses, plus des contingences de 193 768,83 $ taxes incluses et des incidences de 129 179,22 $ taxes incluses. Appel d'offres publique 10345 (4 soumissionnaires conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Le réseau principal d'alimentation en eau potable est constitué de divers ouvrages en ligne parmi lesquels il y a cinq (5) chambres de vannes à grand volume qui donnent accès aux vannes de sectionnement et de contrôle du réseau d'aqueduc principal. La majorité des équipements de service dans ces chambres sont désuets. Afin d'assurer la sécurité des employés, la fiabilité des ouvrages et le maintien des opérations à long terme, il est nécessaire d'y effectuer une mise à niveau des systèmes auxiliaires (installations électriques, remplacement des systèmes de ventilation et de chauffage), le remplacement et l'ajout de passerelles, d'échelles et d'escaliers, ainsi que du ragréage de béton dans les chambres.
Un premier appel d'offres (N°10328) s'est tenu de juillet 2019 à septembre 2019. Nous n'avons pas reçu de soumissions pour des raisons de critères d'admissibilité.

Un deuxième appel d'offres (N°10333) s'est tenu de septembre 2019 à octobre 2019, cette fois-ci avec des critères de qualification des soumissionnaires différents, ainsi que la séparation des travaux en cinq (5) lots de construction, afin de maintenir la compétitivité entre les entrepreneurs et d'ouvrir le marché à de plus petites entreprises. Les deux soumissions reçues étaient non conformes à cause du non-respect de l'article 3.8.1.4.1 du IAS relatif aux assurances, garanties et frais généraux, qui ne devaient pas dépasser 7%.

Un troisième appel d'offres (N°10345) a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal et le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 13 avril 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu dans les locaux du service du greffe à l'Hôtel de Ville le 4 juin 2020. La durée de publication a été de cinquante-deux (52) jours. Les soumissions sont valides pendant les cent vingt (120) jours calendrier qui suivent leur date d'ouverture, soit jusqu'au 2 octobre 2020.

Trois (3) addendas ont été émis pendant la période de soumission afin d'apporter des précisions sur le projet et de répondre aux différentes questions des preneurs du cahier des charges (voir tableau ci-dessous).

Calendrier d'émission des addendas		
Add.	Date	Détails
#1	17 avril 2020	• Précisions aux plans électriques.
#2	11 mai 2020	• Mise à jour administrative des mesures prises en raison de la pandémie du COVID-19 par rapport aux dépôts et ouvertures des soumissions; • Mise à jour de l'annexe E au CCAG; • Réponse à une (1) question des soumissionnaires; • précision aux plans de structure.
#3	28 mai 2020	• Réponse à une (1) question des soumissionnaires; • Précisions au devis de mécanique de procédé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0146 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat à CIMA+ s.e.n.c. pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie relatifs aux réservoirs, aux équipements et aux infrastructures connexes de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 082 980,16 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15734 (5 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent contrat vise la réhabilitation des systèmes auxiliaires des cinq (5) plus grandes chambres de vannes du réseau de distribution d'eau potable. Ces travaux sont requis pour garantir la pérennité des infrastructures et la sécurité des travailleurs qui s'y rendent pour intervenir sur les vannes du réseau principal.
Les principaux éléments du contrat sont :

- Démantèlement des équipements désuets;
- Fourniture et pose de nouveaux conduits de ventilation;
- Fourniture et pose de nouveaux appareils de ventilation, de chauffage et électriques;
- Réfection des installations électriques;
- Installation de nouveaux évents (cheminées);
- Réfection des métaux ouvrés existants;
- Fourniture et poses de nouveaux métaux ouvrés(passerelles, gardes corps...);
- Installation d'un nouvel escalier d'accès;
- Réfection et réparation du béton des structures;
- Remise en état des lieux.

Des dépenses contingentes de 15 % du coût de base des biens et services, soit 193 768,83 $ taxes incluses, sont ajoutées afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant la réalisation du contrat.

Des frais d'incidences de 129 179,22 $ taxes incluses, représentant 10 % de la valeur du contrat, ont aussi été planifiés pour couvrir, sans s'y limiter, les coûts associés aux activités suivantes :

- Contrôle qualitatif des matériaux;
- Activités de communications associées au projet;
- Raccordements aux utilités publiques;
- Service de gardiens de sécurité;
- Autres services spécialisés pour suivre et compléter le projet.

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de deux cent quatre-vingts (280) jours suivant la date de l'ordre de commencer les travaux. Tout retard peut entraîner une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, par jour de retard.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public N° 10345, il y a eu treize (13) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO, et quatre (4) soumissions ont été déposées.
La liste des preneurs du cahier des charges est incluse dans le présent document.
L'analyse administrative a été réalisée par la Ville et l'analyse technique par la firme Cima+.
Après analyse des soumissions, les constats sont les suivants :
les quatre (4) soumissionnaires (Construction Arcade, Les entreprises Dénexco inc., Antagon Construction inc. et Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc.) sont conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Construction Arcade	1 291 792,17 $	193 768,83 $	1 485 561,00 $
Les entreprises Dénexco inc.	1 561 578,95 $	234 236,84 $	1 795 815,79 $
Antagon Construction inc.	2 164 073,41 $	324 611,01 $	2 488 684,42 $
Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc.	2 175 323,55 $	326 298,53 $	2 501 622,08 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 865 958,02 $	279 893,70 $	2 145 851,72 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) ($)			(574 165,85 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100			-30,77%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			269 786,78 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) (la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100			20,88%

L'analyse des soumissions a permis de constater un écart favorable de 574 165,85 $ (30,77 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée par les professionnels de Cima+. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de

soumission :

Description	Montant de l'estimation	Montant du plus bas soumissionnaire	Écart ($)	Écart (%)
Organisation de chantier	699 967,40 $	185 588,95 $	(514 378,45 $)	-73,48%
Travaux de structure et métaux ouvrés	680 192,11 $	489 822,27 $	(190 369,84 $)	-27,98%
Travaux de mécanique de bâtiment	320 090,41 $	478 525,95 $	158 435,54 $	49,49%
Travaux d'électricité	99 165,95 $	99 453,39 $	287,44 $	0,28%
Travaux civils	66 541,78 $	38 401,65 $	(28 140,13 $)	-42,28%
Total	**1 865 957,65 $**	**1 291 792,21 $**	**(574 165,44 $)**	**-30,77%**

En comparant les prix soumis par le plus bas soumissionnaire et les prix estimés, la plupart des montants rattachés aux travaux qui touchent les métaux ouvrés, l'électricité et la structure se situent sous l'évaluation. Les variations entre les différents items peuvent s'expliquer entre autres par les facteurs suivants :

1. Taux de change et prix budgétaire :
Les prix budgétaires soumis par les fournisseurs sont souvent beaucoup plus élevés lors d'une demande de prix aux fins d'estimation dans le cadre d'un projet.

2. Escompte d'achat :
Les escomptes d'achat peuvent varier significativement d'un entrepreneur à un autre pour différentes raisons. Ces escomptes peuvent donc expliquer certains écarts.

3. Coûts des équipements et matériaux :
Dans la plupart des cas, le soumissionnaire n'est pas restreint aux produits ou manufacturiers spécifiés. La sélection des manufacturiers choisit par l'entrepreneur et les ententes avec ces derniers peuvent expliquer des différences de coûts qu'il peut y avoir avec notre estimation.

4. Méthodes de travail alternatives :
L'entrepreneur peut avoir trouvé des méthodes alternatives de travail que le consultant n'avait pas envisagé, résultant ainsi d'une économie pour la Ville de Montréal.

Les plus bas prix proposés et les estimations lors des trois appels d'offres sont comme suit:

#Appel d'offres	Montant de l'estimation	Montant du plus bas soumissionnaire conforme
10328	1 135 868,49 $	Aucune soumission reçue
10333	1 306 248,61 $	Deux soumissionnaires non conformes
10345	1 865 958,02 $	1 291 792,21 $

Après le deuxième appel d'offres (10333), suite aux conditions du marché et l'exceptionnelle situation engendrée par la crise du COVID-19, l'estimation de contrôle pour l'appel d'offres 10345 a été revue à la hausse. Cependant, avec le relancement économique et la reprise graduelle des activités, nous constatons finalement que le prix proposé par le plus bas soumissionnaire conforme concorde avec les deux premières estimations relatives aux deux précédents appels d'offres (10328 et 10333).

Malgré certains écarts dans les différentes disciplines par rapport à notre estimation finale, le prix d'ensemble pour la réalisation des travaux de construction est 31% plus bas que ce qui avait été prévu. Ce qui est un avantage pour les contribuables de la Ville de Montréal. La DEP recommande d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Construction Arcade, pour un montant de 1 291 792,21$, taxes incluses.

Les validations requises ont été faites indiquant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles (RENA). Construction Arcade n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville. Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville. La compagnie a également fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 14 avril 2020 avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Ce contrat est visé par la *Loi sur l' inté grité en matière de contrats publics (LIMC P).* Le soumissionnaire recommandé a une attestation valide de l'Autorité des marchés financiers (AMF). La copie de l'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) est incluse dans les pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder est de 1 291 792,21$, taxes incluses.
La dépense totale de 1 614 740,26 $ taxes incluses, comprend le coût du contrat ainsi qu'un montant de 193 768,83 $ taxes incluses, pour les contingences (15 %), et un montant de 129 179,22 $ taxes incluses, pour les incidences (10 %). Cette dépense représente un coût net de 1 474 473,05 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales. Les incidences requises sont pour couvrir principalement les besoins en contrôle qualitatif des matériaux, signalisation, agent de sécurité et déplacement d'utilité publique.

Cette dépense concerne la production de l'eau potable, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ». De ce fait, elle est entièrement assumée par l'agglomération.

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 179 578,47 $ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec). L'emprunt net de 294 894,61 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Présentement, ces installations sont vétustes et non sécuritaires. Advenant que l'octroi du contrat et la réalisation des travaux ne soient pas faits, alors il y aura:
- de grandes difficultés d'accès aux vannes pour régulation et opération;
- d'éventuels problèmes de distribution d'eau potable en cas de non-accessibilité aux ouvrages.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat (CG) : Août 2020
Fin du contrat : Juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sofiane TERMOUL
AT-Chargé de projet

Tél : 514-872-3084
Télécop. : 514-872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-07

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François DUBUC
Division projets réseau principal
Tél :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260

Approuvé le : 2020-07-21

Approuvé le : 2020-07-21

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 20 juin 2019

9140-2594 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR BRUNO BLANCHARD
1200, RUE BERNARD-LEFEBVRE
LAVAL (QC) H7C 0A5

No de décision : 2019-DAMP-0455
N° de client : 2700026236

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous ARCADE ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX, CONSTRUCTION ARCADE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 9140-2594 QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 juin 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10345
Numéro de référence : 1362096
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection des chambres à grand volume

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Vanessa Abou-Merhi Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur :	**Commande : (1728988)** 2020-04-15 9 h 22 **Transmission :** 2020-04-15 9 h 22	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	**Commande : (1736776)** 2020-05-04 11 h 58 **Transmission :** 2020-05-04 13 h 54	3297599 - Addenda N°1 2020-05-04 11 h 58 - Téléchargement 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Monsieur Jean-François Beaulieu Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1728767)** 2020-04-14 14 h 33 **Transmission :** 2020-04-14 16 h 26	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Antagon Construction 7405 A, Rue Vérité Montréal, QC, H4S 1C6	Monsieur Lucio Minicucci Téléphone : 514 334-8030 Télécopieur : 514 334-8181	**Commande : (1728537)** 2020-04-14 9 h 48 **Transmission :** 2020-04-14 10 h	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel

			3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	Monsieur Dominic Miceli Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1735952)** 2020-05-01 8 h 46 **Transmission :** 2020-05-01 8 h 46	3297599 - Addenda N°1 2020-05-01 8 h 46 - Téléchargement 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Arcade 1200, rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C0A5	Monsieur Michel Lehoux Téléphone : 514 881-0579 Télécopieur :	**Commande : (1728823)** 2020-04-14 15 h 24 **Transmission :** 2020-04-14 15 h 24	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1729110)** 2020-04-15 11 h 29 **Transmission :** 2020-04-15 11 h 29	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1748971)** 2020-06-01 11 h **Transmission :** 2020-06-01 11 h	3297599 - Addenda N°1 2020-06-01 11 h - Téléchargement 3310603 - Addenda N°2 2020-06-01 11 h - Aucun 3322154 - Addenda N°3 2020-06-01 11 h - Aucun Mode privilégié : Ne pas recevoir
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Madame Melanie Lozon Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur :	**Commande : (1728463)** 2020-04-14 8 h 20 **Transmission :** 2020-04-14 8 h 20	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel

			3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Lefebvre M.R.P. INC.. 210 rue Roy Saint-Eustache, QC, J7R 5R6 http://www.groupe-lefebvre.com	Monsieur Alain Auger Téléphone : 450 491-6444 Télécopieur :	**Commande : (1728831)** 2020-04-14 15 h 30 **Transmission :** 2020-04-14 15 h 30	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 55 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Denexco inc. 176, rue Principale Stanbridge Station, QC, J0J 2J0 http://www.denexco.ca	Monsieur Luc Marchessault Téléphone : 450 248-4241 Télécopieur :	**Commande : (1728419)** 2020-04-13 23 h 02 **Transmission :** 2020-04-14 7 h 19	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 54 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1728943)** 2020-04-15 8 h 20 **Transmission :** 2020-04-15 8 h 30	3297599 - Addenda N°1 2020-04-21 12 h 50 - Courriel 3310603 - Addenda N°2 2020-05-11 11 h 54 - Courriel 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Parko Inc 586, Roussin Québec, QC, G3G2C9 http://www.parko.ca	Monsieur Ghyslain Bergeron Téléphone : 418 849-7140 Télécopieur : 418 841-1421	**Commande : (1743646)** 2020-05-20 10 h 07 **Transmission :** 2020-05-20 10 h 07	3297599 - Addenda N°1 2020-05-20 10 h 07 - Téléchargement 3310603 - Addenda N°2 2020-05-20 10 h 07 - Téléchargement 3322154 - Addenda N°3 2020-05-28 13 h 07 - Courriel 3327463 - 10345- Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 11 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198457001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Construction ARCADE pour la réfection des cinq (5) chambres de vannes à grand volume sur le réseau principal de distribution d'eau potable, afin d'assurer la sécurité des intervenants lors des accès pour l'opération et l'entretien - Dépenses totales 1 614 740,26 $ taxes incluses, montant de la soumission 1 291 792,17$ taxes incluses, plus des contingences de 193 768,83 $ taxes incluses et des incidences de 129 179,22$ taxes incluses. Appel d'offres publique 10345 (4 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1198457001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1206810006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à ACCS Le Groupe inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 822 603,82 $, taxes incluses (contrat : 1 584 872,89 $ + contingences : 237 730,93 $) - Appel d'offres public IMM-15510 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à ACCS Le Groupe inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 584 872,89 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15510;
2. d'autoriser une dépense de 237 730,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,45 % par l'agglomération, pour un montant de 791 921,36 $ taxes incluses et à 56,55% par la ville centre pour un montant de 1 030 682,46 $ taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-22 10:59

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206810006**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à ACCS Le Groupe inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 822 603,82 $, taxes incluses (contrat : 1 584 872,89 $ + contingences : 237 730,93 $) - Appel d'offres public IMM-15510 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. Il est situé au cœur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;

- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;

- L'amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode *« Gérance de construction »* : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 35 lots de travaux, incluant le présent lot L2501 « Régulation et contrôle », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0604 - 6 mai 2020 - Accorder un contrat à Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3202 « Démolition édicule piétonnier » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 482 120,35 $, taxes incluses (contrat : 385 696,28 $ + contingences : 96 424,07 $) - Appel d'offres public IMM-15513 - (3 soumissionnaires).
CG20 0077 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15506 (3 soum.).

CG20 0031 - 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

DA197619001 - 31 juillet 2019 - Accorder un contrat de construction à Site Intégration Plus Inc. / Groupe SIP pour réaliser les travaux de construction du lot L2602 « Paratonnerre et démontage électrique extérieur » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 103 727,57 $, taxes et contingences incluses / Appel d'offres public IMM-15430 - 2 soumissionnaires.

CE19 1056 - 26 juin 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur « Dumoulin et Associés Réparation de Béton Ltée » pour la réalisation des travaux de construction du lot L0302 « Réparation de béton » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 219 802,29 $ (contrat de 191 132,43 $ + contingences de 28 669,86 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15428 (7 soumissionnaires).

CG19 0324 - 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0240 - 16 mai 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 3 543 401,23 $ (contrat de 2 834 720,98 $ + contingences de 708 680,25 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires).

CG19 0184 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liée au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel *Pomerleau inc.,* firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés,* équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0354 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Aedifica inc.,* seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, *CLEB* consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L2501 « Régulation et contrôle » consistent principalement à fournir la main d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour effectuer tous les travaux de contrôle et régulation des équipements électromécaniques de l'hôtel de ville, tels que décrits dans les documents d'appel d'offres.
L'appel d'offres public IMM-15510, publié le 30 mars 2020 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de quatre-vingt-treize (93) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 30 juin 2020.

Cinq (5) addendas ont été publiés :

Addenda n^{o} 1 (14 avril 2020) : Date de dépôt des soumissions reportée au 21 mai 2020.

Addenda n^{o} 2 (7 mai 2020) : Révision de l'alinéa 2.3.5 à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Révision de l'Annexe E « Règlement de gestion contractuelle » du Cahier des clauses administratives générales - Révision de l'alinéa 7.3 à l'article n^{o} 7 « Date probable de début des travaux » et de l'alinéa 9.1 à l'article n^{o} 9 « Phasage des travaux » du Cahier des clauses administratives spéciales - Révision de l'Annexe 2 « Programme de prévention du gérant » et ajout de l'Annexe J « Plan de réponse à la pandémie COVID-19 » du Cahier des clauses administratives spéciales - Date de dépôt des soumissions reportée au 11 juin 2020.

Addenda n^{o} 3 (10 juin 2020) : Remise de l'addenda M-01 en mécanique - Révision de l'alinéa 2.3.5 à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Révision de plans en mécanique (1 révision) - Ajout de plans en électromécanique pour information seulement (201 plans) - Date de dépôt des soumissions reportée au 23 juin 2020.

Addenda n^{o} 4 (18 juin 2020) : Mise à jour sur la situation de la COVID-19 - Révision de l'alinéa 2.3.5 à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Ajout de nouveaux éléments et révisions aux articles n^{o} 1 « Définitions » et n^{o} 5 « Travaux » du Cahier des clauses administratives générales - Remise du formulaire de soumission modifié (Révision 01) - Ajout de plans en électromécanique pour information seulement (25 plans) - Remise de l'addenda M-02 en mécanique - Date de dépôt des soumissions reportée au 30 juin 2020.

Addenda n^{o} 5 (19 juin 2020) : Remise de l'addenda M-03 en mécanique - Réponses aux questions des soumissionnaires (1 question).

Les addendas n^{o} 1, n^{o} 2, n^{o} 3 et n^{o} 4 ont eu un impact combiné de 61 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 30 avril 2020.

JUSTIFICATION

Il a eu trois (3) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels deux (2) ont déposé une soumission. Un (1) preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ).

Les deux (2) soumissions, jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres, ont été remises par :

- ACCS Le Groupe inc.

- Régulvar inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
ACCS Le Groupe inc.	1 584 872,89 $	237 730,93 $	1 822 603,82 $
Régulvar inc.	2 293 199,37 $	343 979,91 $	2 637 179,28 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 000 565,00 $	300 084,75 $	2 300 649,75 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(478 045,93) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-20,8 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			814 575,45 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			44,7 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme ACCS Le Groupe inc.

L'écart de -20,8 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme ACCS Le Groupe inc. et la dernière estimation des professionnels se constate principalement à la différence des prix aux postes budgétaires suivants: *1.3 Contrôle des équipements de chauffage - Raccordement et programmation* et *1.4 .2 Contrôle des ventilo-convecteurs* , avec des écarts à hauteur de -585 470 $ et -255 750 $ respectivement. Ceux-ci peuvent s'expliquer notamment par une distribution différente des prix par le soumissionnaire puisqu'il est fort probable qu'il ait distribué une partie de ces travaux au chapitre *1.1 Mise en place architecture princip ale (câblage, é quipements...).*

L'écart de 44,7 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme ACCS Le Groupe inc. et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme Régulvar inc. se constate quant à lui principalement au niveau du chapitre *1.1 Mise en place architecture principale (câblage, équipements...)* , qui comporte deux postes budgétaires formant un écart de 413 692 $ entre les deux plus bas soumissionnaires. Ces écarts de prix détaillés, qui constituent la principale différence entre les deux plus bas soumissionnaires, ne semblent pas refléter un problème de compréhension de la portée des travaux, car la distribution des prix est en équilibre. Ces écarts semblent plutôt refléter des stratégies différentes de déploiement de l'architecture réseau.

L'entreprise ACCS Le Groupe inc. détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics, renouvelée jusqu'au 15 janvier 2021 (voir pièce jointe). La firme ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme ACCS Le Groupe inc. s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 1 584 872,89 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 15 %, soit 237 730,93 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux puisque l'ensemble des conditions pour l'installation des nouveaux systèmes de régulation et de contrôle n'est pas connu à ce jour.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 35 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant en incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 1 822 603,82 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 1 822 603,82 $ (taxes incluses) est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 1 030 682,46 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 791 921,36 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,45 % agglo et de 56,55 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 25 % en 2020, 50 % en 2021 et 25 % en 2022.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification *« LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants »* de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique.
L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;

- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;

- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon le calendrier prévisionnel, les travaux du présent lot L2501 « Régulation et contrôle » doivent débuter dans les meilleurs délais et se terminer au printemps 2022, de manière à ne pas retarder la livraison du bâtiment à l'été 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 12 août 2020

Passage au conseil municipal : 24 août 2020

Décision d’accorder le contrat par le conseil d’agglomération : 27 août 2020

Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) : 7 septembre 2020

Période de travaux : Septembre 2020 à mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-07

Jean CAPPELLI
Chef de division des projets MAM & aménagements

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-22

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 2501: Régulation et contrôle
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15510

ACCS Le Groupe inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	3,0%	41 950,00	2 097,50	4 184,51	**48 232,01**
	Architecture	86,7%	1 195 000,00	59 750,00	119 201,25	**1 373 951,25**
	Mise en marche / service des installations	8,4%	115 500,00	5 775,00	11 521,13	**132 796,13**
	Salle polyvalente	1,0%	14 000,00	700,00	1 396,50	**16 096,50**
	Montants pour items à prix unitaires					
	Mesures sanitaires supplémentaires	0,9%	12 000,00	600,00	1 197,00	**13 797,00**
	(Selon le Guide Covid-19)					
	Sous-total :	**100,0%**	**1 378 450,00**	**68 922,50**	**137 500,39**	**1 584 872,89**
	Contingences	15,0%	206 767,50	10 338,38	20 625,06	237 730,93
	Total - Contrat :		**1 585 217,50**	**79 260,88**	**158 125,45**	**1 822 603,82**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 585 217,50**	**79 260,88**	**158 125,45**	**1 822 603,82**
Ristournes:	Tps 100,00%			79 260,88		79 260,88
	Tvq 50,0%				79 062,72	79 062,72
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 585 217,50**	**0,00**	**79 062,72**	**1 664 280,22**

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 27 SEPTEMBRE 2019
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Phase 2

A19-SC-12

Localisation :	275, rue Notre-Dame Est, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Fait partie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Inscrit au répertoire des propriétés municipales d'intérêt patrimonial
Reconnaissance provinciale :	Fait partie du site patrimonial de Montréal (Vieux-Montréal) (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « Lieu historique national du Canada »

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande du Service de la gestion et de la planification immobilière, considérant l'article 12.1 paragraphe 9 du règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136).

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION[1]

L'hôtel de ville de Montréal est un véritable symbole de l'administration civile à l'échelle nationale puisqu'il s'agit du premier hôtel de ville monumental au Canada. Le secteur dans lequel il s'inscrit constitue le centre administratif municipal et judiciaire de Montréal. Il occupe un vaste site entre la rue Notre-Dame et le Champ-de-Mars, en face du château Ramezay, à proximité de la place Jacques-Cartier et du palais de justice. Son emplacement au sommet de la rue Notre-Dame, un « dos-d'âne » naturel, en fait un point de repère et d'orientation majeur au cœur de la ville. La façade arrière de l'édifice, incluant la terrasse de l'allonge, surplombe le Champ-de-Mars. L'édifice comprend deux sous-sols, un rez-de-chaussée (donnant sur la place Vauquelin), trois niveaux et un étage de combles surmonté par de hauts toits brisés et par un campanile.

Les travaux de construction de l'hôtel de ville commencent en 1872 d'après les plans des architectes Alexander Cowper Hutchison et Henri-Maurice Perrault. Un incendie survenu en mars 1922 oblige la Ville à reconstruire l'édifice. On confie le projet aux architectes de la Ville, Louis Parant et ensuite à L. J. D. Lafrenière. Le chantier débute en 1923. Seuls les murs extérieurs sont conservés, un étage de pierre est ajouté, les toits brisés sont modifiés et un campanile remplace le sommet du pavillon central. L'inauguration de l'immeuble reconstruit a lieu en 1926. Quelques années plus tard, soit en 1932, l'édifice est agrandi à l'arrière vers le Champ-de-Mars. L'architecte Siméon Brais est responsable des travaux qui se terminent en 1934. Une restauration importante du bâtiment a lieu de 1990 à 1992 à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, notamment celle d'éléments de pierre taillée au niveau de l'étage de comble, à l'arrière. Les

[1] Contenu tiré majoritairement de : Ville de Montréal, *Évaluation du patrimoine urbain. Arrondissement de Ville-Marie*, 2005, p. 70. / Ville de Montréal, Site internet des propriétés municipales d'intérêt patrimonial, fiche du bâtiment Hôtel de Ville. 2005-2019.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

fenêtres d'origine des deux derniers étages sont remplacées dans les années 1990. En 2000, un nouvel éclairage architectural est inauguré dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Les toits et les corniches en cuivre ainsi que des éléments d'ornementation font l'objet de travaux de restauration de 2008 à 2010.



Localisation de l'hôtel de ville de Montréal (gauche) / Hôtel de ville de Montréal (droite). Source : Google Maps, 2019

DESCRIPTION DU PROJET À L'ÉTUDE

Historique du dossier

En janvier 2019, le CPM avait été consulté à la demande de la Division du patrimoine sur la phase 1 du projet de réfection de l'hôtel de ville, qui concernant les travaux de restauration de l'enveloppe du bâtiment (incluant la restauration et le remplacement de fenêtres), l'imperméabilisation des fondations et le dégarnissage des espaces intérieurs. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre d'un projet global de restauration patrimoniale, de mise aux normes et de certification LEED. Les principes d'aménagement guidant les travaux visent entre autres à faciliter l'accueil des citoyens, restaurer plusieurs composantes d'origine (dont les fenêtres et les boiseries), simplifier les circulations et augmenter l'efficacité énergétique du bâtiment. Le CPM a émis un avis (A19-SC-02) daté du 8 février 2019.

Le 24 mai 2019, le CPM a été consulté pour la phase 2 du projet de restauration et de mise aux normes, concernant les interventions suivantes :

- Interventions majeures sur les plans d'aménagement intérieurs ;
- Agrandissement sur le toit-terrasse de l'allonge ;
- Ouverture dans le hall d'honneur ;
- Aménagement du hall au rez-de-chaussée ;
- Boiseries et vitrages intérieurs à modifier et restaurer ;
- Intégration du système de chauffage sur les étages patrimoniaux ;
- Simplification des plafonds des étages patrimoniaux ;
- Création d'un porche au sous-sol 1 ;

- Modification du tunnel et de l'édicule au sous-sol 2 ;
- Restauration des marquises Vauquelin et Gosford telles quelles.

Il a émis à ce sujet un avis préliminaire (A19-SC-10, 20 juin 2019).

Description du projet

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu lors de sa séance du 30 août 2019 les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière, du Service de l'urbanisme et de la mobilité et les représentants de la firme externe mandatée. La phase 2 du projet a été retravaillée suivant l'avis du CPM et la nouvelle version lui est présentée pour avis.

Notons que, depuis la dernière présentation du projet, l'agrandissement prévu sur la terrasse arrière a été revu à la baisse, en accord avec la recommandation précédente du CPM de maintenir cet espace ouvert. Une nouvelle proposition a été introduite à ce stade-ci du projet : le morcellement et le déplacement des comptoirs de marbres du rez-de-chaussée, ainsi que le déplacement de la boîte de perception des taxes, deux éléments datant de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923. Ces interventions sont présentées comme nécessaires pour agrandir la perception de l'espace public et pour l'aménagement d'un espace d'exposition, d'un espace café et une salle familiale au rez-de-chaussée. Il est proposé de remodeler et de modifier les comptoirs afin de leur donner de nouvelles fonctions : ainsi, une partie serait utilisée dans la salle de café, une autre comme comptoir d'accueil du service du greffe, etc.

ENJEUX

Le CPM remercie les représentants pour leur présentation claire, détaillée et bien argumentée. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires et recommandations sur les aspects du projet qui lui ont été présentés.

Nouveau volume sur la terrasse

Le CPM voit d'un bon œil le retrait de la tente actuellement présente et apprécie la réduction du volume de l'agrandissement proposé sur la terrasse par rapport à la dernière présentation. Il souligne en particulier la légèreté de l'agrandissement proposé, dont la composition donne l'image d'un volume qu'on pose sur la terrasse, qui s'intègre bien à la matérialité et au volume de l'hôtel de ville. Cette proposition constitue selon lui une amélioration par rapport à l'existant, mais également par rapport à la version précédente qui lui a été présentée en mai dernier. Il apprécie également que cet agrandissement sur la terrasse soit accessible à tous et espère que les événements protocolaires qui s'y dérouleront sporadiquement ne nuiront pas à l'usage public de la terrasse. Enfin, il recommande de réfléchir dès maintenant à la végétation qui sera présente sur la terrasse afin que celle-ci soit arrimée aux aménagements. Il considère aussi qu'une réflexion est nécessaire quant à l'illumination de nuit qui proviendra de l'intérieur et à la grande visibilité qu'elle donnera à l'ajout par rapport à l'ensemble du bâtiment.

Stratégie de conservation

Dans son avis du 24 mai 2019 (A19-SC-10), le CPM avait demandé la formulation d'une stratégie de conservation de manière à justifier clairement comment les nouvelles interventions s'arriment aux composantes patrimoniales. Bien qu'il comprenne l'explication fournie selon laquelle on revient le plus possible aux composantes d'origines (notamment pour les fenêtres), il constate que cette stratégie n'est pas celle employée pour l'ensemble des interventions prévues, dont les intérieurs. Il regrette que les interventions lui soient encore présentées à la pièce et que les choix de conservation ne soient pas appuyés.

Tel qu'il l'a mentionné dans son avis A19-SC-10, le CPM réitère la nécessité de produire une stratégie de conservation. Cet outil est essentiel pour, d'une part, asseoir les choix qui sont faits quant au remplacement ou à la conservation des éléments, et, d'autre part, pour démontrer les liens et l'impact des nouvelles interventions sur les composantes patrimoniales. Dans ses avis, le CPM recommande la réalisation de tels documents pour de nombreux bâtiments patrimoniaux ; en l'occurrence, il lui paraît essentiel que l'on fasse preuve de pratiques de conservation exemplaires pour le bâtiment le plus important de la ville. À ce sujet, il rappelle l'intention de la Ville d'être un gestionnaire et un propriétaire exemplaires de ses bâtiments patrimoniaux. Il est d'avis que l'hôtel de ville de Montréal est l'édifice tout désigné pour mettre en œuvre cette intention.

Éléments patrimoniaux intérieurs

Tel que mentionné précédemment, le CPM perçoit certaines incohérences quant aux choix de conservation puisque d'un côté, on affirme vouloir enlever les ajouts subséquents, mais, de l'autre, on modifie certains éléments d'origine. Ainsi, le CPM est étonné de l'intention nouvelle de scinder les comptoirs de marbre historiques du rez-de-chaussée pour les disposer à différents endroits. Ce geste n'est pas anodin puisque ceux-ci datent de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923 et témoignent du courant Art déco dans la décoration intérieure de l'édifice. Plutôt que des éléments de mobilier pouvant être déplacés, il s'agit véritablement de composantes architecturales qui contribuent à l'articulation de l'espace. En les scindant et en les déplaçant, on modifie leur fonction d'origine qui était de séparer l'espace public de l'espace privé (réservé aux employés de la Ville). Le CPM comprend la volonté d'augmenter l'espace public de cet étage ; toutefois, il lui paraît que cela pourrait être fait tout en respectant les composantes patrimoniales. Le CPM insiste pour que les comptoirs de marbres soient maintenus tels quels au rez-de-chaussée et conservent leur fonction historique de démarcation d'espaces. Ceci peut s'effectuer en les intégrant aux nouvelles fonctions.

Les mêmes inquiétudes s'appliquent à la boîte de perception des taxes qui trône entre les comptoirs de marbre au rez-de-chaussée et qui témoigne de manière éloquente de l'histoire de la municipalité de Montréal. Le CPM insiste par conséquent pour que cet élément soit maintenu à son emplacement actuel et historique et ne soit pas muséifié. Il est d'avis que ces éléments patrimoniaux significatifs peuvent très bien s'intégrer à l'aménagement prévu du rez-de-chaussée.

À cet égard, le CPM souligne certains projets exemplaires de conversion où les comptoirs d'origine ont été intégrés, dont celui de l'ancienne succursale de la Banque Royale sur la rue Saint-Jacques en un café (le Crew Collective & Café). Les éléments d'origine tels les comptoirs ont tous été conservés à leur emplacement d'origine tout en conservant leur fonction de séparation des espaces publics et privés.

Enfin, concernant la volonté de remplacer le verre givré de la fenestration de certaines portes par du verre clair, le CPM se demande si le verre givré est un élément d'origine (1923). Le cas échéant, il recommande de conserver le verre givré en place, d'autant plus qu'il contribue à l'intimité des espaces de travail par rapport aux aires de circulation.

Édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars

La démolition et le remplacement de l'édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars avaient été présentés au comité mixte (composé du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger) dans le cadre du projet de la place des Montréalaises. Il était prévu de démolir et de transformer l'édicule et une entrée de livraison pour l'hôtel de ville. Dans son avis préliminaire en date du 3 juillet 2019 (AC19-SC-02), le comité mixte avait émis certains commentaires à ce sujet, jugeant qu'il s'agissait d'un geste architectural fort pour un édicule de service et qu'il gagnerait à être traité plus sobrement.

Depuis la présentation du projet de la place des Montréalaises en juin dernier, la démolition et le remplacement de l'édicule ont été transférés sous la gouverne du projet de restauration et de mises aux normes de l'hôtel de ville. Dans le cadre du présent avis, il est demandé au CPM de se positionner formellement sur la démolition de l'édicule. Or, le projet de remplacement, présenté très sommairement, ne semble pas avoir changé depuis la dernière présentation. En l'absence des détails sur le projet de remplacement, d'information sur les interventions paysagères et sur l'arrimage de l'édicule avec la passerelle, le CPM ne peut se prononcer à l'heure actuelle sur la démolition de l'édicule. Il est d'avis qu'il y a trop d'inconnus pour qu'il prenne position à ce sujet. Tout en rappelant que les commentaires et recommandations qu'il avait formulés à cet égard dans l'avis du comité mixte sur le projet de la place des Montréalaises sont toujours valides, il souhaite que l'édicule existant soit documenté et que le nouvel édicule lui soit présenté de manière détaillée pour avis dans le cadre d'une réunion dédiée spécifiquement à ce projet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal voit de manière très positive le projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville. Il émet par conséquent un avis favorable, conditionnel à la conservation in situ des comptoirs de marbre et de la boîte de perception. Il formule également les recommandations suivantes :

- Bien qu'il aurait été plus pertinent de le faire plus tôt dans le projet, il serait tout de même nécessaire de formuler une stratégie de conservation, ne serait-ce que pour permettre d'assurer un dossier documentaire complet du projet pour la postérité ;
- Advenant que le verre givré des portes soit un élément d'origine, le conserver ou le remplacer par du verre identique plutôt que du verre clair ;
- Mener une réflexion sur le mobilier et la végétation qui seront présents sur la terrasse et au sein de l'agrandissement de sorte qu'ils soient intégrés dès maintenant dans la réflexion sur le design urbain afin d'éviter qu'ils ne soient ajoutés à la fin et soient détachés de leur contexte ;
- Constatant que l'éclairage intérieur de l'agrandissement sur la terrasse (qui sera vitré) sera très visible le soir, le CPM insiste pour qu'il soit arrimé au plan lumière de l'édifice ;

- Concernant les aménagements intérieurs prévus, le CPM souhaite mettre en garde les concepteurs contre la tendance à réaliser des aménagements s'inspirant trop fortement de tendances esthétiques actuelles qui risquent ne pas être adaptés aux besoins à long terme et de mal vieillir. Il recommande de réaliser des aménagements intérieurs sensibles à la fonction et au caractère patrimonial de l'hôtel de ville en misant sur un vocabulaire qui traversera le temps.

Le CPM souhaite que le projet de démolition et de remplacement de l'édicule de la station de métro Champ-de-Mars présent à l'angle des rues Saint-Antoine et Gosford lui soit présenté pour avis. À cet effet, il recommande de :

- Présenter l'historique de l'édicule
- Documenter et réaliser un plan de l'édicule existant
- Présenter en détail la construction proposée (plans, élévations, coupes, matérialité)

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 11 octobre 2019

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 juin 2018

ACCS LE GROUPE INC.
A/S MONSIEUR CHRISTIAN SAVARD
3152, BOUL DES ENTREPRISES
TERREBONNE (QC) J6X 4J8

N° de décision : 2018-CPSM-1037499
N° de client : 3000489837

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous ACCS LE GROUPE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ACCS LE GROUPE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion de projets immobiliers
Division des projets corporatifs

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES IMM-15510
Date de publication : 30 mars 2020
Date d'ouverture : 30 juin 2020

Liste des preneurs du cahier des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Association de la construction du Québec (ACQ)
2	ACCS Le Groupe inc.
3	Régulvar inc.
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206810006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à ACCS Le Groupe inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 822 603,82 $, taxes incluses (contrat : 1 584 872,89 $ + contingences : 237 730,93 $) - Appel d'offres public IMM-15510 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206810006 - Travaux de régulation et contrôle lot L2501 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-08

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1205350003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels # 14193 relatif au projet de rénovation de la caserne # 26 (0079) située au 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses (CG14 0250) / Résilier le contrat de services professionnels # 14193 accordé aux firmes Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée.

Il est recommandé :
1. D'autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels # 14193 relatif au projet de rénovation de la caserne # 26 (0079) située au 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, accordé aux firmes Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée (CG14 0250), majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses;

2. De résilier le contrat de services professionnels # 14193 accordé aux firmes Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée pour les services en architecture et en génie du bâtiment dans le cadre du projet de rénovation de la caserne 26;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-20 22:33

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205350003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels # 14193 relatif au projet de rénovation de la caserne # 26 (0079) située au 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses (CG14 0250) / Résilier le contrat de services professionnels # 14193 accordé aux firmes Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée.

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n° 26, située au 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, a été construite en 1901 (voir photo en pièce jointe # 01). Jusqu'à la fermeture de la caserne en 2015, la majeure partie du rez-de-chaussée et du 2e étage était occupée par le Service de sécurité incendie (SIM) et le sous-sol servait aux locaux mécaniques. Les autres espaces, une partie du rez-de-chaussée et le 3e étage, étaient inoccupés en raison de l'état de vétusté du bâtiment.
Un projet de rénovation majeure du bâtiment a été planifié en 2013. En 2014, à la suite de l'appel d'offres public # 14-13442, le contrat de services professionnels # 14193, au montant de 952 806,16 $ taxes et contingences incluses, a été octroyé aux firmes Figurr Architectes (anciennement Rubin et Rotman associés) et Stantec experts-conseils ltée (anciennement Dessau inc.), pour la conception et la surveillance des travaux de rénovation et mise à niveau de la caserne n° 26 (CG14 0250). Le contrat prévoyait pour les services de base une rémunération à pourcentage établie sur la valeur projetée des travaux ainsi que des services supplémentaires à forfait; un budget de contingences de 15 % y était également inclus, en provision des services additionnels non prévus.

En 2015, la valeur projetée des travaux estimée au contrat à 6,9 M$ (avant taxes, incluant les contingences) a été révisée par les professionnels à environ 9,1 M$, (avant taxes, incluant les contingences), principalement pour les raisons suivantes:

1 . En raison de la présence d'amiante à l'intérieur du bâtiment ainsi que le manque de plans d'origine, le projet devait être réalisé en deux phases de travaux (désamiantage et rénovation majeure de la caserne);

2. À la demande du Conseil du patrimoine de Montréal, il fallait maximiser la préservation de l'aspect patrimonial du bâtiment et la réhabilitation des composantes architecturales d'origine;

3 . Afin de répondre aux besoins d'aménagement additionnels du SIM et du Service de la Culture du Plateau-Mont-Royal (PMR).

Les travaux de désamiantage ont été complétés en 2015 (CG15 0238) et les travaux de rénovation majeure ont débuté en août 2017 (CG17 0092). Les conditions du site se sont avérées extrêmement complexes en raison de la détérioration du bâtiment depuis son année de construction (1901). L'exigence du patrimoine de conserver l'enveloppe d'origine composée des murs massifs de maçonnerie sur des fondations en moellon ont demandé des interventions très pointues en sous-oeuvre qui ont entraîné une majoration de contrat (CG18 0342).

En novembre 2018 il est constaté que les murs massifs de maçonnerie existants présentaient un haut risque de s'effondrer sur les travailleurs. Suite à la recommandation des professionnels, Groupe Geyser procédait en mai 2019 aux travaux de démolition. Le chantier est arrêté définitivement en juin 2019 et le contrat de l'entrepreneur général Groupe Geyser inc. est résilié le même mois (CG19 0289).

Suite à la démolition en urgence de l'enveloppe, il devient nécessaire de modifier substantiellement les plans et devis du projet par l'équipe des professionnels Figurr Architectes et Stantec experts-conseils ltée afin de réaliser la reconstruction du bâtiment. Compte tenu qu'une nouvelle conception est requise ainsi que la prolongation de la durée du mandat, ces modifications ne peuvent pas être considérées accessoires au contrat d'origine des professionnels, car elles changent sa nature. Par conséquent, le SGPI recommande, par le présent sommaire décisionnel, la résiliation du contrat.

En parallèle à ce dossier et afin de poursuivre le projet, le SGPI a mandaté en février 2020 les firmes Archipel architecture, SDK et associés inc., Bouthillette Parizeau inc. et Marchand Houle et associés inc. pour la réalisation des nouveaux plans et devis et la surveillance du chantier, à l'intérieur d'une entente cadre pour les projets du SIM (CG19 0404).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0404 - 19 septembre 2019 - Conclure une entente cadre avec Archipel architecture, SDK et associés inc., Bouthillette Parizeau inc. et Marchand Houle et associés inc., d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 3 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 5 441 543,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17253 (3 soum.)
CG19 0289 – 20 juin 2019 - Résilier le contrat octroyé à Groupe Geyser inc. (CG17 0092) pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à la suite de l'appel d'offres public 5862

CG18 0342 – 21 juin 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 747 337,50 $, taxes incluses, pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Geyser inc. (CG17 0092), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 245 589,30 $ à 10 992 926,80 $, taxes incluses.

CG17 0092 – 30 mars 2017 – Accorder un contrat à Groupe Geyser inc. pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers no.26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 11 276 800,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5862 (7 soum.)

CA17 25 0010 - 6 février 2017 - Autorisation d'une dépense de 450 000,00 $, taxes incluses, représentant la quote-part de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour la rénovation de la caserne 26, dont une partie du 3^{e} étage sera transformée en lieu culturel dans l'Est du Plateau.

CG15 0250 - 30 avril 2015 - Approuver cinq projets de convention de cession entre Dessau inc. et Stantec experts-conseils ltée par lesquels Dessau inc. cède à Stantec experts-conseils ltée tous ses droits, titres et intérêts dans les contrats de services professionnels concernés

CG15 0238 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Sutera inc. pour le désamiantage et des travaux divers à la caserne de pompiers n° 26 située au 2151, avenue Mont-Royal Est, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 882 295,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 5751 (6 soum.)

CG15 0204 - 26 mars 2015 - Règlement autorisant un emprunt de 8 400 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de la caserne 26 située dans l'arrondissement du Plateau -Mont-Royal

CG14 0250 - 29 mai 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rotman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 073 074,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin pour une somme maximale de 952 806,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13442

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'ajustement à la hausse du contrat de services professionnels # 14193 accordé aux firmes Figurr Architectes et Stantec experts-conseils ltée, pour les services rendus (conception, appel d'offres et surveillance) en tenant compte du coût réel des travaux, tel que prévu à l'article 5.1.1 de la convention (voir pièce jointe # 02).
De plus, suite à l'avis du Service des affaires juridiques, il est recommandé également de résilier le contrat # 14193 (voir article 5.4. de la convention en pièce jointe # 03) compte tenu que les modifications au projet ne peuvent pas être considérées accessoires au mandat d’origine des professionnels, car elles changent sa nature.

JUSTIFICATION

Tel qu'indiqué à l'article 5.1.1 de la convention de services professionnels # 14193 en pièce jointe # 02, conclue entre la Ville et les firmes firmes Figurr Architectes et Stantec experts-conseils ltée, les honoraires des services de base sont calculés selon un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception (méthode à pourcentage). Après l'appel d'offres pour le contrat de construction, un ajustement à la hausse ou à la baisse sera appliqué sur les honoraires des services de base déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paie toujours les professionnels sur la base du coût réel des travaux et des services rendus.
Le montant des honoraires de 952 806,16 $ (taxes incluses) prévu originalement au contrat # 14193 est réparti comme suit : un montant de 828 527,10 $ taxes incluses pour les services de base à pourcentage basés sur un coût des travaux de 6,9 M$ (avant taxes et incluant les contingences) et un montant de 124 279,06 $ (taxes incluses) pour des services additionnels non prévus (contingences de 15%).

L'arrêt du projet de rénovation pendant la phase de chantier fait en sorte que le montant des honoraires prévu au contrat initial doit être augmenté de 207 660,13 $ taxes incluses, soit de 25 %, afin de l'ajuster au coût réel des travaux de 9 654 348 $ (avant taxes et incluant les contingences). Ce montant est réparti comme suit :

- majoration de 166 918,73 $ (taxes incluses) des services de base à pourcentage reliés à la conception et à l'appel d'offres, compte tenu de l'ajustement au coût réel des travaux de 8 360 513,00 $ (avant taxes et contingences) par rapport au budget original au contrat estimé à 6 000 000,00 $ (avant taxes et contingences);

- diminution de 9 775,35 $ (taxes incluses) des services de base à pourcentage reliés à la surveillance de chantier et aux plans tels que construit, compte tenu de l'arrêt de chantier, du coût réel et de la durée des travaux (16 mois);

- majoration de 50 516,76 $ (taxes incluses) des services de base à pourcentage reliés à la gestion des avenants, compte tenu de l'ajustement au coût réel des contingences de 1 293 835,00 $ (avant taxes) par rapport au budget original au contrat estimé à 900 000,00 $ (avant taxes).

Le budget des contingences au contrat des professionnels de 124 279,06 $ (taxes incluses), prévu pour des services additionnels non prévus a été utilisé en totalité, entre autres pour la modification des plans d'aménagement afin d'y inclure les espaces requis par l'arrondissement et de prévoir des installations distinctes pour les pompières, révision du concept de la tour et du stationnement extérieur suite aux multiples passages devant le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) du PMR, présentation du projet devant le Conseil du Patrimoine et la préparation des plans de démolition pour l'obtention du permis. Ce budget des contingences ne fait pas l'objet d'une demande de majoration.

Le montant de 207 660,13 $ (taxes incluses) faisant l'objet de la présente demande d'ajustement des honoraires permettra d'acquitter les dernières sommes dues aux firmes Figurr Architectes et Stantec experts-conseils ltée pour les services rendus à ce jour et obtenir les plans tels que construit.

Suite à une consultation du Service des affaires juridiques en regard aux changements et ajouts au présent mandat des professionnels, requis pour poursuivre le projet de rénovation, ces modifications viennent modifier de façon considérable la portée des travaux initiale et ne peuvent pas être considérées accessoires au contrat d'origine des professionnels, car elles changent sa nature. Par conséquent, en vertu des lois et règlements qui nous encadrent, le SGPI recommande la résiliation du contrat.

La résiliation de ce contrat se base sur l'article 5.4 de la convention # 14193 approuvée à l'appel d'offres n° 14-13442, qui prévoit que la Ville peut résilier ou suspendre une convention de services professionnels en tout temps, par avis écrit (voir la pièce jointe # 03).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire recommande de majorer le montant total du contrat accordé aux firmes Figurr Architectes et Stantec experts-conseils ltée de 207 660,13 $ taxes incluses (en vertu de l'article 5.1.1. de la convention), ce qui représente un pourcentage de 25 % par rapport à la valeur initiale du contrat de 828 527,10 $ (taxes incluses, excluant les contingences).
Cette augmentation portera le montant total maximal du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes et contingences incluses.

Le budget initial de 952 806,16 $ taxes incluses prévu au contrat de Figurr Architectes et Stantec experts-conseils ltée comprenait un montant de 828 527,10 $ taxes incluses pour les services professionnels de base à pourcentage et les services supplémentaires à forfait inclus et un montant de 124 279,06 $ taxes incluses pour les contingences de 15 %. Le montant pour les services de base à pourcentage doit être ajusté au coût réel des travaux de 9 654 348,00 $ avant taxes et incluant les contingences, ce qui représente une augmentation de 207 660,13 $ taxes incluses, soit de 25 % de la valeur du contrat initial.

Le tableau qui suit résume le détail de la majoration des honoraires demandée :

TYPE DE SERVICES		**CONTRAT INITIAL** (coût estimé)	**AJUSTEMENT AU COÛT RÉEL**		
			CONTRAT AJUSTÉ (coût réel - 5.1.1 convention)	**ÉCART**	
		*travaux : **6 000 000 $*** *contingences : **900 000 $***	*travaux : **8 360 513 $*** *contingences : **1 293 835 $***	***2 360 513 $ 393 835 $***	**%**
SERVICES DE BASE	Conception et Appel d'offres	427 996,74 $	594 915,46 $	166 918,73 $	20 %
	Chantier et Tel que construit	210 804,36 $	201 029,01 $	(9 775,35 $)	-1 %
	Gestion des avenants	95 820,17 $	146 336,92 $	50 516,76 $	6 %
	Services supplémentaires (à forfait)	93 905,83 $	93 905,83 $	- $	0 %
	TOTAL	**828 527,10 $**	**1 036 187,23 $**	**207 660,13 $**	**25 %**
SERVICES ADDITIONNELS NON PRÉVUS - CONTINGENCES 15%		**124 279,06 $**	**124 279,06 $**	**- $**	**0 %**
TOTAL		***952 806,16 $***	***1 160 466,29 $***	***207 660,13 $***	***25 %***

** Tous les montants incluent les taxes (sauf le coût des travaux et contingences)*

Le coût des services professionnels est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière dans le programme de protection

des bâtiments du SIM (64023).

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération. Les dépenses seront effectuées à 100 % en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est important d'obtenir cette majoration afin de permettre de compléter le mandat des professionnels et de respecter l'entente contractuelle entre la Ville de Montréal et les firmes Figurr Architectes et Stantec experts-conseils ltée.
De plus, ceci permettra le transfert de certaines données de conception entre les professionnels.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication à ce stade du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : # 14193 - Mandat : # 16065-2-001

Augmentation du contrat d'honoraires au CG :	août 2020
Fin du contrat :	décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Despina Ruxandra DOGIOIU
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-5399
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-09

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-07-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-20

Montréal

Bâtiment : 0079

Année originale de construction : 1901

Description : Caserne 26

Adresse : 2151, avenue Mont-Royal Est, arrondissement du Plateau-Mont-Royal



CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

SERVICES PROFESSIONNELS COMPRENANT LES SERVICES EN EN ARCHITECTURE ET EN INGÉNIERIE (MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, STRUCTURE ET GÉNIE CIVIL)

CONTRAT # 14193
MANDAT # 16065-2-001
BÂTIMENT # 0079

RÉNOVATION DE LA CASERNE DE POMPIERS N° 26 POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL

Ville de Montréal
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction stratégies et transactions immobilières

Février 2014

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ....., dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu (du Règlement RCE 02-004, article 6 ou de la résolution CM03 0836).et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RUBIN ET ROTMAN ASSOCIÉS,** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 270 prince, studio 200, Montréal, Qc agissant et représentée par Stephen Rotman, architecte et associé, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 14 mars 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 877498527RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1023492888TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **DESSAU INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1060, rue University bureau 600, Montréal, Qc, agissant et représentée par Hélène Rheault, ing. – Vice-présidente ingénierie, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 avril 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 104923974
N° d'inscription T.V.Q. : 1001391522

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de neuf cent cinquante-deux miles huit cent six dollars et seize cents (952 806,16 $), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera de 4,1% de 100% de la valeur des travaux pour les services en architecture et de 7,2% de 45% de la valeur des travaux pour les services en mécanique et électricité et 6,4% de 30% de la valeur des travaux en structure et en génie civil, et pour, tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel tel qu'indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 28e jour d'avril 20

RUBIN ET ROTMAN ASSOCIÉS

Par : _____
Stephen Rotman, architecte et associé

Le 25e jour de avril 2014

DESSAU INC.

Par : _____
Hélène Rheault, ingénieure et vice-présidente ingénierie

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le (Comité exécutif ou Conseil municipal) de la Ville de Montréal, le e jour de 20 (résolution).

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

SERVICES PROFESSIONNELS COMPRENANT LES SERVICES EN EN ARCHITECTURE ET EN INGÉNIERIE (MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, STRUCTURE ET GÉNIE CIVIL)

CONTRAT # 14193
MANDAT # 16065-2-001
BÂTIMENT # 0079

RÉNOVATION DE LA CASERNE DE POMPIERS N° 26 POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL

Ville de Montréal
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Direction stratégies et transactions immobilières

Février 2014

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ....., dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu (du Règlement RCE 02-004, article 6 ou de la résolution CM03 0836).et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RUBIN ET ROTMAN ASSOCIÉS,** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 270 prince, studio 200, Montréal, Qc agissant et représentée par Stephen Rotman, architecte et associé, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 14 mars 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 877498527RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1023492888TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **DESSAU INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1060, rue University bureau 600, Montréal, Qc, agissant et représentée par Hélène Rheault, ing. – Vice-présidente ingénierie, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 avril 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 104923974
N° d'inscription T.V.Q. : 1001391522

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 28e jour de avril 20

RUBIN ET ROTMAN ASSOCIÉS

Par : _____
Stephen Rotman, architecte et associé

Le 25e jour de avril 2014

DESSAU INC.

Par : _____
Hélène Rheault, ingénieure et vice-présidente ingénierie

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le (Comité exécutif ou Conseil municipal) de la Ville de Montréal, le e jour de 20 (résolution).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205350003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 207 660,13 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels # 14193 relatif au projet de rénovation de la caserne # 26 (0079) située au 2151 avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, majorant ainsi le montant total du contrat de 952 806,16 $ à 1 160 466,29 $, taxes incluses (CG14 0250) / Résilier le contrat de services professionnels # 14193 accordé aux firmes Figurr Architectes inc. et Stantec experts-conseils ltée.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205350003 - Services professionnels caserne 26.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-14

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207305001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Couverture Montréal-Nord Ltée. pour la réalisation des travaux de réfection de toiture et remplacement des unités de ventilation au Centre Opérationnel Ouest du SPVM (3686) - Dépense totale de 2 138 802,32 $, taxes incluses (contrat : 1 584 298,01 $ + contingences : 316 859,60 $ + incidences : 237 644,70 $) - Appel d'offres public (IMM-15617) - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :
d'accorder à Couverture Montréal-Nord, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de toiture et de remplacement des unités de ventilation du Centre Opérationnel Ouest situé au 2805 boulevard Thimens, dans l'arrondissement St-Laurent, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 584 298,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (# IMM-15617) ;

d'autoriser une dépense de 316 859,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences

d'autoriser une dépense de 237 644,70 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumé à 100% par l'agglomération, pour un montant de 2 138 802,32 $

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-23 09:22

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207305001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Couverture Montréal-Nord Ltée. pour la réalisation des travaux de réfection de toiture et remplacement des unités de ventilation au Centre Opérationnel Ouest du SPVM (3686) - Dépense totale de 2 138 802,32 $, taxes incluses (contrat : 1 584 298,01 $ + contingences : 316 859,60 $ + incidences : 237 644,70 $) - Appel d'offres public (IMM-15617) - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre Opérationnel ouest situé au 2805 boulevard Thimens dans l'arrondissement Saint -Laurent a été construit en 1986. Cet ouvrage n'a fait l'objet d'aucune rénovation majeure à l'exception du projet d'agrandissement réalisé en 1997. La toiture qui date de l'année de construction a atteint sa fin de vie utile. En effet, des infiltrations d'eau provenant du toit ont causé des dommages au niveau des plafonds et des revêtements intérieurs au printemps dernier. Un rapport d'inspection réalisé en avril 2019 par une entreprise spécialisée en toiture recommandait la réfection complète de la toiture.
La Ville de Montréal a mandaté les firmes Archipel Architecture, SDK et associés inc. et Bouthillette Parizeau inc. à l'intérieur d'une entente-cadre pour élaborer les plans et devis pour la réfection de la toiture et le remplacement des trois unités de ventilation.

Le marché a été sollicité via un appel d'offres public dans le journal '' Le Devoir'' et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du 11 mai au 18 juin 2020. Les soumissionnaires ont disposé de 39 jours calendriers pour se procurer le cahier des charges, prendre connaissance des documents contractuels et déposer leur soumission. Aucune visite obligatoire n'a été exigée.

Trois (3) addenda ont été publiés :

- Addenda 1, le 15 mai 2020:

Réponses aux questions des soumissionnaires concernant les demandes d'équivalence et les visites. Modification de l'annexe E (Règlement de gestion contractuelle) du cahier des clauses administratives générales.

- Addenda 2, le 27 mai 2020:

Modifications aux travaux de mécanique (fascicule 15-920S - Régulation automatique et dispositifs de commande et plans M-600 rev1,M-601 rev1, M-602 rev1)

- Addenda 3, le 08 juin 2020:

Réponses aux questions des soumissionnaires concernant les charges générales (roulotte de chantier, toilettes, etc.) et Modifications aux travaux d'architecture (fascicule 07-520S - Toiture en feuilles de bitume-élastomère préfabriqué)

La durée de validité des soumissions est de 120 jours calendrier soit jusqu'au 16 octobre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0404 - 19 septembre 2019 - Conclure une entente-cadre avec Archipel architecture, d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 3 - Projet du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 5 441 543,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17253 (3 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat de construction pour réaliser les travaux de réfection de toiture ainsi que le remplacement des unités de ventilation sur la toiture du Centre Opérationnel ouest (3686).
Un budget de contingence de 316 859,60 $, soit 20 % du montant du contrat, est réservé pour répondre aux imprévus du chantier.

Un budget d'incidence de 237 644,70 $, soit 15% du montant du contrat, servira notamment à couvrir les coûts de contrôle de la qualité des matériaux par un laboratoire externe ainsi que la surveillance en résidence pour les travaux de toiture.

La réfection de la toiture sera réalisée lors d'une première phase à l'automne 2020. Le remplacement des trois unités de ventilation est prévu dans un deuxième temps au printemps 2021, étant donné que la livraison de ces unités est en général très longue. Cette planification était nécessaire afin de prioriser les interventions au niveau de la toiture et assurer son étanchéité dans les meilleurs délais.

Les travaux se feront dans des locaux occupés 24 heures par jours et les activités ne peuvent être interrompues.

JUSTIFICATION

Parmi les neuf (9) preneurs de cahier des charges, on retrouve l'Association pour entrepreneurs en construction (ACQ), l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) et sept (7) firmes de construction. Cinq (5) firmes de construction ont déposé leur soumission, soit 71%. Les deux firmes de construction qui n'ont pas déposé de soumission sont des entreprises spécialisées.
L'analyse des soumissions conformes se détaille comme suit :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de	**TOTAL** (taxes incluses)

		quantités) (taxes incluses)	
Couverture Montréal-Nord	1 584 298,01 $	316 859,60 $	1 901 157,62 $
Groupe St-Lambert	1 696 908,44 $	339 381,69 $	2 036 290,12 $
Procova	1 728 074,25 $	345 614,85 $	2 073 689,10 $
Toitures V.Perreault	2 074 696,28 $	414 939,26 $	2 489 635,54 $
MELK	2 118 708,71 $	423 741,74 $	2 542 450,45 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 354 443,44 $	270 888,69 $	1 625 332,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			229 854,57 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			17 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			112 610,42 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			7 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation fournie par les professionnels est de 229 854,57$, soit un écart d'environ 17 %. Cet écart pourrait s'expliquer par la complexité des travaux de toiture (chapitre 7) et des travaux de mécanique (chapitre 15), de même qu'au phasage spécifique des travaux. Une sous-estimation des conditions générales (chapitre 00) comprenant, entre autres, la mobilisation et la démobilisation de la machinerie, des équipements et des outils ainsi que le plan de santé et sécurité pourrait également justifier cet écart.

L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission est de 112 610,42 $, soit un écart d'environ 7 %. Cet écart et celui avec la troisième plus basse soumission laisse croire que la portée générale des travaux a été comprise de la même façon par les soumissionnaires et que le montant est représentatif du marché actuel.

L'analyse faite par les professionnels externes démontre que la soumission de Couverture Montréal-Nord est conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse de conformité des soumissions et la recommandation des professionnels en pièce jointe).

L'adjudicataire a fourni lors du dépôt de sa soumission son autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) de contracter ou sous-contracter avec un organisme public. L'entreprise Couverture Montréal-Nord ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 1 901 157,62 $ (contingences et taxes incluses) ainsi que les incidences de 237 644,70 $ (taxes incluses) seront assumés comme suit : Un montant maximal de 2 138 802,32 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 20-021 - Travaux de protection et développement d'immeubles. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération. Cette dépense sera décaissée sur deux ans, soit 53 % en 2020 et 47 % en 2021. Le coût des travaux est prévu au Programme triennal d'immobilisation (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) dans le programme de protection des immeubles du SPVM (64021).

Les montants suivants sont avec taxes :

Contrat : 1 584 298,01 $
Contingences 20 % : 316 859,60 $
Incidences 15 % : 237 644,70 $
Total : 2 138 802,32 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entrepreneur aura la responsabilité de se conformer aux exigences du plan de développement durable de la Ville de Montréal relative à la gestion des déchets de construction, notamment par la mise en place de mesures de contrôle indiquées au devis. Dans une optique de développement durable, la nouvelle toiture sera de couleur blanche pour contribuer à la réduction des îlots de chaleur et le réfrigérant utilisé pour les nouvelles unités de ventilation sera à faible potentiel de réchauffement climatique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux prévus au contrat doivent être réalisés dans les prochains mois afin d'éviter une détérioration.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le Covid-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune stratégie de communication en accord avec le Service des communications n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Résolution du CG : fin août 2020
- Octroi du contrat : début septembre 2020
- Réalisation des travaux (phase 1 - réfection toiture) : septembre à novembre 2020
- Réalisation des travaux (phase 2 - unités de ventilation) : avril à juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 17 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

David Eduardo URIBE-MARQUEZ
Concepteur des aménagements-immeubles

Tél : 514 294 4451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-16

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV

Tél : 514 894-3006
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-07-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-21



Montréal, le 2 juillet 2020

Ville de Montréal, Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion des projets immobiliers

303 Rue Notre-Dame Est

Montréal, Québec, H2Y 3Y8

À l'attention de M. David Uribe-Marquez, Concepteur des aménagements - immeubles

Appel d'offres No :	**IMM-15617**
Projet:	**Réfection de la toiture et remplacement des unités de ventilation du Centre Opérationnel Ouest du SPVM**
Objet:	**Analyse des soumissions**

Monsieur,

Nous avons pris connaissance des soumissions présentées pour le projet en titre et avons procédé à une analyse des résultats. Nous vous présentons ci-dessous notre analyse.

1. Soumissions

Selon les informations reçus de la Ville, Cinq (5) soumissionnaires ont présenté une soumission le 18 juin 2020. Cinq (5) de ces soumissions sont conformes.

Les soumissions conformes, incluant taxes, sont :

Couverture Montréal-Nord	1 584 298.01$
Groupe Lambert	1 696 908.44$
Procova	1 728 074.25$
Toitures V. Perrault	2 074 696.28$
MELK construction	2 118 708,71$

2. Analyse des soumissions

2.1. Recevabilité et conformité des soumissions

L'examen des originaux des pièces présentées a été effectué par les services de la Ville. Les documents joints aux soumissions sont identifiés au tableau comparatif des soumissions joint en annexe.

Selon les informations dont nous disposons, **la plus basse soumission conforme est celle présentée par *Couverture Montréal-Nord.***

2.2. Validité des prix soumis

Cohérence des prix présentés
Les prix présentés se répartissent de 1 377 950.00$ à 1 842 756.00$ (avant taxes) ce qui représente un écart total de ± 33 %. Toutefois, cet écart est réduit à ± 10 % pour les trois plus bas prix. Cette

répartition nous paraît normale et cohérente pour ce type d'ouvrage et permet de penser que la portée générale des travaux a été comprise de la même façon par les soumissionnaires.

Écart avec le coût estimé
Le coût estimé est 17% plus bas que le prix du plus bas soumissionnaire. Les écarts chapitre par chapitre entre l'estimé et le plus bas soumissionnaire semble nous indiqué que nous avons sous-estimé l'impact de la COVID sur les travaux (Chapitre 1), la complexité des travaux de toiture (Chapitre 7) et les travaux de mécanique (Chapitre 15).

Validité des soumissions
Nous pensons que le prix de la plus basse soumission reflète bien la valeur des travaux et correspond au bas prix du marché.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous présentons, M. Marquez, nos meilleures salutations.



Guy Bergeron, architecte

PJ/ Tableau comparatif des soumissions

TABLEAU COMPARATIF DES SOUMISSIONS

Réfection de la toiture et remplacement des unités de ventilation du Centre Opérationnel Ouest du SPVM

Appel d'offre IMM-15617

Ouverture des soumissions : le 18 juin 2020 à 13h30

DOCUMENTS INCLUS AVEC LA SOUMISSION	Couverture Montréal-Nord	Groupe St-Lambert	Procova	Toitures V.Perreault	MELK
Soumission signée	oui	oui	oui	oui	oui
Formulaire et bordereau de soumission complétés	oui	oui	oui	oui	oui
Cautionnement de soumission et lettre d'engagement , Annexe B	oui	oui	oui	oui	oui
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire, Annexe H	oui	oui	oui	oui	oui
Licence de la régie du bâtiment	oui	oui	oui	oui	oui
Attestation Revenu Québec	oui	oui	oui	oui	oui
Visite superivisée des lieux (non obligatoire)	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Autorisation de contracter avec un organisme public (AMP)	oui	oui	oui	oui	oui

MONTANTS DES SOUMISSIONS	Estimation	Couverture Montréal-Nord	Groupe St-Lambert	Procova	Toitures V.Perreault	MELK
Montant total (sans taxes)	**1 178 033,00 $**	**1 377 950,00 $**	**1 475 893,40 $**	**1 503 000,00 $**	**1 804 476,00 $**	**1 842 756,00 $**
TPS (5%)	58 901,65 $	68 897,50 $	73 794,67 $	75 150,00 $	90 223,80 $	92 137,80 $
TVQ (9,975%)	117 508,79 $	137 450,51 $	147 220,37 $	149 924,25 $	179 996,48 $	183 814,91 $
Montant total (taxes incluses)	**1 354 443,44 $**	**1 584 298,01 $**	**1 696 908,44 $**	**1 728 074,25 $**	**2 074 696,28 $**	**2 118 708,71 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15617
Numéro de référence : 1369314
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection de la toiture et remplacement des unités de ventilation du Centre Opérationnel Ouest du SPVM

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1740242)** 2020-05-12 7 h 35 **Transmission :** 2020-05-12 7 h 35	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Monsieur Benoit Bourgouin Téléphone : 438 315-6734 Télécopieur : 514 353-3112	**Commande : (1740571)** 2020-05-12 11 h 53 **Transmission :** 2020-05-12 11 h 53	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Couverture Montréal-Nord Ltée 8200 rue Lafrenaie Montréal, QC, H1P 2A9 NEQ : 1168317445	Monsieur Stéphane Lajoie Téléphone : 514 324-8300 Télécopieur : 514 324-9150	**Commande : (1742985)** 2020-05-19 8 h 10 **Transmission :** 2020-05-19 8 h 10	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DMS Électrique 1554, Frédéric-Courtemanche Chambly, QC, J3L 0G7 http://www.dmselectrique.ca NEQ : 1173837676	Monsieur Sébastien Marcoux Téléphone : 450 447-7337 Télécopieur :	**Commande : (1740947)** 2020-05-13 **Transmission :** 2020-05-13	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	J.RAYMOND COUVREUR ET FILS INC. 20 550, chemin de la Côte-Nord Mirabel, QC, J7J 2B7 http://www.jraymond.ca NEQ : 1166536731	Monsieur Alexandre Martel Téléphone : 450 430-7900 Télécopieur : 450 435-9658	**Commande : (1743280)** 2020-05-19 12 h 07 **Transmission :** 2020-05-19 12 h 07	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe St-Lambert 9475, rue Meilleur, suite 401 Montréal, QC, H2N 2C5 http://grplambert.com/ NEQ : 1143585801	Monsieur Javier Fernandez Téléphone : 514 271-6363 Télécopieur : 514 271-0346	**Commande : (1741733)** 2020-05-14 7 h 52 **Transmission :** 2020-05-14 8 h 34	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 55 - Messagerie 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	MELK Construction 200-2400 Ch. Lucerne Ville Mont-Royal, QC, H3R2J8 NEQ : 1148046502	Monsieur Jean-Marc Chaltchi Téléphone : 514 575-6355 Télécopieur : 514 317-9330	**Commande : (1751059)** 2020-06-04 14 h 08 **Transmission :** 2020-06-04 16 h 59	3316090 - Addenda 1 2020-06-04 14 h 08 - Téléchargement 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-04 14 h 08 - Téléchargement 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-04 14 h 08 - Téléchargement 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions

				2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca NEQ : 1143985894	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1741424)** 2020-05-13 13 h 47 **Transmission :** 2020-05-13 16 h 44	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 55 - Messagerie 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Toitures V. Perreault 3965 Rue Alfred Laliberté Boisbriand, QC, J7h 1P7 NEQ : 1167778902	Monsieur Marcel Bernier Téléphone : 514 826-6944 Télécopieur :	**Commande : (1741821)** 2020-05-14 8 h 59 **Transmission :** 2020-05-14 9 h 02	3316090 - Addenda 1 2020-05-20 8 h 12 - Courriel 3324888 - Addenda 2 (devis) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3324889 - Addenda 2 (plan) 2020-06-03 9 h 23 - Courriel 3328748 - Addenda 3 2020-06-08 19 h 44 - Courriel 3335382 - Vidéo d'ouverture des soumissions 2020-06-18 17 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207305001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Couverture Montréal-Nord Ltée. pour la réalisation des travaux de réfection de toiture et remplacement des unités de ventilation au Centre Opérationnel Ouest du SPVM (3686) - Dépense totale de 2 138 802,32 $, taxes incluses (contrat : 1 584 298,01 $ + contingences : 316 859,60 $ + incidences : 237 644,70 $) - Appel d'offres public (IMM-15617) - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207305001 - Réfection toiture et ventilation CO Ouest SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207231056

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., pour des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune. Dépense totale de 1 484 172,06 $ (contrat: 1 223 627,88 $, contingences: 183 544,18 $, incidences: 77 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 214738 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Terassements Multi-Paysages Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 484 172,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 214738 ;

2. d'autoriser une dépense de 183 544,18 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 77 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 1 484 172,06 $

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-31 16:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231056**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., pour des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune. Dépense totale de 1 484 172,06 $ (contrat: 1 223 627,88 $, contingences: 183 544,18 $, incidences: 77 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 214738 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Nature du projet
Le tronçon de l'autoroute Bonaventure situé entre le milieu du canal de Lachine et la rue Notre-Dame, où les voies rapides prenaient fin appartenait à la Ville de Montréal jusqu'à sa démolition en 2016. En effet, plutôt que d'investir pour prolonger la vie utile de cette structure sur pilotis construite en 1966, la Ville a choisi de la remplacer par un boulevard urbain au niveau du sol. Cette opération d'envergure, qui constitue le cœur du Projet Bonaventure, a permis de renouveler une entrée majeure du centre ville et de retisser les liens entre les secteurs lui étant adjacents.

Historique et état d'avancement du projet - Réalisation des travaux

Les principaux travaux relatifs à la mise en œuvre du Projet Bonaventure ont débuté à l'automne 2011. De façon générale, le chantier a été divisé en trois grandes étapes portant respectivement sur :

1. le remplacement de la majorité des infrastructures souterraines du secteur de même que l'ajout d'un égout sanitaire dans certains tronçons de rues;

2. la réalisation des travaux associés à la construction du nouveau boulevard urbain et à la destruction conséquente de l'autoroute sur pilotis;

3. le réaménagement des rues est-ouest du secteur d'intervention de même que l'aménagement en lieux publics des îlots dégagés par la démolition de l'autoroute.

La **première étape** qui consiste au remplacement des infrastructures a été complétée en décembre 2014.

Les travaux de la **seconde étape** qui consiste au parachèvement des rampes de début et de fin d'autoroute ont été finalisés en décembre 2016.

Finalement, la **troisième étape** qui consiste quant à elle à l'aménagement des lieux publics a été complétée à temps pour l'inauguration du projet en septembre 2017.

Aménagement de l'allée ouest

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité, qui est le requérant pour ce projet, a mandaté la Direction des infrastructures pour la réalisation de cet appel d'offres.

Les travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune, sont le lien entre les lieux publics complétés en septembre 2017 et la rue de la Commune.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0150 - 23 janvier 2019 - Approuver, conformément au pouvoir délégué dans les résolutions CM15 1107 et CM15 1266, l'évaluation de rendement insatisfaisant du fournisseur Les Entreprises Ventec inc., dans le cadre du contrat DDTTP54-16-03 pour le réaménagement géométrique de diverses intersections dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Cette entreprise sera sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant pour une période de 2 ans à compter de ce jour. - 1187617001
CG17 0270 - 15 juin 2017 - Accorder un contrat à Électricité Grimard inc. pour l'implantation de la deuxième et dernière phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure - Dépense totale de 4 147 295,85 $, taxes incluses. - 1171009008

CG17 0018 - 26 janvier 2017 - Accorder un contrat à Excavation Loiselle Inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d'aménagement de surface et d'infrastructures souterraines, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et de réaménagement des rues Ottawa, William, Notre-Dame et Wellington, entre les rues Duke et de Nazareth. Dépense totale maximale de 15 078 846,35 $, taxes incluses. - 1161009013

CG16 0708 - 22 décembre 2016 - Accorder un contrat à 9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo) pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d'aménagement de surface de la rue Duke, entre les rues Wellington et Brennan, ainsi que des abords de l'aire d'exercice canin. Dépense totale de 2 746 999,38 $, taxes incluses. - 1161009016

CG16 0610 - 24 novembre 2016 - Accorder un contrat à Excavations Loiselle inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et le raccordement d'un égout sanitaire à l'ancienne chute à neige Wellington. Dépense totale de 6 674 854,41$, taxes incluses. - 1161009014

CG16 0526 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat à Électricité Grimard inc. pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure, pour une somme maximale de 1 818 634,09 $, taxes incluses. -

1161009003

CG15 0484 - 20 août 2015 - Approuver un protocole d'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) quant au réaménagement de certaines entrées et sorties de l'autoroute Ville-Marie, dans le cadre du Projet Bonaventure. - 1151009010

CG15 0413 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour le réaménagement définitif de la rue Duke, entre les rues Wellington et Saint-Jacques, de la rue Notre-Dame, entre les rues de Nazareth et Duke ainsi que de l'entrée et de la sortie de l'autoroute Ville-Marie - Projet Bonaventure - Lots 5A-5C-5D-5E-5H-5J-22-24-25-30C-34A - Dépense totale de 19 114 603,56 $, taxes incluses. - 1151009014

CG15 0090 - 26 février 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de la Commune et William - Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29 - Dépense totale de 24 218 587,47 $, taxes incluses. - 1151009001

CG15 0023 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la reconstruction d'infrastructures souterraines et réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de structures et pour les travaux d'éclairage et de feux de signalisation dans les rues de Nazareth et Notre-Dame - Lots 6A, 6D, 6E, 6F, 6G, 20D, 23 et 30A - Projet Bonaventure, dans les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest - Dépense totale de 10 443 514,69 $, taxes incluses. - 1141009011

CE14 1963 - 17 décembre 2014 - Confirmer, dans le cadre du Projet Bonaventure, l’aménagement de nouveaux lieux publics permanents dans le quadrilatère formé des rues Wellington, de Nazareth, Saint-Paul et Duke / Prendre connaissance du concept d’aménagement élaboré pour l’ensemble des lieux publics prévus dans le cadre du projet. - 1141009010

CE12 1994 - 5 décembre 2012 - Approuver diverses modifications au scénario de référence du Projet Bonaventure, notamment quant aux trajets des autobus métropolitains. Mandater le Bureau de projet mixte Bonaventure (BPMB) et la Direction des transports afin de poursuivre, sur la base de ce scénario de référence révisé, le travail relatif au volet « gestion des déplacements » du Projet Bonaventure. - 1121009009

DESCRIPTION

Les travaux d’aménagement de surface de l’allée ouest et de l’espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune consistent en :
- la réalisation de l'aménagement de l'allée ouest le long de l'autoroute Bonaventure entre la rue Brennan et la rue de la Commune;
- L'aménagement d'un espace de manoeuvre pour véhicule à l'extrémité de la rue Brennan, près de la rue Ann;
- L'aménagement d'un espace à vocation sportive sous le viaduc de l'autoroute Bonaventure, en bordure de la rue de la Commune.

Les travaux incluent notamment:

- L’aménagement de surface en pavés de béton;
- La construction de bordure de chaussée en granit;
- La construction d'un trottoir en béton dans l'allée ouest;
- La construction d'une plate-forme (podium) en marches préfabriquées en béton;
- L'aménagement d'un espace sportif composé de modules d’entraînement;

- L'ajout de mobilier urbain destiné aux cyclistes;
- La reconstruction d'une section de trottoir de la rue de la Commune;
- La plantation d'arbres, d'arbustes et de gazon.

Les travaux prévus ne représentent pas d'enjeux de circulation.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux parties prenantes lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 183 544,18 $$, taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, d'horticulture et mobiliers urbains, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Sur dix (10) preneurs de cahier des charges, cinq (5) firmes ont déposé une soumission répondant aux exigences de l'appel d'offres et cinq (5) firmes n'ont pas déposé de soumission ; soit une proportion respective de 50% - 50%. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) se retrouve en pièce jointe.
Le plus bas soumissionnaire, Les Entreprises Ventec inc., figure sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal pour des travaux de nature similaire (Résolution CE18 0672, Dossier 1186670001). Pour cette raison, cette firme a été rejetée.

Il est donc recommandé d'octroyer ce contrat au deuxième plus bas soumissionnaire conforme soit, Les Terrassements Multi-Paysages Inc.

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

L'estimation de soumission de la firme Legico-CHP inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L'équipe de la DGPÉC a analysé les quatre (4) soumissions admissibles pour l'appel d'offres et a constaté un écart défavorable de 14,7 % entre la soumission de l'adjudicataire recommandé et l'estimation de soumission. L'écart se trouve principalement dans les articles avec du béton coulé sur place (sentier, trottoirs, bordure, fondation et assises),

totalisant 10,57 % d'écart. Pour tous ces articles, l'adjudicataire recommandé a soumis des prix qui semblent élevés pour les travaux demandés. La DGPÉC ne dispose pas d'autres éléments pouvant justifier cet écart.

Considérant ces informations et vu que l'écart défavorable de 14,7 % reste dans les limites acceptables, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 484 172,06 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Les Terrassements Multi-Paysages Inc. pour un montant de 1 223 627,88 $ taxes incluses;
- plus des contingences 183 544,18 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 77 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense totale de 1 484 172,06 $, entièrement assumée par l'agglomération via le projet Autoroute Bonaventure (voie de circulation artérielle), représente un coût net de 1 355 246,92 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt suivant:

- RCG 07-037 pour un montant de 1 355 246,92$,

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
40501 Havre de Montréal - Réaménagement de l'autoroute Bonaventure	1 356		-	-	1 356
	1 356	-	-	-	1 356

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ensemble de lots de travaux en lien avec le projet Bonaventure aura notamment permis :

- la démolition d'une structure autoroutière sur pilotis au réaménagement et au retissage des secteurs lui étant adjacents ;
- la transformation en lieux publics de plus de 25 000 m2 de terrain dédié à une infrastructure autoroutière urbaine ;
- l'aménagement de larges trottoirs plantés qui contribuent à augmenter le niveau de confort des piétons circulant dans le secteur ;
- la plantation d'un nombre important d'arbres d'alignement dans des fosses drainées de grande dimension.

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 28 octobre 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : septembre 2020
Fin des travaux : mai 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean HAMAOUI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Audrey DEBLOIS, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François HUBERT
Ingénieur chargé de projets

Tél : 514 872-4371
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division, en remplacement du Directeur des infrastructures
Tél : 514-280-2342
Approuvé le : 2020-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-07-31

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 214738 — No du GDD : 1207231056

Titre de l'appel d'offres : Projet Bonaventure : Travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 6 2020 — Ouverture originalement prévue le : 23 6 2020

Ouverture faite le : 30 6 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
12 6 2020	Clarifications à certaines clauses du cachier des charges	- $
15 6 2020	Réponse aux questions et clarifications au cachier des charges	- $
19 6 2020	Report de la date d'ouverture et modification au bordereau de soumission	5 000.00 $

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 20.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
Les entreprises VENTEC Inc.	Entreprise qui est sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 28 10 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	941 346.30
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1 223 627.88
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	1 357 343.11
AMENAGEMENT COTE JARDIN INC.	1 478 612.30
LOISELLE INC.	1 649 591.60

Estimation	Externe	1 066 655.91

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-11.7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **30.0%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

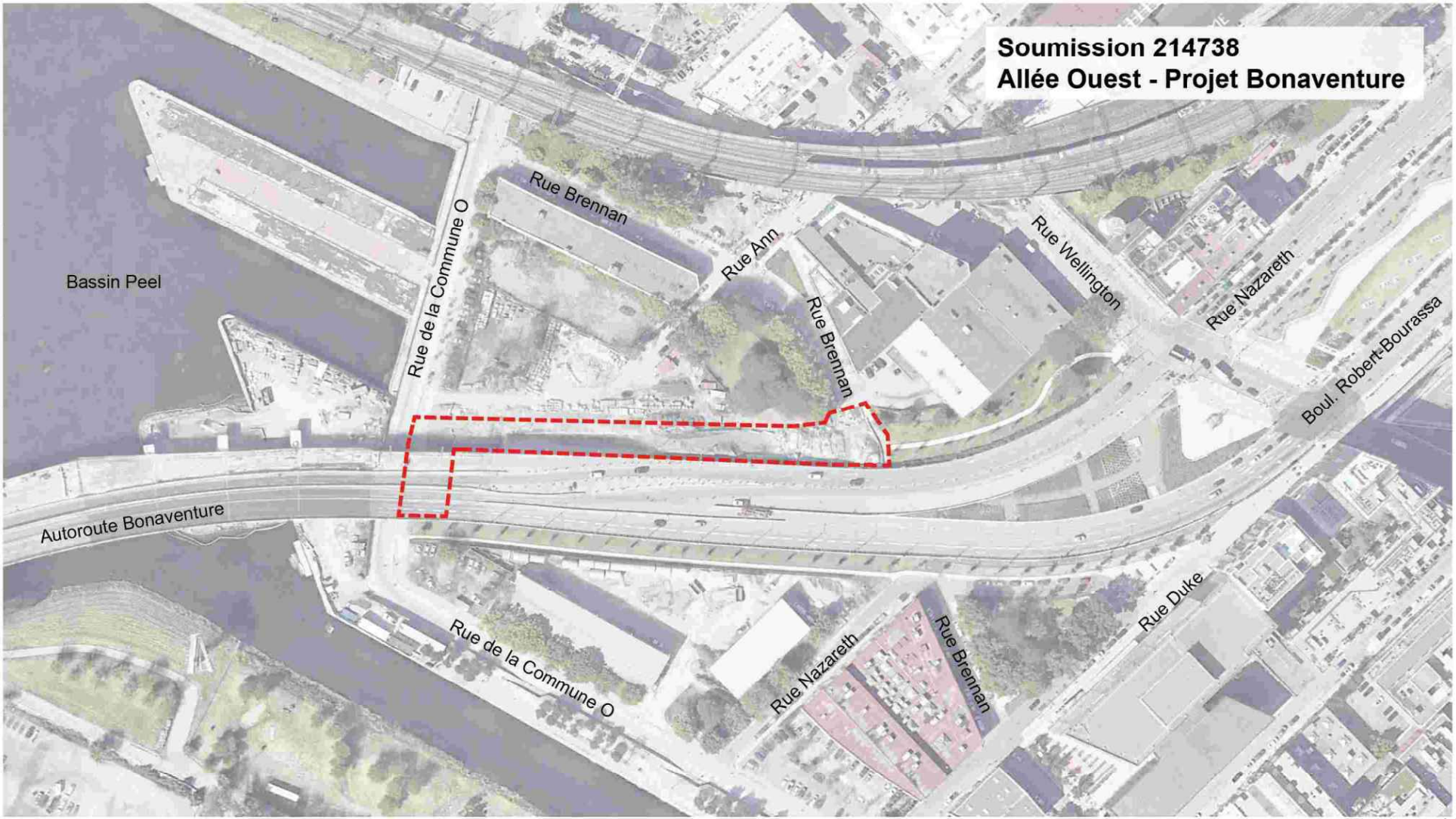
Nom du soumissionnaire : LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.

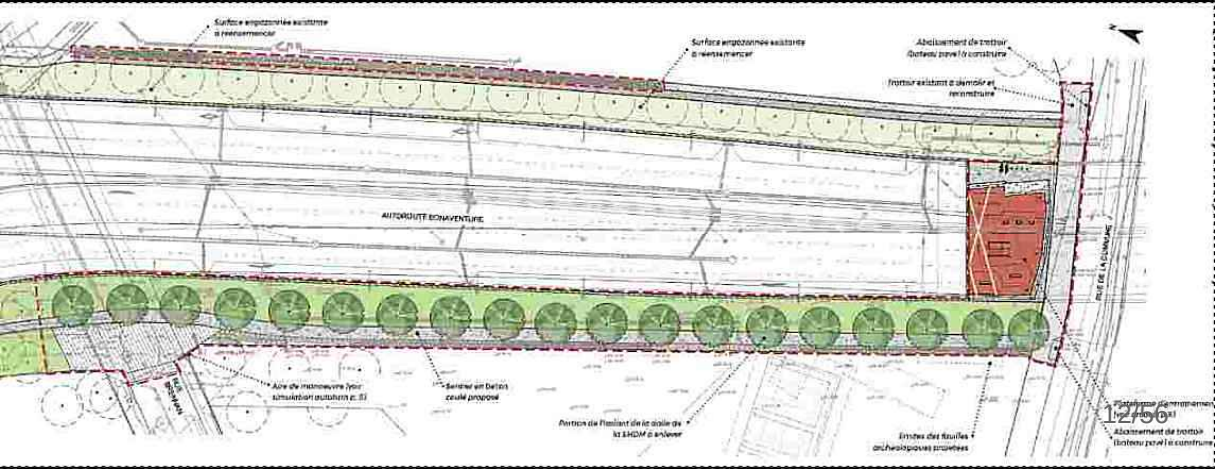
Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 1 223 627.88

Montant des contingences ($) : 183 544.18

Montant des incidences ($) : 77 000.00

Date prévue de début des travaux : 1 9 2020 — Date prévue de fin des travaux : 15 5 2021


Soumission 214738
Allée Ouest - Projet Bonaventure
Bassin Peel
Rue de la Commune O
Rue Brennan
Rue Ann
Rue Brennan
Rue Wellington
Rue Nazareth
Boul. Robert-Bourassa
Autoroute Bonaventure
Rue de la Commune O
Rue Nazareth
Rue Brennan
Rue Duke


Surface engazonnée existante à remensemencer
Surface engazonnée existante à remensemencer
Abaissement de trottoir (bateau pavé) à construire
Trottoir existant à démolir et reconstruire
AUTOROUTE BONAVENTURE
RUE DE LA GUIGNARD
Aire de manoeuvre (voir simulation autobus p. 5)
Sentier en béton coulé proposé
Portion de l'enfeu de la dalle de la STM à enlever
Limites des fouilles archéologiques projetées
Abaissement de trottoir (bateau pavé) à construire

Montréal

UTILISATION

Formulaire "Répartition des coûts du contrat, des contingences et des

Le nouveau formulaire permet de concilier jusqu' à 38 sous-projets (Pour faire apparaître les 19 derniers, il suffit de cliquer sur le ch 1 2 dans le coin en haut à gauche).

Il facilite la vérification des données pour les fins de contrôle et de conformité (préalables à l'endossement et la

Tous les montants à inscrire doivent inclure les taxes afin d'assurer une cohérence avec le Sommaire décisionnel.

Un exemple est fourni dans le dernier onglet du présent fichier pour une meilleure compréhension des changements apportés et il sert de guide aux nouveaux utilisateurs.

ÉTAPES à suivre:

Dans l'onglet "Master"

Page 1

1 Saisir les informations du dossier **dans les cellules jaunes seulement** (des formules **à ne pas supprimer** se

Page 2

2 **NE RIEN SAISIR!** Grand total des sous-projets qui se calcule automatiquement.

Page 3 et suivantes

3 **Très important**
Les sous-projets devront être saisis selon l'ordre des projets Investi indiqué à la page 1.

Chaque sous-projet doit avoir un intitulé spécifique.

Saisir les données dans les **cellules jaunes et bleues**; les autres cellules sont bloquées.

4 Vérifier que les données se reportent adéquatement à la page 1.

5 Il n'est pas permis de supprimer ou d'insérer des lignes, ni des colonnes, car cela faussera les totaux de la page 1. Au besoin, contacter l'équipe de la DGPEC.

6 Une fois la saisie complétée, sélectionner les plages correspondant aux pages à imprimer (utiliser les touches SHIFT

7 Assurez-vous de vérifier les données de vos sous-projets (intitulé, nature des dépenses incidentes, incluant les

Le sommaire de la page 1 doit être équivalent à la page 2 GRAND TOTAL.

8 Masquez les onglets "PROCÉDURE" et "Exemple" avant d'insérer le ficher en pièces jointes à votre GDD.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	214738	DATE:
#GDD:	1207231056	DRM:	2147	2020/07/16
RESPONSABLE:	François Hubert			
INTITULÉ DU PROJET:	Projet Bonaventure : Travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune			

PROJET INVESTI: 405401 Desc et client-payeur: **Havre de Montréal - Réaménagement de l'autoroute Bonaventure**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2040501002	183351	813 096.60 $	774 301.56 $	116 145.23 $	0.00 $	
2040501003	183352	471 839.04 $	449 326.32 $	67 398.95 $	0.00 $	
2040501007	184098	38 351.60 $	0.00 $	0.00 $	42 000.00 $	
2040501007	184098	31 959.66 $	0.00 $	0.00 $	35 000.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 355 246.90 $**	**1 223 627.88 $**	**183 544.18 $**	**77 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**1 355 246.90 $**	**1 223 627.88 $**	**183 544.18 $**	**77 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 484 172.06 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**16/07/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Projet Bonaventure : Travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 223 627.88 $
TRAVAUX CONTINGENTS			183 544.18 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		15 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		45 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		7 000.00 $	
Gestion des impacts		5 000.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	77 000.00	77 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 484 172.06 $
Imputation (crédits)			1 355 246.90 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		64 543.25	128 763.79
Ristournes TPS et TVQ à 50%		128 925.15	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2040501002**	**SOUMISSION:**	**214738**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183351**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**214738 - Travaux civil**			
ENTREPRENEUR ▸	**LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			774 301.56 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		116 145.23 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			890 446.79 $
Imputation (crédits)			813 096.60 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	38 723.50	77 253.37
Ristournes TPS et TVQ à 50%	77 350.19	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2040501003**	**SOUMISSION:**	**214738**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183352**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**214738 - Travaux Architecture**			
ENTREPRENEUR ▸	**LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			449 326.32 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		67 398.95 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			516 725.27 $
Imputation (crédits)			471 839.04 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	22 471.20	44 830.05
Ristournes TPS et TVQ à 50%	44 886.23	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2040501007**	**SOUMISSION:**	**214738**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**184098**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Projet Bonaventure : Travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences d'utilités publiques et incidences techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		15 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		5 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		10 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		7 000.00 $	
Gestion des impacts		5 000.00 $	
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	42 000.00	42 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			42 000.00 $
Imputation (crédits)			38 351.60 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 826.48	3 643.84
Ristournes TPS et TVQ à 50%		3 648.40	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2040501007**	**SOUMISSION:**	**214738**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**184098**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Projet Bonaventure : Travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences - Services professionnels**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		35 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	35 000.00	35 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			35 000.00 $
Imputation (crédits)			31 959.66 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 522.07	3 036.53
Ristournes TPS et TVQ à 50%		3 040.34	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 214738	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**16/07/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	François Hubert

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	118001	DATE:
#GDD:	11502660XX	DRM:		2018/01/01
RESPONSABLE:	Madame Unetelle			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'exemple d'aqueduc et de voirie - Sainte-Croix			

PROJET INVESTI: 55845 Desc et client-payeur: **Programme de réfection d'artères - Direction des transports**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155845122	123456	180 659.00 $	179 859.24 $	17 985.92 $	0.00 $	C
1155845123	456786	892 039.95 $	888 090.95 $	88 809.10 $	0.00 $	C
1155845124	458976	57 527.39 $	0.00 $	0.00 $	63 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 130 226.34 $**	**1 067 950.19 $**	**106 795.02 $**	**63 000.00 $**	

PROJET INVESTI: 59002 Desc et client-payeur: **Travaux d'ajout de signalisation lumineuse et aérienne - Direction des transports**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155900234	125878	208 512.59 $	198 563.89 $	29 784.58 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**208 512.59 $**	**198 563.89 $**	**29 784.58 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: 56115 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155611323	458794	56 141.79 $	55 893.26 $	5 589.33 $	0.00 $	C
1155611324	654878	23 741.46 $	0.00 $	0.00 $	26 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**79 883.25 $**	**55 893.26 $**	**5 589.33 $**	**26 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**1 418 622.18 $**	**1 322 407.34 $**	**142 168.93 $**	**89 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 553 576.27 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 118001	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**01/01/2018**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'exemple d'aqueduc et de voirie - Sainte-Croix**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 322 407.34 $
TRAVAUX CONTINGENTS			142 168.93 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		30 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		26 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0.00 $	
Gestion des impacts		33 000.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	89 000.00	89 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 553 576.27 $
Imputation (crédits)			1 418 622.18 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		67 561.48	134 785.16
Ristournes TPS et TVQ à 50%		134 954.06	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845122**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**123456**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs**			
ENTREPRENEUR ▸	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			179 859.24 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		17 985.92 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			197 845.16 $
Imputation (crédits)			180 659.00 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		8 603.83	17 164.65
Ristournes TPS et TVQ à 50%		17 186.16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845123**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**456786**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de chaussées**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			888 090.95 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		88 809.10 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			976 900.05 $
Imputation (crédits)			892 039.95 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	42 483.15	84 753.89
Ristournes TPS et TVQ à 50%	84 860.10	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845124**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**458976**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs et de chaussées**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		30 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts		33 000.00 $	
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	63 000.00	63 000.00 $

Dépenses totales à autoriser	63 000.00 $
Imputation (crédits)	57 527.39 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 739.73	5 465.75
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 472.61	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155900234**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**125878**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Signalisation lumineuse**			
ENTREPRENEUR ▸	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			198 563.89 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		29 784.58 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			228 348.47 $
Imputation (crédits)			208 512.59 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	9 930.35	19 811.05
Ristournes TPS et TVQ à 50%	19 835.88	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155611323**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**458794**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'aqueduc**			
ENTREPRENEUR ▸	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			55 893.26 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		5 589.33 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			61 482.59 $
Imputation (crédits)			56 141.79 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 673.74	5 334.11
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 340.80	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155611324**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**654878**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'aqueduc**			
ENTREPRENEUR	**Services professionnels**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		26 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	26 000.00	26 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			26 000.00 $
Imputation (crédits)			23 741.46 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 130.68	2 255.71
Ristournes TPS et TVQ à 50%		2 258.54	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**01/01/2018**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 14 mai 2020

LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.
A/S MONSIEUR LOUIS CHARLES JOLICOEUR
1355, RUE LÉPINE
JOLIETTE (QC) J6E 4B7

N° de décision : 2020-DAMP-1440
N° de client : 3000194986

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **13 mai 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 214738
Numéro de référence : 1376368
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Projet Bonaventure : Travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1753065)** 2020-06-09 14 h 44 **Transmission :** 2020-06-09 14 h 44	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 06 - Courriel 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 16 - Courriel 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 9 h 20 - Courriel 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 29 - Courriel 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1750531)** 2020-06-03 16 h 03 **Transmission :** 2020-06-03 20 h 13	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 06 - Courriel 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 16 - Courriel 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 10 h 22 - Messagerie 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 29 - Courriel 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1748954)** 2020-06-01 10 h 40 **Transmission :** 2020-06-01 10 h 40	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 12 - Courriel 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 06 - Courriel 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 16 - Courriel 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 10 h 21 - Messagerie 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 29 - Courriel 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2	Monsieur Daniel Paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1750183)** 2020-06-03 11 h 19 **Transmission :** 2020-06-03 11 h 55	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 06 - Courriel 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 16 - Courriel 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 10 h 22 - Messagerie 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 29 - Courriel 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600	**Commande : (1750064)** 2020-06-03 9 h 47	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 14 - Télécopie

Montréal, QC, H4C 1V1	Télécopieur : 514 932-8972	**Transmission :** 2020-06-03 10 h 10	3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 07 - Télécopie 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 44 - Télécopie 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 17 - Télécopie 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 10 h 23 - Messagerie 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 30 - Télécopie 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1749288)** 2020-06-01 16 h 58 **Transmission :** 2020-06-01 16 h 58	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 06 - Courriel 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 16 - Courriel 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 9 h 20 - Courriel 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 29 - Courriel 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1753175)** 2020-06-09 16 h 35 **Transmission :** 2020-06-09 16 h 35	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 06 - Courriel 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 16 - Courriel 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 9 h 20 - Courriel 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 29 - Courriel 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1751565)** 2020-06-05 11 h 55 **Transmission :** 2020-06-05 13 h 45	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Télécopie 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 07 - Télécopie 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 44 - Télécopie 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 17 - Télécopie 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 10 h 24 - Messagerie 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 30 - Télécopie 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Stradco Construction inc. 3145 Delaunay, suite 101 Laval, QC, H7L5A4	Madame Jade Bourassa Téléphone : 450 934-0630 Télécopieur :	**Commande : (1753728)** 2020-06-10 15 h 08 **Transmission :** 2020-06-10 16 h 13	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE 2020-06-12 16 h 06 - Courriel 3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel 3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date 2020-06-19 17 h 16 - Courriel 3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04 2020-06-22 10 h 23 - Messagerie 3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis) 2020-06-22 9 h 29 - Courriel 3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau) 2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement 3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique » 2020-07-03 13 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1749056)** 2020-06-01 12 h 09	3331911 - 214738_AD_01_2020-06-12 2020-06-15 10 h 13 - Courriel

Transmission :
2020-06-01 12 h 09

3331917 - 214738_AD_01_ANNEXE
2020-06-12 16 h 06 - Courriel

3331921 - 214738_AD_02_sommaire question réponses_2020-06-12
2020-06-15 10 h 13 - Courriel

3336124 - AO214738_AD_03_2020-06-19_avec report de date
2020-06-19 17 h 16 - Courriel

3336127 - 214738_AD_03_ANNEXE_GC04
2020-06-22 9 h 20 - Courriel

3336133 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (devis)
2020-06-22 9 h 29 - Courriel

3336134 - AO214738_AD_03_formulaire_soumission_forfaitaire (bordereau)
2020-06-22 9 h 29 - Téléchargement

3342570 - 214738« Enregistrement ouverture publique »
2020-07-03 13 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231056

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., pour des travaux d'aménagement de surface de l'allée ouest et de l'espace sous le viaduc Bonaventure, entre les rues Brennan et de la Commune. Dépense totale de 1 484 172,06 $ (contrat: 1 223 627,88 $, contingences: 183 544,18 $, incidences: 77 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 214738 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207231056 Trav Amén Viaduc Bonaventure - Finale.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-29

Étienne GUIMOND
Conseiller budgetaire
Tél : 514 868-3410
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1208395001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , Division Informations financières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no. 2 ainsi qu'à l'Addenda no. 3 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2019. / Approuver le projet d'addenda no 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2019 prévus au contrat de vérification externe octroyé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. en vertu de la résolution CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371;

2. d'approuver le projet d'addenda no 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371 majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-06-09 16:14

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208395001**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , Division Informations financières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no. 2 ainsi qu'à l'Addenda no. 3 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2019. / Approuver le projet d'addenda no 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Suite à des travaux d'audit supplémentaires effectués en 2019, et compte tenu que ceux-ci n'étaient pas prévu au contrat initial octroyé à la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., une majoration de 94 821,84 $, taxes incluses serait requise. Cette majoration se détaille comme suit:

1. Suivi en 2019 du dossier de 2017 concernant l'analyse du traitement comptable adopté par la Ville concernant l'achat, sans contrepartie monétaire immédiate, mais en considération du partage, entre la Ville et le gouvernement du Québec, du prix de vente futur des terrains du site de l'Hippodrome de Montréal (1 884,44 $, taxes incluses);

2. Travaux concernant la provision pour litiges, droit du travail et contentieux (6 947,36 $, taxes incluses);

3. Travaux concernant la démarcation de fin d'année des dépenses d'immobilisations et de fonctionnement (7 238,25 $, taxes incluses);

4. Travaux liés aux passifs environnementaux (3 799,92 $, taxes incluses);

5. Travaux liés à la nouvelle entente de partage de frais avec la SHQ concernant un nouveau programme du Service de l'habitation (22 766,20 $, taxes incluses);

6. Divers éléments, soient : analyse du traitement comptable de certaines transactions particulières de la Ville, traductions supplémentaires de documents en relation avec la

publication du rapport financier et surtout de la nouvelle section sur les changements climatiques (11 805,53 $, taxes incluses);

7. Travaux d'audit supplémentaires effectués pour les entités incluses dans le périmètre comptable de la Ville, soit Bixi Montréal, Conseil des arts de Montréal, Office de consultation publique de Montréal, Bureau du Taxi de Montréal, Société en commandite Stationnement Montréal et la Corporation d'habitation Jeanne Mance (13 165,33 $, taxes incluses);

8. Travaux audit de 2019 de Technoparc Montréal car non inclus dans la demande des travaux supplémentaires suite au PL 155 lors de l'Addenda no. 2, étant donné que cet organisme devait fermer en 2018 (27 214,81 $, taxes incluses).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0371 - 22 août 2019 - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 77 779,09 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no.1, ainsi qu'à l'Addenda no. 2 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2018. / Approuver le projet d'addenda no. 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG17 0491 et CG18 0052,majorant ainis le montant total du contrat de 2 984 943,26 $ à 3 062 722,35 $, taxes incluses.
CG19 0026 - 31 janvier 2019 - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441,00 $ taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale devant être effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives. / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $, taxes incluses. / Pour 2019, autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500,00 $ du Bureau du vérificateur général vers le Service des finances / autoriser un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500,00 $ financé à même une facturation à différents organismes et autoriser un transfert budgétaire de 136 000,00 $ en provenance des dépenses de contingences. Pour l'année 2020, ajuster de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400,00 $ au niveau des charges et de 152 500,00 $ au niveau des revenus, en contrepartie, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500,00 $ et du volet des revenus pour 160 000,00 $ du Bureau du vérificateur général.

CG18 0410 - 23 août 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 76 254,26 $, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2017 / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 391 248 $ à 1 467 502,26 $, taxes incluses.

CG18 0052 - 25 janvier 2018- Approuver le remplacement de la convention de services professionnels pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 dans le cadre du contrat à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

CG17 0491 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248 $,

taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme.

DESCRIPTION

Afin de pouvoir exécuter ses travaux d'audit concernant les données financières consolidées de la Ville de Montréal et des organismes incluent dans le périmètre comptable de la Ville pour l'exercice financier 2019 et pouvoir produire son rapport d'auditeur indépendant, la firme Deloitte a dû effectuer certains travaux additionnels non prévus au plan initial d'audit, déposé au comité d'audit le 13 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Conformément à la Loi sur les cités et villes (art. 108.2.1), le vérificateur externe fait rapport de sa vérification au conseil. Dans son rapport traitant des états financiers, il déclare entre autres si ces derniers représentent fidèlement la situation financière de la municipalité au 31 décembre et le résultat de ses opérations pour l'exercice.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des travaux supplémentaires s'élèvent à 94 821,84 $ taxes incluses et seront assumés à 100 % par le budget de fonctionnement du Service des finances.
Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise pour ce dossier tel que vu et approuvé par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Isabel SERRA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-20

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-05-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-05-20

Ville de Montréal
Sommaire des factures Deloitte pour des travaux supplémentaires d'audit
Exercice financier 2019
GDD no. 1208395001

Organisme concerné	Facture no	Montant avec taxes
Ville de Montréal	8001194369	54 441.70 $
Société en commandite Stationnement Montréal	8001193705	2 814.13 $
Technoparc Montréal	8001176323	27 214.81 $
Bixi Montréal	8001193272	1 149.75 $
Bureau du Taxi Montréal	8001193265	1 149.75 $
Conseil des Arts	8001194386	2 331.69 $
Corporation d'habitation Jeanne-Mance	8001194657	1 494.68 $
Office de consultation publique de Montréal	8001191883	4 225.33 $
Total de la facturation additionnelle		**94 821.84 $**

Deloitte.

Facture 8001194369

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	22 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00127
Associé de mission:	Martin Granger
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

Facturation supplémentaire des travaux d'audit additionnels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

(Voir les détails en annexe)

Bon de commande 1392771

TPS et TVQ applicable	47,350.90
Taxe de vente	
TPS à (5.00%)	2,367.55
TVQ à (9.975%)	4,723.25
Montant dû (CAD)	**54,441.70**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8001194369

22 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8001194369	54,441.70	Paiements pour facture 8001194369

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

DESCRIPTION	HONORAIRES
Services professionnels rendus :	
Facturation supplémentaire des travaux d'audit additionnels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 en lien avec :	
• Traitement comptable de l'Hippodrome de Montréal;	1 639,00
• Provision pour litiges, droit du travail et contentieux;	6 042,50
• Passif environnemental;	3 305,00
• Multiples anomalies soulevées dans la démarcation et les courus des dépenses d'immobilisations et de fonctionnement;	6 295,50
• Engagements;	2 412,90
• Contributions (ententes de partage de frais et Habitation);	19 801,00
• Versions multiples reddition de compte et travail version électronique;	6 583,00
• Traductions supplémentaires.	1 272,00
Total	**47 350,90 $**

Notons qu'en plus des heures de dépassement détaillées dans les pages qui suivent, qu'un total de 433,7 heures travaillées par Deloitte représentant des honoraires de 76 935 $ (taux horaire moyen de 177 $) n'a pas été facturé à la Ville de Montréal et absorbé par Deloitte.

Traitement comptable de l'Hippodrome de Montréal :

- Suivi de l'anomalie et travaux supplémentaires requis.

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Associé	368	0,5	184,00
Directeur principal	291	5,0	1 455,00
		5,5	
		Montant facturé	**1 639,00 $**

Provision pour litiges, droit du travail et contentieux :

- Divers suivis, discussions et travaux au sujet de l'établissement de la provision, des divers ajustements apportés et du processus de confirmation;
- Nombreux délais et corrections;
- Rencontres et discussions avec les avocats en droits du travail au contentieux et à la rémunération en lien avec les divers recours contre la Ville;
- Revue des ententes de compensation, diverses rencontre et discussions avec plusieurs intervenants, suivi des règlements, provisions comptabilisées.

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Associé	368	1,0	368,00
Directeur principal	291	19,5	5 674,50
		20,5	
		Montant facturé	**6 042,50 $**

Passif environnemental :

- Multiples suivis avec le Service de l'Environnement pour obtenir les analyses;
- Travaux sur les analyses supplémentaires requises (en lien avec Outremont).

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Associé	368	1,0	368,00
Directeur principal	291	5,0	1 455,00
Adjoint 2	130	11,4	1 482,00
		17,4	
		Montant facturé	**3 305,00$**

Multiples anomalies soulevées dans la démarcation et les courus des dépenses d'immobilisations et de fonctionnement :

- Travaux d'audit additionnels requis pour la validation des anomalies et tests supplémentaires requis;
- Coordination supplémentaire requise pour le suivi et la validation des anomalies et des écarts soulevés.

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Directeur principal	291	2,6	756,60
Premier auditeur	147	6,8	999,60
Adjoint 2	130	19,3	2 509,00
Adjoint 1	79	25,7	2 030,30
		54,4	
		Montant facturé	**6 295,50 $**

Engagements :

- Travaux additionnels requis suite aux anomalies soulevées, à l'ajout du volet Habitation et multiples versions du fichier de travail reçus.

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Premier vérificateur	147	4,0	588,00
Adjoint 1	79	23,1	1 824,90
		27,1	
		Montant facturé	**2 412,90 $**

Contributions (ententes de partage de frais et Habitation):

- Audit de l'analyse du Service des finances pour les contributions – partage de frais de 2019 ;
- Procédures alternatives, recherches et analyses pour les contributions – partage de frais de 2018
- Revu de la comptabilisation des programmes d'Habitation pour 2018 et 2019.

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Associé	368	3,0	1 104,00
Directeur principal	291	12,0	3 492,00
Premier vérificateur	147	15,0	2 205,00
Adjoint 2	130	100,0	13 000,00
		130,0	
		Montant facturé	**19 801,00 $**

Versions multiples reddition de compte et travail version électronique :

- Pointage de multiples versions de la reddition de compte;
- Travaux de pointage sur version électronique.

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Directeur principal	291	6,5	1 891,50
Premier vérificateur	147	8,0	1 176,00
Adjoint 2	130	15,8	2 054,00
Adjoint 1	79	18,5	1 461,50
		48,8	
		Montant facturé	**6 583,00 $**

Traductions supplémentaires :

- Traduction anglaise du message du trésorier inclus dans le rapport financier annuel et révision de la traduction de la section des changements climatiques.

Niveau	$/Hres	Heures réelles	$
Directeur	198	1,5	297,00
Adjoint 2	130	7,5	975,00
		9,0	
		Montant facturé	**1 272,00 $**

Deloitte.

Facture 8001193705

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	22 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00128
Associé de mission:	Michel Rioux
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No Bon de Commande: 1392771

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de la Société en commandite Stationnement de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

(Voir les détails en annexe)

TPS et TVQ applicable	2,447.60

Taxe de vente

TPS à (5.00%)	122.38
TVQ à (9.975%)	244.15
Montant dû (CAD)	**2,814.13**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Numéro de facture 8001193705

22 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8001193705	2,814.13	Paiements pour facture 8001193705

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

<table>
<tr><th>DESCRIPTION</th><th>HONORAIRES</th></tr>
<tr><td>

Services professionnels rendus :

Travaux supplémentaires et consultations liés à :

- Analyse des impacts, comptabilisation et divulgation aux EF de l'avis de résiliation de l'entente de 1995 entre SCSM et la Ville de Montréal;
- Analyse de l'acte de cession des actifs avec la Ville de Montréal;
- Analyse du contrat de cession entre la SCSM et l'Agence de mobilité durable.

<table>
<tr><th colspan="4">Détails de la facture</th></tr>
<tr><th>Niveau</th><th>$/Heure</th><th>Heures réelles</th><th>Frais ($)</th></tr>
<tr><td>Associé</td><td>368</td><td>1,3</td><td>478,40</td></tr>
<tr><td>Directeur principal</td><td>291</td><td>5,1</td><td>1 484,10</td></tr>
<tr><td>Premier vérificateur</td><td>147</td><td>3,3</td><td>485,10</td></tr>
<tr><td></td><td>Total :</td><td>9,7</td><td>2 447,60</td></tr>
</table>

</td><td></td></tr>
<tr><td>Total</td><td>2 447,60 $</td></tr>
</table>

Deloitte.

Facture 8001176323

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr, CPA, CA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	13 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00131
Associé de mission:	Anne-Marie Ethier
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No Bon de Commande : 1392771

Première facturation intérimaire relativement à l'audit des états financiers de Technoparc Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019.

(Voir détails en annexe).

TPS et TVQ applicable	23,670.20

Taxe de vente

TPS à (5.00%)	1,183.51
TVQ à (9.975%)	2,361.10
Montant dû (CAD)	**27,214.81**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8001176323

13 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8001176323	27,214.81	Paiements pour facture 8001176323

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

<table>
<tr><th>DESCRIPTION</th><th>HONORAIRES</th></tr>
<tr><td>

Services professionnels rendus :

Niveau	$/heures	Heures réelles	Frais ($)
Associé	368,00 $	5.00	1 840,00 $
Directeur principal	291,00 $	33.90	9 864,90 $
Premier vérificateur	147,00 $	59.90	8 805,30 $
Adjoint 1	79,00 $	40.00	3 160,00 $
Total		**138.80**	**23 670,20 $**

</td><td></td></tr>
<tr><td>Total</td><td>23 670,20 $</td></tr>
</table>

Deloitte.

Facture 8001193272

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	22 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00131
Associé de mission:	Anne-Marie Ethier
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

Facturation relativement aux travaux liés au Sommaire Financier du Bixi Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

(Voir détails en annexe).

TPS et TVQ applicable	1,000.00

Taxe de vente

TPS à (5.00%)	50.00
TVQ à (9.975%)	99.75
Montant dû (CAD)	**1,149.75**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8001193272

22 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8001193272	1,149.75	Paiements pour facture 8001193272

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

Détails de la facture				
Niveau	**$/Heures**	**Heures réelles**	**Frais ($)**	
Associé	368	1.0	$	368.00
Directeur principal	291	0.5	$	145.50
Directeur	198	1.0	$	198.00
Premier Vérificateur	147	2.0	$	294.00
	Total:	4.5	$	1,005.50
		Montant facturé	**$**	**1,000.00**

Deloitte.

Facture 8001193265

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr, CPA, CA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	22 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00131
Associé de mission:	Anne-Marie Ethier
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

Facturation relative à la révision de rapport annuel du Bureau du Taxi de Montréal au 31 décembre 2019.

(Voir détails en annexe).

TPS et TVQ applicable	1,000.00

Taxe de vente

TPS à (5.00%)	50.00
TVQ à (9.975%)	99.75
Montant dû (CAD)	**1,149.75**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8001193265

22 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8001193265	1,149.75	Paiements pour facture 8001193265

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

Détails de la facture				
Niveau	**$/Heures**	**Heures réelles**	**Frais ($)**	
Associé	368	0.5	$	184.00
Directeur	198	1.7	$	336.60
Premier Vérificateur	147	3.4	$	499.80
	Total:	5.6	$	1,020.40
		Montant facturé	**$**	**1,000.00**

Deloitte.

Facture 8001194386

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	22 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00087
Associé de mission:	Anne-Marie Ethier
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

Facturation relativement aux travaux liés au rapport annuel du Conseil des Arts de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

(Voir détails en annexe).

No Bon de commande : 1392771

	TPS et TVQ applicable	2,028.00
Taxe de vente	TPS à (5.00%)	101.40
	TVQ à (9.975%)	202.29
	Montant dû (CAD)	**2,331.69**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8001194386

22 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8001194386	2,331.69	Paiements pour facture 8001194386

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

DESCRIPTION	HONORAIRES
Services professionnels rendus :	

Niveau	$/Heures	Heures réelles	Frais ($)
Associé	368	1,50	552,00
Directeur principal	291	-	
Directeur	198	3,00	594,00
Premier Vérificateur	147	6,00	882,00
Adjoint 2	130	-	
Adjoint 1	79	-	
Total		**10,50**	**2028,00**

Total	**2028,00 $**

Deloitte.

Facture 8001194657

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr, CPA, CA
Ville de Montreal
4500 C.P. Succ B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	22 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00128
Associé de mission:	Michel Rioux
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No Bon de Commande: 1392771

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de la Corporation d'habitations Jeanne-Mance pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

(Voir les détails en annexe)

TPS et TVQ applicable	1,300.00

Taxe de vente

TPS à (5.00%)	65.00
TVQ à (9.975%)	129.68
Montant dû (CAD)	**1,494.68**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8001194657

22 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montreal	1133004	8001194657	1,494.68	Paiements pour facture 8001194657

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

Détails de la facture				
Niveau	**$/Heures**	**Heures réelles**	**Frais ($)**	
Adjoint 2	130	10.0	$	1,300.00
	Total:	10.0	$	1,300.00
		Montant facturé	**$**	**1,300.00**

Description :
- Délai dans la réception des documents pour faire l'audit
- Suivis nécessaire pour obtenir l'information dans les tests de détails des revenus.

Deloitte.

Facture 8001191883

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tel: (514) 393-7115
Fax: (514) 393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Monsieur Raoul Cyr
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date:	21 mai 2020
No de client:	1133004
No OTP:	VIL00087
Associé de mission:	Anne-Marie Ethier
Numéro de TVQ:	1012314163TQ0001
Numéro de TPS:	133245290RT0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No bon de commande : 1392771

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de l'Office de consultation publique de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

(Voir détails en annexe).

TPS et TVQ applicable	3,675.00

Taxe de vente

TPS à (5.00%)	183.75
TVQ à (9.975%)	366.58
Montant dû (CAD)	**4,225.33**

Les comptes sont dus et exigibles dès qu'ils sont remis. À partir de trente (30) jours après la date de la facture, un intérêt calculé au taux quotidien de 0,0493 % (soit 18 % par année) sera imputé à tout solde impayé du compte et il sera exigible jusqu'au règlement intégral du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8001191883

21 mai 2020

Employez les méthodes suivantes de paiement et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	#Client	#Facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8001191883	4,225.33	Paiements pour facture 8001191883

Contact:

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca

Modes de paiement:

1. Transfert électronique de fonds(confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1590219

Pour paiement en Dollar US ($) :

No de transit-de l'institution : 47696-002

No de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1H1

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :

No de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Bénéficiaire (Banque de Nouvelle Écosse) :

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : CP 4234 Succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en Dollar US ($), Banque Intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

No de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la Banque Intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant à l'extérieur des É.U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyer :

Pour paiement en Dollar Canadien ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en Dollar US ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Annexe

<table>
<tr><th>DESCRIPTION</th><th>HONORAIRES</th></tr>
<tr><td>

Services professionnels rendus :

Travaux supplémentaires liés aux régularisations de fin d'année :

- Démarcation des achats (créditeurs et charges à payer);
- Comptabilisation des immobilisations et de l'amortissement;
- Contribution de la Ville de Montréal et montants à recevoir de la Ville de Montréal;
- Salaires et avantages sociaux à payer.

Détails de la facture :

<table>
<tr><th></th><th>$/Heures</th><th>Heures réelles</th><th>Honoraires ($)</th></tr>
<tr><td>Associé</td><td>368</td><td>0,5</td><td>184,00</td></tr>
<tr><td>Directeur principal</td><td>291</td><td>2,4</td><td>698,40</td></tr>
<tr><td>Premier vérificateur</td><td>147</td><td>19,0</td><td>2 793,00</td></tr>
<tr><td>Total</td><td></td><td>21,9</td><td>3 675,40</td></tr>
</table>

</td><td></td></tr>
<tr><td>Total</td><td>3 675,00 $</td></tr>
</table>

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208395001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , Division Informations financières
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no. 2 ainsi qu'à l'Addenda no. 3 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2019. / Approuver le projet d'addenda no 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le document juridique ci attaché est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

L'article 108 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19; ci-après «LCV») prévoit que la Ville «doit nommer un vérificateur externe». Cette nomination peut être effectuée de gré à gré. En l'espèce, même si le service des finances a procédé par appel d'offres, la convention initiale visait à nommer ce vérificateur et à définir la vérification à réaliser selon les paramètres fixés par les articles 108 et suivants de la LCV. Le Service des finances représente que les nouveaux services de vérification mentionnés dans l'Addenda n°4 doivent être accomplis par le vérificateur externe et qu'ils s'inscrivent dans sa mission de vérification. La Ville peut donc approuver l'Addenda n° 4 comme s'il s'agissait d'un nouveau contrat puisque le gré à gré était et demeure permis en cette matière.

FICHIERS JOINTS

Addenda no. 4 PROJET _ 25 mai 2020 V FINALE_IS.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabel SERRA
Avocate, division du droit contractuel
Tél : 514 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-09

Isabel SERRA
Avocate, division du droit contractuel
Tél : 514 872-6854
Division : Droit contractuel



ADDENDA N^{o} 4

MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

(CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG 19 0371)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l**, personne morale ayant sa principale place d'affaires à la Tour Deloitte, 1190, avenue des Canadiens-de-Montréal, Bureau 500, Montréal, Québec, H3B 0M7, agissant et représentée par monsieur Martin Granger, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 13324 5290 RT001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 10123 14163 TQ0001

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de services professionnels pour la fourniture de services d'audit des états financiers de la Ville, à titre de vérificateur externe, pour les exercices 2017, 2018 et 2019; ladite convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville en vertu des résolutions no. CG17 0491, no. CG18 0052, no. CG18 0410, no. CG19 0026 et CG19 0371 respectivement adoptées le 28 septembre 2017, le 25 janvier 2018, le 23 août 2018, le 31 janvier 2019 et le 22 août 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une première fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no. 1) pour ajouter des travaux supplémentaires d'audit non prévus effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2017, ladite Convention de modification a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 23 août 2018 en vertu de la résolution CG18 0410 (ci-après l' « Addenda no. 1 »);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une deuxième fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no. 2) pour ajouter des travaux supplémentaires d'audit non prévus pour les années 2019 et 2020 en regard

au volet des nouveaux services imposés au vérificateur externe par le projet de loi 155 devenu la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec*, sanctionnée en avril 2018, ladite Convention de modification a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 31 janvier 2019 en vertu de la résolution CG19 0026 (ci-après l' »Addenda no. 2 »);

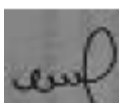
ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une troisième fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no. 3) pour ajouter des travaux supplémentaires d'audit non prévus effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2018, ladite Convention de modification a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 22 août 2019 en vertu de la résolution CG19 0371 (ci-après l' « Addenda no. 3 »);

ATTENDU QUE l'Addenda no. 1 a notamment eu pour effet d'augmenter la somme maximale d'honoraire prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale; ainsi la somme maximale d'un million trois cent quatre-vingt-onze mille deux cent quarante-huit dollars (1 391 248 $) initialement prévue a été augmentée à la somme maximale d'un million quatre cent soixante-sept mille cinq cent deux dollars et vingt-six cents (1 467 502,26 $) taxes incluses, soit une majoration de soixante-seize mille deux cent cinquante-quatre dollars et vingt-six cents (76 254,26 $), ladite somme maximale devant couvrir tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services rendus par le Contractant;

ATTENDU QUE l'Addenda no. 2 a notamment eu pour effet d'augmenter la somme maximale d'honoraire prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale et majorée par l'Addenda no. 1; ainsi la somme maximale d'un million quatre cent soixante-sept mille cinq cent deux dollars et vingt-six cents (1 467 502,26 $) taxes incluses à l'Addenda no. 1 a été augmentée à la somme maximale deux millions neuf cent quatre-vingt-quatre mille neuf cent quarante-trois dollars et vingt-six cents (2 984 943,26 $) taxes incluses, soit une majoration d'un million cinq cent dix-sept mille quatre cent quarante et un dollars (1 517 441,00 $), ladite somme maximale devant couvrir tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services rendus par le Contractant;

ATTENDU QUE l'Addenda no. 3 a notamment eu pour effet d'augmenter la somme maximale d'honoraire prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale et majorée par l'Addenda no. 1 et no. 2; ainsi la somme maximale de deux millions neuf cent quatre-vingt-quatre mille neuf cent quarante-trois dollars et vingt-six cents (2 984 943,26 $) taxes incluses à l'Addenda no. 2 a été augmentée à la somme maximale de trois millions soixante-deux mille sept cent vingt-deux dollars et trente-cinq cents (3 062 722,35 $) taxes incluses, soit une majoration de soixante-dix-sept mille sept cent soixante-dix-neuf dollars et neuf cents (77 779,09 $), ladite somme maximale devant couvrir tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services rendus par le Contractant;

CONSIDÉRANT ce qui précède, des services supplémentaires d'audit non prévus par la Convention initiale ou par l'Addenda no. 1, no. 2 et no. 3 ont dû être effectués par le Contractant et la réalisation desdits services supplémentaires nécessite une augmentation de la somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, tel que modifié par l'article 2 (Modification) de l'Addenda no. 3;



ATTENDU QUE des services supplémentaires représentent une dépense additionnelle de quatre-vingt-quatorze mille huit cent vingt-un dollars et quatre-vingt-quatre cents (94 821,84 $), taxes incluses ont dû être effectués par le Contractant, à savoir :

- Suivi en 2019 du dossier de 2017 concernant l'analyse du traitement comptable adopté par la Ville concernant l'achat, sans contrepartie monétaire immédiate, mais en considération du partage, entre la Ville et le gouvernement du Québec, du prix de vente futur des terrains du site de l'Hippodrome de Montréal (1 884,44 $ taxes incluses);

- Travaux concernant la provision pour litiges, droit du travail et contentieux 6 947,36 $ taxes incluses);

- Travaux concernant la démarcation de fin d'année des dépenses d'immobilisations et de fonctionnement 7 238,25 $ taxes incluses);

- Travaux liés aux passifs environnementaux 3 799,92 $ taxes incluses);

- Travaux liés à la nouvelle entente de partage de frais avec la SHQ concernant un nouveau programme du Service de l'habitation (22 766,20 $ taxes incluses);

- Divers éléments (analyse du traitement comptable de certaines transactions particulières de la Ville, traductions supplémentaires de documents en relation avec la publication du rapport financier et surtout de la nouvelle section sur les changements climatiques) (11 805,53 $ taxes incluses);

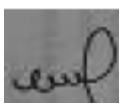
- Travaux d'audit supplémentaires effectués pour les entités incluses dans le périmètre comptable de la Ville, soit Bixi Montréal, Conseil des arts de Montréal, Office de consultation publique de Montréal, Bureau du Taxi de Montréal, Société en commandite Stationnement Montréal et la Corporation d'habitation Jeanne Mance (13 165,33 $ taxes incluses);

- Travaux audit de 2019 de Technoparc Montréal car non inclus dans la demande des travaux supplémentaires suite au PL 155 lors de l'Addenda no. 2, étant donné que cet organisme devait fermer en 2018 (27 214,81 $ taxes incluses).

ATTENDU QUE les Parties conviennent par la présente convention de modification (Addenda no. 4) de majorer d'au plus de quatre-vingt-quatorze mille huit cent vingt et un dollars et quatre-vingt-quatre cents (94 821,84 $) taxes incluses, la somme maximale d'honoraires de trois millions un cent cinquante-sept mille et cinq cent quarante-quatre dollars et dix-neuf cents (3 157 544,19 $) taxes incluses prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, tel que modifié par l'article 2 (Modifications) de l'Addenda no. 3;

ATTENDU QUE les services supplémentaires d'audit prévus par la présente convention de modification (Addenda no. 4) seront également facturés et payés conformément aux taux horaires stipulés dans la Convention initiale selon la ventilation stipulée à l'article 2 de la présente convention de modification (Addenda no. 4);

ATTENDU QUE la Ville a adopté un « *Règlement sur la gestion contractuelle* » et qu'elle en a transmis une copie au Contractant.



LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

Le premier alinéa de l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, modifié par l'Addenda no. 1, no. 2 et no. 3, est remplacé par le suivant :

« En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant pour la durée de la convention, la Ville s'engage a lui verser une somme maximale de trois millions cent cinquante-sept mille cinq cent quarante-quatre dollars et dix-neuf cents (3 157 544,19 $) taxes incluses. Cette somme maximale couvre tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant conformément aux conditions et modalités stipulées et prescrites par la Convention initiale (notamment son Annexe 1), l'Addenda no. 1, l'Addenda no. 2 et l'Addenda no. 3 et la présente convention de modification (Addenda no. 4). Cette somme maximale de trois millions cent cinquante-sept mille cinq cent quarante-quatre dollars et dix-neuf cents (3 157 544,19 $) taxes incluses, se ventile comme suit :

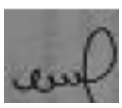
a) une somme maximale d'un million cinq cent soixante-onze mille soixante-seize dollars et quatre-vingts cents (1 571 076,80 $) taxes incluses pour l'audit des états financiers consolidés de la Ville pour les années 2017, 2018 et 2019 étant entendu qu'une portion de cette somme a déjà été payée au Contractant;

b) une somme maximale d'un million cinq cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-trois dollars et douze cents (1 544 443,12 $) taxes incluses pour l'audit des états financiers des personnes morales suivantes; ladite somme maximale est répartie ainsi :

- l'audit des états financiers de la Corporation Anjou 80 : une somme maximale de vingt-trois mille cinq cent soixante-neuf dollars et quatre-vingt-huit cents (23 569,88 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de quarante-sept mille cent trente-neuf dollars et soixante-seize cents (47 139,76 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de Bixi Montréal : une somme maximale de quarante-huit mille six cent quarante et un dollars trente-deux cents (48 641,32 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de trente-neuf mille quatre-vingt-onze dollars et cinquante cents (39 091,50 $) taxes incluses pour l'année 2019, pour une somme maximale totale de quatre-vingt-sept mille sept cent trente-deux dollars et quatre-vingt-deux cents (87 732,82 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers du Bureau du taxi de Montréal : une somme maximale



de vingt mille quatre cent huit dollars et six cents (20 408,06 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de vingt et un mille cinq cent cinquante-sept dollars et quatre-vingt-un cents (21 557,81 $) taxes incluses pour l'année 2019, pour une somme maximale totale de quarante et un mille neuf cent soixante-cinq dollars et quatre-vingt-sept cents (41 965,87 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers du Conseil des arts de Montréal : une somme maximale de vingt et un mille huit cent dix-sept dollars et huit cents (21 817,08 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de vingt et un mille huit cent soixante-dix-sept dollars et quarante-quatre cents (21 877,44 $) taxes incluses pour l'année 2019, pour une somme maximale totale de quarante-trois mille six cent quatre-vingt-quatorze dollars et cinquante-deux cents (43 694,52 $) taxes incluses;

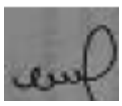
- l'audit des états financiers de la Corporation d'habitation Jeanne Mance : une somme maximale de vingt trois mille cinq cent soixante-neuf dollars et quatre-vingt-huit cents (23 569,88 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de vingt-cinq mille soixante-quatre dollars et cinquante-six cents (25 064,56 $) taxes incluses pour l'année 2019, pour une somme maximale totale de quarante-huit mille six cent trente-quatre dollars et quarante-quatre cents (48 634,44 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de l'Office de consultation publique de Montréal : une somme maximale de dix-sept mille neuf cent huit dollars et seize cents (17 908,16 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de dix-huit mille vingt-deux dollars et trente-trois cents (18 022,33 $) taxes incluses pour l'année 2019, pour une somme maximale totale de trente-cinq mille neuf cent trente dollars et quarante-neuf cents (35 930,49 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de l'Office municipal d'habitation de Montréal : une somme maximale de cent onze mille cinq cent vingt-cinq dollars et soixante-quinze cents (111 525,75 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de cent treize mille huit cent vingt-cinq dollars et vingt-cinq cents (113 825,25 $) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de deux cent vingt-cinq mille trois cent cinquante et un dollar (225 351,00 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de Technoparc Montréal : une somme maximale de vingt-six mille quatre cent quarante-quatre dollars et vingt-cinq cents (26 444,25 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de vingt-sept mille deux cent quatorze dollars et quatre-vingt-un cents (27 214,81 $) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de cinquante-trois mille six cent cinquante-neuf dollars et six cents (53 659,06 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société d'habitation de Montréal : une somme maximale de soixante-huit mille quatre cent dix dollars et treize cents (68 410,13 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de cent trente-six mille huit cent vingt dollars et vingt-six cents (136 820,26 $) taxes incluses;



- l'audit des états financiers de la Société du Parc Jean-Drapeau : une somme maximale de quarante-trois mille cent soixante-dix dollars et quatre-vingt-deux cents (43 170,82 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de trente-sept mille neuf cent quarante et un dollars et soixante-quinze cents (37 941,75 $) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de quatre-vingt-un mille cent douze dollars et cinquante-sept cents (81 112,57 $) taxes incluses;

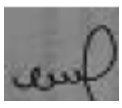
- l'audit des états financiers de la Société en commandite Stationnement Montréal : une somme maximale de quarante-six mille huit cent cinquante-deux dollars et trente et un cents (46 852,31 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de cinquante mille deux cent quarante-un dollars et trente-deux cents (50 241,32 $) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de quatre-vingt-dix-sept mille quatre-vint-treize dollars et soixante-trois cents (97 093,63 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société de transport Montréal : une somme maximale de deux cent quatre-vingt-deux mille huit cent cinquante dollars (282 850,00 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de deux cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent soixante-trois dollars et treize cents (284 563,13 $) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de cinq cent soixante-sept mille quatre cent treize dollars et treize cents (567 413,13 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de Trangesco (filiale de la Société de transport de Montréal) : une somme maximale de trente huit mille cinq cent seize dollars et soixante-trois cents (38 516,63 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de trente neuf mille trois cent soixante-dix-huit dollars et quatre-vingt-quatorze cents (39 378,94 $) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de soixante-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-quinze dollars et cinquante-sept cents (77 895,57 $) taxes incluses.

c) une somme maximale totale de vingt-trois mille trois cent trente-neuf dollars et quatre-vint-treize cents (23 339,93 $) taxes incluses pour l'audit financier du taux global de taxation réel de la Ville pour les années financières 2018 et 2019; soit une somme maximale de onze mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept dollars et cinquante cents (11 497,50 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de onze mille huit cent quarante-deux dollars et quarante-trois cents (11 842,43 $) taxes incluses pour l'année 2019;

d) une somme maximale totale de dix-huit mille six cent quatre-vingt-quatre dollars et trente-quatre cents (18 684,34 $) taxes incluses pour l'audit financier du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de natures locales et les compétences d'agglomération; soit une somme maximale de neuf mille cent quatre-vingt-dix-huit dollars (9 198,00 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de neuf mille quatre cent quatre-vingt-six dollars et trente-quatre cents (9 486,34 $) taxes incluses pour l'année 2019. »



ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

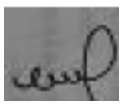
Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2020

CONTRACTANT

Par : _____
Martin Granger

La présente convention de modification (Addenda no 4) a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le e jour de _____ 2020 par la résolution numéro _____



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208395001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , Division Informations financières
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 94 821,84 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no. 2 ainsi qu'à l'Addenda no. 3 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2019. / Approuver le projet d'addenda no 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG17 0491, CG18 0052, CG18 0410, CG19 0026 et CG19 0371, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 062 722,35 $ à 3 157 544,19 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1208395001 - Deloitte.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget - Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-25

Pierre BLANCHARD
Conseiller Budgétaire

Tél : 514 872-6714
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1203438027

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 399 761,18 $, taxes incluses (contrat : 333 134,32 $ + contingences : 66 626,86 $ $) - Appel d'offres public 20-18179 - 1 soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Les services EXP inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 333 134,32 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18179 ;
2. d'autoriser une dépense de 66 626,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-20 17:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438027**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 399 761,18 $, taxes incluses (contrat : 333 134,32 $ + contingences : 66 626,86 $ $) - Appel d'offres public 20-18179 - 1 soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

Des plaintes récurrentes de mauvaises odeurs sont déposées depuis 2010 à la direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) par des résidents qui demeurent près de la station de pompage Belfroy. Selon l'arrondissement d'Anjou, ces plaintes existeraient depuis beaucoup plus longtemps.

Une étude d'avant projet a été émise par la DEEU en septembre 2016. Le diagnostic est à l'effet que la cheminée d'évacuation de l'air vicié extrait du puits mouillé et du réseau d'égout est la source des mauvaises odeurs émises dans l'atmosphère environnant de la station de pompage Belfroy. Ces rejets ne respectent pas les normes de l'article 3.04 du règlement 2001-10 de la CMM qui réglemente les émissions dans l'atmosphère d'un agent polluant odorant.

La solution retenue est celle de l'implantation d'un système d'extraction et de traitement de l'air vicié. Ce système sera abrité dans un nouveau bâtiment qui sera annexé à la station de pompage Belfroy. Ce nouveau bâtiment a reçu en septembre 2019 un avis positif du comité consultatif de l'urbanisme de l'arrondissement d'Anjou.

Afin de permettre l'implantation de la nouvelle annexe, la conduite de refoulement du côté sud a dû être déplacée en 2020 à l'avant du bâtiment existant.

Dans le cadre de ce projet, les services d'une firme de professionnels en ingénierie multidisciplinaire sont requis pour la conception des ouvrages, l'émission des plans et devis préliminaires requis pour la préparation de l'appel d'offres ainsi que pour effectuer la surveillance lors de la réalisation des travaux.

Le 16 avril 2020, un appel d'offres a été publié sur SEAO et dans Le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 4 juin 2020. La période de validité des soumissions est de 180 jours.

Deux addenda ont été émis:

Addenda 1 - 1 mai 2020 - Modifications aux règlements de gestion contractuelle;
Addenda 2 - 11 mai 2020 - Report de date.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1642 - 30 octobre 2019 - Accorder un contrat à 9140-2594 Québec inc (Construction Arcade) pour les travaux de déplacement de la conduite de refoulement à la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 290 778,68 $ (contrat : 238 343,18 $, contingences : 47 668,64 $, incidences: 4 766,86 $) - Appel d'offres public 2019-04-TR - 2 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Les disciplines d’ingénierie impliquées dans ce projet sont :

• la gestion de projet;

• le civil (ou municipal incluant le génie des transports);

• les structures;

• la mécanique des procédés;

• la mécanique de bâtiment (plomberie, ventilation et chauffage);

• l’électricité;

• l’instrumentation et contrôle;

La première phase, intitulée « Conception, plans et devis », consiste à fournir les ouvrages et à fournir les plans et devis pour permettre le lancement d'un appel d'offres pour la construction, l'assistance lors de l'appel d'offres et la production des plans émis pour construction.

La deuxième phase, intitulée « Plan de surveillance », consiste à fournir un document décrivant l'agencement des activités des différentes disciplines d'ingénierie impliquées dans les travaux.

La phase 3 est intitulée « Surveillance/inspections ». Elle consiste à fournir les services pour permettre le suivi, le contrôle de la qualité et la gestion des travaux de construction, de programmation, de mise en service et la création des documents tels que construits (plans finaux, manuels techniques, etc.).

La durée anticipée du mandat est de 3 ans.

JUSTIFICATION

Trois firmes se sont procuré les documents d'appels d'offres. Une seule firme a présenté une soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**CONTINGENCES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les services EXP inc.	79,3	3,88	333 134,32 $	66 626,86 $	399 761,18 $
Dernière estimation réalisée			294 350,96 $	58 870,19 $	353 221,15 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					46 540,03 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					13,18 %

Veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions.

L'écart entre la proposition de l'adjudicataire et la dernière estimation est défavorable de 13,18%. Cet écart s'explique principalement par une différence de 41 645 $ dans la conception des ouvrages et la fourniture des plans et devis (article 1 du bordereau). Les coûts de conception d'une nouvelle annexe à la station de pompage existante, dans un environnement résidentiel entièrement développé et sur un terrain municipal dont la surface est restreinte, s'avèrent plus importants que prévu.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises du RENA ont été faites. La firme Les services EXP inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal.

Conformément au décret 795-2014 du gouvernement du Québec daté du 10 septembre 2014 et entré en vigueur le 24 septembre 2014, les firmes devaient détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres et Les services EXP inc. possède une telle attestation valide jusqu'au 12 mars 2023. Ce document a été reproduit en pièce jointe.

Il est recommandé d'octroyer le contrat à Les services EXP inc. au prix de sa soumission; soit: 333 134,32 $ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la fourniture de services professionnels pour la conception et la surveillance de l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts desservant le site de la station de pompage Belfroy est de 399 761,18 $ toutes taxes et contingences incluses.
Ceci représente un montant de 365 035,24 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les services d'une firme de professionnels en ingénierie sont requis pour concevoir l'annexe au bâtiment, préparer les plans et devis et effectuer la surveillance des travaux. Autrement, ce projet ne pourrait avoir lieu et des plaintes de mauvaises odeurs de résidents demeurant à proximité de la station de pompage Belfroy continueraient d'être rapportées.

De plus, la Ville irait à l'encontre de l'article 3.04 du règlement 2001-10 de la CMM qui réglemente les émissions d'agents polluants odorants dans l'atmosphère.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Préparation des plans et devis: Septembre 2020;
- Appel d'offres pour construction : 1 mai 2021;

- Début travaux : septembre 2021;

- Mise en service : juillet 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-26

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-07-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-17

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 13 mars 2020

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

N° de décision : 2020-DAMP-1269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EXP SERVICES INC. et PROJI-CONTROLE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203438027

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Les services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 399 761,18 $, taxes incluses (contrat : 333 134,32 $ + contingences : 66 626,86 $ $) - Appel d'offres public 20-18179 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO _ Liste des commandes.pdf 20-18179_pv.pdf 20-18179 intervention.pdf

20-18179 Tableau comité.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-03

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18179

No du GDD : 1203438027

Titre de l'appel d'offres : SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONCEPTION ET SURVEILLANCE POUR L'UNITÉ D'EXTRACTION ET DE TRAITEMENT DES ODEURS D'ÉGOUT DESSERVANT LE SITE DE LA STATION DE POMPAGE BELFROY

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 21 - 5 - 2020

Ouverture faite le : 4 - 6 - 2020

Date du comité de sélection : 18 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 11 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 48 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 12 - 2020

Date d'échéance révisée : 1 - 12 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Services EXP Inc.	333 134,32	√	

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant déposé de soumission a été effectué. Une (1) firme mentionne que le devis est trop contraignant pour se qualifier. L'autre preneur n'a pas retourné de formulaire de non-participation.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 3 - 7 - 2020

20-18179 - SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONCEPTION ET SURVEILLANCE POUR L'UNITÉ D'EXTRACTION ET DE TRAITEMENT DES ODEURS D'ÉGOUT DESSERVANT LE SITE DE LA STATION DE POMPAGE BELFROY

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Services EXP Inc.	4,00	7,33	7,00	12,33	24,33	24,33	79,3	333 134,32 $	3,88	1
							-		-	
							-		-	
							-		-	
							-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité	
Date	18-06-2020
Heure	9h
Lieu	vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

Liste des commandes

Numéro : 20-18179
Numéro de référence : 1360429
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONCEPTION ET SURVEILLANCE POUR L'UNITÉ D'EXTRACTION ET DE TRAITEMENT DES ODEURS D'ÉGOUT DESSERVANT LE SITE DE LA STATION DE POMPAGE BELFROY

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sophy Duquette Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1733134)** 2020-04-24 8 h 10 **Transmission :** 2020-04-24 8 h 10	3304379 - 20-18179 addenda 1 2020-05-01 9 h 41 - Courriel 3310734 - 20-18179 addenda 2 avec report 2020-05-11 20 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Asisto Inc. 2099 Boulevard Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G 2J4 NEQ : 1171314298	Monsieur Martin Beaudry Téléphone : 450 646-1903 Télécopieur :	**Commande : (1731356)** 2020-04-21 8 h 49 **Transmission :** 2020-04-21 8 h 49	3304379 - 20-18179 addenda 1 2020-05-01 9 h 41 - Courriel 3310734 - 20-18179 addenda 2 avec report 2020-05-11 20 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1729969)** 2020-04-16 20 h 54 **Transmission :** 2020-04-16 20 h 54	3304379 - 20-18179 addenda 1 2020-05-01 9 h 41 - Courriel 3310734 - 20-18179 addenda 2 avec report 2020-05-11 20 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438027

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Les services EXP inc., pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour l'unité d'extraction et de traitement des odeurs d'égouts de la station de pompage Belfroy dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 399 761,18 $, taxes incluses (contrat : 333 134,32 $ + contingences : 66 626,86 $ $) - Appel d'offres public 20-18179 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438027_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-03

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1203219004

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $ taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total de 316 181,25 $ à 516 181,25 $ taxes incluses.

Il est recommandé :
d'autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $ taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total de 316 181,25 $ à 516 181,25 $ taxes incluses.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-06-29 09:27

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203219004**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $ taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total de 316 181,25 $ à 516 181,25 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Des firmes de génie-conseil, des entreprises de construction et des individus ont participé à un stratagème collusionnaire pour contourner les règles d'adjudication et de gestion de contrats publics en vue de l'attribution dirigée du contrat « Projet ICI et optimisation de réseau » - communément appelé « le contrat des compteurs d'eau » - conclu le 17 mars 2008 à la suite de la résolution du conseil d'agglomération du 29 novembre 2007 (CG07 0449 - Dossier décisionnel 1071933001).
La L oi 26

En avril 2015, les autorités gouvernementales ont adopté la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics* (ci-après : la « Loi 26 »). Ses dispositions ont pour but de conférer à des organismes publics comme la Ville de Montréal des moyens de nature exceptionnelle favorisant la récupération de montants indûment payés à la suite de la mise en place de systèmes de trucage des règles d'attribution des contrats publics. Ces règles particulières concernent entre autres la responsabilité des dirigeants, la prolongation des délais pour poursuivre et la présomption de valeur du préjudice subi.

L'application de la Loi 26 a été suspendue pendant deux ans pour la mise en œuvre de son Programme de remboursement volontaire (PRV) en vue de permettre à des entreprises et des individus qui le jugeaient opportun de conclure confidentiellement, dès ce stade préliminaire, une entente hors cour leur évitant les conséquences d'un recouvrement judiciaire gouverné par les règles particulières de recouvrement de cette loi.

Plusieurs firmes, entreprises et individus se sont prévalus de ce mode alternatif de règlement de litige à l'égard de la Ville de Montréal, ce qui a permis la récupération d'importantes sommes d'argent. Les transactions en découlant doivent demeurer confidentielles sauf pour les informations apparaissant au rapport de la ministre de la justice de juin 2018, en l'occurrence le nom des personnes et entreprises y ayant participé.

Passé cette période, le 15 décembre 2017 les règles de recouvrement particulières de la Loi 26 sont alors entrées en vigueur et la Ville a choisi de s'en prévaloir en poursuivant en justice les acteurs des stratagèmes frauduleux avec qui aucun règlement n'était intervenu pendant la durée du PRV.

La réclamation relative au contrat des compteurs d'eau

Les travaux de la Commission Charbonneau, les enquêtes policières ainsi que les enquêtes effectuées sous la responsabilité du bureau du Contrôleur général de la Ville ont mis en lumière des stratagèmes de collusion et de fraude qui, à Montréal, ont entaché l'attribution et l'administration de contrats publics entre 2001 et 2009 et plus particulièrement celui des compteurs d'eau signé en 2008.

En conséquence de la résiliation en décembre 2009 de ce contrat de 355 M$, la Ville a encouru des dépenses se chiffrant à 14 M$, incluant les frais d'experts. L'institution d'une procédure en recouvrement de cette somme a été autorisée en septembre 2018 à l'endroit des parties impliquées qui n'avaient pas conclu d'entente à cet égard dans le cadre du PRV (Dossier décisionnel 1183219010 – CE18 1585).

Le 26 septembre 2018, un recours de 14 M $ a donc été signifié à 35 défendeurs, principalement Simard- Beaudry construction inc., ses dirigeants dont Antonio Accurso, Frank Zampino, Construction Frank Catania & asssociés inc, ses dirigeants dont Paolo Catania, et Les consultants SM inc, ses dirigeants dont Bernard Poulin, auxquels s'ajoutent les multiples compagnies de gestion impliquées.

En raison de l'importance de l'enjeu, de l'ampleur de la preuve judiciaire dans ce dossier et des ressources qu'elle mobilise, il a fallu faire appel à des avocats externes pour préparer et administrer ce recours. Il s'agit du cabinet IMK dont les avocats attitrés, Me Eleni Yiannakis (Barreau 2000) et Me Raphaël Lescop (Barreau 2001), ont une vaste expertise en droit municipal et à l'égard des stratagèmes illégaux et frauduleux dont la Ville a été victime durant la période ici en cause. Les avocats de la Ville assurent un suivi serré et demeurent en support au travail de ces procureurs dont ils se déclarent entièrement satisfaits.

En 2018, des crédits de 275 000 $ plus taxes avaient été approuvés pour les honoraires d'avocats, soit une somme de 200 000 $ plus taxes (1183219010) s'ajoutant aux crédits de 75 000 $ plus taxes initialement engagés pour la préparation de la procédure (2183219003). Cette réserve d'honoraires avait été autorisée sur la base du coût des services professionnels estimés nécessaires pour parvenir à la mise en état du dossier. En raison de la multiplication des procédures d'obstruction auxquelles la Ville a dû faire face, il est toutefois nécessaire de requérir une majoration des sommes allouées à ces services professionnels alors que n'est pas atteinte l'étape de la mise au rôle.

Les parties défenderesses, représentées par six bureaux d'avocats, ont en effet mis tout en œuvre pour faire obstacle à la progression du recours qui, deux ans plus tard, n'en est qu'au stade de l'interrogatoire du témoin de la Ville.

Les demandes documentaires par dizaines, l'exigence de transmission de plusieurs centaines de documents, sans compter les demandes et requêtes cherchant par tous les moyens à entraver le recours ont obligé la Ville à encourir d'importantes dépenses en honoraires professionnels. À l'heure actuelle, les crédits disponibles sont presque entièrement épuisés.

Nous devons donc recommander à ce titre une majoration des crédits pour services professionnels de 200 000 $, taxes incluses.

N/D: 15-001130

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1183219010 - CE18 1585 - Autoriser l'institution de procédures en vue de récupérer les sommes payées injustement par la Ville à la suite de fraudes ou de manoeuvres dolosives dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau et autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, plus taxes, en services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville devant la Cour supérieure.
2183219003 - RETENIR les services du cabinet IMK afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du dossier des compteurs d'eau et AUTORISER à cette fin la réserve de la somme de 75 000 $, plus taxes (N/D: 15-001130) Imputation: Agglomération

DESCRIPTION

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $ taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau.

JUSTIFICATION

Depuis 2018, les avocats externes agissant pour la Ville ont dû faire face à une panoplie d'initiatives des parties défenderesses visant à freiner l'avancement du recours. Se sont ainsi succédé des demandes de précisions, de radiation d'allégations, de contestation de la validité de la Loi 26 et des réquisitions de milliers de documents à titre de préengagements et d'engagements au stade des interrogatoires au préalable. Une gestion particulière de l'instance a dû être ordonnée par la Cour.
À ce jour, les décisions interlocutoires rendues par la Cour supérieure donnent raison à la Ville. La Cour a donc jugé suffisamment claire la rédaction de la procédure avec ses 90 pages et ses 638 paragraphes. La Cour a aussi rejeté les demandes de radiations d'allégations et de pièces, toutes liées aux travaux de la Commission Charbonneau et aux mandats de perquisitions des policiers. Il n'en demeure pas moins que chacun de ces débats a grugé beaucoup de temps. Il en fut de même des innombrables demandes documentaires qui ont nécessité un investissement considérable en ressources de la part du cabinet externe, avec une implication soutenue des avocats de la Ville.

S'ajoutent aussi à tous ces incidents procéduraux la contestation virulente opposée par les parties défenderesses aux demandes de la Ville en vue d'obtenir accès à des documents qui sont actuellement entre les mains des policiers, requêtes qui devront dès lors faire l'objet d'un autre débat judiciaire à ce stade préliminaire.

Les défendeurs contestent enfin la validité de la Loi 26 et, pour ce faire, se liguent avec les parties défenderesses des autres dossiers de poursuites engagées par la Ville pour récupérer l'agent public versé en trop à cause des stratagèmes de collusion et de fraude. Laval et Gatineau sont également impliquées dans ces débats, avec dans ce dernier cas les mêmes avocats externes, ce qui permet à cet égard un partage des honoraires. Au moins, les demandes de suspension des procédures des différents recours basés sur la Loi 26 ont-elles été rejetées, ce qui évite de bloquer leur avancement en attendant que les tribunaux ne statuent sur sa légalité.

Tous ces épisodes procéduraux ont entraîné d'importantes dépenses en honoraires professionnels de sorte que les sommes initialement allouées ont été principalement utilisées à ces fins qui n'avaient pu être comptabilisées dans l'évaluation qui précédait l'institution des procédures.

Prenant en considération les étapes ultérieures encore à franchir, nous devons ici recommander de majorer de 200 000 $ les crédits à réserver afin de parvenir à la mise en état du dossier. Il s'agit de l'évaluation des avocats externes qui correspond également à la nôtre, compte tenu des paramètres du dossier. Au stade ultérieur de l'instruction, il faudra ensuite procéder à la réévaluation des honoraires professionnels requis suivant la durée de procès qui sera ainsi fixée par le tribunal.

Comme mentionné plus haut, les services professionnels externes de ce dossier sont rendus par Me Eleni Yiannakis (Barreau 2000) et Me Raphael Lescop (Barreau 2001), du cabinet IMK. Ces deux juristes d'expérience en droit municipal et commercial ont une très bonne connaissance de la Loi 26 et des pratiques illégales d'attribution de nombreux contrats publics qui ont eu cours au détriment de la Ville à l'époque du contrat des compteurs d'eau. Leur taux horaire est de 285 $ en conformité avec la grille tarifaire adoptée en 2014 par le comité exécutif. Ce taux demeure considérablement moins élevé que leurs taux habituels qui se chiffrent à plus de 500 $/h. Ils travaillent avec des avocats juniors au taux de 150 $/h et avec une parajuriste au taux de 100 $/h, le tout en conformité avec la grille tarifaire du comité exécutif.

Les services professionnels qu'exige l'administration d'un dossier de cette envergure requièrent donc une réserve de crédits additionnelle de 200 000 $, majoration dont nous recommandons l'approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de 516 181,25 $ (taxes incluses) pour les services du cabinet IMK, est composé des 3 montants comme suit :

- 200 000 $ taxes incluses (182 626,66 $ net des ristournes de taxes) en somme additionnelle réservée par le présent dossier décisionnel 1203219004 ;
- 229 950 $ taxes incluses (209 975 $ net des ristournes de taxes, 200 000 $ excluant toutes taxes) – décision CE18 1585 -no Sommaire 1183219010 - *Autoriser l'institution de procédures en vue de récupérer les sommes payées injustement par la Ville à la suite de fraudes ou de manoeuvres dolosives dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau et autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $, plus taxes, en services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville devant la Cour supérieure.*
- 86 231,25 $ taxes incluses (78 740,63 $ net des ristournes de taxes, 75 000 $ excluant toutes taxes) – décision DA183219003 – *no* Sommaire 2183219003 - *RETENIR les services du cabinet IMK afin de représenter la Ville de Montréal dans le cadre du dossier des compteurs d'eau et AUTORISER à cette fin la réserve de la somme de 75 000 $, plus taxes.*

La dépense de 200 000$ taxes incluses (182 626,66 $ net des ristournes de taxes) sera imputée à l'Agglomération, car le dossier concerne les compteurs d'eau qui sont de compétence d'agglomération, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier NADON
Avocat et chef de division

Tél : 514 868-5256
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-01

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe

Tél : 514 872-4222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514 872-4222
Approuvé le : 2020-06-24

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514 872-4222
Approuvé le : 2020-06-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203219004

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 $ taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville de Montréal dans le cadre de l'attribution du contrat des compteurs d'eau, majorant ainsi le montant total de 316 181,25 $ à 516 181,25 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1203219004 - Cabinet IMK.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget
Service Des Finances, Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier
Point De Service Hdv
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-15

Celine D'AOUST
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-4938
Division : Service Des Finances, Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier
Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1203769001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat pour des services professionnels pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023 à Sports Montréal inc. au montant maximal de 722 785,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18004 - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

Il est recommandé :

1. D'accorder à Sports Montréal inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de trois ans, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 722 785,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18004;
2. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-30 08:48

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203769001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat pour des services professionnels pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023 à Sports Montréal inc. au montant maximal de 722 785,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18004 - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

CONTENU

CONTEXTE

Héritage des Jeux olympiques d'été de Montréal en 1976, les Jeux de Montréal (Jeux) ont été tenus pour la première fois en 1978. L'objectif principal des Jeux est d'organiser un événement sportif pour les jeunes montréalais des arrondissements et des villes liées inscrits dans un programme d'initiation. L'événement permet aux participants de vivre une première compétition de grande envergure dans des installations de haut niveau. Il vise également à donner le goût aux jeunes de poursuivre la pratique de l'activité physique tout en développant un esprit sportif. Les jeux identifient particulièrement les jeunes de 6 à 12 ans comme porteurs d'avenir de notre société montréalaise.
Outre les compétitions, ce grand rassemblement inclut des cérémonies protocolaires et un programme d'animation. Plus de 5 000 jeunes se retrouvent chaque année pour participer à l'une des nombreuses disciplines sportives de la compétition, au programme culturel et aux activités libres. Cet événement est soutenu en termes de biens et de services, notamment, par des prêts de matériel et d'installations.

En 2007, l'administration municipale décidait de revoir la gouvernance des Jeux de Montréal. La Commission sportive de Montréal inc. a été recommandée comme partenaire pour l'organisation des Jeux de Montréal. Après 10 ans, l'actualisation des exigences et des objectifs était nécessaire afin d'assurer la pérennité des Jeux et son sain développement. Par souci de transparence, la Ville de Montréal a souhaité obtenir des propositions d'organismes à but non lucratif (OBNL) issus du milieu sportif et ayant un rayonnement métropolitain, afin d'assurer l'atteinte des cibles de l'événement. À la suite d'un appel

d'offres par voie d'invitation, le contrat a été octroyé à l'organisme Sports Montréal inc. pour l'organisation des Jeux de Montréal 2018 à 2020.

Un processus d'appel d'offres public 20-18004 a été lancé en avril dernier pour l'organisation des Jeux de Montréal 2021-2023. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite octroyer le contrat à la firme ayant été recommandée par le comité de sélection.

Addenda 1 émis le 28 avril 2020, remplacement du document : «Règlement sur la gestion contractuelle», aucune incidence sur le prix.
Addenda 2 émis le 4 mai 2020, report de la date d'ouverture des soumissions au 28 mai 2020, aucune incidence sur le prix.
Addenda 3 émis le 20 mai 2020, questions concernant la Covid-19, ont pu augmenter le prix.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0201 - 18 mai 2017 Accorder un contrat de gré à gré, à la suite d'un processus de sélection par voie d'invitation, à l'organisme à but non lucratif Sports Montréal inc. pour piloter le programme des Jeux de Montréal pour les années de réalisation 2018 à 2020, pour une somme maximale de 618 061,41 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 92 709,21 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2017**.**
CG17 0046 - 23 février 2017 Renouveler le soutien financier de 220 000 $ et le soutien en biens et services pour le projet des Jeux de Montréal 2017 avec la Commission sportive Montréal Inc. / Approuver la convention entre la Commission sportive Montréal Inc. et la Ville de Montréal pour le projet des Jeux de Montréal 2017.

CG14 0023 - 30 janvier 2014 Accorder un soutien financier totalisant 660 000 $, soit un montant annuel de 220 000 $, et un soutien en biens et services d'une valeur de 102 825 $, pour les années 2014, 2015 et 2016 à la Commission sportive Montréal-Concordia / Approuver le projet de convention à cette fin.

CG10 0370 - 28 octobre 2010 Accorder un montant de 37 300 $ afin de compléter le soutien financier pour l'année 2010 et un soutien financier récurrent de 220 000 $ pour 2011, 2012 et 2013, à la Commission sportive Montréal-Concordia pour le programme des Jeux de Montréal / Approuver le projet de protocole d'entente à cet effet.

CG07 0452 - 29 novembre 2007 Accepter la recommandation du comité aviseur mis en place dans le cadre de la révision de la gouvernance des Jeux de Montréal et reconnaître à cet effet la Commission sportive Montréal-Concordia comme partenaire et approuver le protocole d'entente pour l'organisation des Jeux, d'une durée de 3 ans (2008-2010) et octroyer une somme de 178 400 $ annuellement.

DESCRIPTION

L'appel d'offres public a été réalisé dans le but d'obtenir les services d'une firme répondant le mieux aux besoins de la Ville pour la réalisation du mandat des Jeux. À la suite de ce processus et de l'analyse des soumissions, le présent sommaire décisionnel propose d'octroyer le contrat à l'organisme Sports Montréal inc., le seul soumissionnaire ayant obtenu plus de 70 % selon la grille d'évaluation.
Le contrat vise à octroyer les services d'administration et d'organisation d'un événement multisport de qualité pour la clientèle visée, et ce, sans distinction de religion, d'âge, de race, de genre, de langue ou d'appartenance culturelle. De plus, le soumissionnaire s'engage à travailler de concert avec les différentes structures sportives montréalaises afin

d'accroître l'intérêt des jeunes montréalais pour la pratique du sport et de l'activité physique à long terme.

JUSTIFICATION

L'octroi d'un contrat est essentiel à la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal des éditions 2021 à 2023.
Cette demande d'octroi fait suite à l'appel d'offres Nº 20-18004 effectué par le Service de l'approvisionnement, Direction générale adjointe - Services institutionnels de la Ville de Montréal.

Entreprises ayant pris possession du cahier des charges: (13)
Entreprises soumissionnaires: (2)
Aucun désistement

Le tableau qui suit présente les prix soumis taxes incluses tels qu'analysés par le Service de l'approvisionnement.

Soumissions conformes	**Prix de base (sans taxes)**	**Taxes**	**Total (taxes incl.)**
Sports Montréal inc.	628 646,00 $	94 139,74 $	722 785,74 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	574 035,00 $	85 964,73 $	659 999,73 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			722 785,74 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,00 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			s.o.
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			s.o.
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			62 786,01 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			9,51 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			s.o.
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			s.o.

Les prix déposés par le seul soumissionnaire conforme sont supérieurs de 9,51 % à l'estimation réalisée à l'interne. Cet écart s'explique par le fait que l'estimation a été calculée net de ristourne tandis que la soumission inclus toutes les taxes applicables.

L'octroi de contrat se fait suivant une recommandation du comité de sélection à partir d'un système de pointage selon les critères d'évaluations et pondérations suivants :

1) Présentation de l'offre 5 %;
2) Compréhension du mandat et de la problématique 10 %;
3) Approche proposée 25 %;
4) Capacité de production et échéancier 20 %;

5) Expérience et expertise de la firme dans des projets semblables 20 %;
6) Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20 %.

Le comité de sélection procède à l'ouverture des enveloppes B (offre financière) de toutes les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire de soixante-dix pour cent (70 %) et plus.

Selon le résultat global de l'analyse et de l'évaluation des soumissions, nous recommandons l'octroi du contrat à Sports Montréal inc.

Le soumissionnaire Vivaction à eu une note inférieure à 70% dans 4 des 6 critères de sélection.

Critère 2: Compréhension du mandat et de la problématique;
Critère 3: Approche proposée;
Critère 4: Capacité de production et échéancier;
Critère 5: Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur totale du contrat est de 722 785,74 $ taxes incluses, soit 659 999,73 $ net de ristourne. La contribution de la Ville sera financée par le budget de fonctionnement de la division de la gestion des installations du SGPMRS.
Le budget requis pour ce contrat est disponible dans la base budgétaire du SGPMRS. Le montant octroyé par la Ville au mandataire sera déboursé en deux versements pour chaque édition, soit un au début de l'année et l'autre à la remise du bilan de l'événement. Les montants seront versés à la réception des factures et après l'approbation des livrables reçus par le responsable du projet au SGPMRS.

La structure des versements (montants net de ristourne) est la suivante :
2021 - Pour un total annuel de 219 999,91 $.
2022 - Pour un total annuel de 219 999,91 $.
2023 - Pour un total annuel de 219 999,91 $.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération conformément à la compétence d'aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine.

Conformément au devis technique et suivant l'entente avec le SGPMRS, Sports Montréal inc. doit prévoir retourner à la Ville, aux organismes partenaires et au promoteur des Jeux subséquent, tout bien acquis dans le cadre de son mandat de réalisation. L'organisme devra respecter les procédures, encadrements et exigences, fournis par la Ville, liés à l'exécution de son mandat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au *Plan de développement durable 2016-2020* de la Ville de Montréal, le SGPMRS continuera à sensibiliser le promoteur à réaliser cet événement de manière écoresponsable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière et le soutien en biens et services sont essentiels à la tenue des Jeux de Montréal. La Ville assure la pérennité des Jeux de Montréal avec cet octroi de contrat pour les éditions de 2021, 2022 et 2023. L'offre de services aux enfants qui participent aux Jeux de Montréal pourra être maintenue.

Si la Ville refuse le présent octroi de contrat en services professionnels, elle risque de mettre fin aux Jeux de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'organisme devront convenir les adaptations ou les ajustements requis. Si la situation de la pandémie perdure, la Ville peut diminuer le montant du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme mandataire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2020 - présentation au comité exécutif

- Août 2020 - présentation au conseil municipal
- Août 2020 - présentation au conseil d'agglomération
- Planification de l'édition 2021
- Planification de l'édition 2022
- Planification de l'édition 2023
- Rencontre annuelle d'évaluation des objectifs

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), Mme Louise-Hélène Lefebvre désigne Mme Sylvia-Anne Duplantie, directrice - Aménagement des parcs et espaces publics, pour la remplacer du 18 juillet au 2 août 2020 inclusivement dans ses fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à ses fonctions.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Ghislaine LACHAPELLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvonne REYES
Conseillère en planification

Tél : 514 872-9983
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-06

Jean-François DULIÈPRE
c/d gestion des installations (dir sports)

Tél : 514-872-7990
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2020-07-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Pour : Louise-Hélène Lefebvre

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne madame Sylvia-Anne Duplantie, directrice - Aménagement des parcs et espaces publics, pour me remplacer du 18 juillet au 2 août 2020 inclusivement dans mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions. Et j'ai signé, Louise-Hélène Lefebvre

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-07-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203769001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Octroyer un contrat pour des services professionnels pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023 à Sports Montréal inc. au montant maximal de 722 785,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18004 - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18004_Intervention 1203769001.pdf
20-18004_SEAO__Liste des commandes.pdf
20-18004_Tableau prix.pdf
20-18004_pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislaine LACHAPELLE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Lina PICHÉ
c/d acquisition
Tél : 514-872-5396
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18004 — No du GDD : 1203769001

Titre de l'appel d'offres : Service professionnels pour la planification, organisation et gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 21 - 5 - 2020

Ouverture faite le : 28 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 23 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 15,38

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Vivaction Gestion Sport Loisirs	N'a pas atteint la note de passage qualitative de 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 24 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Sport Montréal Inc.	722 785,74	√	

Information additionnelle

Treize (13) firmes ont pris possession du cahier de charge sur le site de SEAO. Seulement deux firmes ont déposé une offre de service. La Firme Vivaction n'a pas atteint la note de passage qualitative de 70% donc l'enveloppe de prix n'a pas été ouverte.Trois (3) addenda ont été transmis dans le cadre de ce projet, soit pour répondre à des questions, modifier l'annexe de gestion contractuelle et une pour reporter la date d'ouverture. Un courriel a et envoyé aux firmes qui n'ont pas répondue à l'offre afin de connaitre les raisons de leurs désistements, la majorité d'entre elles nous ont répondue être trop occupé pour pouvoir répondre à l'offre dans le temps alloué, d'autre que ce n'était pas leurs champs d'expertise et finalement pour des fins de consultations seulement.

Préparé par : Ghislaine Lachapelle — Le 14 juillet 2020

20-18004 - Service professionnels pour la planification, organisation et gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 25%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Sports Montréal inc.	3,83	9,33	20,50	17,67	16,17	18,67	86,2	722 785,74 $	1,88	1
Vivactions inc.	3,67	6,67	17,17	13,00	12,67	14,00	67,2			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Ghislaine Lachapelle									

Comité	
Date	23-06-2020
Heure	13H30
Lieu	Visioconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18004
Numéro de référence : 1363395
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Services professionnels pour la planification, organisation et gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9168-5909 Quebec Inc 5455 de Gaspé Bureau 470 Montréal, QC, H2T 3B3	Monsieur Louis-David Loyer Téléphone : 514 781-2045 Télécopieur :	**Commande : (1740528)** 2020-05-12 11 h 18 **Transmission :** 2020-05-12 11 h 18	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-05-12 11 h 18 - Téléchargement 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-12 11 h 18 - Téléchargement 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des agences de communication créative (A2C) 505, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1250 Montréal, QC, H2Z 1Y7 http://www.a2c.quebec	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Commande : (1729221)** 2020-04-15 13 h 53 **Transmission :** 2020-04-15 13 h 53	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 51 - Courriel 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Balboa Sport 6515 23e av. Montréal, QC, h1t3n3	Monsieur Joel Mineau Téléphone : 514 386-4121 Télécopieur :	**Commande : (1737134)** 2020-05-04 22 h 15 **Transmission :** 2020-05-04 22 h 15	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-05-04 22 h 15 - Téléchargement 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 22 h 15 - Téléchargement 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600	**Commande : (1729359)** 2020-04-15 16 h 35	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 50 - Courriel

Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com	Télécopieur : 514 507-3601	**Transmission :** 2020-04-15 16 h 35	3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Box Experiences 1978 rue de versailles Sainte-Julie, QC, J3E2N6	Monsieur Dominic Rivard-Proulx Téléphone : 438 888-7315 Télécopieur :	**Commande : (1731742)** 2020-04-21 14 h 06 **Transmission :** 2020-04-21 14 h 06	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 50 - Courriel 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Edelman 4446, boulevard St-Laurent suite 501 Montréal, QC, H2W1Z5	Madame Vicky Fréchette Téléphone : 514 844-6665 Télécopieur : 514 844-2588	**Commande : (1729961)** 2020-04-16 19 h 22 **Transmission :** 2020-04-16 19 h 22	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 50 - Courriel 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LBB Consultants Inc 8234 Saint Denis Montréal, QC, H2P 2G6 https://www.lbbsport.com	Monsieur BENOIT GIRARDIN Téléphone : 514 389-8282 Télécopieur : 514 389-4145	**Commande : (1746081)** 2020-05-25 15 h 12 **Transmission :** 2020-05-25 15 h 12	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-05-25 15 h 12 - Téléchargement 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-25 15 h 12 - Téléchargement 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-25 15 h 12 - Téléchargement 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Production Sonia Guidotti Inc. 2742 Fletcher Montréal, QC, H1L4C7	Madame Sonia Guidotti Téléphone : 514 231-6116 Télécopieur :	**Commande : (1732377)** 2020-04-22 15 h 08 **Transmission :** 2020-04-22 15 h 08	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 50 - Courriel 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sénik Inc. 3 avenue Dubé Montréal-Est, QC, H1B4W4 http://www.senik.ca	Monsieur Sylvain Grégoire Téléphone : 418 780-1758 Télécopieur :	**Commande : (1729815)** 2020-04-16 14 h 32 **Transmission :** 2020-04-16 14 h 32	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 50 - Courriel 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sports Montreal 1000 avenue Émile-Journault Montréal, QC, H2M2E7 http://www.sportsmontreal.com	Madame Caroline Pujol Téléphone : 514 872-7177 Télécopieur : 514 872-9626	**Commande : (1735257)** 2020-04-30 7 h 28 **Transmission :** 2020-04-30 7 h 28	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-30 7 h 28 - Téléchargement 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TKNL 1349 Gay-Lussac Boucherville, QC, J4B 7K1 http://www.tknl.com	Monsieur Sylvain Reeves Téléphone : 450 449-2717 Télécopieur :	**Commande : (1730009)** 2020-04-17 8 h 09 **Transmission :** 2020-04-17 8 h 09	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 50 - Courriel 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tribu Expérientiel 4316 Boulevard Saint-Laurent Montréal, QC, H2W 1Z3 http://www.tribuexperientiel.com	Monsieur Micah Desforges Téléphone : 514 831-7241 Télécopieur :	**Commande : (1733626)** 2020-04-27 8 h 51 **Transmission :** 2020-04-27 8 h 51	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-04-28 15 h 50 - Courriel 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 40 - Courriel 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 10 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
VIVACTION 85 rue saint Paul Ouest, bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4	Monsieur Olivier Perron-Collins Téléphone : 514 507-3600	**Commande : (1743272)** 2020-05-19 11 h 55 **Transmission :** 2020-05-19 11 h 55	3302150 - 20-18004_Addenda 1 2020-05-19 11 h 55 - Téléchargement 3305652 - 20-18004_Addenda 2 - REPORT DE DATE

	Télécopieur : 514 507-3601	2020-05-19 11 h 55 - Téléchargement 3316739 - 20-18004_Addenda 3 2020-05-20 16 h 11 - Courriel 3328524 - 20-18004_Enregistrement ouverture publique 2020-06-08 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203769001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Octroyer un contrat pour des services professionnels pour la planification, l'organisation et la gestion des Jeux de Montréal 2021 - 2023 à Sports Montréal inc. au montant maximal de 722 785,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18004 - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203769001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Preposée au budget
Tél : 514-872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-5872
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Devis et guide technique de réalisation des Jeux de Montréal 2021-2023

Les Jeux de Montréal
Ma première compétition

Ville de Montréal

Services des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Table des matières

1. DEVIS TECHNIQUE 4
1.1. MISE EN CONTEXTE 4
1.2. NATURE ET OBJECTIFS DU MANDAT 5
1.3. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU MANDAT 5
1.4. OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE RETENU 5
1.5. OBLIGATIONS DU SGPMRS 7
1.6. OBLIGATIONS DES ARRONDISSEMENTS ET VILLES LIÉES 7
2. GUIDE TECHNIQUE DE RÉALISATION 8
2.1. HISTORIQUE 8
2.2. LES FONDEMENTS ET LA MISSION 8
2.3. GOUVERNANCE DES JEUX DE MONTRÉAL 8
2.4. VOLET DES COMPÉTITIONS 9
2.4.1. Période et durée de l'événement 9
2.4.2. Clientèle visée 9
2.4.3. Cibles de participation 9
2.4.4. Éligibilité des participants 9
2.4.5. Sphère de pratique sportive 9
2.4.6. Critères du choix des disciplines sportives 10
2.4.7. Formation des délégations 11
2.4.8. Inscriptions 11
2.4.9. Répondants sportifs 11
2.4.10. Émulation 11
2.4.11. Sites de compétition 12
2.5. VOLET COMMUNICATION ET MARKETING 12
2.5.1 Plan de communication 12
2.5.2 Plan de commandites 12
2.5.3 Promotion 12
2.5.4 Présidence d'honneur – Porte-parole 13
2.6. VOLET DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES 14
2.6.1 Cérémonies d'ouverture et fête de clôture 14

2.6.2 Animation « fan zone » 14
2.7. VOLET ADMINISTRATIF ET RESSOURCES HUMAINES 15
2.7.1 Budget de l'événement 15
2.7.2 Organigramme 15
2.7.3 Bénévoles 16
2.8. COMITÉS DES JEUX DE MONTRÉAL 16
2.8.1 Table des chefs de division 16
2.8.2 Comité d'orientation stratégique 16
2.8.3 Comité des chefs de délégations 17
2.8.4 Directeurs des villes liées 17
2.8.5 Étapes pour la prise de décision 17
LISTE DES ANNEXES 19
Annexe 1 – Budget type avec pourcentage de dépense à tenir en compte pour les Jeux 20
Annexe 2 - Tableau de participation des athlètes et cibles 21
Annexe 3 – Plan de projet 22
Annexe 4 – Liste du matériel disponible 23
Annexe 5 – Protocole de visibilité 24
Annexe 6 – Plan de communications et utilisation de la signature visuelle 27
Annexe 7 – Plan de commandites 29
Annexe 8 – Horaires types 30
Annexe 9 – Liste des personnes ayant accepté la présidence d'honneur 34
Annexe 10 – Processus de sélection des disciplines 35
Annexe 11 - Calendrier des rencontres 38
Annexe 12 – Documents à fournir à la Ville de Montréal 40
Annexe 13 – Cahier de charges 41

1. DEVIS TECHNIQUE

1.1. MISE EN CONTEXTE

Montréal est une métropole physiquement active, inclusive et accessible à tous, reconnue mondialement pour la qualité de son milieu de vie et son dynamisme sportif.

En vertu de sa Charte des droits et responsabilités, la Ville de Montréal doit :

- Soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie physiquement actif.
- Favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs.

La Ville de Montréal s'est dotée de différents outils de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités physiques et de sports tels que la Déclaration sur le sport régional, la Politique du sport et de l'activité physique et la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs. Ces éléments couronnent plusieurs actions transversales déjà entreprises par la Ville de Montréal depuis 2008 pour revoir l'ensemble de son intervention en sport et en activité physique.

La Ville de Montréal a choisi de miser sur la promotion de la pratique régulière de l'activité physique en raison de ses bienfaits reconnus pour la personne de même que pour la collectivité.

Par l'entremise du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), Montréal est gestionnaire de l'ensemble des Jeux de Montréal, un événement sportif multidisciplinaire axé sur l'initiation à la compétition au sens de trois composantes de la pratique sportive (initiation, récréation et compétition).

Chaque année, plus de 15 000 jeunes athlètes s'initient à la compétition en participant aux différentes épreuves préliminaires dans les arrondissements et les villes liées de l'île de Montréal. Au programme des finales des Jeux de Montréal, ce sont plus de 5 000 jeunes athlètes en devenir qui s'affrontent amicalement dans l'une des 26 disciplines sportives des Jeux de Montréal. **Il est important pour Montréal de mettre l'accent sur le développement du sport sur l'île de Montréal permettant de bonifier l'offre de services et donc la représentativité et son accessibilité.** Le mandat d'organisation d'un tel événement représente un défi organisationnel certes, mais aussi un objectif de mobilisation et d'arrimage des ressources et de l'expertise disponibles dans chaque arrondissement et ville liée de Montréal afin de faire de l'événement, un moment mémorable pour nos jeunes en plus du vecteur de changement pour la société à venir. Le maillage des actions en sport régional, la collaboration, le travail de promotion et la mobilisation permettront d'assurer le succès à long terme de l'événement.

Dans chaque arrondissement et ville liée de l'île de Montréal, il existe une grande quantité et qualité d'intervenants sportifs qui adhèrent aux directions prises en matière de sport et d'activité physique et souhaitent collaborer à les bonifier. L'événement des Jeux de Montréal est une opportunité concrète de s'approprier l'activation afin de susciter des changements collectifs.

Le SGPMRS souhaite la pérennité d'un événement fort, reconnu auprès du milieu sportif montréalais, représentant l'ensemble des arrondissements et villes liées de Montréal et parlant pour notre jeune relève sportive, leur permettant ainsi de développer un goût et peut-être une passion pour le sport et l'activité physique.

1.2. NATURE ET OBJECTIFS DU MANDAT

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal souhaite obtenir des soumissions de potentiels Adjudicataires issus du milieu sportif montréalais et ayant de l'expérience événementielle dans les multisports afin de piloter l'organisation des Jeux de Montréal (ci-après nommé «l'événement»).

Le mandat est d'une durée de trois (3) ans. L'événement a lieu entourant le congé pascal, sur cinq (5) jours. Un changement à cette période ou à la durée de l'événement, implique d'informer le comité stratégique et une approbation par la table des chefs de division est requise.

Les principaux objectifs du mandat sont :

- Organiser un événement multisports de qualité pour tous les jeunes de 6 à 12 ans des arrondissements et des villes liées de la Ville de Montréal inscrits dans un programme d'initiation aux sports, et ce, sans distinction de religion, d'âge, de race, de genre, de langue ou d'appartenance culturelle;
- Travailler de concert avec les différentes structures sportives montréalaises afin d'optimiser l'intérêt pour les jeunes montréalais à la pratique du sport et de l'activité physique à long terme;
- Former une équipe compétente et gérer sainement les finances de l'événement.

Les objectifs spécifiques sont :

- Assurer la tenue d'une compétition majeure, dans un cadre d'initiation à la compétition sportive dans plusieurs disciplines, s'inscrivant à la base du plan de développement de l'athlète;
- S'assurer de la collaboration du milieu sportif montréalais, des arrondissements et des villes liées sur l'ensemble de l'île et valoriser la contribution des intervenants sportifs afin d'augmenter la représentativité du territoire global de Montréal lors de l'événement[1];
- Favoriser le développement de la pratique sportive chez les jeunes montréalaises et montréalais afin de leur donner le goût de poursuivre l'entraînement et la compétition;
- Promouvoir les valeurs fondées sur la participation, l'esprit sportif et la performance;
- Développer chez les participants la fierté de représenter leur arrondissement ou leur ville liée et le sentiment d'appartenance à leur délégation;
- Assurer une programmation diversifiée «fan zone» pour les athlètes durant l'événement;
- Reconnaître les performances des jeunes athlètes de 6 à 12 ans;
- Respecter les orientations de la ville, ex : un événement écoresponsable.

1.3. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU MANDAT

Se référer à la section 2, guide technique des Jeux de Montréal.

1.4. OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE RETENU

L'appel d'offres est public :

- Ayant une mission en lien avec le sport.
- Ayant développé des liens avec le milieu sportif régional montréalais.
- Ayant une expertise dans l'événementiel.

L'Adjudicataire doit réaliser au minimum les étapes suivantes[2] dans son mandat:

1.4.1. Planifier et organiser les Jeux de Montréal, il faudra produire un échéancier et indiquer l'état d'avancement de l'événement;

1.4.2. Assurer la participation des arrondissements et villes liées ainsi que des structures sportives locales dans l'objectif d'atteindre les cibles :

[1] Voir la section 2 du présent document, soit le Guide technique de réalisation

[2] Les détails sont intégrés au Guide technique de réalisation

a. Atteindre un pourcentage d'augmentation de la représentativité du territoire global de Montréal, selon l'annexe 2.

1.4.3. Créer et activer un plan de communication et commandites pertinentes, selon l'annexe 6 et l'annexe 7;

1.4.4. Maintenir et faire croître les revenus autonomes de l'événement, selon l'annexe 1;

1.4.5. Assurer la promotion de l'événement à partir du maximum d'outils promotionnels disponibles (porte-parole, cérémonies protocolaires, signature visuelle, mascottes, identification des athlètes, etc.) Si l'Adjudicataire désire présenter les Jeux lors d'une conférence ou soumettre une candidature lors d'un gala, il devra obtenir l'autorisation avant de débuter toute démarche;

1.4.6. S'assurer de l'approbation du visuel par la Ville avant de produire les outils de communications souhaités, selon l'annexe 5;

1.4.7. Créer et gérer les outils web des Jeux de Montréal en respectant les directives de la Ville de Montréal;

1.4.8. Solliciter, animer ou informer divers groupes de travail de façon à optimiser la mobilisation et la réalisation de l'événement. L'Adjudicataire doit préparer un ordre du jour et un compte-rendu pour toutes les rencontres avec les chefs de délégation et le comité stratégique, voir l'annexe 11;

1.4.9. Préparer l'horaire des compétitions en indiquant les sites, les heures et le nombre d'enfants prévus, se référer aux exemples de l'annexe 8;

1.4.10. Supporter la formation des délégations des arrondissements et des villes liées;

1.4.11. Prévoir une rencontre annuelle d'évaluation des objectifs et présentation de la planification annuelle subséquente à des fins d'évaluation et d'amélioration continues de l'événement avec le Responsable du SGPMRS;

1.4.12. Prévoir retourner à la Ville, aux organismes partenaires ou au prochain promoteur des Jeux de Montréal, suivant entente avec le SGPMRS, tous biens acquis dans le cadre de son mandat pour la réalisation de l'événement;

1.4.13. Souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du mandat une police d'assurance de responsabilité civile générale dans laquelle la Ville est désignée coassurée de 5 000 000 $ (cinq millions);

1.4.14. Le nouvel Adjudicataire devra prévoir participer à des rencontres avec l'Adjudicataire actuel des Jeux de Montréal durant le mois de juin 2020 afin d'assurer une transition harmonieuse entre l'octroi du contrat et la prise en charge du mandat pour minimiser les impacts sur le service offert. Le nouvel Adjudicataire devra prévoir la participation d'un de ses représentants pour un minimum de quinze (15) heures au cours de la période mentionnée précédemment. Sans compter que l'Adjudicataire devra planifier les périodes d'observations (environ 10 heures additionnelles). Le calendrier de ces rencontres sera acheminé par écrit par le Responsable du SGPMRS. Une phase identique devra être prévue à la fin du mandat du nouvel Adjudicataire en 2023. Un cahier de charges devra être remis afin de faciliter le transfert d'information, pour plus de détails se référer à l'annexe 13;

1.4.15. Présenter au SGPMRS dans la première semaine de juin (après la réalisation de l'événement), un rapport annuel de l'événement incluant les informations suivantes :

- Bilan financier de l'année terminée et comparaison avec les cibles du devis, voir l'annexe 1 et un budget provisoire proposé pour l'année subséquente;
- Plan de communication et commandite avec son rapport et son évaluation incluant un bilan de visibilité (le plan de communication et la liste des commanditaires approuvés avec le responsable de la Ville);
- Analyse de participation (par sport, par catégorie d'âge, par genre, par arrondissement et ville liée, pourcentage d'atteinte des cibles);
- Rapport général d'organisation de l'événement;
- Résultat d'un sondage de satisfaction auprès des chefs de délégation et des représentants sportifs;
- Identification des enjeux et recommandations à court, moyen et long terme.

1.4.16. Préparer un calendrier des rencontres en fonction des besoins, se référer à l'annexe 11;

1.4.17. Respecter la reddition de comptes, entre autres, fournir la liste des factures en lien avec l'événement des Jeux de Montréal, pour plus d'informations se référer à l'annexe 12, sans s'y limiter.

1.5. OBLIGATIONS DU SGPMRS

La direction des sports du SGPMRS s'engage à :

- Contribuer financièrement à la réalisation de l'événement via le contrat de service établi avec l'Adjudicataire;
- Fournir la documentation pertinente à l'exécution du mandat ainsi qu'à la bonne collaboration de l'ensemble des partenaires;
- Fournir une liste de contacts pour l'organisation de l'événement ainsi que la gestion des différents comités;
- Fournir la signature visuelle appuyée par le slogan : « Les Jeux de Montréal, ma première compétition »;
- Proposer des conseils à la création de concept graphique et promouvoir l'événement sur les différentes plateformes ville par l'entremise du Service des communications de la Ville de Montréal. Les coûts d'impression ou de production des outils seront assumés par l'Adjudicataire;
- Analyser le rapport annuel, faire des recommandations et maintenir un lien étroit avec l'Adjudicataire;
- Accompagner l'Adjudicataire dans les périodes de transition de début et de fin de mandat à raison de minimum 15 heures de rencontre de groupe et/ou individuel pour chaque période;
- Rendre accessible les plateaux sportifs sous sa responsabilité pour les Jeux de Montréal, sans frais pour l'Adjudicataire, dans la mesure du possible.
- Faciliter l'utilisation du matériel disponible pour la réalisation des Jeux de Montréal, des précisions additionnelles se trouvent à l'annexe 4.

1.6. OBLIGATIONS DES ARRONDISSEMENTS ET VILLES LIÉES

Les arrondissements et les villes liées de l'île de Montréal qui participent aux Jeux de Montréal doivent voir à la mise sur pied, à l'organisation et à l'encadrement de leur délégation. Dans le respect des capacités et de l'autonomie des arrondissements et des villes liées, ils s'engagent à :

- Adhérer et promouvoir les valeurs, la mission et les objectifs des Jeux de Montréal;
- Promouvoir l'événement des Jeux de Montréal et ses activités;
- Voir à la mise sur pied, à l'organisation et à l'encadrement de leur délégation;
- Identifier un chef de délégation et participer aux réunions dans la mesure du possible;
- Tenir des compétitions préliminaires dans son arrondissement ou sa ville, si nécessaire;
- Apporter un soutien technique professionnel aux clubs (ou répondants), si nécessaire;
- Inscrire les participants en utilisant le système d'inscription des Jeux de Montréal;
- Assurer l'encadrement des participants lors des compétitions et de la fête de clôture;
- Organiser des rencontres avec le personnel d'encadrement (entraîneurs);
- Mettre à contribution sa mascotte et trouver un personnificateur, le cas échéant;
- Fournir des services aux participants à leur discrétion (transport, collation, etc.);
- Assumer les frais d'achat et la distribution des chandails de sa délégation;
- Rendre accessibles les plateaux sportifs utilisés par la Ville pour les Jeux de Montréal, sans frais pour l'Adjudicataire retenu, incluant l'équipement nécessaire lié au sport, dans la mesure du possible. L'Adjudicataire devra prioriser les installations ville et favoriser les sites qui disposent du matériel nécessaire aux compétitions. Autrement, des coûts supplémentaires pourraient être engendrés pour l'Adjudicataire;
- Colliger les constats, les recommandations de sa délégation et participer au bilan après les Jeux.

L'apport et la collaboration des arrondissements, des villes liées et des services ville est important à la réussite des Jeux de Montréal.

2. GUIDE TECHNIQUE DE RÉALISATION

2.1. HISTORIQUE

Héritage des Jeux olympiques d'été de Montréal en 1976, les Jeux de Montréal (Jeux) ont été tenus pour la première fois en 1978. L'objectif principal des Jeux est d'organiser un événement sportif pour les jeunes montréalais et montréalaises des arrondissements et des villes liées de la Ville de Montréal, inscrits dans un programme d'initiation, afin de leur faire vivre une première compétition de grande envergure dans des installations de haut niveau et de leur donner le goût de poursuivre la pratique de l'activité physique tout en développant un esprit sportif.

L'événement des Jeux est en lien avec les recommandations de la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports sur le dossier « Montréal, physiquement active » de 2013. Tout comme les Jeux, ces recommandations misent sur la promotion de la pratique régulière de l'activité physique en raison de ses bienfaits reconnus tant pour la personne que pour la collectivité. Les Jeux identifient la jeunesse, particulièrement les jeunes de 6 à 12 ans, comme porteuse d'avenir de notre société montréalaise.

Outre les compétitions, ce grand rassemblement inclut des cérémonies protocolaires et des activités d'animation. Un peu plus de 5 000 jeunes, provenant des arrondissements et des villes liées de Montréal, se retrouvent chaque année pour partager la joie et le plaisir de participer à des compétitions.

Au fil des années, les Jeux de Montréal ont occupé une place importante dans le développement du sport au sein de la jeunesse montréalaise. Plusieurs athlètes qui se sont démarqués sur la scène internationale ont vécu leur première expérience de compétition dans le cadre des Jeux de Montréal : Sylvie Fréchette, Nathalie Lambert et Annie Pelletier comptent au nombre de ces athlètes.

En 2007, l'administration municipale décidait de revoir la gouvernance des Jeux de Montréal, un appel de candidature a eu lieu. Un comité consultatif, formé de représentants de la Ville et du milieu sportif associatif, a analysé les candidatures et recommandé à la Ville de reconnaître la Commission sportive Montréal-Concordia (CSMC) comme partenaire pour l'organisation des Jeux de Montréal, et ce, dès 2008.

En 2017 un appel d'offres sur invitation a eu lieu pour trouver un Adjudicataire des éditions des Jeux de Montréal 2018 à 2020. Un comité a analysé les soumissions et a recommandé à la Ville un nouvel Adjudicataire soit Sports Montréal Inc. (SM).

2.2. LES FONDEMENTS ET LA MISSION

Les Jeux de Montréal doivent continuer à promouvoir la participation, l'esprit sportif et la performance sportive. Ces valeurs, qui inspirent l'événement depuis 1978, font en sorte que ce rendez-vous annuel des jeunes sportifs montréalais de 6 à 12 ans a généré des retombées bénéfiques pour le développement du sport à Montréal.

Placés sous le sceau de l'initiation, ils se veulent une compétition sportive multidisciplinaire où la participation et l'esprit sportif sont au cœur de l'exploit. Chaque printemps, ce grand rendez-vous annuel représente pour tous les participants (enfants, entraîneurs, parents, bénévoles) la consécration des efforts déployés depuis des mois. Les Jeux de Montréal, initiés par la Ville de Montréal et maintenant sous la gouverne de SM depuis 2018, sont réalisés en collaboration avec le milieu sportif montréalais, les arrondissements et les villes liées de l'île de Montréal. La responsabilité des Jeux de Montréal en est une d'agglomération.

2.3. GOUVERNANCE DES JEUX DE MONTRÉAL

La Ville de Montréal doit procéder à un appel d'offres public pour les éditions 2021 à 2023 qui permettra de sélectionner un Adjudicataire dont la mission est entre autres, le développement de la pratique sportive et le maintien des liens avec le milieu sportif régional montréalais. Montréal souhaite bonifier l'offre de services et donc la représentativité et l'accessibilité de l'événement sur l'île de Montréal.

Contrat de services professionnels
Le contrat de services professionnels liant l'Adjudicataire à la Ville de Montréal prendra effet en juin 2020 et se terminera le 30 juin 2023. Divers outils sont prévus afin d'appuyer l'Adjudicataire dans l'exercice de ses fonctions et fixant du fait même quelques objectifs quantitatifs :

L'annexe 1 : Budget type avec pourcentage de dépenses à tenir en compte pour la réalisation
L'annexe 2 : Tableau de participation des athlètes et cibles
L'annexe 3 : Plan de projet
L'annexe 12 : Documents à fournir à la Ville de Montréal

2.4. VOLET DES COMPÉTITIONS

2.4.1. Période et durée de l'événement

Les Jeux de Montréal viennent couronner la saison d'automne et d'hiver des activités organisées sur le territoire de Montréal. Les Jeux sont généralement planifiés entourant le congé pascal, sur cinq (5) jours. Les Jeux de Montréal doivent idéalement être concentrés sur une seule fin de semaine, ajoutant au besoin, des journées précédant cette fin de semaine. L'Adjudicataire doit valider avec le responsable du SGPMRS les dates des prochaines éditions et une fois les dates confirmées, l'Adjudicataire transmettra l'information aux personnes concernées.

2.4.2. Clientèle visée

Les jeunes âgés de 6 à 12 ans, sans distinction de religion, d'âge, de race, de genre, de langue ou d'appartenance culturelle, engagés dans un programme d'initiation dans l'une des disciplines sportives inscrites aux Jeux.

2.4.3. Cibles de participation

La participation de jeunes des arrondissements et villes liées de l'ensemble de l'île de Montréal est un élément fort important dans le développement, la promotion et le succès des Jeux de Montréal. Le travail de représentativité global revêt un objectif important du projet. La participation actuelle avoisine les 5 000 participants. Conscients de l'enveloppe budgétaire, un accroissement drastique de la participation viendrait compliquer l'organisation et diminuer la qualité de l'événement. Toutefois, il est important de permettre une plus grande participation de l'ensemble des jeunes de l'île de Montréal. Une stratégie doit être développée par l'Adjudicataire en collaboration avec le comité stratégique et le SGPMRS afin d'accroître la participation et d'atteindre les cibles indiquées dans le tableau de participation des athlètes et cibles, se référer à l'annexe 2.

Il s'agit de la représentation du portrait des jeunes de 5 à 14 ans sur le territoire de l'île de Montréal selon le Recensement de 2016. La participation des jeunes aux Jeux de Montréal devrait donc avoisiner les mêmes pourcentages que ceux présentés dans le tableau.

2.4.4. Éligibilité des participants

Les Jeux de Montréal sont ouverts aux résidents de l'île de Montréal de 6 à 12 ans inscrits à un programme d'initiation. Lors de la finale des Jeux, les participants représentent leur arrondissement ou ville liée de résidence ou de pratique selon le devis technique de la discipline. L'objectif est de favoriser la participation du plus grand nombre d'athlètes possible, dans le respect des capacités des sites de compétitions officiels des Jeux.

Les Jeux sont inclusifs, ils s'adressent à l'ensemble des jeunes Montréalais qualifiés dans leur arrondissement ou ville liée dans le respect du devis technique de chacune des disciplines sportives.

2.4.5. Sphère de pratique sportive

Initiation

Sphère à l'intérieur de laquelle le participant acquiert les connaissances et développe les habiletés et les aptitudes nécessaires à la pratique d'un sport, l'initiation est fondamentalement «une démarche pédagogique» qui doit favoriser l'expression du jeu inhérente au sport.

Récréation
Activité de récréation fondamentalement axée sur le jeu et sur le plaisir de pratiquer un sport, la récréation répond davantage à l'univers du jeu qu'à celui de la performance. Les règles et l'encadrement soutiennent de façon harmonieuse le déroulement du jeu, tout en permettant le divertissement et le délassement des participants à l'intérieur des caractéristiques essentielles du sport.

Compétition
Regroupant des athlètes qui participent à un sport tout en aspirant à la victoire ou au titre de champion de leur activité, cette sphère implique l'existence d'un réseau de compétition et d'un ensemble de modalités d'organisation et de fonctionnement régis par une fédération sportive.

Bien que les Jeux de Montréal soient une compétition sportive, la participation et la notion de plaisir demeurent prioritaires. Nous parlons ici d'introduction à la notion de compétition et chaque sport devra respecter ce fondement dans ses critères de sélection.

2.4.6. Critères du choix des disciplines sportives

Le processus au complet a été revu par un comité en 2019, la proposition a été présentée aux différents groupes concernés et la Table des chefs de division a autorisé la nouvelle proposition. Ainsi, des nouvelles disciplines pourront être présentes au Jeux de Montréal dans la mesure qu'elles rencontrent les nouveaux critères établis. Dorénavant, les disciplines qui voudront être présentes aux Jeux de Montréal devront soumettre leur candidature dans les délais requis. Seulement 26 disciplines seront retenues, incluant une discipline en démonstration, les détails du nouveau processus se trouvent à l'annexe 10. En raison de la COVID19, ce processus sera mis en place pour les Jeux de Montréal 2022 permettant ainsi au nouvel Adjudicataire de faire partie du processus. Pour les Jeux de Montréal 2021 les critères actuels demeurent :

1. Régies par une Fédération sportive provinciale et reconnues par le ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir;
2. Pratiquées dans au moins cinq arrondissements ou villes liées;
3. Dotées d'un volet initiation structuré;
4. Réalisables au plan des installations et du budget alloué.

Dorénavant, tous les devis techniques seront vérifiés par un Responsable Ville afin de s'assurer qu'ils respectent les critères et les orientations de la Ville. Un comité pourrait être formé pour faciliter la vérification de tous les devis techniques avant la mise en ligne sur le site des Jeux de Montréal. Si le devis technique de la discipline ne respecte pas les orientations Ville, des changements avant sa mise en ligne seront exigés. La table des chefs de division est l'organe de décision finale du choix des disciplines considérant les critères préétablis. Il est de la responsabilité du comité organisateur de présenter l'argumentaire nécessaire aux décisions.

Disciplines inscrites aux Jeux de Montréal :
(L'édition 2021 aura 29 disciplines et les Éditions 2022-2023 auront 26 disciplines)

Athlétisme
Badminton
Basketball
Escrime
Gymnastique artistique
Gymnastique rythmique
Haltérophilie
Handball
Hockey sur glace
Judo
Karaté
Lutte olympique
Natation
Natation artistique
Patinage artistique
Patinage de vitesse
Plongeon
Ringuette
Soccer
Taekwondo ITF
Taekwondo WTF
Tennis
Tennis de table
Tir à l'arc
Ultimate
Volleyball mini
Water-polo
Démonstration (Rugby, Kin-Ball)

2.4.7. Formation des délégations

Chaque arrondissement et ville liée de l'île de Montréal est responsable de mettre sur pied sa délégation en collaboration avec les organismes sportifs de son territoire et d'utiliser le système d'inscription proposé par le comité organisateur. Cette personne sera nommée chef de délégation. Ils se doivent d'identifier un répondant qui sera le point de contact pour le comité organisateur de l'événement.

2.4.8. Inscriptions

Utiliser un système d'inscription en ligne permettant aux délégations de procéder à l'entrée de données ainsi qu'à la validation des entrées et au comité organisateur d'utiliser les données pour l'organisation sportive et logistique (taille de vêtement, gestion des horaires, confirmation des éligibilités, etc.). Prévoir deux (2) périodes d'inscription et une période de validation tenant en considération les dates de sélection en arrondissement et villes liées. Les détails additionnels sont disponibles à l'annexe 11.

2.4.9. Répondants sportifs

Afin de réaliser un événement de qualité en lien avec la bonne sphère de pratique et en adéquation avec la notion de plaisir et d'initiation clairement ciblée, un répondant sportif devra être identifié pour chacune des disciplines au programme officiel ainsi que pour le sport en démonstration. Le rôle de ce répondant sera de :

- Assurer le lien avec la fédération et le comité organisateur;
- Apporter des modifications aux devis techniques, si nécessaire. Avant la mise en ligne de tous les devis techniques, un Responsable Ville devra s'assurer que les devis respectent les orientations de la Ville;
- Assurer la mise en place des éléments techniques liés à la compétition et gérer celle-ci :
  - Visiter le site de compétition, identifier et lister précisément l'ensemble des besoins physiques et matériels;
  - Réaliser un plan d'aménagement du site;
  - Informer les différents partenaires du milieu sportif de la discipline;
  - Transmettre les informations à l'Adjudicataire pour la commande des chandails des juges, arbitres, organisateurs, etc.;
  - Vérifier les inscriptions par Internet en fonction des exigences du devis technique;
  - Fournir les besoins en médailles pour la discipline;
  - Réaliser l'horaire détaillé de compétition et le transmettre à l'Adjudicataire;
  - Recruter et former les ressources humaines nécessaires;
  - Vérifier la disponibilité et le transport des ressources matérielles;
  - Respecter le protocole pour la remise des médailles;
  - Assurer le déroulement global de la compétition;
  - Assurer la compilation des résultats.
- Participer au sondage effectué par l'Adjudicataire à la fin des Jeux;
- Participer au minimum à deux (2) rencontres avec l'Adjudicataire, une avant et l'autre après les Jeux.

2.4.10. Émulation

Remise des médailles

La remise des médailles correspond à la philosophie des Jeux, soit la participation et le dépassement de soi, dans le respect des associations sportives, partenaires de l'événement. Il revient donc à chaque sport/répondant sportif de statuer, avec l'accord des organisateurs, du mode de remise des médailles :

- remise à tous les participants, remise aux trois meilleurs ou selon d'autres modèles.

En sport collectif, le classement correspond au rang de l'équipe et en sport individuel, le classement correspond au rang de l'enfant dans son groupe de compétition. Des cérémonies protocolaires sont organisées pour toutes les remises de médailles avec la participation de personnalités invitées lorsque cela est possible.

Bannières sportives

Une bannière sportive est remise à l'arrondissement ou ville liée ayant accumulé le plus de points pour la participation, la performance et l'esprit sportif dans chacune des disciplines sportives. Pour 25 disciplines sportives, il y a 25 bannières sportives, la discipline en démonstration n'a pas de bannière. L'Adjudicataire devra acheter des bannières annuellement.

- Les points de performance sont calculés selon les médailles récoltées.
- La participation est calculée en fonction du nombre de jeunes athlètes inscrits dans un même arrondissement ou une même ville liée, en respectant le nombre maximum de jeunes permis dans une discipline selon le devis technique.
- L'esprit sportif est basé sur le respect de l'éthique dans le sport, selon des critères préalablement déterminés au devis technique de la discipline.

2.4.11. Sites de compétition

Afin de créer une certaine synergie entre les différentes disciplines sportives, plusieurs compétitions se déroulent au Complexe sportif Claude-Robillard ou à proximité. Toutefois, afin de répondre aux objectifs d'atteinte des cibles de participation sur l'ensemble du territoire montréalais, des sites satellites situés dans l'Est et dans l'Ouest peuvent être proposés.

La table des chefs de division est l'organe de décision finale du choix des sites. Il est de la responsabilité du comité organisateur de solliciter les arrondissements et villes liées afin de valider la disponibilité de leurs infrastructures, la collaboration avec les chefs de délégation est primordiale au succès des Jeux. La table des chefs de division sport et loisirs de la Ville de Montréal est un endroit opportun pour présenter un horaire des sites et demander la collaboration de ceux-ci, l'horaire type est disponible à l'annexe 8. Il est de la responsabilité du comité organisateur de présenter l'argumentaire nécessaire aux décisions.

2.5. VOLET COMMUNICATION ET MARKETING

2.5.1 Plan de communication

Un plan de communication doit supporter le grand rendez-vous annuel des jeunes sportifs Montréalais. Le plan de communication sert à soutenir le plan de commandites, à assurer une visibilité des Jeux et à permettre à l'événement d'être connu. La Ville, par le biais de la Direction des communications, pourra apporter un support-conseil au développement du plan de communication des Jeux de Montréal. Les détails additionnels pour le plan de communication sont disponibles à l'annexe 6.

L'Adjudicataire devra assurer une visibilité à la Ville de Montréal dans tous ses outils de communications et obtenir l'approbation du visuel de la Ville avant leur mise en place ou leur distribution. Les détails additionnels sont disponibles à l'annexe 5.

Toute dépense relative aux communications devra être assumée à même le budget des Jeux de Montréal, comprenant le soutien financier de la Ville et l'apport en subventions et commandites.

2.5.2 Plan de commandites

Différents commanditaires s'associent aux Jeux de Montréal en soutenant sa réalisation par l'octroi de dons ou par une commandite en argent, en biens ou en services. Il importe de développer un plan de commandites efficace et actuel. Il demeure impératif d'offrir une visibilité pour s'assurer d'une réussite au niveau de la commandite. Les détails additionnels pour le plan de commandites sont disponibles à l'annexe 7. Les partenaires économiques sont conviés à s'impliquer aux Jeux; cela implique la recherche de bons partenaires dans le milieu des affaires. Pour y parvenir l'Adjudicataire devra préparer un plan de communication et un plan de commandite.

2.5.3 Promotion

Signature visuelle et thématique

Les Jeux de Montréal possèdent leur signature visuelle appuyée par un slogan : « *Les Jeux de Montréal, ma première compétition* ». Le slogan est exploité dans les cérémonies protocolaires, la fête de clôture, les fans zones et dans les outils de communication.

Objet promotionnel (optionnel)

Afin de créer une dynamique qui favorisera les échanges entre les jeunes athlètes de tous les arrondissements et villes liées, les participants à la grande finale des Jeux de Montréal reçoivent un objet promotionnel. Différent à chaque édition, cet objet est choisi en tenant compte des goûts et des intérêts des jeunes. L'objet retenu doit respecter les orientations de la Ville, il doit être écoresponsable donc aucun objet à usage unique (une seule fois). Compte tenu de la dépense que représente la remise d'un objet promotionnel, il revient au comité organisateur d'offrir ou non un objet promotionnel et, le cas échéant, de le financer à même le budget octroyé.

Mascottes

Pratiquement chaque délégation possède sa mascotte, dans un esprit de fête autour des Jeux; celles-ci sont bienvenues à l'événement. Omniprésentes lors des Jeux, les mascottes circulent à travers les différents sites de compétition et constituent un attrait important pour les participants et les spectateurs de tous âges. Les frais de représentation de leurs mascottes respectives sont assumés par les arrondissements et les villes liées. Ces derniers s'occupent également de l'horaire de leur mascotte.

L'Adjudicataire est responsable de la mascotte des Jeux de Montréal « Hourra ». Il devra trouver un personnificateur ayant une formation de base. L'Adjudicataire devra assumer les frais de représentation durant les Jeux de Montréal et durant les pratiques du personnificateur pour la mascotte « Hourra ».

L'Adjudicataire planifie les pratiques des mascottes pour le spectacle de la fête de clôture, en fonction du nombre d'heures suggéré par les chefs de délégation; ces derniers ont un budget à respecter. La présentation finale aura lieu durant la fête de clôture et c'est un moment très apprécié par les athlètes.

Identification des athlètes

Afin de stimuler le sentiment d'appartenance à sa délégation, chaque participant reçoit un chandail aux couleurs de son arrondissement ou de sa ville liée. Tous les chandails arborent la signature officielle des Jeux de Montréal. Le coût d'achat des chandails des athlètes est assumé par les arrondissements et les villes liées, sauf pour les chandails des officiels, des arbitres et des animateurs pour lesquels le coût d'achat revient à l'Adjudicataire. Ce dernier est donc responsable d'obtenir une soumission pour tous les chandails (enfants et adultes) et de transmettre au plus tard en janvier, l'information aux chefs de délégation. Une fois que les chefs de délégation auront transmis leurs besoins en chandails via les bons de commande, l'Adjudicataire placera une commande globale auprès du fournisseur en fonction des couleurs entendues. Après réception des chandails, l'Adjudicataire devra aviser les chefs de délégation du mode de fonctionnement pour la livraison et le paiement de leurs chandails respectifs. En cas de frais de transport, il faudra clairement les indiquer sur la facture de chacune des délégations. Les athlètes ne peuvent pas acheter le chandail de leur délégation auprès de l'Adjudicataire.

2.5.4 Présidence d'honneur – Porte-parole

Au fil des ans, les Jeux de Montréal ont bénéficié de la présence d'un président d'honneur issu de la scène sportive s'étant illustré dans son domaine ou d'un porte-parole. Un ou une président(e) d'honneur devrait généralement être une personne connue ou bien résautée, pouvant aider au développement et/ou au financement des Jeux. Un porte-parole est habituellement une personnalité qui assurera une visibilité médiatique aux Jeux afin de permettre la meilleure couverture du plus grand nombre de médias possible. Qu'elle soit présidente d'honneur ou porte-parole, la personne qui exerce ce rôle sera active lors des événements de presse et des cérémonies d'ouverture et de la fête de clôture. Sa présence devrait contribuer à stimuler les jeunes participants aux diverses compétitions, tout en suscitant l'intérêt des médias dans le but d'accorder aux Jeux de Montréal une couverture médiatique de qualité.

L'expérience passée démontre qu'un bon porte-parole doit d'abord être connu et apprécié des médias afin d'assurer sa présence à plusieurs événements et émissions de radio et/ou de télévision. La

reconnaissance du porte-parole auprès de la clientèle est aussi un facteur à mettre en perspective. Enfin, le prix demandé pour le rôle de porte-parole aura évidemment toute son importance au moment de conclure une entente.

À l'instar d'autres grands événements montréalais, lorsque cela est possible, il est recommandé de conserver le même porte-parole ou le même président d'honneur plus d'une année. Cela aide grandement à la notoriété de l'événement en plus de permettre une meilleure connaissance de l'événement de la part du porte-parole.

Plusieurs sportifs de haut niveau ont été associés aux Jeux de Montréal en acceptant la présidence d'honneur. Veuillez consulter l'annexe 9 pour avoir la liste complète des présidents d'honneur et des ambassadeurs.

2.6. VOLET DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

2.6.1 Cérémonies d'ouverture et fête de clôture

Cérémonie d'ouverture

Une cérémonie d'ouverture a lieu le mercredi avant la fin de semaine des Jeux. Le comité organisateur pourra proposer les festivités d'ouverture qu'il jugera optimales pour l'événement soit : conférence de presse, lancement de presse ou célébration, à son choix. Les propositions seront étudiées selon leur originalité, leur pertinence et le budget disponible alloué par la table des chefs de division. Actuellement, l'Adjudicataire s'assure que chaque délégation est représentée par deux enfants et par leur mascotte respective. L'Adjudicataire devra inviter les personnes concernées (élus, directeurs et chefs de division, etc.) à la cérémonie d'ouverture.

Fête de clôture

Les Jeux de Montréal se terminent par une fête d'athlètes où tous les participants seront invités à célébrer la fin de cette compétition sportive. Une activité de clôture est non seulement une tradition aux Jeux de Montréal mais aussi une forme de reconnaissance importante pour les jeunes athlètes, tout en mariant harmonieusement le sport et le culturel. Cette fête doit faire l'objet d'une attention spéciale et les sommes d'argent nécessaires au déploiement d'une grande fête doivent être prévues, puisque c'est plus attrayant pour les commanditaires des Jeux de Montréal. ***Le budget de cet événement doit toutefois respecter les pourcentages indiqués à l'annexe 1 du présent document.***

La fête de clôture inclut également la partie remise des bannières sportives et des prix de présences. Le comité organisateur pourra proposer différentes formes pour la fête de clôture. L'expertise des chefs de délégation et du comité stratégique pourra être mise à contribution. Les propositions seront étudiées selon leur originalité et leur pertinence par la table des chefs de division. L'Adjudicataire devra inviter les personnes concernées (élus, directeurs et chefs de division, etc.) à la fête de clôture.

2.6.2 Animation « fan zone »

Le volet animation fait partie intégrante des Jeux de Montréal et en constitue à ce titre une obligation de réalisation. Participer aux Jeux de Montréal, c'est associer sports et plaisirs au pluriel. Ainsi, les participants ont droit à un programme d'animation culturelle, sportif et scientifique pour se divertir avant ou après leurs compétitions. Sur certains sites de compétition, des kiosques animés offrent des activités toutes plus divertissantes les unes que les autres où les participants sont conviés à plonger dans l'ambiance des Jeux. Le choix des animations et leur répartition sur les sites de compétitions appartient au comité organisateur des Jeux qui doit respecter le cadre budgétaire identifié à cet effet à l'annexe 1.

2.7. VOLET ADMINISTRATIF ET RESSOURCES HUMAINES

2.7.1 Budget de l'événement

La réalisation des Jeux nécessite un support financier constant et important. Aussi, le conseil municipal de Montréal s'engagerait à maintenir un soutien financier égal au budget imparti pour la réalisation des Jeux de Montréal du SGPMRS. De plus, la Ville, ses arrondissements et ses villes liées s'engagent à fournir un soutien logistique correspondant à la gratuité d'accessibilité des installations sportives ville, dans le respect des capacités et de l'autonomie de l'arrondissement ou de la ville liée concernés ou du service corporatif touché. Le choix et l'attribution de ces installations devront correspondre aux besoins des compétitions et ne pas nuire à d'autres programmations de la Ville ou à une programmation déjà accordée à un tiers.

L'Adjudicataire doit prévoir bonifier son budget de fonctionnement par la recherche de commandites, de partenariats en bien et services et par l'apport d'un soutien des autres paliers de gouvernement. Les sommes ainsi obtenues pourront et devront servir à la croissance des Jeux de Montréal. Le financement de la Ville de Montréal étant une base pour la réalisation des Jeux.

Voici des précisions concernant les revenus :

A. L'Adjudicataire perçoit, pour le compte de la VILLE, tous les Revenus (ex : commandites).
B. L'Adjudicataire doit administrer les Revenus et les utiliser afin de défrayer les coûts afférents aux opérations prévues au présent Contrat. Ces dépenses ne devront servir uniquement qu'à défrayer toutes les dépenses normales que l'Adjudicataire a à encourir pour s'acquitter de ses obligations.
C. Toutes les activités prévues au présent Contrat doivent générer des Revenus autonomes minimum de cent vingt mille dollars (120 000 $) excluant TPS et TVQ pour la première année.
D. Une augmentation de 5 % des revenus autonomes sur trois (3) ans est prévue pour mener à bien l'ensemble des objectifs et maintenir un niveau d'organisation élevé. L'Adjudicataire devra fournir la liste des commanditaires avec les montants ou l'estimation des biens et services obtenus.
E. Tout montant versé par la VILLE à l'Adjudicataire dans le cadre du présent Contrat doit être utilisé aux seules fins prévues au présent Contrat.
F. Advenant que ce budget ne soit pas dépensé dans l'année courante, il doit être conservé au comptant pour des dépenses ultérieures de même nature. Le solde doit être remis à la VILLE à la fin du présent Contrat. Cette provision doit être présentée de manière distincte dans les états financiers, se référer à l'annexe 1.
G. Lorsqu'il y a résiliation du contrat, l'Adjudicataire doit rembourser à la VILLE la portion des revenus non-utilisés, dans les trente (30) jours d'une demande écrite par le responsable Ville à cet effet.

Voici des précisions concernant les dépenses, l'Adjudicataire doit :

A. Conserver et fournir à la VILLE la liste des factures incluant les montants dépensés pour l'évènement. Sur demande, l'Adjudicataire doit permettre aux représentants de la VILLE de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives sans frais et leur permettre d'en faire des copies.
B. S'assurer d'avoir du personnel habilité à dispenser les premiers soins au public durant l'événement.
C. Prévoir un montant de frais d'administration raisonnable. Celui-ci devrait jouer entre 5 % et 10 % du budget global de l'événement.
D. Présenter un budget équilibré et assumer tout dépassement.

Un modèle de budget est présenté à l'annexe 1 du présent document.

2.7.2 Organigramme

Un Chargé de projet doit être attitré spécifiquement au projet des Jeux de Montréal afin d'atteindre les objectifs de réalisation. Advenant un changement de Chargé de projet, il doit en informer, sans délai, le Responsable VILLE. Le chargé de projet aura besoin de support pour la réalisation de son mandat, notons entre autres, pour l'élaboration d'un plan de communication et commandites appropriés, pour le démarchage de commandites ainsi que pour certaines démarches plus politiques. De plus, il serait opportun de prévoir le support d'un employé de bureau pour des tâches plus administratives,

particulièrement dans les 3 à 4 mois précédant l'événement. Un organigramme de base, par type de tâche, est disponible en annexe 3 à titre indicatif. Celui-ci pourra être retravaillé par l'Adjudicataire en discussion avec le responsable Ville pour bénéficier du retour et de l'expérience de chacun.

Le Chargé de projet a notamment pour tâches :

- D'agir comme représentant de l'Adjudicataire auprès de la VILLE;
- De détenir des compétences et l'expertise en organisation d'événements sportifs, la connaissance de la structure Montréalaise est un atout;
- D'être apte à prendre les décisions relatives à l'exécution du Contrat et pour certaines décisions, il devra obtenir l'autorisation de la VILLE;
- D'être responsable de la planification, de l'organisation, du contrôle et de la gestion du Contrat;
- De posséder les outils de communication nécessaires afin d'être joint en tout temps dans le cadre de ses fonctions. Pour les journées où il n'est pas en fonction, il doit informer la VILLE;
- De planifier et animer les réunions avec les chefs de délégation et le comité stratégique;
- De s'assurer du bon rendement de son personnel et des bénévoles;
- D'effectuer toutes les communications en français, en anglais seulement sur demande.

Le Chargé de projet accomplit ses tâches en collaboration avec la VILLE. La VILLE se réserve le droit d'exiger le remplacement du Chargé de projet pour des motifs sérieux.

2.7.3 Bénévoles

L'organisation d'un événement sportif de cette envergure représente un défi intéressant concernant le recrutement de bénévoles de qualité, compétents, énergiques et manifestant une attitude positive à l'égard de l'événement. Comme les Jeux de Montréal sont récurrents et bien connus dans la structure sportive montréalaise, plusieurs bénévoles renouvellent leur implication annuellement, ce qui facilite grandement la réalisation. Afin de mener à bien l'organisation, le comité organisateur aura besoin d'au moins 800 bénévoles et officiels, incluant des bénévoles organisateurs. Des partenariats avec diverses institutions scolaires sont fortement suggérés. Notamment avec les cégeps qui peuvent offrir la collaboration de stagiaires, par exemple en Technique d'intervention en loisir. L'Adjudicataire doit prévoir des formations pour tous les bénévoles.

Reconnaissance des bénévoles organisateurs
Tout comme plusieurs autres grandes manifestations sportives, une activité de reconnaissance pour tous les bénévoles organisateurs serait souhaitée pour souligner leur importante contribution aux Jeux. Cette activité est cependant laissée à la discrétion du comité organisateur.

2.8. COMITÉS DES JEUX DE MONTRÉAL

2.8.1 Table des chefs de division

Il existe une Table de concertation des chefs de division en sports et loisirs. Cette Table se rencontre généralement une fois par mois, discute et au besoin prend position. Les recommandations de cette Table sont par la suite transmises à l'Adjudicataire, aux chefs de délégations et aux autres personnes concernées. Tout dossier d'importance en lien avec les Jeux de Montréal pourrait nécessiter une présentation à la Table des chefs de division pour une prise de décision. Cette instance représente la position des arrondissements de Montréal en matière de sport et de loisir.

2.8.2 Comité d'orientation stratégique

La Ville et ses partenaires ont mis sur pied un Comité d'orientation stratégique pour les Jeux de Montréal afin de créer un mécanisme continu d'échanges d'informations et de concertation. Ce comité demeure en place durant toute la durée du mandat afin de s'assurer que les orientations des Jeux répondent aux besoins des arrondissements, des villes liées et des territoires sportifs de l'île de Montréal. Ce comité propose les stratégies de consultation des arrondissements, des villes liées et des associations sportives.

Il vise entre autres choses à :

- Collaborer et s'assurer du respect des orientations des Jeux en concertation avec l'Adjudicataire : objectifs, clientèle et niveau de pratique visés, éligibilité et émulation des participants;
- Collaborer et proposer des critères d'admissibilité des différentes disciplines à l'événement;
- Recommander les disciplines sportives présentes aux Jeux de Montréal;
- Valider les orientations et le contenu annuel des Jeux.

La composition du comité d'orientation stratégique est la suivante :

- Le chef de division du complexe sportif Claude-Robillard;
- Un chef de division des arrondissements ou villes liées de l'Ouest, et de l'Est;
- Un représentant du sport régional par territoire selon les Jeux du Québec;
- Un représentant Ville, travaillant avec les associations régionales;
- Un représentant de Montréal physiquement active;
- Un représentant Ville, nommé par la Direction des sports.

2.8.3 Comité des chefs de délégations

Comme mentionné précédemment, la tenue des Jeux de Montréal n'est pas possible sans la participation des arrondissements et des villes liées. Cette participation s'opérationnalise par la mise en place d'un comité de travail, préparatoire aux Jeux qui est le comité des chefs de délégations. Chaque arrondissement et ville liée nomment un ou une chef de délégation. Les mandats et rôles du comité des chefs de délégations sont définis à la section 1.6 du présent document.

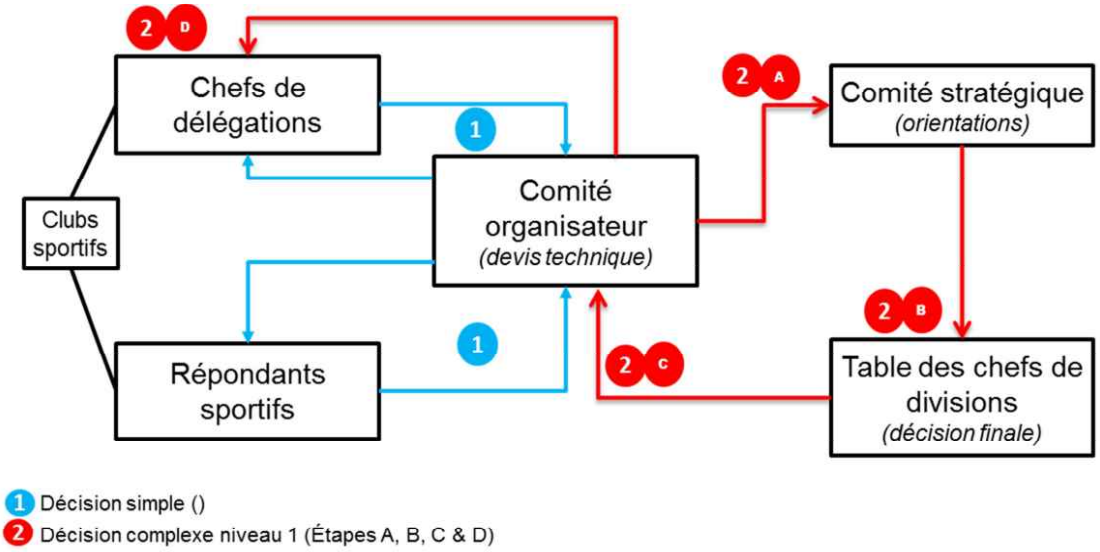
2.8.4 Directeurs des villes liées

Tout dossier d'importance majeure ou de mobilisation en lien avec les Jeux de Montréal pourra nécessiter une communication directe avec chacun des directeurs. Les directeurs ou la personne responsable qui aura été déléguée est en mesure de transmettre la position de la ville liée en matière de sport et de loisir.

2.8.5 Étapes pour la prise de décision

Afin de faciliter la compréhension des étapes pour la prise de décision au dossier des Jeux de Montréal, l'Adjudicataire devra se référer à l'image ci-dessous. Bien souvent des informations vont provenir des chefs de délégation et l'Adjudicataire devra transmettre ces informations au comité stratégique, ce dernier commentera les informations. Un membre du comité stratégique transmettra cette information à la Table des chefs de division et une décision sera prise. La décision finale sera transmise à l'Adjudicataire dans les plus brefs délais et aux chefs de délégation lors d'une rencontre.

Prise de décision



1 Décision simple ()
2 Décision complexe niveau 1 (Étapes A, B, C & D)

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 – Budget type avec pourcentage de dépense à tenir en compte pour les Jeux

ANNEXE 2 – Tableau de participation des athlètes et cibles

ANNEXE 3 – Plan de projet

ANNEXE 4 – Liste du matériel disponible

ANNEXE 5 – Protocole de visibilité

ANNEXE 6 – Plan de communications et utilisation de la signature visuelle

ANNEXE 7 – Plan de commandites

ANNEXE 8 – Horaire type

ANNEXE 9 – Liste des personnes ayant accepté la présidence d'honneur

ANNEXE 10 – Processus de sélection des disciplines

ANNEXE 11 - Calendrier des rencontres

ANNEXE 12 – Documents à fournir à la Ville de Montréal

ANNEXE 13 – Cahier de charges

Annexe 1 – Budget type avec pourcentage de dépense à tenir en compte pour les Jeux

Le budget type se veut une référence générale et représente une version assez réelle des pourcentages liés aux revenus et aux dépenses. Il sera de la responsabilité de l'Adjudicataire de proposer une répartition adéquate et précise du budget.

REVENUS	2021 Pourcentage du budget	2022 Pourcentage du budget	2023 Pourcentage du budget	Explications
Contributions anticipées				
Provincial	1%	1%	1%	Budget discrétionnaire
Municipale ($)	59%	59%	58%	Montant avant taxes
Revenus autonomes				
Commandites ($ et VBS)	29%	29%	30%	Augmentation de 5 % après 3 ans. Montant avant taxes.
Autres revenus	11%	11%	11%	Dons des entreprises ou des OBNL, etc.
Provision	0%	0%	0%	Solde exédentaire des revenus autonomes
Total	**100%**	**100%**	**100%**	
DÉPENSES	**% du budget 2021**	**% du budget 2022**	**% du budget 2023**	**Explications**
Ressources humaines & adm.				
Salaires (chargé de projet, coordonnateurs, personnificateurs, …)	27%	27%	28%	Incluant les avantages sociaux
Honoraires professionnels	6%	5%	5%	
Administration du mandat	7%	7%	7%	Les frais d'administration devraient se situer entre 5 % et 10 % du budget.
Transfert du dossier	1%	1%	1%	
Communication & Marketing	8%	7%	6%	
Animations				
Cérémonies	6%	6%	6%	
Activités (Fan Zone)	2%	2%	2%	
Soirée des bénévoles	1%	1%	1%	Environ 800 bénévoles & officiels
Achats	10%	10%	10%	
Sports et logistique				
Compétitons & logistique	18%	19%	19%	
Matériel (médailles, chandails des bénévoles, bannières, etc.)	8%	8%	8%	
Autres (alimentation, sécurité)	6%	7%	8%	
Total	**100%**	**100%**	**100%**	
ÉCART	*0%*	*0%*	*0%*	

VBS = Valeur en biens et services **NOTE:** Prévoir un rachat de licence pour le système d'inscriptions

* *En cas de déficit, il sera absorbé par l'Adjudicataire. En cas de surplus monétaire:*

- la somme de 2021 sera reportée en 2022 et sera présentée à part dans la section provision;

- la somme de 2022 sera reportée en 2023 et sera présentée à part dans la section provision;

- la somme de 2023 sera remises à la Ville et sera présentée à part dans la section provision.

Annexe 2 - Tableau de participation des athlètes et cibles

	5 à 9 ans	10 à 14 ans	5 à 14 ans		Objectif de participation à maintenir de 2021 à 2023
			Nombre	%	
Agglomération de Montréal	**103 965**	**89 765**	**193 730**	**100,0%**	**5 000**
Ville de Montréal	**91 005**	**75 965**	**166 970**	**86,2%**	**4 309**
Ahuntsic-Cartierville	7 855	6 280	14 135	7,3%	365
Anjou	2 605	2 210	4 815	2,5%	124
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	9 285	8 060	17 345	9,0%	448
Lachine	2 470	2 190	4 660	2,4%	120
LaSalle	4 290	3 735	8 025	4,1%	207
Le Plateau-Mont-Royal	3 795	2 840	6 635	3,4%	171
Le Sud-Ouest	3 470	2 915	6 385	3,3%	165
L'Île-Bizard - Saint-Geneviève	980	1 080	2 060	1,1%	53
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	6 125	4 905	11 030	5,7%	285
Montréal-Nord	5 420	4 525	9 945	5,1%	257
Outremont	1 915	1 755	3 670	1,9%	95
Pierrefonds-Roxboro	4 330	4 490	8 820	4,6%	228
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	5 860	5 545	11 405	5,9%	294
Rosemont–La Petite-Patrie	6 540	5 005	11 545	6,0%	298
Saint-Laurent	6 900	5 875	12 775	6,6%	330
Saint-Léonard	5 485	4 020	9 505	4,9%	245
Verdun	3 330	2 455	5 785	3,0%	149
Ville-Marie	1 945	1 500	3 445	1,8%	89
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	8 405	6 580	14 985	7,7%	387
Source: Statistique Canada, Recensement de **2016**, Compilation de Montréal en statistiques, Ville de Montréal.					
Autres Villes	**12 960**	**13 800**	**26 760**	**13,8%**	**691**
Baie-D'Urfé	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d
Beaconsfield	1 175	1 390	2 565	1,3%	66
Côte-Saint-Luc	2 025	1 745	3 770	1,9%	97
Dollard-des-Ormeaux	2 715	3 020	5 735	3,0%	148
Dorval	885	865	1 750	0,9%	45
Hampstead	430	510	940	0,5%	24
Kirkland	1 100	1 290	2 390	1,2%	62
L'Île-Dorval	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d
Montréal-Est	210	150	360	0,2%	9
Montréal-Ouest	325	345	670	0,3%	17
Mont-Royal	1 420	1 540	2 960	1,5%	76
Pointe-Claire	1 595	1 775	3 370	1,7%	87
Sainte-Anne-de-Bellevue	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d
Senneville	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d
Westmount	1 080	1 170	2 250	1,2%	58
Source: Statistique Canada, Recensement de **2016.**					
Après vérification, aucune participation de ces Villes liées aux Jeux de Montréal. Les enfants participent via les villes liées limitrophes.					

Explication du tableau

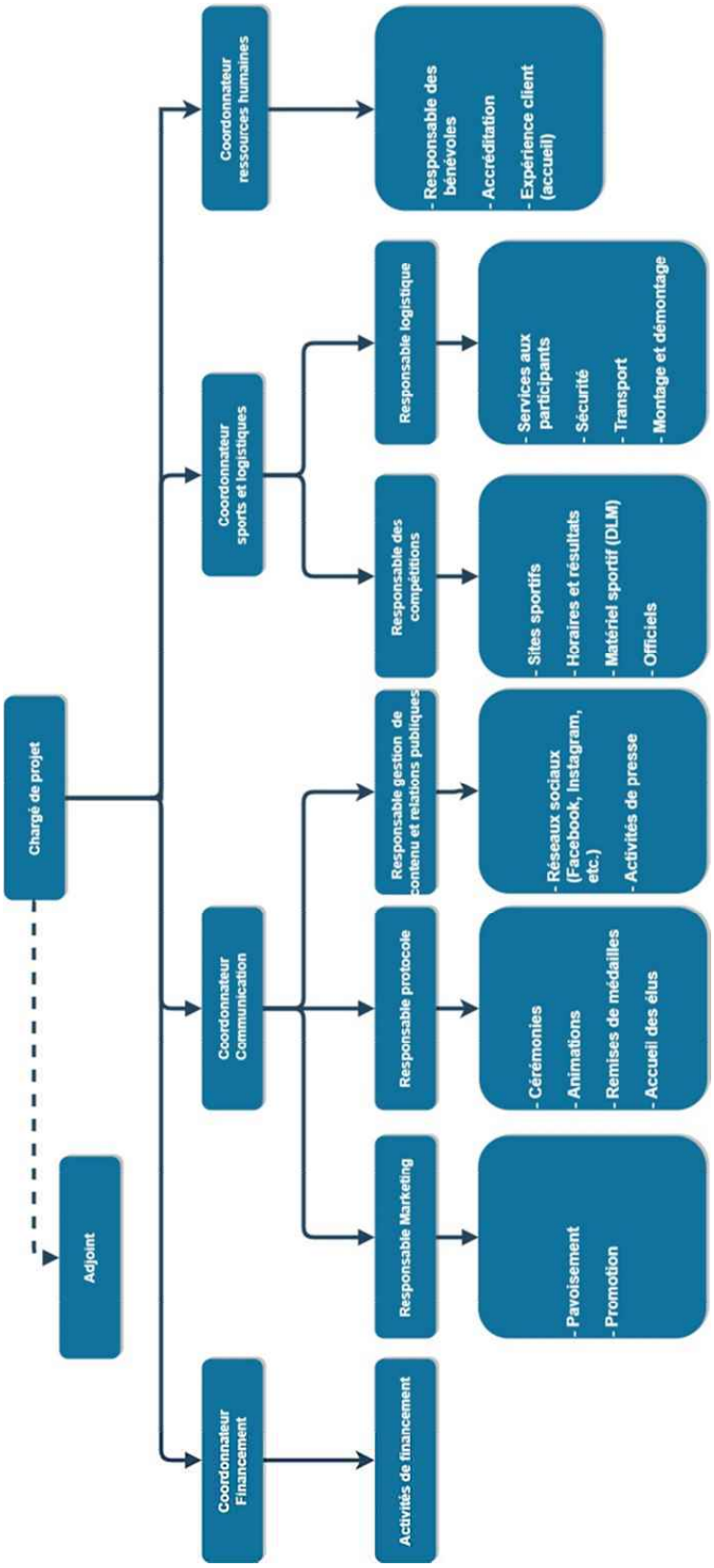
1ère colonne, l'agglomération de Montréal
2e colonne, le nombre de jeune de 5 à 9 ans par territoire
3e colonne, le nombre de jeune de 10 à 14 ans par territoire
4e colonne, le nombre total et sa représentation en % par rapport au nombre total de
5 à 14 ans de l'agglomération
La dernière colonne, représente l'objectif de participation à atteindre par territoire

Participation aux Jeux

Année	Participants
2014	5003
2015	4540
2016	4705
2017	4840
2018	4719
2019	5064

Annexe 3 – Plan de projet

Par groupe de tâches



Annexe 4 – Liste du matériel disponible

Voici une liste de matériel disponible à titre indicatif seulement :

- Hourra! la mascotte (l'Adjudicataire devra trouver un personnificateur pour cette mascotte)
- Musique des Jeux de Montréal

Pour les activités d'animation ou de compétition se déroulant au complexe Sportif Claude-Robillard, une liste du matériel disponible sera fournie à l'Adjudicataire.

Il est aussi possible de commander du matériel provenant de l'entrepôt Chauveau de la Ville, une copie du catalogue et des personnes ressources sera fournie à l'Adjudicataire. Pour commander du matériel à l'entrepôt Chauveau, il faut:

1. Remplir le formulaire en vigueur «Demande de livraison de matériel (DLM)» et essayer de maximiser les livraisons dans la même installation. Il est important de bien préciser à quel endroit le matériel sera livré, surtout s'il y a plusieurs compétitions sur le même site.
2. Lorsque les sites des compétitions sont connus envoyer la liste à l'entrepôt Chauveau afin de valider s'il pourrait y avoir un enjeu de livraison dans une des installations.
3. Assurez-vous de commander uniquement le matériel qui sera réellement utilisé, autrement vous pourriez priver de matériel la tenue d'un autre événement.
4. Envoyer pour approbation au Responsable Ville du SGPMRS et modifier certaines informations, si nécessaire.
5. Envoyer la DLM approuvée à l'entrepôt Chauveau. Le nom de la personne inscrit sur la DLM sera la personne avec qui Chauveau va communiquer lors de la livraison.
6. Envoyer un mois avant l'événement, toutes les DLM, pour vérifier la disponibilité des quantités.
7. Utiliser le tableau d'échanges avec l'entrepôt Chauveau pour faciliter la communication et le suivi d'environ une vingtaine de DLM.
8. Assurez-vous d'avoir une personne pour accueillir le personnel de Chauveau lors de la livraison du matériel, le soutien des chefs de délégation peut être demandé. Assurez-vous de leur fournir les plans de montage et la liste du matériel qui sera livré.
9. Pour les demandes de transfert de matériel, assurez-vous que les boîtes sont bien fermées pour faciliter le déménagement.
10. Si du matériel est déplacé : ramener le matériel à la bonne installation, si non aviser Chauveau dans les plus brefs délais.
11. En cas de perte ou de bris de matériel, il y aura une facturation, l'Adjudicataire pourrait devoir assumer la dépense.

Annexe 5 – Protocole de visibilité

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'Adjudicataire dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu. Prenez note que la version du protocole de visibilité disponible sur le site de la Ville de Montréal contient les informations les plus récentes.

1. Visibilité

L'Adjudicataire doit :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Adjudicataire respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Adjudicataire doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état du soutien de la Ville et le souligner dans toutes les communications relatives au Contrat.
- Sur les médias sociaux, souligner le soutien de la Ville.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre des Jeux et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Adjudicataire doit ajouter le libellé suivant :
    - ***Fier partenaire de la Ville de Montréal;***
    - ***Cet événement sportif bénéficie du soutien de la Ville de Montréal.***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.
- S'assurer que l'affichage intérieur et extérieur dans les installations sportives utilisées de la Ville respecte les valeurs d'une administration publique.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés aux Jeux ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;

- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant les Jeux;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

> **Note** : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse.montreal.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : **ville.montreal.qc.ca/logo** en 2020 une migration est en cours vers montreal.ca dès que les nouvelles adresses ou liens seront connus, elles seront envoyées à l'Adjudicataire).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet des Jeux ou de l'événement (montreal.ca).
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville d'installer des banderoles sur les matelas de protection situés sur le pourtour de la patinoire durant les séances d'entraînement des équipes canadiennes de patinage de vitesse courte piste.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre des Jeux. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Adjudicataire doit communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse.montreal.ca.

Annexe 6 – Plan de communications et utilisation de la signature visuelle

1. Plan de communications

Le plan de communications annuel de l'Adjudicataire devra respecter les orientations de la Ville et inclure au minimum les informations suivantes :

1. Les constats
2. Les objectifs
3. Les cibles
4. Le message
5. L'échéancier avec les différentes actions à réaliser et l'état d'avancement (Internet, événements promotionnels, affichages électroniques et traditionnels, l'impression d'outils et la distribution, les relations de presse, le porte-parole et les ambassadeurs, etc.).

Le logo de l'Adjudicataire ne pourra figurer sur les outils de promotion des Jeux de Montréal à titre de coorganisateur puisqu'il organise l'événement au nom de la Ville de Montréal.

2. Utilisation de la signature visuelle

L'Adjudicataire s'engage à respecter ce qui suit :

L'Adjudicataire s'assurera que l'utilisation de la signature visuelle de la Ville est conforme aux normes graphiques en vigueur. L'utilisation de celle-ci devra au préalable avoir été approuvée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

La signature visuelle se limite à l'utilisation du mot « Montréal » suivi de la rosace, tel qu'illustré ci-dessous. Pour plus de renseignements quant à son utilisation, voir le cahier Normes graphiques de la Ville de Montréal (abrégé)

Montréal

Le logo de la Ville de Montréal doit figurer sur tout document ou objet promotionnel ainsi que sur le site Internet de l'événement. Celui-ci devra avoir une prédominance si d'autres logos (partenaires et/ou commanditaires) devaient aussi figurer sur lesdits documents ou objets promotionnels.

La signature des Jeux de Montréal devra être présente sur toute la documentation, les objets promotionnels ainsi que sur le site Internet de l'événement. Le sous-titre « Ma première compétition » est indissociable et fait partie de la signature. Celui-ci pourra être retiré uniquement si la signature est utilisée sur un petit format (moins de 2 ½ po) et/ou pour faciliter la lecture lorsque le texte est trop chargé.

Les Jeux de Montréal
Ma première compétition

L'Adjudicataire a la responsabilité de créer, gérer et héberger le site Internet des Jeux de Montréal, et ce, sans exiger de dédommagement à la Ville. Cependant, la Ville, par l'entremise de la table des chefs de division, conserve un droit de regard quant au contenu du site. L'Adjudicataire devra respecter les directives émises pas la Ville à cet égard.

3. Promotion des Jeux

3.1. La Ville accompagnera l'Adjudicataire dans les projets et les initiatives en expérience client.

3.2. Le programme municipal de pavoisement compte plus de 2 500 oriflammes suspendues aux lampadaires municipaux du réseau artériel. Ce programme est géré par le Service de l'expérience citoyenne et des communications. L'Adjudicataire peut se prévaloir de cette visibilité, à condition de défrayer le coût de production des oriflammes (environ 100 $ l'unité). Il devra aussi s'assurer de faire une demande de réservation dans les délais exigés par le programme, soit trois mois avant la tenue de l'événement. De son côté, la Ville s'engage à offrir des emplacements (en fonction des disponibilités), d'installer et de retirer les oriflammes sans frais. Le document **Critères et normes à l'intention des annonceurs du réseau des oriflammes de la Ville de Montréal** sert de guide pour l'utilisation de ce média urbain auprès des organisations qui désirent en bénéficier. Les demandes doivent être faites à l'aide du formulaire : « **Demande de réservation d'espaces Programme municipal d'oriflammes** ».

3.3. Les panneaux d'affichage électroniques du complexe sportif Claude-Robillard peuvent être utilisés pour promouvoir les Jeux de Montréal. L'Adjudicataire doit faire une demande par courriel à CSCR@ville.montreal.qc.ca cette adresse sera bientôt remplacée par CSCR@montreal.ca

3.4. La mascotte « Hourra » est mise à la disposition de l'Adjudicataire responsable de l'organisation des Jeux de Montréal. Le personnificateur de la mascotte devra avoir la formation requise pour appliquer le code de conduite à respecter.

3.5. La musique officielle des Jeux de Montréal sera remise à l'Adjudicataire pour utilisation durant les Jeux.

3.6. Une fiche d'information devra être produite à l'intention des agents d'information du 311 afin de pouvoir répondre adéquatement aux principales questions des citoyens.

3.7. L'Adjudicataire devra effectuer régulièrement la mise à jour du site des Jeux de Montréal en fonction des besoins des différents groupes concernés : https://jeuxdemontreal.com/

Annexe 7 – Plan de commandites

Le plan de commandites annuel de l'Adjudicataire devra respecter les orientations de la Ville et inclure les informations suivantes :

- Les catégories de commandites;
- La visibilité offerte à chacune des catégories;
- Les sommes exigées pour chacune des catégories;
- Toute autre information pertinente.

Voici les catégories à éviter dans la recherche de commandites :

- Malbouffe;
- Alcool, jeux de hasard et loteries;
- Cigarettes (tabac et électronique);
- Drogues (incluant le canabis) et médicaments;
- Boissons énergisantes;
- Suppléments alimentaires;
- Jeux vidéo;
- Bouteilles d'eau en plastique;
- Boissons sucrées ne respectant pas l'orientation de la Ville. Actuellement les produits ayant 0 % de sucre ajouté sont acceptés soit : les jus de fruits 100 % pur, l'eau et le lait. En cas de changement d'orientation, l'Adjudicataire en sera informé;
- Tout produit véhiculant la perfection et la modélisation du corps, etc.;
- Les armes (incluant les jouets);
- Les objets sexuels;
- Autres municipalités du Québec.

Une chaine de restaurant (ou un restaurant) pourra être commanditaire si elle offre un menu familial. Par contre, les messages véhiculés ne devront pas être de nature commerciale. Aucune vente ne sera permise sur les sites des Jeux de Montréal.

Voici quelques exemples de messages acceptés :
1 : « *Nom du commanditaire »* remercie tous les bénévoles des Jeux de Montréal.
2 : « *Nom du commanditaire »* est fier de supporter les Jeux de Montréal.
3 : « *Nom du commanditaire »* souhaite la meilleure des chances à tous les participants des Jeux de Montréal.

L'Adjudicataire devra soumettre à la Ville de Montréal le nom des commanditaires avec lesquels il souhaite faire affaire « 90 » jours avant le début de l'événement.

Seront interdits dans messages et les visuels faisant la promotion du produit du commanditaire :
- Les images jugées provocantes ou à caractère sexuel;
- La nudité ou l'utilisation de corps partiellement dénudé;
- Les messages haineux, violents et discriminatoires;
- Les messages provocateurs;
- Les messages religieux;
- Les messages ayant un double sens qui pourraient être mal compris par des enfants;
- Les messages incitant à la vente d'un produit (ex. : rabais, offre spéciale, etc.);

Les visuels et les messages des commanditaires devront être soumis à la Ville de Montréal pour approbation.

Les demandes associées aux activités de financement seront traitées au cas par cas. Avant de procéder l'Adjudicataire devra obtenir l'approbation de la Ville. Seuls les dons provenant d'entreprises privées ou d'organismes à but non lucratif sont tolérés. La sollicitation auprès des citoyens n'est pas permise.

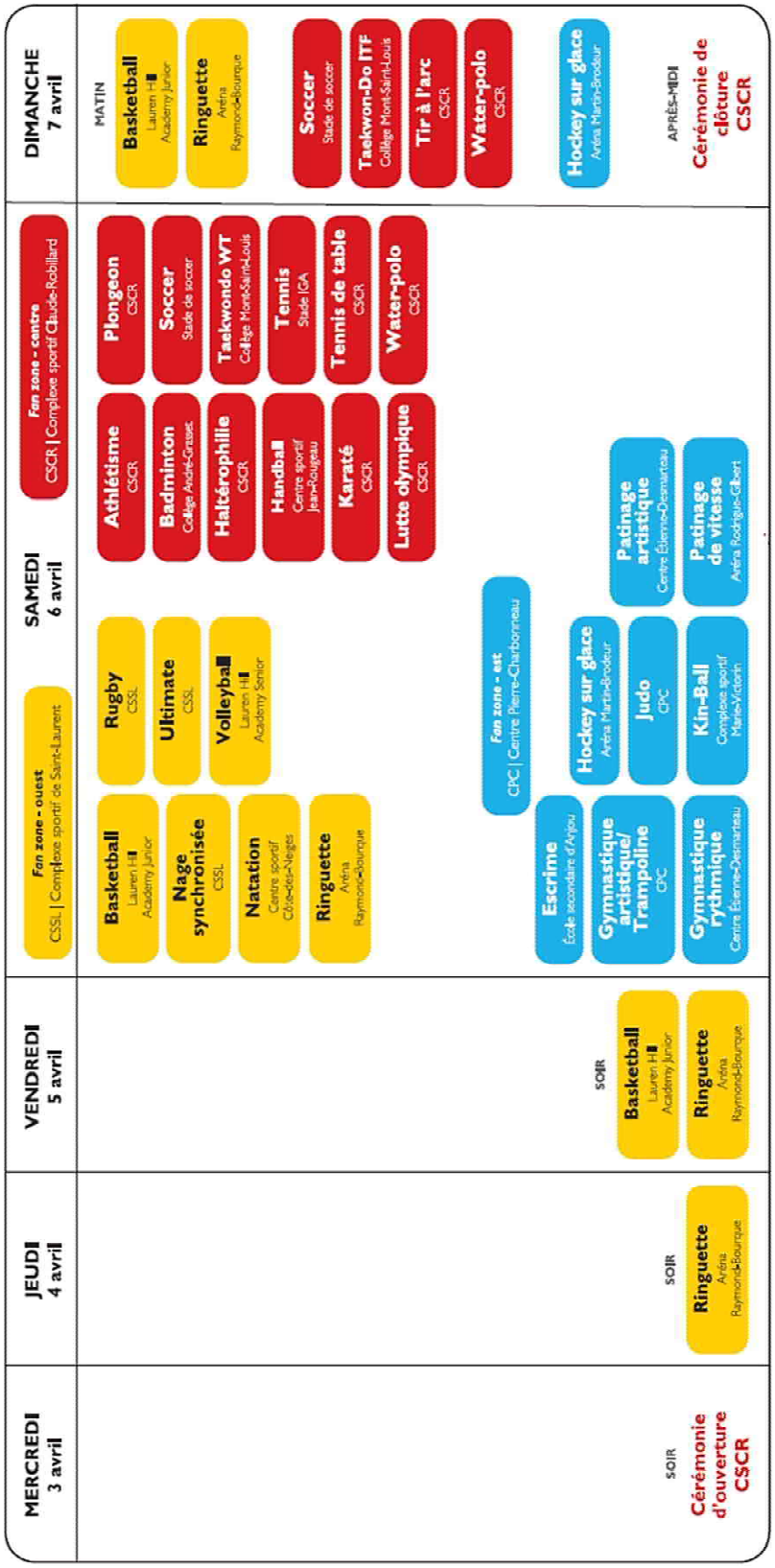
Annexe 8 – Horaires types

Vous trouverez des horaires types des compétitions qui ont été remis aux chefs de délégation. Voici l'horaire type des compétitions qui ont eu lieu en 2019, les sites des compétitions peuvent changer selon la disponibilité des installations et des organismes qui les organisent :

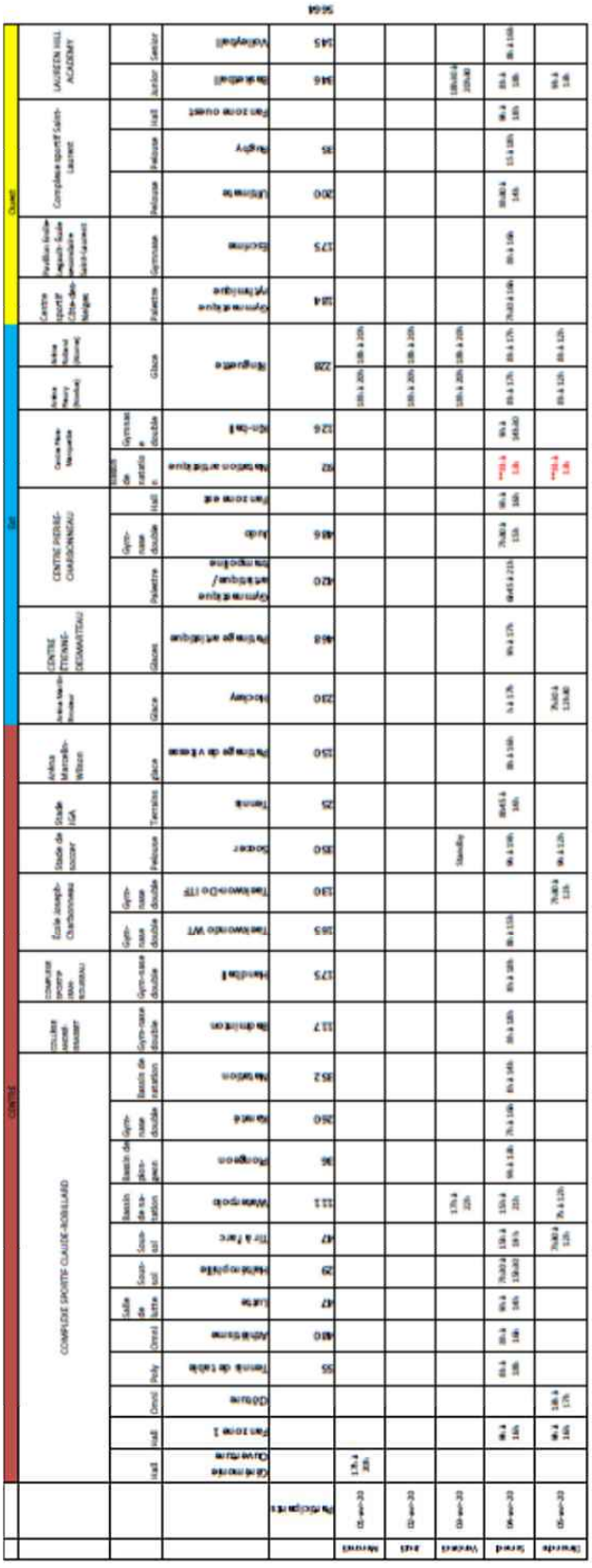
HORAIRE GÉNÉRAL DES COMPÉTITIONS			
Site	**Adresse**	**Sports**	**Heures des compétitions**
Mercredi soir			
Aréna Raymond-Bourque	2345 Boulevard Thimens, Saint-Laurent, QC H4R 1T4	Ringuette	18h à 20h
Jeudi soir			
Aréna Raymond-Bourque	2345 Boulevard Thimens, Saint-Laurent, QC H4R 1T4	Ringuette	18h à 20h
Vendredi soir			
Laureen Hill Academy Junior	2355, rue Decelles Ville-St-Laurent, QC H4R 1P3	Basketball	18h30 à 20h30
Aréna Raymond-Bourque	2345 Boulevard Thimens, Saint-Laurent, QC H4R 1T4	Ringuette	18h à 20h
Complexe sportif Claude-Robillard	1000 ave Emile-Journault	Water-Polo	18h30 à 21h
Samedi			
Collège André-Grasset	1001 Boul Crémazie E, Montréal, QC H2M 1M3	Badminton	8h à 18h
Laureen Hill Academy Junior	2355, rue Decelles Ville-St-Laurent, QC H4R 1P3	Basketball	8h à 18h
École Secondaire Anjou	8205 Rue Fonteneau, Montréal, QC H1K 4J1	Escrime	8h30 à 16h
Centre Pierre-Charbonneau	3000 Rue Viau, Montréal, QC H1V 3J3	Gymnastique Artistique / trampoline	6h45 à 20h00
Centre Étienne-Desmarteau	3430 Rue de Bellechasse, Montréal, QC H1X 2Y6	Gymnastique Rythmique	7h45 à 16h00
		Patinage artistique	9h à 16h10
Complexe Sportif Jean-Rougeau	8000 Rue de Normanville, Montréal, QC H2R 2V6	Handball	8h15 à 18h
Aréna Martin Brodeur	5300 Boulevard Robert, Saint-Léonard, QC H1R 1P9	Hockey Pré-Novice	7h à 17h
Centre Pierre-Charbonneau	3000 Rue Viau, Montréal, QC H1V 3J3	Judo	8h à 16h
Complexe Sportif Marie-Victorin	7000 Boulevard Maurice-Duplessis, Montréal, QC H1G 0A1	Kin-Ball	9h à 14h30
Centre Sportif Côte-des-Neiges	4880 Avenue Van Horne, Montréal, QC H3W 1J3	Natation	7h30 à 18h
Aréna Rodrigue-Gilbert	1515 Boulevard du Tricentenaire, Montréal, QC H1B	Patinage de vitesse	8h à 16h

HORAIRE GÉNÉRAL DES COMPÉTITIONS			
Site	**Adresse**	**Sports**	**Heures des compétitions**
Aréna Raymond-Bourque	2345 Boulevard Thimens, Saint-Laurent, QC H4R 1T4	Ringuette	8h à 18h
Stade de soccer	9235 Avenue Papineau, Montréal, QC H2M 2G5	Soccer	9h à 17h
Collège du Mont-Saint-Louis	1700 Boul Henri-Bourassa E, Montréal, QC H2C 1J3	Taekwondo WT	8h 13h
Stade IGA	285 Rue Gary-Carter, Montréal, QC H2R 2W1	Tennis	8h45 à 14h
Laureen Hill Academy Senior	2505 Boulevard de la Côte-Vertu, Saint-Laurent, QC H4R 1P3	Volleyball	8h à 16h
Complexe Sportif St-Laurent (CSSL)	2385 Boulevard Thimens, Saint-Laurent, QC H4R 1T4	Rugby	13h30 à 17h
		Nage Synchronisée	7h à 13h30
		Ultimate frisbee	8h à 13h
Claude-Robillard (CSCR)	1000 Avenue Émile-Journault, Montréal, QC H2M 2E7	Plongeon	8h30 à 13h30
		Water-Polo	10h à 17h30
		Athlétisme	9h à 17h
		Haltérophilie	7h30 à 16h
		Tennis de table	9h à 17h30
		Lutte Olympique	9h à fin apres-midi
		Karaté	8h à 16h
Dimanche			
Laureen Hill Academy Junior	2355, rue Decelles Ville-St-Laurent, QC H4R 1P3	Basketball	8h à 13h
Aréna Martin Brodeur	5300 Boulevard Robert, Saint-Léonard, QC H1R 1P9	Hockey Pré-Novice	7h30 à 12h
Aréna Raymond-Bourque	2345 Boulevard Thimens, Saint-Laurent, QC H4R 1T4	Ringuette	8h à 13h
Stade de soccer	9235 Avenue Papineau, Montréal, QC H2M 2G5	Soccer	9h à 13h
Collège du Mont-Saint-Louis	1700 Boul Henri-Bourassa E, Montréal, QC H2C 1J3	Taekwon-do ITF	7h30 à 14h
Claude-Robillard (CSCR)	1000 Avenue Émile-Journault, Montréal, QC H2M 2E7	Water-Polo	8h à 13h
		Tir à l'arc	7h30 à 12h30

Voici l'horaire synthèse qui indique les sites de compétition de 2019 et les activités prévues par zone :



Voici un horaire des jeux provisoire qui indique les sites, les heures et le nombre de participants estimé :



Annexe 9 – Liste des personnes ayant accepté la présidence d'honneur

Nom	Présidence d'honneur	Ambassadeurs Ambassadrices	Année
Sylvie Fréchette	●		1991
Nathalie Lambert	●		1992
Nicolas Gill	●		1993
Jean-Marc Chouinard	●		1994
Stéphanie Fiorito	●		1995
Nick De Santis	●		1996
Annie Pelletier	●		1997
Bruni Surin	●		1998
Alexandre Despaties	●		1999
France St-Louis	●		2000
Guy Leclerc et Josée Marsolais	●		2001
Isabelle Charest	●		2002
Émilie Heymans	●		2003
Nicolas Macrozonaris	●		2004
Mauro Biello et Claude Chagnon	●		2005
Meaghan Benfeito et Roseline Filion	●		2006
Xavier Morin-Lefort	●		2007
Tobie Pelletier	●		2008
Francis Luna-Grenier & Geneviève Saumur	●		2009
George Laraque	●		2010
Étienne Boulay	●		2011
Joanie Rochette et Frédérique Dufort	●		2012
Philippe Beaudry et Jasmin Roy	●		2013
Valérie Maltais et François Lachance	●		2014
Antoine Valois-Fortier et Julie Payette	●		2015
Nicolas Boulay	●		2016
Katherine Savard et Julie Mahoney	●		2017
Patrice Bernier	●		2018
Jessie Grignon-Tomàs, Lysanne Richard, Laurent Duvernay-Tardif et Josée Bélanger		●	2018
Patrice Bernier	●		2019
Jessie Grignon-Tomàs, Lysanne Richard, Laurent Duvernay-Tardif, Patrice Labonté, Pascal Dion, Chloé Lorgange, Lauriane Rougeau, Cendrine Browne, Audrey Lacroix, Jolianne Melançon, Françoise Abanda		●	2019

Annexe 10 – Processus de sélection des disciplines

1. Mise en contexte

Les Jeux de Montréal sont importants pour le développement du sport et ont pris au fil des ans une ampleur telle qu'il serait impossible d'y inclure tous les sports désireux d'y faire partie. Pour cette raison, la Ville de Montréal prend très au sérieux sa responsabilité de choisir les sports de manière juste et transparente. Le processus de sélection des disciplines présentes aux Jeux de Montréal a été révisé pour répondre à un besoin du milieu et de répondre aux nouvelles tendances.

2. Définitions et rôles :

Représentant sportif : peut-être une Fédération ou une association sportive. L'association sportive devra informer sa Fédération sportive avant de déposer sa candidature, une seule candidature sera retenue par discipline.

Comité de sélection des Jeux de Montréal (CSJM) : responsable d'analyser toutes les candidatures en fonction des critères de sélection et de faire une recommandation. Le CSJM est composé de deux membres du comité stratégique, deux membres des chefs de délégation arrondissement et un membre des Villes liées, un représentant de l'Adjudicataire et un représentant de la Division de la gestion des installations sportives (DGIS).

Table des chefs de division : est l'organe de décision finale du choix des disciplines.

Initiation: fournir aux membres une formation et un encadrement leur permettant d'acquérir les connaissances et les habiletés de base nécessaires à la pratique de la discipline.

Récréation: fournir à une diversité de membres un encadrement leur permettant de pratiquer une discipline sportive pour le jeu et le plaisir de participer.

3. Les objectifs

Le processus s'applique à toutes les disciplines sportives qui veulent être présentes aux Jeux de Montréal. Il est de leur responsabilité de respecter le processus qui sera appliqué aux trois ans. Voir la cartographie du processus à la dernière page. En appliquant ce processus, la Ville de Montréal désire atteindre les objectifs suivants :

- Offrir la possibilité de maintenir le soutien auprès des sports qui sont déjà présents aux Jeux Olympiques;
- Offrir la possibilité de soutenir des sports émergeants afin de permettre aux enfants de découvrir les nouvelles tendances dans le domaine du sport;

4. Dépôt d'une candidature

Le représentant sportif qui souhaite que sa discipline sportive soit prise en considération pour des Jeux de Montréal ultérieurs est prié de déposer une candidature en envoyant un courriel à CSCR@ville.montreal.qc.ca & CSCR@montreal.ca , au plus tard le 15 mai à 12 h (une fois aux trois ans). Veuillez joindre à votre courriel le formulaire de dépôt de candidature.

5. Critères d'admissibilité

Voici les critères à respecter par les représentants sportifs qui veulent être présents aux Jeux de Montréal :

Critères d'admissibilité des disciplines sportives qui seront présentes aux Jeux de Montréal :
1. Régies par une fédération sportive provinciale et reconnues par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). Une fédération canadienne reconnue par Sports Canada pourrait être reconnue pour des nouvelles disciplines;
2. Catégories destinées uniquement aux enfants de 6 à 12 ans;
3. Nombre de délégations qui pratiquent cette discipline, un minimum de 5 délégations représentées. Voici les 5 disciplines à faible attraction dont le lieu de résidence sera considéré et non le lieu de pratique : Haltérophilie, Lutte, Plongeon, Tennis et Tennis de table;

Critères d'admissibilité des disciplines sportives qui seront présentes aux Jeux de Montréal :
4. Respecte la philosophie des Jeux de Montréal soit : «Ma première compétition» d'envergure en priorisant le réseau d'initiation ou de récréation donc le premier niveau du programme de leur fédération. Les athlètes s'inscrivant aux Jeux de Montréal devraient être inscrits à ce niveau seulement;
5. Évalué selon le taux de participation des athlètes aux Jeux de Montréal : on considère le nombre de participants, le nombre de délégations et le maximum de participants inscrits au devis technique de la discipline. Ex : (18 participants/4 délégations)/8 athlètes maximum aux devis = 56 %;
6. Évalué selon la moyenne de participation des délégations des trois dernières années aux Jeux de Montréal. Ex : 4 délégations/21 délégations officielles = 19 % (pour les nouveaux sports ce pourcentage est non applicable);
7. Réalisables au plan des installations, des équipements requis et du budget alloué. La demande doit être attachée avec un arrondissement pour la disponibilité de l'installation et les équipements requis;
8. Respecte la date de dépôt avec tous les documents requis.
NOTE : Les disciplines sportives devront respecter les critères d'admissibilité pour la durée du processus de trois ans.

6. CSJM

A la responsabilité de recommander les 25 disciplines qui répondent aux critères d'admissibilité et préparent un tableau synthèse de toutes les candidatures reçues. Le CSJM doit recommander une (1) discipline en démonstration, sélectionnée selon la priorité suivante : sport émergeant ou un sport refusé à cause d'un pointage plus faible, mais la discipline doit rencontrer tous les critères de sélection. La discipline en démonstration pourra utiliser les infrastructures disponibles pour la tenue des Jeux de Montréal. Les athlètes qui participent pourront recevoir une médaille, mais aucune bannière ne sera remise.

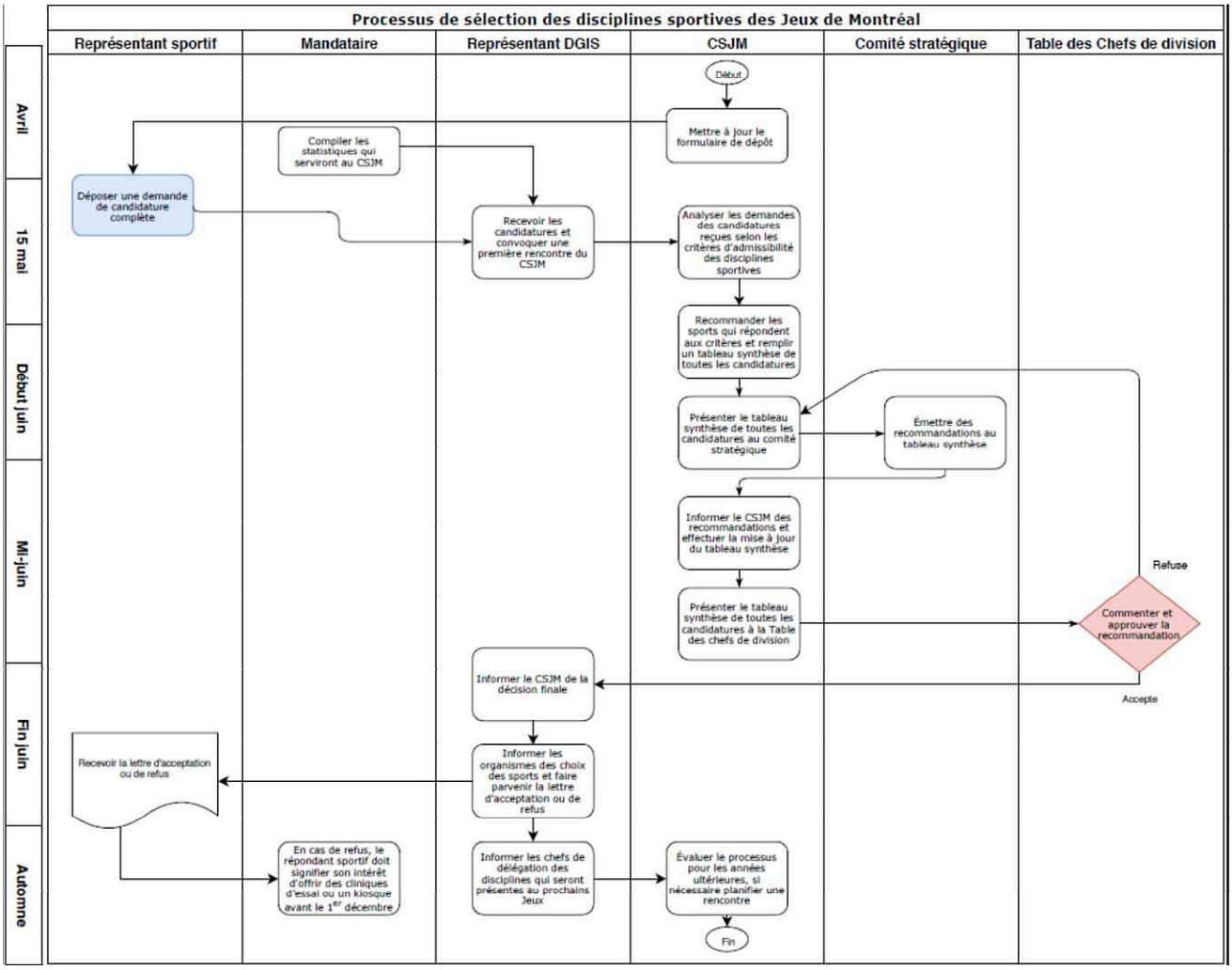
Présenter le tableau synthèse de toutes les candidatures au comité stratégique et à la Table des chefs de division aux rencontres prévues en juin. La Table des chefs de division commente et approuve la recommandation du CSJM pour déterminer les disciplines qui seront présentes aux Jeux de Montréal pour les trois prochaines années. Une lettre d'acceptation ou de refus sera envoyée aux organismes concernés au plus tard début juillet. En cas de refus, la discipline pourrait signifier son intérêt à offrir des cliniques d'essai de leur sport ou un kiosque ouvert à tous, mais aucun soutien financier ne pourra être accordé. Les organisations concernées devront informer l'Adjudicataire de leur décision.

7. Représentant sportif

Les 26 représentant sportifs retenus seront rencontrés par l'Adjudicataire dans les plus délais pour la signature d'une entente. Le représentant sportif est responsable de réviser le devis technique de sa discipline et devra s'assurer que les critères d'admissibilité sont respectés. Une attention particulière sera accordée au respect de l'âge des enfants (6 à 12 ans). Un représentant Ville va effectuer une dernière vérification des devis techniques de chacune des disciplines pour s'assurer que les critères et les orientations des Jeux sont respectés, si nécessaire des modifications devront être effectuées par le répondant sportif avant la mise en ligne du devis technique.

8. RENSEIGNEMENTS

Pour tous renseignements supplémentaires, veuillez communiquer au poste de la secrétaire d'unité administrative (Tél. : 514 872-7990) ou par courriel à CSCR@ville.montreal.qc.ca & CSCR@montreal.ca .


Processus de sélection des disciplines sportives des Jeux de Montréal
Représentant sportif
Mandataire
Représentant DGIS
CSJM
Comité stratégique
Table des Chefs de division
Avril
15 mai
Début juin
Mi-juin
Fin juin
Automne
Début
Mettre à jour le formulaire de dépôt
Compiler les statistiques qui serviront au CSJM
Déposer une demande de candidature complète
Recevoir les candidatures et convoquer une première rencontre du CSJM
Analyser les demandes des candidatures reçues selon les critères d'admissibilité des disciplines sportives
Recommander les sports qui répondent aux critères et remplir un tableau synthèse de toutes les candidatures
Présenter le tableau synthèse de toutes les candidatures au comité stratégique
Émettre des recommandations au tableau synthèse
Informer le CSJM des recommandations et effectuer la mise à jour du tableau synthèse
Présenter le tableau synthèse de toutes les candidatures à la Table des chefs de division
Refuse
Commenter et approuver la recommandation
Accepte
Informer le CSJM de la décision finale
Informer les organismes des choix des sports et faire parvenir la lettre d'acceptation ou de refus
Recevoir la lettre d'acceptation ou de refus
En cas de refus, le répondant sportif doit signifier son intérêt d'offrir des cliniques d'essai ou un kiosque avant le 1er décembre
Informer les chefs de délégation des disciplines qui seront présentes au prochains Jeux
Évaluer le processus pour les années ultérieures, si nécessaire planifier une rencontre
Fin

Annexe 11 – Calendrier des rencontres

Voici à titre indicatif le calendrier des rencontres des dates importantes à retenir pour l'organisation des Jeux de Montréal.

Rencontre des chefs de délégation (environ 24 heures):

1. **Rencontre #1** Mercredi 16 octobre de 9 h 30 à midi
2. **Rencontre #2** Mardi 19 novembre de 9 h 30 à midi
3. **Rencontre #3** Mardi 14 janvier : 9 h 30 à midi
4. **Rencontre #4** Mardi 11 février : 9h 30 à midi
5. **Rencontre #5** Mercredi 11 mars : 9h 30 à midi
6. **Rencontre #6** Jeudi 26 mars : 18 h à 19 h 30
7. **Rencontre #7** Jeudi 14 mai : 9 h 30 à midi & 13 h à 15 h Bilan des Jeux
8. **Présence** à la cérémonie d'ouverture 1er avril : 18 h à 20 h
9. **Présence** à la cérémonie de clôture ou fête de clôture 5 avril 14 h à 16 h

Selon les enjeux, l'Adjudicataire pourrait être appelé à participer à des réunions additionnelles, si nécessaire.

Dates importantes à planifier :

10 novembre 2019 Mise en ligne des devis techniques sur le site internet des Jeux.
Prévoir du temps pour la vérification des devis techniques par le responsable Ville (respect des orientations Ville). Il est recommandé aux chefs de délégation d'envoyer le lien de la page du sport aux organismes concernés.

Affiches - Janvier Remise des affiches aux chefs de délégation avant le début des inscriptions.

Chandails : janvier : confirmer la couleur des chandails des arrondissements.
janvier : confirmer les prix des chandails aux chefs de délégation et envoi des bons de commande à remplir.
Avant le 14 février : chef délégation retourne le bon de commande de chandails par courriel.
Semaine du 16 mars : remise des chandails aux délégations et des factures claires sans frais cachés.

Pratique des mascottes : quatre (4) dates en mars (2h30/pratique) & une heure de pratique le dimanche de la fête de clôture.

Inscriptions et validations des participants

- Ouverture des inscriptions mardi 4 février à midi;
- Date limite des inscriptions mardi 25 février 23 h 59;
- Formulaire des équipes à fournir par les chefs de délégation 27 février;
- Validation des inscriptions par les chefs de délégation : 26 février au 4 mars inclusivement;
- Validation par les répondants sportifs et le comité organisateur : 5 au 12 mars;
- Publication des horaires des compétitions sur le site Internet : jeudi 19 mars;

Logistique de la cérémonie d'ouverture (mercredi)
Envoyer les invitations aux personnes concernées au plus tard trois semaines avant le début des Jeux.
Émettre aux chefs de délégation une accréditation leur permettant de circuler facilement durant les Jeux, à la rencontre # 6 des chefs de délégation.
Obtenir les noms de deux enfants qui vont représenter la délégation lors de la cérémonie : 18 mars.
Récupérer les chandails grandeur «Small» des délégations qui seront accrochés dans les trois fans zones.

Logistique de la fête de clôture
Envoyer les invitations aux personnes concernées au plus tard trois semaines avant le début des Jeux.
Demander la fermeture d'Émile-Journault auprès de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, dès janvier.
Effectuer les demandes pour obtenir des prix de présences, dès janvier.

Remettre aux chefs de délégation les permis d'automobile (2) et d'autobus pour le complexe sportif Claude-Robillard (en fonction du nombre d'autobus prévus), remis à la rencontre # 6.
Planifier l'espace de rassemblement pour toutes les délégations et transmettre l'information.

Rencontres du comité stratégique (de 9 h 30 à 11 h 30)

21 novembre - Différents sujets : sports et sites des compétitions, commandites, etc.
13 février - Différents sujets : sports, cérémonies, zones d'animation, communications, etc.
Début juin - Présentation du bilan et discussion sur les enjeux pour les prochaines éditions

Table des chefs de division
Le calendrier des rencontres de la table des chefs de division sera fourni à l'Adjudicataire. La décision finale est prise par les membres de cette table. Possibilité que l'Adjudicataire présente le bilan des Jeux de Montréal à la mi-juin (maximum 20 min).

Rencontres avec la Directions des sports
Prévoir une rencontre initiale à l'an 1 du contrat, une rencontre de mi-étape et d'évaluation pour les trois années. Au besoin, des rencontres additionnelles pourraient être prévues.

Annexe 12 – Documents à fournir à la Ville de Montréal

Selon la fréquence et sous la forme et les paramètres que le Responsable SGPMRS lui communiquera, l'Adjudicataire doit lui remettre les informations et documents pertinents à la réalisation des Jeux de Montréal, notamment, mais sans s'y limiter, les pièces suivantes :

Liste des documents à remettre	Mise à jour
Organigramme et personnel affecté à l'exécution du présent contrat	Au dépôt de la demande et une mise à jour annuelle est requise début janvier
Échéancier des Jeux indiquant l'état d'avancement de l'organisation de l'événement	Au dépôt de la demande et une mise à jour annuelle est requise début janvier
Budget proposé pour l'année	Annuel, début janvier
Plan d'action avec l'état d'avancement des actions (incluant un plan de recrutement des bénévoles)	Annuel, début janvier
Plan de communication	Annuel, début janvier
Plan média	Annuel, début janvier
Liste des répondants sportifs et des chefs de délégation	Annuel, début janvier
Horaire général des Jeux, incluant les sites des compétitions par discipline avec l'horaire prévu et le nombre d'enfants prévus	Horaire provisoire début janvier, l'horaire final au plus tard 3 semaines avant les Jeux (Annuel)
Plan de commandites et la liste prévisionnelle des futurs commanditaires	Annuel, avant de solliciter les entreprises ou les organismes, au plus tard début janvier ou 90 jours avant le début des Jeux
Copie de la police d'assurance de responsabilité civile générale dans laquelle la Ville est désignée coassurée de 5 000 000 $ (cinq millions)	Annuellement deux semaines avant son expiration
Remise de la documentation nécessaire pour montrer l'état d'avancement de l'événement (ex : horaires, devis techniques des disciplines, déroulement de la cérémonie d'ouverture et de la fête de clôture, etc.)	Rencontre des chefs de délégation et du comité stratégique
Les affiches ou tout autre outil promotionnel qui sera utilisé pour approbation	Avant la publication de l'outil (l'approbation est faite par le service des communications de la Ville)
Demandes de livraison de matériel (DLM) pour approbation	Annuel, 1 mois et demi avant les Jeux
Liste des ambassadeurs et porte-parole	Annuel, au plus tard 1 mois avant les Jeux
Site des Jeux de Montréal, maintenir à jour avec les informations les plus récentes	Au plus tard en décembre et une mise à jour selon le besoin
Le bilan financier annuel des Jeux de Montréal et comparaison avec les cibles du devis voir l'annexe 1	Annuel, première semaine de juin
Budget provisoire pour l'année subséquente	Annuel, première semaine de juin
Bilan des Jeux de Montréal incluant : analyse de participation des délégations pour valider si les cibles de l'annexe 2 sont atteintes, information générale sur l'organisation de l'événement, des enjeux à améliorer pour chacune des disciplines, les résultats des sondages, etc.	Annuel, première semaine de juin
Bilan abrégé des Jeux à présenter au comité stratégique et aux chefs de division	Annuel, première semaine de juin
Liste des factures des Jeux de Montréal (dépenses)	Annuel, première semaine de juin
Liste finale des commanditaires incluant les montants ou l'estimation des biens reçus	Annuel, première semaine de juin
Cahier de charges	À la fin du mandat

Annexe 13 – Cahier de charges

Le cahier des charges constitue la ligne directrice de la mise en place des Jeux de Montréal. Ce cahier des charges a pour but principal de répondre à plusieurs questions de façon claire et précise afin que la ou les personnes en charge de la mise en place des Jeux de Montréal puissent répondre au mieux aux besoins de la Ville de Montréal.

Voici des informations attendues dans le cahier de charges :

1. Contexte du mandat
2. Objectifs
3. Enjeux
4. Résultats attendus
5. Besoins
6. Contraintes
7. Planification du projet
    - 7.1. L'organigramme des porteurs de dossier
    - 7.2. L'organigramme des tâches
    - 7.3. Fiches des tâches par discipline
    - 7.4. Échéancier
    - 7.5. Équipement (DLM et autres)
    - 7.6. Emplacement (sites de compétitions et zones d'animation)
    - 7.7. Plan d'aménagement (des différents sites)
    - 7.8. La gestion des bénévoles
    - 7.9. Prévisions budgétaires
    - 7.10. Communications (Plan de communications, plan de commandites, etc.)
    - 7.11. Préparation des rencontres (chefs délégation, comité stratégique, etc.)
8. Risques

Bien que chaque échéancier soit personnalisé, voici des étapes à considérer pour les Jeux de Montréal :

1. Première rencontre avec l'équipe de gestion de l'Adjudicataire. Définir l'événement de façon générale : lieu, date(s) (à valider avec la Direction des sports), types d'activités, etc.
2. Sélection des répondants sportifs et mises à jour des devis techniques. Les devis techniques devront être révisés par un responsable Ville avant de les mettre en ligne sur le site des Jeux de Montréal.
3. Élaboration de la programmation souhaitée. Réfléchir aux activités que vous souhaitez organiser : spectacle, tirage de prix, activités pour les enfants, etc.
4. Effectuer différentes demandes municipales (installations, matériel (DLM), etc.)
5. Rédaction de la programmation finale détaillée après avoir confirmé la faisabilité des activités en regard du budget prévisionnel et de la disponibilité des locaux, confirmer la programmation de l'événement incluant l'horaire des activités et des compétitions.
6. Plan de commandites et communiquer avec les commanditaires approuvés avant la date prévue de l'événement.
7. Engagement des invités pour la cérémonie d'ouverture et la fête de clôture, il faut confirmer la présence des invités (porte-parole, ambassadeurs, élus, chefs de division, etc.) et de faire signer les contrats (animation, nourriture, etc.).
8. Recrutement des bénévoles et formations. Confirmer la présence des bénévoles.
9. Plan de communications. Planifier les prises d'images qui seront faites. Les photos et vidéos sont importantes pour les commanditaires, la promotion et les archives de l'Adjudicataire.
10. Processus d'inscription des délégations.
11. Préparation des cérémonies des Jeux de Montréal, incluant le déroulement.
12. Réservation des fournisseurs pour les fans zones, signer des ententes avec les fournisseurs.
13. Envoi des invitations officielles aux partenaires, commanditaires, médias et élus.
13. Création des sondages (chefs de délégations, répondants sportifs, etc.).
14. Montage. Planifier et coordonner le montage pour toutes les disciplines, pour la cérémonie d'ouverture et la fête de clôture.

15. Démontage. Planifier et coordonner le démontage pour toutes les disciplines, pour la cérémonie d'ouverture et la fête de clôture.
16. Bilan et remerciements. Après l'événement, communication avec les médias, les participants et les bénévoles.
17.Établissement du budget réel. Comptabilité et comparaison avec le budget prévisionnel initial.
18. Constitution de la revue de presse. Il est important de recenser les parutions médias de l'événement pour les commanditaires, les bailleurs de fonds et pour les archives de l'Adjudicataire.
19. Compiler et analyser les données des sondages. Elles sont importantes pour le bilan des Jeux.
20. Envoi des rapports de visibilité aux partenaires.
21. Reddition de comptes faite tout au long de l'année. Envoyer la documentation exigée par la Ville de Montréal.
22. Rédaction du bilan des Jeux de Montréal. Ce rapport final constitue l'archive centrale de l'historique d'un événement.
23. Rencontre d'évaluation annuelle. Cette rencontre a lieu en juin avec les Responsables de la Direction des sports.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1205942003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des TI, pour une durée de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Informatique Technologia inc. (CG18 0426), pour la période du 20 août 2020 au 19 août 2021, pour une somme maximale de 195 457,50 $, taxes incluses.

Il est recommandé
I. d'exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des TI, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Informatique inc. (CG18 0426), pour la période du 20 août 2020 au 19 août 2021, pour une somme maximale de 195 457,50 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-20 10:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205942003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des TI, pour une durée de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Informatique Technologia inc. (CG18 0426), pour la période du 20 août 2020 au 19 août 2021, pour une somme maximale de 195 457,50 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
En août 2018, la Ville a conclu et octroyé, suite à l'appel d'offres 18-16808 (résolution CG18 0426) une entente-cadre pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des technologies de l'information. Le contrat a été octroyé à la firme Groupe Informatique Technologia inc. pour une durée de vingt-quatre (24) mois et se terminant le 19 août 2020, pour un montant total de 390 915,00 $, taxes incluses. Le contrat actuel comporte une option de renouvellement d'une durée maximale d'une année.

Le présent renouvellement d'un (1) an respecte, d'une part, l'intégrité des termes du contrat octroyé suite à l'appel d'offres public 18-16808 (aucune indexation de prix) et d'autre part, est requis pour maintenir la continuité des opérations de la Ville.

L'objet du présent dossier vise à exercer l'option de renouvellement annuel pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des TI, pour une durée de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Informatique Technologia inc. (CG18 0426), pour la période du 20 août 2020 au 19 août 2021, pour une somme maximale de 195 457,50 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0426 - 23 août 2018 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Groupe Informatique Technologia inc. pour la conception et la diffusion d'un parcours de formations techniques dans le domaine des technologies de l'information, pour une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 390 915 $, taxes incluses / Appel d'offres public 18-

16808 (3 soum., 1 seul conforme)
DA182757001 - 6 mars 2018 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre d'appels d'offres pour l'acquisition de service professionnel afin de concevoir et diffuser un parcours de formation dans le domaine des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Le contrat est d'une durée de deux ans à compter de sa date d'entrée en vigueur, avec une option de renouvellement d'une durée maximale d'une année.
La firme retenue doit :

- Personnaliser le parcours de formations techniques aux besoins spécifiques des développeurs, programmeurs et administrateurs de systèmes;
- Valider préalablement l'ensemble des contenus du parcours de formation auprès des responsables TI de la Ville;
- Préparer les plans de formation;
- Développer le matériel de formation remis aux participants;
- Animer l'ensemble des sessions de formation. Ces sessions de formation se dérouleront sur l'île de Montréal dans les locaux de l'adjudicataire ou dans une salle réservée par celui-ci;
- Évaluer la satisfaction des participants à l'issue de chaque formation et remettre un rapport de synthèse au responsable de la formation du Service des TI;
- Fournir des séances de tutorat, à l'issue des formations, afin de consolider les apprentissages.

Selon les besoins estimés, trois éditions du parcours sont envisagées pour toute la durée du contrat. Certaines formations pourraient toutefois faire l'objet de sessions supplémentaires, afin de répondre aux besoins du Service des TI.

Le parcours de formations techniques est divisé en quatre parties et est composé de dix-sept formations (voir détail en pièces jointes). Ces formations devront prévoir un ensemble d'activités pratiques ainsi que des exercices permettant d'évaluer l'acquisition des apprentissages.

JUSTIFICATION

Le Service des TI, de la Ville de Montréal, souhaite exercer l'option de prolongation prévue à la clause **2.03.02 Option de renouvellement** et **15.02 Renouvellement**, afin de permettre une meilleure expertise de ses développeurs, programmeurs et administrateurs de systèmes, ce qui permettra un raffinement des solutions mises en œuvre, plus de rapidité dans la réalisation des projets ainsi qu'une optimisation des investissements TI

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PTI du Service des TI pour la durée des ententes. Les engagements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'octroi de ce contrat permettra de consolider l'expertise technique et d'améliorer la performance des employés du Service des TI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

Approbation du dossier par le CE - 12 août 2020;
Approbation du dossier par le CM - 24 août 2020;
Approbation du dossier par le CG - 27 août 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Analyste de dossier - Direction, Division Performance TI & sourçage

Tél : 514-872-6979
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-10

Lyne PARENTEAU
Performance TI et sourçage

Tél : 438-998-2829
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-07-10

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 25 juin 2020

Madame Isabelle Brunet
Groupe informatique Technologia inc.
440, boul. René-Lévesque Ouest, 5e étage
Montréal (Québec) H2Z 1V7

Courriel : ibrunet@technologia.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 18-16808 (entente 1294363)
Formations dans le domaine des TI : Parcours spécifique pour les développeurs - programmeurs de la Ville de Montréal

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 20 août 2020 au 19 août 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à robert.normandeau@montreal.ca **au plus tard le 29 juin 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Isabelle Brunet — Nom en majuscules et signature ; 29 juin 2020 — Date

Je refuse le renouvellement : _____ Nom en majuscules et signature ; _____ Date

Robert Normandeau
Agent d'approvisionnement II
Courriel : robert.normandeau@montreal.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1200684001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres, d'une durée de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, avec les firmes suivantes: Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD) et son cocontractant les Services EXP Inc. pour le lot 2 (Lot 2 : 2 879 337,90 $, taxes incluses) et Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l.(ÉKM) avec ses cocontractants Latéral s.e.n.c. et Pageau, Morel & Associés Inc. pour le lot 7 (Lot 7 : 661 038,55 $, taxes incluses) – appel d'offres public # 20-17978 - 4 soumissionnaires.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1. de conclure des ententes-cadres pour chacun des articles, avec les firmes ci-après désignées, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 48 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 20-17978;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Groupe Marchand Architecture & Design Inc. (GMAD) et son cocontractant	Lot 2	3 254 985,37 $

Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l. (EKM) et ses cocontractants	Lot 7	747 279,72 $

2. d'autoriser une dépense de 375 647,48 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le Lot 2;

3. d'autoriser une dépense de 86 241,17 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le Lot 7;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et des villes liées selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-27 13:39

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200684001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres, d'une durée de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, avec les firmes suivantes: Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD) et son cocontractant les Services EXP Inc. pour le lot 2 (Lot 2 : 2 879 337,90 $, taxes incluses) et Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l.(ÉKM) avec ses cocontractants Latéral s.e.n.c. et Pageau, Morel & Associés Inc. pour le lot 7 (Lot 7 : 661 038,55 $, taxes incluses) – appel d'offres public # 20-17978 - 4 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville est propriétaire de plus de 1800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs : commercial, culturel, administratif, protection et sécurité, loisir et communautaire, industriel et sportif. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) gère une partie du parc immobilier de la Ville. Le Service a sous sa responsabilité d'exploiter, d'entretenir et d'assurer le maintien des actifs. Les services centraux et les arrondissements sont aussi des requérants des projets de maintien d'actifs et de développement. La réalisation des projets immobiliers est exécutée par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) du SGPI.
La rétention de services professionnels permettra de mettre en œuvre divers projets afin de faire la mise aux normes ainsi que la mise à niveau, et d'effectuer des réfections importantes des composantes dans le but d'assurer l'intégrité des bâtiments et la pérennité du parc immobilier.

Les présentes ententes permettent à la DGPI de réduire ses délais de réalisation des projets et d'en augmenter l'efficience globale de réalisation, et ce, tout en assurant une stabilité des taux pour une période de cinq (5) ans.

L'appel d'offres public (#20-17978) a pour but de conclure une entente-cadre de sept (7) contrats de services professionnels en architecture et ingénierie. Il a été publié dans le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) et dans le journal Le Devoir le 15 janvier 2020, et a offert aux soumissionnaires un délai de quarante-et-un (41) jours afin d'obtenir les documents nécessaires et de déposer leurs soumissions. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 25 février 2020. La validité des soumissions est d'une période de cent quatre-vingts (180) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit le 22 août 2020. En raison de la Covid-19, les soumissionnaires retenus ont accepté de prolonger leur prix jusqu'au 30 octobre 2020 (lettres en pièce jointe).

Quatre addenda ont été émis :

Addenda 1 - 10 février 2020 : Report de la date de dépôt des soumissions et réponses à 8 questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres;

Addenda 2 - 13 février 2020 : Réponse à 1 question mineure des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres;

Addenda 3 - 13 février 2020 : Réponses à 2 questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres;

Addenda 4 - 19 février 2020 : Réponses à 13 questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres.

La grille d'analyse pour cet appel d'offres est conforme au critère d’évaluation et des pourcentages de la grille approuvée par le Comité exécutif à la séance du mercredi 5 septembre 2012, par la résolution CE 12 1465.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 1465 - 5 septembre 2012 :
Approuver les grilles standards d'évaluation et leur pondération pour l'octroi de contrats de services professionnels.

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie (mécanique et électricité, structure et génie civil). Les présents contrats nécessitent le regroupement de firmes professionnelles en vue de former une équipe multidisciplinaire capable de travailler à la fois dans le domaine de l'architecture et de l'ingénierie. La responsabilité de la coordination technique et administrative des professionnels du présent contrat appartiendra à la firme d'architectes. Les firmes auront à rendre pour leur discipline respective, les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :

· Relevés et études préliminaires;
· Estimation des coûts des travaux selon l'avancement des plans et devis;
· Plans et devis;
· Documents de présentation du projet au comité consultatif d'urbanisme et de la demande de permis;
· Documents d'appel d'offres;
· Surveillance des travaux;
· Suivis durant la période de garantie.

La liste prévisionnelle de projets au devis à titre indicatif n'incluait qu'une envergure de coût des travaux. Cette liste représente les priorités de la DPGI au moment de la préparation du présent appel d'offres. Les choix et précision seront effectués en début de mandat. Les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal. Le choix ou non d'aller de l'avant avec l'un ou l'autre des projets ou de substituer un ou plusieurs projets par d'autre envergure comparable, appartient à la DGPI.

Dans le cadre de cet appel d'offres, l'attribution des contrats est faite **lors du comité de sélection** selon le principe suivant :

Une même firme peut soumettre plus d'une proposition et pourrait donc se voir attribuer suivant l'ordre du lot 1 à 7, un maximum de deux lots. Deux conditions doivent être remplies pour qu'un soumissionnaire se voie attribuer deux lots :

· La firme doit proposer une équipe différente pour chacun des lots;
· Les lots attribués doivent viser deux secteurs différents.

Par conséquent, un soumissionnaire qui se voit **attribuer** deux (2) lots devient automatiquement non conforme pour les autres lots subséquents.

Les lots 1 à 7 portent sur la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie pour des projets selon les secteurs suivants :

· Lot 1 : Projets industriels - processus annulé, offre déposée avec coûts trop élevés (le soumissionnaire attribué au lot 1 est GMAD*)* ;

· Lot 2 : Projets d'Espace pour la vie - **Présent dossier** (les soumissionnaires attribués au lot 2 sont GMAD, ÉKM et CGA).

· Lot 3 : Projet de maintiens d'actifs mineurs et d'aménagements - aucun soumissionnaire conforme (soumissionnaire déjà attribué aux lots précédents- GMAD);

· Lot 4 : Projet de maintiens d'actifs mineurs et d'aménagements - aucun soumissionnaire conforme (soumissionnaire déjà attribué aux lots précédents - GMAD);

· Lot 5 : Projets patrimoniaux - aucun soumissionnaire conforme (soumissionnaire déjà attribué aux lots précédents- GMAD);

· Lot 6 : Projets des parcs - processus annulé, offre déposée avec coûts trop élevés (les soumissionnaires attribués au lot 6 sont CGA, Atelier Urban Face Inc. et un soumissionnaire déjà attribué aux lots précédents - GMAD);

· Lot 7 : Projets d'Espace pour la vie - **Présent dossier** (le soumissionnaire attribué au lot 7 est ÉKM et les soumissionnaires déjà attribués aux lots précédents - CGA et GMAD).

La rémunération des professionnels est mixte, c'est-à-dire que les services de base sont à pourcentage, selon les modalités prévues aux documents contractuels, tandis que les services additionnels sont à taux horaire.

L'estimation interne est basée sur une liste prévisionnelle de projets inscrits au PTI et aux carnets de commandes des clients.

JUSTIFICATION

Le comité de sélection recommande de retenir les services des firmes qui ont obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.
Lors de l'appel d'offres, il y a eu dix-sept (17) preneurs du cahiers des charges, dont onze firmes d'architecture et six firmes d'ingénierie. Sur ce nombre, quatre ont remis des soumissions (23 %).

Pour le lot 2, les preneurs du cahier des charges ayant remis des soumissions sont :

- Groupe Marchand architecture et design inc. (GMAD);

- Émond, Kozina, Mulvey, Architecture S.E.N.C.R.L. (ÉKM);

- CGA architecture Inc. (CGA).

Pour le lot 2, il y a eu trois offres de service soumises qui ont toutes été jugées conformes. Les trois soumissionnaires ont tous obtenu des pointages supérieurs à 70 %. GMAD a obtenu le meilleur pointage final pour ce lot.

SOUMISSIONS CONFORMES LOT 2	**POINTAGE INTÉRIMAIRE**	**POINTAGE FINAL**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (contingences 15 %)	**TOTAL** (taxes incluses)
L'adjudicataire: GMAD	75,3	0,44	2 879 337,90 $	375 647,48 $	3 254 985,38 $
ÉKM	77,5	0,34	3 705 665,01 $	483 452,71 $	4 261 514,76 $
CGA	71,5	0,40	3 073 243,16 $	400 944,97 $	3 534 229,63 $
Estimation du DGPI			2 458 258,78 $	320 712,17 $	2 778 970,95 $
Écart entre l'estimation DGPI et l'adjudicataire ($) *(adjudicataire - estimation)*					421 079,12 $
Écart entre l'estimation DGPI et l'adjudicataire (%) *((adjudicataire - estimation) / estimation) x 100)*					17,13 %
Écart entre soumissionnaire 2 note finale et l'adjudicataire ($) *(2e meilleure note finale - adjudicataire)*					193 905,26 $
Écart entre Soumissionnaire 2 note finale et l'adjudicataire (%) *((2e m eilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100)*					6,73 %

Les prix soumis des soumissions se découpent en deux parties :

- Services de base (taux en pourcentage par discipline);
- Services additionnels (taux horaire).

L'allocation pour des services additionnels (taux horaire) servira à couvrir des services que

l'équipe pourrait s'adjoindre, tels que le soutien technique spécialisé, la participation à des réunions post mortem ou de coordination LEED ou l'ajout de projets.

Il est recommandé de prévoir une enveloppe budgétaire de contingences pour répondre aux imprévus des chantiers en cours de réalisation de projets. Elle couvrira également les services supplémentaires imprévisibles, tels que définis dans la convention de services professionnels et notamment les services consultatifs en vue de recommandations spécialisées, les services spéciaux à la suite des événements fortuits ne relevant pas de la responsabilité de la firme. La somme demandée à ces fins est de 375 647,48 $, incluant les taxes, correspondant à 15 % du montant du contrat.

Conformément à l'article 477.4 de la « Loi sur les Cités et Villes » , la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) a effectué une estimation préalable de la dépense du lot 2 s'élevant à 2 458 258,78 $, taxes incluses, sur 48 mois avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie. C'est-à-dire qu'après quatre ans, la Ville se réserve le droit de poursuivre ou non le contrat, selon les besoins et l'état d'avancement des projets. Il s'agit d'une option sans frais additionnels.

L'estimation par la DGPI a été réalisée en se basant sur les moyennes des taux par discipline des derniers contrats octroyés en 2018 et 2019 et une tendance à la hausse des taux en architecture et en ingénierie a pu être remarquée. Il est à noter que ces contrats ont été octroyés sur la base d'un devis quelque peu différent. Dans l'ensemble, les pourcentages des services de base ainsi que les taux horaires des services additionnels soumis sont plus élevés que l'estimation interne.

L'écart entre l'estimation interne et les prix du soumissionnaire conforme est acceptable et s'explique principalement par les raisons suivantes :

· Les conditions actuelles du marché font que plusieurs firmes ont un carnet de commandes déjà saturé;
· Une augmentation des coûts des services professionnels de base en architecture et en ingénierie;
· Une hausse des taux est expliquée par la mauvaise conjoncture économique actuelle auprès des professionnels;
· Dans le devis soumis lors de cet appel d'offres, les exigences pour les services de base sont plus élevées que dans les contrats précédemment octroyés, notamment:
· la phase de planification est très détaillée et son importance est accrue afin de diminuer les risques d'imprévus;
· l'expertise et du livrable des professionnels en matière des programmes d'attestation en développement durable (LEED, Boma Best, Carboneutre ou autres) sont accrus dans toutes les phases d'un projet;
· des rencontres périodiques ont été ajoutées avec les parties prenantes aux projets afin de s'assurer que tous les besoins sont pris en compte et de minimiser le risque d'imprévus lors du chantier.

Les membres du comité de sélection, tenu le 8 juin 2020, recommandent de retenir l'offre de Groupe Marchand Architecture & Design Inc. pour le lot 2.

Groupe Marchand Architecture et Design Inc. ne figure pas sur la liste du Registre des entreprises non admissible (RENA) et détient une attestation de l'AMP dans le cadre de ce contrat (voir pièce jointe).
Les Services EXP Inc. ne figure pas sur la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) et détient une attestation de l'AMP dans le cadre de ce contrat (voir pièce jointe).

Pour le lot 7, les preneurs de cahier des charges ayant remis des soumissions

sont :

- Groupe Marchand architecture et design inc. (GMAD);

- Émond, Kozina, Mulvey Architecture s.e.n.c.r.l. (ÉKM);

- CGA architecture inc. (CGA).

Pour le lot 7, il y a eu trois offres de service soumises. ÉKM Architecture a obtenu le meilleur pointage pour ce lot.

Les conditions d'attribution des contrats n'ont pas été respectées par les soumissionnaires GMAD et CGA, ils deviennent donc automatiquement non conformes pour ce lot.

Selon l'article 573.3.3. « Loi sur les Cités et Villes » dans le cas où une municipalité a, suite à une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité. Le DGPI et le Service de l'Approvisionnement ont donc rencontré la firme, qui suite à une négociation, a diminué les pourcentages en ingénierie, faisant passer l'écart entre l'estimation de DGPI et l'adjudicataire de **28,65 % à 13,50 %**. Ceci représente une économie de 88 624,73 $.

SOUMISSIONS CONFORMES LOT 7	**POINTAGE INTÉRIMAIRE**	**POINTAGE FINAL**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (contingences 15 %)	**TOTAL** (taxes incluses)
L'adjudicataire: ÉKM	78,2	1,71	661 038,55 $	86 241,17 $	747 279,72 $
GMAD	76,3	--	--	--	--
CGA	71,5	--	--	--	--
Estimation du DGPI			582 399,90 $	75 981,72 $	658 381,61 $
Écart entre l'estimation DGPI et l'adjudicataire ($) *(adjudicataire - estimation)*					78 638,66 $
Écart entre l'estimation DGPI et l'adjudicataire (%) *((adjudicataire - estimation) / estimation) x 100)*					13,50 %

Les prix soumis des soumissions se découpent en deux parties :
- Services de base (taux en pourcentage par discipline);
- Services additionnels (taux horaire).

L'allocation pour des services additionnels (taux horaire) servira à couvrir des services que l'équipe pourrait s'adjoindre, tels que le soutien technique spécialisé, la participation à des réunions post mortem ou de coordination LEED ou l'ajout de projets.

Il est recommandé de prévoir une enveloppe budgétaire de contingences pour répondre aux imprévus des chantiers en cours de réalisation de projets. Elle couvrira également les services supplémentaires imprévisibles, tels que définis dans la convention de services professionnels et notamment les services consultatifs en vue de recommandations spécialisées, les services spéciaux à la suite des événements fortuits ne relevant pas de la responsabilité de la firme. La somme demandée à ces fins est de 86 241,17$ incluant les taxes, correspondant à 15 % du montant du contrat.

Conformément à l'article 477.4 de la « Loi sur les Cités et Villes », la Direction de la gestion

des projets immobiliers (DGPI) a effectué une estimation préalable de la dépense du lot 7 s'élevant à 582 399,89 $ taxes incluses, sur 48 mois avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie. C'est-à-dire qu'après quatre ans, la Ville se réserve le droit de poursuivre ou non le contrat, selon les besoins et l'état d'avancement des projets. Il s'agit d'une option sans frais additionnels.

L'estimation par la DGPI a été réalisée en se basant sur les moyennes des taux par discipline des derniers contrats octroyés en 2018 et 2019 et une tendance à la hausse des taux en architecture et en ingénierie a pu être remarquée. Il est à noter que ces contrats ont été octroyés sur la base d'un devis quelque peu différent. Dans l'ensemble, les pourcentages des services de base ainsi que les taux horaires des services additionnels soumis sont plus élevés que l'estimation interne.

L'écart entre l'estimation interne et les prix du soumissionnaire conforme est acceptable et s'explique principalement par les raisons suivantes :

· Les conditions actuelles du marché font que plusieurs firmes ont un carnet de commandes déjà saturé;
· Une augmentation des coûts des services professionnels de base en architecture et en ingénierie;
· Une hausse des taux est expliquée par la mauvaise conjoncture économique actuelle auprès des professionnels;
· Dans le devis soumis lors de cet appel d'offres, les exigences pour les services de base sont plus élevées que dans les contrats précédemment octroyés, notamment:
· la phase de planification est très détaillée et son importance est accrue afin de diminuer les risques d'imprévus;
· l'expertise et du livrable des professionnels en matière des programmes d'attestation en développement durable (LEED, Boma Best, Carboneutre ou autres) sont accrus dans toutes les phases d'un projet;
· des rencontres périodiques ont été ajoutées avec les parties prenantes aux projets afin de s'assurer que tous les besoins sont pris en compte et de minimiser le risque d'imprévus lors du chantier.

Les membres du comité de sélection, tenu le 8 juin 2020, recommandent de retenir l'offre de Émond, Kozina, Mulvey, Architectures s.e.n.c.r.l. (ÉKM) pour le lot 7.

Émond Kozina Mulvey, Architectes s.e.n.c.r.l. (ÉKM) ne figure pas sur la liste du Registre des entreprises non admissible (RENA) et détient une attestation de l'AMP dans le cadre de ce contrat (voir pièce jointe).
Latéral s.e.n.c. ne figure pas sur la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) et détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir pièce jointe).
Pageau, Morel & Associés Inc. ne figure pas sur la liste du Registre des entreprises non admissible (RENA) et détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets du SGPI. Les mandats seront attribués sur demande en fonction des besoins et de la planification des projets. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Ces ententes-cadres sont limitées aux projets réalisés par la DGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Certains projets qui seront réalisés dans le cadre de ce contrat viseront une certification LEED conformément à la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant des appels d'offres et des négociations à la pièce. Ceci aurait pour effet d'augmenter les délais et d'augmenter la charge de travail des chargés de projets du SGPI.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le comité de sélection du 16 mars 2020 a été reporté au 8 mai 2020. De plus, certains membres du comité se sont désistés à cause du confinement. Par conséquent, l'octroi du contrat a été retardé et ne sera accordé qu'à la fin du mois d'août 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 12 août 2020
CM : 24 août 2020
CG : 27 août 2020

Émission des ententes-cadres suite à l'adoption de la présente résolution.

Les ententes-cadres sont valides pour une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sai Ying YUEN
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-7906
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-13

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 514 872-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-27

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 3 juillet 2020

Monsieur Alain-Serge Marchand
Groupe Marchand Architecture et Design inc.
555 boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Courriel: asm@gmad.ca

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres nº 20-17978 lot 2
Services professionnels d'équipe de programmation et études pour la construction, la réfection, la restauration et la mise en œuvre de bâtiments de la Ville de Montréal.

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 30 octobre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 15 juillet 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

Alain S. M. 13 Juillet 2020

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Pierre L'Allier
Agent d'approvisionnement II
Courriel: pierre.lallier@montreal.ca

LN86Fbssp

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 11 novembre 2019

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
555, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
1700
MONTRÉAL QC H2Z 1B1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000971734
N° de demande :	1900015188
N° de confirmation de paiement :	214510

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Le 13 mars 2020

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

N° de décision : 2020-DAMP-1269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EXP SERVICES INC. et PROJI-CONTROLE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 3 juillet 2020

Monsieur François Émond
Émond, Kozina, Mulvey Architectes s.e.n.c.r.l.
24 avenue Mont-Royal Ouest
Montréal (Québec) H2T 2S2

Courriel: francois@ekmarchitecture.com

Objet : **Prolongation de la durée de validité de soumission**
Appel d'offres n° 20-17978 lot 7
Services professionnels d'équipe de programmation et études pour la construction, la réfection, la restauration et la mise en œuvre de bâtiments de la Ville de Montréal.

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 30 octobre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 15 juillet 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

Signature 2020-07-07 Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Pierre L'Allier
Agent d'approvisionnement II
Courriel: pierre.lallier@montreal.ca

LN86Fbssp

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 18 avril 2017

PAGEAU, MOREL & ASSOCIÉS INC.
A/S MADAME NICOLE VACHON
210, BOUL CRÉMAZIE OUEST
BUREAU 110
MONTRÉAL (QC) H2P 1C6

N° de décision : 2017-CPSM-1024038
N° de client : 2700033139

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- PAGEAU MOREL ET ASS. INC
- PAGEAU MOREL ET ASSOCIÉS INC.
- PAMOTECH INC.
- PMA INC.
- PMA SINISTRES
- PMA TÉLÉCOMMUNICATION

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PAGEAU, MOREL & ASSOCIÉS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **23 octobre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Subject: TR: CHUM - PHASE 2
From: Vachon Nicole <nvachon@pageaumorel.com>
Date: 2019-10-22, 11:51 a.m.
To: "josee.malouin@pomerleau.ca" <josee.malouin@pomerleau.ca>
CC: Giguere Claude <cgiguere@pageaumorel.com>, Gagne Sara <sgagne@pageaumorel.com>, Letourneau Julie <jletourneau@pageaumorel.com>

Bonjour
Voici le statut de notre renouvellement à l'AMP.

Merci

Nicole Vachon, CPA, CA
Vice-présidente, Finances / *Vice-President, Finance*
Associée principale / *Principal*

Pageau Morel et associés inc.
210, boul. Crémazie O., bur. 110
Montréal (Québec) H2P 1C6
T 514 382-5150 (2225) | C 514 917-3994

De : amelie.bergevin@amp.gouv.qc.ca <amelie.bergevin@amp.gouv.qc.ca>
Envoyé : 22 octobre 2019 11:46
À : Vachon Nicole <nvachon@pageaumorel.com>
Objet : RE: CHUM - PHASE 2

Bonjour Mme Vachon,

Vous avez soumis votre demande de renouvellement dans les délais requis, votre entreprise demeure autorisée à soumissionner sur de nouveaux contrats et à poursuivre ses contrats en cours.

Les entreprises autorisées se retrouvent au Registre des entreprises autorisées (le « **REA** »).

Vous pouvez consulter le REA via le site web de l'Autorité des marchés publics (l' « **AMP** ») : www.amp.gouv.qc.ca

Vous pouvez rediriger les donneurs d'ouvrage vers le **REA** afin de vérifier la validité de votre autorisation, et ce**, en tout temps.** À la demande du donneur d'ouvrage, vous pouvez fournir une copie de votre accusé-réception du dépôt de votre demande de renouvellement qui se trouve dans les Services en ligne de l'AMP à l'onglet *Dossier client – Communications sécurisées*.

Bien à vous,

Amélie Bergevin
Agente d'autorisation aux marchés publics
Direction de l'admissibilité aux marchés publics

Autorité des marchés publics
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 418 646-1556

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 7 septembre 2017

LATÉRAL S.E.N.C.
A/S MADAME ALICIA GALLAGHER
6630, RUE HUTCHISON
OUTREMONT (QC) H2V 4E1

N° de décision : 2017-CPSM-1049183
N° de client : 3001313739

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LATÉRAL S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **6 septembre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 19 septembre 2019

EMOND, KOZINA, MULVEY, ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L.
A/S MONSIEUR ANDREW KOZINA
24, AV DU MONT-ROYAL O
SUITE 302
MONTRÉAL (QC) H2T 2S2

No de décision : 2019-DAMP-0829
N° de client : 3001559974

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉKM ARCHITECTURE
- ÉKM ARCHITECTURE AND ENVIRONMENTAL DESIGN
- ÉKM ARCHITECTURE ET AMÉNAGEMENT
- EMOND, KOZINA, MULVEY, ARCHITECTS, L.L.P.

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). EMOND, KOZINA, MULVEY, ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **18 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1200684001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres, d'une durée de quarante-huit (48) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) impliquant toutes les phases de mise aux normes, de conception, de réfection, de transformation et de construction des bâtiments du parc immobilier de la Ville, avec les firmes suivantes: Groupe Marchand Architecture & Design inc. (GMAD) et son cocontractant les Services EXP Inc. pour le lot 2 (Lot 2 : 2 879 337,90 $, taxes incluses) et Émond, Kozina, Mulvey, Architectes, s.e.n.c.r.l.(ÉKM) avec ses cocontractants Latéral s.e.n.c. et Pageau, Morel & Associés Inc. pour le lot 7 (Lot 7 : 661 038,55 $, taxes incluses) – appel d'offres public # 20-17978 - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17978 int d'octroi lot 2.pdf
20-17978 int. d'octroi lot 7.pdf
20-17978 pv.pdf
SEAO Liste des commandes.pdf
20-17978 tableau lot 2révisé.pdf
20-17978 tableau lot 7 final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17978 lot 2

No du GDD : 1200684001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'équipes de programmation et études pour la construction, la réfection, la restauration et la mise en œuvre de bâtiments de la Ville de Montréal.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 18 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 8 - 5 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 19 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 17,65

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 23 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe Marchand architecture & Design in. (GMAD)	2 879 337,90 $	X	
Émond, Kozina, Mulvey architectures s.e.n.c.l.r. (ÉKM)	3 705 665,01 $		
CGA Architectes inc.	3 073 243,16 $		

Information additionnelle

Quatre firmes ont déposé un total de dix-sept offres pour différents lots. Pour le lot deux (2), seul GMAD, ÉKM et CGA ont déposés une offre.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 12 - 5 - 2020

20-17978 - S.P. d'équipes de programmation et études pour la construction, la réfection, la restauration et la mise en œuvre de bâtiments de la Ville de Montréal. (lot 2)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GMAD	4,00	10,33	25,00	11,67	7,67	16,67	75,3	2 879 337.90 $	0,44	1
ÉKM	4,17	13,00	22,67	15,00	8,00	14,67	77,5	3 705 665,01 $	0,34	3
CGA	3,00	11,83	19,67	16,00	8,67	12,33	71,5	3 073 243,16 $	0,40	2
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	vendredi 08-05-2020
Heure	13h00
Lieu	Google meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17978 lot 7

No du GDD : 1200684001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'équipes de programmation et études pour la construction, la réfection, la restauration et la mise en œuvre de bâtiments de la Ville de Montréal.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 18 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 8 - 5 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 19 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 17,65

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
CGA Architectes inc.	Non-conforme, ayant obtenu lot 6
Groupe Marchand (GMAD)	Non-conforme, ayant obtenu lot 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 23 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Émond, Kozina, Mulvey (ÉKM)	661 038,56 $	X	

Information additionnelle

Quatre firmes ont déposé un total de dix-sept offres pour différents lots. Pour le lot sept (7) seul GMAD, ÉKM et CGA Architectes inc. ont déposé une offre. Étant donné qu'il n'y avait qu'un seul soumissionnaire conforme, une négociation a eu lieu et nous avons obtenu une baisse du prix de 88 169,95 $ (soumission originale de 749 208,51 $).

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 12 - 5 - 2020

20-17978 - S.P. d'équipes de programmation et études pour la construction, la réfection, la restauration et la mise en œuvre de bâtiments de la Ville de Montréal. (lot 7)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GMAD	4,00	10,33	25,00	11,67	7,67	17,67	76,3		-	Contrat 1
ÉKM	4,17	13,00	22,67	16,00	7,67	14,67	78,2	661 038.56$	1,71	1
CGA	3,00	11,83	19,67	16,00	8,67	12,33	71,5		-	Contrat 6
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	vendredi 08-05-2020
Heure	13h00
Lieu	Google meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-17978
Numéro de référence : 1335283
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels d'équipe de programmation et études pour la construction, la réfection, la restauration et la mise en oeuvre de bâtiments de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Architecture EVOQ inc. 1435 rue St-Alexandre Suite 1000 Montréal, QC, H3A 2G4 NEQ : 1171481071	Monsieur Alfredo Diodati Téléphone : 514 393-9490 Télécopieur :	**Commande : (1685381)** 2020-01-20 15 h 14 **Transmission :** 2020-01-20 15 h 14	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

				électronique
☐	Atelier Urban Face inc. 220 avenue des Pins 6 Montréal, QC, H2W 1R9 https://www.atelierurbanface.ca NEQ : 1161741609	Madame Sylvie Perrault Téléphone : 514 931-9168 Télécopieur :	**Commande : (1695084)** 2020-02-06 14 h 35 **Transmission :** 2020-02-06 14 h 35	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CGA Architectes inc 5605 rue De Gaspé, Suite 502 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1168745256	Monsieur Pierre Corriveau Téléphone : 514 277-7876 Télécopieur : 514 277-1876	**Commande : (1690734)** 2020-01-30 10 h 19 **Transmission :** 2020-01-30 10 h 19	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cima+s.e.n.c. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1683368)** 2020-01-15 19 h 27 **Transmission :** 2020-01-15 19 h 27	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Émond, Kozina, Mulvey, architectes s.e.n.c.r.l 24 Mont-Royal Ouest Bureau 302 Montréal, QC, H2T 2S2 http://www.ekmarchitecture.com NEQ : 3371050280	Monsieur François Émond Téléphone : 514 840-1112 Télécopieur :	**Commande : (1695250)** 2020-02-06 16 h 50 **Transmission :** 2020-02-06 16 h 50	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FABRIQ architecture 286 Ste-Catherine ouest bureau 300 Montréal, QC, H2X 2A1 http://www.fabriq.com NEQ : 1149282999	Monsieur Marc Bertrand Téléphone : 514 934-1500 Télécopieur :	**Commande : (1683221)** 2020-01-15 14 h 38 **Transmission :** 2020-01-15 14 h 38	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Leclerc architecture+design 5245 chemin de Chambly Longueuil, QC, J3Y 3N5 NEQ : 1163517411	Monsieur Pierre Leclerc Téléphone : 450 443-4130 Télécopieur : 450 443-6073	**Commande : (1683756)** 2020-01-16 11 h 47 **Transmission :** 2020-01-16 11 h 47	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 -

				Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Marchand Architecture & Design 1700-555 boul René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca NEQ : 1164690340	Monsieur François Lemay Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (1685905)** 2020-01-21 11 h 47 **Transmission :** 2020-01-21 11 h 47	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1684248)** 2020-01-17 9 h 07 **Transmission :** 2020-01-17 9 h 07	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4

				(bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pageau Morel Inc. 210 boul Crémazie O Bureau 110 Montréal, QC, H2P 1C6 http://www.pageaumorel.com NEQ : 1144576254	Madame Sara Gagné Téléphone : 514 382-5150 Télécopieur : 514 384-9872	**Commande : (1699040)** 2020-02-13 13 h 56 **Transmission :** 2020-02-13 13 h 56	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-13 13 h 56 - Téléchargement 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 13 h 56 - Téléchargement 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Réal Paul Architecte Inc. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1170528856	Madame Geneviève Chemouil Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111	**Commande : (1695430)** 2020-02-07 9 h 02 **Transmission :** 2020-02-07 9 h 02	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel

				3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Riopel & Associés 777, rue de la Commune Ouest bureau 400 Montréal, QC, H3C 1Y1 http://www.riopel-associes.com NEQ : 1163438360	Madame Sylvie St-Martin . Téléphone : 514 521-2138 Télécopieur : 514 521-2139	**Commande : (1685837)** 2020-01-21 11 h 11 **Transmission :** 2020-01-21 11 h 11	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ruccolo + Faubert Architectes inc. 179, Jean-Talon est Montréal, QC, H2R 1S8 http://www.rfa-architectes.com NEQ : 1144442200	Madame Iolanda De Luca . Téléphone : 514 527-1391 Télécopieur :	**Commande : (1684798)** 2020-01-20 7 h 19 **Transmission :** 2020-01-20 7 h 19	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis)

				2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot . Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1683290)** 2020-01-15 15 h 46 **Transmission :** 2020-01-15 15 h 46	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2 NEQ : 1169411510	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1683805)** 2020-01-16 13 h 02 **Transmission :** 2020-01-16 13 h 02	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel

				3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Trizart Alliance 505-5524, rue St-Patrick Montréal, QC, H4E 1A8 NEQ : 1144582625	Monsieur Pierre Lemieux Téléphone : 514 843-7473 Télécopieur : 514 843-3815	**Commande : (1683266)** 2020-01-15 15 h 17 **Transmission :** 2020-01-15 15 h 17	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3 2020-02-13 15 h 35 - Courriel 3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel 3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1687550)** 2020-01-23 16 h 18 **Transmission :** 2020-01-23 16 h 18	3251466 - 20-17978 Addenda 1 prolongation 2020-02-10 14 h 03 - Courriel 3254095 - 20-17978 Addenda 2 2020-02-13 10 h 20 - Courriel 3254583 - 20-17978 Addenda 3

2020-02-13 15 h 35 - Courriel

3258580 - 20-17978 Addenda 4 (devis) 2020-02-20 9 h 26 - Courriel

3258581 - 20-17978 Addenda 4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 26 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208827001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour des services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 $, taxes incluses (contrat de 252 427,61 $ et contingences de 37 864,14 $) - Appel d'offres public 20-17968 (un soumissionnaire conforme)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Groupe Pleineterre inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'interventions sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 252 427,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public;

2. d'autoriser une dépense de 37 864,14 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 290 291,75 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-29 11:10

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208827001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour des services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 $, taxes incluses (contrat de 252 427,61 $ et contingences de 37 864,14 $) - Appel d'offres public 20-17968 (un soumissionnaire conforme)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc agricole du Bois-de-la-Roche fait partie du réseau des grands parcs de la Ville de Montréal et se situe à l'ouest de l'île. Sa superficie totalise près de 193 hectares, dont plus de 76 hectares sont disponibles pour l'exploitation agricole.
Dans le but de corriger des problématiques d'accumulation d'eau dans le parc lors de périodes de fortes pluies et de crues printanières, des travaux de drainage et d'irrigation des terres agricoles ont été réalisés à deux reprises dans le passé. Malgré ces travaux, l'exploitation des terres demeure complexe et n'est pas optimale. Certaines portions situées en zone inondable demeurent partiellement inondées du printemps jusqu'au milieu de l'été, ce qui occasionne des pertes de récoltes et diminue la superficie exploitable. En 2019, seulement 53 hectares sur 76 disponibles étaient en culture dans le parc agricole.

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'appel d'offres a été effectué sous la supervision du Service de l'approvisionnement. Il a débuté le 18 mars 2020 et s'est terminé 63 jours plus tard, soit le 21 mai 2020. Les soumissions ont été ouvertes le 21 mai 2020 à 13 h 30. Selon les termes des instructions aux soumissionnaires incluses au cahier des charges, la durée de validité des soumissions est fixée à 180 jours de calendrier à compter de la date d'ouverture des soumissions du 21 mai 2020. Les soumissions sont donc valides jusqu'au 17 novembre 2020.

L'appel d'offres public a été publié dans le Journal de Montréal du 18 mars 2020, de même que sur le site internet de la Ville de Montréal et sur celui du SÉAO. Durant cette période, sept (7) addenda ont été émis, soit le 24 mars 2020, le 2 avril 2020, le 22 avril 2020, le 28 avril 2020, le 4 mai 2020, le 7 mai 2020 et le 11 mai 2020. Ces addenda ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres dans les délais prescrits. Ils concernaient les sujets suivants :

· Des précisions sur les ressources demandées, les méthodologies de travail et les livrables attendus.
· Reports d'ouverture pour les raisons suivantes :
- permettre à un plus grand nombre de soumissionnaires de présenter une proposition en raison du confinement;
- respecter les délais de réponse aux questions;
- intégrer une modification au «Règlement sur la gestion contractuelle».

Les informations sur l'appel d'offres sont détaillées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1179030 – 31 janvier 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services EXP inc., pour des services d'expertise-conseil en lien au projet de drainage réalisé en réalisé en 2013-2014, pour une somme maximale de 24 248,23 $, taxes incluses – Demande de soumission de gré à gré (16-1745) - (un soumissionnaire) / Approuver une projet de convention à cet fin.
BC 1170150 – 15 décembre 2016 - Accorder un contrat d'exécution à Les Entreprises Daniel Robert inc., pour les travaux de drainage au parc agricole du Bois-de-la-Roche, pour une somme maximale de 28 004,46 $, taxes et contingences incluses – Appel d'offres sur invitation (16-6967) - (trois soumissionnaires).

BC 1064467 – 17 février 2016 - Accorder un contrat à Les Services EXP Inc., pour des services d'expertise-conseil pour le projet de drainage agricole réalisé en 2013-2014 au parc agricole du Bois-de-la-Roche – Dépense totale de 12 072,38 $ imprévus et taxes incluses – Appel d'offres de gré à gré – Contrat numéro 15-1526 - (un soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le SGPMRS désire s'adjoindre les services professionnels d'une équipe multidisciplinaire constituée d'experts spécifiques pour optimiser l'usage agricole des terres dans le parc. L'équipe procédera à une analyse complète du territoire qui permettra d'établir un diagnostic et des recommandations pour proposer des scénarios d'intervention et un programme de gestion hydrique optimal et durable des terres.
La rémunération des services de l'Adjudicataire sera effectuée à forfait, selon l'avancement du projet et en fonction du dépôt des livrables prévus.

JUSTIFICATION

Deux firmes se sont procuré le cahier des charges et ont déposé une offre. Les soumissions déposées ont été analysées par un comité de sélection formé de trois membres, auquel s'ajoute le secrétaire du comité. La rencontre du comité de sélection a eu lieu le 19 juin 2020 à 14 h 30. Le comité a évalué les deux soumissions en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels. Le premier soumissionnaire a obtenu un pointage intérimaire de 58,83 % et n'a pas franchi la note de passage, ce qui le rend non conforme. Le comité a évalué que le soumissionnaire n'était pas suffisamment qualifié selon l'offre déposée pour être en mesure de mener à bien le mandat. Le second soumissionnaire a obtenu un pointage intérimaire de 83,33 %, ce qui permet de considérer sa proposition.

Le comité de sélection recommande donc de retenir l'offre de services de Groupe Pleineterre inc. Les informations sur le processus de sélection sont détaillées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Le Groupe Pleineterre inc.	83,33	5,28	252 427,61	37 864,14	290 291,75
Dernière estimation réalisée			338 601,38	44 175,00	382 776,38
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(92 484,63) (24) %

Le prix déposé par l'adjudicataire recommandé est inférieur de 24 % à la dernière estimation réalisée à l'interne. Ce pourcentage d'écart s'explique principalement par le fait que l'estimation finale a été revue à la hausse durant l'appel d'offres à la suite des vingt-quatre (24) questions provenant des soumissionnaires potentiels. Ces questions ont laissé présager une augmentation des heures prévues pour certaines ressources clés du projet et des coûts prévus pour les travaux de levés topographiques, mais ces augmentations ne se sont pas avérées présentes lors de l'ouverture des soumissions.

Le montant des services professionnels de base est de 252 427,61 $, taxes incluses, auquel s'ajoute un montant de 37 864,14 $, taxes incluses, pour des contingences. Celles-ci représentent 15 % du montant de base. Elles peuvent être requises pour la réalisation de services professionnels non prévus au contrat initial, du fait qu'il y a des incertitudes reliées aux études souterraines à réaliser et à la nature des sols existants. La dépense totale du contrat est donc de 290 291,75 $, incluant les contingences et les taxes.

Le Groupe Pleineterre inc. ne figure pas sur le registre des entreprises non admissibles (RENA), en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal. Cette vérification a été faite par les responsables du Service de l'approvisionnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 290 291,75 $, incluant les contingences et les taxes, ce qui représente un budget net de ristournes de 265 075,06 $.
Le montant prévu en contingences est de 37 864,14 $, taxes incluses.

Information budgétaire :
Un montant de 202 082,56 $ net de ristournes, soit 221 306,75 $ taxes incluses, sera assumé à même le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Le montant sera réparti de la façon suivante :

Budget de fonctionnement d'études	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports	80 000,00 $	113 442,61 $	sans objet	sans objet	193 442,61 $

Contingences	18 000,00 $	9 864,14 $	sans objet	sans objet	27 864,14 $

La portion restante de la dépense qui équivaut à 62 992,50 $ net de ristournes, soit 68 985,00 $ taxes incluses, est prévue et disponible pour le PTI 2020-2022 au programme suivant, pour l'octroi de ce contrat : Programme de réhabilitation des parcs nature du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Le montant sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # 16-049. Le montant sera réparti de la façon suivante pour chacune des années :

PTI	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
34333 Programme de réhabilitation des parcs nature	40 000,00 $	18 985,00 $	sans objet	sans objet	58 985,00 $
Contingences	10 000,00 $	sans objet	sans objet	sans objet	10 000,00 $

Cette portion de budget est attribuée à des services techniques d'arpentage et de topographie du secteur.

La dépense totale sera assumée par l'agglomération.

Les détails des informations budgétaires et comptables sont présentés sous l'intervention du Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux reliés à la gestion hydrique des terres au parc agricole s'inscrivent dans une démarche globale en lien avec les priorités d'intervention du plan *Montréal durable 2016-2020* soit, entre autres : verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, ainsi que l'accès à des quartiers durables à échelle humaine et en santé.
Dans cette perspective, le projet vise à optimiser la gestion de l'eau dans le parc de façon responsable et durable, tout en assurant la protection des milieux naturels et en favorisant la biodiversité. De plus, une gestion optimale de l'eau permettra l'exploitation de terres agricoles disponibles et augmentera les récoltes. Cet apport favorisera le soutien d'une distribution aux banques alimentaires.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce mandat est préalable aux travaux de drainage pour régler les problématiques de drainage et d'irrigation qui persistent notamment au parc agricole, rendant complexe l'exploitation de plusieurs terres. Ces travaux font également partie des actions importantes en vue du déploiement du parc agricole du Bois-de-la-Roche à l'intérieur du Grand parc de l'Ouest.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le cas d'une deuxième vague de COVID-19, des modifications aux règles de confinement ou aux mesures sanitaires pourraient causer des retards dans le déroulement des étapes du projet.
Le début des travaux sera conditionnel à ce que toutes les mesures de préventions sanitaires, recommandées par la Direction régionale de santé publique de Montréal, puissent être mises en place par l'entrepreneur comme prévu aux articles 4.2.1 « Lois » et 4.3.4 « Loi sur la santé et la sécurité du travail » du Cahier des clauses administratives générales (CCAG).

Aucun retard et coûts additionnels en lien avec la COVID-19 ne sont prévus dans l'exécution

du contrat. Advenant des frais supplémentaires, les contingences permettront de financer la mise en place de ces mesures, si requises. Si un arrêt des travaux est requis, il sera également possible de suspendre, de différer les travaux temporairement, de prolonger le délai de réalisation ou de résilier le contrat comme prévu aux articles 4.5.2.2 « Résiliation », 5.1.9 « Modification apportée aux délais », 5.1.13 « Suspension des travaux » et 5.1.21 « Travaux différés » du CCAG.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance visée au comité exécutif : 12 août 2020
Séance visée au conseil municipal : 24 août 2020
Séance visée au conseil d'agglomération : 27 août 2020
Début du contrat de services professionnels : Septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Ghislaine LACHAPELLE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction des revenus (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne DESAUTELS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Marie LAFONTAINE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Johanne FRADETTE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Marie LAFONTAINE, 21 juillet 2020
Anne DESAUTELS, 20 juillet 2020
Johanne FRADETTE, 17 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ingrid CHARTRAND
architecte paysagiste

Tél : 514 868-5065
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Steve BILODEAU BALATTI
Chef de division

Tél : 514 872-6472
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Pour : Louise-Hélène Lefebvre

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne madame Sylvia-Anne Duplantie, directrice - Aménagement des parcs et espaces publics, pour me remplacer du 18 juillet au 2 août 2020 inclusivement dans mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions. Et j'ai signé, Louise-Hélène Lefebvre

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2020-07-29



Plan de localisation

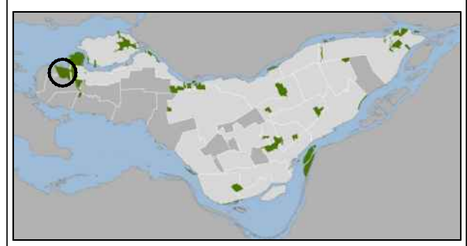
Parc agricole du Bois-de-la-Roche

Limite du parc

Aire d'étude

0 100 200 300 400 500m

Orthophotos: © Communauté Métropolitaine de Montréal, 2019



Montréal

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

15 juillet 2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208827001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour des services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 $, taxes incluses (contrat de 252 427,61 $ et contingences de 37 864,14 $) - Appel d'offres public 20-17968 (un soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17968_Intervention 1208827001.pdf
20-17968_Tableau évaluation Final.pdf
20-17968 pv.pdf
20-17968_SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislaine LACHAPELLE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Lina PICHÉ
c/d acquisition
Tél : 514-872-5396
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17968

No du GDD : 1208827001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'interventions sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-roche

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 14- - 4 - 2020

Ouverture faite le : 21 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 19 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 11 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 63 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 28,57

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX-Innov inc	N'a pas atteint la note de passage

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe Pleinterre inc.	252 427,61 $	√	

Information additionnelle

Sur sept (7) preneurs de cahier, seulement deux (2) firmes ont répondu, une seule a été déclarée conforme. En effet, le comité de sélection n'a pas jugé satisfaisante leur offre. Une communication a été faite auprès des autres preneurs afin de connaitre les raisons de leurs désistements, une (1) seule a répondu qu'elle n'avait pas les compétences pour effectuer le mandat. Sept (7) addenda ont été émis dans le cadre de ce projet, soit pour répondre à des questions, soit pour reporter la date d'ouverture (Covid) et finalement afin de remplacer un document administratif.

Préparé par : Ghislaine Lachapelle

Le 17 juillet 2020

20-17968 - Services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'interventions sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-roche

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-Innov inc.	3,50	8,67	14,33	14,00	18,33	58,83			Non conforme
Groupe Pleinterre inc.	3,00	14,33	17,33	26,67	22,00	83,33	252 427,61 $	5,28	1
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	Ghislaine Lachapelle								

Comité	
Date	vendredi 19-06-2020
Heure	14H30
Lieu	Visioconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-17968
Numéro de référence : 1356993
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'interventions sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1720556)** 2020-03-20 15 h 54 **Transmission :** 2020-03-20 15 h 54	3283912 - 20-17968 ADDENDA 1 _REPORT & AMENDEMENTS 2020-03-24 16 h 37 - Courriel 3288638 - 20-17968_Addenda 2 2020-04-02 14 h 38 - Courriel 3298666 - 20-17968_Addenda 3 2020-04-22 16 h 11 - Courriel 3302180 - 20-17968_Addenda 4 2020-04-28 16 h 03 - Courriel 3305664 - 20-17968_Addenda 5 REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 47 - Courriel 3308437 - 20-17968_Addenda 6 2020-05-07 11 h 48 - Courriel 3311058 - 20-17968_Addenda 7 REPORT DE DATE 2020-05-11 16 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1719855)** 2020-03-19 15 h 50 **Transmission :** 2020-03-19 15 h 50	3283912 - 20-17968 ADDENDA 1 _REPORT & AMENDEMENTS 2020-03-24 16 h 37 - Courriel 3288638 - 20-17968_Addenda 2 2020-04-02 14 h 38 - Courriel 3298666 - 20-17968_Addenda 3 2020-04-22 16 h 11 - Courriel 3302180 - 20-17968_Addenda 4 2020-04-28 16 h 04 - Courriel 3305664 - 20-17968_Addenda 5 REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 48 - Courriel 3308437 - 20-17968_Addenda 6 2020-05-07 11 h 48 - Courriel 3311058 - 20-17968_Addenda 7 REPORT DE DATE 2020-05-11 16 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GÉOMOG inc. 3692, avenue des Églises Lévis, QC, G6X 1X4 http://www.geomog.com	Monsieur Alexandre Richer Téléphone : 844 988-0680 Télécopieur :	**Commande : (1719531)** 2020-03-19 11 h 17 **Transmission :** 2020-03-19 11 h 17	3283912 - 20-17968 ADDENDA 1 _REPORT & AMENDEMENTS 2020-03-24 16 h 37 - Courriel 3288638 - 20-17968_Addenda 2 2020-04-02 14 h 38 - Courriel 3298666 - 20-17968_Addenda 3 2020-04-22 16 h 11 - Courriel

			3302180 - 20-17968_Addenda 4 2020-04-28 16 h 03 - Courriel 3305664 - 20-17968_Addenda 5 REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 47 - Courriel 3308437 - 20-17968_Addenda 6 2020-05-07 11 h 48 - Courriel 3311058 - 20-17968_Addenda 7 REPORT DE DATE 2020-05-11 16 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe PleineTerre inc. 169-B rue St-Jacques Napierville, QC, J0J 1L0	Monsieur Julien Bouchard Téléphone : 450 245-3287 Télécopieur : 450 245-3451	**Commande : (1724160)** 2020-03-31 11 h 04 **Transmission :** 2020-03-31 11 h 04	3283912 - 20-17968 ADDENDA 1 _REPORT & AMENDEMENTS 2020-03-31 11 h 04 - Téléchargement 3288638 - 20-17968_Addenda 2 2020-04-02 14 h 38 - Courriel 3298666 - 20-17968_Addenda 3 2020-04-22 16 h 11 - Courriel 3302180 - 20-17968_Addenda 4 2020-04-28 16 h 03 - Courriel 3305664 - 20-17968_Addenda 5 REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 47 - Courriel 3308437 - 20-17968_Addenda 6 2020-05-07 11 h 48 - Courriel 3311058 - 20-17968_Addenda 7 REPORT DE DATE 2020-05-11 16 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lasalle | NHC inc. 9620 rue Saint-Patrick Montréal, QC, h8r 1r8 http://www.lasalleNHC.com	Monsieur Gilles Rivard Téléphone : 514 366-2970 Télécopieur : 514 366-2971	**Commande : (1732160)** 2020-04-22 11 h 25 **Transmission :** 2020-04-22 11 h 25	3283912 - 20-17968 ADDENDA 1 _REPORT & AMENDEMENTS 2020-04-22 11 h 25 - Téléchargement 3288638 - 20-17968_Addenda 2 2020-04-22 11 h 25 - Téléchargement 3298666 - 20-17968_Addenda 3 2020-04-22 16 h 11 - Courriel 3302180 - 20-17968_Addenda 4 2020-04-28 16 h 04 - Courriel 3305664 - 20-17968_Addenda 5 REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 48 - Courriel 3308437 - 20-17968_Addenda 6 2020-05-07 11 h 48 - Courriel 3311058 - 20-17968_Addenda 7 REPORT DE DATE 2020-05-11 16 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1720351)** 2020-03-20 12 h 33 **Transmission :** 2020-03-20 12 h 33	3283912 - 20-17968 ADDENDA 1 _REPORT & AMENDEMENTS 2020-03-24 16 h 37 - Courriel 3288638 - 20-17968_Addenda 2 2020-04-02 14 h 38 - Courriel 3298666 - 20-17968_Addenda 3 2020-04-22 16 h 11 - Courriel 3302180 - 20-17968_Addenda 4 2020-04-28 16 h 04 - Courriel 3305664 - 20-17968_Addenda 5 REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 47 - Courriel 3308437 - 20-17968_Addenda 6 2020-05-07 11 h 48 - Courriel 3311058 - 20-17968_Addenda 7 REPORT DE DATE 2020-05-11 16 h 15 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1719258)** 2020-03-19 8 h 38 **Transmission :** 2020-03-19 8 h 38	3283912 - 20-17968 ADDENDA 1 _REPORT & AMENDEMENTS 2020-03-24 16 h 37 - Courriel 3288638 - 20-17968_Addenda 2 2020-04-02 14 h 38 - Courriel 3298666 - 20-17968_Addenda 3 2020-04-22 16 h 11 - Courriel 3302180 - 20-17968_Addenda 4 2020-04-28 16 h 03 - Courriel 3305664 - 20-17968_Addenda 5 REPORT DE DATE 2020-05-04 13 h 47 - Courriel 3308437 - 20-17968_Addenda 6 2020-05-07 11 h 48 - Courriel 3311058 - 20-17968_Addenda 7 REPORT DE DATE 2020-05-11 16 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1208827001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Pleineterre inc. pour des services professionnels pour l'élaboration de scénarios d'intervention sur la gestion hydrique des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche - Dépense totale de 290 291,75 $, taxes incluses (contrat de 252 427,61 $ et contingences de 37 864,14 $) - Appel d'offres public 20-17968 (un soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208827001 Certification des fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Preposée au budget
Tél : 514-872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1208298003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six (6) organismes du réseau PME MTL

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au contrat de prêt qui augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence ») ;

ATTENDU QUE la Ville a confié aux 6 organismes du réseau PME MTL la gestion du Fonds d'urgence;

ATTENDU QU'après vérification, l'autorisation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation n'est pas requise pour cette modification aux ententes de délégation.

EN CONSÉQUENCE, il est recommandé :

1 - d'approuver les addendas aux ententes de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et :

PME MTL Centre-Est;
PME MTL Centre-Ouest;
PME MTL Centre-ville;
PME MTL Ouest-de-l'Île;

PME MTL Est-de-l'Île;
PME MTL Grand-Sud-Ouest;

2- d'autoriser la Ville à octroyer un prêt additionnel totalisant 20 000 000,00 $, selon la répartition prévue aux addendas aux ententes de délégation, aux six organismes du réseau PME MTL en vue de leur permettre de gérer et de déployer le Fonds d'urgence.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-07-30 19:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208298003**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six (6) organismes du réseau PME MTL

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 avril 2020, le gouvernement a mis en place un programme d'aide d'urgence pour la petite et moyenne entreprise doté d'une enveloppe de 150 M$ pour appuyer les entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19. Ce programme est destiné aux municipalités régionales de comté (MRC) ainsi qu'aux villes de Montréal et de Québec, afin que celles-ci puissent venir en aide aux entreprises au moyen de prêts à bas taux d'intérêt.
Ce programme d'aide attribue à l'agglomération de Montréal un prêt de 40M$ qui vise à soutenir, pour une période limitée, les entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19. À cet effet, un contrat de prêt entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) a été conclu et il est prévu qu'un organisme délégataire puisse être chargé d'assurer la gestion de l'aide accordée aux entreprises.

Pour opérationnaliser ce programme d'aide, la Ville de Montréal a confié aux six organismes du réseau PME MTL, à savoir PME MTL Centre-Est, PME MTL Centre-Ouest, PME MTL Centre-Ville, PME MTL Est-de-l'Île, PME MTL Grand Sud-Ouest et PME MTL Ouest-de-l'Île, la gestion du programme et l'octroi des aides financières aux entreprises.

Rappelons que le réseau PME MTL offre un ensemble de services professionnels et de financements accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale établis sur l'île de Montréal.

Le 2 juin 2020, le gouvernement a autorisé une enveloppe additionnelle de 100 M$ aux MRC et aux villes dont 20 M$ additionnels sont attribués à l'agglomération de Montréal.

Le présent dossier, qui s'inscrit dans la suite des mesures d'urgences promulguées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal depuis le 19 mars 2020, concerne l'approbation d'addendas aux 6 ententes de délégation et de financement convenues avec

les organismes du réseau PME MTL afin d'augmenter dans chaque cas la somme disponible pour les entreprises.

Après vérification, l'autorisation du MAMH n'est pas requise pour cette modification aux ententes de délégation

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0239 – 14 mai 2020 « Approuver les projets d'addendas aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL, conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation »

CG 20 0212 – 23 avril 2020 « Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet »

CG16 0203 - 24 mars 2016- Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six organismes PME MTL

DESCRIPTION

L’objectif du programme d'aide d’urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 est de favoriser l’accès à une aide financière pour les PME afin de maintenir, consolider ou relancer les activités affectées par la pandémie de la COVID-19. Le programme vise les entreprises de tous les secteurs d’activités, y compris les coopératives et les entreprises de l’économie sociale ayant des activités marchandes. L’aide accordée aux entreprises prendra la forme d’un prêt. L’aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d’intérêt appliqué par l’organisme délégataire désigné par la Ville sera de 3 %. La Ville de Montréal assumera les intérêts encourus pendant la période de six (6) mois du moratoire de remboursement du capital sur les prêts consentis aux entreprises.
La répartition des sommes du programme d’aide d’urgence entre les 6 organismes PME MTL est définie selon les critères suivants :

- le nombre d’établissements enregistrés sur le territoire couvert;
- le nombre d’emplois présents;
- la taille de la population active;
- le nombre de personnes sans emploi.

Organisme délégataire	Montant versé
PME MTL Est-de-l’Île	2 614 000 $
PME MTL Centre-Est	3 630 000 $
PME MTL Centre-Ville	5 920 000 $
PME MTL Centre-Ouest	3 254 000 $
PME MTL Grans Sud-Ouest	1 972 000 $
PME MTL Ouest-de-l’Île	2 610 000 $
Total	**20 000 000 $**

Le prêt effectué à chacun des organismes ne porte pas intérêt en faveur de la Ville. Par contre, les prêts effectués par chacun des organismes auprès des différentes entreprises et organismes portent un intérêt de 3 % et ces intérêts appartiennent intégralement à la Ville de Montréal, permettant ainsi d'assumer les différents frais encourus par ce Fonds d'urgence.

JUSTIFICATION

Ces modifications aux ententes de délégation sont nécessaires pour assurer la poursuite du programme d'aide aux petites et moyennes entreprises suite à la conclusion du contrat de prêt additionnel entre le MEI et la Ville.

Le programme d'aide aux petites et moyennes entreprises permet à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d'urgences pour aider les PME affectées par les effets économiques de la pandémie COVID-19, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022 *Accélérer Montréal* ainsi qu'à l'entente intervenue entre la Ville et le MEI relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en œuvre de cette stratégie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces prêts aux 6 organismes viennent s'ajouter à la somme déjà remise à chacun suite aux décisions CG16 0713, CG17 0244, CG18 0113, CG18 0431, CG18 0671, CG20 0239. Ils sont financés à 100 % par l'avenant 2020-01 au contrat de prêt octroyé à la Ville de Montréal par le MEI dans le cadre de la continuité du Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19.
Ce prêt est considéré comme une opération sur les comptes du bilan et n'a aucun effet sur le budget opérationnel de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec l'économie sociale;

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre de prolonger le programme d'aide d'urgence aux PME impactées par la crise du COVID-19 financé par l'entente avec le MEI qui s'appliquera à l'ensemble du territoire de l'agglomération et d'atteindre plus d'entreprises.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet permettra de soutenir financièrement les PME de l'agglomération affectées par la crise du COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2020
- Versement des prêts aux organismes PME MTL;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourtala SALHA-HALADOU
Chef d'équipe

Tél : 514 872-3854
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208298003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six (6) organismes du réseau PME MTL

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à leur validité et à leur forme les addenda aux ententes de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et les six organismes du réseau PME MTL, soient PME MTL Est-de-l'Île, PME MTL Centre-Est, PME MTL Centre-Ouest, PME MTL Ouest-de-l'île, PME MTL Centre-ville et PME MTL Grand Sud-Ouest.

FICHIERS JOINTS

2020-07-17 Centre-Est Addenda 6 visée.pdf
2020-07-17 Centre Ouest Addenda 4 visée.pdf
2020-07-17 Centre-ville Addenda 6 visée.pdf
2020-07-17 Est-de-l'Île Addenda 5 visée.pdf
2020-07-17 Grand Sud-Ouest Addenda 5 visée.pdf
2020-07-17 Ouest-de-l'Île Addenda 5 visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel



ADDENDA 6
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL CENTRE-EST**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 6224, rue Saint-Hubert, Montréal, Québec, H2S 2M2, agissant et représentée par Jean-François Lalonde, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 81904 4165 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222690796 TQ0001

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert;

ATTENDU QUE la Ville désire augmenter le montant du prêt initial de 7 260 000 $ fait à l'ORGANISME d'une somme additionnelle de 3 630 000 $ pour la gestion du Fonds d'urgence suite à la réception du montant additionnel du prêt versé par le MEI à la Ville pour ce programme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8 A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 7 260 000 $ » par le montant de « 10 890 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant maximal de « 7 260 000 $ » par un montant maximal de « 10 890 000 $ ».

3. Un 1er versement de 1 815 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 10 jours de l'approbation du présent addenda par le conseil d'agglomération;

   Un 2e versement de 1 815 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant qu'il a utilisé 100 % du prêt initial de 7 260 000 $ et 75 % du 1er versement du montant additionnel, soit 1 361 250 $.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

5. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

[La page signature suit]

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL CENTRE-EST

Par : _____
Jean-François Lalonde
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).



ADDENDA 4
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL CENTRE-OUEST**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 1350, rue Mazurette, bureau 400, Montréal, Québec, H8N 1H2, agissant et représentée par Marc-André Perron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 82045 1946 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1207855100 TQ0001

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert;

ATTENDU QUE la Ville désire augmenter le montant du prêt initial de 6 508 000 $ fait à l'ORGANISME de 3 254 000 $ pour la gestion du Fonds d'urgence suite à la réception du montant additionnel du prêt versé par le MEI à la Ville pour ce programme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8 A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 6 508 000 $ » par le montant de « 9 762 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant maximal de « 6 508 000 $ » par un montant maximal de « 9 762 000 $ ».

3. Un 1er versement de 1 627 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 10 jours de l'approbation du présent addenda par le conseil d'agglomération;

   Un 2e versement de 1 627 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant qu'il a utilisé 100 % du prêt initial de 6 508 000 $ et 75 % du 1er versement du montant additionnel, soit 1 220 250 $.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

5. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

[La page signature suit]

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL CENTRE-OUEST

Par : _____
Marc-André Perron
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).



ADDENDA 6
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL CENTRE-VILLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 700, Montréal, Québec, H3A 1E4, agissant et représentée par Christian Perron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 88098 8225 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1021820683 TQ0001

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert;

ATTENDU QUE la Ville désire augmenter le montant du prêt initial de 11 840 000 $ fait à l'ORGANISME de 5 920 000 $ pour la gestion du Fonds d'urgence suite à la réception du montant additionnel du prêt versé par le MEI à la Ville pour ce programme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8 A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 11 840 000 $ » par le montant de « 17 760 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant maximal de « 11 840 000 $ » par un montant maximal de « 17 760 000 $ ».

3. Un 1er versement de 2 960 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 10 jours de l'approbation du présent addenda par le conseil d'agglomération;

   Un 2e versement de 2 960 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant qu'il a utilisé 100 % du prêt initial de 11 840 000 $ et 75 % du 1er versement du montant additionnel, soit 2 220 000 $.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

5. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

[La page signature suit]

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL CENTRE-VILLE

Par : _____
Christian Perron
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).



ADDENDA 5
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL EST-DE-L'ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 7305, boulevard Henri-Bourassa Est, bureau 200, Montréal, Québec, H1E 2Z6, agissant et représentée par Annie Bourgoin, directrice générale dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 89736 0939 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1018996797 TQ0001

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert;

ATTENDU QUE la Ville désire augmenter le montant du prêt initial de 5 228 000 $ fait à l'ORGANISME de 2 614 000 $ pour la gestion du Fonds d'urgence suite à la réception du montant additionnel du prêt versé par le MEI à la Ville pour ce programme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8 A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 5 228 000 $ » par le montant de « 7 842 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant maximal de « 5 228 000 $ » par un montant maximal de « 7 842 000 $ ».

3. Un 1er versement de 1 307 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 10 jours de l'approbation du présent addenda par le conseil d'agglomération;

   Un 2e versement de 1 307 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant qu'il a utilisé 100 % du prêt initial de 5 228 000 $ et 75 % du 1er versement du montant additionnel, soit 980 250 $.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

5. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

[La page signature suit]

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL EST-DE-L'ÎLE

Par : _____
Annie Bourgoin
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).



ADDENDA 5
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL GRAND SUD-OUEST**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 3767, rue Wellington, Verdun, Québec, H4G 1V1, agissant et représentée par Marie-Claude Dauray, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 81679 2162 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222784561 TQ0001

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert;

ATTENDU QUE la Ville désire augmenter le montant du prêt initial de 3 944 000 $ fait à l'ORGANISME de 1 972 000 $ pour la gestion du Fonds d'urgence suite à la réception du montant additionnel du prêt versé par le MEI à la Ville pour ce programme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8 A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 3 944 000 $ » par le montant de « 5 916 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant maximal de « 3 944 000 $ » par un montant maximal de « 5 916 000 $ ».

3. Un 1er versement de 986 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 10 jours de l'approbation du présent addenda par le conseil d'agglomération;

   Un 2e versement de 986 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant qu'il a utilisé 100 % du prêt initial de 3 944 000 $ et 75 % du 1er versement du montant additionnel, soit 739 500 $.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

5. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

[La page signature suit]

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL GRAND SUD-OUEST

Par : _____
Marie-Claude Dauray
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).



ADDENDA 5
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL OUEST-DE-L'ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 7300, Autoroute Transcanadienne, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H9R 1C7, agissant et représentée par Nicolas Roy, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 86288 9599 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1086653580 TQ0001

(ci-après appelée l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-01 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert;

ATTENDU QUE la Ville désire augmenter le montant du prêt initial de 5 220 000 $ fait à l'ORGANISME de 2 610 000 $ pour la gestion du Fonds d'urgence suite à la réception du montant additionnel du prêt versé par le MEI à la Ville pour ce programme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8 A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 5 220 000 $ » par le montant de « 7 830 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant maximal de « 5 220 000 $ » par un montant maximal de « 7 830 000 $ ».

3. Un 1er versement de 1 305 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 10 jours de l'approbation du présent addenda par le conseil d'agglomération;

   Un 2e versement de 1 305 000 $, équivalent à 50 % du montant additionnel du prêt, sera versé à l'ORGANISME dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant qu'il a utilisé 100 % du prêt initial de 5 220 000 $ et 75 % du 1er versement du montant additionnel, soit 978 750 $.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

5. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

[La page signature suit]

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL OUEST-DE-L'ÎLE

Par : _____
Nicolas Roy
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208298003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six (6) organismes du réseau PME MTL

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208298003- Direction Comptabilité.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4254
Co-Auteur Nathalie Bouchard
Conseilère en gestion - finances
Tél: (514) 872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Raoul CYR
Directeur - comptabilité et informations financières
Tél : 514-872-2436

Division : Service des finances , Direction De La Comptabilité Et Des Informations Financières

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208298002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 et augmentant le montant du prêt de 20 millions de dollars

Il est recommandé :

1. d'approuver l'avenant 2020-01 au contrat de prêt de 40 millions de dollars conclu entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 afin d'augmenter le montant du prêt de 20 millions de dollars;

2. d'approuver la réception de la somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-30 19:28

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208298002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 et augmentant le montant du prêt de 20 millions de dollars

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2020, le Québec connaît une situation économique exceptionnelle causée par la pandémie de la COVID-19;
Cette pandémie et les mesures restrictives afférentes affectent grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

Dans ce contexte, le 3 avril 2020, le gouvernement a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19; cette mesure est dotée d'une enveloppe de 150 millions de dollars rendue disponible aux municipalités régionales de comté (MRC) et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises.

Le programme d'aide du gouvernement a permis à l'agglomération de Montréal de recevoir un prêt au montant de 40 millions de dollars qui vise à soutenir, pour une période limitée, les entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19.

Le 2 juin 2020, le gouvernement a autorisé une enveloppe additionnelle de 100 M$ aux municipalités régionales de comté (MRC) et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises;

Un prêt additionnel au montant de 20 millions de dollars a été octroyé à l'agglomération de Montréal afin de prolonger le programme d'aide qui vise à soutenir, pour une période limitée, davantage d'entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19.

Le présent dossier vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la mise en place du Programme d'aide financière dans l'agglomération de Montréal par le biais des

six (6) organismes du réseau PME MTL, lesquels assurent ainsi son déploiement sur le territoire de l'agglomération.

Jusqu'à maintenant, plus de 80 % du prêt de 40 millions de dollars a été octroyé aux entreprises admissibles au programme d'aide.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le présent dossier s'inscrit dans la suite des mesures d'urgences promulguées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal.
CG20 0239 – 14 mai 2020 « Approuver les projets d'addendas aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL, conditionnellement à l'autorisation de la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation »

CG 20 0212 – 23 avril 2020 « Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet »

DESCRIPTION

L'avenant 2020-1 au contrat de prêt prévoit les modifications au contrat de prêt conclu entre le MEI et la Ville, soit :

- le remplacement de « quarante millions dollars (40 000 000 $) » par « soixante millions dollars (60 000 000 $) »;
- les modalités de versement de ce montant additionnel.

Toutes les autres conditions et modalités du prêt consenti par le MEI à la Ville de Montréal demeurent inchangées.

Rappelons que l'objectif du programme d'aide est de favoriser l'accès à une aide financière pour les entreprises de maintenir, consolider ou relancer les activités affectées par la pandémie de la COVID-19;

Cette somme sera versée à la Ville sous forme de prêt sans intérêt;

Le MEI procédera aux déboursements suivants :

- un versement de 40 millions de $, dans les 10 jours ouvrables suivant la signature du contrat initial;
- un deuxième versement de 10 millions de dollars, soit 17 % du prêt total, si la Ville a démontré que le premier versement a été utilisé à plus de 75 % aux fins du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises. Le versement sera effectué dans les 10 jours ouvrables suivant la signature de l'avenant;
- un troisième versement de 10 millions de dollars, soit 17 %, du prêt total si la Ville a démontré que le premier versement a été utilisé à 100 % et le deuxième versement à un minimum de 75 % aux fins du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises;

Le programme vise les entreprises de tous les secteurs d'activités, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes;
L'aide accordée aux entreprises prendra la forme d'un prêt pouvant atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt appliqué sera de 3 %.

En vue de mieux répondre aux enjeux spécifiques de liquidité des entreprises montréalaises, la Ville de Montréal assumera les intérêts encourus pendant la période de six (6) mois du moratoire qu'autorise le prêt consenti aux entreprises.

La Ville de Montréal a confié à ses organismes délégataires, les six (6) organismes du réseau PME MTL la gestion du programme d'aide, et ce, en conformité avec les normes du programme définies par le Gouvernement du Québec. L'ensemble des conditions et modalités sont définies dans l'annexe IX des ententes de délégation liant la Ville à chacun des organismes du réseau PME MTL.

JUSTIFICATION

Le programme permet à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d'urgences pour aider les entreprises dans le contexte de la crise du COVID-19, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022, *Accélérer Montréal* , et ainsi qu'à l'entente intervenue entre la Ville et le MEI relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en œuvre de cette stratégie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).
Cette somme sera versée à la Ville sous forme de prêt sans intérêt.
L'approbation de l'addenda 2020-01 au contrat de prêt n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec l'économie sociale ainsi qu'en aidant les entreprises œuvrant dans ce secteur à surmonter les effets de la crise liée au Covid-19.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre la continuité du Programme d'aide d'urgence aux PME impactées par la crise du Covid-19 qui s'applique à l'ensemble du territoire de l'agglomération.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La non continuité du programme pourrait affecter négativement la capacité des entreprises montréalaises à reprendre leurs opérations après la crise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en préparation avec la collaboration du Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2020 :

- Versement des premières aides aux entreprises.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourtala SALHA-HALADOU
Chef d'équipe

Tél : 514 872-3854
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208298002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter un l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 et augmentant le montant du prêt de 20 millions de dollars

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme l'avenant 2020-1 au contrat de prêt intervenu entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal.

FICHIERS JOINTS

Avenant_Montéal_Contrat de prêt env. suppl_MRC-signed.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

AVENANT 2020-1

AU CONTRAT DE PRÊT

dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises

ENTRE

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation ici représenté par Mario Limoges, sous-ministre adjoint du Secteur de l'entrepreneuriat, de la compétitivité des entreprises et des régions, pour et au nom du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »;

ET

La Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

ci-après appelée la « **VILLE**».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le 28 avril 2020, le gouvernement du Québec et la VILLE ont signé un contrat de prêt pour l'établissement de la mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19, le programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises, dans le cadre de son Fonds local d'investissement;

ATTENDU QUE ce contrat de prêt précise les modalités du programme d'Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises et les modalités de remboursement du prêt consenti à la VILLE par le gouvernement;

ATTENDU QUE le 2 juin 2020, le gouvernement du Québec a autorisé une enveloppe additionnelle de 100 M$ aux municipalités régionales de comté (MRC) et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises;

ATTENDU QUE la VILLE est admissible à un montant additionnel de 20 000 000 $;

ATTENDU QUE les conditions et modalités d'octroi d'un prêt additionnel aux MRC et villes ont été autorisées le 2 juin 2020.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1.- L'article 1 du contrat de prêt signé le 28 avril 2020 est modifié par le remplacement de « quarante millions dollars (40 000 000 $) » par « soixante millions dollars (60 000 000 $) ».

2.- L'article 2 de ce contrat est remplacé par l'article suivant :

« ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

2.1 verser à la VILLE un montant de soixante millions dollars (60 000 000 $), selon les modalités suivantes :

a. un premier versement, au montant de quarante millions dollars (40 000 000 $), équivalent à 66 % du prêt, dans les 10 jours ouvrables suivant la signature du contrat;

b. un deuxième versement, au montant de dix millions dollars (10 000 000 $), équivalent à 17 % du prêt, si elle a démontré que le premier versement a été utilisé à plus de 75 % aux fins du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises, effectué dans les 10 jours ouvrables suivant la signature du présent l'avenant;

c. un troisième versement, au montant de dix millions dollars (10 000 000 $), équivalent à 17 % du prêt, si elle a démontré que le premier versement a été utilisé à 100 % et le deuxième versement à un minimum de 75 % aux fins du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT AVENANT AU CONTRAT DE PRÊT, FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

à Québec, ce 14ième jour de juillet 2020.



Mario Limoges

sous-ministre adjoint

Secteur de l'entrepreneuriat, de la compétitivité des entreprises et des régions

POUR LA VILLE

à……..……., ce…..……. jour de…..……. 2020.

Me Yves Saindon

Greffier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208298002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter un l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 et augmentant le montant du prêt de 20 millions de dollars

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208298002 MEI 20M$.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4254

Co-Auteur Nathalie Bouchard
Conseilère en gestion - finances
Tél: (514) 872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Raoul CYR
Directeur - comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436

Division : Service des finances , Direction De La Comptabilité Et Des Informations Financières

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1194565003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet à Montréal, pour le poste de quartier 7 du Service de police de la Ville de Montréal. Le terme du renouvellement est de 7 ans et 29 jours, soit du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2026. La dépense totale est de 1 428 280,82 $, taxes incluses. Bâtiment 3167.

Il est recommandé :

1. d'approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., pour une période de 7 ans et 29 jours, à compter du 3 octobre 2019, un espace à bureaux d'une superficie de 8 587 pi² situé au 1761, rue Grenet et utilisé pour les besoins du PDQ 7 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer annuel de 192 521,61 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la troisième convention de modification de bail;
2. d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2020 au locateur Les Promenades Bois Franc inc., représentant un montant de 34 492,50 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 10 347,75 $, pour une dépense maximale de 44 840,25 $, incluant les taxes;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-07-28 22:44

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194565003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet à Montréal, pour le poste de quartier 7 du Service de police de la Ville de Montréal. Le terme du renouvellement est de 7 ans et 29 jours, soit du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2026. La dépense totale est de 1 428 280,82 $, taxes incluses. Bâtiment 3167.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 7 (PDQ 7) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 20 février 1997, un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet à Montréal, dont le bail est échu depuis le 2 octobre 2019. En 2008, dans le cadre de la révision du schéma de couverture de services du SPVM, les locaux du PDQ 7 ont fait l'objet d'un agrandissement pour atteindre une superficie totale de 8 587 pi².
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a reçu le mandat de renouveler le bail, mais n'a pas été en mesure de conclure les termes et conditions du renouvellement avant la date du renouvellement, car les négociations se sont échelonnées sur plus d'un an avant qu'une entente ne soit conclue à la satisfaction des deux parties.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CG08 0428 - 28 août 2008 - Approuver la deuxième convention de modification de bail pour une durée de dix ans.
Résolution CG07 0063 - 22 mars 2007 - Approuver la première convention de modification de bail pour une durée de cinq ans.
Résolution CG07 0261 - 21 juin 2007 - Approuver le nouveau schéma de couverture de services et la nouvelle structure organisationnelle du Service de police de la Ville de Montréal.
Décision 5240 - 21 août 1996 : Approbation du bail de l'ex-CUM pour une durée de 10 ans.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel recommande d'approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet, d'une superficie de 8 587 pi², pour le PDQ 7, incluant 25 espaces de stationnement. Le terme de la période de renouvellement est de 7 ans et 28

jours, soit du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2026.
Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux, selon un projet clé en main, pour la mise aux normes de sécurité et le rafraîchissement des locaux, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 30 000 $ auxquels s'ajoutent des contingences et incidences pour totaliser 44 840,25 $ taxes incluses. Plus précisément, les travaux consistent à sécuriser le comptoir d'accueil des citoyens en y installant du vitrage, remplacer les bancs de citoyens dans l'accueil, refaire les armoires de cuisine de la salle de repos, repeindre les murs, installer un abreuvoir avec un remplisseur de bouteille d'eau, fournir et installer un meuble spécialisé avec des prises électriques pour le branchement des postes de travail mobiles (PTM) (communément appelé les portables pour véhicules SPVM), etc.

De plus, le locateur s'engage à effectuer, à ses frais, les travaux de réparation de la dalle dans les vestiaires et la salle de repos, corriger le système d'attache des tuiles du plafond suspendu, installer un autre système d'évacuation d'air dans les vestiaires, refaire le plancher de l'entrée des policiers, etc. Ces travaux sont estimés à plus de 50 000 $, plus les taxes applicables.

JUSTIFICATION

Le bail du PDQ 7 est échu depuis le 2 octobre 2019 et il est nécessaire de le renouveler pour maintenir en opération le poste de quartier.
Le loyer de base antérieur pour les années 2015 à 2019 était de 12 $/pi². Le loyer de base convenu (13 $/pi²) sera fixe pour les cinq premières années du terme (augmentation de 8 %) et représente les taux de location du marché pour ce type d'immeuble dans ce secteur. L'augmentation du loyer de base est donc justifiée en l'espèce. Par ailleurs, le locateur s'engage à effectuer, à ses frais, certains travaux dans les locaux, tel que mentionné précédemment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer:

	Loyer annuel actuel (2008-2018)	**Loyer annuel proposé pour les années 1 à 5 (61 mois exactement)**	**Loyer annuel proposé pour les années 6 et 7 (24 mois)**	**Loyer total pour le terme de 7 ans et 1 mois**
Superficie locative	8 587 pi²	8 587 pi²	8 587 pi²	
Loyer de base	12,00 $/pi²	13,00 $/pi²	14,00 $/pi²	
Frais d'exploitation	3,50 $/pi²	4,00 $/pi²	4,00 $/pi²	
Taxes foncières	2,50 $/pi²	2,50 $/pi²	2,50 $/pi²	
Loyer unitaire brut	18,00 $/pi²	19,50 $/pi²	20,50 $/pi²	
Loyer brut annuel	154 566,00 $	167 446,50 $	176 033,50 $	1 203 253,38 $
TPS 5 % ($)		8 372,33 $	8 801,68 $	
TVQ 9,975 % ($)		16 702,79 $	17 559,34 $	

Loyer annuel total ($)		**192 521,61 $**	**202 394,52 $**	**1 383 440,57 $**
Ristourne TPS (100 %)		(8 372,33 $)	(8 801,68 $)	
Ristourne TVQ (50 %)		(8 351,39 $)	(8 779,67 $)	
Loyer net ($)		175 797,89 $	184 813,17 $	1 263 265,64 $

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Le loyer de base est fixe pour les cinq premières années du terme. Les frais d'exploitation seront indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) et les taxes foncières seront ajustées selon les coûts réels.

La base budgétaire du SGPI, pour l'année 2020 et les années subséquentes, sera ajustée selon les variations de loyer prévues au bail, conformément aux informations inscrites à l'intervention du Service des finances.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 1 383 440,57 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Coût des travaux d'aménagement

	2020
Coût des travaux d'aménagement clé en main	30 000,00 $
TPS (5 %)	1 500,00 $
TVQ (9,975 %)	2 992,50 $
Coût total des travaux à remettre au locateur	**34 492,50 $**
Contingences (+/- 15 %)	4 500,00 $
Incidences générales (+/- 15 %)	4 500,00 $
TPS (5 %)	450,00 $
TVQ (9,975 %)	897,75 $
	10 347,75 $
TOTAL	**44 840,25 $**
Ristourne TPS (100 %)	(1 950,00 $)
Ristourne TVQ (50 %)	(1 945,13 $)
Coût net des travaux	40 945,12 $

Le coût des travaux d'aménagement, incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 44 840,25 $.

Les travaux sont prévus au PTI 2020-2023 du SGPI.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement du bail n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus de la prolongation du bail, le poste de quartier 7 du SPVM devra suspendre ses activités et il faudra trouver un nouveau local.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation actuelle du COVID-19 n'a aucun impact sur le renouvellement du bail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 27 août 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Daniel FARIAS, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 16 juillet 2020
Daniel FARIAS, 16 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-02

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-28

Aspects financiers

Superficie locative en pi² : 8 587	Loyer actuel	Loyer annuel pour le renouvellement Années 1 à 5 61 mois	Années 6 et 7 24 mois
Loyer de base $/pi²	12.00	13.00	14.00
Frais d'exploitation $/pi²	3.50	4.00	4.00
Taxes foncières $/pi²	2.50	2.50	2.50
Loyer au pi²	18.00	19.50	20.50
Loyer annuel avant taxes	154 566.00 $	167 446.50 $	176 033.50 $

1383440.57

Loyer pour la période du:	03/10/2019 au 31/12/2019 (3 mois)	01/01/2020 au 31/12/2020 (12 mois)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 31/12/2022 (12 mois)	01/01/2023 au 31/12/2023 (12 mois)	01/01/2024 au 31/10/2024 (10 mois)	01/11/2024 au 31/12/2024 (2 mois)	01/01/2025 au 31/12/2025 (12 mois)	01/01/2026 au 31/10/2026 (10 mois)	7 ans et 1 mois 85 mois
Loyer total avant taxes	41 861.63 $	167 446.50 $	167 446.50 $	167 446.50 $	167 446.50 $	139 538.75 $	29 338.92 $	176 033.50 $	146 694.58 $	**1 203 253.38 $**
TPS	2 093.08 $	8 372.33 $	8 372.33 $	8 372.33 $	8 372.33 $	6 976.94 $	1 466.95 $	8 801.68 $	7 334.73 $	60 162.67 $
TVQ	4 175.70 $	16 702.79 $	16 702.79 $	16 702.79 $	16 702.79 $	13 918.99 $	2 926.56 $	17 559.34 $	14 632.78 $	120 024.52 $
Total	**48 130.40 $**	**192 521.61 $**	**192 521.61 $**	**192 521.61 $**	**192 521.61 $**	**160 434.68 $**	**33 732.42 $**	**202 394.52 $**	**168 662.10 $**	**= 1 383 440.57 $**
Ristourne de TPS	2 093.08 $	8 372.33 $	8 372.33 $	8 372.33 $	8 372.33 $	6 976.94 $	1 466.95 $	8 801.68 $	7 334.73 $	60162.66875
Ristourne TVQ (50%)	2 087.85 $	8 351.39 $	8 351.39 $	8 351.39 $	8 351.39 $	6 959.50 $	1 463.28 $	8 779.67 $	7 316.39 $	60 012.26 $
Loyer net	43 949.47 $	175 797.89 $	175 797.89 $	175 797.89 $	175 797.89 $	146 498.25 $	30 802.20 $	184 813.17 $	154 010.98 $	1 263 265.64 $

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		30 000.00	$
TPS		1 500.00	$
TVQ		2 992.50	$
Total avec taxes		34 492.50	$
		-	$
Contingences	0.15	4 500.00	$
Incidences générales	0.15	4 500.00	$
Incidences cablâge TI		-	$
Incidences déménagement		-	$
Contingences et incidences totales tx excl		9 000.00	$
TPS		450.00	$
TVQ		897.75	$
Contingences et incidences totales tx incl		10 347.75	$
Total des travaux		**44 840.25**	**$**
Ristourne de TPS		3 444.00	$
Ristourne de TVQ		1 945.13	$
Coût total		39 451.13	$

TROISIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE :

LES PROMENADES BOIS FRANC INC. compagnie légalement constituée ayant sa place d'affaires au 10 720, rue Lajeunesse, Montréal, Québec, H3L 2E9, ici représenté par M. Claude Charron, son président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Bailleur»)

ET :

LA VILLE DE MONTREAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE Developpement Norspeco inc., a signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le «Bail Original») le 26 août 1996 concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 4 441 pi² de l'Édifice sis au 1753 à 1775, rue Grenet, Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 20 février 1997 et se terminant le 19 février 2007;

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

ATTENDU QUE le 6 mars 2007, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une première convention de modification du Bail Original (ci-après appelée «1ère Convention de modification») afin, entre autres, de prolonger de 5 ans le terme initial du Bail Original :

ATTENDU QUE le 25 juillet 2008, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une Deuxième convention de modification du Bail (ci-après appelée «2e Convention de modification») afin, entre autres, d'augmenter la Superficie locative des Lieux loués à 8 587 pi² et de prolonger le bail pour un terme de 10 ans ;

ATTENDU QUE le 27 avril 2010, à la suite de l'Acceptation provisoire, le Locataire a confirmé par écrit au Bailleur la date de début de la Deuxième convention de modification du Bail, soit le 3 octobre 2009 ;

ATTENDU QUE le 17 mai 2012, Developpement Norspeco inc., a vendu l'édifice sis au 1761, rue Grenet à Montréal à 9261-7943 Québec inc., en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 19 068 570 ;

ATTENDU QUE le 6 mai 2016, 9261-7943 Québec inc. a transféré ses droits au nom de la compagnie Les Promenades Bois Franc inc. ;

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger le Bail jusqu'au 31 octobre 2026 selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 Durée

La présente convention de modification est d'une durée de sept (7) ans et vingt-huit (28) jours débutant le 3 octobre 2019 et se terminant le 31 octobre 2026.

3 Loyer

Le Loyer de base annuel est établi à treize dollars (13,00$) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la période du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2024 et à quatorze dollars (14,00$) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la période du 1er novembre 2024 au 31 octobre 2026.

4 Option de renouvellement

Le Bailleur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au Loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

5 Frais d'exploitation

Pour la première année de la présente convention de modification, la Part proportionnelle des Frais d'exploitation est fixée à un montant annuel de quatre dollars (4,00 $) par pied carré de Superficie Locative des Lieux loués.

Chaque année, à la date anniversaire du Bail, soit le 1er octobre de chaque année, un ajustement automatique du coût unitaire des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par "Statistique Canada Montréal", pour le troisième mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente convention de modification et celui publié le troisième mois précédant la date d'anniversaire de la présente modification.

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation serait ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par "Statistique Canada Montréal".

6 Travaux d'aménagement

Le Bailleur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main, les travaux d'aménagement requis par le Locataire et décrits à l'annexe A de la présente convention de modification.

7 Fin des travaux d'aménagement

Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une Acceptation définitive par le Bailleur et le Locataire au plus tard le 15 décembre 2020.

8 Paiement des travaux d'aménagement

Le coût des travaux d'aménagement attribuable aux améliorations locatives du Locataire, lequel représente un montant forfaitaire de trente mille dollars (30 000 $), excluant les Taxes de vente, est payable par le Locataire au Bailleur sur présentation de facture lors de l'Acceptation définitive des travaux.

9 Enquête de sécurité

Pouvoir : Le bailleur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de la Propriété ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de la Propriété ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

Transfert de titres : Advenant le cas où le Bailleur désire vendre la Propriété, le Locataire aura un droit de refus du nouvel acheteur, sauf s'il s'agit d'une transaction entre les actionnaires actuels. Le Bailleur fournira au Locataire, le nom et les coordonnées du nouvel acheteur. Le Locataire aura alors une période de vingt (20) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires (lorsque le formulaire d'enquête aura été complété correctement) et devra transmettre par écrit, au Bailleur, l'acceptation du nouvel acheteur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acheteur.

Résiliation : Si les obligations stipulées à l'article 6 ne sont pas respectées et que le nouvel acheteur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

10 Avis

Tout avis, demande ou déclaration prévue au présent Bail devra être fait par écrit et transmis par messager ou autre moyen électronique de communication graphique, aux parties respectives comme suit :

a. dans le cas d'un avis au Bailleur, à l'adresse suivante :

Les Promenades Bois Franc inc.
720, rue Lajeunesse
Montréal (Québec) H3L 2E9
Attention: Claude Charron
Courriel: groupecharron@hotmail.com

b. dans le cas d'un avis au Locataire, à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Direction des transactions immobilières
Division Locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

11 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

Signée par le Bailleur à Montréal, ce ___e jour du mois de _____ 2020

LES PROMENADES BOIS FRANC INC

Par _____
Claude Charron

Signée par le Locataire à Montréal, ce ___e jour du mois de _____ 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par _____
Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le _____
Résolution no : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194565003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Les Promenades Bois Franc inc., un espace à bureaux situé au 1761, rue Grenet à Montréal, pour le poste de quartier 7 du Service de police de la Ville de Montréal. Le terme du renouvellement est de 7 ans et 29 jours, soit du 3 octobre 2019 au 31 octobre 2026. La dépense totale est de 1 428 280,82 $, taxes incluses. Bâtiment 3167.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1194565003 - 1761 Grenet pdq 7.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

Co-auteur
Pierre-Luc Steben
Agent comptable analyste
514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Diane NGUYEN
conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0549

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1205323004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'amendement de bail par lequel la Ville loue temporairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, un terrain connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, d'une superficie de 5 364,8 m², pour les fins d'un site de transbordement de matériaux pour les besoins du Service des infrastructures et du réseau routier - Bâtiment 8122.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'amendement de bail par lequel la Ville de Montréal loue temporairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, à compter du 1er août 2019 au 31 juillet 2021, un terrain connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, d'un superficie de 5 364,8 m², pour les fins d'un site de transbordement de matériaux pour les besoins de du Service des infrastructures et du réseau routier, sans contrepartie financière, le tout selon les termes et conditions prévus à l'amendement.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-10 13:29

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205323004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'amendement de bail par lequel la Ville loue temporairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, un terrain connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, d'une superficie de 5 364,8 m², pour les fins d'un site de transbordement de matériaux pour les besoins du Service des infrastructures et du réseau routier - Bâtiment 8122.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal (Ville) loue un terrain vague appartenant à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, situé sur la rue Ann, d'une superficie de 5 364,8 m², pour les fins d'un chantier et d'une aire d'entreposage pour les besoins opérationnels du Projet Sainte-Catherine.

Le Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR) souhaite maintenant utiliser le site pour les fins de transbordement de divers matériaux pour le projet Saint-Paul et Sainte-Catherine. L'autorisation de la SHDM était préalablement requise afin de déposer une demande d'approbation au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec (MELCCQ).

Le SIRR a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin d'inclure des obligations environnementales au bail qui se termine le 31 juillet 2021, le tout sans contrepartie financière additionnelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0466 du 24 octobre 2019 - Approuver un projet de prolongation du bail par lequel la Ville loue de la Société d'habitation de développement de Montréal (CG18 0610), un terrain constitué du lot 2 596 622 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 364,8 mètres carrés, pour les fins d'entreposage de matériaux pour les besoins opérationnels du Service des infrastructures du réseau routier, pour une durée de deux ans, à compter du 1er août 2019, moyennant un loyer total de 269 772,86 $, excluant les taxes.
CG18 0610- 22 novembre 2018 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue temporairement de la Société d'habitation et de développement de Montréal, un terrain

constitué du lot 2 596 622 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 364,8 mètres carrés, pour les fins d'entreposage de matériaux pour les besoins du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, pour une durée de 13 mois et 21 jours, soit du 8 juin 2018 au 31 juillet 2019, moyennant un loyer total de 151 004,76 $, excluant les taxes.

DESCRIPTION

Le projet consiste à approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la SHDM un terrain vague connu comme étant le lot 2 596 622 du cadastre du Québec, d'une superficie de 5 364,8 m², à des fins d'un site de transbordement de matériaux, le tout selon les termes et conditions du projet de bail.
Le projet d'amendement prévoit l'ajout de clause environnementale. Selon la loi sur la qualité de l'environnement, cette activité requiert l'autorisation préalable de la SHDM pour présenter une demande au MELCCQ, selon l'article 10 du règlement sur le stockage et les centres de transfert des sols contaminés. Le SIRR effectuera des tests de sols en 2020, ainsi qu'une étude de caractérisation à la fin de l'occupation, afin de démontrer que l'usage du site n'a pas aggravé la condition actuelle du terrain.

JUSTIFICATION

Cette demande a été faite par la SHDM, car le terrain servira ultérieurement pour les fins d'un projet immobilier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tous les frais encourus pour les études de caractérisation des sols sont inclus au projet Sainte-Catherine. Aucun engagement financier additionnel n'est à prévoir à cette fin.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE août 2020
CM août 2020
CG août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Pierre BOSSÉ, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Jean-Pierre BOSSÉ, 9 juin 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-09

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

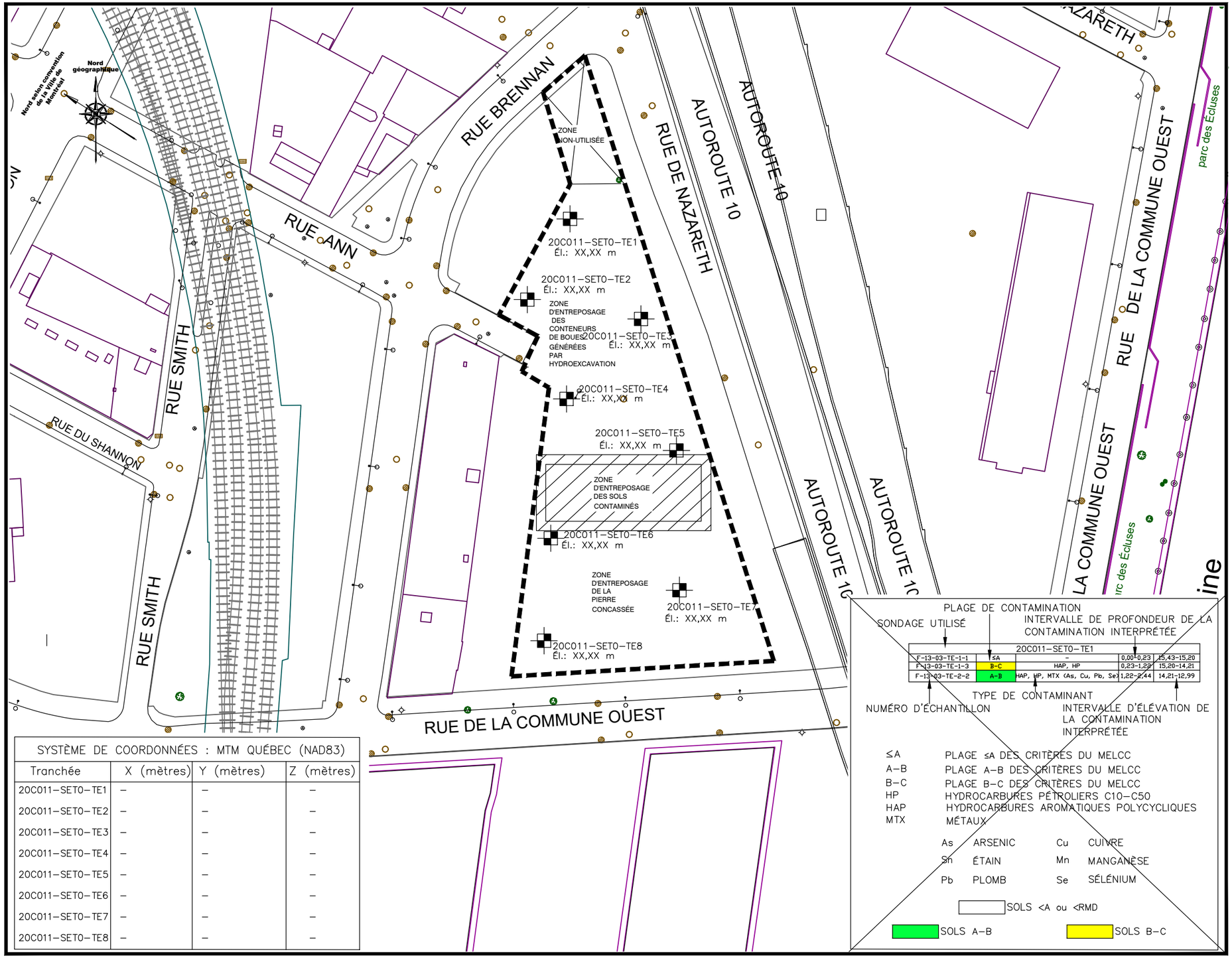
Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-07-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-09



SYSTÈME DE COORDONNÉES : MTM QUÉBEC (NAD83)			
Tranchée	X (mètres)	Y (mètres)	Z (mètres)
20C011–SET0–TE1	–	–	–
20C011–SET0–TE2	–	–	–
20C011–SET0–TE3	–	–	–
20C011–SET0–TE4	–	–	–
20C011–SET0–TE5	–	–	–
20C011–SET0–TE6	–	–	–
20C011–SET0–TE7	–	–	–
20C011–SET0–TE8	–	–	–

LÉGENDE

- Limite approximative du site à l'étude (LOT 2 596 622 S: 5364,8 m²)
- Emprise de la dalle de béton
- 20C011–SET0–TE1 Él.: XX,XX m — Tranchée d'exploration proposée

PRÉPARÉ	:	L. Prismy, ing., EESA
DESSINÉ	:	A. Ménard, ing. jr
VÉRIFIÉ	:	J. Chartier, ing., M.Sc.A., EESA
DATE	:	2020-04-17

ÉCHELLE 1 : 1 000

0 5 10 15 20 25 50 75 m

REQUÉRANT

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

PROJET Surveillance environnementale (20C011)
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte–Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert–Bourassa, arrondissement Ville–Marie

TITRE
Croquis de localisation des tranchées d'exploration et sommaire des résultats d'analyses chimiques
Centre de disposition temporaire – Caractérisation initiale des sols
Site: 851

Montréal

11X17

Étude N°	Dessin N°
	MTS–0040722–A8–L02.dwg

L–02

17 avril 2020 14:37:33, MenardA, E:\MTS\MTS–00240722–A8\60 Réalisation\65 Dessins\Labo\MTS–00240722–A8–L02.dwg

Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Votre # Bordereau: N/A

Attention: Ludmilla Prismy

Les Services exp Inc.
8487 Ave A.-Louis-Van Houtte
Montréal, QC
Canada H1Z 4J2

Date du rapport: 2020/05/28
Rapport: R2573027
Version: 2 - Finale

CERTIFICAT D'ANALYSES

DE DOSSIER LAB BV: C019487
Reçu: 2020/05/26, 17:00

Matrice: Sol
Nombre d'échantillons reçus: 19

Analyses	Quantité	Date de l' extraction	Date Analysé	Méthode de laboratoire	Méthode d'analyse
COV-Conservation au MeOH sur le terrain (1)	1	N/A	2020/05/27	STL SOP-00145	MA.400–COV 2.0 R4 m
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	7	2020/05/27	2020/05/27	STL SOP-00172	MA.400–HYD. 1.1 R3 m
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	12	2020/05/27	2020/05/28	STL SOP-00172	MA.400–HYD. 1.1 R3 m
Mercure par ICP-MS	19	2020/05/26	2020/05/28	STL SOP-00069	MA.200–Mét. 1.2 R5 m
Métaux extractibles totaux par ICP	19	2020/05/27	2020/05/28	STL SOP-00069	MA.200–Mét. 1.2 R5 m
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	19	2020/05/27	2020/05/28	STL SOP-00178	MA.400–HAP 1.1 R5 m

Remarques:

Laboratoires Bureau Veritas sont certifiés ISO/IEC 17025 pour certains paramètres précis des portées d'accréditation. Sauf indication contraire, les méthodes d'analyses utilisées par Labs BV s'inspirent des méthodes de référence d'organismes provinciaux, fédéraux et américains, tels que le CCME, le MELCC, l'EPA et l'APHA.

Toutes les analyses présentées ont été réalisées conformément aux procédures et aux pratiques relatives à la méthodologie, à l'assurance qualité et au contrôle de la qualité généralement appliqués par les employés de Labs BV (sauf s'il en a été convenu autrement par écrit entre le client et Labs BV). Toutes les données de laboratoire rencontrent les contrôles statistiques et respectent tous les critères de CQ et les critères de performance des méthodes, sauf s'il en a été signalé autrement. Tous les blancs de méthode sont rapportés, toutefois, les données des échantillons correspondants ne sont pas corrigées pour la valeur du blanc, sauf indication contraire. Le cas échéant, sauf indication contraire, l'incertitude de mesure n'a pas été prise en considération lors de la déclaration de la conformité à la norme de référence.

Les responsabilités de Labs BV sont restreintes au coût réel de l'analyse, sauf s'il en a été convenu autrement par écrit. Il n'existe aucune autre garantie, explicite ou implicite. Le client a fait appel à Labs BV pour l'analyse de ses échantillons conformément aux méthodes de référence mentionnées dans ce rapport. L'interprétation et l'utilisation des résultats sont sous l'entière responsabilité du client et ne font pas partie des services offerts par Labs BV, sauf si convenu autrement par écrit. Labs BV ne peut pas garantir l'exactitude des résultats qui dépendent des renseignements fournis par le client ou son représentant.

Les résultats des échantillons solides, sauf les biotes, sont rapportés en fonction de la masse sèche, sauf indication contraire. Les analyses organiques ne sont pas corrigées en fonction de la récupération, sauf pour les méthodes de dilution isotopique.
Les résultats s'appliquent seulement aux échantillons analysés. Si l'échantillonnage n'est pas effectué par Labs BV, les résultats se rapportent aux échantillons fournis pour analyse.
Le présent rapport ne doit pas être reproduit, sinon dans son intégralité, sans le consentement écrit du laboratoire.
Lorsque la méthode de référence comprend un suffixe « m », cela signifie que la méthode d'analyse du laboratoire contient des modifications validées et appliquées afin d'améliorer la performance de la méthode de référence.
Notez: Les données brutes sont utilisées pour le calcul du RPD (% d'écart relatif). L'arrondissement des résultats finaux peut expliquer la variation apparente.
(1) Aucune date d'extraction n'est fournie pour les analyses de F1/BTEX et COV lorsque les sols sont conservés dans le méthanol sur le terrain. La date d'extraction correspond à la

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Votre # Bordereau: N/A

Attention: Ludmilla Prismy

Les Services exp Inc.
8487 Ave A.-Louis-Van Houtte
Montréal, QC
Canada H1Z 4J2

Date du rapport: 2020/05/28
Rapport: R2573027
Version: 2 - Finale

CERTIFICAT D'ANALYSES

DE DOSSIER LAB BV: C019487
Reçu: 2020/05/26, 17:00
date d'échantillonnage à moins d'indication contraire.

Note : Les paramètres inclus dans le présent certificat sont accrédités par le MELCC, à moins d'indication contraire.

clé de cryptage

AUTHORIZED REPORT
RAPPORT AUTORISÉ

Laboratoires Bureau Veritas
28 May 2020 12:12:36

Veuillez adresser toute question concernant ce certificat d'analyse à votre chargé(e) de projets
Lauriane Bernard, M.Sc. Biochimie, Chargée de projets
Courriel: Lauriane.BERNARD@bvlabs.com
Téléphone (514)448-9001 Ext:7066251
==========
Lab BV a mis en place des procédures qui protègent contre l'utilisation non autorisée de la signature électronique et emploie les «signataires» requis, conformément à l'ISO/CEI 17025. Veuillez vous référer à la page des signatures de validation pour obtenir les détails des validations pour chaque division.

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4771	HU4772	HU4773		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE1-2**	**20C011-SET0-TE1-4**	**20C011-SET0-TE2-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	13	21	15		
HAP									
Acénaphtène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.19**	**0.19**	**0.27**	0.10	2091120
Acénaphtylène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.30**	**0.37**	**0.17**	0.10	2091120
Anthracène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.72**	**0.47**	**0.90**	0.10	2091120
Benzo(a)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	2.7	1.7	2.6	0.10	2091120
Benzo(a)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	2.5	1.8	2.3	0.10	2091120
Benzo(b)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	1.9	1.5	1.8	0.10	2091120
Benzo(j)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	1.1	**0.84**	1.1	0.10	2091120
Benzo(k)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	**1.0**	**0.74**	**0.97**	0.10	2091120
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.40**	**0.24**	**0.40**	0.10	2091120
Benzo(ghi)pérylène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.4	1.3	1.3	0.10	2091120
Chrysène	mg/kg	**0.1**	1	10	2.7	1.7	2.5	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.34**	**0.28**	**0.32**	0.10	2091120
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.21**	**0.20**	**0.21**	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
7,12-Diméthylbenzanthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Fluoranthène	mg/kg	**0.1**	10	100	**5.4**	**3.1**	**5.4**	0.10	2091120
Fluorène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.21**	**0.15**	**0.29**	0.10	2091120
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.5	1.3	1.4	0.10	2091120
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Naphtalène	mg/kg	**0.1**	5	50	<0.10	<0.10	**0.13**	0.10	2091120
Phénanthrène	mg/kg	**0.1**	5	50	**3.1**	**1.6**	**3.2**	0.10	2091120
Pyrène	mg/kg	**0.1**	10	100	**4.7**	**2.8**	**4.8**	0.10	2091120
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	**0.12**	0.10	2091120
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Récupération des Surrogates (%)									
D10-Anthracène	%	**-**	-	-	72	72	72		2091120
D12-Benzo(a)pyrène	%	**-**	-	-	68	70	68		2091120
D14-Terphenyl	%	**-**	-	-	72	72	72		2091120
D8-Acenaphthylene	%	**-**	-	-	82	80	80		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
† Accréditation non existante pour ce paramètre

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4771	HU4772	HU4773		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE1-2**	**20C011-SET0-TE1-4**	**20C011-SET0-TE2-1**	**LDR**	**Lot CQ**
D8-Naphtalène	%	-	-	-	72	70	70		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4774	HU4775	HU4776		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE2-2**	**20C011-SET0-TE2-4**	**20C011-SET0-TE3-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	14	16	20		
HAP									
Acénaphtène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.37**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Acénaphtylène	mg/kg	**0.1**	10	100	**1.8**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Anthracène	mg/kg	**0.1**	10	100	**3.9**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	8.2	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	6.2	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(b)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	4.5	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(j)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	2.8	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(k)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	2.6	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.3	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(ghi)pérylène	mg/kg	**0.1**	1	10	3.3	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Chrysène	mg/kg	**0.1**	1	10	7.6	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.89**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.53**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.16**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
7,12-Diméthylbenzanthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Fluoranthène	mg/kg	**0.1**	10	100	16	<0.10	**0.16**	0.10	2091120
Fluorène	mg/kg	**0.1**	10	100	**1.1**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	3.5	<0.10	<0.10	0.10	2091120
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Naphtalène	mg/kg	**0.1**	5	50	**0.15**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Phénanthrène	mg/kg	**0.1**	5	50	12	<0.10	**0.16**	0.10	2091120
Pyrène	mg/kg	**0.1**	10	100	15	<0.10	**0.11**	0.10	2091120
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.15**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.20**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.60**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.29**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Récupération des Surrogates (%)									
D10-Anthracène	%	**-**	-	-	74	68	52		2091120
D12-Benzo(a)pyrène	%	**-**	-	-	70	66	* (1)		2091120
D14-Terphenyl	%	**-**	-	-	72	68	64		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
† Accréditation non existante pour ce paramètre
(1) A cause de la nature de l'échantillon, la récupération n'a pu être déterminée.

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4774	HU4775	HU4776		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE2-2**	**20C011-SET0-TE2-4**	**20C011-SET0-TE3-1**	**LDR**	**Lot CQ**
D8-Acenaphthylene	%	-	-	-	82	76	72		2091120
D8-Naphtalène	%	-	-	-	72	68	68		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4777	HU4778	HU4779		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE3-3**	**20C011-SET0-TE4-1**	**20C011-SET0-TE4-4**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	22	14	16		
HAP									
Acénaphtène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**0.24**	<0.10	0.10	2091120
Acénaphtylène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**0.18**	<0.10	0.10	2091120
Anthracène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**0.75**	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.8	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.12**	1.7	<0.10	0.10	2091120
Benzo(b)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.4	<0.10	0.10	2091120
Benzo(j)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.82**	<0.10	0.10	2091120
Benzo(k)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.82**	<0.10	0.10	2091120
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.25**	<0.10	0.10	2091120
Benzo(ghi)pérylène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.1	<0.10	0.10	2091120
Chrysène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.7	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.30**	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.18**	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
7,12-Diméthylbenzanthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Fluoranthène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**3.8**	<0.10	0.10	2091120
Fluorène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**0.39**	<0.10	0.10	2091120
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.2	<0.10	0.10	2091120
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Naphtalène	mg/kg	**0.1**	5	50	<0.10	**0.19**	<0.10	0.10	2091120
Phénanthrène	mg/kg	**0.1**	5	50	<0.10	**2.8**	<0.10	0.10	2091120
Pyrène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**2.9**	<0.10	0.10	2091120
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.11**	<0.10	0.10	2091120
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	<0.10	0.10	2091120
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	<0.10	0.10	2091120
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Récupération des Surrogates (%)									
D10-Anthracène	%	**-**	-	-	72	74	66		2091120
D12-Benzo(a)pyrène	%	**-**	-	-	70	70	64		2091120
D14-Terphenyl	%	**-**	-	-	72	72	68		2091120
D8-Acenaphthylene	%	**-**	-	-	80	82	76		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
† Accréditation non existante pour ce paramètre

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4777	HU4778	HU4779		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE3-3**	**20C011-SET0-TE4-1**	**20C011-SET0-TE4-4**	**LDR**	**Lot CQ**
D8-Naphtalène	%	-	-	-	72	72	66		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4780	HU4781	HU4782		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE5-1**	**20C011-SET0-TE6-1**	**20C011-SET0-TE6-3**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	12	16	17		
HAP									
Acénaphtène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**3.5**	**0.29**	0.10	2091120
Acénaphtylène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**1.5**	**0.21**	0.10	2091120
Anthracène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**6.1**	**1.1**	0.10	2091120
Benzo(a)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.24**	10	2.1	0.10	2091120
Benzo(a)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.24**	8.6	1.8	0.10	2091120
Benzo(b)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.20**	6.8	1.5	0.10	2091120
Benzo(j)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.11**	4.0	**0.89**	0.10	2091120
Benzo(k)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	0.10	3.8	**0.77**	0.10	2091120
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.7	**0.36**	0.10	2091120
Benzo(ghi)pérylène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.15**	4.7	**1.0**	0.10	2091120
Chrysène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.25**	10	2.1	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.2	**0.30**	0.10	2091120
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.67**	**0.16**	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.30**	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
7,12-Diméthylbenzanthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Fluoranthène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.49**	27	**4.0**	0.10	2091120
Fluorène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**3.9**	**0.68**	0.10	2091120
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.17**	5.3	**1.0**	0.10	2091120
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Naphtalène	mg/kg	**0.1**	5	50	<0.10	9.0	**0.24**	0.10	2091120
Phénanthrène	mg/kg	**0.1**	5	50	**0.36**	35	**4.0**	0.10	2091120
Pyrène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.40**	22	**3.4**	0.10	2091120
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	2.4	**0.17**	0.10	2091120
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.7	**0.13**	0.10	2091120
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.3	**0.15**	0.10	2091120
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.32**	<0.10	0.10	2091120
Récupération des Surrogates (%)									
D10-Anthracène	%	**-**	-	-	68	70	70		2091120
D12-Benzo(a)pyrène	%	**-**	-	-	64	62	64		2091120
D14-Terphenyl	%	**-**	-	-	66	68	70		2091120
D8-Acenaphthylene	%	**-**	-	-	74	78	80		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
† Accréditation non existante pour ce paramètre

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4780	HU4781	HU4782		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE5-1**	**20C011-SET0-TE6-1**	**20C011-SET0-TE6-3**	**LDR**	**Lot CQ**
D8-Naphtalène	%	-	-	-	66	68	70		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4783	HU4784	HU4785		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE6-4**	**20C011-SET0-TE7-2**	**20C011-SET0-TE7-3**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	26	21	23		
HAP									
Acénaphtène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.17**	**0.40**	<0.10	0.10	2091120
Acénaphtylène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**0.37**	<0.10	0.10	2091120
Anthracène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**1.0**	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	2.7	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	2.5	<0.10	0.10	2091120
Benzo(b)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	2.1	<0.10	0.10	2091120
Benzo(j)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.2	<0.10	0.10	2091120
Benzo(k)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.1	<0.10	0.10	2091120
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.43**	<0.10	0.10	2091120
Benzo(ghi)pérylène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.4	<0.10	0.10	2091120
Chrysène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	2.8	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.36**	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.19**	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
7,12-Diméthylbenzanthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Fluoranthène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**5.9**	<0.10	0.10	2091120
Fluorène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.28**	**0.53**	<0.10	0.10	2091120
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	1.5	<0.10	0.10	2091120
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Naphtalène	mg/kg	**0.1**	5	50	**0.39**	**0.46**	<0.10	0.10	2091120
Phénanthrène	mg/kg	**0.1**	5	50	**0.54**	**4.7**	<0.10	0.10	2091120
Pyrène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**5.1**	<0.10	0.10	2091120
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.3	**0.27**	<0.10	0.10	2091120
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.6	**0.27**	<0.10	0.10	2091120
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	4.7	**0.24**	<0.10	0.10	2091120
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.3	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Récupération des Surrogates (%)									
D10-Anthracène	%	**-**	-	-	74	68	70		2091120
D12-Benzo(a)pyrène	%	**-**	-	-	68	60	64		2091120
D14-Terphenyl	%	**-**	-	-	74	70	70		2091120
D8-Acenaphthylene	%	**-**	-	-	82	80	78		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
† Accréditation non existante pour ce paramètre

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4783	HU4784	HU4785		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE6-4**	**20C011-SET0-TE7-2**	**20C011-SET0-TE7-3**	**LDR**	**Lot CQ**
D8-Naphtalène	%	-	-	-	70	70	68		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4786	HU4787	HU4788	HU4789		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE7-4**	**20C011-SET0-TE8-1**	**20C011-SET0-TE8-4**	**DUP-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	20	11	22	25		
HAP										
Acénaphtène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	<0.10	<0.10	**0.14**	0.10	2091120
Acénaphtylène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Anthracène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.33**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(a)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.36**	<0.10	**0.13**	0.10	2091120
Benzo(b)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.33**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(j)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.18**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(k)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.14**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(ghi)pérylène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.27**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Chrysène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.33**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
7,12-Diméthylbenzanthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Fluoranthène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**0.64**	<0.10	0.10	0.10	2091120
Fluorène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	<0.10	<0.10	**0.27**	0.10	2091120
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	**0.26**	<0.10	<0.10	0.10	2091120
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	0.10	2091120
Naphtalène	mg/kg	**0.1**	5	50	<0.10	<0.10	<0.10	**0.42**	0.10	2091120
Phénanthrène	mg/kg	**0.1**	5	50	<0.10	**0.40**	<0.10	**0.44**	0.10	2091120
Pyrène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	**0.54**	<0.10	**0.12**	0.10	2091120
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	1.2	0.10	2091120
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	1.5	0.10	2091120
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	4.1	0.10	2091120
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	<0.10	<0.10	1.1	0.10	2091120
Récupération des Surrogates (%)										
D10-Anthracène	%	-	-	-	70	74	68	68		2091120
D12-Benzo(a)pyrène	%	-	-	-	68	70	68	62		2091120
D14-Terphenyl	%	-	-	-	70	72	68	68		2091120
D8-Acenaphthylene	%	-	-	-	78	82	80	76		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
† Accréditation non existante pour ce paramètre

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4786	HU4787	HU4788	HU4789		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE7-4**	**20C011-SET0-TE8-1**	**20C011-SET0-TE8-4**	**DUP-1**	**LDR**	**Lot CQ**
D8-Naphtalène	%	-	-	-	70	70	68	64		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4789		
Date d'échantillonnage					2020/05/25		
# Bordereau					N/A		
	Unités	A	B	C	DUP-1 Dup. de Lab.	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	25		
HAP							
Acénaphtène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.17**	0.10	2091120
Acénaphtylène	mg/kg	**0.1**	10	100	<0.10	0.10	2091120
Anthracène	mg/kg	**0.1**	10	100	0.10	0.10	2091120
Benzo(a)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	0.10	0.10	2091120
Benzo(a)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.12**	0.10	2091120
Benzo(b)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(j)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(k)fluoranthène †	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Benzo(ghi)pérylène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Chrysène	mg/kg	**0.1**	1	10	**0.14**	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
7,12-Diméthylbenzanthracène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Fluoranthène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.20**	0.10	2091120
Fluorène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.31**	0.10	2091120
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	**0.1**	1	10	<0.10	0.10	2091120
Naphtalène	mg/kg	**0.1**	5	50	**0.63**	0.10	2091120
Phénanthrène	mg/kg	**0.1**	5	50	**0.57**	0.10	2091120
Pyrène	mg/kg	**0.1**	10	100	**0.21**	0.10	2091120
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	**1.0**	0.10	2091120
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.3	0.10	2091120
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	3.9	0.10	2091120
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	**0.1**	1	10	1.2	0.10	2091120
Récupération des Surrogates (%)							
D10-Anthracène	%	-	-	-	70		2091120
D12-Benzo(a)pyrène	%	-	-	-	66		2091120
D14-Terphenyl	%	-	-	-	70		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
Duplicata de laboratoire
† Accréditation non existante pour ce paramètre

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HAP PAR GCMS (SOL)

ID Lab BV					HU4789		
Date d'échantillonnage					2020/05/25		
# Bordereau					N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**DUP-1 Dup. de Lab.**	**LDR**	**Lot CQ**
D8-Acenaphthylene	%	-	-	-	78		2091120
D8-Naphtalène	%	-	-	-	68		2091120

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
Duplicata de laboratoire

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

HYDROCARBURES PAR GCFID (SOL)

ID Lab BV					HU4771	HU4772	HU4773		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE1-2**	**20C011-SET0-TE1-4**	**20C011-SET0-TE2-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	13	21	15		
HYDROCARBURES PÉTROLIERS									
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	mg/kg	**100**	700	3500	**580**	**250**	**450**	100	2091117
Récupération des Surrogates (%)									
1-Chlorooctadécane	%	**-**	-	-	100	101	100		2091117

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

ID Lab BV					HU4774	HU4775	HU4776		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE2-2**	**20C011-SET0-TE2-4**	**20C011-SET0-TE3-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	14	16	20		
HYDROCARBURES PÉTROLIERS									
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	mg/kg	**100**	700	3500	**590**	<100	<100	100	2091117
Récupération des Surrogates (%)									
1-Chlorooctadécane	%	**-**	-	-	96	104	107		2091117

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

ID Lab BV					HU4777	HU4778	HU4779		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE3-3**	**20C011-SET0-TE4-1**	**20C011-SET0-TE4-4**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	22	14	16		
HYDROCARBURES PÉTROLIERS									
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	mg/kg	**100**	700	3500	<100	**210**	**340**	100	2091117
Récupération des Surrogates (%)									
1-Chlorooctadécane	%	**-**	-	-	106	102	105		2091117

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HYDROCARBURES PAR GCFID (SOL)

ID Lab BV					HU4780	HU4781	HU4782		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE5-1	20C011-SET0-TE6-1	20C011-SET0-TE6-3	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	12	16	17		
HYDROCARBURES PÉTROLIERS									
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	mg/kg	**100**	700	3500	<100	830	**250**	100	2091117
Récupération des Surrogates (%)									
1-Chlorooctadécane	%	**-**	-	-	102	93	97		2091117

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

ID Lab BV					HU4783	HU4784	HU4785		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE6-4	20C011-SET0-TE7-2	20C011-SET0-TE7-3	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	26	21	23		
HYDROCARBURES PÉTROLIERS									
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	mg/kg	**100**	700	3500	2700	**310**	<100	100	2091117
Récupération des Surrogates (%)									
1-Chlorooctadécane	%	**-**	-	-	99	103	104		2091117

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

ID Lab BV					HU4786	HU4787	HU4788	HU4789		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A	N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE7-4	20C011-SET0-TE8-1	20C011-SET0-TE8-4	DUP-1	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	20	11	22	25		
HYDROCARBURES PÉTROLIERS										
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	mg/kg	**100**	700	3500	<100	**280**	<100	2900	100	2091117
Récupération des Surrogates (%)										
1-Chlorooctadécane	%	**-**	-	-	106	110	93	93		2091117

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

HYDROCARBURES PAR GCFID (SOL)

ID Lab BV					HU4789		
Date d'échantillonnage					2020/05/25		
# Bordereau					N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**DUP-1 Dup. de Lab.**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	25		
HYDROCARBURES PÉTROLIERS							
Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	mg/kg	**100**	700	3500	3100	100	2091117
Récupération des Surrogates (%)							
1-Chlorooctadécane	%	**-**	-	-	92		2091117

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
Duplicata de laboratoire

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

COV PAR GC/MS (SOL)

ID Lab BV					HU4783		HU4783		
Date d'échantillonnage					2020/05/25		2020/05/25		
# Bordereau					N/A		N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE6-4	LDR	20C011-SET0-TE6-4 Dup. de Lab.	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	26		26		
VOLATILS									
Benzène	mg/kg	**0.2**	0.5	5	0.69	0.10	0.71	0.10	2091109
Chlorobenzène	mg/kg	**0.2**	1	10	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,2 benzène	mg/kg	**0.2**	1	10	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,3 benzène	mg/kg	**0.2**	1	10	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,4 benzène	mg/kg	**0.2**	1	10	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Éthylbenzène	mg/kg	**0.2**	5	50	8.7	0.20	9.0	0.20	2091109
Styrène	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Toluène	mg/kg	**0.2**	3	30	**0.40**	0.20	**0.41**	0.20	2091109
Xylènes (o,m,p) †	mg/kg	**0.4**	5	50	36	0.20	37	0.20	2091109
Chloroforme	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Chlorure de vinyle (chloroéthène)	mg/kg	**0.4**	0.02	0.03	<0.020	0.020	<0.020	0.020	2091109
Dichloro-1,1 éthane	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,2 éthane	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,1 éthène	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,2 éthène (cis)	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,2 éthène (trans)	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,2 éthène (cis et trans) †	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichlorométhane	mg/kg	**0.3**	5	50	<0.31 (1)	0.31	<0.31 (1)	0.31	2091109
Dichloro-1,2 propane	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,3 propène (cis)	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,3 propène (trans)	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Dichloro-1,3 propène (cis et trans) †	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Tétrachloro-1,1,2,2 éthane	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.47 (1)	0.47	<0.49 (1)	0.49	2091109
Tétrachloroéthène	mg/kg	**0.3**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Tétrachlorure de carbone	mg/kg	**0.1**	5	50	<0.10	0.10	<0.10	0.10	2091109
Trichloro-1,1,1 éthane	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Trichloro-1,1,2 éthane	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Trichloroéthène	mg/kg	**0.2**	5	50	<0.20	0.20	<0.20	0.20	2091109
Récupération des Surrogates (%)									
4-Bromofluorobenzène	%	-	-	-	99		100		2091109

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
Duplicata de laboratoire
† Accréditation non existante pour ce paramètre
(1) Dû à l'interférence de la matrice, la limite de détection a été augmentée.

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

COV PAR GC/MS (SOL)

ID Lab BV					HU4783		HU4783		
Date d'échantillonnage					2020/05/25		2020/05/25		
# Bordereau					N/A		N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE6-4	LDR	20C011-SET0-TE6-4 Dup. de Lab.	LDR	Lot CQ
D10-Ethylbenzène	%	-	-	-	118		125		2091109
D4-1,2-Dichloroéthane	%	-	-	-	104		101		2091109
D8-Toluène	%	-	-	-	99		99		2091109

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
Duplicata de laboratoire

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

ID Lab BV					HU4771	HU4771	HU4772		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE1-2	20C011-SET0-TE1-2 Dup. de Lab.	20C011-SET0-TE1-4	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	13	13	21		
MÉTAUX									
Argent (Ag)	mg/kg	**2**	20	40	<0.50	0.73	<0.50	0.50	2091183
Arsenic (As)	mg/kg	**6**	30	50	**20**	**29**	**20**	5.0	2091183
Baryum (Ba)	mg/kg	**340**	500	2000	190	160	170	5.0	2091183
Cadmium (Cd)	mg/kg	**1.5**	5	20	**1.6**	1.3	0.87	0.50	2091183
Chrome (Cr)	mg/kg	**100**	250	800	91	18 (1)	16	2.0	2091183
Cobalt (Co)	mg/kg	**25**	50	300	8.3	11	8.8	2.0	2091183
Cuivre (Cu)	mg/kg	**50**	100	500	440	440	200	2.0	2091183
Etain (Sn)	mg/kg	**5**	50	300	**33**	2100 (1)	**27**	4.0	2091183
Manganèse (Mn)	mg/kg	**1000**	1000	2200	540	540	570	2.0	2091183
Mercure (Hg)	mg/kg	**0.2**	2	10	**1.6**	**1.4**	3.8	0.020	2091183
Molybdène (Mo)	mg/kg	**2**	10	40	1.7	1.9	1.8	1.0	2091183
Nickel (Ni)	mg/kg	**50**	100	500	30	32	24	1.0	2091183
Plomb (Pb)	mg/kg	**50**	500	1000	910	3500 (1)	680	5.0	2091183
Sélénium (Se)	mg/kg	**1**	3	10	<1.0	**1.2**	<1.0	1.0	2091183
Zinc (Zn)	mg/kg	**140**	500	1500	800	640	**460**	10	2091183

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité
Duplicata de laboratoire
(1) La récupération ou l'écart relatif (RPD) pour ce composé est en dehors des limites de contrôle, mais l'ensemble du contrôle qualité rencontre les critères d'acceptabilité pour cette analyse

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

ID Lab BV					HU4773	HU4774	HU4775		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE2-1	20C011-SET0-TE2-2	20C011-SET0-TE2-4	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	15	14	16		
MÉTAUX									
Argent (Ag)	mg/kg	**2**	20	40	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Arsenic (As)	mg/kg	**6**	30	50	5.8	5.3	<5.0	5.0	2091183
Baryum (Ba)	mg/kg	**340**	500	2000	95	85	110	5.0	2091183
Cadmium (Cd)	mg/kg	**1.5**	5	20	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Chrome (Cr)	mg/kg	**100**	250	800	27	15	29	2.0	2091183
Cobalt (Co)	mg/kg	**25**	50	300	8.4	5.1	10	2.0	2091183
Cuivre (Cu)	mg/kg	**50**	100	500	41	620	32	2.0	2091183
Etain (Sn)	mg/kg	**5**	50	300	**6.7**	**33**	<4.0	4.0	2091183
Manganèse (Mn)	mg/kg	**1000**	1000	2200	530	320	480	2.0	2091183
Mercure (Hg)	mg/kg	**0.2**	2	10	0.11	0.052	0.064	0.020	2091183
Molybdène (Mo)	mg/kg	**2**	10	40	<1.0	<1.0	1.1	1.0	2091183
Nickel (Ni)	mg/kg	**50**	100	500	23	15	27	1.0	2091183
Plomb (Pb)	mg/kg	**50**	500	1000	**210**	1400	18	5.0	2091183
Sélénium (Se)	mg/kg	**1**	3	10	<1.0	<1.0	<1.0	1.0	2091183
Zinc (Zn)	mg/kg	**140**	500	1500	110	670	77	10	2091183

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

ID Lab BV					HU4776	HU4777	HU4778		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE3-1**	**20C011-SET0-TE3-3**	**20C011-SET0-TE4-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	20	22	14		
MÉTAUX									
Argent (Ag)	mg/kg	**2**	20	40	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Arsenic (As)	mg/kg	**6**	30	50	**7.9**	<5.0	**7.8**	5.0	2091183
Baryum (Ba)	mg/kg	**340**	500	2000	180	100	86	5.0	2091183
Cadmium (Cd)	mg/kg	**1.5**	5	20	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Chrome (Cr)	mg/kg	**100**	250	800	5.1	34	22	2.0	2091183
Cobalt (Co)	mg/kg	**25**	50	300	2.7	12	8.6	2.0	2091183
Cuivre (Cu)	mg/kg	**50**	100	500	2400	26	**51**	2.0	2091183
Etain (Sn)	mg/kg	**5**	50	300	**20**	<4.0	4.8	4.0	2091183
Manganèse (Mn)	mg/kg	**1000**	1000	2200	250	250	620	2.0	2091183
Mercure (Hg)	mg/kg	**0.2**	2	10	0.096	0.083	0.18	0.020	2091183
Molybdène (Mo)	mg/kg	**2**	10	40	<1.0	1.2	1.7	1.0	2091183
Nickel (Ni)	mg/kg	**50**	100	500	9.3	25	20	1.0	2091183
Plomb (Pb)	mg/kg	**50**	500	1000	1100	42	**92**	5.0	2091183
Sélénium (Se)	mg/kg	**1**	3	10	<1.0	<1.0	<1.0	1.0	2091183
Zinc (Zn)	mg/kg	**140**	500	1500	1200	66	140	10	2091183

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

ID Lab BV					HU4779	HU4780	HU4781		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE4-4	20C011-SET0-TE5-1	20C011-SET0-TE6-1	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	16	12	16		
MÉTAUX									
Argent (Ag)	mg/kg	**2**	20	40	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Arsenic (As)	mg/kg	**6**	30	50	<5.0	5.7	**16**	5.0	2091183
Baryum (Ba)	mg/kg	**340**	500	2000	110	130	120	5.0	2091183
Cadmium (Cd)	mg/kg	**1.5**	5	20	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Chrome (Cr)	mg/kg	**100**	250	800	24	16	26	2.0	2091183
Cobalt (Co)	mg/kg	**25**	50	300	8.7	8.1	11	2.0	2091183
Cuivre (Cu)	mg/kg	**50**	100	500	31	35	**63**	2.0	2091183
Etain (Sn)	mg/kg	**5**	50	300	<4.0	<4.0	**13**	4.0	2091183
Manganèse (Mn)	mg/kg	**1000**	1000	2200	510	450	720	2.0	2091183
Mercure (Hg)	mg/kg	**0.2**	2	10	0.026	0.058	**0.45**	0.020	2091183
Molybdène (Mo)	mg/kg	**2**	10	40	<1.0	1.5	**2.5**	1.0	2091183
Nickel (Ni)	mg/kg	**50**	100	500	22	20	25	1.0	2091183
Plomb (Pb)	mg/kg	**50**	500	1000	10	**51**	**190**	5.0	2091183
Sélénium (Se)	mg/kg	**1**	3	10	<1.0	<1.0	<1.0	1.0	2091183
Zinc (Zn)	mg/kg	**140**	500	1500	75	79	120	10	2091183

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

ID Lab BV					HU4782	HU4783	HU4784		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	A	B	C	20C011-SET0-TE6-3	20C011-SET0-TE6-4	20C011-SET0-TE7-2	LDR	Lot CQ
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	17	26	21		
MÉTAUX									
Argent (Ag)	mg/kg	**2**	20	40	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Arsenic (As)	mg/kg	**6**	30	50	**9.5**	<5.0	**25**	5.0	2091183
Baryum (Ba)	mg/kg	**340**	500	2000	130	210	110	5.0	2091183
Cadmium (Cd)	mg/kg	**1.5**	5	20	<0.50	<0.50	0.74	0.50	2091183
Chrome (Cr)	mg/kg	**100**	250	800	15	40	8.6	2.0	2091183
Cobalt (Co)	mg/kg	**25**	50	300	8.1	8.2	10	2.0	2091183
Cuivre (Cu)	mg/kg	**50**	100	500	48	29	170	2.0	2091183
Etain (Sn)	mg/kg	**5**	50	300	**29**	<4.0	980	4.0	2091183
Manganèse (Mn)	mg/kg	**1000**	1000	2200	590	170	400	2.0	2091183
Mercure (Hg)	mg/kg	**0.2**	2	10	**0.26**	0.062	**1.1**	0.020	2091183
Molybdène (Mo)	mg/kg	**2**	10	40	1.6	<1.0	**5.5**	1.0	2091183
Nickel (Ni)	mg/kg	**50**	100	500	20	25	23	1.0	2091183
Plomb (Pb)	mg/kg	**50**	500	1000	**210**	21	2300	5.0	2091183
Sélénium (Se)	mg/kg	**1**	3	10	<1.0	<1.0	**2.3**	1.0	2091183
Zinc (Zn)	mg/kg	**140**	500	1500	**150**	59	**410**	10	2091183

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

ID Lab BV					HU4785	HU4786	HU4787		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE7-3**	**20C011-SET0-TE7-4**	**20C011-SET0-TE8-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	23	20	11		
MÉTAUX									
Argent (Ag)	mg/kg	**2**	20	40	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Arsenic (As)	mg/kg	**6**	30	50	<5.0	5.7	<5.0	5.0	2091183
Baryum (Ba)	mg/kg	**340**	500	2000	110	140	59	5.0	2091183
Cadmium (Cd)	mg/kg	**1.5**	5	20	<0.50	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Chrome (Cr)	mg/kg	**100**	250	800	23	35	19	2.0	2091183
Cobalt (Co)	mg/kg	**25**	50	300	10	12	7.3	2.0	2091183
Cuivre (Cu)	mg/kg	**50**	100	500	29	38	34	2.0	2091183
Etain (Sn)	mg/kg	**5**	50	300	**5.6**	<4.0	<4.0	4.0	2091183
Manganèse (Mn)	mg/kg	**1000**	1000	2200	450	710	410	2.0	2091183
Mercure (Hg)	mg/kg	**0.2**	2	10	0.18	0.025	0.086	0.020	2091183
Molybdène (Mo)	mg/kg	**2**	10	40	1.3	1.4	<1.0	1.0	2091183
Nickel (Ni)	mg/kg	**50**	100	500	21	29	20	1.0	2091183
Plomb (Pb)	mg/kg	**50**	500	1000	**130**	14	**53**	5.0	2091183
Sélénium (Se)	mg/kg	**1**	3	10	<1.0	<1.0	<1.0	1.0	2091183
Zinc (Zn)	mg/kg	**140**	500	1500	78	86	74	10	2091183

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

ID Lab BV					HU4788	HU4789		
Date d'échantillonnage					2020/05/25	2020/05/25		
# Bordereau					N/A	N/A		
	Unités	**A**	**B**	**C**	**20C011-SET0-TE8-4**	**DUP-1**	**LDR**	**Lot CQ**
% HUMIDITÉ	%	-	-	-	22	25		
MÉTAUX								
Argent (Ag)	mg/kg	**2**	20	40	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Arsenic (As)	mg/kg	**6**	30	50	<5.0	<5.0	5.0	2091183
Baryum (Ba)	mg/kg	**340**	500	2000	110	200	5.0	2091183
Cadmium (Cd)	mg/kg	**1.5**	5	20	<0.50	<0.50	0.50	2091183
Chrome (Cr)	mg/kg	**100**	250	800	35	39	2.0	2091183
Cobalt (Co)	mg/kg	**25**	50	300	15	8.8	2.0	2091183
Cuivre (Cu)	mg/kg	**50**	100	500	18	29	2.0	2091183
Etain (Sn)	mg/kg	**5**	50	300	<4.0	<4.0	4.0	2091183
Manganèse (Mn)	mg/kg	**1000**	1000	2200	970	190	2.0	2091183
Mercure (Hg)	mg/kg	**0.2**	2	10	0.029	0.069	0.020	2091183
Molybdène (Mo)	mg/kg	**2**	10	40	1.7	1.5	1.0	2091183
Nickel (Ni)	mg/kg	**50**	100	500	23	26	1.0	2091183
Plomb (Pb)	mg/kg	**50**	500	1000	11	22	5.0	2091183
Sélénium (Se)	mg/kg	**1**	3	10	<1.0	<1.0	1.0	2091183
Zinc (Zn)	mg/kg	**140**	500	1500	62	61	10	2091183

LDR = Limite de détection rapportée
Lot CQ = Lot contrôle qualité

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

REMARQUES GÉNÉRALES

A,B,C: Les critères des sols proviennent de l'Annexe 2 du « Guide d'intervention-Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés. MELCC, 2019. » et intitulé « Grille des critères génériques pour les sols ».Les critères des sols sont ceux de la province géologique des Basses-Terres du Saint-Laurent.

Les critères A et B pour l'eau souterraine proviennent de l'annexe 7 intitulé « Grille des critères de qualité des eaux souterraines » du guide d'intervention mentionné plus haut. A=Eau de consommation; B=Résurgence dans l'eau de surface

Ces références ne sont rapportées qu'à titre indicatif et ne doivent être interprétées dans aucun autre contexte.

- = Ce composé ne fait pas partie de la réglementation.

COV PAR GC/MS (SOL)

Les résultats bruts non-arrondis sont utilisés dans le calcul des totaux du Dichloro-1,2 éthène (cis et trans) et du Dichloro-1,3 propène (cis et trans). Ces résultats totaux sont alors arrondis à deux chiffres significatifs.

MÉTAUX EXTRACTIBLES TOTAUX (SOL)

Noter que l'échantillon HU4771 est non homogène.

Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

RAPPORT ASSURANCE QUALITÉ

Lot AQ/CQ	Init	Type CQ	Groupe	Date Analysé	Valeur	Réc	Unités
2091109	ABE	Blanc fortifié	4-Bromofluorobenzène	2020/05/27		99	%
			D10-Ethylbenzène	2020/05/27		135 (1)	%
			D4-1,2-Dichloroéthane	2020/05/27		102	%
			D8-Toluène	2020/05/27		99	%
			Benzène	2020/05/27		105	%
			Chlorobenzène	2020/05/27		107	%
			Dichloro-1,2 benzène	2020/05/27		114	%
			Dichloro-1,3 benzène	2020/05/27		117	%
			Dichloro-1,4 benzène	2020/05/27		116	%
			Éthylbenzène	2020/05/27		106	%
			Styrène	2020/05/27		113	%
			Toluène	2020/05/27		103	%
			Xylènes (o,m,p)	2020/05/27		107	%
			Chloroforme	2020/05/27		103	%
			Chlorure de vinyle (chloroéthène)	2020/05/27		91	%
			Dichloro-1,1 éthane	2020/05/27		101	%
			Dichloro-1,2 éthane	2020/05/27		106	%
			Dichloro-1,1 éthène	2020/05/27		108	%
			Dichloro-1,2 éthène (cis)	2020/05/27		107	%
			Dichloro-1,2 éthène (trans)	2020/05/27		108	%
			Dichloro-1,2 éthène (cis et trans)	2020/05/27		108	%
			Dichlorométhane	2020/05/27		107	%
			Dichloro-1,2 propane	2020/05/27		103	%
			Dichloro-1,3 propène (cis)	2020/05/27		117	%
			Dichloro-1,3 propène (trans)	2020/05/27		125	%
			Dichloro-1,3 propène (cis et trans)	2020/05/27		121	%
			Tétrachloro-1,1,2,2 éthane	2020/05/27		108	%
			Tétrachloroéthène	2020/05/27		104	%
			Tétrachlorure de carbone	2020/05/27		101	%
			Trichloro-1,1,1 éthane	2020/05/27		93	%
			Trichloro-1,1,2 éthane	2020/05/27		109	%
			Trichloroéthène	2020/05/27		101	%
2091109	ABE	Blanc de méthode	4-Bromofluorobenzène	2020/05/27		97	%
			D10-Ethylbenzène	2020/05/27		126	%
			D4-1,2-Dichloroéthane	2020/05/27		103	%
			D8-Toluène	2020/05/27		99	%
			Benzène	2020/05/27	<0.10		mg/kg
			Chlorobenzène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,2 benzène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,3 benzène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,4 benzène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Éthylbenzène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Styrène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Toluène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Xylènes (o,m,p)	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Chloroforme	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Chlorure de vinyle (chloroéthène)	2020/05/27	<0.020		mg/kg
			Dichloro-1,1 éthane	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,2 éthane	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,1 éthène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,2 éthène (cis)	2020/05/27	<0.20		mg/kg

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

RAPPORT ASSURANCE QUALITÉ (SUITE)

Lot AQ/CQ	Init	Type CQ	Groupe	Date Analysé	Valeur	Réc	Unités
			Dichloro-1,2 éthène (trans)	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,2 éthène (cis et trans)	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichlorométhane	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,2 propane	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,3 propène (cis)	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,3 propène (trans)	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Dichloro-1,3 propène (cis et trans)	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Tétrachloro-1,1,2,2 éthane	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Tétrachloroéthène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Tétrachlorure de carbone	2020/05/27	<0.10		mg/kg
			Trichloro-1,1,1 éthane	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Trichloro-1,1,2 éthane	2020/05/27	<0.20		mg/kg
			Trichloroéthène	2020/05/27	<0.20		mg/kg
2091117	SRA	Blanc fortifié	1-Chlorooctadécane	2020/05/27		117	%
			Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	2020/05/27		94	%
2091117	SRA	Blanc de méthode	1-Chlorooctadécane	2020/05/27		103	%
			Hydrocarbures pétroliers (C10-C50)	2020/05/27	<100		mg/kg
2091120	FFE	Blanc fortifié	D10-Anthracène	2020/05/28		72	%
			D12-Benzo(a)pyrène	2020/05/28		70	%
			D14-Terphenyl	2020/05/28		70	%
			D8-Acenaphthylene	2020/05/28		80	%
			D8-Naphtalène	2020/05/28		70	%
			Acénaphtène	2020/05/28		70	%
			Acénaphtylène	2020/05/28		81	%
			Anthracène	2020/05/28		75	%
			Benzo(a)anthracène	2020/05/28		72	%
			Benzo(a)pyrène	2020/05/28		72	%
			Benzo(b)fluoranthène	2020/05/28		78	%
			Benzo(j)fluoranthène	2020/05/28		72	%
			Benzo(k)fluoranthène	2020/05/28		68	%
			Benzo(c)phénanthrène	2020/05/28		72	%
			Benzo(ghi)pérylène	2020/05/28		73	%
			Chrysène	2020/05/28		74	%
			Dibenzo(a,h)anthracène	2020/05/28		75	%
			Dibenzo(a,i)pyrène	2020/05/28		80	%
			Dibenzo(a,h)pyrène	2020/05/28		83	%
			Dibenzo(a,l)pyrène	2020/05/28		70	%
			7,12-Diméthylbenzanthracène	2020/05/28		61	%
			Fluoranthène	2020/05/28		73	%
			Fluorène	2020/05/28		79	%
			Indéno(1,2,3-cd)pyrène	2020/05/28		76	%
			3-Méthylcholanthrène	2020/05/28		76	%
			Naphtalène	2020/05/28		71	%
			Phénanthrène	2020/05/28		70	%
			Pyrène	2020/05/28		72	%
			2-Méthylnaphtalène	2020/05/28		69	%
			1-Méthylnaphtalène	2020/05/28		70	%
			1,3-Diméthylnaphtalène	2020/05/28		76	%
			2,3,5-Triméthylnaphtalène	2020/05/28		75	%
2091120	FFE	Blanc de méthode	D10-Anthracène	2020/05/28		74	%
			D12-Benzo(a)pyrène	2020/05/28		70	%

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

RAPPORT ASSURANCE QUALITÉ (SUITE)

Lot AQ/CQ	Init	Type CQ	Groupe	Date Analysé	Valeur	Réc	Unités
			D14-Terphenyl	2020/05/28		70	%
			D8-Acenaphthylene	2020/05/28		82	%
			D8-Naphtalène	2020/05/28		72	%
			Acénaphtène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Acénaphtylène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Anthracène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Benzo(a)anthracène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Benzo(a)pyrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Benzo(b)fluoranthène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Benzo(j)fluoranthène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Benzo(k)fluoranthène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Benzo(c)phénanthrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Benzo(ghi)pérylène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Chrysène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Dibenzo(a,h)anthracène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Dibenzo(a,i)pyrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Dibenzo(a,h)pyrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Dibenzo(a,l)pyrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			7,12-Diméthylbenzanthracène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Fluoranthène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Fluorène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Indéno(1,2,3-cd)pyrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			3-Méthylcholanthrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Naphtalène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Phénanthrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			Pyrène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			2-Méthylnaphtalène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			1-Méthylnaphtalène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			1,3-Diméthylnaphtalène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
			2,3,5-Triméthylnaphtalène	2020/05/28	<0.10		mg/kg
2091183	NET	Blanc fortifié	Argent (Ag)	2020/05/28		87	%
			Arsenic (As)	2020/05/28		95	%
			Baryum (Ba)	2020/05/28		98	%
			Cadmium (Cd)	2020/05/28		95	%
			Chrome (Cr)	2020/05/28		95	%
			Cobalt (Co)	2020/05/28		93	%
			Cuivre (Cu)	2020/05/28		97	%
			Etain (Sn)	2020/05/28		93	%
			Manganèse (Mn)	2020/05/28		97	%
			Mercure (Hg)	2020/05/28		88	%
			Molybdène (Mo)	2020/05/28		92	%
			Nickel (Ni)	2020/05/28		95	%
			Plomb (Pb)	2020/05/28		98	%
			Sélénium (Se)	2020/05/28		95	%
			Zinc (Zn)	2020/05/28		95	%
2091183	NET	Blanc de méthode	Argent (Ag)	2020/05/28	<0.50		mg/kg
			Arsenic (As)	2020/05/28	<5.0		mg/kg
			Baryum (Ba)	2020/05/28	<5.0		mg/kg
			Cadmium (Cd)	2020/05/28	<0.50		mg/kg
			Chrome (Cr)	2020/05/28	<2.0		mg/kg
			Cobalt (Co)	2020/05/28	<2.0		mg/kg

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

RAPPORT ASSURANCE QUALITÉ (SUITE)

Lot AQ/CQ	Init	Type CQ	Groupe	Date Analysé	Valeur	Réc	Unités
			Cuivre (Cu)	2020/05/28	<2.0		mg/kg
			Etain (Sn)	2020/05/28	<4.0		mg/kg
			Manganèse (Mn)	2020/05/28	<2.0		mg/kg
			Mercure (Hg)	2020/05/28	<0.020		mg/kg
			Molybdène (Mo)	2020/05/28	<1.0		mg/kg
			Nickel (Ni)	2020/05/28	<1.0		mg/kg
			Plomb (Pb)	2020/05/28	<5.0		mg/kg
			Sélénium (Se)	2020/05/28	<1.0		mg/kg
			Zinc (Zn)	2020/05/28	<10		mg/kg

Blanc fortifié: Un blanc, d'une matrice exempte de contaminants, auquel a été ajouté une quantité connue d'analyte provenant généralement d'une deuxième source. Utilisé pour évaluer la précision de la méthode.

Blanc de méthode: Une partie aliquote de matrice pure soumise au même processus analytique que les échantillons, du prétraitement au dosage. Sert à évaluer toutes contaminations du laboratoire.

Surrogate: Composé se comportant de façon similaire aux composés analysés et ajouté à l'échantillon avant l'analyse. Sert à évaluer la qualité de l'extraction.

Réc = Récupération

(1) La récupération ou l'écart relatif (RPD) pour ce composé est en dehors des limites de contrôle, mais l'ensemble du contrôle qualité rencontre les critères d'acceptabilité pour cette analyse

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926

Dossier Lab BV: C019487
Date du rapport: 2020/05/28

Les Services exp Inc.
Votre # du projet: MTS-00240722-A8
Adresse du site: 20C011-SET
Initiales du préleveur: BM

PAGE DES SIGNATURES DE VALIDATION

Les résultats analytiques ainsi que les données de contrôle-qualité contenus dans ce rapport furent vérifiés et validés par les personnes suivantes:

Fotini Myconiatis, B.Sc., Chimiste, Directrice Principale

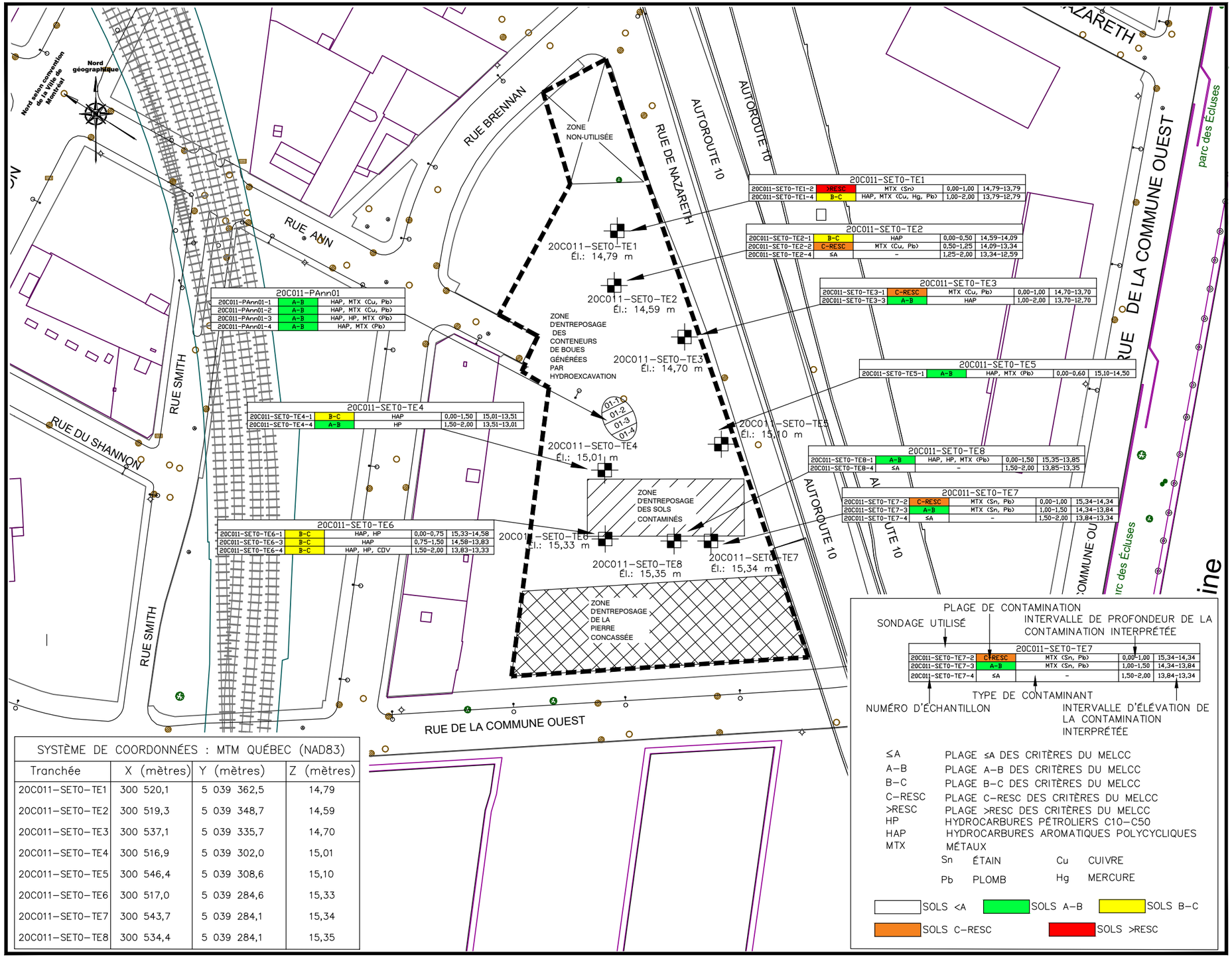
Jonathan Fauvel, B.Sc, Chimiste

Maria-Carmen Florian, Ph. D., Chimiste, Directrice de laboratoire

Tien Nguyen Thi, B.Sc., Chimiste, Montréal, Coordonnatrice en Assurance Qualité

Lab BV a mis en place des procédures qui protègent contre l'utilisation non autorisée de la signature électronique et emploie les «signataires» requis, conformément à l'ISO/CEI 17025. Veuillez vous référer à la page des signatures de validation pour obtenir les détails des validations pour chaque division.

889 Montée de Liesse, Ville St-Laurent, Québec, Canada H4T 1P5 Tel: (514) 448-9001 Fax: (514) 448-9199 Ligne sans frais : 1-877-462-9926



20C011-PAnn01		
20C011-PAnn01-1	A-B	HAP, MTX (Cu, Pb)
20C011-PAnn01-2	A-B	HAP, MTX (Cu, Pb)
20C011-PAnn01-3	A-B	HAP, HP, MTX (Pb)
20C011-PAnn01-4	A-B	HAP, MTX (Pb)

20C011-SET0-TE1				
20C011-SET0-TE1-2	>RESC	MTX (Sn)	0,00-1,00	14,79-13,79
20C011-SET0-TE1-4	B-C	HAP, MTX (Cu, Hg, Pb)	1,00-2,00	13,79-12,79

20C011-SET0-TE2				
20C011-SET0-TE2-1	B-C	HAP	0,00-0,50	14,59-14,09
20C011-SET0-TE2-2	C-RESC	MTX (Cu, Pb)	0,50-1,25	14,09-13,34
20C011-SET0-TE2-4	≤A	-	1,25-2,00	13,34-12,59

20C011-SET0-TE3				
20C011-SET0-TE3-1	C-RESC	MTX (Cu, Pb)	0,00-1,00	14,70-13,70
20C011-SET0-TE3-3	A-B	HAP	1,00-2,00	13,70-12,70

20C011-SET0-TE4				
20C011-SET0-TE4-1	B-C	HAP	0,00-1,50	15,01-13,51
20C011-SET0-TE4-4	A-B	HP	1,50-2,00	13,51-13,01

20C011-SET0-TE5				
20C011-SET0-TE5-1	A-B	HAP, MTX (Pb)	0,00-0,60	15,10-14,50

20C011-SET0-TE6				
20C011-SET0-TE6-1	B-C	HAP, HP	0,00-0,75	15,33-14,58
20C011-SET0-TE6-3	B-C	HAP	0,75-1,50	14,58-13,83
20C011-SET0-TE6-4	B-C	HAP, HP, CDV	1,50-2,00	13,83-13,33

20C011-SET0-TE8				
20C011-SET0-TE8-1	A-B	HAP, HP, MTX (Pb)	0,00-1,50	15,35-13,85
20C011-SET0-TE8-4	≤A	-	1,50-2,00	13,85-13,35

20C011-SET0-TE7				
20C011-SET0-TE7-2	C-RESC	MTX (Sn, Pb)	0,00-1,00	15,34-14,34
20C011-SET0-TE7-3	A-B	MTX (Sn, Pb)	1,00-1,50	14,34-13,84
20C011-SET0-TE7-4	≤A	-	1,50-2,00	13,84-13,34

SYSTÈME DE COORDONNÉES : MTM QUÉBEC (NAD83)			
Tranchée	X (mètres)	Y (mètres)	Z (mètres)
20C011-SET0-TE1	300 520,1	5 039 362,5	14,79
20C011-SET0-TE2	300 519,3	5 039 348,7	14,59
20C011-SET0-TE3	300 537,1	5 039 335,7	14,70
20C011-SET0-TE4	300 516,9	5 039 302,0	15,01
20C011-SET0-TE5	300 546,4	5 039 308,6	15,10
20C011-SET0-TE6	300 517,0	5 039 284,6	15,33
20C011-SET0-TE7	300 543,7	5 039 284,1	15,34
20C011-SET0-TE8	300 534,4	5 039 284,1	15,35

PLAGE DE CONTAMINATION
SONDAGE UTILISÉ
INTERVALLE DE PROFONDEUR DE LA CONTAMINATION INTERPRÉTÉE

20C011-SET0-TE7				
20C011-SET0-TE7-2	C-RESC	MTX (Sn, Pb)	0,00-1,00	15,34-14,34
20C011-SET0-TE7-3	A-B	MTX (Sn, Pb)	1,00-1,50	14,34-13,84
20C011-SET0-TE7-4	≤A	-	1,50-2,00	13,84-13,34

TYPE DE CONTAMINANT
NUMÉRO D'ÉCHANTILLON
INTERVALLE D'ÉLÉVATION DE LA CONTAMINATION INTERPRÉTÉE

≤A	PLAGE ≤A DES CRITÈRES DU MELCC
A-B	PLAGE A-B DES CRITÈRES DU MELCC
B-C	PLAGE B-C DES CRITÈRES DU MELCC
C-RESC	PLAGE C-RESC DES CRITÈRES DU MELCC
>RESC	PLAGE >RESC DES CRITÈRES DU MELCC
HP	HYDROCARBURES PÉTROLIERS C10-C50
HAP	HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES
MTX	MÉTAUX
Sn	ÉTAIN
Cu	CUIVRE
Pb	PLOMB
Hg	MERCURE

SOLS <A | SOLS A-B | SOLS B-C | SOLS C-RESC | SOLS >RESC

LÉGENDE

- Limite approximative du site à l'étude (LOT 2 596 622 S: 5364,8 m²)
- Emprise de la dalle de béton
- 20C011-SET0-TE1 Él.: 14,79 m — Tranchée d'exploration Élévation géodésique en mètres
- Pile
- Zone d'entreposage fermée

PRÉPARÉ	:	L. Prismy, ing., EESA
DESSINÉ	:	A. Ménard, ing. jr
VÉRIFIÉ	:	J. Chartier, ing., M.Sc.A., EESA
DATE	:	2020-05-29

ÉCHELLE 1 : 1 000

0 5 10 15 20 25 50 75 m

REQUÉRANT

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

PROJET Surveillance environnementale (20C011)
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

TITRE
Croquis de localisation des tranchées d'exploration et sommaire des résultats d'analyses chimiques
Centre de disposition temporaire – Caractérisation initiale des sols
Site: 851

Montréal

11X17

Étude N°	Dessin N°
	MTS-0040722-A8-L02.dwg
	L-02

29 mai 2020 12:17:01, MenardA, E:\MTS\MTS-00240722-A8\60 Réalisation\65 Dessins\Labo\MTS-00240722-A8-L02.dwg

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE TRANCHÉE DE RECONNAISSANCE

Sondage N° :20C011-SET0-TE-1

Nom du projet : **Surveillance environnementale (20C011)**
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

Nom du requérant : **Service des infrastructures du réseau routier**
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

Localisation civile : **Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**

Exécuté par : **Loiselle inc.**

Préparé par : **B. Meribai, tech.** Vérifié par : **L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)
X : **300520**
Y : **5039362**
Z : **14.79**

Numéro de site : **851**

Plan de localisation No. :

Date du début du sondage : **2020-05-25**

Profondeur du sondage : **2.00**

PROFONDEUR (m)	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: ECH. NUMÉRO	ÉCHANTILLONS: LOCALISATION	PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR VENUE D'EAU (m)	ESSAIS
	14.79 Niveau							
	0.00	Pierre concassée grise de calibre apparent 20-0 mm.						
	14.54							
	0.25	Remblai hétérogène: Silt sableux graveleux brun. Présence de débris (20%: béton, brique, enrobé bitumineux, verre, scories) entre 0,5 et 2,0m de profondeur. Humide.		1				COV = 0,6 ppm
0.5				2		0.5		COV = 0,5 ppm AC
1.0				3		1.0		COV = 0,6 ppm
1.5				4		1.5		COV = 0,5 ppm AC
	12.79							
2.0	2.00	Fin de la tranchée d'exploration à 2,0 mètres de profondeur.				2.0		
2.5						2.5		

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
WI : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Dup : échantillon duplicata prélevé

Remarque(s) : Outre la présence de débris dans les échantillons 2, 3 et 4, aucun autre indice organoleptique de contamination n'a été noté.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-27

VDM_Log_Tranchee_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE TRANCHÉE DE RECONNAISSANCE

Sondage N° :20C011-SET0-TE-2

Nom du projet : **Surveillance environnementale (20C011)**
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

Nom du requérant : **Service des infrastructures du réseau routier**
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

Localisation civile : **Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**

Exécuté par : **Loiselle inc.**

Préparé par : **B. Meribai, tech.** Vérifié par : **L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)
X : **300519**
Y : **5039349**
Z : **14.59**

Numéro de site : **851**

Plan de localisation No. :

Date du début du sondage : **2020-05-25**

Profondeur du sondage : **2.00**

PROFONDEUR (m)	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: ECH. NUMÉRO	ÉCHANTILLONS: LOCALISATION	PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR VENUE D'EAU (m)	ESSAIS
	14.59 Niveau							
	0.00 14.54 0.05	Pierre concassée grise de calibre apparent 0-20mm.						
		Remblai hétérogène: Sable silteux graveleux brun. Présence de débris (30%, béton, briques, scories) entre 0,5 et 2,0m de profondeur. Humide.		1				COV = 0,2 ppm AC
0.5				2		0.5		COV = 0,6 ppm AC
1.0				3		1.0		COV = 0,6 ppm
1.5				4		1.5		COV = 0,3 ppm AC
2.0	12.59 2.00	Fin de la tranchée d'exploration à 2,0 mètres de profondeur.				2.0		
2.5						2.5		

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Dup : échantillon duplicata prélevé

Remarque(s) : Outre la présence de débris dans les échantillons 2, 3 et 4, aucun autre indice organoleptique de contamination n'a été noté.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-27

VDM_Log_Tranchee_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE TRANCHÉE DE RECONNAISSANCE

Sondage N° :20C011-SET0-TE-3

Nom du projet : **Surveillance environnementale (20C011)**
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

Nom du requérant : **Service des infrastructures du réseau routier**
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

Localisation civile : **Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**

Exécuté par : **Loiselle inc.**

Préparé par : **B. Meribai, tech.** Vérifié par : **L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)
X : **300537**
Y : **5039336**
Z : **14.70**

Numéro de site : **851**

Plan de localisation No. :

Date du début du sondage : **2020-05-25**

Profondeur du sondage : **2.00**

PROFONDEUR (m)	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: ECH. NUMÉRO	ÉCHANTILLONS: LOCALISATION	PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR VENUE D'EAU (m)	ESSAIS
	14.70 Niveau							
	0.00 14.65 0.05	Pierre concassée grise de calibre apparent 0-20mm.						
		Remblai hétérogène: Sable graveleux brun. Présence de débris (30%: briques, béton, scories). Humide.		1				COV = 0,5 ppm AC
0.5				2		0.5		COV = 0,4 ppm
1.0	13.70 1.00	Remblai: Silt sableux brun, traces de gravier. Présence de débris (<5%: briques, béton). Humide.		3		1.0		COV = 0,6 ppm AC
1.5				4		1.5		COV = 0,7 ppm
2.0	12.70 2.00	Fin de la tranchée d'exploration à 2,0 mètres de profondeur.				2.0		
2.5						2.5		

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
WI : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Dup : échantillon duplicata prélevé

Remarque(s) : Outre la présence de débris dans les échantillons 1, 2, 3 et 4, aucun autre indice organoleptique de contamination n'a été noté.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-27

VDM_Log_Tranchee_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 20C011-SET0-TE-4

Nom du projet :	**Surveillance environnementale (20C011) Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie**
Nom du requérant :	**Service des infrastructures du réseau routier Direction des infrastructures Division d'expertise et du soutien technique**
Localisation civile :	**Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**
Entrepreneur en forage :	**Loiselle inc.**
Type de forage :	**Tranchée de reconnaissance**
Inclinaison :	Azimut :
Diamètre du forage :	Diamètre du carottier :
Préparé par :	**B. Meribai, tech.**
Vérifié par :	**L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)

X : **300516.9**
Y : **5039302.0**
Z : **15.01**

Numéro de site : **851**
Plan de localisation No. :
Date du début du sondage : **2020-05-25**
Profondeur du sondage : **2.00**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvaise
25-50	Mauvaise
50-75	Moyenne
75-90	Bonne
90-100	Excellente

COMPACITÉ	INDICE "N"
Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date : Date :
Prof. : Prof. :

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Non remanié (TM)
Perdu
Carotté (forage au diamant)

SYMBOLES

N : Indice de pénétration standard
R : Refus (N > 50)
RQD : Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
%RQD = Σ Carottes > 4 po.(10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION (SYSTÈME UNIFIÉ)

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,075 mm
Sable	0,075 à 4,75 mm
Gravier	4,75 à 75 mm
Cailloux	75 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE	RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)
Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR (pi)	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N ou RQD	ESSAI DE PÉNÉTRATION STANDARD COUPS/15cm	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		15.01	Niveau										
		0.00	Pierre concassée grise de calibre apparent 0-20 mm.										
		14.91											
		0.10	Remblai hétérogène: Sable silteux graveleux brun. Présence de débris (10-15%: béton, briques, scories). Humide.		1								COV = 0,6 ppm AC
					2								COV = 0,8 ppm
1					3								COV = 0,3 ppm
		13.51											
	5	1.50	Terrain naturel remanié: Silt gris, traces de sable et de gravier. Présence de radicelles. Humide.		4								COV = 1,2 ppm AC
2		13.01											
		2.00	Fin de la tranchée d'exploration à 2,0 mètres de profondeur.										

GRAPHIQUE: ▲ : N (pen. standard) ; △ : Nc (pen. dynamique) ; ▼ : Cu (laboratoire) ; ▽ : Cur (laboratoire) ; × : Cu (chantier) ; + : Cur (chantier) ; w_p w w_l ; 20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
U : résistance compression
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s): Outre la présence de débris dans les échantillons 1, 2 et 3, aucun autre indice organoleptique de contamination n'a été noté.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-29

VDM_Log_Forage_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE TRANCHÉE DE RECONNAISSANCE

Sondage N° :20C011-SET0-TE-5

Nom du projet : **Surveillance environnementale (20C011)**
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

Nom du requérant : **Service des infrastructures du réseau routier**
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

Localisation civile : **Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**

Exécuté par : **Loiselle inc.**

Préparé par : **B. Meribai, tech.** Vérifié par : **L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)
X : **300546**
Y : **5039309**
Z : **15.10**

Numéro de site : **851**

Plan de localisation No. :

Date du début du sondage : **2020-05-25**

Profondeur du sondage : **2.00**

PROFONDEUR (m)	STRATIGRAPHIE			ÉCHANTILLONS		PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR VENUE D'EAU (m)	ESSAIS
	NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ECH. NUMÉRO	LOCALISATION			AG : analyse granulométrique AC : analyse chimique WI : limite liquide Wp : limite plastique w : teneur en eau Dup : échantillon duplicata prélevé
	15.10 Niveau							
	0.00 15.00 0.10	Pierre concassée grise de calibre apparent 0-20mm.						
		Remblai: Silt sableux graveleux brun. Présence de débris (5%: enrobé, acier). Humide.		1				COV = 1,5 ppm AC
0.5	14.50 0.60	Fin de la tranchée d'exploration à 0,6 mètre de profondeur suite à un refus sur une dalle confirmé.				0.5		
1.0						1.0		
1.5						1.5		
2.0						2.0		
2.5						2.5		

Remarque(s) : Outre la présence de débris dans l'échantillon 1, aucun autre indice organoleptique de contamination n'a été noté.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-27

VDM_Log_Tranchee_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE TRANCHÉE DE RECONNAISSANCE

Sondage N° :20C011-SET0-TE-6

Nom du projet : **Surveillance environnementale (20C011)**
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

Nom du requérant : **Service des infrastructures du réseau routier**
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

Localisation civile : **Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**

Exécuté par : **Loiselle inc.**

Préparé par : **B. Meribai, tech.** Vérifié par : **L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)
X : **300517**
Y : **5039285**
Z : **15.33**

Numéro de site : **851**

Plan de localisation No. :

Date du début du sondage : **2020-05-25**

Profondeur du sondage : **2.20**

PROFONDEUR (m)	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: ECH. NUMÉRO	ÉCHANTILLONS: LOCALISATION	PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR VENUE D'EAU (m)	ESSAIS
	15.33 Niveau							
	0.00	Remblai hétérogène: Sable silteux brun. Présence de débris (30%: briques, béton, scories). Humide.		1				COV = 0,3 ppm AC
0.5				2		0.5		COV = 0,5 ppm
1.0				3		1.0		COV = 0,4 ppm
1.5	13.83 1.50	Terrain naturel: Silt sableux brun, traces de gravier. Présence d'hydrocarbures. Humide.		4		1.5		COV = 273 ppm AC, DUP-1
2.0	13.13 2.20	Fin de la tranchée d'exploration à 2,2 mètres de profondeur.				2.0		
2.5						2.5		

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
WI : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Dup : échantillon duplicata prélevé

Remarque(s) : Outre la présence de débris dans les échantillons 1, 2 et 3, une odeur moyenne d'hydrocarbures a été notée dans l'échantillon 4.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-27

VDM_Log_Tranchee_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE TRANCHÉE DE RECONNAISSANCE

Sondage N° :20C011-SET0-TE-7

Nom du projet : **Surveillance environnementale (20C011)**
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

Nom du requérant : **Service des infrastructures du réseau routier**
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

Localisation civile : **Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**

Exécuté par : **Loiselle inc.**

Préparé par : **B. Meribai, tech.** Vérifié par : **L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)
X : **300544**
Y : **5039284**
Z : **15.34**

Numéro de site : **851**

Plan de localisation No. :

Date du début du sondage : **2020-05-25**

Profondeur du sondage : **2.20**

PROFONDEUR (m)	NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS ECH. NUMÉRO	ÉCHANTILLONS LOCALISATION	PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR VENUE D'EAU (m)	ESSAIS
	15.34 Niveau							
	0.00 15.29 0.05	Pierre concassée grise de calibre apparent 0-20mm.						
		Remblai hétérogène: Sable silteux brun. Présence de cailloux (5%). Présence de débris (30%: brique, béton, scories). Humide.		2				COV = 0,4 ppm AC
0.5						0.5		
1.0	14.34 1.00	Remblai: Silt sableux brun. Présence de cailloux (10%). Présence de débris (brique, béton, scories). Humide.		3		1.0		COV = 0,6 ppm AC
1.5	13.84 1.50	Terrain naturel: Silt sableux brun, traces de gravier. Humide.		4		1.5		COV = 0,6 ppm AC
2.0						2.0		
	13.14 2.20	Fin de la tranchée d'exploration à 2,2 mètres de profondeur.						
2.5						2.5		

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
WI : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Dup : échantillon duplicata prélevé

Remarque(s) : Outre la présence de débris dans les échantillons 1, 2 et 3, aucun autre indice organoleptique de contamination n'a été noté.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-27

VDM_Log_Tranchee_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

Ville de Montréal

Nom du consultant :

Les Services EXP inc.

Dossier no : MONVE-00240722-A8

RAPPORT DE TRANCHÉE DE RECONNAISSANCE

Sondage N° :20C011-SET0-TE-8

Nom du projet : **Surveillance environnementale (20C011)**
Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de signalisation dans la rue Sainte-Catherine, de le rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa, arrondissement Ville-Marie

Nom du requérant : **Service des infrastructures du réseau routier**
Direction des infrastructures
Division d'expertise et du soutien technique

Localisation civile : **Centre de disposition temporaire, intersection rues Ann et Brennan**

Exécuté par : **Loiselle inc.**

Préparé par : **B. Meribai, tech.** Vérifié par : **L. Prismy, ing., EESA**

Coordonnées géodésiques MTM Québec (SCOPQ-NAD83)
X : **300534**
Y : **5039284**
Z : **15.35**

Numéro de site : **851**

Plan de localisation No. :

Date du début du sondage : **2020-05-25**

Profondeur du sondage : **2.00**

PROFONDEUR (m)	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: ECH. NUMÉRO	ÉCHANTILLONS: LOCALISATION	PROFONDEUR (m)	PROFONDEUR VENUE D'EAU (m)	ESSAIS
	15.35 Niveau							AG : analyse granulométrique AC : analyse chimique WI : limite liquide Wp : limite plastique w : teneur en eau Dup : échantillon duplicata prélevé
	0.00	Remblai: Sable silteux graveleux brun. Présence de cailloux (10%). Présence de débris (20%: briques, béton, scories). Humide.		1				COV = 0,4 ppm AC
0.5				2		0.5		COV = 0,5 ppm
1.0				3		1.0		COV = 0,7 ppm
1.5	13.85 1.50	Terrain naturel: Silt sableux brun, traces de gravier. Humide.		4		1.5		COV = 0,6 ppm AC
2.0	13.35 2.00	Fin de la tranchée d'exploration à 2,0 mètres de profondeur.				2.0		
2.5						2.5		

Remarque(s) : Outre la présence de débris dans les échantillons 1, 2 et 3, aucun autre indice organoleptique de contamination n'a été noté.
COV: mesure de la teneur en composés organiques volatils (COV) en ppm à l'aide d'un photo-ionisateur.

Date de production : 2020-05-27

VDM_Log_Tranchee_(806)_2019-06-13_(PDF).sty

AMENDEMENT

ENTRE : **SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL,** personne morale constituée par lettres patentes délivrées en vertu du chapitre V de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., chapitre C-11.4), le 15 juin 2010 ayant son siège social au 800, boul. De Maisonneuve Est, bureau 2200 à Montréal, province de Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Carl Bond, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la politique de délégation d'autorité adoptée par le conseil d'administration de la Société en date du 26 novembre 2013, amendée le 31 mars 2015, le 25 août 2015, le 25 avril 2016, le 11 juillet 2017 et le 10 décembre 2019, ce dernier amendement est toujours en vigueur et n'a pas été modifié ni révoqué.

TPS :
TVQ :

Ci-après appelée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Ci-après appelée le « **Locataire** »

Le Locateur et le Locataire sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE les Parties ont conclu un Bail, le 26 Novembre 2018, (le « Bail Initial »), portant sur la location d'un terrain vague d'une superficie approximative de CINQ MILLE TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MÈTRES CARRÉS (5 365 m²), connu et désigné comme étant le lot DEUX MILLION CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEIZE SIX CENT VINGT-DEUX (2 596 622) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, (« Lieux Loués »), pour un terme de treize mois (13) mois et 21 jours, débutant le 8 juin 2018 et se terminant le 31 juillet 2019;

ATTENDU QU'une prolongation du bail est intervenue entre les Parties pour une période de deux (2) ans, débutant le 1 er août 2019 et se terminant le 31 juillet 2021 (la « Prolongation du bail » ; le « Bail Initial » et la « Prolongation du bail » collectivement nommés le « Bail »);

ATTENDU QUE les Lieux Loués décrits au Bail Initial ne pouvaient être utilisés qu'à des fins d'un espace d'entreposage de matériaux et d'équipements pour l'arrondissement Ville-Marie et pour aucune autre fin;

ATTENDU QUE l'usage des Lieux Loués sera modifié afin d'inclure également des activités destinées pour les fins d'un site de transbordement de matériaux et d'entreposage temporaire de déblais et de sols provenant d'excavations pour les besoins du Locataire.

ATTENDU QUE les Parties désirent apporter certaines modifications au Bail, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

Initiales	
LOCATEUR :	LOCATAIRE

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent amendement de Bail.

ARTICLE 2
CONDITIONS

2.1

a) N'utiliser les Lieux Loués qu'à des fins d'un espace d'entreposage de matériaux et d'équipements comme prévu au Bail Initial et pour des activités destinées pour les fins d'un site de transbordement de matériaux et d'entreposage temporaire de déblais et de sols provenant d'excavations pour les besoins du Locataire.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du Bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux Loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

b) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement nommés les « **Agents** »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

c) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux Loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

d) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

e) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

Initiales	
LOCATEUR :	LOCATAIRE

k) Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

l) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux Loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

m) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

n) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur.

ARTICLE 3
DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

3.1 Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

Le Locataire déclare avoir remis au Locateur une étude de caractérisation environnementale des Lieux Loués, du Bureau Veritas, datée du 28 mai 2020, tel que décrit en Annexe 1 ci-jointe.

Le Locataire à la fin du Bail devra remettre au Locateur une étude de caractérisation environnementale des Lieux Loués préparée par un expert accrédité de son choix, selon les exigences du Locateur, décrivant la condition des Lieux, aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux Loués à l'exception des matériaux, équipements, sols et déblais d'excavation qui sont autorisés en vertu des présentes.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

De plus, lorsque le Locataire aura définitivement libéré les Lieux Loués, il devra remettre au Locateur, dans les trente (30) jours suivant l'échéance ou la résiliation du bail, une

Initiales	
LOCATEUR :	LOCATAIRE

étude de caractérisation environnementale des Lieux Loués préparée par un expert accrédité selon les exigences du Locateur, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur.

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE MONTREAL

Le 3e jour du mois de juillet 2020

par : _____
Nom : Carl Bond
Titre : Directeur de la gestion immobilière

VILLE DE MONTRÉAL,

Le ___ jour du mois de _____ 2020

par : _____
Nom : Me Yves Saindon
Titre : Greffier Ville de Montréal

Initiales	
LOCATEUR :	LOCATAIRE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208833002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et inclusion de logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 293 853 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi – Montcalm de l'organisme Vilavi Québec.

de recommander au conseil d'agglomération :
1 - d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 293 853 $, pour la réalisation du projet Vilavi - Montcalm dans l'arrondissement Ville-Marie;

2 - d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-03 08:08

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208833002**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et inclusion de logement abordable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 293 853 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi – Montcalm de l'organisme Vilavi Québec.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, l'organisme Vilavi Québec (auparavant Dianova Québec) a soumis un projet qui permettra la réalisation de 12 chambres et d'un espace communautaire pour des personnes en situation ou à risque d'itinérance; le projet prévoit la démolition d'une maison de chambres existante, en mauvaise condition, ainsi que la construction d'un nouvel édifice.

Le financement de base des projets d'AccèsLogis Québec provient de la Société d'habitation du Québec (SHQ), auquel s'ajoute une contribution de la Ville de Montréal (la part de la Ville étant remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal - CMM). Ce programme prévoit qu'une part des fonds doit provenir de prêts d'une institution financière (hypothèque) contractés par l'OBNL.

Une subvention exceptionnelle (au sens du règlement 02-102) devra être consentie pour viabiliser le projet, pour un montant maximal de 293 853 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0135 (26 mars 2020) : Approuver l'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et responsabilités en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, le tout sous réserve de l'approbation de l'entente tripartite 2020 par le gouvernement du Québec / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 46

097 208 $.
CG19 0148 (28 mars 2019) : Approuver l'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et responsabilités en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 72 830 000 $.

CG18 0244 (26 avril 2018) Approbation de l'entente tripartite entre la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (22,182 M$), en application de l'Entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal.

CE18 0690 (18 avril 2018) Ordonnance pour modifier la liste des cas admissibles à une subvention additionnelle ainsi que le pourcentage maximal prévu au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102), afin de permettre l'utilisation des sommes reçues de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation pour compléter le financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

DESCRIPTION

Le coût prévu de la construction de l'immeuble s'élève à 1 177 925 $ (incluant la démolition), et l'achat du terrain sera fait au coût de 800 000 $. À ces montants s'ajoutent les honoraires professionnels, le coût des études et dépenses connexes, et les taxes applicables. Le coût total de réalisation est de 2 703 194 $. Malgré les subventions de base et additionnelles prévues, et l'hypothèque qui sera contractée selon les normes d'AccèsLogis, il demeure un manque à gagne. Le manque s'explique essentiellement par la nécessité de procéder à la démolition de l'immeuble existant, car non récupérable, et par les coûts d'un chantier en insertion dans le bâti existant..
La subvention exceptionnelle, d'un maximum de 293 853 $, sera ajoutée au montage financier du projet et permettra de rendre viable le projet.

JUSTIFICATION

Le projet permet d'éliminer un immeuble en mauvais état et de le remplacer par une maison de chambres adaptée aux besoins de la clientèle vulnérable (notamment avec des espaces communautaires);

- Le projet contribuera à consolider la trame urbaine de l'îlot où il s'implante, tout en assurant la création de logements sociaux;
- Le projet répond aux engagements de l'Administration municipale en matière d'habitation sociale et répond à la priorité accordée à la lutte contre l'itinérance, ainsi qu'à la sauvegarde du parc de maisons de chambres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention exceptionnelle de 293 853 $ a été calculée en tenant compte des normes du programme AccèsLogis, notamment pour générer des loyers équivalent à 95 % du loyer médian établi pour Montréal. Ce montant pourrait être revu à la baisse à la fin de la construction, à la date dite d'ajustement des intérêts, advenant que le projet soit viable sans avoir recours au plein montant de la subvention exceptionnelle. La composition de

cette subvention exceptionnelle, proviendra de deux sources distinctes.
La subvention exceptionnelle sera assumée, en partie, par l'entente tripartite de 2020 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (CG20 135).

Afin de compléter le montage financier, un montant de 91 005 $, sera assumé par l'entente tripartite de 2019 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (CG19 0148).

Cette dépense proviendra du budget de fonctionnement du Service de l'habitation; elle sera entièrement imputée à l'agglomération puisqu'elle concerne le logement social qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera certifié Novoclimat, ce qui signifie une économie dans l'utilisation de l'énergie pour le bâtiment.
La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clé du développement durable, dont la consolidation du territoire urbanisé et de sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce projet ne réussit pas à compléter son montage financier, il n'obtiendra pas l'aide de la SHQ et le projet sera abandonné.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La phase qui sera franchie par le projet Vilavi - Montcalm, suite au conseil d'agglomération, est celle de l'engagement conditionnel (EC) qui permet la réservation la subvention pour l'organisme. Comme le chantier ne débutera pas avant octobre 2021, la crise actuelle n'a aucun impact sur le projet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication seront prévues lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le programme AccèsLogis. Ce protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation à la Ville et à la SHQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature du contrat avec l'entrepreneur : septembre 2021
Début des travaux : octobre 2021
Occupation des bâtiments : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marjolaine DESPARS
Conseiller en développement de l'habitation

Tél : 514.868.7342
Télécop. : 514.872.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-29

Stéphanie AUGY
c/d soutien projets logement social et abordable

Tél : 514.872.2187
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Chef de division
Tél : 514 872-3488
Approuvé le : 2020-07-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ALAIN
Chef de division
Tél : 514 872-3488
Approuvé le : 2020-07-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208833002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et inclusion de logement abordable
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 293 853 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi – Montcalm de l'organisme Vilavi Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1208833002_Habitation.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-31

Pascal-Bernard DUCHARME
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2020/08/27
17:00

(1)

Dossier # : 1207796011

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Accueil des touristes effectué dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet - COVID-19

Il est recommandé:
- d'accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal;

- d'approuver un projet de convention à cet effet.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-07-06 10:17

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796011**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Accueil des touristes effectué dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet - COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

L'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (OCTGM), connu sous le nom Tourisme Montréal, est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de fédérer l'effort de promotion et d'accueil pour le positionnement de la destination «Montréal» auprès des marchés de voyages d'affaires et d'agrément et de créer des occasions d'affaires pour ses membres et ses partenaires. Il lui incombe de générer des retombées économiques pour la région et d'orienter le développement du produit touristique montréalais en fonction de l'évolution des marchés. Ainsi, l'OCTGM met sur pied des activités, au Canada comme à l'international, afin d'attirer des congrès et des réunions d'affaires à Montréal. L'organisme offre également un soutien logistique aux organisateurs de congrès ainsi qu'aux journalistes de la presse étrangère spécialisée. Il conçoit et élabore des outils destinés à convaincre les voyageurs d'agrément de séjourner à Montréal.
En 2019, la Ville et l'OCTGM ont signé une entente de contribution triennale qui couvre les années 2019, 2020 et 2021. Cette entente prévoit un contribution financière de 930 000$ pour chacune des trois années. Il est à noter que la Ville appuie financièrement l'OCTGM depuis plusieurs années.

Ce sommaire vise à accorder une contribution financière à l'organisme qui lui permettra de réaliser une campagne de promotion, *Relancez l'été* , à l'été 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0467 - 24 octobre 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 2 790 000 $, sur une période de trois ans (2019, 2020 et 2021), à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing des industries du tourisme et des congrès à Montréal.
CG18 0688 - 20 décembre 2018 - Accorder un soutien financier de 930 000 $, pour l'année 2018, à l'OCTGM, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil

spécialisé, de publicité et de marketing des industries du tourisme et des congrès à Montréal.

CG18 0430 - 23 août 2018 - Approuver l'entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG17 0474 - 28 septembre 2017 - Accorder un soutien financier de 1 070 000 $, pour l'année 2017, à l'OCTGM, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal et à assurer la mise en oeuvre du Plan de développement en tourisme culturel.

CG16 0717 - 22 décembre 2016 - Accorder un soutien financier de 140 000 $ à l'OCTGM, afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC-Ville de Montréal 2016-2017.

CE16 1167 – 6 juillet 2016 – Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG15 0550 – 24 septembre 2015 – Accorder un soutien financier annuel de 140 000 $ à l'OCTGM, afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal MCC-Ville de Montréal 2015-2016.

CG15 0396 – 18 juin 2015 – Accorder un soutien financier de 2 000 000 $, pour les années 2015 et 2016, à l'OCTGM, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal, et de gérer la fonction d'accueil touristique et l'exploitation du Centre Infotouriste.

CG14 0365 – 21 août 2014 - Accorder un soutien financier de 240 000 $ à l'OCTGM pour une période de deux ans (2014-2015) afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal- MCC-Ville de Montréal 2012-2015.

CG 14-0204 – 1er mai 2014 – Accorder un soutien financier de 420 000 $ à l'OCTGM, afin de contribuer à la mise en œuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal-MCC-Ville de Montréal 2012-2015.

CG12 0471- 16 janvier 2013 - Approuver l'entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le projet de convention vise à permettre de soutenir financièrement le projet de la campagne de promotion *Relancez l'été* qui vise à inciter les Montréalais.es et les touristes intra-Québec à venir visiter Montréal afin qu'ils profitent pleinement de l'été dans les lieux qu'ils affectionnent, tout en respectant les mesures sanitaires recommandées. Cette campagne devrait contribuer à attirer des visiteurs et ainsi soutenir les entreprises qui misent sur une clientèle touristique. Dans le cadre de cette campagne, l'OCTGM prévoit une campagne qui se décline en plusieurs volets, notamment:

- Déployer une boîte à outils auprès des sociétés de développement commercial (SDC);
- Émettre un communiqué de presse pour le lancement de la campagne;
- Réaliser une conférence de presse avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS);
- Informer les membres et partenaires au moyen d'infolettres et de webinaires;
- Mener une campagne promotionnelle avec des outils promotionnels physiques tel que de l'affichage extérieur et un habillage de différents sites.

La campagne permettra de susciter un effet de relance et d'inviter les montréalais à redécouvrir les musées, les attraits touristiques, les restaurants, les commerces et les hôtels de Montréal.

La campagne de promotion sera réalisée, en tout ou en partie, avant l'approbation de la convention par les instances décisionnelles de la Ville de Montréal, alors qu'elle débutera en juillet et s'échelonnera jusqu'à la fin de l'été.

JUSTIFICATION

Le tourisme est un secteur économique important pour la métropole et industrie créatrice d'emplois. Il génère des retombées importantes dans la région. Le soutien financier de la Ville de Montréal est requis pour permettre une offensive publicitaire d'importance et visant à activer la relance touristique locale et le retour des activités estivales. Montréal est particulièrement fréquentée l'été par les touristes et les festivaliers qui sont cet été beaucoup moins présents, voire absents. Cette campagne de promotion permettra de soutenir les commerces et établissements montréalais dépendants du tourisme et de favoriser l'attractivité de l'agglomération de Montréal afin de créer un effet de lancement pour mobiliser la ville et d'aider le secteur touristique à traverser la crise.
Avec ce soutien financier, la Ville s'assure que les activités de promotion se poursuivent dans le but d'atteindre les objectifs du plan stratégique de l'OCTGM au bénéfice de l'agglomération de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la réalisation de la campagne publicitaire sont de 200 000 $. La somme est prévue au budget 2020 du Service du développement économique - bouquet de mesures COVID-19 (entente 150 M$).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter cette contribution financière ne permettrait pas à l'OCTGM de déployer une campagne publicitaire hors des plateformes numériques et réduirait de manière importante la portée de la campagne.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention à intervenir entre la Ville et l'OCTGM comprend un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'Organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre de l'entente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-02

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-07-06

Campagne Montréal

29 juin 2020

TOURISME / MONTRÉAL



Ordre du jour

Bref retour sur le territoire

Contexte et visuel moteur

Stunt de lancement

Volets considération et conversion

Plan média

Bref retour sur le territoire

On parle souvent de relance dans des termes drabes, froids et économiques. Mais dans le fond, ce que tout le monde attend, c'est la relance de la vie et de tous ses plaisirs.

Pour y arriver, on a besoin des Montréalais, donc on emploie une formulation qui leur demande de se donner pour leur ville, tout en les inspirant sur quoi faire pour aider à la relance de Montréal.

#MTLMOMENTS

Relancez l'été

Montréal repart. Soyez de la partie.

MONTRÉAL

Contexte et visuel moteur

Autres initiatives

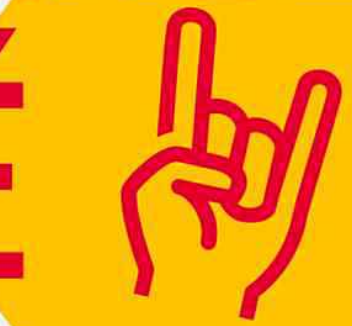








RELANCEZ L'ÉTÉ



Montréal repart. Soyez de la partie.

Affichage sauvage

RELANCEZ
VOS PAPILLES
Nos restos sont ouverts.
MONTRÉAL



Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.
Soyez de la partie.

RELANCEZ
L'ÉTÉ
Montréal repart. Soyez de la partie.



Oriflamme



Relancez l’été.
Montréal repart. Soyez de la partie.

Relancez votre curiosité.
Nos musées sont ouverts. Soyez de la partie.

Relancez vos papilles.
Nos restos sont ouverts. Soyez de la partie.

Relancez vos 5 à 7.
Nos bars sont ouverts. Soyez de la partie.

Relancez votre imagination.
Nos cinémas sont ouverts. Soyez de la partie.

Relancez vos piques-niques.
Nos parcs sont ouverts. Soyez de la partie.

Relancez vos oreilles.
Nos salles de spectacles sont ouvertes. Soyez de la partie.

Relancez votre style / Relancez votre garde-robe.
Nos boutiques sont ouvertes. Soyez de la partie.

Relancez votre cœur.
Nos spas sont ouverts. Soyez de la partie.

Relancez la romance.
Notre hôtel est ouvert. Soyez de la partie.

Relancez vos rires. (enfants)
Relancez vos coeurs d’enfants. (attraits famille)

Jump start your summer.
Montréal is back. Let’s play.

Jump start your appetite.
Our restaurants are open. Let’s play.

Jump start your curiosity.
Our museums are open. Let’s play.

Jump start your happy hour.
Our bars are open. Let’s play.

Jump start your imagination.
Our cinemas are open. Let’s play.

Jump start your picnics.
Our parks are open. Let’s play.

Jump start your ears.
Our venues are open. Let’s play.

Jump start your look.
Our shops are open. Let’s play.

Jump start your vacation.
Our pools are open. Let’s play.

Jump start your adrenaline. (kids)
Jump start your sense of wonder. (family attractions)

Stunt lancement

Créer un effet de lancement pour mobiliser la ville.

Le 9 juillet, donner le coup d’envoi à la relance et aux activités estivales.

La relance de Montréal aux quatres coins de la ville

Nous allons dévoiler le slogan de la relance en le peinturant sur le sol en plein cœur du Quartier des spectacles.

- La nuit précédant le webinaire, nous allons peindre en **format géant** le slogan sur l'esplanade du Quartier des spectacles.

- Au même moment, nous utiliserons des **plus petits stencils** pour marquer le message aux quatre coins de la ville.
  - Nous allons adapter notre slogan de manière à relier nos commerçants avec le même message.
  - Exemples :
    - Devant les musées : **Relancez votre curiosité**
    - Devant le Centre des Sciences, Tyrolienne MTL, Voiles en Voiles, etc. : **Relancez votre cœur d'enfant**
    - Devant les boutiques de vêtements : **Relancez votre garde-robe**
    - Devant les hôtels : **Relancez la romance**






MAC
UQÀM

La relance de Montréal aux quatres coins de la ville

Vidéo de dévoilement

- Nous allons filmer tout le processus de création en timelapse.
    - Vidéo de style épique : montage énergique des attraits touristiques de Montréal, de la peinture sur le sol aux quatre coins de ville, un point de vue en hauteur de notre œuvre du Quartier des spectacles au lever de soleil.

- Nous diffuserons cette vidéo au cours de la semaine du lancement.





Volets considération & conversion

Story sponsorisée - Ouverture générique



Story sponsorisée - Thématiques













Big box - Passeport





Boîte à outils

Couverture Facebook animé et filtre photo de profil



Publication Facebook - Partage

BKIND

Relancez votre routine beauté. BKIND est ouvert.
Soyez de la partie 😉



MTLorg

Lorem

Autocollants



Relance à la chaîne

Dans la même lignée que l'offensive #OnSeSerreLesCoudes, nous voulons encourager l'achat local et la découverte de nouveaux commerces en ville.

Nous allons donner aux commerçants des outils pour **faciliter la recommandation d'autres commerces** dans la ville, notamment avec des affiches en lieu de vente.

- Exemples
  - Lorsque vous magasinez à la boutique Modéco de l'avenue Mont-Royal, vous verrez le message suivant en magasin :
    - ***Si vous avez aimé notre boutique, vous adorerez la boutique Cockluch sur la rue Villeray.***
  - Lorsque vous prenez un verre au Siboire sur Saint-Laurent, vous verrez le message suivant à la sortie du bar :
    - ***Si vous avez aimé notre brasserie, vous adorerez la Brasserie Harricana sur la rue Jean-Talon O.***



Messages clés: manifesto du projet (33)

Relancez l’été.

Montréal repart. Soyez de la partie.

L’été est bien arrivé, juste à temps pour le déconfinement. Tout Montréal est prêt à repartir, toutes les mesures nécessaires ont été mises en place, les citoyens ont hâte de relancer la vie et tous les plaisirs de notre grand terrain de jeu.

Et pour qu’on puisse profiter encore longtemps de tout ce qu’on aime tant de Montréal, notre ville a besoin de nous. Citoyens, commerçants, hôteliers, restaurateurs, artisans, soyons tous de la partie. Relançons la culture, notre curiosité, nos 5 à 7, notre garde-robe, nos papilles, nos yeux, nos oreilles, notre créativité, nos soirées d’amoureux. Profitons de l’été à Montréal, tout en continuant de respecter les mesures sanitaires recommandées, pour soutenir tous les lieux qu’on aime tant.

On relance notre ville. Soyez de la partie.

Plan média

Objectifs de communication et messages clés

Attractivité (organique)

Message / Cri de ralliement
Relançons Montréal ensemble, now (Cri de ralliement *fun* et énergisant incitant à agir pour le terrain de jeu montréalais - i.e. les expérience que vous aimez vivre)

CTA
Vous avez un rôle à jouer

Indicateurs
visites qualifiées, couverture de presse adhésion membres (mesure?)

Considération (30 % - fluide)

Message
Profitez du terrain de jeu réinventé cet été et contribuez du même coup à la relance de Montréal

CTA
Découvrez comment en profiter [lien vers hub sur mtl.org OU vers mtl.org - accueil]

Indicateurs
visites qualifiées, coût par conversion en ventes (secondaire) - en attente confirmation Elisabeth

Conversion (70 % - fluide - prospection + reciblage)

Messages
Offre : passeport et staycation (ou sweet deal, ou autre) ou autre (offre d'attrait, par exemple)

CTA
Profitez-en ici [lien vers offre spécifique]

Indicateurs
visites qualifiées, coût par conversion en ventes - en attente confirmation Elisabeth

Évaluation de performance

État d'esprit

Attractivité

Je n'ai pas vraiment d'avis sur l'attractivité de Montréal cet été (latence) ou mon avis a été affecté par la pandémie

J'ai compris que Montréal est attractif cet été

(Owned & earned)

Considération

Je me demande quoi faire à Montréal cet été

L'écosystème Tourisme Montréal m'a aidé à identifier des activités à Montréal cet été

Campagne Hyperlocale

1. KPI: Visites qualifiées

Campagne Locale

1. KPI: Visites qualifiées

Conversion

Je compare les offres (activités, nuitées, etc.) à Montréal

L'écosystème Tourisme Montréal m'a permis de réserver un passeport et/ou un séjour hôtelier à Montréal

Campagne Hyperlocale

1. Passeport - KPI: click out (sur le bouton « achat ») // CPA (coût par transaction)
2. Package hôtelier - KPI: click out (vers site partenaire)

Campagne Locale

1. Passeport - KPI: Visites qualifiées
2. Package hôtelier - KPI: click out (vers site partenaire)

Merci

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est le 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2450, Montréal, Québec, H3B 1X9, agissant et représentée par Monsieur Yves Lalumière, président-directeur général, et par Madame Manuela Goya, vice-présidente développement de la destination et affaires publiques, dûment autorisés aux fins des présentes tels qu'ils le déclarent;

Numéro d'inscription T.P.S. : 122310428
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006114918

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre à développer et faire rayonner Montréal comme destination qui se distingue par les expériences uniques et authentiques qu'elle offre à ses visiteurs, afin de maximiser les retombées économiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique de la Ville de Montréal

ARTICLE 3

OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux cent mille dollars (200 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent soixante-mille dollars (160 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quarante mille dollars (40 000 $), dans les trente (30) jours suivant la réception de la reddition de compte à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

10.1 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2450, Montréal, Québec, H3B 1X9, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, de la Gauchetière Ouest, 28^{e} étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon

Le .....e jour de ..... 20__

L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.

Par : _____
Yves Lalumière

Par : _____
Manuela Goya

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution CG ……..).

ANNEXE 1

PROJET

Dans le contexte de la COVID-19, Tourisme Montréal souhaite réaliser la campagne de promotion *Relancer l'été* afin d'inciter les Montréalais.es. et les touristes intra-Québec à venir visiter le centre-ville de Montréal. Cette campagne devrait contribuer à attirer des visiteurs et ainsi soutenir les entreprises qui misent sur une clientèle touristique. Dans le cadre de cette campagne, Tourisme Montréal prévoit notamment :

- Déployer une boîte à outils auprès des sociétés de développement commercial (SDC);
- Émettre un communiqué de presse pour le lancement de la campagne;
- Réaliser une conférence de presse avec le Quartier des spectacles;
- Informer les membres et partenaires au moyen d'infolettres et de webinaires;
- Avoir recours aux outils promotionnels suivants:
    - habillage des sites La Presse; Radio-Canada; Bell Média; MétéoMédia;
    - affichage extérieur (publicités sauvages; stations Bixis; abribus numériques);
    - Campagne numérique conversion;
    - oriflammes;
    - stencils Relancez l'été;

Objectifs :

- Créer un effet de lancement pour mobiliser la Ville;
- Encourager l'achat local et la découverte de nouveaux commerces en ville;
- Favoriser l'attractivité de Montréal pour la saison estivale et favoriser les réservations auprès des hôtels et attraits touristiques montréalais.

Le projet sera en tout ou en partie réalisé avant l'approbation de la présente convention par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

REDDITION DE COMPTES

Un bilan faisant état des réalisations du Projet, précisant les actions réalisées dans le cadre de la campagne *Relancer l'été* et les résultats de ladite campagne devra être déposé– au plus tard le 31 décembre 2020;

La reddition de compte devra présenter des indicateurs, à confirmer auprès de l'organisme, par exemple :
- Visites qualifiées;
- Couverture de presse;
- Adhésion des membres;
- Nombre de conversions (passeports et packages hôteliers);
- Coût par conversion en ventes.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

- .
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796011

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal afin de réaliser une campagne de promotion visant à relancer l'activité économique de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet - COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796011 - COVID-19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-03

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1200191006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École de créativité La Factry (CG19 0301), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Réseau de la coopération du travail du Québec (CG20 0059), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Celcius Mtl (CG19 0222), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme 7 à nous (CG19 0406), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

Il est recommandé :
- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École de créativité la Factry (CG19 0301);

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Réseau de la coopération du travail du Québec (CG20 0059);

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Celcius Mtl (CG19 0222);

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069)

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme 7 à nous (CG19 0406)

- d'imputer la dépense totale de 1 365 000 $ conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2020-07-31 16:03

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200191006**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École de créativité La Factry (CG19 0301), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Réseau de la coopération du travail du Québec (CG20 0059), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Celcius Mtl (CG19 0222), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme 7 à nous (CG19 0406), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19, notamment l'imposition de mesures de distanciation, rendent impossible la réalisation des projets pilotés par des organismes partenaires selon les échéanciers prévus. Des ajustements à 5 ententes de contribution financière, avec autant de partenaires, sont ici soumis.
Organisation à but non lucratif, l'École de créativité la Factry, ci-après La Factry, a pour mission de promouvoir le développement des compétences en exploitant une école axée sur la créativité en offrant des programmes de formation, des séminaires et des ateliers. Le projet "Pause", financé à hauteur de 250 000 $ dans le cadre de l'appel à projets Accélérer les talents 2019, s'attarde à la problématique de l'adéquation des compétences des jeunes récemment diplômés dans le but de permettre leur intégration dans le marché de l'emploi. Pour renforcer les aptitudes professionnelles des jeunes, le projet vise l'impartition des compétences transversales ou *Soft Skills* , lesquels ne sont pas traditionnellement enseignés par les universités et institutions d'enseignement. Il propose notamment une formation de 8 semaines en compétences transversales, créativité et Design thinking pour 24 jeunes ainsi qu'un stage de 4 mois en entreprise.

L'organisme Réseau de la coopération du travail du Québec, aussi connu sous le nom Réseau COOP, est une coopérative qui offre à l'entrepreneuriat collectif des programmes d'accompagnement, des outils et des réseaux formant un écosystème pour aider les entrepreneurs de la communauté à développer leurs projets, leurs organisations et, ultimement, à accroître leur impact social. En février 2020, la Ville et Réseau COOP ont conclu une entente de soutien financier de 3 ans d'une valeur de 515 000 $. Ce soutien doit permettre de réaliser les actions qui lui permettront de rejoindre une plus grande audience,

d’augmenter la visibilité du modèle coopératif et d'accroître la participation d'entrepreneurs montréalais à ses activités. L’objectif est d’assurer la croissance du continuum de services créé par Réseau COOP qui va de la sensibilisation au soutien aux coopératives gérées par les travailleurs en opération à Montréal.

Créé en 2015, l’organisme à but non lucratif Celsius Mtl (ci-après "Solon") accompagne les citoyens et les autres acteurs d’une communauté dans l’identification, l'élaboration et la mise en œuvre de projets collectifs ayant pour objectif la création de milieux de vie renforçant le tissu social et ancrés dans la transition écologique. Il est particulièrement actif dans les arrondissements Rosemont – La Petite-Patrie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Une entente de contribution financière 2019-2022 supporte Solon à hauteur de 200 000 $ pour la structuration de son offre de services. Plus précisément, le projet financé propose :
- la formalisation de l'offre de Solon pour accompagner les citoyens dans la réalisation de leurs projets;
- la création de groupes de travail permanents;
- la création et la diffusion d'outils (logiciels, assurances, financement, etc.);
- la participation de Solon à la structuration de l'écosystème de soutien aux projets collectifs.

La Pépinière | Espaces collectifs est un organisme à but non lucratif qui vise à développer des espaces collectifs, en se fondant sur les besoins des communautés et en impliquant les acteurs locaux, et proposer aux résidents des lieux d’innovation et d’initiative. Au début de l'année 2020, l’organisme et la Ville ont conclu une entente de financement pour une somme de 200 000 $, sur la période de 2020 à 2023, pour la mise en place d’un guichet d'accueil d'initiatives, fixe et volant, pour renforcer l’accompagnement proposé aux promoteurs d’espaces collectifs porteurs d’innovation sociales.

Créé en 2010, l’organisme à but non lucratif 7 À NOUS a pour mission d’assurer le développement du Bâtiment 7, situé au 1900 rue Le Ber, et d’y réaliser un pôle de services de proximité regroupant des activités communautaires, culturelles et commerciales en réponse aux besoins du quartier Pointe-Saint-Charles. La première portion réhabilitée du site, inaugurée en mai 2018, abrite aujourd’hui une quinzaine de groupes, soit 8 organisations d’économie sociale et 7 collectifs informels utilisateurs des équipements du 7 À NOUS : atelier vélo, mécanique, bois, sérigraphie, céramique, impression numérique, chambre noire. Ces groupes forment le Pôle des pratiques pour lequel la Ville a accordé, en septembre 2019, une contribution de 200 000 $ afin de consolider et de développer ses activités durant la période 2019-2022.

Les organismes École de créativité la Factry, Réseau Coop, Solon, La Pépinière | Espaces collectifs et 7 à nous ont proposé de modifier ou de reporter leurs activités pour répondre aux exigences de la situation de distanciation sociale. En conséquence, le présent dossier concerne l'approbation d'addenda aux ententes de contribution liant la Ville à ces 5 organismes afin de ne pas pénaliser ces partenaires et leurs clientèles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Génériques
CE18 0916 - 23 mai 2018 - Approuver le Plan d'action en Innovation sociale 2018-2022

CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022

CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

Pour l'École de créativité La Factry

CG19 0301 - 20 juin 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $ à l'École de créativité La Factry pour mettre en place un programme de formation en créativité et design thinking, à la suite du Dépôt de projets 2019, Accélérer les talents

CG19 0058 - 28 février 2019 - Accorder un contrat de services professionnels à l'École de créativité la Factry pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du Service du développement économique, pour une somme maximale de 201 206,24 $

CG17 0097 - 30 mars 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à l'École de créativité La Factry pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec

Pour Réseau COOP

CG20 0059 - 27 février 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent de 515 000 $ à Réseau de la coopération du travail du Québec, Coopérative de solidarité, pour une durée de trois ans, soit pour les années 2020 à 2022 afin d'assurer son fonctionnement et la mise en valeur de trois volets de son plan d'action

Pour Solon

CM20 0070 - 27 janvier 2020 - Accorder une contribution financière maximale de 500 000 $ à l'organisme Solon, pour initier le projet de mobilité de quartier qui s'inscrit dans le cadre du défi des villes intelligentes du Canada

CG19 0222 - 16 mai 2019 - Autoriser le versement d'une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ à l'organisme Celsius Mtl de 2019 à 2022, pour la formalisation de son offre de services en vue de sa mise à l'échelle

CA18 26 0244 - 4 septembre 2018 - contribution financière de 2 000 $ pour la tenue d’un événement festif à l’espace Bonheur Masson

CA18 26 0152 - 4 juin 2018 - Soutenir la réalisation du projet « Espace Bonheur Masson », à travers l'occupation temporaire du domaine public et une contribution financière de 10 000 $

CA18 26 0151 - 4 juin 2018 - Soutenir la réalisation du projet « Oasis Bellechasse », à travers l'occupation temporaire du domaine public et une contribution financière de 10 000 $

Pour La Pépinière | Espaces collectifs

CG20 0069 - 27 février 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à La Pépinière | Espaces Collectifs pour le développement de son guichet d'initiatives, pour la période 2020-2023

Pour Collectif 7 à nous

CG19 0406 - 19 septembre 2019 - Autoriser un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à 7 À NOUS pour la consolidation du pôle des pratiques de Bâtiment 7 et le développement des ateliers collaboratifs pour la période 2019-2022

CM17 0995 - 21 août 2017 contribution financière non récurrente de 215 000 $ pour le projet immobilier Bâtiment 7, complément à la subvention PRAM

DA175238038 - 6 juillet 2017 - Subvention PR@M-Économie sociale de 642 000 $ pour des travaux réalisés sur un bâtiment affecté à des activités d'économie sociale

CM17 0731 - 13 juin 2017 - Soutien financier de 500 000 $ à l'Organisme 7 à nous, pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes

CA17 22 0193 – 6 juin 2017 Octroi d'un soutien financier non récurrent à l'OSBL 7 À NOUS au montant de 14 752,60 $ pour la compensation de frais de permis de transformation émis pour le Bâtiment 7.

CA17 22 0061 - 14 mars 2017 - Soutien financier non récurrent à l'OSBL 7 À NOUS au montant de 8 793 $ pour la compensation des frais de permis de transformation

DESCRIPTION

Pour l'École de créativité La Factry
Afin d’assurer la faisabilité du projet, la Factry doit assurer le déroulement des formations en ligne. Une révision de l’échéancier initialement proposé est également requise :

1. Dates des activités et des versements : les stages de la cohorte 1, prévus initialement au printemps 2020, seraient reportés à l’automne 2020; en conséquence, la date du deuxième versement (100 000 $) serait décalée du 31 juillet au 30 septembre 2020;
2. Durée de la convention : elle est déplacée du 31 août 2021 au 30 novembre 2021;
3. Format : le mode d'impartition des formations et des activités d'intégration serait en ligne; les activités en mode présentiel reprendraient seulement si les mesures de distanciation le permettent.

Pour Réseau COOP

Les modifications proposées concernent :

1. Des modifications aux périodes visées par les versements pour s'adapter au déplacement dans le temps du projet engendré par la situation de pandémie;
2. La date de fin de projet qui est déplacé du 30 octobre 2022 au 30 juin 2023;
3. L’adaptation de certaines activités à être offertes sous forme de webinaires (mode virtuel), l’anticipation, le cas échéant, d’un report d’un événement à l’an 3 au lieu de l’an 2 et la révision des dates de reddition de compte en fonction du déplacement dans le temps du projet.

Pour Solon

Les modifications proposées concernent :

1. Le report de la date de fin de projet et de certaines activités : la crise de la COVID-19 a entraîné une incertitude sur les délais nécessaires pour réaliser le projet. Il y a un décalage au niveau de la mobilisation des citoyens et des réflexions de ceux-ci pour

construire des projets. Il est donc proposé de décaler la date de fin de projet du 31 mars 2022 au 30 septembre 2022 ainsi que la reddition de compte de cette même année.
2. Le format des activités : les événements et les outils d'accueil se dérouleraient en présentiel ou en virtuel si la situation l'exige.

Ces ajustements n'ont aucune conséquence sur les versements de la contribution.

Pour La Pépinière | Espaces collectifs

Les modifications proposées permettraient d'adapter le projet afin de le rendre réalisable dans le contexte :

- en 2020, tests sur différents modèles d'accompagnement à distance des projets et réalisation de 2 appels de candidatures;
- en 2021 3ème et 4ème appel de candidatures et ouverture du café Pépinière et du Guichet d'initiatives si le contexte le permet;
- en 2022, 5ème et 6ème appels de candidatures.

Il n'y a aucun changement aux versements et aux échéances prévues dans l'entente.

Pour Collectif 7 à nous

1. La date de fin de projet est déplacée du 31 mars 2022 au 30 septembre 2022.
2. Les activités du projet initial qui demandaient des activités de groupes sont remplacées par :

- en 2020 : le développement de la programmation d'ateliers collaboratifs, du programme d’apprentissage et de transmission des savoirs et la mise en place des volets accueil, instauration d'un volet programmation et diffusion;

- en 2021 : tenue des tests de la programmation des ateliers collaboratifs, de la poursuite de la programmation et des apprentissages et du développement d’un programme international d’innovations sociales.

Il n'y a aucun changement aux versements prévus dans l'entente.

JUSTIFICATION

Pour l'École de créativité la Factry
Les répercussions de la COVID-19 sur les pertes d’emploi ont été proportionnellement plus importantes chez les personnes âgées de 15 à 24 ans. Dans ce contexte, le projet Pause acquiert une importance particulière car il vise à accroître la mobilité et à renforcer les compétences intersectorielles, particulièrement en demande par l’industrie.

Pour Réseau COOP

Il est justifié d’adapter les activités de l’Organisme afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle d’organisme d’accompagnement de l’entrepreneuriat collectif montréalais.

Pour Solon

Le projet repose sur la mobilisation et l'accompagnement des citoyens pour construire des projets d’économie sociale en faveur de la transition. La prolongation du projet permettra l'atteinte des objectifs en terme de mobilisation et d’accompagnement. Il permettra aussi

l'émergence de solutions pensées dans le contexte de pandémie (exemple: initiative cyclistes solidaires).

Pour Pépinière

Initialement, le projet visait visait l'établissement d'un lieu d'accueil, un guichet, dans un café pour l'accompagnement des projets entrepreneuriaux. La pandémie et les nécessaires mesures de distanciation ont exigé que l'organisme revoit son projet et sa façon d'accompagner les promoteurs. Les ajustements à l'entente (au descriptif du projet) donnera à l'organisme la flexibilité nécessaire pour tester les mesures susceptibles d'accompagner les promoteurs afin de permettre, dans le contexte, la réalisation du projet et l'atteinte des objectifs.

Pour Collectif 7 à nous

Le décalage dans le temps du Projet et son ajustement aux mesures de distanciation sociale en vigueur permettraient d'atteindre ses objectifs initiaux, soit la consolidation et le développement des activités du Pôle des pratiques du Bâtiment 7.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier ne demande aucun crédit additionnel. Seuls les versements faits à Réseau Coop et leurs échéanciers sont affectés. Le tableau ci-joint montre, par année et par organisme, les versements prévus par les conventions initiales et modifiées par les addenda.

ORGANISME		**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**TOTAL**
École de créativité la Factry	Convention initiale	100 000 $	100 000 $	50 000 $			250 000 $
	Convention modifiée	100 000 $	100 000 $	50 000 $			250 000 $
Réseau Coop	Convention initiale		181 823 $	204 710 $	128 467 $		515 000 $
	Convention modifiée		121 216 $	162 962 $	196 588 $	34 234 $	515 000 $
Solon (Celcius Mtl)	Convention initiale	60 000 $	70 000 $	50 000 $	20 000 $		200 000 $
	Convention modifiée	60 000 $	70 000 $	50 000 $	20 000 $		200 000 $
La Pépinière | Espaces collectifs	Convention initiale		60 000 $	70 000 $	50 000 $	20 000 $	200 000 $
	Convention modifiée		60 000 $	70 000 $	50 000 $	20 000 $	200 000 $
Collectif 7 à nous	Convention initiale	60 000 $	70 000 $	50 000 $	20 000 $		200 000 $
	Convention modifiée	60 000 $	70 000 $	50 000 $	20 000 $		200 000 $
Total							1 365 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le dossier n'est pas approuvé, les 5 projets ne pourront répondent aux exigences, en temps et en contenu, des ententes en vigueur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 a un impact certain sur les activités et les échéanciers des projets en cours. Les addenda permettront d'adapter les livrables et leur échéancier à la situation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Poursuite des activités des 3 partenaires en fonction, le cas échéant, des nouveaux livrables et des échéanciers prévus dans les addenda respectifs à leur convention initiale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-8609
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-31

ADDENDA 1

À LA CONVENTION DE CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec H3C 1B3, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 5 décembre 2018;

Numéro d'inscription TPS : 788955524
Numéro d'inscription TVQ : 1223187125

Ci-après appelé le « **Contractant** »

La Ville et le Contractant sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a accordé une contribution financière pour le développement du projet *Immersion créative* pour une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars 250 000 $ incluant toutes les taxes applicables, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0301 en date du 20 juin 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et le Contractant se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation des travaux du Contractant peuvent nécessiter certains ajustements ou adaptations en raison de la pandémie COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la Ville;

ATTENDU QUE le Contractant propose un ajustement à l'échéance du projet initial pour répondre aux exigences que posent la pandémie et aux besoins identifiés par la Ville;

ATTENDU QUE les Parties désirent conclure le présent Addenda afin d'apporter les modifications requises à la Convention initiale;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2, de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

3. L'article 5.2. de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 Pour l'année 2019

- un versement au montant de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.2 Pour l'année 2020

- un versement au montant de cent mille dollars (100 000 $) au plus tard au plus tard 30 jours suite à la réception de la reddition de compte de mi-étape.

5.2.3 Pour l'année 2021

- un versement au montant de cinquante mille dollars (50 000 $) au plus tard 30 jours suite à la réception de la reddition de compte finale.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables.

4. L'article 9. de la Convention initiale est remplacé par suivant :

ARTICLE 9

DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard 30 novembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

5. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 jointe au présent Addenda 1;

6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA 1 A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, Greffier

Montréal, le e jour de 2020

ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

Par : _____
Marie Amiot, présidente-directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1

PROJET ET PLAN DE RÉALISATION

FACTRY École des sciences de la créativité

Accélérer les talents – Projet Immersion créative

1) Problématique du projet

La problématique centrale du présent projet est l'ADÉQUATION DES COMPÉTENCES DE LA RELÈVE face à un milieu du travail en transformation. Nous avons choisi ici de nous attarder aux compétences transversales nécessaires à plusieurs secteurs d'activité, par opposition à des compétences plus techniques et spécifiques à un seul secteur. Ce sont ces compétences transversales qui permettront une meilleure mobilité à l'emploi. Selon de Forum économique mondial, 65% des jeunes occuperont des emplois qui n'existent pas aujourd'hui. La récente étude pan canadienne Humains Recherchés décrit en détail les facteurs de réussite pour les jeunes canadiens à l'ère des grandes perturbations et fait la liste des compétences incontournables. Selon cette étude : "Au Canada le système d'éducation, les programmes de formation et les initiatives sur le marché du travail ne sont pas conçus pour aider les jeunes à réussir dans cette nouvelle économie fondée sur les aptitudes". Le contexte Covid amplifie une réalité qui était déjà présente : le besoin de mélanger les disciplines afin de trouver, ensemble, des solutions nouvelles à des enjeux collectifs : nous l'appelons la transdisciplinarité. Le besoin criant de revoir et réinventer des volets fondamentaux de notre économie et notre organisation du travail. Le travail collaboratif et l'essor des économies de partage sont clés plus que jamais. Sans oublier l'omniprésence du monde data et les enjeux qui en découlent.

2) Proposition de la Factry pour faire face à ces enjeux

Le programme de formation Pause, issu du projet Immersion créative, enseigne les compétences clés qui permettent aux jeunes d'entrer dans un monde du travail en pleine transformation et d'y participer activement à titre d'agents de changement. Dans la situation COVID-19, les compétences enseignées à la Factry deviennent des atouts pour une mobilité à l'emploi et pour accroître la capacité d'adaptation. La crise actuelle augmente plus que jamais la pertinence du programme. Elle aide également les jeunes à trouver des repères face à cette situation et à être mieux outillés. Pause comprend 2 grands volets : un volet formation et un volet stage. En ce qui concerne le volet formation, il est devenu encore plus pertinent pour donner des repères à ces jeunes. Les besoins suivants sont exacerbés : développer sa créativité, trouver sa voie, être outillés pour faire partie de la solution, co-créer, trouver des solutions nouvelles à des enjeux, développer son sens critique et capacité de résolution de problèmes complexes. Pour ce qui est du volet stage, on est passé d'une économie en manque de talents à une économie de chômage élevé. C'est à ce niveau que la situation actuelle change la donne pour nos bénéficiaires.

3) Objectifs généraux de la proposition

Pause est un programme qui vise à sélectionner des jeunes à la veille de leur parcours professionnel et outiller ces leaders du futur avec des compétences clés du 21ième siècle. Cette initiative se distingue par son approche moderne sur la formation en mélangeant ateliers de formation, stages et projets intégrateurs à impact collectif. Au total deux cohortes de 20 jeunes issus de disciplines variées suivront un programme de 8 mois découpé en 3 volets, pour un total de 40

jeunes :

- Volet 1 : 10 semaines de formation pour développer la posture créative, à l'intérieur duquel s'insère un projet intégrateur de groupe permettant de travailler. Un volet de mentorat sera inclus dans ces 10 semaines.
- Volet 2 : projet commun d'intégration réalisé en partenariat avec le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM).
- Volet 3 : 4 mois de stage rémunéré en entreprise.

Les objectifs visés par la proposition sont :

1. Développer un programme de formation moderne, adapté à la réalité des jeunes. Les cursus offerts seront inspirés des formations en leadership créatif, culture data et impact social enseignés à la Factry. Les compétences clés visées sont : créativité, pensée critique, travail d'équipe, résolution de problèmes, empathie et intelligence émotionnelle, communication (narration numérique), résolution de conflits.
2. Planifier les besoins en talents de façon concertée
3. Créer une collaboration accrue entre les acteurs du monde de la formation et des industries créatives
4. Préparer des cohortes complètes de jeunes prêts à relever des défis créatifs et innovants dans tous les secteurs d'activité
5. Surtout, aider et mieux outiller des cohortes de jeunes face à ce monde en mutation.

4) Reddition de comptes

Pour l'année 2020

- Une reddition de compte de mi-étape, conforme à l'article 2.6, faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée – au plus tard le 30 septembre 2020;

Pour l'année 2021

- Une reddition de compte finale avec analyse et constats, conforme à l'article 2.6, faisant état des retombées des réalisations des deux années visées par la Convention – au plus tard le 30 septembre 2021.

5) Budget

Revenus	**2019-2021**	**Précisions**
Montant demandé à la Ville de Montréal	$ 250 000,00	
Autres revenus confirmés	$ 627 318,00	Contribution stages par entreprises 184 800 $
		Services Québec (programme JEME) 260 800 $
		Fondation RBC 100 000 $
		Participation en nature entreprises 40 000 $
		Participation en nature partenaires 40 000 $
		Fondation Factry 1 718,40 $
Total Revenus	**$ 877 318,00**	
Dépenses	**$ 627 318,00**	**Détail des dépenses**
Salaires	$ 116 840,00	
Honoraires	$ 88 000,00	
Suivi des stages en entreprise	$ 40 000,00	

Participation conception programme partenaires	$ 40 000,00	
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	$ 44 000,00	
Promotion, marketing et communications	$ 20 000,00	
Dépenses de gestion autres que les salaires et honoraires	$ 72 038,00	Frais de gestion - 8% du coût du projet
Autres frais	$ 456 440,00	Salaires stages
Total	**$ 877 318,00**	

6) Plan de réalisation du projet – révisé COVID-19

Cohorte #1 2019-2020

Volet 1. formation et 2. projet intégrateur complétés. Cible de participation atteinte : 24 jeunes.

Volet 3. stages en entreprise: 20 personnes à placer en stage suite à la reprise des activités post-confinement. Délai de réalisation : septembre 2020 à janvier 2021.

Cohorte #2 2020-2021

Volets 1 à 3:

La Factry a la capacité d'offrir des formations en présentiel. Son local de 12 000 pieds carrés permet de regrouper facilement 20 personnes tout en respectant les règles de distanciation sociale.

Ainsi, la Factry prévoit de démarrer, dès l'approbation de la convention, le recrutement de Pause #2, pour une cohorte démarrant le 28 septembre 2020. Un mode de fonctionnement mixte, présentiel - distance est prévu, dans les cas où le projet ne puisse pas se faire de manière 100% présentielle, le tout dans le respect des consignes de distanciation en vigueur.

Par ailleurs, il important de mentionner que la Factry offre présentement le programme Meet the Future à des jeunes de partout au Québec, grâce à une contribution financière du ministère de l'éducation. Ce programme pour les jeunes, distinct du programme Pause, permet de tester différentes formules de formations en ligne pour la cible des jeunes. La Factry compte capitaliser sur les apprentissages acquis sur la réalisation de contenus distants pour déployer le programme Pause en format hybride ou si nécessaire, en format à distance.

Le plan de réalisation de projet, les indicateurs et le calendrier de réalisation sont détaillés dans les tableaux qui suivent :

Tableau de réalisation du projet détaillé 2019-2020

Plan de réalisation du projet - révisé COVID-19 2019-2020

Présentez brièvement l'ensemble des activités du projet, leur état d'avancement, les résultats escomptés, les indicateurs de résultats à utiliser pour procéder à l'évaluation de l'action ainsi que l'échéancier de réalisation prévu.

*Activité**	État d'avancement	Description de l'activité	*Résultats escomptés et cibles**	*Indicateurs de résultats**	Échéancier de réalisation
Scénario global des formations	complété	Développement des contenus de formation de tous les ateliers et matériel pédagogique	Déroulé complet des journées de formation	Déroulés et outils pédagogiques de tous les ateliers complétés	novembre 2019
Recrutement des participants (campagne et sélection	complété	Développer la stratégie de recrutement, Mise en oeuvre de la campagne de recrutement.	Campagne claire et attirante. 24 jeunes sélectionnés	plan média définis. 24 participants sélectionnés par cohorte	lancement campagne septembre 2019
Développement des contenus	complété	Développement des contenus de formation de tous les ateliers et matériel pédagogique	Déroulé complet des journées de formation	Déroulés et outils pédagogiques de tous les ateliers complétés	dès juillet 2019 et ce jusque novembre 2019
Sollicitation des entreprises (stages)	en cours	Démarche de sollicitation et campagne pour trouver des stages potentiels pour les participants	Identifier un stage pour chaque participant, qui convient à son profil	1 stage identifié pour chaque participant	février à octobre 2021
Événement de lancement	complété	Lancer officiellement le programme au début de chaque cohorte	Présence de toutes les parties prenantes et des participants	Événement complété	15 janvier 2020
Formation et coaching	complété	Tenue des formations et séances de coaching	Période de formation complétée. Plan individuel de stage complété	Formation complétée	début janvier 2020 jusqu'en avril 2020
Identification et réalisation du projet intégrateur	complété	Générer et sélectionner des projets, réalisation, Identifier des solutions créatives à un enjeu qui concerne Mtl	Un ou plusieurs projets identifiés. Prototype de solution réalisé.	Projet intégrateur défini avec le LIUM	février à avril 2020

***Activités** : Regroupement de tâches et d'actions à mettre en place afin de réaliser le projet. Les activités peuvent être réalisées de manière séquentielle ou parallèle.*

***Résultats escomptés** : Degré d'accomplissement visé par une organisation ou une intervention au cours d'une période donnée et par rapport à une mesure de situation de départ. Elle est la valeur visée par l'indicateur. Ces cibles sont précises et normalement quantifiables.*

***Indicateurs de résultat** : toute mesure significative, relative ou non, utilisée pour apprécier les résultats obtenus, l'utilisation des ressources, l'état d'avancement des travaux ou le contexte externe.*

Tableau de réalisation du projet détaillé 2020-2021

Plan de réalisation du projet - révisé COVID-19 2020-2021

Présentez brièvement l'ensemble des activités du projet, leur état d'avancement, les résultats escomptés, les indicateurs de résultats à utiliser pour procéder à l'évaluation de l'action ainsi que l'échéancier de réalisation prévu.

*Activité**	État d'avancement	Description de l'activité	*Résultats escomptés et cibles**	*Indicateurs de résultats**	Échéancier de réalisation
Stages - cohorte 1	en cours	24 stages rémunérés dans des industries créatives	24 stages signés	24 ententes	automne 2020
Campagne de recrutement - sélection des participants - cohorte 2	campagne écrite. En attente de lancement	Développer la stratégie de recrutement, Mise en oeuvre de la campagne de recrutement.	Campagne claire et attirante. 20 jeunes sélectionnés	plan média définis. 20 participants sélectionnés par cohorte	lancement campagne août 2020
Adaptation et développemt des contenus	contenus développés pour la cohorte 1. Adaptation à faire	Développement des contenus de formation de tous les ateliers et matériel pédagogique	Déroulé complet des journées de formation	Déroulés et outils pédagogiques de tous les ateliers complétés	dès août 2020 et ce jusqu'au 28 septembre 2020
Sollicitation des entreprises (stages)	non commencé.	Démarche de sollicitation et campagne pour trouver des stages potentiels pour les participants	Identifier un stage pour chaque participant, qui convient à son profil	1 stage identifié pour chaque participant	dès septembre 2020
Événement de lancement	non commencé	Lancer officiellement le programme au début de chaque cohorte	Présence de toutes les parties prenantes et des participants	Événement complété	mi-octobre 2020
Formation et coaching	non commencé	Tenue des formations et séances de coaching	Période de formation complétée. Plan individuel de stage complété	Formation complétée	du 28 septembre 2020 au 3 décembre 2020
Identification et réalisation du projet intégrateur	non commencé	Générer et sélectionner des projets, réalisation, Identifier des solutions créatives à un enjeu qui concerne Mtl	Un ou plusieurs projets identifiés. Prototype de solution réalisé.	Projet sélectionné par le comité. Solution novatrice présentée.	du 28 septembre 2020 au 3 décembre 2020
Pairage - confirmation et début des stages - cohorte 2	non commencé	Identification des bons stages. Accueil des stagiaires, suivi et évaluation des stages	Chaque participant trouve un stage qui correspond à son profil. 20 stages par cohorte	1 stage par participant - stage complété	janvier à juin 2021

***Activités** : Regroupement de tâches et d'actions à mettre en place afin de réaliser le projet. Les activités peuvent être réalisées de manière séquentielle ou parallèle.*
***Résultats escomptés** : Degré d'accomplissement visé par une organisation ou une intervention au cours d'une période donnée et par rapport à une mesure de situation de départ. Elle est la valeur visée par l'indicateur. Ces cibles sont précises et normalement quantifiables.*
***Indicateurs de résultat** : toute mesure significative, relative ou non, utilisée pour apprécier les résultats obtenus, l'utilisation des ressources, l'état d'avancement des travaux ou le contexte externe.*

ADDENDA 1
Modifiant la convention de contribution financière - CG20 0059

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RÉSEAU DE LA COOPÉRATION DU TRAVAIL DU QUÉBEC, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ**, personne morale, constituée sous l'autorité de la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, c. C-67.2), dont l'adresse principale est le 1431 rue Fullum, bureau 206, Montréal, Québec H2K 0B5 agissant et représentée par Isabel Faubert Mailloux, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 843858192
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1212884029

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide de 515 000 $ à l'Organisme, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG20 0059 en date du 27 février 2020 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme, en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de modifier la Convention initiale en fonction des ajustements ou adaptations requis;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2, de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de

réalisation du Projet; ».

3. L'article 5.2 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« 5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2020

5.2.1.1 une somme maximale de soixante mille six cent huit dollars (60 608,00 $) dans les trente jours de la signature de la convention;

5.2.1.2 une somme maximale de soixante mille six cent huit dollars (60 608,00 $) à la remise de la reddition de compte de mi-année de l'année 2020-2021 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2021

5.2.2.1 une somme maximale de soixante mille six cent sept dollars (60 607,00 $) à la remise de la reddition de compte de l'année 2020-2021 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de cent deux mille trois cent cinquante-cinq dollars (102 355 $) à la remise de la reddition de compte de mi-année de l'année 2021-2022 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2022

5.2.3.1 une somme maximale de cent deux mille trois cent cinquante-cinq dollars (102 355 $) à la remise de la reddition de compte de l'année 2021-2022 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de quatre vingt quatorze mille deux cent trente-trois dollars (94 233 $) à la remise de la reddition de compte de mi-année de l'année 2022-2023 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2023

5.2.4.1 une somme maximale de trente quatre mille deux cent trente-quatre dollars (34 234 $) à la remise de la reddition de compte de l'année 2022-2023 et de la reddition de compte triennale 2020-2023 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant. ».

4. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

ARTICLE 9
DURÉE

« La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties. ».

5. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 jointe au présent Addenda.

6. Le présent addenda prend effet à la dernière date de signature par l'une des Parties.

7. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA 1 A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Montréal, le e jour de 2020

RÉSEAU DE LA COOPÉRATION DU TRAVAIL DU QUÉBEC, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ

Par : _____
Isabel Faubert Mailloux, directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG).

ANNEXE 1
PROJET

Depuis sa création en 2007, Réseau Coop intervient sur le développement de compétences managériales des porteurs de projets coopératifs. Il offre une variété de services en fonction de trois axes principaux: 1) initiation à la coopération, 2) soutien aux coopératives et 3) services complémentaires aux membres. Depuis 2 ans déjà, il a ouvert ses parcours de formation aux organismes à but non lucratif du secteur de l'économie sociale. Il contribue aussi à animer l'écosystème entrepreneurial montréalais par la réalisation, chaque année, de plusieurs événements de promotion comme, par exemple, la remise des bourses Parcours Coop aux projets d'affaires se distinguant par leur grande qualité.

Dans le cadre du Plan d'action Tisser Montréal, et plus précisément l'axe 1 Créer les conditions d'émergence des innovations sociales, l'organisme entend desservir encore plus d'entrepreneurs collectifs à Montréal. Le projet vise à rejoindre une plus grande audience et augmenter la participation aux activités suivantes :

Volet 1 DÉCOUVREZ

A) La Boussole Entrepreneuriale

Cette activité cible les futurs entrepreneurs. La Boussole Entrepreneuriale a pour objectif de valider le profil du nouvel entrepreneur et mieux connaître les différentes formes juridiques de l'entreprise à travers le parcours interactif offert. La Boussole est un questionnaire interactif qui permet au participant de découvrir ses motivations et valeurs afin de l'orienter vers les modèles d'affaires les plus appropriés à sa vision d'entrepreneur.

Le soutien de la Ville permettrait de mettre à jour l'outil en vue de doubler le nombre de profils complétés, soit augmenter à 7 000 profils par an, de rejoindre davantage la communauté anglophone de Montréal, de diversifier le financement de La Boussole par des commanditaires (5 000 $ par an) et de créer 20 nouveaux partenariats pour la diffusion (60 plateformes réfèrent actuellement leur clientèle à La Boussole).

B) Formation sur le modèle de la coopérative de travailleurs

Ces modules de formation seront adaptés et offerts en mode virtuel pour répondre aux objectifs de santé publique.

Cette formation de 2h30 introduit les participants aux notions de la coopération (mode de propriété, prise de décision, structure organisationnelle, répartition des profits, capitalisation). Elle permet aux futurs entrepreneurs d'approfondir leur compréhension de la coopération et de bien évaluer la pertinence du modèle d'affaires pour leur projet d'entreprise.

L'activité permettra d'augmenter le nombre de participants de 50 à 70 par an; d'offrir la formation 2 fois par année en anglais à une clientèle très en demande; de mettre en place un format webinaire afin de rejoindre 20 personnes de plus par formation; et enfin d'offrir une formation de perfectionnement aux conseillers sur une base annuelle.

C) Sensibiliser et se perfectionner au modèle coopératif

Cet événement est prévu pour l'automne 2021. En cas de besoin, il sera reporté à l'an 3, soit en 2022.

Cette activité vise à sensibiliser les entrepreneurs et les conseillers en entrepreneuriat du secteur privé tout comme du secteur collectif au modèle coopératif, d'harmoniser le niveau de connaissance des conseillers et de soutenir leur perfectionnement.

L'activité permettra de tenir un événement qui réunirait 150 à 200 participants, de former 50 conseillers en entrepreneuriat privé et collectif, de formaliser des ententes de formation avec au moins 10 organisations en entrepreneuriat afin d'avoir un impact à plus long terme et sensibiliser 100 futurs entrepreneurs.

Volet 2 DÉMARREZ – Parcours COOP

Ces modules de formation seront adaptés et offerts en mode virtuel pour répondre aux objectifs de santé publique.

Ce volet, plus classique dans son offre d'activités axées sur la planification du démarrage de sa coopérative et la rédaction du plan d'affaires, forme présentement 35 entrepreneurs par année. Deux cohortes par année ont offertes.

L'activité permettra d'augmenter le nombre d'entrepreneurs formés par année à 70 et rejoindre plus efficacement les communautés anglophone et immigrante de Montréal avec une cible de 25% des participants issus de ces communautés. L'objectif du volet 2 est d'augmenter le nombre de participants par cohorte de 6 à 8.

Volet 3 DÉVELOPPEZ – Parcours +

Ces modules de formation seront adaptés et offerts en mode virtuel.

Ce volet s'adresse à la fois aux coopératives et aux organismes à but non lucratif. Il offre un accompagnement spécialisé en management des affaires. Il s'adresse à des entreprises existantes ayant des défis de croissance nécessitant des expertises peu ou pas offertes par les organismes d'accompagnement de première ligne. Il vise à augmenter les capacités des organisations collectives par du perfectionnement basé sur les méthodes de codéveloppement des connaissances.

Réseau Coop offrira ce service 1 fois par an à un minimum de 30 organisations, bonifiera le programme de formation par l'ajout de nouvelles thématiques managériales et développera des partenariats pour donner accès à des services-conseils à moindre coût.

REDDITION DE COMPTE

Documents et délais de transmission

Pour l'année 2020-2021

- Un bilan de mi-année faisant état de réalisations du Projet pour la période écoulée (du 10 mars 2020 au 30 septembre 2020) et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 31 octobre 2020 ;
- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée, un bilan de visibilité accordée au Projet et une reddition de compte (art. 4.5) – au plus tard le 10 avril 2021 ;

Pour l'année 2021-2022

- Un bilan de mi-année faisant état de réalisations du Projet pour la période écoulée (du 10 mars 2021 au 30 septembre 2021) et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 31 octobre 2021 ;
- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée, un bilan de visibilité accordée au Projet et une reddition de compte (art. 4.5) – au plus tard le 10 avril 2022 ;

Pour l'année 2022-2023

- Un bilan mi-année faisant état de réalisations du Projet pour la période écoulée (du 10 mars 2022 au 30 septembre 2022) et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 31 octobre 2022 ;
- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée, un bilan de visibilité accordée au Projet et une reddition de compte (art. 4.5) – au plus tard le 10 avril 2023 ;
- Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2020 à 2023) et une reddition de compte 2020-2023 (art. 4.5) – au plus tard le 10 avril 2023.

INDICATEURS

Le bilan des réalisations doit comprendre les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

Découvrez

a) pour la Boussole :

- Nombre de profils Boussole entrepreneuriale complétés
- Nombre de clients issus des communautés anglophones (communautés culturelles incluses)
- Diversification du financement de la Boussole (nombre de donateur et valeur)
- Nombre de partenariat pour la Boussole
- Nombre de participants à la formation C'est quoi une COOP?
- Nombre de séance de formation C'est quoi une COOP? offerte à la communauté anglophone
- Nombre participants au webinaire C'est quoi une COOP ?
- Nombre de participants (conseillers) et de séance de perfectionnement

b) pour l'événement Développez Mtl – Pensez COOP

- Nombre de participants à l'événement Développez Mtl – Pensez COOP
- Nombre de conseillers formés
- Nombre de futurs entrepreneurs sensibilisés
- Nombre et type d'entente de formation avec les organismes en entrepreneuriat

<u>Démarrez</u>

- Nombre de cohortes / année
- Nombre de participants / cohorte
- Nombre d'entreprises / cohorte
- Nombre d'heures de coaching / entreprise
- Pourcentage de communautés anglophones et culturelles rejointes
- Nombre de participants à la demi-journée de sensibilisation

<u>Développez</u>

- Nombre d'ateliers / an
- Nombre de participants / atelier
- Thématiques abordées / atelier
- Volume d'affaires nouveau généré par les participants à ces ateliers

* Règle générale, indiquez la hausse ou la diminution par rapport à l'année précédente.

AVENANT 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CELSIUS MTL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6297, rue Chabot, Montréal, Québec H2G 2T3, agissant et représentée par Bertrand Fouss, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 200 000 $ à l'Organisme, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 022 en date du 16 mai 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet »;

3. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

«ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.»

4. L'annexe 1 de la convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN UN (1) EXEMPLAIRE ÉLECTRONIQUE, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Montréal, le e jour de 2020

CELSIUS MTL

Par : _____
Bertrand Fouss, président

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1
PROJET

Appuyer la structuration de Celsius Mtl Solon, ce qui permettra de tester des modèles économiques novateurs, à l'intersection entre transition et réduction des GES, résilience et développement économique local.

Objectifs stratégiques:

- faire connaître et comprendre la transition
- participer à la transition
- co-construire des projets collectifs en transition
- documenter le processus

Axes de travail:

- **formaliser l'offre d'accompagnement aux citoyens :** concevoir et publiciser les critères et processus d'appui pour l'accompagnement, construire une offre de services complète avec banque d'heures individuelles, appui à l'organisation d'événements, accès à des achats pour le prototypage, etc.;
- **structurer des groupes de travail permanents** pour lever les barrières transversales rencontrées par tous les groupes de citoyens ;
- **créer et diffuser des outils :** logiciels de partage, outils assurantiels, micro-financement, mis à la disposition des groupes accompagnés par Solon mais également d'autres groupes de Montréal et d'ailleurs ;
- **participer à la structuration de l'écosystème** de soutien aux projets collectifs citoyens, à travers l'organisation d'une série d'événements :

    - programmation événementielle en virtuel et présentiel;
    - ateliers de formation "Agir collectivement" et création de fiches issues de ces formations;
    - développement des outils d'accueil Permanence en présentiel ou virtuel;
    - animation et mobilisation sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER

- juin 2019 - février 2020 : mise en place et adaptation des outils, processus, formations et programmation événementielle, établissement des premiers groupes de travail permanent
- mars 2020 - février 2021 : première séquence d'implémentation, rétroaction et apprentissages
- mars 2021 - février 2022: rétroaction sur 2020, amélioration, 2e séquence d'expérimentation

REDDITION DE COMPTE

<u>Pour l'année 2019</u>

- Un bilan annuel conformément à la demande du responsable, faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 31 mars 2020;

Pour l'année 2020

- Un bilan annuel faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 31 mars 2021;

Pour l'année 2021

- Un bilan annuel et un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2019 à 2021) – au plus tard le 30 avril 2022

INDICATEURS

Les redditions de compte annuelles doivent être conformes aux exigences de l'article 2.5 et aussi présenter, notamment, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

Axe accompagnement des groupes de citoyens
Objectif = consolidation de l'offre de service et mise à niveau des groupes accompagnés

- Nombre de groupes de citoyens (cible 4-6)
- nombre de formations mises en place et données
- nombre de citoyens impliqués dans les milieux de vie
- nombre de projets portés par les citoyens

Axe groupes de travail permanent
Objectif : créer et animer des groupes de travail transversaux qui viennent apporter un support aux projets des citoyens pour lever les barrières

- nombre de groupes de travail (cible = 3-4)
- niveau d'activité des groupes
- nombre d'organismes participants par groupe
- qualité des apprentissages et des questionnements

Axe création d'outils :
Objectif : créer et améliorer les outils pour les groupes de citoyens, permettre l'appropriation de ces outils par les citoyens, qui vont eux même s'en saisir pour les améliorer

- nombre d'outils créés
- nombre de demandes d'utilisation associées à chaque outil
- nombre de citoyens ayant participé à la création, l'amélioration de l'outil

Axe soutien à l'écosystème
Objectif : Soutenir la création d'une communauté sur la transition à travers la communication et la vulgarisation des concepts

- nombre d'événements réalisés
- nombre de participants aux événements
- production de contenus vulgarisés
- revue de presse sur Solon et sur la transition

Retombées

- nombre de territoires recourant aux services de Solon
- % de revenus autonomes dans le modèle économique

- Nombre de membres et d'utilisateurs

CHANTIER D'APPRENTISSAGES

L'organisme s'engage en outre à participer aux travaux du Chantier d'apprentissages mis en place par la Ville de Montréal.

AVENANT 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **La Pépinière | Espaces Collectifs**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 101-3081, rue Ontario Est, Montréal, Québec H1W 1N7, agissant et représentée par Jérôme Glad, administrateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 200 000 $ à l'Organisme pour la mise en place d'un « guichet d'initiatives » (le Projet) laquelle aide a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG20 0069 en date du 27 février 2020 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet peut nécessiter certains ajustements ou adaptations afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet »;

3. L'Annexe 1 de la convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN UN (1) EXEMPLAIRE ÉLECTRONIQUE, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Montréal, le e jour de 2020

PÉPINIÈRE ESPACES COLLECTIFS

Par : _____
Jérôme Glad, administrateur

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1

PROJET

Objectif
S'inspirant du modèle de *participatory city* mis en place au Royaume Uni, l'organisme propose de renforcer l'accompagnement proposé aux porteurs d'initiatives à travers la mise en place d'un 'guichet d'initiatives' fixe et volant.
Situé pour son volet fixe dans le futur café de la Pépinière, au 3081 rue Ontario Est, le projet poursuit les objectifs suivants:

- **Renforcer le maillage avec le milieu** : identifier et développer les complémentarités avec l'écosystème de soutien entrepreneurial, communautaire et d'innovation sociale
- **Diffuser**: développer une programmation de conférences, discussions et ateliers virtuels ou en présentiel
- **Supporter :** apporter un accompagnement technique et organisationnel
    - **un guichet fixe** : personne ressource dans le futur café de la Pépinière pour offrir un service d'accompagnement personnalisé aux porteurs d'initiatives, du référencement vers les ressources internes et externes disponibles.
    - **un guichet volant dans les milieux** : concevoir et proposer un court accompagnement adapté aux secteurs plus éloignés de Montréal pour développer les bons réflexes et bien présenter leurs initiatives et aux bonnes personnes

Objectif de l'année 1
La Pépinière vise profiter de la première année du guichet pour tester et mesurer une diversité d'actions et d'outils, afin de mieux juger ceux qui seront pertinents à mettre à l'échelle pour les années à suivre. Tester différents formats d'accompagnement permettra de nous ajuster aux besoins des porteurs de projets et des projets. Cette adaptabilité lors de la première année assurera la construction d'une démarche pertinente dans les deux prochaines années.

Dans le contexte de la COVID, cette adaptabilité sera importante et amènera à tester davantage la capacité d'accompagnement à distance, par rapport à un accompagnement qui est souhaité davantage en personne.

2 appels à projets seront lancés : un à l'hiver 2020, et un autre à l'automne 2020. À l'image de l'appel à projet qui avait été fait pour Vivace en 2019, La Pépinière s'attend à recevoir un grand nombre de propositions (50 pour Vivace en 2019), qui permettront de documenter les besoins et les territoires couverts. Au delà du délai de l'appel à projets, le fait de le lancer enverra le message au milieu que La Pépinière se positionne comme un organisme intermédiaire de soutien. En ce sens, Vivace, un appel à projets suite auquel La Pépinière a reçu de nombreuses demandes de soutien de partout au Québec (alors que Vivace ne couvrait que Montréal) fut un terroir d'expérimentations.

La Pépinière va également ouvrir une diversité de pistes de développement et financement afin de développer davantage de programmes bénéficiant des outils développés, comme les commandites (pour exemple, le programme Vivace avait reçu 250 000$ de Desjardins en 2018-2019), ou la philanthropie (avec le fond d'innovation du PIC de Centraide qui a financé la suite du programme Vivace de 2020 à 2022). À la fin de la première année, La Pépinière aura une

vision plus claire des composantes qui participeront à la résilience de notre modèle d'affaire d'organisme intermédiaire.

La Pépinière pourra également mesurer la capacité des revenus autonomes à contribuer au modèle d'accompagnement des projets.

La mesure des impacts et indicateurs de succès de la première année donnera un élan pour le développement et la consolidation du projet les années suivantes.

Objectif des années 2 et 3
Les années 2 et 3 visent le perfectionnement et la consolidation du modèle. Une fois le modèle et le public établi dans le café de La Pépinière, l'organisme envisage de collaborer à l'implantation du modèle dans d'autres secteurs, soit par son initiative, soit par le biais d'autres organismes.

La Pépinière continuera à investir en développement, notamment dans l'optique de pérenniser et autonomiser le modèle pour qu'il puisse continuer après l'investissement initial de la Ville de Montréal.

Cible
Le projet s'adresse aux porteurs d'initiatives visant l'amélioration de nos milieux de vie et la création de lien social dans les quartiers, notamment par le biais des espaces publics. Ces porteurs peuvent être des organisations, institutions, collectifs, citoyens ou organisme en démarrage. Le projet ciblera particulièrement les organisations et institutions.

Méthodologie
L'organisme a établi une première proposition de méthodologie qui sera retravaillée après le recrutement du responsable du projet, et testée lors de la première année d'implémentation.
Sur la base de la première expérience d'accompagnement réalisée avec le programme Vivace, l'organisme propose un processus fondé sur une série de 5 rencontres individuelles, avec des objectifs à remplir entre chaque rencontre.
Le besoin d'accompagnement sera évalué à travers une fiche d'intention en amont de la première rencontre, qui servira à valider le diagnostic. Si un même besoin ressort de plusieurs projets lors de la phase diagnostic, des outils collectifs d'accompagnement pourront être proposés.
L'organisme s'appuiera sur ses compétences internes (responsable du projet, équipe innovation, équipe technique de la Pépinière) et externes (développement de partenariats ad hoc ou au long cours).

Les étapes de la méthodologie consisteront principalement à poser un diagnostic sur les besoins et sur le projet dans un premier temps. Par la suite des ''devoirs'' seront demandés aux porteurs de projets (remplir des demandes de subventions déterminés au préalable lors de rencontre, contacter des commanditaires de proximité, chercher des partenaires...etc.)
Les prochaines étapes seront la formation, les ateliers et un suivi sur les devoirs. La transmission des savoirs et l'accompagnement se feront tout au long du processus en établissant un calendrier du travail avec les porteurs de projets.

L'organisme envisage de lancer un appel à expérimentation la première année, afin de suivre une cohorte "test", de 15 organisations.

CALENDRIER

2020

1er semestre : printemps/été

- Premier appel à candidatures (test)
    - Conception et réalisation du contenu de l'accompagnement
    - Accompagnement au développement organisationnel de 5 organismes
    - Accompagnement à la matérialisation de 4 à 5 projets
- Organisation d'un minimum de 4 conférences, discussions et ateliers ouvert à tous

2e semestre : automne/hiver

- 2e appel à candidatures
    - Rencontre de 20 personnes pour des accompagnements mineurs
    - Accompagnement au développement organisationnel de 10 organismes
- Organisation d'un minimum de 4 conférences, discussions et ateliers ouvert à tous
- Rétroaction et bilan de l'année

2021

1er semestre : printemps/été

- 3e appel à candidatures
    - Accompagnement au développement organisationnel de 5 organismes
    - Accompagnement à la matérialisation de 4 à 5 projets
- Organisation d'un minimum de 4 conférences, discussions et ateliers ouvert à tous
- Ouverture du café Pépinière et du Guichet [si le contexte COVID évolue favorablement]
- Ouverture de l'espace public du terrain arrière

2e semestre : automne/hiver

- 4e appel à candidatures (si l'utilité des appels à candidatures est validé vs le guichet)
    - Rencontre de 20 personnes pour des accompagnements mineurs
    - Accompagnement au développement organisationnel de 10 organismes
- Organisation d'un minimum de 4 conférences, discussions et ateliers ouvert à tous
- Rétroaction et bilan de l'année 2
- Organisation d'une soirée d'exposition et présentation des projets accompagnés

2022

1er semestre : printemps/été

- 5e appel à candidatures

    - Accompagnement au développement organisationnel de 5 organismes
    - Accompagnement à la matérialisation de 4 à 5 projets
- Organisation d'un minimum de 4 conférences, discussions et ateliers ouvert à tous

2e semestre : automne/hiver

- 6e appel à candidatures
    - Rencontre de 20 personnes pour des accompagnements mineurs
    - Accompagnement au développement organisationnel de 10 organismes
- Organisation d'un minimum de 4 conférences, discussions et ateliers ouvert à tous
- Rétroaction et bilan des 3 années
- Développement du programme (contenu et financement) en vue des années suivantes

REDDITION DE COMPTE

Pour l'année 2020

- Un bilan annuel conformément à la demande du responsable, faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 30 juin 2021 ;

Pour l'année 2021

- Un bilan annuel faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 30 juin 2022;

Pour l'année 2022

- Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2019 à 2022) – au plus tard le 30 juin 2023

INDICATEURS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

Renforcer le maillage avec le milieu (par année): 5 partenaires impliqués dans l'accompagnement / la diffusion

Diffuser (par année)

- 10 ateliers et conférences, dont 3 événements d'ampleur
- 10 partenaires participant à la programmation: d'innovation sociale et du quartier
- 30 à 50 participants aux ateliers (en personne ou en visioconférence)
- 100 à 120 pour les événements de grande ampleur (ou environ 200 pour wébinaires en ligne)
- provenance des participants : milieu de l'innovation sociale, milieu communautaire, citoyens engagés

Supporter (par année)

- [Cet objectif fluctuera selon l'évolution des conditions sanitaires. L'ouverture du guichet physique permettra de rencontrer davantage de personnes] 15 à 25 personnes rencontrées pour un accompagnement mineur (diagnostic de leur milieu, de leurs besoins et partage de pistes préliminaire pour trouver un support adéquat à leur projet et courriel récapitulatif.)
- 15 accompagnements réalisés
    - dont 4 à 5 projets matérialisés

Typologie des porteurs de projets accompagnés :

- organismes en démarrage, organisations, institutions, collectifs, individus, -
- provenant de 10 à 15 territoires (quartiers) différents

Retombées

- 10/15 territoires (quartiers) par année recourant aux services de l'organisation
- 30% à 50% de revenus autonomes (ventes, commandites, contrats) dans le modèle économique des initiatives accompagnées
- 150 membres et utilisateurs du guichet d'initiatives : membres qui se seront impliqués dans les projets accompagnés (porteurs de projets, bénévoles sur les sites, acteurs communautaires impliqués : toutes personnes qui se sera investi dans le projet)

Ces indicateurs sont fixés de façon globale mais feront apparaître les résultats respectifs du guichet fixe et du guichet volant par année.
Par ailleurs, la clientèle bénéficiaire des programmes doit être ventilée selon les catégories suivantes (porteurs de projets et visiteurs des espaces)

- Femmes
- Personnes issues de la diversité (immigrants, minorités visibles, communautés culturelles)
- Résidents temporaires (ex. étudiants internationaux, travailleurs temporaires)
- Âge (enfants, adolescents et aînés à travers des projets intergénérationnel)

Indicateurs qualitatifs

- Amélioration et clarification du rôle de la Pépinière auprès des acteurs du communautaire : tables de quartier, tables de concertation et organismes communautaires
- Diversité de personnes rejointes à travers les organismes communautaires et l'accessibilité des lieux
- Sondage de satisfaction sur la qualité et sur la diversité des expertises et des ressources offert aux bénéficiaires du guichet

CHANTIER D'APPRENTISSAGES

L'organisme s'engage en outre à participer aux travaux du Chantier d'apprentissages mis en place par la Ville de Montréal.

AVENANT 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **7 À NOUS**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 1900, rue Le Ber, bureau 201, Montréal, Québec H3K 2A4, agissant et représentée par Judith Cayer, coordonnatrice - Développement et viabilité, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 200 000 $ à l'Organisme pour consolider et développer les activités du pôle des pratiques du Bâtiment 7 (le Projet), laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0406 en date du 19 septembre 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée par l'ajout, après l'article 4.1.2 de l'article suivant :

« 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet »;

3. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

«ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.»

4. L'annexe 1 de la convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN UN (1) EXEMPLAIRE ÉLECTRONIQUE, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Montréal, le e jour de 2020

7 À NOUS

Par : _____
Judith Cayer, Coordonnatrice - Développement et viabilité

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1

PROJET

PROJET

Créé en 2010, l'organisme à but non lucratif 7 À NOUS a pour mission d'assurer le développement du Bâtiment 7 (B7), situé au 1900 rue Le Ber, et d'y réaliser un pôle de services de proximité regroupant des activités communautaires, culturelles et commerciales en réponse aux besoins du quartier Pointe-Saint-Charles.

Le développement du B7 est le fruit d'une mobilisation collective s'échelonnant sur plus de 10 ans, menant à la cession d'un bâti de 90 000 pi2 à développer par la communauté.

La première portion réhabilitée du site a été inaugurée en mai 2018, et abrite aujourd'hui une quinzaine de groupes occupants :

- 8 organisations d'économie sociale sont locataires d'une partie des espaces, notamment: épicerie coopérative, fonderie d'art, salle d'arcade pour les adolescents, micro-brasserie, ateliers d'artistes, ateliers multi-usage et espace de travail partagé pour les organismes culturels;
- 7 collectifs informels sont utilisateurs des équipements du 7 À NOUS: atelier vélo, mécanique, bois, sérigraphie, céramique, impression numérique, chambre noire.

Ces deux ensembles forment le Pôle des pratiques.

Après un an d'activités, le B7 entre dans sa deuxième phase de développement, avec deux enjeux majeurs :

- poursuivre le développement des espaces : identification des services pertinents pour les populations, financement des travaux et nouveaux développements immobiliers;
- assurer le succès des premiers espaces développés, ainsi que la bonne articulation entre les organisations présentes sur le site et le milieu, en termes de modèle économique, d'inclusion et de gouvernance.

C'est sur ce second enjeu que l'organisme 7 À NOUS axe son projet : son objectif global est de structurer le modèle économique du pôle des pratiques pour aider à renforcer chacun des groupes occupants tout en développant l'appropriation citoyenne du projet par une augmentation de la fréquentation et de l'implication.

Cela passe trois axes de travail :

- consolider le pôle des pratiques : le pôle vise l'autonomie financière d'ici trois ans, et souhaite accélérer l'atteinte du seuil de rentabilité par un travail de structuration des fonctions support offertes par 7 À NOUS. Le soutien financier de la Ville de Montréal permettrait de recruter une ressource pour renforcer les fonctions suivantes : diffusion,

programmation, structuration financière, transfert des connaissances, gestion du bénévolat, etc.;

- propulser le modèle des ateliers collaboratifs : les ateliers visent un modèle hybride de gestion des espaces, mêlant utilisation professionnelle et ateliers ouverts au public selon diverses formules (formations génératrices de revenus, ateliers libres pour les citoyens…); le soutien de la Ville de Montréal permettrait de consolider l'utilisation professionnelle des espaces, renforcer la présence citoyenne et développer des partenariats commerciaux;

- faire rayonner les apprentissages en cours, à travers un appui au transfert de connaissances et la mise en valeur des apprentissages réalisés par le 7 À NOUS.

CALENDRIER

Le projet s'étend de 2019 à 2022, avec le calendrier prévisionnel suivant :

- septembre 2019 - décembre 2019 : mise en place des outils de communications internes nécessaires au projet et développement des partenariats;
- 2020 : développement de la programmation des ateliers collaboratifs, programme d'apprentissage et de transmission des savoirs, mise en place des volets accueil, programmation et diffusion;
- 2021 : tests de la programmation des ateliers collaboratifs, poursuite de la programmation et des apprentissages et développement d'un programme international d'innovations sociales;
- janvier-mars 2022 : bilan et reddition de compte finale.

REDDITION DE COMPTE

<u>Pour l'année 2019</u>

- Un bilan annuel conformément à la demande du responsable, faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 31 juillet 2020;

<u>Pour l'année 2020</u>

- Un bilan annuel faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 30 avril 2021;

<u>Pour l'année 2021</u>

- Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2019 à 2021) –au plus tard le 30 avril 2022

INDICATEURS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

Volet 1 : Consolidation du Pôle des Pratiques

- Maintien sur les lieux des projets occupants;
- Augmentation progressive des revenus autonomes (loyers, cotisations, locations événementielles) de l'ordre de 4,5% par année sur 4 ans;
- Augmentation de la participation bénévole au pôle des pratiques, de 10 à 50 personnes non membres qui viennent participer à des shifts au terme de 3 ans;
- Fonctionnalisation de l'accueil :
    - Augmentation de la présence bénévole pour combler les 63h d'ouverture/semaine,
    - instauration d'un système comptable lié aux ateliers,
    - production d'un cahier de procédures;
- Instauration d'un volet programmation et diffusion
    - Mise sur pied du cercle diffusion : intégration de 5 nouveaux membres actifs, tenue de réunions mensuelles, réalisation d'un plan de communications
    - révision complète du site web
    - Mise en place d'une programmation socio-culturelle soutenue : consolidation d'une programmation autour de 15 évènements / mois.
- Autonomisation financière au terme de 3 ans.

Volet 2 : Ateliers collaboratifs

- Augmentation de la fréquentation des ateliers / semaine : de 10 à 50 utilisateurs/trices ponctuelles/semaine;
- Augmentation du nombre de bénévoles qui participent à l'animation des ateliers / mois : de 2 à 21 au terme de 3 ans (3 bénévoles stables/atelier);
- Augmentation du nombre et de la diversité des créations / réparations / productions réalisées/semaine : de 5 à 25/semaine pour l'ensemble des ateliers, tous types de clientèle confondue;
- Augmentation du nombre de collaborations externes mises sur pied / année : de 2 à 5/ partenariats avec d'autres institutions par année;
- Augmentation du bassin de membres actifs : de 100 à 200 au terme de 3 ans;
- Autonomisation financière au terme de 3 ans.

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction des bénévoles et des membres actifs impliqués dans le projet;
- Implication et satisfaction des groupes occupants dans le processus de révision à la hausse des loyers et de littéracie financière;

- Rayonnement de l'expérience du Pôle des pratiques via des conférences, relais médias, visites.

La méthodologie de suivi des indicateurs sera élaborée en cours de projet.

CHANTIER D'APPRENTISSAGES

L'organisme s'engage en outre à participer aux travaux du Chantier d'apprentissages mis en place par la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200191006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme École de créativité La Factry (CG19 0301), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Réseau de la coopération du travail du Québec (CG20 0059), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Celcius Mtl (CG19 0222), l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme La Pépinière | Espaces collectifs (CG20 0069) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme 7 à nous (CG19 0406), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets au contexte engendré par la pandémie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1200191006 - Addenda 5 organismes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-31

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207642001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 1 092 000 $ à l'organisme Fabrique des Mobilités Québec pour un projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

- d'accorder une contribution financière maximale de 1 092 000 $ à l'organisme Fabrique des Mobilités Québec (FabmobQC) pour un projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada.

- d'approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centre et sera financée à même la subvention de 50 M$ du Défi des villes intelligentes du gouvernement du Canada (Le Ministère de l'Infrastructure et des Collectivités).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-08-03 09:13

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207642001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 1 092 000 $ à l'organisme Fabrique des Mobilités Québec pour un projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, Montréal gagnait le grand prix de 50 000 000$ au Défi des villes intelligentes du Canada. Il s'agit d'un appel à candidature du Ministère des infrastructures et des collectivités du Canada visant à financer des projets municipaux et encourageant les collectivités à adopter une approche axée sur les villes intelligentes pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées. La candidature de Montréal porte sur la mobilité et l'accès à l'alimentation dans les quartiers, notamment des solutions en termes de mobilité de quartier sont proposées afin de rendre les déplacements plus efficaces et réduire l'utilisation de l'auto solo dans la grande région de Montréal.

L'ensemble des initiatives du Défi des villes intelligentes du Canada seront supportées par un axe dédié à la mise en valeur des données via deux pôles et un chantier sur la gouvernance des données :

• **Le pôle en données de mobilité** visera à collecter, combiner et valoriser les données liées au transport, dans le but de générer une nouvelle compréhension des besoins et habitudes de déplacement sur le territoire montréalais et de mesurer l'impact des actions réalisées en mobilité. L'objectif est de prendre des décisions basées sur des données probantes et ainsi obtenir une meilleure offre de service en mobilité.

• **Le pôle de données sociales** permettra de collecter des données sur la réalité sociale des Montréalais, incluant des données qualitatives comme des analyses ethnographiques, afin d'obtenir un degré de compréhension supérieur à ce que permettent des données quantitatives;
• Le **Chantier sur la gouvernance des données** permettra de créer et opérationnaliser un cadre de gouvernance parapluie, qui soit collaboratif, démocratique et adapté à l'ensemble de l'écosystème du DVI et verra également à définir les bases pour une mutualisation des données générées par les projets du DVI.

En plus de permettre de développer une culture de prise de décisions appuyée par les données, de contribuer au dynamisme de la créativité et de l'innovation montréalaise s'appuyant sur des Communs technologiques, ces pôles seront intégrés dans une gouvernance d'ensemble visant à établir des critères d'éthique, de transparence et de respect de la vie privée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE 200716 - 20 mai 2020 - Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30). Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière. Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

- CG 200124 - 21 février 2020 - Accorder une contribution financière maximale de 150 000$ à l'organisme FabmobQc (La Fabrique des Mobilités), pour initier le projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada (DVI).

- CE 191701 - 6 novembre 2019 -Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La contribution financière visée par le présent dossier décisionnel porte sur le projet de valorisation de données en mobilité de l'organisme Fabrique des Mobilités Québec (FabMobQC), développé et soumis par la Ville dans le cadre du dépôt de sa candidature au Défi des villes intelligentes du Canada.

Par l'octroi de cette contribution financière, FabMobQC avec les différentes parties prenantes de la Mobilité ainsi que du DVI pourra collecter, combiner et valoriser les données liées au transport, dans le but de générer une nouvelle compréhension des besoins et habitudes de déplacement sur le territoire montréalais et de mesurer l'impact des actions réalisées en mobilité. L'objectif est de permettre la prise de décisions basées sur des données probantes et ainsi obtenir une meilleure offre de service en mobilité. C'est

pourquoi, Fabrique des Mobilités Québec (FabmobQC) dans le cadre du volet Pôles de données en mobilité du Défi des villes intelligentes de Montréal, souhaite accompagner la Ville de Montréal dans sa capacité à devenir un territoire ouvert, ainsi que dans la mobilisation et accompagnement des différentes parties prenantes dans la livraison des prototypes de valorisation de données en mobilité et de définir des modèles visant un partage accru des données à travers l'écosystème montréalais.

Le projet vise également à identifier, avec les parties prenantes, les besoins de gouvernance et à proposer des solutions qui ont de l'impact positif pour les citoyens de Montréal. La mise en place d'un modèle de gouvernance des données en mobilité permet de démocratiser l'accès aux données. Ainsi, les citoyens peuvent mieux comprendre les enjeux de la mobilité et contribuer à son développement de façon durable et inclusive. L'approche dans le cadre du pôle de mobilité a été divisé par initiatives qui visent à identifier des opportunités dans la gestion de données et dans le développement des communs technologiques.

Le projet de valorisation de données en mobilité est un projet réalisé sur plusieurs années à l'intérieur du cadre du Défi des villes intelligentes du Canada et qui sera appelé à s'enrichir et à évoluer au cours des prochaines années avec la valorisation additionnelle de nouvelles données pour les preuves de concept, dans de futures ententes.

Plus précisément, le projet de valorisation des données visera à :

- Définir un modèle de gouvernance de concert avec le **Chantier sur la gouvernance des données**, c'est à dire travailler tous les standards et les meilleures pratiques dans la gouvernance de données en lien avec la mobilité durable. Pour la réalisation de cette preuve de concept, il est prévu les éléments suivants :
    - Mobilisation de l'écosystème autour de l'open source et les communs technologiques;
    - Création des standards des données en mobilité durable;
    - Valorisation des données du transport;
    - Création d'une gouvernance ouverte pour la gestion des données;
    - Cartographie des opportunités liées à la gouvernance de données en mobilité durable;
    - Cartographie des modèles d'affaires (pérennité) dans une gouvernance ouverte.
- Présenter une preuve de concept de valorisation des données du Bureau du Taxi de Montréal (BTM) pour permettre de diffusion et la valorisation de ces données pour le bénéfice de l'industrie du taxi et de la mobilité durable. Pour la réalisation de cette preuve de concept, il est prévu les éléments suivants :
    - Cadre de conditions de partage de données;
    - Création d'ensembles de données pour permettre le croisement des données.
- Proposer une preuve de concept sur le thème du Covoiturage et ses incitatifs pour développer le covoiturage urbain et inter cité. En collaboration avec FabmobQC et l'équipe du projet porté par Bêta.gouv en France, nous proposons de tester des approches de validation de trajets qui peuvent faciliter la promotion de solutions de mobilité durable. Cette activité sera composée de :
    - Analyse du registre covoiturage Beta.gouv en France pour la réplication au Québec;
    - Création d'une démo pour montrer les trajets avec le registre;

        - Plan d’expérimentation et soutien Ouihop dans l’exécution du projet avec la SAAQ;
        - Certifications des trajets;
        - Analyse de l’impact de la loi 17 sur le covoiturage.

- Créer des opportunités de croisement et collecte des données pour valoriser les données en identifiant les différents outils et standards pour faire l'analyse et le croisement des données en lien avec la mobilité durable, notamment via :
    - Analyse de l’outil CurbLR;
    - Participation à la création de données de voie de rive standardisés;
    - Importation des données de signalisation d’un secteur test dans l’outil CurbLR de Shared Street;
    - Création de CGU (conditions générales d’utilisation) pour accéder à des données de mobilité pour un ou des secteurs de la Ville;
    - Analyse des données de mobilité en lien avec la voie de rive dans un ou des secteurs de la Ville;
    - Valorisation de données : analyses, visualisation, publication de données ouvertes;
    - Mobilisation des acteurs publics- privés et citoyens au travers d’atelier pour suggérer ce type de gouvernance.

- Travailler des expérimentations autour du projet de Mobilité de quartier du DVI :
    - Collecte et gestion des données de Locomotion;
    - Collecte de données sur les habitudes de déplacements;
    - Visualisation de l’espace public (CurbLR, voie de rive);
    - Analyse des différents modes de déplacements (croisement de données);
    - Standardisation et visualisation des données sur les commerces locaux
    - Identifications de synergies possibles avec les expérimentations menées par l'écosystème de la FabmobQC (France, Québec);

La façon de travailler de la Fabrique de Mobilité Québec est basée sur :

- Une approche d’affaires Lean Startup : la génération de valeur incrémentale est basée sur les évidences. Avec une attention particulière sur la problématique à résoudre, en livrant dans le moindre du temps possible, afin de rechercher plus d'évidences sur la problématique, et qui ajoutent des opportunités et des informations pertinentes qui permettent l’amélioration d’un produit ou service en diminuant le risque de non-utilisation;
- Une approche par expérimentation : validation des hypothèses à partir des évidences du marché, création des solutions à petite échelle avec des conditions de répétabilité;
- Une approche de gouvernance ouverte: la documentation au travers d’un commun;
- Une approche de gestion de projet agile: la collaboration, l’adaptabilité aux changements et l’empirisme.

L’approche expérimentale comprend la validation d’une hypothèse et des solutions à petite échelle pouvant être répliquées. Ce modèle permet la validation rapide de différentes hypothèses afin de réduire le risque des projets, tout en nous concentrant sur la problématique à résoudre et sur les besoins des utilisateurs.

Ces approches de réalisation de projet sont en ligne avec la vision du DVI et supportent les objectifs du programme de collaboration et de solutions pensées pour répondre à des besoins réels.

Des bases ont déjà étés posées pour chacune des réalisations proposées dans l'entente précédemment accordée par la Ville dans le cadre de la réalisation du dossier de projet et de preuves de concept (POC), notamment :

POC Covoiturage:

- Analyse du registre de preuve de covoiturage et création de vues propres à Montréal afin de réaliser des entrevues sur les usages que permettent le registre pour les employeurs, autorité de transport;
- Début des entrevues avec l'écosystème.

POC Bureau du Taxi de Montréal:

- Analyse du registre du taxi afin de le rendre compatible vers une intégration pour les plateformes de visualisation d'offre;
- Animation d'ateliers entre plusieurs acteurs de l'industrie afin d'identifier les fonctionnalités et modèle d'affaires de visualisation de l'offre.

POC Gouvernance de données:

- Établissement d'un premier CGU pour le croisement de données;
- Faire l'arrimage avec le **Chantier sur la gouvernance des données** afin d'obtenir des modèles cohérents de gouvernance et de partage de données.

POC Croisement de données:

- Exploration du standard de stationnement et visualisation d'une carte pour Montréal, appropriation du standard par les partenaires;
- Carte des commerces locaux.

JUSTIFICATION

La présente demande vise à soutenir FabmobQC dans son projet de valorisation des données en mobilité, projet développé et soumis par la Ville de Montréal dans le cadre du dépôt de sa candidature au Défi des villes intelligentes du Canada. L'initiative de FabmobQC s'inscrit dans le pôle de données du volet de la mobilité de la candidature au Défi des villes intelligentes du Canada. Les objectifs systémiques du volet de la mobilité visent à atteindre deux grandes finalités pour les citoyens : améliorer la mobilité et réduire les besoins en déplacement.

Le Projet a pour objectif ambitieux de :

- Adaptabilité aux changements dans un contexte d'expérimentation;
- Autonomisation et participation citoyenne suite aux partages des données claires et selon leur besoin;

- Renforcer la mise en œuvre des solutions par les citoyens et pour les citoyens dans un contexte ouvert et sécuritaire;
- Création d'une structure de gouvernance ouverte et transparente pour la Ville de Montréal;
- Sensibilisation sur l'importance des modèles économiques ouverts;
- Compréhension des données pour la prise de décisions dans un contexte ouvert et pour la création des solutions vers une mobilité plus durable.

D'autres résultats escomptés à la fin du projet sont :

- Une définition du cadre de partage des données et la création des cadres de licence de données, dont le succès sera mesuré par le nombre d'ensemble de données créées;
- Un manifeste partagé et signé avec la communauté pour les règles de partage des données dont le succès sera mesuré par le nombre de signataires;
- La création d'incitatifs au covoiturage et une augmentation de la pratique du covoiturage, mesurée par le nombre d'utilisateurs et le nombre de trajets auprès des partenaires fournisseurs de données ainsi que le nombre d'incitatifs créés;
- Des expérimentations basées sur les données en mobilité disponibles dont le résultat sera mesuré par le nombre d'expérimentation, le nombre d'hypothèses validés ou invalidés ainsi que les acteurs mobilisés.

Également une reddition de compte sera produite et présentera:

• Un résumé de ce qui a été fait dans le cadre du Projet et des résultats obtenus;
• Les leçons apprises pertinentes pour les suites du Projet ou pour d'autres partenaires;
• Une reddition de compte financière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière maximale de 1 092 000 $ à l'organisme Fabrique des Mobilités Québec pour la production des livrables mentionnés en annexe 1 de la convention de contribution financière. Nous recommandons que la convention de contribution financière prenne effet le 1 août 2020 suite à la remise en juillet des livrables prévus dans l'entente précédente et pour assurer un financement continu à la réalisation du Projet du DVI.

Cette somme est prévue au budget approuvé de 50 000 000$ du Laboratoire d'innovation urbaine pour le programme des villes intelligentes.

Le budget global de cette phase du Projet est estimé à 1 092 000 $, plus précisément, le découpage financier se définit comme suit sur la durée de la convention avec FabmobQC:

Description des activités	**Montant**
POC 1 - Bureau du Taxi de Montréal	273 000 $
POC 2 - Preuve de trajet / Covoiturage / Incitatifs	185 640 $
POC 3 - Mobilité du quartier	185 640 $
POC 4 - Croisement des données	240 240 $

POC 5 - Modèles de gouvernance	141 960 $
Autres (coordination générale et logistique du Projet)	65 520 $
TOTAL	**1 092 000 $**

Il est prévu de verser la contribution à FabmobQC en 4 versement comme suit:

Premier versement à la signature	Deuxième versement - février 2021	Troisième versement - août 2021	Dernier versement - fin mars 2022
436 800 $	273 000 $	273 000 $	109 200 $

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération et n'a aucun impact sur le cadre financier des villes de l'agglomération et de la Ville de Montréal. La contribution financière de 1 092 000 $ sera imputée tel qui suit: 100% au budget du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM) financé par la subvention de 50 000 000 $ du gouvernement du Canada, dans le cadre de la compétition pan-canadienne du Défi des villes intelligentes d'Infrastructure Canada et ne laissant aucune charge aux contribuables.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toutes les activités des projets en lien avec le volet de mobilité de la candidature de la Ville de Montréal ont pour caractéristique commune de soutenir les principes de développement durable, que ce soit dans la valorisation des bonnes pratiques de mobilité alternative, la facilitation de la mobilité à un niveau local ou la réduction des besoins de déplacement des citoyens. À cet effet, il est prévu de développer des métriques ayant un impact sur le développement durable, plus particulièrement sur le volet environnemental.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l’éventualité où la contribution financière ne serait pas accordée à l’Organisme, ce dernier ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités pour la réalisation du Projet et la mise en oeuvre de l’initiative définie dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Ce qui aurait également pour conséquence de compromettre le développement des initiatives associées décrites dans la candidature et potentiellement créer un impact défavorable sur le respect de l’engagement de la Ville de Montréal auprès d’Infrastructure Canada, qui a fixé au 31 mars 2025 le délai maximum de réalisation des initiatives du Défi des villes intelligentes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Une nouvelle vague de crise COVID-19 pourrait avoir un impact sur la mise en oeuvre du Projet et sur les activités prévues. Ces risques ont été analysés et sont mitigés dans le plan de réalisation notamment grâce aux approches Agile.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans l'attente d'une clarification des attentes fédérales en termes de communication et dans une optique de collaboration entière et de valorisation des actions liées au Défi des villes intelligentes, l’organisme Fabrique des Mobilités Québec suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal inclut dans la convention de contribution financière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu : La réalisation des activités estimés du Projet jusqu'au 30 octobre 2022, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour cette période :

- Remise des résultats des expérimentations autour du modèle de gouvernance de données en continu tous les 6 mois jusqu'au 31 mars 2022
- Remise des résultats des expérimentations prévues pour la preuve de concept de valorisation des données du Bureau de Taxi en continu tous les 6 mois jusqu'au 31 mars 2022
- Remise des résultats des expérimentations autour de la preuve de concept sur le covoiturage en continu tous les 6 mois jusqu'au 31 mars 2022
- Remise du bilan des opportunités de croisement et de collecte des données le 31 mars 2022
- Remise de la reddition de compte bi-annuelle aux 6 mois
- Remise de la reddition de compte bilan de fin d'entente au plus tard le 30 octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc LEBEL, Service du greffe

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jérôme MAURICE
Conseiller en innovation et developpement économique

Tél : 4389222421
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenariats

Tél : 514-872-9609
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphane GUIDOIN
Directeur-laboratoire d'innovation urbaine
Tél : 514-872-7482
Approuvé le : 2020-07-31

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA FABRIQUE DES MOBILITÉS QUÉBEC (FABMOB QC),** personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 200-7275 rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, H2R 2Y5, agissant et représentée par Elsa Bruyère, présidente, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 793550070RT001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1226082928TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme suscite et accompagne l'action citoyenne dans le déploiement de projets collectifs locaux, pour la création de milieux de vie conviviaux, solidaires et écologiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Aldo Rizzi, chef de division – direction du programme Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : **Laboratoire d'Innovation urbaine, direction générale.**

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 L'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville;

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **un million quatre-vingt-douze mille dollars (1 092 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en **4** versements :

- un premier versement au montant de **quatre cent trente-six mille huit cent dollars** (**436 800** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant maximum de **deux cent soixante-treize mille dollars** (**273 000 $),** au plus tard le 28 février 2021 et conditionnellement à ce que le montant du premier versement ait été entièrement utilisé;

- un troisième versement au montant maximum de **deux cent soixante-treize mille dollars (273 000 $),** au plus tard le 31 août 2021 et conditionnellement à ce que le montant du deuxième versement ait été entièrement utilisé;

- un quatrième versement au montant maximum de **cent neuf mille deux cent dollars (109 200 $),** au plus tard le 31 mars 2022 et conditionnellement à ce que le montant du troisième versement ait été entièrement utilisé.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet au 1er août 2020 et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 octobre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200-7275 rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, H2R 2Y5, et tout avis doit être adressé à l'attention du président du conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, QC, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2020

FABMOB QC

Par : _____
Elsa Bruyère
Présidente

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2020 (Résolution CG).

ANNEXE 1

PROJET
(Description du Projet)

Titre	Valorisation des données en mobilité
Description du Projet et raison d'être	Ce projet vise à réaliser la proposition faite par le partenaire lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes (DVI) et affinée dans le dossier de projet soumis par l'organisme à l'issue d'une première convention de contribution. FabmobQC avec les différentes parties prenantes de la Mobilité ainsi que du DVI pourra collecter, combiner et valoriser les données liées au transport, dans le but de générer une nouvelle compréhension des besoins et habitudes de déplacement sur le territoire montréalais et de mesurer l'impact des actions réalisées en mobilité. L'objectif est de permettre la prise de décisions basées sur des données probantes et ainsi obtenir une meilleure offre de service en mobilité. C'est pourquoi, Fabrique des Mobilités Québec (FabmobQC) dans le cadre du volet Pôles de données en mobilité du Défi des villes intelligentes de Montréal, souhaite accompagner la Ville de Montréal dans sa capacité à devenir un territoire ouvert, ainsi que dans la mobilisation et accompagnement des différentes parties prenantes dans la livraison des prototypes de valorisation de données en mobilité et de définir des modèles visant un partage accru des données à travers l'écosystème montréalais. Le projet vise également à identifier, avec les parties prenantes, les besoins de gouvernance et à proposer des solutions qui ont de l'impact positif pour les citoyens de Montréal. La mise en place d'un modèle de gouvernance des données en mobilité permet de démocratiser l'accès aux données. Ainsi, les citoyens peuvent mieux comprendre les enjeux de la mobilité et contribuer à son développement de façon durable et inclusive. L'approche dans le cadre du pôle de mobilité a été divisée par initiatives qui visent à identifier des opportunités dans la gestion de données et dans le développement des communs technologiques. Le Projet mènera à la réalisation de plusieurs produits et livrables : **Un modèle de gouvernance de données basé sur :** ▪ La mobilisation de l'écosystème autour de l'open source et les communs technologiques; ▪ La création des standards des données en mobilité durable; ▪ La valorisation des données du transport; ▪ La création d'une gouvernance ouverte pour la gestion des données; ▪ La cartographie des opportunités liées à la gouvernance de données en mobilité durable; ▪ La cartographie des modèles d'affaires (pérennité) dans une gouvernance ouverte.

	Une preuve de concept de valorisation des données du Bureau du Taxi de Montréal (BTM) composée des éléments suivants : ▪ Cadre de conditions de partage de données; ▪ Création des ensembles de données pour permettre le croisement des données. **Une preuve de concept sur le thème du Covoiturage et ses incitatifs :** ▪ Analyse du registre covoiturage **Beta.gouv** en France pour la réplication au Québec; ▪ Création d'une démo pour montrer les trajets avec le registre; ▪ Plan d'expérimentation et soutien **Ouihop** dans l'exécution du projet avec la **SAAQ**; ▪ Certifications des trajets; ▪ Analyse de l'impact de la loi 17 sur le covoiturage. **Travailler des expérimentations autour du projet de Mobilité de quartier du DVI :** ▪ Collecte et gestion des données de Locomotion; ▪ Collecte de données sur les habitudes de déplacements; ▪ Visualisation de l'espace public (CurbLR, voie de rive); ▪ Analyse des différents modes de déplacements (croisement de données); ▪ Standardisation et visualisation des données sur les commerces locaux ▪ Identifications de synergies possibles avec les expérimentations menées par l'écosystème de la FabmobQC (France, Québec); **La création d'opportunités de croisement et collecte des données pour valoriser les données :** ▪ Analyse de l'outil **CurbLR** ▪ Participation à la création de données de voie de rive standardisées; ▪ Importation des données de signalisation d'un secteur test dans l'outil **CurbLR de Shared Street**; ▪ Création de CGU(conditions générales d'utilisation) pour accéder à des données de mobilité pour un ou des secteurs de la Ville; ▪ Analyse des données de mobilité en lien avec la voie de rive dans un ou des secteurs de la Ville; ▪ Valorisation de données : analyses, visualisation, publication de données ouvertes; ▪ Mobilisation des acteurs publics-privés et citoyens au travers d'atelier pour suggérer ce type de gouvernance. **Le rapport d'activités de mobilisation produit en continu et en version finale à l'issu du présent Projet indiquera :** ▪ La liste des activités de mobilisation globale et participation citoyenne et la participation à ces événements; ▪ Les bilans des activités. **La reddition de compte bi-annuelle sur ce qui a été produit présentera :** ▪ un résumé de ce qui a été fait pour réaliser le projet et des résultats obtenus;

	▪ un état de compte financier; ▪ les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires. **La reddition de compte bilan de fin d'entente sur ce qui a été produit présentera:** ▪ Un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus; ▪ Les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires complétant le même genre de document.
Composition	**Modèle de gouvernance de données** : ▪ Partage des résultats sur une plateforme publique; ▪ Documentation en format PDF; ▪ Documentation sur les standards de données en mobilité durable ▪ Documentation et publication Wiki sur la valorisation des données du transport; ▪ Documentation et évidences sur la création d'une gouvernance ouverte pour la gestion des données; ▪ Documentation, validation et résultats des expérimentations sur les initiatives BTM, Mobilité de quartier et Covoiturage; ▪ Documentation et cartographie des opportunités liées à la gouvernance de données en mobilité durable; ▪ Documentation et cartographie des modèles d'affaires (pérennité) dans une gouvernance ouverte. **Résultats de la preuve de concept de valorisation des données du BTM** : ▪ Documentation sur le cadre de partage (formats, standards, façon de partager de données); ▪ Documentation des résultats d'expérimentation et d'ouverture de données du Registre des taxis; ▪ Format xls, csv, sur la création des ensembles de données pour permettre le croisement des données; ▪ Documentation sur la mobilisation de l'écosystème autour de l'open source et des communs technologiques. **Résultats de la preuve de concept sur le thème du Covoiturage et ses incitatifs :** ▪ Documentation d'analyse du registre de covoiturage **de Beta.gouv** en France pour la réplication au Québec; ▪ Présentation démo des trajets et du registre; ▪ Documentation des résultats et plan d'expérimentation et validation des hypothèses sur le covoiturage; ▪ Documentation sur le plan d'expérimentation et soutien **Ouihop** dans l'exécution du projet avec la SAAQ; ▪ Documentation sur les évènements et l'analyse de l'impact de la loi 17 sur le covoiturage; ▪ Documentation sur la mobilisation de l'écosystème autour de l'open source et des communs technologiques.

	Bilan des opportunités de croisement et collecte des données pour valoriser les données ▪ Rapport d'analyse de l'outil **CurbLR**; ▪ Documentation et plan de résultats d'expérimentation et validations des hypothèses sur le croisement et la collecte des données; ▪ Documentation sur l'analyse spatio-temporelle de la rue; ▪ Publication sur le Wiki de la FabmobQC et GITLAB / GITHUB (données par la Ville de Montréal) de l'importation des données de signalisation d'un secteur test dans l'outil **CurbLR de Shared Street**; ▪ Documentation sur les Conditions générales d'utilisation pour accéder à des données de mobilité pour un ou plusieurs secteurs de la Ville; ▪ Documentation d'analyse des données de mobilité en lien avec la voie de rive dans un ou plusieurs secteurs de la Ville; ▪ Publication sur le Wiki et GITLAB / GITHUB (données par la Ville de Montréal) sur la valorisation de données; ▪ Documentation sur la mobilisation des acteurs publics-privés et citoyens au travers d'ateliers pour suggérer ce type de gouvernance. **Rapport d'activité** (gabarit fourni par le programme) **:** ▪ La raison d'être et objectifs des activités; ▪ Type d'activité; ▪ Nombre de participants; ▪ Bilan sommaire de l'activité. **Reddition de compte** (gabarit fourni par le programme) **:** ▪ Revue de ce qui a été livré; ▪ Présentation des résultats; ▪ Coûts et échéancier par livrable; ▪ Risques et enjeux qui se sont présentés; ▪ Leçons apprises; ▪ Recommandations sur les prochaines étapes en lien avec l'initiative.
Éléments potentiels d'accompagnement à la réalisation du Projet	▪ Documentation sur la situation actuelle; ▪ Analyse des besoins; ▪ Analyses des parties prenantes; ▪ Analyses de faisabilité; ▪ Résultat d'activités de prototypage; ▪ Tout autre document permettant d'enrichir la valeur des réalisations du Projet.
Responsabilités	▪ Réalisation du Projet : l'Organisme recevant la subvention ▪ Suivi périodique : Le Responsable du dossier et /ou l'équipe du programme des villes intelligentes de l'Unité administrative; ▪ Acceptation : le directeur du programme de l'Unité administrative.
Échéancier	▪ Remise des résultats des expérimentations autour du modèle de gouvernance de données en continu tous les 6 mois jusqu'au 31 mars 2022; ▪ Remise des résultats des expérimentations autour de valorisation des données du Bureau du Taxi de Montréal en continu tous les 6 mois jusqu'au 31 mars 2022; ▪ Remise des résultats des expérimentations autour de la preuve de concept sur le covoiturage en continu tous les 6 mois jusqu'au 31 mars 2022;

	▪ Remise du bilan des opportunités de croisement et de collecte des données le 31 mars 2022; ▪ Remise du registre d'activités de mobilisation - en continu et version finale le 31 mars 2022; ▪ Remise de la reddition de compte bi-annuelle aux 6 mois; ▪ Remise de la reddition de compte de bilan de fin d'entente au plus tard le 30 octobre 2022 (un mois après la date de fin de l'entente).
Principaux critères de qualité à respecter	▪ Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature; ▪ Les informations présentées dans le document doivent être appuyés sur des faits ou des informations vérifiables. Si ce n'est pas possible, des hypothèses documentées peuvent aussi être acceptées; ▪ Le Projet répond aux besoins de la communauté et est utilisé.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal et du Défi des villes intelligentes du Canada

- Faire état de la contribution de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le Défi des villes intelligentes pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du Défi des villes intelligentes lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Une initiative de la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes***
- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca et consulter le site : https://mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : montreal.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment

de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville https://montreal.ca/, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et un représentant du Gouvernement du Canada à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207642001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 1 092 000 $ à l'organisme Fabrique des Mobilités Québec pour un projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207642001 FabmobQC.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-31

Michelle DE GRAND-MAISON
Conseillère budgétaire - Chef d'équipe
Tél : 514-872-7512
Division : Service Des Finances, Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1203438011

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, pour une somme maximale de 1 006 033,72 $ taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré, à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 1 006 033,72 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-13 10:38

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438011**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, pour une somme maximale de 1 006 033,72 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de désinfection de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte (Station) comprend la mise en place d'un procédé de désinfection à l'ozone afin d'atteindre les objectifs environnementaux de rejet du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). L'ozonation est un procédé reconnu efficace pour réduire la charge microbiologique (ex. bactéries, virus et protozoaires) dans l'eau et également celle de substances chimiques organiques, telles que les contaminants d'intérêt émergent. La présence de ces substances dans le fleuve Saint-Laurent a été révélée par de nombreuses études universitaires récentes. La quantité de substances d'intérêt émergent rejetée dans le fleuve par la Station, année après année, serait de plus d'une tonne.
Les produits pharmaceutiques, les produits de soin personnel, les agents tensioactifs et les hormones constituent les substances d'intérêt émergent et sont reconnus depuis plusieurs années comme étant une source importante de pollution des milieux aquatiques. Or, la présence de ces substances dans les eaux des cours d'eau peut causer des effets délétères sur la faune aquatique, notamment les poissons, même lorsqu'elles sont présentes à des concentrations très faibles (nanogramme/L). Plusieurs de ces produits sont des perturbateurs endocriniens, c'est-à-dire qu'ils agissent sur l'équilibre hormonal de nombreuses espèces en altérant des fonctions vitales telles que la croissance, le développement, le comportement et la reproduction pour ne nommer que celles-ci. Comme en font état de nombreuses études scientifiques, le phénomène de féminisation de certaines

espèces aquatiques retrouvées dans le fleuve est un exemple concret des effets possibles de ces produits dans le milieu naturel.

Or, pour évaluer l'efficacité de l'ozonation sur la réduction de ces substances d'intérêt émergent, il faut faire appel à une technique analytique sophistiquée qui n'a pas cessé de se développer depuis les vingt dernières années. Il s'agit de la technique de chromatographie liquide couplée avec une détection utilisant deux spectrophotomètres de masse (LC-MS-MS). La difficulté principale dans l'analyse de ces substances d'intérêt émergent réside dans leur très faible concentration dans l'effluent, mais aussi parce qu'elles sont mélangées à une foule d'autres produits qui sont rejetés dans les égouts municipaux. À titre de comparaison, chercher une substance d'intérêt émergent, c'est comme chercher un grain de riz caché dans le volume total du stade olympique rempli avec l'effluent de la Station.

Les premières analyses de l'effluent ozoné sont prévues en 2021 par l'unité pilote de suivi de l'ozonation en continu (USOC) pour déterminer les dosages requis pour enlever efficacement les produits pharmaceutiques et de soins personnels ainsi que les autres contaminants d'intérêt émergents tout en assurant l'atteinte de l'exigence de rejet du MELCC dès la mise en service de la future unité de désinfection.

Le 4 mai 2020, un avis d'intention a été publié sur le SEAO, afin d'informer les fournisseurs éventuels que la ville de Montréal (Ville) avait l'intention d'accorder un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc. (Thermo Fisher) pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide couplé avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS -MS). Tout fournisseur jugeant être en mesure de satisfaire les exigences identifiées dans l'avis d'intention avait jusqu'au 21 mai pour soumettre par écrit son intérêt et démontrer ses aptitudes à livrer cet appareil. Un (1) addenda a été émis, pour reporter la date de conclusion du contrat au 4 juin 2020.

Une compagnie a manifesté son intérêt pour fournir cet appareil. Lors de l'analyse de la proposition par le bureau du contrôleur général et la Direction de l'épuration des eaux usées, il a été démontré que celui-ci ne rencontrait pas les spécifications techniques énoncées dans l'avis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 15 1797 – 25 août 2016 – Accorder un contrat à Filtrum inc., pour la fourniture et l'installation des systèmes mécaniques, civils, électriques et l'instrumentation de l'unité de suivi de l'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, pour une somme maximale de 819 110,64 $, taxes incluses.
CE 15 1797 – 7 octobre 2015 – Accorder un contrat à Nordmec Construction inc., pour la fourniture et l'installation de deux (2) conduites extérieures en acier inoxydable pour l'alimentation en eaux traitées de l'unité de suivi de l'ozonation en continu de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 128 668,06 $, taxes incluses.
CE12 2074 – 19 décembre 2012 – Accorder à Imalog inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service d'un ozoneur pour l'Unité de suivi de l'ozonation en continu de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 255 914,23 $.
CG11 0434 – 22 décembre 2011 – Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc., pour les travaux d'aménagement mécanique, électrique et civil de la salle de l'unité de suivi de l'ozonation en continu du bâtiment de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au prix approximatif de 666 493,89 $.
CE11 0984 - 29 juin 2011- Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'aménagement mécanique, électrique et civil de la salle de l'unité de suivi de l'ozonation en continu du bâtiment de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

CE10 1528 - 29 septembre 2010 - Accorder à Mécanicaction 2009 inc., un contrat de 216 952,27 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison de douze colonnes de l'unité de suivi d'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.
CG10 0192 - 20 mai 2010 - approuver et faire signer par le représentant autorisé de la Ville de Montréal le projet de protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal pour le versement d'une aide financière de 127,5 M$ dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour la désinfection de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à fournir et installer l'appareillage complet pour la préparation des échantillons, l'identification et la quantification des substances d'intérêt émergent dans les échantillons prélevés dans l'effluent avant et après ozonation, mais aussi dans l'affluent et au point de rejet dans le fleuve. Cet appareil servira à évaluer et optimiser l'efficacité du procédé d'ozonation dans la réduction ou l'élimination des substances d'intérêt émergent.

Il vise à accorder un contrat à Thermo Fisher pour fournir et installer l'appareillage complet de préparation, d'identification et de quantification incluant un spectromètre de masse à très haute résolution couplé à un système de chromatographie liquide à ultra-haute performance dont elle détient le brevet. La fourniture comprend entre autres :

• la conception, la fabrication et la livraison des instruments;
• l'installation de tous les accessoires requis pour obtenir un appareillage complet et fonctionnel ;
• l'assemblage et le montage des instruments ;
• les essais sur le site et les vérifications pré opérationnelles ;
• la fourniture de toutes les garanties générales et spécifiques des composantes ;
• la formation et la documentation ;
• l'assistance technique.

JUSTIFICATION

Le gouvernement du Québec a édicté le 11 décembre 2013 le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU) qui est entré en vigueur le 11 janvier 2014. Ce règlement (art. 17) prévoit que les municipalités qui exploitent des ouvrages d'assainissement des eaux usées sont dans l'obligation de recevoir une attestation d'assainissement qui devra faire l'objet d'un exercice de révision par le MELCC minimalement tous les dix ans, comme prévu à l'article 31.33 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Le processus de délivrance des nouvelles attestations, conformément au règlement, n'a pas encore débuté. Pour la Station, le lancement de la démarche se fera après la mise en service de l'unité de désinfection. Le programme de cette caractérisation comprend l'analyse de paramètres physiques, chimiques, bactériologiques et de toxicité. Les objectifs de la caractérisation initiale sont les suivants :

· Identifier et quantifier les paramètres présents dans l'effluent final traité des stations d'épuration municipales ;

· Mesurer la toxicité aiguë et chronique de l'effluent final traité ;

· Déterminer les paramètres potentiellement problématiques pour le milieu récepteur pour lequel des exigences supplémentaires pourraient être demandées au moyen des attestations d'assainissement municipales.

La caractérisation initiale de l'effluent des stations de très grande taille comme celle de Montréal prévoit l'échantillonnage et l'analyse des contaminants qui, actuellement, ne sont pas analysés par les municipalités dans le cadre de leur programme uniformisé d'échantillonnage. Les paramètres retenus pour la caractérisation initiale sont regroupés en 16 familles dont 5 exigent une instrumentation analytique hautement spécialisée comme celui qui fait l'objet de ce sommaire décisionnel :

Famille 7 Agents tensioactifs, dont les nonylphénols
Famille 12 Produits pharmaceutiques et antibiotiques
Famille 13 Résidus de médicaments
Famille 14 Stéroïdes et bisphénol A
Famille 15 Substances perfluorées.

Compte tenu de la nouvelle réglementation et dans une perspective de transparence, la Ville a l'obligation d'évaluer l'efficacité de la réduction de ces substances d'intérêt émergent et d'en informer ses citoyens et la population en général, spécialement en considérant les préoccupations environnementales évidentes du public.

Les analyses régulières permettront d'évaluer la réduction de la quantité de ces substances d'intérêt émergent rejetées au fleuve en fonction des dosages, des saisons et des événements météorologiques comme les fortes pluies pour ainsi optimiser les performances de l'unité de désinfection. Par ailleurs, cette surveillance doit se maintenir dans le temps puisque le nombre de nouvelles substances d'intérêt émergent ne cesse d'augmenter et que l'attestation d'assainissement du MELCC doit être renouvelée tous les 10 ans.

Après avoir effectué des vérifications sérieuses et documentées auprès d'une trentaine de modèles d'instruments LC-MS-MS disponibles sur le marché et des quatre technologies analytiques disponibles commercialement autant au Canada que dans tous les territoires visés par un accord de libéralisation, incluant les pays de l'union européenne, il s'est avéré que l'équipement de la compagnie Thermo Fisher Scientific inc. était le seul qui possédait les caractéristiques essentielles à l'identification et la quantification des contaminants d'intérêt émergent et à leurs modifications post ozonation.

Une lettre indiquant que Thermo Fisher est le seul fournisseur de la technologie qui se trouve au coeur du spectromètre de masse (LC-MS-MS) est incluse dans l'étude d'unicité, jointe au dossier.

Leur proposition en tant que fournisseur exclusif, est conforme aux exigences de l'article 573.3 par. 9 de la loi des Cités et Villes. La firme Thermo Fisher Scientific inc. a pris connaissance de la politique contractuelle de la Ville et a déclaré s'y conformer.

Si l'on considère l'estimation de 893 185,87 $ qui a été effectuée en 2017 par des professionnels internes basée sur trois soumissions de Thermo Fisher Scientific inc. à autant de clients différents pour des appareils LC-MS-MS avec des accessoires similaires et que l'on actualise cette estimation à un taux de 2.5% par année pour prendre en considération la variation du taux de change et l'augmentation du coût des matériaux et de la main-d'oeuvre, la présente proposition de 945 901,22 $ de Thermo Fisher Scientific inc. pour cet appareil et ses accessoires est favorable d'environ 2%.

Il faut préciser qu'un montant supplémentaire de 60 132,50 $ taxes incluses est prévu pour les options de garantie. Ce montant n'a pas fait l'objet d'une estimation.

Considérant l'unicité du produit et sa capacité à rencontrer entièrement les besoins analytiques sophistiqués requis pour l'analyse des substances d'intérêt émergent rejetées au fleuve par la Station, il est recommandé d'octroyer, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc., pour la somme de 1 006 033,72 $ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la Station est de 1 006 033,72 $ taxes incluses. Ceci représente un montant de 918 642,88 $ net de ristourne de taxes.
Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

D'une part, le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la Station permettra d'éliminer grandement les quantités de bactéries, virus, mais aussi d'autres substances d'intérêt émergent dans les eaux rejetées au fleuve par la Station. Ainsi, la qualité de l'eau du fleuve pour les municipalités, la faune et les autres usagers de l'eau en aval de l'île aux vaches sera nettement améliorée et permettra des usages jusqu'à maintenant grevés à cause de la qualité de l'effluent. D'autre part, cet instrument analytique servira à améliorer les conditions d'opération et de dosage du procédé d'ozonation à la Station durant toute l'année, afin que l'effluent rejeté au Fleuve soit de la meilleure qualité possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la DEEU n'achetait pas son propre appareil, elle devrait faire appel à des services externes, ce qui s'avérerait très dispendieux. En effet, seulement pour la première année d'exploitation de l'unité de suivi en continu de l'ozonation, les coûts s'élèveraient à entre 1 500 000 $ (tarif du Centre d'analyse et d'expertise environnementale du Québec (CEAEQ) et 4 200 000 $ (tarif privé)). Or, le programme de suivi s'étendra pendant plusieurs années avant et après la mise en service de l'unité d'ozonation. Pour une période de 10 ans, les coûts d'analyses seraient de 11 000 000 $ en considérant les prix du CEAEQ, soit environ 1 000 000 $ par année.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : août 2020
Emission du bon de commande: septembre 2020
Livraison de l'appareil: octobre 2020
Premières analyses de l'effluent ozoné à l'aide de l'USOC: 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-22

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-06-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-17

ÉTUDE SUR LE CHROMATOGRAPHE EN PHASE LIQUIDE

COUPLÉ AU SPECTROMÈTRE DE MASSE EN TANDEM (LC-MS/MS)

REQUIS POUR LES BESOINS DU PROJET DE DÉSINFECTION À L'OZONE

DE L'EFFLUENT DE LA STATION D'ÉPURATION JRM DE LA VILLE DE MONTRÉAL

INTRODUCTION

Le comité tripartite (ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR, Ville de Montréal (VDM)) a recommandé l'ozonation comme procédé de désinfection de l'effluent municipal à la station d'épuration Jean-R. Marcotte (Station) de la Ville de Montréal en juin 2007. Ce procédé a deux avantages :

- la désinfection sans agent chloré pour réduire la concentration des bactéries, des virus et des protozoaires.

- et la destruction partielle ou totale des tonnes de contaminants d'intérêt émergent comme les produits de soin personnel, les produits pharmaceutiques, les stéroïdes, les hormones, les agents tensioactifs (nonylphénols, etc.) et les pesticides qui se retrouvent dans les égouts et qui sont rejetés au fleuve durant une année.

Bien que ces composés qui se trouvent en très faible concentration dans les effluents et dans les cours d'eau, ils ont un effet néfaste sur la vie aquatique d'où l'intérêt grandissant à les réduire ou les éliminer avant leur rejet de l'effluent dans le fleuve Saint-Laurent.

DÉFI ANALYTIQUE PARTICULIER

Pour juger de l'efficacité du procédé d'ozonation à réduire ou éliminer les contaminants d'intérêt émergent, il faut mesurer leurs concentrations avant et après avoir été en contact avec l'ozone. Or, cette activité s'avère une tâche extrêmement difficile qui nécessite l'utilisation d'une technologie hautement sophistiquée et dispendieuse.

En premier lieu, il faut savoir que la concentration de ces contaminants d'intérêt émergent dans l'effluent de la station se trouve à un niveau très faible. Leurs concentrations varient selon le type de composés. Elles s'expriment en microgramme par litre (µg/L) et même au niveau du nanogramme/L (ng/L) soit 0.000 000 001 g/L. À titre de comparaison, ce niveau de concentration correspond à la recherche d'un grain de riz perdu dans le stade olympique rempli d'eaux usées, mais il y a plus. La technologie analytique requise doit aussi pouvoir identifier si ce grain de riz est un grain de riz basmati, rouge, blanc, brun, sauvage, jasmin, japonica ou arborio, rien de moins, et tout cela, dans des eaux usées chargées de milliers d'autres composés chimiques et de matières en suspension qui interférent facilement avec l'analyse des contaminants d'intérêt émergent en si faibles concentrations.

En deuxième lieu, la réaction de l'ozone avec tous ces produits présents dans les eaux usées va produire de nouveaux produits chimiques inconnus. La technologie analytique doit être en mesure de les identifier de façon univoque tout en évitant des faux positifs.et de les quantifier avec la plus grande précision possible pour

évaluer leur potentiel de toxicité environnementale. C'est une tâche que peu d'instruments analytiques réussissent avec succès.

TECHNOLOGIE DISPONIBLE

Les scientifiques à l'origine de la construction de ces instruments analytiques ont présenté depuis 20 ans diverses solutions pour tenter de répondre au défi de l'analyse difficile des contaminants d'intérêt émergent dans des matrices plus simples comme les eaux potables ou les eaux de surface, mais aussi dans des matrices chargées comme celles que sont les eaux usées.

Le cœur du système chromatographe liquide qui sert à séparer les molécules consiste en un analyseur de masse moléculaire qui lui sert à identifier et quantifier les contaminants d'intérêt émergent et les autres produits chimiques présents dans un échantillon. Parmi les technologies analytiques disponibles commercialement pour le spectromètre de masse, on en retrouve aujourd'hui principalement quatre :

- la technologie du temps de vol ou "time-of-flight" (TOF) ;
- la technologie quadripolaire ;
- la technologie hybride quadripolaire-TOF
- la technologie hybride de type trappe orbitale d'ions dénommée Orbitrap

Elles peuvent toutes, à des degrés divers de performance, effectuer l'analyse quantitative et qualitative des contaminants d'intérêt émergent dans les eaux de surface ou potables. Là où elles se distinguent cependant, c'est dans leur capacité à analyser ces mêmes composés au travers de matrices chargées comme celle de l'effluent ozoné et non ozoné de la station d'épuration JRM.

Les raisons qui nous ont menés à choisir la technologie de la trappe ionique intégrée dans le système combiné Orbitrap-quadripôle exclusif à Thermo Fisher sont essentiellement de nature technique. La technologie que



nous avons choisie avec deux spectromètres de masse (MS) en tandem comme analyseurs couplés à un chromatographe liquide s'avère supérieure aux trois autres pour effectuer l'analyse complexe de nos échantillons. La technologie Orbitrap est disponible depuis 2005 et elle a continué d'évoluer depuis cette date. Il s'agit d'une technologie éprouvée, mature.

CHOIX DE LA TECHNOLOGIE ORBITRAP-QUADRIPOLAIRE

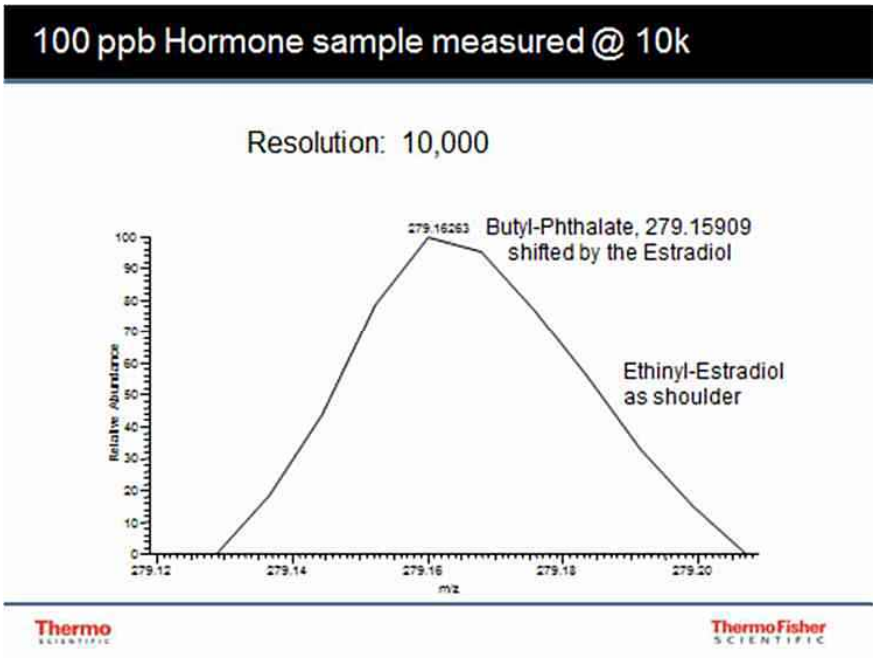
Après avoir examiné les grandes technologies disponibles et les quelques 30 modèles d'instruments LC-MS-MS disponibles sur le marché, nous avons opté pour le modèle de spectromètre de masse **Q-Exactive** couplé à un chromatographe liquide ultra haute pression (UHPLC) **Equan Max Plus**.

Le produit de la compagnie Thermo Fisher Scientific est le seul qui répond parfaitement aux caractéristiques essentielles d'un système pour **l'*identification*** et la ***quantification*** des contaminants d'intérêt émergent et de leurs modifications post ozonation. Pour justifier ce choix, nous nous sommes basés sur des critères objectifs. En effet, l'équipement retenu possède les caractéristiques essentielles suivantes :

- **Résolution**

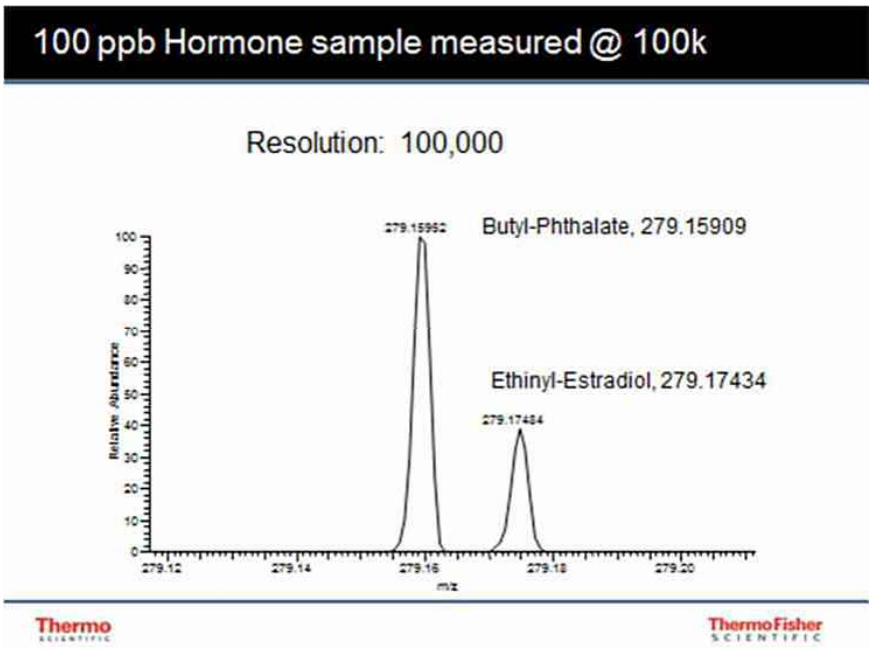
    a. La capacité de reconnaître les ions de deux molécules de masse très proche l'une de l'autre s'exprime par le ratio charge sur masse (m/z). Après une première ionisation des molécules dans le MS1 du système Orbitrap retenu, ces fragments sont dirigés vers le MS2 qui les sépare à son tour selon leur m/z pour être ensuite identifiés et quantifiés.
    b. Ce système combiné Orbitrap-quadripôle offre un pouvoir de résolution inégalé allant jusqu'à 140,000 (@ m/z= 200) à une vitesse de balayage de 1.5 Hz pour un modèle de laboratoire. Cette résolution est nécessaire pour la séparation d'interférences de produits ayant la même masse nominale pour des composés analysés présents dans les effluents. Même à une vitesse de balayage de 12 Hz, la résolution demeure excellente à 17 500 (@ m/z = 200).
    c. Cette haute résolution est aussi requise pour discerner les signaux d'ions chevauchés, un problème commun lors d'analyses de matrices très complexes telles que l'effluent de la station. Cette très haute résolution permet de réduire l'erreur sur la masse mesurée des inconnus et améliore leur quantification. Les technologies alternatives n'ont tout simplement pas ce pouvoir de résolution. Les technologies alternatives n'ont pas cette résolution accrue.

d. Pour illustrer l'importance de ce pouvoir de résolution, le graphique suivant illustre la difficulté qui se présente dans l'identification et la quantification de l'hormone ethinyl-estradiol si la résolution est insuffisante :



Ce pic cache en fait deux molécules. La résolution de 10 000 est de toute évidence insuffisante pour les distinguer.

Par contre, l'analyse effectuée avec une résolution de 100 000 montre la présence de deux molécules même si leurs masses sont presque identiques :



Seule la technologie Orbitrap permet une telle capacité de résolution pour des molécules à masse similaire qui est essentielle dans l'analyse des contaminants d'intérêt émergent.

- **Plage de masse**

    a. Elle se situe entre 50 à 6 000 m/z. Or, la combinaison du quadripôle et de l'analyseur Orbitrap permet la quantification à haute résolution et offre une sensibilité et une gamme linéaire dynamique (d'au moins 3 ordres de magnitude) équivalente en mode d'ions sélectifs ou en mode balayage de masse (>10 spectres MS/MS par seconde) grâce à sa cellule à collision HCD. Ce mode permet du même coup de confirmer l'identité des molécules ciblées. Cette technologie est idéale pour l'analyse des contaminants d'intérêt émergent de façon ciblés et non ciblés (connus et inconnus).

- **Précision de masse**

    a. Une bonne précision sur la mesure exacte des masses (1 ppm étalonnage interne et 3 ppm étalonnage externe) est essentielle à la détermination de la formule élémentaire d'inconnus et est un atout essentiel dans l'identification des contaminants inconnus. C'est ce qu'offre le système combiné Orbitrap-quadripôle, en particulier pour la détection et la quantification de ces molécules inconnues comme celles que sont les sous-produits de la réaction de l'ozone avec les contaminants présents dans l'effluent.

    b. La précision de la masse est un paramètre essentiel pour assurer la plus grande confiance possible pour toutes les identifications de molécules inconnues comme celles qui seront produites après la réaction avec l'ozone. L'exemple suivant démontre l'importance d'une bonne exactitude de la masse pour l'identification d'inconnus en limitant le nombre de possibilités de 209 à seulement 2.

EXAMPLE:

- Reserpine ($C_{33}H_{40}N_2O_9$) has a protonated ion at 609.28066

Mass Error (ppm)	# of Possible Chemical Formulae (using only C, H, N & O)
165 (0.1 daltons)	209
10	13
5	7
3	4
2 (0.0012 daltons)	2

    c. Les autres systèmes commerciaux sont limités à une précision de 5 ppm en étalonnage interne.

- **Changement de polarité +/-**

    a. Le faisceau de la source ionisante frappant les molécules produit des fragments chargés positivement (+) et d'autres chargés négativement (-). Il faut au système moins d'une seconde (1 s) pour réaliser un spectre MS dans les deux modes (ions positifs et ions négatifs) au cours de la même acquisition de données augmentant la productivité des analyses.
    b. De plus, les sources ionisantes peuvent fonctionner en mode alterné positif/négatif sans perte de sensibilité.

.**Sonde ionisante**

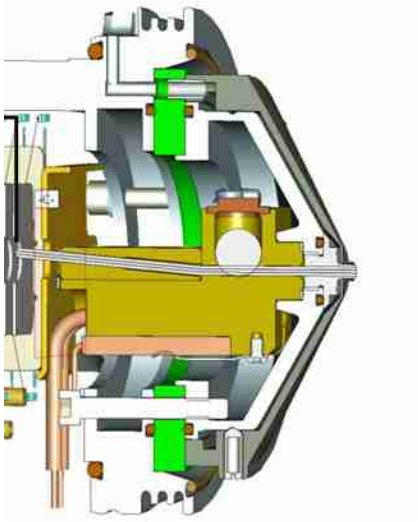


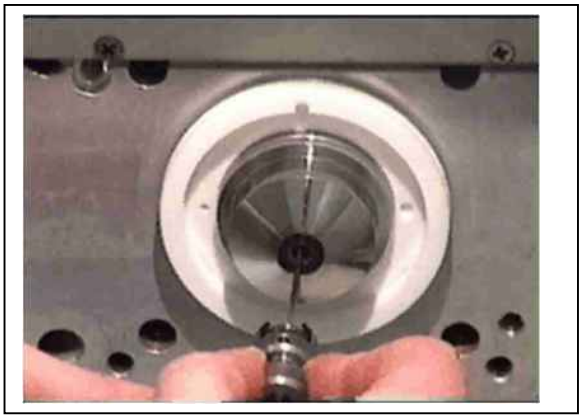


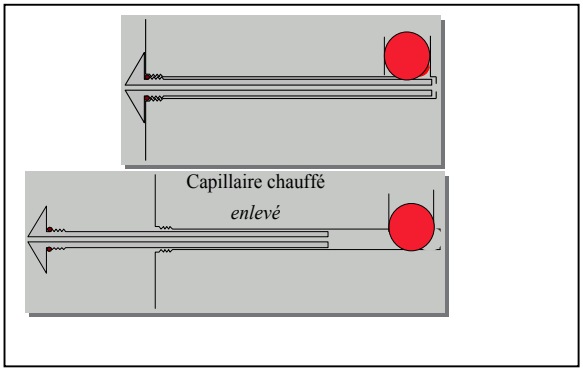
Cette nouvelle sonde H-ESI II permet de travailler dans deux modes : ESI froid ou ESI chauffée, afin de pouvoir couvrir la plus large gamme possible d'applications : composés thermolabiles, hauts débits de phase mobile, gradient à fort pourcentage aqueux.

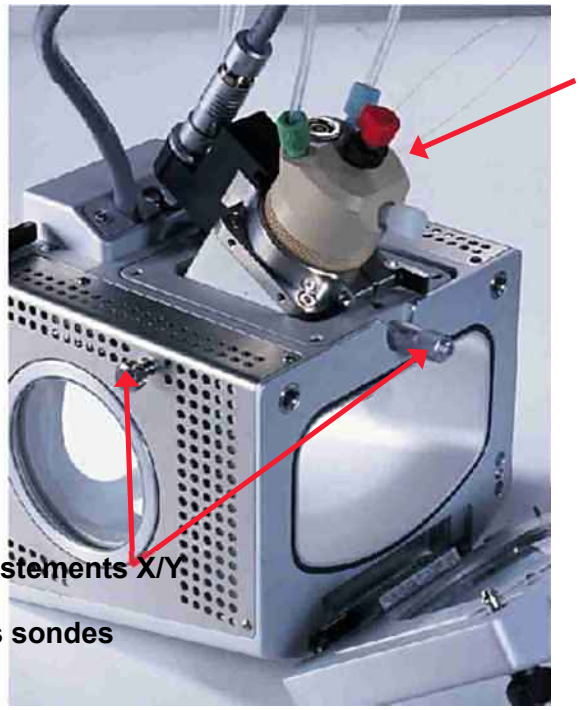
La température plus élevée du gaz auxiliaire (Azote) facilite la désolvatation. En augmentant ainsi le rendement d'ionisation, on **augmente la sensibilité d'un facteur 3 à 8** selon les composés. Une autre caractéristique unique à ce spectromètre de masse. L'aiguille métallique monobloc permet un remplacement facile.

D'entretien facile, le tube de transfert est métallique et s'enlève pour les opérations de nettoyage sans rupture du vide. Les sources sont également amovibles sans rupture du vide :









Ajustements X/Y

des sondes

Les sondes sont interchangeables sans rupture du vide et se montent facilement (ci-contre sonde ESI)



Sonde APCI

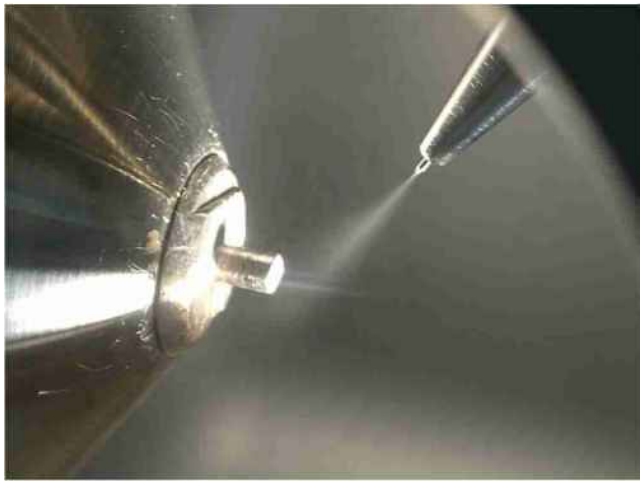
L'interface IonMax™ utilise de l'azote « Sweep Gas » pour faciliter la désolvatation et pour protéger également l'entrée du tube de transfert pouvant être chauffé jusqu'à 400°C.

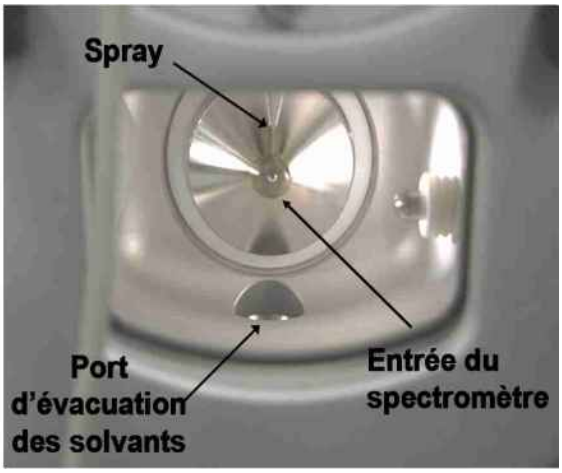
La source ESI proposée est inclinée à 60° pour éviter l'entrée des sels et des neutres, tout en conservant une transmission optimale des ions. Sa position est réglable en x, y et z, elle est reconnue automatiquement par le logiciel de pilotage. Elle opère sur une plage de débit allant de 1µ L/minute à 1 mL/minute, sans split.

Elle opère à des tensions allant jusqu'à +/- 8 kV à 100 µA.

Cette source est interchangeable en quelques secondes pour passer en mode APCI ou APPI (option).

Le bloc source se démonte très facilement à l'aide de deux pinces.

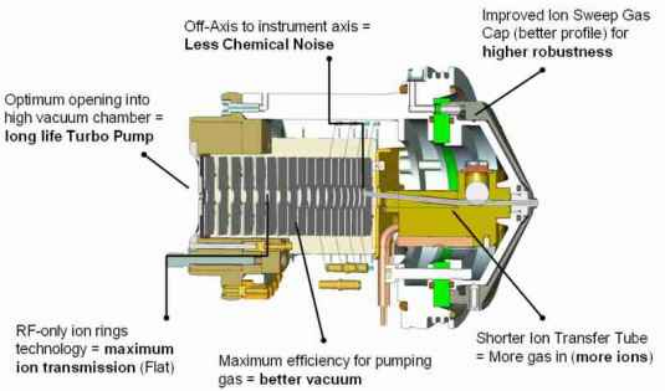


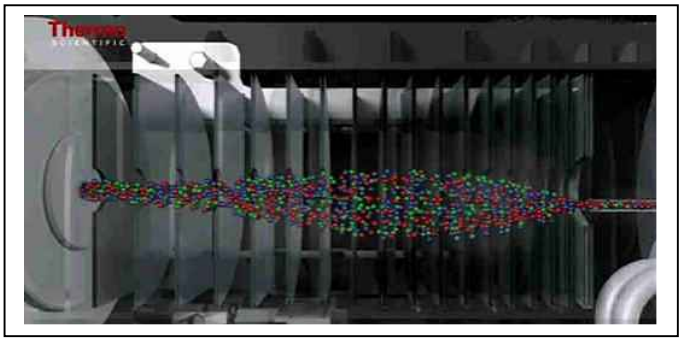


Lors d'utilisation intensive avec matrices chargées de type biologique, végétal ou autre, l'Ion « **Sweep Cone** » joue le rôle d'une barrière physique et **prévient ainsi un encrassement prématuré** du spectromètre de masse. Le démontage de ce cône ne nécessite aucun outil et ne prend que quelques secondes. Cette caractéristique est importante pour l'analyse d'une matrice chargée comme l'effluent.

L'ion « **Sweep Gaz** », un gaz à contre-courant, a lui deux fonctions : la première aide la désolvatation et la seconde permet d'éviter que les éléments neutres (matrices…) ne pénètrent dans le spectromètre de masse et n'encrasse prématurément le tube de transfert.

La transmission des ions est ensuite assurée par un tube de transfert, suivi du nouveau guide d'ions « **S-Lens ».** Il est constitué d'un empilement de lentilles concentriques permettant la focalisation optimum du faisceau d'ions pour une meilleure transmission.





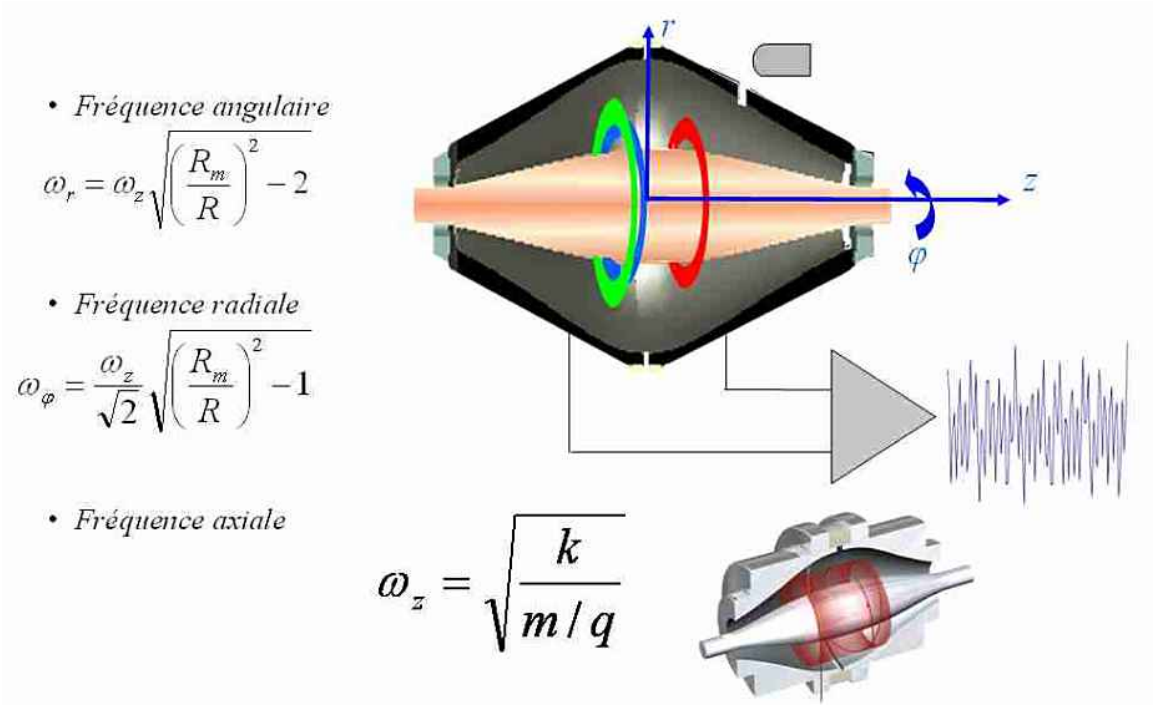
L'optimisation des paramètres de transfert est assurée de façon automatique par le logiciel de contrôle de l'instrument.

- **Mode d'injection de l'échantillon**

Le système est également fourni avec un **pousse-seringue** permettant des infusions en introduction directe à des débits compris entre 1 µL et 1 mL/min, il est livré avec une seringue de 500 µL.

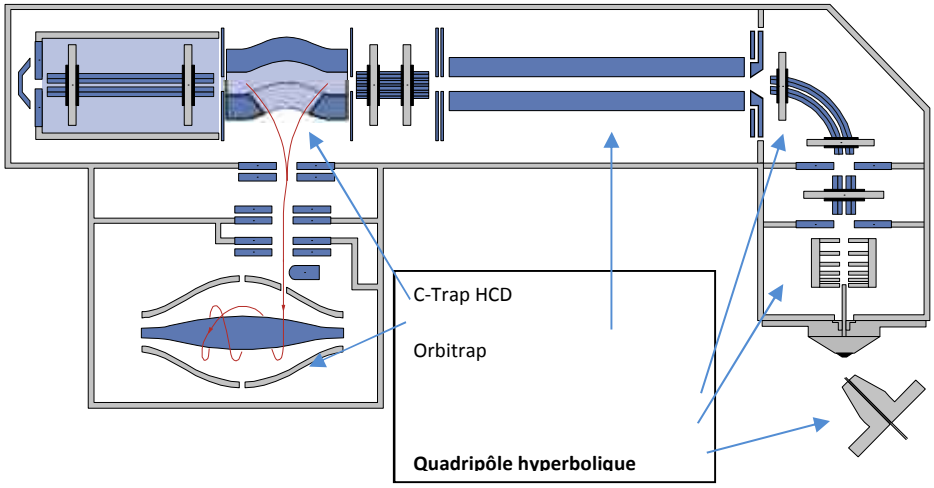
- **Analyseur MS**

- Principe de l'Orbitrap

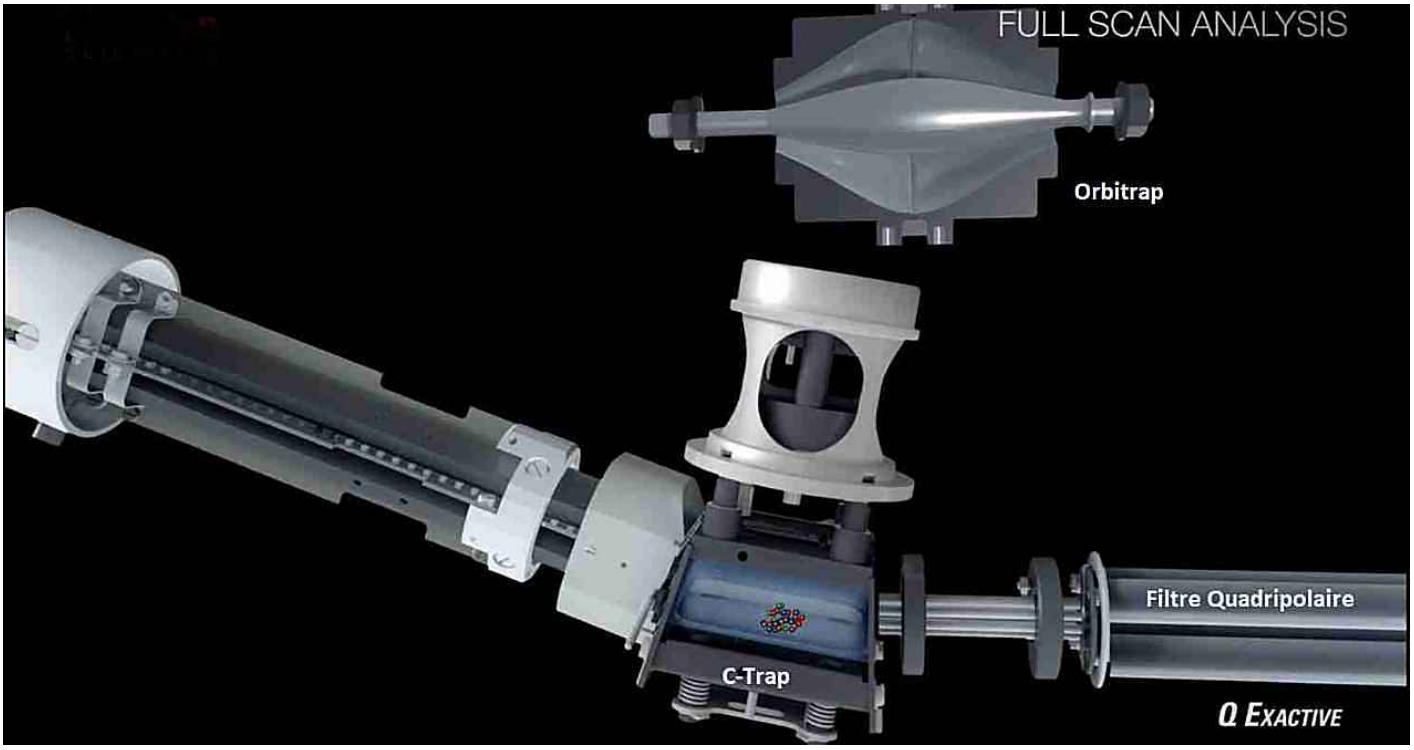


Le système Orbitrap est un nouvel analyseur unique qui utilise les principes de la transformée de Fourier comme sur les analyseurs magnétiques de type FT-ICR mais dans un champ de type électrostatique.

Schéma de l'analyseur Q-Exactive :

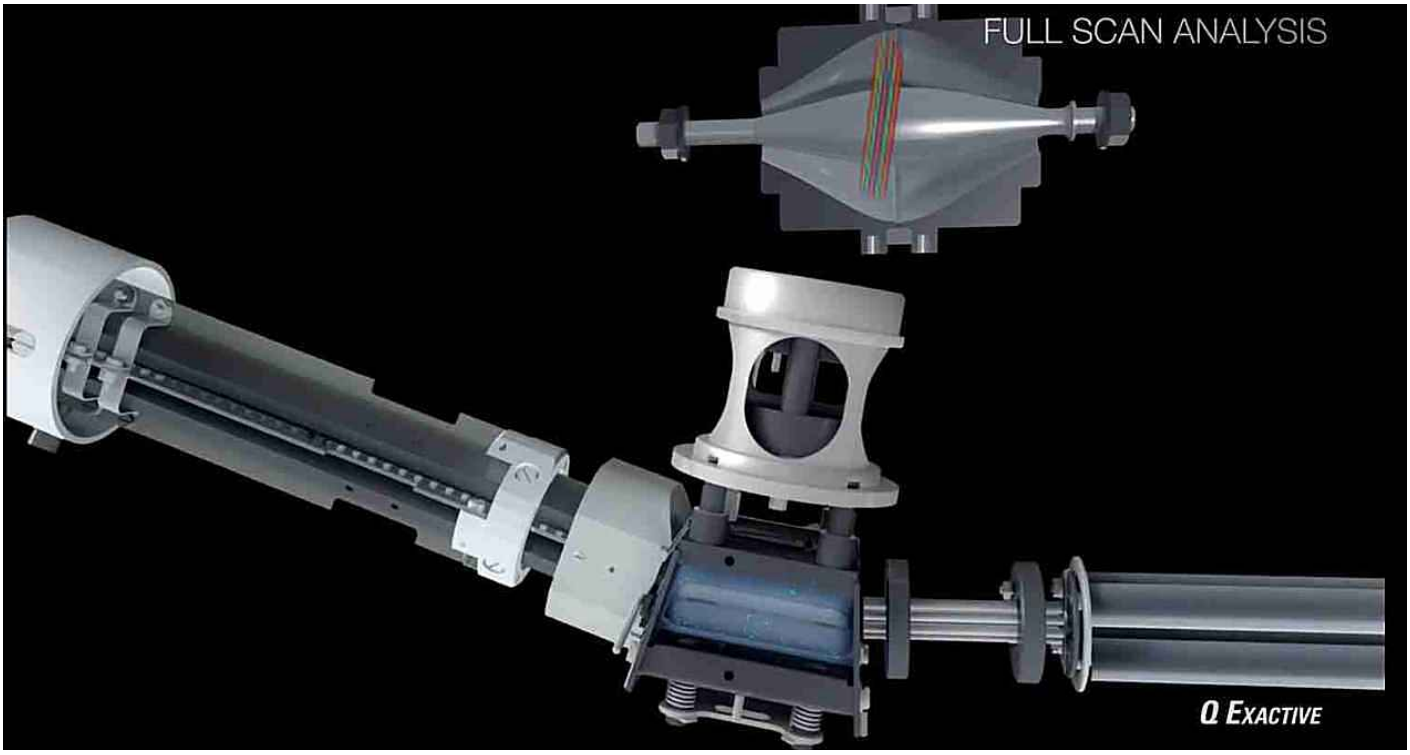


Les ions sont transférés de la source H-ESI par un filtre quadripolaire hyperbolique vers la C-trap™.

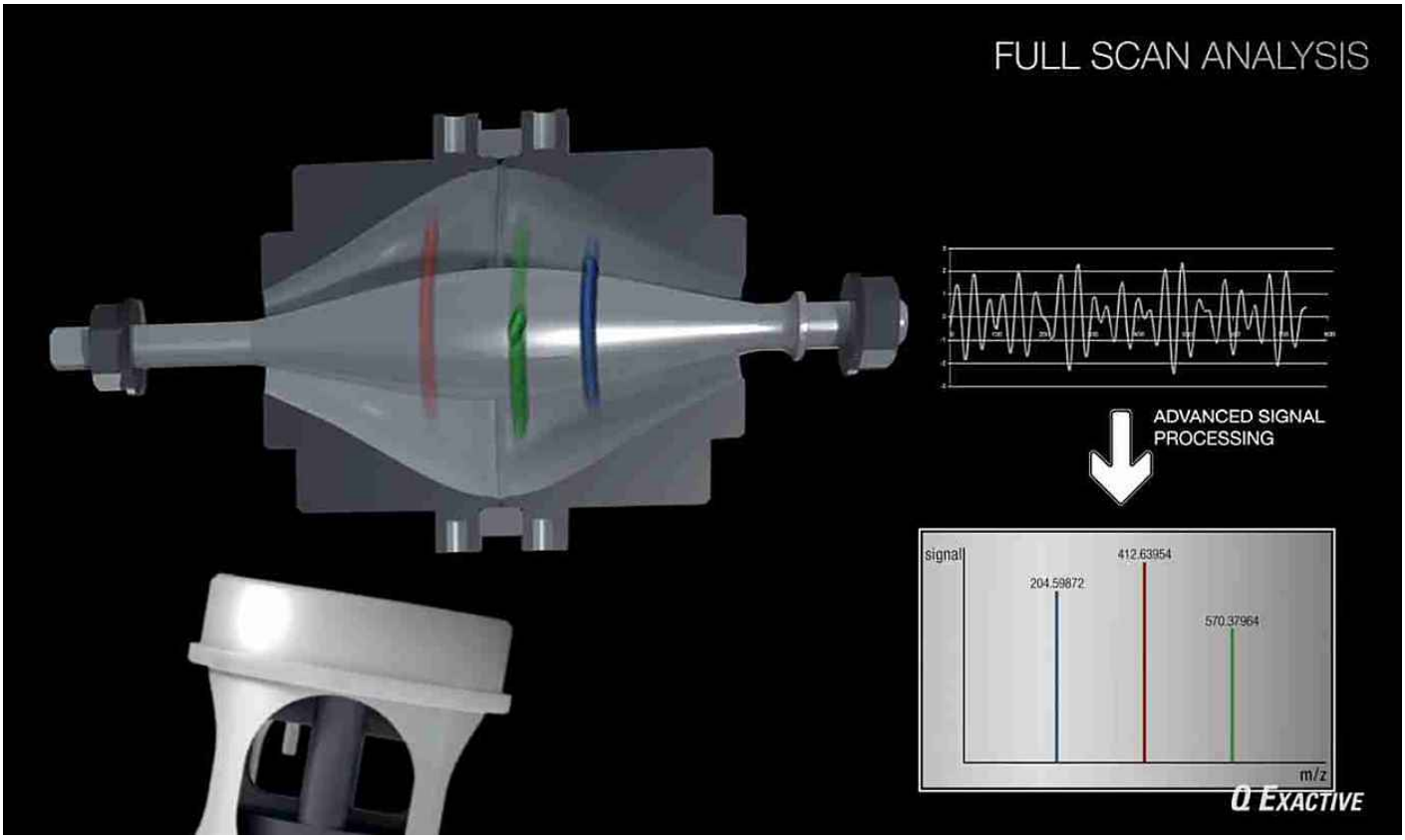


Étape 1 : Focalisation des ions dans la C-Trap

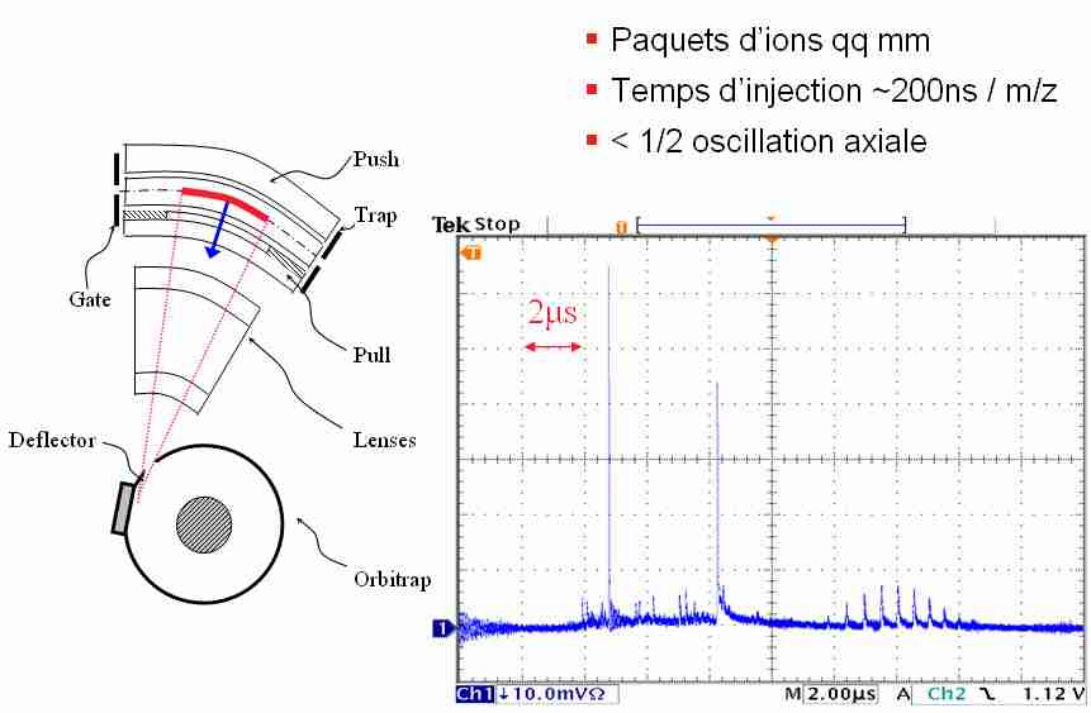
La C-Trap permet de piéger l'ensemble des ions, de les focaliser puis de les expulser vers l'Orbitrap.



Étape 2 : Éjection des ions de la C-Trap vers l'Orbitrap



Étape 3 : Oscillation axiale des ions sous l'effet du champ électrostatique, détection des ions et mesure des fréquences d'oscillation.



Cette trappe orbitale est un piège à champs électrostatique disposant d'une électrode chargée à 5kV et d'un système de détection avec amplificateur à très faible niveau de bruit et d'une numérisation du signal à 16 bits.

Ce système de détection ultra-sensible permet de réaliser un grand nombre de spectres par seconde en effectuant un seul balayage par spectre. Cette caractéristique est unique à la technologie Orbitrap.

Le contrôle de la quantité d'ions est effectué par le système AGC (« Automatic Gain Control ») : ce système effectue un court prébalayage et calcule automatiquement le temps d'injection des ions de façon optimale pour toujours être à la meilleure sensibilité, quelle que soit la concentration des ions.

L'étalonnage de l'Orbitrap est de plus automatisé.

- **Système de pompage**

Le pompage à l'intérieur de l'analyseur est assuré par une pompe primaire et deux pompes turbomoléculaires. La pression dans l'Orbitrap est de l'ordre de 2×10^{-10} mbar. Le système de pompage est muni d'une jauge de vide "Pirani" et de jauges à cathode froide, ainsi que d'un capteur électronique de pression.

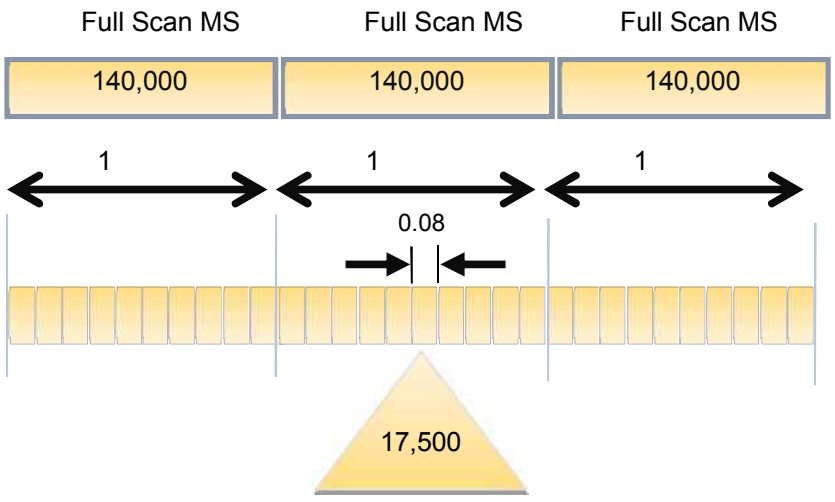
Mode de balayage

Il est possible d'utiliser huit (8) modes de balayage pour aider à résoudre des problèmes posés par certaines matrices chargées comme notre effluent :

- « Full scan MS » à haute résolution et haute précision de masse
- « All Ion Fragmentation » dans la cellule de collision HCD afin de générer des spectres MS/MS
- « Selected Ion Monitoring (SIM)» à haute résolution et haute précision de masse
- « Parallel Reaction Monitoring (PRM) » soit le suivi simultané de tous les produits d'un précurseur désigné
- "Data Dependent in flight full-scan" MS/MS
- « Timed SIM » pour l'acquisition de composés d'intérêt ciblés
- Perte des neutres
- « Spectrum multiplexing ».

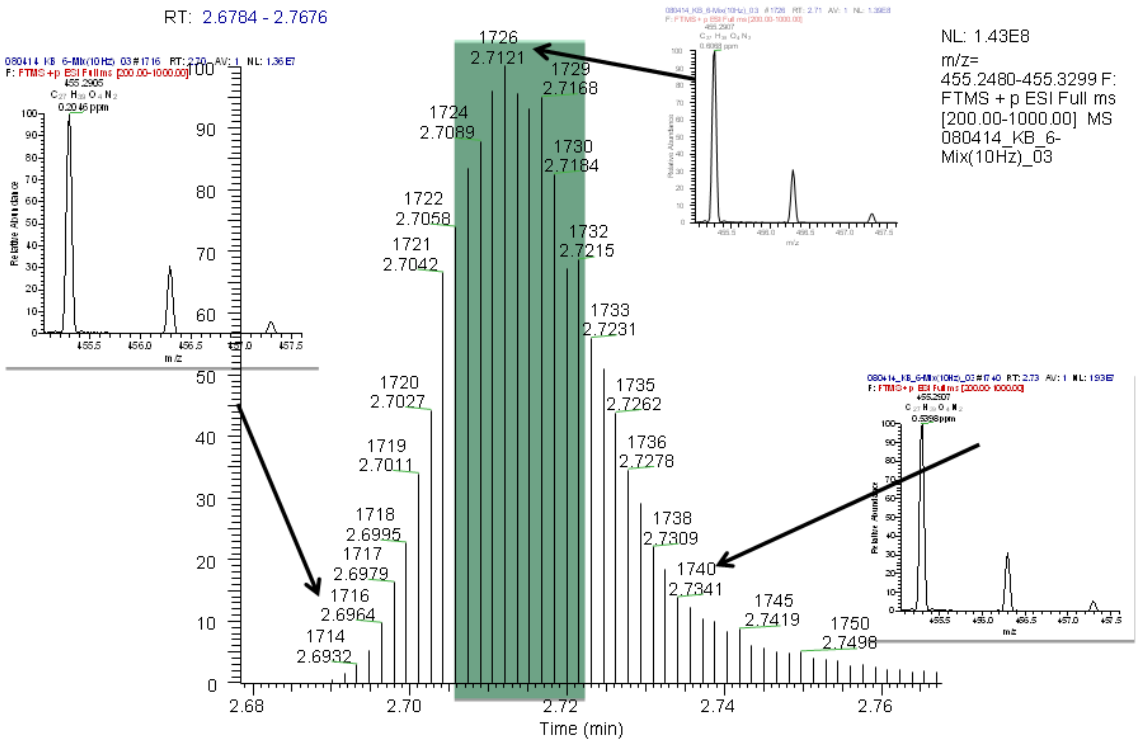
- **Vitesse de balayage et résolution**

Balayage/s	Résolution à m/z 200
12	17 500
7	35 000
3	70 000
1.5	140 000

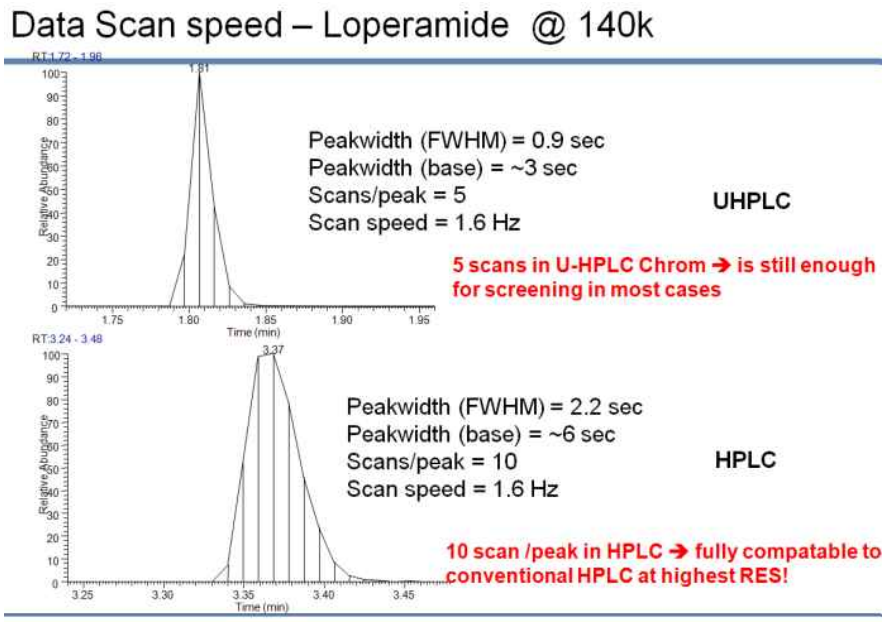


Contrairement à la technologie Q-TOF, la technologie Orbitrap ne nécessite **pas de compromis** entre la sensibilité et la résolution en masse.

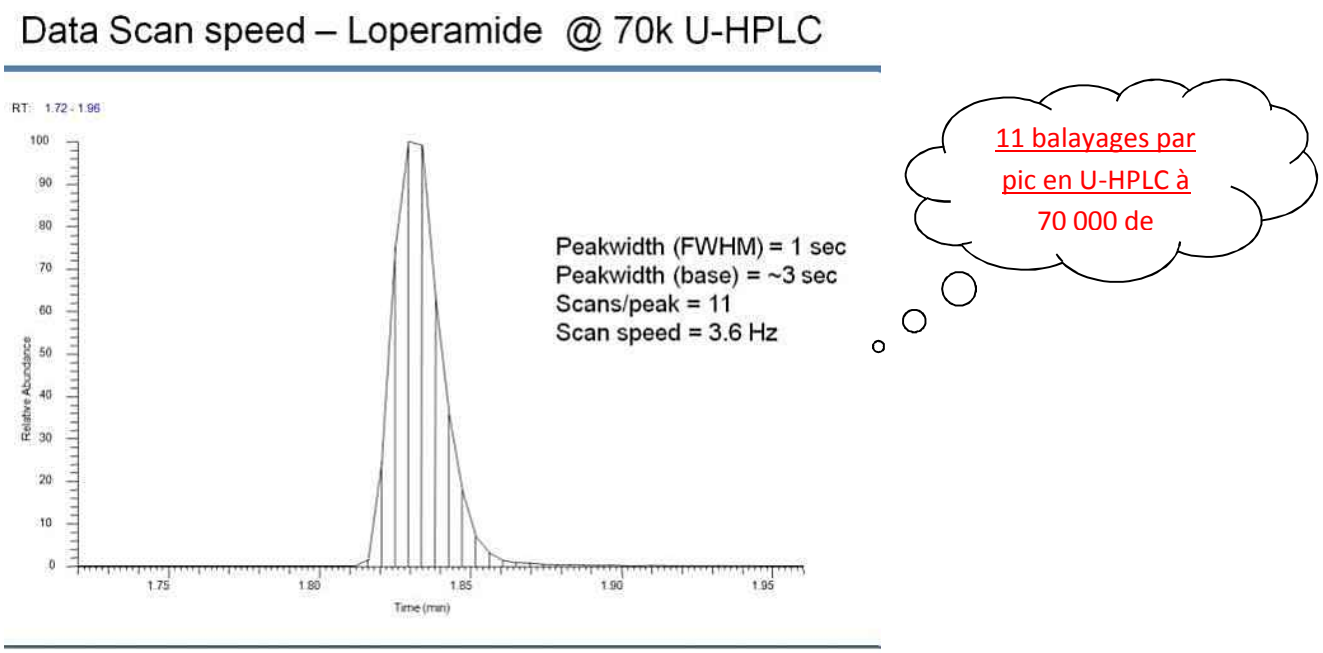
a. Exemple de prise de spectre à une vitesse de 10 balayages/s et 10 000 de résolution



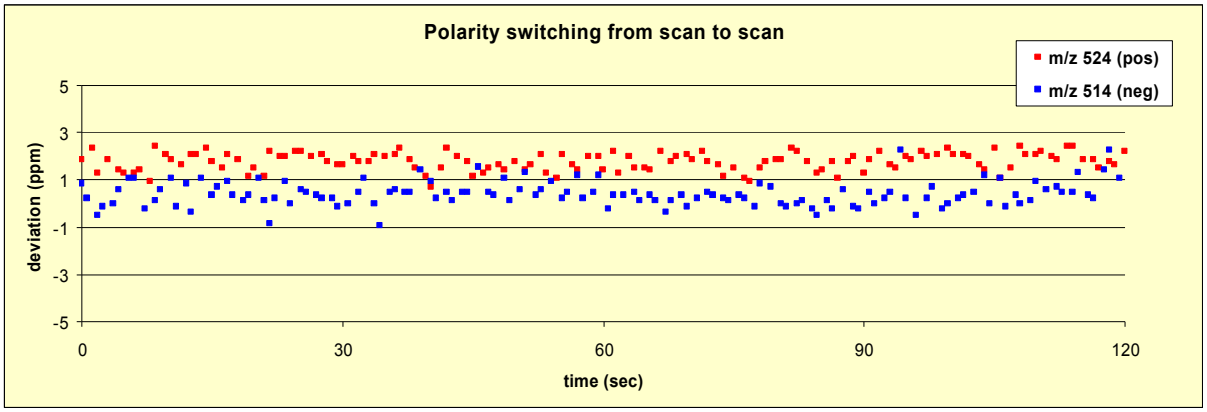
b. Exemple de prise de spectre à une vitesse de 1.6 balayage/s et 140 000 de résolution



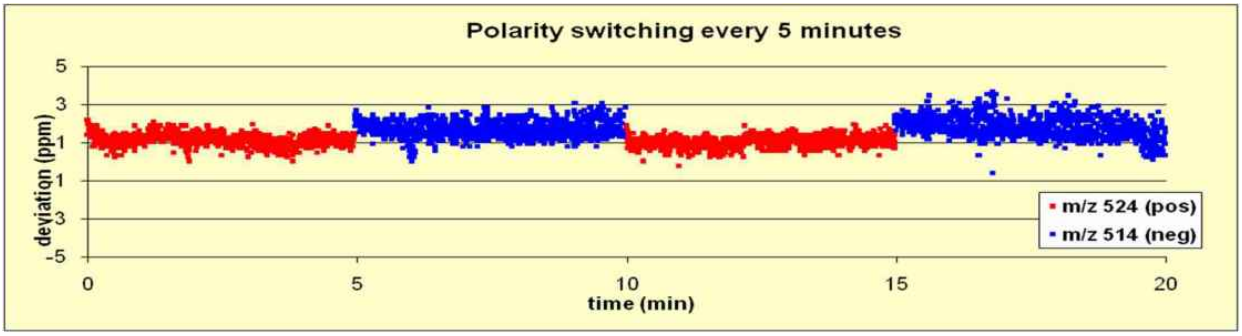
c. Exemple de prise de spectre à une vitesse de 3.6 balayages/s et 70 000 de résolution



11. Rapidité de la commutation positive et négative



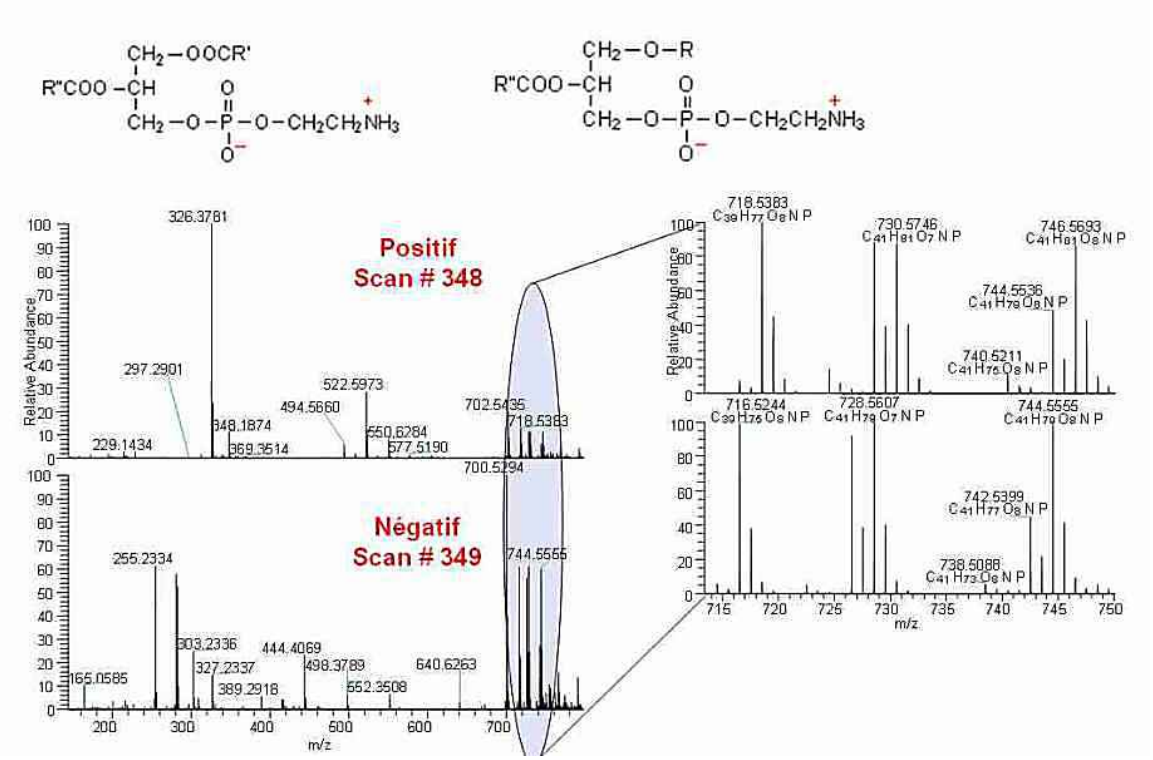
256 balayages (alternance positive et négative) sur 120 secondes



Alternance positive et négative sur 5 minutes

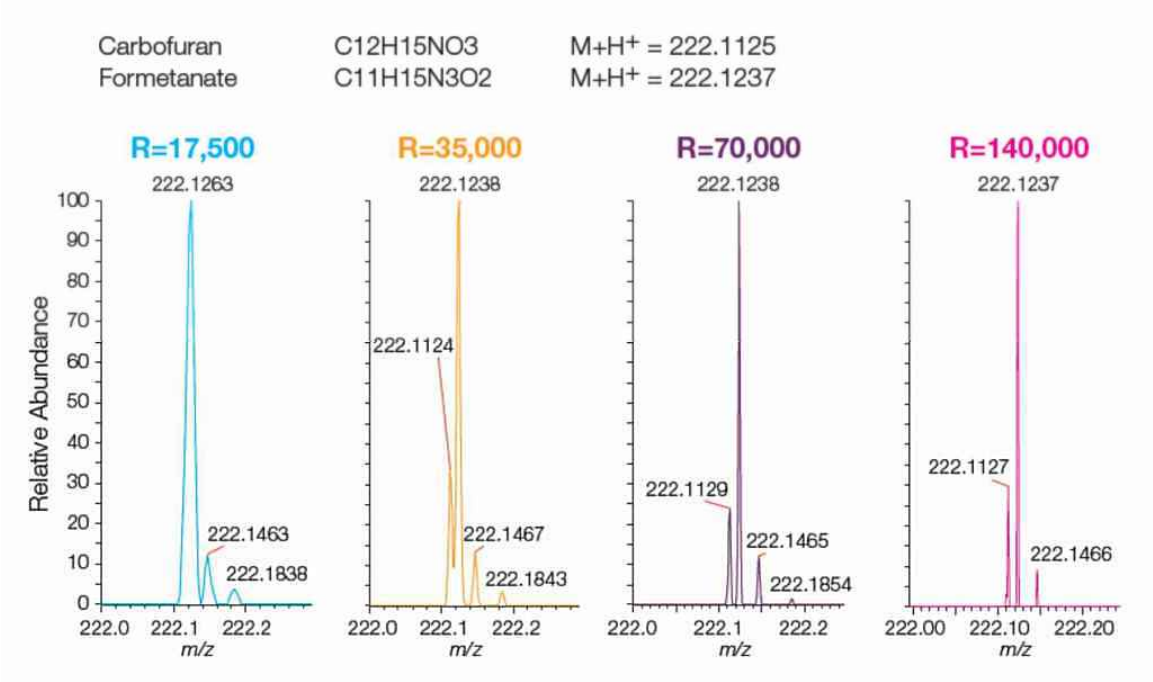
Le balayage positif/négatif permet un dépistage plus rapide des contaminants d'intérêt émergent et de leurs métabolites.

En effet, certains métabolites d'un même parent peuvent avoir un rendement d'ionisation très différent en fonction des polarités d'ionisation. Avec des vitesses de basculement de polarité « Scan to Scan » rapide en mode MS et MS/MS, l'instrument Q-Exactive maximise la détection et l'identification des métabolites dans une même analyse chromatographique.



Alternance positive et négative « Scan to Scan » (Phospholipides)

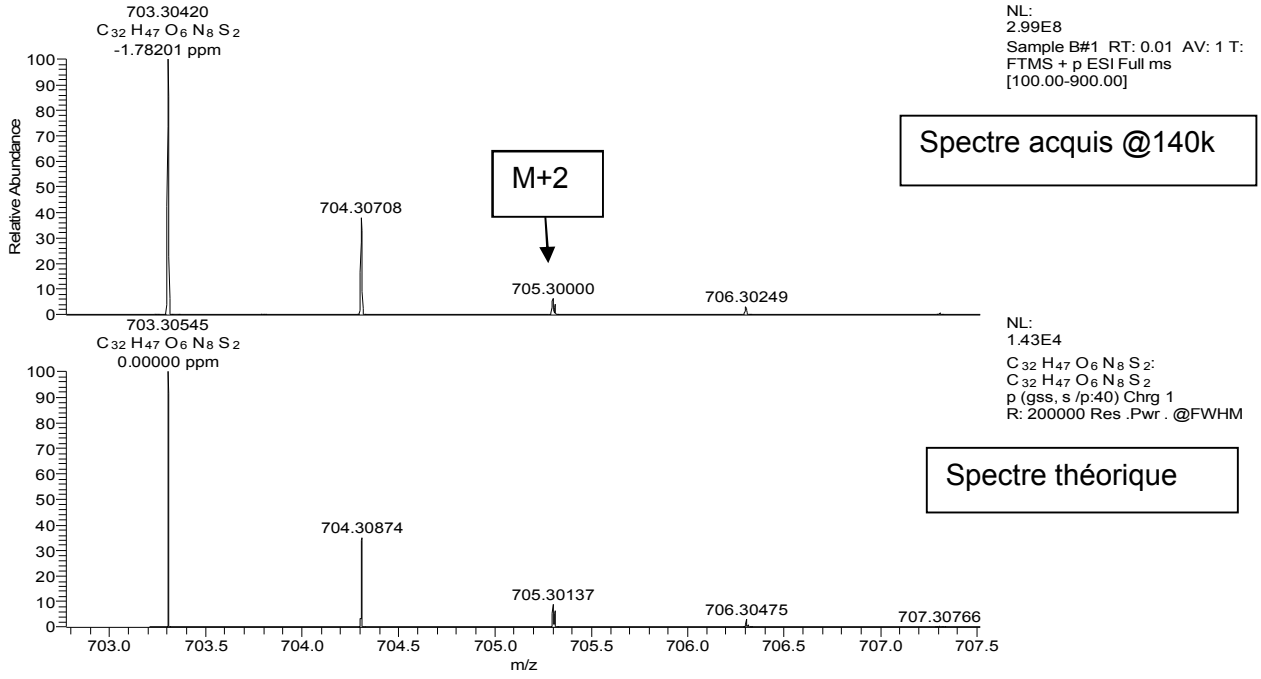
12. Effet de la résolution pour la séparation de deux espèces isobariques



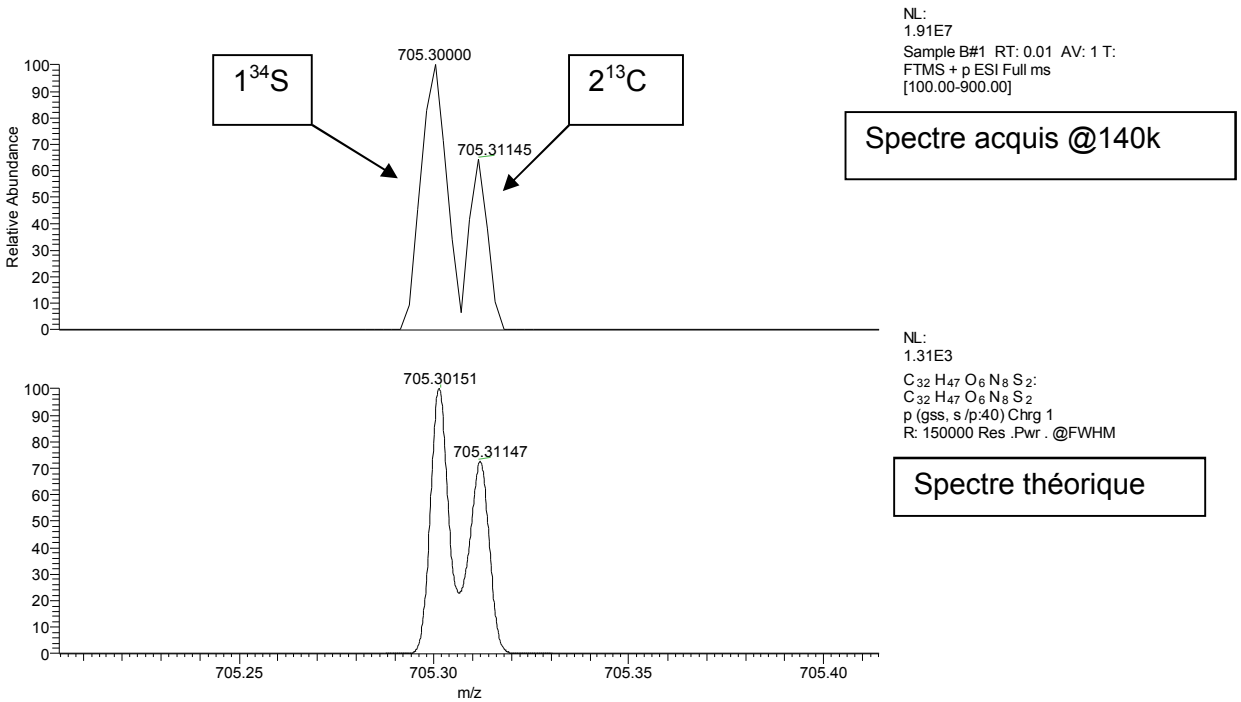
Certains pesticides isobariques à masse nominale, comme le carbofuran et le formétanate, sont mal résolus aux plus hautes résolutions disponibles sur un Q-TOF. Les résolutions supérieures facilement atteignables par le Q-Exactive (140.000) permettent de séparer les analytes des interférences de la matrice sans sacrifier la sensibilité. Ceci est important pour éviter la possibilité de faux positifs ou faux négatifs dans les matrices complexes comme les eaux usées.

Avec la haute résolution offerte par la technologie Orbitrap pour différencier les analytes des interférences, la vitesse de balayage compatible avec l'UHPLC et la rapidité de basculement de polarité pour trouver des contaminants environnementaux, le spectromètre de masse Q-Exactive est la plateforme de choix pour le profilage de grande envergure d'échantillons complexes en analyse environnementale.

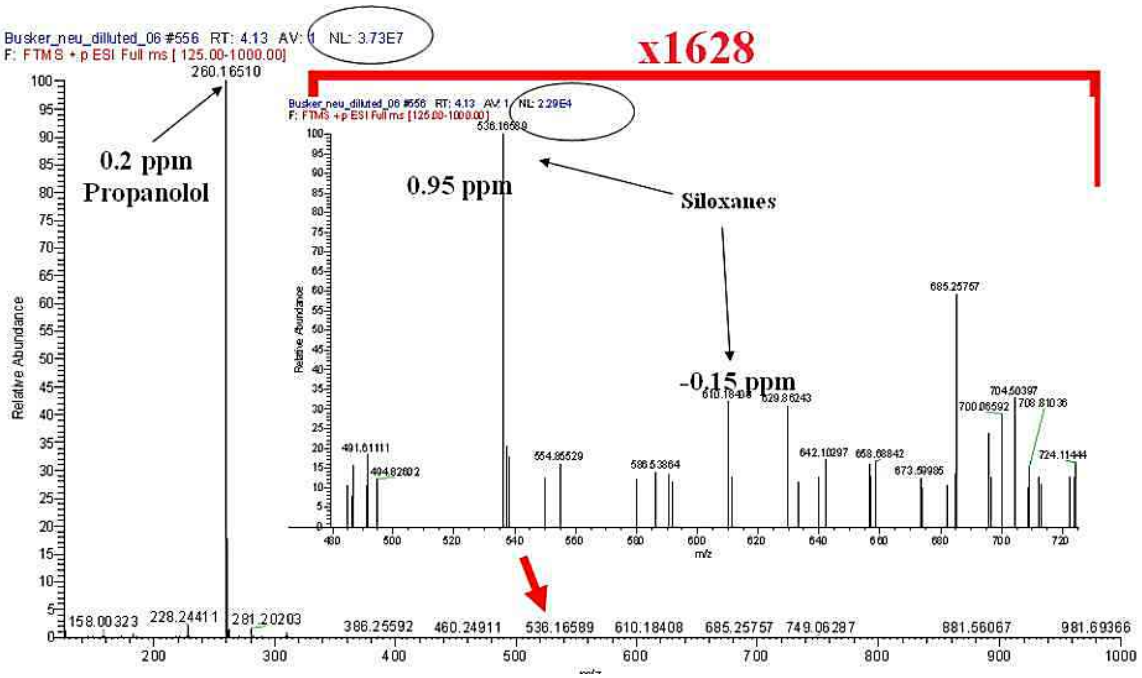
Exemple de l'apport de l'ultra haute résolution (140 000) sur les massifs isotopiques d'un composé organique soufré :



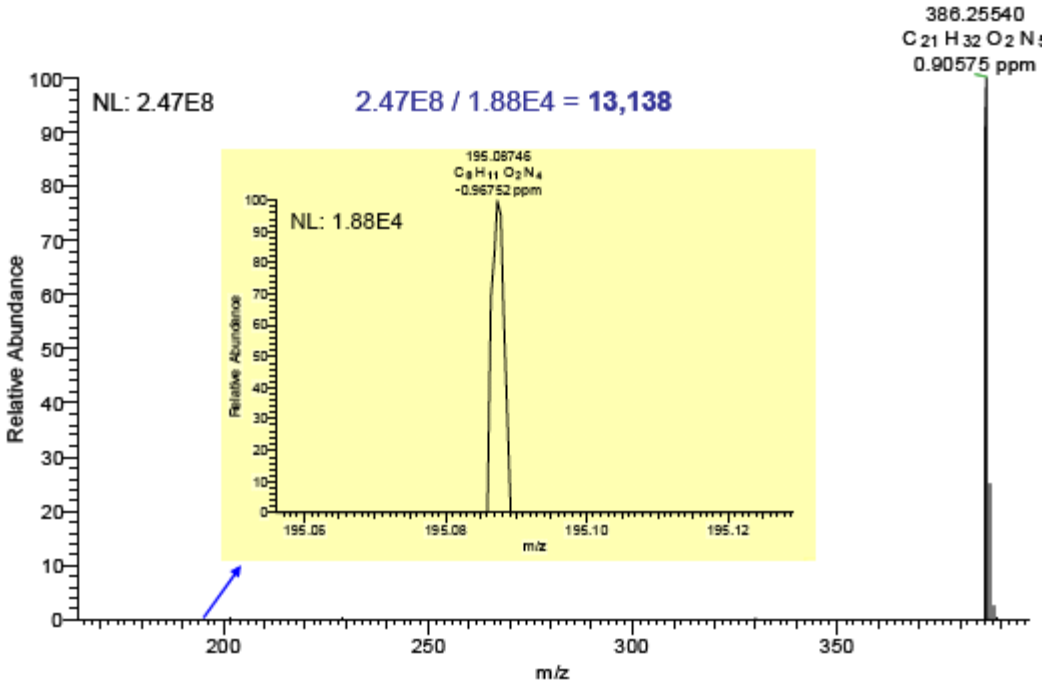
Zoom sur M+2 (705.30000)



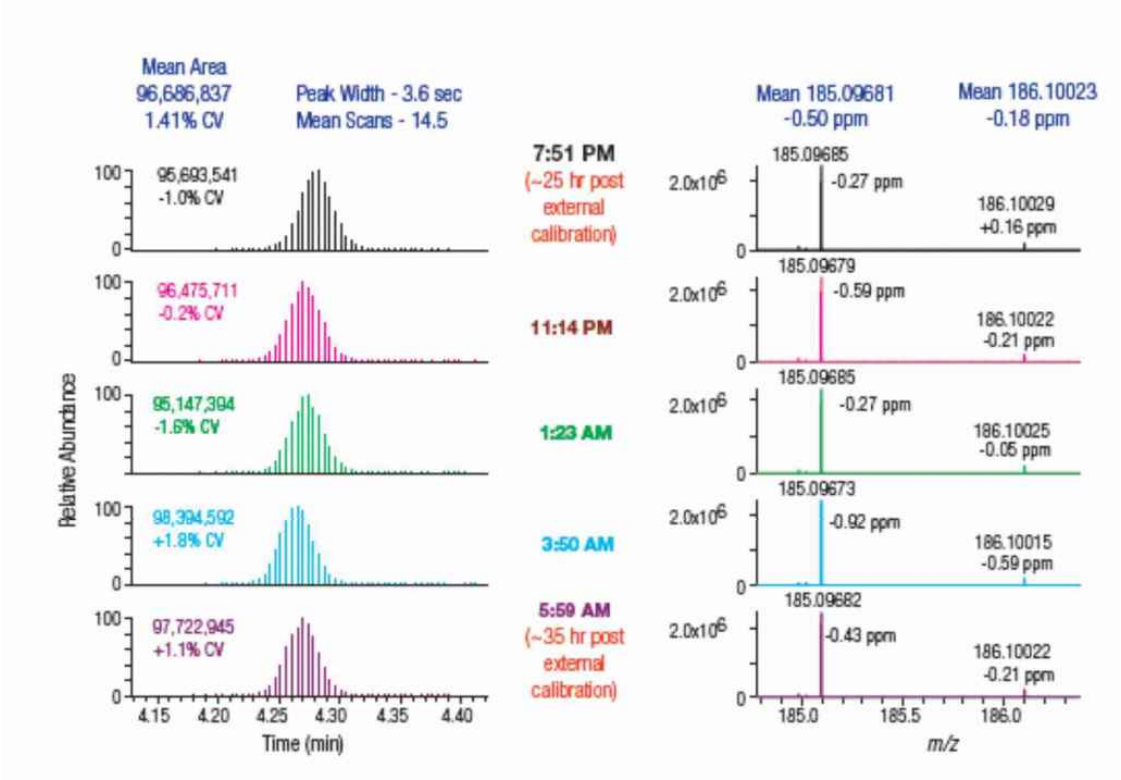
13. Gamme dynamique et précision en masse intra-scan



La précision en masse reste la même sur 5 décades et permet de chercher des informations au plus bas niveau dans le spectre complet.



14. Stabilité de la précision en masse

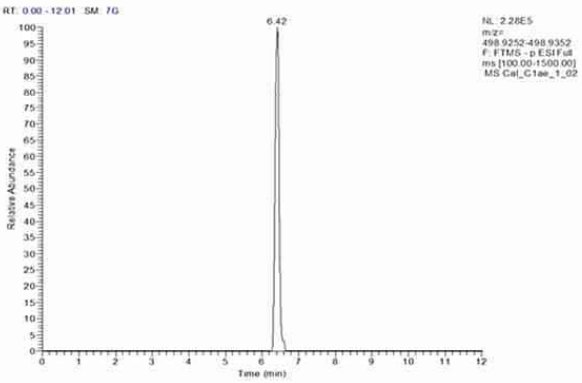


Cet exemple de 12 heures d'analyses en continu en UHPLC-MS de l'acide hippurique d5 (m/z 185.0969) à partir du plasma de rats démontre que la précision de la masse est très stable.

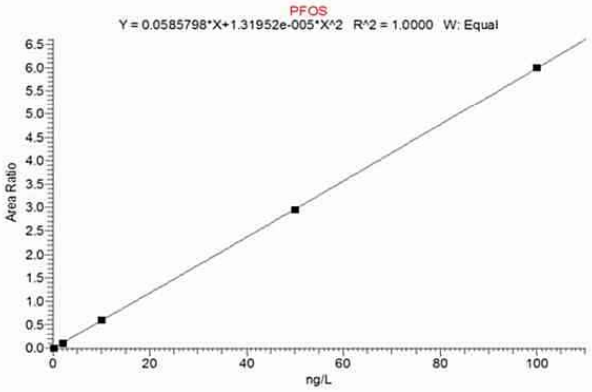
Exemple de quantification pour les PFOS

PFOS – LC-HRAM-MS

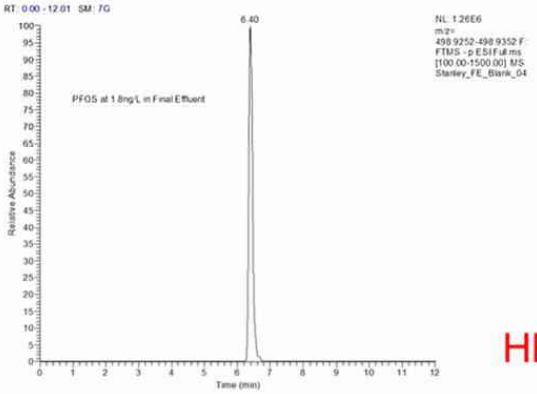
Sensibilité à 0.2ng/L



Courbe d'étalonnage – 0.2 – 100.0ng/L



PFOS dans éffluents d'égoûts – 1.8ng/L



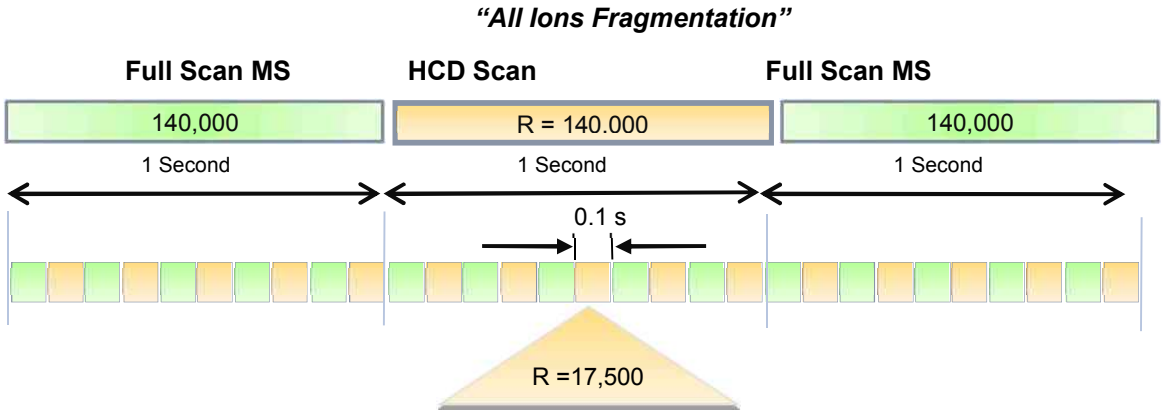
Statistiques

ANALYTE	PFOS	PFOA
UNITS	ng/L	ng/L
Method LOD	0.0676	0.0539
Method MRL	0.09	0.09
EFFLUENT		
Spike Recovery	96.9%	94.8%
Spike RSD	4.15%	2.38%
Uncertainty	11.41%	10.00%
RIVERINE		
Spike Recovery	94.4%	95.9%
Spike RSD	5.53%	5.17%
Uncertainty	16.65%	14.47%

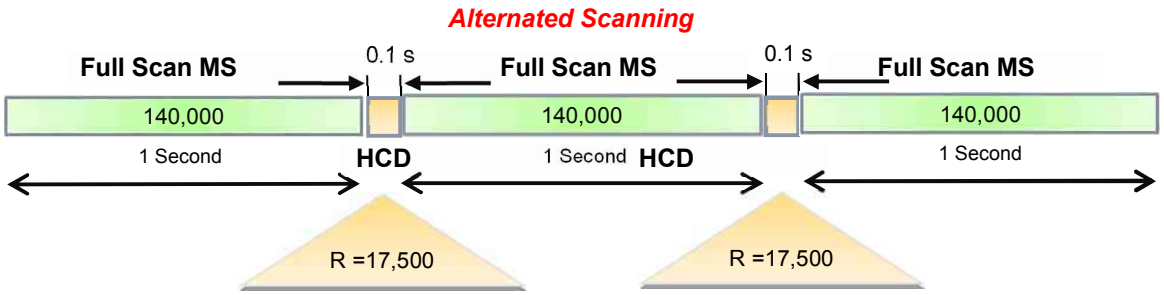
HRAM LCMS pour la quantification

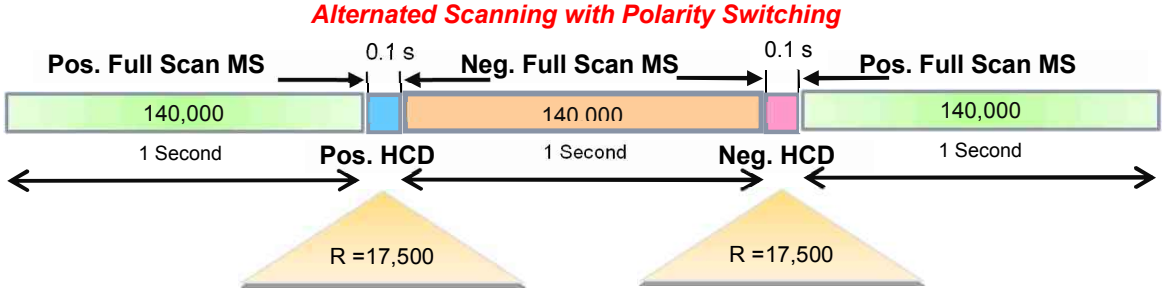
15. Fragmentation HCD

La fragmentation dans la cellule HCD peut se faire de manière automatique et se réalise en un temps très court de quelques millisecondes.



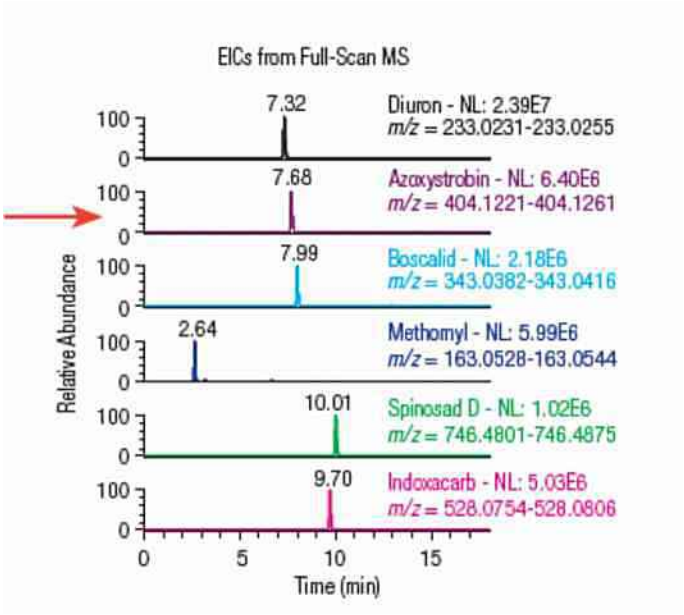
Flexibilité complète en matière de balayage :

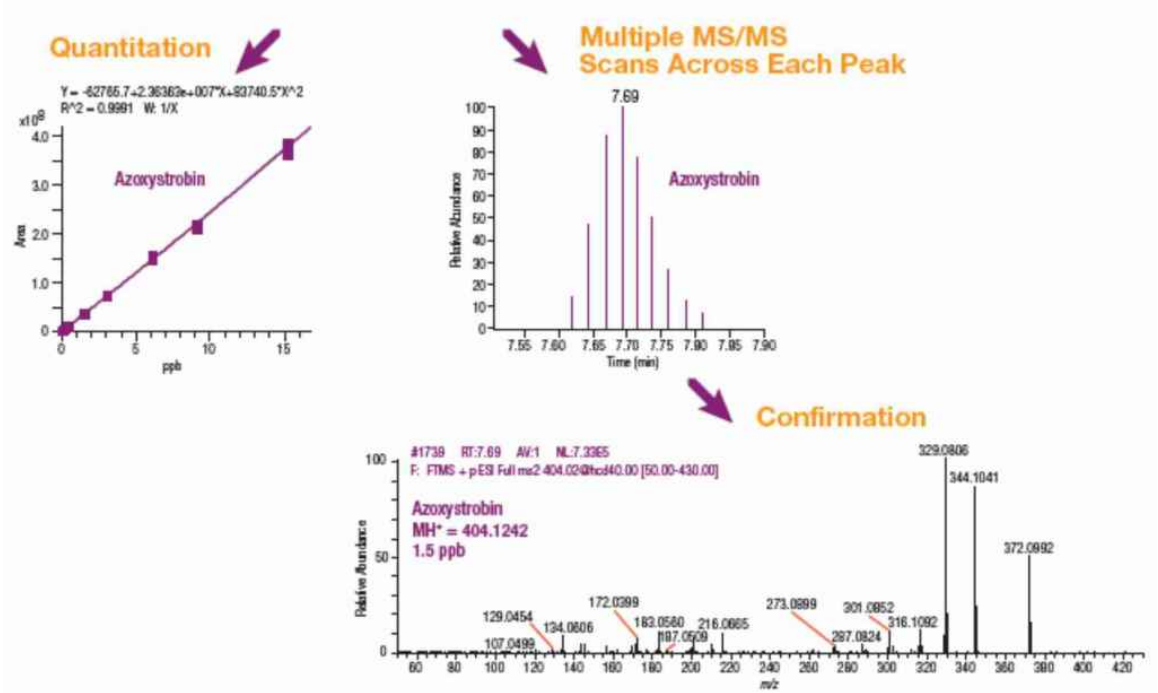




16. Alternance Full Scan MS et HCD

Les capacités en « Quanfirmation » du Q-Exactive permettent l'analyse en simultané « Quan/Qual » d'un mélange de pesticides en UHPLC (pics étroits avec 60 composés dans cet exemple).





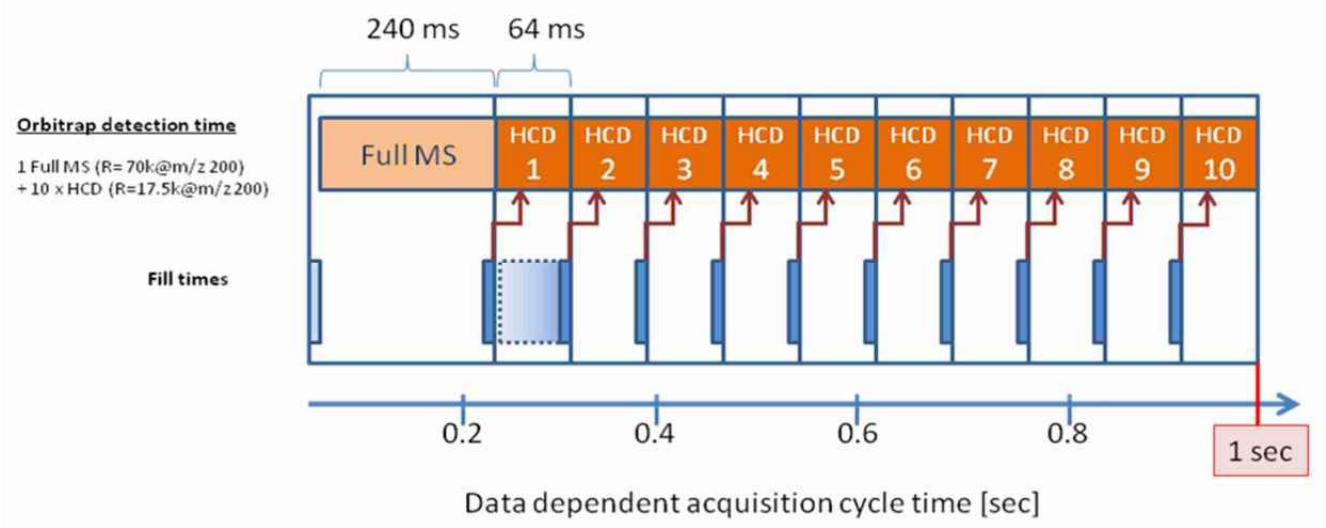
Le mode « Higher-Energy Collisional Dissociation » (HCD) permet d'obtenir une fragmentation supérieure et une meilleure qualité de spectres MS/MS par rapport au mode CID.

Pour l'identification structurale des contaminants d'intérêt émergent et de leurs métabolites (après la réaction avec l'ozone), le spectromètre de masse Q-Exactive exploite l'exactitude et la confiance de la technologie Orbitrap pour éliminer les interférences.

Le Q-Exactive offre une **sensibilité supérieure en MS-MS** et une plus grande confiance dans l'identification structurale.

Le logiciel d'identification automatique de métabolites et d'interprétation spectrale « Compound Discoverer » aide l'utilisateur pour une identification sûre et rapide de la structure du composé.

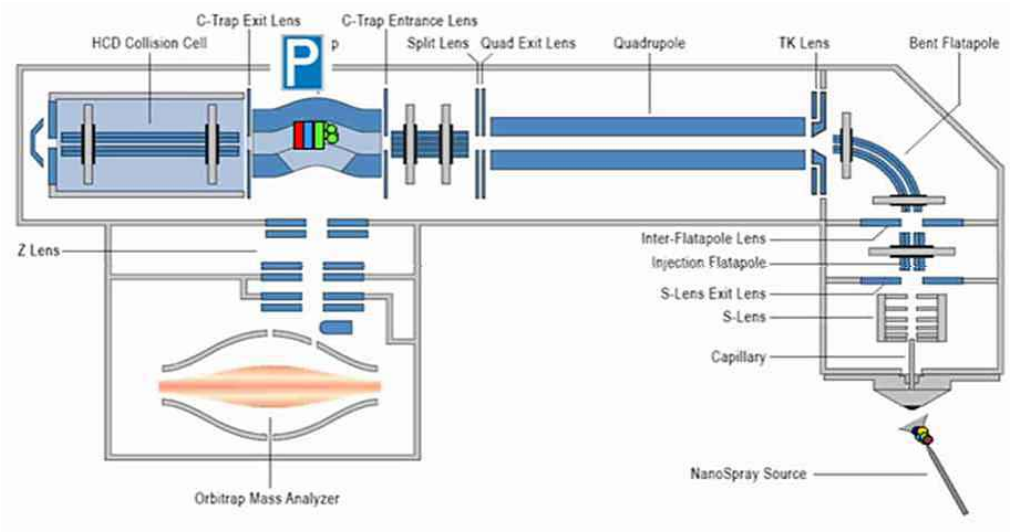
En mode routine, le Q-Exactive est capable d'effectuer un balayage MS haute résolution par seconde à une résolution R= 70 000 à m/z 200 et jusqu'à dix (**10)** balayages MS/MS par seconde en mode « Data Dependant » à haute résolution (R = 17 500 à m/z 200).



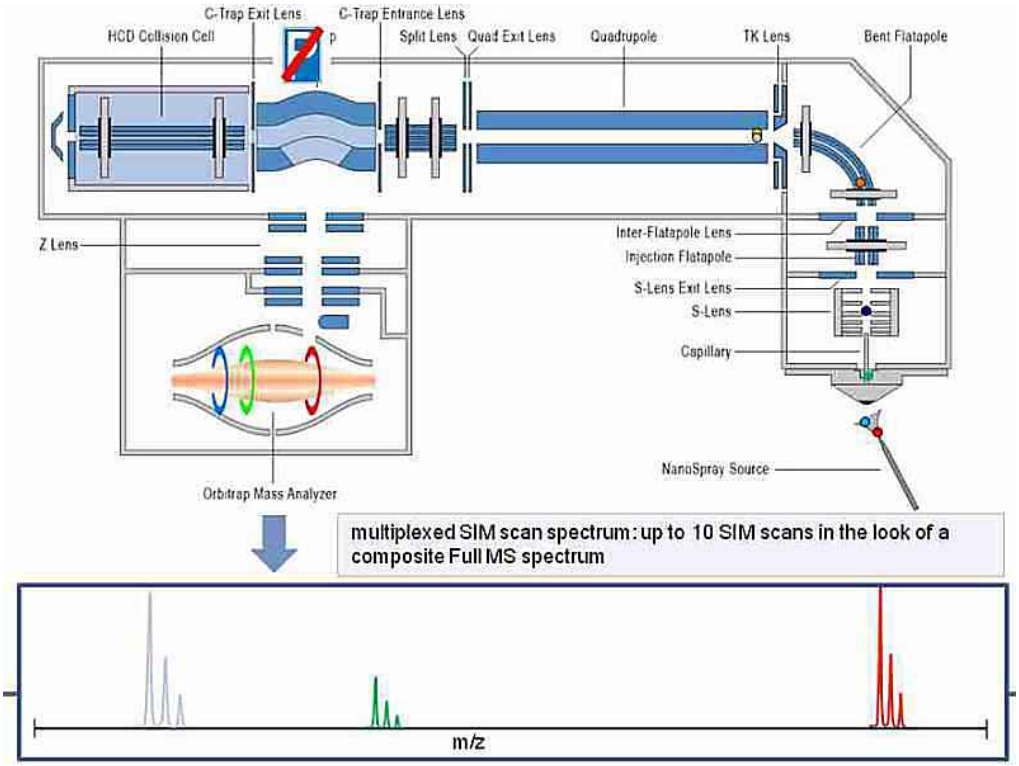
17. Nouveau mode d'acquisition « Spectral multiplexing »

Ce mode d'acquisition comprend deux étapes :

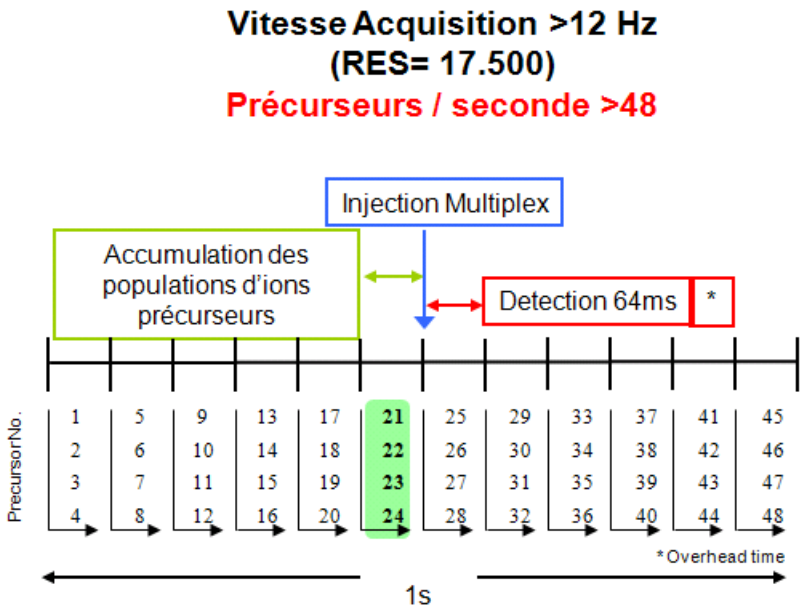
1- Plusieurs populations d'ions (jusqu'à 10) au sein d'une étroite fenêtre en m/z (10 uma ou plus petit) sont sélectionnées pour passer le quadripôle. Elles sont toutes accumulées et stockées dans la C-Trap les unes après les autres.



2- Puis, elles sont détectées ensemble dans l'analyseur de masse Orbitrap :



Ce nouveau mode d'acquisition permet de suivre jusqu'à 48 composés par seconde :



Surveillance de 48 composés en mode multiplex en moins de 1 sec

Le SRM ou MRM est l'approche de référence pour l'analyse quantitative dans la recherche clinique, la toxicologie, le contrôle antidopage et la surveillance des contaminants d'intérêt émergent. Le Q-Exactive LC-MS/MS place l'analyse quantitative à un autre niveau, fournissant la force des SRM avec un niveau de confiance inégalée rendu possible grâce à la haute résolution et la masse précise. Les capacités supérieures en « Quanfirmation » du Q-Exactive permettent d'identifier, de quantifier et de confirmer les stéroïdes, les drogues, ou tout autre contaminant de façon simple et rapide.

18. La plateforme informatique et les logiciels

Le système comprend son PC d'acquisition de configuration équivalente ou supérieure à :

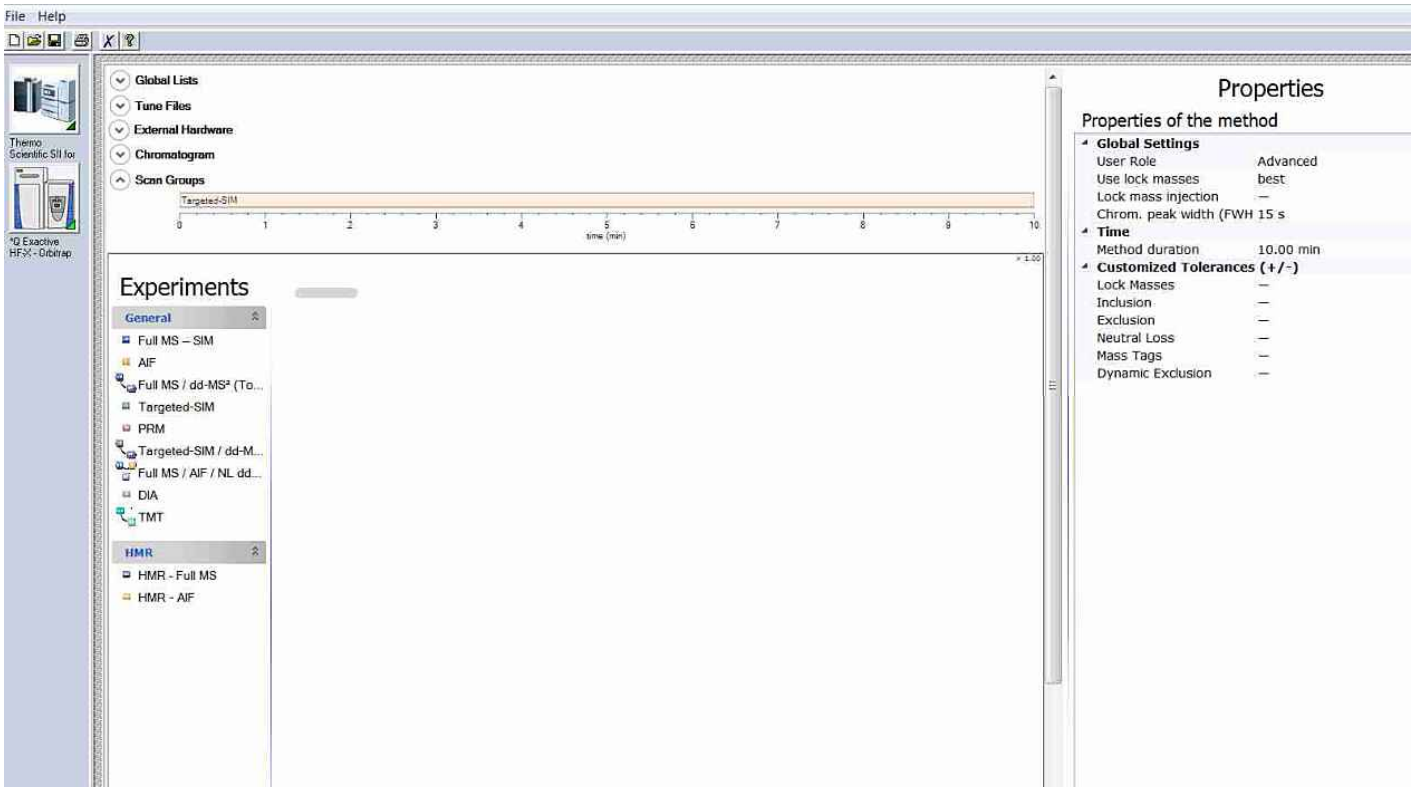
- Intel Core i7-3770 (3.40GHz)
- Mémoire vive 16Gb
- Disque dur 2x1Tb
- Lecteur/Graveur CD/DVD
- 2e port série (RS-232)
- Carte réseau Broadcom 5722 PCIe Gigabit Ethernet (2e LAN)
- Écran plat LCD 24"
- Microsoft Windows 10 Enterprise 2016 LTSB

Le logiciel TraceFinder permet le contrôle de l'instrument, son étalonnage et son optimisation, la visualisation des spectres et leur retraitement :

- Plateforme multitâche
- Contrôle total de l'instrument (spectromètre, chromatographie, injecteur automatique, détecteur UV, DAD …), aussi bien pour les réglages que l'acquisition
- Traitement automatisé en mode qualitatif et quantitatif
- Calcul de formules brutes à partir de la masse exacte, et des profils isotopiques en MS et MS/MS.
- Gestion de séquences d'injection et d'échantillons prioritaires
- Analyse qualitative par multifenêtrage et sauvegarde de profils analytiques personnalisés ; affichage des chromatogrammes, TIC, full MS, full MSMS, et également extraction des masses avec des précisions allant jusqu'à +/- 0,1 ppm ou +/- 0,1 mDa.
- Analyse quantitative avec intégrations manuelles traçables
- Gestion de bibliothèques de spectres NIST et mzVault (Accès à mzCloud.org)
- Sauvegarde de rapports au format HTML pour publication sur Intranet, Extranet…

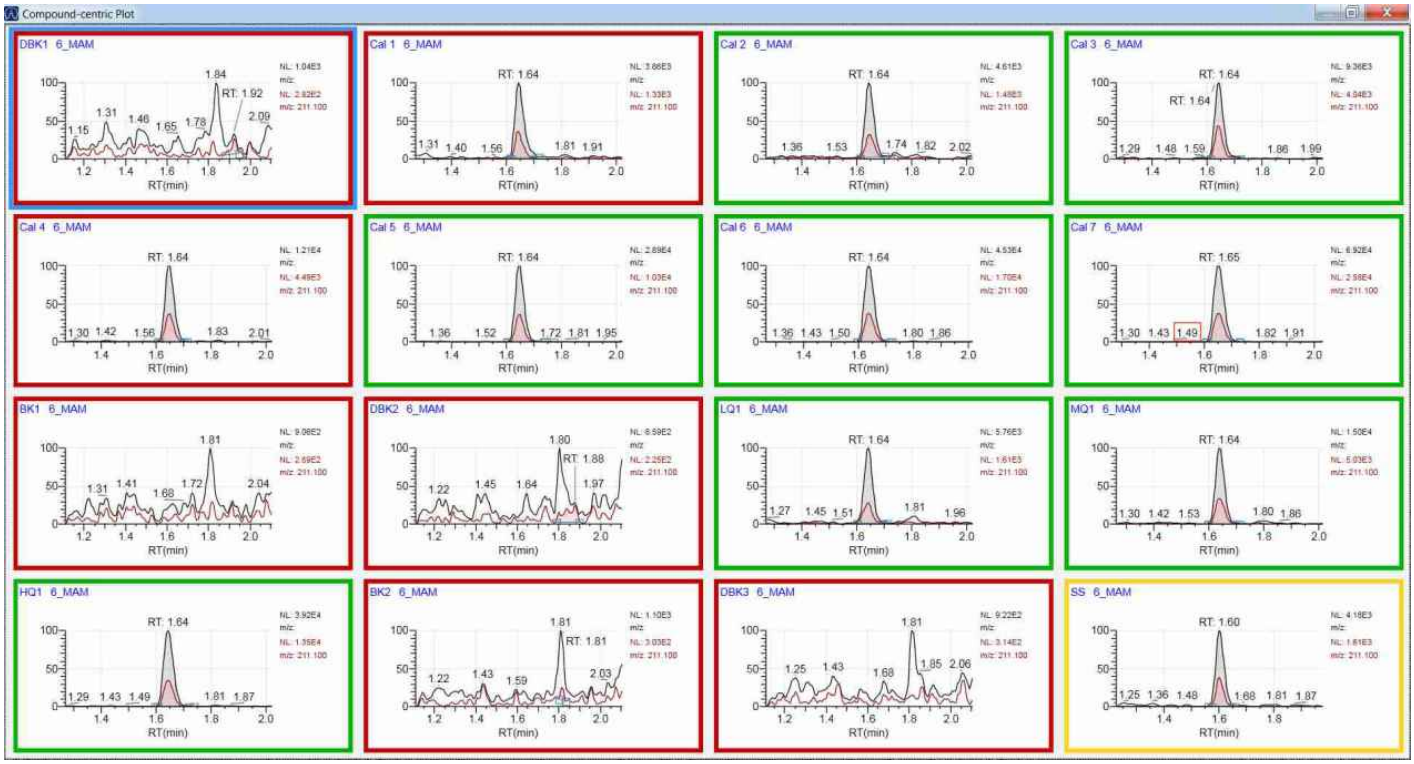
19. La programmation des instruments

La programmation de l'instrument assure le contrôle total de l'instrument analytique (spectromètre, chromatographe, injecteur automatique et détecteur UV à barrette de diodes), aussi bien pour la programmation que pour l'acquisition des données.



20. L'interface d'étude quantitative ou qualitative avec TraceFinder

La fonction **Analyse qualitative interactive puissante par multifenêtrage** (spectres, chromatogrammes, etc.) et **Sauvegarde de profils analytiques personnalisés** est très utile pour un parcours et une visualisation rapide d'une série d'échantillons.



La fonction **Analyse quantitative avec ou sans étalon interne** est intégrée dans le logiciel de traitement des données et elle comprend l'établissement des courbes d'étalonnage linéaire, quadratique, cubique, etc., avec ou sans pondération, sophistiquée avec intégrations manuelles ou automatiques traçables avec le calcul du rapport signal/bruit et la prise en compte des contributions isotopiques.



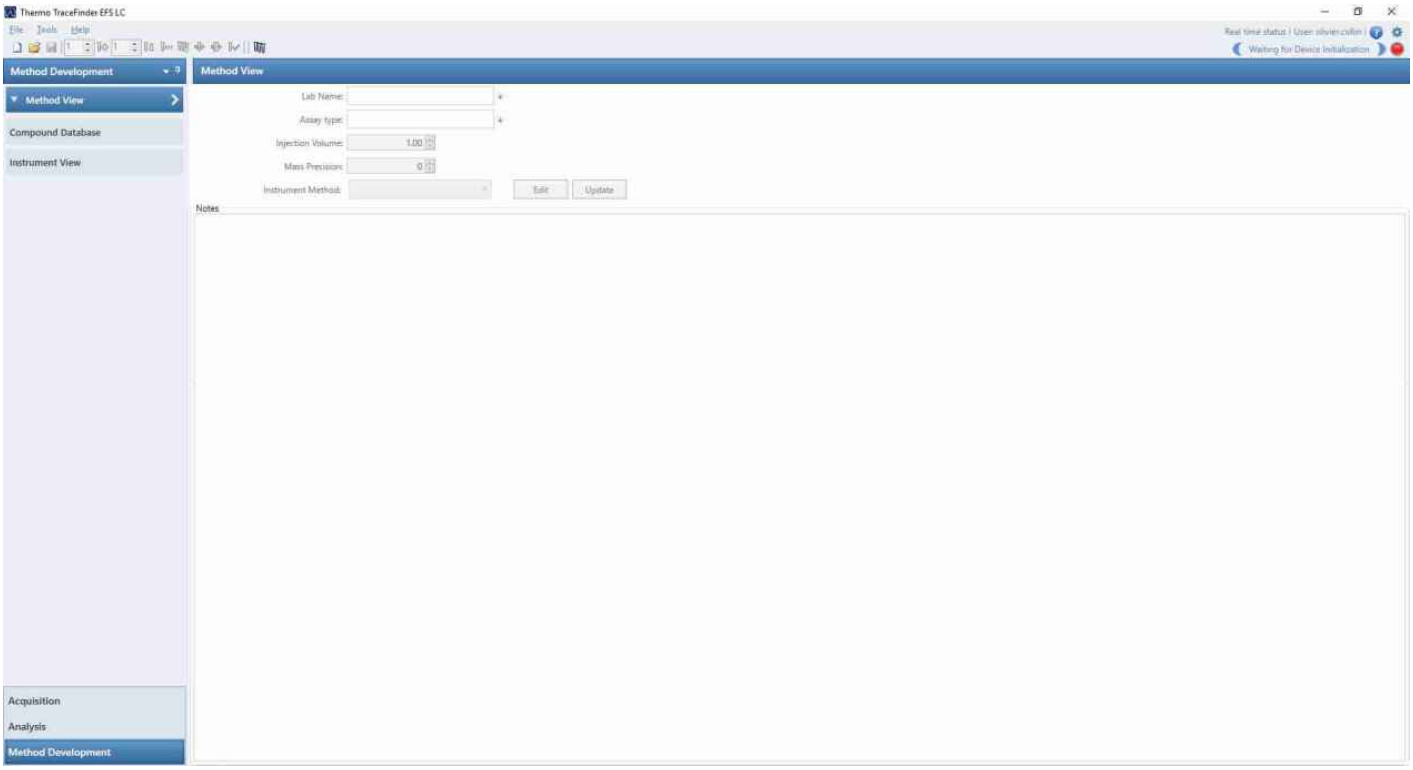
Le LC-MS/MS Q-Exactive est la plateforme de dépistage « Quali/Quanti » avec une spécificité, une résolution et une précision de mesure de masse inégalées sur le marché.

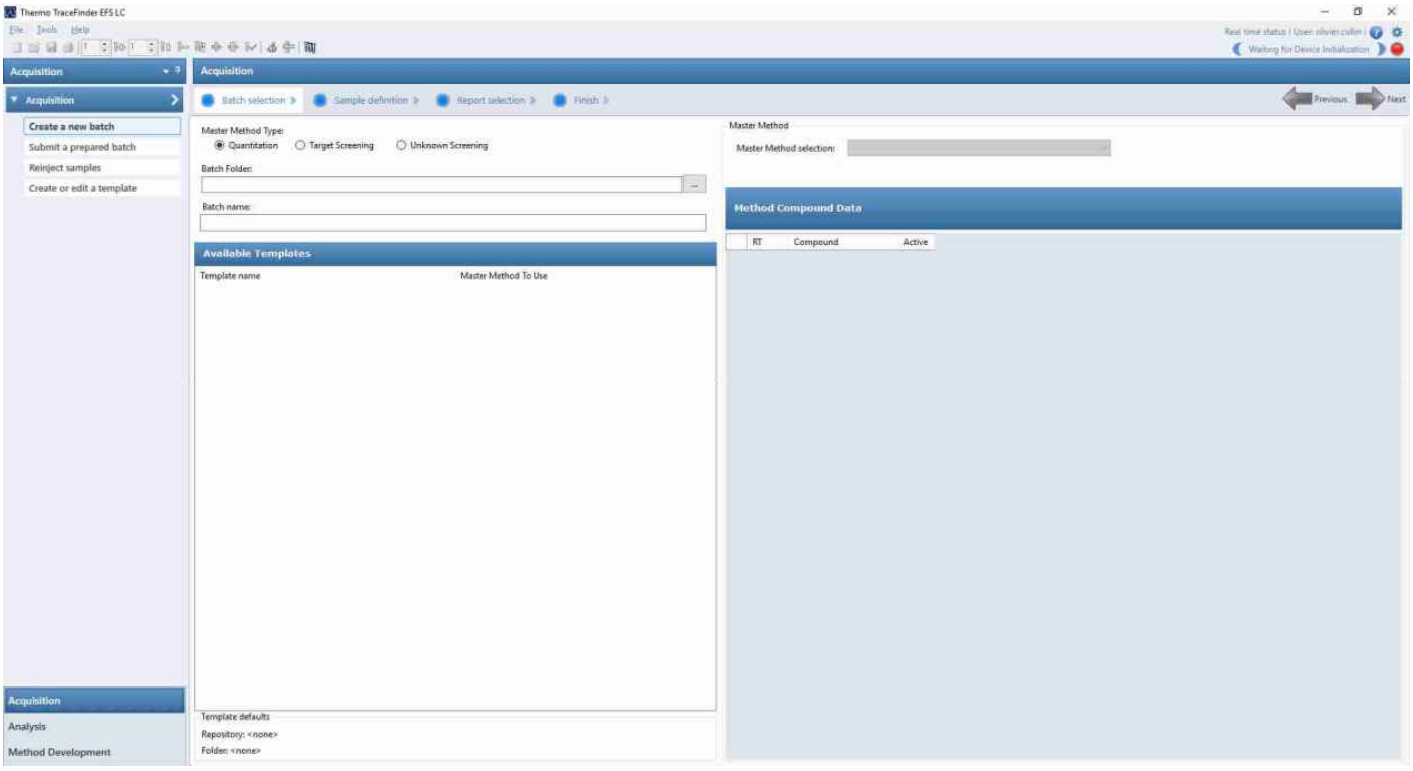
Que ce soit pour le dépistage ou la quantification des antibiotiques, de pesticides ou des hormones, sa résolution de 140 000 et la précision de la masse assurent la plus grande confiance possible pour toutes les identifications de molécules inconnues.

Le logiciel TraceFinder simplifie toutes les étapes du développement de méthode du traitement des données jusqu'au rapport final. Même avec des analyses difficiles comme les analyses multirésidus impliquant des centaines de composés dans plusieurs classes que l'on retrouve dans l'effluent avant et après ozonation, le Q-Exactive et le logiciel TraceFinder fournissent des résultats qui résistent à l'examen le plus minutieux.

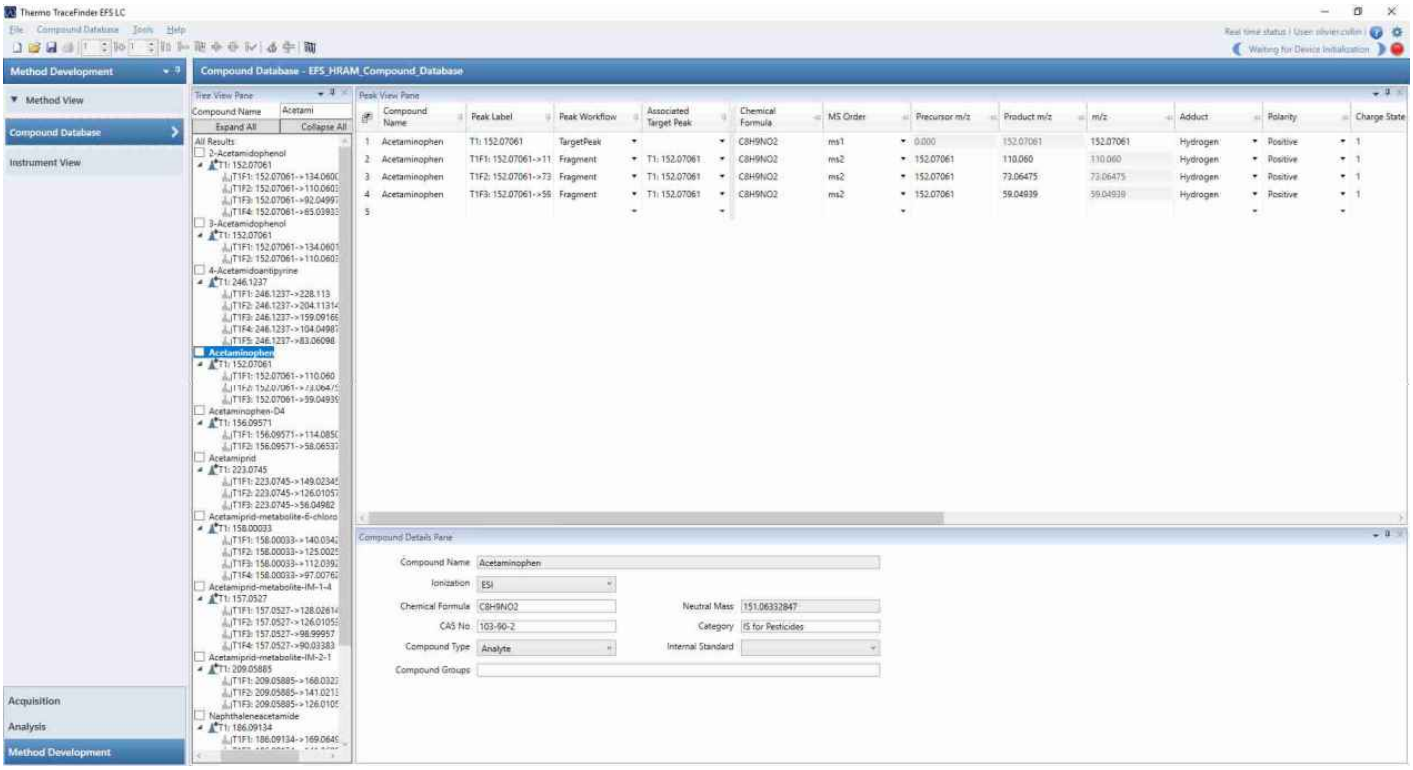
Le logiciel d'analyse quantitative et qualitative TraceFinder a été spécialement conçu pour les utilisateurs du système Q-Exactive dans les domaines de l'analyse environnementale et des applications cliniques (« Targeted Screening et General Unknown Screening » :

Il permet de gérer automatiquement les phases d'acquisition (dépistage ciblé et non ciblé), de quantification et d'édition des rapports d'analyses.

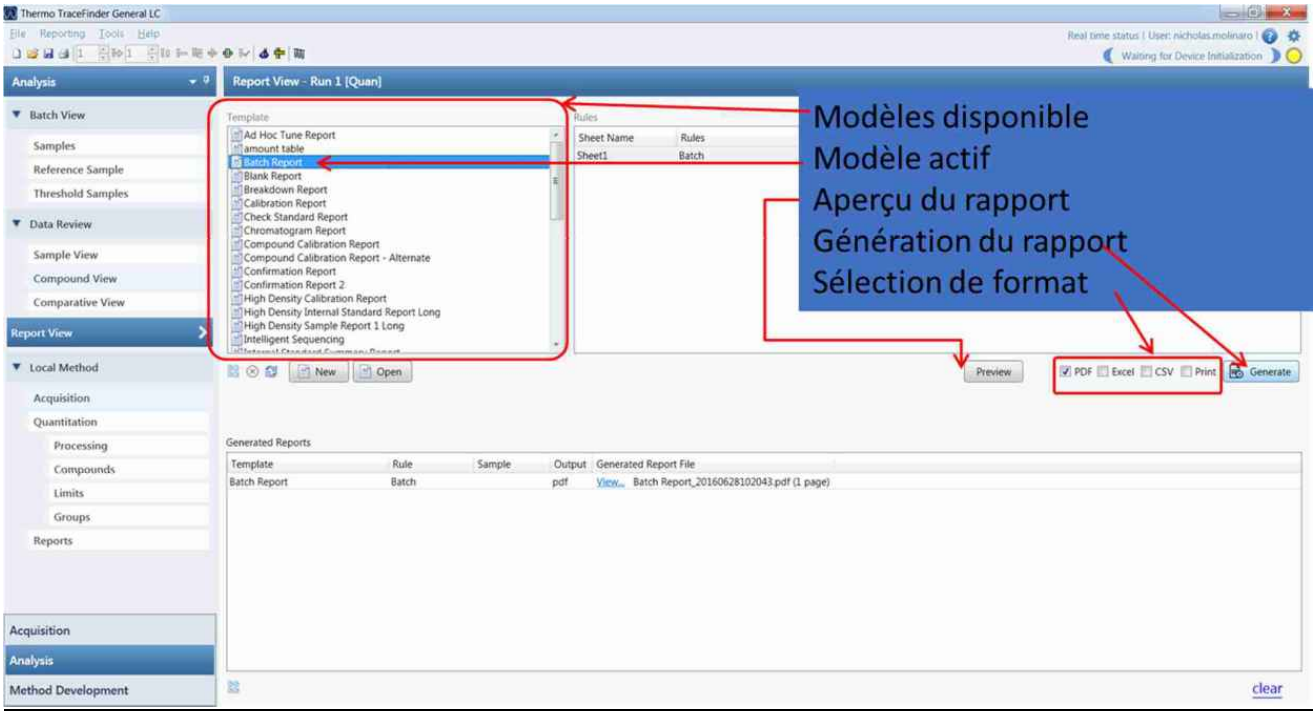


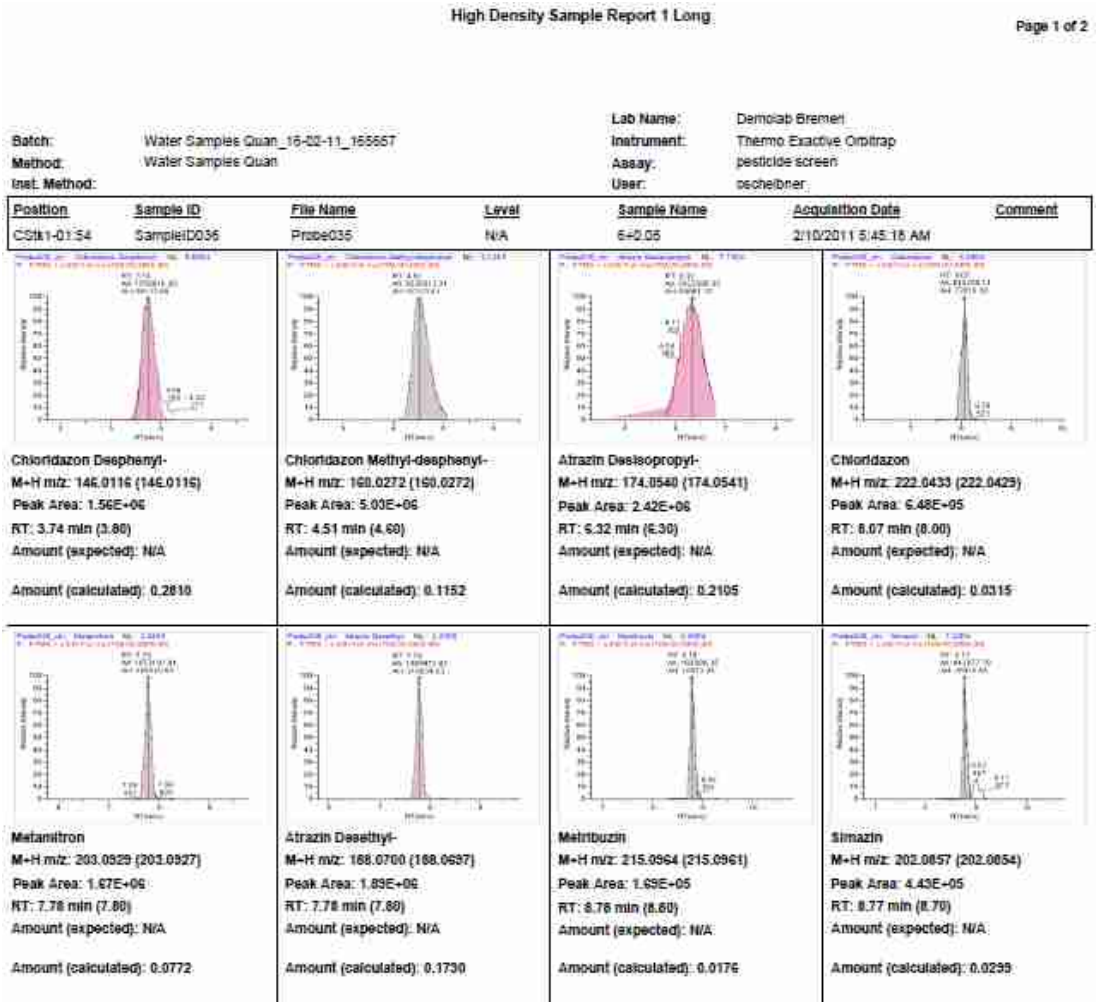


La base de données incluse avec les masses exactes et les fragments renferme plus de 1 700 composés d'importance pour réaliser les analyses environnementales.



TraceFinder facilite aussi l'édition des rapports d'analyses



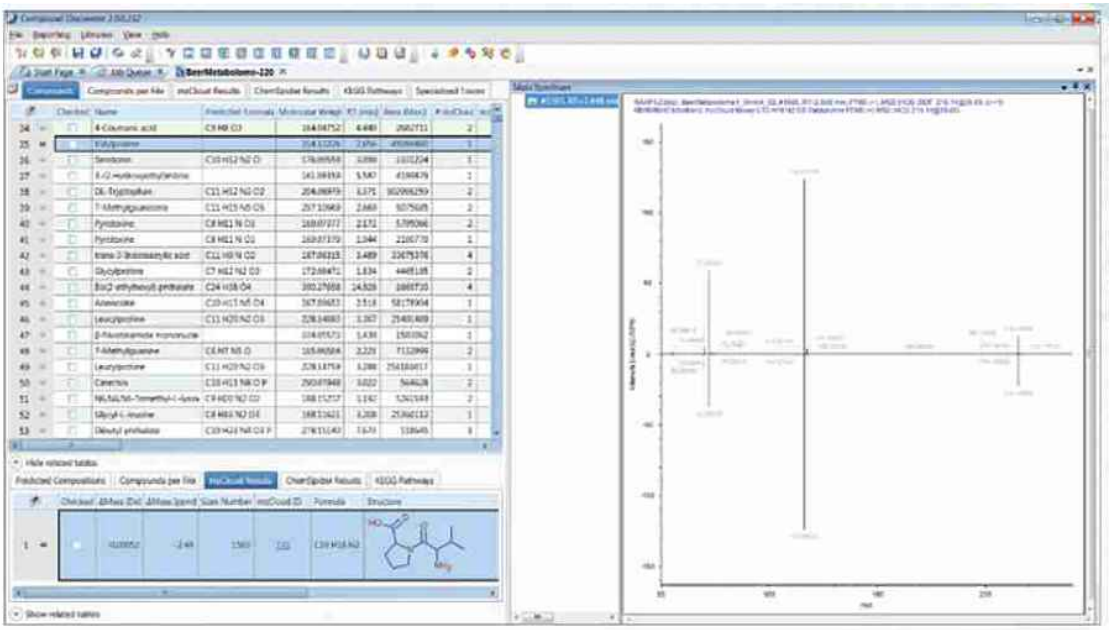


21. Identification des inconnus

Le logiciel « Compound Discoverer », avec ses fonctions d'identification automatique d'inconnus et d'interprétation spectrale, aide l'utilisateur pour une identification sûre et rapide de la structure du composé. Ce logiciel pour l'identification d'inconnus et de traitement de données brutes incluant des expériences de traitement de données modulables intègre les composantes suivantes :

- des bases de données et librairies spectrales (ChemSpider, voies métaboliques (incluant KEGG et BioCyc) ;
- la librairie intégrée en données ouvertes incluant des données en fragmentation et balayage complet (*Full Scan*) (*mz*Cloud et *mz*Vault) ;
- les librairies internes avec inclusion et exclusion en *m/z*) ;
- un algorithme de balayage combinant une bibliothèque de données ouvertes de recherche de similarité HR-SM (SM^2 et SM^n) avec une correspondance de similarité de structure pour classer les résultats de base de données ;
- la performance de statistiques et d'analyse différentielle utilisant les t-tests, ANOVA, PCA, PSL-DA, graphique volcan ;
- une librairie haute résolution masse exacte *(HRAM)* développée sur des systèmes de type Orbitrap qui contient plus de 2500 entrées uniques de différentes classes de molécules, notamment les contaminants environnementaux d'intérêt émergent, les médicaments de

prescription, des toxines industrielles, etc., ainsi que des méthodes avec les détail s sur les temps de rétention réduisant ainsi le temps requis pour le développement des méthodes.



RÉFÉRENCE DANS LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

Comme l'investissement dans ce type d'instrument analytique est très important, la Ville n'a pas le luxe de se tromper dans son choix de la technologie la plus appropriée à l'analyse des contaminants d'intérêt émergent eux-mêmes, mais aussi des composés inconnus issus de la réaction de l'ozone avec ces contaminants dans une matrice aussi difficile qu'est l'effluent de la station d'épuration JRM.

Nous avons donc effectué une recherche dans la littérature scientifique pour connaître quelle technologie avait été utilisée avec succès dans l'analyse des contaminants d'intérêt émergent que l'on retrouve dans les eaux du fleuve Saint-Laurent et même dans notre effluent.

Les études du professeur Sauvé de l'Université de Montréal se sont avéré des plus pertinentes face à la méthodologie employée pour analyser les contaminants d'intérêt émergent dans ces deux matrices (Annexe 2a). D'autres études ont également démontré les avantages de la technologie Orbitrap (Annexe 2b).

RÉFÉRENCE D'ORGANISMES PUBLICS ET PRIVÉS

Plusieurs autres organismes ont choisi cette technologie Orbitrap pour les mêmes raisons invoquées précédemment. En voici une liste partielle centrée surtout sur les applications environnementales :

- Environment and Climate Change Canada / Environnement et changement climatique Canada
  Canada Centre for Inland Waters | Centre canadien des eaux intérieures
  867 Lakeshore Road, Burlington, ON L7S 1A1

- Ministry of the Environment of Ontario, Conservation and Parks
  125 Resources Rd, Etobicoke ON, M9P 3V6

- Environment and Climate Change Canada / Environnement et changement climatique Canada
  Division de la recherche sur les contaminants aquatiques
  Environnement et Changement climatique Canada / Gouvernement du Canada
  150 Gill, 7th Floor, Montreal, QC, H2Y 2E7

- Laboratoire de chimie environnementale
  Département de chimie
  Université de Montréal, QC

- Institut de recherche en immunologie et cancérologie (IRIC)
  Université de Montréal, QC

- Faculté de médecine vétérinaire
  Université de Montréal, QC

- Département du génie chimique
  Université McGill, QC

- Eurofins Eaton Analytical
  750 Royal Oaks Dr, Monrovia, CA 91016, United States

- US EPA (Environmental Protection Agency)

26 Martin Luther King Dr W, Cincinnati, OH 45220, United States

- Colorado Spring Utilities
  1521 Hancock Expy #4801, Colorado Springs, CO 80903, United States

- Orange County Water Utilities
  9150 Curry Ford Rd, Orlando, FL 32825, United States

- Metropolitan Water District of Southern California
  700 Moreno Ave., La Verne, CA 91750, United States of America

- National Research Council Canada / Government of Canada
  1411 Oxford St., Halifax, Nova Scotia, B3H 3Z1

EXCLUSIVITÉ DE LA TECHNOLOGIE ORBITRAP

Thermo Fisher est la seule compagnie à utiliser cette technologie dans le monde, protégée par un brevet international qui est appuyé par le document cité à l'Annexe 1.

SOUTIEN TECHNIQUE

Le service de soutien technique pour la réparation, l'entretien des équipements est fourni de Montréal , QC et les réponses au développement des méthodes de Mississauga, ON. Ces services sont donc facilement accessibles.

CONCLUSION

Ce qui rend le système Q-Exactive **unique** est l'association d'un **quadripôle hyperbolique** avec l'analyseur ultraprécis de masse Orbitrap. Ce procédé permet de gagner en sensibilité et en sélectivité. Le LC-MS/MS Q-Exactive est la plateforme de dépistage « Quali/Quanti », avec une spécificité, une résolution et une précision de mesure de masse inégalées, uniques dans le marché.

L'analyseur de masse quadripolaire possède une section hyperbolique de 250 mm de long ce qui permet de travailler à haute résolution ou h-SIM (0.4 uma) sans perte de sensibilité.

Cette fonction est essentielle pour le travail en matrice complexe. Elle permet une plus grande sélectivité pour des dosages en matrice très chargée et est capable de filtrer un ion précurseur des autres composés présents dans la matrice avant sa fragmentation et l'acquisition du spectre « MSMS ».

Les avantages de la quantification à très haute résolution et précision de masse se déclinent ainsi :

- Aucune limite quant au nombre d'analytes
- Sélectivité (< 3 ppm) quant à la précision de mesure de masse même aux limites de quantification (LDQ) sans étalonnage journalier
- Très grande sensibilité, lisibilité et stabilité
- Capacité à rechercher des analytes rétrospectivement
- Identification des composés quantifiés à l'aide des bibliothèques de masses précises.

Pour toutes ces raisons, nous avons opté pour le modèle Q-Exactive couplé à un chromatographe liquide Equan Max Plus de Thermo Fisher. Le spectromètre de masse Q-Exactive est bien adapté pour l'analyse des contaminants dans l'eau et pour les analyses environnementales en général, mais en particulier à l'analyse **quantitative** et **qualitative** des contaminants d'intérêt émergent, comme les produits pharmaceutiques, les stéroïdes, les hormones et les substances perfluorées, dans une **matrice chargée** comme celle de l'effluent ozoné et non ozoné de la station JRM de la Ville de Montréal.

Dans son « Guide de caractérisation initiale des effluents des stations d'épuration municipales, 2020 », le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a émis des exigences de surveillance précises que la Station doit respecter. Le fait que cet instrument a été utilisé à plusieurs reprises pour réaliser avec succès sur les mêmes échantillons (effluent et fleuve) les analyses de près de 90 molécules qui sont incluses dans ce guide nous assure que l'investissement que la Ville s'apprête à faire sera rentable et sans risque dès sa mise en route.

Ces contaminants d'intérêt émergent qui nécessitent un LC-MS-MS sont regroupés sous cinq (5) familles : famille 7 (agents tensioactifs, dont les nonylphénols), famille 12 (produits pharmaceutiques et antibiotiques), famille 13 (résidus de médicaments) et famille 14 (stéroïdes et bisphénol A) et famille 15 (substances perfluorées). Or, toutes les méthodes analytiques nécessitant la technologie LC-MS-MS ont été déjà développées par Thermo Fisher et seront appliquées au laboratoire de la station d'épuration.

Cette technologie est tellement puissante et unique que l'Orbitrap est utilisée pour résoudre de nombreux problèmes analytiques complexes en recherche pharmaceutique, en biotechnologie, en environnement, en recherche universitaire, gouvernementale et industrielle. Que ce soit pour le dépistage ou la quantification des antibiotiques, des pesticides, des hormones et d'autres contaminants d'intérêt émergent, la très haute

résolution de 140 000 du spectromètre de masse et la précision de la masse nous donnent l'assurance que toutes les identifications de molécules inconnues seront données avec la plus grande confiance possible.

Les appareils Q-Exactive Plus n'ont pas actuellement d'équivalents comparables sur le marché canadien ni ailleurs.

Paul-André Leduc, Ph. D., chimiste

Service de l'eau - Ville de Montréal
Direction de l'épuration des eaux usées
Désinfection
12001 boul. Maurice-Duplessis
Montréal, QC H1C 1V3

ANNEXE 1 Exclusivité de la technologie brevetée Orbitrap

ThermoFisher
SCIENTIFIC

Montréal, 27 mars 2020

Objet: Confirmation de technologie brevetée unique à Thermo Fisher Scientific

Madame, monsieur,

Par la présente nous confirmons que l'analyseur de masse *Orbitrap*, technologie au cœur du spectromètre de masse hybride ***Quadrupole-Orbitrap Thermo Scientific™ Q Exactive™*** et incluse dans notre offre est une technologie brevetée et donc unique à Thermo Fisher Scientific. Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc. est la seule entitée Canadienne ayant légalement le droit de vendre et supporter cette technologie.

Cordialement,

Maroun El Khoury, M.Sc.
Sr Sales Director, NA LSMS & Americas for Advanced MS
Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4 | Mississauga, Ontario L5N 8G6
Tel: Mobile: (514) 501-5713
Fax: 905.890-5775
maroun.elkhoury@thermofisher.com | Thermo Scientific Mass Spectrometry

4-2845 Argentia Road
Mississauga, ON L5N 8G6

ANNEXE 2 Exemple d'études utilisant la technologie Orbitrap

a) Portant sur le fleuve St-Laurent et des effluents municipaux

- S Comtois-Marotte, T Chappuis, SV Duy, N Gilbert, A Lajeunesse, Salma Taktek, Mélanie Desrosiers, Éloïse Veilleux, Sébastien Sauvé, Analysis of emerging contaminants in water and solid samples using high resolution mass spectrometry with a Q Exactive orbital ion trap and estrogenic activity with YES-assay, Chemosphere 166, 400-411, 2017

- PB Fayad, A Roy-Lachapelle, SV Duy, M Prévost, S Sauvé, On-line solid-phase extraction coupled to liquid chromatography tandem mass spectrometry for the analysis of cyanotoxins in algal blooms , Toxicon 108, 167-175, 2015

- Analysis of multiclass cyanotoxins (microcystins, anabaenopeptins, cylindrospermopsin and anatoxins) in lake waters using on-line SPE liquid chromatography high-resolution Orbitrap mass spectrometry, A Roy-Lachapelle, SV Duy, G Munoz, QT Dinh, E Bahl, DF Simon, S Sauvé, .Analytical Methods 11 (41), 5289-5300, 2019

- A Roy-Lachapelle, PB Fayad, M Sinotte, C Deblois, S Sauvé, Total microcystins analysis in water using laser diode thermal desorption-atmospheric pressure chemical ionization-tandem mass spectrometry, Analytica chimica acta 820, 76-83, 2014

- JM Montiel-León, SV Duy, G Munoz, M Amyot, S Sauvé, Evaluation of on-line concentration coupled to liquid chromatography tandem mass spectrometry for the quantification of neonicotinoids and fipronil in surface water and tap water, Analytical and bioanalytical chemistry 410 (11), 2765-2779, 2018

- G Munoz, SV Duy, A Roy-Lachapelle, B Husk, S Sauvé, Analysis of individual and total microcystins in surface water by on-line preconcentration and desalting coupled to liquid chromatography tandem mass spectrometry,, Journal of Chromatography A 1516, 9-20, 2017

- Analysis of emerging contaminants in water and solid samples using high resolution mass spectrometry with a Q Exactive orbital ion trap and estrogenic activity with YES-assay, S Comtois-Marotte, T Chappuis, SV Duy, N Gilbert, A Lajeunesse, ..., Chemosphere 166, 400-411, 2017

b) Quelques articles scientifiques faisant mention de la technologie Orbitrap

- Simon Comtois-Marotte, Développement d'une méthode multi-résidu pour l'analyse de contaminants émergents dans des échantillons solides et liquides à partir de la spectrométrie de masse à haute résolution, Département de chimie Faculté des arts et des sciences, Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences (M. Sc.) en chimie, Avril 2016

- M Solliec, A Roy-Lachapelle, S Sauvé, Quantitative performance of liquid chromatography coupled to Q-Exactive high resolution mass spectrometry (HRMS) for the analysis of tetracyclines in a complex matrix, Analytica chimica acta 853, 415-424, 2015

- Audrey Roy-Lachapelle, Nouvelles stratégies pour l'analyse des cyanotoxines par spectrométrie de masse, Département de Chimie, Faculté des Arts et Sciences, Thèse présentée à la Faculté des Études Supérieures et Postdoctorales en vue de l'obtention du grade de Philosophiæ Doctor (Ph. D.) en Chimie option Analytique, avril, 2015

- Ali Haghani, Andy Eaton, Richard F. Jack, Claudia P.B. Martins, Dipanker Ghosh, Quantitative Comparison of Hormones in Drinking Water Between Low and High Resolution Mass Spectrometry, (2016) The Column 12, 14–19.

- Grund_B, Marvin L,_Rochat B. Quantitative performance of a quadrupole-orbitrap-MS in_targeted LC-MS_determinations of_small molecules.(2016) J_Pharm_Biomed Anal. 24, 48-56.

- Henry H, Sobhi HR, Scheibner O, Bromirski M, Nimkar SB, Rochat B Comparison between a high-resolution single-stage Orbitrap and a triple quadrupole mass spectrometer for quantitative analyses of drugs. Rapid Commun Mass Spectrom. (2012) 26, 499-509.

- Klaas Wille, Michiel Claessens, Karen Rappé, Els Monteyne, Colin R. Janssen, Hubert F. De Brabander, Lynn Vanhaecke, Rapid quantification of pharmaceuticals and pesticides in passive samplers using ultra high performance liquid chromatography coupled to high resolution mass spectrometry, (2011) Journal of Chromatography A, 1218 9162– 9173.

- Makarov, A. Electrostatic axially harmonic orbital trapping: A high-performance technique of mass analysis, Anal. Chem., 2000, 72 (6), 1156–62. doi:10.1021/ac991131p

- Makarov, A.; Denisov, E.; Kholomeev, A.; Balschun, W.; Lange, O.; Strupat, K.; Horning, S. Performance evaluation of a hybrid linear ion trap/Orbitrap mass spectrometer, Anal. Chem., 2006, 78 (7), 2113–20. doi:10.1021/ac0518811

- Makarov, A.; Scigelova, M. Coupling liquid chromatography to Orbitrap mass spectrometry, J. Chromatography A 2010 1217 (25): 3938–3945.

- Meyer M.R. et al. Current position of high-resolution MS for drug quantification in clinical & forensic toxicology, Bioanalysis 6 (2014) 2275-2284, 2014

- Orbitrap Mass Spectrometry, Roman A. Zubarev and Alexander Makarov, Anal. Chem. 85, 5288−5296, 2013

- Fundamentals and Advances of Orbitrap Mass Spectrometry, Elizabeth S. Hecht, Shannon Eliuk, Michaela Scigelova, Alexander Makarov, Encyclopedia of Analytical Chemistry: Applications, Theory and Instrumentation, John Wiley, 2019

- Orbitrap Mass Spectrometry: Ultrahigh Resolution for Every Lab, Alexander Makarov, Pittcon Conference, March 14, 2012

- Rajski Ł, Gómez-Ramos Mdel M, Fernández-Alba AR Large pesticide multiresidue screening method by liquid chromatography-Orbitrap mass spectrometry in full scan mode applied to fruit and vegetables, (2014) J Chromatog *A* 1360: 119-127.

- Rebeca Pinhancos, Sara Maass and Dil M. Ramanatha n, High-resolution mass spectrometry method for the detection, characterization and quantitation of pharmaceuticals in water, J. Mass. Spectrom. 46, 1175–1181, 2011

- From targeted quantification to untargeted metabolomics: Why LC-high-resolution-MS will become a key instrument in clinical labs, Rochat B., Trends in Analytical Chemistry 84 (2016) 151–164.

- van Leeuwen Stefan, Contaminant Characterizer, The Analytical Scientist, March 2020, Issue 85, 50-51.

- Quantitative performance of liquid chromatography coupled to Q-Exactive high resolution mass spectrometry (HRMS) for the analysis of tetracyclines in a complex matrix, M Solliec, A Roy-Lachapelle, S Sauvé, Analytica chimica acta 853, 415-424, 2015

- High resolution/accurate mass (HRMS) detection of anatoxin-a in lake water using LDTD–APCI coupled to a Q-Exactive mass spectrometer, A Roy-Lachapelle, M Solliec, M Sinotte, C Deblois, S Sauvé, Talanta 132, 836-844, 2015

- Analysis of nine N-nitrosamines using liquid chromatography-accurate mass high resolution-mass spectrometry on a Q-Exactive instrument, AD Ngongang, SV Duy, S Sauvé, Analytical Methods 7 (14), 5748-5759, 2015

- Development of a suspect and non-target screening approach to detect veterinary antibiotic residues in a complex biological matrix using liquid chromatography/high-resolution mass spectrometry, M Solliec, A Roy-Lachapelle, S Sauvé, Rapid Communications in Mass Spectrometry 29 (24), 2361-2373, 2015

- Total analysis of microcystins in fish tissue using laser thermal desorption–atmospheric pressure chemical ionization–high-resolution mass spectrometry (LDTD-APCI-HRMS), A Roy-Lachapelle, M Solliec, M Sinotte, C Deblois, S Sauvé, Journal of agricultural and food chemistry 63 (33), 7440-7449, 2015

- Analysis of the neurotoxin β-N-methylamino-L-alanine (BMAA) and isomers in surface water by FMOC derivatization liquid chromatography high resolution mass spectrometry, Vo Duy S, Munoz G, Dinh QT, Tien Do D, Simon DF, Sauvé S, PLoS One. Aug 6;14(8), 2019

- Analysis of zwitterionic, cationic, and anionic poly-and perfluoroalkyl surfactants in sediments by liquid chromatography polarity-switching electrospray ionization coupled to high resolution mass spectrometry, G Munoz, SV Duy, P Labadie, F Botta, H Budzinski, F Lestremau, J Liu, Talanta 152, 447-456, 2016



Updated Proposal for Q Exactive with Equan Max, Dart, Pal RTC robot

CPQ-00246524

March 25, 2020

Montreal WW Treatment Plant

Paul Andre Leduc

12001 Maurice Duplessis
Montreal H1V 1V3
Canada

ThermoFisher SCIENTIFIC

Sales Quotation

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	2
Lead Time	**Payment Terms**	**Freight Terms**	**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE	Delivered duty paid	September 20, 2020
Company Name		**Customer Name**	
Montreal WW Treatment Plant		Paul Andre Leduc	

* See end pages of quote for PO Submission details

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

Customer Info:

Customer Name: Paul Andre Leduc
Company Name: Montreal WW Treatment Plant
Address: 12001 Maurice Duplessis
Montreal H1V 1V3
Canada
Phone: (514) 280-4400
Email:

Sales Contact Info:

Contact Name: Sebastien Morin
Phone:
Email: sebastien.morin@thermofisher.com

Updated Proposal for Q Exactive with Equan Max, Dart, Pal RTC robot

Item	Description	Unit Price	Qty	Total Price
1.1	0726020 Q Exactive Basic MS System Q Exactive Mass Spectrometer The Q Exactive is a high performance benchtop quadrupole Orbitrap system based on the combination of Hyberbolic quadrupole technology combined with Orbitrap analyzer technique. Implementation of a quadrupole mass filter in front of the curved ion trap (C-Trap) allows for precursor ion selection and hence for MS/MS and SIM scan modes besides the ability of full MS mode. In addition the high sensitivity S-lens ion source, with the implementation of enhanced FT transient processing, further increase of scan speed and resolving power can be achieved. Together with the new and unique scan type of spectra multiplexing, where multiple preselected precursors are collected in the C-Trap for simultaneous high resolution detection in the Orbitrap further reduction of cycle time can be accomplished. Q Exactive is very sensitive benchtop quadrupole high resolution mass spectrometer perfectly combining precise quantification and high performance qualitative work in one instrument. This instrument is an Orbitrap-based FT-MS system providing high resolution, high mass accuracy and high sensitivity without compromises. Mass range: 50 < m/z < 6000 Sensitivity: Full MS: 500 fg Buspirone on column S/N 100:1 SIM: 50 fg Buspirone on column S/N 100:1 Resolution: at m/z 200 (scan rate) 17,500 (12 Hz) 35,000 (7 Hz) 70,000 (3 Hz)	$748,963.54	1	$748,963.54

Sales Quotation

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	3
Lead Time	**Payment Terms**	**Freight Terms**	**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE	Delivered duty paid	September 20, 2020
Company Name		**Customer Name**	
Montreal WW Treatment Plant		Paul Andre Leduc	
* See end pages of quote for PO Submission details			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

Item	Description	Unit Price	Qty	Total Price
	140,000 (1.5 Hz) Mass accuracy: < 3 ppm RMS error with external calibration < 1 ppm RMS error with internal calibration Quadrupole Isolation: Step less precursor isolation from 0.4 amu to full mass range Scan modes: Full Scan, SIM, AIF, MS/MS, DIA Polarity switching: One full positive & negative scan cycle under 1 sec at a resolution Setting of 35,000 (at m/z 200) Spectra multiplexing: analyzing up to 10 different selected precursors in one Orbitrap scan Top N with predictive AGC: up to 10 Hz high resolution accurate mass MS/MS. The basic Q Exactive system consists of a quadrupole mass filter fully integrated with an Orbitrap Mass Spectrometer. Additionally included items: • HESI II probe • Chemyx Fusion 100 Syringe pump with full data system control			
1.3	VF-P10-A-01 Binary Pump F Supports fast gradient separations in LCMS workflows, UHPLC applications, and standard HPLC workflows. Settable flows of 0.001-8 mL/min and pressures up to 1034 bar (with a flow rate of >5 mL/min, pressure range decreases linearly down to 800 bar), 200 µL mixer, 200 µL GDV, 6 solvent channels, and integrated vacuum degasser; contains Vanquish Binary Pump F module and installation accessories (ship kit).	$33,944.73	1	$33,944.73
1.4	VF-P20-A QUATERNARY PUMP F Supports multi-solvent blending for method development, challenging ternary and quaternary gradient applications, in high-resolution UHPLC applications and standard HPLC workflows. Settable flows of 0.001-8 mL/min and pressures up to 1034 bar (with a flow rate of >5 mL/min, pressure decreases linearly to 800 bar), 400 µL mixer, 679 µL GDV, 4 solvent channels, and integrated vacuum degasser; contains Vanquish Quaternary Pump F module and installation accessories (ship kit).	$28,698.57	1	$28,698.57
1.5	00950-01-00513 AUTOSAMPLER, PAL3 TRIPLUS RTC	$60,148.85	1	$60,148.85
1.8	00960-01-00073 KIT, EQUAN UPGRADE, PAL3 TRIPLUS RTC	$19,634.78	1	$19,634.78

Sales Quotation

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	4
Lead Time	**Payment Terms**	**Freight Terms**	**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE	Delivered duty paid	September 20, 2020
Company Name		**Customer Name**	
Montreal WW Treatment Plant		Paul Andre Leduc	
* See end pages of quote for PO Submission details			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

Item	Description	Unit Price	Qty	Total Price
1.13	VF-S01-A-02 SYSTEM BASE VANQUISH HORIZON / FLEX Required for the installation of a full Vanquish Horizon or Vanquish Flex system. Includes base module, solvent rack, system tubing for 1-column flow path incl. 1 active pre-heater and 1 passive pre-heater, and system installation accessories (ship kit).	$3,040.87	1	$3,040.87
1.14	VH-C10-A-02 COLUMN COMPARTMENT H Supports a wide range of experiments and simplifies method transfer with multiple thermostatting options. 5-120°C, still air and forced air mode, active and passive pre-heating, two slots for columns of max. 300 mm length, stackable, upgradeable w/ up to two valves; contains Vanquish Column Compartment H module and installation accessories (ship kit). NOTE: Valves are optional and need separate order"	$11,818.53	1	$11,818.53
1.2	OPTON-30427 SW, EFS PESTICIDE HRAM SCREEN & QUAN	$39,880.02	1	$39,880.02
1.6	1328020 EXACTIVE SERIES PREINSTALLATION KIT	$2,012.49	1	$2,012.49
1.7	00302-99-00088 CABLE,DB15,M-F,MOLDED,1.5m,RoHS	$94.86	1	$94.86
1.10	6044.3870 SET INLINE FILTER, 35UL, VF-P1	$653.21	1	$653.21
1.11	6040.5110 STATIC MIXER 150UL (FOR 200UL), 150MPA Mixer Kit to 200 µL Mixing Volume for UltiMate 3000 SD/RS Pumps for Pressures up to 103.4 MPa/15,000 psi	$649.10	1	$649.10
1.12	6043.0001 SYNC. CABLE OAS TO U3000 SD, BM, RS PUMP	$176.93	1	$176.93
1.15	OPTON-20062 APCI PROBE, ION MAX SOURCE,UL 3ED	$4,655.93	1	$4,655.93

Sales Quotation

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	5
Lead Time	**Payment Terms**	**Freight Terms**	**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE	Delivered duty paid	September 20, 2020
Company Name		**Customer Name**	
Montreal WW Treatment Plant		Paul Andre Leduc	
* See end pages of quote for PO Submission details			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

Item	Description	Unit Price	Qty	Total Price
1.17	702-027700 3-DAY LSMS TRNG COURSE AT CUSTOMER SITE	$13,500.00	1	$13,500.00
1.9	EQUAN-0150KS EQUAN-0150KS	$5,514.62	1	$5,514.62
1.16	LCCONSUMABLESTMO14 LC CONSUMABLES VOUCHER	$2,740.50	1	$2,740.50

Item	Description	Unit Price	Qty	Total Price
2.0	702-022300 4 DAY LSMS TRAINING AT TI LOCATION	$4,800.00	1	$4,800.00
3.0	278-6.0 kVa UPS ONEAC 1 PHASE 6,0KVA UPS	$12,375.00	1	$12,375.00
4.0	278-nitrogen generator Genius NM32LA 110V	$15,658.03	1	$15,658.03
5.0	783400 5KVA CUSTOM TRANSFORMER	$1,907.00	1	$1,907.00
6.0	1309770 Hirschmann Cable / SV65 BI FC	$298.30	1	$298.30
7.0	278-PalRTC PAL RTC without Autosampler	$77,742.39	1	$77,742.39
8.0	278-DART OS DART OS	$56,250.69	1	$56,250.69

Sales Quotation

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	6
Lead Time	**Payment Terms**	**Freight Terms**	**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE	Delivered duty paid	September 20, 2020
Company Name		**Customer Name**	
Montreal WW Treatment Plant		Paul Andre Leduc	
* See end pages of quote for PO Submission details			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

9.0	00950-01-00535 TABLE, PAL3 TRIPLUS A/S, W/TRAY, RoHS	$6,166.73	1	$6,166.73

Quote Subtotal:	**$1,151,325.67**
Promotions / Discounts:	**- $335,874.04**
Quote total less discounts:	**$815,451.63**
Shipping:	**$7,250.02**
Quotation Totals:	**$822,701.65**
GST:	**$41,135.08**
QST:	**$82,064.**
Total with Tax:	**$945,901.22**

Sales Tax exemption/drop shipment certificates must be provided with the order documents, if applicable. If you are an exempt organization please provide GST/HST/PST/QST registration number on purchase order. If proper documentation is not provided, buyer shall pay all applicable federal and provincial taxes in addition to the price stated on this quotation

Competitive monthly payment options are available. For more information, please contact financialservices@thermofisher.com or call (800) 986-9731 ext. 7

Options / Recommendations

Item	Description	Unit Price	Qty	Discount	Total Price
1.18	701-055977 Unity Ext Warranty AS PAL3 Triplus RTC Unity Extended Warranty AS PAL 3 Triplus RCT • On-site corrective maintenance visits including required factory certified replacement parts, labor and travel with a target of three (3) business day on-site response time • Annual Preventive Maintenance visit and a standard Preventive Maintenance Kit • Priority status for technical support telephone inquires • Access to Thermo Fisher Scientific Knowledge Base • 10% Loyalty discount on parts, accessories, and consumables (may not be available in all regions)	$4,372.00	1	$655.80	$3,716.20
1.19	701-696400 UNITY EXTENDED WARRANTY PLAN Q-EXACTIVE	$51,600.00	1	$7,740.00	$43,860.00

Sales Quotation

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	7
Lead Time	**Payment Terms**	**Freight Terms**	**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE	Delivered duty paid	September 20, 2020
Company Name		**Customer Name**	
Montreal WW Treatment Plant		Paul Andre Leduc	
* See end pages of quote for PO Submission details			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

Unity Extended warranty plan - Q-Exactive
- On-site corrective maintenance visits including required factory certified replacement parts, labor and travel with a target of three (3) business day on-site response time
- Annual Preventive Maintenance visit and a standard Preventive Maintenance Kit
- Priority status for technical support telephone inquires
- Access to Thermo Fisher Scientific Knowledge Base
- 10% Loyalty discount on parts, accessories, and consumables (may not be available in all regions)

1.20	701-054215	$1,004.00	1	$150.60	$853.40

UNITY EXT WARR VANQUISH COLUMN CPTMENT

Unity Extended Warranty- Vanquish Column Compartment H
- On-site corrective maintenance visits including required factory certified replacement parts, labor and travel with a target of three (3) business day on-site response time
- Annual Preventive Maintenance visit and a standard Preventive Maintenance Kit
- Priority status for technical support telephone inquires
- Access to Thermo Fisher Scientific Knowledge Base
- 10% Loyalty discount on parts, accessories, and consumables (may not be available in all regions)

1.21	701-054617	$1,968.00	1	$295.20	$1,672.80

Unity Ext Warr Vanquish Flex Quaternary

Unity Extended Warranty- Vanquish Flex Quatenary Pump
- On-site corrective maintenance visits including required factory certified replacement parts, labor and travel with a target of three (3) business day on-site response time
- Annual Preventive Maintenance visit and a standard Preventive Maintenance Kit
- Priority status for technical support telephone inquires
- Access to Thermo Fisher Scientific Knowledge Base
- 10% Loyalty discount on parts, accessories, and consumables (may not be available in all regions)

1.22	701-054618	$236.00	1	$35.40	$200.60

Unity Ext Warr Plan System Base Vanquish

Unity Extended Warranty- Vanquish Flex Base System
- On-site corrective maintenance visits including required factory certified replacement parts, labor and travel with a target of three (3) business day on-site response time
- Annual Preventive Maintenance visit and a standard Preventive Maintenance Kit
- Priority status for technical support telephone inquires
- Access to Thermo Fisher Scientific Knowledge Base

Sales Quotation

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	8
Lead Time	**Payment Terms**	**Freight Terms**	**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE	Delivered duty paid	September 20, 2020
Company Name		**Customer Name**	
Montreal WW Treatment Plant		Paul Andre Leduc	
* See end pages of quote for PO Submission details			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

- 10% Loyalty discount on parts, accessories, and consumables (may not be available in all regions)

1.23	701-055150	$2,350.00	1	$352.50	$1,997.50

Unity Ext Warr Vanquish Flex Binary Pump

Unity Extended Warranty- Vanquish Flex Binary Pump

- On-site corrective maintenance visits including required factory certified replacement parts, labor and travel with a target of three (3) business day on-site response time
- Annual Preventive Maintenance visit and a standard Preventive Maintenance Kit
- Priority status for technical support telephone inquires
- Access to Thermo Fisher Scientific Knowledge Base
- 10% Loyalty discount on parts, accessories, and consumables (may not be available in all regions)

Options Total: $52,300.50

ThermoFisher SCIENTIFIC

TERMS AND CONDITIONS OF SALE FOR PRODUCTS AND SERVICES

1. GENERAL. Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc. ("**Seller**") hereby offers for sale to the buyer named on the face hereof ("**Buyer**") the products ("**Products**") and/or annual support plans ("**Support Plan(s)**") and billable services ("**Technical Support**") [Support Plans and Technical Support may be referred to collectively as "**Services**"] as listed on the face hereof on the express condition that Buyer agrees to accept and be bound by the terms and conditions set forth herein ("**Agreement**"). Any new or different provisions contained in any document issued by Buyer in response to this offer are expressly rejected; and if Buyer's response is deemed to be an offer, this document is a rejection of Buyer's offer and a counter offer by Seller and shall not constitute acceptance of any proposal by Buyer. Buyer's receipt of Products or Seller's commencement of Services hereunder will constitute Buyer's acceptance of this Agreement. This is the final, complete and exclusive statement of the contract between Seller and Buyer with respect to Buyer's purchase of Products and Services specified herein, which terms may not be altered in any way by Buyer's purchase order terms. No waiver, consent, modification, amendment or change of the terms contained herein shall be binding upon Seller unless agreed in writing and signed by Seller. Seller's failure to object to additional or different terms contained in any subsequent communication from Buyer will not be a waiver or modification of the terms set forth herein and all such proposals contained in Buyer's order are subject to acceptance in writing by an authorized representative of Seller.

2. PRICE. All prices published by Seller or Seller's representatives may be changed at any time without notice. All prices quoted by Seller or Seller's representatives are valid for thirty (30) days, unless otherwise stated in writing. All prices for the Products or Services will be as specified by Seller or, if no price has been specified or quoted, will be Seller's standard prices in effect at the time of shipment of Products or delivery of Services. All prices are subject to adjustment on account of specifications, quantities, raw materials, cost of production, shipment arrangements or other terms or conditions that are not part of Seller's original quotation. Unless otherwise stated in the quotation, the quoted rate for Technical Support includes Work Time, Travel Time and Standby Time in accordance with the following schedule and conditions; except that Technical Support requested without at least seven (7) days advanced notification shall be subject to airfare charges in addition to the Standard Rate.

(a) Work Time – shall include all hours that Seller's service personnel are on the Buyer's job site, either working or ready for work and shall be payable at the applicable specified rates.

(b) Travel Time – shall include the time spent by Seller's service personnel in traveling between their customary headquarters and the Buyer's job site and in returning (including travel occurring on Saturdays, Sundays and holidays). Except as otherwise stated in the Services quotation, Travel Time will be invoiced per diem at the applicable Travel Zone rates in Seller's standard service list prices. Air travel and car hire related expenses will be charged in addition to the daily rate at cost plus a 10% administration fee.

(c) Standby Time – shall include the time that Seller agrees in writing, at its sole discretion, to reserve its service personnel to be ready to perform work for the Buyer, whether on the job site or not, up to a maximum of 8 hours a day, between the hours of 8:00 a.m. and 5:00 p.m., local standard time on Saturdays, Sundays and holidays. Standby Time shall be paid for at the special rates quoted by Seller at the time of Buyer's request or, if none, at the current Double Time Rate; and Standby Time preceded and/or followed by Work Time is cumulative in determining Overtime.

(d) Standard Rate – the Service rate quoted by Seller that shall be paid for time worked on a regular schedule of eight (8) hours per day, Monday through Friday (excluding Seller's holidays), between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. local standard time.

(e) Overtime Rate – if applicable for the quoted Services, the rate of one and a half times the Standard Rate shall be paid for any time worked in excess of eight (8) hours or between the hours of 5:00 p.m. and 8:00 a.m. local standard time; but not exceeding sixteen (16) hours per day, Monday through Friday, and for any time on Saturdays, not to exceed sixteen (16) hours. Overtime shall be billed in 30 minute blocks; or longer time blocks, if quoted by the Supplier.

(f) Double Time Rate – the rate of twice the Standard Rate shall be paid for time worked in excess of sixteen (16) hours per day, without a six (6) hour break, Monday through Friday, and for all time on Saturdays, Sundays and holidays. Holidays shall be those observed by Seller.

3. TAXES AND OTHER CHARGES. Prices for the Products and Services exclude all sales, use, value added and other taxes and duties imposed with respect to the sale, delivery, or use of any Products or Services covered hereby, all of which taxes and duties must be paid by Buyer. If Buyer claims any exemption, Buyer must provide a valid, signed certificate or letter of exemption for each respective jurisdiction.

4. TERMS OF PAYMENT. Seller may invoice Buyer immediately for the single lump sum amount equal to the total charges for the initial Term of a Support Plan, upon shipment of Products or upon completion of Technical Support for the price and all other charges payable by Buyer in accordance with the terms on the face hereof. If no payment terms are stated on the face hereof, payment shall be net thirty (30) days from the date of invoice. International Technical Support may require payment in advance. Buyer will grant a security interest in the Products sold under this Agreement until payment of the full purchase price to Seller in accordance with Article 9-103 of Uniform Commercial Code-Secured Transactions. If Buyer fails to pay any amounts when due, Buyer shall pay Seller interest thereon at the greater of a periodic rate of one and one-half percent (1.5%) per month or the highest rate stipulated by applicable law, together with all costs and expenses (including without limitation reasonable attorneys' fees and disbursements and court costs) incurred by Seller in collecting such overdue amounts or otherwise enforcing Seller's rights hereunder. Seller reserves the right to require from Buyer full or partial payment in advance, or other security that is satisfactory to Seller, at any time that Seller believes in good faith that Buyer's financial condition does not justify the terms of payment specified. All payments shall be made in Canadian Dollars unless otherwise specified in Seller's invoice.

5.A. PRODUCT DELIVERY. All Products will be shipped to the destination specified by Buyer, FCA (INCOTERMS 2010) at OEM shipping point or Seller's distribution facility, as applicable, which will vary depending on Product type and availability and may include points outside Canada or the United States (U.S.) (inquire for specific shipping point information). Notwithstanding specified INCOTERMS, Seller shall select carrier on Buyer's behalf and Seller agrees to arrange transportation of Products to Buyer's destination, and to act as the importer of record on behalf of Buyer to clear the Products through Canadian or U.S. customs. All freight, taxes, duties and insurance, if any, charges shall be prepaid and added to Buyer's invoice. Seller may, at its election, make partial shipments of the Products and invoice each shipment separately. Seller reserves the right to withhold shipments in whole or in part and/or terminate any Services, if Buyer fails to make any payment to Seller when due or otherwise fails to perform its obligations hereunder. Seller's termination of Services will not relieve Buyer's obligation to pay all amounts due for Services provided by Seller prior to the termination date. All shipping dates are approximate only, and Seller will not be liable for any loss or damage resulting from any delay in delivery or failure to deliver which is due to any cause beyond Seller's reasonable control. In the event of a delay due to any cause beyond Seller's reasonable control, Seller reserves the right to terminate the order or to reschedule the shipment within a reasonable period of time, and Buyer will not be entitled to refuse delivery or otherwise be relieved of any obligations as the result of such delay.

5. B.CANCELLATION OR CHANGES BY BUYER If Buyer requests that Seller delay delivery of Products for any reason, Seller may place Products in storage at Buyer's risk and expense and for Buyer's account. Orders in process may be cancelled only with Seller's written consent and upon payment of Seller's cancellation charges. Orders in process may not be changed except with Seller's written consent and upon agreement by the parties as to an appropriate adjustment in the purchase price therefor.

Credit will not be allowed for Products returned without the prior written consent of Seller. Before returning any item, contact Seller's Order Administration Department for a Return Material Authorization (RMA) number at (800) 532-4752. Buyer may need to complete an RMA Form which includes a Hazard Free Form and/or Instrument Contamination Data Form. If authorized by Seller, Buyer must return items to Seller in their original or equivalent packaging, prepay shipping charges, and insure the shipment or accept the risk if the item is lost or damaged in shipment. In addition, Seller reserves the right to charge the Buyer the list price for missing components or subassemblies when incomplete items are returned to Seller. Authorized returns of any unused items which are free from material defects to Seller, in its sole discretion, may be subject to a twenty percent (20%) restocking charge.

Requests by Buyer to delay, postpone or suspend on-site Services, due to no fault of Seller, shall be subject to Seller's ability to recall its service representatives and to cancel and/or reschedule of any of their travel arrangements; and provided that, Buyer pays any and all additional costs (including, Travel Time and expenses) incurred by Seller as a result of the Services being postponed or suspended by Buyer. Cancellation of scheduled Services may be subject to a cancellation fee of twenty percent (20%) if Seller is notified less than 7 business days prior to the scheduled date of service.

6. DELIVERY OF SERVICES. Except as otherwise stated on the face hereof, all Services will be provided by Seller or its agent between the hours of 8:00 a.m. and 5:00 p.m. local standard time, Monday through Friday, excluding Seller's holidays, either at Seller's principal offices or, at Seller's option, at Buyer's installation address. If Seller advises Buyer that Services should be performed at Seller's facility, Buyer will properly package the Products to prevent damage, clearly mark the RMA number on the outer packaging, and ship it, via postage/freight prepaid, to the address set forth on the face hereof or such different address as Seller may from time to time provide to Buyer. After Seller completes the Services, or has made a determination that the products are beyond repair, Seller may, at its option, either advise Buyer to scrap the Products or to have the Products shipped, postage/freight prepaid, back to Buyer's installation address stated on the quotation, or to such other address as Buyer requests. In the event Buyer requires expedited delivery, such delivery will be made at Buyer's expense. If Seller advises Buyer that Services should be performed at Buyer's site, Buyer will use its best efforts to provide Seller with all requested diagnostic information for any products requiring Services; and subject to compliance with Buyer's reasonable security requirements, will allow Seller free access to all relevant equipment, documentation and records. In addition, Buyer will cooperate with Seller's efforts to perform the Services and will provide such additional assistance as Seller may reasonably request. At the completion of the Services, Seller's representatives will provide Buyer with a field service report on which will be indicated the number of hours spent and the materials used in completing the work. Buyer's signature on the field service report will signify approval of the information in the report and Seller's satisfactory completion of the Services. If Buyer does not sign the report or provide written objection within five (5) business days after receipt, then the report will be deemed unequivocally approved and accepted by Buyer.

7. TITLE AND RISK OF LOSS. Notwithstanding the transport terms indicated above, title to and risk of loss of the Products will pass to Buyer upon delivery of possession of the Products by Seller to the carrier at the time and place of shipment; provided, however, that title to any software incorporated within or forming a part of the Products will at all times remain with Seller or the licensor(s) thereof, as the case may be. All risk of loss or damage to Buyer's products being transported for Services shall remain with Buyer during shipment to and from the Buyer's site and during Seller's performance of Services hereunder.

8. WARRANTIES. Seller's sole obligation with respect to the Services is to provide the quoted Services in a workmanlike manner and if Buyer provides notice of defect in Service within ninety (90) days of completion of such Services, Seller will, at its sole option, either reperform the Services without charge to Buyer or grant Buyer a credit for the amount paid by Buyer with respect to such Service. Seller warrants that the Products will operate or perform substantially in conformance with Seller's published specifications and be free from defects in material and workmanship, when subjected to normal, proper and intended usage by properly trained personnel, for the period of time set forth in the Product documentation, published specifications or package inserts (the "**Warranty Period**"). If a Warranty Period is not specified in Seller's Product documentation, published specifications, or package inserts, the Warranty Period for new instruments is twelve (12) months from the date of shipment to Buyer; and for all other Products is ninety (90) days from the date of shipment. During the Warranty Period, Seller agrees to repair or replace, at Seller's option, defective Products so as to cause the same to operate in substantial conformance with Seller's published specifications; provided that Buyer (a) promptly notifies Seller in writing upon the discovery of any covered defect in the Products, including the Product model and serial number (if applicable) and details of the warranty claim; and (b) after Seller's review, Seller will provide Buyer with an RMA number and services data, which may include biohazard decontamination procedures and other Product-specific handling instructions. Then, if applicable, Buyer may return the defective Products to Seller with all costs prepaid by Buyer. Replacement parts may be new or refurbished, at the election of Seller. All replaced parts shall become the property of Seller. Shipment to Buyer of repaired or replacement Products will be made in accordance with the Delivery clause of this Agreement. Except for new consumable items manufactured and sold by Seller, this warranty expressly excludes all other consumable parts or components (e.g., bulbs, belts, cartridges, etc.) in the Products. If Seller elects to repair defective medical device instruments, Seller may, in its sole discretion, provide a replacement loaner instrument to Buyer as necessary for use while the instruments are being repaired.

Notwithstanding the foregoing, Products supplied by Seller that are obtained by Seller from an original manufacturer or third party supplier are not warranted by Seller; but Seller agrees to assign to Buyer any warranty rights in such Product that Seller may have from the original manufacturer or third party supplier, to the extent such assignment is allowed by such original manufacturer or third party supplier.

In no event shall Seller have any obligation to make repairs, replacements or corrections under the Warranty, in whole or in part, as the result of or with respect to: (a) use of the Products in a manner for which they were not designed; (b) improper storage and handling of the Products; (c) use of the Products in combination with equipment or software not supplied by Seller (d) shipping damage incurred en route to Buyer's site or because of moving equipment, in which case Seller will promptly provide a cost estimate for Technical Support to the consignee for filing claims to carriers for shipping damage; (e) flood, lightning, earthquake, tornado, hurricane or fire, bombing, armed conflict, malicious mischief, sabotage or other natural or man-made disasters; (f) normal wear and tear, physical abuse, misuse, sprinkler damage, electrical surge or abnormal power variation; (g) repairs, maintenance, or modifications made by anyone other than Seller trained personnel or without Seller's supervision and/or approval; (h) relocation and reinstallation of equipment; although upon request Seller will supervise the removing, crating, relocation and reinstallation of the Products at Seller's current Services rates; (i) maintenance or replacement of media (i.e., floppy disks, plotter supplies, etc.) whatever the reason for loss, failure or damage; (j) beta-site support; (k) operator training; or (l) repairing Product malfunctions if the fault is not with the equipment. If Seller determines that Products for which Buyer requested warranty services are not covered by this warranty, Buyer will pay or reimburse Seller for all costs of investigating and responding to such request at Seller's then prevailing time and materials rates. If Seller provides Services or replacement parts that are not covered by this warranty, Buyer shall pay Seller therefor at Seller's then prevailing time and materials rates.

ANY INSTALLATION, MAINTENANCE, REPAIR, SERVICE, RELOCATION OR ALTERATION TO OR OF, OR OTHER

TAMPERING WITH, THE PRODUCTS PERFORMED BY ANY PERSON OR ENTITY OTHER THAN SELLER WITHOUT SELLER'S PRIOR WRITTEN APPROVAL, OR ANY USE OF REPLACEMENT PARTS NOT SUPPLIED BY SELLER, SHALL IMMEDIATELY VOID AND CANCEL ALL WARRANTIES WITH RESPECT TO THE AFFECTED PRODUCTS AND/OR SERVICES. THE OBLIGATIONS CREATED BY THIS WARRANTY STATEMENT FOR SELLER TO REPAIR OR REPLACE A DEFECTIVE PRODUCT OR TO REPERFORM OR CREDIT THE PRICE OF DEFECTIVE SERVICES SHALL BE THE SOLE REMEDY OF BUYER FOR SUCH DEFECTIVE PRODUCTS OR SERVICES UNDER THIS AGREEMENT. EXCEPT AS EXPRESSLY PROVIDED IN THIS WARRANTY STATEMENT, SELLER DISCLAIMS ALL OTHER WARRANTIES, WHETHER EXPRESS OR IMPLIED, ORAL OR WRITTEN, WITH RESPECT TO THE PRODUCTS, INCLUDING WITHOUT LIMITATION ALL IMPLIED WARRANTIES OF MERCHANTABILITY, FITNESS FOR ANY PARTICULAR PURPOSE, OR NONINFRINGEMENT. SELLER DOES NOT WARRANT THAT THE PRODUCTS OR SERVICES ARE ERROR-FREE OR WILL ACCOMPLISH ANY PARTICULAR RESULT.

9. INDEMNIFICATION.

9.1 By Seller. Seller will indemnify, defend and save Buyer, its officers, directors, and employees from and against any and all damages, liabilities, actions, causes of action, suits, claims, demands, losses, costs and expenses (including without limitation reasonable attorneys' fees) ("**Indemnified Items**") asserted by another party against Buyer for (i) bodily injury to or death of persons or damage to tangible property to the extent caused by the negligence or willful misconduct of Seller, its employees, agents or representatives or contractors in connection with the performance of Services at Buyer's premises under this Agreement; and (ii) claims that a Product infringes any Canadian or U.S. patent, copyright or trade secret; provided, however, Seller's liability under this Section does not extend to any such Indemnified Items caused by either (u) the negligence or willful misconduct of Buyer, its employees, agents or representatives or contractors, (v) by any third party, (w) use of a Product in combination with equipment or software not supplied by Seller where the Product alone would not be infringing, (x) Seller's compliance with Buyer's designs, specifications or instructions, (y) use of the Product in an application or environment for which it was not designed, or (z) modifications of the Product by anyone other than Seller without Seller's prior written approval. Buyer will promptly notify Seller in writing of any claim covered by Seller's indemnification obligations hereunder. Seller may assume exclusive control of the defense of such claim or, at the option of the Seller, to settle the same. Buyer agrees to cooperate reasonably with Seller in connection with the performance by Seller of its obligations in this Section.

Notwithstanding the above, Seller's infringement related indemnification obligations shall be extinguished and relieved if Seller, at its discretion and at its own expense (a) procures for Buyer the right, at no additional expense to Buyer, to continue using the Product; (b) replaces or modifies the Product so that it becomes non-infringing, provided the modification or replacement does not adversely affect the specifications of the Product; or (c) in the event (a) and (b) are not practical, refund to Buyer the amortized amounts paid by Buyer with respect thereto, based on a five (5) year amortization schedule. THE FOREGOING INDEMNIFICATION PROVISION STATES SELLER'S ENTIRE LIABILITY TO BUYER FOR, AND BUYER'S SOLE AND EXCLUSIVE REMEMDY IN RESPECT OF, THE CLAIMS DESCRIBED HEREIN.

9.2 By Buyer. Buyer will indemnify, defend with competent and experienced counsel and hold harmless Seller, its parent, subsidiaries, affiliates and divisions, and their respective officers, directors, shareholders and employees, from and against any and all damages, liabilities, actions, causes of action, suits, claims, demands, losses, costs and expenses (including without limitation reasonable attorneys' fees and disbursements and court costs) to the extent arising from or in connection with (i) the negligence or willful misconduct of Buyer, its agents, employees, representatives or contractors; (ii) use of a Product in combination with equipment or software not supplied by Seller where the Product alone would not be infringing; (iii) Seller's compliance with designs, specifications or instructions supplied to Seller by Buyer; (iv) use of a Product in an application or environment for which it was not designed; or (v) modifications of a Product by anyone other than Seller without Seller's prior written approval.

10. SOFTWARE. With respect to any software products incorporated in or forming a part of the Products hereunder (i.e., firmware), Seller and Buyer intend and agree that such software products are being licensed and not sold, and that the words "purchase", "sell" or similar or derivative words are understood and agreed to mean "license", and that the word "Buyer" or similar or derivative words are understood and agreed to mean "licensee". Notwithstanding anything to the contrary contained herein, Seller or its licensor, as the case may be, retains all rights and interest in software products provided hereunder. Seller hereby grants to Buyer a royalty-free, non-exclusive, nontransferable license, without power to sublicense, to use software licensed hereunder solely for Buyer's own internal business purposes on its hardware Products and to use the related documentation solely for Buyer's own internal business purposes. This license terminates when Buyer's lawful possession of the hardware Products provided hereunder ceases, unless earlier terminated as provided herein. Buyer agrees to hold in confidence and not to sell, transfer, license, loan or otherwise make available in any form to third parties the software products and related documentation provided hereunder. Buyer may not disassemble, decompile or reverse engineer, copy, modify, enhance or otherwise change or supplement the software products provided hereunder without Seller's prior written consent. Seller will be entitled to terminate this license if Buyer fails to comply with any term or condition herein. Buyer agrees, upon termination of this license, to immediately stop using all software products and related documentation provided hereunder and all copies and portions thereof.

Certain of the software products provided by Seller may be owned by one or more third parties and licensed to Seller or may be stand-alone software products, which Buyer hereby agrees are subject to a separate browse-wrap, shrink-wrap or click-thru end user license agreement (EULA). Accordingly, the warranty and indemnification provisions herein do not apply to such software, which are exclusively provided in the applicable EULA.

11. LIMITATION OF LIABILITY. NOTWITHSTANDING ANYTHING TO THE CONTRARY CONTAINED HEREIN, THE LIABILITY OF SELLER UNDER THESE TERMS AND CONDITIONS (WHETHER BY REASON OF BREACH OF CONTRACT, TORT, INDEMNIFICATION, OR OTHERWISE, BUT EXCLUDING LIABILITY OF SELLER FOR BREACH OF WARRANTY (THE SOLE REMEDY FOR WHICH IS PROVIDED UNDER THE PRODUCT AND SERVICES WARRANTIES HEREIN) SHALL NOT EXCEED AN AMOUNT EQUAL TO THE LESSER OF (A) THE TOTAL PURCHASE PRICE THERETOFORE PAID BY BUYER TO SELLER WITH RESPECT TO THE PRODUCT(S) OR SERVICES GIVING RISE TO SUCH LIABILITY OR (B) ONE MILLION DOLLARS ($1,000,000). NOTWITHSTANDING ANYTHING TO THE CONTRARY CONTAINED HEREIN, IN NO EVENT SHALL SELLER BE LIABLE FOR ANY INDIRECT, SPECIAL, CONSEQUENTIAL OR INCIDENTAL DAMAGES (INCLUDING WITHOUT LIMITATION DAMAGES FOR LOSS OF USE OF FACILITIES OR EQUIPMENT, LOSS OF REVENUE, LOSS OF DATA, LOSS OF PROFITS OR LOSS OF GOODWILL), REGARDLESS OF WHETHER SELLER (a) HAS BEEN INFORMED OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGES OR (b) IS NEGLIGENT.

12. EXPORT RESTRICTIONS. Buyer acknowledges that each Product and any related services, software and technology, including technical information supplied by Seller or contained in documents (collectively "Items"), may be subject to export controls of the U.S. government and/or other governments. Such export controls may include, but are not limited to, the Export Administration Regulations of the U.S. Department of

Commerce (the "EAR"), which may restrict or require licenses for the export of Items from the U.S. and their re-export from other countries and all other applicable laws, regulations, laws, treaties, and agreements relating to the export, re-export, and import of any Item. Buyer shall not export, re-export, distribute or supply any Item, directly or indirectly, to (i) any country, person or entity, in each case, without first obtaining from the U.S. government and/or other appropriate government agency any license required to do so lawfully; (ii) any person or organization in Cuba, Iran, North Korea, Sudan, Syria, or other country then the subject of a U.S. embargo, or any person or entity considered a part of the government of any such country; or (iii) any person or entity who is involved in improper development or use of nuclear weapons, or of chemical/biological weapons (CBW) or missiles, or in terrorist activities. Buyer shall cooperate fully with Seller in any official or unofficial audit or inspection related to applicable export or import control laws or regulations, and shall indemnify and hold Seller harmless from, or in connection with, any violation of this Section by Buyer or its employees, consultants, agents and/or representatives.

13. SUPPORT PLAN TERMS AND CONDITIONS.

A. General. In the event Buyer purchases a Support Plan from Seller under this Agreement, Seller agrees to maintain and/or repair those Products or instruments identified on the face hereof as covered under a Support Plan ("**Covered Equipment**") in a manner consistent with the specifications and entitlements included in the purchased Support Plan as specified by Seller on the face hereof, which may include various levels of service at the Buyer's site(s) and/or Seller's Depot Repair locations and are purchased separate from the original Product Warranty above (the "**Support Service(s)**"). The Support Services will only be valid for Covered Equipment within the Region covered by the Plan (e.g. 48 contiguous U.S.), Monday through Friday (excluding Seller's holidays) during the hours of 8:00 a.m. to 5:00 p.m. local standard time ("**Normal Hours**") during the term of the Agreement. The Covered Equipment must be operated according to the manufacturer's supplied instructions, including without limitation the Operator's Manual(s) and any malfunction must be promptly reported to Seller. Support Service calls requested outside of Normal Hours or for any non-Covered Equipment or for services not included in the Support Plan will be billed at Seller's standard rates for Technical Support in effect at the time of Buyer's request. Seller reserves the exclusive right to determine the assignment of its employees in the performance of Support Services.

B. Term. (a) The Support Plan will begin and remain effective for the period of time stated on the face hereof ("**Term**"). To renew the Support Plan, Buyer must sign a Renewal Service Agreement accompanied by a purchase order prior to the expiration of the current Term ("**Renewal**"), which shall also be subject to the terms and conditions of this Agreement. Either party may terminate a Support Plan for any/no reason by providing at least thirty (30) days written notice to the other party. Seller will use commercially reasonable efforts to stop work and to incur no additional expenses. Regardless, if a Support Plan is cancelled, Seller will charge Buyer for the total price of Services actually performed and expenses actually and reasonably incurred in servicing the covered equipment under the underlying Support Plan from its effective date until the cancellation date or the prorated price of the underlying Support Plan from its effective date until the cancellation date, whichever is greater, plus fifteen percent (15%) of the total fee paid for the underlying Support Plan. In the event Buyer prepaid the Support Plan fees in full and a credit balance exists for the underlying Support Plan, Seller will provide a credit or refund the amount remaining to Buyer.

C. Pricing and Pricing Assumptions. Except as otherwise agreed in writing, the annual charge for each Renewal will be Thermo Fisher's standard support plan rates in effect at the start of the Renewal. All Support Plan pricing is based on the assumption that the Covered Equipment operates in accordance with product specifications as of the coverage start date; therefore, prior to the start of each Term and Renewal, Seller reserves the right to verify and correct the condition of the Covered Equipment and invoice Buyer at Seller's current billable rates for any Support Services deemed reasonably necessary to bring the Covered Equipment into good operating condition. Notwithstanding the above, Seller agrees to waive its right to bill the Buyer for bringing the Covered Equipment into good operating condition if there is no lapse between the end date of the current Support Plan Term and the beginning of any Renewal.

D. Parts and Consumables: The Support Plan level defines when and if the cost of parts is included under the Support Plan. Notwithstanding the foregoing, the cost for parts that are consumed in the normal and usual operation of the Covered Equipment including, but not limited to, sample preparation and analysis, consumables, paper, ink cartridges, ribbons, pens, lamps and/or data media are not covered under any Support Plan.

E. Key Operator: Buyer will designate a key operator of Covered Equipment who can describe instrument malfunctions to Seller's service representatives by telephone and who is qualified to perform simple adjustments and corrections to the Covered Equipment as requested by Seller's service representatives. Buyer's failure to designate a key operator or to perform or to have an authorized representative perform the routine maintenance specified in the Covered Equipment's instructions or Owner's Manual may result, at Seller's option, in Buyer being invoiced at Seller's standard Technical Support rates to provide such non-covered services.

F. Equipment Modification: Seller reserves the right to make any changes in the design or construction of Seller's Products without incurring any obligation to make any updates or changes whatsoever in the Covered Equipment under the Support Plan. Buyer agrees to allow Seller, at its expense and option, to make retrofits or design changes which improve product reliability, but do not change its performance characteristics. Any Buyer requests to modify or add devices or accessories to Covered Equipment that are not manufactured by Seller are outside the scope of the Support Plans and covered Support Services.

G. Support Services Warranty: Seller's sole obligation under any Support Plan is to provide the Support Services in a workmanlike manner in accordance with the entitlements of the Support Plan purchased by Buyer hereunder. SELLER MAKES NO OTHER WARRANTIES FOR SUPPORT SERVICES PROVIDED UNDER A SUPPORT PLAN, EXPRESS OR IMPLIED, AND DISCLAIMS ALL WARRANTIES INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, IMPLIED WARRANTIES OF MERCHANTABILITY AND FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE AND ANY OTHER OBLIGATIONS OR LIABILITIES WHETHER IN CONTRACT, WARRANTY, NEGLIGENCE OR OTHERWISE.

H. Support Plan Exclusions: The following occurrences are not covered by any Support Plan purchased by Buyer from Seller under this Agreement:

(a) Covered Equipment malfunctions caused by any of the following abnormal conditions; and if Seller performs Support Services as a result thereof, Seller will invoice Buyer at Seller's standard billable rates for service, travel or move, labor and parts: (i) Shipping damage incurred en route to Buyer's site or any subsequent transport thereafter; (ii) Force Majeure events, including for example, floods, lightning, earthquake, tornado, hurricane or fire, bombing, terrorism, armed conflict, malicious mischief, sabotage or other such natural or manmade disasters; (iii) Physical abuse, misuse, sprinkler damage, electrical surge or abnormal power variation; (iv) Repairs, maintenance, or modifications made by anyone other than Seller's trained personnel or without Seller's supervision and/or approval; and (v) Relocation and reinstallation of Covered Equipment are not covered under the Support Plan; however, upon request Seller, will supervise the removing, crating, relocation and reinstallation of its products at Seller's standard billable rates for service, travel or move, labor and parts.

(b) Maintenance or replacement of media (i.e., floppy disks, printer supplies, etc.) whatever the reason for loss, failure or damage;

(c) Servicing of material or instruments manufactured by anyone other than Seller, including third-party material or instruments purchased for

engineering specials;
(d) Beta-site support;
(e) Service calls made to train operators; and/or
(f) Service calls made as a result of Buyer-identified areas of responsibility, i.e. malfunctions related to Buyer's site conditions, utilities and/or facilities (power, water, temperature, humidity, vibration, dust, etc.) or site computer/data network problems or integrity.

I. Buyer Responsibilities: Buyer will give Seller's personnel reasonable access to the Covered Equipment whenever Support Service is required. Buyer will cooperate with Seller's personnel so that Support Services can be performed efficiently and without interruption. Buyer will permit Seller to use of Buyer's equipment, including Covered Equipment, that Seller's personnel deem necessary to perform the Support Services. Buyer is solely responsible for the procurement, installation, maintenance and fees associated with all third party communication equipment and media as needed for the performance of Support Service under the Support Plan including, but not limited to, telephone and equipment for remote transmission of data.

14. INSURANCE. For the Term of a Support Plan and/or for the provision of on-site Services purchased hereunder, as applicable, Seller agrees to maintain and carry liability insurance in amounts set forth below with insurance companies rated B+ or better by "BEST" rating services. Insurance includes (a) commercial general liability insurance for a limit of US$2,000,000 (two million) for each occurrence and US$4,000,000 (four million) in the aggregate, (b) Statutory workers' compensation and employer's liability insurance for a limit of US$1,000,000 (one million), (c) Automobile liability of US$2,000,000 (two million) and (d) Umbrella coverage of US$5,000,000 (five million). No policy will include a waiver of subrogation. Upon request from Buyer related to applicable Services, Seller will provide to Buyer a certificate of insurance using the standard ACORD form to evidence the insurance coverage required herein.

15. MISCELLANEOUS. *(a)* Buyer may not delegate any duties or assign any rights or claims hereunder without Seller's prior written consent, and any such attempted delegation or assignment shall be void. *(b)* The rights and obligations of the parties hereunder shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Commonwealth of Massachusetts, U.S.A. without reference to its choice of law provisions. Each party hereby irrevocably consents to the exclusive jurisdiction of the state and federal courts located in the County of Suffolk, Massachusetts U.S.A. for any action arising out of or relating to this Agreement. Each party hereby waives any other venue to which it may be entitled by domicile or otherwise. (*c*) In the event of any legal proceeding between the Seller and Buyer relating to this Agreement, neither party may claim the right to a trial by jury, and both parties waive any right they may have under applicable law or otherwise to a right to a trial by jury. Any action arising under this Agreement must be brought within one (1) year from the date that the cause of action arose. *(d)* In the event that any one or more provisions contained herein shall be held by a court of competent jurisdiction to be invalid, illegal or unenforceable in any respect, the validity, legality and enforceability of the remaining provisions contained herein shall remain in full force and effect, unless the revision materially changes the bargain. *(e)* Seller's failure to enforce, or Seller's waiver of a breach of, any provision contained herein shall not constitute a waiver of any other breach or of such provision. *(f)* Unless otherwise expressly stated on the Product or in the documentation accompanying the Product, software and/or Services, they are not approved medical devices and are intended by Seller to be for "Research Use Only" as defined by the U.S. Food and Drug Administration regulations and is not to be used for any illegal or unapproved regulatory purposes, including without limitation, *in vitro* diagnostic uses, *ex vivo* or *in vivo* therapeutic uses, or any type of consumption by or application to humans or animals. *(g)* Seller agrees not to knowingly disclose any confidential information or data obtained by it during the performance of Services when such information or data is clearly identified in writing by Buyer as confidential. Buyer agrees that all pricing, discounts and technical information that Seller provides to Buyer are the confidential and proprietary information of Seller. The parties agree to keep such information confidential and not disclose each other's confidential information to any third party for one (1) year hereafter, and to use such information solely for Buyer's internal purposes and in connection with the Products supplied hereunder. Nothing herein shall restrict the use of information available to the general public. (*h*) Any notice or communication required or permitted hereunder must be in writing and shall be deemed received when personally delivered, upon delivery by any internationally recognized carrier such as Federal Express or similar overnight delivery service, or three (3) business days after being sent by certified mail, postage prepaid, to a party at the address specified herein or at such other address as either party may from time to time designate to the other. (*i*) Seller may, in its sole discretion, provide (I) applicable Product training to Buyer or its employees, or (II) samples of Products to Buyer for distribution to patients of Buyer. Buyer agrees to distribute any such samples to patients for patient use or, if not so distributed, to return them to Seller. Buyer may not use the samples to provide care to patients and must not bill any patients or third party payers when Buyer dispenses the samples. *(j)* Seller hereby rejects and disclaims any rights of Buyer contained, or obligations imposed upon Seller, in any document provided, referenced or otherwise submitted by Buyer, in each case, that Seller has not expressly included in this Agreement or a writing manually executed by Seller (including, without limitation, any rights of Buyer in respect of designs, specifications, source code or intellectual property, owned, created, developed or licensed, by Seller; any rights to items or services not specifically identified in Seller's quotation; any audit rights or financial offset rights of Buyer; any penalties or liquidated damages imposed upon Seller; any obligation by Seller to comply with Health Insurance Portability and Accountability Act of 1996 (as amended), Current Good Manufacturing Practice regulations (as amended), the requirements, as amended, of the Customs-Trade Partnership Against Terrorism or any code of conduct, quality program, information security program, background or drug screening program or other guidelines, programs or policies, in each case, promulgated or required by Buyer; any obligation that Seller comply with any law that, under law, would not otherwise apply to Seller in respect of the transaction(s) contemplated hereby; any right of Buyer to withhold all, or any portion, of the purchase price of any products or services provided hereunder for any period of time; any right of Buyer, itself or through any third party, to remediate any defects in, replace or re-perform, any products or services provided hereunder at Seller's cost or expense; any obligation of Seller to waive, or require its insurers to waive, any rights of subrogation; any obligation of Seller that would impair, restrict or prohibit Seller's ability to freely conduct any business with any person or in any geography or market; any early-payment, or other, discount; any obligation of Seller to maintain a supply of spares, or otherwise make any services available, for any particular period of time; any representation, warranty or other obligation of Seller to provide pricing comparable to, or more favorable than, the pricing that Seller provides to others; any restriction of, or prohibition on, Seller's ability to modify, change or discontinue any of its products, processes or services; or any waiver by Seller of any right to enforce any of the terms hereof).

Purchase Order - Submission Details

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	14
Lead Time	**Payment Terms**		**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE		September 20, 2020
Inco Terms 1	**Inco Terms 2**	**Shipping Method**	
Delivered duty paid		Exped Def 5 Day	
See below			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

To place your order and expedite shipment, please 1) sign and date the last page of this document; and 2) fax or e-mail it along with your Purchase Order to one of the addresses below.

Please note-all Purchase Orders must show the vendor name of Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

Complete System Orders:
Fax: 905-890-5775
e-mail: orders.sid.can@thermofisher.com

Parts or Service Orders:
Fax: 905-890-9161
e-mail: Camis.SIDservice@thermo.com

Notes:

- Items marked with an asterisk (*) on the face of the quotation are non-Thermo Fisher Scientific products.
- Prices, warranty, installation and service on the items quoted herein are available only in Canada and may not be otherwise assigned.
- Tax exemption certificates or direct pay permits must be provided with the order documents, if applicable. If tax exemption documentation is not provided, buyer shall pay applicable taxes in addition to the price stated on this quotation.
- Buyer shall not export or re-export technical data or products supplied by Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc in violation of applicable export regulation. Buyer who exports products purchased hereunder assumes all responsibility for obtaining required export documentation, authorization, and payment of all applicable fees.
- All prices are quoted in CAD.

Purchase Order - Submission Details

Quote Number	Version	Quotation Date	Page
CPQ-00246524	1.01	March 25, 2020	15
Lead Time	**Payment Terms**		**Expiration Date**
4-6 weeks	NET 30 DAYS UPON INVOICE DATE		September 20, 2020
Inco Terms 1	**Inco Terms 2**	**Shipping Method**	
Delivered duty paid		Exped Def 5 Day	
See below			

Thermo Fisher Scientific (Mississauga) Inc.
2845 Argentia Road, Unit 4
Mississauga ON L5N 8G6

As an Authorized representative of the Buyer, your signature below creates an agreement to buy the products and services listed herein and your acceptance of the Seller's Standard Terms and Conditions of Sale included herein as the sole and exclusive terms for your purchase.

	BUYER		SELLER
By:		By:	
Print Name:		Print Name:	
Print Title:		Print Title:	
Date:		Date:	

_____ Initial here to indicate Buyer's agreement to automatically apply Seller's Standard Terms and Conditions of Sale for Products and Services to all future orders of Products and Services from Seller, whether or not the Agreement is referenced on Seller's quote or Buyer's Purchase Orders, for _____ (write # of years) from later date of the parties' signature, or until either party provides written notice that this Agreement is terminated.

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées

Avis d'intention
DEEU-20-002

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN CHROMATOGRAPHE EN PHASE LIQUIDE AVEC DEUX DÉTECTEURS DE SPECTRE DE MASSE (LC-MS-MS)

Ce document ne constitue pas une invitation à soumissionner

4 mai 2020

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

Type de l'avis : **Avis d'intention**

Titre de l'avis : Fourniture et installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Nature du contrat : Approvisionnement (biens et services)

Date limite pour manifester son intérêt: 21 mai 2020 13h30

Date prévue pour la conclusion du contrat : 27 mai 2020 13h30

Note : Si l'organisme public ne vous a pas répondu 3 jours avant la date prévue de la conclusion du contrat ou si vous n'êtes pas d'accord avec la décision rendue, il vous est possible de faire une plainte à bureau de l'inspecteur général de la Ville. La plainte doit être reçue au plus tard 1 jour avant la date de conclusion du contrat.

Au terme du présent avis d'intention, aucun contrat ne sera octroyé aux répondants par la Ville et elle ne pourra être tenue à aucune responsabilité envers les répondants.

Les répondants n'ont droit à aucun dédommagement relativement aux frais encourus pour la préparation et la présentation de leur réponse.

Les manifestations d'intérêts reçues avant la date limite ne seront prises en considération qu'aux seules fins d'aviser s'il y a lieu ou non de recourir à un appel d'offres en régime de concurrence. **S'il juge qu'aucun autre fournisseur n'a réussi à faire la démonstration de sa capacité à réaliser le mandat en fonction des besoins et des obligations ci-après énoncés, la Ville se réserve le droit de maintenir sa décision initiale de confier ce contrat de gré à gré au seul fournisseur identifié au présent avis.**

Les répondants peuvent obtenir des informations supplémentaires en communiquant avec :

M. Michel Shooner, conseiller en analyse et contrôle de gestion – Administration de contrats, à la Direction de l'épuration des eaux usées, au numéro 514-280-4418 ou par courriel à l'adresse suivante : michel.shooner@montreal.ca

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

AVIS D'INTENTION DEEU-20-002

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN CHROMATOGRAPHE EN PHASE LIQUIDE AVEC DEUX DÉTECTEURS DE SPECTRE DE MASSE (LC-MS-MS)

RAPPEL AUX RÉPONDANTS

Les informations suivantes doivent être fournies avec votre proposition:

- Le formulaire " Avis du répondant";
- Exposé détaillé et les fiches techniques des biens proposés démontrant que le répondant est en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans le présent avis d'intention;
- Tout autre document pertinent au dossier.

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

AVIS D'INTENTION DEEU-20-002

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN CHROMATOGRAPHE EN PHASE LIQUIDE AVEC DEUX DÉTECTEURS DE SPECTRE DE MASSE (LC-MS-MS)

AVIS DU RÉPONDANT DEEU-20-002

RÉPONDANT

Nom de l'entreprise : _____

Adresse : _____ Code postal :_____

Ville : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

N° T.P.S. _____ N° T.V.Q. : _____

N° C.S.S.T. : _____

N° d'entreprise NEQ : _____

Signataire autorisé : _____
(en caractères d'imprimerie)

Signature : _____ Date : _____

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

TABLE DES MATIÈRES

1. MISE EN CONTEXTE 1
2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES 1
   a. Modalités 1
   b. Transmission des réponses 2
3. DESCRIPTION DU BESOIN : 2
4. MOTIFS ÉVOQUÉS EN VUE DE CONCLURE LE CONTRAT 3

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

1. MISE EN CONTEXTE

Le présent avis d'intention ne constitue pas un appel d'offres de régime de concurrence, mais plutôt la publication de l'intention d'accorder un contrat d'approvisionnement de gré à gré au fournisseur ci-dessous mentionné pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Fournisseur identifié : Thermo Fisher Scientific inc.

Montant estimé du contrat : 1 000 000 $ (taxes incluses)

Toutefois, dans ce contexte, la Ville a l'obligation de s'assurer qu'un seul fournisseur réponde aux exigences techniques et qu'il n'existe pas d'autres fournisseurs pouvant offrir ces biens et services.
Tout fournisseur jugeant être en mesure de satisfaire les exigences identifiées dans le présent avis d'intention doit manifester par écrit son intérêt envers ce contrat d'approvisionnement et démontrer ses aptitudes à livrer les biens et/ou les services requis par la Ville.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a. Modalités

La Ville de Montréal ne s'engage d'aucune façon envers quiconque, sur les suites du présent avis. En aucun cas, le présent avis ne doit être interprété comme étant un appel d'offres ou de propositions. Quelconques démarches prises par un répondant à la suite du présent avis sont volontaires et à ses frais.

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

b. Transmission des réponses

Pour être considérés, les répondants devront transmettre leur manifestation d'intérêt par courriel à contrats@ville.montreal.qc.ca avant jeudi le 21 mai 13h.30.

3. DESCRIPTION DU BESOIN :

Unité de spectrométrie de masse haute résolution du type Q-Exactive composée des éléments suivants :

- Système Q-Exactive modèle de comptoir avec source d'ionisation HESI II;
- Passeur d'échantillons automatisé;
- Système FT (Fourier transformation) à haute-résolution;
- Configuration Orbitrap-quadrupôle offrant une haute résolution et une précision des masses dans tous les modes d'opération;
- Acquisition et analyse en temps réel des données;
- Système de base de données XCalibur pour le contrôle de l'instrument et de l'acquisition;
- Logiciel TraceFinder pour les composés ciblés;
- Logiciel Compound Discoverer pour les composés non ciblés;
- Système de dissociation élevée de collision (HCD) pour générer un spectre de fragment;
- Système de filtre de masse quadripolaire qui consiste en filtre de masse HyperQuad, procurant une isolation variable et sans étape des précurseurs avec une sélection de bandes de 0.4 Da à 2 450 Da;
- Technologie quadripolaire avancée (AQT) procurant une transmission plus élevée des ions et une isolation supérieure de la forme de la fenêtre;
- Système de chromatographe liquide (LC) EQuan Max Plus incluant une pompe quaternaire F et une pompe binaire Plus;
- Aucun refroidissement par liquide;
- Aucun gaz externe sauf l'azote;
- Générateur d'azote de haute pureté;
- 1 année supplémentaire de garantie;
- Pouvoir de résolution allant jusqu'à 140,000 (@ m/z= 200);
- Précision sur la mesure exacte des masses (1 ppm étalonnage interne et 3 ppm étalonnage externe).

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

4. MOTIFS ÉVOQUÉS EN VUE DE CONCLURE LE CONTRAT

Le projet de désinfection de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte (Station) de la Ville de Montréal comprend la mise en place d'un procédé de désinfection à l'ozone, afin d'atteindre les objectifs environnementaux de rejet du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) tel que décrit dans le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU).

L'ozonation est un procédé reconnu efficace pour réduire la charge microbiologique (ex. bactéries, virus et protozoaires) dans l'eau et également celle de substances chimiques organiques, telles que les contaminants d'intérêt émergent. Les produits pharmaceutiques, les produits de soin personnel, les agents tensioactifs et les hormones constituent les substances d'intérêt émergent et sont reconnus depuis plusieurs années comme étant une source importante de pollution des milieux aquatiques.

Dans le cadre du projet, la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau désire faire l'acquisition d'un spectromètre de masse à très haute résolution couplé à un système de chromatographie liquide à ultra-haute performance pour l'analyse quantitative et qualitative des produits chimiques à caractère émergent dans l'affluent, l'effluent de la station d'épuration avant et après l'ozonation et au point de rejet dans le fleuve Saint-Laurent. Le nouveau spectromètre de masse servira à l'analyse des composés ciblés qui se retrouvent dans les 5 familles du Guide de caractérisation initiale de l'effluent des stations d'épuration municipales de grande et très grande taille. De plus, il devra être en mesure d'identifier et de quantifier les sous-produits inconnus issus de la décomposition de ces produits chimiques à caractère émergent par l'action de l'ozone.

Or, pour évaluer l'efficacité de l'ozonation sur la réduction de ces substances d'intérêt émergent, il faut faire appel à une technique analytique sophistiquée. Il s'agit de la technique de chromatographie liquide couplée avec une détection utilisant deux spectrophotomètres de masse (LC-MS-MS).

Le système hybride Q-Exactive de la compagnie Thermo Fisher Scientific Inc. offre la combinaison de performances *qualitatives* et *quantitatives* exceptionnelles et inégalées à ce jour par aucune autre technologie « benchtop » en ce moment sur le marché. Il offre un pouvoir de résolution allant jusqu'à 140,000 (@ m/z= 200) qui est nécessaire pour la séparation d'interférences de produits ayant la même masse nominale pour des composés analysés présents dans les effluents. La haute résolution est requise pour discerner les signaux d'ions chevauchés, un problème commun lors d'analyses de matrices très complexes. La haute résolution permet de réduire l'erreur sur la masse mesurée des inconnus et améliore leur quantification. Les technologies alternatives n'ont pas ce pouvoir de résolution. Une bonne précision sur la mesure exacte des masses (1 ppm étalonnage interne et 3 ppm étalonnage externe) est essentielle à la détermination de la formule élémentaire d'inconnus et est un atout essentiel dans l'identification des contaminants inconnus.

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001. boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

Sa géométrie semblable à un triple quadripôle permet la quantification en haute résolution et offre une sensibilité et une gamme linéaire dynamique (au moins 5 ordres de magnitude) équivalente en mode d'ions sélectifs ou en mode balayage de masse (≥10 spectres MS/MS par seconde) grâce à sa cellule à collision HCD. Ce mode permet du même coup de confirmer l'identité des molécules ciblées. Cette technologie est idéale pour l'analyse de structures de contaminants chimiques ciblés (connus), mais également des produits chimiques non ciblés ou inconnus qui proviennent de la décomposition partielle des composés émergents par le procédé d'ozonation.

Les appareils Q-Exactive Plus n'ont pas d'équivalents comparables sur le marché canadien (ni ailleurs). C'est dans le but d'acheter ces appareils très spécifiques pour le suivi de l'efficacité du procédé d'ozonation appliqué à l'effluent de la Station que nous vous fournissons cette justification à l'exception aux procédures d'appel à la concurrence.

Le choix de ce produit de la compagnie Thermo Fisher Scientific répond parfaitement aux caractéristiques essentielles d'un système pour ***l'identification*** et la ***quantification*** des produits chimiques ciblés ou inconnus. En effet, l'équipement retenu possède les caractéristiques critiques et essentielles pour identifier les composés à caractère émergent dans la matrice extrêmement complexe des eaux usées municipales à caractère industriel.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438011

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Thermo Fisher Scientific inc. pour la fourniture et l'installation d'un chromatographe en phase liquide avec deux détecteurs de spectre de masse (LC-MS-MS) pour la détection et la quantification des substances d'intérêt émergent dans l'affluent, l'effluent et au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, pour une somme maximale de 1 006 033,72 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438011_InfoCompt_DEEU - V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-12

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1207655002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy / approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services intervenue avec Gateway Ticketing Systems inc. (CG17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424,00 $ à 984 335,91 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy dans le cadre du contrat accordé à Gateway Ticketing Systems inc. (CG 17 0471);

2. d'approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention intervenue avec Gateway Ticketing systems inc. (CG 17 0471) majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424,00 $ à 984 335,91$, taxes incluses;

3. d'autoriser Mme Liza Sarraf, Directrice Engagement numérique du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs au présent contrat, pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-08-10 16:35

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207655002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy / approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services intervenue avec Gateway Ticketing Systems inc. (CG17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424,00 $ à 984 335,91 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
La solution Galaxy, de la firme Gateway Ticketing Systems inc., est utilisée pour les quatre institutions d'Espace pour la vie (le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique et le Planétarium Rio Tinto) pour la gestion de la billetterie. Cette solution intégrée permet de supporter les fonctions de vente de billets sur place, en ligne, sur bornes libre-service et permet également la réservation de groupes et la vente aux revendeurs via un extranet.

La Ville de Montréal a octroyé en 2017 un contrat à la firme Gateway Ticketing Systems inc. pour une période de 3 ans, afin d'effectuer la mise à jour et l'entretien de la solution Galaxy acquise en 2004.

La passerelle de paiement ("webstore payment gateway") a été mise en place en février 2019. Ce module permet d'assurer le transfert de paiement entre la solution de paiement (Paysafe de Desjardins) et la billetterie en ligne d'Espace pour la vie. Les frais de support et maintenance de ce module de paiement n'ont pas été inclus dans le contrat initial intervenu en 2017 entre la Ville de Montréal et Gateway Ticketing Systems inc. Ces frais de maintenance sont payables à compter de la deuxième année suivant la mise en place du service, soit en février 2019. Étant donné que le contrat actuel fini en septembre, les frais à couvrir seront de février 2020 à septembre 2020.

La situation actuelle, des imprévus administratifs, la révision du contrat en vigueur aux fins du renouvellement, entre autres, ont occasionné des délais dans la présentation de cette demande. Durant cette période, la Ville a continué à bénéficier des services de Gateway

Ticketing Systems inc.

La Ville souhaite amender le contrat actuel pour inclure le service de support et maintenance de la passerelle de paiement du module de billetterie en ligne et renouveler le contrat en vigueur qui vient à échéance en septembre 2020. Il est essentiel d'assurer l'évolution de la solution Galaxy, maintenir la performance du système et favoriser l'expérience des visiteurs.

Ce dossier s'inscrit dans le cadre de la réforme du service d'accueil d'Espace pour la vie. Une initiative ayant pour objectif de faciliter les transactions en ligne et en libre-service, afin de diminuer les files d'attente et de favoriser une expérience optimale pour les visiteurs.

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy / approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services intervenue avec Gateway Ticketing Systems inc. (résolution (CG17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424,00 $ à 984 335,91 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0471 – 28 septembre 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à Gateway Ticketing Systems inc. pour le renouvellement de l'entretien de la solution Galaxy, pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2020, et pour l'acquisition de services professionnels en accompagnement pour la personnalisation de la solution, pour une somme maximale de 971 424 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin;
CE09 2051 – 9 décembre 2009 – Octroyer un contrat d'entretien pour des progiciels et équipements, pour une période d'une année - Gateway Ticketing Systems Inc. - 71 184,75 $;

CE05 5168 – 21 décembre 2005 – Autoriser l'acquisition d'équipements et logiciels, projet "Modernisation des pratiques et outils de gestion" volet libre service et service Internet, Muséums nature de Montréal - fournisseur unique, Gateway ticketing systems inc. - 67 131,16 $;

CE04 1886 – 6 décembre 2004 – Octroyer un contrat (366 900, $) à la firme CGI pour la fourniture de services professionnels d'accompagnement, projet "Modernisation des pratiques et outils de gestion, secteur des opérations commerciales et du service à la clientèle" - Appel d'offres 04-8128 - quatre soumissionnaires;

CM04 0088 – 24 février 2004 – Octroyer un contrat à la firme Gateway Ticketing Systems Inc. pour l'acquisition d'un progiciel de gestion intégré, d'équipements, de services connexes et de fournitures (maximum 1 366 082 $) - Soumission 03-7927.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise une demande de dépense additionnelle pour le contrat en vigueur avec Gateway pour le paiement du service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne pour la période de février 2020 au 30 septembre 2020.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du présent dossier, ce contrat est accordé, de gré à gré, à Gateway Ticketing Systems inc. Cette entreprise est propriétaire du code source de la solution Galaxy et, de ce fait, est la seule autorisée à y faire des modifications et la seule en mesure de fournir les

services de support et d'entretien requis. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les Cités et villes, concernant les contrats accordés de gré à gré s'appliquent à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat en vigueur passera de 971 424,00 $ à 984 335,91 $, taxes incluses. La dépense supplémentaire de **12 911,91 $, taxes incluses (11 790,29 $ net de taxes),** correspondant aux frais de support et maintenance, sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Cette dépense est entièrement assumée par la ville-centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent dossier permettra à la Ville :

- de maintenir le bon fonctionnement du système et assurer une qualité de services offerts aux visiteurs;
- de bénéficier des améliorations fonctionnelles intégrées à la solution Galaxy.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :
Approbation du dossier par le comité exécutif : 19 août 2020;
Approbation du dossier par le conseil municipal : 24 août 2020;
Approbation du dossier par le conseil d'agglomération : 27 août 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maricela FERRER VISBAL
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-868-5701
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-10

Normand CARDELLA
C/s gestion des sytemes d'information - bibliotheques

Tél : 514 872-5593
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand CARDELLA
C/s gestion des sytemes d'information - bibliotheques
Tél : 514 872-5593
Approuvé le : 2020-08-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-08-10

DocuSign Envelope ID: F8626E9A-AB50-41BD-A23C-9BFD86DBFA21

SMARTER SOLUTIONS. SMARTER TICKETING.

Gateway TICKETING SYSTEMS

Date: May 5, 2020

ATTN: Liza Sarraf
City of Montreal
Information Technology Services
801 rue Brennan, 3e étage
Bureau 3207
Montréal, Québec H3C 0G4
Canada

DEAR MS. SARRAF,

This letter is to confirm that Gateway Ticketing Systems, Inc. ("Gateway") is the sole source provider of the Galaxy® Ticketing Solution within the United States and Canada. Gateway is the sole and unique owner of the source code for all Galaxy® software applications and modules and no other vendor can provide the licensing for any of our Galaxy® applications and/or software modules, including the ability to offer the compatibility of the existing Galaxy® licenses at the City of Montreal. Further, Gateway is the sole source provider of the continued maintenance and technical support services of our Galaxy® products. This applies to the Galaxy® Software being utilized for the City of Montreal, including modules for: point of sale, order entry and group sales, resource management, pass and membership, upsell, stored value, retail, kiosk, and admission control. City of Montreal currently uses a third-party inventory solution in combination with the Galaxy® Software and that inventory solution is owned by DataWorks International, Inc.

Gateway does have official resellers of the Galaxy® Ticketing Solution located outside of the United States; however, the City of Montreal would not have the ability to obtain licensing or support from those resellers nor would the foreign resellers legally be allowed to provide City of Montreal with Galaxy® licensing and/or support.

Therefore, the only method for City of Montreal to obtain the applicable licensing, support and maintenance services is through Gateway Ticketing Systems, Inc.

Sincerely,

DocuSigned by:
Michael André
FE3A57D0A37F414...

Michael M. André
President & CEO

MMA/kbj

GATEWAY TICKETING SYSTEMS, INC.
445 County Line Road
Gilbertsville, Pennsylvania 19525

610.987.4000 (MAIN)
610.987.4001 (FAX)
gatewayticketing.com

INVOICE

Gateway TICKETING SYSTEMS™

2204 39 Avenue NE
Calgary, Alberta T2E 6P7
((61) 0) -987-4000

Invoice Number: C200002-IN
Invoice Date: 2/26/2020
Invoice Due Date: 3/27/2020
Order Number: C190026
Customer Number: 01-M1021

SOLD TO:	SHIP TO:
CITY OF MONTREAL ATTN: ACCOUNTS PAYABLE 801, RUE BRENNAN, 9E ETAGE MONTREAL, QUEBEC QUEBEC, . HC3 0G4	CITY OF MONTREAL ATTN: LIZA SARRAF 801, RUE BRENNAN, 9E ETAGE MONTREAL, QUEBEC QUEBEC, . HC3 0G4

CUSTOMER P.O.	SHIP VIA	FOB	TERMS
			NET 30 DAYS

ITEM NO.	DESCRIPTION	UNIT	ORDERED	SHIPPED	PRICE	AMOUNT
	MAINTENANCE SUPPORT					
200-000S	Software Maintenance (ER 242923: Webstore Payment Integration) Coverage Period: February 28, 2020 - September 30, 2020	EACH	1.00	1.00	11,230.19	11,230.19
200-300SP-BR	Premier Support Tiers - Bronze Coverage period: October 1, 2019 - September 30, 2020 (Billed Annually)	EACH	1.00	1.00	0.00	0.00
	IF COPY OF APPENDIX A IS REQUIRED PLEASE EMAIL: SUPPORT@GATEWAYTICKETING.COM					
/CDN	INVOICE IS IN CANADIAN DOLLARS					0.00

Net Invoice:	11,230.19
Sales Tax:	561.51
Invoice Total:	**11,791.70**

MODIFICATION À LA CONVENTION INTERVENUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Liza Sarraf.

Ci-après nommée : la **« Ville »**

ET :

GATEWAY TICKETING SYSTEMS, INC., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 445 County Line Road, Gilbertsville, Pennsylvania,19525, agissant et représentée par M. Michael Andre, président - directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

Ci-après nommé : le **« Contractant »**

Numéro d'inscription T.P.S. : 86839 7530 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : N.A.

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

ATTENDU QUE la Ville a conclu avec le Contractant une convention de services professionnels, approuvée par la résolution (CG17 0471) afin d'effectuer la mise à jour et l'entretien de la Solution Galaxy acquise en 2004 (ci-après la «Convention initiale»);

ATTENDU QUE le montant maximal de la convention initiale doit être augmenté afin d'assurer les services de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy;

ATTENDU QU'il y a lieu d'ajuster la convention initiale à cet effet;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente de modification.

2. La convention initiale est modifiée en remplaçant, à l'article 8.1 «En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent soixante et onze mille quatre cent vingt-quatre dollars (971 424,00 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant»

   Par:

   «En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent quatre-vingt-quatre mille trois cent trente-cinq et quatre-vingt-onze dollars (984 335,91 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

   Le tableau détaillé des coûts de la convention initiale est remplacé par:

Description	2017	2018	2019	2020	Total
Transfert de licences	28 099,89$	-	-	-	28 099,89$
Améliorations fonctionnelles	599 266,95$	-	-	-	599 266,95$
Support en cours de projet	95 520, 77$	90 124,76$	-	-	185 645,53$
Entretien-Licence	56 992,65$	50 709,49$	50 709,49$	**12 911,91$**	171 323,54$
TOTAL	779 880,26$	140 834,25$	50 709,49$	12 911,91$	**984 335,91$**

3. Tous les autres termes et obligations de la convention initiale demeurent inchangés.

4. La présente convention de modification entre en vigueur à sa signature par les deux parties.

5. Annexe 1: Facture No. C200002-IN, couvrant tous les honoraires et taxes applicables au service du Contractant. Pour des raisons administratives, la Ville inclut la TVQ dans le calcul du montant à payer. Par contre, juste la TPS est applicable pour le fournisseur.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Liza Sarraf, directrice Engagement numérique

Le e jour de 20

GATEWAY TICKETING SYSTEMS, INC.

Par : _____
Michael Andre, président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 20 _____ (Résolution).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207655002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 12 911,91 $, taxes incluses, pour le service de support et maintenance de la passerelle de paiement pour le module de billetterie en ligne de la solution Galaxy / approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services intervenue avec Gateway Ticketing Systems inc. (CG17 0471), majorant ainsi le montant total du contrat de 971 424,00 $ à 984 335,91 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207655002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Preposée au budget
Tél : 514-872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-10

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1204983004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit (8) mois - Montant total estimé des ententes: 19 689 849,61 $, taxes incluses (ententes: 16 408 208,01 $ + variation des quantités 3 281 641,60 $) - Appel d'offres public 20-18120 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de huit (8) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, du sel de déglaçage des chaussées, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20-18120) et au tableau de prix reçus joint ;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Cargill Limitée	Groupe A (Sel régulier)	8 850 643,51 $
Cargill Limitée	Groupe B (Sel traité)	1 729 436,68 $
Compass Minerals Canada Corp.	Groupe A (Sel régulier)	5 827 128,82 $

2. d'autoriser une dépense de 3 281 641,60 $ (20 %), taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des villes liées participantes, du Jardin Botanique et de la Société de transport de Montréal (STM), et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-15 16:45

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204983004**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit (8) mois - Montant total estimé des ententes: 19 689 849,61 $, taxes incluses (ententes: 16 408 208,01 $ + variation des quantités 3 281 641,60 $) - Appel d'offres public 20-18120 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de trois (3) ententes-cadres pour la fourniture et la livraison sur demande de sel de déglaçage des chaussées pour les dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal, le Jardin botanique de Montréal, la Société de transport de Montréal (STM) ainsi que pour les quatorze (14) villes liées de l'agglomération. À chaque année, depuis 2002, le Service de l'approvisionnement met à la disposition des entités mentionnées au paragraphe ci-dessus des ententes-cadres pour la fourniture du sel de déglaçage des chaussées pour l'hiver à venir.

En septembre 2019, les contrats pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées ont été octroyés, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17656, aux plus bas soumissionnaires conformes, soit les firmes Cargill Limitée, Mines Seleine - une division de K+S Sel Windsor ltée et Compass Minerals Canada Corp., pour un montant total estimé de 24 948 067,81 $, taxes incluses. Ces ententes-cadres étaient valides pour une période de huit (8) mois se terminant le 30 avril 2020 et ne disposaient d'aucune option de prolongation. La consommation sur ces ententes a été de 82 % pour le sel régulier et de 83,2 % pour le sel traité. En avril 2020, le Service de l'approvisionnement a recueilli les prévisions de tous les requérants et a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler les besoins pour la saison hivernale 2020-2021.

L'appel d'offres public 20-18120 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de trente-six (36) jours calendaires, soit du 20 mai au 25 juin 2020. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingt (180) jours calendaires, soit jusqu'au 22 décembre 2020.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis un (1) addenda visant à clarifier des éléments administratifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0430 - 19 septembre 2019 - Conclure des ententes-cadres, pour une période de 8 mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées avec les firmes Cargill Sel - Sécurité routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $), et Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $) - Montant total estimé des ententes 24 948 067,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17656 (3 soum.)
CG18 0554 - 25 octobre 2018 - Conclure des ententes-cadres collectives, pour une période approximative de 6 mois, avec Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 6 890 039,56 $, taxes incluses et Groupe B : 966 652,31 $, taxes incluses) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (14 415 430,69 $, taxes incluses) pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appels d'offres publics 18-16938 (3 soum.) et 18-17188 (3 soum.)

CG17 0360 - 24 août 2017 - Conclure des ententes-cadres collectives pour une période approximative de 8 mois avec Compass Minerals (11 215 172,56 $), Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (5 851 080,62 $) et Technologie de dégivrage Cargill, une division de Cargill ltée (831 000,21 $), taxes incluses, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appel d'offres public 17-15993 (3 soum.)

DESCRIPTION

Les trois (3) ententes-cadres visent la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées pour les dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal, pour le Jardin botanique de Montréal, pour la STM ainsi que pour les quatorze (14) villes liées de l'agglomération (Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Côte-Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Kirkland, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville et Westmount).
L'appel d'offres comprend du sel régulier pour les chaussées ainsi que du sel traité utilisé par certains requérants.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur les consommations antérieures et les besoins futurs anticipés par chacun des requérants. Elles représentent, pour l'hiver 2020-2021, un potentiel d'approvisionnement de 193 106 tonnes métriques (tm) pour le groupe A (sel régulier), et de 16 843 tm pour le groupe B (sel traité), mais n'engagent aucunement les à acheter quelque quantité que ce soit. Les quantités réelles requises seront déterminées en fonction des besoins et sont tributaires, notamment, des conditions météorologiques de la prochaine saison hivernale. En cas de nécessité, les clauses contractuelles permettent aux requérants de consommer jusqu'à 20 % de plus que les quantités exprimées au bordereau de prix.

L'octroi est effectué en tenant compte de la capacité maximale de fourniture offerte par chacun des soumissionnaires et globalement, du meilleur intérêt économique du regroupement. Chacun des requérants au regroupement confirme ses bons de commande auprès de son adjudicataire respectif.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 2 % du montant total, taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution de 50 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion des trois (3) ententes-cadres permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et la sécurité publique.

Preneurs du cahier des charges (8) :
- Cargill Limitée;
- Compass Minerals Canada Corp.;
- Decomed distribution;
- K+S Sel Windsor ltée;
- Sable Marco inc.;
- Sel IceCat;
- Sel Warwick inc.;
- Somavrac (c.c.) inc.

Soumissionnaires (4) :
- Cargill Limitée;
- Compass Minerals Canada Corp.;
- K+S Sel Windsor ltée;
- Sel IceCat.

Des huit (8) preneurs du cahier des charges, quatre (4) ont soumissionné. Un (1) soumissionnaire a été déclaré non conforme car il n'a pas soumis un prix pour chacun des articles inscrits au bordereau de prix, comme exigé à l'article 3 de l'annexe 1.13.01 - Modalités d'adjudication de la régie. Des quatre (4) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, deux (2) ont indiqué avoir des engagements dans d'autres contrats, un (1) a indiqué ne pas être en mesure de fournir les produits et les services demandés et un (1) n'a pas donné de raison pour son désistement.

Pour le sel régulier, les deux (2) adjudicataires recommandés, Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp., ont soumis un prix moyen pondéré de 66,11 $ / tm, excluant les taxes et incluant la livraison, pour une quantité estimée de 193 106 tm. Il s'agit d'une variation à la baisse de 35,74 % par rapport au prix moyen pondéré de l'an dernier de 102,89 $ / tm, excluant les taxes, pour une quantité estimée de 200 000 tm.

Pour le sel traité, l'adjudicataire recommandé, Cargill Limitée a soumis un prix moyen pondéré de 89,31 $ / tm, excluant les taxes, incluant la livraison, pour une quantité estimée de 16 843 tm. Il s'agit d'une variation à la baisse de 22,56 % par rapport au prix moyen pondéré de l'an dernier de 115,33 $ / tm, excluant les taxes.

Sel régulier (groupe A)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Cargill Limitée	14 428 737,47 $	2 885 747,49 $	17 314 484,97 $ *
Compass Minerals Canada Corp.	15 542 637,60 $	3 108 527,52 $	18 651 165,12 $ *
K+S Sel Windsor Ltée	16 871 231,66 $	3 374 246,33 $	20 245 477,99 $ *
Dernière estimation réalisée ($)	20 588 233,36 $	4 117 646,67 $	24 705 880,03 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(7 391 395,06 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(29,9 %)

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	1 336 680,15 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	7,7 %

Sel traité (groupe B)

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Cargill Limitée	1 729 436,68 $	345 887,34 $	2 075 324,02 $ *
Compass Minerals Canada Corp.	1 892 625,86 $	378 525,17 $	2 271 151,03 $ *
Dernière estimation réalisée ($)	2 006 076,97 $	401 215,39 $	2 407 292,37 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(331 968,35 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(13,8 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			195 827,02 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			9,4 %

* Note: Pour les fins de la comparaison entre les différents soumissionnaires, les montants des soumissions de ces firmes sont basés sur la quantité totale requise (193 106 tm pour le groupe A et 16 843 tm pour le groupe B). Toutefois, les montants octroyés sont en fonction des capacités maximales que chacun des soumissionnaires est capable de fournir. Le tout est attribué dans le meilleur intérêt économique du regroupement.

La baisse des prix observée cette année est attribuable à une offre plus grande que la demande sur le marché. Cette importante offre est due, notamment, à la fin de l'impact de la grève de la mine Goodrich en Ontario en 2018, à l'autosuffisance des soumissionnaires ayant des mines dans le Nord-Est de l'Amérique qui n'ont pas à importer du sel d'outremer, à l'inventaire de sel entreposé depuis l'année dernière puisque l'hiver 2019-2020 a été particulièrement modéré dans la région des Grands Lacs. Cette année, pour la première fois, la plupart des lots de l'appel d'offres de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ont été octroyés à deux (2) importateurs québécois de sel, laissant nos soumissionnaires habituels avec un surplus d'inventaire pour couvrir les exigences de l'appel d'offres du Service de l'approvisionnement. D'ailleurs, un nouveau preneur de cahier des charges a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offre du Service de l'approvisionnement (bien que non conforme, comme mentionné précédemment).

À titre comparatif, le regroupement de Montréal bénéficie des meilleurs prix par rapport aux autres municipalités du Québec. Concrètement, le prix moyen de 66,11 $ / tm (excluant les taxes) est inférieur d'environ 23,4 % du prix moyen du regroupement d'achat de l'UMQ établit à 86,31 $/ tm (excluant les taxes) et il est inférieur d'environ 19 % à celui des municipalités de la grande région de Montréal.

Le prix de revient du sel est constitué du prix du produit combiné aux frais de livraison. La différence des prix observée est directement liée à la distance entre le dépôt de sel du soumissionnaire et le lieu de livraison pour chacun des requérants. Puisque chacun des soumissionnaires conformes a proposé des prix pour tous les requérants, le mode

d'attribution a été déterminé en fonction du meilleur prix proposé et selon la capacité maximale disponible de chacun des soumissionnaires.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n'est déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Les adjudicataires recommandés, par leurs soumissions, affirment être conformes en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

En vertu du Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007) et le Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le présent dossier devra être soumis pour étude à la Commission permanente sur l’examen des contrats. Cette étude est requise pour les raisons suivantes: le contrat pour le groupe A est supérieur à deux (2) millions de dollars et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne et deux (2) des soumissionnaires et un quatrième contrat consécutif pour la firme Cargill Limitée.

Afin d'assurer à tous les requérants un approvisionnement constant selon les quantités requises, et ce, dans les meilleures conditions du marché, l'appel d'offres permettra aux requérants d'associer l'octroi à un fournisseur en fonction de sa capacité maximale de fourniture. Il est ainsi possible de profiter des quantités disponibles auprès d'un fournisseur lorsqu'il est avantageux de le faire. Les soumissionnaires ont indiqué leur capacité maximale de fourniture dans leur soumission.

Adjudicataires recommandés

	requérants	
Firmes	Sel régulier	Sel traité
Cargill Limitée	Ahuntsic-Cartierville - Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce - Ville-Marie - Outremont - Lachine - Le Sud-Ouest - L'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève - Verdun - Saint-Laurent - Pierrefonds- Roxboro - Ville de Hampstead - Ville de Mont-Royal - Ville de Wesmount - Ville de Montréal-Est - Ville de Montréal-Ouest - Ville de Dorval et Ville de l'Île de Dorval - Ville de Dollard-des-Ormeaux - Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue - Société de Transport de Montréal	Ville de Beaconsfield Village de Senneville Ville de Kirkland Ville de Wesmount Ville de Baie d'Urfé Ville de Mont-Royal Ville de Pointe-Claire Ville de Côte St-Luc Société de Transport de Montréal

Compass Minerals Canada Corp.	Anjou - Lasalle - Montréal-Nord - Villeray-Saint-Michel-Parc Extension - Rosemont la Petite-Patrie - Saint-Léonard - Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles - Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Le Plateau-Mont-Royal - Ville de Côte St-Luc - Jardin Botanique de Montréal	

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense pour le sel régulier s'élevant à 20 588 233,36 $, taxes incluses, ainsi que pour le sel traité, s'élevant à 2 006 076,97 $, taxes incluses, pour la période hivernale 2020-2021 (soit environ 8 mois). Cette estimation est basée sur les prévisions de consommation des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal, du Jardin botanique de Montréal, des quatorze (14) villes liées de l'agglomération et de la Société de transport de Montréal (STM), en fonction des prix moyens obtenus pour ces produits lors du précédent appel d'offres et incluant une baisse de 9,56 %. Cette baisse représente l'évolution de l'Indice des prix industriels pour les produits de ciment, de verre et d'autres minéraux non métalliques [P81] et l'Indice des prix à la consommation pour le transport (tableau 18-10-0004-01), tels que publiés par Statistique Canada dans ses rapports mensuels les plus récents, mars 2020, soit au moment de l'établissement de l'estimé préalable. Par ailleurs, l'estimation de l'appel d'offres a été revue avant l'ouverture des soumissions afin de prendre en compte les résultats de l'ouverture du 9 juin 2020 de l'appel d'offres du regroupement d'achat de l'Union des municipalités du Québec (UMQ).
Le montant total estimé des ententes-cadres, pour la période de huit (8) mois est de :

1. Groupe A (Cargill Limitée): 7 697 885,20 $ + 384 894,26 $ (TPS) + 767 864,05 $ (TVQ) = 8 850 643,51 $

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 1 770 128,70 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat, pour un montant total estimé de 10 620 772,21 $, taxes incluses.

2. Groupe A (Compass Minerals): 5 069 039,20 $ + 253 451,96 $ (TPS) + 505 636,66 $ (TVQ) = 5 828 127,82 $

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 1 165 625,56 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat, pour un montant total estimé de 6 993 753,38 $, taxes incluses.

3. Groupe B (Cargill Limitée): 1 504 184,98 $ + 75 209,25 $ (TPS) + 150 042,45 $ (TVQ) = 1 729 436,68 $

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 345 887,34 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat, pour un montant total estimé de 2 075 324,02 $, taxes incluses.

Le montant total estimé des trois (3) ententes-cadres est de :

14 271 109,38 $ + 713 555,47 $ (TPS) + 1 423 543,16 $ (TVQ) = 16 408 208,01 $

La somme des trois (3) montants équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 3 281 641,60 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat, pour un montant total estimé de 19 689 849,61 $, taxes incluses.

Il s'agit de trois (3) ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la suite de la politique de déneigement de la Ville de Montréal adoptée en août 2015, une recommandation afin de revoir les pratiques de gestion des sels de voirie a été émise. C'est dans cette optique et pour faire suite à la demande du Service de la concertation des arrondissements que l'utilisation du sel traité a été limitée aux villes liées depuis l'hiver 2016-2017. Afin d'appuyer cette décision, une étude sur les fondants et abrasifs a été faite par le Service de la concertation des arrondissements pour évaluer l'impact que ce type de produit peut avoir sur l'environnement, les infrastructures, les eaux de ruissellement et l'aspect financier. Cette étude finalisée en juin 2017 n'a pas démontré de différence justifiant de modifier le type de produit pouvant être utilisé par la Ville (sel régulier et sel prétraité). Par conséquent, la Ville ne prévoit pas de modification majeure pour le type de sel de déglaçage utilisé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le sel de déglaçage est requis pour l'entretien des chaussées afin d'assurer la sécurité des citoyens lors de leurs déplacements pendant la période hivernale. L'absence de ces ententes -cadres alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. Il y a aussi le risque de ne pas avoir la quantité voulue advenant une rupture de stock sur le marché, étant donnée la forte demande en hiver pour ce type de produit. La conclusion de ces ententes-cadres, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services et produits obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation de la COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des trois (3) ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra des ententes-cadres avec les firmes retenues.
CE 5 août 2020
CPEC 12 août 2020
CE 19 août 2020
CM 24 août 2020
CG 27 août 2020
Début du contrat 28 août 2020
Fin du contrat 30 avril 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francois ORBAN
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-1062 / 514 662-6831
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions

Tél : 514-872-1027
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-07-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-07-15

Groupe A - Sel régulier

Répartition des contrats		Cargill Limitée			Compass Minerals Canada Corp.		
Quantité	Répartition par soumissionnaire	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique incluant la livraison (hors taxes)	Total	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique incluant la livraison (hors taxes)	Total
	CAPACITÉ MAXIMALE EN TONNE MÉTRIQUE	120 000			140 000		
3 900	SOCIETE DE TRANSPORT MONTREAL La STM ira chercher le sel	3 900	59,00 $	230 100,00 $		66,05 $	
1 200	VILLE DE ST ANNE DE BELLEVUE	1 200	64,10 $	76 920,00 $		72,72 $	
14 000	CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRACE	14 000	64,10 $	897 400,00 $		69,84 $	
23 040	VILLE MARIE	23 040	64,20 $	1 479 168,00 $		71,76 $	
1 225	VILLE DE HAMPSTEAD	1 225	64,38 $	78 865,50 $		69,68 $	
1 300	VILLE DE MONTREAL OUEST	1 300	64,38 $	83 694,00 $		69,20 $	
2 200	OUTREMONT	2 200	64,38 $	141 636,00 $		71,12 $	
2 400	L'ILE BIZARD SAINTE GENEVIEVE	2 400	64,38 $	154 512,00 $		72,24 $	
4 000	VILLE DE MONT ROYAL	4 000	64,38 $	257 520,00 $		70,64 $	
4 500	VILLE DE CÔTE ST LUC				4 500	69,36 $	312 120,00 $
4 500	VILLE DE DORVAL	4 500	64,38 $	289 710,00 $		69,52 $	
4 615	VERDUN	4 615	64,38 $	297 113,70 $		69,68 $	
4 700	VILLE DE DOLLARD DES ORMEAUX	4 700	64,38 $	302 586,00 $		71,28 $	
6 000	LE SUD OUEST	6 000	64,38 $	386 280,00 $		69,44 $	
6 000	PIERREFONDS ROXBORO	6 000	64,38 $	386 280,00 $		71,60 $	
6 500	LACHINE	6 500	64,38 $	418 470,00 $		69,36 $	
10 000	VILLE DE WESTMOUNT	10 000	64,38 $	643 800,00 $		69,52 $	
13 000	SAINT LAURENT	13 000	64,38 $	836 940,00 $		70,48 $	
9 000	AHUNTSIC- CARTIERVILLE	9 000	64,45 $	580 050,00 $		71,28 $	
6 200	LASALLE				6 200	69,20 $	429 040,00 $
5 000	ANJOU				5 000	69,20 $	346 000,00 $
2 400	VILLE DE MONTREAL EST	2 400	65,35 $	156 840,00 $		69,20 $	
5 000	MONTREAL NORD				5 000	69,52 $	347 600,00 $
9 000	VILLERAY ST MICHEL PARC EXTENSION				9 000	69,20 $	622 800,00 $
9 826	ROSEMONT LA PETITE PATRIE				9 826	69,20 $	679 959,20 $
100	JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL				100	69,20 $	6 920,00 $
7 500	SAINT LEONARD				7 500	69,20 $	519 000,00 $
12 000	RIVIERE DES PRAIRIES POINTE AUX TREMBLES				12 000	69,20 $	830 400,00 $
10 000	MERCIER HOCHELAGA MAISONNEUVE				10 000	69,20 $	692 000,00 $
4 000	LE PLATEAU MONT ROYAL				4 000	70,80 $	283 200,00 $
	TOTAL	119 980		7 697 885,20 $	73 126		5 069 039,20 $
			TPS	384 894,26 $		TPS	253 451,96 $
			TVQ	767 864,05 $		TVQ	505 636,66 $
			Montant TTC	8 850 643,51 $		Montant TTC	5 828 127,82 $

Groupe B - Sel traité

Répartition des contrats		Cargill Limitée		
Quantité	Répartition par soumissionnaire	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique incluant la livraison (hors taxes)	Total
	CAPACITÉ MAXIMALE EN TONNE MÉTRIQUE	16 843		
1 600	VILLE DE BEACONSFIELD	1 600	87,74 $	140 384,00 $
418	VILLAGE DE SENNEVILLE	418	89,61 $	37 456,98 $
2 800	VILLE DE KIRKLAND	2 800	88,45 $	247 660,00 $
250	VILLE DE WESTMOUNT	250	90,98 $	22 745,00 $
750	VILLE DE BAIE D'URFE	750	87,35 $	65 512,50 $
1 000	VILLE DE MONT-ROYAL	1 000	90,98 $	90 980,00 $
8 000	VILLE DE POINTE CLAIRE	8 000	89,44 $	715 520,00 $
2 000	VILLE DE CÔTE ST LUC	2 000	90,98 $	181 960,00 $
25	SOCIETE DE TRANSPORT MONTREAL La STM ira chercher le sel	25	78,66 $	1 966,50 $
	Total	16 843		1 504 184,98 $
			TPS	75 209,25 $
			TVQ	150 042,45 $
			Montant TTC	1 729 436,68 $

Prix unitaire à la tonne métrique payé pour le sel de déglaçage par chacun des participants au regroupement de Montréal

Appel d'offres 20-18120

Saison 2020/2021

Groupe A - Sel régulier			Prix unitaire à la tonne métrique incluant la livraison (hors taxes)
# Participant	**Participants**	**Quantité**	**Cargill Limitée**
1	SOCIETE DE TRANSPORT MONTREAL La STM ira chercher le sel	3 900	59,00 $
2	VILLE DE ST ANNE DE BELLEVUE	1 200	64,10 $
3	CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRACE	14 000	64,10 $
4	VILLE MARIE	23 040	64,20 $
5	VILLE DE HAMPSTEAD	1 225	64,38 $
6	VILLE DE MONTREAL OUEST	1 300	64,38 $
7	OUTREMONT	2 200	64,38 $
8	L'ILE BIZARD SAINTE GENEVIEVE	2 400	64,38 $
9	VILLE DE MONT ROYAL	4 000	64,38 $
10	VILLE DE DORVAL	4 500	64,38 $
11	VERDUN	4 615	64,38 $
12	VILLE DE DOLLARD DES ORMEAUX	4 700	64,38 $
13	LE SUD OUEST	6 000	64,38 $
14	PIERREFONDS ROXBORO	6 000	64,38 $
15	LACHINE	6 500	64,38 $
16	VILLE DE WESTMOUNT	10 000	64,38 $
17	SAINT LAURENT	13 000	64,38 $
18	AHUNTSIC- CARTIERVILLE	9 000	64,45 $
19	VILLE DE MONTREAL EST	2 400	65,35 $
# Participant	**Participants**	**Quantité**	**Compass Minerals Canada Corp.**
1	VILLE DE CÔTE ST LUC	4 500	69,36 $
2	LASALLE	6 200	69,20 $
3	ANJOU	5 000	69,20 $
4	MONTREAL NORD	5 000	69,52 $
5	VILLERAY ST MICHEL PARC EXTENSION	9 000	69,20 $
6	ROSEMONT LA PETITE PATRIE	9 826	69,20 $
7	JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL	100	69,20 $
8	SAINT LEONARD	7 500	69,20 $
9	RIVIERE DES PRAIRIES POINTE AUX TREMBLES	12 000	69,20 $
10	MERCIER HOCHELAGA MAISONNEUVE	10 000	69,20 $
11	LE PLATEAU MONT ROYAL	4 000	70,80 $

Groupe B - Sel traité			Prix unitaire à la tonne métrique incluant la livraison (hors taxes)
# Participant	**Participants**	**Quantité**	**Cargill Limitée**
1	VILLE DE BEACONSFIELD	1 600	87,74 $
2	VILLAGE DE SENNEVILLE	418	89,61 $
3	VILLE DE KIRKLAND	2 800	88,45 $
4	VILLE DE WESTMOUNT	250	90,98 $
5	VILLE DE BAIE D'URFE	750	87,35 $
6	VILLE DE MONT-ROYAL	1 000	90,98 $
7	VILLE DE POINTE CLAIRE	8 000	89,44 $
8	VILLE DE CÔTE ST LUC	2 000	90,98 $
9	SOCIETE DE TRANSPORT MONTREAL La STM ira chercher le sel	25	78,66 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18120
Numéro de référence : 1373597
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture du sel de déglaçage des chaussées pour la saison 2020-2021

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cargill sel, Sécurité Routière 740 rue Notre-Dame Ouest BP# E-107, Suite # 1275 Montréal, QC, H3C 3x6 NEQ : 1143595081	Monsieur Bertrand Tiap-Chong Téléphone : 514 840-8271 Télécopieur : 514 849-7025	**Commande : (1743741)** 2020-05-20 11 h 15 **Transmission :** 2020-05-20 11 h 15	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-12 10 h 58 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Compass Minerals Canada Corp. 577 rue Notre-Dame Bureau 209 Repentigny, QC, J6A 2T6 NEQ : 1164351299	Madame Guylaine Gaudet Téléphone : 450 582-6044 Télécopieur : 450 582-9306	**Commande : (1743792)** 2020-05-20 12 h 03 **Transmission :** 2020-05-20 12 h 03	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-12 13 h 37 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Decomed distribution 1952 Olivier Berthelet 1952 Montréal, QC, h4n 3g8 NEQ : 1166246695	Monsieur raouf jmour Téléphone : 514 979-8249 Télécopieur : 450 629-5203	**Commande : (1744123)** 2020-05-20 18 h 09 **Transmission :** 2020-05-20 18 h 09	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-12 10 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
K+S Sel Windsor Ltée 755 boul. St Jean Suite 700 Pointe-Claire, QC, H9R5M9 NEQ : 1163565717	Madame Melanie Pereira Coelho Téléphone : 514 428-7795 Télécopieur : 514 694-2451	**Commande : (1743687)** 2020-05-20 10 h 38 **Transmission :** 2020-05-20 10 h 38	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-12 10 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sable Marco Inc. 26 chemin de la Pêche Pont-Rouge, QC, G3H1C3 http://www.sablemarco.com NEQ : 1160356862	Monsieur Alexandre Boillat Téléphone : 418 873-4509 Télécopieur :	**Commande : (1745942)** 2020-05-25 13 h 16 **Transmission :** 2020-05-25 13 h 16	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-12 10 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sel IceCat 701 rue Thibeau Trois-Rivières, QC, G8T 9T8 NEQ : 1174727777	Monsieur David Garneau Téléphone : 819 269-3753 Télécopieur :	**Commande : (1745986)** 2020-05-25 13 h 43 **Transmission :** 2020-05-25 13 h 43	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-12 10 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sel Warwick Inc. 807 boul. Pierre Roux Est Victoriaville, QC, g6t1t7 http://www.selwarwick.com NEQ : 1144926749	Madame Chantal Bourque Téléphone : 819 758-5229 Télécopieur : 819 758-5220	**Commande : (1747772)** 2020-05-28 11 h **Transmission :** 2020-05-28 11 h	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-12 10 h 58 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Somavrac c.c. inc. 3450, boul. Gene-H.Kruger C.P. 294 Trois-Rivières, QC, G9A 5G1 NEQ : 1174508193	Monsieur Eric Arsenault Téléphone : 819 379-4927 Télécopieur : 819 379-1328	**Commande : (1755539)** 2020-06-15 15 h 01 **Transmission :** 2020-06-15 15 h 01	3331572 - 20-180120 Addenda # 1 2020-06-15 15 h 01 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.31

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1204983004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit (8) mois - Montant total estimé des ententes: 19 689 849,61 $, taxes incluses (ententes: 16 408 208,01 $ + variation des quantités 3 281 641,60 $) - Appel d'offres public 20-18120 (4 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE204983004.pdf

Dossier # :1204983004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE204983004

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit (8) mois - Montant total estimé des ententes: 19 689 849,61 $, taxes incluses (ententes: 16 408 208,01 $ + variation des quantités 3 281 641,60 $) - Appel d'offres public 20-18120 (4 soumissionnaires).

"Original signé"	***"Original signé"***
Christian Arseneault Vice-présidence	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE204983004

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Limitée et Compass Minerals Canada Corp. pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées, pour une période de huit (8) mois - Montant total estimé des ententes : 19 689 849,61 $, taxes incluses (ententes : 16 408 208,01 $ + variation des quantités 3 281 641,60 $) - Appel d'offres public 20-18120 (4 soumissionnaires)

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères ci-dessous :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (2 soumissionnaires)*
    - *un quatrième contrat consécutif pour la firme Cargill Limitée (Entente du groupe A)*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'approvisionnement ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant cet appel d'offres pour un contrat de biens et services relatif à la fourniture et à la livraison de sel de déglaçage des chaussées pour une période de huit mois.

Le Service a d'abord exposé les particularités du marché du sel, qui compte un nombre restreint de firmes, avant d'expliquer que cet appel d'offres, d'une durée de 37 jours, a permis de recevoir trois soumissions, dont deux conformes. De plus, il a été précisé que la stratégie visant à lancer l'appel d'offres de la Ville de Montréal subséquemment à celui du regroupement de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) pour combler les besoins d'autres villes du Québec continue de produire de bons résultats, en l'occurrence l'obtention de plus bas prix. Les responsables ont expliqué que les prix obtenus cette année sont particulièrement avantageux puisqu'une baisse de 35,74 %

est observée par rapport à l'an dernier, ainsi qu'une diminution de l'ordre de 29 % par rapport à l'estimé de contrôle. Cette importante baisse de prix est attribuable à la stratégie privilégiée, ainsi qu'à l'hiver modéré qui s'est écoulé dans la région des Grands Lacs.. Ceci a eu pour effet de générer des stocks de sel à écouler sur les marchés cette année. Aussi, la fin de la grève à la mine Goderich en Ontario a eu pour effet de ramener les prix à la baisse en 2020. Finalement, pendant la publication de l'appel d'offres 20-18120, un addenda portant sur le transport a été émis, laissant entrevoir aux trois soumissionnaires habituels qu'au moins un nouveau fournisseur était intéressé à soumissionner, ce qui était une première depuis 2002.

En somme, l'écart par rapport à l'estimé interne est favorable à l'Agglomération, qui bénéficie du meilleur prix cette année. Il s'agit d'une économie de 20,20 $ la tonne par rapport au regroupement de l'UMQ, et de 36 $ la tonne par rapport au prix obtenu par la Ville l'an dernier. Quant à la récurrence d'octroi à un même adjudicataire pour un contrat récurrent, ceci s'explique par le nombre restreint d'entreprises en activité dans ce marché. En conclusion, le Service de l'approvisionnement a recommandé de conclure les ententes-cadres avec les adjudicataires.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat et les commissaires ne sauraient que saluer l'obtention de prix aussi avantageux pour le sel de déglaçage cette année.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (2 soumissionnaires)*
    - *un quatrième contrat consécutif pour la firme Cargill Limitée (Entente du groupe A)*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE204983004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206717005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à Les Entreprises Raylobec Inc. pour la somme de 15 831 707 $ taxes incluses incluant une contingence de 753 891 $, et un (1) contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour la somme de 13 803 290 $ taxes incluses incluant une contingence de 657 300 $, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans, dépense totale de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $ - Appel d'offres public # 20-18152 - huit (8) soumissionnaires - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, comme indiqué dans les aspects financiers pour un montant total de 666 597 $ (taxes nettes).

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, selon les modalités d'adjudication, pour chacun des territoires, pour une durée de 60 mois, les services d'élimination des ordures ménagères, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des contrats, conformément aux documents de l'appel d'offres public N° 20-18052 et aux montants ci-après désignés ainsi que le montant des contingences :

Contrats d'élimination				
Fournisseurs	**Tonnages et contingences (tonnes)**	**Contrats ($)**	**Contingences ($)**	**Total - contrats ($)**
Les Entreprises Raylobec Inc.	267 461	15 077 816	753 891	15 831 707
Recyclage Notre-Dame Inc.	329 963	13 145 991	657 300	13 803 290
Total - Élimination		**28 223 807**	**1 411 190**	**29 634 997**

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'Agglomération pour un montant de 29 634 997 $;

3. d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement à compter de l'année 2022 comme suit : de 167 829 $ en 2022, de 167 097 $ en 2023, de 166 360 $ en 2024 et de 165 311 $ en 2025 (total 666 597 $ taxes nettes).

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-27 11:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206717005**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à Les Entreprises Raylobec Inc. pour la somme de 15 831 707 $ taxes incluses incluant une contingence de 753 891 $, et un (1) contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour la somme de 13 803 290 $ taxes incluses incluant une contingence de 657 300 $, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans, dépense totale de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $ - Appel d'offres public # 20-18152 - huit (8) soumissionnaires - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, comme indiqué dans les aspects financiers pour un montant total de 666 597 $ (taxes nettes).

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q.; Chapitre E- 20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de cette Loi, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement assume cette responsabilité pour l'agglomération.

En 2019, considérant le marché actuel dans le secteur d'activité des matières résiduelles difficile et le nombre important de contrats à renouveler, le Service de l'environnement a revu sa stratégie de renouvellement des contrats de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères de concert avec le Service de l'approvisionnement. Cette stratégie de renouvellement visait à doter la Ville d'un cadre contractuel permettant d'opérer de manière stratégique dans un marché en constante évolution et ce en cohérence avec les priorités organisationnelles de la Ville. Ainsi il fut privilégié de solliciter le marché plus régulièrement, aux deux (2) ans, et de façon équilibrée (« blocs de renouvellement de contrats »).

C'est dans ce cadre de gouvernance stratégique que le Service de l'environnement a recommandé au conseil d'agglomération le 24 octobre 2019 de prolonger, pour une période de vingt-quatre (24) mois, trois (3) contrats d'élimination des ordures ménagères sur les cinq (5) qui venaient à échéance au 31 octobre 2020 (Résolution CG19 0479). Ces trois (3) contrats viendront tous à échéance au 31 octobre 2022. Le présent sommaire décisionnel vise le renouvellement des deux contrats n'ayant pas fait l'objet d'une prolongation.

Appel d'offres public N° 20-18152

Considérant l'échéance du 31 octobre 2020 pour deux contrats d'élimination des ordures ménagères de cinq (5) arrondissements[1] et huit (8) villes liées[2], le Service de l'environnement en collaboration avec le Service de l'approvisionnement a procédé à une sollicitation du marché par appel d'offres public (N° 20-18152). Précisons que ce processus d'appel d'offres incluait également une sollicitation du marché pour le renouvellement de dix -neuf (19) contrats pour la collecte et le transport des matières résiduelles visant treize (13) arrondissements arrivant également à échéance le 31 octobre 2020. Les recommandations liées à l'octroi de ces contrats relèvent d'une compétence du conseil municipal et sont traitées dans un sommaire décisionnel distinct.

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d'offres public N° 20-18152 a été lancé le 23 mars 2020.

· L'appel d'offres a été annoncé dans le Journal de Montréal (18 mars 2020) et publié dans le SÉAO.

· La date initiale d'ouverture des soumissions était le 21 avril. Celle-ci a été reportée à trois (3) reprises au 4 juin 2020 (voir explication ci-dessous).

· Les soumissionnaires ont eu 74 jours calendriers pour préparer leur dossier.

· Les soumissions ont été ouvertes le 4 juin 2020.

· Les soumissions ont un délai de validité de cent-vingt (120) jours calendrier.

· Huit (8) addendas ont été produits dans ce dossier (voir ci-dessous pour détails).

· Il y a eu vingt-et-un (21) preneurs de cahier des charges et huit (8) soumissionnaires.

· Aucune soumission n'a été jugée non admissible ou non conforme.

Huit (8) addendas ont été produits :

· 25 mars 2020 : correction à la date limite de réception des plaintes;

· 4 avril 2020 : pour répondre aux questions d'acquéreurs du cahier des charges et pour corriger certains éléments aux cahiers des charges;

· 20 avril 2020 : report de la date d'ouverture des soumissions du 21 avril au 14 mai, ajuster la date limite de réception des plaintes, répondre à des questions des acquéreurs et apporter des corrections et précisions aux cahiers des charges;

· 21 avril 2020 : correction d'un élément des cahiers des charges et rectifier la date limite de réception des plaintes;

· 4 mai 2020 : pour informer du nouveau Règlement de gestion contractuelle de la Ville, répondre à une question d'un acquéreur des cahiers des charges, modifier le lieu de livraison des matières organiques (réf. : résolution CG20 0196) et fournir des renseignements complémentaires (statistiques);

· 7 mai 2020 : pour répondre à une question d'un acquéreur du cahier des charges;

· 8 mai 2020 : report de la date d'ouverture des soumissions du 14 mai au 28 mai;

· 27 mai 2020 : report de la date d'ouverture des soumissions du 28 mai au 4 juin, apporter des modifications au bordereau des prix et répondre à une question d'un acquéreur du cahier des charges.

Considérant la concordance des dates d'échéances de certains contrats de collecte et de transport avec ceux d'élimination des ordures ménagères pour cinq (5) territoires (Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Pierrefonds-Roxboro), le marché a été sollicité dans une perspective d'accroître la concurrence selon une approche novatrice de sollicitation du marché mise de l'avant en 2015 (N° 15-14213) et 2018 (N° 18-16439), et pour laquelle la Ville a obtenu des prix très compétitifs. Par conséquent, les soumissionnaires ont eu l'occasion de soumettre des prix pour trois (3) types différents lots pour les territoires concernés :

· Élimination des ordures

· Collecte et transport

· Collecte, transport et élimination

Ainsi la Ville se réservait le droit d'octroyer selon le scénario le plus avantageux tout en tenant compte de la capacité maximale disponible des soumissionnaires. Fait à noter, la Ville n'a reçu en 2020, aucune soumission sur les lots de « Collecte, transport et élimination » contrairement à 2015 et 2018.

Les contrats à octroyer visent par conséquent uniquement l'élimination des ordures ménagères. Ceux-ci débuteront le 1 novembre 2020 pour une durée de cinq (5) ans et prendront fin le 31 octobre 2025, avec une option de prolongation de deux (2) ans. La dépense totale de ces contrats est de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $. Ces contingences donneront la flexibilité nécessaire au Service de l'environnement si jamais la projection de la réduction des ordures ménagères éliminées durant la période 2020-2025 n'est pas atteinte (référence : devis technique Élimination).

---

1. Arrondissements pour lesquels les contrats d'élimination des ordures ménagères arrivent à échéance le 31 octobre 2020 : Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Pierrefonds-Roxboro.

2. Villes liées pour lesquelles les contrats d'élimination des ordures ménagères arrivent à échéance le 31 octobre 2020 : Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0479 24 oct. 2019 Exercer l'option de prolongation de deux fois 12 mois prévues aux contrats de collecte, transport et élimination pour quatre arrondissements, et aux contrats d'élimination pour six arrondissements et cinq villes liées, pour une période maximale de 24 mois, pour une dépense totale de 34 074 478 $, taxes et contingence incluses, majorant ainsi le montant total des contrats à 116 351 265 $ - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2020, comme indiqué dans les aspects financiers du dossier pour un montant total de 2 617 945 $, taxes nettes.
CM19 1086 22 oct. 2019 Exercer l'option de prolongation de deux fois 12 mois prévues aux contrats de collecte, transport et élimination pour quatre arrondissements, et aux contrats d'élimination pour six arrondissements et cinq villes liées, pour une période maximale de 24 mois, pour une dépense totale de 34 074 478 $, taxes et contingence incluses, majorant ainsi le montant total des contrats à 116 351 265 $ - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2020, comme indiqué dans les aspects financiers du dossier pour un montant total de 2 617 945 $, taxes nettes.

CG15 0563 24 sep. 2015 Accorder des contrats d'élimination, de collecte, de transport et de collecte, ainsi que de transport, d'élimination de matières résiduelles à diverses firmes, pour des durées de 58 ou 59 mois - Dépense totale de 121 640 229 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14213 (14 soum.).

CM15 1098 21 sep. 2015 Accorder des contrats d'élimination, de collecte, de transport et de collecte ainsi que de transport, d'élimination de matières résiduelles à diverses firmes pour des durées de 56, 58 ou 59 mois - Dépense totale de 76 145 764 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14213 (14 soum.).

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil d'agglomération, le présent sommaire concerne l'octroi de deux (2) contrats d'élimination des ordures ménagères en provenance de treize (13) territoires (voir tableaux 1 et 2). Ces octrois sont requis étant donnée la date d'échéance des contrats en vigueur dans ces territoires (31 octobre 2020) et le besoin d'assurer le service au -delà de cette date.

Le portrait des besoins des territoires de l'agglomération pour la période visée en quantités d’ordures ménagères projetées est le suivant :

Tableau 1: villes liées / Tableau 2 : arrondissements

Tableau 1

Item	Territoires	Quantité (en tonnes) [1, 2]					
		2020	2021	2022	2023	2024	2025
1	Baie-D'Urfé	135	785	775	770	760	630
	Beaconsfield	585	3 465	3 430	3 395	3 360	2 775
	Dollard-des-Ormeaux	2 125	12 600	12 475	12 350	12 225	10 085
	Dorval / L'Île-Dorval	670	3 965	3 925	3 885	3 850	3 175
	Kirkland	610	3 605	3 565	3 530	3 495	2 885
	Pointe-Claire	915	5 420	5 365	5 315	5 260	4 340
	Saint-Anne-de-Bellevue	230	1 355	1 340	1 330	1 315	1 085
	Senneville	40	210	210	210	205	170
Total		**5 310**	**31 405**	**31 085**	**30 785**	**30 470**	**25 145**

Tableau 2

Item	Territoires	Quantité (en tonnes) [1, 2]					
		2020	2021	2022	2023	2024	2025
5	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (Secteur Côte-des-Neiges)	3 615	21 040	20 405	19 795	19 200	15 520
6	L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève	755	4 380	4 250	4 120	4 000	3 235
7	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	4 725	27 490	26 665	25 865	25 090	20 280
8	Pierrefonds–Roxboro	2 900	16 855	16 350	15 860	15 385	12 435
9	Saint-Léonard	3 070	17 865	17 330	16 810	16 305	13 180
Total		**15 065**	**87 630**	**85 000**	**82 450**	**79 980**	**64 650**

1. Les quantités d'ordures ménagères projetées des territoires comprennent les matières provenant des cours de voirie qui sont transportées par conteneurs ou par camions à benne.
2. Pour tenir compte de la durée du contrat, les tonnages spécifiés pour les années 2020 et 2025 concernent respectivement les deux (2) premiers et les dix (10) derniers mois de l'année en question.

Ces besoins tiennent compte de la mise en oeuvre du projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) et de mesures visant la réduction de l'enfouissement notamment l'implantation progressive de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et moins et les industries, commerces et institutions (ICI) assimilables.

Les contrats débuteront le 1 novembre 2020 pour une durée de cinq (5) ans et prendront fin le 31 octobre 2025, avec une option de prolongation de deux (2) ans. La dépense totale de ces contrat est de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus d'appel d'offres N° 20-18152 , il y a eu vingt-et-un (21) preneurs de cahiers de charges. Parmi ceux-ci, trois (3) étaient du milieu municipal/parapublic et cinq (5) étaient des personnes morales ayant déposé une offre sous un autre numéro d'entreprise. Il y avait donc en réalité treize soumissionnaires potentiels

(13) dont huit (8) ont déposé une soumission. Il s'agit du plus faible nombre de soumissionnaires depuis 2015 pour une offre de service similaire (nature et montants). Pour le volet de l'élimination, les quatre (4) entreprises qui avaient le potentiel de déposer une soumission l'ont fait, dont une (1) qui a soumis des prix pour deux (2) lieux de livraison distincts des ordures ménagères. Les propositions reçues sont toutes conformes.

Parmi les cinq (5) entreprises qui n'ont pas déposé d'offres, deux (2) d'entre elles ont fait part de leur motif de désistement. Les raisons de désistement étaient : impossibilité d'obtenir une caution (1) et lecture du cahier des charges seulement (1).

Bordereaux des prix (30 lots total pour 21 contrats à renouveler)

Le bordereau des prix est composé de trois (3) grands volets, :

1. Élimination (Lots 1 et 2 - 6 items chacun) : pour obtenir des prix à la tonne pour l'élimination des ordures ménagères;
2. Collecte et transport (Lots 3, 5, 7 à 13, 15, 17 à 19 et 21 à 30) : pour un prix par porte ou par collecte pour la collecte et le transport de matières résiduelles, et enfin;
3. Collecte, transport et élimination (lots 4, 6, 14, 16 et 20) : pour des prix par porte et à la tonne pour l'option de services globaux de collecte et transport des matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères.

Les contrats à octroyer concernant le volet 2 font l'objet d'un sommaire décisionnel distinct à l'intention du Conseil municipal de la Ville de Montréal.

Concernant le 3e volet, ce dernier n'est pas considéré puisqu'aucun prix n'a été soumis dans le cadre de l'appel d'offres N° 20-18152. Il s'agit de la première fois sur trois (3) appels d'offres (N° 15-14213, 18-16439, 20-18158) qui ont été réalisés avec cette option.

Élimination des ordures ménagères (Lots 1 et 2 - 2 contrats à renouveler)

Le renouvellement de contrats porte pour treize (13) territoires de l'agglomération montréalaise. Les résultats de l'analyse des soumissions donnent les résultats suivants : 2 contrats.

Numéro du lot	Territoires	Type de contrat	Matière	Entrepreneur
1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Léonard	Élimination	Ordures ménagères	Recyclage Notre-Dame Inc.
	Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville			Les Entreprises Raylobec Inc.

Portrait des plus bas soumissionnaires conformes :

· Les Entreprises Raylobec Inc. : 1 contrat

· Recyclage Notre-Dame Inc. : 1 contrat

Modalités d'adjudication

En fonction des modalités d'adjudication édictées à l'annexe 1.13.01 du document Régie de l'appel d'offres (voir pièce jointe), pour l'attribution des contrats, la Ville octroie un tonnage au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des territoires concernés (item) en

prenant en considération les deux (2) éléments qui sont : le prix à la tonne métrique soumis et l'ajustement de ce coût en fonction de la distance à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et le centroïde spécifié tout en tenant compte de la capacité maximale disponible des soumissionnaires. Donc dans ce cas-ci, le prix unitaire soumis pour une tonne métrique de matières doit être ajusté afin de tenir compte du coût additionnel encouru par les villes de l'agglomération. Il est important de souligner que dans ce contexte, un soumissionnaire peut se voir octroyer un ou plusieurs territoires (items), selon le meilleur scénario global pour la Ville.

Au total, quatre (4) soumissions conformes ont été déposées pour le lot #1 et les 6 items qui le compose. En y appliquant la méthode de calcul décrite précédemment, les résultats de l'analyse indiquent que le meilleur scénario pour la Ville est l'octroi de deux (2) contrats (un premier composé des items 2, 4 et 6; un second composé des items 1, 3 et 5). Le tableau des résultats des prix ajustés est détaillé dans le document en pièce jointe nommé A-O 20-18152_Tableau normalisé GDD_volet élimination.xls.

Enfin, dans ce cadre, l'analyse comparative des prix soumis n'est pas possible en raison de la méthode d'adjudication pour l'attribution de ces contrats.

Résultats des analyses

Les tableaux présentés dans l'intervention du Service de l'approvisionnement illustrent les résultats des analyses.

Estimation et résultats d'appel d'offres

Le résultat du processus d'appel d'offre et de la comparaison entre les soumissions et l'estimation interne se trouve en pièce jointe.

L'estimation a été réalisée par les professionnels à l'interne sur la base de coûts unitaires par tonne pour l'élimination alors que pour le volet collecte/transport + élimination, les estimations ont été faites par l'addition des estimés de l'élimination et de la collecte/transport.

Le prix à la tonne estimé a été calculé en comparant des prix récents (2019) obtenus par la Ville de Laval et l'agglomération de Longueuil et en prenant en compte la moyenne des soumissions reçues lors des appels d'offres N° 15-14213 et N° 18-16439. Cette estimation a été majorée selon l'inflation (7,53 % et/ou 1,8 % selon les années de référence).

Au global, pour tous les services demandés pour les contrats d'élimination, le résultat de l'appel d'offres est inférieur de 6,26 % à l'estimé.

Écart de plus de 10 % entre la soumission de l’adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme

Le premier tableau dans le document A-O 20-18152_Tableau normalisé GDD_volet élimination.xls en pièce jointe présente deux (2) cas où il y a un écart de plus de 10 % entre le PBSC et le 2e PBSC. L'explication de ces écarts là où ils se présentent peut être associée au processus de sollicitation qui a généré une forte compétition entre les sites d'élimination des ordures ménagères, mais ces résultats s'expliquent davantage en raison de la méthode d'adjudication des contrats pour ce volet, lequel prend en considération deux (2) éléments : le prix à la tonne métrique soumis et l'ajustement de ce coût en fonction de la distance à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et le centroïde spécifié tout en tenant compte de la capacité maximale disponible des soumissionnaires. Conséquemment, plus un site est éloigné du centroïde d'un territoire, plus il est pénalisé dans le processus d'analyse et d'adjudication. Dans ce cadre spécifique, l'analyse comparative des prix soumis n'est pas possible.

Variation des coûts : contrats en vigueur vis-à-vis nouveaux contrats

Globalement, la variation des coûts actuels (2020) et ceux des deux (2) nouveaux contrats issus de l'appel d'offres N° 20-18152 sera la suivante :

· Élimination : - 10,24 %

Conformité des adjudicataires

· Toutes les entreprises concernées dans le présent dossier dispose d'une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP). Les attestations fournies par les entreprises ont été ajoutées en pièces jointes. Il est à noter que l'autorisation fournie par Les entreprises Raylobec inc. est valide jusqu'au 25 septembre 2020. Une demande de renouvellement de cette attestation a été demandée par le Service de l'approvisionnement à l'entreprise.

· Après vérification, ces entreprises ne figurent ni sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI).

Commission permanente d'examen des contrats

Selon la Directive C-RM-DG-D-11-001 et la résolution CG11 0082, les deux (2) contrats doivent être soumis à l'examen de la Commission permanente sur l'évaluation des contrats (CEC) considérant que leur montant excède 10 millions de dollars chacun. À titre d'exemple, les deux (2) contrats à octroyer présentent une dépense de plus de 10 millions (premier critère fixé dans la Directive). Le tableau A-O 20-18152_analyse critères CEC_volet élimination.xls en pièce jointe présente les critères qui s'appliquent selon les contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La durée des deux (2) contrats concernés par le présent sommaire est de 60 mois et touche six (6) années financières. Le coût de ces contrats s'élève à 29 634 997 $ toutes taxes incluses incluant une contingence de 5%, soit de 1 411 190 $. Cette dépense sera indexée de 2 % par année à compter de la date d'anniversaire des contrats, soit le 1 novembre 2021, et sera répartie comme suit :

Contrats taxes incluses ($)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
Les entreprises Raylobec inc.	510 222	3 005 867	3 010 361	3 015 911	3 021 086	2 514 370	15 077 816
Recyclage Notre-Dame Inc.	459 153	2 680 724	2 652 178	2 624 149	2 596 295	2 133 492	13 145 991
Contingences de 5%	48 469	284 330	283 127	282 003	280 869	232 393	1 411 190
Grand total	1 017 843	5 970 920	5 945 666	5 922 064	5 898 250	4 880 254	29 634 997

Pour plus de détails, voir la pièce jointe « Aspect financier ».

Redevance gouvernementale pour l'élimination

Une redevance indexée annuellement de 24,68 $ (coût net) par tonne éliminée est exigée par le gouvernement du Québec. Ce montant équivaut à environ 15 586 996 $ (coût net) pour 60 mois et n'est pas inclus dans les coûts des contrats de ce sommaire décisionnel. Dans le cadre du paiement de cette redevance, la Ville reçoit en retour une somme équivalente par le *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles* sous forme de subventions pour financer des activités liées à la préparation, à la mise en œuvre et à la révision des plans de gestion des matières résiduelles.

N.B. Le gouvernement provincial a lancé en juillet dernier la Stratégie de valorisation de la matière organique. Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a notamment annoncé une augmentation de la redevance à l'élimination sans toutefois en confirmer la date de mise en application. Par ailleurs, cette augmentation serait compensée en tout ou partie par une augmentation du montant obtenu dans le cadre de la redistribution de cette redevance par le MELCC, dans la mesure où la performance en gestion des matières résiduelles de l'Agglomération de Montréal continue à progresser. L'impact financier d'une augmentation de la redevance devrait donc être limité pour Montréal et ne peut être anticipé à ce stade.

Analyse budgétaire

Suite aux résultats de cet appel d'offres, l'analyse du coût global indique que:

- Par rapport aux budgets, pour les contrats d'élimination, le coût moyen par tonne passe de 48,32 $ à 43,56 $, ce qui génère un écart favorable annuel environ de 579 152 $ taxes incluses ou 528 843 $ taxe nette. La base budgétaire doit toutefois être maintenue afin de financer les coûts d'opération liée au traitement et la valorisation de matières résiduelles notamment ceux des centres de traitement des matières organiques (CTMO) de Saint-Laurent et de Montréal-Est.

Demande additionnelle

Afin de financer les coûts des indexations annuelles des contrats, l'ajustement de la base budgétaire sera requis et est présenté comme suit:

Année	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**Total**
Budget additionnel	167 829	167 097	166 360	165 311	666 597

Imputation

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement, à la Division collecte, transport et élimination des matières résiduelles, au poste budgétaire services techniques. Elle sera assumée à 100 % par l'agglomération puisqu'elle concerne l'élimination des ordures ménagères, une compétence relevant du conseil d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2020, le présent dossier contribue à l'atteinte de la cible suivante : *Atteindre les objectifs gouvernementaux de valorisation des matières recyclables (70 %) et des matières organiques (60 %) d'ici 2020.*

La collecte des matières résiduelles à des fins de traitement et de valorisation s'inscrit également dans les priorités énoncées afin d'atteindre l'objectif zéro déchet en 2030 dans le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) 2020-2025, soit de détourner l'ensemble des matières valorisables de

l'enfouissement d'ici 2030. Un cinquantaine d'actions y sont identifiées afin notamment de réduire l'élimination d'ordures ménagères.

La Ville s'est également inscrite dans le cadre du C40 Cities à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

Pour la première fois dans le cadre d'un appel d'offres visant les activités de gestion des matières résiduelles , la Ville a annoncé sa volonté d'imposer des réductions de gaz à effet de serre (GES) dans le futur en lien avec ses cibles pour l'année 2030. Les soumissionnaires ont également été invités à compléter un questionnaire (référence document Annexe de l'appel d'offres public N° 20-18152, « Renseignements complémentaires ») où une question portait sur la gestion environnementale de l'entreprise (ex. : politique environnementale) et une autre sur la réduction des émissions de GES (ex. : mesures prises ou prévues par l'entreprise, opinion à l'égard de futures exigences environnementales potentielles de la Ville).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tous les services inclus à cet appel d'offres sont nécessaires étant donné la fin des contrats s'y rapportant (31 octobre 2020). L'octroi de ces contrats permettra d'assurer la poursuite des services d'élimination des ordures ménagères pour la clientèle résidentielle, commerciale, institutionnelles et industrielles dans treize (13) territoires de l'agglomération montréalaise. Les services liés à ces contrats sont nécessaires pour permettre à la Ville de poursuivre et de s'acquitter de ses obligations de salubrité et d'atteintes des objectifs de détournement de l'enfouissement des matières résiduelles, édictées par le gouvernement par l'entremise de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* .

Considérant la date d'entrée en vigueur des contrats au 1er novembre 2020, les octrois planifiés pour le conseil du mois d'août sont requis pour laisser aux adjudicataires les délais nécessaires avant les débuts de contrats pour procéder à d'éventuelles acquisitions d'équipements et la planification des travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les services de gestion des matières résiduelles sont, depuis le début de la pandémie associé à la COVID -19, considérés comme des activités prioritaires et services jugés essentiels :

- Services de collecte et d'élimination des déchets
- Services de collecte et de tri des matières recyclables
- Services de collecte et de traitement des matières dangereuses
- Services de collecte et traitement de matières organiques, incluant le vidage de fosses septiques
- Services de collecte et traitement des déchets biomédicaux
- Entreprises de gestion parasitaire (pour le contrôle des puces de lit, rats et souris notamment)

Dans ce contexte de pandémie relié à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes.

Les entreprises spécialisées dans l'enfouissement des ordures ménagères ont mis en place plusieurs mesures préventives afin de protéger la santé de leurs employés, tout en maintenant la prestation de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 5 août 2020
Commission d'examen des contrats : 12 août 2020
Comité exécutif: 19 août 2020
Conseil municipal : 24 août 2020
Conseil d'agglomération : 27 août 2020
Début du contrat : 1er novembre 2020
Fin du contrat : 31 octobre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marlene DUFOUR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jason LAFRAMBOISE
Conseiller

Tél : 514 872-2056
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Frédéric SAINT-MLEUX
Chef de section - planification et developpement gmr

Tél : 514-868-8763
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-07-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-07-27

(taxes incluses)

Contrats d'élimination

Fournisseurs	Tonnages et contingences (tonnes)	Contrats ($)	Contingences	Total - contrats
Raylobec	267 461	**15 077 816**	**753 891**	**15 831 707**
RND	329 963	**13 145 991**	**657 300**	**13 803 290**
Total - élimination		**28 223 807**	**1 411 190**	**29 634 997**

Sommaire

Contrats taxes incluses	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
Raylobec	510 222 $	3 005 867 $	3 010 361 $	3 015 911 $	3 021 086 $	2 514 370 $	15 077 816 $
RND	459 153 $	2 680 724 $	2 652 178 $	2 624 149 $	2 596 295 $	2 133 492 $	13 145 991 $
Contingences de 5%	48 469 $	284 330 $	283 127 $	282 003 $	280 869 $	232 393 $	1 411 190 $
Grand total	1 017 843 $	5 970 920 $	5 945 666 $	5 922 064 $	5 898 250 $	4 880 254 $	29 634 997 $

Budget additionnel			167 829	167 097	166 360	165 311	666 597 $

Elimination	Tonnage	durée du contrat an	prix unitaire	IPC montant sans la distance		Début novembr mois en 2020	1.02000000 mois en 2021	1.0404 mois en 2022	1.06120800 mois en 2023	1.08243216 mois en 2024	1.10408080 mois en 2025	Total
						2	12	12	12	12	10	60
Raylobec					**Tonnage annuel**	5 310	31 405	31 085	30 785	30 470	25 145	**154 200**
8 territoires* (villes liées)	154 200	**5**	**49.50**	**7 632 900.00**		262 845 $	1 559 729 $	1 574 713 $	1 590 706 $	1 605 918 $	1 347 279 $	**7 941 191 $**
5%						13 142 $	77 986 $	78 736 $	79 535 $	80 296 $	67 364 $	**397 060 $**
9.975%						26 219 $	155 583 $	157 078 $	158 673 $	160 190 $	134 391 $	**792 134 $**
Total avec taxes						**302 206 $**	**1 793 299 $**	**1 810 527 $**	**1 828 914 $**	**1 846 404 $**	**1 549 034 $**	**9 130 384 $**
Ristourne TPS 100%						13 142 $	77 986 $	78 736 $	79 535 $	80 296 $	67 364 $	**397 060 $**
50%						13 109 $	77 792 $	78 539 $	79 336 $	80 095 $	67 196 $	**396 067 $**
Dépense nette						275 954 $	1 637 521 $	1 653 252 $	1 670 043 $	1 686 013 $	1 414 474 $	**8 337 258 $**

* Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville.

Raylobec					**Tonnage annuel**	755	4 380	4 250	4 120	4 000	3 235	**20 740**
IBSG	**20 740**	**5**	**49.50**	**1 026 630.00**		37 373 $	217 533 $	215 298 $	212 886 $	210 820 $	173 333 $	**1 067 242 $**
5%						1 869 $	10 877 $	10 765 $	10 644 $	10 541 $	8 667 $	**53 362 $**
9.975%						3 728 $	21 699 $	21 476 $	21 235 $	21 029 $	17 290 $	**106 457 $**
Total avec taxes						**42 969 $**	**250 108 $**	**247 539 $**	**244 766 $**	**242 390 $**	**199 289 $**	**1 227 061 $**
Ristourne TPS 100%						1 869 $	10 877 $	10 765 $	10 644 $	10 541 $	8 667 $	**53 362 $**
50%						1 864 $	10 849 $	10 738 $	10 618 $	10 515 $	8 645 $	**53 229 $**
Dépense nette						39 236 $	228 382 $	226 036 $	223 504 $	221 334 $	181 978 $	**1 120 470 $**

Raylobec					**Tonnage annuel**	2 900	16 855	16 350	15 860	15 385	12 435	**79 785**
Pierrefonds-Roxboro	**79 785**	**5**	**49.50**	**3 949 357.50**		143 550 $	837 104 $	828 263 $	819 509 $	810 865 $	666 272 $	**4 105 563**
5%						7 178	41 855	41 413	40 975	40 543	33 314	**205 278**
9.975%						14 319	83 501	82 619	81 746	80 884	66 461	**409 530**
Total avec taxes						**165 047**	**962 460**	**952 296**	**942 231**	**932 292**	**766 046**	**4 720 371**
Ristourne TPS 100%						7 178	41 855	41 413	40 975	40 543	33 314	**205 278**
50%						7 160	41 751	41 310	40 873	40 442	33 230	**204 765**
Dépense nette						150 710	878 854	869 573	860 382	851 307	699 502	**4 310 328**

RND					**Tonnage annuel**	3 615	21 040	20 405	19 795	19 200	15 520	**99 575**
CDN privé	99 575	5.0000	**35.00**	**3 485 125.00**		126 525 $	738 855 $	730 887 $	723 218 $	715 509 $	587 977 $	**3 622 970 $**
5%						6 326 $	36 943 $	36 544 $	36 161 $	35 775 $	29 399 $	**181 149 $**
9.975%						12 621 $	73 701 $	72 906 $	72 141 $	71 372 $	58 651 $	**361 391 $**
Total avec taxes						**145 472 $**	**849 498 $**	**840 337 $**	**831 520 $**	**822 656 $**	**676 027 $**	**4 165 510 $**
Ristourne TPS 100%						6 326 $	36 943 $	36 544 $	36 161 $	35 775 $	29 399 $	**181 149 $**
50%						6 310 $	36 850 $	36 453 $	36 070 $	35 686 $	29 325 $	**180 696 $**
Dépense nette						132 835 $	775 705 $	767 340 $	759 288 $	751 195 $	617 303 $	**3 803 666 $**

RND					**Tonnage annuel**	4 725	27 490	26 665	25 865	25 090	20 280	**130 115**
MHM	130 115	5.0000	**35.00**	**4 554 025.00**		165 375 $	965 357 $	955 114 $	944 988 $	935 006 $	768 310 $	**4 734 150 $**
5%						8 269 $	48 268 $	47 756 $	47 249 $	46 750 $	38 416 $	**236 707 $**
9.975%						16 496 $	96 294 $	95 273 $	94 263 $	93 267 $	76 639 $	**472 231 $**
Total avec taxes						**190 140 $**	**1 109 919 $**	**1 098 142 $**	**1 086 499 $**	**1 075 023 $**	**883 365 $**	**5 443 089 $**
Ristourne TPS 100%						8 269 $	48 268 $	47 756 $	47 249 $	46 750 $	38 416 $	**236 707 $**
50%						8 248 $	48 147 $	47 636 $	47 131 $	46 633 $	38 319 $	**236 116 $**
Dépense nette						173 623 $	1 013 504 $	1 002 750 $	992 119 $	981 640 $	806 630 $	**4 970 266 $**

RND					**Tonnage annuel**	3 070	17 865	17 330	16 810	16 305	13 180	**84 560**
Saint-Léonard	84 560	5.0000	**35.00**	**2 959 600.00**		107 450 $	627 359 $	620 743 $	614 160 $	607 624 $	499 326 $	**3 076 662**
5%						5 373 $	31 368 $	31 037 $	30 708 $	30 381 $	24 966 $	**153 833**
9.975%						10 718 $	62 579 $	61 919 $	61 262 $	60 610 $	49 808 $	**306 897**
Total avec taxes						**123 541 $**	**721 306 $**	**713 700 $**	**706 130 $**	**698 615 $**	**574 100 $**	**3 537 392**
Ristourne TPS 100%						5 373 $	31 368 $	31 037 $	30 708 $	30 381 $	24 966 $	**153 833**
50%						5 359 $	31 290 $	30 960 $	30 631 $	30 305 $	24 904 $	**153 449**
Dépense nette						112 809 $	658 649 $	651 703 $	644 791 $	637 929 $	524 230 $	**3 230 110**

Raylobec					**Tonnage annuel**	8 965	52 640	51 685	50 765	49 855	40 815	**254 725**
Ensemble des territoires	254 725	**5**	**49.50**	**12 608 888**		443 768 $	2 614 366 $	2 618 274 $	2 623 102 $	2 627 603 $	2 186 884 $	**13 113 996 $**
5%						22 188 $	130 718 $	130 914 $	131 155 $	131 380 $	109 344 $	**655 700 $**
9.975%						44 266 $	260 783 $	261 173 $	261 654 $	262 103 $	218 142 $	**1 308 121 $**
Total avec taxes						**510 222 $**	**3 005 867 $**	**3 010 361 $**	**3 015 911 $**	**3 021 086 $**	**2 514 370 $**	**15 077 816 $**
Ristourne TPS 100%						22 188 $	130 718 $	130 914 $	131 155 $	131 380 $	109 344 $	**655 700 $**
50%						22 133 $	130 391 $	130 586 $	130 827 $	131 052 $	109 071 $	**654 061 $**
Dépense nette						465 900 $	2 744 757 $	2 748 861 $	2 753 929 $	2 758 654 $	2 295 955 $	**13 768 056 $**

Raylobec	5%				**Tonnage annuel**	448	2 632	2 584	2 538	2 493	2 041	**12 736**
Contingence de 5%	12 736	**5**	**49.50**	**630 444**		22 188 $	130 718 $	130 914 $	131 155 $	131 380 $	109 344 $	**655 700 $**
5%						1 109 $	6 536 $	6 546 $	6 558 $	6 569 $	5 467 $	**32 785 $**
9.975%						2 213 $	13 039 $	13 059 $	13 083 $	13 105 $	10 907 $	**65 406 $**
Total avec taxes						**25 511 $**	**150 293 $**	**150 518 $**	**150 796 $**	**151 054 $**	**125 718 $**	**753 891 $**
Ristourne TPS 100%						1 109 $	6 536 $	6 546 $	6 558 $	6 569 $	5 467 $	**32 785 $**
50%						1 107 $	6 520 $	6 529 $	6 541 $	6 553 $	5 454 $	**32 703 $**
Dépense nette						23 295 $	137 238 $	137 443 $	137 696 $	137 933 $	114 798 $	**688 403 $**

Raylobec					**Tonnage annuel**	9 413	55 272	54 269	53 303	52 348	42 856	**267 461**
Ensemble des territoires & Contingences	267 461	**5**	**49.50**	**13 239 332**		465 956 $	2 745 084 $	2 749 188 $	2 754 257 $	2 758 983 $	2 296 228 $	**13 769 695 $**
5%						23 298 $	137 254 $	137 459 $	137 713 $	137 949 $	114 811 $	**688 485 $**
9.975%						46 479 $	273 822 $	274 231 $	274 737 $	275 209 $	229 049 $	**1 373 527 $**
Total avec taxes						**535 733 $**	**3 156 160 $**	**3 160 879 $**	**3 166 707 $**	**3 172 140 $**	**2 640 088 $**	**15 831 707 $**
Ristourne TPS 100%						23 298 $	137 254 $	137 459 $	137 713 $	137 949 $	114 811 $	**688 485 $**
50%						23 240 $	136 911 $	137 116 $	137 369 $	137 604 $	114 524 $	**686 764 $**
Dépense nette						489 195 $	2 881 995 $	2 886 304 $	2 891 626 $	2 896 587 $	2 410 752 $	**14 456 459 $**

RND					**Tonnage annuel**	11 410	66 395	64 400	62 470	60 595	48 980	**314 250**
Ensemble des territoires	314 250	5.0000	**35.00**	**10 998 750**		399 350 $	2 331 571 $	2 306 744 $	2 282 365 $	2 258 139 $	1 855 613 $	**11 433 782 $**
5%						19 968 $	116 579 $	115 337 $	114 118 $	112 907 $	92 781 $	**571 689 $**
9.975%						39 835 $	232 574 $	230 098 $	227 666 $	225 249 $	185 097 $	**1 140 520 $**
Total avec taxes						**459 153 $**	**2 680 724 $**	**2 652 178 $**	**2 624 149 $**	**2 596 295 $**	**2 133 492 $**	**13 145 991 $**
Ristourne TPS 100%						19 968 $	116 579 $	115 337 $	114 118 $	112 907 $	92 781 $	**571 689 $**
50%						19 918 $	116 287 $	115 049 $	113 833 $	112 625 $	92 549 $	**570 260 $**
Dépense nette						419 268 $	2 447 858 $	2 421 792 $	2 396 198 $	2 370 763 $	1 948 162 $	**12 004 042 $**

RND	**5%**				**Tonnage annuel**	571	3 320	3 220	3 124	3 030	2 449	**15 713**
Contingence de 5%	15 713	5.0000	**35.00**	**549 938**		19 968 $	116 579 $	115 337 $	114 118 $	112 907 $	92 781 $	**571 689 $**
5%						998 $	5 829 $	5 767 $	5 706 $	5 645 $	4 639 $	**28 584 $**
9.975%						1 992 $	11 629 $	11 505 $	11 383 $	11 262 $	9 255 $	**57 026 $**
Total avec taxes						**22 958 $**	**134 036 $**	**132 609 $**	**131 207 $**	**129 815 $**	**106 675 $**	**657 300 $**
Ristourne TPS 100%						998 $	5 829 $	5 767 $	5 706 $	5 645 $	4 639 $	**28 584 $**
50%						996 $	5 814 $	5 752 $	5 692 $	5 631 $	4 627 $	**28 513 $**
Dépense nette						20 963 $	122 393 $	121 090 $	119 810 $	118 538 $	97 408 $	**600 202 $**

RND					**Tonnage annuel**	11 981	69 715	67 620	65 594	63 625	51 429	**329 963**
Ensemble des territoires												
Contingence de 5%	329 963	5.0000	**35.00**	**11 548 688**		419 318 $	2 448 150 $	2 422 081 $	2 396 483 $	2 371 046 $	1 948 394 $	**12 005 471 $**
5%						20 966 $	122 407 $	121 104 $	119 824 $	118 552 $	97 420 $	**600 274 $**
9.975%						41 827 $	244 203 $	241 603 $	239 049 $	236 512 $	194 352 $	**1 197 546 $**
Total avec taxes						**482 110 $**	**2 814 760 $**	**2 784 787 $**	**2 755 357 $**	**2 726 110 $**	**2 240 166 $**	**13 803 290 $**
Ristourne TPS 100%						20 966 $	122 407 $	121 104 $	119 824 $	118 552 $	97 420 $	**600 274 $**
50%						20 913 $	122 101 $	120 801 $	119 525 $	118 256 $	97 176 $	**598 773 $**
Dépense nette						440 231 $	2 570 251 $	2 542 882 $	2 516 008 $	2 489 301 $	2 045 570 $	**12 604 244 $**

Total de tous les contrats enfouissement

Raylobec & RND						21 394	124 987	121 889	118 897	115 973	94 285	**597 424**
Ensemble des territoires	597 424	**5**	**41.49**	**24 788 019**		885 273 $	5 193 234 $	5 171 269 $	5 150 741 $	5 130 028 $	4 244 622 $	**25 775 166 $**
5%						44 264 $	259 662 $	258 563 $	257 537 $	256 501 $	212 231 $	**1 288 758 $**
9.975%						88 306 $	518 025 $	515 834 $	513 786 $	511 720 $	423 401 $	**2 571 073 $**
Total avec taxes						**1 017 843 $**	**5 970 920 $**	**5 945 666 $**	**5 922 064 $**	**5 898 250 $**	**4 880 254 $**	**29 634 997 $**
Ristourne TPS 100%						44 264 $	259 662 $	258 563 $	257 537 $	256 501 $	212 231 $	**1 288 758 $**
50%						44 153 $	259 013 $	257 917 $	256 893 $	255 860 $	211 701 $	**1 285 536 $**
Dépense nette						929 426 $	5 452 246 $	5 429 186 $	5 407 634 $	5 385 888 $	4 456 323 $	**27 060 703 $**

2020												
Redevances - coût net	24.68					528 053	3 146 693	3 130 084	3 114 302	3 098 460	2 569 405	**15 586 996**
					30.00 $							

Budget 2020 - taxe nette					Taux							
Enfouissement					48.32	1 033 746	6 039 360	5 889 689	5 745 091	5 603 791	4 555 839	**28 867 516**
Redevances					24.71	528 640	3 088 423	3 011 883	2 937 939	2 865 680	2 329 776	**14 762 341**
Écart						-104 907	-528 843	-342 302	-161 094	14 877	140 112	**-982 157**

Budget additonnel - Indexation des contrats						0	0	167 829	167 097	166 360	165 311	

Le budget additionnel en 2025 est demandé pour 12 mois.

Traitement :1001.001000.103159.04313.54503.014403.0000.000000.000000.00000.00000
Redevances: 1001.001000.103162.04313.54503.014468.0000.000000.000000.00000.00000

ÉVALUATION DES PRIX DES CONTRATS* :

Analyse des prix soumissionnés « Élimination » sans la majoration des prix unitaires pour l'éloignement (Km)

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme	Contrat #1				Contrat #2			
Soumissions conformes	**Prix soumis - 5 ans (taxes incluses)**	**Prix - 2 ans option (taxes incluses)**	**Contingences (taxes incluses)**	**GRAND TOTAL (taxes incluses)**	**Contrat 2 - prix soumis (taxes incluses)**	**Prix - 2 ans option (taxes incluses)**	**Contingences (taxes incluses)**	**TOTAL (TAXES INCLUSES)**
Territoires	**8 territoires (villes liées), L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro**				**Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (sect. privé), Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Léonard**			
Tonnage	**254 725**				**314 250**			
WM Québec inc. (Laval)	15 814 983.71 $	6 325 993.49 $	790 749.19 $	22 931 726.38 $	19 510 682.63 $	7 804 273.05 $	975 534.13 $	28 290 489.81 $
WM Québec inc. (Longueuil)	15 522 113.64 $	6 208 845.46 $	776 105.68 $	22 507 064.78 $	19 149 373.69 $	7 659 749.48 $	957 468.68 $	27 766 591.85 $
GFL Environmental Inc.	15 814 983.71 $	6 325 993.49 $	790 749.19 $	22 931 726.38 $	19 510 682.63 $	7 804 273.05 $	975 534.13 $	28 290 489.81 $
Recyclage Notre-Dame Inc.	10 250 452.41 $	4 100 180.96 $	512 522.62 $	14 863 155.99 $	**12 645 812.81 $**	**5 058 325.13 $**	**632 290.64 $**	**18 336 428.58 $**
Les Entreprises Raylobec Inc.	**14 497 068.40 $**	**5 798 827.36 $**	**724 853.42 $**	**21 020 749.18 $**	17 884 792.41 $	7 153 916.96 $	894 239.62 $	25 932 948.99 $
Estimation des professionnels	**12 962 429 $**				**15 991 534 $**			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)	1 534 639 $				(3 345 721) $			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation) /estimation) x 100]	12%				-21%			

*** N.B. Dans ce cadre, l'analyse comparative des prix soumis n'est plus possible en raison de la méthode d'adjudication pour l'attribution des contrats pour le volet « élimination ».**

* Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville.

Taxes : 1,14975

ÉVALUATION DES PRIX DES CONTRATS :
Analyse des prix soumissionnés « Élimination » sans la majoration des prix unitaires pour l'éloignement (Km)

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme

Soumissions conformes (taxes incluses)

Élimination	**8 territoires (villes liées)**	**Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (secteur privé)**	**L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève**	**Mercier–Hochelaga-Maisonneuve**	**Pierrefonds-Roxboro**	**Saint-Léonard**
Tonnage	**154 200**	**99 575**	**20 740**	**130 115**	**79 785**	**84 560**
WM Québec inc. (Laval)	9 573 738.30 $	6 182 263.24 $	1 287 674.01 $	8 078 384.95 $	4 953 571.40 $	5 250 034.44 $
WM Québec inc. (Longueuil)	9 396 446.85 $	6 067 776.88 $	1 263 828.20 $	7 928 785.23 $	4 861 838.60 $	5 152 811.58 $
GFL Environmental Inc.	9 396 446.85 $	6 067 776.88 $	1 263 828.20 $	7 928 785.23 $	4 861 838.60 $	5 152 811.58 $
Recyclage Notre-Dame Inc.	6 205 200.75 $	4 007 022.47 $	834 603.53 $	5 235 990.24 $	3 210 648.13 $	3 402 800.10 $
Les Entreprises Raylobec Inc.	8 775 926.78 $	5 667 074.63 $	1 180 367.84 $	7 405 186.20 $	4 540 773.79 $	4 812 531.57 $
Estimation des professionnels	**7 846 920 $**	**5 067 166 $**	**1 055 416 $**	**6 621 284 $**	**4 060 094 $**	**4 303 084 $**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)	(929 007) $	1 060 144 $	(124 952) $	1 385 293 $	(480 680) $	900 284 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation) /estimation) x 100]	-12%	21%	-12%	21%	-12%	21%

*** N.B. Dans ce cadre, l'analyse comparative des prix soumis n'est plus possible en raison de la méthode d'adjudication pour l'attribution des contrats pour le volet « élimination ».**

* Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville.

Taxes : 1,14975

ÉVALUATION DES PRIX DES CONTRATS :

Analyse des prix soumissionnés « Élimination » incluant la majoration des prix unitaires pour l'éloignement (Km)

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme	Contrat #1				Contrat #2			
Soumissions conformes	**Prix soumis - 5 ans (taxes incluses)**	**Prix - 2 ans option (taxes incluses)**	**Contingences (taxes incluses)**	**GRAND TOTAL (taxes incluses)**	**Contrat 2 - prix soumis (taxes incluses)**	**Prix - 2 ans option (taxes incluses)**	**Contingences (taxes incluses)**	**TOTAL (TAXES INCLUSES)**
Territoires	**8 territoires (villes liées)*, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro**				**Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (sect. privé), Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Léonard**			
Tonnage	**254 725**				**314 250**			
WM Québec inc. (Laval)	29 264 198.28 $	11 705 679.31 $	1 463 209.91 $	42 433 087.51 $	33 036 858.69 $	13 214 743.48 $	1 651 842.93 $	47 903 445.10 $
WM Québec inc. (Longueuil)	36 352 507.22 $	14 541 002.89 $	1 817 625.36 $	52 711 135.47 $	29 607 338.92 $	11 842 935.57 $	1 480 366.95 $	42 930 641.43 $
GFL Environmental Inc.	34 972 989.10 $	13 989 195.64 $	1 748 649.45 $	50 710 834.19 $	37 094 700.24 $	14 837 880.10 $	1 854 735.01 $	53 787 315.35 $
Recyclage Notre-Dame Inc.	27 817 388.63 $	11 126 955.45 $	1 390 869.43 $	40 335 213.51 $	**21 173 307.75 $**	**8 469 323.10 $**	**1 058 665.39 $**	**30 701 296.24 $**
Les Entreprises Raylobec Inc.	**23 819 307.49 $**	**9 527 722.99 $**	**1 190 965.37 $**	**34 537 995.85 $**	45 141 636.98 $	18 056 654.79 $	2 257 081.85 $	65 455 373.62 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	3 998 081 $				8 434 031 $			
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	17%				40%			

*** N.B. Dans ce cadre d'analyse, la comparaison avec l'évaluation des professionnels n'est plus possible en raison de la méthode d'adjudication pour l'attribution des contrats pour le volet « élimination ».**

* Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville.

Taxes : 1,14975

ÉVALUATION DES PRIX DES CONTRATS :
Analyse des prix soumissionnés « Élimination » incluant la majoration des prix unitaires pour l'éloignement (Km)

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme

Soumissions conformes (taxes incluses)

Élimination	**8 territoires (villes liées)***	**Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (secteur privé)**	**L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève**	**Mercier–Hochelaga-Maisonneuve**	**Pierrefonds-Roxboro**	**Saint-Léonard**
Tonnage	**154 200**	**99 575**	**20 740**	**130 115**	**79 785**	**84 560**
WM Québec inc. (Laval)	17 543 875.43 $	9 780 340.44 $	2 382 840.76 $	15 494 342.33 $	9 337 482.09 $	7 762 175.92 $
WM Québec inc. (Longueuil)	21 373 193.46 $	11 483 439.48 $	3 118 078.77 $	10 521 946.79 $	11 861 234.99 $	7 601 952.65 $
GFL Environmental Inc.	20 717 569.68 $	9 975 081.73 $	3 097 499.83 $	15 979 045.43 $	11 157 919.58 $	11 140 573.08 $
Recyclage Notre-Dame Inc.	16 516 116.90 $	**8 254 237.31 $**	2 443 552.20 $	**8 059 385.78 $**	8 857 719.53 $	**4 859 684.66 $**
Les Entreprises Raylobec Inc.	**14 161 154.57 $**	12 594 300.59 $	**2 122 945.22 $**	20 552 757.70 $	**7 535 207.70 $**	11 994 578.68 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	2 354 962 $	1 526 103 $	259 896 $	2 462 561 $	1 322 512 $	2 742 268 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	17%	18%	12%	31%	18%	56%

*** N.B. Dans ce cadre d'analyse, la comparaison avec l'évaluation des professionnels n'est plus possible en raison de la méthode d'adjudication pour l'attribution des contrats pour le volet « élimination ».**

* Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville.

Taxes : 1,14975

Les contrats examinés par la CEC doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0170) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Appel d'offres publics 20-18152

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme

Contrats d'élimination

Fournisseurs	Territoires - Agglomération de Montréal		Coûts soumissionnés	Instance	Critères Commission examen des contrats: > 10 millions	> 2 M$ + récurrent 3X	> 2 M$ + une seule soumission	> 2 M$ + > 20% A/O et estimation	> 2 M$ + > 20% 1er et 2è soumission.	> 2 M$ + fournisseur unique	> 2 M$ + consortium
Les Entreprises Raylobec Inc.	254 725 tonnes	L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	14 497 068 $	CG	Oui	Oui					
		Pierrefonds-Roxboro				Oui					
		Baie-D'Urfé				Oui					
		Beaconsfield				Oui					
		Dollard-des-Ormeaux				Oui					
		Dorval									
		Kirkland				Oui					
		Pointe-Claire				Oui					
		Sainte-Anne-de-Bellevue				Oui					
		Senneville				Oui					
Recyclage Notre-Dame inc.	314 250 tonnes	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	12 645 813 $	CG	Oui						
		Mercier–Hochelaga-Maisonneuve									
		Saint-Léonard				Oui					
			27 142 881 $								
Total			27 142 881.22 $	CG							

Numéro d'appel d'offres	**20-18152**
Titre de l'appel d'offres	**Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères**
Mode d'adjudication	**Plus bas soumissionnaire conforme**
Règle d'adjudication	**Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires**

Écarts entre les estimations du Service de l'environnement (DGMR) et le résultat de l'A/O (volet élimination)

Montant pour la durée des contrats - Taxes incluses

			Durée des contrats : 5 ans				***Option de prolongation : 2 ans***			**GRAND TOTAL (5 ans + 2 années d'option)**		
Numéro du lot	**Description**	**Territoire**	**Estimé de la GMR**	**Coût A/O**	**Écart ($)**	**Variation**	**Estimé de la GMR**	**Coût A/O**	**Écart ($)**	**Estimé de la GMR**	**Coût A/O**	**Écart ($)**
1	Élimination des ordures ménagères	8 villes liées et 5 arrondissements*	28 953 963.39 $	27 142 881.22 $	-1 811 082.17 $	-6.26%	11 581 585.36 $	10 857 152.49 $	-724 432.87 $	40 535 548.75 $	38 000 033.71 $	-2 535 515.04 $
		Grand total	**28 953 963.39 $**	**27 142 881.22 $**	**-1 811 082.17 $**	-6.26%	**11 581 585.36 $**	**10 857 152.49 $**	**-724 432.87 $**	**40 535 548.75 $**	**38 000 033.71 $**	**-2 535 515.04 $**

* Villesl iées : Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville
* Arrondissements : Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Pierrefonds-Roxboro.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 mars 2018

LES ENTREPRISES RAYLOBEC INC.
A/S MONSIEUR DOMENICO DANILO PIO
4799, RUE BERNARD-LEFEBVRE
LAVAL (QC) H7C 0A5

N° de décision : 2018-CPSM-1018817
N° de client : 3000222214

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous ENVIRO CONNEXIONS, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRISES RAYLOBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **25 septembre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 août 2019

RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.
A/S MONSIEUR MAXIM SYLVESTRE
8155, RUE LARREY
ANJOU (QC) H1J 2L5

No de décision : 2019-DAMP-0698
N° de client : 2700018824

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1206717005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Les Entreprises Raylobec Inc. pour la somme de 15 831 707 $ taxes incluses incluant une contingence de 753 891 $, et un (1) contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour la somme de 13 803 290 $ taxes incluses incluant une contingence de 657 300 $, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans, dépense totale de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $ - Appel d'offres public # 20-18152 - huit (8) soumissionnaires - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, comme indiqué dans les aspects financiers pour un montant total de 666 597 $ (taxes nettes).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18152_TCP_Élmination.pdf
20-18152 SEAO_Liste des commandes.pdf
20-18152_Procès verbal.pdf
20-18152_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marlene DUFOUR
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-24

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquistion de biens

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18152

No du GDD : 1206717005

Titre de l'appel d'offres : Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 23 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 4 - 6 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 8

Date du dernier addenda émis : 27 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 72 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 21

Nbre de soumissions reçues : 8

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 38,1

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 74 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 17 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Lieu de livraison 1			
Waste Management	35 325 666,34 $		
Raylobec	32 381 860,81 $	√	
GFL	35 325 666,34 $		
Recyclage Notre-Dame	22 896 265,22 $	√	
Lieu de livraison 2			
Waste Management	34 671 487,33 $		

Information additionnelle

Tel que stipulé à la clause 1.13.01 du Régie, le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat à un ou plusieurs SOUMISSIONNAIRES conformes, en fonction du plus bas prix, conformément aux modalités prévues à l'annexe 1.13.01 ainsi que dans l'annexe Modalité d'ajudication concernant le facteur de distance. Des vingt-et-un (21) preneurs, trois (3) sont de fonction public, 5 preneurs ont déjà déposé une soumission sous un autre numéro d'entreprise, un (1) preneur était dans l'incapacité d'obtenir le caution requise, un (1) preneur dit uniquement acheté le cahier des charges a des fins de consultation et trois (3) n'ont pas répondu à notre demande. Des huit (8) soumissions reçues, 4 était pour le volet élimination ordures ménagères (lieux de livraisons 1 & 2).

Préparé par : Marlène Dufour pour Éliane Clavette

Le 16 - 7 - 2020

No de l'appel d'offres
20-18152

Agent d'approvisionnement
Marlène Dufour

Conformité Oui

					Données	
Num. du Lot	**Descreption du lot**	**Soumissionnaires**	**Num. d'Item**	**Description d'item**	**Montant sans taxes**	**Montant taxes incluses**
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	Les Entreprises Raylobec inc.	1	Volet élimination - lieu de lvraison #1	28 164 262,50 $	32 381 860,81 $
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	Les Entreprises Raylobec inc.	2	Volet élimination - lieu de lvraison #2 *(si applicable)*		- $
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	Recyclage Notre-Dame	1	Volet élimination - lieu de lvraison #1	19 914 125,00 $	22 896 265,22 $
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	Recyclage Notre-Dame	2	Volet élimination - lieu de lvraison #2 *(si applicable)*		- $
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	WM Management	1	Volet élimination - lieu de lvraison #1	30 724 650,00 $	35 325 666,34 $
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	WM Management	2	Volet élimination - lieu de lvraison #2 *(si applicable)*	30 155 675,00 $	34 671 487,33 $
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	GFL Environnemental Inc.	1	Volet élimination - lieu de lvraison #1	30 724 650,00 $	35 325 666,34 $
1	Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères	GFL Environnemental Inc.	2	Volet élimination - lieu de lvraison #2 *(si applicable)*		- $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18152
Numéro de référence : 1358184
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9290-3939 qc inc 721 pie xii app b Vaudreuil-Dorion, QC, j7v 8r1 NEQ : 1169564953	Madame Geneviève Perron Téléphone : 514 984-3280 Télécopieur :	**Commande : (1725659)** 2020-04-03 11 h 39 **Transmission :** 2020-04-03 11 h 39	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-03 11 h 39 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 56 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Col Sel Transit Inc. 404 boulevard Décarie Suite 100 Montréal, QC, H4L5E6 NEQ : 1147977780	Madame Christine Côté Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	**Commande : (1722189)** 2020-03-25 13 h 50 **Transmission :** 2020-03-25 13 h 50	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 13 h 50 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 15 - Télécopie 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 41 - Télécopie 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Télécopie

				3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 57 - Télécopie 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Télécopie 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Télécopie 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 52 - Télécopie 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Complexe Enviro Connexions Ltée 3779, chemin des Quarante-Arpents Terrebonne, QC, J6V9T6 http://www.bficanada-quebec.com NEQ : 1149425598	Madame Sylvie Lesieur Téléphone : 450 434-2684 Télécopieur : 450 474-1871	**Commande : (1723219)** 2020-03-27 15 h 14 **Transmission :** 2020-03-27 15 h 14	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-27 15 h 14 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 56 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Derichebourg Canada Environnement 9000 boulevard ray lawson Montréal, QC, H1J1K8 http://www.derichebourg.com NEQ : 1170824479	Monsieur Raphaël Abbe Téléphone : 003 363-1580120 Télécopieur :	**Commande : (1721432)** 2020-03-24 8 h 26 **Transmission :** 2020-03-24 8 h 26	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 8 h 38 - Courriel 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 17 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions

				2020-05-04 12 h 55 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 35 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 12 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Developpement Effenco 3700 st-patrick Montréal, QC, H4E 1A2 NEQ : 1163689343	Monsieur Christian Lafrance Téléphone : 514 397-4020 Télécopieur :	**Commande : (1732518)** 2020-04-22 20 h 13 **Transmission :** 2020-04-22 20 h 13	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-22 20 h 13 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-22 20 h 13 - Téléchargement 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-22 20 h 13 - Téléchargement 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-22 20 h 13 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-22 20 h 13 - Téléchargement 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 55 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 12 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Éco Entreprises Québec 1600, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 600 Montréal, QC, H3H 1P9 NEQ : 1161481032	Madame Katlyn Dubé Téléphone : 514 987-1491 Télécopieur : 514 987-1598	**Commande : (1726548)** 2020-04-06 22 h 20 **Transmission :** 2020-04-06 22 h 20	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-06 22 h 20 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 55 - Courriel

				3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 12 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Enviro Connexion - Les Entreprises Raylobec Inc. 3779 chemin des quarante arpents Terrebonne, QC, J6V 9T6 NEQ : 1143149962	Madame Sylvie Lesieur Téléphone : 450 474-2084 Télécopieur : 450 474-1871	**Commande : (1724811)** 2020-04-01 14 h 36 **Transmission :** 2020-04-01 14 h 36	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-01 14 h 36 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 56 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Enviro Connexions 4799 rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 NEQ : 1160633906	Monsieur André Beausoleil Téléphone : 450 661-5080 Télécopieur : 450 661-8079	**Commande : (1722051)** 2020-03-25 10 h 40 **Transmission :** 2020-03-25 10 h 40	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 10 h 40 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 17 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 55 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel

				3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 12 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1722211)** 2020-03-25 14 h 12 **Transmission :** 2020-03-25 14 h 12	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 14 h 12 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 55 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 12 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5 NEQ : 1169671758	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1721768)** 2020-03-24 14 h 09 **Transmission :** 2020-03-24 14 h 09	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 8 h 38 - Courriel 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 17 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 55 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020

				2020-05-08 15 h 12 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5 NEQ : 1175311910	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1742893)** 2020-05-18 15 h 13 **Transmission :** 2020-05-18 15 h 13	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-18 15 h 13 - Téléchargement 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Hydro-Québec. 800, boul. de Maisonneuve Est , 11e étage sud Montréal, QC, H2L 4L8 http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/ NEQ :	Madame Maude Leblanc Téléphone : 418 845-6600 Télécopieur :	**Commande : (1733051)** 2020-04-23 17 h 14 **Transmission :** 2020-04-23 17 h 14	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-23 17 h 14 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-23 17 h 14 - Téléchargement 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-23 17 h 14 - Téléchargement 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-23 17 h 14 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-23 17 h 14 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	J.R Services Sanitaires 2565 chemin comtois Terrebonne, QC, j6x 0h6 NEQ : 1147749080	Monsieur Jean-Pierre Labelle Téléphone : 514 648-4222 Télécopieur : 514 648-3359	**Commande : (1721498)** 2020-03-24 9 h 14 **Transmission :** 2020-03-24 9 h 14	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 8 h 38 - Télécopie 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 15 - Télécopie 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis)

				2020-04-20 14 h 41 - Télécopie 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Télécopie 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 13 h 31 - Télécopie 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 37 - Télécopie 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Télécopie 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-28 8 h 58 - Télécopie 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur VÉRONIQUE BOULAY Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1728904)** 2020-04-14 20 h 07 **Transmission :** 2020-04-14 20 h 07	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-14 20 h 07 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-14 20 h 07 - Téléchargement 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 17 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 55 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 12 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R.C.I. Environnement une division de WM Québec 2400, chemin du Lac Longueuil, QC, J4N 1G8 NEQ : 1146435301	Madame Brigitte Sirois Téléphone : 514 352-2020 Télécopieur : 450 679-7611	**Commande : (1726749)** 2020-04-07 10 h 49 **Transmission :** 2020-04-07 10 h 49	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-07 10 h 49 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel

				3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 56 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	recyclage notre-dame inc 8155 rue larrey Montréal, QC, h1j2l5 NEQ : 1146231148	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1722159)** 2020-03-25 13 h 19 **Transmission :** 2020-03-25 13 h 19	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 13 h 19 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 56 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Services Ricova inc. 3400 rue de l'Éclipse suite 540 Brossard, QC, J4z 0P3 NEQ : 1165661415	Madame Maria Ouazzani Téléphone : 450 466-6688 Télécopieur : 450 466-8870	**Commande : (1722343)** 2020-03-25 19 h **Transmission :** 2020-03-25 19 h	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 19 h - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau)

				2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 56 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services Ricova inc. 3400 rue de l'Éclipse suite 540 Brossard, QC, J4z 0P3 NEQ : 1165661415	Madame Maria Ouazzani Téléphone : 450 466-6688 Télécopieur : 450 466-8870	**Commande : (1725758)** 2020-04-03 14 h 04 **Transmission :** 2020-04-03 14 h 04	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-03 14 h 04 - Téléchargement 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 56 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Lévis. 9009, boul. du Centre-Hospitalier 2e étage Lévis, QC, G6X 1L4 http://www.ville.levis.qc.ca NEQ :	Monsieur Maxime Chabot Téléphone : 418 835-4969 Télécopieur : 418 835-6175	**Commande : (1727669)** 2020-04-09 9 h 59 **Transmission :** 2020-04-09 9 h 59	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-04-09 9 h 59 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement 255, boul. Crémazie Est 4e étage, bureau 400	Monsieur El Mostafa Rakibe Téléphone : 514 872-5306	**Commande : (1723359)** 2020-03-29 18 h 52 **Transmission :**	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-29 18 h 52 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

	Montréal, QC, H2M 1L5 http://www.ville.montreal.qc.ca NEQ :	Télécopieur : 514 868-5984	2020-03-29 18 h 52	
☐	WM Quebec Inc. 2457 chemin du Lac Longueuil, QC, J4N 1P1 NEQ : 1146435301	Monsieur Vincent D'Adamo Téléphone : 226 972-8121 Télécopieur :	**Commande : (1721422)** 2020-03-24 8 h 17 **Transmission :** 2020-03-24 8 h 17	3284164 - 20-18152 Addenda_1_correction Date limite de réception des plaintes 2020-03-25 8 h 38 - Courriel 3291890 - 20-18152 Addenda 2, question & réponse 2020-04-09 11 h 14 - Courriel 3296917 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (devis) 2020-04-20 14 h 40 - Courriel 3296918 - 20-18152 Addenda 3, Report de date, Q/R & précisions (bordereau) 2020-04-20 14 h 40 - Téléchargement 3297767 - 20-18152 Addenda 4, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020-04-21 15 h 18 - Courriel 3305594 - 20-18152 Addenda_5_RGC modifié, Q-R & précisions 2020-05-04 12 h 55 - Courriel 3308487 - 20-18152 Addenda_6_Q-R #19 2020-05-07 12 h 36 - Courriel 3309753 - 20-18152 Addenda_7_Report de date au 28 mai 2020 2020-05-08 15 h 13 - Courriel 3321427 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (devis) 2020-05-27 14 h 51 - Courriel 3321428 - 20-18152 Addenda_8_prep Report de date au 4 juin 20, modif bord. (bordereau) 2020-05-27 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206717005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Les Entreprises Raylobec Inc. pour la somme de 15 831 707 $ taxes incluses incluant une contingence de 753 891 $, et un (1) contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour la somme de 13 803 290 $ taxes incluses incluant une contingence de 657 300 $, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans, dépense totale de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $ - Appel d'offres public # 20-18152 - huit (8) soumissionnaires - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, comme indiqué dans les aspects financiers pour un montant total de 666 597 $ (taxes nettes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206717005 -Intervention financièreV2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-24

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.32

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206717005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Les Entreprises Raylobec Inc. pour la somme de 15 831 707 $ taxes incluses incluant une contingence de 753 891 $, et un (1) contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour la somme de 13 803 290 $ taxes incluses incluant une contingence de 657 300 $, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans, dépense totale de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $ - Appel d'offres public # 20-18152 - huit (8) soumissionnaires - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, comme indiqué dans les aspects financiers pour un montant total de 666 597 $ (taxes nettes).

Rapport_CEC_SMCE206717005.pdf

Dossier # :1206717005

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE 206717005

Accorder un (1) contrat à Les Entreprises Raylobec Inc. pour la somme de 15 831 707 $ taxes incluses incluant une contingence de 753 891 $, et un (1) contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour la somme de 13 803 290 $ taxes incluses incluant une contingence de 657 300 $, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans, dépense totale de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $ - Appel d'offres public # 20-18152 - huit (8) soumissionnaires - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, comme indiqué dans les aspects financiers pour un montant total de 666 597 $ (taxes nettes).

"Original signé"	***"Original signé"***
Christian Arseneault	Linda Lajeunesse
Vice-présidence	Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206717005

Accorder un (1) contrat à Les Entreprises Raylobec Inc. pour la somme de 15 831 707 $ taxes incluses incluant une contingence de 753 891 $, et un (1) contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour la somme de 13 803 290 $ taxes incluses incluant une contingence de 657 300 $, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans, dépense totale de 29 634 997 $ taxes incluses incluant une contingence de 1 411 190 $ - Appel d'offres public # 20-18152 - huit (8) soumissionnaires - Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2022, comme indiqué dans les aspects financiers pour un montant total de 666 597 $ (taxes nettes).

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrats de plus de 10 M$ (2 lots)*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'environnement ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant ce contrat pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois, avec une option de prolongation de deux (2) ans.

Le Service a expliqué que cet appel d'offres, d'une durée de 74 jours, au cours duquel huit addendas ont été publiés, a permis de recevoir quatre soumissions conformes parmi les 21 preneurs des documents d'appel d'offres, dont 13 étaient réellement des soumissionnaires potentiels. Le Service est particulièrement satisfait du résultat de ce processus puisque le prix unitaire moyen obtenu pour ces contrats est de 10 % inférieur au prix passé et de 6.26 % inférieur à l'estimé de contrôle. Les responsables du dossier ont attribué ces écarts favorables, d'une part, au processus de sollicitation qui a généré une forte compétition entre les sites d'élimination des ordures ménagères et, d'autre

part, à la méthode d'adjudication des contrats pour ce volet. En effet, en plus de la capacité maximale disponible des soumissionnaires, cette méthode prend en considération le prix à la tonne métrique et l'ajustement de ce coût selon la distance à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et le centroïde spécifié.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat et salue la stratégie déployée puisque celle-ci a permis d'obtenir des prix beaucoup plus avantageux que par le passé.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrats de plus de 10 M$ (2 lots);*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE206717005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206810004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes incluses (contrat : 10 972 064,25 $ + contingences : 1 645 809,64 $ + incidences: 2 523 574,78 $) - Appel d'offres public IMM-15511 - (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 10 972 064,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15511;
2. d'autoriser une dépense de 1 645 809,64 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 2 523 574,78 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,45 % par l'agglomération, pour un montant de 6 578 959,45 $ taxes incluses et à 56,55 % par la ville centre pour un montant de 8 562 489,22 $, taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-02 09:37

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206810004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes incluses (contrat : 10 972 064,25 $ + contingences : 1 645 809,64 $ + incidences: 2 523 574,78 $) - Appel d'offres public IMM-15511 - (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. Il est situé au cœur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;

- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;

- L'amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode *« Gérance de construction »* : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 35 lots de travaux, incluant le présent lot L2601 « Électricité », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0604 - 6 mai 2020 - Accorder un contrat à Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3202 « Démolition édicule piétonnier » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 482 120,35 $, taxes incluses (contrat : 385 696,28 $ + contingences : 96 424,07 $) - Appel d'offres public IMM-15513 - (3 soumissionnaires).
CG20 0077 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15506 (3 soum.).

CG20 0031 - 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

DA197619001 - 31 juillet 2019 - Accorder un contrat de construction à Site Intégration Plus Inc. / Groupe SIP pour réaliser les travaux de construction du lot L2602 « Paratonnerre et démontage électrique extérieur » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 103 727,57 $, taxes et contingences incluses / Appel d'offres public IMM-15430 - 2 soumissionnaires.

CE19 1056 - 26 juin 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur « Dumoulin et Associés Réparation de Béton Ltée » pour la réalisation des travaux de construction du lot L0302 « Réparation de béton » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 219 802,29 $ (contrat de 191 132,43 $ + contingences de 28 669,86 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15428 (7 soumissionnaires).

CG19 0324 - 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0240 - 16 mai 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 3 543 401,23 $ (contrat de 2 834 720,98 $ + contingences de 708 680,25 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires).

CG19 0184 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel *Pomerleau inc.,* firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés,* équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0354 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Aedifica inc.,* seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, *CLEB* consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L2601 « Électricité » consistent principalement à fournir la main d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour effectuer les travaux d'électricité, tels que décrits dans les documents d'appel d'offres.
L'appel d'offres public IMM-15511, publié le 26 février 2020 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de cent (100) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 4 juin 2020.

Neuf (9) addendas ont été publiés :

Addenda n^{o} 1 (28 février 2020) : Révision de l'horaire de visite supervisée des lieux à l'avis public d'appel d'offres et à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Révision de l'article n^{o} 5 « Nature et description des travaux » du cahier des clauses administratives spéciales, et du document « portée générale des travaux » des Instructions aux soumissionnaires.

Addenda n^{o} 2 (24 mars 2020) : Réponses aux questions des soumissionnaires (6 questions) - Remise de l'addenda E-01 en électricité - Révision de plans en électricité (41 révisions) et ajout de plans pour information en mécanique (9 plans) et en électricité (1 plan) - Suspension de la période de visite supervisée des lieux à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires, en raison de la COVID-19 - Date de dépôt des soumissions reportée au 16 avril 2020.

Addenda n^{o} 3 (27 mars 2020) : Remise de l'addenda E-02 en électricité.

Addenda n^{o} 4 (9 avril 2020) : Remise de l'addenda E-03 en électricité - Ajout de plans pour information en mécanique (1 plan) - Date de dépôt des soumissions reportée au 21 mai 2020.

Addenda n^{o} 5 (17 avril 2020) : Remise de l'addenda E-04 en électricité - Remise du formulaire de soumission modifié (Révision 01).

Addenda n^{o} 6 (6 mai 2020) : Remise de l'addenda E-05 en électricité - Révision de la période de visite supervisée des lieux à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Révision de l'Annexe E « Règlement de gestion contractuelle » du cahier des clauses administratives générales - Révision de l'article n^{o} 7 « Date probable de début des travaux » et de l'article n^{o} 9 « Phasage des travaux » du cahier des clauses administratives spéciales - Révision de l'Annexe 2 « Programme de prévention du gérant » et ajout de l'Annexe J « Plan de réponse à la pandémie COVID-19 » au cahier des clauses administratives spéciales - Révision de plans en électricité (8 révisions) - Date de dépôt des soumissions reportée au 4 juin 2020.

Addenda n^{o} 7 (11 mai 2020) : Remise de l'addenda E-06 en électricité - Révision de plans en électricité (4 révisions).

Addenda n^{o} 8 (21 mai 2020) : Remise de l'addenda E-07 en électricité.

Addenda n^{o} 9 (22 mai 2020) : Remise de l'addenda E-08 en électricité.

Les addendas no 2, no 4 et no 6 ont eu un impact combiné de 64 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 2 avril 2020.

JUSTIFICATION

Il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels quatre (4) ont déposé une soumission. Deux preneurs ont acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ) et de la Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka. Un suivi a été effectué auprès des trois (3) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission.

- Une entreprise mentionne que l'envergure des travaux est trop grande pour qu'elle ait pu soumissionner, étant donné que son carnet de commandes est déjà bien rempli;
- Une entreprise mentionne qu'elle n'a actuellement pas les ressources suffisantes pour soumissionner les travaux, et qu'elle a par conséquent priorisé d'autres projets;
- Finalement, une entreprise n'a pas répondu à notre demande d'information.

Une soumission reçue a été jugée non-conforme et rejetée, car le soumissionnaire n'a pas effectué la visite obligatoire des lieux exigée aux documents d'appel d'offres.

Les trois autres (3) soumissions, jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres, ont été remises par :

- Les installations électriques Pichette inc.

- La Cie Électrique Britton ltée

- Lambert Somec inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les installations électriques Pichette inc.	10 972 064,25 $	1 645 809,64 $	12 617 873,89 $
La Cie Électrique Britton ltée	13 538 306,25 $	2 030 745,94 $	15 569 052,19 $
Lambert Somec inc.	15 888 099,76 $	2 383 214,96 $	18 271 314,72 $
Dernière estimation réalisée ($)	11 644 119,88 $	1 746 617,98 $	13 390 737,86 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(772 863,97) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-5,8 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			2 951 178,30 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			23,4 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme Les installations électriques Pichette inc.

L’écart de -5,8 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme Les installations électriques Pichette inc. et la dernière estimation des professionnels peut s’expliquer notamment par des écarts plus marqués à deux postes budgétaires spécifiques: *1.1 - Entrée électrique* (-13 %) et *1.2 - Groupe électrogène et accessoires* (-36 %).

Dans le premier cas, bien que les prix soumis à la plupart des items de ce poste soient comparables aux prix moyens des soumissions, celui fourni à l'item « Travaux relatifs aux réalimentations des bâtiments existants et des bâtiments périphériques » est substantiellement plus bas, ce qui peut s'expliquer par la possibilité que le soumissionnaire ait inclus le coût de ces travaux au poste *3.2 - Distribution électrique primaire,* car pour ce dernier, les prix présentés sont plus élevés que ceux de l'estimation et que ceux de la moyenne des soumissions.

Dans le second cas, il est possible que les coûts liés aux branchements électriques soient répartis différemment entre l’estimation des professionnels et celles des soumissionnaires. Le prix du plus bas soumissionnaire est par ailleurs légèrement au-dessus de la moyenne des prix soumis, ce qui porte à croire que le plus bas soumissionnaire a une compréhension adéquate de la portée des travaux.

Dans l'ensemble, peu de différence a été constatée entre le prix du plus bas soumissionnaire et la moyenne des prix soumis. Malgré un écart de 23 % entre les deux plus bas soumissionnaires conformes, l'estimation des professionnels se situe entre ces deux derniers en plus de présenter un faible écart avec la moyenne des soumissions, ce qui porte à conclure que le processus d'appel d'offres a permis d'obtenir un prix adéquat sur les marchés.

L'entreprise Les installations électriques Pichette inc. détient une attestation valide de l’Autorité des marchés publics, renouvelée jusqu'au 10 novembre 2022 (voir pièce jointe). La firme ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Ce dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, car le contrat répond aux critères d'examen suivants fixés par les conseils municipaux et d'agglomération :

- Contrat de plus de 10 M$ (incluant taxes et contingences).

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, présentant un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme Les installations électriques Pichette inc. s’engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 10 972 064,25 $, incluant les taxes. La provision pour contingences de 15 %, soit 1 645 809,64 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l’exécution des travaux puisque l'ensemble des conditions pour l'installation des nouveaux systèmes électriques n'est pas connu à ce jour.

Une provision, égale à 20 % du contrat total incluant les contingences, soit 2 523 574,78 $ incluant les taxes, est aussi recommandée pour couvrir des honoraires ou services supplémentaires hors contrat, dans l'éventualité où ceux-ci seraient requis en cours de

réalisation des travaux. Ce montant n'est pas inclus au contrat du fournisseur.

La dépense totale à autoriser est donc de 15 141 448,67 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 15 141 448,67 $ (taxes incluses), est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 8 562 489,22 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 6 578 959,45 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,45 % agglo et de 56,55 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 25 % en 2020, 50 % en 2021 et 25 % en 2022.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification *« LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants »* de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique. L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;

- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;

- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon le calendrier prévisionnel, les travaux du présent lot L2601 « Électricité » doivent débuter dans les meilleurs délais et se terminer au printemps 2022, de manière à ne pas retarder la livraison du bâtiment à l'été 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'adjudication de ce contrat dans les meilleurs délais permettra de débuter les travaux rapidement alors que s'amorce la réouverture des chantiers. Ceci limiterait d'une part de potentiels retards sur le projet occasionnés par la pandémie, en plus de favoriser la relance de l'économie locale suite à une période d'inactivité imposée par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Premier passage au comité exécutif 5 août 2020

Commission permanente sur l'examen des contrats 12 août 2020

Second passage au comité exécutif 19 août 2020

Passage au conseil municipal 24 août 2020

Décision d’accorder le contrat par le conseil d’agglomération 27 août 2020

Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) 7 septembre 2020

Période de travaux Septembre 2020 à Mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-09

Jean CAPPELLI
Chef de division des projets MAM & aménagements

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs
Tél : 514-868-7854
Approuvé le : 2020-06-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-01

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 2601: Électricité
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15511

Les installations électriques Pichette inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	0,7%	68 000,00	3 400,00	6 783,00	**78 183,00**
	Exigences générales / Appareillage	22,1%	2 108 585,00	105 429,25	210 331,35	**2 424 345,60**
	Éclairage	32,5%	3 098 298,00	154 914,90	309 055,23	**3 562 268,13**
	Distribution électrique et mise à la terre	38,4%	3 661 701,00	183 085,05	365 254,67	**4 210 040,72**
	Alarme Incendie	2,2%	211 114,00	10 555,70	21 058,62	**242 728,32**
	Audiovisuel	1,9%	183 788,00	9 189,40	18 332,85	**211 310,25**
	Mise en marche / service des installations	0,9%	82 730,00	4 136,50	8 252,32	**95 118,82**
	UPS	1,2%	110 784,00	5 539,20	11 050,70	**127 373,90**
	Salle polyvalente	0,2%	18 000,00	900,00	1 795,50	**20 695,50**
	Sous-total :	**100,0%**	**9 543 000,00**	**477 150,00**	**951 914,25**	**10 972 064,25**
	Contingences	15,0%	1 431 450,00	71 572,50	142 787,14	1 645 809,64
	Total - Contrat :		**10 974 450,00**	**548 722,50**	**1 094 701,39**	**12 617 873,89**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	20,0%	**2 194 890,00**	**109 744,50**	**218 940,28**	**2 523 574,78**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**13 169 340,00**	**658 467,00**	**1 313 641,67**	**15 141 448,67**
Ristournes:	Tps 100,00%			658 467,00		658 467,00
	Tvq 50,0%				656 820,83	656 820,83
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**13 169 340,00**	**0,00**	**656 820,83**	**13 826 160,83**

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 11 novembre 2019

LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PICHETTE INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PICHETTE
3080, RUE PEUGEOT
LAVAL (QC) H7L 5C5

No de décision : 2019-DAMP-1087
N° de client : 2700023480

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PICHETTE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **10 novembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion de projets immobiliers
Division des projets corporatifs

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES IMM-15511
Date de publication : 26 février 2020
Date d'ouverture : 4 juin 2020

Liste des preneurs du cahier des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Association de la construction du Québec (ACQ)
2	Bruneau Électrique inc.
3	Installations Électriques L.H. ltée
4	La Cie Électrique Britton ltée
5	Lambert Somec inc.
6	Les Installations Électriques Pichette inc.
7	Municipalité Saint-Stanislas-de-Kostka
8	Réko ltée
9	Services Électriques Enixum inc.
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 27 SEPTEMBRE 2019
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Phase 2

A19-SC-12

Localisation :	275, rue Notre-Dame Est, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Fait partie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Inscrit au répertoire des propriétés municipales d'intérêt patrimonial
Reconnaissance provinciale :	Fait partie du site patrimonial de Montréal (Vieux-Montréal) (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « Lieu historique national du Canada »

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande du Service de la gestion et de la planification immobilière, considérant l'article 12.1 paragraphe 9 du règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136).

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION[1]

L'hôtel de ville de Montréal est un véritable symbole de l'administration civile à l'échelle nationale puisqu'il s'agit du premier hôtel de ville monumental au Canada. Le secteur dans lequel il s'inscrit constitue le centre administratif municipal et judiciaire de Montréal. Il occupe un vaste site entre la rue Notre-Dame et le Champ-de-Mars, en face du château Ramezay, à proximité de la place Jacques-Cartier et du palais de justice. Son emplacement au sommet de la rue Notre-Dame, un « dos-d'âne » naturel, en fait un point de repère et d'orientation majeur au cœur de la ville. La façade arrière de l'édifice, incluant la terrasse de l'allonge, surplombe le Champ-de-Mars. L'édifice comprend deux sous-sols, un rez-de-chaussée (donnant sur la place Vauquelin), trois niveaux et un étage de combles surmonté par de hauts toits brisés et par un campanile.

Les travaux de construction de l'hôtel de ville commencent en 1872 d'après les plans des architectes Alexander Cowper Hutchison et Henri-Maurice Perrault. Un incendie survenu en mars 1922 oblige la Ville à reconstruire l'édifice. On confie le projet aux architectes de la Ville, Louis Parant et ensuite à L. J. D. Lafrenière. Le chantier débute en 1923. Seuls les murs extérieurs sont conservés, un étage de pierre est ajouté, les toits brisés sont modifiés et un campanile remplace le sommet du pavillon central. L'inauguration de l'immeuble reconstruit a lieu en 1926. Quelques années plus tard, soit en 1932, l'édifice est agrandi à l'arrière vers le Champ-de-Mars. L'architecte Siméon Brais est responsable des travaux qui se terminent en 1934. Une restauration importante du bâtiment a lieu de 1990 à 1992 à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, notamment celle d'éléments de pierre taillée au niveau de l'étage de comble, à l'arrière. Les

[1] Contenu tiré majoritairement de : Ville de Montréal, *Évaluation du patrimoine urbain. Arrondissement de Ville-Marie*, 2005, p. 70. / Ville de Montréal, Site internet des propriétés municipales d'intérêt patrimonial, fiche du bâtiment Hôtel de Ville. 2005-2019.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

fenêtres d'origine des deux derniers étages sont remplacées dans les années 1990. En 2000, un nouvel éclairage architectural est inauguré dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Les toits et les corniches en cuivre ainsi que des éléments d'ornementation font l'objet de travaux de restauration de 2008 à 2010.



Localisation de l'hôtel de ville de Montréal (gauche) / Hôtel de ville de Montréal (droite). Source : Google Maps, 2019

DESCRIPTION DU PROJET À L'ÉTUDE

Historique du dossier

En janvier 2019, le CPM avait été consulté à la demande de la Division du patrimoine sur la phase 1 du projet de réfection de l'hôtel de ville, qui concernant les travaux de restauration de l'enveloppe du bâtiment (incluant la restauration et le remplacement de fenêtres), l'imperméabilisation des fondations et le dégarnissage des espaces intérieurs. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre d'un projet global de restauration patrimoniale, de mise aux normes et de certification LEED. Les principes d'aménagement guidant les travaux visent entre autres à faciliter l'accueil des citoyens, restaurer plusieurs composantes d'origine (dont les fenêtres et les boiseries), simplifier les circulations et augmenter l'efficacité énergétique du bâtiment. Le CPM a émis un avis (A19-SC-02) daté du 8 février 2019.

Le 24 mai 2019, le CPM a été consulté pour la phase 2 du projet de restauration et de mise aux normes, concernant les interventions suivantes :

- Interventions majeures sur les plans d'aménagement intérieurs ;
- Agrandissement sur le toit-terrasse de l'allonge ;
- Ouverture dans le hall d'honneur ;
- Aménagement du hall au rez-de-chaussée ;
- Boiseries et vitrages intérieurs à modifier et restaurer ;
- Intégration du système de chauffage sur les étages patrimoniaux ;
- Simplification des plafonds des étages patrimoniaux ;
- Création d'un porche au sous-sol 1 ;

- Modification du tunnel et de l'édicule au sous-sol 2 ;
- Restauration des marquises Vauquelin et Gosford telles quelles.

Il a émis à ce sujet un avis préliminaire (A19-SC-10, 20 juin 2019).

Description du projet

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu lors de sa séance du 30 août 2019 les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière, du Service de l'urbanisme et de la mobilité et les représentants de la firme externe mandatée. La phase 2 du projet a été retravaillée suivant l'avis du CPM et la nouvelle version lui est présentée pour avis.

Notons que, depuis la dernière présentation du projet, l'agrandissement prévu sur la terrasse arrière a été revu à la baisse, en accord avec la recommandation précédente du CPM de maintenir cet espace ouvert. Une nouvelle proposition a été introduite à ce stade-ci du projet : le morcellement et le déplacement des comptoirs de marbres du rez-de-chaussée, ainsi que le déplacement de la boîte de perception des taxes, deux éléments datant de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923. Ces interventions sont présentées comme nécessaires pour agrandir la perception de l'espace public et pour l'aménagement d'un espace d'exposition, d'un espace café et une salle familiale au rez-de-chaussée. Il est proposé de remodeler et de modifier les comptoirs afin de leur donner de nouvelles fonctions : ainsi, une partie serait utilisée dans la salle de café, une autre comme comptoir d'accueil du service du greffe, etc.

ENJEUX

Le CPM remercie les représentants pour leur présentation claire, détaillée et bien argumentée. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires et recommandations sur les aspects du projet qui lui ont été présentés.

Nouveau volume sur la terrasse

Le CPM voit d'un bon œil le retrait de la tente actuellement présente et apprécie la réduction du volume de l'agrandissement proposé sur la terrasse par rapport à la dernière présentation. Il souligne en particulier la légèreté de l'agrandissement proposé, dont la composition donne l'image d'un volume qu'on pose sur la terrasse, qui s'intègre bien à la matérialité et au volume de l'hôtel de ville. Cette proposition constitue selon lui une amélioration par rapport à l'existant, mais également par rapport à la version précédente qui lui a été présentée en mai dernier. Il apprécie également que cet agrandissement sur la terrasse soit accessible à tous et espère que les événements protocolaires qui s'y dérouleront sporadiquement ne nuiront pas à l'usage public de la terrasse. Enfin, il recommande de réfléchir dès maintenant à la végétation qui sera présente sur la terrasse afin que celle-ci soit arrimée aux aménagements. Il considère aussi qu'une réflexion est nécessaire quant à l'illumination de nuit qui proviendra de l'intérieur et à la grande visibilité qu'elle donnera à l'ajout par rapport à l'ensemble du bâtiment.

Stratégie de conservation

Dans son avis du 24 mai 2019 (A19-SC-10), le CPM avait demandé la formulation d'une stratégie de conservation de manière à justifier clairement comment les nouvelles interventions s'arriment aux composantes patrimoniales. Bien qu'il comprenne l'explication fournie selon laquelle on revient le plus possible aux composantes d'origines (notamment pour les fenêtres), il constate que cette stratégie n'est pas celle employée pour l'ensemble des interventions prévues, dont les intérieurs. Il regrette que les interventions lui soient encore présentées à la pièce et que les choix de conservation ne soient pas appuyés.

Tel qu'il l'a mentionné dans son avis A19-SC-10, le CPM réitère la nécessité de produire une stratégie de conservation. Cet outil est essentiel pour, d'une part, asseoir les choix qui sont faits quant au remplacement ou à la conservation des éléments, et, d'autre part, pour démontrer les liens et l'impact des nouvelles interventions sur les composantes patrimoniales. Dans ses avis, le CPM recommande la réalisation de tels documents pour de nombreux bâtiments patrimoniaux ; en l'occurrence, il lui paraît essentiel que l'on fasse preuve de pratiques de conservation exemplaires pour le bâtiment le plus important de la ville. À ce sujet, il rappelle l'intention de la Ville d'être un gestionnaire et un propriétaire exemplaires de ses bâtiments patrimoniaux. Il est d'avis que l'hôtel de ville de Montréal est l'édifice tout désigné pour mettre en œuvre cette intention.

Éléments patrimoniaux intérieurs

Tel que mentionné précédemment, le CPM perçoit certaines incohérences quant aux choix de conservation puisque d'un côté, on affirme vouloir enlever les ajouts subséquents, mais, de l'autre, on modifie certains éléments d'origine. Ainsi, le CPM est étonné de l'intention nouvelle de scinder les comptoirs de marbre historiques du rez-de-chaussée pour les disposer à différents endroits. Ce geste n'est pas anodin puisque ceux-ci datent de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923 et témoignent du courant Art déco dans la décoration intérieure de l'édifice. Plutôt que des éléments de mobilier pouvant être déplacés, il s'agit véritablement de composantes architecturales qui contribuent à l'articulation de l'espace. En les scindant et en les déplaçant, on modifie leur fonction d'origine qui était de séparer l'espace public de l'espace privé (réservé aux employés de la Ville). Le CPM comprend la volonté d'augmenter l'espace public de cet étage ; toutefois, il lui paraît que cela pourrait être fait tout en respectant les composantes patrimoniales. Le CPM insiste pour que les comptoirs de marbres soient maintenus tels quels au rez-de-chaussée et conservent leur fonction historique de démarcation d'espaces. Ceci peut s'effectuer en les intégrant aux nouvelles fonctions.

Les mêmes inquiétudes s'appliquent à la boîte de perception des taxes qui trône entre les comptoirs de marbre au rez-de-chaussée et qui témoigne de manière éloquente de l'histoire de la municipalité de Montréal. Le CPM insiste par conséquent pour que cet élément soit maintenu à son emplacement actuel et historique et ne soit pas muséifié. Il est d'avis que ces éléments patrimoniaux significatifs peuvent très bien s'intégrer à l'aménagement prévu du rez-de-chaussée.

À cet égard, le CPM souligne certains projets exemplaires de conversion où les comptoirs d'origine ont été intégrés, dont celui de l'ancienne succursale de la Banque Royale sur la rue Saint-Jacques en un café (le Crew Collective & Café). Les éléments d'origine tels les comptoirs ont tous été conservés à leur emplacement d'origine tout en conservant leur fonction de séparation des espaces publics et privés.

Enfin, concernant la volonté de remplacer le verre givré de la fenestration de certaines portes par du verre clair, le CPM se demande si le verre givré est un élément d'origine (1923). Le cas échéant, il recommande de conserver le verre givré en place, d'autant plus qu'il contribue à l'intimité des espaces de travail par rapport aux aires de circulation.

Édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars

La démolition et le remplacement de l'édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars avaient été présentés au comité mixte (composé du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger) dans le cadre du projet de la place des Montréalaises. Il était prévu de démolir et de transformer l'édicule et une entrée de livraison pour l'hôtel de ville. Dans son avis préliminaire en date du 3 juillet 2019 (AC19-SC-02), le comité mixte avait émis certains commentaires à ce sujet, jugeant qu'il s'agissait d'un geste architectural fort pour un édicule de service et qu'il gagnerait à être traité plus sobrement.

Depuis la présentation du projet de la place des Montréalaises en juin dernier, la démolition et le remplacement de l'édicule ont été transférés sous la gouverne du projet de restauration et de mises aux normes de l'hôtel de ville. Dans le cadre du présent avis, il est demandé au CPM de se positionner formellement sur la démolition de l'édicule. Or, le projet de remplacement, présenté très sommairement, ne semble pas avoir changé depuis la dernière présentation. En l'absence des détails sur le projet de remplacement, d'information sur les interventions paysagères et sur l'arrimage de l'édicule avec la passerelle, le CPM ne peut se prononcer à l'heure actuelle sur la démolition de l'édicule. Il est d'avis qu'il y a trop d'inconnus pour qu'il prenne position à ce sujet. Tout en rappelant que les commentaires et recommandations qu'il avait formulés à cet égard dans l'avis du comité mixte sur le projet de la place des Montréalaises sont toujours valides, il souhaite que l'édicule existant soit documenté et que le nouvel édicule lui soit présenté de manière détaillée pour avis dans le cadre d'une réunion dédiée spécifiquement à ce projet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal voit de manière très positive le projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville. Il émet par conséquent un avis favorable, conditionnel à la conservation in situ des comptoirs de marbre et de la boîte de perception. Il formule également les recommandations suivantes :

- Bien qu'il aurait été plus pertinent de le faire plus tôt dans le projet, il serait tout de même nécessaire de formuler une stratégie de conservation, ne serait-ce que pour permettre d'assurer un dossier documentaire complet du projet pour la postérité ;
- Advenant que le verre givré des portes soit un élément d'origine, le conserver ou le remplacer par du verre identique plutôt que du verre clair ;
- Mener une réflexion sur le mobilier et la végétation qui seront présents sur la terrasse et au sein de l'agrandissement de sorte qu'ils soient intégrés dès maintenant dans la réflexion sur le design urbain afin d'éviter qu'ils ne soient ajoutés à la fin et soient détachés de leur contexte ;
- Constatant que l'éclairage intérieur de l'agrandissement sur la terrasse (qui sera vitré) sera très visible le soir, le CPM insiste pour qu'il soit arrimé au plan lumière de l'édifice ;

- Concernant les aménagements intérieurs prévus, le CPM souhaite mettre en garde les concepteurs contre la tendance à réaliser des aménagements s'inspirant trop fortement de tendances esthétiques actuelles qui risquent ne pas être adaptés aux besoins à long terme et de mal vieillir. Il recommande de réaliser des aménagements intérieurs sensibles à la fonction et au caractère patrimonial de l'hôtel de ville en misant sur un vocabulaire qui traversera le temps.

Le CPM souhaite que le projet de démolition et de remplacement de l'édicule de la station de métro Champ-de-Mars présent à l'angle des rues Saint-Antoine et Gosford lui soit présenté pour avis. À cet effet, il recommande de :

- Présenter l'historique de l'édicule
- Documenter et réaliser un plan de l'édicule existant
- Présenter en détail la construction proposée (plans, élévations, coupes, matérialité)

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 11 octobre 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206810004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes incluses (contrat : 10 972 064,25 $ + contingences : 1 645 809,64 $ + incidences: 2 523 574,78 $) - Appel d'offres public IMM-15511 - (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206810004 - Travaux de construction lot L2601 - Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-22

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.33

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206810004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes incluses (contrat : 10 972 064,25 $ + contingences : 1 645 809,64 $ + incidences: 2 523 574,78 $) - Appel d'offres public IMM-15511 - (4 soumissionnaires).

Rapport_CEC_SMCE206810004.pdf

Dossier # :1206810004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce
Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE206810004

Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 «Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes incluses (contrat : 10 972 064,25 $ + contingences : 1 645 809,64 $ + incidences: 2 523 574,78 $) - Appel d'offres public IMM-15511 - (4 soumissionnaires).

"Original signé"

Christian Arseneault
Vice-présidence

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206810004

Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 «Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes incluses (contrat : 10 972 064,25 $ + contingences : 1 645 809,64 $ + incidences: 2 523 574,78 $) - Appel d'offres public IMM-15511 - (4 soumissionnaires).

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant cet appel d'offres pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 «Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal.

Puis, le Service a expliqué que cet appel d'offres, d'une durée de 100 jours, au cours duquel neuf addendas ont été publiés, a permis de recevoir quatre soumissions, dont une non conforme, parmi les neuf preneurs des documents d'appel d'offres. En outre, le plus bas soumissionnaire conforme a soumis un prix de 5,8 % inférieur à l'estimé de contrôle, alors que la différence entre les deux plus basses soumissions conformes est de 23,4 %. L'analyse du Service permet d'expliquer cet écart puisqu'il a été démontré

que le deuxième plus bas soumissionnaire conforme a surestimé le coût de l'item "réalimentation", en plus de proposer des équipements d'éclairage plus coûteux que ceux soumis par l'adjudicataire en réponse au devis de performance du bordereau.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat. Les commissaires ont souligné leur appréciation par rapport à la stratégie de cet appel d'offres ainsi que par rapport à la gestion et au suivi globalement exemplaire de ce projet. La Commission a statué quant à la conformité du processus et a salué l'obtention d'un prix avantageux.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE206810004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1203438028

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077.16 $, taxes incluses (contrat : 29 145 012,75$ + contingences : 4 371 751,91 $ + incidences 862 312,50 $) - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Coffrages Alliance ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 29 145 012,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020;

2. d'autoriser une dépense de 4 371 751,91 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 862 312,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-23 14:14

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438028**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077.16 $, taxes incluses (contrat : 29 145 012,75$ + contingences : 4 371 751,91 $ + incidences 862 312,50 $) - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le bassin versant Gouin, situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville de la ville de Montréal (Ville), est un territoire desservi par un réseau d'égouts de type unitaire. Le collecteur principal qui draine ce secteur est une conduite de 1800 mm de diamètre qui passe sous le boulevard Gouin entre les rues Lachapelle et Lavigne.
Dans le cadre d'un protocole d'entente datant de novembre 2009 convenu avec le gouvernement du Québec, la Ville s'est engagée à construire un ouvrage de rétention, appelé bassin de rétention Lavigne, qui permettra de diminuer les débordements d'eaux usées à la Rivière des Prairies. L'objectif de contrôle des débordements pour ce secteur est de six épisodes par année pour la période du 1er mai au 31 octobre.

La phase 1 de la construction du bassin de rétention Lavigne qui consistait à l'excavation des tunnels et du bassin de rétention en tant que tel, l'installation des conduites en tunnel et la construction des structures d'accès s'est terminée en septembre 2019.

Un deuxième appel d'offres a été lancé au mois de mai 2019 pour la phase 2 du projet qui consistait à la construction des ouvrages situés dans le parc Lefebvre, soient: la structure du bassin de rétention, la chambre de régulation et l'édicule de service. Comme la seule soumission reçue pour cet appel d'offres dépassait largement l'estimation, il a été annulé.

La Direction de l'épuration des eaux usées a donc réévalué les travaux à exécuter et pris la décision de regrouper dans un seul appel d'offres tous les travaux requis pour terminer la

construction du bassin de rétention Lavigne. Ainsi, à la phase 2 s'est ajoutée le raccordement du bassin au réseau existant sous le boulevard Gouin.

L'appel d'offres public a été lancé le 12 mars 2020 et l'ouverture des soumissions a été effectuée le 30 juin 2020. La durée de validité des soumissions est de 120 jours.

Seize (16) addenda ont été émis :

· Addenda 1 en date du 19 mars: ajout de plans;
· Addenda 2 en date du 30 juin: amendement au cahier des charges;
· Addenda 3 en date du 7 avril: amendement au cahier des charges et questions/réponses;
· Addenda 4 en date du 23 avril: questions/réponses;
· Addenda 5 en date du 30 avril: questions/réponses et publication des changements au règlement de gestion contractuelle;
· Addenda 6 en date du 6 mai: questions/réponses;
· Addenda 7 en date du 11 mai: questions/réponses;
· Addenda 8 en date du 19 mai: questions/réponses;
· Addenda 9 en date du 22 mai: report de la date d'ouverture des soumissions au 18 juin et questions/réponses;
· Addenda 10 en date du 29 ma: questions/réponses;
· Addenda 11 en date du 8 juin: questions/réponses;
· Addenda 12 en date du 10 juin: report de la date d'ouverture des soumissions au 25 juin et questions/réponses;
· Addenda 13 en date du 12 juin: ajouts et modifications au cahier des charges en raison de l'impact de la Covid-19 sur les chantiers de construction;
· Addenda 14 en date du 17 juin: questions/réponses;
· Addenda 15 en date du 19 juin: report de la date d'ouverture des soumissions au 30 juin et questions/réponses.
· Addenda 16 en date du 30 juin: précision sur les instructions aux soumissionnaires

Dans le cadre de ce contrat, des frais incidents de 862 312,50 $ taxes incluses sont requis, pour couvrir entre autres les honoraires et les activités de contrôle de la qualité, les honoraires de surveillance de la signalisation et de la gestion de la circulation et ceux d'un agent de liaison.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 17 0364 - 24 août 2017 - Accorder un contrat à EBC inc. pour le bassin de rétention Lavigne - Phase 1 : construction des conduites en tunnel et des structures d'accès aux arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent - Dépense totale de 39 910 131,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5048A-EC-105-12 (5 soum.)

DESCRIPTION

Le bassin de rétention Lavigne est un ouvrage souterrain en béton de forme circulaire de 40 m de diamètre, 21 m de hauteur et enfoui à 25m de profondeur.
Les travaux consistent à fournir tous les matériaux, la main-d'oeuvre, la supervision et les équipements nécessaires à la réalisation des travaux de la phase 2 du projet de construction du bassin de rétention Lavigne.

Les principaux travaux à exécuter dans le cadre du présent contrat comprennent, sans s'y limiter :

· la protection des aires de travail, la déviation et la gestion de la circulation pendant la construction par l'installation de clôtures antibruit additionnelles, de glissières de sécurité et

d’une signalisation appropriée, conformément aux normes applicables de signalisation de travaux;
· la localisation, le support et la protection des utilités publiques;
· le relevé topographique du site d’implantation des structures avant le début des travaux;
· le relevé des radiers des conduites existantes pour valider les données montrées aux plans de construction;
· le défrichement, la préparation et la délimitation des aires de travail et des aires d’entreposage des matériaux, si requis;
· le pompage des eaux d’infiltration stagnantes au fond de l’excavation du bassin et des nouvelles excavations vers le réseau d’égout existant, en passant par des bacs de filtration;
· l’excavation de roc supplémentaire par dynamitage ou au marteau et pour la mise au bon niveau du fond du bassin de rétention et l’évacuation des déblais toutes catégories confondues (roc, sols meubles, débris de construction);
· l’excavation de la chambre de régulation et l’évacuation des déblais toutes catégories confondues (roc, sols meubles, débris de construction);
· le renforcement des parois des excavations de la chambre et du bassin partout ou requis;
· la construction du bassin de rétention incluant tous les travaux connexes;
· la construction de la chambre de régulation incluant les équipements mécaniques, électriques, les instruments de contrôle et tous les travaux connexes;
· la construction de l’édicule de service incluant, la structure, l’architecture, l’électricité, la mécanique et l’aménagement extérieur et tous les travaux connexes;
· la construction des structures d’interception Ranger et Golf et du nouvel égout de 900 mm sous le boulevard incluant tous les travaux y afférents selon les plans fournis et les exigences des devis contractuels;
· le soutènement temporaire et la protection superficielle des parois d’excavation de tous les ouvrages à construire;
· le contrôle, la gestion et le pompage et la dérivation temporaire des eaux usées, des eaux d’infiltration, de ruissellement de fonte de neige dans les excavations, pendant toute la période des travaux;
· le contrôle, la gestion, le pompage et la dérivation temporaire des eaux coulant dans le réseau pendant la réalisation de travaux spécifiques (déviation d’égout, démolition des conduites existantes dans les structures, etc.);
· la fourniture et mise en place des matériaux de remblai de toutes les structures à construire;
· la reconstruction de la chaussée: sous-fondation, fondation et pavage endommagés par les travaux;
· la reconstruction des aménagements de surface et la remise en état des lieux sur l’ensemble des sites à la fin des travaux.

JUSTIFICATION

Vingt-cinq entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et trois d'entre elles ont déposé une soumission. Un seul avis de désistement a été reçu mentionnant un risque trop élevé en raison du traitement de l'impact de la pandémie Covid19 sur le chantier de construction. Treize preneurs de documents étaient des sous-traitants et quatre des fournisseurs de produits et services. Après vérification auprès des quatre autres preneurs de documents, l'un d'entre eux a mentionné la limite de responsabilité trop importante pour leur entreprise et trois autres le manque de temps et de ressources pour préparer leur soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**CONTINGENCES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Coffrage Alliance ltée.	29 145 012,75 $	4 371 751,91 $	33 516 764,66 $
Construction Dematheiu & Bard (CDB) inc.	33 699 919,84 $	5 054 987,98 $	38 754 907,82 $
EBC inc.	33 890 318,44 $	5 083 547,77 $	38 973 866,21 $

Dernière estimation réalisée ($)	33 354 008,05 $	5 003 101,21 $	38 357 109,26 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(4 840 344,60 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(12,62 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			5 238 143,16 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,63 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation est favorable de 12,62 %. La construction de la structure du bassin de rétention (article 3.1 du bordereau de soumission) explique 70 % de cet écart (3 397 060 $). Il explique également 59 % (3 080 755 $) de l'écart entre le deuxième plus bas soumissionnaire et la plus basse soumission. Il faut mentionner que Coffrage Alliance ltée. est une entreprise spécialisée en coffrage-bétonnage qui constitue l'ouvrage principal du projet.

Le présent dossier répond à un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, puisque sa valeur est supérieure à 10 M$.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Coffrage Alliance ltée., 2000, rue de Lierre, Laval, H7G 4Y4. Cette entreprise n’est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu’au 31 août 2020.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie Coffrage Alliance ltée. détient une attestation valide de l’Autorité des Marchés Public. Ce document a été reproduit en pièce jointe.

Il est recommandé d'octroyer à Coffrage Alliance ltée., un contrat pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin au montant de sa soumission, soit 29 145 012,75 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la construction d'un bassin de rétention de 20 000 m3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin est de : 34 379 077,16 $ taxes incluses, incluant 4 371 751,91 $ pour les contingences et 862 312,50 $ pour les frais incidents. Ceci représente un montant de 31 392 679,83 $ net de ristournes de taxes. Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l’agglomération puisqu’elle concerne l’assainissement des eaux qui est une compétence d’agglomération en vertu de la Loi sur l’exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources, pour réduire les débordements d'eaux usées non traitées au fleuve.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le projet n'était pas réalisé, la Ville ne serait pas en mesure de rencontrer les objectifs environnementaux de rejet à l'émissaire Lavigne. En raison des effets liés aux changements climatiques sur l'intensité et la fréquence des pluies, le nombre de déversements ainsi que les quantités d'eaux usées rejetées à chaque épisode à la Rivière des Prairies augmenteraient au cours des prochaines années. La vulnérabilité du secteur face aux risques de refoulements d'égouts et d'inondations serait élevée.
De plus, la pérennité de l'excavation du bassin réalisée lors de la phase 1 au coût de 36 M$ en serait grandement fragilisée.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 août 2020;
- Début du contrat : septembre 2020;
- Fin des travaux : avril 2022.

Note : Pause hivernale de fin décembre 2020 à mi-mars 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie PLOUFFE, 14 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-09

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

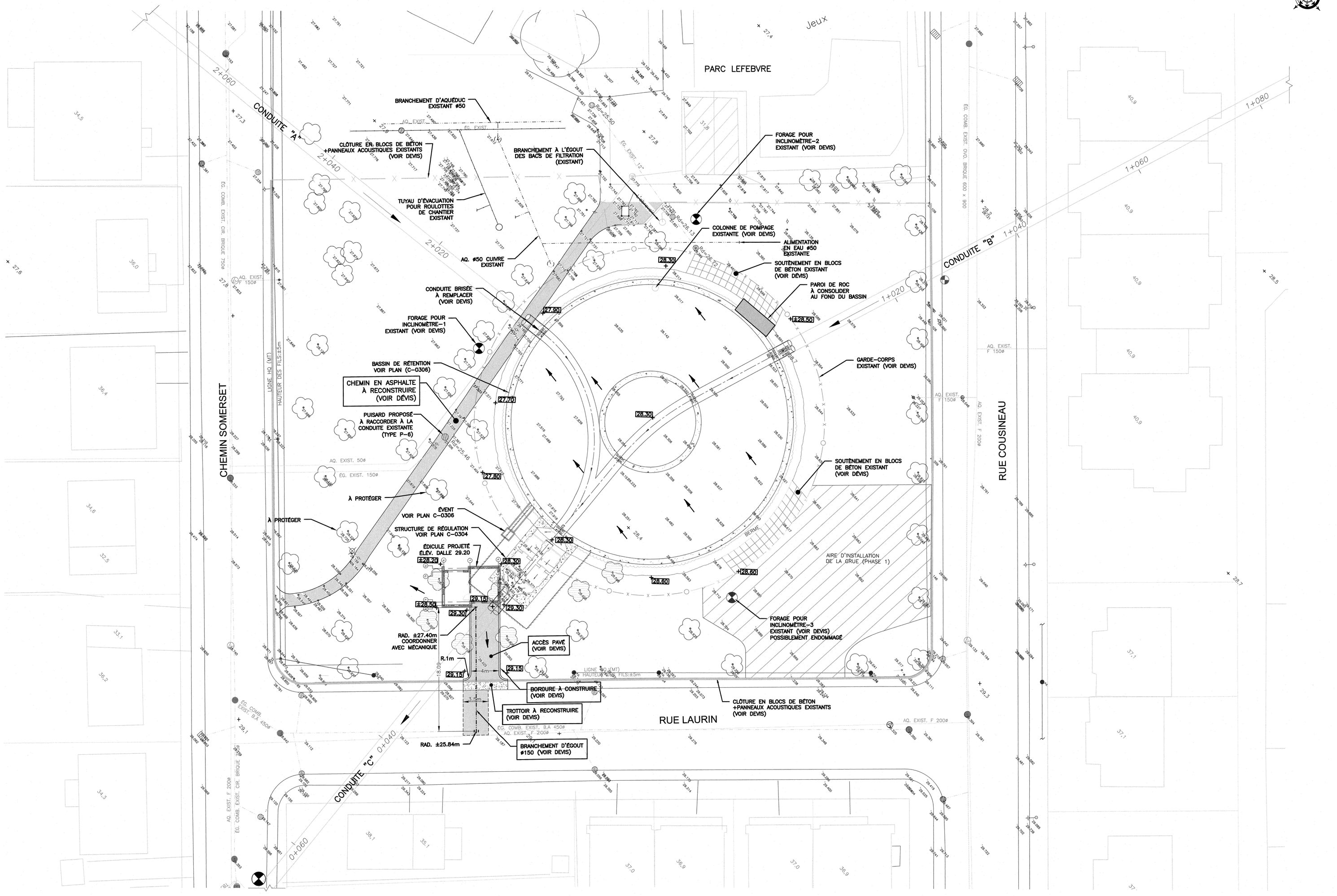
Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-07-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-21



NIVEAU FINAL PROJETÉ +28.20
NIVEAU TERRAIN NATUREL 28.20
PENTES FINALES

ARBRES À ENLEVER
ARBRES À PROTÉGER

NOTE : (INSTALLATION DE CHANTIER)

1– L'ENTREPRENEUR DOIT PROPOSER UN PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER DE FAÇON À CRÉER DES ACCÈS AU CHANTIER SÉCURITAIRES ET À PRÉSERVER LE MAXIMUM D'ARBRES SITUÉS PROCHES DE LA ZONE DES TRAVAUX.

POUR SOUMISSION
CE PLAN NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

No: de feuille 02 | C-0001

Plan clé

LÉGENDE

EXISTANT		PROPOSÉ
	REGARD PUISARD	
	FEUX DE CIRCULATION	
	REGARD D'ÉGOUT	
	CHAMBRE DE VANNE	
	BORNE FONTAINE	
	VANNE D'AQUEDUC	
	PUISARD CIRCULAIRE	
	PUISARD RECTANGULAIRE	
	PUISARD TROTTOIR	
	REGARD (CSEVM)	
	REGARD BELL	
	REGARD H-Q.	
GAZ	VANNE DE GAZ	
	BOLLARD	
	LAMPADAIRE	
	FEUX DE CIRCULATION ET LAMPADAIRE	
P	PARCOMÈTRE	P
	CONDUITE D'ÉGOUT PLUVIAL	
	CONDUITE D'ÉGOUT SANITAIRE	
	CONDUITE D'ÉGOUT COLLECTEUR	
	CONDUITE D'ÉGOUT PAROIES	
	CONDUITE D'AQUEDUC	
GAZ	CONDUITE DE GAZ	GAZ
BC	MASSIF BELL	BC
HQ	MASSIF HYDRO QUÉBEC	HQ
CE	MASSIF DE LA CSEM	CE
	CLÔTURE	
	SONDAGE GÉOTECHNIQUE	
	ARBRE	
	LIGNE DE LOT	
	TROTTOIR	
	BORDURE	
× 15.435	NIVEAU EXISTANT	
	NIVEAU PROPOSÉ	24.62
	TROU D'ARPENTAGE	
	GICLEURS	
	BANC	
	TROTTOIR À REMPLACER	

No.	DESCRIPTION	AAAA–MM–JJ	PRÉP. PAR	APP. PAR
01	ÉMIS POUR APPEL D'OFFRES	2020–01–27	J.E.D.	A.L.

REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS

Consultant:

Sceaux:

Antoine Lounnas 135544 QUÉBEC
03/03/2020

Montréal
SERVICE DE L'EAU
DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES
DIVISION DES COLLECTEURS ET BASSINS DE RÉTENTION

Projet: BASSIN LAVIGNE–PHASE 2
CONSTRUCTION D'UN BASSIN DE RÉTENTION DE 20000 M³, DES STRUCTURES D'INTERCEPTION ET D'UN COLLECTEUR 900mm SOUS LE BOULEVARD GOUIN

Titre: PLAN DE LOCALISATION ET D'AMÉNAGEMENT BASSIN LAVIGNE

Dessiné par: Jean Edner Demorcy, ing.	Vérifié par: Ahcène Lounnas, ing.
Préparé par: Jean Edner Demorcy, ing.	Approuvé par: Ahcène Lounnas, ing.
Chargé de projet: Ahcène Lounnas, ing.	Surintendant/Assistant surintendant: André Lemieux, ing./Hugo St-Denis, ing.
No. dessin manufacturier: –	Plan d'origine: –
Échelle: 1:200	Contrat consultant: –
Date: 2017–04–03	Contrat ville: 5048B–EC–105–12

Plan numéro: Secteur 3960 | Système 000 | Disc C | Num.Séq. 0001 | Page 00 | Rév. 01

0 0.000 00M

T:\Collecteur\13.02_Égouts\PROJETS\5048B–EC–3960–12_Lavigne\5. Plans\6. Plans actifs\Plan de travail\02–(C–0001).dwg

2016

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 23 août 2019

COFFRAGE ALLIANCE LTÉE
A/S MONSIEUR FRANÇOIS POMERLEAU
2000, RUE DE LIERRE
LAVAL (QC) H7G 4Y4

No de décision : 2019-DAMP-0735
N° de client : 2700024942

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GROUPE DE LIERRE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFFRAGE ALLIANCE LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **22 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 5048B-EC-105-12-2020
Numéro de référence : 1355022
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Construction d'un bassin de rétention de 20 000 m. c, des structures d'interception et d'un collecteur de 900mm sous le boulevard Gouin

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9090-5092 Québec Inc (Coffrages Synergy) 53 H Chemin Lavaltrie Lavaltrie, QC, j5t 2h4	Madame Nadine Gagnon Téléphone : 450 586-1400 Télécopieur : 579 260-6583	**Commande : (1749878)** 2020-06-02 15 h 32 **Transmission :** 2020-06-02 15 h 32	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3307773 - Addenda 6 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3315543 - Addenda 8 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3318522 - Addenda 9 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3322926 - Addenda 10 2020-06-02 15 h 32 - Téléchargement 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel

			3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9090-5092 Québec Inc (Coffrages Synergy) 53 H Chemin Lavaltrie Lavaltrie, QC, j5t 2h4	Madame Nadine Gagnon Téléphone : 450 586-1400 Télécopieur : 579 260-6583	**Commande : (1752741)** 2020-06-09 9 h 51 **Transmission :** 2020-06-09 9 h 51	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3286776 - Addenda 2 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3307773 - Addenda 6 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3315543 - Addenda 8 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3318522 - Addenda 9 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3322926 - Addenda 10 2020-06-09 9 h 51 - Aucun 3328367 - Addenda 11 2020-06-09 9 h 51 - Aucun Mode privilégié : Ne pas recevoir
ADS Canada Inc. 250A boul. Industriel Saint-Germain-de-Grantham, QC, J0C 1K0 http://www.ads-pipecanada.ca	Monsieur Robert Lajoie Téléphone : 819 395-4244 Télécopieur :	**Commande : (1738763)** 2020-05-07 13 h 34 **Transmission :** 2020-05-07 13 h 34	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement

			3286776 - Addenda 2 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3307773 - Addenda 6 2020-05-07 13 h 34 - Téléchargement 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 46 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 46 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 22 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 36 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Advanced Drainage Systems 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, app 1404 Montréal, QC, H3H1V2	Monsieur Daniel Dermardiros Téléphone : 514 816-	**Commande : (1750396)** 2020-06-03 13 h 59	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

1504
Télécopieur :

Transmission :
2020-06-03 13 h 59

3280101 - Addenda 1 (plan)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3286776 - Addenda 2
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3290259 - Addenda 3 (devis)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3290260 - Addenda 3 (plan)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3299043 - Addenda 4 (devis)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3299044 - Addenda 4 (bordereau)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3303989 - Addenda 5 (devis)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3303990 - Addenda 5 (plan)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3307773 - Addenda 6
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3310371 - Addenda 7 (devis)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3310372 - Addenda 7 (plan)
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3315543 - Addenda 8
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3318522 - Addenda 9
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3322926 - Addenda 10
2020-06-03 13 h 59 - Téléchargement

3328367 - Addenda 11
2020-06-08 14 h 42 - Courriel

3330289 - Addenda 12
2020-06-10 17 h - Courriel

3331173 - Addenda 13 (devis)
2020-06-11 17 h 26 - Courriel

3331174 - Addenda 13 (bordereau)
2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement

3334539 - Addenda 14 (devis)
2020-06-17 22 h 13 - Courriel

3334540 - Addenda 14 (bordereau)
2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement

3335768 - Addenda 15
2020-06-19 11 h 51 - Courriel

3340568 - Addenda 16
2020-06-30 10 h 39 - Courriel

3341597 - Ouverture de l'appel d'offres
2020-07-02 9 h 55 - Courriel

3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2

			2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Advanced Drainage Systems 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, app 1404 Montréal, QC, H3H1V2	Monsieur Daniel Dermardiros Téléphone : 514 816-1504 Télécopieur :	**Commande : (1753368)** 2020-06-10 8 h 58 **Transmission :** 2020-06-10 8 h 58	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3307773 - Addenda 6 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3315543 - Addenda 8 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3318522 - Addenda 9 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3322926 - Addenda 10 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3328367 - Addenda 11 2020-06-10 8 h 58 - Téléchargement 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement

			3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1716214)** 2020-03-13 8 h 30 **Transmission :** 2020-03-13 8 h 30	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 24 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 25 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 36 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel

			3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cegerco Inc. 1180 Bersimis, C.P 8420 Chicoutimi, QC, G7H 5C2	Madame Marcelle Bolduc Téléphone : 418 543-6159 Télécopieur : 418 543-0706	**Commande : (1716949)** 2020-03-16 8 h 05 **Transmission :** 2020-03-16 8 h 05	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 25 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 27 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 41 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 34 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2

			2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Coffrage Alliance Ltée, Entrepreneur Général 2000 rue De Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 http://www.coffrage-alliance.ca	Madame Louise Genest Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1718194)** 2020-03-17 13 h 55 **Transmission :** 2020-03-17 13 h 55	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 22 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 16 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 16 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 46 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 46 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 19 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 36 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Construction Demathieu & Bard (CDB) Inc. 170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 4P7	Monsieur Nicolas Lauzier Téléphone : 450 569-8043 Télécopieur : 450 431-4235	**Commande : (1719694)** 2020-03-19 13 h 38 **Transmission :** 2020-03-19 13 h 38	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 21 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 16 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 16 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 46 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 46 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 48 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 36 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228	**Commande : (1716670)** 2020-03-13 15 h 08	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 17 h 21 - Messagerie

	Télécopieur : 418 522-9758	**Transmission :** 2020-03-13 15 h 08	3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 25 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 43 - Messagerie 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 16 h 15 - Messagerie 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 29 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Kiewit 3055, boul. St-Martin Ouest, Bureau 200 Laval, QC, H7T 0J3 http://www.kiewit.com/	Madame Lorraine Mikhail Téléphone : 450 978-5977 Télécopieur :	**Commande : (1722544)** 2020-03-26 10 h 50 **Transmission :** 2020-03-26 10 h 50	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-26 10 h 50 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-26 10 h 50 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel

3290259 - Addenda 3 (devis)
2020-04-07 13 h 24 - Courriel

3290260 - Addenda 3 (plan)
2020-04-07 14 h 22 - Messagerie

3299043 - Addenda 4 (devis)
2020-04-23 10 h 45 - Courriel

3299044 - Addenda 4 (bordereau)
2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement

3303989 - Addenda 5 (devis)
2020-04-30 18 h 16 - Courriel

3303990 - Addenda 5 (plan)
2020-04-30 18 h 16 - Courriel

3307773 - Addenda 6
2020-05-06 15 h 40 - Courriel

3310371 - Addenda 7 (devis)
2020-05-11 14 h 46 - Courriel

3310372 - Addenda 7 (plan)
2020-05-11 14 h 46 - Courriel

3315543 - Addenda 8
2020-05-19 15 h 21 - Messagerie

3318522 - Addenda 9
2020-05-22 14 h 36 - Courriel

3322926 - Addenda 10
2020-05-29 11 h 08 - Courriel

3328367 - Addenda 11
2020-06-08 14 h 42 - Courriel

3330289 - Addenda 12
2020-06-10 17 h - Courriel

3331173 - Addenda 13 (devis)
2020-06-11 17 h 26 - Courriel

3331174 - Addenda 13 (bordereau)
2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement

3334539 - Addenda 14 (devis)
2020-06-17 22 h 13 - Courriel

3334540 - Addenda 14 (bordereau)
2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement

3335768 - Addenda 15
2020-06-19 11 h 51 - Courriel

3340568 - Addenda 16
2020-06-30 10 h 39 - Courriel

3341597 - Ouverture de l'appel d'offres
2020-07-02 9 h 55 - Courriel

3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2
2020-07-02 9 h 56 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Construction Polaris CMM Inc.
500-797 boulevard Lebourgneuf
Québec, QC, G2J0B5

Monsieur Patrick Chicoine
Téléphone : 418 861-9877
Télécopieur :

Commande : (1715974)
2020-03-12 14 h 49
Transmission :
2020-03-12 17 h 42

3280100 - Addenda 1 (devis)
2020-03-19 16 h 32 - Courriel

3280101 - Addenda 1 (plan)
2020-03-19 17 h 21 - Messagerie

3286776 - Addenda 2
2020-03-30 15 h 34 - Courriel

3290259 - Addenda 3 (devis)
2020-04-07 13 h 24 - Courriel

3290260 - Addenda 3 (plan)
2020-04-07 14 h 24 - Messagerie

			3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 42 - Messagerie 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 16 h 13 - Messagerie 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 25 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1717742)** 2020-03-17 8 h 16 **Transmission :** 2020-03-17 8 h 55	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 17 h 22 - Messagerie 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 25 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 27 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement

3303989 - Addenda 5 (devis)
2020-04-30 18 h 17 - Courriel

3303990 - Addenda 5 (plan)
2020-04-30 18 h 44 - Messagerie

3307773 - Addenda 6
2020-05-06 15 h 41 - Courriel

3310371 - Addenda 7 (devis)
2020-05-11 14 h 47 - Courriel

3310372 - Addenda 7 (plan)
2020-05-11 16 h 16 - Messagerie

3315543 - Addenda 8
2020-05-19 15 h 33 - Messagerie

3318522 - Addenda 9
2020-05-22 14 h 37 - Courriel

3322926 - Addenda 10
2020-05-29 11 h 08 - Courriel

3328367 - Addenda 11
2020-06-08 14 h 43 - Courriel

3330289 - Addenda 12
2020-06-10 17 h 01 - Courriel

3331173 - Addenda 13 (devis)
2020-06-11 17 h 26 - Courriel

3331174 - Addenda 13 (bordereau)
2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement

3334539 - Addenda 14 (devis)
2020-06-17 22 h 13 - Courriel

3334540 - Addenda 14 (bordereau)
2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement

3335768 - Addenda 15
2020-06-19 11 h 51 - Courriel

3340568 - Addenda 16
2020-06-30 10 h 40 - Courriel

3341597 - Ouverture de l'appel d'offres
2020-07-02 9 h 56 - Courriel

3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2
2020-07-02 9 h 57 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

EBC Inc.
3900 rue Isabelle
Brossard, QC, J4Y 2R3

Madame Nathalie Leo
Téléphone : 450 444-9333
Télécopieur : 450 444-9330

Commande : (1716089)
2020-03-12 16 h 33
Transmission :
2020-03-12 16 h 33

3280100 - Addenda 1 (devis)
2020-03-19 16 h 32 - Courriel

3280101 - Addenda 1 (plan)
2020-03-19 16 h 32 - Courriel

3286776 - Addenda 2
2020-03-30 15 h 34 - Courriel

3290259 - Addenda 3 (devis)
2020-04-07 13 h 25 - Courriel

3290260 - Addenda 3 (plan)
2020-04-07 14 h 28 - Messagerie

3299043 - Addenda 4 (devis)
2020-04-23 10 h 45 - Courriel

3299044 - Addenda 4 (bordereau)
2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement

3303989 - Addenda 5 (devis)
2020-04-30 18 h 17 - Courriel

3303990 - Addenda 5 (plan)
2020-04-30 18 h 17 - Courriel

			3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 41 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 36 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 14 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 14 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1718109)** 2020-03-17 12 h 44 **Transmission :** 2020-03-18 4 h 43	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 17 h 23 - Messagerie 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 25 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 30 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 47 - Messagerie 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 41 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel

			3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 16 h 18 - Messagerie 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 40 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 27 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 27 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 14 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 14 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 52 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1717580)** 2020-03-16 15 h 50 **Transmission :** 2020-03-17 8 h 07	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 17 h 24 - Messagerie 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 23 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 16 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 42 - Messagerie 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 16 h 19 - Messagerie 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 23 - Messagerie

			3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 36 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1745507)** 2020-05-25 7 h 43 **Transmission :** 2020-05-25 7 h 43	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3307773 - Addenda 6 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement

3310372 - Addenda 7 (plan)
2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement

3315543 - Addenda 8
2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement

3318522 - Addenda 9
2020-05-25 7 h 43 - Téléchargement

3322926 - Addenda 10
2020-05-29 11 h 08 - Courriel

3328367 - Addenda 11
2020-06-08 14 h 42 - Courriel

3330289 - Addenda 12
2020-06-10 17 h 01 - Courriel

3331173 - Addenda 13 (devis)
2020-06-11 17 h 26 - Courriel

3331174 - Addenda 13 (bordereau)
2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement

3334539 - Addenda 14 (devis)
2020-06-17 22 h 13 - Courriel

3334540 - Addenda 14 (bordereau)
2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement

3335768 - Addenda 15
2020-06-19 11 h 51 - Courriel

3340568 - Addenda 16
2020-06-30 10 h 39 - Courriel

3341597 - Ouverture de l'appel d'offres
2020-07-02 9 h 55 - Courriel

3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2
2020-07-02 9 h 56 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Gastier M.P. Inc.
7825, Henri-Bourassa Est
Montréal, QC, H1E 1N9
http://www.gastier.com

Madame Kristina Bérubé
Téléphone : 514 325-4220
Télécopieur : 514 325-3822

Commande : (1717239)
2020-03-16 11 h 02
Transmission :
2020-03-16 11 h 02

3280100 - Addenda 1 (devis)
2020-03-19 16 h 32 - Courriel

3280101 - Addenda 1 (plan)
2020-03-19 16 h 32 - Courriel

3286776 - Addenda 2
2020-03-30 15 h 34 - Courriel

3290259 - Addenda 3 (devis)
2020-04-07 13 h 24 - Courriel

3290260 - Addenda 3 (plan)
2020-04-07 14 h 23 - Messagerie

3299043 - Addenda 4 (devis)
2020-04-23 10 h 45 - Courriel

3299044 - Addenda 4 (bordereau)
2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement

3303989 - Addenda 5 (devis)
2020-04-30 18 h 17 - Courriel

3303990 - Addenda 5 (plan)
2020-04-30 18 h 17 - Courriel

3307773 - Addenda 6
2020-05-06 15 h 40 - Courriel

3310371 - Addenda 7 (devis)
2020-05-11 14 h 47 - Courriel

3310372 - Addenda 7 (plan)
2020-05-11 14 h 47 - Courriel

			3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 23 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 36 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Altus Limitée - Consultation en analyse de coûts et gestion de projets 1100 Boul. Rene-Levesque Ouest 16th floor Montréal, QC, H3B 4N4 http://www.groupealtus.com	Monsieur Michael Atalla Téléphone : 514 890-8855 Télécopieur :	**Commande : (1723473)** 2020-03-30 9 h 46 **Transmission :** 2020-03-30 9 h 46	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-30 9 h 46 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-30 9 h 46 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 25 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 28 - Messagerie

			3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Québeco Inc. 451 rue Mercure Mont-Tremblant, QC, J8E 3H6 http://www.groupequebeco.com	Monsieur Sébastien Marcoux Téléphone : 819 717-3434 Télécopieur : 819 717-3330	**Commande : (1722997)** 2020-03-27 9 h 58 **Transmission :** 2020-03-27 10 h 03	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-27 9 h 58 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-27 9 h 58 - Messagerie 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 26 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 43 - Messagerie 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 16 h 15 - Messagerie 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 33 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel

			3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1717576)** 2020-03-16 15 h 46 **Transmission :** 2020-03-16 15 h 46	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 25 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 29 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 41 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 39 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel

			3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 27 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 27 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 14 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 14 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 52 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2	Monsieur Daniel Paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1724934)** 2020-04-01 19 h 04 **Transmission :** 2020-04-01 20 h 26	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-04-01 19 h 04 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-04-01 19 h 04 - Messagerie 3286776 - Addenda 2 2020-04-01 19 h 04 - Téléchargement 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 25 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 28 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 45 - Messagerie 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 41 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 16 h 17 - Messagerie 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 38 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 27 - Courriel

			3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 27 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 14 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 14 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Ferrailleurs du Québec Inc 165 Rue de Liverpool C.P. 153 Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, g3a 1v9 http://www.armature-trepanier.com	Monsieur Alain Barbeau Téléphone : 418 878-4848 Télécopieur : 418 878-4960	**Commande : (1721339)** 2020-03-23 16 h 41 **Transmission :** 2020-03-23 16 h 41	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-23 16 h 41 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-23 16 h 41 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 24 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 26 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 40 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 30 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau)

			2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Vanessa Abou-Merhi Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur :	**Commande : (1716715)** 2020-03-13 15 h 40 **Transmission :** 2020-03-13 15 h 40	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 25 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 30 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 41 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 41 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 27 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 27 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 14 - Courriel

			3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 14 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 52 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Produits BCM LTEE 340 rue Emile-Couture Chicoutimi Saguenay, QC, G7H 8B6 http://www.produitsbcm.com	Monsieur Bruno Tremblay Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1739865)** 2020-05-11 11 h 44 **Transmission :** 2020-05-11 11 h 44	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3307773 - Addenda 6 2020-05-11 11 h 44 - Téléchargement 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 27 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 08 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 42 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau)

			2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 13 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 39 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 55 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1739102)** 2020-05-08 9 h 36 **Transmission :** 2020-05-08 9 h 36	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3286776 - Addenda 2 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3307773 - Addenda 6 2020-05-08 9 h 36 - Téléchargement 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 37 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel

			3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau) 2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement 3334539 - Addenda 14 (devis) 2020-06-17 22 h 14 - Courriel 3334540 - Addenda 14 (bordereau) 2020-06-17 22 h 14 - Téléchargement 3335768 - Addenda 15 2020-06-19 11 h 51 - Courriel 3340568 - Addenda 16 2020-06-30 10 h 40 - Courriel 3341597 - Ouverture de l'appel d'offres 2020-07-02 9 h 56 - Courriel 3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2 2020-07-02 9 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1716707)** 2020-03-13 15 h 35 **Transmission :** 2020-03-13 15 h 35	3280100 - Addenda 1 (devis) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3280101 - Addenda 1 (plan) 2020-03-19 16 h 32 - Courriel 3286776 - Addenda 2 2020-03-30 15 h 34 - Courriel 3290259 - Addenda 3 (devis) 2020-04-07 13 h 25 - Courriel 3290260 - Addenda 3 (plan) 2020-04-07 14 h 28 - Messagerie 3299043 - Addenda 4 (devis) 2020-04-23 10 h 45 - Courriel 3299044 - Addenda 4 (bordereau) 2020-04-23 10 h 45 - Téléchargement 3303989 - Addenda 5 (devis) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3303990 - Addenda 5 (plan) 2020-04-30 18 h 17 - Courriel 3307773 - Addenda 6 2020-05-06 15 h 41 - Courriel 3310371 - Addenda 7 (devis) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3310372 - Addenda 7 (plan) 2020-05-11 14 h 47 - Courriel 3315543 - Addenda 8 2020-05-19 15 h 35 - Messagerie 3318522 - Addenda 9 2020-05-22 14 h 37 - Courriel 3322926 - Addenda 10 2020-05-29 11 h 09 - Courriel 3328367 - Addenda 11 2020-06-08 14 h 43 - Courriel 3330289 - Addenda 12 2020-06-10 17 h 01 - Courriel 3331173 - Addenda 13 (devis) 2020-06-11 17 h 26 - Courriel 3331174 - Addenda 13 (bordereau)

2020-06-11 17 h 26 - Téléchargement

3334539 - Addenda 14 (devis)
2020-06-17 22 h 13 - Courriel

3334540 - Addenda 14 (bordereau)
2020-06-17 22 h 13 - Téléchargement

3335768 - Addenda 15
2020-06-19 11 h 51 - Courriel

3340568 - Addenda 16
2020-06-30 10 h 40 - Courriel

3341597 - Ouverture de l'appel d'offres
2020-07-02 9 h 56 - Courriel

3341600 - Ouverture appel d'offres partie 2
2020-07-02 9 h 57 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438028

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077.16 $, taxes incluses (contrat : 29 145 012,75$ + contingences : 4 371 751,91 $ + incidences 862 312,50 $) - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438028_InfoCompt_DEEU - V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-20

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.34

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1203438028

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077.16 $, taxes incluses (contrat : 29 145 012,75$ + contingences : 4 371 751,91 $ + incidences 862 312,50 $) - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 - 3 soumissionnaires

Rapport_CEC_SMCE203438028.pdf

Dossier # :1203438028

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203438028

Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m^3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077,16 $, taxes incluses (contrat : 29 145 012,75$ + contingences : 4 371 751,91 $ + incidences 862 312,50 $) - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 - 3 soumissionnaires

"Original signé"

Christian Arseneault
Vice-présidence

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203438028

Accorder un contrat à Coffrage Alliance ltée., pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m^3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin - Dépense totale de 34 379 077,16 $, taxes incluses (contrat : 29 145 012,75 $ + contingences : 4 371 751,91 $ + incidences 862 312,50 $) - Appel d'offres public 5048B-EC-105-12-2020 - 3 soumissionnaires.

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat pour l'exécution des travaux de construction d'un bassin de rétention de 20 000 m^3, des structures d'interception et d'un collecteur de 900 mm sous le boulevard Gouin. Puis, les responsables du dossier ont expliqué que cet appel d'offres a été lancé le 7 mars et qu'il a pris fin le 30 juin et que, au cours des 116 jours, 16 addendas ont été publiés essentiellement pour obtenir différents avis du Service des affaires juridiques en lien avec la COVID-19. Selon le Service, les avis obtenus ont eu pour effet de rassurer les entreprises, ce qui a résulté en la réception de trois soumissions et en l'obtention d'un prix avantageux, de 12,62 % par rapport à l'estimé de contrôle.

Au terme de son examen, la Commission ne peut que saluer l'obtention d'un prix à l'avantage de l'Agglomération pour ces travaux d'envergure qui permettent de réaliser une économie substantielle par rapport aux prévisions dans le contexte actuel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE203438028 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.35

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1198457002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351,00 $ taxes incluses (contrat : 14 536 653,72 $ + contingences : 2 180 498,06 $ + incidences 872 199,22 $) - Appel d'offres public no 10347 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction Deric Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 14 536 653.72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 10374;

2. d'autoriser une dépense de 2 180 498.06 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 872 199.22 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis (si le dossier comporte un tel virement), conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 17 589 351.00 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-22 19:50

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198457002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351,00 $ taxes incluses (contrat : 14 536 653,72 $ + contingences : 2 180 498,06 $ + incidences 872 199,22 $) - Appel d'offres public no 10347 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La station de pompage et le réservoir Dollard-des-Ormeaux (DDO) ont été construits en 1973 pour desservir le secteur est du réseau régional de Pierrefonds. Il a été constaté que la pression, dans certains secteurs du réseau d'eau potable à Dollard-des-Ormeaux, est faible et doit être augmentée pour mieux desservir la population. D'autre part, la station construite il y a plus de 40 ans, montre des signes de vétusté, et les équipements mécaniques, électriques et de contrôle ont atteint la fin de leur vie utile. Des travaux de modernisation sont requis afin d'assurer la fiabilité à long terme de l'installation.
La réfection complète de la station de pompage et la mise à niveau de son réservoir s'avèrent la meilleure option pour y parvenir. Différents scénarios ont été étudiés. L'option retenue est la construction d'une nouvelle station de pompage à côté de la station existante et la démolition d'une partie de cette dernière. La nouvelle station comprendra principalement des puits de pompage, de nouvelles pompes, un système de stockage et d'injection d'hypochlorite de sodium, un groupe électrogène, ainsi que les services pour le bâtiment. Elle sera raccordée au réseau d'aqueduc et au réservoir existants. À proximité, une nouvelle chambre de vannes sera également construite, afin de renforcer la flexibilité opérationnelle au niveau du réseau de distribution d'eau potable.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le journal de Montréal, ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres SÉAO le 24 février 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de Ville le 28 mai 2020. La durée initiale de publication était de trente-deux (32) jours. Cependant, à la suite des demandes des soumissionnaires liées à la COVID-19 et à des modifications apportées aux plans et aux

devis en raison des addenda émis, la date d'ouverture a été reportée à plusieurs reprises. Avec une prolongation totale de soixante-trois (63) jours, la durée réelle de publication a été de quatre-vingt-quinze (95) jours. Les soumissions sont valides pendant les cent vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture, soit jusqu'au 24 septembre 2020.

Neuf (9) addenda ont été publiés afin d'apporter certaines précisions au projet :

Add.	Date	Raisons
1	13 mars 2020	Précisions, additions et modifications aux plans et devis techniques, ainsi qu'au cahier des clauses administratives spéciales, et réponses aux questions des soumissionnaires.
2	20 mars 2020	Report de la date d'ouverture du 26 mars au 2 avril 2020, afin d'allonger la période d'appel d'offres, à la demande des soumissionnaires pour cause de COVID-19
3	27 mars 2020	Report de la date d'ouverture du 2 avril au 23 avril 2020, afin d'allonger la période d'appel d'offres, à la demande des soumissionnaires pour cause de COVID-19
4	26 mars 2020	Précisions, additions et modifications aux plans, devis techniques et réponses aux questions des soumissionnaires.
5	21 avril 2020	Report de la date d'ouverture du 23 avril au 14 mai 2020, afin d'allonger la période d'appel d'offres, à la demande des soumissionnaires pour cause de COVID-19
6	04 mai 2020	Précisions, additions et modifications aux plans et devis techniques, ainsi qu'au cahier des clauses administratives normalisées, et réponses aux questions des soumissionnaires.
7	11 mai 2020	Report de la date d'ouverture du 14 mai au 21 mai 2020, afin d'allonger la période d'appel d'offres, à la demande des soumissionnaires pour cause de COVID-19
8	21 mai 2020	Report de la date d'ouverture du 21 mai au 28 mai 2020, afin d'allonger la période d'appel d'offres, pour permettre l'émission de l'addenda n° 9
9	22 mai 2020	Précisions et additions aux plans et devis techniques, et réponses aux questions des soumissionnaires.

L'estimation des professionnels a été révisée en tenant compte des modifications apportées par ces addenda.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG19 0016 - 31 janvier 2019 - Autoriser la cession de deux contrats de services professionnels entre Cobalt Architectes inc., St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. et Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc., à titre d'intervenants, pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux et pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds / Approuver les projets de convention à cette fin.

- CG17 0313 - 24 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux, pour une somme maximale de 3 473 409,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15509 - (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à Construction Deric inc. pour des travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux.
Les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

- La démolition d'une partie la station de pompage existante;
- L'excavation du sol et du roc dans l'emprise de la future station de pompage;
- La construction d'une nouvelle station de pompage à côté de la station existante;
- La fourniture et l'installation de quatre (4) groupes motopompes de 900 m^3/h d'une puissance de 300 HP;
- La fourniture et l'installation de la tuyauterie, des équipements et accessoires de mécanique de procédé et de mécanique de bâtiment;
- La fourniture et l'installation des équipements et des composants électriques ainsi que de contrôle et d'instrumentation;
- La fourniture et l'installation d'un (1) groupe électrogène de 1 000 kW;
- La fourniture et l'installation d'un système de désinfection à l'hypochlorite de sodium;
- L'aménagement extérieur de la station de pompage;
- Le raccordement de la station de pompage au réseau de distribution d'eau potable et d'égout;
- Le raccordement de la station de pompage au réseau d'Hydo-Québec;
- L'installation d'une membrane d'étanchéité sur le dessus du réservoir;
- La construction d'une nouvelle chambre de vannes près de la station.

Une enveloppe budgétaire pour des travaux contingents de 2 180 498,06 $ taxes incluses (soit 15 % du coût du contrat), a été prévue afin de couvrir les frais imputables à des imprévus qui pourraient survenir lors de l'exécution des travaux, autant dans le réservoir et la station existants que dans la nouvelle station et la nouvelle chambre de vannes.

Des frais d'incidences de 872 199,22 $ taxes incluses, représentant 6 % du coût du contrat, ont aussi été planifiés pour couvrir, sans s'y limiter, les coûts associés aux activités suivantes :

- Le contrôle qualitatif des matériaux et des travaux;
- Le permis de construction;
- Les frais de câblage et d'intégration pour les systèmes d'anti-intrusion, de contrôle d'accès et d'anti-incendie;
- Les frais d'intégration dans les systèmes de la salle de contrôle de l'usine de Pierrefonds, pour assurer la communication entre celle-ci et la station de Dollard-Des-Ormeaux;
- L'alimentation et le raccordement électrique par Hydro-Québec;
- Les raccordements aux utilités publiques;
- Les services de sécurité;
- Les services spécialisés pour suivre et compléter le projet.

L'entrepreneur est tenu de compléter l'ensemble de ces travaux dans un délai de sept cent trente (730) jours calendrier, à compter de la date de l'ordre de débuter les travaux. Tout retard non justifié, entraînera une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, par jour de retard, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ).

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no. 10347, il y a eu quatorze (14) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO, parmi lesquels cinq (5) sont des entrepreneurs généraux. Deux (2) soumissions ont été déposées. Les motifs de désistement des autres trois (3) firmes n'ont pas été précisés par ces dernières.
Après analyse des soumissions par le consultant SNC-Lavalin inc. et la DEP (direction de l'eau potable), il s'avère que les deux (2) soumissions sont conformes. L'entreprise Construction Deric inc. présente la soumission la plus basse conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix soumis** (Taxes incluses)	**AUTRES (contingences + variations de quantités)** (Taxes incluses)	**Total** (Taxes incluses)
Construction Deric inc.	14 536 653,72 $	2 180 498,06 $	16 717 151,78 $
Charex inc.	15 249 000,01 $	2 287 350,00 $	17 536 350,01 $
Dernière estimation réalisée	18 915 790,97 $	2 837 368,65 $	21 753 159,62 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Voici la formule: (la plus basse conforme – estimation)			-5 036 007,84 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) Voici la formule: [(la plus basse conforme – estimation) / estimation x 100]			-23,15 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) Voici la formule: (la deuxième plus basse – la plus basse)			819 198,23 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) Voici la formule: [(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100]			4,90 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 23,15 % (-4 379 137,25 $ taxes incluses), par rapport à l'estimation réalisée par la firme SNC-Lavalin inc. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumission :

- Travaux de génie civil : écart de -1 296 452,37 $ taxes incluses, soit -32 % par rapport à l'estimation
- Travaux de mécanique de procédé : écart de -357 993,41 $ taxes incluses, soit -16 % par rapport à l'estimation
- Travaux de structure : écart de -2 073 082,97 $ taxes incluses, soit -47 % par rapport à l'estimation
- Travaux d'architecture : écart de -555 257,58 $ taxes incluses, soit -21 % par rapport à l'estimation
- Travaux de sécurité physique et vidéo surveillance : écart de -141 876,20 $ taxes incluses, soit -57 % par rapport à l'estimation
- Travaux de décontamination : écart de -125 638,71 $ taxes incluses, soit -96 % par rapport à l'estimation

Les validations requises ont été faites indiquant que le soumissionnaire recommandé ne fait

pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du registre des entreprises non admissibles (RENA).

Le soumissionnaire a fourni l'attestation de Revenu Québec, datée du 11 mai 2020, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier fait suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, conformément au décret 796-2014 adopté le 10 septembre 2014. Le soumissionnaire recommandé, Construction Deric inc. détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur depuis le 4 juillet 2017 et est valide jusqu'au 29 juillet 2020.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude puisque la valeur du contrat est de plus de 10 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale de 17 589 351,00 $ taxes incluses, comprend le coût du contrat de 14 536 653,72 $ taxes incluses, un montant de 2 180 498,06 $ taxes incluses (soit 15 % du coût du contrat), pour les contingences ainsi qu'un montant de 872 199,22 $ taxes incluses (soit 6 % du coût du contrat), pour les incidences.

Cette dépense de 17 589 351,00 $ taxes incluses représente un coût net de 16 061 421,95 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

La dépense sera entièrement assumée par l'Agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux vise à assurer une distribution fiable en eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible, pour le mieux-être des citoyens. Le présent projet contribuera à améliorer la flexibilité du réseau de distribution d'eau potable.
L'adjudicataire devra réaliser les travaux de façon à respecter les plans et devis, et par le fait même la Politique de développement durable de la Ville de Montréal et les directives applicables qui s'y rattachent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remettre à niveau cette infrastructure représente un risque au niveau de la fiabilité de l'alimentation du réseau d'eau potable du secteur ouest de la Ville en période de grande consommation ou de bris en réseau.
Un retard dans les travaux de mise aux normes et de modernisation de la station de pompage de Dollard-des-Ormeaux augmente le risque de problèmes liés à la désuétude des équipements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Selon l'évolution de la situation sanitaire liée au COVID-19, des retards pourraient survenir sur le projet, sans toutefois altérer la distribution de l'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Afin de minimiser les impacts sur les institutions et les résidents en périphérie du chantier de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux , un plan de communication a été élaboré en accord avec le Service des communications et en partenariat avec la ville de Dollard-des-Ormeaux, pour que les citoyens soient informés sur la portée des travaux qui seront menés au cours du projet. Des moyens spécifiques seront développés afin de maintenir des liens étroits avec la communauté environnante : rencontres avec les parties prenantes (institutions), courriels d'information réguliers, avis détaillés aux résidents sur les phases des travaux et les mesures de mitigation des impacts, entre autres.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 5 août 2020
Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 août 2020
Octroi du contrat : 27 août 2020
Début du contrat : 21 septembre 2020
Fin du contrat : 20 septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karim AZZOUZ

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-10

Christian MARCOUX

Ing, chargé de projet	Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs
Tél : 514-868-4549 **Télécop. :** 000-0000	**Tél :** 514 872-3483 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François DUBUC
Division projets réseau principal
Tél :
Approuvé le : 2020-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-21

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 juillet 2017

CONSTRUCTION DERIC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC DESBIENS
5145, RUE RIDEAU
QUÉBEC (QC) G2E 5H5

N° de décision : 2017-CPSM-1037840
N° de client : 3000350548

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous DERIC CONSTRUCTION INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION DERIC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 09 juin 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSTRUCTION DERIC INC.
Adresse du siège social : 5145, RUE RIDEAU, , QUÉBEC, QC, G2E 5H5, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000350548
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169078178

Autres noms d'affaires

- DERIC CONSTRUCTION INC.
-
- DERIC FONDATIONS & MARITIME
-
- DERIC FOUNDATIONS & MARINE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10347
Numéro de référence : 1348165
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sophy Duquette Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1704689)** 2020-02-24 10 h 47 **Transmission :** 2020-02-24 16 h 59	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 17 h 05 - Messagerie 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 42 - Messagerie 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 40 - Messagerie 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 45 - Messagerie 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sophy Duquette Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1704700)** 2020-02-24 10 h 53 **Transmission :** 2020-02-24 11 h 03	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 17 h 06 - Messagerie 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel

				3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 44 - Messagerie 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 42 - Messagerie 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 47 - Messagerie 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 04 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1705904)** 2020-02-25 14 h 57 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 57	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 09 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Black & McDonald Ltée 625 rue Gougeon Montréal, QC, H4T 2B4 http://www.blackandmcdonald.com NEQ : 1143849587	Monsieur Louis Cartwright Téléphone : 438 968-3857 Télécopieur :	**Commande : (1706770)** 2020-02-26 15 h 51 **Transmission :** 2020-02-26 15 h 51	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 09 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Black & McDonald Ltée 625 rue Gougeon Montréal, QC, H4T 2B4 http://www.blackandmcdonald.com NEQ : 1143849587	Monsieur Louis Cartwright Téléphone : 438 968-3857 Télécopieur :	**Commande : (1707049)** 2020-02-27 9 h 05 **Transmission :** 2020-02-27 9 h 05	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	BREBEUF MECANIQUE DE PROCEDE INC. 149 route 323 Brébeuf, QC, J0T1B0 http://www.bmdp.ca NEQ : 1172269434	Monsieur François Primeau Téléphone : 819 425-8635 Télécopieur : 819 425-8931	**Commande : (1705510)** 2020-02-25 10 h 03 **Transmission :** 2020-02-25 10 h 03	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 52 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel

				3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 09 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1709750)** 2020-03-03 10 h 34 **Transmission :** 2020-03-03 10 h 34	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1705772)** 2020-02-25 13 h 21 **Transmission :** 2020-02-25 13 h 21	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 17 h 08 - Messagerie 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel

				3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 41 - Messagerie 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 39 - Messagerie 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 44 - Messagerie 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 09 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1717702)** 2020-03-16 23 h 11 **Transmission :** 2020-03-16 23 h 11	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1706453)** 2020-02-26 11 h 36 **Transmission :** 2020-02-26 16 h 39	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 17 h 05 - Messagerie 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 43 - Messagerie 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 41 - Messagerie 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 45 - Messagerie 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel

				3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1705396)** 2020-02-25 8 h 59 **Transmission :** 2020-02-25 9 h 51	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 17 h 06 - Messagerie 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 43 - Messagerie 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 41 - Messagerie 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 46 - Messagerie 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1164877749	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1705781)** 2020-02-25 13 h 26 **Transmission :** 2020-02-25 13 h 26	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel

				3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1 NEQ : 1168580356	Monsieur Jonathan Lavoie Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	**Commande : (1707303)** 2020-02-27 11 h 32 **Transmission :** 2020-02-27 11 h 32	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 52 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 09 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1705825)** 2020-02-25 14 h 01 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 01	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel

				3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 52 - Courriel 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 03 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1747465)** 2020-05-27 16 h 16 **Transmission :** 2020-05-27 16 h 16	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3280145 - Addenda N°2 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3285024 - Addenda N°3 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3295245 - Report_date_20200514 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3306751 - Addenda N°6 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3306753 - Addenda N°6 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3306754 - Addenda N°6 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3306755 - Addenda N°6 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3307734 - Addenda N°7 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3314467 - Addenda N°8 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3318309 - Addenda N°9 2020-05-27 16 h 16 - Téléchargement 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1705397)** 2020-02-25 8 h 59 **Transmission :** 2020-02-25 8 h 59	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 17 h 07 - Messagerie 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 45 - Messagerie 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 43 - Messagerie 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 47 - Messagerie 3307734 - Addenda N°7 2020-05-06 14 h 10 - Courriel 3314467 - Addenda N°8 2020-05-15 12 h 40 - Courriel 3318309 - Addenda N°9 2020-05-22 11 h 04 - Courriel 3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique 2020-06-01 9 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Services Électriques Enixum Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7 NEQ : 1142064840	Madame Nathalie Emond Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1706189)** 2020-02-26 8 h 45 **Transmission :** 2020-02-26 10 h 02	3277948 - Addenda N°1 (devis) 2020-03-17 11 h 27 - Courriel 3277949 - Addenda N°1 (plan) 2020-03-17 17 h 03 - Messagerie 3280145 - Addenda N°2 2020-03-19 13 h 41 - Courriel 3285024 - Addenda N°3 2020-03-26 10 h 06 - Courriel 3287588 - Addenda N°4 (devis) 2020-03-31 15 h 18 - Courriel 3287589 - Addenda N°4 (plan) 2020-03-31 15 h 45 - Messagerie 3295245 - Report_date_20200514 2020-04-21 8 h 53 - Courriel 3306751 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 50 - Courriel 3306753 - Addenda N°6 2020-05-05 13 h 51 - Courriel 3306754 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 40 - Messagerie 3306755 - Addenda N°6 2020-05-05 15 h 44 - Messagerie

3307734 - Addenda N°7
2020-05-06 14 h 09 - Courriel

3314467 - Addenda N°8
2020-05-15 12 h 40 - Courriel

3318309 - Addenda N°9
2020-05-22 11 h 03 - Courriel

3323578 - 10347 Enregistrement ouverture publique
2020-06-01 9 h 17 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198457002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351,00 $ taxes incluses (contrat : 14 536 653,72 $ + contingences : 2 180 498,06 $ + incidences 872 199,22 $) - Appel d'offres public no 10347 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1198457002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.35

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1198457002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351,00 $ taxes incluses (contrat : 14 536 653,72 $ + contingences : 2 180 498,06 $ + incidences 872 199,22 $) - Appel d'offres public no 10347 - (2 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE198457002.pdf

Dossier # :1198457002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE198457002

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351,00 $ taxes incluses (contrat : 14 536 653,72 $ + contingences : 2 180 498,06 $ + incidences 872 199,22 $) - Appel d'offres public no 10347 - (2 soumissionnaires)

"Original signé"	***"Original signé"***
Christian Arseneault	Linda Lajeunesse
Vice-présidence	Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE198457002

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 17 589 351,00 $ taxes incluses (contrat : 14 536 653,72 $ + contingences : 2 180 498,06 $ + incidences 872 199,22 $) - Appel d'offres public no 10347 - (2 soumissionnaires).

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
  - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant les particularités de ce contrat pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir de Dollard-des-Ormeaux.

Puis, le Service a expliqué que cet appel d'offres, d'une durée de 32 jours, au cours duquel neuf addendas ont été publiés, a permis de recevoir deux soumissions conformes, parmi les 14 preneurs des documents d'appel d'offres.

Aussi, il a été expliqué à la Commission que l'écart de prix par rapport à l'estimé de contrôle est de 23,15 % favorable à l'Agglomération. Le Service est d'avis que ceci est dû à l'obtention de meilleurs prix des fournisseurs et sous-traitants de l'adjudicataire, ce qui lui permet de proposer des prix globalement très compétitifs. De plus, le Service croit que l'adjudicataire aura peu recours à la sous-traitance pour exécuter les parties les plus

importantes des travaux (génie civil, structure, etc.). Finalement, il semble que la situation liée à la COVID-19 aurait pu pousser le soumissionnaire à baisser ses prix dans l'objectif de maintenir son chiffre d'affaires, et ce, en prévision d'un possible ralentissement de ses activités au cours du deuxième trimestre 2020. En outre, l'écart de 4,90 % entre les deux soumissions reçues indique l'obtention d'un juste prix pour ces travaux dans le contexte actuel. En conclusion, le Service explique que l'item "décontamination" qui compte pour 0.07 % du projet montre la plus grande différence de prix entre l'estimé et le prix soumissionné (96 %), ce qui a été expliqué par la difficulté d'évaluer correctement ces coûts. Les responsables du Service ont expliqué que ceci sera discuté lors de la réunion de démarrage du projet avec l'adjudicataire.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat. La Commission ne peut que saluer l'obtention d'un prix avantageux pour ce projet d'envergure et statuer sur la conformité de cet octroi de contrat qui permettra à l'agglomération d'économiser plus de 4 M$ par rapport aux prévisions, et ce, malgré certaines inquiétudes des commissaires relativement à l'écart de prix de l'item "décontamination".

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE198457002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.36

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1208091002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au montant de 2 168 428,50 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes incluses (contrat : 2 168 428,50 $ + contingences : 325 264,28 $ + incidences :149 621,57 $, taxes incluses) | Appel d'offres public no. 15637 (1 soumissionnaire).- Appel d'offres public IMM-15637

Il est recommandé :

1. d'accorder à Procova inc., seul soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 643 314,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 15637;
2. d'autoriser une dépense de 325 264,28 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 149 621,57 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-15 16:48

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208091002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au montant de 2 168 428,50 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes incluses (contrat : 2 168 428,50 $ + contingences : 325 264,28 $ + incidences :149 621,57 $, taxes incluses) | Appel d'offres public no. 15637 (1 soumissionnaire).- Appel d'offres public IMM-15637

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment administratif (3800), d'atelier (3701) et centrale thermique (voir pièce jointe 01) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte , située au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, ont été construit entre les années 1977 et 1979 par l'architecte Pierre J. Boulva. Actuellement, le bâtiment fait face à des problèmes d'infiltration d'eau par la toiture et de risque de bris d'allège de fenêtre qui nuit à la sécurité des occupants. Ces problèmes empêchent la division d'épuration des eaux usées de remplir pleinement sa mission.
Le présent projet permettra d'assurer la protection du bâtiment, c'est-à-dire d'éviter tout bris éventuel d'allèges de fenêtre et de développement de moisissure dans la membrane de la toiture.

En juillet 2019, suite à une demande de la direction d'épuration des eaux usées, la Ville a mandaté les firmes Parizeau Pawulski architectes S.E.N.C. et MLC associé inc. afin d'établir la portée des interventions requises au bâtiment, d'élaborer les plans et devis et d'assurer la surveillance des travaux.

L'appel d'offres publiques no.15637 a été publié le lundi 1 juin 2020 dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal.

Deux (2) addendas ont été émis durant la période de soumission :

Addenda no 1 - 4 juin 2019 : correction du numéro d'appel d'offres.
Addenda no 2 - 10 juin 2019 : ajout du bordereau de soumission version Excel.

Les soumissions ont été reçues et ouvertes le jeudi 2 juillet 2020.

La période d'appel d'offres a duré trente un (31) jours calendrier.

L'émission de ces addendas n'a eu aucun impact sur l'estimation des coûts des travaux émis au début du processus d'appel d'offres.

La durée de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours calendrier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0615 - 22 novembre 2018 **-** Conclure une entente cadre de services professionnels avec les firmes Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c. et MLC associés inc. pour la mise en œuvre de divers projets relatifs au maintien de l'actif immobilier / Dépense totale de 2 714 520,52 $, taxes incluses / Appel d'offres public 18-17094 (7 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'accorder à l'entreprise Procova inc., le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour l'exécution des travaux de rénovations du bâtiment administratif, des ateliers et de la centrale thermique. Les travaux du présent contrat comprennent notamment, sans s'y limiter, la fourniture et l'installation de tous les matériaux, produits, accessoires, équipements, outillages, ainsi que la main-d'oeuvre requise pour réaliser de façon complète :

- Démolition des bassins A et B de la toiture du bâtiment des ateliers;
- La fourniture et installation d'une nouvelle composition de toiture incluant notamment de nouveaux drains de toit, des solins et des trottoirs de circulation;
- Démolition des allèges de fenêtres existantes pour les bâtiments administratifs, des ateliers et de la centrale thermique;
- Remplacement des allèges de fenêtres pour les bâtiments administratifs, des ateliers et de la centrale thermique;
- Ragréage architectural et divers travaux complémentaires.

Il est recommandé de prévoir une enveloppe budgétaire de contingences de 15 % au contrat de travaux pour répondre aux imprévus de chantier.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges sur le site du SÉAO (voir pièce jointe 02), dont un (1) a déposé une soumission.
Au nombre des preneurs du cahier des charges, on retrouve l'Association de la Construction du Québec (ACQ) et l'association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) qui ont acheté les documents à titre informatif. Parmi les raisons de désistement, un preneur a mentionné qu'il ne pouvait respecter l'échéancier prévu dans l'appel d'offres, l'autre a indiqué qu'il avait manqué de temps pour compléter cette soumission due à un carnet de commandes chargé et l'autre agira à titre sous-traitant.

En vertu des exigences formulées dans les documents d'appel offres, la soumission du plus bas soumissionnaire reçu est conforme.

Veuillez vous référer au tableau des coûts du projet, tableau d'analyse de conformité des soumissions et recommandation des professionnels externe (voir pièces jointes 03, 04 et 05).

Voici le sommaire des soumissions reçues :

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Procova inc	2 168 428,50 $	325 264,28 $	2 493 692,78 $
Dernière estimation réalisé ($)	2 067 322,93 $	310 098,44 $	2 377 421,37 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) VOICI LA FORMULE: (la plus basse conforme - estimation des professionnels)			101 105,57 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) VOICI LA FORMULE: ((la plus basse conforme - estimation des professionnels) / estimation des professionnels x 100)			4,89 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE: (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)			S.O.
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) VOICI LA FORMULE: ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) / la plus basse conforme x 100)			S.O.

Le prix soumis par Procova inc. est légèrement supérieur à l'évaluation du coût probable effectué avant l'appel d'offres par les firmes Parizeau Pawulski architectes S.E.N.C. et MLC associé inc.. Cet écart de 4,89 % est acceptable vu la nature du projet.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de cet appel d'offres. De plus, Procova inc., adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier.

De plus, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité de la part du contractant et celui-ci n'est pas visés par la liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Le présent dossier répond aux critères de la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC). En effet, ce contrat d'exécution de travaux est d'une valeur supérieure à deux millions de dollars (2M$), avec une seule soumission conforme reçue suite à l'appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 2 168 428,50 $, incluant les taxes (voir pièce jointe no. 3).
Un budget de contingences de 325 264,28 $ (15 %) taxes incluses, a été prévu.

De plus, un montant de 149 621,57 $, taxes incluses, correspondant à 6% est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment a défrayer les coûts de contrôle de la qualité des matériaux par un laboratoire externe ainsi que la surveillance accrue des travaux par un contrôleur de chantier.

Le montant à autoriser totalise 2 643 314,34 $, incluant les contingences, les incidences et les taxes.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) de la direction d'épuration des eaux usées (DÉEU), le règlement d'emprunt de compétence municipale RCG 19-027.

Le décaissement sera réalisé à 80 % en 2020 et 20% en 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences concernant la gestion des déchets de construction, notamment par la mise en place de mesures de contrôle indiquées au devis.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout report dans l'octroi du contrat de construction pourrait entraîner des surcoûts attribuables aux conditions de chantier hivernales.
Advenant un refus d'aller de l'avant avec ces travaux, il y aura des risques pour la sécurité publique des occupants et des usagers.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures de protection exigées par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), la situation de la Covid-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ficelage pour commission permanente d'examen des contrats : 27 juillet 2020
Approbation par le conseil exécutif (CE) : 05 août 2020
Approbation par la commission permanente d'examen des contrats : 12 août 2020
Approbation par le conseil exécutif (CE): 19 août 2020
Approbation par le conseil municipal (CM): 24 août 2020
Approbation par le conseil d'agglomération : 27 août 2020

Début des travaux : Septembre 2020
Fin des travaux : Janvier 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stephane COHEN, Service de l'eau
Richard PEREZ, Service de la gestion et de la planification immobilière
Stéphane BELLEMARE, Service de l'eau
Bruno HALLÉ, Service de l'eau
Pierre LÉVESQUE, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Bruno HALLÉ, 13 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien ESCOLA
Gestionnaire de projets

Tél : 514-872-8706
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-10

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 514 872-8634
Télécop. : abc

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-07-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-15

VILLE DE MONTRÉAL

Service de la Gestion et de la Planification Immobilière
Direction de la gestion des projets immobiliers

Usine d'épuration des eaux usées JR Marcotte
situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, H1C 1V3

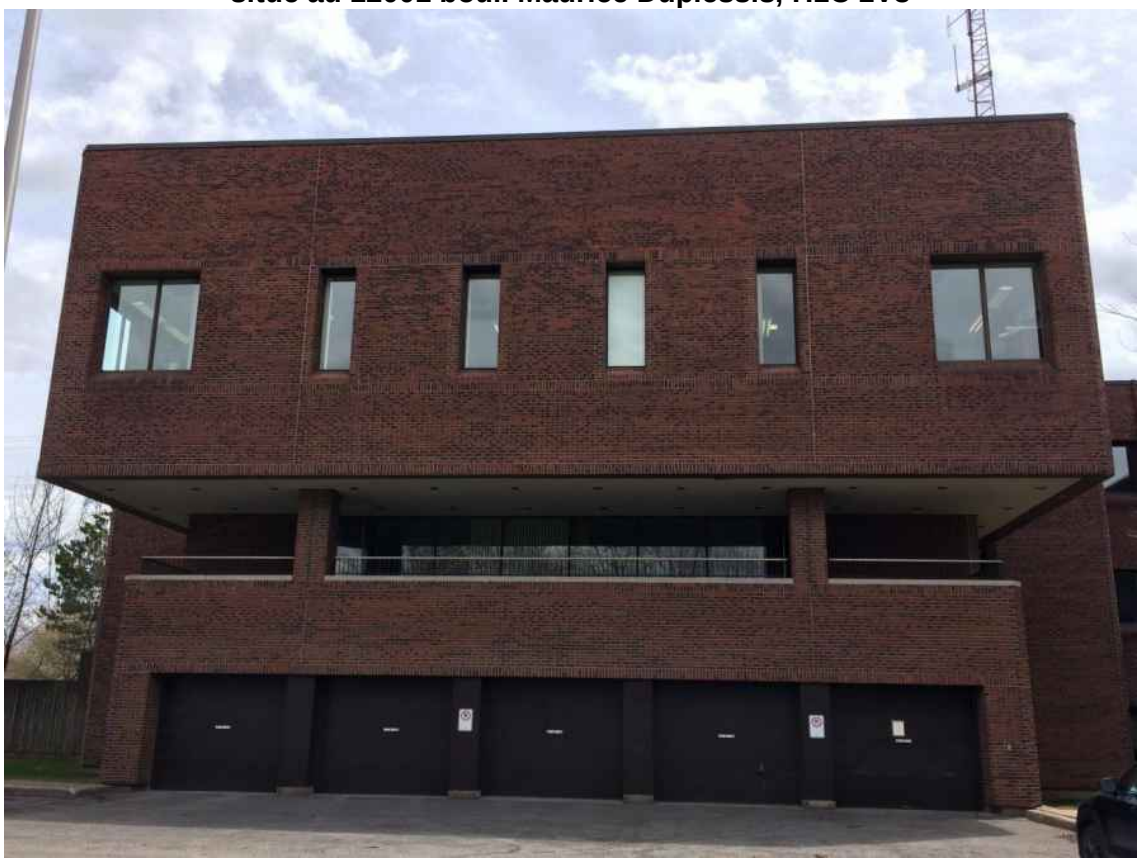




Tableau des coûts du projet

Projet: Réfectionde deux bassins de la toiture, remplacement d'allèges et travaux connexes de l'usine d'épuration J.R. Marcotte

Mandat: 19326-2-001

12001 boul. Maurice Duplessis, Montréal, H1C 1V3

Contrat: 15637

Date: À venir

Étape: Octroi de contrat

			Budget	TPS 5,0%	TVQ 9,975%		Total
Contrat	Travaux forfaitaires*	%					
	Travaux de rénovation		1 886 000,00 $				
	Sous-Total			94 300,00 $	188 128,50 $		2 168 428,50 $
	Contingences de construction	15%	282 900,00 $	14 145,00 $	28 219,28 $		325 264,28 $
	Total - Contrat		**2 168 900,00 $**	**108 445,00 $**	**216 347,78 $**		**2 493 692,78 $**
Incidences							
	Incidences générales	3%	65 067,00 $	3 253,35 $	6 490,43 $		74 810,78 $
	Incidences de surveillance de toiture	3%	65 067,00 $	3 253,35 $	6 490,43 $		74 810,78 $
	Total - Incidences		**130 134,00 $**	**6 506,70 $**	**12 980,87 $**		**149 621,57 $**
Ristournes	**Coût des travaux (montant à autoriser)**		**2 299 034,00 $**	**114 951,70 $**	**229 328,64 $**		**2 643 314,34 $**
	TPS	100%		114 951,70 $			
	TVQ	50%			114 664,32 $		
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**2 299 034,00 $**		**114 664,32 $**		**2 413 698,32 $**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude relié au projet.

Rythme prévu des déboursés : 80% des travaux seront réalisés en 2020 et 20 % en 2021.

Parizeau Pawulski, architectes, s.e.n.c.

Le 9 juillet 2020

Julien Escola ing. M. ing. PA-LEED
Gestionnaire de projets
Ville de Montréal
Direction de la gestion de projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Projet : Réfection de deux bassins de la toiture, remplacement d'allèges et travaux connexes à l'usine d'épuration J.R. Marcotte
AO : IMM-15637 ; N/D : 18-538W

Objet : **Recommandation suite à l'ouverture des soumissions**

Monsieur,

Pour donner suite à l'ouverture des soumissions pour le projet en titre, veuillez trouver ci-joints, nos commentaires et recommandation sur la seule soumission, reçue par courriel.

Soumission reçue (avant taxes) :

1- Procova Inc. 1 886 000,00 $

Analyse :

Le coût soumis par l'unique soumissionnaire est de 4,9% supérieur à l'estimation budgétaire du 2 avril 2020.

Estimation budgétaire : 1 798 063,00 $
Soumissionnaire : 1 886 000,00 $

Bien que la répartition des coûts à la soumission ne soit pas identique à celle de l'estimation, le montant global, lui, est conforme à l'estimation.

Il est convenu que l'analyse de conformité sera faite par vos services.

Recommandation :

Après analyse des coûts, nous avons trouvé l'unique soumission reçue conforme et nous vous recommandons de retenir les services **Procova Inc. au montant de 1 886 000,00 $**, avant taxes.

Espérant que le tout est à votre satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

PARIZEAU PAWULSKI, ARCHITECTES

Yannick Des Landes, architecte associé

9880, rue Clark, bur.205,
Montréal (Québec) H3L 2R3
info@p2architectes.qc.ca
Tél.: 514.481.4669
Téléc.: 514.481.9899

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Réfection de deux bassins de la toiture, remplacment d'allèges et travaux connexes de l'usine d'épuration J.R. Marcotte

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15637

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 2 168 428,50 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Procova inc.

No SEAO : 1374456

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 1

Julien Escola, gestionnaire de projet
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2020-07-07
(Date signature)

No GDD D'OCTROI : 1208091002

Julien Escola ing. M. ing. PA-LEED
Signature numérique de Julien Escola ing. M. ing. PA-LEED
Date : 2020.07.07 11:54:47 -04'00'
(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : Conforme
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☑	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☑	☐	☑							☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la ListeRGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☐	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☐							☐	☐
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☐							☐	☐
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
			Cautionnement de soumission :	☐	☐	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☐							☐	☐
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☐							☐	☐
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☐							☐	☐
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☐	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☐							☐	☐
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☐							☐	☐
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☐							☐	☐
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.4.2	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☑	☐	☐							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐

Julien Escola ing. M. ing. PA-LEED — Signature numérique de Julien Escola ing. M. ing. PA-LEED
Date : 2020.07.07 11:54:14 -04'00'

Signature de l'analyste de dossier

2020-07-07
Date

Julien Escola
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15637
Numéro de référence : 1374456
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection de deux bassins de la toiture, remplacement d'allèges et travaux connexes de l'usine d'épuration J.R. Marcotte

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1749346)** 2020-06-02 6 h 40 **Transmission :** 2020-06-02 6 h 40	3324159 - Addenda 1 - Correction numéro d'ao 2020-06-02 6 h 40 - Téléchargement 3329997 - Addenda 2 (devis) 2020-06-10 13 h 35 - Courriel 3329998 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-10 13 h 35 - Téléchargement 3342599 - Ouverture des soumissions 2020-07-03 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Monsieur Benoit Bourgouin Téléphone : 438 315-6734 Télécopieur : 514 353-3112	**Commande : (1751807)** 2020-06-07 18 h 17 **Transmission :** 2020-06-07 18 h 17	3324159 - Addenda 1 - Correction numéro d'ao 2020-06-07 18 h 17 - Téléchargement 3329997 - Addenda 2 (devis) 2020-06-10 13 h 34 - Courriel 3329998 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-10 13 h 34 - Téléchargement 3342599 - Ouverture des soumissions 2020-07-03 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Couverture Montréal-Nord Ltée 8200 rue Lafrenaie Montréal, QC, H1P 2A9 NEQ : 1168317445	Monsieur Stéphane Lajoie Téléphone : 514 324-8300 Télécopieur : 514 324-9150	**Commande : (1753565)** 2020-06-10 11 h 56 **Transmission :** 2020-06-10 11 h 56	3324159 - Addenda 1 - Correction numéro d'ao 2020-06-10 11 h 56 - Téléchargement 3329997 - Addenda 2 (devis) 2020-06-10 13 h 34 - Courriel 3329998 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-10 13 h 34 - Téléchargement

				3342599 - Ouverture des soumissions 2020-07-03 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	J.RAYMOND COUVREUR ET FILS INC. 20 550, chemin de la Côte-Nord Mirabel, QC, J7J 2B7 http://www.jraymond.ca NEQ : 1166536731	Monsieur Alexandre Martel Téléphone : 450 430-7900 Télécopieur : 450 435-9658	**Commande : (1759177)** 2020-06-23 14 h 23 **Transmission :** 2020-06-23 14 h 23	3324159 - Addenda 1 - Correction numéro d'ao 2020-06-23 14 h 23 - Téléchargement 3329997 - Addenda 2 (devis) 2020-06-23 14 h 23 - Téléchargement 3329998 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-23 14 h 23 - Téléchargement 3342599 - Ouverture des soumissions 2020-07-03 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca NEQ : 1143985894	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1751335)** 2020-06-05 8 h 36 **Transmission :** 2020-06-05 8 h 57	3324159 - Addenda 1 - Correction numéro d'ao 2020-06-05 8 h 36 - Messagerie 3329997 - Addenda 2 (devis) 2020-06-10 13 h 35 - Courriel 3329998 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-10 13 h 35 - Téléchargement 3342599 - Ouverture des soumissions 2020-07-03 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Toitures V. Perreault 3965 Rue Alfred Laliberté Boisbriand, QC, J7h 1P7 NEQ : 1167778902	Monsieur Marcel Bernier Téléphone : 514 826-6944 Télécopieur :	**Commande : (1756989)** 2020-06-18 8 h 29 **Transmission :** 2020-06-18 8 h 32	3324159 - Addenda 1 - Correction numéro d'ao 2020-06-18 8 h 29 - Téléchargement 3329997 - Addenda 2 (devis) 2020-06-18 8 h 29 - Téléchargement 3329998 - Addenda 2 (bordereau) 2020-06-18 8 h 29 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 juin 2020

PROCOVA INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC LEQUIN
1924, RUE VALLIÈRES
LAVAL (QC) H7M 3B3

N° de décision : 2020-DAMP-1569
N° de client : 3000144068

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. PROCOVA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 juin 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208091002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au montant de 2 168 428,50 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes incluses (contrat : 2 168 428,50 $ + contingences : 325 264,28 $ + incidences :149 621,57 $, taxes incluses) | Appel d'offres public no. 15637 (1 soumissionnaire).- Appel d'offres public IMM-15637

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208091002_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-14

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208091002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au montant de 2 168 428,50 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes incluses (contrat : 2 168 428,50 $ + contingences : 325 264,28 $ + incidences :149 621,57 $, taxes incluses) | Appel d'offres public no. 15637 (1 soumissionnaire).- Appel d'offres public IMM-15637

Rapport_CEC_SMCE208091002.pdf

Dossier # :1208091002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE208091002

Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au montant de 2 168 428,50 $, taxes incluses -Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes incluses (contrat : 2 168 428,50 $ + contingences : 325 264,28 $ + incidences :149 621,57 $, taxes incluses) | Appel d'offres public no. 15637 (1 soumissionnaire).- Appel d'offres public IMM-15637.

"Original signé"

Christian Arseneault
Vice-présidence

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE208091002

Accorder un contrat à Procova inc., pour des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au montant de 2 168 428,50 $, taxes incluses -Dépense totale de 2 643 314,34 $, taxes incluses (contrat : 2 168 428,50 $ + contingences : 325 264,28 $ + incidences :149 621,57 $, taxes incluses) | Appel d'offres public no. 15637 (1 soumissionnaire).- Appel d'offres public IMM-15637.

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant cet appel d'offres pour la réalisation des travaux de rénovation du bâtiment de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (3800), situé au 12001 boul. Maurice Duplessis, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Aussi, il a été mentionné que ce projet comporte un important enjeu de sécurité.

Puis, le Service a précisé que cet appel d'offres, d'une durée de 31 jours, au cours duquel deux addendas ont été publiés, a permis de recevoir une seule soumission conforme. Le Service recommande néanmoins l'octroi puisque l'écart par rapport à l'estimé de contrôle est de 4,9 %, ce qui est jugé très acceptable pour un projet de ce type. En outre, l'expérience avec la firme Procova depuis 30 ans rassure d'autant plus le Service.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat et comprend que le Service est satisfait par rapport au prix obtenu dans le contexte actuel. La Commission considère le processus conforme pour ce contrat qui permet à l'Agglomération d'obtenir un prix très rapproché de l'estimé de contrôle, et ce, malgré la réception d'une seule soumission conforme.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE208091002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.37

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206810005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes incluses (contrat : 8 220 712,50 $ + contingences : 1 233 106,88 $) - Appel d'offres public IMM-15509 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 8 220 712,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15509;
2. d'autoriser une dépense de 1 233 106,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,45 % par l'agglomération, pour un montant de 4 107 684,52 $ taxes incluses et à 56,55% par la ville centre pour un montant de 5 346 134,86 $ taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-21 21:28

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206810005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes incluses (contrat : 8 220 712,50 $ + contingences : 1 233 106,88 $) - Appel d'offres public IMM-15509 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. Il est situé au cœur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;

- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;

- L'amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode *« Gérance de construction »* : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 35 lots de travaux, incluant le présent lot L2201 « Plomberie et chauffage », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0604 - 6 mai 2020 - Accorder un contrat à Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3202 « Démolition édicule piétonnier » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 482 120,35 $, taxes incluses (contrat : 385 696,28 $ + contingences : 96 424,07 $) - Appel d'offres public IMM-15513 - (3 soumissionnaires).
CG20 0077 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15506 (3 soum.).

CG20 0031 - 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

DA197619001 - 31 juillet 2019 - Accorder un contrat de construction à Site Intégration Plus Inc. / Groupe SIP pour réaliser les travaux de construction du lot L2602 « Paratonnerre et démontage électrique extérieur » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 103 727,57 $, taxes et contingences incluses / Appel d'offres public IMM-15430 - 2 soumissionnaires.

CE19 1056 - 26 juin 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur « Dumoulin et Associés Réparation de Béton Ltée » pour la réalisation des travaux de construction du lot L0302 « Réparation de béton » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 219 802,29 $ (contrat de 191 132,43 $ + contingences de 28 669,86 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15428 (7 soumissionnaires).

CG19 0324 - 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0240 - 16 mai 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 3 543 401,23 $ (contrat de 2 834 720,98 $ + contingences de 708 680,25 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires).

CG19 0184 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel *Pomerleau inc.,* firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés,* équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0354 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Aedifica inc.,* seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, *CLEB* consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L2201 « Plomberie et chauffage » consistent principalement à fournir la main d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour effectuer les travaux de plomberie et de chauffage, incluant le calorifugeage lorsque requis, tel que décrit dans les documents d'appel d'offres.
L'appel d'offres public IMM-15509, publié le 9 mars 2020 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a donné aux soumissionnaires un délai de cent (100) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 16 juin 2020.

Sept (7) addendas ont été publiés :

Addenda n^{o} 1 (11 mars 2020) : Remise de l'addenda M-01 en mécanique - Révision de plans en mécanique (17 révisions).

Addenda n^{o} 2 (20 mars 2020) : Date de dépôt des soumissions reportée au 16 avril 2020.

Addenda n^{o} 3 (24 mars 2020) : Suspension de la période de visite supervisée des lieux à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires, en raison de la COVID-19.

Addenda n^{o} 4 (9 avril 2020) : Remise des addendas M-02 et M-03 en mécanique - Révision de plans en mécanique (27 révisions) - Date de dépôt des soumissions reportée au 21 mai 2020.

Addenda n^{o} 5 (7 mai 2020) : Révision de la période de visite supervisée des lieux à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Révision de l'Annexe E « Règlement de gestion contractuelle » du cahier des clauses administratives générales - Révision de l'article n^{o} 7 « Date probable de début des travaux » et de l'article n^{o} 9 « Phasage des travaux » du cahier des clauses administratives spéciales - Révision de l'Annexe 2 « Programme de prévention du gérant » et ajout de l'Annexe J « Plan de réponse à la pandémie COVID-19 » au cahier des clauses administratives spéciales - Date de dépôt des soumissions reportée au 11 juin 2020.

Addenda n^{o} 6 (29 mai 2020) : Remise de l'addenda M-04 en mécanique - Révision de plans en mécanique (1 révision).

Addenda n^{o} 7 (8 juin 2020) : Révision de la période de visite supervisée des lieux à l'article n^{o} 2 « Conditions relatives à la préparation de la soumission » des Instructions aux soumissionnaires - Date de dépôt des soumissions reportée au 16 juin 2020.

Les addendas n^{o} 2, n^{o} 4, n^{o} 5 et n^{o} 7 ont eu un impact combiné de 63 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 14 avril 2020.

JUSTIFICATION

Il a eu dix (10) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels deux (2) ont déposé une soumission. Trois (3) preneurs ont acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ), de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) et de la Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka. Un suivi a été effectué auprès des cinq (5) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission.

- Une entreprise mentionne que son carnet de commandes est complet et que l'amplitude du projet dépasse sa capacité à pouvoir le réaliser présentement;
- Une entreprise mentionne qu'il s'agit simplement d'une décision d'affaires puisqu'elle est actuellement surchargée par d'autres projets d'envergure;
- Une entreprise mentionne qu'elle avait trop de soumissions en cours de préparation et qu'elle n'a pas été en mesure de compléter celle-ci dans les délais alloués;
- Une entreprise mentionne qu'elle s'est désistée, car elle a constaté que de nombreux compétiteurs semblaient s'intéresser à l'appel d'offres;
- Une entreprise mentionne que l'ampleur ainsi que le contexte du projet étaient de trop grande envergure pour leur capacité.

Les deux (2) soumissions, jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres, ont été remises par :

- Plomberie Richard Jubinville inc.

- Lucien Charbonneau ltée

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Plomberie Richard Jubinville inc.	8 220 712,50 $	1 233 106,88 $	9 453 819,38 $
Lucien Charbonneau ltée	12 561 018,75 $	1 884 152,81 $	14 445 171,56 $
Dernière estimation réalisée ($)	7 625 182,97 $	1 147 827,45 $	8 800 010,42 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			653 808,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			7,4 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			4 991 352,19 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			52,8 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme Plomberie Richard Jubinville inc.

L'écart de 7,4 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme Plomberie Richard Jubinville inc. et la dernière estimation des professionnels se constate principalement à la différence des prix aux postes budgétaires suivants : *2.1 Isolation (fourniture et installation) de calorifuge* et *6.4 Fourniture et installation des appareils de chauffage* , avec des écarts à hauteur de 226 000 $ et 186 000 $ respectivement. Ceux-ci peuvent s'expliquer notamment par des prix unitaires plus élevés du soumissionnaire en raison de la complexité d'installation dans des conditions existantes, ainsi que par la fluctuation des prix et devises sur les marchés pour les équipements concernés.

L'écart de 52,8 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme Plomberie Richard Jubinville inc. et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme Lucien Charbonneau ltée se constate quant à lui principalement au niveau du poste budgétaire *6.2 Tuyauterie et alimentation/retour - Eau de chauffage et eau refroidie (distribution primaire)* , qui représente à lui seul un écart d'un peu plus de 3,8 M$ entre les deux plus bas soumissionnaires. Cet écart peut s'expliquer par une mauvaise compréhension des travaux par le deuxième plus bas soumissionnaire puisque d'une part, les prix proposés par le plus bas soumissionnaire se rapprochent de ceux de l'estimation des professionnels alors que d'autre part, les prix étage par étage du deuxième plus bas soumissionnaire ne correspondent pas à l'envergure très variée du projet d'un niveau à l'autre. À cet effet, il est possible que ce dernier ait présenté des prix approximatifs avec une marge de sécurité à ce chapitre particulier.

L'entreprise Plomberie Richard Jubinville inc. détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics, renouvelée jusqu'au 3 mars 2021 (voir pièce jointe). La firme ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Ce dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, car le contrat répond aux critères d'examen suivants fixés par les conseils municipaux et d'agglomération :

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, présentant un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme Plomberie Richard Jubinville inc. s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 8 220 712,50 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 15 %, soit 1 233 106,88 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux puisque l'ensemble des conditions pour l'installation des nouveaux systèmes de plomberie et de chauffage n'est pas connu à ce jour.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 35 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant en incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 9 453 819,38 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 9 453 819,38 $ (taxes incluses), est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 5 346 134,86 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 4 107 684,52 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,45 % agglo et de 56,55 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 25 % en 2020, 50 % en 2021 et 25 % en 2022.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification *« LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants »* de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique. L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;

- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;

- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon le calendrier prévisionnel, les travaux du présent lot L2201 « Plomberie et chauffage » doivent débuter dans les meilleurs délais et se terminer au printemps 2022, de manière à ne pas retarder la livraison du bâtiment à l'été 2022.
Par ailleurs, le lot L2201 « Plomberie et chauffage » se retrouve sur le cheminement critique du projet de restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, et doit être exécuté en étroite coordination avec les autres lots de travaux intérieurs en électromécanique (ventilation, électricité, protection incendie), qui sont déjà octroyés ou sur le point de l'être. Par conséquent, ne pas octroyer le présent lot aurait des conséquences néfastes sur l'échéancier du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Premier passage au comité exécutif : 5 août 2020

Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 août 2020

Second passage au comité exécutif : 19 août 2020

Passage au conseil municipal : 24 août 2020

Décision d’accorder le contrat par le conseil d’agglomération : 27 août 2020

Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) : 7 septembre 2020

Période de travaux : Septembre 2020 à mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-07

Jean CAPPELLI
Chef de division des projets corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-07-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-21

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 2201: Plomberie et chauffage
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15509

Plomberie Richard Jubinville

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	2,1%	152 100,00	7 605,00		15 171,98		**174 876,98**
	Équilibrage	0,8%	56 500,00	2 825,00		5 635,88		**64 960,88**
	Calorifuge	11,0%	790 020,00	39 501,00		78 804,50		**908 325,50**
	Plomberie	21,1%	1 505 150,00	75 257,50		150 138,71		**1 730 546,21**
	Réseaux de gaz	0,1%	10 300,00	515,00		1 027,43		**11 842,43**
	Réservoir de carburant, enlèvement et installation	0,1%	7 000,00	350,00		698,25		**8 048,25**
	Chauffage et eau refroidie	62,0%	4 436 030,00	221 801,50		442 493,99		**5 100 325,49**
	Parasismique	1,1%	78 000,00	3 900,00		7 780,50		**89 680,50**
	Mise en marche / Mise en service des installations	1,0%	74 900,00	3 745,00		7 471,28		**86 116,28**
	Allocation	0,6%	40 000,00	2 000,00		3 990,00		**45 990,00**
	Sous-total :	**100,0%**	**7 150 000,00**	**357 500,00**		**713 212,50**		**8 220 712,50**
	Contingences	15,0%	1 072 500,00	53 625,00		106 981,88		1 233 106,88
	Total - Contrat :		**8 222 500,00**	**411 125,00**		**820 194,38**		**9 453 819,38**
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**8 222 500,00**	**411 125,00**		**820 194,38**		**9 453 819,38**
Ristournes:	Tps 100,00%			411 125,00				411 125,00
	Tvq 50,0%					410 097,19		410 097,19
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**8 222 500,00**	**0,00**		**410 097,19**		**8 632 597,19**

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 27 SEPTEMBRE 2019
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Phase 2

A19-SC-12

Localisation :	275, rue Notre-Dame Est, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Fait partie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Vieux-Montréal Inscrit au répertoire des propriétés municipales d'intérêt patrimonial
Reconnaissance provinciale :	Fait partie du site patrimonial de Montréal (Vieux-Montréal) (déclaré)
Reconnaissance fédérale :	L'Hôtel-de-Ville-de-Montréal est désigné « Lieu historique national du Canada »

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande du Service de la gestion et de la planification immobilière, considérant l'article 12.1 paragraphe 9 du règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136).

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION[1]

L'hôtel de ville de Montréal est un véritable symbole de l'administration civile à l'échelle nationale puisqu'il s'agit du premier hôtel de ville monumental au Canada. Le secteur dans lequel il s'inscrit constitue le centre administratif municipal et judiciaire de Montréal. Il occupe un vaste site entre la rue Notre-Dame et le Champ-de-Mars, en face du château Ramezay, à proximité de la place Jacques-Cartier et du palais de justice. Son emplacement au sommet de la rue Notre-Dame, un « dos-d'âne » naturel, en fait un point de repère et d'orientation majeur au cœur de la ville. La façade arrière de l'édifice, incluant la terrasse de l'allonge, surplombe le Champ-de-Mars. L'édifice comprend deux sous-sols, un rez-de-chaussée (donnant sur la place Vauquelin), trois niveaux et un étage de combles surmonté par de hauts toits brisés et par un campanile.

Les travaux de construction de l'hôtel de ville commencent en 1872 d'après les plans des architectes Alexander Cowper Hutchison et Henri-Maurice Perrault. Un incendie survenu en mars 1922 oblige la Ville à reconstruire l'édifice. On confie le projet aux architectes de la Ville, Louis Parant et ensuite à L. J. D. Lafrenière. Le chantier débute en 1923. Seuls les murs extérieurs sont conservés, un étage de pierre est ajouté, les toits brisés sont modifiés et un campanile remplace le sommet du pavillon central. L'inauguration de l'immeuble reconstruit a lieu en 1926. Quelques années plus tard, soit en 1932, l'édifice est agrandi à l'arrière vers le Champ-de-Mars. L'architecte Siméon Brais est responsable des travaux qui se terminent en 1934. Une restauration importante du bâtiment a lieu de 1990 à 1992 à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, notamment celle d'éléments de pierre taillée au niveau de l'étage de comble, à l'arrière. Les

[1] Contenu tiré majoritairement de : Ville de Montréal, *Évaluation du patrimoine urbain. Arrondissement de Ville-Marie*, 2005, p. 70. / Ville de Montréal, Site internet des propriétés municipales d'intérêt patrimonial, fiche du bâtiment Hôtel de Ville. 2005-2019.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

fenêtres d'origine des deux derniers étages sont remplacées dans les années 1990. En 2000, un nouvel éclairage architectural est inauguré dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Les toits et les corniches en cuivre ainsi que des éléments d'ornementation font l'objet de travaux de restauration de 2008 à 2010.



Localisation de l'hôtel de ville de Montréal (gauche) / Hôtel de ville de Montréal (droite). Source : Google Maps, 2019

DESCRIPTION DU PROJET À L'ÉTUDE

Historique du dossier

En janvier 2019, le CPM avait été consulté à la demande de la Division du patrimoine sur la phase 1 du projet de réfection de l'hôtel de ville, qui concernant les travaux de restauration de l'enveloppe du bâtiment (incluant la restauration et le remplacement de fenêtres), l'imperméabilisation des fondations et le dégarnissage des espaces intérieurs. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre d'un projet global de restauration patrimoniale, de mise aux normes et de certification LEED. Les principes d'aménagement guidant les travaux visent entre autres à faciliter l'accueil des citoyens, restaurer plusieurs composantes d'origine (dont les fenêtres et les boiseries), simplifier les circulations et augmenter l'efficacité énergétique du bâtiment. Le CPM a émis un avis (A19-SC-02) daté du 8 février 2019.

Le 24 mai 2019, le CPM a été consulté pour la phase 2 du projet de restauration et de mise aux normes, concernant les interventions suivantes :

- Interventions majeures sur les plans d'aménagement intérieurs ;
- Agrandissement sur le toit-terrasse de l'allonge ;
- Ouverture dans le hall d'honneur ;
- Aménagement du hall au rez-de-chaussée ;
- Boiseries et vitrages intérieurs à modifier et restaurer ;
- Intégration du système de chauffage sur les étages patrimoniaux ;
- Simplification des plafonds des étages patrimoniaux ;
- Création d'un porche au sous-sol 1 ;

- Modification du tunnel et de l'édicule au sous-sol 2 ;
- Restauration des marquises Vauquelin et Gosford telles quelles.

Il a émis à ce sujet un avis préliminaire (A19-SC-10, 20 juin 2019).

Description du projet

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu lors de sa séance du 30 août 2019 les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière, du Service de l'urbanisme et de la mobilité et les représentants de la firme externe mandatée. La phase 2 du projet a été retravaillée suivant l'avis du CPM et la nouvelle version lui est présentée pour avis.

Notons que, depuis la dernière présentation du projet, l'agrandissement prévu sur la terrasse arrière a été revu à la baisse, en accord avec la recommandation précédente du CPM de maintenir cet espace ouvert. Une nouvelle proposition a été introduite à ce stade-ci du projet : le morcellement et le déplacement des comptoirs de marbres du rez-de-chaussée, ainsi que le déplacement de la boîte de perception des taxes, deux éléments datant de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923. Ces interventions sont présentées comme nécessaires pour agrandir la perception de l'espace public et pour l'aménagement d'un espace d'exposition, d'un espace café et une salle familiale au rez-de-chaussée. Il est proposé de remodeler et de modifier les comptoirs afin de leur donner de nouvelles fonctions : ainsi, une partie serait utilisée dans la salle de café, une autre comme comptoir d'accueil du service du greffe, etc.

ENJEUX

Le CPM remercie les représentants pour leur présentation claire, détaillée et bien argumentée. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires et recommandations sur les aspects du projet qui lui ont été présentés.

Nouveau volume sur la terrasse

Le CPM voit d'un bon œil le retrait de la tente actuellement présente et apprécie la réduction du volume de l'agrandissement proposé sur la terrasse par rapport à la dernière présentation. Il souligne en particulier la légèreté de l'agrandissement proposé, dont la composition donne l'image d'un volume qu'on pose sur la terrasse, qui s'intègre bien à la matérialité et au volume de l'hôtel de ville. Cette proposition constitue selon lui une amélioration par rapport à l'existant, mais également par rapport à la version précédente qui lui a été présentée en mai dernier. Il apprécie également que cet agrandissement sur la terrasse soit accessible à tous et espère que les événements protocolaires qui s'y dérouleront sporadiquement ne nuiront pas à l'usage public de la terrasse. Enfin, il recommande de réfléchir dès maintenant à la végétation qui sera présente sur la terrasse afin que celle-ci soit arrimée aux aménagements. Il considère aussi qu'une réflexion est nécessaire quant à l'illumination de nuit qui proviendra de l'intérieur et à la grande visibilité qu'elle donnera à l'ajout par rapport à l'ensemble du bâtiment.

Stratégie de conservation

Dans son avis du 24 mai 2019 (A19-SC-10), le CPM avait demandé la formulation d'une stratégie de conservation de manière à justifier clairement comment les nouvelles interventions s'arriment aux composantes patrimoniales. Bien qu'il comprenne l'explication fournie selon laquelle on revient le plus possible aux composantes d'origines (notamment pour les fenêtres), il constate que cette stratégie n'est pas celle employée pour l'ensemble des interventions prévues, dont les intérieurs. Il regrette que les interventions lui soient encore présentées à la pièce et que les choix de conservation ne soient pas appuyés.

Tel qu'il l'a mentionné dans son avis A19-SC-10, le CPM réitère la nécessité de produire une stratégie de conservation. Cet outil est essentiel pour, d'une part, asseoir les choix qui sont faits quant au remplacement ou à la conservation des éléments, et, d'autre part, pour démontrer les liens et l'impact des nouvelles interventions sur les composantes patrimoniales. Dans ses avis, le CPM recommande la réalisation de tels documents pour de nombreux bâtiments patrimoniaux ; en l'occurrence, il lui paraît essentiel que l'on fasse preuve de pratiques de conservation exemplaires pour le bâtiment le plus important de la ville. À ce sujet, il rappelle l'intention de la Ville d'être un gestionnaire et un propriétaire exemplaires de ses bâtiments patrimoniaux. Il est d'avis que l'hôtel de ville de Montréal est l'édifice tout désigné pour mettre en œuvre cette intention.

Éléments patrimoniaux intérieurs

Tel que mentionné précédemment, le CPM perçoit certaines incohérences quant aux choix de conservation puisque d'un côté, on affirme vouloir enlever les ajouts subséquents, mais, de l'autre, on modifie certains éléments d'origine. Ainsi, le CPM est étonné de l'intention nouvelle de scinder les comptoirs de marbre historiques du rez-de-chaussée pour les disposer à différents endroits. Ce geste n'est pas anodin puisque ceux-ci datent de la reconstruction de l'hôtel de ville en 1923 et témoignent du courant Art déco dans la décoration intérieure de l'édifice. Plutôt que des éléments de mobilier pouvant être déplacés, il s'agit véritablement de composantes architecturales qui contribuent à l'articulation de l'espace. En les scindant et en les déplaçant, on modifie leur fonction d'origine qui était de séparer l'espace public de l'espace privé (réservé aux employés de la Ville). Le CPM comprend la volonté d'augmenter l'espace public de cet étage ; toutefois, il lui paraît que cela pourrait être fait tout en respectant les composantes patrimoniales. Le CPM insiste pour que les comptoirs de marbres soient maintenus tels quels au rez-de-chaussée et conservent leur fonction historique de démarcation d'espaces. Ceci peut s'effectuer en les intégrant aux nouvelles fonctions.

Les mêmes inquiétudes s'appliquent à la boîte de perception des taxes qui trône entre les comptoirs de marbre au rez-de-chaussée et qui témoigne de manière éloquente de l'histoire de la municipalité de Montréal. Le CPM insiste par conséquent pour que cet élément soit maintenu à son emplacement actuel et historique et ne soit pas muséifié. Il est d'avis que ces éléments patrimoniaux significatifs peuvent très bien s'intégrer à l'aménagement prévu du rez-de-chaussée.

À cet égard, le CPM souligne certains projets exemplaires de conversion où les comptoirs d'origine ont été intégrés, dont celui de l'ancienne succursale de la Banque Royale sur la rue Saint-Jacques en un café (le Crew Collective & Café). Les éléments d'origine tels les comptoirs ont tous été conservés à leur emplacement d'origine tout en conservant leur fonction de séparation des espaces publics et privés.

Enfin, concernant la volonté de remplacer le verre givré de la fenestration de certaines portes par du verre clair, le CPM se demande si le verre givré est un élément d'origine (1923). Le cas échéant, il recommande de conserver le verre givré en place, d'autant plus qu'il contribue à l'intimité des espaces de travail par rapport aux aires de circulation.

Édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars

La démolition et le remplacement de l'édicule de passage piétonnier vers la station de métro Champs-de-Mars avaient été présentés au comité mixte (composé du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger) dans le cadre du projet de la place des Montréalaises. Il était prévu de démolir et de transformer l'édicule et une entrée de livraison pour l'hôtel de ville. Dans son avis préliminaire en date du 3 juillet 2019 (AC19-SC-02), le comité mixte avait émis certains commentaires à ce sujet, jugeant qu'il s'agissait d'un geste architectural fort pour un édicule de service et qu'il gagnerait à être traité plus sobrement.

Depuis la présentation du projet de la place des Montréalaises en juin dernier, la démolition et le remplacement de l'édicule ont été transférés sous la gouverne du projet de restauration et de mises aux normes de l'hôtel de ville. Dans le cadre du présent avis, il est demandé au CPM de se positionner formellement sur la démolition de l'édicule. Or, le projet de remplacement, présenté très sommairement, ne semble pas avoir changé depuis la dernière présentation. En l'absence des détails sur le projet de remplacement, d'information sur les interventions paysagères et sur l'arrimage de l'édicule avec la passerelle, le CPM ne peut se prononcer à l'heure actuelle sur la démolition de l'édicule. Il est d'avis qu'il y a trop d'inconnus pour qu'il prenne position à ce sujet. Tout en rappelant que les commentaires et recommandations qu'il avait formulés à cet égard dans l'avis du comité mixte sur le projet de la place des Montréalaises sont toujours valides, il souhaite que l'édicule existant soit documenté et que le nouvel édicule lui soit présenté de manière détaillée pour avis dans le cadre d'une réunion dédiée spécifiquement à ce projet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal voit de manière très positive le projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville. Il émet par conséquent un avis favorable, conditionnel à la conservation in situ des comptoirs de marbre et de la boîte de perception. Il formule également les recommandations suivantes :

- Bien qu'il aurait été plus pertinent de le faire plus tôt dans le projet, il serait tout de même nécessaire de formuler une stratégie de conservation, ne serait-ce que pour permettre d'assurer un dossier documentaire complet du projet pour la postérité ;
- Advenant que le verre givré des portes soit un élément d'origine, le conserver ou le remplacer par du verre identique plutôt que du verre clair ;
- Mener une réflexion sur le mobilier et la végétation qui seront présents sur la terrasse et au sein de l'agrandissement de sorte qu'ils soient intégrés dès maintenant dans la réflexion sur le design urbain afin d'éviter qu'ils ne soient ajoutés à la fin et soient détachés de leur contexte ;
- Constatant que l'éclairage intérieur de l'agrandissement sur la terrasse (qui sera vitré) sera très visible le soir, le CPM insiste pour qu'il soit arrimé au plan lumière de l'édifice ;

- Concernant les aménagements intérieurs prévus, le CPM souhaite mettre en garde les concepteurs contre la tendance à réaliser des aménagements s'inspirant trop fortement de tendances esthétiques actuelles qui risquent ne pas être adaptés aux besoins à long terme et de mal vieillir. Il recommande de réaliser des aménagements intérieurs sensibles à la fonction et au caractère patrimonial de l'hôtel de ville en misant sur un vocabulaire qui traversera le temps.

Le CPM souhaite que le projet de démolition et de remplacement de l'édicule de la station de métro Champ-de-Mars présent à l'angle des rues Saint-Antoine et Gosford lui soit présenté pour avis. À cet effet, il recommande de :

- Présenter l'historique de l'édicule
- Documenter et réaliser un plan de l'édicule existant
- Présenter en détail la construction proposée (plans, élévations, coupes, matérialité)

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 11 octobre 2019

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 août 2018

PLOMBERIE RICHARD JUBINVILLE INC.
A/S MADAME SANDRA JUBINVILLE
5600, CH DU BOIS-FRANC
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1A9

N° de décision : 2018-CPSM-1048740
N° de client : 3000473568

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- PLOMBERIE JUBINVILLE
- PRJ
- RÉSEAU GAZ MÉDIC
- RÉSEAU GAZ MÉDIC (2000)
- RÉSEAU GAZ-MÉDIC

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PLOMBERIE RICHARD JUBINVILLE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 mars 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Caroline Vallières
Coordonnatrice
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

En vertu de la subdélégation de pouvoir du 12 juillet 2018

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion de projets immobiliers
Division des projets corporatifs

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES IMM-15509
Date de publication : 9 mars 2020
Date d'ouverture : 16 juin 2020

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Association de la construction du Québec (ACQ)
2	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)
3	HVAC inc.
4	Lucien Charbonneau Ltée
5	MécanicAction inc.
6	Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka
7	Plomberie & Chauffage Alain Daigle inc.
8	Plomberie Noël Fredette inc.
9	Plomberie Richard Jubinville inc.
10	Tuyauterie Expert inc.
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.37

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206810005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes incluses (contrat : 8 220 712,50 $ + contingences : 1 233 106,88 $) - Appel d'offres public IMM-15509 - (2 soumissionnaires)

Rapport_CEC_SMCE206810005.pdf

Dossier # :1206810005

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE206810005

Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes incluses (contrat : 8 220 712,50 $ + contingences : 1 233 106,88 $) - Appel d'offres public IMM-15509 - (2 soumissionnaires).

"Original signé"

Christian Arseneault
Vice-présidence

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206810005

Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes incluses (contrat : 8 220 712,50 $ + contingences : 1 233 106,88 $) - Appel d'offres public IMM-15509 - (2 soumissionnaires).

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires au sujet de ce contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal.

Puis, le Service a expliqué que cet appel d'offres, d'une durée de 100 jours, au cours duquel sept addendas ont été publiés, a permis de recevoir deux soumissions conformes parmi les 10 preneurs des documents d'appel d'offres. Aussi, l'analyse de l'écart de 52,8 % entre les deux soumissions reçues a été exposée en détail. Il s'avère que l'écart le plus important entre ces deux plus basses soumissions se retrouve au poste budgétaire « 6.2 Tuyauterie et alimentation/retour - Eau de chauffage et eau

refroidie (distribution primaire) », qui représente à lui seul un écart d'un peu plus de 3,8 M$ entre les deux plus bas soumissionnaires. Le Service est d'avis que cet écart peut s'expliquer par une mauvaise compréhension des travaux par le deuxième plus bas soumissionnaire puisque les prix proposés par le plus bas soumissionnaire se rapprochent de ceux de l'estimation des professionnels et que les prix étage par étage du deuxième plus bas soumissionnaire ne correspondent pas à l'envergure très variée du projet d'un niveau à l'autre. Le Service est également d'avis que des prix approximatifs avec une marge de sécurité ont été soumis pour cet item. En conclusion, considérant le faible écart défavorable par rapport à l'estimé de contrôle (7,4 %), le prix obtenu est jugé avantageux. Le Service recommande donc l'octroi.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat. Les commissaires considère le processus conforme pour ce contrat qui permet, une fois de plus, de réaliser des travaux au juste prix.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE206810005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.38

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1207343001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes incluses (contrat: 13 772 253,24 $ + contingences: 2 065 837,99 $ + incidences: 688 612,66 $) - Appel d'offres public n°10317 - 3 soumissionnaires conformes

Il est recommandé :

1. d'accorder à Nordmec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection prioritaires phases 1 et 2 à l'usine de production d'eau potable Dorval, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 772 253,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 10317 ;

2. d'autoriser une dépense de 2 065 837,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 688 612,66 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 16 526 703,89 $, taxes incluses

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-24 14:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207343001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes incluses (contrat: 13 772 253,24 $ + contingences: 2 065 837,99 $ + incidences: 688 612,66 $) - Appel d'offres public n°10317 - 3 soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau doit procéder à d'importants travaux de maintien des actifs à l'usine de production d'eau potable Dorval. Ils constituent les travaux prioritaires (considérant leur criticité) à réaliser pour garantir la fiabilité de l'alimentation en eau potable en tout temps de la population de la cité de Dorval (y compris l'Aéroport international Pierre-Elliott- Trudeau de Montréal) et pour assurer la sécurité des citoyens en cas d'incendie. Ce projet vise principalement le remplacement et la rénovation de différents systèmes de procédés chimiques, d'équipements électriques et mécaniques et de divers systèmes connexes, et ce, dans différents secteurs de l'usine.
Des études menées sur l'état des actifs de cette usine (construite en 1956) ont révélé que plusieurs équipements (de procédé, mécaniques, électriques, d'automatisation et contrôle ainsi que d'architecture) sont maintenant vétustes ou ont atteint leur limite de vie utile. La réfection partielle de cette usine est donc essentielle et incontournable pour assurer sa fiabilité avant sa fermeture dans un horizon de dix (10) ans. Le présent investissement fait partie intégrante du scénario ayant mené à la recommandation de fermeture (à moyen terme) de cette usine.

La sollicitation du marché s'est réalisée par un appel d'offres public n°10317 sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et publiée dans le journal *Le Devoir* le 27 janvier 2020. La durée de la publication a été de cent quatorze (114) jours. Les offres dûment reçues ont été ouvertes le 21 mai 2020 dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de Ville. La durée de validité des offres est de cent vingt (120) jours, à compter de l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 18 septembre 2020.

Dix (10) addenda ont été émis durant la période de soumission afin d'apporter des précisions sur le projet et de répondre aux différentes questions des preneurs du cahier des charges (voir tableau ci-après). L'estimation avant d'aller en appel d'offres a été révisée à la hausse (6,37%) afin de tenir compte des impacts financiers liés aux addendas.

Les questions répondues dans les divers addenda sont partagées principalement en quatre (4) différentes catégories soit :

· Des demandes de précisions supplémentaires (entre autres, pour établir les limites et clarifier les interfaces des travaux entre les différentes disciplines);
· Des demandes de clarification d'informations qui se trouvent déjà aux plans et devis;
· Des demandes de visites des lieux;
· Des demandes de report de la date d'ouverture des offres.

N°	Date de publication	Description
1	18 février 2020	· Report de la date d'ouverture au 24 mars 2020. · Prolongation de la date limite de prise de rendez-vous pour la visite des lieux et extension de la période de visites. · Réponses aux questions techniques des soumissionnaires potentiels.
2	28 février 2020	· Précisions techniques, principalement en électricité. · Révision du formulaire de soumission. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.
3	11 mars 2020	· Extension de la période de visites. · Réponses aux questions techniques des soumissionnaires potentiels. · Précisions techniques.
4	17 mars 2020	· Report de la date d'ouverture au 2 avril 2020, à la demande du marché.. Révision du formulaire de soumission. · Réponses aux questions techniques des soumissionnaires potentiels. · Précisions techniques en électricité, architecture et mécanique de procédé.
5	26 mars 2020	· Report de la date d'ouverture au 30 avril 2020, à la demande du marché. · Précisions techniques principalement en électricité et en architecture. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.
6	3 avril 2020	· Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.
7	20 avril 2020	· Report de la date d'ouverture au 14 mai 2020, à la demande du marché. · Précision technique en mécanique de procédé. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.
8	5 mai 2020	· Intégration du nouveau règlement de gestion contractuelle datée du 30 mars 2020. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.
9	11 mai 2020	· Report de la date d'ouverture au 21 mai 2020, à la demande du marché. · Précisions techniques en automatisation et contrôle. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.
10	15 mai 2020	· Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0186 - 18 mai 2017 - Accorder un contrat à Norclair inc., pour l'exécution des travaux relatifs à la modernisation des filtres de l'usine d'eau potable de Dorval - Dépense totale de 5 442 164,26 $ taxes incluses - Appel d'offres public 10215 - (5 soumissionnaires).
CG11 0211 - 22 juin 2011 - Accorder deux contrats de services professionnels pour de services d'ingénierie afin de réaliser la réfection des équipements des usines de production d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs de l'agglomération de Montréal,

soit à SNC-Lavalin inc., pour une somme maximale de 12 597 823,65 $ taxes incluses, et à Genivar inc. pour une somme maximale de 6 501 884,88 $ taxes incluses - Appel d'offres public 11-11570 (5 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la réalisation de divers travaux requis pour le maintien des actifs et la réfection partielle de l'usine de production d'eau potable Dorval. Ces travaux, répartis dans tous les secteurs de l'usine, comportent principalement des modifications aux ouvrages existants en mécanique de procédé, en électricité, en automatisation, en mécanique de bâtiment, en structure et en architecture. Ces travaux seront exécutés suivant un séquencement qui permettrait de minimiser leurs impacts sur les opérations quotidiennes de l'usine et d'assurer la production d'eau potable.
Ce contrat comprend principalement :

· La conversion à l'hypochlorite de sodium en remplacement du chlore gazeux pour réduire les risques de santé et de sécurité;
· Le remplacement du système d'alimentation électrique de secours (groupe électrogène) et la mise à niveau de l'entrée électrique principale de l'usine;
· Le remplacement de plusieurs vannes murales et des bondes de fonds des secteurs : réserve et sortie des bassins de floculation;
· La modification des trappes d'accès (incluant les échelles) des réserves et des décanteurs (avec ajout de garde-corps permanents);
· Le remplacement des grilles manuelles, des vannes et des clapets à l'eau brute;
· L'installation d'un système anti-frasil et la protection de la prise d'eau de l'usine par l'ajout d'un bâtiment sur la rive;
· La réalisation de travaux de mécanique de bâtiment (CVAC) et de plomberie dans différents secteurs de l'usine;
· La réalisation de travaux d'électricité, de chauffage et d'éclairage dans différents secteurs de l'usine;
· La mise à niveau des pompes dans les secteurs haute et basse pression et le remplacement de leurs moteurs et démarreurs;
· La réalisation de divers travaux de structure et d'architecture pour l'aménagement des nouveaux équipements mécaniques et électriques;
· Les modifications du système d'automatisation et de contrôle, dont le remplacement des panneaux de contrôle des décanteurs;
· La décontamination : enlèvement d'amiante et de plomb dans les zones concernées;
· La réalisation de tests et essais ainsi que la mise en service des équipements;
· La fourniture de la documentation technique et la formation du personnel de l'exploitation de l'usine.

L'ensemble des travaux doit être terminé dans un délai de 594 jours à compter de la date de début des travaux ordonnée par le Directeur. Le cahier des charges contient des dispositions contractuelles relatives à une pénalité de 2 000 $ par jour de retard dans l'exécution du contrat.

Le coût de base des travaux s'élève à 13 772 253,24 $ taxes incluses.

Des dépenses contingentes de 2 065 837,99 $ taxes incluses, soit 15 % du coût de base des travaux, sont ajoutées au budget afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant la construction.

Des dépenses incidentes de 688 612,66 $ taxes incluses, soit 5 % du coût des travaux, sont aussi prévues pour couvrir, entre autres, les coûts associés aux travaux exécutés par Hydro

-Québec (modification au réseau électrique souterrain), aux frais de contrôle de la qualité, de services de protection (sûreté), de laboratoire et d'inspection des matériaux et des équipements.

Une autorisation du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a été obtenue pour réaliser ce projet conformément à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n°10317, dix-neuf (19) preneurs du cahier des charges se sont procuré les documents sur le site SÉAO, dont la liste se trouve en pièce jointe. Trois (3) d'entre eux (soit 15,8%) ont déposé une soumission.
Les motifs de désistement des seize (16) autres preneurs du cahier de charges (soit 84,2%) sont les suivants : (il convient de souligner qu'aucun preneur du cahier des charges n'a officiellement précisé les motifs de son désistement).

· Onze (11) sont des sous-traitants, dont trois (3) fournisseurs;
· Deux (2) n'ont pas pu être contactés; pas de retour d'appel;
· Un (1) a évoqué ne pas être assez compétitif pour le travail à réaliser;
· Un (1) est une association pour entrepreneurs, soit l'association de la construction du Québec (ACQ);
· Un (1) est un donneur d'ouvrage (municipalité).

L'analyse de la conformité administrative a été réalisée par la Direction de l'eau potable tandis que l'évaluation de la conformité technique et financière a été réalisée par le consultant du projet WSP Canada inc.

Après l'analyse des soumissions, il s'avère que les trois (3) soumissions sont conformes et que l'entreprise Nordmec Construction inc. présente la soumission la plus basse.

Le tableau ci-après présente les écarts de prix entre les différentes soumissions conformes et la dernière estimation.

Soumissions conformes	**Prix soumis** (Taxes incluses)	**Autres (contingences + variation de quantités)** (Taxes incluses)	**Total** (Taxes incluses)
NORDMEC CONSTRUCTION INC.	13 772 253,24 $	2 065 837,99 $	15 838 091,23 $
FILTRUM INC.	14 215 853,93 $	2 132 378,09 $	16 348 232,01 $
DERIC CONSTRUCTION INC.	15 175 677,87 $	2 276 351,68 $	17 452 029,55 $
Dernière estimation réalisée	12 801 410,62 $	1 920 211,59 $	14 721 622,21 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			1 116 469,02 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) [(a plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100]			7,58%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			510 140,79 $

(la deuxième plus basse – la plus basse)	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) [(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100]	3,22%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart défavorable de 7,58 % (soit 970 842,62 $, avant contingences, taxes incluses) par rapport à l'estimation réalisée par le consultant WSP Canada inc. Cet écart peut être lié à de nombreux facteurs, dont les méthodes de travail envisagées par le soumissionnaire, les décisions d'affaires de l'entreprise ayant soumissionné et la situation des marchés au moment du dépôt des soumissions.

En général, cette variation de prix est considérée comme acceptable. La compétitivité et la concurrence qui existent actuellement dans le marché peuvent contribuer considérablement aux différents écarts observés.

Le soumissionnaire recommandé, soit Nordmec Construction inc., a fourni son attestation de Revenu Québec.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. Le soumissionnaire recommandé, Nordmec Construction inc. détient son autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF) délivrée le 26 avril 2017; laquelle arrivait à échéance le 27 mars 2020. Toutefois, Nordmec construction inc. a présenté un document démontrant qu'il a effectué une demande de renouvellement de cette autorisation auprès l'autorité des marchés publics (AMP). Une copie de l'accusé de réception de l'AMP, datée du 29 novembre 2019, de ladite demande est jointe au présent dossier. En outre, une vérification a été faite auprès de l'AMP à savoir que l'entreprise Nordmec Construction inc. figure sur le registre des entreprises autorisées à contracter (REA).

Les validations requises indiquant que le soumissionnaire recommandé Nordmec Construction inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 13 772 253,24 $ taxes incluses.
La dépense totale de 16 526 703,89 $ taxes incluses, comprend le coût du contrat de 13 772 253,24 $ taxes incluses, un montant de 2 065 837,99 $ taxes incluses, pour les contingences ainsi qu'un montant de 688 612,66 $ taxes incluses, pour les incidences.

Cette dépense totale de 16 526 703,89 $ taxes incluses, représentant un coût net de 15 091 083,49 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, est prévue au PTI 2020-2022 de la DEP. Ce montant sera financé par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet contribuera à pratiquer une gestion responsable des ressources et à améliorer la qualité de vie des citoyens de la cité de Dorval et de l'Aéroport international Pierre-Elliott- Trudeau de Montréal. En effet, la réfection partielle de l'usine de production d'eau potable de Dorval vise à assurer la production fiable d'une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux être des citoyens de l'agglomération de Montréal.
La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau »*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un retard dans l'octroi du présent dossier, les impacts majeurs seraient les suivants :

· Production d'eau potable à risque en raison de la vétusté des équipements;
· Les exigences réglementaires pourraient ne pas être respectées en raison de problèmes liés à la fiabilité des équipements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19 et avec la reprise des chantiers depuis le 11 mai 2020, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances, conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates prévisionnelles :

· Commission permanente sur l'examen des contrats: août 2020;
· Octroi du contrat (CG) :août 2020;
· Ordre de début des travaux : octobre/novembre 2020;
· Réception provisoire : juin 2022;
· Fin du contrat : juin 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Franck NINGUE
Chargé de projets

Tél : 514 872-5381
Faïçal Bouzid
Chef de section - Bureau Projets 1
514-868-5144
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-17

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François DUBUC
C/d Division projets réseau principal
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-24

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 09 juillet 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : NORDMEC CONSTRUCTION INC.
Adresse du siège social : 390, RUE SIMÉON, LOCAL 3, MONT-TREMBLANT, QC, J8E 2R2, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000172170
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164575657

Autres noms d'affaires

- LE GROUPE NORDMEC
-
- NORDMEC CONTRÔLE
-
- NORDMEC INSTRUMENTATION

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 avril 2017

NORDMEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR JOËL PRUD'HOMME
1998, RUE MICHELIN
LAVAL (QC) H7L 5C2

N° de décision : 2017-CPSM-1026563
N° de client : 3000172170

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LE GROUPE NORDMEC, NORDMEC CONTRÔLE et NORDMEC INSTRUMENTATION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). NORDMEC CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 29 novembre 2019

NORDMEC CONSTRUCTION INC.
390, RUE SIMÉON
LOCAL 3
MONT-TREMBLANT QC J8E 2R2

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000172170
N° de demande :	1900016297
N° de confirmation de paiement :	211304

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Montréal

Service de l'eau
Direction de l'eau potable, Division infrastructures usines et réservoirs

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES N◦10317
Date de publication : 27-01-2020
Date d'ouverture : 21-05-2020

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	ACQ – Provinciale (association de la construction du Québec)
2	Allen Entrepreneur Général Inc.
3	Aluma Safway inc.
4	Chem Action Inc.
5	Constech_mtl
6	Construction Arcade
7	Construction Deric Inc
8	Filtrum Inc.
9	Groupe Mécano inc.
10	Le Groupe LML Ltée
11	Les Entreprises Denexco inc.
12	Nordmec Construction inc.
13	Ondel Inc.
14	Quantum Électrique inc.
15	Services Électriques Enixum Inc.
16	Tro--Chaînes Inc.
17	Veolia Water Technologies Canada Inc.
18	Ville de Lévis.
19	Xebec Inc
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207343001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes incluses (contrat: 13 772 253,24 $ + contingences: 2 065 837,99 $ + incidences: 688 612,66 $) - Appel d'offres public n°10317 - 3 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1207343001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-21

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207343001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes incluses (contrat: 13 772 253,24 $ + contingences: 2 065 837,99 $ + incidences: 688 612,66 $) - Appel d'offres public n°10317 - 3 soumissionnaires conformes

Rapport_CEC_SMCE207343001.pdf

Dossier # :1207343001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207343001

Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes incluses (contrat: 13 772 253,24 $ + contingences: 2 065 837,99 $ + incidences: 688 612,66 $) - Appel d'offres public n°10317 - 3 soumissionnaires conformes.

"Original signé"

Christian Arseneault
Vice-présidence

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207343001

Accorder un contrat à Nordmec construction inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval - Dépense totale de 16 526 703,89 $, taxes incluses (contrat: 13 772 253,24 $ + contingences: 2 065 837,99 $ + incidences: 688 612,66 $) - Appel d'offres public n°10317 - 3 soumissionnaires conformes.

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant ce contrat visant la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval.

Puis, le Service a expliqué que cet appel d'offres a été d'une durée de 114 jours au cours desquels 10 addendas ont été publiés pour des raisons administratives et pour reporter la date d'ouverture en raison de la situation sanitaire. Le processus mené a permis de recevoir trois soumissions conformes parmi les 16 preneurs des documents d'appel d'offres. L'analyse des soumissions montre un écart défavorable de 7,58 %, soit tout près d'un million de dollars (970 842,62 $) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée par les professionnels de WSP inc. Le Service est d'avis que ceci peut être lié à de nombreux facteurs, dont les méthodes de travail envisagées par le soumissionnaire, ses décisions d'affaires et aussi la situation des marchés au moment du dépôt des soumissions. En outre, les responsables du dossier sont d'avis que, compte tenu du degré de variation propre à une estimation, cet écart de prix est acceptable puisqu'il est de moins de 10% par rapport à l'estimé de contrôle. En outre, la compétitivité et la concurrence du marché actuel peuvent contribuer de façon considérable aux différents écarts observés.

Au terme de son examen, la Commission a pu statuer quant à la conformité du processus de cet appel d'offres après avoir pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat. Les commissaires retiennent que le service ne croit pas pouvoir obtenir un meilleur résultat en cas de relance de l'appel d'offres et qu'il recommande l'octroi malgré l'écart de 7,58 % jugé acceptable. Néanmoins, la Commission demande l'ajout d'une précision au sommaire décisionnel concernant la variation entre le premier et le second estimé de contrôle réalisés.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE207343001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.39

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206236001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 - un seul soumissionnaire

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire Tetra Tech QI inc, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 5 ans, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 741 149,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17979;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-20 17:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206236001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 - un seul soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a lancé l'un des plus vastes chantiers de son histoire, il y a de cela quelques années. Ce chantier concerne la réhabilitation de ses infrastructures liées à l'eau et à la gestion efficace de cette ressource sur son territoire. Même si une grande partie de ces efforts consiste à remplacer ou réhabiliter les conduites d'aqueduc ayant atteint leur durée de vie, il est impossible, vu l'ampleur du réseau, de corriger immédiatement toutes les situations potentiellement problématiques.
Dans le cadre de la Stratégie de l'eau 2011-2020, l'un des projets majeurs est la régulation de la pression. Cette stratégie recommandée par l'International Water Association (IWA) pour prolonger la durée de vie des conduites vieillissantes est de réguler la pression en temps réel. Cette régulation permet de diminuer les fuites ainsi que les bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation. Cette stratégie a déjà été utilisée avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe. Les études requises afin de circonscrire les secteurs de régulation de la pression (SRP) et déterminer les équipements requis sont réalisées par la Ville de Montréal. Un second volet de ce projet vise à améliorer le suivi sectoriel de la distribution de l'eau potable sur le réseau principal d'aqueduc. D'une part, ce volet permet, en conjuguant ces mesures de débit et pression prises en temps réel avec celles relevées aux usines, aux réservoirs et sur le réseau secondaire, d'assurer une meilleure gestion courante de la distribution. Cette mesure de débit par secteurs permet, tout comme pour le suivi sur le réseau principal d'aqueduc, le signalement de fuites importantes et l'évaluation de l'ampleur des fuites sur ce réseau, permettant ainsi de mieux cibler les efforts de détection active des fuites et de réduire ainsi plus rapidement les pertes d'eau. D'autre part, en ajoutant aux mesures déjà mentionnées

celles de la consommation des usagers ICI et d'usagers résidentiels et municipaux types, cela permet au Service de l'Eau d'améliorer de façon continue son bilan de l'eau et d'encore mieux choisir de manière stratégique ses interventions et ses investissements sur le réseau d'aqueduc. Le numéro du mandat d'exécution de ce projet d'Optimisation des réseaux est le SMCE198074026.

La Direction des réseaux d'eau (DRE) a également la responsabilité de réhabiliter les chambres existantes des compteurs "réseau". Il existe présentement une centaine de chambres de compteur de l'eau distribuées dans des villes liées et d'arrondissements qui étaient d'anciennes villes. Plusieurs de ces chambres ne sont pas intégrées à l'intérieur de SRP ou pour le suivi en temps réel de l'eau sur le réseau principal d'aqueduc (projet d'Optimisation des réseaux). La Ville de Montréal a donc entrepris la réhabilitation de ces chambres. À noter que ce troisième volet n'est pas visé par la Stratégie de l'eau 2011-2020, ni par le mandat d'exécution du projet d'Optimisation des réseaux.

La Direction des réseaux d'eau (DRE) compte réaliser de 2 à 3 secteurs de régulation par année sur la période 2021-2024, chaque secteur comportant de 2 à 4 sites de régulation et de 1 à 2 sites de mesure de pression. Une minorité de SRP contiendront également des sites de mesure de débit. Chaque site de régulation comptera normalement une chambre préfabriquée pour le régulateur de pression, le débitmètre et les équipements connexes. De plus, durant cette période, la DRE va réaliser une trentaine de sites de mesure sur le réseau primaire et interviendra sur une cinquantaine de chambres de compteurs "réseau".

Le Service de l'eau a déjà retenu les services de firmes externes afin de préparer les plans et autres documents techniques requis pour la réalisation des ouvrages prévus: deux firmes pour la période 2013-2016 et une autre firme pour la période 2014-2020.

Le présent dossier concerne l'octroi de services professionnels pour les trois volets dont la réalisation se terminera en 2025 :

- Les plans et devis pour les secteurs de régulation de pression devant être construits en 2021, 2022, 2023 et 2024 (Volet 1);
- Les plans et devis pour la mesure du débit et de la pression sur les conduites du réseau primaire devant être construits en 2021, 2022, 2023 et 2024 (Volet 2);
- Les plans et devis pour la mise aux normes et la réhabilitation des chambres de compteurs entre 2021 et 2024 (Volet 3);
- Les plans et devis pour les travaux électriques et de télémesure & télécommande entre 2021 et 2025 (Volets 1 à 3);
- Le prêt de personnel pour la surveillance au chantier entre 2021 et 2025 (Volets 1 à 3);
- Le prêt d'un ingénieur civil en résidence pour la gestion de la construction entre 2021 et 2024 (Volets 1 à 3).

L'appel d'offres public no 20-17979 a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal, ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 10 février 2020. La date limite de réception des soumissions était le 17 mars 2020. La durée de la publication a été de 35 jours. La validité des soumissions est de 180 jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 13 septembre 2020.

Un addenda a été publié le 13 février 2020 pour apporter des modifications au niveau du regroupement de personnes, de l'assurance de responsabilité professionnelle et de l'ajustement annuel des prix en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur le réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.
CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 $, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

CG12 0222 - 21 juin 2012 - Approuver la programmation de travaux d'infrastructures d'eau d'agglomération admissibles au Programme d'infrastructures Québec-Municipalités volet 1.4 visant l'implantation d'instruments de mesure de la distribution et de régulation de la pression sur le réseau d'aqueduc et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

CM 12 0434 - 18 juin 2012 - Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs sur l'examen public de la nouvelle stratégie de l'eau montréalaise (Dossier 1122714002).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat suite à l'appel d'offres 20-17979 pour la rétention de services professionnels en ingénierie.
Les services professionnels visent les trois volets décrits précédemment dans la section de contexte. Les expertises en ingénierie requises pour ces trois volets sont principalement :

- le génie civil;
- la structure;
- la mécanique de procédé;
- la circulation, la signalisation et la gestion des impacts;
- l'alimentation et la distribution électrique;
- l'automatisation (instrumentation et contrôle);
- ainsi que toute autre discipline connexe requise pour réaliser les mandats confiés.

Les mandats couvrent plus spécifiquement, mais sans s’y limiter, l’ensemble des services d’ingénierie, tels que :

- l'inspection des ouvrages existants et la préparation des rapports;
- l'arpentage et la mise en plan des infrastructures existantes;
- la conception détaillée des ouvrages;
- la préparation de plans et devis et des estimations des coûts;
- les services pendant les appels d’offres;
- les services durant la construction.

Ces services professionnels seront requis pour les années 2020 à 2025.

Les services reliés à ce contrat seront réalisés en plusieurs mandats de cinq types :

- Mandats pour services de « Arpentage, conception civil-mécanique-structure et surveillance en bureau » ;

- Mandats pour services de « Conception électricité-instrumentation et surveillance en bureau »;
- Mandats de « Surveillance en résidence » des travaux de la discipline civil-mécanique-structure et de la discipline électricité-instrumentation;
- Un mandat pour « Prêt de service d'un ingénieur civil en résidence »;
- Mandats pour « Services professionnels supplémentaires » qui ne sont pas prévus dans les deux premiers types de mandats ci-dessus.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 20-17979 à 2 enveloppes, il y a eu 4 preneurs du cahier des charges, mais une seule firme soumissionnaire. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Parmi les trois (3) autres firmes détentrices du cahier des charges, deux (2) n'ont pas répondu pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres et l'autre firme a répondu qu'elle n'a pas la capacité, la disponibilité due aux circonstances atténuantes.

Le comité de sélection composé de 3 membres a siégé le 6 avril 2020. La firme soumissionnaire Tetra Tech QI inc ayant obtenu un pointage de 79,8 a été retenue par le comité de sélection.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix soumis (taxes incluses)
Tetra Tech QI inc.	79,8	0,27	4 741 149,34 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			4 604 102,02 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			+ 137 047,32 $ + 2,98 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*			- -

Note : La firme Tetra Tech QI inc. a omis de soumettre la partie sommaire du bordereau de soumission afin de calculer les taxes (TPS et TVQ). Le montant avant taxes sur le bordereau de sa soumission est 4 123 635 $. En calculant les taxes, le montant de la soumission avec taxes incluses est 4 741 149,34$ tel qu'inscrit dans le tableau ci-dessus.

L'analyse de soumission a permis de constater que le soumissionnaire a présenté une soumission avec un écart défavorable de 2,98 % par rapport à l'estimation réalisée par la section de l'optimisation du réseau. Compte tenu de la marge d'erreur de l'estimation, cet écart est tout à fait conforme aux conditions du marché.

Il n y a pas eu de négociation avec le seul soumissionnaire étant donné que le montant de sa soumission n'est pas très élevé par rapport à l'estimation (écart défavorable de +2,98%).

Le présent dossier décisionnel sera soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats en raison des deux critères suivants :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et une seule soumission conforme reçue suite à l'appel d'offres;
- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et l'adjudicataire Tetra Tech QI inc. (ex BPR) en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 4 741 149,34 $ (taxes incluses) pour le projet « Services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc».
La dépense de 4 741 149,34 $ taxes incluses, représente un coût net de 4 329 301,30 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, est financé par le règlement d'emprunt RCG16-039 et est prévue au PTI 2020-2022 de la Direction des réseaux d'eau du Service de l'eau pour les portions 2021, 2022. En ce qui concerne les portions 2023, 2024 et 2025, la dépense sera priorisée aux PTI 2021-2023, 2022-2024 et 2023-2025 de la Direction des réseaux d'eau.

Ce contrat sera financé comme suit.

(en milliers $)	Total
Investissements nets	4 329
Subventions	
Réserve de l'eau de l'agglomération	
Emprunt net	4 329

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production d'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations .*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites. Le projet s'inscrit donc parfaitement dans une démarche de développement durable.
La mesure du débit sur les conduites principales permettra d'établir des bilans sur la consommation de l'eau par secteur. Ceci permettra de mieux cibler les interventions sur le réseau, telle la recherche de fuites, et d'améliorer le modèle hydraulique du réseau primaire.

La mise aux normes des chambres de mesures existantes permettra de valider l'exactitude des mesures de débits en respect des nouvelles exigences du MAMH. La transmission rapide des données de débit et de pression permettra aussi d'établir des bilans plus précis et donc de mieux cibler les interventions sur le réseau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 13 septembre 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le seul soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'enjeu avec la pandémie COVID-19 puisque le soumissionnaire Tetra Tech QI inc. opère normalement en télétravail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 août 2020
Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 27 août 2020

Début du mandat : janvier 2021

Fin du mandat : novembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Idriss LAHNIN
Ingénieur

Tél : 514-872-3908

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-07

Jean L LAMARRE
Chef de section - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-06-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-17

Le 29 janvier 2020

TETRA TECH QI INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS MORIN
7400, BOUL DES GALERIES D'ANJOU
500
ANJOU (QC) H1M 3M2

Nº de décision : 2020-DAMP-1054
Nº de client : 3000162555

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous TETRA TECH QI INC., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. TETRA TECH QI INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **28 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1206236001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 - un seul soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17979 pv.pdf
20-17979 SEAO _ Liste des commandes.pdf
20-17979 Tableau Résultat Global Final.pdf
20-17979 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17979 — No du GDD : 1206236001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 17 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 17 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : 6 - 4 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 13 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 9 - 2020

Date d'échéance révisée : 13 - 9 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
TETRA TECH QI Inc.	4 741 149,34 $	√	

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la seule firme soumissionnaire: TETRA TECH QI Inc., et ayant obtenu la note de passage. Des 3 autres firmes détentrices du cahier des charges, deux n'ont pas répondu et l'autre n'avait pas la capacité, la disponibilité dû à la Covid-19.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 14 - 4 - 2020

20-17979 - Services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
TETRA TECH QI Inc.	3,83	7,67	7,67	16,00	24,00	20,67	79,8	4 741 149,34 $	0,27	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité	
Date	lundi 06-04-2020
Heure	13 h 30
Lieu	Service de l'Approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-17979
Numéro de référence : 1342645
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cima+s.e.n.c. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1697204)** 2020-02-11 11 h 10 **Transmission :** 2020-02-11 11 h 10	3254323 - 20-17979 ADDENDA no.1 2020-02-13 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GBi Experts-Conseils inc. 13200, boul. Métropolitain Est Montréal, QC, H1A5K8 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1702075)** 2020-02-19 10 h 45 **Transmission :** 2020-02-19 10 h 45	3254323 - 20-17979 ADDENDA no.1 2020-02-19 10 h 45 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1699054)** 2020-02-13 14 h 06 **Transmission :** 2020-02-13 14 h 06	3254323 - 20-17979 ADDENDA no.1 2020-02-13 14 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514	**Commande : (1696975)** 2020-02-11 8 h	3254323 - 20-17979 ADDENDA no.1 2020-02-13 13 h 33 -

	bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2 NEQ : 1169411510	257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	49 **Transmission :** 2020-02-11 8 h 49	Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206236001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 - un seul soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1206236001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-29

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.39

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1206236001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 - un seul soumissionnaire

Rapport_CEC_SMCE206236001.pdf

Dossier # :1206236001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE206236001

Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 - un seul soumissionnaire.

"Original signé"	***"Original signé"***
Christian Arseneault Vice-présidence	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206236001

Accorder un contrat à Tetra Tech QI inc, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans - Dépense totale de 4 741 149,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17979 - un seul soumissionnaire.

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à l'appel d'offres;*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Tetra Tech QI inc. (ex BPR)).*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat de services professionnels visant la réalisation de chambres de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc, pour une période de 5 ans. Il s'agit de travaux qui permettent de réduire le taux de bris et d'augmenter la durée de vie des installations sur 55 % du territoire, notamment pour les secteurs où la rentabilité des interventions est démontrée.

Puis, les responsables du dossier ont expliqué que cet appel d'offres d'une durée de 35 jours, au cours duquel un seul addenda a été publié, a permis de recevoir une seule soumission conforme alors que quatre entreprises s'étaient procuré les documents d'appel d'offres. Un seul des trois preneurs de documents n'ayant pas déposé de soumission a expliqué qu'il s'était désisté parce que son entreprise n'avait pas la capacité de réaliser les travaux en raison de la pandémie.

Les responsables ont conclu en précisant que malgré la réception d'une seule soumission conforme, un juste prix a pu être obtenu pour ces travaux puisque l'écart par rapport à l'estimé de contrôle est de 3 %, ce qui constitue un résultat plus que satisfaisant dans le contexte actuel et qui permet de recommander l'octroi.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat. Les commissaires comprennent que rien ne justifiait la relance de l'appel d'offres en raison du contexte actuel qui n'est pas favorable à la réception d'un plus grand nombre de soumissions. Cependant, malgré le faible écart de prix par rapport à l'estimé, la Commission aurait apprécié qu'une négociation soit menée avec le seul soumissionnaire conforme. La Commission a néanmoins pu statuer sur la conformité de ce processus qui permettra à la Ville d'économiser en procédant à des interventions ciblées permettant de réduire le taux de bris de conduites d'eau potable et ainsi de minimiser les inconvénients à la population.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à l'appel d'offres;*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Tetra Tech QI inc. (ex BPR)).*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE206236001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.40

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1205965001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec les firmes suivantes : LOT 1 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes incluses (contrat : 1 004 845,86 $ + contingences 150 726,88 $)), LOT 2 - GLT+ (Montant de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes incluses (contrat : 1 293 106,58 $ + contingences 193 965,99 $)) et LOT 3 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes incluses (contrat : 944 356,36 $ + contingences 141 653,45 $)) - Appel d'offres public (20-18162) (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres pour chacun des articles, avec les firmes ci-après désignées ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20-18162);

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Cima+ s.e.n.c.	Lot 1	1 004 845,86 $
GLT+	Lot 2	1 293 106,58 $
Cima+ s.e.n.c.	Lot 3	944 356,36 $

2. d'autoriser une dépense de 150 726,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 1;

3. d'autoriser une dépense de 193 965,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 2;

4. d'autoriser une dépense de 141 653,45 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 3;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-07-21 13:03

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205965001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec les firmes suivantes : LOT 1 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes incluses (contrat : 1 004 845,86 $ + contingences 150 726,88 $)), LOT 2 - GLT+ (Montant de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes incluses (contrat : 1 293 106,58 $ + contingences 193 965,99 $)) et LOT 3 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes incluses (contrat : 944 356,36 $ + contingences 141 653,45 $)) - Appel d'offres public (20-18162) (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 1800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs : commercial, culturel, administratif, protection et sécurité, loisir et communautaire, industriel et sportif. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) gère le parc immobilier de la Ville de Montréal. Il exploite, entretient et assure le maintien d'actif des bâtiments. Les services centraux et les arrondissements sont aussi des requérants de projets de maintien d'actif et de développement.
Les projets immobiliers sont exécutés par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) du SGPI. Le nombre de projets est en croissance constante et la complexité des projets nécessite une présence accrue au chantier. Afin d'assurer la qualité d'exécution exigée par la Ville, l'assistance de Contrôleurs de chantier d'expérience est requise.

Les 2 ententes-cadres précédentes sont épuisées.

L'appel d'offres public (20-18162) pour trois (3) lots de services de contrôleurs de chantier, publié dans Le Journal de Montréal du 25 mars 2020, a offert aux soumissionnaires un délai de cinquante-six (56) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et de déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de cent quatre-vingts (180) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit le 21 mai 2020. Six (6) addenda ont été émis :

· **Addenda 1 - 30 mars 2020** : Réponses aux questions sur les qualifications requises.
· **Addenda 2 - 14 avril 2020** : Modification de la liste prévisionnelle des projets, ajout des fiches de projets et modification du bordereau de prix du lot 2.
· **Addenda 3 - 22 avril 2020** : Report de la date d'ouverture des soumissions, réponses aux questions sur la répartition des ressources sur les différents lots.
· **Addenda 4 - 28 avril 2020** : Remplacement de l'Annexe 10.08 – Règlement sur la gestion contractuelle est mis à jour.
· **Addenda 5 - 5 mai 2020** : Réponses aux questions sur la clarification de la règle d'octroi des lots et sur le contenu de l'offre.
· **Addenda 6 - 7 mai 2020** : Réponse aux questions sur la clarification du contenu de l'offre.

La grille d'analyse pour cet appel d'offres est conforme à la division des critères d'évaluation et des pourcentages de la grille préapprouvée par le Comité exécutif à sa séance du 24 septembre 2008, par la résolution CE12 1261.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0906 - Conclure une entente cadre, d'une durée de 36 mois avec une option de prolongation de 12 mois, par laquelle Colliers-Maîtres de projets, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville sur demande, les services professionnels d'une équipe de contrôleurs de chantier pour le suivi de divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, au prix de sa soumission, pour le lot et la somme maximale indiqués ci-après, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17579.
CG18 0503 - Conclure une entente cadre avec Cima+ s.e.n.c. pour une période approximative de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Appel d'offres public 18-17021 (2 soum., 1 seul conforme).

DESCRIPTION

L'Adjudicataire aura comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en contrôle de chantier pour les phases de construction ainsi que pour la période de garantie, tel que décrit dans les documents d'appel d'offres intitulés « Contrat », « Devis - Services professionnels - Contrôleurs de chantier » et leurs annexes.
Les services professionnels de Contrôleur de chantier se résument comme suit :

1. assurer une présence en chantier régulière;
2. informer et conseiller le Chargé de projet de la Ville tout au long de la réalisation;
3. assurer le soutien aux Chargés de projet de la Ville pour :
    - la gestion de la réalisation du projet;
    - la réception, la préparation et la transmission des informations pertinentes relatives au projet;
    - la communication avec les divers intervenants;
    - la résolution de conflit entre les divers intervenants;
    - le suivi des contrats avec l'entrepreneur et les fournisseurs externes, les occupants et les autres intervenants;
    - le suivi des obligations contractuelles des divers intervenants;
    - le suivi des visites de chantier et des réunions, etc.;
    - la mise en service des équipements.

De façon générale, les services des Contrôleurs de chantier seront assurés sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. La présence au chantier est requise de jour pendant les heures normales de chantier qui sont, à titre indicatif, de 7 h à 15 h. Cet horaire pourrait être ajusté en fonction des différents chantiers. Certains horaires atypiques (soir, nuit, fin de semaine) peuvent être prévus selon les projets. À la demande expresse du Directeur, l'Adjudicataire assurera la disponibilité des Contrôleurs de chantier, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des intervenants du projet.

La liste prévisionnelle de projets incluse au Devis présente, à titre indicatif, des exemples de projets de moyenne à grande envergure, le type de contraintes et le nombre de visites de chantier hebdomadaires requis. Elle représente les priorités de la DGPI au moment de la préparation du présent appel d'offres. Le choix ou non d'aller de l'avant avec un, plusieurs, ou tous les projets sur la liste ou de substituer un ou plusieurs projets par d'autres d'envergure comparable, appartient entièrement à la DGPI. Les choix et précisions seront effectués et divulgués en début du mandat. Les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal. À moins d'indications contraires, les projets seront exécutés en mode traditionnel dans des bâtiments occupés. Les Contrôleurs de chantier assignés par l'Adjudicataire feront le suivi simultanément de plusieurs projets identifiés en fonction des contraintes spécifiques à chacun d'eux. Des services de secrétariat font aussi partie du contrat.

Les mandats seront attribués pour une banque d'heures maximale aux taux horaires indiqués au Bordereau de prix de la soumission suite à l'entente préalable avec le Directeur et suite à l'émission d'un bon de commande.

Tout au long de l'exécution de leurs prestations, les firmes seront encadrées par les professionnels de la DGPI, au sein du SGPI.

JUSTIFICATION

Le présent dossier vise à accorder :

> Lot 1 : une entente-cadre à Cima+ s.e.n.c. pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la DGPI;
> Lot 2 : une entente-cadre à GLT+ pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la DGPI;
> Lot 3 : une entente-cadre à Cima+ s.e.n.c. pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la DGPI.

Il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges :

- Bouthillet Parizeau inc.
- CCI groupe inc.
- Cima+ s.e.n.c.
- GLT+
- Groupe Axor inc.
- WSP Canada inc.

Deux (2) preneurs du cahier des charges ont remis des soumissions.

- Cima+ s.e.n.c. a remis 3 offres de services distinctes, une pour chaque lot.
- GLT+ a remis 1 offre qualitative pour les 3 lots, 1 offre monétaire pour chaque lot.

Un seul formulaire de désistement a été reçu. La firme n'avait pas toutes les ressources requises pour soumissionner. La démarche de vérification de l'agent d'approvisionnement auprès des autres preneurs de cahiers des charges n'a pas obtenu plus de réponse à ce jour.

LOT 1
Les deux (2) offres de services du lot 1 ont été jugées conformes.

Cima+ s.e.n.c. et GLT+ ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de leur enveloppe de prix et la recommandation du comité de sélection. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Soumissions conformes **Contrat 1**	Note Intérim	Note finale	Prix de base	**Allocation incluse à retirer**	Prix de base révisé	Contingences 15%	Total
Cima+ s.e.n.c. (lot 1)	**77,13**	**1,14**	**1 116 475,09 $**	**111 629,23 $**	**1 004 845,86 $**	**150 726,88 $**	**1 155 572,74 $**
GLT+ (lot 1)	72,75	1,01	1 220 672,33 $	143 523,29 $	1 077 149,04 $	161 572,36 $	1 238 721,40 $
Dernière estimation réalisée			1 241 123,85 $	161 885,72 $	1 079 238,13 $	161 885,72 $	1 241 123,85 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*							- 85 551,11 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*							-6,7 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*							83 148,66 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*							7,2 %

Les montants des soumissions reçues comprennent les taxes applicables en vigueur.

Suite à l'avis du contentieux, l'allocation prévue au bordereau pour les services supplémentaires a dû être retirée puisque les services supplémentaires n'ont pas été suffisamment définis à l'article 5.4 du Devis.

Un montant de contingences de 15% a été ajouté à chaque soumission afin de couvrir les prolongations de chantier possibles.

La différence de 6,7 % entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation préparée par nos professionnels internes est acceptable.

Cima+ s.e.n.c. a obtenu un pointage de 77,13, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires (voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).
Cima+ s.e.n.c. n'est pas inscrite sur la liste des licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Cima+ s.e.n.c. détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 29 janvier 2021.

Les membres du comité de sélection tenu le 4 juin 2020 recommandent de retenir l'offre de Cima+ s.e.n.c. pour le lot 1 pour les services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers.

LOT 2
Les deux (2) offres de services du lot 2 ont été jugées conformes.

Cima+ s.e.n.c. et GLT+ ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de leur enveloppe de prix et la recommandation du comité de sélection.

Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Soumissions conformes **Contrat 2**	Note interim	Note finale	Prix de base	Allocation **incluse** à retirer	Prix de base révisé	Contingences 15%	Total
GLT+ (lot 2)	**73,50**	**0,84**	**1 465 396,62 $**	**172 290,04 $**	**1 293 106,58 $**	**193 965,99 $**	**1 487 072,57 $**
Dernière estimation réalisée			1 490 073,33 $	194 357,40 $	1 295 715,93 $	194 357,39 $	1 490 073,32 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*							- 3 000.75 $ -0,2 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*							n.a. n.a.

Les montants des soumissions reçues comprennent les taxes applicables en vigueur.

Suite à l'avis du contentieux, l'allocation prévue au bordereau pour les services supplémentaires a dû être retirée puisque les services supplémentaires n'ont pas été suffisamment définis à l'article 5.4 du Devis.

Un montant de contingences de 15% a été ajouté à chaque soumission afin de couvrir les prolongations de chantier possibles.

Les membres du comité de sélection tenu le 4 juin 2020 ont recommandé de retenir l'offre de Cima+ s.e.n.c. pour le lot 2, pour les services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Suite à l'ouverture de l'enveloppe de prix, il a été constaté que Cima+ s.e.n.c. n'a pas utilisé le bordereau de prix modifié par l'addenda 2 émis le 14 avril 2020 et a été jugé non conforme. La recommandation du comité a donc être révisée lors d'une 2e rencontre le 8 juillet 2020. La recommandation est de retenir l'offre de GLT+ pour le lot 2 pour les services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers.

La différence de - 0,2 % entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation préparée par nos professionnels internes est acceptable.

GLT+ a obtenu un pointage de 73.50, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires (voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).
GLT+ n'est pas inscrite sur la liste des licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
GLT+ détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 5 août 2021.

Il est à noter que l'octroi du lot 2 à GLT+ le disqualifie pour l'octroi du lot 3 puisque GLT+ n'a présenté qu'une seule offre qualitative pour les 3 lots.

LOT 3
L'offre de de services de GLT+ pour le lot 3 a été rejetée puisqu'il a obtenu le lot 2 et n'a présenté qu'une seule offre qualitative pour les 3 lots.

Dans un premier temps, l'offre de Cima+ a été rejetée puisque Cima+ est concepteur sur un des principaux projets du lot 3 et pouvait se trouver en conflit d'intérêt (article 10.14 du Contrat). L'offre n'a donc pas été évaluée et l'enveloppe de prix n'a pas été ouverte lors du comité de sélection du 4 juin.

Suite à une vérification du devis et du contrat ainsi que des consultations auprès du Service des affaires juridiques et du Bureau du contrôleur, l'offre de Cima+ a été évaluée lors d'une 2e réunion du comité de sélection le 8 juillet 2020, puisque le Devis prévoit à l'article 3.3.2 que les projets de la liste prévisionnelle sont à titre indicatif et pourraient ne pas être assignés permettant ainsi d'éviter la situation de conflit d'intérêt. L'article prévoit aussi que d'autres projets de la DGPI peuvent être ajoutés à la liste, ce qui permettra de ne pas pénaliser l'adjudicataire.

Cima+ s.e.n.c. a obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de son enveloppe de prix et la recommandation révisée du comité de sélection. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Soumissions conformes **Contrat 3**	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Allocation **incluse** retirée	Prix de base révisé	Contingences 15%	Total
Cima+ s.e.n.c. (lot 3)	**75,75**	**1,13**	**1 116 266,98 $**	**171 910,62 $**	**944 356,36 $**	**141 653,45 $**	**1 086 009,81 $**
Dernière estimation réalisée			1 246 352,00 $	249 270,40 $	997 081,60 $	149 562,24 $	1 146 643,84 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*							-60 634,03 $ -5,3 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire							n.a.

(%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*		n.a.

Les montants des soumissions reçues comprennent les taxes applicables en vigueur.

Suite à l'avis du contentieux, l'allocation prévue au bordereau pour les services supplémentaires a dû être retirée puisque les services supplémentaires n'ont pas été suffisamment définis à l'article 5.4 du Devis.

Un montant de contingences de 15 % a été ajouté à chaque soumission afin de couvrir les prolongations de chantier possibles.

La différence de 5,3 % entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation préparée par nos professionnels internes est acceptable.

Cima+ s.e.n.c. a obtenu un pointage de 75,75, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires (voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement).
Cima+ s.e.n.c. n'est pas inscrite sur la liste des licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
Cima+ s.e.n.c. détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 29 janvier 2021.

Les membres du comité de sélection tenu le 4 juin 2020 et le 8 juillet 2020 recommandent de retenir l'offre de Cima+ s.e.n.c. pour le lot 3 pour les services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers.

Le dossier devra être soumis à la Commission permanente d'examen des contrats puisque GLT+ devient l'unique soumissionnaire conforme du lot 2 et le contrat de services professionnels est de plus de 1 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit de trois (3) ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers chantiers de la DGPI. Les mandats seront attribués sur demande, au fur et à mesure des besoins des projets. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédits. Seuls les chargés de projet de la DGPI le désirant pourront faire appel à cette entente. Puisque les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, elles pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération.
Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de la gestion des projets immobiliers a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 427 292,43 $, taxes incluses sur 36 mois, avec une (1) option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier. Il s'agit d'une option sans frais additionnels. C'est-à-dire qu'après 3 ans, la Ville se réserve le droit de poursuivre le contrat ou non selon ses besoins et l'appréciation des services rendus s'il reste un solde dans le contrat.

Cette estimation est basée sur une liste prévisionnelle de projets en cours de conception qui requerra ce type de services de suivi de chantier et une estimation des besoins des projets en cours d'approbation par le comité de gestion du portefeuille du SGPI. Les quantités exprimées dans ces contrats ont été fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur les besoins estimés en nombre d'heures pour les 36 prochains mois et sont utilisées afin

d'indiquer au co-contractant l'ordre de grandeur des besoins de la Ville.

Dans l'ensemble, on constate que les prix pour les taux horaires soumis pour les Contrôleurs de chantier sont comparables aux taux horaires des contrats de contrôle en chantier en vigueur. La présente entente permet à la DGPI de réduire ses délais tout en assurant une stabilité des taux pour une période de 3 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services de Contrôleurs de chantier incluent notamment, selon les projets, le suivi de la documentation des certifications écologiques, des méthodes de protection de l'environnement de l'entrepreneur en chantier et de la mise en service des équipements, le tout en conformité avec la Politique de développement durable de la Ville de Montréal, les directives écologiques émises par celle-ci ainsi que les spécifications des architectes et ingénieurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'écoulement du solde des ententes-cadres en vigueur mènera à l'absence d'entente-cadre, ce qui alourdira le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant des appels d'offres et des négociations à la pièce augmentant les délais en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.
Les clauses du contrat prévoient que l'Adjudicataire devra suivre les recommandations de la CNESST.
De plus, si une ressource devait contracter la COVID-19, le contrat inclut des clauses de remplacement du personnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 5 août 2020
CEC : 12 août 2020
CE : 19 août 2020
CM : 24 août 2020
CG : 27 août 2020
Émission des ententes-cadres suite à l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Erlend LAMBERT, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Erlend LAMBERT, 15 juin 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LONGPRÉ
chef d'équipe

Tél : 514 872-7244
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-12

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - Direction de la gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-06-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice - Service de la gestion et de la planification immobilière
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-20

DOSSIER 1205965001

LISTE PRÉVISIONNELLE DES PROJETS

LOT 1 : Divers bâtiments dans la Division des projets Corporatifs;

Planification 2020

Projet :	**Bain St-Michel (0316)**	**Pôle famille (0075)**	**Centre d'histoire de Montréal**	**Musée Lachine**	**Chalet du Mont-Royal**
Titre du projet	Agrandissement et réaménagement	Parc La Fontaine Agrandissement pavillon des baigneurs et nouvelle pataugeoire	Aménagement salle exposition	Leber Lemoyne Restauration enveloppe et rénovation syst. électromécanique	Aménagement intérieur, électromécanique et restauration enveloppe
Durée estimée	12 mois	18 mois	9 mois	4 mois	18 mois
Type de présence en chantier	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle

Planification 2021

Projet :	**Pavillon La forêt Parc Angrignon**	**Pépinière l'Assomption**	**ex-caserne 11**	**maison Smith**	**musée Lachine**
Titre du projet	Réfection complète enveloppe et aménagement intérieur	Réfection de toiture	Restauration enveloppe, réfection de la structure, décontaminatio n et mise aux normes	Restauration enveloppe, mise à niveau électromécanique mise aux normes	Agrandissement Benoit Verdick
Durée estimée	8 mois	7 mois	18 mois	12 mois	12 mois
Type de présence en chantier	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle

LOT 2 : Divers bâtiments dans la Division des programmes de projets;

Projet :	Marcel Giroux	3552 St-Patrick	Bibliothèque Maisonneuve	Bibliothèque l'Octogone
Titre du projet			Réaménagement et agrandissement	Réaménagement et agrandissement
Durée estimée	5 mois	5 mois	20 mois	16 mois
Type de présence en chantier	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle

Projet :	CDS Dickson lot 2	Projets Mazout	Madison	Mary Dorothy Molson
Titre du projet		15 bâtiments		
Durée estimée	12 mois	2 mois	6 mois	6 mois 2x/semaine
Type de présence en chantier	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle	Ponctuelle

LOT 3: Divers bâtiments dans la Division des projets Industriels;

Projet :	CTMO Montréal-Est	Solutia	Laboratoire de chimie	Mur périmétrique Vincent D'Indy - phase 2
Titre du projet	Construction centre de traitement des matières organiques	Décontamination des parcelles A, B et C de l'ancienne usine Solutia (rue Saint-Patrick)	Remplacement des hottes de laboratoire et optimisation des locaux	Restauration du muret au périmètre du site
Durée estimée	21 mois	21 mois	12 mois	9 mois
Type de présence en chantier	Résidence	Résidence	Ponctuelle	Ponctuelle

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 17 octobre 2018

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2018-CPSM-1057514
N° de client : 3000148732

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA PLUS
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
  CIMA-INFO
  COENTREPRISE CIMA +/GROUPE CARTIER
- COENTREPRISE CIMA+ / LE GROUPE IBI
- COENTREPRISE CIMA+/TECSULT
- COPAC ET ASSOCIÉS

- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LE CONSORTIUM CIMA+/ROCHE-DELUC/ITRANS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CIMA+ S.E.N.C. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Directrice des contrats publics et
des entreprises de services monétaires par intérim

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 27 août 2018

GLT + INC.
A/S MONSIEUR JASMIN MARTEL
550, CH DE CHAMBLY, BUR. 100
LONGUEUIL (QC) J4H 3L8

N° de décision : 2018-CPSM-1047789
N° de client : 3000598773

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LE GROUPE C.S.B. et SERVICES CONSEILS EN ASSISTANCE, LOGISTIQUE ET TECHNIQUE DES OUVRAGES ALTO, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GLT + INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **5 août 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard
Coordonnatrice
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

En vertu de la subdélégation de pouvoir du 12 juillet 2018

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1205965001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec les firmes suivantes : LOT 1 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes incluses (contrat : 1 004 845,86 $ + contingences 150 726,88 $)), LOT 2 - GLT+ (Montant de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes incluses (contrat : 1 293 106,58 $ + contingences 193 965,99 $)) et LOT 3 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes incluses (contrat : 944 356,36 $ + contingences 141 653,45 $)) - Appel d'offres public (20-18162) (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18162 Int. d'octroi lot 1.pdf
20-18162 Int. d'octroi Lot 2.pdf
20-18162 Int. d'octroi lot 3 final.pdf
20-18162 tableau lot 2 final.pdf
20-18162 tableau lot 3 final.pdf
20-18162 pv.pdf
SEAO _ Liste des commandes.pdf
20-18162 tableau lot 1 final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-14

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18162 lot 1

No du GDD : 1205965001

Titre de l'appel d'offres : Srevices professionnels de contrôleur de chantier

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 30 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 21 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 4 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 7 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 11 - 2020

Date d'échéance révisée : 17 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima + s.e.n.c.	1 004 845,86 $	X	1
GLT + inc.	1 077 149,04 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 12 - 6 - 2020

20-18162 - Services professionnels de contrôleur de chantier Lot 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GLT	3,13	7,50	18,13	21,50	22,50	72,75	1 077 149,04 $	**1,14**	**2**
CIMA	4,00	7,25	19,63	24,75	21,50	77,13	1 004 845,86 $	**1,27**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**								

Comité	
Date	jeudi 04-06-2020
Heure	13h00
Lieu	Google meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18162 Lot 2

No du GDD : 1205965001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels de contrôleur de chantier

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 30 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 21 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 4 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 7 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Cima + s.e.n.c.	Non conforme aux articles 1,06 de la Régie (omission de transmettre le bordereau modifié de l'addenda 2)

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GLT + inc.	1 293 106,58 $	X	2

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 17 - 6 - 2020

20-18162 - Services professionnels de contrôleur de chantier Lot 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GLT	3,13	7,25	18,13	22,25	22,75	73,50	1 293 106,58 $	**0,96**	**1**
CIMA						-		**-**	**Non conforme**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**								

Comité	
Date	**jeudi 04-06-2020**
Heure	**13h00**
Lieu	**Google meet**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	**50**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18162 Lot 3

No du GDD : 1205965001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels de contrôleur de chantier

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 30 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 21 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 4 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 7 - 5 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GLT + inc.	Non-conforme, obtenu contrat 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima + s.e.n.c.	944 356,36 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 12 - 6 - 2020

20-18162 - Services professionnels de contrôleur de chantier Lot 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GLT						-	non conforme	Non conforme	Contrat 2
CIMA	4,13	7,25	19,88	21,25	23,25	75,75	944 365,36 $	1,33	1
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier								

Comité	
Date	jeudi 04-06-2020
Heure	13h00
Lieu	Google meet
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18162

Numéro de référence : 1358032

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Sevices professionnels de contrôleur de chantier

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bouthillette Parizeau Inc. 8580 avenue de l'Esplanade Bureau 200 Montréal, QC, H2P 2R8 http://www.bpa.ca NEQ : 1142591438	Madame Milena Toffolo Téléphone : 514 383-3747 Télécopieur : 514 383-8760	**Commande : (1725527)** 2020-04-03 9 h 33 **Transmission :** 2020-04-03 9 h 33	3287328 - 20-18162 Addenda 1 2020-04-03 9 h 33 - Téléchargement 3293129 - 20-18162 Addenda 2 (devis) 2020-04-14 13 h 51 - Courriel 3293130 - 20-18162 Addenda 2 (bordereau) 2020-04-14 13 h 51 - Téléchargement 3298458 - 20-18162 Addenda 3, report de date 2020-04-22 13 h 48 - Courriel 3301664 - 20-18162 Addenda 4 RGC 2020-04-28 11 h 12 - Courriel 3306435 - 20-18162 Addenda 5 2020-05-05 10 h 18 - Courriel 3308713 - 20-18162 Addenda 6

				2020-05-07 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CCI Group Inc. 6800 Chemin de la Cote de Liesse Bureau 302 Montréal, QC, H4T 2A7 NEQ : 1169409696	Monsieur Boris Santander Téléphone : 514 342-1422 Télécopieur : 514 342-3705	**Commande : (1723737)** 2020-03-30 14 h 06 **Transmission :** 2020-03-30 14 h 06	3287328 - 20-18162 Addenda 1 2020-03-31 14 h 31 - Courriel 3293129 - 20-18162 Addenda 2 (devis) 2020-04-14 13 h 51 - Courriel 3293130 - 20-18162 Addenda 2 (bordereau) 2020-04-14 13 h 51 - Téléchargement 3298458 - 20-18162 Addenda 3, report de date 2020-04-22 13 h 48 - Courriel 3301664 - 20-18162 Addenda 4 RGC 2020-04-28 11 h 12 - Courriel 3306435 - 20-18162 Addenda 5 2020-05-05 10 h 18 - Courriel 3308713 - 20-18162 Addenda 6 2020-05-07 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 2147 de la Province Longueuil, QC, j4g 1y6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1722146)** 2020-03-25 12 h 46 **Transmission :** 2020-03-25 12	3287328 - 20-18162 Addenda 1 2020-03-31 14 h 31 - Courriel 3293129 - 20-18162 Addenda 2 (devis)

			h 46	2020-04-14 13 h 51 - Courriel 3293130 - 20-18162 Addenda 2 (bordereau) 2020-04-14 13 h 51 - Téléchargement 3298458 - 20-18162 Addenda 3, report de date 2020-04-22 13 h 48 - Courriel 3301664 - 20-18162 Addenda 4 RGC 2020-04-28 11 h 12 - Courriel 3306435 - 20-18162 Addenda 5 2020-05-05 10 h 18 - Courriel 3308713 - 20-18162 Addenda 6 2020-05-07 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GLT+ inc. 100-550, Chemin Chambly Longueuil, QC, J4H 3L8 http://www.glt.ca NEQ : 1143331396	Madame Anne Boivin Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur : 450 679-7141	**Commande : (1722224)** 2020-03-25 14 h 26 **Transmission :** 2020-03-25 14 h 26	3287328 - 20-18162 Addenda 1 2020-03-31 14 h 31 - Courriel 3293129 - 20-18162 Addenda 2 (devis) 2020-04-14 13 h 51 - Courriel 3293130 - 20-18162 Addenda 2 (bordereau) 2020-04-14 13 h 51 - Téléchargement 3298458 - 20-18162 Addenda 3, report de date 2020-04-22 13 h 48 - Courriel 3301664 - 20-18162 Addenda 4

				RGC 2020-04-28 11 h 12 - Courriel 3306435 - 20-18162 Addenda 5 2020-05-05 10 h 18 - Courriel 3308713 - 20-18162 Addenda 6 2020-05-07 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe AXOR Inc. 1555, rue Peel, bureau 1100 Montréal, QC, H3A 3L8 NEQ : 1143151661	Monsieur Services Approvisionnement Téléphone : 514 846-4000 Télécopieur :	**Commande : (1726905)** 2020-04-07 14 h 33 **Transmission :** 2020-04-07 14 h 33	3287328 - 20-18162 Addenda 1 2020-04-07 14 h 33 - Téléchargement 3293129 - 20-18162 Addenda 2 (devis) 2020-04-14 13 h 51 - Courriel 3293130 - 20-18162 Addenda 2 (bordereau) 2020-04-14 13 h 51 - Téléchargement 3298458 - 20-18162 Addenda 3, report de date 2020-04-22 13 h 48 - Courriel 3301664 - 20-18162 Addenda 4 RGC 2020-04-28 11 h 13 - Courriel 3306435 - 20-18162 Addenda 5 2020-05-05 10 h 18 - Courriel 3308713 - 20-18162 Addenda 6 2020-05-07 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1722218)** 2020-03-25 14 h 18 **Transmission :** 2020-03-25 14 h 18	3287328 - 20-18162 Addenda 1 2020-03-31 14 h 31 - Courriel 3293129 - 20-18162 Addenda 2 (devis) 2020-04-14 13 h 51 - Courriel 3293130 - 20-18162 Addenda 2 (bordereau) 2020-04-14 13 h 51 - Téléchargement 3298458 - 20-18162 Addenda 3, report de date 2020-04-22 13 h 48 - Courriel 3301664 - 20-18162 Addenda 4 RGC 2020-04-28 11 h 13 - Courriel 3306435 - 20-18162 Addenda 5 2020-05-05 10 h 18 - Courriel 3308713 - 20-18162 Addenda 6 2020-05-07 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Dossier # : 1205965001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec les firmes suivantes : LOT 1 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes incluses (contrat : 1 004 845,86 $ + contingences 150 726,88 $)), LOT 2 - GLT+ (Montant de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes incluses (contrat : 1 293 106,58 $ + contingences 193 965,99 $)) et LOT 3 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes incluses (contrat : 944 356,36 $ + contingences 141 653,45 $)) - Appel d'offres public (20-18162) (2 soumissionnaires).



Rapport_CEC_SMCE205965001.pdf

Dossier # :1205965001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce
Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE205965001

Conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec les firmes suivantes : LOT 1 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes incluses (contrat : 1 004 845,86 $ + contingences 150 726,88 $)), LOT 2 - GLT+ (Montant de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes incluses (contrat : 1 293 106,58 $ + contingences 193 965,99 $)) et LOT 3 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes incluses (contrat : 944 356,36 $ + contingences 141 653,45 $)) - Appel d'offres public (20-18162)(2 soumissionnaires).

"Original signé"	*"Original signé"*
Christian Arseneault	Linda Lajeunesse
Vice-présidence	Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE205965001

Conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture de services professionnels de Contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec les firmes suivantes : LOT 1 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 155 572,74 $, taxes incluses (contrat : 1 004 845,86 $ + contingences 150 726,88 $)), LOT 2 - GLT+ (Montant de l'entente : 1 487 072,57 $, taxes incluses (contrat : 1 293 106,58 $ + contingences 193 965,99 $)) et LOT 3 - Cima+ s.e.n.c (montant de l'entente : 1 086 009,81 $, taxes incluses (contrat : 944 356,36 $ + contingences 141 653,45 $)) - Appel d'offres public (20-18162)(2 soumissionnaires).

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels de plus de 1 M$, pour lequel :*
    - *Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (Lot 2).*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant cet appel d'offres pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec trois firmes. Il a été précisé que ces services doivent permettre une présence accrue sur les chantiers en plus d'un soutien global aux gestionnaires de projet de la Ville en ce qui concerne les relations avec les différentes entreprises en présence.

Puis, le Service a expliqué que cet appel d'offres, d'une durée de 56 jours, au cours duquel six addendas ont été publiés, a permis de recevoir deux soumissions parmi les

six preneurs des documents d'appel d'offres. Il s'avère cependant que l'une de ces deux deux soumissions a été jugée non conforme en lien avec les documents déposés. En conclusion de sa présentation, le Service a expliqué que l'octroi est recommandé en raison du juste prix obtenu puisque l'écart par rapport à l'estimé de contrôle est de 0.2 %.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat. Les commissaires retiennent que, malgré la réception d'une seule soumission conforme, le prix obtenu est similaire à celui de l'estimé de contrôle. Par conséquent, la Commission a pu statuer sur la conformité du processus de cet appel d'offres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels de plus de 1 M$, pour lequel :*
    - *Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (Lot 2).*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE205965001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.41

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1207090001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats de services professionnels à la firme Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une somme maximale de 4 562 380,46 $, taxes incluses (Contrat 1 : 2 437 470,00 $ + Contrat 2 : 2 124 910,46 $, taxes incluses), pour une durée de 36 mois - contrat 20A03. Dépense totale de 5 018 618,51 $ avec les contingences (contrat 1 : 2 437 470,00 $ + contingences de 243 747,00 $, et contrat 2 : 2 124 910,46 $ + contingences de 212 491,05 $). Appel d'offres no 20-17861 (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Technologies Pure Canada, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat 1 pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 437 470,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 20-17861**;**

2. d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Technologies Pure Canada, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat 2 pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 124 910,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 20-17861**;**

3. d'autoriser une dépense de 243 747,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le contrat 1;

4. d'autoriser une dépense de 212 491,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le contrat 2;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-24 14:08

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207090001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats de services professionnels à la firme Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une somme maximale de 4 562 380,46 $, taxes incluses (Contrat 1 : 2 437 470,00 $ + Contrat 2 : 2 124 910,46 $, taxes incluses), pour une durée de 36 mois - contrat 20A03. Dépense totale de 5 018 618,51 $ avec les contingences (contrat 1 : 2 437 470,00 $ + contingences de 243 747,00 $, et contrat 2 : 2 124 910,46 $ + contingences de 212 491,05 $). Appel d'offres no 20-17861 (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

CONTENU

CONTEXTE

Le réseau primaire d'aqueduc comprend 771 km de conduites, tous matériaux et diamètres confondus. De ce nombre, 150 km sont en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA (C-301). L'intégrité structurale de ces conduites est assurée par un câble, lequel lorsqu'il se brise peut entraîner une rupture de la conduite et engendrer d'importants problèmes d'alimentation, de dommages matériels et d'impacts considérables sur la circulation. C'est le cas, entre autres, des bris survenus sur les conduites du boulevard Décarie en 2012 et de la rue Saint-Antoine Ouest en 2017.
Dans le but d'augmenter de façon significative la fiabilité du réseau, la Direction de l'eau potable (DEP) a entrepris, depuis 2001, plusieurs campagnes d'auscultation des conduites principales. Les résultats d'une étude commandée en 2012 par l'Agence de protection environnementale aux USA (EPA) et par l'organisme Water Research Foundation (WRF) confirment que l'inspection électromagnétique demeure la méthode d'inspection la plus utilisée et la plus fiable jusqu'à ce jour. Les données d'auscultation compilées pour le Canada et les États-Unis par rapport aux conduites en béton précontraint de type C-301 montrent que seulement 3,5 % des tuyaux sont endommagés. De plus, le coût d'inspection est évalué à environ 1,5 % du coût d'un remplacement complet des conduites.

Actuellement, la Ville de Montréal (Ville) ne dispose pas de contrat de services professionnels ni de ressources à l'interne pour effectuer ce genre d'inspection puisqu'il s'agit de travaux très spécialisés utilisant des technologies spécifiques et brevetées. Dans le but d'ausculter les conduites et de prioriser les interventions, la Ville a lancé un appel d'offres public en vue d'octroyer deux contrats de services professionnels pour l'auscultation des conduites en béton précontraint afin de connaître leur état structural.

L'appel d'offres public 20-17861 a été publié dans le Journal de Montréal ainsi que sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 24 février 2020. La durée initiale de publication était de 36 jours. Cependant, la date d'ouverture des soumissions fut prolongée, soit jusqu'au 7 mai 2020, pour une durée réelle de 72 jours, compte tenu des addenda ci-dessous. Le délai de validité des soumissions est de 150 jours suivant la date d'ouverture des soumissions (7 mai 2020), soit jusqu'au 7 novembre 2020.

Durant l'appel d'offres, six addendas ont été émis afin d'apporter des précisions sur les éléments suivants :

Addenda	Date	Raisons
1	9 mars 2020	- Demande de clarification sur les frais d'inspection terrain de très courte durée - Item « 16.0-Inspection terrain » du bordereau de prix
2	17 mars 2020	- Modification de bordereau en deux contrats indépendants : contrat 1 et 2
3	25 mars 2020	- Report de date au 23 avril 2020
4	27 mars 2020	- Clarification concernant l'octroi des contrats 1 et 2, les postes du bordereau de prix et l'étendue de service
5	16 avril 2020	- Report de date au 30 avril 2020 et demande de clarification sur les frais de signalisation
6	29 avril 2020	- Report de date au 7 mai 2020 et modification du « Règlement sur la gestion contractuelle »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0046 - 23 février 2012 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Pure Technologies Ltd., seul soumissionnaire conforme, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301 pour une somme maximale de 5 516 075,32 $/3 ans, taxes incluses - Contrat A-317-5 - Appel d'offres public no 11-11552.
CG17 0017 - 26 janvier 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Pure Technologies Ltd., seul soumissionnaire conforme, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301 pour une somme maximale de 3 461 572,44 $/3 ans, taxes incluses - Contrat A-317-8 - Appel d'offres public no 16-15666.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder deux contrats à la firme Technologies Pure Canada, selon la méthode d’adjudication de contrats multiples, pour l'auscultation des tronçons de conduites en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une durée de trois ans.
La méthode d'auscultation proposée pour le contrat 1 par la firme est l'inspection électromagnétique qui consiste à ausculter les conduites à l'aide d'une équipe robotique alors que la conduite est mise hors service, l'accès à la conduite se fait par les chambres de vannes localisées sur le réseau. Dans le cas de la méthode d'auscultation électromagnétique utilisée dans le contrat 2, la conduite demeure en service sans aucune interruption de service, l'accès se fait par des réservoirs, des stations de pompage ou par des accès créés sur les conduites. Dans les deux cas, l'auscultation vise à déterminer le nombre de câbles brisés sur chaque tuyau (longueur de 5 ou 7 mètres). Le nombre de câbles de précontrainte brisés sur les tuyaux étant le principal indicateur de l'état structural des tuyaux.

Dans le cadre du présent contrat, 55,7 des 150 km de conduites en béton précontraint ont été sélectionnés pour auscultation.
Le pourcentage de conduites auscultées atteindra 75% soit 111 km à la fin de ce contrat. Le tableau suivant fournit un résumé des auscultations à venir dans le cadre du contrat à octroyer.

Auscultation par année				
2020	2021	2022	2023	Total
7,7 km	16 km	16 km	16 km	55,7 km
5,13 %	10,67 %	10,67 %	10,67 %	37,13 %

Le fournisseur sera rémunéré en fonction de l'avancement réel des travaux en utilisant les prix unitaires décrits au bordereau des prix pour le contrat 1 et le contrat 2, selon le cas.

Des dépenses contingentes de 10 % du coût du contrat, soit contrat 1 : 243 747,00 $ et contrat 2 : 212 491,05 $, taxes incluses, ont été ajoutées afin de couvrir les imprévus qui peuvent survenir durant les travaux.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 20-17861, à deux enveloppes et selon la méthode d'adjudication de contrats multiples, il y a eu cinq preneurs du Cahier des charges sur le site SEAO. La liste des preneurs du Cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Le comité de sélection composé de trois membres a siégé le 2 juin 2020, la seule proposition reçue a été jugée recevable et a été analysée par le comité de sélection. Après analyse de la soumission, la firme Technologies Pure Canada a obtenu le pointage intérimaire.

Après établissement du pointage final, le comité de sélection recommande que le contrat 1 et le contrat 2 soient accordés au seul soumissionnaire conforme ayant obtenu la note de passage, soit la firme Technologies Pure Canada.

Soumissions conforme contrat 1	Note Intérim	Note finale	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses)	Total (Taxes incluses)
Technologies Pure Canada	84	0,55	2 437 470,00 $	243 747,00 $	2 681 217,00 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			2 892 097,80 $	289209,78 $	3 181 307,58 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(500 090,58 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(15,72) %

Le montant de la soumission originale s'élève à 2 681 217,00 $, ce qui représente un écart favorable de 15,72 %, soit 500 090,58 $ taxes incluses, par rapport à l'estimation.

L'écart provient principalement des items reliés à la mobilisation d'urgence, auscultation des conduites à l'aide d'une équipe électromagnétique et l'analyse rapide des résultats lorsque la conduite est mise hors service:

- Environ 8,41% des écarts, soit 42 060,96 $, se trouvent dans l'item 2.0 lié à la mobilisation d'urgence;
- Environ 83,01% des écarts, soit 415 128,24 $, se trouvent dans l'item 3.0 lié aux auscultations des conduites à l'aide d'une équipe électromagnétique;
- Environ 3,79% des écarts, soit 18 970,88 $, se trouvent dans l'item 8.0 lié à l'analyse rapide des résultats par tronçon en 48 heures ;

Les écarts expliqués ci-dessus correspondent à 95,21% de l'écart de 500 090,58 $, les écarts restants sont distribués dans les autres items du bordereau.

Il est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme, Technologies Pure Canada, ayant obtenu le plus haut pointage. Des quatre autres firmes détentrices du Cahier des charges, une a déclaré être non conforme administrativement, une participe comme sous-traitant, une n'est pas dans ce secteur d'activité, et une n'a pas répondu.

Soumissions conforme contrat 2	Note Intérim	Note finale	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses)	Total (Taxes incluses)
Technologies Pure Canada	84	0,63	2 124 910,46 $	212 491,05 $	2 337 401,51 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			1 823 197,27 $	182 319,73 $	2 005 516,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					331 884,51 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(16,55) %

Le montant de la soumission originale s'élève à 2 337 401,51 $, ce qui représente un écart défavorable de 16,55 %, soit 331 884,51 $ par rapport à l'estimation.

L'écart provient principalement des items reliés à la mobilisation, démobilisation et auscultation des conduites à l'aide d'une équipe électromagnétique et aux autres frais connexes ou travaux de soutien à exécuter lors que la conduite est en service :

- Environ 32,20% des écarts, soit 106 869,26 $, se trouvent dans l'item 4.0 lié à la mobilisation / démobilisation équipe électromagnétique ;
- Environ 14,15% des écarts, soit 46 977,99 $, se trouvent dans l'item 5.0 lié aux auscultations des conduites à l'aide d'une équipe électromagnétique;
- Environ 49,96% des écarts, soit 165 797,86 $, se trouvent dans les items 9.0, 10.0, 11.0, 12,0, 13.0 liés autres frais connexes ou travaux de soutien à exécuter lors que la conduite est en service ;

Les écarts expliqués ci-dessus correspondent à 96,31 % de l'écart de 331 884,51 $, les écarts restants sont distribuées dans les autres items du bordereau.

Il est recommandé d'octroyer le contrat 2 à la firme, Technologies Pure Canada, ayant obtenu le plus haut pointage. Des quatre autres firmes détentrices du cahier des charges, une a déclaré être non conforme administrativement, une participe comme sous traitant, une n'est pas dans ce secteur d'activité, et une n'a pas de répondu.

L'adjudicataire recommandé, Technologies Pure Canada, détient une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP), en date de septembre 2019, portant le numéro 2019-DAMP-0878, valide jusqu'au 22 septembre 2020, une copie est jointe au présent dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (référence 1110573002) et de la résolution numéro CG11 0131, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, car le montant du contrat est supérieur à 1 M$ et qu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme.

La DEP recommande d'octroyer le contrat 1 et le contrat 2 au seul soumissionnaire conforme, soit Technologies Pure Canada, pour un montant de 4 562 380,46 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 4 562 380,46 $, taxes incluses.
La dépense totale de 5 018 618,51 $, taxes incluses (contrat 1 : 2 437 470,00$ et contrat 2: 2 124 910,46$), comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 243 747,00 $ de contingences pour le contrat 1, et de 212 491,05 $ de contingences pour le contrat 2.

Cette dépense représente un coût net total de 4 582 667,63$, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense sera financée au budget de fonctionnement de la DEP.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'auscultation des conduites permettra de connaître l'état réel des actifs du Service de l'eau afin de prioriser les interventions. Par exemple, le projet de construction de la conduite de 2100 mm longeant l'autoroute Ville-Marie.
La réparation des conduites endommagées contribuera à la diminution des bris sur le réseau et à assurer une gestion responsable des ressources. La réduction de la perte en eau potable occasionnée lors d'un bris contribuera à rencontrer les engagements municipaux en lien avec le plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux inspections dans un délai relativement rapproché pourrait engendrer ce qui suit :

- Un risque d'augmenter le nombre de bris d'aqueduc;
- Un risque de provoquer une augmentation des coûts pour l'entretien du réseau;
- Des contraintes au niveau de la fermeture des conduites, lorsque requis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le fournisseur agira comme maître d'oeuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Ainsi, ce dernier sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs.

Étant donné que Technologies Pure Canada est soumissionnaire unique et que les mesures sanitaires supplémentaires n'étaient pas incluses dans les documents d'appel d'offres, la Ville a négocié une entente en lien avec les mesures sanitaires supplémentaires à mettre en place en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 août 2020
Octroi du contrat : Août 2020
Début des travaux : Septembre 2020
Fin des travaux : Septembre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-07-13
German GODOY Ingénieur	Jean-François DUBUC Chef de division
Tél : 514-245-6530	**Tél :** 514 872-4647

Télécop. : 514-872-8623

Serge Martin Paul
Chef de section
514 872-9557

Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-07-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207090001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Accorder deux contrats de services professionnels à la firme Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une somme maximale de 4 562 380,46 $, taxes incluses (Contrat 1 : 2 437 470,00 $ + Contrat 2 : 2 124 910,46 $, taxes incluses), pour une durée de 36 mois - contrat 20A03. Dépense totale de 5 018 618,51 $ avec les contingences (contrat 1 : 2 437 470,00 $ + contingences de 243 747,00 $, et contrat 2 : 2 124 910,46 $ + contingences de 212 491,05 $). Appel d'offres no 20-17861 (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17861 Int. d'octroi lot 1.pdf
20-17861 Int. d'octroi lot 2.pdf
20-17861 pv.pdf
20-17861 SEAO _ Liste des commandes.pdf
20-17861 TABLEAU_Résultat Global Final TPURE CONTRAT1.pdf
20-17861 TABLEAU_Résultat Global Final TPURE CONTRAT2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17861 lot 1

No du GDD : 1207090001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 7 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 2 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 29 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 72 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Pica Pipeline Inspection and	Non Conforme : Administratif - AMP - CNESST

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 3 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Technologies Pure Canada	2 437 470,00 $	√	1

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme:Technologies Pure Canada ayant obtenu le plus haut pointage. Des (4) autres firmes détentrices du cahier des charges, (1) déclarée non conforme administrativement, (1) participée comme sous traitant, (1) pas dans ce secteur d'activité, (1) pas de réponse.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 9 - 6 - 2020

20-17861 - Services professionnels pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Technologies Pure Canada	3,67	8,33	13,67	17,00	25,00	16,33	84,0	2 437 470,00 $	0,55	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly									

Comité	CONTRAT 1
Date	mardi 02-06-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Comité de sélection tenu par vidéo conférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17861 lot 2

No du GDD : 1207090001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 7 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 2 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 29 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 72 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Pica Pipeline Inspection and	Non Conforme : Administratif - AMP - CNESST

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 11 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 3 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Technologies Pure Canada	2 124 910,46	√	2

Information additionnelle

l est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme:Technologies Pure Canada ayant obtenu le plus haut pointage. Des (4) autres firmes détentrices du cahier des charges, (1) déclarée non conforme administrativement, (1) participée comme sous traitant, (1) pas dans ce secteur d'activité, (1) pas de réponse.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 9 - 6 - 2020

20-17861 - Services professionnels pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Technologies Pure Canada	3,67	8,33	13,67	17,00	25,00	16,33	84,0	2 124 910,46 $	0,63	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly									

Comité	CONTRAT 2
Date	mardi 02-06-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Comité de sélection tenu par vidéo conférence
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-17861
Numéro de référence : 1346882
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Can-Explore 875, boul. Charest Ouest, bureau 290 Québec, QC, G1N2C9 http://www.can-explore.com NEQ : 1169863447	Monsieur Olivier Lefebvre Téléphone : 1581 999-1924 Télécopieur :	**Commande : (1705304)** 2020-02-25 7 h 59 **Transmission :** 2020-02-25 7 h 59	3272113 - 20-17861 ADDENDA no1 (devis) 2020-03-09 17 h 37 - Courriel 3272114 - 20-17861 ADDENDA no1 (bordereau) 2020-03-09 17 h 37 - Téléchargement 3277829 - 20-17861 ADDENDA no2 (devis) 2020-03-17 15 h 23 - Courriel 3277830 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3277831 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3284734 - 20-17861 ADDENDA no3 2020-03-25 16 h 49 -

				Courriel 3285772 - 20-17861 ADDENDA no4 (devis) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285773 - 20-17861 ADDENDA no4 (plan) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285774 - 20-17861 ADDENDA no4 (bordereau) 2020-03-27 12 h 55 - Téléchargement 3294849 - 20-17861 Addenda no 5 2020-04-16 11 h 46 - Courriel 3303063 - 20-17861 ADDENDA no6 2020-04-29 18 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GAME Consultants 5660 Ch. du Bois-Franc Montréal, QC, H4S 1A9 http://www.gameconsultants.net NEQ : 1169265536	Monsieur Piero Salvo Téléphone : 514 747-9000 Télécopieur :	**Commande : (1709716)** 2020-03-03 10 h 12 **Transmission :** 2020-03-03 10 h 12	3272113 - 20-17861 ADDENDA no1 (devis) 2020-03-09 17 h 37 - Courriel 3272114 - 20-17861 ADDENDA no1 (bordereau) 2020-03-09 17 h 37 - Téléchargement 3277829 - 20-17861 ADDENDA no2 (devis) 2020-03-17 15 h 23 - Courriel 3277830 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3277831 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3284734 - 20-17861

				ADDENDA no3 2020-03-25 16 h 49 - Courriel 3285772 - 20-17861 ADDENDA no4 (devis) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285773 - 20-17861 ADDENDA no4 (plan) 2020-03-27 13 h 07 - Messagerie 3285774 - 20-17861 ADDENDA no4 (bordereau) 2020-03-27 12 h 55 - Téléchargement 3294849 - 20-17861 Addenda no 5 2020-04-16 11 h 46 - Courriel 3303063 - 20-17861 ADDENDA no6 2020-04-29 18 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pica Corp. 4909 75 ave. Edmonton, AB, T6B 2S3 http://www.picacorp.com NEQ :	Monsieur Edward Brain Téléphone : 514 703-9009 Télécopieur :	**Commande : (1710447)** 2020-03-04 9 h 13 **Transmission :** 2020-03-04 9 h 13	3272113 - 20-17861 ADDENDA no1 (devis) 2020-03-09 17 h 37 - Courriel 3272114 - 20-17861 ADDENDA no1 (bordereau) 2020-03-09 17 h 37 - Téléchargement 3277829 - 20-17861 ADDENDA no2 (devis) 2020-03-17 15 h 23 - Courriel 3277830 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3277831 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 -

				Téléchargement 3284734 - 20-17861 ADDENDA no3 2020-03-25 16 h 49 - Courriel 3285772 - 20-17861 ADDENDA no4 (devis) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285773 - 20-17861 ADDENDA no4 (plan) 2020-03-27 13 h 07 - Messagerie 3285774 - 20-17861 ADDENDA no4 (bordereau) 2020-03-27 12 h 55 - Téléchargement 3294849 - 20-17861 Addenda no 5 2020-04-16 11 h 46 - Courriel 3303063 - 20-17861 ADDENDA no6 2020-04-29 18 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Simo Management Inc 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://www.simo.qc.ca NEQ : 1141631276	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 450 646-1903 Télécopieur : 450 646-9832	**Commande : (1710742)** 2020-03-04 12 h 17 **Transmission :** 2020-03-04 12 h 17	3272113 - 20-17861 ADDENDA no1 (devis) 2020-03-09 17 h 37 - Courriel 3272114 - 20-17861 ADDENDA no1 (bordereau) 2020-03-09 17 h 37 - Téléchargement 3277829 - 20-17861 ADDENDA no2 (devis) 2020-03-17 15 h 23 - Courriel 3277830 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3277831 - 20-17861

				ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3284734 - 20-17861 ADDENDA no3 2020-03-25 16 h 49 - Courriel 3285772 - 20-17861 ADDENDA no4 (devis) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285773 - 20-17861 ADDENDA no4 (plan) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285774 - 20-17861 ADDENDA no4 (bordereau) 2020-03-27 12 h 55 - Téléchargement 3294849 - 20-17861 Addenda no 5 2020-04-16 11 h 46 - Courriel 3303063 - 20-17861 ADDENDA no6 2020-04-29 18 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Technologies Pure Canada 5055 Satellite Drvie Unit 7 Mississauga, ON, l4w5k7 NEQ :	Monsieur Mike Garaci Téléphone : 905 624-4066 Télécopieur :	**Commande : (1705755)** 2020-02-25 13 h 09 **Transmission :** 2020-02-25 13 h 09	3272113 - 20-17861 ADDENDA no1 (devis) 2020-03-09 17 h 37 - Courriel 3272114 - 20-17861 ADDENDA no1 (bordereau) 2020-03-09 17 h 37 - Téléchargement 3277829 - 20-17861 ADDENDA no2 (devis) 2020-03-17 15 h 23 - Courriel 3277830 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement

				3277831 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau) 2020-03-17 15 h 23 - Téléchargement 3284734 - 20-17861 ADDENDA no3 2020-03-25 16 h 49 - Courriel 3285772 - 20-17861 ADDENDA no4 (devis) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285773 - 20-17861 ADDENDA no4 (plan) 2020-03-27 12 h 55 - Courriel 3285774 - 20-17861 ADDENDA no4 (bordereau) 2020-03-27 12 h 55 - Téléchargement 3294849 - 20-17861 Addenda no 5 2020-04-16 11 h 46 - Courriel 3303063 - 20-17861 ADDENDA no6 2020-04-29 18 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Laval 1, place du Souvenir (Bureau du greffier-Soumissions) Laval, QC, H7V1W7 NEQ :	Madame Sharon Lopez Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	**Commande : (1729512)** 2020-04-16 9 h 21 **Transmission :** 2020-04-16 9 h 21	3272113 - 20-17861 ADDENDA no1 (devis) 2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement 3272114 - 20-17861 ADDENDA no1 (bordereau) 2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement 3277829 - 20-17861 ADDENDA no2 (devis) 2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement 3277830 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau)

2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement

3277831 - 20-17861 ADDENDA no2 (bordereau)
2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement

3284734 - 20-17861 ADDENDA no3
2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement

3285772 - 20-17861 ADDENDA no4 (devis)
2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement

3285773 - 20-17861 ADDENDA no4 (plan)
2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement

3285774 - 20-17861 ADDENDA no4 (bordereau)
2020-04-16 9 h 21 - Téléchargement

Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

La sélection d'un fournisseur est obligatoire.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors

À propos
À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207090001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Accorder deux contrats de services professionnels à la firme Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une somme maximale de 4 562 380,46 $, taxes incluses (Contrat 1 : 2 437 470,00 $ + Contrat 2 : 2 124 910,46 $, taxes incluses), pour une durée de 36 mois - contrat 20A03. Dépense totale de 5 018 618,51 $ avec les contingences (contrat 1 : 2 437 470,00 $ + contingences de 243 747,00 $, et contrat 2 : 2 124 910,46 $ + contingences de 212 491,05 $). Appel d'offres no 20-17861 (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP1207090001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Yves BRISSON
Conseiller budgétaire
Tél : 514 280-6736
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.41

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1207090001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Accorder deux contrats de services professionnels à la firme Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une somme maximale de 4 562 380,46 $, taxes incluses (Contrat 1 : 2 437 470,00 $ + Contrat 2 : 2 124 910,46 $, taxes incluses), pour une durée de 36 mois - contrat 20A03. Dépense totale de 5 018 618,51 $ avec les contingences (contrat 1 : 2 437 470,00 $ + contingences de 243 747,00 $, et contrat 2 : 2 124 910,46 $ + contingences de 212 491,05 $). Appel d'offres no 20-17861 (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

Rapport_CEC_SMCE207090001.pdf

Dossier # :1207090001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207090001

Accorder deux contrats de services professionnels à la firme Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une somme maximale de 4 562 380,46 $, taxes incluses (Contrat 1 : 2 437 470,00 $ + Contrat 2 : 2 124 910,46 $, taxes incluses), pour une durée de 36 mois - contrat 20A03. Dépense totale de 5 018 618,51 $ avec les contingences (contrat 1 : 2 437 470,00 $ + contingences de 243 747,00 $, et contrat 2 : 2 124 910,46 $ + contingences de 212 491,05 $). Appel d'offres no 20-17861 (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

"Original signé"

Christian Arseneault
Vice-présidence

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207090001

Accorder deux contrats de services professionnels à la firme Technologies Pure Canada, pour l'auscultation de conduites principales d'aqueduc en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA C-301, pour une somme maximale de 4 562 380,46 $, taxes incluses (Contrat 1 : 2 437 470,00 $ + Contrat 2 : 2 124 910,46 $, taxes incluses), pour une durée de 36 mois - contrat 20A03. Dépense totale de 5 018 618,51 $ avec les contingences (contrat 1 : 2 437 470,00 $ + contingences de 243 747,00 $, et contrat 2 : 2 124 910,46 $ + contingences de 212 491,05 $). Appel d'offres no 20-17861 (2 soumissionnaires, 1 seul conforme).

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1M$ pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat de services professionnels et en détaillant les nombreux avantages de l'auscultation des conduites d'eau pour la planification des travaux. Puis, les responsables du dossier ont expliqué que cet appel d'offres a été d'une durée de 81 jours, notamment en raison des six addendas publiés en contexte de la COVID-19, dont celui visant à scinder le contrat en deux lots distincts. Il a été précisé que les valeurs par items du bordereau ont été conservées et qu'il s'agissait essentiellement d'ouvrir ce marché quasi monopolistique, en séparant dans un lot distinct les travaux nécessitant une interruption de l'alimentation en eau potable.

Bien que deux soumissions aient été reçues au terme de l'appel d'offres, l'une d'elles a été déclarée non conforme pour des raisons administratives puisque le soumissionnaire ne détenait ni son autorisation de l'AMP ni celle de la CNESST au moment de l'ouverture des soumissions. Aussi, il a été précisé que le seul soumissionnaire conforme avait obtenu la note de 84 % et que les addendas n'avaient eu aucun impact sur les prix obtenus, qui sont globalement ceux de l'estimé de contrôle, à 1 % près.

La Commission a néanmoins demandé au Service de clarifier l'état de ce marché, à savoir s'il s'agissait d'un marché pour lequel il existait un fournisseur unique ou si d'autres fournisseurs pouvaient effectivement soumissionner pour ces travaux impliquant une technologie brevetée. Aussi, la Commission a voulu obtenir un avis du Service de l'approvisionnement concernant la scission du contrat en deux lots par le biais d'un addenda. Les réponses reçues sont à la satisfaction de la Commission et le sommaire décisionnel a été clarifié à cet effet.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l'ensemble des informations reçues au sujet de cet octroi et statuer sur la conformité du processus d'appel d'offres pour ce contrat qui pourra être globalement conclu au juste prix.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1M$ pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE207090001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.42

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1207231065

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) et CIMA+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 20-18062

Il est recommandé :
1. de conclure deux (2) ententes-cadres pour la fourniture, sur demande, de services professionnels pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable et de conduites d'égout par chemisage ;

2. d'approuver un (1) contrat (lot no 1) de services professionnels par lequel la seule firme soumissionnaire, Tetra Tech QI inc., ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle la de qualité, pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés aux documents de l'appel d'offres public 20-18062 ;

3. d'approuver un (1) contrat (lot no 2) de services professionnels par lequel la seule firme soumissionnaire, Cima + S.E.N.C., ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de la qualité, pour une somme maximale 4 422 340,91 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés aux documents de l'appel d'offres public 20-18062 ;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-22 09:21

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231065**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) et CIMA+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 20-18062

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2008, la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau a introduit l'utilisation des techniques de réhabilitation sans tranchée comme alternative stratégique pour le renouvellement des réseaux d'eau secondaires. La réhabilitation des conduites comporte de nombreux avantages dont la réduction des coûts, une réalisation des travaux plus rapide, la réduction des perturbations aux infrastructures environnantes, le maintien de la circulation la majorité du temps lors d'exécution des travaux, une diminution des impacts négatifs sur les citoyens lors des travaux, une diminution de la disposition des sols et matériaux d'excavation, ainsi qu'une remise en état rapide des lieux.
Étant donné le volume des travaux de réhabilitation prévus pour les prochaines années, la Direction des infrastructures a recours à de l'expertise externe spécialisée en réhabilitation, ce qui permettra d'apporter un support technique et d'assurer le contrôle de la qualité dans la réalisation de tels projets.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18-1004 - 20 août 2018 - Accorder deux contrats de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable et d'égout, le support technique et le contrôle de qualité à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 3 183 123,12 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) et Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 2 949 999,52 $, taxes incluses (2 soumissionnaires, 1

seul conforme) - Appel d'offres public 18-16762 (1187231053)
CM17 0157 - 20 février 2017 - Accorder 2 contrats de services professionnels, pour une période de 36 mois, : contrat 1 à Tetra Tech QI inc. pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable, le support technique et le contrôle de qualité, pour une somme maximale de 2 086 251,27 $, taxes incluses; contrat 2 à Cima+ S.E.N.C. (un seul soumissionnaire conforme) pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout, le support technique et le contrôle de qualité, pour la somme maximale de 1 626 692,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15591 - 5 soumissionnaires (1167231054) ;

CG14 0472 - 30 octobre 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une période de 24 mois avec Tetra Tech QI inc. pour la surveillance de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage (contrat #1, pour une somme maximale de 2 119 305,43 $) et Cima+ S.E.N.C. pour la surveillance de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage (contrat #2, pour une somme maximale de 1 720 253,08 $) - Appel d'offres public 14-13651 - 4 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin (1144822047) ;

CG13 0128 - 25 avril 2013 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec BPR Infrastructures inc. pour le support technique et le contrôle de qualité pour les travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage (contrat # 1- 2 soumissionnaires, 1 seul conforme) pour une somme maximale de 359 986,73 $, taxes incluses, ainsi que pour une période maximale de 24 mois, et conclure une entente-cadre de services professionnels avec CIMA + pour le support technique et le contrôle de qualité pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage (contrat # 2- 2 soumissionnaires, 1 seul conforme) pour une somme maximale de 297 842,74 $, taxes incluses, ainsi que pour une période maximale de 24 mois - Appel d'offres public # 12-12159. / Approuver deux projets de convention à cette fin (1120266050).

DESCRIPTION

Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels jusqu'à épuisement du montant maximal des soumissions, taxes incluses, ou pour une période maximale de trente-six (36) mois à partir de l'adoption du dossier par les instances, selon la première des 2 éventualités.
La première entente est dédiée au support technique, au contrôle de la qualité et à la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc et la seconde au support technique, au contrôle de la qualité et à la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public # 20-18062, il est recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes :

· Tetra Tech QI inc. (contrat #1) 5 128 114,95 $ (taxes incluses)
· Cima+ S.E.N.C. (contrat #2) 4 422 340,91 $ (taxes incluses)
TOTAL 9 550 455,86 $ (taxes incluses)

Il s'agit de contrats à taux horaire par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacun des contrats et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. Étant donné l'épuisement rapide des enveloppes des ententes actuelles, le nombre d'heures prévisionnelles dans les bordereaux de soumissions a considérablement été augmenté dans les scénarios des présents contrats, ce qui explique en très grande partie les écarts de prix entre les nouveaux contrats à octroyer et ceux des ententes actuelles.

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le montant maximal des enveloppes budgétaires des ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés..

JUSTIFICATION

En 2020, seize (16) contrats de réhabilitation ont été octroyés, pour la réalisation des travaux en 2020-2021, soit 28 km en réhabilitation d'aqueduc et 60 km en réhabilitation d'égout sur plusieurs rues et dans plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal. Le montant des travaux à réaliser est d'environ 103 M$.
De plus, la DRE prévoit la même prévision les prochaines années pour l'utilisation de la technique de réhabilitation sans tranchée des réseaux d'aqueduc et d'égout. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la Ville doit s'adjoindre le support technique requis pour ces travaux par l'entremise de deux nouveaux contrats de services professionnels.

Analyse des soumissions :

Tel qu'indiqué dans les documents d'appels d'offres, les firmes pouvaient soumissionner sur l'un des deux contrats ou sur les deux en présentant cependant des équipes distinctes à cet effet.

Sur les neuf (9) preneurs du cahier des charges, une seule soumission a été reçue pour le contrat #1 et une seule soumission a été reçue pour le contrat #2. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

La rencontre du comité de sélection a été tenue le 19 juin 2020. Les soumissions reçues le 5 juin 2020 pour les deux (2) contrats ont été analysées séparément par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

- Contrat 1: 5 128 114,95 $, pointage intérimaire de 81,33% et note finale de 0,26
- Contrat 2: 4 422 340,91 $, pointage intérimaire de 84,17% et note finale de 0,30

Résultats de l'appel d'offres :

Les deux (2) soumissions ont obtenu la note intérimaire de passage fixée à 70 % et sont ainsi considérées pour l'ouverture de la seconde enveloppe.

Contrat # 1: Support technique, contrôle de qualité et surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: 1- Tetra Tech QI inc.	**81,33**	**0,26**	**5128 114,95 $**
Estimation interne			**4 767 208,43 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**360 906,52 $** **7,57%**

Contrat # 2: Support technique, contrôle de qualité et surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Firme ayant obtenue la meilleure note totale: 1- Cima+ S.E.N.C	**84,17**	**0,30**	**4 422 340,91 $**
Estimation interne			**4 849 990,43 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)** *(adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**- 427 649,52 $** **- 8,82%**

L'adjudicataire retenu pour chaque contrat est l'unique soumissionnaire à faire une proposition conforme, alors que plusieurs entreprises (9) avaient pris possession des documents d'appel d'offres. Considérant que l'on doit tenir compte de la réalité du marché pour les ressources en surveillance et que peu de firmes possèdent l'expertise dans le domaine de la réhabilitation, il est donc recommandé d'octroyer les deux (2) contrats aux adjudicataires Tera Tech inc. et CIMA+ s.e.n.c

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées :

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Les écarts obtenus entre les soumissionnaires et les estimations internes sont de 7,57 % plus haut que l'estimation interne pour le contrat #1 et de 8,82 % plus bas que l'estimation interne pour le contrat #2. L'écart à la hausse de la firme Tetra Tech inc. s'expliquent vraisemblablement par une demande accrue en services professionnels pour la surveillance des travaux dans le marché de la région métropolitaine en raison du grand nombre de projets d'envergure et de l'augmentation des investissements en infrastructures. Le bassin de ressources qualifiées pour offrir ce type de service spécialisé est également limité. Dans ces circonstances, cet écart est acceptable.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de *l'Autorité des marchés publics «AMP» :* L'attestation de Tetra Tech QI inc. est en vigueur jusqu'au 28 janvier 2023 et celle de Cima+ S.E.N.C. est en vigueur jusqu'au 29 janvier 2021. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Le dossier répond à l'un des critères et à une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, les deux (2) contrats de services professionnels sont supérieurs à 1 000 000 $. De plus, pour les deux contrats, les firmes respectives, Tetra Tech Qi inc. et Cima+

S.E.N.C, sont les seuls soumissionnaires conformes et en sont tous deux à leur cinquième octroi de contrat consécutif pour des services de même nature.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. La Division de la réalisation des travaux de la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier assurera le suivi des contrats, la disponibilité des crédits et le suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre et selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par le ou les services requérants. Les crédits pour ces projets sont déjà prévus au budget PTI ou au budget de fonctionnement des divers services de la Ville. Ces ententes pourraient impliquer des dépenses dans le cadre de projets relevant de la compétence de l'agglomération.
La dépense maximale d'honoraires professionnels de 9 550 455,86 $, taxes incluses, pour les deux (2) ententes-cadres sur une période de trente six (36) mois, représente un coût net maximal de 8 720 839,18 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l’eau »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les enveloppes budgétaires des ententes actuelles seront échues vers la fin du mois de septembre 2020, par conséquent, il est nécessaire d'octroyer de nouveaux contrats. Dans l'éventualité d'un refus d'octroyer les contrats, la Division de la réalisation des travaux avec le personnel et l'expertise interne, ne pourra répondre à la surveillance de l'ensemble des travaux de réhabilitation à réaliser et certains travaux devront être reportés dans le temps. Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 24 novembre 2020, soit la date d'échéance de validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19 et avec la reprise des chantiers depuis le 11 mai, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances, conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission sur l'examen des contrats : 12 août 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des services : octobre 2020
Fin des services : octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 8 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lila TOUAHRIA
Ingenieur(e) - c/e

Tél : 514-206-7193
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-03

Monya OSTIGUY
Chef de division

Tél : 514-872-6444
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures en remplacement du directeur de service
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-07-22

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 17 octobre 2018

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2018-CPSM-1057514
N° de client : 3000148732

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA PLUS
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
  CIMA-INFO
  COENTREPRISE CIMA +/GROUPE CARTIER
- COENTREPRISE CIMA+ / LE GROUPE IBI
- COENTREPRISE CIMA+/TECSULT
- COPAC ET ASSOCIÉS

- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LE CONSORTIUM CIMA+/ROCHE-DELUC/ITRANS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CIMA+ S.E.N.C. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Directrice des contrats publics et
des entreprises de services monétaires par intérim

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 29 janvier 2020

TETRA TECH QI INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS MORIN
7400, BOUL DES GALERIES D'ANJOU
500
ANJOU (QC) H1M 3M2

Nº de décision : 2020-DAMP-1054
Nº de client : 3000162555

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous TETRA TECH QI INC., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. TETRA TECH QI INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **28 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207231065

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) et CIMA+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 20-18062

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18062 Int d'octroi lot 1.pdf20-18062 Int d'octroi Lot 2.pdf

20-18062 tableau tetratech lot 1.pdf20-18062 tableau cima lot 2.pdf20-18062_pv.pdf

SEAO__Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-06

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18062 Lot1

No du GDD : 1207231065

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels de support technique, de contrôle de qualité et de surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout par chemisage.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 28 - 5 - 2020

Ouverture faite le : 28 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 19 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 11,11

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 11 - 2020

Date d'échéance révisée : 24 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Tetra Tech QI inc.	5 128 114.95 $	X	1

Information additionnelle

Des huit firmes n'ayant pas déposé d'offre, une a soumis une offre pour le lot 2, une mentionne ne pas avoir suffisamment de temps pour soumettre une offre et une mentionne être en conflit avec un autre mandat. Nous n'avons pas de réponse des cinq restantes.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 26 - 6 - 2020

20-18062 lot 1 - Services professionnels de support technique, de contrôle de qualité et de surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout par chemisage (lot 1)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
TETRA TECH QI INC.	3,67	15,67	15,67	21,33	25,00	81,33	5 128 114,95 $	**0,26**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**								

Comité	
Date	**vendredi 19-06-2020**
Heure	**10h00**
Lieu	**Google meet**
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	**50**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18062 Lot 2

No du GDD : 1207231065

Titre de l'appel d'offres : Services professionnesl de support technique, de contrôle de qualité et de surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout par chemisage.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 4 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 28 - 5 - 2020

Ouverture faite le : 28 - 5 - 2020

Date du comité de sélection : 19 - 6 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 11,11

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 11 - 2020

Date d'échéance révisée : 24 - 11 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CIMA + s.e.n.c.	4 422 340,91 $	X	2

Information additionnelle

Des huit firmes n'ayant pas déposé d'offre, une a soumis une offre pour le lot 1, une mentionne ne pas avoir suffisamment de temps pour soumettre une offre et une mentionne être en conflit avec un autre mandat. Nous n'avons pas de réponse des cinq restantes

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 26 - 6 - 2020

20-18062 lot 2 - Services professionnels de support technique, de contrôle de qualité et de surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout par chemisage (lot 2)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA + S.E.N.C.	3,83	16,33	17,00	22,00	25,00	84,17	4 422 340,91 $	**0,30**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**								

Comité	
Date	**vendredi 19-06-2020**
Heure	**10h00**
Lieu	**Google meet**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	**50**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18062
Numéro de référence : 1363742
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels de support technique, de contrôle de qualité et de surveillance des tavaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout par chemisage

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cima+s.e.n.c. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1732718)** 2020-04-23 10 h 08 **Transmission :** 2020-04-23 10 h 08	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1732433)** 2020-04-22 15 h 58 **Transmission :** 2020-04-22 15 h 58	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 26 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GAME Consultants 5660 Ch. du Bois-Franc Montréal, QC, H4S 1A9 http://www.gameconsultants.net NEQ : 1169265536	Monsieur Piero Salvo Téléphone : 514 747-9000 Télécopieur :	**Commande : (1736829)** 2020-05-04 13 h 08 **Transmission :** 2020-05-04 13 h 08	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-05-04 13 h 08 - Téléchargement 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	IGF Axiom Inc 4125 AUTOROUTE DES LAURENTIDES Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Stéphanie Boivin Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1733485)** 2020-04-24 16 h 36 **Transmission :** 2020-04-24 16 h 36	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1732449)** 2020-04-22 16 h 15 **Transmission :** 2020-04-22 16 h 15	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 27 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet 125046 360, rue Saint-Jacques Ouest, 16e étage Montréal, QC, H2Y1P5 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences NEQ : 1166291337	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1733213)** 2020-04-24 9 h 39 **Transmission :** 2020-04-24 9 h 39	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1732722)** 2020-04-23 10 h 09 **Transmission :** 2020-04-23 10 h 09	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2 NEQ : 1169411510	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1733036)** 2020-04-23 16 h 38 **Transmission :** 2020-04-23 16 h 38	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1733106)** 2020-04-24 7 h 07 **Transmission :** 2020-04-24 7 h 07	3301660 - 20-18062 Addenda 1 RGC 2020-04-28 11 h 10 - Courriel 3322864 - 20-18062 Résultats d'ouverture 2020-05-29 10 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

Autorité des marchés financiers

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.42

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1207231065

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) et CIMA+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 20-18062

Rapport_CEC_SMCE207231065.pdf

Dossier # :1207231065

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 août 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231065

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) et CIMA+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 20-18062.

"Original signé"	***"Original signé"***
Christian Arseneault Vice-présidence	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231065

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 5 128 114,95 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) et CIMA+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 4 422 340,91 $, taxes incluses (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 20-18062

À sa séance du 5 août 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères ci-dessous :

- *Contrats de services professionnels de plus de 1 M$, pour lesquels :*
    - *Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;*
    - *Les adjudicataires en sont à leur cinquième octroi de contrat consécutif pour des contrats récurrents (Tetra Tech Qi inc. et Cima+* S.E.N.C).

Le 12 août dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires concernant ces deux ententes-cadres de services professionnels pour une période de 36 mois, pour le support technique, le contrôle de la qualité et la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable ou de conduites d'égout.

Puis, le Service a expliqué que cet appel d'offres, d'une durée de 37 jours au cours desquels un seul addenda a été publié, a permis de recevoir deux soumissions parmi les neuf preneurs des documents d'appel d'offres. Aussi, il a été expliqué à la Commission que le contrat global ayant été scindé en neuf contrats distincts dans l'objectif d'ouvrir ce marché plutôt restreint a eu pour effet de recevoir des soumissions des mêmes entreprises, d'où les octrois consécutifs pour un contrat récurrent. Le

Service n’a cependant pu exposer les motifs de désistement des entreprises n’ayant pas déposé de soumission. Par conséquent, la Commission a demandé que cette information soit retrouvée et ajoutée au sommaire décisionnel.

Au terme de son examen, la Commission a pu apprécier l’ensemble des informations reçues au sujet de ce contrat. Les commissaires comprennent que peu de firmes externes possèdent une expertise dans le domaine de la réhabilitation des conduites d’aqueduc et d’égout par la technique de chemisage, et que les ressources en surveillance des travaux possédant le niveau d’expertise recherché sont limitées. En outre, le Service est d’avis que les firmes d’ingénierie sont très sollicitées en raison du volume de travaux dans la région métropolitaine.

La Commission apprécie le prix obtenu au global pour ces deux lots et statue quant à la conformité du processus.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d’agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d’agglomération, en l’occurrence :

- *Contrats de services professionnels de plus de 1 M$, pour lesquels :*
    - *Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d’offre;*
    - *Les adjudicataires en sont à leur cinquième octroi de contrat consécutif pour des contrats récurrents (Tetra Tech Qi inc. et Cima+* S.E.N.C).

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l’analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l’égard du mandat SMCE207231065 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.43

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1200298001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville. Ces travaux seront réalisés dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville. Ces travaux seront réalisés dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-08-03 11:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200298001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville. Ces travaux seront réalisés dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) de la Ville de Montréal a planifié des travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau de 400 mm sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Melville et Clarke, et d'une conduite d'eau de 350 mm sous l'avenue Clarke, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest sur le territoire de la Ville de Westmount. La Ville de Westmount souhaite profiter des travaux de la DEP pour effectuer des travaux de réhabilitation et d'optimisation de leur réseau secondaire.
Ces travaux localisés sur le boulevard de Maisonneuve Ouest, consistent en la reconstruction des conduites secondaires aux intersections des avenues Metcalfe, Kensington, Redfern et Kitchener.

La signature d’une entente intermunicipale entre les deux villes est nécessaire afin de permettre à la Ville de Montréal de prendre en charge les travaux de la Ville de Westmount dans le cadre de son contrat. Les travaux visés par cette entente sont à l'intérieur des limites des travaux planifiés par la DEP.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

L'entente vise la construction de conduites secondaires, le remplacement de vannes sur le réseau secondaire, les travaux connexes ainsi que les services professionnels s’y rattachant (qui incluent la surveillance de chantier, le contrôle qualitatif et le suivi de la gestion des sols contaminés). Voici le détail des travaux de la Ville de Westmount qui sont prévus à

l’entente :
1. La pose de 43 mètres linéaires de conduites d'eau de 200 mm en fonte ductile;
2. La pose de 25 mètres linéaires de conduites d'eau de 250 mm en fonte ductile;
3. L'installation de 3 nouvelles vannes de 200 mm;
4. L'installation de 2 nouvelles vannes de 250 mm;
5. Le remplacement d'une vanne de 200 mm dans une chambre existante;
6. La désinfection des conduites secondaires après les travaux;
7. La réfection de 95 mètres carrés de traverse de piéton en béton;
8. L'enlèvement d’une chambre de vannes existante.

En vertu de la présente entente, la Ville de Westmount mandate la Ville de Montréal pour la représenter dans l'exécution des travaux situés sur son territoire. L'entente prend effet à sa date de signature et se termine lorsque l'ensemble des obligations des parties prévues à l'entente sera réalisé.

Le contrat de construction du projet sera octroyé par la Ville de Montréal au plus bas soumissionnaire conforme via le processus d'appel d'offres sur SÉAO.

JUSTIFICATION

Étant donné l'envergure des travaux planifiés par la Ville de Montréal, à savoir :

- La fourniture et la pose sans tranchée de gaine structurale de 350 mm sur une longueur de 155 mètres;
- La fourniture et la pose sans tranchée de gaine structurale de 400 mm sur une longueur de 485 mètres;
- La reconstruction de conduites d'eau principales et secondaires;
- La reconstruction de chambres de vannes sur les conduites d'eau principales;

Il est judicieux de réaliser un projet intégré avec la Ville de Westmount afin d'éviter de venir effectuer des travaux ultérieurement à proximité des conduites d'eau principales et du même coup éviter des impacts considérables sur la circulation et sur les résidents du secteur.

La signature de l'entente intermunicipale permettra à la DEP de réaliser les travaux de reconstruction et d'optimisation du réseau secondaire de la Ville de Westmount en même temps que les travaux de réhabilitation de la conduite d'eau principale.

L'entente intermunicipale sera également approuvée par le conseil municipal de la Ville de Westmount au courant du mois d'août

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il convient de préciser qu'un appel d'offres public a été lancé afin d'octroyer un contrat des travaux. En effet, l'appel d'offres public n°10388 a été publié dans *Le Journal de Montréal* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 21 mai 2020; les prix ont été reçus.
Le coût des travaux de la Ville de Westmount représente 3,83 % du coût total des travaux, soit un montant de 249 515,43 $, taxes incluses, incluant les incidences. Ces coûts seront entièrement assumés par la Ville de Westmount.

La portion des travaux de la Ville de Montréal représentant 96,17 % du coût total des travaux sera financée au PTI de la DEP, pour un montant de 6 273 752,07 $, taxes incluses, incluant les incidences, soit un coût net de 5 728 771,87 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 4 583 017,50 $ au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ). L'emprunt net de 1 145 754,37 $ est à la charge des villes reconstituées.

Les frais de surveillance de chantier seront assumés par les deux parties au prorata de la valeur de leurs travaux respectifs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réhabilitation des conduites et les travaux de reconstruction des chambres de vannes, incluant le remplacement des vannes et de la tuyauterie intérieure, permettent de diminuer les pertes d'eau potable dans le réseau. Ces travaux répondent à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente intermunicipale permet la minimisation des impacts qu'auraient générés deux contrats de travaux distincts sur une même rue (boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Melville et Clarke).
L'impact sur la circulation sera limité puisqu'elle sera gérée de façon concertée entre les deux organisations municipales.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'Entrepreneur agira comme maître d'oeuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Ainsi, ce dernier sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des stratégies de communications seront élaborées en accord avec le Service des communications et la Ville de Westmount.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Août 2020

- Mobilisation du chantier (phase 1) : Septembre 2020
- Délai contractuel (phase 1) : 102 jours calendaires
- Suspension des travaux (phase 1) : 18 décembre 2020
- Mobilisation chantier (phase 2) : Avril 2021
- Délai contractuel (phase 2) : 154 jours calendaires
- Fin des travaux : Octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Serge Martin PAUL
Chef de section

Tél : 514 872-9557
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-28

Jean-François DUBUC
C/d

Tél : 514 872-4647
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-07-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-08-03

Tableau A – Caractéristiques du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue Clarke

Boulevard De Maisonneuve, entre les avenues Clarke et Melville. Avenue Clarke, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. Rue Saint-Catherine entre les avenues Clarke et Melville	
Ville : Westmount ▭ : limite des travaux	
Sens de la circulation :	- Boulevard De Maisonneuve : sens unique en direction ouest - Avenue Clarke : Bidirectionnelle en direction nord et sud - Rue Sainte-Catherine : Bidirectionnelle en direction est et ouest
Géométrie :	**De Maisonneuve :** - Une (1) voie de circulation et une (1) voie de stationnement; - Piste cyclable bidirectionnelle; - Trottoir des deux (2) côtés de la rue (côté nord et sud). **Clarke :** - Une (1) voie de circulation et une (1) voie de stationnement par direction; - Trottoir des deux (2) côtés de la rue (côté est et ouest). **Sainte-Catherine :** - Une (1) voie de circulation et une (1) voie de stationnement par direction; - Trottoir des deux (2) côtés de la rue (côté nord et sud).

Boulevard De Maisonneuve, entre les avenues Clarke et Melville. Avenue Clarke, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. Rue Saint-Catherine entre les avenues Clarke et Melville	
Intersections :	- Maisonneuve/ Clarke « + » ; - Maisonneuve/ Kitchener « T »; - Maisonneuve/ Redfern « + »; - Maisonneuve/ Kensington « + »; - Maisonneuve/ Metcalfe « + »; - Maisonneuve/ Melville « T »; - Sainte-Catherine/ Clarke « + »; - Sainte-Catherine/ Redfern « T »; - Sainte-Catherine/ Kensington « T »; - Sainte-Catherine/ Metcalfe « + »; - Sainte-Catherine Melville « T ».
Largeur de la chaussée :	- ± 8.2 m pour le boulevard De Maisonneuve; - ± 11.3 m pour l'avenue Clarke; - ± 14.2 m pour la rue Sainte-Catherine.
Catégorie :	- Maisonneuve : locale; - Clarke : locale; - Sainte-Catherine : artère secondaire.
Réseau de camionnage :	- Maisonneuve : interdit, excepté livraison locale - Clarke : permis de jour, mais interdit entre 19h et 7h; - Sainte-Catherine : permis de jour, mais interdit entre 19h et 7h.
Transport en commun :	- Maisonneuve : non; - Clarke : non; - Sainte-Catherine : route 63 et 90.
Zonage :	- Résidentiel et commercial (écoles, hôtel, paroisse, etc.)
Feux de circulation	- Intersection Maisonneuve/ Metcalfe; - Intersection Maisonneuve/ Clarke; - Intersection Sainte-Catherine/ Clarke; - Intersection Sainte-Catherine/ Redfern; - Intersection Sainte-Catherine/ Metcalfe.
Commerces/ Zones de livraison :	- Maisonneuve et Clarke : non (zone résidentielle); - Sainte-Catherine : oui.
Signalisation :	**Boul. De Maisonneuve, entre les avenues Melville et Clarke:** - Vitesse affichée : 30 km/h sur le boulevard De Maisonneuve (zone scolaire); - Stationnement interdit du côté nord les mardis, entre 9h et 11h, du 1er avril au 30 novembre; - Stationnement interdit en face de la paroisse Saint-Léon de Westmount; - Stationnement réservé pour personnes à mobilité réduite face au 4311 De Maisonneuve; - Aucun stationnement du côté sud (présence d'une piste cyclable).

Boulevard De Maisonneuve, entre les avenues Clarke et Melville. Avenue Clarke, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. Rue Saint-Catherine entre les avenues Clarke et Melville	
Signalisation : (suite)	**Avenue Clarke :** - Vitesse affichée : 30 km/h sur l'avenue Clarke, entre le boul. De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine (zone scolaire); - Stationnement interdit en tout temps du côté ouest, entre le boul. De Maisonneuve et le 285 avenue Clarke. - Stationnement interdit en tout temps sauf le samedi et dimanche, entre 9h et 19h vis-à-vis le 285 avenue Clarke du côté ouest; - Stationnement interdit en tout temps du côté ouest, entre le 285 avenue Clarke et la rue Sainte-Catherine. - Stationnement interdit en tout temps du côté est, entre le boul. De Maisonneuve et le 285 avenue Clarke. - Stationnement interdit du côté est entre le 285 avenue Clarke et la rue Sainte-Catherine les vendredis, entre 12h et 14h30, du 1er avril au 30 novembre. De plus, entre 9h et 18h, il est permis uniquement d'être stationné deux (2) heures. **Sainte-Catherine :** - Stationnement interdit du côté nord entre les avenues Clarke et Melville uniquement lorsque les feux sont allumés. Lorsque permis, le stationnement est payant du lundi au samedi de 9h à 18h. - Arrêt interdit du côté sud entre les avenues Clarke et Melville du lundi au vendredi entre 8h et 9h. - Stationnement interdit du côté sud entre les avenues Clarke et Melville uniquement lorsque les feux sont allumés. Lorsque permis, le stationnement est payant du lundi au samedi de 9h à 18h.
Écoles/corridors scolaires/ CPE :	- Deux (2) écoles primaires proches du secteur des travaux; - Une (1) garderie sur la rue Sainte-Catherine, à la hauteur de l'avenue Metcalfe.
Services d'urgence :	- Aucun service.
Mobilier sur la chaussée :	- Pots de fleurs en bétons sur De Maisonneuve, à la hauteur des avenues Redfern et Melville.
Autres chantiers à proximité :	- À coordonner lorsque requis
Autres particularités :	- Piste cyclable bidirectionnelle protégée sur le boul. De Maisonneuve; - Présence du parc Westmount : à l'ouest de l'avenue Melville; - Station BIXI sur l'avenue Melville à l'intersection Maisonneuve; - Tour à condo sur l'avenue Clarke (**Royal Appartements Westmount**), au nord de la rue Sainte-Catherine; - Tour à condo à l'intersection de l'avenue Clarke et du boul. De Maisonneuve : **Clarke Avenue Condominium**.

3. Lois, règlements, Normes et références

Aucune exigence complémentaire.

4. Définition et acronymes

Aucune définition complémentaire.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200298001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Objet :	Approuver la signature d'une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser des travaux de construction et d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de la Ville de Westmount sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville. Ces travaux seront réalisés dans le cadre des travaux de réhabilitation d'une conduite principale d'aqueduc située sur le territoire de la Ville de Westmount

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-07-27 - Entente_MTL- Westmount_visée_.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-28

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Contrats

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
27 JUIL. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE INTERMUNICIPALE POUR LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE CONDUITES D'EAU ET L'OPTIMISATION D'UN RÉSEAU D'AQUEDUC SECONDAIRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée « **MONTRÉAL** »

ET : **VILLE DE WESTMOUNT**, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est au 4333 , rue Sherbrooke Ouest à Westmount, province de Québec, H3Z 1E2, agissant et représentée par Me Andrew Brownstein, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution numéro _____;

Ci-après appelée « **WESTMOUNT** »

Ci-après collectivement désignées les « **PARTIES** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le territoire des municipalités parties à l'entente constitue en partie l'agglomération de Montréal en vertu de l'article 4 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20-001);

ATTENDU QUE Montréal désire aller en appel d'offres pour réaliser des travaux de réhabilitation de deux conduites de 350 mm et de 400 mm de diamètre localisées respectivement sous l'avenue Clarke, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest, et sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville, sur le territoire de la Ville de Westmount;

ATTENDU QUE la Ville de Westmount souhaite profiter des travaux de Montréal pour optimiser son réseau d'aqueduc secondaire et a demandé à la Ville de Montréal d'intégrer le tout à son contrat de travaux;

ATTENDU QUE les travaux de réhabilitation de deux conduites de 350 mm et de 400 mm relèvent de la compétence de MONTRÉAL (agglomération) et que cette dernière désire procéder à telle réhabilitation (ci-après le « PROJET »), ce terme étant également plus amplement défini à l'article 4;

ATTENDU QUE le réseau d'aqueduc secondaire situé sur le territoire de WESTMOUNT relève de la compétence de cette dernière et qu'elle désire procéder à des travaux d'optimisation de celui-ci en 2020-2021 (ci-après l' « OUVRAGE »), ce terme étant également plus amplement défini à l'article 4;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt public que les travaux d'optimisation du réseau d'aqueduc secondaire de WESTMOUNT soient effectués en même temps que les travaux de réhabilitation des deux conduites sous la responsabilité de Montréal;

ATTENDU QUE les PARTIES reconnaissent la nécessité de conclure une entente spécifique entre elles relative à la réalisation de l'OUVRAGE incluant les études et expertises techniques requises pour mener à bien ce PROJET, ainsi que la répartition des obligations et des coûts en vue de la réalisation de l'OUVRAGE;

ATTENDU QUE l'adoption le 5 décembre 2019 de la *Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, modifie la *Loi sur les cités et villes* et que l'article 572.1 permet à deux municipalités de s'unir pour poser des actes reliés à un contrat d'exécution de travaux ou de services;

ATTENDU QUE WESTMOUNT désire mandater MONTRÉAL pour agir à titre de donneur d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de l'OUVRAGE, et ce, conformément aux conditions et modalités du partage des obligations prévues aux présentes;

ATTENDU QUE MONTRÉAL et WESTMOUNT ont respectivement adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elles s'en sont respectivement remis une copie.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes mentionnés aux présentes font partie intégrante de la présente entente et lient les PARTIES au même titre que les articles ci-dessous. Les annexes sont :

a) Annexe A : la copie conforme de la résolution de MONTRÉAL;

b) Annexe B : la copie conforme de la résolution de WESTMOUNT;

c) Annexe C : le plan de localisation des travaux;

d) Annexe D : tableau de partage des responsabilités.

Les PARTIES déclarent avoir pris connaissance des annexes et les acceptent. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de l'entente a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

2. OBJET

La présente entente a pour objet d'établir les conditions et les modalités du partage des obligations des PARTIES pour la réalisation de l'OUVRAGE qui sera exécuté dans le cadre du PROJET, comprenant les services professionnels, les expertises et les travaux requis pour sa réalisation.

3. MANDAT

Par la présente, WESTMOUNT mandate MONTRÉAL, qui accepte, pour la représenter dans le cadre du processus contractuel, incluant l'octroi et l'exécution des contrats nécessaires à la réalisation de l'OUVRAGE. Les PARTIES conviennent que les règles d'adjudication des contrats seront celles applicables à MONTRÉAL, incluant son *Règlement sur la gestion contractuelle*.

Après l'ouverture des soumissions pour les travaux requis pour la réalisation de l'OUVRAGE, Montréal confirmera à WESTMOUNT le montant nécessaire pour les travaux relatifs à l'OUVRAGE. À la réception de cette information, WESTMOUNT s'engage à faire diligence pour demander à l'instance compétente de voter les crédits à ces fins, lesquels seront alors considérés comme faisant partie intégrante des présentes.

Ce mandat est donc conditionnel à l'obtention par WESTMOUNT, préalablement à l'octroi des travaux relatifs à l'OUVRAGE, d'une résolution de l'instance compétente autorisant les crédits nécessaires pour la réalisation des travaux relatifs à l'OUVRAGE, aux fins de l'octroi du contrat par MONTRÉAL.

WESTMOUNT reconnaît qu'une fois adoptée la résolution de l'instance compétente ci-dessus mentionnée, elle est liée à MONTRÉAL concernant les travaux pour la conception et la réalisation de l'OUVRAGE comme si elle était elle-même partie à tout contrat octroyé par MONTRÉAL dans le cadre de la réalisation du PROJET. Tout contrat pour la réalisation de l'OUVRAGE, ce qui inclut tout appel d'offres, doit être soumis préalablement à WESTMOUNT pour vérification et

acceptation. Toute modification subséquente à la vérification par WESTMOUNT doit faire l'objet d'une nouvelle vérification par WESTMOUNT.

Si le montant de la soumission dépasse de 20% l'estimation pour la réalisation de l'OUVRAGE. WESTMOUNT se réserve le droit de ne pas octroyer la portion de ses travaux. Le cas échéant, MONTRÉAL réalisera les travaux sans la portion de WESTMOUNT.

4. DÉFINITIONS

Les termes et les expressions suivants de la présente entente ont, à moins que le contexte ne l'indique autrement, le sens suivant :

« FOURNISSEUR » : désigne toute firme, toute entreprise, toute société privée ou toute compagnie de services publics mandatée par MONTRÉAL pour dispenser les services professionnels et pour exécuter les travaux.

« PROJET » : désigne les travaux de réhabilitation de deux conduites de 350 mm et de 400 mm de diamètre localisées respectivement sous l'avenue Clarke, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest, et sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Clarke et Melville, sur le territoire de la Ville de Westmount.

« OUVRAGE » : désigne les travaux d'optimisation du réseau secondaire de WESTMOUNT, à savoir : la démolition d'une chambre de vanne sous l'avenue Clarke, le remplacement de conduites secondaires et le remplacement de vannes sous les intersections du boulevard de Maisonneuve Ouest et des avenues Metcalfe, Kensington, Redfern et Clarke.

5. CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Les PARTIES conviennent que WESTMOUNT assumera cent pour cent (100 %) des coûts réels reliés à la réalisation de l'OUVRAGE, et ce, conformément à l'Annexe D.

Aux fins de la présente entente, les coûts réels représentent le coût de tous les services professionnels, expertises et travaux requis pour la réalisation de l'OUVRAGE.

Le coût réel pour les services professionnels et expertises pour la conception et la surveillance des travaux relatifs à l'OUVRAGE sont les crédits autorisés par WESTMOUNT aux fins des présentes.

Le coût réel pour l'exécution des travaux relatifs à l'OUVRAGE sont ceux qui auront été approuvés par l'instance compétente de WESTMOUNT, conformément à l'article 3 des présentes.

5.2 Tout dépassement des coûts réels indiqués au paragraphe 5.1 doit être préalablement approuvé par WESTMOUNT, autant ceux liés aux travaux que ceux liés aux services professionnels, expertises ou ordres de changement relatifs aux travaux de l'OUVRAGE. À défaut pour MONTRÉAL d'obtenir le consentement écrit préalable de WESTMOUNT, cette dernière se réserve le droit de ne pas assumer les coûts inhérents à ces changements.

6. OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 D'une part, pour la réalisation du PROJET, WESTMOUNT s'engage à :

a) collaborer avec MONTRÉAL à toutes les étapes qui concernent l'OUVRAGE;

b) assumer cent pour cent (100%) du coût des services professionnels, des expertises, de la surveillance de chantier et des travaux requis pour la réalisation de l'OUVRAGE;

Le paiement du coût des services professionnels, des expertises et des travaux que WESTMOUNT assume en vertu des présentes, incluant les taxes applicables, se fera sur la base des pièces justificatives et des décomptes progressifs et finaux que MONTRÉAL aura préparés et que WESTMOUNT aura approuvés;

WESTMOUNT paiera directement à MONTRÉAL, dans les soixante (60) jours de leur réception, les factures qui lui seront adressées par MONTRÉAL;

WESTMOUNT émettra ses chèques à l'ordre de MONTRÉAL.

c) participer au comité de coordination présidé par MONTRÉAL et dont le mandat est d'assurer le suivi et le bon déroulement du PROJET incluant les travaux de construction et l'ensemble des mesures d'atténuation et de gestion des impacts.

6.2 D'autre part, pour la réalisation du PROJET, MONTRÉAL s'engage à :

a. préparer ou à faire préparer, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres conformément à la loi, les études, les plans, les devis et cahier de charges, de même que les estimations pour la réalisation de l'OUVRAGE;

b. Indiquer aux documents d'appel d'offres que MONTRÉAL est mandatée pour représenter WESTMOUNT dans le cadre de l'octroi et de l'exécution des contrats nécessaires à la réalisation de l'OUVRAGE;

c. préparer un bordereau de soumission qui distinguera les travaux de l'OUVRAGE des autres travaux et indiquer aux documents d'appel d'offres que MONTRÉAL se réserve le droit de retirer et de ne pas octroyer le contrat avec la portion des travaux concernant l'OUVRAGE;

d. réaliser ou à faire réaliser l'OUVRAGE, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres conformément à la loi et aux termes du mandat plus spécifiquement détaillé à l'article 3 des présentes;

e. assumer ou à faire assumer, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres, lorsque requis par la loi, la surveillance et le contrôle qualitatif et quantitatif des matériaux et de leur mise en œuvre pour la réalisation de l'OUVRAGE;

f. MONTRÉAL paiera directement le coût des expertises, des services professionnels et des travaux de l'OUVRAGE que WESTMOUNT aura dûment approuvés et qui lui seront facturés par les FOURNISSEURS qu'elle aura retenus à titre de donneur d'ouvrage, et ce, dans les trente (30) jours de la réception de toute facture à cet effet;

g. MONTRÉAL transmettra à WESTMOUNT toute facture représentant sa contribution financière en vertu des présentes avec les pièces justificatives à l'appui afin que WESTMOUNT puisse payer MONTRÉAL conformément à l'article 6.1 b) des présentes;

h. faire approuver par WESTMOUNT, en lui accordant un délai de trois (3) jours ouvrables pour donner son approbation :

i) tous les documents préparés en vertu du paragraphe a) du présent article;

ii) toutes les modifications ultérieures à l'acceptation des plans et devis initiaux préparés en vertu du paragraphe a) du présent article, et ce, préalablement à la mise en œuvre des travaux visés par ces modifications;

iii) les prix obtenus des FOURNISSEURS à la suite d'un appel d'offres lancé en vertu des paragraphes c) et d) du présent article, avant d'octroyer le contrat;

iv) les ordres de changements relatifs à l'OUVRAGE survenant en cours d'exécution des travaux, jusqu'à l'acceptation provisoire des travaux;

i. accorder en tout temps à WESTMOUNT un droit de regard et de surveillance sur les travaux de l'OUVRAGE, avec accès au chantier;

j. remettre à WESTMOUNT dans les quatre-vingt-dix (90) jours à la suite de l'acceptation finale des travaux :

i) une copie électronique des plans de construction révisés « Tels que construits », des dessins d'atelier et des plans finaux pour l'OUVRAGE;

ii) une copie électronique des devis finaux de l'OUVRAGE;

iii) une copie électronique (version non modifiable) des documents de chantier;

iv) une copie électronique des documents attestant son acceptation des travaux.

k. présider un comité de coordination dont le mandat est d'assurer le suivi et le bon déroulement des travaux incluant les travaux de construction et l'ensemble des mesures d'atténuation et de gestion des impacts;

l. indiquer dans les documents d'appel d'offres que toutes les garanties et assurances demandées doivent être délivrées au nom de WESTMOUNT et de MONTRÉAL;

m. indiquer dans les documents d'appel d'offres que le Décret 1049-2013 et le Décret 795-2014 s'appliquent aux travaux de WESTMOUNT relatifs à l'OUVRAGE et que tout entrepreneur et sous-contractant qui exécuteront ces travaux devront détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) si la dépense est supérieure au seuil prévu au Décret applicable pour les travaux visés;

n. effectuer l'analyse des plaintes et des questions reçues des soumissionnaires dans le cadre des appels d'offres et les traiter conformément à la procédure de réception des plaintes en vigueur à MONTRÉAL. Le représentant de WESTMOUNT devra collaborer avec MONTRÉAL le cas échéant;

o. traiter les demandes de réclamations occasionnées par l'OUVRAGE en conformité avec la Loi sur les cités et Villes. La personne ressource à cet effet sera le Chef de division - Bureau des réclamations, pouvant être joint à l'adresse suivante : francis.lavallee@montreal.ca (avec copie à : anik.millier@montreal.ca);

p. accuser réception des demandes dès que raisonnablement possible.

7. MAÎTRE D'OUVRAGE

Les PARTIES conviennent que, conformément à la présente entente, MONTRÉAL sera le maître d'ouvrage des travaux pour la réalisation de l'OUVRAGE.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente prend effet à sa date de signature et se termine lorsque l'ensemble des obligations des PARTIES prévues aux présentes auront été réalisées.

9. GESTIONNAIRE DU CONTRAT

Dans le but de faciliter la gestion de la présente entente, MONTRÉAL désigne le _____ à titre de gestionnaire de celle-ci. WESTMOUNT désigne quant à elle, et aux mêmes fins, _____, _____. Toute demande ou correspondance par voie électronique ou autrement doit être adressée au gestionnaire de l'entente. Ceux-ci peuvent toutefois désigner une autre personne pour les représenter.

10. DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 La présente entente lie les PARTIES, leurs successeurs et ayants droit respectifs;

10.2 Tout avis ou communication en vertu de la présente entente doit être écrit et est réputé dûment donné si expédié par courrier recommandé, par poste prioritaire ou par télécopieur à l'adresse suivante :

Pour MONTRÉAL

Ville de Montréal

À l'attention de : Alain Larrivée,
Directeur
Direction de l'eau potable
Infrastructures réseau
999 rue Dupuis
Montréal (QC) H4G3L4
Télécopieur : 514-872-8595

Avec copie à Me Yves Saindon - greffier
Hôtel de Ville

275, rue Notre-Dame Est
MONTRÉAL (QC) H2Y 1C6

Télécopieur : 514 -872-5655

Pour WESTMOUNT

Ville de Westmount

À l'attention de : Elisa Gaetano,
directrice du Service du génie
1 rue Bethune
WESTMOUNT (QC) H3Z 2L2
Télécopieur : 514-989-5313

Avec copie à Me Andrew Brownstein
Hôtel de Ville
4333 rue Sherbrooke Ouest
WESTMOUNT (QC) H3Z 1E2
Télécopieur : 514-989-5270

10.3 La présente entente est interprétée selon les lois de la province de Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) ORIGINAUX, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE

À MONTRÉAL, ce ___ jour de _____ 2020

« **MONTRÉAL** »

_____
Me Yves Saindon, greffier

À WESTMOUNT, ce ___ jour de _____ 2020

« **WESTMOUNT** »

_____
Me Andrew Brownstein, greffier

ANNEXE A

Résolution MONTRÉAL

(Résolution qui sera adoptée autorisant la signature de l’entente)

ANNEXE B

Résolution WESTMOUNT

ANNEXE C

Plan de localisation des travaux

ANNEXE D

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.44

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1207019001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Addenda no 1 à la convention 2018-2020 entre la Ville de Montréal et C2.MTL et accorder une contribution financière 350 000 $, majorant ainsi le montant total de l'entente de 750 000 $ à 1 100 000 $, suite au regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On

Il est recommandé :
1. d'approuver l'Addenda no 1 à la convention 2018-2020 entre la Ville de Montréal et C2.MTL et accorder une contribution financière maximale de 1,1 M$, majorant ainsi la somme allouée pour l'année en 2020 de 350 000 $ suite au regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-04 17:15

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207019001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Addenda no 1 à la convention 2018-2020 entre la Ville de Montréal et C2.MTL et accorder une contribution financière 350 000 $, majorant ainsi le montant total de l'entente de 750 000 $ à 1 100 000 $, suite au regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On

CONTENU

CONTEXTE

La crise reliée à la COVID-19 a forcé plusieurs organisateurs d'événements d'affaires à réviser leur approche étant donné l'interdiction de réunir des participants. La plupart des organisateurs d'événements d'affaires ont annulé ou reporté leurs activités.
C2 MTL, qui déploie depuis plusieurs années l'événement C2 Montréal et celui de Movin'On, n'a pas réalisé ses deux événements prévus en mai 2020 en raison de la crise sanitaire.

C2 MTL a plutôt décidé de fusionner l'ensemble des deux événements et de réaliser un rendez-vous virtuel à 90 % en octobre 2020 qui s'étalera sur une dizaine de jours. Cette période coïncide avec le souhait de la Ville d'organiser un événement majeur dans le contexte de la reprise économique.

C2 MTL est une organisation spécialisée dans l'organisation et la promotion d'événements d'envergure, relatifs à la créativité, au commerce et à l'innovation. Elle a d'ailleurs reçu, depuis 2010, de nombreuses contributions de la Ville à cet effet.

Le présent dossier concerne l'approbation d'un addenda à l'entente liant la Ville à l'organisme C2 MTL afin de lui confier l'organisation d'un événement majeur de la Ville de Montréal, d'une série d'activités en amont, en plus de soutenir les activités régulières de l'organisation, soit la tenue de son événement au mois d'octobre qui combinera l'événement C2 Montréal et celui de Movin'On.

Afin de soutenir l'écosystème du développement économique et maintenir des emplois, le Service du développement économique de la Ville de Montréal a depuis le début de la crise décidé de maintenir l'ensemble de ses ententes avec ses partenaires tout en ajustant les mandats dans le contexte de la COVID-19.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0223 du 16 mai 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 330 000 $ à C2 MTL, organisme à but non lucratif, pour l'organisation du Sommet mondial de la mobilité durable Movin'On qui se tiendra à Montréal du 4 au 6 juin 2019;

CG18 0272 du 31 mai 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent de 330 000 $ à C2.MTL pour l'organisation du Sommet mondial de la mobilité durable Movin'On qui se tiendra à Montréal du 30 mai au 1er juin 2018;

CG180176 du 29 mars 2018 - Accorder un soutien financier totalisant 750 000 $, pour une durée de 3 ans (2018-2020), soit 250 000 $ par année, à C2.MTL relativement à la réalisation de l'événement annuel C2 Montréal afin de contribuer au rayonnement de Montréal dans le domaine du commerce et de la créativité;

CG17 0255 du 15 juin 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 660 000 $ en provenance des dépenses contingentes d'administration de l'agglomération au Pôle québécois d'excellence en transport terrestre pour l'organisation du Sommet mondial de la mobilité durable Movin'On qui se tiendra à Montréal du 13 au 15 juin 2017.

Une liste complète des contributions octroyées à C2 MTL est disponible en note additionnelle.

DESCRIPTION

Le projet d'addenda permet à C2 MTL de fusionner en un seul grand événement en octobre 2020 les activités de C2 Montréal et de Movin'On et ainsi de réviser sa programmation dans le contexte de la relance économique suivant la crise.
Les ajustements concernent le contenu des activités lors de l'événement et l'organisation de certaines activités en amont de l'événement. Au niveau financier, cela vient ajouter 350 000 $ à la contribution initiale de 2020 de 250 000$. La Ville de Montréal a octroyé l'an passé une contribution financière de 330 000 $ pour l'événement Movin'On.

Thématiques ajoutées
Les activités de l'événement et celles en amont seront organisées sous plusieurs grandes thématiques, dont la transition écologique, la participation citoyenne et l'innovation.

Les publics cibles pour l'événement et les activités en amont sont :

- Grands partenaires économiques, solidarité sociale, urbanisme et transition écologique
- Acteurs des parties prenantes liées aux plans sectoriels
- Acteurs gouvernementaux
- Acteurs de l'enseignement supérieur
- Employés, services centraux et arrondissements
- Acteurs de l'innovation urbaine, sociale, culturelle et économique
- Citoyens

En amont de l'événement, 4 à 6 activités seront organisées.

Durant l'événement, plusieurs types d'activités seront organisées, dont :

- des ateliers de connexion
- une vitrine de projets
- des conférences

Tant les activités pré-événement que celles de l'événement lui-même auront lieu sur la plate-forme numérique de C2 Montréal. Les conférences et panels seront également diffusés sur les réseaux sociaux de C2 Montréal. Certaines activités pourraient éventuellement se tenir en mode présentiel, selon les normes établies par le gouvernement à ce moment.

C2 Montréal octroiera un nombre de billets virtuels gratuits permettant à un grand nombre de citoyens de prendre part à des activités choisies par la Ville. C2 Montréal devra également fournir des billets pour l'ensemble des participants des Parcours entrepreneuriaux de la Ville pour que ces derniers puissent prendre part à toutes les activités tenues dans le cadre de C2 Montréal.

JUSTIFICATION

L'événement et la démarche l'entourant constituent un projet phare de la Ville de Montréal. C2 Montréal, depuis ses débuts, a prouvé ses capacités à organiser des événements d'envergure.
De plus, cette contribution vient donner accès à un nombre important de citoyens et de parties prenantes de la Ville, ce qui représente un élément majeur de l'appropriation de la vision de l'événement, par ses publics cibles. Il s'agit aussi de l'occasion pour les 110 entrepreneurs des Parcours de la Ville de prendre part à l'ensemble des activités qui seront organisées par C2 Montréal. Il est à noter que l'événement parvient à attirer annuellement des milliers de participants (plus de 7 500 en 2019), ainsi que des conférenciers et experts de renommée mondiale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense supplémentaire de 350 000 $. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat.
Les versements passés et futurs respectent la source et la séquence suivantes :

Source budgétaire	**Plan d'action Entrepreneuriat - Axe 4**	**Plan d'action Partenariats stratégiques - Axe 5**	**Total**
2018	250 000$	0$	250 000$
2019	250 000$	0$	250 000$
2020	200 000$	350 000$	550 000$
2021	50 000$	0$	50 000$
Total 2020 et 2021 **TOTAL**			600 000$ 1 100 000$

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).
Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les activités entourant l'événement permettront de mobiliser l'ensemble des parties prenantes de la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2020 : mise en oeuvre de la contribution financière.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire adjointe

Tél : 514 872-1546
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-29

Géraldine MARTIN
Directrice de l'entrepreneuriat

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN

Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-31

ADDENDA No1
MODIFIANT LA CONVENTION DE CONTRIBUTION À UN ORGANISME

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **C2.MTL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 701-355, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal, Québec, H3B 1A5, agissant et représentée par Monsieur Jacques-André Dupont, président et chef de la direction, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 29 mars 2018, la Ville a approuvé, par résolution CG18 0176, la conclusion d'une convention de contribution à l'Organisme afin d'organiser l'événement annuel C2 Montréal (ci-après « Convention initiale »);

ATTENDU QUE selon la Convention initiale, la Ville doit verser à l'Organisme une somme maximale de sept cent cinquante mille dollars (750 000$) sur une période allant de 2018 à 2020;

ATTENDU QUE en raison de la crise de la COVID-19, l'édition 2020 de l'événement devant avoir lieu les 27, 28 et 29 mai n'a pas eu lieu tout comme celui de Movin'On prévu initialement le 3 et 5 juin 2020 et que ces deux événements seront remplacés par un seul événement principalement virtuel au mois d'octobre 2020;

ATTENDU QUE les résultats attendus du projet sont différents de ceux prévus à la Convention initiale et que certains volets ont été ajoutés.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 5 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SIX CENT MILLE dollars (600 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet pour l'année 2020.

5.2 **Versements**

5.2.1 Pour l'année 2020 :

une somme maximale de QUATRE CENT mille dollars (400 000 $) à la signature de la convention;

une somme maximale de CENT CINQUANTE mille dollars (150 000$) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation.

5.2.2 Pour l'année 2021
une somme maximale de CINQUANTE mille dollars (50 000$) dans les trente (30) jours de la présentation du bilan annuel de la réalisation du projet, à la satisfaction du Directeur.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

2. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 novembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

3. L'annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda, faisant état de la description du projet;

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

C2.MTL

Par : _____
Jacques-André Dupont, président et chef de la direction

Cet addenda a été approuvé par le…….. de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CG…….).

ANNEXE 1

Projet

C2 Montréal est un événement d'envergure internationale qui se déroule normalement sur trois jours, à la fin du mois de mai. Cette année, en raison de la crise de la COVID-19, l'événement n'a pas eu lieu et a été reporté au mois d'octobre 2020. Les activités (conférences, ateliers, maillage, etc.), se dérouleront entre ces dates, du lundi au vendredi, le tout majoritairement en ligne.

C2 Montréal est un événement phare de la créativité et de l'innovation à Montréal. Il attire chaque année des milliers de participants, dont plusieurs proviennent de l'étranger. De nombreux conférenciers de renom sont également invités durant l'événement. Il s'agit également d'une plateforme de rencontres d'affaires incontournable pour l'écosystème entrepreneurial. Depuis 2015, les entrepreneurs des Parcours entrepreneuriaux de la Ville prennent également part aux activités.

Pour l'édition 2020 de l'événement, il est proposé d'adapter l'événement en fonction du contexte entourant la COVID-19, en plus d'en bonifier le contenu à partir de thématiques rejoignant certains objectifs et priorités de la Ville.

Les actions couvertes par la contribution financière de la Ville sont :

1. Plateforme numérique – tenue d'activités avant et pendant l'événement,
2. Design des activités, en collaboration avec la Ville,
3. Mise à la disposition de billets pour les participants des Parcours entrepreneuriaux pour l'ensemble des activités de C2 Montréal,
4. Mise à la disposition de billets pour les citoyens et parties prenantes pour certaines activités,
5. Organisation logistique pour le volet présentiel (selon les normes établies par le gouvernement), le cas échéant.

Objectifs, description des actions et renseignements à fournir pour la reddition de comptes

1. **Plateforme numérique – tenue d'activités avant et pendant l'événement**

Objectif
Tenir l'ensemble des activités sur la plateforme numérique développée par C2 Montréal.

Description
Des activités préparatoires sont prévues en collaboration avec la Ville et ont comme objectif de faire découvrir certains éléments prévus lors de l'événement et ainsi susciter l'engagement des parties prenantes. Pour ce faire, quatre panels seront organisés et seront déployés virtuellement sur la plateforme fournie par l'organisme. Il est également discuté que deux activités supplémentaires, davantage dans une optique de mobilisation, soient organisées.

De plus, différents types d'activités seront organisés durant l'événement et seront orientés vers des objectifs spécifiques de la Ville :

- Annonces
- Conférences
- Ateliers de connexion
- Vitrine de projets

Il devra y avoir au minimum huit ateliers, ainsi qu'un minimum de cinq conférences.

En plus de mettre à disposition sa plateforme pour l'ensemble des activités mentionnées précédemment, l'organisme doit également offrir un support technique à l'ensemble des participants, des panélistes et toute autre personne devant utiliser la plateforme.

Les activités préparatoires et activités prévues lors de l'événement développées en collaboration spécifiquement avec la Ville (et décrites précédemment) sont ci-après désignées comme « activités identifiées ».

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

- Composantes de la plateforme numérique utilisées durant les activités

2. **Design des activités préparatoires et lors de l'événement**

Objectif

Contribuer à la conception des activités identifiées lors de l'événement en utilisant l'expertise de C2 Montréal.

Description

Le contenu des activités identifiées sera proposé par la Ville. La façon dont est articulée chacune des activités sera conceptualisée en collaboration avec l'organisme. Cela comprend entre autre la durée des activités, leur déroulement, ainsi que l'identification des intervenants les plus pertinents. Au besoin, l'organisme peut mettre à la disposition des animateurs d'ateliers, des modérateurs pour les panels, etc. Les honoraires et les frais liés à l'embauche de ces ressources devront être assumés par l'organisme. Les objectifs de chacune des activités seront élaborés en collaboration avec la Ville. L'expertise de l'organisme sera également mise à contribution afin de déterminer le nombre optimal d'activités et leur plage horaire.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes

- Nombre d' « activités identifiées » organisées
- Liste des thématiques abordées
- Nombre de participants par activité

3. **Mise à la disposition de billets pour les participants des Parcours entrepreneuriaux pour l'ensemble des activités de C2 Montréal**

Objectif

Mettre à la disposition des entrepreneurs des Parcours entrepreneuriaux ainsi que de leur écosystème des billets pour assister à l'événement.

Description
L'événement C2 Montréal fait partie intégrante de la programmation des cinq Parcours entrepreneuriaux de la Ville (Parcours Innovation, Parcours développement durable, Cabinet Créatif, Parcours C3 et Aplomb MTL). Ainsi, l'organisme s'engage à offrir à chacune des entreprises participantes un (1) billet donnant accès à l'ensemble des activités de C2 Montréal. Ce billet doit donner accès aux mêmes types d'activités que les détenteurs de billets réguliers. Pour les entreprises, il est question de cent dix (110) billets. Des billets supplémentaires sont à prévoir pour les gens accompagnant les entreprises dans leur expérience. Le nombre exact de ce type de billets reste à déterminer. L'organisme doit également s'assurer de la gestion de ces billets et des invitations.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes
- Nombre de billets octroyés

4. **Mise à la disposition de billets pour les citoyens et parties prenantes pour les activités identifiées**

Objectif
Donner accès aux différentes parties prenantes de la Ville des accès selon les types d'activités.

Description
Les activités préparatoires identifiées ont notamment pour objectif de faire découvrir certaines priorités de la Ville aux citoyens. Dans cette optique, il est attendu que les citoyens, ainsi que les parties prenantes clés, selon les thématiques des activités préparatoires identifiées, puissent y assister de façon virtuelle. Ainsi, l'organisme s'engage à offrir des accès pour les activités préparatoires identifiées aux participants proposés par la Ville. Il s'assure également de la gestion de ces billets et des invitations.

Pour les activités identifiées et prévues lors de l'événement, les listes d'invités seront bâties par C2 Montréal. C'est également ce dernier qui donnera les accès et gérera les inscriptions. La Ville contribuera à l'identification de participants pertinents selon le type d'activités.

En plus des 110 billets offerts aux participants des Parcours, 240 autres billets donnant accès à l'ensemble de la programmation de C2 Montréal seront octroyés. De plus, 1 000 accès seront donnés à des participants afin qu'ils prennent part aux ateliers et conférences sur la plateforme de C2 Montréal. Afin de permettre une grande diffusion des conférences et annonces, celles-ci seront également diffusées sur les réseaux sociaux de C2 Montréal.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes
- Nombre de billets octroyés par activité
- Nombre d'accès octroyés par activité

5. **L'organisation logistique pour le volet présentiel (selon les normes établies par le gouvernement à ce moment), le cas échéant.**
Objectif

Organiser certaines activités dans un mode présentiel.

Description
Dans l'optique où les règles sanitaires le permettent, C2 Montréal pourrait organiser une activité collaborative, en mode présentiel, dans ses installations. Les frais liés à cette activité seront assumés par l'organisme. Le type d'activité ainsi que son contenu pourront être développés en collaboration avec la Ville. Il pourrait entre autre être envisagé d'offrir une performance artistique lors de l'événement clôture, par un artiste montréalais, aux frais de l'organisme.

Renseignements à fournir pour la reddition de comptes
- Nombre de personnes présentes à l'activité

Reddition de comptes et délai de transmission

- Un bilan des réalisations du moment de la signature de la convention, jusqu'à la fin de l'événement, transmis au plus tard le 1er mars 2021. En plus des éléments mentionnés précédemment, la reddition de comptes doit contenir les éléments suivants :
    - Le programme d'activités réalisé comprenant le nombre de conférenciers et d'ateliers, les thématiques couvertes ainsi que les outils technologiques utilisés lors de l'événement;
    - La stratégie de mise en marché réalisée ainsi que les démarches de promotion effectuées auprès des clientèles cibles;
    - Le nombre de participants qui se sont déplacés physiquement, le cas échéant;
    - Le nombre de visiteurs qui se sont connectés sur la plateforme et le nombre de visiteurs uniques au cours de l'événement, ventilés par catégorie et provenance;
    - La revue de presse de l'édition 2020;
    - Le nombre d'emplois rémunérés liés directement à la réalisation du projet, exprimé en année-personne.

Le bilan financier du projet (états des résultats) au plus tard le 1er mars 2021.

LISTE COMPLÈTE DES CONTRIBUTIONS ACCORDÉES À C2 MTL

CG170088 (30 mars 2017) Accorder un soutien financier de 250 000 $ à C2 Montréal afin d'appuyer la réalisation de son événement en 2017, dans le cadre de l'Entente de 175M $ avec le Gouvenement du Québec en 2017 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG14077 (27 février 2014) Accorder un soutien financier de 200 000 $ annuellement pendant trois ans (de 2014 à 2016) à C2-MTL, pour l'organisation de l'événement annuel printanier C2-MTL, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal \ Approuve un projet de convention à cet effet.

CG13 0126 (25 avril 2013) Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à C2-MTL, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec, pour l'organisation de la deuxième édition d'une conférence internationale portant sur la créativité et le commerce.

CG12 0369 (27 septembre 2012) Adopter la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie de développement *Imaginer - Réaliser Montréal 2025* à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 (4 juillet 2012) Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie de développement *Imaginer - Réaliser Montréal 2025.*

CG12 0081 (22 mars 2012) Accorder un soutien financier non récurrent de 82 000 $ à C2-MTL, dans le cadre de l'enveloppe de 140 M$ du gouvernement du Québec, pour l'organisation de la première édition d'une conférence internationale portant sur la créativité et le commerce.

CG12 0022 (26 janvier 2012) Approuver la programmation supplémentaire de projets liés au protocole d'entente de 140 M$ avec le gouvernement du Québec pour les projets inclus dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE10 1699 (27 octobre 2010) Accorder un soutien financier de 50 000 $ à C2-MTL afin de lui permettre de compléter son montage financier et de planifier une conférence internationale sur la créativité et le commerce pour l'année 2010-2011.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207019001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Approuver l'Addenda no 1 à la convention 2018-2020 entre la Ville de Montréal et C2.MTL et accorder une contribution financière 350 000 $, majorant ainsi le montant total de l'entente de 750 000 $ à 1 100 000 $, suite au regroupement de l'événement C2 avec celui de Movin'On

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207019001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-31

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.45

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1203438024

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc, pour l'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, dans le cadre du projet de désinfection de l'effluent à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 225 798,66 $, taxes incluses (contrat : 1 114 362,42 $ + contingences : 111 436,24 $) - Appel d'offres public DP20022-182295-C - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Eurovia Québec Construction inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 114 362,42 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP20022-182295-C;

2. d'autoriser une dépense de 111 436,24 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-06-29 10:35

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438024**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc, pour l'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, dans le cadre du projet de désinfection de l'effluent à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 225 798,66 $, taxes incluses (contrat : 1 114 362,42 $ + contingences : 111 436,24 $) - Appel d'offres public DP20022-182295-C - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) traite la totalité du volume d'eaux usées de la grande région de Montréal, ce qui correspond à près de 45 % de celles du Québec. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées et de réduire la contamination microbiologique des eaux du fleuve Saint-Laurent, un procédé de désinfection à l'ozone sera ajouté à la fin du traitement existant.
Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. Le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation (appel d'offres 12-12107 en 2012) est en cours, l'appel d'offres pour la construction des bâtiments industriels, l'installation des équipements d'ozonation et l'interconnexion électromécanique des équipements du système de désinfection a été lancé le 16 juin 2020 et l'appel d'offres pour la conception-construction-opération-maintenance de l'unité de production oxygène est prévu être lancé en juillet 2020.

La route actuelle qui mène aux différents chantiers du futur projet de désinfection est formée de gravier et d'enrobé recyclé compacté. Elle fut conçue pour répondre à des besoins de circulation saisonniers et temporaires.

Lors de la réalisation du projet, cette route sera utilisée par un transit journalier important de camions de toutes dimensions et de travailleurs. Afin d'assurer un accès continu et sécuritaire aux chantiers, cette route doit être pavée sur toute sa longueur.

Un appel d'offres public a été publié le 6 mai 2020 sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 4 juin 2020. La période de validité des soumissions est de 120 jours. Deux addenda ont été émis:

1. addenda 1 en date du 27 mai - prolongation de la période de visite obligatoire;
2. addenda 2 en date du 29 mai - question / réponse;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme. (1153334001)
CG14 0470 – 30 octobre 2014 : Octroyer un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant maximal de 12 025 783 $ (1143334014).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise la réalisation des travaux de pavage du chemin menant aux futurs chantiers du projet de désinfection des eaux usées de la Station et au poste électrique qui alimentera la future usine d'ozonation.
Les travaux à réaliser comprennent:

- 740 mètres linéaires de rechargement et pavage;
- 822 mètres linéaires de décohésionnement (recyclage des pavages inutilisables en matériaux granulaires), rechargement et pavage.

Ils incluent entre autres des travaux de chaussée (rehaussement), d'infrastructures souterraines, de clôture et glissières, de terrassement ainsi que des travaux électriques.

Un montant correspondant à 10 % de la valeur du contrat est requis dans le cadre de ce projet, à titre de contingences, pour pallier aux imprévus.

JUSTIFICATION

Neuf entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et quatre d'entre elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**CONTINGENCES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Eurovia Québec construction inc.	1 114 362,42 $	111 436,24 $	1 225 798, 66 $
Construction Viatrek inc.	1 248 720,48 $	124 872,05 $	1 373 592,53 $
Demix Construction, une division de groupe CRH Canada inc.	1 266 133,21 $	126 613,32 $	1 392 746,53 $
Roxboro excavation inc.	1 348 544,28 $	134 854,43 $	1 483 398,71 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 278 935,91 $	127 893,59 $	1 406 829,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-181 030,84 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-12,87 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	147 793,87 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	12,06 %

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et la dernière estimation réalisée est favorable de 12,87 %. Les travaux de rehaussement de la chaussée (section 2 de 5 du bordereau de soumission) qui incluent le nettoyage, le décohésionnement et l'enrobé bitumineux expliquent 100 % de cet écart.

Ces mêmes travaux expliquent aussi 100 % de l'écart entre le deuxième plus bas soumissionnaire et le plus bas.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Eurovia Québec Construction inc. 4085 rang St-Elzéar Est, Laval, QC H7E 4P2 (NEQ: 1169491884) n’est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu’au 31 août 2020.

Conformément au décret 795-2014 du 10 septembre 2014, la compagnie Eurovia Québec inc. détient une attestation valide de l’Autorité des Marchés Publics. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour l'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600 est de 1 225 798,66 $, contingences et taxes incluses.
Ceci représente un montant de 1 119 317,56 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce dossier n'était pas approuvé, le projet de désinfection des eaux usées pourrait être retardé. Il faudrait également prévoir des réclamations de la part des entrepreneurs pour des bris de véhicules ou des marchandises endommagées, à cause du mauvais état des routes. Lors de pluies intenses, durant les périodes de gel et de dégel, le chemin pourrait ne pas être accessible.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 27 août 2020
Début des travaux: 7 septembre 2020
Fin des travaux: 28 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-12

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-06-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-06-25

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 28 septembre 2017

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
1550, AMPÈRE
200
BOUCHERVILLE QC J4B 7L4

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000230492
N° de demande :	1731535319
N° de confirmation de paiement :	000223386397

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : DP20022-182295-C
Numéro de référence : 1369753
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Aménagement des chemins du Golf et du poste électrique – Secteur 600

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1738825)** 2020-05-07 14 h 38 **Transmission :** 2020-05-07 14 h 38	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 514 370-8371 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (1740814)** 2020-05-12 15 h 29 **Transmission :** 2020-05-13 5 h 03	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1738695)** 2020-05-07 11 h 58 **Transmission :** 2020-05-07 11 h 58	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1738980)** 2020-05-08 7 h 07 **Transmission :** 2020-05-08 7 h 07	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Construction (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Johanne Durocher Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1739050)** 2020-05-08 8 h 39 **Transmission :** 2020-05-08 8 h 57	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Pavage Des Moulins Inc. 1036 rue Nationale Terrebonne, QC, J6W 6B4 http://www.pavagedesmoulins.com	Monsieur André Marchand Téléphone : 450 961-3636 Télécopieur : 450 961-3737	**Commande : (1739288)** 2020-05-08 12 h 09 **Transmission :** 2020-05-08 14 h 42	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Caroline Tapp Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur :	**Commande : (1740620)** 2020-05-12 13 h 07 **Transmission :** 2020-05-12 13 h 07	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1738891)** 2020-05-07 16 h 16 **Transmission :** 2020-05-07 16 h 16	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1746049)** 2020-05-25 14 h 42 **Transmission :** 2020-05-25 14 h 42	3320965 - Addenda 1 2020-05-27 10 h 15 - Courriel 3322678 - Addenda 2 2020-05-29 8 h 27 - Courriel 3327220 - DP20022-182295-C Enregistrement ouverture publique 2020-06-05 7 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438024

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc, pour l'aménagement des chemins du golf et du poste électrique - secteur 600, dans le cadre du projet de désinfection de l'effluent à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 225 798,66 $, taxes incluses (contrat : 1 114 362,42 $ + contingences : 111 436,24 $) - Appel d'offres public DP20022-182295-C - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438024_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-18

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.46

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1208661001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michauville inc. pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville - Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes incluses (contrat : 5 413 500,00 $; contingences : 676 687,50 $; incidences : 433 080,00 $ - Appel d'offres publics n° 10388 - (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville, pour une somme de 5 413 500,00 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public n° 10388;
Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes incluses (contrat : 5 413 500,00 $; contingences : 676 687,50 $; incidences : 433 080,00 $ - Appel d'offres publics n° 10388 - (2 soumissionnaires)**;**

2. d'autoriser un montant de 676 687,50 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser un montant de 433 080,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 96,17 % du coût total des travaux par l'agglomération pour un montant de 6 273 752,07 $, taxes incluses et à 3,83 % du coût total des travaux, soit un montant de 249 515,43 $, taxes incluses, par la Ville de Westmount.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-31 11:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208661001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michauville inc. pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville - Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes incluses (contrat : 5 413 500,00 $; contingences : 676 687,50 $; incidences : 433 080,00 $ - Appel d'offres publics n° 10388 - (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La conduite d'eau de 400 mm sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Melville et Clarke, et la conduite d'eau de 350 mm sous l'avenue Clarke, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest, ont subi plusieurs bris depuis leur installation. En effet, la conduite d'eau de 400 mm sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, installée en 1901 (119 ans) a eu 5 bris au cours des 10 dernières années et celle sous la rue Clarke a enregistré 5 bris depuis son installation.
Ces deux conduites importantes pour l'alimentation assurent le transport (réseau principal) et la distribution d'eau (réseau secondaire) pour les citoyens se trouvant sur le boulevard de Maisonneuve Ouest et de l'avenue Clarke, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville. L'ensemble des structures des chambres de vannes situées sur les tronçons concernés sont dans un état vétuste. La majorité des vannes sont non étanches ou non fonctionnelles.

Considérant l'historique de bris et l'âge des conduites, la Direction de l'eau potable (DEP) recommande la réhabilitation de ces tronçons de conduites et le remplacement des chambres de vannes. Ces travaux permettront d'augmenter de façon significative la fiabilité du réseau, d'assurer la pérennité des actifs et de contribuer au rattrapage du déficit de maintien.

La Ville de Westmount a demandé à la Ville de Montréal d'intégrer aux travaux de

réhabilitation des conduites principales la reconstruction des conduites secondaires aux intersections des avenues Metcalfe, Kensington, Redfern et Kitchener. L'objectif de cette intégration aux travaux de la DEP est d'éviter à la Ville de Westmount de venir effectuer des travaux ultérieurement à proximité des conduites d'eau principales. Le détail des travaux sur les conduites secondaires a été inclus au Cahier des charges et a été identifié de manière distincte.

La réalisation d'un projet intégré en partenariat avec la Ville de Westmount et les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement des conduites d'aqueduc tout en limitant considérablement les impacts sur les citoyens. De plus, les travaux de réhabilitation de conduites d'eau principales et secondaires par la technique de chemisage s'inscrivent dans la stratégie de gestion des infrastructures et présentent des avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- La réduction des perturbations sur les infrastructures souterraines environnantes;
- De réduire la durée des travaux comparativement à des travaux de reconstruction complète;
- La réduction des excavations, la gestion des sols ainsi que la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
- La réduction des impacts négatifs que constituent des travaux dans un milieu de vie résidentiel.

L'appel d'offres public n°10388 a été publié dans Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 21 mai 2020. La durée de la publication a été de 33 jours calendaires. La validité des soumissions est de 120 jours calendaires suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions (23 juin 2020), soit jusqu'au 21 octobre 2020.

2 addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du Cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres.

Addenda 1 : émis le 2 juin 2020, modifiant le Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS), le document normalisé "répertoire des prix unitaires pour les travaux d'infrastructures" (DTNI-11A et le bordereau des soumissions).

Addenda 2 : émis le 12 juin 2020, modifiant le Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) et le bordereau des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la réhabilitation d'une conduite d'eau principale de 350 mm de diamètre sous l'avenue Clarke, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest, et d'une conduite d'eau principale de 400 mm de diamètre sous le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre les avenues Melville et Clarke.
Les travaux à exécuter, dans le cadre du présent contrat, comprennent les éléments suivants :

- La fourniture et la pose sans tranchée de gaine structurale de 350 mm sur une longueur de 155 mètres;
- La fourniture et la pose sans tranchée de gaine structurale de 400 mm sur une longueur de 485 mètres;
- La reconstruction de conduites d'eau principales et secondaires;
- La reconstruction de chambres de vannes sur les conduites d'eau principales;
- Le remplacement de branchements d'eau.

Le projet prévoit la remise en état des lieux tel que l'existant.

Le contrat doit être réalisé en 2 phases où :

- La phase 1 doit être réalisée dès l'automne 2020 jusqu'au 18 décembre 2020;
- La phase 2 doit être réalisée dès le printemps 2021 (avril 2021) pour se terminer à l'automne 2021.

L'Entrepreneur dispose de 102 jours calendaires pour compléter la phase 1 et de 154 jours calendaires pour compléter la phase 2.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 676 687,50 $, taxes incluses, soit 12,5 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux imprévus ou additionnels qui peuvent survenir en cours de chantier. La DEP a porté la valeur des travaux contingents à 12,5 % considérant les risques des travaux, la proximité des travaux des infrastructures souterraines tel que le réseau souterrain moyenne tension d'Hydro-Westmount, la présence de conduites haute pression d'Énergir et les risques des travaux.

Des frais incidents de 433 080,00 $, taxes incluses, ont été prévus, soit 8 % du montant des travaux, afin de défrayer les coûts associés aux travaux spécialisés, soit :

- Le déplacement d'une conduite de gaz d'Énergir sur l'avenue Clarke pour permettre nos travaux;
- La protection et le déplacement d'utilités publiques imprévus (massifs de Bell, conduites de gaz d'Énergir et massifs d'Hydro-Westmount);
- Le contrôle qualitatif des matériaux.

L'Entrepreneur est tenu d'avoir complété les travaux de chacune des phases dans les délais contractuels indiqués au Cahier des charges. Tout retard non justifié entraîne l'application de l'article 5.1.14.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), soit 0,1 % du prix du contrat octroyé par jour de retard, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et le montant des contingences. Cette pénalité ne sera jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n° 10388, il y a eu 4 preneurs du Cahier des charges sur le site SEAO, et 2 soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du Cahier des charges est jointe au dossier. 2 preneurs n'ont pas déposé de soumission :
- 1 est un fournisseur de produits de béton préfabriqués;
- 1 n'a pas justifié ses motifs.

Après l'analyse des soumissions par la DEP, il s'avère que les 2 soumissionnaires sont conformes et que Les Entreprises Michaudville inc. présentent la soumission la plus basse conforme.

Soumissionnaires	Total (taxes incluses)
Les Entreprises Michaudville inc.	5 413 500,00 $
Sanexen Services Environnementaux inc.	5 917 559,74 $
Dernière estimation réalisée	4 772 143.35 $
Coûts moyen des soumissions conformes ($) (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) Écart entre la moyenne et la plus basse soumission conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse soumission conforme) / la plus basse des soumissions conformes) x 100	5 665 529,87 $ 4,66 %
Écart entre la plus haute et la plus basse soumissions conformes ($) (la plus haute soumission conforme - la plus basse soumission conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse soumissions conformes (%) ((la plus haute soumission conforme - la plus basse soumission conforme) / la plus basse des soumissions conformes) x100	504 059,74 $ 9,31 %
Écart entre la plus basse et la dernière estimation ($) (la plus basse soumission conforme - la dernière estimation) Écart entre la plus basse et la dernière estimation (%) ((la plus basse soumission conforme - la dernière estimation) / la dernière estimation) x100	641 356,65 $ 13,44 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le soumissionnaire recommandé a présenté une soumission avec un écart défavorable de 13,44 %, soit 641 356,65 $, taxes incluses (sans les contingences), par rapport à l'estimation réalisée à l'interne.

L'écart provient principalement des items liés à l'alimentation temporaire en eau potable, à la fourniture et la pose de la gaine et au maintien de la circulation :

- Environ 33 % des écarts, soit 212 388,00 $, se trouvent dans les items 42 et 43 liés au réseau d'alimentation temporaire en eau potable;
- Environ 47 % des écarts, soit 303 000,00 $, se trouvent dans les items 46 et 47 liés à la fourniture et la pose de la gaine;
- Environ 21 % des écarts, soit 135 000,00 $, se trouvent dans les items 63 à 65 liés au maintien de la circulation.

Les écarts expliqués ci-dessus correspondent à 101,% de l'écart de 641 356,65 $ compte tenu du fait que d'autres items présentaient un écart favorable.

De plus, l'écart entre le 2^{e} soumissionnaire et le soumissionnaire recommandé est de 9,31 %, soit 504 059,74 $, taxes incluses (sans les contingences).

L'écart provient principalement des items liés au remplacement en tranchée des conduites d'eau, soit les items 6 à 11. L'écart compilé de ces items est de 516 123,00 $, ce qui correspond à un écart d'environ 9,61 % sur le prix du soumissionnaire recommandé.

Les validations requises ont été faites, indiquant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des Entreprises Non Admissibles. Le soumissionnaire recommandé a également fourni une Attestation de Revenu Québec valide au moment du dépôt de sa soumission.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics, en vertu du décret 1049-2013 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 23 octobre 2013. Le soumissionnaire recommandé, Les Entreprises Michaudville inc., détient une autorisation de conclure des contrats délivrée par l'Autorité des Marchés Publics.

Le soumissionnaire recommandé, Les Entreprises Michaudville inc., est conforme en vertu de la Politique de Gestion Contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrite sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

La DEP recommande:

d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Les Entreprises Michaudville inc., pour un montant de 5 413 500,00 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder est de 5 413 500,00 $, taxes incluses.

La dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes incluses, comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 676 687,50 $, taxes incluses, pour les contingences et un montant de 433 080,00 $, taxes incluses, pour les incidences.

Ce coût total est réparti entre les différents programmes triennaux d'immobilisation (PTI) des unités suivantes :

Au budget d'agglomération - DEP :

96,17 % au PTI de la DEP, pour un montant de 6 273 752,07 $, taxes incluses, soit un coût net de 5 728 771,87 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 4 583 017,50 $ au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ). L'emprunt net de 1 145 754,37 $ est à la charge des villes reconstituées.

Au budget de la Ville de Westmount :

Le coût des travaux de la Ville de Westmount représente 3,83 % du coût total des travaux, soit un montant
de 249 515,43 $, taxes incluses, incluant les incidences. Ces coûts seront entièrement assumés par la
Ville de Westmount.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réhabilitation des conduites permet de diminuer les pertes d'eau potable dans le réseau. Ces travaux répondent à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*
Les travaux de reconstruction des chambres de vannes, incluant le remplacement des vannes et de la tuyauterie intérieure, permettent de diminuer les pertes d'eau potable dans le réseau. Ces travaux répondent à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait engendrer, ce qui suit :

- Un risque d'augmenter le nombre de bris d'aqueduc;
- Un risque de provoquer une augmentation des coûts pour l'entretien du réseau d'aqueduc principal et secondaire.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure, au 27 août 2020, soit la date du conseil d'agglomération, les travaux prévus à l'automne 2020 (phase 1) ne pourront être réalisés à cette période. Le cas échéant, il faudra procéder à une refonte de la planification du phasage des travaux au Cahier des charges et de procéder à un autre processus d'appel d'offres et de défrayer les coûts afférents.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'Entrepreneur agira comme maître d'oeuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Ainsi, ce dernier sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs.
Un article au bordereau a été ajouté en Addenda 2 afin de rénumérer l'Entrepreneur pour les mesures sanitaires supplémentaires qu'il doit mettre en place en lien avec la COVID-19. Cet item est relié au Guide des normes sanitaires en milieu de travail - COVID-19 produit par la CNESST. L'item est payable par mois d'exécution de travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des stratégies de communications seront élaborées en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Août 2020

- Mobilisation du chantier (phase 1) : Septembre 2020
- Délai contractuel (phase 1) : 102 jours calendaires
- Suspension des travaux (phase 1) : 18 décembre 2020
- Mobilisation chantier (phase 2) : Avril 2021
- Délai contractuel (phase 2) : 154 jours calendaires
- Fin des travaux : Octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurence MARCHAND, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe LEBLANC
Ingénieur

Tél : 514.872.6813
Télécop. :

Serge Martin Paul
Chef de section, projets de réhabilitation
514-872-9557

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-10

Jean-François DUBUC
Division projets réseau principal

Tél : 514-872-4647
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-30

Tableau A – Caractéristiques du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue Clarke

Boulevard De Maisonneuve, entre les avenues Clarke et Melville. Avenue Clarke, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. Rue Saint-Catherine entre les avenues Clarke et Melville	
Ville : Westmount ▭ : limite des travaux	
Sens de la circulation :	- Boulevard De Maisonneuve : sens unique en direction ouest - Avenue Clarke : Bidirectionnelle en direction nord et sud - Rue Sainte-Catherine : Bidirectionnelle en direction est et ouest
Géométrie :	**De Maisonneuve :** - Une (1) voie de circulation et une (1) voie de stationnement; - Piste cyclable bidirectionnelle; - Trottoir des deux (2) côtés de la rue (côté nord et sud). **Clarke :** - Une (1) voie de circulation et une (1) voie de stationnement par direction; - Trottoir des deux (2) côtés de la rue (côté est et ouest). **Sainte-Catherine :** - Une (1) voie de circulation et une (1) voie de stationnement par direction; - Trottoir des deux (2) côtés de la rue (côté nord et sud).

Boulevard De Maisonneuve, entre les avenues Clarke et Melville. Avenue Clarke, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. Rue Saint-Catherine entre les avenues Clarke et Melville	
Intersections :	- Maisonneuve/ Clarke « + » ; - Maisonneuve/ Kitchener « T »; - Maisonneuve/ Redfern « + »; - Maisonneuve/ Kensington « + »; - Maisonneuve/ Metcalfe « + »; - Maisonneuve/ Melville « T »; - Sainte-Catherine/ Clarke « + »; - Sainte-Catherine/ Redfern « T »; - Sainte-Catherine/ Kensington « T »; - Sainte-Catherine/ Metcalfe « + »; - Sainte-Catherine Melville « T ».
Largeur de la chaussée :	- ± 8.2 m pour le boulevard De Maisonneuve; - ± 11.3 m pour l'avenue Clarke; - ± 14.2 m pour la rue Sainte-Catherine.
Catégorie :	- Maisonneuve : locale; - Clarke : locale; - Sainte-Catherine : artère secondaire.
Réseau de camionnage :	- Maisonneuve : interdit, excepté livraison locale - Clarke : permis de jour, mais interdit entre 19h et 7h; - Sainte-Catherine : permis de jour, mais interdit entre 19h et 7h.
Transport en commun :	- Maisonneuve : non; - Clarke : non; - Sainte-Catherine : route 63 et 90.
Zonage :	- Résidentiel et commercial (écoles, hôtel, paroisse, etc.)
Feux de circulation	- Intersection Maisonneuve/ Metcalfe; - Intersection Maisonneuve/ Clarke; - Intersection Sainte-Catherine/ Clarke; - Intersection Sainte-Catherine/ Redfern; - Intersection Sainte-Catherine/ Metcalfe.
Commerces/ Zones de livraison :	- Maisonneuve et Clarke : non (zone résidentielle); - Sainte-Catherine : oui.
Signalisation :	**Boul. De Maisonneuve, entre les avenues Melville et Clarke:** - Vitesse affichée : 30 km/h sur le boulevard De Maisonneuve (zone scolaire); - Stationnement interdit du côté nord les mardis, entre 9h et 11h, du 1er avril au 30 novembre; - Stationnement interdit en face de la paroisse Saint-Léon de Westmount; - Stationnement réservé pour personnes à mobilité réduite face au 4311 De Maisonneuve; - Aucun stationnement du côté sud (présence d'une piste cyclable).

Boulevard De Maisonneuve, entre les avenues Clarke et Melville. Avenue Clarke, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. Rue Saint-Catherine entre les avenues Clarke et Melville	
Signalisation : (suite)	**Avenue Clarke :** - Vitesse affichée : 30 km/h sur l'avenue Clarke, entre le boul. De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine (zone scolaire); - Stationnement interdit en tout temps du côté ouest, entre le boul. De Maisonneuve et le 285 avenue Clarke. - Stationnement interdit en tout temps sauf le samedi et dimanche, entre 9h et 19h vis-à-vis le 285 avenue Clarke du côté ouest; - Stationnement interdit en tout temps du côté ouest, entre le 285 avenue Clarke et la rue Sainte-Catherine. - Stationnement interdit en tout temps du côté est, entre le boul. De Maisonneuve et le 285 avenue Clarke. - Stationnement interdit du côté est entre le 285 avenue Clarke et la rue Sainte-Catherine les vendredis, entre 12h et 14h30, du 1er avril au 30 novembre. De plus, entre 9h et 18h, il est permis uniquement d'être stationné deux (2) heures. **Sainte-Catherine :** - Stationnement interdit du côté nord entre les avenues Clarke et Melville uniquement lorsque les feux sont allumés. Lorsque permis, le stationnement est payant du lundi au samedi de 9h à 18h. - Arrêt interdit du côté sud entre les avenues Clarke et Melville du lundi au vendredi entre 8h et 9h. - Stationnement interdit du côté sud entre les avenues Clarke et Melville uniquement lorsque les feux sont allumés. Lorsque permis, le stationnement est payant du lundi au samedi de 9h à 18h.
Écoles/corridors scolaires/ CPE :	- Deux (2) écoles primaires proches du secteur des travaux; - Une (1) garderie sur la rue Sainte-Catherine, à la hauteur de l'avenue Metcalfe.
Services d'urgence :	- Aucun service.
Mobilier sur la chaussée :	- Pots de fleurs en bétons sur De Maisonneuve, à la hauteur des avenues Redfern et Melville.
Autres chantiers à proximité :	- À coordonner lorsque requis
Autres particularités :	- Piste cyclable bidirectionnelle protégée sur le boul. De Maisonneuve; - Présence du parc Westmount : à l'ouest de l'avenue Melville; - Station BIXI sur l'avenue Melville à l'intersection Maisonneuve; - Tour à condo sur l'avenue Clarke (**Royal Appartements Westmount**), au nord de la rue Sainte-Catherine; - Tour à condo à l'intersection de l'avenue Clarke et du boul. De Maisonneuve : **Clarke Avenue Condominium**.

3. Lois, règlements, Normes et références

Aucune exigence complémentaire.

4. Définition et acronymes

Aucune définition complémentaire.

Objet : Répartition du coût des travaux pour le GDD 1956088022

Intitulé du dossier:
Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville - Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 10388 - (2 soumissionnaires)

Projet PTI :	DEP	Westmount	DEP	Westmount	
No de sous-projet si créé:	Réhabilitation Conduites principales	Reconstruction de conduites secondaires	Réhabilitation Conduites principales	Reconstruction de conduites secondaires	
# projet PTI					
# sous-projet	1956088022		1956088022		
# SIMON					
	2020	2020	2021	2021	Total (taxes incluses)
soumission+ contingences (taxes incluses)	1 995 687,01 $	6 719,55 $	3 861 550,40 $	226 230,54 $	6 090 187,50 $
Incidences reliées aux travaux (taxes incluses)	88 697,20 $	298,65 $	171 624,46 $	10 054,69 $	270 675,00 $
Incidences uniquement reliées au contrôle qualitatif (taxes incluses)	53 218,32 $	179,19 $	102 974,68 $	6 032,81 $	162 405,00 $
Total (taxes incluses)	2 137 602,53 $	7 197,39 $	4 136 149,54 $	242 318,04 $	6 523 267,50 $

Coûts par sous-projet					Totaux
1. Dépense totale autorisée (GDD) taxes incluses :	**2 137 602,53 $**	**7 197,39 $**	**4 136 149,54 $**	**242 318,04 $**	6 523 267,50 $
2. Montant du contrat de base (taxes incluses) :	**1 773 944,01 $**	**5 972,94 $**	**3 432 489,24 $**	**201 093,81 $**	5 413 500,00 $
3. Contingences autorisée (taxes incluses) :	**221 743,00 $**	**746,62 $**	**429 061,16 $**	**25 136,73 $**	676 687,50 $
4. Incidence totale autorisée (taxes incluses) :	**141 915,52 $**	**477,83 $**	**274 599,14 $**	**16 087,50 $**	433 080,00 $
4.1 Incidence reliée au frais de Laboratoire	**53 218,32 $**	**179,19 $**	**102 974,68 $**	**6 032,81 $**	162 405,00 $
4.2 Incidences (autres)	**88 697,20 $**	**298,65 $**	**171 624,46 $**	**10 054,69 $**	270 675,00 $
5. Pourcentage	**32,77%**	**0,11%**	**63,41%**	**3,71%**	100,00%

Coûts totaux

1. Dépense totale autorisée (GDD) taxes incluses :	**6 523 267,50 $**
2. Montant du contrat de base (taxes incluses) :	**5 413 500,00 $**
3. Contingences autorisée (taxes incluses) :	**676 687,50 $**
4. Incidence totale autorisée (taxes incluses) :	**433 080,00 $**
4.1 Incidence reliée au frais de Laboratoire	**162 405,00 $**
4.2 Incidences (autres)	**270 675,00 $**

Coût total Westmount 2020-2021		Coût total Agglomération 2020-2021	
2020	2021	2020	2021
7 197,39 $	242 318,04 $	2 137 602,53 $	4 136 149,54 $
Total : 2020-2021	**249 515,43 $**	Total : 2020-2021	**6 273 752,07 $**

Date: 2020-07-06
Par (nom de l'ingénieur): Philippe Leblanc, ing. #OIQ :5019357

Révision 00

Frais incident Labo 3%
Frais incident Autres 5%

Calcul des montants nets (se fait automatiquement)

	DEP	Westmount	DEP	Westmount	
	Réhabilitation Conduites principales	Reconstruction de conduites secondaires	Réhabilitation Conduites principales	Reconstruction de conduites secondaires	
# projet PTI					
# sous-projet	1856088049		1856088049		
# SIMON					Total (taxes nettes)
Année	2020	2020	2021	2021	
soumission+ contingences	1 822 328,24 $	6 135,85 $	3 526 110,22 $	206 578,63 $	5 561 152,94 $
Incidences reliées aux travaux	80 992,37 $	272,70 $	156 716,01 $	9 181,27 $	247 162,35 $
Incidences uniquement reliées au contrôle qualitatif	48 595,42 $	163,62 $	94 029,61 $	5 508,76 $	148 297,41 $
Total (taxes nettes)	1 951 916,03 $	6 572,17 $	3 776 855,84 $	221 268,67 $	5 956 612,71 $

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Michaudville Prix unitaire	Michaudville Montant	Westmount / Travaux / coûts directs Prix unitaire	Westmount / Travaux / coûts directs Montant
Organisation de chantier								
1	**II-IS-1100**	Assurances, garanties et frais généraux de Chantier	1,00	global	329 000,00 $	329 000,00 $		
2	**II-AS-1200**	Bureau de chantier (CCAS)	2,00	unité	10 265,00 $	20 530,00 $		
3	**II-AS-1300**	Propreté (CCAS)	1,00	global	20 276,87 $	20 276,87 $		
4	**II-AS-1400**	Déneigement (CCAS) (provisoire)	3,00	unité	4 550,00 $	13 650,00 $		
4.1	**II-AS-1500**	Épandage d'abrasifs (CCAS) (provisoire)	4,00	unité	2 275,00 $	9 100,00 $		
5	**II-AS-1600**	Mesures sanitaires supplémentaires selon le Guide COVID-19	11,00	unité	500,00 $	5 500,00 $		
DTNI-1A : Travaux de conduites d'eau potable et de conduite d'égout								
		Famille 1000 – Conduite d'eau proposée (tranchée unique)						
		Sous famille 1100- Conduite d'eau proposée en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)						
6	**II-1A-1102**	Conduite d'eau proposée 200 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	12,00	m.l.	1 136,00 $	13 632,00 $		
6.1	**II-1A-1102**	Conduite d'eau proposée 200 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique) (Westmount)	43,00	m.l.	1 136,00 $	48 848,00 $	1 136,00 $	48 848,00 $
7	**II-1A-1103**	Conduite d'eau proposée 250 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique) (Westmount)	25,00	m.l.	1 163,00 $	29 075,00 $	1 163,00 $	29 075,00 $
8	**II-1A-1104**	Conduite d'eau proposée 300 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	5,00	m.l.	1 196,00 $	5 980,00 $		
9	**II-1A-1105**	Conduite d'eau proposée 350 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	55,00	m.l.	1 260,00 $	69 300,00 $		
10	**II-1A-1106**	Conduite d'eau proposée 400 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	20,00	m.l.	1 321,00 $	26 420,00 $		
11	**II-1A-1108**	Conduite d'eau proposée 500 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	35,00	m.l.	1 417,00 $	49 595,00 $		
		Famille 3000 – Conduite d'eau existante						
		Sous famille 3100- Conduite d'eau à abondonner						
12	**II-1A-3101**	Conduite d'eau à abandonner par remplissage (DTSI-O)	12,00	m^3	600,00 $	7 200,00 $		
		Famille 4000 - Branchement d'eau						
		Sous famille 4200- Branchement d'eau de 50mm et moins sur conduite existante						
13	**II-1A-4201**	Branchement d'eau de 50mm et moins en excavation sur conduite existante	25	unité	9 993,00 $	249 825,00 $		
14	**II-1A-4202**	Branchement d'eau de 50mm et moins par torpillage ou tirage sur conduite existante	39	unité	9 624,00 $	375 336,00 $		
		Sous famille 4500- Branchement d'eau de 100mm et plus sur conduite existante						
15	**II-1A-4502**	Branchement d'eau de 150 mm sur conduite existante	4,00	unité	24 756,00 $	99 024,00 $		
16	**II-1A-4503**	Branchement d'eau de 200 mm sur conduite existante	1,00	unité	27 775,00 $	27 775,00 $		
		Famille 5000 - Chambre de vanne						
		Sous-Famille 5100 – Chambre de vanne préfabriquée sur conduite proposée						
17	**II-1A-5102**	Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite proposée de 200 mm	1,00	unité	26 404,00 $	26 404,00 $		
18	**II-1A-5105**	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite proposée de 350 mm	2,00	unité	50 198,00 $	100 396,00 $		
19	**II-1A-5106**	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite proposée de 400 mm	2,00	unité	39 892,00 $	79 784,00 $		
20	**II-1A-5108**	Chambre de vanne préfabriquée 3048 x 3048 sur conduite proposée de 500 mm	1,00	unité	85 727,00 $	85 727,00 $		

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

					Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs	
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire	Montant	Prix unitaire	Montant
		Sous-Famille 5200 – Chambre de vanne préfabriquée sur conduite existante						
21	II-1A-5205	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite existante de 350 mm	1,00	unité	58 207,00 $	58 207,00 $		
22	II-1A-5206	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite existante de 400 mm	3,00	unité	47 901,00 $	143 703,00 $		
		Sous-Famille 5300 – Chambre de vanne existante						
23	II-1A-5302	Chambre de vanne à enlever (DTSI-O)	7,00	unité	250,00 $	1 750,00 $		
23.1	II-1A-5302	Chambre de vanne à enlever (DTSI-O) (Westmount)	1,00	unité	250,00 $	250,00 $	250,00 $	250,00 $
		Famille 6000 - Vanne						
		Sous-Famille 6100 – Nouvelle vanne sur conduite proposée						
24	II-1A-6102	Nouvelle vanne 150 mm sur conduite proposée	4,00	unité	2 355,00 $	9 420,00 $		
25	II-1A-6103	Nouvelle vanne 200 mm sur conduite proposée (Westmount)	3,00	unité	3 139,00 $	9 417,00 $	3 139,00 $	9 417,00 $
26	II-1A-6104	Nouvelle vanne 250 mm sur conduite proposée (Westmount)	2,00	unité	4 226,00 $	8 452,00 $	4 226,00 $	8 452,00 $
		Sous-Famille 6400 – Nouvelle vanne dans chambre de vanne préfabriquée						
27	II-1A-6401	Nouvelle vanne 350 mm dans chambre de vanne préfabriquée (DTSI-O)	3,00	unité	10 010,00 $	30 030,00 $		
		Sous-Famille 6500 – Fourniture des accessoires pour l'installation des vannes fournies par la Ville						
28	II-1A-6501	Accessoires pour vanne 400 mm (DTSI-O)	5,00	unité	1 424,00 $	7 120,00 $		
29	II-1A-6502	Accessoires pour vanne 500 mm (DTSI-O)	1,00	unité	2 136,00 $	2 136,00 $		
		Sous-Famille 6600 – Remplacement de vanne dans chambre de vanne existante						
30	II-1A-6601	Remplacement de vanne 200 mm dans chambre de vanne existante (DTSI-O) (Westmount)	1,00	unité	5 765,00 $	5 765,00 $	5 765,00 $	5 765,00 $
		Famille 7000 – Poteau d'incendie						
		Sous-Famille 7100 – Nouveau poteau d'incendie						
31	II-1A-7102	Nouveau poteau d'incendie sur une conduite existante	1,00	unité	21 441,00 $	21 441,00 $		
		Sous-Famille 7200 – Poteau d'incendie existant						
32	II-1A-7201	Poteau d'incendie à remplacer	4,00	unité	22 374,00 $	89 496,00 $		
		Famille 8000 – Essais et contrôle sur les conduites d'eau						
33	II-1A-8101	Essais et contrôle sur les conduites d'eau	6,00	unité	1 424,00 $	8 544,00 $		
34	II-1A-8102	Désinfection des conduites d'eau	5,00	unité	1 424,00 $	7 120,00 $	1 424,00	7 120,00 $
		Famille 13000 – Branchement d'égout						
		Sous-Famille 13300 – Réparation de branchement d'égout existant						
35	II-1A-13301	Réparation de branchement d'égout existant (provisoire)	15,00	m.l.	256,00 $	3 840,00 $		
		Famille 18000 – Divers						
		Sous-Famille 18100 – Fosse d'exploration						
36	II-1A-18101	Fosse d'exploration par excavation (provisoire)	15,00	m³	128,00 $	1 920,00 $		
37	II-1A-18104	Fosse d'exploration pour branchement d'eau par creusage pneumatique ou hydro-excavation (DTSI-O)	50,00	unité	443,00 $	22 150,00 $		
38	II-1A-18105	Fosse d'exploration pour dégagement massif Hydro-Westmount par creusage pneumatique ou hydro-excavation (DTSI-O)	5,00	unité	507,00 $	2 535,00 $		
		Sous-Famille 18200 – Excavation par creusage pneumatique ou hydro-excavation						
39	II-1A-18202	Excavation par creusage pneumatique ou hydro-excavation (DTSI-O) (provisoire)	15,00	heure	507,00 $	7 605,00 $		
		Sous-Famille 18300 – Isolant thermique						
40	II-1A-18301	Isolant thermique	20,00	m²	58,00 $	1 160,00 $		
		Sous-Famille 18600 – Insertion d'une vanne sous pression						
41	II-1A-18601	Insertion d'une vanne sous pression (DTSI-O)	1,00	unité	77 437,00 $	77 437,00 $		

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

							Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs	
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire	Montant	Prix unitaire	Montant	Prix unitaire	Montant
DTNI-1B : Réseau d'alimentation temporaire en eau potable										
		Famille 1000 – Réseau d'alimentation temporaire								
		Sous-Famille 1100 – Réseau d'alimentation temporaire								
42	**II-1B-1102**	Réseau d'alimentation temporaire pour la phase 1 (DTSI-O)	1,00	global	140 236,00	$ 140 236,00 $				
43	**II-1B-1103**	Réseau d'alimentation temporaire pour la phase 2 (DTSI-O)	1,00	global	242 152,00	$ 242 152,00 $				
DTNI-2A : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par la technique de chemisage										
		Famille 1000 – Travaux préliminaires								
		Sous-Famille 1100 – Travaux préliminaires								
44	**II-2A-1102**	Localisation et vérification des branchements d'eau pour la phase 1 (DTSI-RA)	1,00	unité	2 335,00	$ 2 335,00 $				
45	**II-2A-1103**	Localisation et vérification des branchements d'eau pour la phase 2 (DTSI-RA)	1,00	unité	4 670,00	$ 4 670,00 $				
		Famille 2000 – Travaux de chemisage								
		Sous-Famille 2100 – Chemisage de conduite d'eau								
46	**II-2A-2105**	Chemisage de conduite d'eau 350 mm	155,00	m.l.	1 350,00	$ 209 250,00 $				
47	**II-2A-2106**	Chemisage de conduite d'eau 400 mm	485,00	m.l.	1 450,00	$ 703 250,00 $				
		Famille 3000 – Divers								
		Sous-Famille 3100 – Chemisage de conduite d'eau								
48	**II-2A-3101**	Mobilisation supplémentaire pour chemisage (DTSI-RA) (provisoire)	2,00	unité	9 000,00	$ 18 000,00 $				
DTNI-3A : Travaux de trottoir, bordure, terre-plein central, îlot et muret de soutènement										
		Famille 1000 – Trottoir								
		Sous-Famille 1100 – Nouveau trottoir en béton								
49	**II-3A-1101**	Trottoir monolithe en béton	300,00	m²	345,00	$ 103 500,00 $				
		Sous-Famille 1200 – Matériaux métalliques								
50	**II-3A-1201**	Treillis métallique	150,00	m²	46,00	$ 6 900,00 $				
		Sous-Famille 1300 – Nouveau trottoir en enrobé								
51	**II-3A-1302**	Trottoir et bordure temporaire en enrobé (provisoire)	100,00	m²	69,00	$ 6 900,00 $				
		Sous-Famille 1400 – Trottoir existant								
52	**II-3A-1402**	Enlèvment de trottoir en enrobé (provisoire)	100,00	m²	24,00	$ 2 400,00 $				
		Famille 4000 – Îlot en béton								
		Sous-Famille 4100 – Nouvel îlot en béton								
53	**II-3A-4101**	Îlot en béton	10,00	m²	345,00	$ 3 450,00 $				
		Famille 7000 – Aménagement								
		Sous-Famille 7100 – Réfection derrière l'élément construit								
54	**II-3A-7104**	Nivellement des pavés de béton existants	42,00	m²	155,00	$ 6 510,00 $				
		Famille 8000 – Divers								
		Sous-Famille 8100 – Traverse des piétons en béton								
55	**II-3A-8101**	Traverse des piétons en béton	130,00	m²	200,00	$ 26 000,00 $				
55.1	**II-3A-8101**	Traverse des piétons en béton (Westmount)	95,00	m²	200,00	$ 19 000,00 $	200,00	$ 19 000,00 $		

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

						Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs	
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire	Montant		Prix unitaire	Montant
DTNI-3B : Travaux de chaussée									
		Famille 4000 – Réfection de coupe							
		Sous-Famille 4300 – Réfection de coupe - Chaussée mixte							
56	**II-3B-4303**	Réfection de coupe - Chaussée mixte (autre que locale) (DTSI-V)	730,00	m²	265,00 $	193 450,00 $			
56.1	**II-3B-4303**	Réfection de coupe - Chaussée mixte (autre que locale) (DTSI-V) (Westmount)	90,00	m²	265,00 $	23 850,00 $		265,00 $	23 850,00 $
		Sous-Famille 4500 – Réfection de coupe après planage							
57	**II-3B-4510**	Réfection de coupe après planage (DTSI-V) (provisoire)	220,00	m²	45,00 $	9 900,00 $			
		Famille 6000 – Planage							
		Sous-Famille 6100 – Planage							
58	**II-3B-6114**	Planage de chaussée sur 90mm d'épaisseur (DTSI-V) (provisoire)	220,00	m²	25,00 $	5 500,00 $			
		Famille 8000 – Autres activités							
		Sous-Famille 8200 – Nettoyage des structures existantes							
59	**II-3B-8202**	Nettoyage des structures existantes pour la phase 1 (DTSI-V)	1,00	global	3 773,00 $	3 773,00 $			
60	**II-3B-8203**	Nettoyage des structures existantes pour la phase 2 (DTSI-V)	1,00	global	5 659,00 $	5 659,00 $			
		Sous-Famille 8300 – Marquage de la chaussée							
61	**II-3B-8301**	Marquage de la chaussée (DTSI-V)	4,00	unité	4 313,00 $	17 252,00 $			
DTNP-3D: Travaux arboricoles									
		Famille 2000 – Divers							
		Sous-Famille 2100 – Ouvrage de gazonnement et de plantation							
62	**II-3D-2101**	Ouvrage de gazonnement et de plantation (DTSI-V)	1,00	global	88 652,00 $	88 652,00 $			
DTNI-8A: Maintien et gestion de la mobilité									
		Famille 1000 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routièreDivers							
		Sous-Famille 1100 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routière							
63	**II-8A-1101**	Maintien de la mobilité et de la sécutité routière (DTSI-M) (MGM-1)	1,00	global	202 120,00 $	202 120,00 $			
64	**II-8A-1102**	Maintien de la mobilité et de la sécutité routière (DTSI-M) (MGM-2)	1,00	global	134 620,00 $	134 620,00 $			
65	**II-8A-1103**	Maintien de la mobilité et de la sécutité routière (DTSI-M) (MGM-3)	1,00	global	225 620,00 $	225 620,00 $			
		Famille 2000 – Panneaux complémentaires							
		Sous-Famille 2100 – Panneaux complémentaires							
66	**II-8A-2101**	Panneaux complémentaires	200,00	m²	150,00 $	30 000,00 $			
		Famille 5000 – Signalisation horizontale							
		Sous-Famille 5100 – Marquage temporaire							
67	**II-8A-5103**	Marquage de ligne de voie de circulation supplémentaire	50,00	m.l.	6,00 $	300,00 $			
68	**II-8A-5104**	Marquage de flèches supplémentaires	4,00	unité	58,00 $	232,00 $			
		Sous-Famille 5200 – Effacement du marquage							
69	**II-8A-5203**	Effacement du marquage linéaire de la chaussée	50,00	m.l.	6,00 $	300,00 $			
70	**II-8A-5204**	Effacement de flèches supplémentaires	4,00	unité	58,00 $	232,00 $			
		Famille 6000 – Items à la demande du Directeur							
		Sous-Famille 6100 – Signaleur supplémentaireMarquage temporaire							
71	**II-8A-6101**	Signaleur supplémentaires à la demande du Directeur	390,00	heure	35,00 $	13 650,00 $			
		Sous-Famille 6200 – Plan de signalisation supplémentaire							
72	**II-8A-6201**	Plan de signalisation supplémentaire à la demande du Directeur (provisoire)	5,00	unité	288,00 $	1 440,00 $			

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

							Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs	
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire		Montant		Prix unitaire	Montant
		Famille 7000 – Gestion des feux de circulation								
		Sous-Famille 7100 – Gestion des feux de circulation								
73	**II-8A-7101**	Gestion des feux de circulation	4,00	unité	2 300,00	$	9 200,00	$		
		Famille 9000 – Aménagement de chantier Outils du volet Informer (annexe M-3)								
		Sous-Famille 9500 – Aménagement de chantier Outils du volet Informer								
74	**II-CO-9506**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format grand	2,00	unité	288,00	$	576,00	$		
75	**II-CO-9507**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format grand (provisoire)	2,00	unité	288,00	$	576,00	$		
76	**II-CO-9508**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format moyen	52,00	unité	230,00	$	11 960,00	$		
77	**II-CO-9509**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format moyen (provisoire)	12,00	unité	230,00	$	2 760,00	$		
78	**II-CO-9510**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format pour espace restreint	12,00	unité	173,00	$	2 076,00	$		
79	**II-CO-9511**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format pour espace restreint (provisoire)	6,00	unité	173,00	$	1 038,00	$		
DTNI-12A: - Guide - Plans de localisation des infrastructures										
		Famille 1000 – Levés terrains et plans de localisation des infrastructures								
		Sous-Famille 1200 – Plans de localisation des infrastructures								
80	**II-12A-1201**	Plans de localisation des infrastructures (phase 1)	1,00	global	8 625,00	$	8 625,00	$		
81	**II-12A-1201**	Plans de localisation des infrastructures (phase 2)	1,00	global	8 625,00	$	8 625,00	$		
		Montant total de la soumission					**4 708 414,87**	$	3,22%	**151 777,00** $

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

							Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs et indirects		Prorata 2020	Prorata 2021	Travaux - complet		
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire		Montant		Montant total	Montant P/R prorata			Phase 1	Phase 2	Coût répartis phases 1 & 2
Organisation de chantier															
1	**II-IS-1100**	Assurances, garanties et frais généraux de Chantier	1,00	global	329 000,00	$	329 000,00	$	329 000,00 $	10 605,40 $	3 486,97 $	7 118,43 $	- $	- $	329 000,00 $
2	**II-AS-1200**	Bureau de chantier (CCAS)	2,00	unité	10 265,00	$	20 530,00	$	20 530,00 $	661,79 $	217,59 $	444,20 $	- $	- $	20 530,00 $
3	**II-AS-1300**	Propreté (CCAS)	1,00	global	20 276,87	$	20 276,87	$	20 276,87 $	653,63 $	214,91 $	438,72 $	- $	- $	20 276,87 $
4	**II-AS-1400**	Déneigement (CCAS) (provisoire)	3,00	unité	4 550,00	$	13 650,00	$	13 650,00 $	440,01 $	144,67 $	295,34 $	- $	- $	13 650,00 $
4.1	**II-AS-1500**	Épandage d'abrasifs (CCAS) (provisoire)	4,00	unité	2 275,00	$	9 100,00	$	9 100,00 $	293,34 $	96,45 $	196,89 $	- $	- $	9 100,00 $
5	**II-AS-1600**	Mesures sanitaires supplémentaires selon le Guide COVID-19	11,00	unité	500,00	$	5 500,00	$	5 500,00 $	177,29 $	58,29 $	119,00 $	- $	- $	5 500,00 $
DTNI-1A : Travaux de conduites d'eau potable et de conduite d'égout											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 1000 – Conduite d'eau proposée (tranchée unique)									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous famille 1100- Conduite d'eau proposée en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)									- $	- $	- $	- $	- $
6	**II-1A-1102**	Conduite d'eau proposée 200 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	12,00	m.l.	1 136,00	$	13 632,00	$			- $	- $	13 632,00 $	- $	- $
6.1	**II-1A-1102**	Conduite d'eau proposée 200 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique) (Westmount)	43,00	m.l.	1 136,00	$	48 848,00	$	1 136,00 $	48 848,00 $	- $	48 848,00 $	- $	48 848,00 $	- $
7	**II-1A-1103**	Conduite d'eau proposée 250 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique) (Westmount)	25,00	m.l.	1 163,00	$	29 075,00	$	1 163,00 $	29 075,00 $	- $	29 075,00 $	- $	29 075,00 $	- $
8	**II-1A-1104**	Conduite d'eau proposée 300 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	5,00	m.l.	1 196,00	$	5 980,00	$			- $	- $	5 980,00 $	- $	- $
9	**II-1A-1105**	Conduite d'eau proposée 350 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	55,00	m.l.	1 260,00	$	69 300,00	$			- $	- $	69 300,00 $	- $	- $
10	**II-1A-1106**	Conduite d'eau proposée 400 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	20,00	m.l.	1 321,00	$	26 420,00	$			- $	- $	- $	26 420,00 $	- $
11	**II-1A-1108**	Conduite d'eau proposée 500 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée unique)	35,00	m.l.	1 417,00	$	49 595,00	$			- $	- $	- $	49 595,00 $	- $
		Famille 3000 – Conduite d'eau existante									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous famille 3100- Conduite d'eau à abondonner									- $	- $	- $	- $	- $
12	**II-1A-3101**	Conduite d'eau à abandonner par remplissage (DTSI-O)	12,00	m^3	600,00	$	7 200,00	$			- $	- $	- $	- $	7 200,00 $
		Famille 4000 - Branchement d'eau									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous famille 4200- Branchement d'eau de 50mm et moins sur conduite existante									- $	- $	- $	- $	- $
13	**II-1A-4201**	Branchement d'eau de 50mm et moins en excavation sur conduite existante	25	unité	9 993,00	$	249 825,00	$			- $	- $	- $	- $	249 825,00 $
14	**II-1A-4202**	Branchement d'eau de 50mm et moins par torpillage ou tirage sur conduite existante	39	unité	9 624,00	$	375 336,00	$			- $	- $	- $	375 336,00 $	- $
		Sous famille 4500- Branchement d'eau de 100mm et plus sur conduite existante									- $	- $	- $	- $	- $
15	**II-1A-4502**	Branchement d'eau de 150 mm sur conduite existante	4,00	unité	24 756,00	$	99 024,00	$			- $	- $	- $	- $	- $
16	**II-1A-4503**	Branchement d'eau de 200 mm sur conduite existante	1,00	unité	27 775,00	$	27 775,00	$			- $	- $	99 024,00 $	- $	- $
		Famille 5000 - Chambre de vanne									- $	- $	27 775,00 $	- $	- $
		Sous-Famille 5100 – Chambre de vanne préfabriquée sur conduite proposée									- $	- $	- $	- $	- $
17	**II-1A-5102**	Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite proposée de 200 mm	1,00	unité	26 404,00	$	26 404,00	$			- $	- $	- $	- $	- $
18	**II-1A-5105**	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite proposée de 350 mm	2,00	unité	50 198,00	$	100 396,00	$			- $	- $	26 404,00 $	- $	- $
19	**II-1A-5106**	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite proposée de 400 mm	2,00	unité	39 892,00	$	79 784,00	$			- $	- $	100 396,00 $	- $	- $
20	**II-1A-5108**	Chambre de vanne préfabriquée 3048 x 3048 sur conduite proposée de 500 mm	1,00	unité	85 727,00	$	85 727,00	$			- $	- $	- $	79 784,00 $	- $
											- $	- $	- $	85 727,00 $	- $

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

							Michaudville	Westmount / Travaux / coûts directs et indirects		Prorata 2020	Prorata 2021	Travaux - complet		
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire		Montant	Montant total	Montant P/R prorata			Phase 1	Phase 2	Coût répartis phases 1 & 2
		Sous-Famille 5200 – Chambre de vanne préfabriquée sur conduite existante												
21	II-1A-5205	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite existante de 350 mm	1,00	unité	58 207,00	$	58 207,00 $			- $	- $	- $	- $	- $
22	II-1A-5206	Chambre de vanne préfabriquée 2150 x 1750 sur conduite existante de 400 mm	3,00	unité	47 901,00	$	143 703,00 $			- $	- $	58 207,00 $	- $	- $
		Sous-Famille 5300 – Chambre de vanne existante								- $	- $	- $	143 703,00 $	- $
23	II-1A-5302	Chambre de vanne à enlever (DTSI-O)	7,00	unité	250,00	$	1 750,00 $			- $	- $	- $	- $	- $
23.1	II-1A-5302	Chambre de vanne à enlever (DTSI-O) (Westmount)	1,00	unité	250,00	$	250,00 $	250,00 $	250,00 $	- $	- $	- $	- $	1 750,00 $
										- $	250,00 $	- $	250,00 $	- $
		Famille 6000 - Vanne								- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 6100 – Nouvelle vanne sur conduite proposée								- $	- $	- $	- $	- $
24	II-1A-6102	Nouvelle vanne 150 mm sur conduite proposée	4,00	unité	2 355,00	$	9 420,00 $			- $	- $	9 420,00 $	- $	- $
25	II-1A-6103	Nouvelle vanne 200 mm sur conduite proposée (Westmount)	3,00	unité	3 139,00	$	9 417,00 $	3 139,00 $	9 417,00 $	- $	9 417,00 $	- $	9 417,00 $	- $
26	II-1A-6104	Nouvelle vanne 250 mm sur conduite proposée (Westmount)	2,00	unité	4 226,00	$	8 452,00 $	4 226,00 $	8 452,00 $	- $	8 452,00 $	- $	8 452,00 $	- $
		Sous-Famille 6400 – Nouvelle vanne dans chambre de vanne préfabriquée								- $	- $	- $	- $	- $
27	II-1A-6401	Nouvelle vanne 350 mm dans chambre de vanne préfabriquée (DTSI-O)	3,00	unité	10 010,00	$	30 030,00 $			- $	- $	30 030,00 $	- $	- $
		Sous-Famille 6500 – Fourniture des accessoires pour l'installation des vannes fournies par la Ville								- $	- $	- $	- $	- $
28	II-1A-6501	Accessoires pour vanne 400 mm (DTSI-O)	5,00	unité	1 424,00	$	7 120,00 $			- $	- $	- $	7 120,00 $	- $
29	II-1A-6502	Accessoires pour vanne 500 mm (DTSI-O)	1,00	unité	2 136,00	$	2 136,00 $			- $	- $	- $	2 136,00 $	- $
										- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 6600 – Remplacement de vanne dans chambre de vanne existante								- $	- $	- $	- $	- $
30	II-1A-6601	Remplacement de vanne 200 mm dans chambre de vanne existante (DTSI-O) (Westmount)	1,00	unité	5 765,00	$	5 765,00 $	5 765,00 $	5 765,00 $	- $	5 765,00 $	- $	5 765,00 $	- $
										- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 7000 – Poteau d'incendie								- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 7100 – Nouveau poteau d'incendie								- $	- $	- $	- $	- $
31	II-1A-7102	Nouveau poteau d'incendie sur une conduite existante	1,00	unité	21 441,00	$	21 441,00 $			- $	- $	21 441,00 $	- $	- $
		Sous-Famille 7200 – Poteau d'incendie existant								- $	- $	- $	- $	- $
32	II-1A-7201	Poteau d'incendie à remplacer	4,00	unité	22 374,00	$	89 496,00 $			- $	- $	- $	- $	89 496,00 $
										- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 8000 – Essais et contrôle sur les conduites d'eau								- $	- $	- $	- $	- $
33	II-1A-8101	Essais et contrôle sur les conduites d'eau	6,00	unité	1 424,00	$	8 544,00 $	8 544,00 $	275,42 $	90,56 $	184,86 $	- $	- $	8 544,00 $
34	II-1A-8102	Désinfection des conduites d'eau	5,00	unité	1 424,00	$	7 120,00 $	1 424,00 $	7 120,00 $	- $	7 120,00 $	- $	7 120,00 $	- $
										- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 13000 – Branchement d'égout								- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 13300 – Réparation de branchement d'égout existant								- $	- $	- $	- $	- $
35	II-1A-13301	Réparation de branchement d'égout existant (provisoire)	15,00	m.l.	256,00	$	3 840,00 $			- $	- $	- $	- $	3 840,00 $
										- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 18000 – Divers								- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 18100 – Fosse d'exploration								- $	- $	- $	- $	- $
36	II-1A-18101	Fosse d'exploration par excavation (provisoire)	15,00	m³	128,00	$	1 920,00 $			- $	- $	- $	- $	1 920,00 $
37	II-1A-18104	Fosse d'exploration pour branchement d'eau par creusage pneumatique ou hydro-excavation (DTSI-O)	50,00	unité	443,00	$	22 150,00 $			- $	- $	- $	22 150,00 $	- $
38	II-1A-18105	Fosse d'exploration pour dégagement massif Hydro-Westmount par creusage pneumatique ou hydro-excavation (DTSI-O)	5,00	unité	507,00	$	2 535,00 $			- $	- $	- $	- $	2 535,00 $
		Sous-Famille 18200 – Excavation par creusage pneumatique ou hydro-excavation								- $	- $	- $	- $	- $
39	II-1A-18202	Excavation par creusage pneumatique ou hydro-excavation (DTSI-O) (provisoire)	15,00	heure	507,00	$	7 605,00 $			- $	- $	- $	- $	7 605,00 $
		Sous-Famille 18300 – Isolant thermique								- $	- $	- $	- $	- $
40	II-1A-18301	Isolant thermique	20,00	m²	58,00	$	1 160,00 $	1 160,00 $	37,39 $	12,29 $	25,10 $	- $	- $	1 160,00 $
		Sous-Famille 18600 – Insertion d'une vanne sous pression								- $	- $	- $	- $	- $
41	II-1A-18601	Insertion d'une vanne sous pression (DTSI-O)	1,00	unité	77 437,00	$	77 437,00 $			- $	- $	77 437,00 $	- $	- $
										- $	- $	- $	- $	- $

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

							Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs et indirects		Prorata 2020	Prorata 2021	Travaux - complet		
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire	Montant			Montant total	Montant P/R prorata			Phase 1	Phase 2	Coût répartis phases 1 & 2
DTNI-1B : Réseau d'alimentation temporaire en eau potable															
		Famille 1000 – Réseau d'alimentation temporaire													
		Sous-Famille 1100 – Réseau d'alimentation temporaire													
42	**II-1B-1102**	Réseau d'alimentation temporaire pour la phase 1 (DTSI-O)	1,00	global	140 236,00 $	140 236,00 $					- $	- $	- $	- $	- $
43	**II-1B-1103**	Réseau d'alimentation temporaire pour la phase 2 (DTSI-O)	1,00	global	242 152,00 $	242 152,00 $					- $	- $	140 236,00 $	- $	- $
											- $	- $	- $	242 152,00 $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
DTNI-2A : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par la technique de chemisage															
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 1000 – Travaux préliminaires									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 1100 – Travaux préliminaires									- $	- $	- $	- $	- $
44	**II-2A-1102**	Localisation et vérification des branchements d'eau pour la phase 1 (DTSI-RA)	1,00	unité	2 335,00 $	2 335,00 $					- $	- $	2 335,00 $	- $	- $
45	**II-2A-1103**	Localisation et vérification des branchements d'eau pour la phase 2 (DTSI-RA)	1,00	unité	4 670,00 $	4 670,00 $			4 670,00 $	150,54 $	- $	150,54 $	- $	4 670,00 $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 2000 – Travaux de chemisage									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 2100 – Chemisage de conduite d'eau									- $	- $	- $	- $	- $
46	**II-2A-2105**	Chemisage de conduite d'eau 350 mm	155,00	m.l.	1 350,00 $	209 250,00 $					- $	- $	209 250,00 $	- $	- $
47	**II-2A-2106**	Chemisage de conduite d'eau 400 mm	485,00	m.l.	1 450,00 $	703 250,00 $					- $	- $	- $	703 250,00 $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 3000 – Divers									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 3100 – Chemisage de conduite d'eau									- $	- $	- $	- $	- $
48	**II-2A-3101**	Mobilisation supplémentaire pour chemisage (DTSI-RA) (provisoire)	2,00	unité	9 000,00 $	18 000,00 $					- $	- $	- $	- $	18 000,00 $
											- $	- $	- $	- $	- $
DTNI-3A : Travaux de trottoir, bordure, terre-plein central, îlot et muret de soutènement															
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 1000 – Trottoir									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 1100 – Nouveau trottoir en béton									- $	- $	- $	- $	- $
49	**II-3A-1101**	Trottoir monolithe en béton	300,00	m²	345,00 $	103 500,00 $					- $	- $	- $	- $	103 500,00 $
		Sous-Famille 1200 – Matériaux métalliques									- $	- $	- $	- $	- $
50	**II-3A-1201**	Treillis métallique	150,00	m²	46,00 $	6 900,00 $					- $	- $	- $	- $	6 900,00 $
											- $	- $	- $	- $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 1300 – Nouveau trottoir en enrobé									- $	- $	- $	- $	- $
51	**II-3A-1302**	Trottoir et bordure temporaire en enrobé (provisoire)	100,00	m²	69,00 $	6 900,00 $					- $	- $	6 900,00 $	- $	- $
		Sous-Famille 1400 – Trottoir existant									- $	- $	- $	- $	- $
52	**II-3A-1402**	Enlèvment de trottoir en enrobé (provisoire)	100,00	m²	24,00 $	2 400,00 $					- $	- $	2 400,00 $	- $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 4000 – Îlot en béton									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 4100 – Nouvel îlot en béton									- $	- $	- $	- $	- $
53	**II-3A-4101**	Îlot en béton	10,00	m²	345,00 $	3 450,00 $					- $	- $	- $	3 450,00 $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 7000 – Aménagement									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 7100 – Réfection derrière l'élément construit									- $	- $	- $	- $	- $
54	**II-3A-7104**	Nivellement des pavés de béton existants	42,00	m²	155,00 $	6 510,00 $					- $	- $	- $	- $	6 510,00 $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 8000 – Divers									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 8100 – Traverse des piétons en béton									- $	- $	- $	- $	- $
55	**II-3A-8101**	Traverse des piétons en béton	130,00	m²	200,00 $	26 000,00 $					- $	- $	- $	26 000,00 $	- $
55.1	**II-3A-8101**	Traverse des piétons en béton (Westmount)	95,00	m²	200,00 $	19 000,00 $			200,00 $	19 000,00 $	- $	19 000,00 $	- $	19 000,00 $	- $

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

							Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs et indirects		Prorata 2020	Prorata 2021	Travaux - complet		
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire	Montant			Montant total	Montant P/R prorata			Phase 1	Phase 2	Coût répartis phases 1 & 2
DTNI-3B : Travaux de chaussée															
		Famille 4000 – Réfection de coupe													
		Sous-Famille 4300 – Réfection de coupe - Chaussée mixte													
56	**II-3B-4303**	Réfection de coupe - Chaussée mixte (autre que locale) (DTSI-V)	730,00	m²	265,00	$ 193 450,00	$				- $	- $	- $	- $	193 450,00 $
56.1	**II-3B-4303**	Réfection de coupe - Chaussée mixte (autre que locale) (DTSI-V) (Westmount)	90,00	m²	265,00	$ 23 850,00	$		265,00 $	23 850,00 $	- $	23 850,00 $	- $	23 850,00 $	- $
		Sous-Famille 4500 – Réfection de coupe après planage													
57	**II-3B-4510**	Réfection de coupe après planage (DTSI-V) (provisoire)	220,00	m²	45,00	$ 9 900,00	$				- $	- $	9 900,00 $	- $	- $
		Famille 6000 – Planage													
		Sous-Famille 6100 – Planage													
58	**II-3B-6114**	Planage de chaussée sur 90mm d'épaisseur (DTSI-V) (provisoire)	220,00	m²	25,00	$ 5 500,00	$				- $	- $	5 500,00 $	- $	- $
		Famille 8000 – Autres activités													
		Sous-Famille 8200 – Nettoyage des structures existantes													
59	**II-3B-8202**	Nettoyage des structures existantes pour la phase 1 (DTSI-V)	1,00	global	3 773,00	$ 3 773,00	$				- $	- $	3 773,00 $	- $	- $
60	**II-3B-8203**	Nettoyage des structures existantes pour la phase 2 (DTSI-V)	1,00	global	5 659,00	$ 5 659,00	$		5 659,00 $	182,42 $	- $	182,42 $	- $	5 659,00 $	- $
		Sous-Famille 8300 – Marquage de la chaussée													
61	**II-3B-8301**	Marquage de la chaussée (DTSI-V)	4,00	unité	4 313,00	$ 17 252,00	$		17 252,00 $	556,12 $	182,85 $	373,27 $	- $	- $	17 252,00 $
DTNP-3D: Travaux arboricoles															
		Famille 2000 – Divers													
		Sous-Famille 2100 – Ouvrage de gazonnement et de plantation													
62	**II-3D-2101**	Ouvrage de gazonnement et de plantation (DTSI-V)	1,00	global	88 652,00	$ 88 652,00	$				- $	- $	- $	- $	88 652,00 $
DTNI-8A: Maintien et gestion de la mobilité															
		Famille 1000 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routièreDivers													
		Sous-Famille 1100 – Maintien de la mobilité et de la sécurité routière													
63	**II-8A-1101**	Maintien de la mobilité et de la sécutité routière (DTSI-M) (MGM-1)	1,00	global	202 120,00	$ 202 120,00	$				- $	- $	202 120,00 $	- $	- $
64	**II-8A-1102**	Maintien de la mobilité et de la sécutité routière (DTSI-M) (MGM-2)	1,00	global	134 620,00	$ 134 620,00	$		134 620,00 $	4 339,51 $	- $	4 339,51 $	- $	134 620,00 $	- $
65	**II-8A-1103**	Maintien de la mobilité et de la sécutité routière (DTSI-M) (MGM-3)	1,00	global	225 620,00	$ 225 620,00	$		225 620,00 $	7 272,92 $	- $	7 272,92 $	- $	225 620,00 $	- $
		Famille 2000 – Panneaux complémentaires													
		Sous-Famille 2100 – Panneaux complémentaires													
66	**II-8A-2101**	Panneaux complémentaires	200,00	m²	150,00	$ 30 000,00	$		30 000,00 $	967,06 $	317,96 $	649,10 $	- $	- $	30 000,00 $
		Famille 5000 – Signalisation horizontale													
		Sous-Famille 5100 – Marquage temporaire													
67	**II-8A-5103**	Marquage de ligne de voie de circulation supplémentaire	50,00	m.l.	6,00	$ 300,00	$		300,00 $	9,67 $	3,18 $	6,49 $	- $	- $	300,00 $
68	**II-8A-5104**	Marquage de flèches supplémentaires	4,00	unité	58,00	$ 232,00	$		232,00 $	7,48 $	2,46 $	5,02 $	- $	- $	232,00 $
		Sous-Famille 5200 – Effacement du marquage													
69	**II-8A-5203**	Effacement du marquage linéaire de la chaussée	50,00	m.l.	6,00	$ 300,00	$		300,00 $	9,67 $	3,18 $	6,49 $	- $	- $	300,00 $
70	**II-8A-5204**	Effacement de flèches supplémentaires	4,00	unité	58,00	$ 232,00	$		232,00 $	7,48 $	2,46 $	5,02 $	- $	- $	232,00 $
		Famille 6000 – Items à la demande du Directeur													
		Sous-Famille 6100 – Signaleur supplémentaireMarquage temporaire													
71	**II-8A-6101**	Signaleur supplémentaires à la demande du Directeur	390,00	heure	35,00	$ 13 650,00	$		13 650,00 $	440,01 $	144,67 $	295,34 $	- $	- $	13 650,00 $
		Sous-Famille 6200 – Plan de signalisation supplémentaire													
72	**II-8A-6201**	Plan de signalisation supplémentaire à la demande du Directeur (provisoire)	5,00	unité	288,00	$ 1 440,00	$		1 440,00 $	46,42 $	15,26 $	31,16 $	- $	- $	1 440,00 $

Montréal

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarkes et le boulevard de Maisonneuve Ouest entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 10388

Analyse des soumissions

							Michaudville		Westmount / Travaux / coûts directs et indirects		Prorata 2020	Prorata 2021	Travaux - complet		
Seq	N° de l'Item	Description	Quantités	Unité	Prix unitaire		Montant		Montant total	Montant P/R prorata			Phase 1	Phase 2	Coût répartis phases 1 & 2
		Famille 7000 – Gestion des feux de circulation									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 7100 – Gestion des feux de circulation									- $	- $	- $	- $	- $
73	**II-8A-7101**	Gestion des feux de circulation	4,00	unité	2 300,00	$	9 200,00	$	9 200,00 $	296,56 $	- $	296,56 $	- $	9 200,00 $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 9000 – Aménagement de chantier Outils du volet Informer (annexe M-3)									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 9500 – Aménagement de chantier Outils du volet Informer									- $	- $	- $	- $	- $
74	**II-CO-9506**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format grand	2,00	unité	288,00	$	576,00	$	576,00 $	18,57 $	6,10 $	12,46 $	- $	- $	576,00 $
75	**II-CO-9507**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format grand (provisoire)	2,00	unité	288,00	$	576,00	$	576,00 $	18,57 $	6,10 $	12,46 $	- $	- $	576,00 $
76	**II-CO-9508**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format moyen	52,00	unité	230,00	$	11 960,00	$	11 960,00 $	385,53 $	126,76 $	258,77 $	- $	- $	11 960,00 $
77	**II-CO-9509**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format moyen (provisoire)	12,00	unité	230,00	$	2 760,00	$	2 760,00 $	88,97 $	29,25 $	59,72 $	- $	- $	2 760,00 $
78	**II-CO-9510**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format pour espace restreint	12,00	unité	173,00	$	2 076,00	$	2 076,00 $	66,92 $	22,00 $	44,92 $	- $	- $	2 076,00 $
79	**II-CO-9511**	Panneau Pictogramme utilitaire - Format pour espace restreint (provisoire)	6,00	unité	173,00	$	1 038,00	$	1 038,00 $	33,46 $	11,00 $	22,46 $	- $	- $	1 038,00 $
											- $	- $	- $	- $	- $
DTNI-12A: - Guide - Plans de localisation des infrastructures											- $	- $	- $	- $	- $
											- $	- $	- $	- $	- $
		Famille 1000 – Levés terrains et plans de localisation des infrastructures									- $	- $	- $	- $	- $
		Sous-Famille 1200 – Plans de localisation des infrastructures									- $	- $	- $	- $	- $
80	**II-12A-1201**	Plans de localisation des infrastructures (phase 1)	1,00	global	8 625,00	$	8 625,00	$			- $	- $	8 625,00 $	- $	- $
81	**II-12A-1201**	Plans de localisation des infrastructures (phase 2)	1,00	global	8 625,00	$	8 625,00	$	8 625,00 $	278,03 $	- $	278,03 $	- $	8 625,00 $	- $
											2,88%	97,12%	24,00%	49,00%	27,00%
													32,88%	67,12%	
													418 005,40 $	853 330,47 $	
		Montant total de la soumission					**4 708 414,87**	$	3,825%	**180 097,19** $	**5 194,99 $**	**174 902,20 $**	**1 548 090,40 $**	**3 160 324,47 $**	
													32,88%	67,12%	

Westmount 2020	Westmount 2021	DEP2020	DEP2021	Grand total
5 194,99 $	174 902,20 $	1 542 895,42 $	2 985 422,26 $	4 708 414,87 $
5 972,94 $	201 093,81 $	1 773 944,01 $	3 432 489,24 $	5 413 500,00 $

REVENU QUÉBEC

EFFECTUER LA VÉRIFICATION VOLONTAIRE D'UNE ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

RÉSULTAT DE LA RECHERCHE

Revenu Québec **a délivré l'attestation** n^{o} 907130-ZZBT-0693767 le 03 juin 2020 à 15 h 38 min 6 s, à l'entreprise Les entreprises michaudville inc dont le NEQ est 1142707943.

Cette attestation est valide du 03 juin 2020 au 30 septembre 2020.

Imprimez et **conservez** cette page pour vos dossiers.

Numéro d'attestation	907130-ZZBT-0693767
Nom de l'entreprise	Les entreprises michaudville inc
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1142707943

Si je suis un entrepreneur en construction ou le client d'une agence de placement de personnel assujetti aux obligations relatives à l'attestation en vertu de la Loi sur les impôts, **je comprends que** je dois vérifier l'authenticité de cette attestation au moyen du service Effectuer une vérification obligatoire d'une attestation de Revenu Québec, accessible dans Mon dossier pour les entreprises.

Si j'utilise le présent service alors que je suis tenu par la Loi d'utiliser le service Effectuer une vérification obligatoire d'une attestation de Revenu Québec, **je comprends que** je peux encourir des pénalités.

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 25 juin 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
Adresse du siège social : 270, RUE BRUNET, , MONT-SAINT-HILAIRE, QC, J3H 0M6, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700000245
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142707943

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Montréal

Soumission : 10338

Contrat : 18A21

Direction de l'eau potable
Division projets réseau principal
999, rue Dupuis
Montréal (Québec) H4G 3L4

Réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard De Maisonneuve entre la rue Sainte-Catherine et l'avenue Melville.

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts	
Mesure de gestion des impacts pour toutes les phases et sous-phases du projet	- Se conformer en tout point aux exigences en circulation de la ville de Westmount.
	- Préparer les messages à communiquer aux usagers de la route via les PMVM (panneaux à message variable mobiles) et les panneaux d'information générale.
	- Communiquer et effectuer la coordination requise avec les différentes parties prenantes (arrondissements, STM, RTM, Hydro-Québec, entreprises, etc.) selon les délais requis par les documents contractuels.
	- S'assurer de mettre en place la signalisation d'interdiction de stationnement dans les zones de chantier et aux abords en respectant les délais et exigences de la ville de Westmount.
	- Assurer la circulation piétonnière, cyclistes et véhicules motorisés à proximité de la zone de travaux.
	- Gérer la circulation piétonnière et cycliste selon les exigences du devis de *Maintien et gestion de la Mobilité* et de la sécurité routière du *Cahier des clauses administratives spéciales*.
	- Maintenir les accès aux riverains, commerces, aux stationnements privés et aux entrées charretières. Aménager des accès temporaires, si requis.
	- Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux.
	- Protéger les aires de travail, les excavations et les aires d'entreposage à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons/cyclistes, le tout selon les exigences du devis de *Maintien et gestion de la Mobilité* et de la sécurité routière du *Cahier des clauses administratives spéciales*.
	- Protéger les aires de travail des voies de circulation à l'aide de glissières de sécurité pour chantier, le tout selon les exigences du devis de *Maintien et gestion de la Mobilité* et de la sécurité routière du *Cahier des clauses administratives spéciales (ex. : protection des obstacles n'ayant pas un dégagement latéral adéquat)*.
	- Maintenir, au minimum, en tout temps les nombres de voies de circulation ainsi que les largeurs décrites au devis de *Maintien et gestion de la Mobilité* et de la sécurité routière du *Cahier des clauses administratives spéciales*.
	- Enlever les entraves et redonner les voies de circulation dès la fin des travaux complétés.
	- Assurer la présence de signaleurs en nombre suffisant pour répondre aux besoins des chantiers, à la gestion de la circulation et selon les recommandations du surveillant.
	- Adapter les méthodes de travail et échéancier pour considérer l'environnement où sont réalisés les travaux.
	- Assurer le bon fonctionnement des opérations de collectes.

	- Prévoir et effectuer toute coordination nécessaire auprès des chantiers avoisinants et les autorités concernées (STM, SIM, SPVM, etc.).
MGM-1	- Si les travaux sont réalisés en période hivernale, déneiger et déglaçage de la zone de chantier, la zone impactée par la signalisation du chantier, c'est-à-dire, à partir de l'intersection située avant le premier panneau de signalisation jusqu'à l'intersection située après le dernier panneau de signalisation. - Installer des itinéraires facultatifs aux approches pour diminuer la congestion. - Maintenir des accès aux tours à condo en tout temps. - Maintenir une voie de 3.5m minimum de largeur sur l'avenue Clarke en direction nord pour le lot MGM-1C. - Maintenir une voie de 3.5m minimum de largeur sur la rue Sainte-Catherine en direction est pour le lot MGM-1E. - Installer un détour conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité* pour la fermeture complète de l'avenue Clarke et pour la fermeture complète de la direction est de la rue Sainte-Catherine.
MGM-2	- Si les travaux sont réalisés en période hivernale, déneiger et déglaçage de la zone de chantier, la zone impactée par la signalisation du chantier, c'est-à-dire, à partir de l'intersection située avant le premier panneau de signalisation jusqu'à l'intersection située après le dernier panneau de signalisation. - Installer des itinéraires facultatifs aux approches pour diminuer la congestion. - Installer un détour conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité* pour les fermetures complètes de l'avenue Clarke et du boulevard de Maisonneuve. - Prévoir un passage pour les piétons à l'endroit où les travaux entravent les trottoirs ou traverse piétonnes conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité.* - Prévoir un passage pour les cyclistes à l'endroit où les travaux entravent la piste cyclable conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité.*
MGM-3	- Si les travaux sont réalisés en période hivernale, déneiger et déglaçage de la zone de chantier, la zone impactée par la signalisation du chantier, c'est-à-dire, à partir de l'intersection située avant le premier panneau de signalisation jusqu'à l'intersection située après le dernier panneau de signalisation. - Installer des itinéraires facultatifs aux approches pour diminuer la congestion. - Installer un détour conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité* pour la fermeture complète du boulevard de Maisonneuve. - Prévoir un passage pour les piétons à l'endroit où les travaux entravent les trottoirs ou traverse piétonnes conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité.* - Prévoir un détour pour les cyclistes à l'endroit où les travaux entravent la piste cyclable conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité.* - Ne pas entraver plus d'une intersection à la fois conformément au devis *Maintien et gestion de la Mobilité.* - Prévoir le déplacement des arrêts d'autobus tel que spécifié au devis *Maintien et gestion de la Mobilité.*

PLAN DE COMMUNICATION

18A21 - Réhabilitation de conduites d'eau dans l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve

OUVERTURE

Numéro de projet : 18A21 / AO 10388

Chargée de communication: Laurence Marchand
Chargée de communication – responsable d'activité : Karine Côté
Date de rédaction : mars 2020
Date de révision : juin 2020

Unité administrative : Service de l'eau, Direction de l'eau potable
Nom du demandeur : Philippe Leblanc, ing., Chargé de projet.

Nom de l'élu impliqué : Sylvain Ouellet
Nom du responsable du soutien à l'élu : Marie-José Cencig

Octroi du contrat : août 2020
Date de début envisagée : septembre 2020
Date de fin envisagée : octobre 2021
Coût du projet : XX,X M$ à venir – fin juin 2020

OBJECTIFS DU PROJET DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

Réhabilitation par chemisage des conduites d'eau en fonte grise de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville, afin de réduire l'occurrence des bris et d'assurer la stabilité du réseau d'aqueduc.

BESOIN DE COMMUNICATION

- Identifier les enjeux en matière de relations publiques et d'acceptabilité sociale.
- Déterminer les moyens de communication appropriés afin de réduire les impacts négatifs des travaux sur les différents publics cibles.

OBJECTIFS CORPORATIFS

Assurer la stabilité du réseau d'aqueduc
Certains secteurs de l'île de Montréal sont encore alimentés par des conduites d'eau en fonte grise datant du début du siècle. Ces conduites arrivent à leur fin de vie utile et l'occurrence des bris a augmenté au cours des dix dernières années. Les incidences de ces bris affectent négativement les infrastructures municipales et les résidents. Les travaux concernés par ce contrat visent donc à prévenir de tels bris et à rehausser le niveau de fiabilité du réseau d'aqueduc.

Entre septembre et décembre 2020, il est prévu de réhabiliter par chemisage d'une conduite d'eau secondaire en fonte grise de 350 mm de diamètre sous l'avenue Clarke, entre Sainte-Catherine et de Maisonneuve, de remplacer les services d'eau du 250 avenue Clarke et du 4300 boulevard de Maisonneuve ouest ainsi que celles situées du côté Est de l'avenue. Les travaux incluront également le remplacement de chambres de vannes à l'intersection des rues Clarke et Sainte-Catherine.

Le chantier se poursuivra ensuite en 2021 sous le boulevard de Maisonneuve. Tout d'abord, durant les mois d'avril à mai 2021, dans l'intersection avec la rue Clarke puis de mai à octobre 2021 entre les rues Clarke et Melville. Ces travaux impliqueront la réhabilitation par chemisage d'une conduite d'eau secondaire en fonte grise de 400 mm de diamètre, le remplacement des services d'eau des deux côtés du boulevard et le remplacement de chambres de vannes.

CONTEXTE

Ces travaux auront un impact sur la circulation et sur les activités quotidiennes des résidents, des gens en transit, des commerces et industries situés aux abords du tracé de la conduite à construire. Ils occasionneront des entraves partielles et complètes sur les divers tronçons visés, dont une piste cyclable très achalandée située sur le boulevard de Maisonneuve. La circulation locale et l'approvisionnement en eau potable seront maintenus tout au long de ces travaux ainsi que l'accès aux commerces.

Toutes les mesures seront mises en place afin de minimiser les impacts de ces travaux et afin de permettre la poursuite des activités quotidiennes, dont la cohabitation du chantier, durant les heures de travaux, avec les cyclistes empruntant de Maisonneuve, lorsque possible et sécuritaire. Si ce n'est pas possible, de permettre la réouverture de la piste dès la fermeture du chantier (soirs et fins de semaines). À noter que dans l'optique d'améliorer la fluidité de la circulation et d'assurer la sécurité des usagers, un détour cycliste sera disponible en tout temps durant la portion des travaux sur le boulevard de Maisonneuve. Le détour empruntera l'avenue Clarke, à l'intersection du boulevard de Maisonneuve, la rue Saint-Catherine et l'avenue Melville jusqu'au tracé habituel de la piste à l'angle du boulevard de Maisonneuve et du parc Westmount.

L'entrepreneur utilisera de l'équipement muni de dispositifs réduisant le bruit et prévoira des mesures d'atténuation pour réduire le bruit émanant du chantier. De plus, l'entrepreneur doit planifier et exécuter ses travaux de telle façon que les désagréments causés à la population soient minimisés.

Parties prenantes

- Ville liée touchée : Westmount
- Association des piétons et cyclistes de Westmount
- Bell
- Énergir

Localisation et dates des travaux :

SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2020

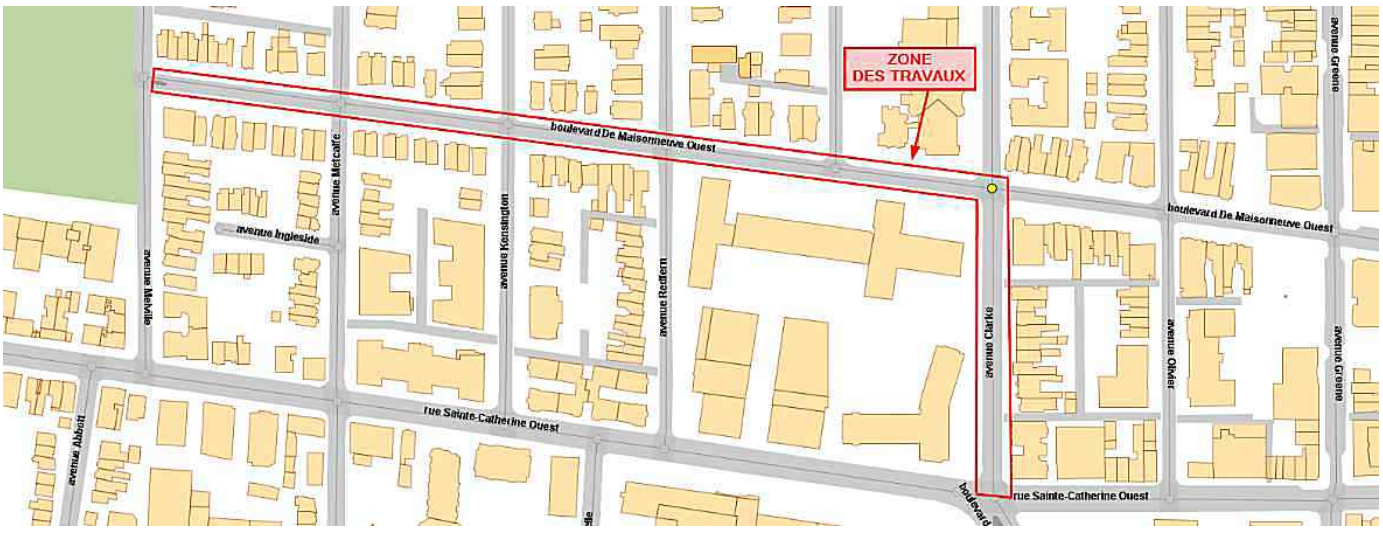
- Phase 1 : avenue Clarke, entre la rue Sainte-Catherine ouest et le boulevard de Maisonneuve ouest

AVRIL ET MAI 2021

- Phase 2 : intersection de l'avenue Clarke et du boulevard de Maisonneuve Ouest, côté nord
- Phase 2 : intersection de l'avenue Clarke et du boulevard de Maisonneuve Ouest, côté sud

MAI À SEPTEMBRE 2021

- Phase 2 : boulevard de Maisonneuve ouest, entre les avenues Melville et Clarke



Horaire des travaux
Travaux en semaine selon l'horaire de 7h à 18h
Travaux de fin de semaine pour les travaux à l'intersection de l'avenue Clarke et de la rue Sainte-Catherine

Mesures d'atténuation mises en place par l'entrepreneur

- Enlever les entraves et redonner les voies de circulation dès la fin des travaux dans un secteur.
- Maintenir le réseau cyclable grâce au détour cycliste qui empruntera l'avenue Clarke, à l'intersection du boulevard de Maisonneuve, la rue Saint-Catherine et l'avenue Melville jusqu'au tracé habituel de la piste à l'angle du boulevard de Maisonneuve et du parc Westmount durant toute la phase 2 du chantier.
- Permettre la cohabitation du chantier et de la piste cyclable sur de Maisonneuve lorsque possible et sécuritaire. Si ce n'est pas possible, redonner l'accès à la piste cyclable aux usagers en dehors des heures de travaux (soirs et fins de semaines).
- Participation au maintien d'une circulation fluide et aux respects des mesures de contournement des entraves par la présence de signaleurs de chantier aux endroits à risque.
- Effectuer la coordination requise avec les différentes parties prenantes (arrondissements, STM, SIM, SPVM, BIXI, garderies, commerces et entreprises, etc.) selon les délais requis par les documents contractuels
- Protéger les aires de travail, les excavations et les aires d'entreposage à l'aide de clôtures autoportantes temporaires afin d'éviter l'intrusion des piétons/cyclistes, le tout selon les exigences des documents contractuels.

F.F.O.M

Forces (Facteurs positifs importants pour la communication) ● La collaboration par le chargé de projet ● La coordination des autres travaux connexes avec la ville de Westmount, Bell et Énergir ● Les mesures d'atténuation mise en place afin de permettre la cohabitation du chantier avec la piste cyclable située sur le boulevard de Maisonneuve.	Opportunités (Occasions, partenariats, ou autre qui peuvent rendre la communication plus efficace) ● L'implication de Westmount. ● L'implication de l'Association des piétons et cyclistes de Westmount ● La communication proactive avec les entreprises du secteur touché ainsi qu'avec les citoyens.
Faiblesses (Facteurs qui peuvent nuire à l'efficacité de la communication - budget/ressources/données/temps etc.) ● Le report du conseil de Westmount où l'approbation des travaux doit être effectuée dû à la COVID. ● La COVID a décalé le début du chantier et amputé la fenêtre favorable (avril à décembre) aux travaux d'aqueduc nécessitant le raccord hors-terre d'une conduite temporaire sensible au gel, tout en occasionnant le report de certains travaux prévus à l'intersection Clarke et de Maisonneuve.	Menaces (Situations hors de notre contrôle qui peuvent modifier la réalisation du projet et de la communication) ● Une deuxième vague de la pandémie qui impliquerait à nouveau des mesures sanitaires majeures, un confinement important, et donc, une réduction des effectifs nécessaires sur le chantier. ● La survenue d'une complication majeure durant les travaux nécessitant de prolonger la durée des travaux ou la mise en pause d'une phase.

PUBLICS CIBLES RETENUS

- Résidants
- Travailleurs du secteur
- Entreprises et commerces du secteur
- Usagers de la route
- Usagers de la piste cyclable

ENJEUX PUBLICS

- Les citoyens ne saisissent pas toujours l'importance des travaux à effectuer et l'impact qu'ils auront sur le maintien de leur qualité de vie et de leur sécurité.
- Le retrait des voies de circulation sur des artères routière majeures (à la hauteur des travaux) risque de créer de la congestion dans le secteur. Les citoyens, travailleurs et usagers de la route sont confrontés à de nombreux chantiers partout sur l'île de Montréal ce qui peut rendre difficile leurs déplacements, déranger leur quiétude et augmenter leur degré de frustration et/ou d'insatisfaction. Des plaintes ou des commentaires négatifs d'automobilistes et de chroniqueurs de la circulation sont à prévoir.
- Les travaux auront un impact sur deux arrêts d'autobus qui seront déplacés et un sera retiré. Il est fort possible que les usagers des arrêts d'autobus touchés soient mécontents.
- Les travaux auront un impact intermittent sur le circuit de la piste cyclable située sur le boulevard de Maisonneuve et occasionnera une augmentation du temps de trajet des usagers dû à l'instauration du détour cycliste. Il est fort possible que les usagers soient mécontents et contreviennent aux directives de contournement en circulant tout de même dans le chantier. À ce moment, il y a des risques pour la sécurité des usagers.
- Les travaux d'excavation peuvent provoquer des vibrations, du bruit et de la poussière dérangeante pour les citoyens et entreprises du secteur.
- Les entreprises et institutions du secteur peuvent être réfractaires aux travaux si ceux-ci entravent l'accès à leur commerce.

OBJECTIFS DE COMMUNICATION

- Faire valoir les bénéfices de nos interventions.
- Favoriser l'acceptabilité sociale de nos travaux auprès des publics-cibles.
- Contribuer à faire comprendre et à faire valoir la plus-value de ces travaux pour la population ainsi que la nécessité d'intervenir.
- Assurer auprès des publics cibles une information en continu, accessible et transparente sur le projet, la réalisation des travaux, les entraves à la circulation et les mesures mises en place pour en limiter les impacts.
- Contribuer à réduire les impacts négatifs des travaux sur les différents publics cibles ainsi qu'à limiter le nombre de plaintes et requêtes.

STRATÉGIES DE COMMUNICATION

- Assurer, auprès des publics cibles, une information en continu, accessible et transparente.
- Élaborer et déployer une stratégie de communication de proximité en utilisant les outils habituels, mais également les plateformes numériques de la ville liée et de l'association cycliste.
- Faire valoir les bénéfices du projet et mettre de l'avant les interventions de la Ville dans l'ensemble des communications destinées aux publics cibles.

AXE DE COMMUNICATION

La Ville de Montréal investit dans la réhabilitation de ses infrastructures d'eau potable afin d'assurer un service fiable et continu pour l'ensemble des citoyens de l'île de Montréal maintenant et pour les générations à venir.

MESSAGE CLÉ

La Ville de Montréal collabore étroitement avec les citoyens, les commerçants et les institutions affectées par les travaux afin d'en minimiser les impacts sur leurs activités au quotidien.

PLAN D'ACTION

Actions / Moyens	Explications	Date cible	Parties prenantes
Communication directe aux citoyens	● Habillage de chantier, selon l'évolution du chantier ● Avis de travaux à l'octroi du contrat aux résidents et aux parties prenantes ● Avis de travaux avant le début des travaux et selon l'évolution du chantier + envoie courriels aux parties prenantes + envoie courriels aux partenaires	Août 2020 et printemps 2021	**Plan d'implantation :** Laurence Marchand **Avis de travaux :** Julien Fortin
Internet	● Chantier intégré sur la carte Info-Travaux ● Entraves intégrées à l'application Waze	Août 2020	**Contenu page web :** Laurence Marchand **Intégration web :** Webmestre
Relations de presse	● Courriels aux chroniqueurs à la circulation ● Relais des informations liées à la circulation par le porte-parole administratif Philippe Sabourin	Août 2020	Audrey Gauthier

Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1744275)** 2020-05-21 8 h 49 **Transmission :** 2020-05-21 8 h 49	3325151 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (devis) 2020-06-03 10 h 55 - Messagerie 3325152 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (bordereau) 2020-06-03 10 h 37 - Téléchargement 3331780 - Addenda no 2_Devis_Soumission 10388 (devis) 2020-06-12 14 h 24 - Messagerie 3331781 - Addenda no 2_Devis_Soumission 10388 (bordereau) 2020-06-12 14 h 17 - Téléchargement 3339176 - 10388 Enregistrement ouverture publique 2020-06-26 11 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1745624)** 2020-05-25 9 h 22 **Transmission :** 2020-05-25 9 h 22	3325151 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (devis) 2020-06-03 10 h 55 - Messagerie 3325152 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (bordereau) 2020-06-03 10 h 37 - Téléchargement 3331780 - Addenda no 2_Devis_Soumission 10388 (devis) 2020-06-12 14 h 24 - Messagerie 3331781 - Addenda no 2_Devis_Soumission 10388 (bordereau) 2020-06-12 14 h 17 - Téléchargement 3339176 - 10388 Enregistrement ouverture publique 2020-06-26 11 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1745003)** 2020-05-22 9 h 02 **Transmission :** 2020-05-22 9 h 02	3325151 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (devis) 2020-06-03 10 h 56 - Messagerie 3325152 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (bordereau) 2020-06-03 10 h 37 - Téléchargement 3331780 - Addenda no 2_Devis_Soumission 10388 (devis)

Sanexen Services Environnementaux inc..
9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200
Brossard, QC, j4z3v4
http://www.sanexen.com

Madame Andrée Houle
Téléphone : 450 466-2123
Télécopieur : 450 466-2240

Commande : (1744610)
2020-05-21 13 h 35
Transmission :
2020-05-21 14 h 22

3325151 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (de
2020-06-03 10 h 55 - Messagerie

3325152 - Addenda no 1_Devis_Soumission 10388 (bordereau)
2020-06-03 10 h 37 - Téléchargement

3331780 - Addenda no 2_Devis_Soumission 10388 (de
2020-06-12 14 h 24 - Messagerie

3331781 - Addenda no 2_Devis_Soumission 10388 (bordereau)
2020-06-12 14 h 17 - Téléchargement

3339176 - 10388 Enregistrement ouverture publique
2020-06-26 11 h 46 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208661001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de réhabilitation
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michauville inc. pour la réhabilitation des conduites d'eau de 350 mm et de 400 mm sous l'avenue Clarke et le boulevard de Maisonneuve Ouest, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue Melville - Dépense totale de 6 523 267,50 $, taxes incluses (contrat : 5 413 500,00 $; contingences : 676 687,50 $; incidences : 433 080,00 $ - Appel d'offres publics n° 10388 - (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1208661001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-27

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.47

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1208751001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure 3 ententes-cadres avec Alithya (Lot 1 - Montant estimé: 682 951,50 $), CGI (Lot 2 - Montant estimé: 634 131,97 $) et Talsom (Lot 3 - Montant estimé: 844 807,56 $) pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels en gestion du changement, selon les besoins des unités de la Ville, pour une durée de trente mois, sans option de prolongation - Appel d'offres public 20-17995 (10 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de trente mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, **des prestations de services professionnels en gestion du changement**, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 20-17995 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Alithya Services-conseils inc	Lot 1 - Services professionnels en gestion du changement	682 951,50 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Lot 2 - Services professionnels en gestion du changement	634 131,97 $
Talsom Inc.	Lot 3 - Services professionnels en gestion du changement	844 807,56 $

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-07-14 09:23

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208751001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure 3 ententes-cadres avec Alithya (Lot 1 - Montant estimé: 682 951,50 $), CGI (Lot 2 - Montant estimé: 634 131,97 $) et Talsom (Lot 3 - Montant estimé: 844 807,56 $) pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels en gestion du changement, selon les besoins des unités de la Ville, pour une durée de trente mois, sans option de prolongation - Appel d'offres public 20-17995 (10 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est dotée d'une équipe de neuf conseillers principaux en gestion du changement, au sein de la division talents, apprentissage et gestion du changement du Service des ressources humaines. Le rôle de cette équipe est d'établir des stratégies et implanter des plans de gestion de changement dans le cadre de projets de transformation organisationnelle, afin de permettre aux employés d'adopter les nouveaux comportements et les nouvelles pratiques avec succès.

La capacité de l'équipe de gestion du changement de la Ville ne lui permet d'accompagner que certains projets et programmes prioritaires, de par leur portée transversale à l'ensemble de la Ville et/ou leur complexité. Par exemple, l'équipe accompagne le déploiement de la suite Google et la mise en place des nouvelles pratiques collaboratives qui y sont associées, ou encore la transformation du Service des ressources humaines et l'implantation d'un nouveau Système de gestion intégré des ressources humaines en infonuagique.

Afin de répondre plus largement aux besoins d'accompagnement en gestion du changement des différentes unités de la Ville, tout en garantissant une qualité de service et un encadrement des prestations en gestion du changement, le Service des ressources humaines souhaite conclure des ententes-cadres avec plusieurs fournisseurs en services professionnels en gestion du changement. Les unités de la Ville pourront ainsi se faire accompagner par des prestataires qualifiés et utilisant la méthodologie de l'équipe de gestion de changement de la Ville, selon une charte mandat établie et validée par l'équipe de gestion du changement.

Une évaluation des besoins d'accompagnement en gestion du changement a été

réalisée auprès des unités de la Ville et du bureau de projets du Service des technologies de l'information. Cette évaluation a permis d'estimer le montant maximum qui pourrait être dépensé à l'intérieur d'ententes-cadres en gestion du changement, sur une période de trente mois.
Cette collecte a également fait ressortir des besoins d'accompagnement en gestion du changement autant pour des projets à dominante technologique (ex. : implantation d'un nouveau système ou solution informatique) que pour des projets visant un changement de processus/manière de faire, un changement culturel ou encore l'accompagnement de la réorganisation d'une unité, dans l'ensemble des domaines d'affaires couverts par la Ville de Montréal (ex. : finances, gestion immobilière, sécurité incendie, gestion du matériel roulant, ressources humaines, communications, affaires juridiques, approvisionnement, etc.).

Afin de garantir l'accès à des professionnels qualifiés et disponibles pour répondre aux besoins de la Ville, le Service des ressources humaines souhaite signer trois (3) contrats pour trois (3) ententes-cadres avec des firmes différentes. Une même firme peut obtenir plus d'un contrat, mais en présentant des équipes de professionnels différentes.

Dans ce contexte, le Service des ressources humaines a sollicité le marché par un appel d'offres public (20-17995) en date du 24 février 2020. Cet appel d'offres public a été publié sur le
système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO). Un délai de 40 jours a été accordé aux preneurs des cahiers des charges pour préparer et soumettre leur
proposition.Considérant les addenda produits dans le cadre de cet appel d'offres, ce délai a été prolongé pour totaliser 56 jours.

Dans le cadre de cet appel d'offres, six (6) addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	2 mars 2020	Modification à l'article 1.06.09 Enveloppe et nombre d'exemplaires papier Réponse à une question sur la constitution des lots.
2	9 mars 2020	Réponse à deux questions sur le devis et les bordereaux de prix.
3	13 mars 2020	Réponse à deux questions sur les critères d'évaluation de la soumission et une question de précision sur le devis.
4	17 mars 2020	Demande de report de date d'ouverture des soumissions en raison de l'impact des mesures prises actuellement pour limiter les conséquences de la Covid-19. Réponse à deux questions de précision sur le devis.
5	20 mars 2020	Report de date d'ouverture des soumissions Fin de la période des questions Modification de l'article 1.06.06 d) Composition de l'équipe Réponse à deux questions de précision sur le devis (relativement à la composition des équipes)
6	26 mars 2020	Report de date d'ouverture des soumissions

Initialement, la date d'ouverture des soumissions était prévue le 31 mars 2020 à l'heure limite de 13h30. La date d'ouverture des soumissions a été amendée à trois reprises (addenda #4, 5 et 6) pour finalement être le 23 avril 2020. La période de validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours calendrier suivant la date d'ouverture.

La Ville a reçu 29 soumissions considérées toutes conformes administrativement. À la suite de l'évaluation qualitative effectuée par le comité de sélection, 21 offres n'ont pas franchi la note intérimaire et de passage de 70 % fondée sur les critères d'évaluation et de pondération en fonction des exigences de l'appel d'offres entraînant conséquemment et automatiquement leur rejet conformément aux dispositions législatives de la Loi sur les cités et villes.

En considérant les nombreux besoins d'accompagnement en gestion du changement des unités de la Ville, le Service des ressources humaines désire conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels pour un montant total maximum de 2 161 891,03$ incluant les taxes et pour une période de trente mois.

Suite au lancement de l'appel d'offres public no. 20-17995, il est recommandé de conclure des ententes-cadres avec les trois (3) firmes suivantes :

- Alithya Services-conseils inc., pour un montant maximal de 682 951,50 $
- Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour un montant maximal de 634 131,97 $
- Talsom Inc., pour un montant maximal de 844 807,56 $

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaire par catégorie d'employés (responsable de compte, conseiller principal, conseiller).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable

DESCRIPTION

La gestion du changement des différentes parties prenantes est une composante déterminante dans le succès des différents projets à la Ville, en favorisant l'adoption et l'utilisation des solutions déployées par les utilisateurs finaux, qu'il s'agisse d'implantations d'outils technologiques, de révisions d'organisation du travail et de processus, de réorganisations d'unités administratives ou encore de projets de transformation organisationnelle.
Les études montrent une corrélation entre l'efficacité et la qualité des activités de gestion du changement et le taux de succès des projets, ainsi qu'avec le respect des échéanciers et des coûts.
Le balisage 2018 de Prosci (entreprise de recherche spécialisée en gestion du changement, à l'origine de la méthodologie de référence mondiale en gestion du changement adoptée par la Ville) fait ainsi état des résultats suivants :

- 93% des projets bénéficiant d'une gestion du changement de qualité atteignent ou dépassent leurs objectifs (contre 15% des projets avec une gestion du changement faible ou inexistante)
- 69% des projets bénéficiant d'une gestion du changement de qualité respectent leurs échéanciers (contre 14% des projets avec une gestion du changement faible ou inexistante)
- 78% des projets bénéficiant d'une gestion du changement de qualité respectent leur budget (contre 49% des projets avec une gestion du changement faible ou inexistante)

La gestion du changement au sein des projets consiste à établir des stratégies et implanter des plans de gestion de changement afin de permettre aux employés d'adopter les

nouveaux comportements et les nouvelles pratiques avec succès, par exemple à travers les livrables et activités suivants :

- Définition du « pourquoi changer » (incluant l'accompagnement dans la définition de la vision et des objectifs/bénéfices du projet)
- Documentation détaillée des impacts sur les parties prenantes
- Documentation et suivi du plan de gestion du changement mettant en œuvre 5 leviers en gestion du changement : communication, mobilisation et encadrement par les gestionnaires, développement des compétences, accompagnement et mécanismes de soutien, indicateurs et mesures
- Conception des supports de communication et de matériel d'apprentissage (manuel utilisateur, questions-réponses, aide-mémoire, aide à la tâche, procédure pas-à-pas, etc.)
- Accompagnement et outillage du promoteur du changement
- Soutien et outillage des gestionnaires dans l'anticipation et la gestion des préoccupations de façon proactive en leur proposant des stratégies d'intervention, des messages clés, en produisant des questions-réponses, des présentations ou d'autres outils de communication, etc.
- Animation des réseaux de gestionnaires, des communautés de super-utilisateurs ou des réseaux d'agents du changement, incluant la conception du matériel requis
- Évaluation de la maturité organisationnelle
- Élaboration des plans de gestion des résistances
- Animation de groupes de travail, de comités ou de formations

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a généré un total de 30 preneurs de cahier des charges sur le SEAO, correspondant à 10 soumissionnaires différents.

- Pour le lot 1 : 9 soumissions déposées dont 3 conformes (pointage intérimaire égal ou supérieur à 70% suite à l'évaluation des soumissions lors du comité de sélection)
- Pour le lot 2 : 10 soumissions déposées dont 3 conformes (pointage intérimaire égal ou supérieur à 70% suite à l'évaluation des soumissions lors du comité de sélection)
- Pour le lot 3 : 10 soumissions déposées dont 2 conformes (pointage intérimaire égal ou supérieur à 70% suite à l'évaluation des soumissions lors du comité de sélection)

L'évaluation qualitative des soumissions retenues a été effectuée par un comité de sélection le 20 mai 2020 selon une grille de pondération et des critères d'évaluation expressément prévus dans les documents de l'appel d'offres et préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement (GDD 2208751001).

Après ladite évaluation des soumissions retenues, la recommandation est de retenir pour chaque lot l'offre ayant obtenu le plus haut pointage, tel que présenté dans les tableaux ci-dessous.

Pour le lot 1 :

LOT 1 SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de	**TOTAL** (taxes incluses)

				quantités) (taxes incluses)	
Alithya Services-conseils inc	70,25	1,76	682 951,50 $	0	682 951,50 $
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	73,63	1,73	713 304,90 $	0	713 304,90 $
Sia Partenaires Inc.	70,63	1,15	1 044 777,83 $	0	1 044 777,83 $
Dernière estimation réalisée			879 558,75 $	0	879 558,75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 196 607,50 $ - 22,35%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					30 353,40 $ 4,44%

Pour le lot 2 :

LOT 2 SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	72,13	1,93	634 131,97 $	0	634 131,97 $
Sia Partenaires Inc.	70,38	1,36	887 109,16 $	0	887 109,16 $
Boreala Management Inc.	70,63	1,10	1 095 021,90 $	0	1 095 021,90 $
Dernière estimation réalisée			781 830 $	0	781 830 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 147 698,03 $ - 18,89%
Écart entre celui ayant obtenu la *2 e* meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la *2 e* meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					252 977,19 $ 39,89%

Pour le lot 3 :

LOT 3 SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Talsom Inc.	70,25	1,42	844 807,56 $	0	844 807,56 $
Boreala Management Inc.	70,63	1,10	1 095 021,90 $	0	1 095 021,90 $
Dernière estimation réalisée			781 830 $	0	781 830 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					62 977,56 $ 8,06%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					250 214,34 $ 29,62%

Les estimations pour chaque lot sont basées sur un estimé de taux horaire par profil (responsable de compte, conseiller principal, conseiller) et sur un nombre d'heures requis par profil et par lot.
Pour chaque lot, les écarts entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimation, ainsi qu'entre la soumission ayant obtenu la *2 e* meilleure note et l'adjudicataire, s'expliquent par la disparité des taux horaires proposés par les soumissionnaires, notamment pour les profils de responsables de compte et de conseiller principal.

Après vérification, les firmes recommandées ne sont pas inscrites sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de cet appel d'offres public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nature du service consiste à faciliter et maximiser l'adoption et l'utilisation des solutions et nouveautés déployées, et garantir ainsi une meilleure atteinte des objectifs visés par les projets de changement des unités de la Ville.

L'utilisation d'ententes-cadres encadrées par l'équipe de gestion du changement de la Ville :

- facilite l'accès à des prestations de gestion du changement pour les unités de la Ville en les accompagnant dans la définition de la charte-mandat ainsi que dans le choix et le suivi des prestataires.
- garantit un niveau de qualité (via l'accent mis sur les profils de compétences dans l'évaluation des soumissions et l'établissement d'une charte-mandat en collaboration avec l'équipe de gestion du changement de la Ville)
- encourage l'harmonisation des pratiques en gestion du changement grâce à l'utilisation de la même méthodologie à travers les différents projets, ce qui représente un accélérateur pour l'adoption des solutions par les gestionnaires et employés
- permet d'assurer un contrôle des coûts grâce à l'accès à des tarifs régis par l'entente-cadre et grâce à l'encadrement des chartes mandats par l'équipe de gestion du changement

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'objet de l'appel d'offres n'est pas en lien avec la COVID-19.
La période de soumissions a été allongée du fait des mesures en place en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE : 19 août 2020
Approbation du dossier par le CM : 24 août 2020
Approbation du dossier par le CG : 27 août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce
dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre P PELLETIER, Service des ressources humaines

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marion DURANTE
Conseillère principale en gestion du changement

Tél : 514 214 0964
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-04

Mélissa CORMIER
Chef de division Talents, Apprentissage, Gestion du changement

Tél : 514 872-1513
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-5849
Approuvé le : 2020-06-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-5849
Approuvé le : 2020-06-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208751001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Direction
Objet :	Conclure 3 ententes-cadres avec Alithya (Lot 1 - Montant estimé: 682 951,50 $), CGI (Lot 2 - Montant estimé: 634 131,97 $) et Talsom (Lot 3 - Montant estimé: 844 807,56 $) pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels en gestion du changement, selon les besoins des unités de la Ville, pour une durée de trente mois, sans option de prolongation - Appel d'offres public 20-17995 (10 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO _ Liste des commandes.pdf
20-17995 pv.pdf
20-17995 TABLEAU COMITÉ LOT 1.pdf
20-17995 TABLEAU COMITÉ LOT 2.pdf
20-17995 TABLEAU COMITÉ LOT 3.pdf
20-17995 intervention lot 1.pdf
20-17995 intervention lot 2.pdf
20-17995 intervention lot 3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-10

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17995 — No du GDD : 1208751001

Titre de l'appel d'offres : Entente cadre pour des services professionnels en gestion du changement Lot 1

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 23 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : 20 - 5 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 26 - 3 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 30

Nbre de soumissions reçues : 9

Nbre de soumissions rejetées : 6

% de réponses : 30

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Alia Conseil inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
Azurée conseil	pointage intérimaire inférieur à 70%
Cofomo Inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Groupe Egenda inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Levio Conseils inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Talsom Inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 20 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Alithya Services-conseils inc	682 951,50 $	√	1
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	713 304,90 $		1
Sia Partenaires Inc	1 044 777,83 $		1

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que : trois (3) firmes ont un carnet de commandes complet, trois (3) firmes ont d'autres engagements les empêchant de répondre aux exigences, une (1) firme n'a pas toutes les ressources requises, une (1) firme travaille dans un autre secteur d'activité, une (1) firme ne veut pas adhérer aux termes et conditions. Une ville était preneur du cahier des charges. Les autres firmes n'ont pas retourné de formulaire de non-participation

Préparé par : Robert Normandeau — Le 9 - 6 - 2020

20-17995 - Entente cadre pour des services professionnels en gestion du changement (3 lots) LOT 1

FIRME	Présentation de l'offre (repose sur la qualité du document et de son contenu - structure, présentation, clarté) 5%	Qualification et expérience du responsable de compte 30%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Capacité de production et échéancier 15%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alia Conseil inc. Lot 1,2,3	3,38	16,00	16,25	11,00	7,88	54,50			Non conforme
Alithya Services-conseils inc Lot 1	3,25	23,00	20,75	13,75	9,50	70,25	682 951,50 $	1,76	1
Alithya Services-conseils inc Lot 2	3,13	23,00	17,50	13,25	9,50	66,38			Non conforme
Alithya Services-conseils inc Lot 3	3,13	23,00	17,25	13,25	9,50	66,13			Non conforme
Azurée conseil Lot 1,2,3	2,88	23,75	17,25	14,00	7,50	65,38			Non conforme
Boreala Management Inc. Lot 2,3	3,63	23,00	21,25	13,00	9,75	70,63		-	
Cofomo Inc. Lot 1,2,3	3,25	16,00	22,50	12,50	9,88	64,13			Non conforme
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 1	3,38	22,50	21,00	15,00	11,75	73,63	713 304,90 $	1,73	2
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 2	3,38	22,50	19,50	15,00	11,75	72,13		-	
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 3	3,38	22,50	17,00	15,00	11,75	69,63			Non conforme
Groupe Egenda inc, Lot 1,2,3	3,75	19,50	19,50	12,75	10,88	66,38			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 1	3,00	15,75	14,50	13,00	9,25	55,50			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 2	3,00	20,00	14,75	13,00	9,25	60,00			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 3	3,00	16,75	14,75	13,00	9,25	56,75			Non conforme
Sia Partenaires Inc. Lot 1	3,25	22,00	20,25	15,00	10,13	70,63	1 044 777,83 $	1,15	3
Sia Partenaires Inc. Lot 2	3,25	22,00	20,00	15,00	10,13	70,38		-	
Sia Partenaires Inc. Lot 3	3,25	20,50	20,00	15,00	10,15	68,90			Non conforme
Talsom Inc. Lot 1	3,63	22,00	19,38	14,00	10,38	69,38			Non conforme
Talsom Inc. Lot 2	3,63	22,00	19,00	14,00	10,38	69,00			Non conforme
Talsom Inc. Lot 3	3,63	22,00	20,25	14,00	10,38	70,25		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité

Date	20-05-2020
Heure	9h
Lieu	par vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17995

No du GDD : 1208751001

Titre de l'appel d'offres : Entente cadre pour des services professionnels en gestion du changement Lot 2

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 23 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : 20 - 5 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 26 - 3 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 30

Nbre de soumissions reçues : 10

% de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 7

% de rejets : 70

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Alia Conseil inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
Alithya Services-conseils inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Azurée conseil	pointage intérimaire inférieur à 70%
Cofomo Inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Groupe Egenda inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Levio Conseils inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Talsom Inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 20 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Boreala Management Inc.	1 095 021,90 $		2
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	634 131,97 $	√	2
Sia Partenaires Inc.	887 109,16 $		2

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que : trois (3) firmes ont un carnet de commandes complet, trois (3) firmes ont d'autres engagements les empêchant de répondre aux exigences, une (1) firme n'a pas toutes les ressources requises, une (1) firme travaille dans un autre secteur d'activité, une (1) firme ne veut pas adhérer aux termes et conditions. Une ville était preneur du cahier des charges. Les autres firmes n'ont pas retourné de formulaire de non-participation

Préparé par : Robert Normandeau

Le 9 - 6 - 2020

20-17995 - Entente cadre pour des services professionnels en gestion du changement (3 lots) LOT 2

FIRME	Présentation de l'offre (repose sur la qualité du document et de son contenu - structure, présentation, clarté) 5%	Qualification et expérience du responsable de compte 30%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Capacité de production et échéancier 15%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alia Conseil inc. Lot 1,2,3	3,38	16,00	16,25	11,00	7,88	54,50			Non conforme
Alithya Services-conseils inc Lot 1	3,25	23,00	20,75	13,75	9,50	70,25		-	
Alithya Services-conseils inc Lot 2	3,13	23,00	17,50	13,25	9,50	66,38			Non conforme
Alithya Services-conseils inc Lot 3	3,13	23,00	17,25	13,25	9,50	66,13			Non conforme
Azurée conseil Lot 1,2,3	2,88	23,75	17,25	14,00	7,50	65,38			Non conforme
Boreala Management Inc. Lot 2,3	3,63	23,00	21,25	13,00	9,75	70,63	1 095 021,90 $	**1,10**	**3**
Cofomo Inc. Lot 1,2,3	3,25	16,00	22,50	12,50	9,88	64,13			Non conforme
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 1	3,38	22,50	21,00	15,00	11,75	73,63		-	
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 2	3,38	22,50	19,50	15,00	11,75	72,13	634 131,97 $	**1,93**	**1**
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 3	3,38	22,50	17,00	15,00	11,75	69,63			Non conforme
Groupe Egenda inc, Lot 1,2,3	3,75	19,50	19,50	12,75	10,88	66,38			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 1	3,00	15,75	14,50	13,00	9,25	55,50			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 2	3,00	20,00	14,75	13,00	9,25	60,00			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 3	3,00	16,75	14,75	13,00	9,25	56,75			Non conforme
Sia Partenaires Inc. Lot 1	3,25	22,00	20,25	15,00	10,13	70,63		-	
Sia Partenaires Inc. Lot 2	3,25	22,00	20,00	15,00	10,13	70,38	887 109,16 $	**1,36**	**2**
Sia Partenaires Inc. Lot 3	3,25	20,50	20,00	15,00	10,15	68,90			Non conforme
Talsom Inc. Lot 1	3,63	22,00	19,38	14,00	10,38	69,38			Non conforme
Talsom Inc. Lot 2	3,63	22,00	19,00	14,00	10,38	69,00			Non conforme
Talsom Inc. Lot 3	3,63	22,00	20,25	14,00	10,38	70,25		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité

Date	20-05-2020
Heure	9h
Lieu	par vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17995

No du GDD : 1208751001

Titre de l'appel d'offres : Entente cadre pour des services professionnels en gestion du changement Lot 3

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 23 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : 20 - 5 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 26 - 3 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 56 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 30

Nbre de soumissions reçues : 10

% de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 8

% de rejets : 80

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Alia Conseil inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
Alithya Services-conseils inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Azurée conseil	pointage intérimaire inférieur à 70%
Cofomo Inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Groupe Egenda inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Levio Conseils inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
Sia Partenaires Inc	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 10 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 20 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Boreala Management Inc.	1 095 021,90 $		3
Talsom Inc	844 807,56 $	√	3

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que : trois (3) firmes ont un carnet de commandes complet, trois (3) firmes ont d'autres engagements les empêchant de répondre aux exigences, une (1) firme n'a pas toutes les ressources requises, une (1) firme travaille dans un autre secteur d'activité, une (1) firme ne veut pas adhérer aux termes et conditions. Une ville était preneur du cahier des charges. Les autres firmes n'ont pas retourné de formulaire de non-participation

Préparé par : Robert Normandeau

Le 9 - 6 - 2020

20-17995 - Entente cadre pour des services professionnels en gestion du changement (3 lots) LOT 3

FIRME	Présentation de l'offre (repose sur la qualité du document et de son contenu - structure, présentation, clarté) 5%	Qualification et expérience du responsable de compte 30%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Capacité de production et échéancier 15%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alia Conseil inc. Lot 1,2,3	3,38	16,00	16,25	11,00	7,88	54,50			Non conforme
Alithya Services-conseils inc Lot 1	3,25	23,00	20,75	13,75	9,50	70,25		-	
Alithya Services-conseils inc Lot 2	3,13	23,00	17,50	13,25	9,50	66,38			Non conforme
Alithya Services-conseils inc Lot 3	3,13	23,00	17,25	13,25	9,50	66,13			Non conforme
Azurée conseil Lot 1,2,3	2,88	23,75	17,25	14,00	7,50	65,38			Non conforme
Boreala Management Inc. Lot 2,3	3,63	23,00	21,25	13,00	9,75	70,63	1 095 021,90 $	**1,10**	**2**
Cofomo Inc. Lot 1,2,3	3,25	16,00	22,50	12,50	9,88	64,13			Non conforme
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 1	3,38	22,50	21,00	15,00	11,75	73,63		-	
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 2	3,38	22,50	19,50	15,00	11,75	72,13		-	
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Lot 3	3,38	22,50	17,00	15,00	11,75	69,63			Non conforme
Groupe Egenda inc, Lot 1,2,3	3,75	19,50	19,50	12,75	10,88	66,38			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 1	3,00	15,75	14,50	13,00	9,25	55,50			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 2	3,00	20,00	14,75	13,00	9,25	60,00			Non conforme
Levio Conseils inc. Lot 3	3,00	16,75	14,75	13,00	9,25	56,75			Non conforme
Sia Partenaires Inc. Lot 1	3,25	22,00	20,25	15,00	10,13	70,63		-	
Sia Partenaires Inc. Lot 2	3,25	22,00	20,00	15,00	10,13	70,38		-	
Sia Partenaires Inc. Lot 3	3,25	20,50	20,00	15,00	10,15	68,90			Non conforme
Talsom Inc. Lot 1	3,63	22,00	19,38	14,00	10,38	69,38			Non conforme
Talsom Inc. Lot 2	3,63	22,00	19,00	14,00	10,38	69,00			Non conforme
Talsom Inc. Lot 3	3,63	22,00	20,25	14,00	10,38	70,25	844 807,56 $	**1,42**	**1**

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité

Date	20-05-2020
Heure	9h
Lieu	par vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Liste des commandes

Numéro : 20-17995
Numéro de référence : 1347149
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Entente cadre pour des services professionnels en gestion du changement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ALIA CONSEIL inc. 2960, boul. Laurier bureau 570 Québec, QC, G1V 4S1 http://www.aliaconseil.com NEQ : 1142097535	Madame Catherine Privé Téléphone : 514 595-0701 Télécopieur : 514 281-1282	**Commande : (1705880)** 2020-02-25 14 h 39 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 39	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1704827)** 2020-02-24 12 h **Transmission :** 2020-02-24 12 h	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Alithya Services-conseils inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525	Madame Josée Turcotte	**Commande : (1704833)**	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel

	Québec, QC, G2J 0C4 NEQ : 1171011282	Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	2020-02-24 12 h 04 **Transmission :** 2020-02-24 12 h 04	3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Azurée Conseil 931 av Pratt Montréal, QC, H2V2T9 NEQ : 1166445313	Madame Lydia Sokoloff Téléphone : 514 704-9527 Télécopieur :	**Commande : (1712500)** 2020-03-06 14 h 39 **Transmission :** 2020-03-06 14 h 39	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-06 14 h 39 - Téléchargement 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Boreala Management 2001 McGil College, suite 1300 Montréal, QC, H3A1G1 NEQ : 1168030386	Madame Lyndsy Evenden Téléphone : 514 887-8670 Télécopieur :	**Commande : (1705374)** 2020-02-25 8 h 46 **Transmission :** 2020-02-25 8 h 46	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Bourassa, Brodeur, Bellemare 20845, Chemin De la Côte-Nord, bureau 202 Boisbriand, QC, J7E4H5 http://www.bbb-grh.com NEQ : 1145056116	Monsieur Bruno Bourassa Téléphone : 819 373-5300 Télécopieur : 819 373-0612	**Commande : (1705856)** 2020-02-25 14 h 22 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 22	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Brio Conseils 555 boul. Rene-Levesque Ouest bureau 400 Montréal, QC, H2Z1B1 http://www.brioconseils.com NEQ : 1172752983	Madame Thi Thanh Nguyen Téléphone : 514 868-1717 Télécopieur : 514 868-9461	**Commande : (1707869)** 2020-02-28 9 h 17 **Transmission :** 2020-02-28 9 h 17	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Sonia Paquet Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1705060)** 2020-02-24 14 h 56 **Transmission :** 2020-02-24 14 h 56	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Colliers maîtres de projets inc. 1800, avenue McGill College, bureau 400 Montréal, QC, H3A3J6 http://www.mhpm.com/fr NEQ : 1163608608	Monsieur Dennis McDonald Téléphone : 438 227-2927 Télécopieur :	**Commande : (1705961)** 2020-02-25 15 h 48 **Transmission :** 2020-02-25 15 h 48	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1705964)** 2020-02-25 15 h 50 **Transmission :** 2020-02-25 15 h 50	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ernst & Young Montréal LLP 900, de Maisonneuve Ouest Bureau 2300 Montréal, QC, H3A 0A8 http://www.ey.com/CA/en/Home NEQ : 3342276048	Madame Houda Zamita Téléphone : 514 879-6894 Télécopieur :	**Commande : (1705104)** 2020-02-24 15 h 27 **Transmission :** 2020-02-24 15 h 27	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Evoluo 3175 Chemin des Quatre-Bourgeois Québec, QC, G1K2E3 NEQ : 1173033128	Madame Julie Cantin Téléphone : 418 998-5322 Télécopieur :	**Commande : (1719671)** 2020-03-19 13 h 16 **Transmission :** 2020-03-19 13 h 16	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-19 13 h 16 - Téléchargement 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-19 13 h 16 - Téléchargement 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-19 13 h 16 - Téléchargement 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-19 13 h 16 - Téléchargement 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Gestion Deloitte s.e.c. Bay Adelaide East 8 Adelaide Street West, Suite 200 Toronto, ON, M5H 0A9 http://www.deloitte.ca NEQ : 3364165525	Madame Mary Conway Téléphone : 613 751-6696 Télécopieur :	**Commande : (1705477)** 2020-02-25 9 h 47 **Transmission :** 2020-02-25 9 h 47	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Edgenda inc 1751, rue du Marais bureau 300 Québec, QC, G1M0A2 http://www.edgenda.com NEQ : 1161955134	Madame Flora Gaffuri Téléphone : 438 320-6456 Télécopieur :	**Commande : (1707567)** 2020-02-27 15 h 18 **Transmission :** 2020-02-27 15 h 18	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IBM Canada ltée 2700, boulevard Laurier, bureau 4000 Québec, QC, G1V4K5 http://www.ibm.com NEQ : 1165702128	Monsieur Luc Masson Téléphone : 418 653-6574 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1705718)** 2020-02-25 12 h 17 **Transmission :** 2020-02-25 12 h 17	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Speakeasy.work 2332 Tour-du-parc Longueuil, QC, J4N1T2 NEQ : 1168519578	Madame Bibigi Haile Téléphone : 514 998-5986 Télécopieur :	**Commande : (1729965)** 2020-04-16 20 h 23 **Transmission :** 2020-04-16 20 h 23	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-04-16 20 h 23 - Téléchargement 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-04-16 20 h 23 - Téléchargement 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-04-16 20 h 23 - Téléchargement 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-04-16 20 h 23 - Téléchargement 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-04-16 20 h 23 - Téléchargement 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-04-16 20 h 23 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services conseils ABna inc. 2875, bd laurier Edifice Delta 1 - Bureau 1350 Québec, QC, G1V2M2 http://www.abnaconseils.com NEQ : 1165489486	Madame Lucie Émond Téléphone : 418 977-2262 Télécopieur : 888 226-2555	**Commande : (1705698)** 2020-02-25 12 h 04 **Transmission :** 2020-02-25 12 h 04	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel

				3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Levasseur Warren Coaching Inc. 6626 rue du Dom-Pérignon Québec, QC, G3E 1T5 NEQ : 1173011678	Monsieur Louis Lacoste Téléphone : 418 407-4621 Télécopieur :	**Commande : (1705475)** 2020-02-25 9 h 44 **Transmission :** 2020-02-25 9 h 44	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1705394)** 2020-02-25 8 h 59 **Transmission :** 2020-02-25 8 h 59	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Miyagi Inc. 1034 Moffat Montréal, QC, h4h 1y9 NEQ : 1164508997	Madame Nancy Pinel Téléphone : 514 506-6330 Télécopieur :	**Commande : (1710270)** 2020-03-03 18 h 58 **Transmission :** 2020-03-03 18 h 58	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-03 18 h 58 - Téléchargement 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel

				3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Morneau Shepell. 800 rue du square victoria bureau 4000 Montréal, QC, H4Z 0A4 http://www.morneaushepell.com NEQ : 1167110379	Madame Annick Chenard Téléphone : 514 878-9090 Télécopieur :	**Commande : (1704974)** 2020-02-24 13 h 53 **Transmission :** 2020-02-24 13 h 53	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PDCA Conseils inc. 4306 Ste-Catherine est Montréal, QC, H1V1X9 http://pdcaconseil.com/ NEQ : 1169780328	Monsieur David Mascolo Téléphone : 514 375-0995 Télécopieur :	**Commande : (1705234)** 2020-02-24 19 h 17 **Transmission :** 2020-02-24 19 h 17	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Procom Montréal 2000 rue Peel Bureau 300 Montréal, QC, H3A2W5 NEQ : 1160926664	Monsieur Benoit Auclair Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur :	**Commande : (1705867)** 2020-02-25 14 h 30 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 30	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel

				3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Quantum 2000 Mc Gill College Avenue, suite 1800 Montréal, QC, H3A 3H3 NEQ : 1142547240	Madame Nerrissa Boudreau Téléphone : 514 842-5555 Télécopieur : 514 849-6786	**Commande : (1705173)** 2020-02-24 16 h 22 **Transmission :** 2020-02-24 16 h 22	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com NEQ : 3342037838	Madame Annie Givern Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	**Commande : (1706351)** 2020-02-26 10 h 40 **Transmission :** 2020-02-26 10 h 40	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sia Partenaires inc. (Sia Partners inc.) 294 Rue Saint-Paul O, Montréal Montréal, QC, H2Y2a3 http://www.sia-partners.com NEQ : 1170154943	Monsieur Patrick Robert Téléphone : 514 281-1737 Télécopieur : 514 281-1524	**Commande : (1704852)** 2020-02-24 12 h 24 **Transmission :** 2020-02-24 12 h 24	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel

				3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	SPB Psychologie organisationnelle 555 boul. Roland-Therrien Bureau 300 Longueuil, QC, J4H4E7 http://www.spb.ca NEQ : 1142945345	Madame Christine Blais Téléphone : 450 646-1022 Télécopieur : 450 646-5184	**Commande : (1706951)** 2020-02-27 8 h 07 **Transmission :** 2020-02-27 8 h 07	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-02 14 h 48 - Courriel 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Talsom 64 rue Prince Montréal, QC, H3C 2M8 NEQ : 1165325573	Madame Audrey Duval Téléphone : 514 303-0272 Télécopieur :	**Commande : (1723692)** 2020-03-30 13 h 24 **Transmission :** 2020-03-30 13 h 24	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-30 13 h 24 - Téléchargement 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-30 13 h 24 - Téléchargement 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-30 13 h 24 - Téléchargement 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-30 13 h 24 - Téléchargement 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-30 13 h 24 - Téléchargement 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-30 13 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TRANSITION Services Conseils inc. 1305, boul. Lebourgneuf Bureau 520 Québec, QC, G2K 2E4 http://www.transitionsc.ca NEQ : 1160924842	Monsieur François Lachance Téléphone : 418 626-3003 Télécopieur :	**Commande : (1711400)** 2020-03-05 10 h 15 **Transmission :** 2020-03-05 10 h 15	3266902 - 20-17995 addenda 1 2020-03-05 10 h 15 - Téléchargement 3271634 - 20-17995 addenda 2 2020-03-09 13 h 06 - Courriel 3275766 - 20-17995 addenda 3 2020-03-13 13 h 31 - Courriel 3277943 - 20-17995 addenda 4 avec report 2020-03-17 11 h 52 - Courriel 3281239 - 20-17995 addenda 5 avec report 2020-03-20 13 h 13 - Courriel 3285008 - 20-17995 addenda 6 avec report 2020-03-26 10 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Gatineau. 476, boul. Saint-René Est, 2 ième étage Gatineau, QC, j8p8a9 NEQ :	Madame Amélie Bourgon Téléphone : 819 243-2345 Télécopieur : 819 243-2071	**Commande : (1708597)** 2020-03-02 8 h 14 **Transmission :** 2020-03-02 8 h 14	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.48

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1207231062

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la 1ère prolongation, pour une période de douze (12) mois, sans dépenses additionnelle, des ententes-cadres conclues avec Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.), tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15643, soit du 30 mars 2020 au 29 mars 2021, pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Il est recommandé :
D'autoriser la 1ère prolongation, pour une période de douze (12) mois, sans dépense additionnelle, des ententes-cadres conclues avec Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.), tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15643, soit du 30 mars 2020 au 29 mars 2021, pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-29 17:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231062**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la 1ère prolongation, pour une période de douze (12) mois, sans dépenses additionnelle, des ententes-cadres conclues avec Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.), tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15643, soit du 30 mars 2020 au 29 mars 2021, pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'ampleur des programmes d'investissement annuels des besoins futurs en réfection d'infrastructures et des investissements prévus, et afin de pouvoir atteindre les objectifs de réalisation visés, la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) s'adjoint le support de firmes d'experts-conseils relativement à des services professionnels en conception pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures. Ces services professionnels sont principalement requis pour supporter l'équipe de la Division de la conception des travaux et seront utilisés lorsque requis pour répondre aux demandes en période de pointe.
Trois (3) ententes-cadres pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures ont été accordées aux firmes : Les Services EXP inc., FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.) et Cima + s.e.n.c. le 30 mars 2017 par le Conseil d'agglomération (CG17 0094). La durée de ces ententes-cadres est de trente-six (36) mois à partir de la date de l’autorisation d’octroi.ou jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires selon la première des deux éventualités qui surviendra.

De plus, l'article 3 des clauses administratives particulières (CAP) des documents contractuels (AO # 16-15643) prévoit une option de prolongation d'une (1) année additionnelle, pour un maximum de deux (2) prolongations des ententes-cadres. Les firmes adjudicataires soit Les Services EXP inc. et FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.), ont signifié à la Ville leur accord à prolonger leurs contrats d'une autre année, aux mêmes termes et conditions. La firme Cima + s.e.n.c nous a informés qu'elle n'était pas intéressée à prolonger l'entente-cadre.

La copie de l'article 3 des CAP, les demandes de prolongation et les confirmations des firmes sont en pièces jointes.

Les sommes maximales prévues aux ententes-cadres sont les suivantes :

- Contrat 1 - CIMA+ s.e.n.c. 6 563 232,90 $, taxes incluses
- Contrat 2 - Les Services EXP inc. 6 143 522,41 $, taxes incluses
- Contrat 3 - FNX-Innov (anciennement AXOR Experts-Conseils inc.) 5 461 488,41 $, taxes incluses

Total 18 168 243,72 $, taxes incluses

En date du 8 juillet 2020, pour donner d'autres mandats de conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures, le solde résiduel encore disponible du contrat #2 est de 1 000 244,58 $, taxes incluses, alors que l'enveloppe budgétaire totale du contrat #3, soit 461 929,25 $ taxes incluses, est toujours disponible.

Considérant que la durée initiale des contrats est terminée, qu'une disponibilité totale de 1 462 173,83 $, taxes incluses, est encore accessible et que les deux firmes sont d'accord à prolonger les contrats aux mêmes termes et conditions, la Direction des infrastructures demande l'autorisation de prolonger, pour une période supplémentaire, les deux ententes-cadres de Les Services EXP inc. et de FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0094 - 30 mars 2017 : Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 16 -15643 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin (1177231016)

DESCRIPTION

Étant donné que les enveloppes budgétaires des ententes-cadres de Les Services EXP inc. et de FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.) ne sont pas épuisées, il est recommandé de prolonger lesdites ententes-cadres conformément aux dispositions de l'article 3 des clauses administratives particulières des documents de soumission. Les ententes-cadres seraient prolongées pour une période maximale de douze (12) mois aux mêmes termes et conditions que les ententes-cadres initiales, à partir du 31 mars 2020 ou jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires selon la première des deux éventualités qui surviendra.

JUSTIFICATION

Dans le but de réaliser les mandats en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures, les services des firmes de génie conseil sont toujours requis par la Division de la conception des travaux (DCT) pour répondre aux mandats qui lui sont confiés. Les ententes cadres actuelles ne sont pas épuisées et peuvent répondre encore aux besoins de la DCT.
La prolongation des ententes-cadres permettra ainsi d'assurer la continuité dans la fourniture des services, pour les besoins de la prochaine année, aux prix soumis lors de l'appel d'offres initial de 2016, évitant ainsi de retourner en appel d'offres pour octroyer de nouveaux contrats similaires qui afficheraient une hausse potentielle de prix par rapport aux prix soumis actuels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses et engagements en date du 8 juillet 2020 dans le cadre de ces deux (2) ententes-cadres s'élèvent à 10 142 837,00 $ taxes incluses, soit 87,4 % de l'enveloppe budgétaire totale autorisée. Il reste donc une portion non utilisée du budget de ces ententes correspondant, pour les contrats 2 et 3, à 1 462 173,83 $ taxes incluses.
Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande de la Direction des infrastructures qui assurera la gestion desdits services et s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre et selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Ces mandats pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets touchant des travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais ou des travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

De nouvelles ententes-cadres sont en préparation à la Direction des infrastructures. Elles devraient être l'objet de recommandation d'octroi tard cet automne. La prolongation de ces deux ententes cadres actuelles permettra à la DI de s'assurer les services de firmes de génie conseil sans interruption

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat 16-15643-2 Les Services EXP inc.
Contrat 16-15643-3 FNX-Innov (anciennement Axor Experts-Conseils inc.)

Octroi des contrats initiaux :

Début : 30 mars 2017
Fin : 29 mars 2020

Prolongation des contrats :

Début : 30 mars 2020
Fin : Lorsque le montant total de chaque entente-cadre aura atteint l'enveloppe budgétaire maximale allouée ou le 29 mars 2021, selon la première des deux éventualités à survenir.

Début: 2020-03-30 **Fin:** 2021-03-29

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-13

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division, en remplacement du Directeur des infrastructures
Tél : 514-280-2342
Approuvé le : 2020-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-07-29

Montréal

Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>

RE: Prolongation de contrat - entente cadre 16-15643

1 message

Raymond Leclerc <Raymond.Leclerc@cima.ca> 7 novembre 2019 à 09 h 29
À : Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>
Cc : Mathieu Perreault <Mathieu.Perreault@cima.ca>

Bonjour M. Péloquin,

Comme les conditions du marché et les taux horaires de nos employés ont beaucoup changé depuis 2016, nous ne souhaitons pas renouveler le mandat 16-15643 et nous aimerions que les mandats actuellement en cours se terminent au 31 mars 2020.

Cordialement,

RAYMOND LECLERC, ing.
Associé / Directeur / Infrastructures

T 514-337-2462 poste 3153 **C** 514-219-6935 **F** 514-281-1632
900–740, rue Notre-Dame Ouest, Montréal QC H3C 3X6 CANADA

CIMA+

AON EMPLOYEUR DE CHOIX PLATINE | CANADA | 2019

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement!

AVERTISSEMENT CONCERNANT LA CONFIDENTIALITÉ Ce message est confidentiel. S'il ne vous est pas destiné, veuillez en informer l'émetteur immédiatement et le détruire intégralement.

De : Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>
Envoyé : 6 novembre 2019 15:49
À : Raymond Leclerc <Raymond.Leclerc@cima.ca>
Objet : Prolongation de contrat - entente cadre 16-15643

Bonjour

Le contrat cité en titre comporte une clause de prolongation (clauses adm part art. 3). Le contrat actuel se termine le 31 mars 2020. Il serait prolongé jusqu'au 31 mars 2021. Avant de transmettre le document officiel signé par le directeur j'aimerais obtenir vos commentaires.

Merci

Yvan Péloquin, ing., M.Sc.

Chef de division

Ville de Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage

Montréal (Québec) H3C 0G4

(514) 872-7816

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>

RE: Prolongation de contrat - entente cadre 16-15643

1 message

Éric Bélanger <Eric.Belanger@exp.com> 7 novembre 2019 à 08 h 37
À : Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>

Bonjour Yvan,

C'est ok pour nous.

Bonne journée,

Éric Bélanger, ing.

EXP | Chargé de projet, Infrastructures urbaines
t : +1.514.931.1080, 7215 | m : +1.514.229.7797 | c : Eric.Belanger@exp.com

exp.com | avis juridique
pensez à l'environnement : lisez à l'écran

De : Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>
Envoyé : 6 novembre 2019 15:47
À : Éric Bélanger <Eric.Belanger@exp.com>
Objet : Prolongation de contrat - entente cadre 16-15643

Salut Éric

Le contrat cité en titre comporte une clause de prolongation(clauses adm part art. 3). Le contrat actuel se termine le 31 mars 2020. Il serait prolongé jusqu'au 31 mars 2021.

Avant de transmettre le document officiel signé par le directeur j'aimerais obtenir tes commentaires.

Merci

Yvan Péloquin, ing., M.Sc.

Chef de division

Ville de Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage

Montréal (Québec) H3C 0G4

(514) 872-7816

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>

RE: Prolongation de contrat - entente cadre 16-15643

1 message

Guy Drolet <gdrolet@axorexperts.com> 8 novembre 2019 à 14 h 18
À : Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>
Cc : Denis Courchesne <dcourchesne@axorexperts.com>, Sébastien Legault Lavallée <slegaultlavallee@axorexperts.com>, "dlaganiere@fnx-innov.com" <dlaganiere@fnx-innov.com>

Bonjour Yvan,

Après vérification, je te confirme que nous sommes d'accord avec le prolongement du contrat-cadre 16-15643-3 jusqu'au 31 mars 2021 dans la mesure où nous pourrons appliquer les modalités de l'article 5 des clauses administratives particulières pour une indexation des taux selon l'IPC au 1er janvier 2020 et au 1er janvier 2021.

Pour toute information additionnelle à ce sujet, n'hésite pas à me contacter.

Salutations.

Guy Drolet, ing. PMP

Directeur Division Gestion de projet

Director, Project Management Division

T. 514.937.3737 #311 • C. 514.235.4732

AXOR EXPERTS-CONSEILS

5101, rue Buchan, bureau 400, Montréal (Québec) H4P 1S4

www.axorexperts.com

De : Yvan PELOQUIN <yvan.peloquin@montreal.ca>
Envoyé : 6 novembre 2019 15:55
À : Guy Drolet <gdrolet@axorexperts.com>
Objet : Prolongation de contrat - entente cadre 16-15643

Bonjour

Le contrat cité en titre comporte une clause de prolongation (clauses adm part art. 3). Le contrat actuel se termine le 31 mars 2020. Il serait prolongé jusqu'au 31 mars 2021. Avant de transmettre le document officiel signé par le directeur j'aimerais obtenir vos commentaires.

Merci

Yvan Péloquin, ing., M.Sc.

Chef de division

Ville de Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage

Montréal (Québec) H3C 0G4

(514) 872-7816

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Avis de confidentialité

Le présent message, ainsi que tout fichier qui y est joint, est envoyé à l'intention exclusive de son destinataire ou du mandataire chargé de le lui transmettre; il est de nature confidentielle. Si le lecteur du présent message n'est pas le destinataire prévu, il est prié de noter qu'il ne doit ni divulguer, ni distribuer, ni copier ce message et tout fichier qui y est joint, ni s'en servir à quelque fin que ce soit. Merci d'en aviser l'expéditeur par courriel et de supprimer ce message ainsi que tout fichier joint.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

1. Validité de la soumission

Le soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer son offre pendant les cent quatre vingt (180) jours calendriers suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Après l'ouverture des soumissions, la Ville peut demander au soumissionnaire de prolonger, par écrit, le délai ci-dessus mentionné.

2. Durée du contrat

Sous réserve des conditions mentionnées dans le cahier des charges, le contrat convenu avec l'adjudicataire est effectif pour une période de trente-six (36) mois à partir de la date de l'autorisation d'octroi.

3. Prolongation du contrat

Sur avis écrit de la Directrice donné à l'adjudicataire au moins cent vingt (120) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat, le présent contrat pourra être prolongé de 1 an chacune, pour un maximum de deux (2) prolongations.

Tout renouvellement du contrat convenu avec l'adjudicataire devra respecter l'intégralité des termes.

4. Formule de prix

La formule de prix applicable pour le présent appel d'offres est l'option de taux horaire en accord avec la clause 11 « Taux horaire » des instructions au soumissionnaire – acquisition de services professionnels.

5. Indexation des taux

Les taux horaires soumis sont fixes jusqu'au 31 décembre 2017. Après cette période, les taux horaires sont indexés annuellement le premier janvier, en plus ou en moins, selon le mouvement de l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des produits et groupe de produits de la région de Montréal, établi par Statistique Canada (tableau 326-0020). Au premier janvier 2018, l'indice d'inflation est la variation entre l'indice du mois de l'octroi et l'indice du mois de décembre 2017. Pour les années suivantes, l'inflation sera la variation entre les indices des mois de décembre d'une année à l'autre. Les taux horaires indexés prennent effet le 1er janvier de chaque année.

6. Méthode d'adjudication des contrats multiples

La Ville procèdera à l'octroi de trois (3) contrats de services professionnels. L'évaluation se fera par contrat de manière consécutive.

Dans le cadre de cet appel d'offres, une firme peut choisir de soumissionner sur un ou plusieurs contrats. Les offres devront être présentées des façons suivantes :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.49

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1204565004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Jalbec inc., un espace à bureaux situé au 5646, rue Hochelaga à Montréal, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 14 mois, soit du 19 octobre 2020 au 18 décembre 2021. La dépense totale est de 710 987,38 $, incluant les taxes. Bâtiment 8014-010.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Jalbec inc., pour une période de 14 mois, à compter du 19 octobre 2020, un espace à bureaux d'une superficie de 6 693 pi² situé au 5646, rue Hochelaga, Montréal pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 133 812,88 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2. d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2020 au locateur Jalbec Inc., représentant un montant de 344 925 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 232 249,50 $, pour une dépense maximale de 577 174,50 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-17 17:46

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204565004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Jalbec inc., un espace à bureaux situé au 5646, rue Hochelaga à Montréal, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 14 mois, soit du 19 octobre 2020 au 18 décembre 2021. La dépense totale est de 710 987,38 $, incluant les taxes. Bâtiment 8014-010.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 48 (PDQ 48) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 6 janvier 2013, un espace à bureaux d'une superficie locative de 8 210 pi² situé au 6680, rue Sherbrooke Est à Montréal, dont le bail vient à échéance le 5 janvier 2022.
Le 29 mai 2020, l'immeuble du PDQ 48 a été acheté par la compagnie 9595988 Canada inc. dans le but de redévelopper l'immeuble. À cet effet, le bailleur a demandé à la Ville si elle était ouverte à convenir d'une fin de bail hâtive et le SPVM a confirmé au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) son intention de quitter le local à court terme.

Le SGPI a reçu du SPVM le mandat de reloger les effectifs policiers attitrés au PDQ 48 dans les meilleurs délais. N'ayant pas d'espaces vacants disponibles dans un immeuble de la Ville, une recherche de sites vacants a été lancée et un seul site disponible dans le secteur du PDQ 48 répondait aux critères de sécurité et d'intégrité du SPVM.

Le bail a été négocié de gré à gré avec le locateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0207 - 21 juin 2012 - Approuver le bail au 6680 Sherbrooke Est avec le locateur Cie d'investissements Tynevale inc. pour un terme de 9 ans.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, du locateur Jalbec inc., deux espaces totalisant une superficie de 6 693 pi² situés au rez-de-chaussée et au 2e étage du 5646, rue Hochelaga à Montréal, qui seront utilisés pour les besoins du PDQ 48 du SPVM, incluant 20 espaces de stationnement pour les autos-

patrouilles. Le terme du bail est de 14 mois, soit du 19 octobre 2020 au 18 décembre 2021. Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux, selon un projet clé en main, pour l'aménagement des locaux, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 344 925,00 $, auxquels s'ajoutent des incidences et des contingences pour totaliser 577 174,50 $, taxes incluses.

Le coût des travaux inclut principalement les aménagements requis pour les fonctionnalités policières qui seront situés dans le local du 2e étage. Plus précisément, les travaux consistent à construire des blocs sanitaires pour les vestiaires (plomberie requise pour les toilettes, lavabos, douches...), une salle pour les effets saisis, un comptoir de rédaction de rapports, une cuisine, des installations électriques pour brancher les équipements des patrouilleurs (walkies-talkies, cellulaires, postes de travail mobiles), etc. Ces travaux incluent notamment, la construction de quelques cloisons, les travaux de finition des blocs sanitaires, la peinture, les travaux électriques, le déplacement de quelques gicleurs, la fabrication des comptoirs de cuisine et salles de bain, ainsi que tous les travaux de sécurisation du local nécessaires à la sécurité des policiers (système d'alarme, contrôles d'accès, pellicules anti-éclat sur les fenêtres, etc.). Quant au local situé au rez-de-chaussée, il sera occupé tel quel pour les fonctions administratives du SPVM (commandant, lieutenant, secrétaire, sergents, agents sociocommunautaires, etc.), sauf qu'il y a quelques travaux pour ajouter un service d'accueil pour les citoyens.

JUSTIFICATION

L'emplacement proposé est situé dans la zone du PDQ 48 et répond aux besoins opérationnels du SPVM.
Le site retenu offre un bon rapport qualité/prix. Le loyer brut moyen proposé (14,10 $/pi²) est représentatif du marché locatif pour ce type d'immeuble considérant qu'il s'agit d'un local à vocation principalement industrielle situé sur une artère principale et dans un secteur très achalandé.

De plus, cette relocalisation procure à la Ville une économie annuelle de loyer de 140 168,32 $ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer:

	Loyer annuel actuel 6680 Sherbrooke Est	**Loyer annuel proposé 5646 Hochelaga**	**Loyer total pour le terme de 14 mois**
Superficie locative	8 210 pi²	6 693 pi²	
Loyer de base	14,50 $/pi²	inclus	
Frais d'exploitation	6,50 $/pi²	inclus	
Taxes foncières	6,00 $/pi²	inclus	
Loyer unitaire brut	27,00 $/pi²	14,10 $/pi²	
Loyer brut annuel	221 670,00 $	94 358,00 $	
Stationnement	inclus	5 400 $	
Loyer brut total annuel	221 670,00 $	99 758,00 $	
TPS 5 % ($)		4 987,90 $	

TVQ 9,975 % ($)		9 950,86 $	
Loyer annuel total ($)	**254 865,08 $**	**114 696,76 $**	**133 812,88 $**
Ristourne TPS (100 %)		(4 987,90 $)	
Ristourne TVQ (50 %)		(4 975,43 $)	
Loyer net ($)		104 733,43 $	

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Le loyer brut est fixe pour la durée du terme.

La dépense totale de loyer pour le terme de 14 mois représente un montant de 133 812,88 $, incluant les taxes. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.
La relocalisation des effectifs policiers du PDQ 48 procure à la Ville une économie totale de loyer pour le terme de 163 529,72 $ taxes incluses au budget de fonctionnement.

Pour 2020 et 2021, le coût du loyer sera assumé par le SGPI à même son enveloppe budgétaire. Les sommes proviennent du budget de fonctionnement.

Coût des travaux d'aménagement

	2020
Coût des travaux d'aménagement clé en main	300 000,00 $
TPS (5 %)	15 000,00 $
TVQ (9,975 %)	29 925,00 $
Coût total des travaux à remettre au locateur	**344 925,00 $**
Contingences (+/- 13 %)	39 000,00 $
Contingences spécifiques pour ajout accueil citoyen	65 000,00 $
Incidences générales (+/- 10 %)	30 000,00 $
Incidences déménagement	3 000,00 $
Incidences câblage téléphonique et informatique	10 000,00 $
Incidences système de sécurité	55 000,00 $
TPS (5 %)	10 100,00 $
TVQ (9,975 %)	20 149,50 $
	232 249,50 $
TOTAL	**577 174,50 $**
Ristourne TPS (100 %)	(25 100,00 $)
Ristourne TVQ (50 %)	(25 037,25 $)
Coût net des travaux	527 037,25 $

Le coût des travaux d'aménagement, incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 577 174,50 $.

Les sommes requises pour les travaux d'aménagement sont disponibles au PTI 2020-2023 du SGPI.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST n'est pas exigée puisqu'il s'agit d'une location d'un espace ayant une superficie inférieure à 10 000 pi².

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La relocalisation temporaire des effectifs du PDQ 48 est nécessaire afin poursuivre la mission du SPVM dans le secteur du PDQ 48.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation actuelle de la COVID-19 n'a aucun impact sur le projet de bail. Cependant, advenant un nouveau confinement du secteur de la construction, les travaux pourraient être retardés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera préparé par le SPVM afin d'informer les citoyens du déménagement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 27 août 2020. La prise de possession des locaux est prévue après la réalisation des travaux, soit le 19 octobre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal
Daniel FARIAS, Service de police de Montréal
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 20 juillet 2020
Daniel FARIAS, 17 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-16

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-07-30

Aspects financiers

	Superficie en pi²	Loyer unitaire	Loyer annuel
Local 5646	1885	22.00 $	41 470.00 $
Local 115	4808	11.00 $	52 888.00 $
Stationnement	5400	1.00 $	5 400.00 $
Loyer annuel en $			99 758.00 $

Loyer pour la période du:	19/10/2020 au 31/12/2020	01/01/2020 au 18/12/2021	
Nombre de mois	2.40	11.60	
Loyer total avant taxes	19 951.60 $	96 432.73 $	**116 384.33 $**
TPS	997.58 $	4 821.64 $	5 819.22 $
TVQ	1 990.17 $	9 619.17 $	11 609.34 $
Total	**22 939.35 $**	**110 873.54 $**	**= 133 812.89 $**
Ristourne de TPS	997.58 $	4 821.64 $	5 819.22 $
Ristourne TVQ (50%)	995.09 $	4 809.58 $	5 804.67 $
Loyer net	20 946.69 $	101 242.32 $	122 189.00 $

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		300 000.00	$
TPS		15 000.00	$
TVQ		29 925.00	$
Total avec taxes		344 925.00	$
Contingences	0.13	39 000.00	$
Incidences générales	0.1	30 000.00	$
Incidences déménagement		3 000.00	$
Incidences cablâge TI		10 000.00	$
Incidences contrôle de sécurité		18 000.00	$
Contingences et incidences totales tx excl		100 000.00	$
TPS		5 000.00	$
TVQ		9 975.00	$
Contingences et incidences totales tx incl		114 975.00	$
Total des travaux		459 900.00	$
Ristourne de TPS		20 000.00	$
Ristourne de TVQ		19 950.00	$
Coût total		419 950.00	$

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		300 000.00	$
TPS		15 000.00	$
TVQ		29 925.00	$
Total avec taxes		344 925.00	$
Contingences	0.13	39 000.00	$
Contingences pour ajout acceuil citoyen		65 000.00	$
Incidences générales	0.1	30 000.00	$
Incidences déménagement		3 000.00	$
Incidences cablâge TI		10 000.00	$
Incidences système de sécurité		55 000.00	$
Contingences et incidences totales tx excl		202 000.00	$
TPS		10 100.00	$
TVQ		20 149.50	$
Contingences et incidences totales tx incl		232 249.50	$
Total des travaux		577 174.50	$
Ristourne de TPS		25 100.00	$
Ristourne de TVQ		25 037.25	$
Coût total		527 037.25	$

BAIL

8014 - 010

SPVM

Effectifs policiers - territoire PDQ 48

Locaux situés au :

5646 Hochelaga et
5650 Hochelaga, suite 115

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'administration et de gestion
1.7 Frais d'exploitation
1.8 Immeuble
1.9 Lieux loués
1.10 Taxes foncières
1.11 Taxes de vente
1.12 Transformations
1.13 Travaux d'aménagement
1.14 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation
2.5 Terrain exclusif / Stationnement

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Résiliation
3.3 Renouvellement
3.4 Reconduction tacite

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer brut unitaire des Lieux loués

ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités
5.2 Fin des travaux
5.3 Acceptation provisoire
5.4 Acceptation définitive
~~5.5 Période d'emménagement~~
5.6 Retard
5.7 Paiement des Travaux d'aménagement
5.8 Remise en état

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

7.1 Accès
7.2 Heures normales d'occupation
7.3 Respect des exigences

Paraphes	
Locateur	Locataire

~~7.4 Entretien ménager~~
7.5 Entretien intérieur
7.6 Entretien extérieur
7.7 Bris de vitres
7.8 Température
7.9 Air frais
7.10 Eau
7.11 Éclairage
7.12 Électricité
7.13 Assurance
7.14 Sécurité incendie
7.15 Développement durable
7.16 Voies d'accès
7.17 Signalisation
7.18 Affichage
7.19 Désignation de responsables et remise des clés
7.20 Transformations
7.21 Stationnement et remisage
7.22 Sous-location et cession

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

8.1 Publication
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites
8.7 Entretien ménager

ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 Modalités

ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités

ARTICLE 12 – AMIANTE

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables

ARTICLE 14 – POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 15 – ANNEXES

15.1 Énumération
15.2 Interprétation

ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

~~**ARTICLE 17 – DÉMÉNAGEMENT**~~

ARTICLE 18 – COURTIER

18.1 Commission

ARTICLE 19 – ENQUETE DE SÉCURITÉ

19.1 Pouvoir
19.2 Résiliation
19.3 Accès
19.4 Responsabilité

Paraphes	
Locateur	Locataire

BAIL

ENTRE : **JALBEC INC.,** compagnie constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 1421, rue Michelin, à Laval, province de Québec, H7L 4S2, agissant et représentée par Monsieur Jacques Dupras, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de cinq pour cent (5%) des Frais d'exploitation.

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de

Paraphes	
Locateur	Locataire

service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites aux plans et devis joint au Bail comme Annexe A, et réalisés par le Locateur ou le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

1.14 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences des plans et devis de l'Annexe A ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Deux locaux situés au 5646 rue Hochelaga et 5650 rue Hochelaga, suite 115, à Montréal, province de Québec, H1N 3L7, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 4 582 512 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à six mille six cent quatre-vingt-treize pieds carrés (6 693 pi^2).

2.3 **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice est fixée à six mille quatre cent quarante deux pieds carrés (641 479 pi^2).

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à un virgule zéro quatre pour cent (1,04 %) de la Superficie locative de l'Édifice.

2.5 **Terrain exclusif / Stationnement :** Les Lieux loués comprennent également un emplacement extérieur clôturé servant de Stationnement exclusif au Locataire pour

Paraphes	
Locateur	Locataire

les véhicules de la Ville. (Annexe B)

2.5.1 La Superficie locative du Stationnement exclusif est établie à 5 400 pieds carrés.

2.5.2 Le Loyer brut pour le Stationnement exclusif est fait en considération d'un loyer annuel de cinq mille quatre cent dollars (5 400 $) + TPS et TVQ tel que prévu à l'article 4.1.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de quatorze (14) mois, commençant le dix-neuf (19) octobre deux mille vingt (2020) et se terminant le dix-huit (18) décembre deux mille vingt et un (2021). Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire les nouvelles dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail, tel que prévu à l'article 5.5.

3.2 **Résiliation** : Le Locataire pourra résilier le bail en tout temps à compter du 1er novembre 2021 pourvu qu'il ait préalablement remis un avis écrit au Locateur quatre (4) mois avant la date de résiliation.

3.3 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de un (1) an chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors majoré de 3% par année, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

3.4 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de quatre-vingt-quatorze mille trois cent cinquante-huit dollars (94 358,00 $) pour les Lieux loués situés à l'intérieur de l'Édifice et de cinq mille quatre cents dollars (5 400,00 $) pour les Lieux loués situé sur le terrain extérieur de l'Immeuble, payable en douze (12) versements mensuels auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être

Paraphes	
Locateur	Locataire

fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et au prorata d'occupation tel qu'établi à l'article 2.4.

4.2 **Loyer brut unitaire des Lieux loués** : Pour la durée du terme, le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

► Loyer brut pour le local 5646 (superficie de 1 885 pi²)	22,00 $/pi^2
► Loyer brut pour le local 115 (superficie de 4 808 pi²)	11,00 $/pi^2
► Loyer brut pour le stationnement (superficie de 5 400 pi²)	1,00 $/pi^2
► Taxes foncières	inclus $/pi^2
► Frais d'exploitation	inclus $/pi^2
► Entretien ménager	exclu $/pi^2
► Frais d'administration et de gestion	inclus $/pi²

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, selon un projet clé en main et conformément aux codes et règlements en vigueur, les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

5.1.1. Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés ou validés par un Expert.

5.1.2. Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux codes et règlements en vigueur.

5.1.3. Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire (extra), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

5.1.4. Si le Locateur effectue des travaux non conformes aux codes et règlements en vigueur ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

5.1.5. Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement.

5.1.6. L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste d'entrepreneurs que le Locateur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

5.1.7. Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

5.1.8. Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le

Paraphes	
Locateur	Locataire

cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement.

5.1.9. Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

5.1.10. Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

5.2 **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3 au plus tard le seize octobre deux mille vingt (16 octobre 2020).

5.3 **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

5.4 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été.

5.5 **Période d'emménagement :** Biffé intentionnellement

5.6 **Retard** : Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence.

5.7 **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, représente un montant forfaitaire maximum de trois cent mille dollars (300 000 $), excluant les Taxes de vente ainsi que tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant, et est payable au Locateur sur présentation d'une facture comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) lors de l'acceptation provisoire et le solde, soit quinze pour cent (15%), lors de l'acceptation définitive.

5.8 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire abandonnera les aménagements, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la

Paraphes	
Locateur	Locataire

fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront payés comptant lorsqu'ils seront complétés.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Heures normales d'occupation** : Les heures normales d'occupation sont du lundi au dimanche inclusivement, vingt-quatre heures par jour.

7.3 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble

Paraphes	
Locateur	Locataire

conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.4 **Entretien ménager** : Biffé intentionnellement

7.5 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations.

7.6 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis (excluant le terrain de stationnement exclusif).

7.7 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.8 **Température** : chauffer, ventiler et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures d'occupation, les conditions suivantes :

Été : température minimale de 23°C et maximale de 24°C;

Hiver : température minimale de 21°C et maximale de 23°C;

7.9 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

7.10 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.11 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.12 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire, et payer le coût de cette consommation électrique.

7.13 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.14 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.15 Développement durable : respecter les directives 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

7.16 Voies d'accès : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé.

7.17 Signalisation : installer, à ses frais, l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire.

7.18 Affichage : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.19 Désignation de responsables et remise des clés : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.20 Transformations : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.21 Stationnement et remisage : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

7.22 Sous-location et cession : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

Paraphes	
Locateur	Locataire

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureaux, vestiaires et entreposage.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

8.7 **Entretien ménager** : prendre à sa charge l'entretien ménager des Lieux loués.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

Paraphes	
Locateur	Locataire

S’il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d’un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu’à la date de tels dommages ou destruction.

S’il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu’à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu’à la date de tels dommages ou destruction, à l’exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les quinze (15) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s’il n’acquitte pas ces frais lorsqu’il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les jours (15) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 **Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 **Défaut** : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

Paraphes	
Locateur	Locataire

13.4 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 **Remise** : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

► Annexe A : Plan et devis des Travaux d'aménagement
► Annexe B : Plan des Lieux loués et du stationnement
► Annexe C : Biffé intentionnellement
► Annexe D : Biffé intentionnellement
► Annexe E : Plan stratégique de développement durable.

15.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le Locateur :
Jacques Dupras
Jalbec Inc.
1421, rue Michelin
Laval, Québec, H7L 4S2

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des Locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties

Paraphes	
Locateur	Locataire

négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
DÉMÉNAGEMENT

Biffé intentionnellement

ARTICLE 18
COURTIER

18.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

ARTICLE 19
ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

19.1 Pouvoir : Le Locateur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le Locateur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Locateur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité.

19.2 Résiliation : Si les obligations stipulées à l'article 19.1 ne sont pas respectées ou si les résultats de toute enquête de sécurité réalisée par le Locataire ne sont pas à l'entière satisfaction de celui-ci, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Locateur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locateur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

19.3 Accès : Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux loués. À cette fin, le Locateur devra fournir au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la signature du Bail, une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de sécurité. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Locateur devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

Paraphes	
Locateur	Locataire

19.4 **Responsabilité** : Le Locateur sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Locataire.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2020

JALBEC INC

_____
par : Jacques Dupras

Le _____ 2020

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Me Yves Saindon

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204565004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Jalbec inc., un espace à bureaux situé au 5646, rue Hochelaga à Montréal, pour les besoins du PDQ 48 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 14 mois, soit du 19 octobre 2020 au 18 décembre 2021. La dépense totale est de 710 987,38 $, incluant les taxes. Bâtiment 8014-010.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204565004 5646 rue Hochelaga bâtiment 8014-010 - SPVM - 1.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-17

Françoise TURGEON
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.50

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1204338004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure sept (7) ententes-cadres avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal, pour une durée de deux (2) mois, sans option de prolongation - (Montant estimé des ententes : 1 804 351,52 $, taxes incluses (contrat : 1 569 001,32 $ + contingences 235 350,20 $) - Appel d'offres public 20-18357 - (2 soum.)

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres avec la firme ci-après désignées, seul soumissionnaire conforme pour chacun des lots, d'une durée de deux (2) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, la location, la livraison et l'entretien de toilettes mobiles, portatives et chimiques ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18357;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	1	267 878,27 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	2	210 475,79 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	4	153 073,30 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	5	306 146,60 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	6	248 744,11 $
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	7	210 475,79 $

9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	8	172 207,46 $

2. d'autoriser une dépense de 235 350,20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-19 11:24

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204338004**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure sept (7) ententes-cadres avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal, pour une durée de deux (2) mois, sans option de prolongation - (Montant estimé des ententes : 1 804 351,52 $, taxes incluses (contrat : 1 569 001,32 $ + contingences 235 350,20 $) - Appel d'offres public 20-18357 - (2 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de sept (7) ententes-cadres pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance (PSI) de l'agglomération de Montréal.
Tôt dans la pandémie liée à la COVID-19, l'agglomération de Montréal a, par l'entremise du Centre de coordination de mesures d'urgence (CCMU), mis en place plus de cent (100) installations sanitaires temporaires (IST) sous forme de blocs sanitaires et de toilettes avec lavabo afin de desservir les PSI selon les besoins identifiés par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS).

Dans le contexte initial, l'accès à des installations sanitaires, lesquelles représentent un besoin essentiel pour toute personne, était sévèrement limité, voire absent à certains endroits. Le CCMU a donc approuvé la location et l'entretien d'IST en fonction des besoins exprimés sur le terrain.

Afin de répondre aux besoins, et suite au décret de l'état d'urgence local dans l'agglomération de Montréal par les instances, plusieurs contrats de gré à gré ont été octroyés à la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) au fur et à mesure de l'évolution des requis. Ces contrats couvraient la location, la livraison, l'entretien et la désinfection de toilettes chimiques portatives et de lavabos en accord avec les exigences de la Santé publique liées à la pandémie de la COVID-19.

En date du 27 juillet 2020, la consommation sur ces contrats de gré à gré et l'estimation des coûts jusqu'au 31 août 2020 afin de répondre à l'ensemble des besoins s'établit à 6 499 265,69 $, taxes incluses.

Avec la reprise graduelle des activités et la réouverture de différents lieux publics de l'agglomération, le CCMU, en collaboration avec ses partenaires, a effectué une analyse des IST déployées sur le terrain afin de déterminer quelles sont celles qui demeurent essentielles.

Bien que des ententes-cadres soient en place avec la firme GFL Environnemental inc., l'ampleur des besoins de ces sites temporaires et les exigences de la Santé Publique ne permettent pas l'utilisation de celles-ci. Par conséquent, une nouvelle sollicitation de marché a été réalisée par le Service de l'approvisionnement afin de combler les services qui devront être maintenus pour couvrir les besoins du 1er septembre au 31 octobre 2020.

L'appel d'offres public 20-18357 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans Le Journal de Montréal. La publication a eu lieu durant une période de vingt-huit (28) jours calendaires, soit du 22 juillet au 18 août 2020. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, soit jusqu'au 21 février 2021.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis quatre (4) addenda visant à modifier les exigences d'entretien des unités sanitaires, à revoir la répartition des lots, à remplacer le bordereau de soumission et à répondre aux questions des preneurs du cahier des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bons de commande (Voir pièce jointe) - Conclure avec la firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) des contrats de gré à gré, pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives dans le cadre des mesures d'urgence - (Montant estimé des contrats 6 499 265,69 $).
CE20 0370 - 18 mars 2020 - Conclure avec la firme GFL Environnemental inc. quatre (4) ententes-cadres pour une durée de trente-six (36) mois fourniture sur demande de la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques - Appel d'offres public 20-18037 (3 soum.) (Montant estimé des ententes 1 236 788,64 $).

DESCRIPTION

Ces sept (7) ententes-cadres visent la location, la livraison, l'entretien et la désinfection de toilettes chimiques portatives ainsi que de lavabos dans le cadre du soutien d'urgence aux personnes en situation d'itinérance de l'agglomération de Montréal. Ces sept (7) ententes-cadres seront mises à la disposition du CCMU. Les exigences de l'appel d'offres dont découlent ces ententes-cadres respectent les exigences élevées de la Santé publique afin de combattre et prévenir la contamination communautaire de la COVID-19.
Ces équipements sont utilisés pour combler les besoins sanitaires des PSI de l'agglomération de Montréal.

Les quantités inscrites au bordereau de prix reflètent les besoins actuels et pourraient varier en cours de contrat. Elles n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

L'octroi se fait par lot au plus bas soumissionnaire conforme. Les prix sont fermes pour la durée du contrat.

En accord avec le CCMU, aucune garantie de soumission ni d'exécution ne sont exigés dans le cadre de cet appel d'offres.

Les sept (7) ententes-cadres, visées par ce dossier décisionnel permettront de répondre aux besoins pour une durée de deux (2) mois à compter du 1er septembre 2020.

JUSTIFICATION

La conclusion des sept (7) ententes-cadres permettront d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (3):
- EBI Montréal inc.
- GFL Environmental inc.
- 9363-9888 Québec inc. (Sanivac)

Soumissionnaires (2):
- GFL Environmental inc.
- 9363-9888 Québec inc. (Sanivac)

Des trois (3) preneurs du cahier des charges, deux (2) ont soumissionné. Le preneur du cahier des charges qui n'a pas soumissionné ne nous a pas fourni la raison de son désistement, et ce, malgré notre demande.

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme dans le cadre de cet appel d'offres.

À noter que suite à l'ouverture des soumissions, la firme GFL Environmental inc. a choisit de retirer sa proposition en raison de son incapacité à exécuter l'ensemble des lots. La firme 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) est donc le seul soumissionnaire conforme dans le cadre de cet appel d'offres. Précisons que la firme GFL Environmental a déposé une offre pour l'ensemble des lots de 101 222,56 $ taxes incluses. N'eut été du retrait de sa proposition, l'octroi des ententes-cadres à une telle valeur aurait exposé la Ville à des difficultés quant à l'exécution de ce contrat et à sa capacité de répondre aux besoins de la clientèle des PSI et aux exigences rigoureuses de la Santé publique.

Octroi par lot au plus bas soumissionnaire conforme.

LOT 1

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**267 878,27 $**	**40 181,74 $**	**308 060,01 $**
Dernière estimation réalisée ($)	288 523,32 $	43 278,50 $	331 801,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-23 741,81 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-7,2 %

LOT 2

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**210 475,79 $**	**31 571,37 $**	**242 047,16 $**
Dernière estimation réalisée ($)	226 696,90 $	34 004,53 $	260 701,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-18 654,27 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-7,2 %

LOT 4

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**153 073,30 $**	**22 960,99 $**	**176 034,29 $**
Dernière estimation réalisée ($)	164 870,47 $	24 730,57 $	189 601,04 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-13 566,75
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-7,2 %

LOT 5

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**306 146,60 $**	**45 921,99 $**	**352 068,59 $**
Dernière estimation réalisée ($)	329 740,94 $	49 461,14 $	379 202,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-27 133,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-7,2 %

LOT 6

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**248 744,11 $**	**37 311,62 $**	**286 055,73 $**
Dernière estimation réalisée ($)	267 914,52 $	40 187,18 $	308 101,70 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-22 045,97 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-7,2 %

LOT 7

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**210 475,79 $**	**31 571,37 $**	**242 047,16 $**
Dernière estimation réalisée ($)	226 696,90 $	34 004,53 $	260 701,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-18 654,27 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-7,2 %

LOT 8

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9363-9888 Québec inc. (Sanivac)	**172 207,46 $**	**25 831,12 $**	**198 038,58 $**
Dernière estimation réalisée ($)	185 479,27 $	27 821,89 $	213 301,16 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-15 262,58 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-7,2 %

Compte tenu de sa valeur, l'octroi du lot 3 sera l'objet du dossier décisionnel 2204338005.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le CCMU a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 689 922,32, taxes incluses, pour les deux (2) prochains mois.
Cette estimation est basée sur les besoins établit ainsi que les prix unitaires des contrats de gré à gré durant l'état d'urgence.

Tel que permis par la Loi sur les cités et villes, un processus de négociation a été entrepris avec le seul soumissionnaire conforme et celui-ci a consenti une réduction de prix de 2 % par rapport à ses prix soumis initialement.

Suite aux résultats après négociation du présent appel d'offres, le montant estimé des sept (7) ententes-cadres pour la période de deux (2) mois est de :

1 364 645,64 $ + TPS 68 232,28 $ + TVQ 136 123,40 $ = 1 569 001,32 $

Un montant équivalent de 15 % du montant total octroyé, soit 235 350,20 $ $, a été ajouté à titre de contingences.

Il s'agit de sept (7) ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'entente-cadre permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les besoins à combler par ces ententes-cadres découlent de la poursuite des services à maintenir pour les PSI, du 1er septembre au 31 octobre 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise au CCMU afin de l'informer de la conclusion des sept (7) ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra les sept (7) ententes-cadres avec la firme retenue.
CE 20 août 2020
CM 24 août 2020
CG 27 août 2020

Début du contrat 1er septembre 2020
Fin du contrat 31 octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Matthieu CROTEAU
Conseiller en approvisionnement

Tél : -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-18

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél :
Approuvé le : 2020-08-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél :
Approuvé le : 2020-08-19

Bons de commande contrats de gré à gré
Toilettes Chimiques MUR

No bon de commande	Montant avant taxes	Montant taxes incluses	Date d'émission du bon de commande
1406390	180 122,62 $	207 095,98 $	2020-03-20
1406977	135 937,44 $	156 294,07 $	2020-03-27
1406994	93 245,00 $	107 208,44 $	2020-03-29
1406996	22 721,88 $	26 124,48 $	2020-03-29
1407684	31 780,00 $	36 539,06 $	2020-04-05
1407958	56 615,00 $	65 093,10 $	2020-04-07
1407979	189 181,81 $	217 511,79 $	2020-04-08
1408103	16 090,00 $	18 499,48 $	2020-04-09
1408169	385,16 $	442,84 $	2020-04-09
1408570	8 180,00 $	9 404,96 $	2020-04-14
1408988	31 890,00 $	36 665,53 $	2020-04-17
1409142	15 890,00 $	18 269,53 $	2020-04-20
1409254	16 090,00 $	18 499,48 $	2020-04-20
1409546	16 090,00 $	18 499,48 $	2020-04-22
1409669	12 100,00 $	13 911,98 $	2020-04-22
1409829	13 980,00 $	16 073,51 $	2020-04-24
1409884	26 670,00 $	30 663,83 $	2020-04-24
1409929	16 450,00 $	18 913,39 $	2020-04-27
1410205	15 005,00 $	17 252,00 $	2020-04-29
1410408	1 645,00 $	1 891,34 $	2020-04-30
1413435	8 045,00 $	9 249,74 $	2020-05-22
1413438	15 890,00 $	18 269,53 $	2020-05-22
1414484	150,00 $	172,46 $	2020-05-29
1424978	425 000,00 $	488 643,75 $	2020-08-05
1425013	425 000,00 $	488 643,75 $	2020-08-05
1425016	200 000,00 $	229 950,00 $	2020-08-05
1425055	250 000,00 $	287 437,50 $	2020-08-05
1425063	950 000,00 $	1 092 262,50 $	2020-08-05
1425066	900 000,00 $	1 034 775,00 $	2020-08-05
1425067	900 000,00 $	1 034 775,00 $	2020-08-05
1425072	800 000,00 $	919 800,00 $	2020-08-05

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18357

Agent d'approvisionnement
Marlène Dufour

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
								(vide)	- $	- $
		Total ()							**- $**	**- $**
LOT1	Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	14	jours	61	272,82 $	232 988,28 $	267 878,27 $
			2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	14	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**232 988,28 $**	**267 878,27 $**
LOT2	Arrondissement du Plateau-Mont-Royal	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	11	jours	61	272,82 $	183 062,22 $	210 475,79 $
			2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	11	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**183 062,22 $**	**210 475,79 $**
LOT3	Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, Villeray, Saint-Michel-Parc-Extension	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	3	jours	61	272,82 $	49 926,06 $	57 402,49 $
			2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	3	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**49 926,06 $**	**57 402,49 $**
LOT4	Arrondissement du Sud-Ouest	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	8	jours	61	272,82 $	133 136,16 $	153 073,30 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18357

Agent d'approvisionnement
Marlène Dufour

Conformité Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT4	**Arrondissement du Sud-Ouest**	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	8	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**133 136,16 $**	**153 073,30 $**
LOT5	**Arrondissement de Ville-Marie Est**	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	16	jours	61	272,82 $	266 272,32 $	306 146,60 $
			2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	16	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**266 272,32 $**	**306 146,60 $**
LOT6	**Arrondissement de Ville-Marie Centre**	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	13	jours	61	272,82 $	216 346,26 $	248 744,11 $
			2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	13	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**216 346,26 $**	**248 744,11 $**
LOT7	**Arrondissement de Ville-Marie Ouest**	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	11	jours	61	272,82 $	183 062,22 $	210 475,79 $
			2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	11	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**183 062,22 $**	**210 475,79 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18357

Agent d'approvisionnement
Marlène Dufour

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT8	Arrondissement de Verdun, Lachine, Pierrefonds-Roxboro, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Pointe-Claire, Dorval	Sanivac (9363-9888 Québec Inc.)	1	Toilettes régulières avec lavabo - 30 jours et plus (comprend les services de nettoyage)	9	jours	61	272,82 $	149 778,18 $	172 207,46 $
			2	Déplacements - 3 déplacements/toilette durant le contrat	9	ch	3	0,00 $	- $	- $
		Total (Sanivac (9363-9888 Québec Inc.))							**149 778,18 $**	**172 207,46 $**
									1 364 645,64 $	
									68232,282	
									136123,4026	
									1 569 001,32 $	#VALEUR!

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18357
Numéro de référence : 1393578
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location et livraison de toilettes mobiles, portatives et chimiques dans le cadre des mesures d'urgences

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
EBI Montréal inc. 8155, rue Larrey Montréal, QC, H1J 2L5	Madame Roxanne Bélanger Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1771001)** 2020-07-28 17 h 45 **Transmission :** 2020-07-28 17 h 45	3354316 - 20-18357_Addenda1 2020-07-29 17 h 07 - Télécopie 3356275 - 20-18357_Addenda 2 2020-08-04 13 h 24 - Télécopie 3357074 - 20-18357_Addenda 3 2020-08-05 16 h 06 - Télécopie 3357757 - 20-18357_Addenda 4 2020-08-07 8 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1769859)** 2020-07-23 13 h 02 **Transmission :** 2020-07-23 13 h 02	3354316 - 20-18357_Addenda1 2020-07-29 17 h 06 - Courriel 3356275 - 20-18357_Addenda 2 2020-08-04 13 h 23 - Courriel 3357074 - 20-18357_Addenda 3 2020-08-05 16 h 05 - Courriel 3357757 - 20-18357_Addenda 4 2020-08-07 8 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sanivac (9363-9888 Québec Inc.) 100, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 http://www.sanivac.ca	Monsieur Sanivac Sanivac Téléphone : 514 453-2279 Télécopieur : 514 453-7388	**Commande : (1769716)** 2020-07-23 9 h 12 **Transmission :** 2020-07-23 9 h 12	3354316 - 20-18357_Addenda1 2020-07-29 17 h 06 - Courriel 3356275 - 20-18357_Addenda 2 2020-08-04 13 h 23 - Courriel 3357074 - 20-18357_Addenda 3 2020-08-05 16 h 05 - Courriel 3357757 - 20-18357_Addenda 4 2020-08-07 8 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1204164002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (130 103 961.09$)

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (130 103 961.09$)

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-23 15:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204164002**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie , Division Gestion de la dette et de la trésorerie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (130 103 961.09$)

CONTENU

CONTEXTE

La réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations reliées à des compétences d'agglomération a été utilisée en totalité en 2015, en 2016 et partiellement en 2017, une somme résiduelle de 30 M$ a été reportée et utilisée en 2018. Au 31 décembre 2018, le solde du compte était de 211 891.33$ après l'utilisation de 140 510 416.33$ dans la réserve .
Le budget de 2019 a autorisé une nouvelle affectation à cette réserve de l'ordre de 136 700 000$.

En 2019 des intérêts de 1 575 545.41$ ont été calculés pour l'année 2019.

Ce dossier vise à faire un paiement au comptant partiel pour l'année 2019 de 130 103 961.09$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0106 - le 27 février 2014 -Adoption du Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération. (RCG14-007)
CG14 0055 - 24 février 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération. (4,7 M$)

CG14 0558 - 12 décembre 2014 - Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (22,7 M$)

CG15 0738 - 10 décembre 2015 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76,7 M$)

CG16 0681 - 16 décembre 2016 - Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (102,7 M$)

CG15 0786 - 28 décembre 2015 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (27 450 821.49$)

CG16 0501 - 26 août 2016 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (76 724 020.63$)

CG17 0505 - 28 septembre 2017 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (72 700 118.40$)

CG18 0459 - 24 août 2018 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (84 000 000$).

CG18 0694 - 20 décembre 2018 - Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes accumulées à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération. (56 510 416.33$)**.**

DESCRIPTION

La réserve pour paiement au comptant s'élève à 138 487 436.74$ au 31 décembre 2019. L'utilisation de cette réserve pourrait permettre de réaliser le dernier financement requis dans plusieurs règlements d'emprunt . (Voir tableau en pièce jointe)

JUSTIFICATION

L'administration municipale convient de la nécessité d'investir dans la remise en état des infrastructures de la Ville et d'accroître le paiement comptant des immobilisations. Pour ce faire, elle a décidé d'alimenter une réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations. En 2019, un montant de 26,4 M$ s'ajoute à celui de 110,3 M$ adopté en 2018.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réserve financière s'élève au 31 décembre 2019 à 138 487 436.74$ avec les intérêts. Après l'utilisation de 130,1 M$, le solde de la réserve s'élèvera à 8,4 M$. Cette somme sera utilisée ultérieurement.

Ce paiement au comptant de 130,1 M$ permettra d'éviter un emprunt de 130,1 M$ qui aurait été amorti sur les termes de 5,10 et 20 ans. Les intérêts et frais d'émission évités, pour la première année, sont estimés à 2,4 M$ et globalement sur toute la période à 19,0 M$.

Ce paiement au comptant n'affecte pas les charges fiscales des dettes des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette décision est recommandée en conformité aux politiques, aux règlements et aux orientations budgétaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dieuvy SYLFRARD
Conseiller en gestion - finance

Tél : 514 872-4468
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Carole VEILLEUX
C/d gest.dette & tresorerie

Tél : 514 872-2725
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-07-22

Réduction du montant à financer par emprunt

Utilisation de la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (RCG14-007)

Dans divers règlements adoptés par le Conseil d'agglomération

Entité d'adoption	No de règlemen	Portée [1]	Montant financé	Terme [2]
Conseil d'agglomération	RCG 08-026	Pistes cyclables - Aménagement (D.V.20 ans)	300 428.63	20
Conseil d'agglomération	RCG 11-018	Feux de circulation et signalisation (D.V.20 ans)	1 321 951.56	20
Conseil d'agglomération	RCG 12-002	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	280 262.36	5
Conseil d'agglomération	RCG 12-007	Feux de circulation et signalisation (D.V.20 ans)	65 997.75	20
Conseil d'agglomération	RCG 12-009	Rues base souple - Construction (D.V.27 ans)	323 623.41	20
Conseil d'agglomération	RCG 13-006-2	Centre traitement matières organiques (D.V. 25 ans)	4 600 000.00	20
Conseil d'agglomération	RCG 13-025	Véhicules légers (D.V.5 ans)	129 067.42	10
Conseil d'agglomération	RCG13-027	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	9 059.70	5
Conseil d'agglomération	RCG 13-019	Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs - Acquisition (D.V.25 ar	438 939.07	20
Conseil d'agglomération	RCG 14-021	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	216 877.81	5
Conseil d'agglomération	RCG 15-008	Casernes de pompiers - Rénovation (D.V.25 ans)	1 117 687.46	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-009	Immeubles administratifs - Rénovation (D.V.25 ans)	1 050 554.41	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-010	Immeubles administratifs - Rénovation (D.V.25 ans)	488 984.89	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-011	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	22 850.84	10
Conseil d'agglomération	RCG 15-012	Centres de tri - Mat. Recyclables (D.V. 25 ans)	3 302 616.65	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-015	Véhicules légers (D.V.5 ans)	82 408.76	10
Conseil d'agglomération	RCG 15-017	Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs - Acquisition (D.V.25 ar	17 715.46	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-019	Parcs et terrains de jeux - Réhabilitation (D.V.20 ans)	37 902.48	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-020	Parcs et terrains de jeux - Aménagement (D.V.20 ans)	645 690.89	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-026	Centres sportifs, arénas, stades et chalets - Rénovation (D.V.25 ans)	183 886.97	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-028	Feux de circulation et signalisation (D.V.20 ans)	997 488.85	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-031	Casernes de pompiers - Rénovation (D.V.25 ans)	1 573 074.66	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-034	Rues base souple - Construction (D.V.27 ans)	2 160 239.29	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-040	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	6 408 234.59	5
Conseil d'agglomération	RCG 15-048	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	36 780.42	5
Conseil d'agglomération	RCG 15-049	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	317 240.99	5
Conseil d'agglomération	RCG 15-050	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	112 178.99	5
Conseil d'agglomération	RCG 15-051	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	2 098 104.66	5
Conseil d'agglomération	RCG 15-070	Améliorations locatives (D.V.du bail)	1 690 126.72	20
Conseil d'agglomération	RCG 15-077	Parcs et terrains de jeux - Réhabilitation (D.V.20 ans)	166 687.41	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-017	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	11 345.22	10
Conseil d'agglomération	RCG 16-018	Véhicules lourds (D.V.10 ans)	1 333 917.82	10
Conseil d'agglomération	RCG 16-021	Acquisition de terrains - autres fins municipales	3 453 973.98	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-028	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	545 411.52	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-040	Parcs et terrains de jeux - Aménagement (D.V.20 ans)	1 406 866.23	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-043	Centres sportifs, arénas, stades et chalets - Rénovation (D.V.25 ans)	822 949.32	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-045	Parcs et terrains de jeux - Aménagement (D.V.20 ans)	413 193.41	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-046	Postes de police - Rénovation (D.V.25 ans)	109 976.59	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-048	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	26 280.20	5
Conseil d'agglomération	RCG 16-049	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	1 780 584.27	20
Conseil d'agglomération	RCG 16-062	Pistes cyclables - Aménagement (D.V.20 ans)	4 166 831.34	20
Conseil d'agglomération	RCG 17-013	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	46 267 344.34	5
Conseil d'agglomération	RCG 17-021	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	13 466.30	10
Conseil d'agglomération	RCG 17-022	Véhicules légers (D.V.5 ans)	966 416.96	10
Conseil d'agglomération	RCG 17-034	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	10 437 252.33	20

Conseil d'agglomération	RCG 18-006	Acquisition de terrains - fins de rues	246 656.72	20
Conseil d'agglomération	RCG 18-007	Parcs et terrains de jeux - Réhabilitation (D.V.20 ans)	7 970 393.09	20
Conseil d'agglomération	RCG 18-019	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	3 295.73	10
Conseil d'agglomération	RCG 18-020	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	540 629.83	10
Conseil d'agglomération	RCG 18-021	Véhicules légers (D.V.5 ans)	77 640.30	10
Conseil d'agglomération	RCG 18-022	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	11 208 638.06	10
Conseil d'agglomération	RCG 18-028	Feux de circulation et signalisation (D.V.20 ans)	2 223 397.55	20
Conseil d'agglomération	RCG 18-032	Acquisition de terrains - fins de parcs	898 328.03	20
Conseil d'agglomération	RCG 18-040	Acquisition de terrains - fins de parcs	3 640 875.00	20
Conseil d'agglomération	RCG 19-008	Véhicules légers (D.V.5 ans)	982 806.74	10
Conseil d'agglomération	RCG 19-009	Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.5 ans)	335 678.42	10
Conseil d'agglomération	RCG 19-018	Équipement informatique et logiciels (D.V.5 ans)	23 148.69	5

Total conseil d'agglomération	**130 103 961.09**

Répartition selon le terme, si ces sommes avaient été empruntées.

5 ans	55 795 512.75
10 ans	15 708 162.40
20 ans	58 600 285.94
Total	130 103 961.09

Note:

(1) Source : Description du règlement apparaissant à l'Activité d'investissement (AI) du système SIMON.

(2) Le terme indiqué représente la période d'amortissement du montant en cause, s'il avait été financé par emprunt.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207211021

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) de- Chainage REM : 202+300 à 202+630 - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

Il est recommandé:
1. d'autoriser la signature de la lettre de non objection en réponse à l'Avis supplémentaire aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2: P18-P28),

2. d'autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-31 15:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207211021**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) de- Chainage REM : 202+300 à 202+630 - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

CONTENU

CONTEXTE

Projet REM s.e.c géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi) effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM) par l'entremise du consortium NouvLR. La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures souterraines qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructure existante. La portion de projet faisant l'objet du présent document concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au-dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge, juste à l'arrière du magasin Costco. Les piliers identifiés dans cet avis supplémentaire sont P20 et P27.
Le 13 février 2020, en réponse aux enjeux soulevés par la Ville de Montréal quant à la sécurité des ouvrages municipaux souterrains situés à proximité de l'emplacement prévu des piliers P20 et P27, Projet REM s.e.c. s'est engagée à faire effectuer des investigations supplémentaires visant à confirmer la position relative de ces ouvrages souterrains et des piliers 20 et 27. Il a alors été convenu entre REM et la Ville, afin de ne pas retarder la construction du REM en dehors du secteur des piliers P20 et P27 qu'une lettre de non objection en lien avec la demande initiale soit signée mais excluant les piliers P20 et P27 du premier avis et qu'un deuxième avis soit transmis ultérieurement à la Ville. La Ville a aussi signifié à REM qu'elle devait recevoir les résultats des investigations afin de s'assurer que les infrastructures névralgiques de la Ville ne soient en aucun temps endommagées par les travaux du REM et ce, avant de recevoir la lettre pour la non objection pour les piliers P20 et P27.

Le 27 février 2020, le Conseil d'agglomération a entériné la résolution CG20 0083 qui autorise la signature de la lettre non objection de manière conditionnelle à la réception d'un deuxième avis en vertu de l'article 8(1) pour les piliers P20 et P27.

Les travaux ciblés par la présente demande consistent à construire les deux piliers P20 et P27, faisant partie d'un nouveau pont d'étagement (de type rail léger), le long des voies ferrées du CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.70 et S/D ST-HYACINTHE PM 72.80, entre les piliers 18 à 28, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer. Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM

électrifiées (1500V) par caténaire.

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés (voir pièce jointe). Le paragraphe 8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d'opposition : Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0083 - 27 février 2020 - Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviair* , de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) - Du Chainage REM : 202+300 à 202+630

DESCRIPTION

La présente demande a été reçue par le Bureau de projet REM officiellement par la plate-forme de transmission Aconex le 30 juillet 2020 et la Ville a un minimum de délai de 60 jours pour émettre son avis. Cette demande vise l'émission d'un avis d'objection à des travaux qui seront effectués dans le secteur Bridge/Bonaventure par Projet REM. Cette démarche répond à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la Ville doit donc confirmer si les travaux planifiés par le demandeur peuvent affecter ou non la sécurité du public et de ses actifs. Étant donné que les documents ont été préalablement transmis à la ville de façon non officielle, l'analyse du dossier technique s'est terminée le 28 juillet.
Les travaux des piliers P20 et P27 du Projet REM seront réalisés sur le lot 4 976 211 appartenant au CN et à proximité d'infrastructures névralgiques de la Ville (collecteur Riverside) . Afin de protéger ses actifs, la Ville a exigé de recevoir des investigations supplémentaires de Projet REM s.e.c. et ce, tel que convenu dans l'entente de collaboration. Selon les investigations supplémentaires visant à confirmer la position relative de ces ouvrages souterrains et des piliers P20 et P27, le collecteur Riverside se trouve aux droits du pilier P27 à une distance minimale de 7,869 m. Également, une conduite locale en brique de 600 x 900 mm se situe aux droits du pilier P20 à une distance minimale de 4,595 m. Les exigences du contrat entre Projet REM et NouvLR requièrent des distances minimales de 3 m avec tout collecteur ou intercepteur et 1,8 m avec toutes conduites d'égout.

JUSTIFICATION

Suite à l'analyse effectuée par le Service de l'Eau et de la Division de l'expertise et du soutien technique de la Direction des Infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier des documents supplémentaires fournis par NouvLR, nous recommandons la signature de l'avis pour non objection car il est jugé que les conditions requises sont déployées pour assurer la sécurité des actifs de la Ville à proximité des piliers P20 et P27.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnés dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, Projet REM ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'Avis : août 2020
Projet de type conception/construction : début: fin août 2020
Prévision de la durée des travaux : 4 mois

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-07-30
Sonia THOMPSON	Isabelle LEBRUN	

Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 872-8544

Professionnelle responsable du dossier :

Marie-Ève Boudreau, Chargée de projet grands projets partenaires
514 295-3360

Télécop. :

Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 872-4685

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin GAUDETTE
c/d Assistance à la Gestion des Interventions dans la Rue

Tél : 514-872-5622

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne
M. Martin Gaudette, chef de division - AGIR, pour me remplacer dans le cadre de mes fonctions de directeur de la gestion du portefeuille de projets au Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant du lundi 20 juillet au vendredi 31 juillet 2020 inclusivement.

Et j'ai signé,

Benoit Champagne, ing, M.A.
Directeur

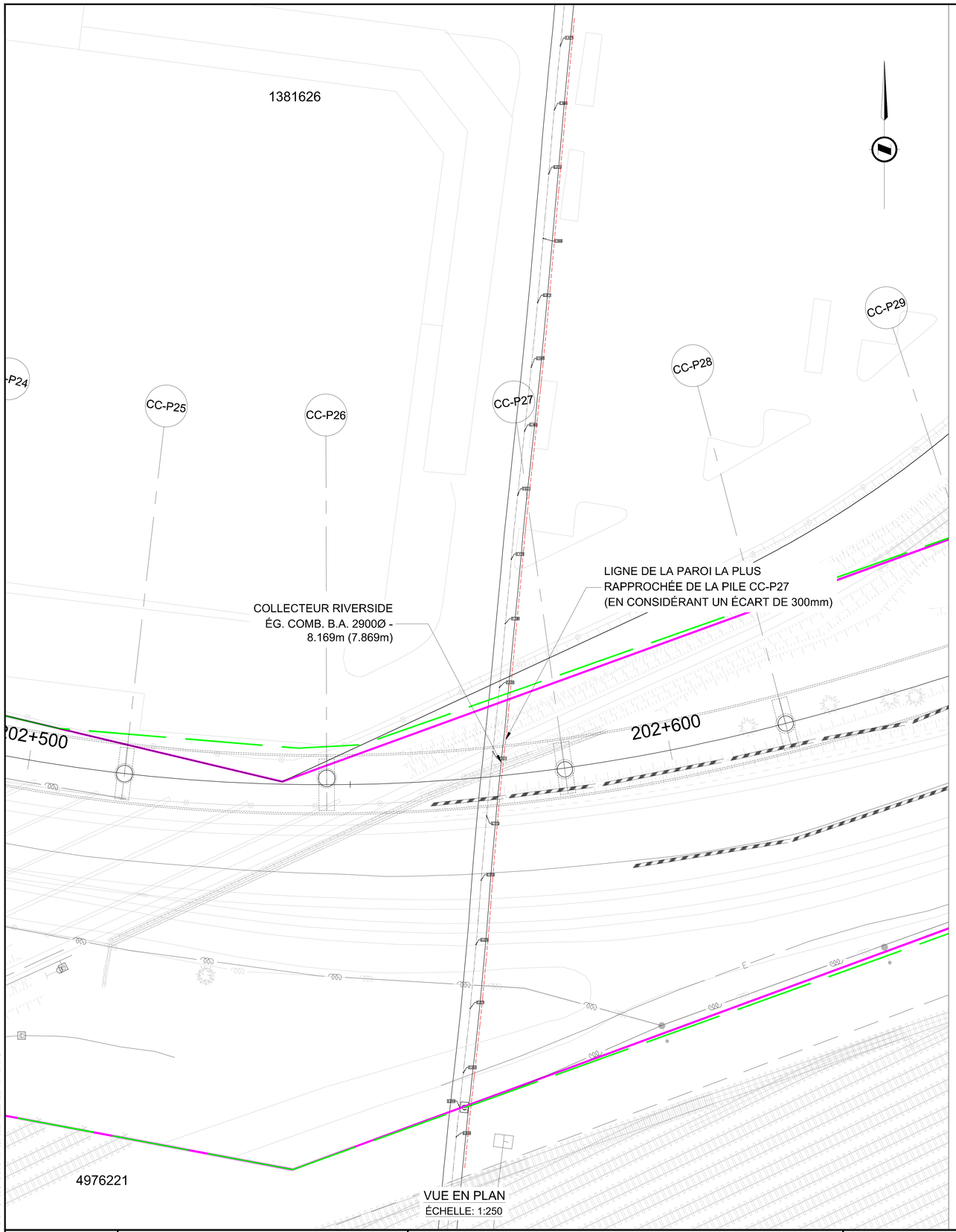
Approuvé le : 2020-07-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

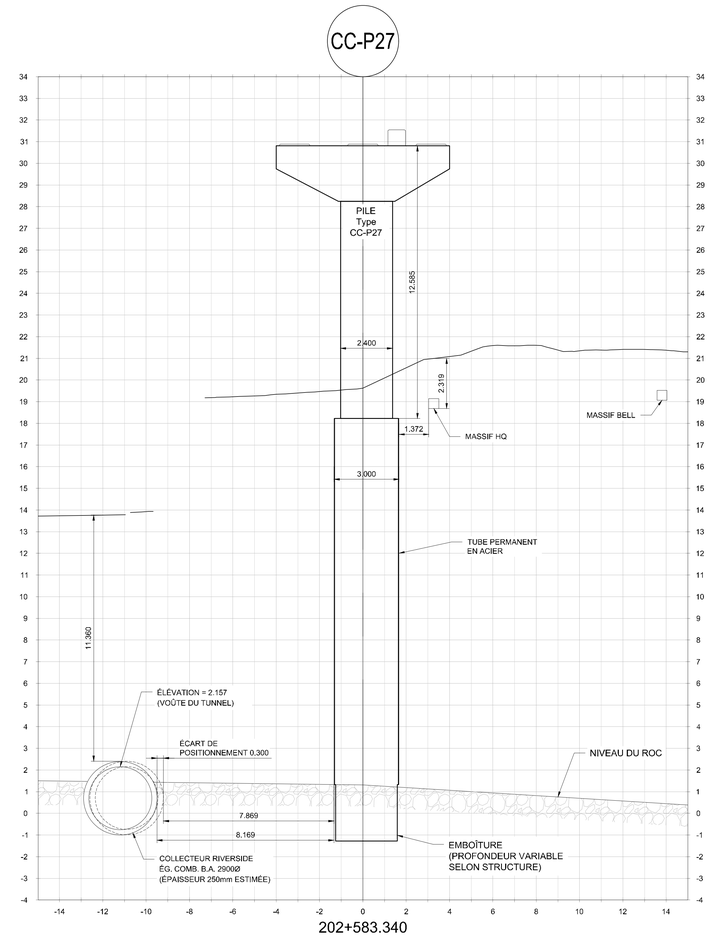
Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514 872-6855

Approuvé le : 2020-07-31



VUE EN PLAN
ÉCHELLE: 1:250



202+583.340

COUPE
ÉCHELLE: 1:100

NOTES:

1. L'EMPLACEMENT ET LA PROFONDEUR DU COLLECTEUR ONT ÉTÉ OBTENUES À L'AIDE DE RELEVÉS 3D, SELON LES INDICATIONS SUIVANTES:
   - LE RELEVÉ A ÉTÉ EFFECTUÉ DANS LE SYSTÈME NAD83 STANDARD, FUSEAU 08 ET ONT ÉTÉ RATTACHÉES AU SYSTÈME DE STATIONS DU REM.
   - LES ÉLÉVATIONS MONTRÉES AU NIVEAU DE LA CONDUITE REPRÉSENTENT LA VOÛTE DU COLLECTEUR.
   - TOUTES LES MESURES PRISES DANS LA CONDUITE REPRÉSENTENT L'INTÉRIEUR DU COLLECTEUR ET NE TIENNENT PAS COMPTE DE L'ÉPAISSEUR DE LA PAROI DE BÉTON.
2. L'ÉPAISSEUR DE LA PAROI DE BÉTON A ÉTÉ ESTIMÉE À 250mm.
3. UN ÉCART DE POSITIONNEMENT DE 300mm A ÉTÉ AJOUTÉ AFIN DE TENIR COMPTE DE LA PRÉCISION DU POSITIONNEMENT DE LA CONDUITE RELEVÉE.

FEUILLET: 1000A
FICHIER: C:\REMEXPLOITATION_4000\REM-DAO-DAI\OPRESCU_GEORGE\
CARNAIN IMPRESSIONS INC. C:\REMEXPLOITATION_4000\REM-DAO-DAI\OPRESCU_GEORGE\602024-202600-40020-4XDK-1001.DWG

FORMAT A0

CONÇU	SALMA LAFAR, Ing.
DESSINÉ	GEORGE OPRESCU, Dess.
VÉRIFIÉ	JACQUES DESORMEAUX, Ing.
APPROUVÉ	DAVID GÉLINAS, Ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2020-05-20	POUR AVIS	S.L.

POUR AVIS

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

SCEAUX

Salma Lafar
50457
PROVINCE DE QUÉBEC

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
INTERSTATION STATION CENTRE-VILLE À STATION ÎLE DES SOEURS
PLAN ET COUPE
COLLECTEUR RIVERSIDE ET PILE CC-P27
CH. 202+583

NUMÉRO DE DESSIN: 602024-202600-40020-4XDK-1000A | PA

Le 16 juin 2020

M. Claude Carette
Directeur, Services des infrastructures, de la voirie
et des transports, Division des grands projets
Ville de Montréal
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Projet : Réseau express métropolitain (REM)

Sujet : Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 (A23.2 : P20 et P27) - Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire – Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2 : P18-P28)
Chainage REM : 202+300 à 202+ 630

Références :

1. Avis 01-REM-VMTL-LET-00033 du 16 janvier 2020 - Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2 : P18-P28) - Chainage REM : 202+300 à 202+ 630 (l'« **Avis** »)
2. Lettre 01-REM-VMTL-LET-00042 du 13 février 2020 – Précisions relatives à l'avis de travaux ferroviaires en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire du 16 janvier 2020

Monsieur,

Conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, S.R.C., 1985, c. 32 (4e supplément), (la « **Loi** »), Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») vous a transmis le 16 janvier 2020 l'Avis relatif à la construction de l'étagement mentionné en rubrique.

Le 13 février 2020, en réponse aux enjeux soulevés par la ville de Montréal (la « **Ville** ») quant à la sécurité des ouvrages municipaux souterrains situés à proximité de l'emplacement prévu des piliers 20 et 27, Projet REM s'est engagée à faire effectuer des investigations supplémentaires visant à confirmer la position relative de ces ouvrages souterrains et des piliers 20 et 27. Suivant la transmission des résultats de ces investigations

à la Ville, Projet REM donne avis de son intention de construire les piliers 20 et 27 comme il est indiqué sur les plans listés ci-dessous, dont vous trouverez un exemplaire ci-joint :

No. de plan	Titre	Date d'émission
602024-202600-40020-4XDK-1001-PA	Ég. comb. brique 450x300 et pile CC-P20	2020-05-04
602024-202600-40020-4XDK-1000A-PA	Collecteur Riverside et pile CC-P27	2020-05-20

Description des travaux projetés

Les travaux consistent à construire les deux piliers P20 et P27, faisant partie d'un nouveau pont d'étagement (de type rail léger), le long des voies ferrées du CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.70 et S/D ST-HYACINTHE PM 72.80, entre les piliers 18 à 28, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer. Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire.

Le présent avis porte sur les travaux de structure des piliers 20 et 27 du Pont REM. La portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie, un avis distinct sera soumis lorsque la conception de ces derniers aura été complétée.



Vue en plan

Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Tel qu'indiqué dans l'Avis, les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manières sécuritaires sans jamais affecter la sécurité des personnes et de leurs biens.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à:

Paul Gendreau
Directeur de secteur
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :

Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :

L'honorable Marc Garneau
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) KIA ON5
Courriel : mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la Loi, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM

projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible après la réception de l'approbation des destinataires et demande donc au destinataire de la présente de lui signifier son acceptation du projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info).

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez-vous adresser à l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Vous trouverez ci-après les dates de construction projetées, qui suivront la réception des approbations réglementaires requises.

Évènements	**Date et durée**
Date projetée du début des travaux	22 juin 2020
Prévision de la durée des travaux	4 mois

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

André Dufour, CPA, CA
Directeur général, Projet REM s.e.c.

p.j. : Plans

c.c. : **M. Luciano Martin**, Directeur - Région du Québec, Transports Canada, luciano.martin@tc.gc.ca

Mme Isabelle Lebrun, Chef de section - Projet REM, Division des grands projets, Ville de Montréal, ilebrun@ville.montreal.qc.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@nouvlr.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-Ville, NouvLR, xavier.denettancourt@nouvlr.com

ACCEPTATION

Sujet de l'avis :	Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 (A23.2 : P20 et P27) – Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire – Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2 : P18-P28)
Date de l'avis :	16 juin 2020

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____, 2020.

REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ DE VILLE DE MONTRÉAL :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

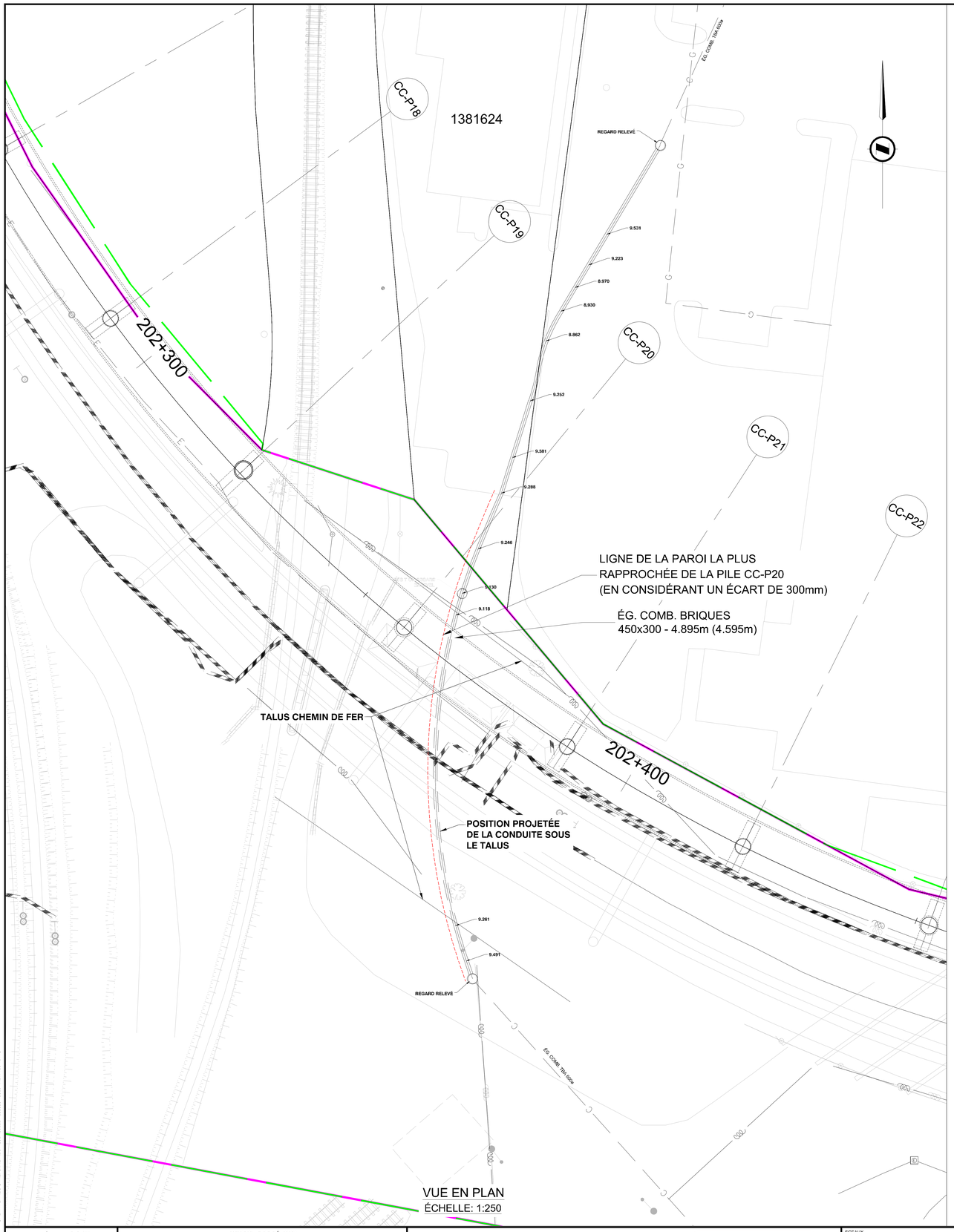
_____
Titre

TÉMOIN :

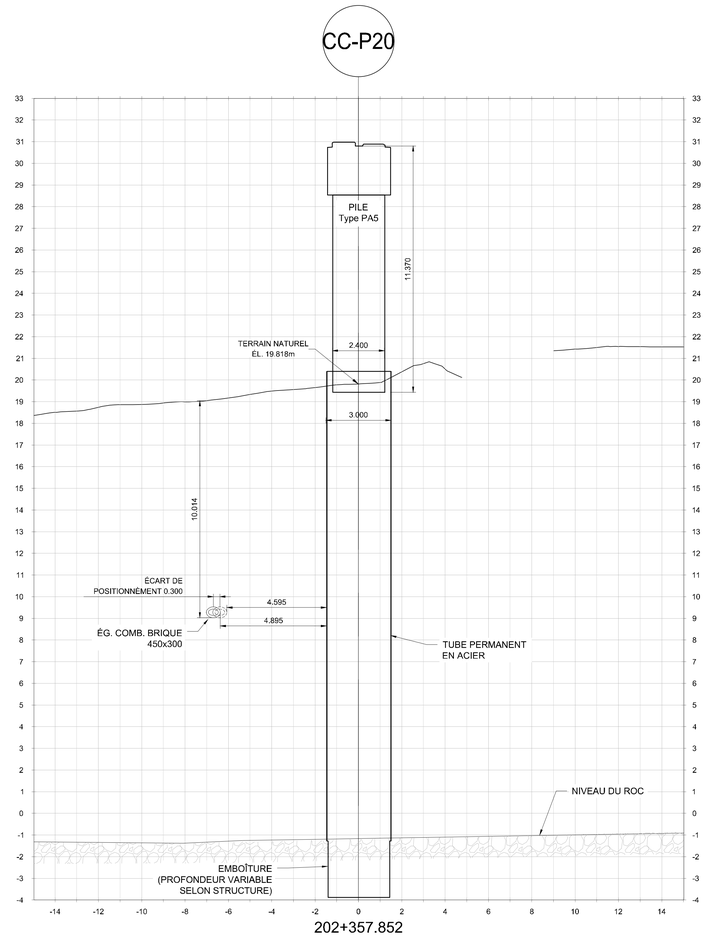
_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre



VUE EN PLAN
ÉCHELLE: 1:250



COUPE
ÉCHELLE: 1:100

NOTES:

1. L'EMPLACEMENT ET LA PROFONDEUR DE LA CONDUITE D'ÉGOUT COMBINÉ EN BRIQUES ONT ÉTÉ OBTENUES À L'AIDE DE RELEVÉS 3D, SELON LES INDICATIONS SUIVANTES:
   - LE RELEVÉ A ÉTÉ EFFECTUÉ DANS LE SYSTÈME NAD83 STANDARD, FUSEAU 08 (RATTACHÉ AU RÉSEAU DE STATIONS DE NOUVLR, FERMETURE 0.003, 0.004, 0.006).
   - LA POSITION DE LA CONDUITE SOUS LE TALUS DU CHEMIN DE FER EST PROJETÉE EN FONCTION DES MESURES PRISES DE CHAQUE CÔTÉ DU TALUS.
   - LA PRÉCISION DU POSITIONNEMENT DE LA CONDUITE RELEVÉ EST DE +300mm/-300mm EN XY ET DE 150mm/+150mm EN Z.
2. L'ÉPAISSEUR DE LA PAROI DE LA CONDUITE EN BRIQUES A ÉTÉ ESTIMÉE À 100mm.
3. AFIN DE REPRÉSENTER LE PIRE CAS POSSIBLE, L'AXE DU RELEVÉ 3D A ÉTÉ CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT LA PAROI EXTÉRIEURE LA PLUS ÉLOIGNÉE DE LA PILE. UN ÉCART DE POSITIONNEMENT HORIZONTALE DE 300mm A ENSUITE ÉTÉ AJOUTÉ AFIN D'INCLURE LA MARGE D'INCERTITUDE LIÉE AU RELEVÉ 3D.

FEUILLET: 1001
CHEMIN EMPRISE HE, C:\NEMO\01HG01\602024-205600-40020-4XDK-1001.DWG
FICHIER: 602024-205600-40020-4XDK-1001.DWG

CONÇU	SALMA LAFAR, Ing.
DESSINÉ	GEORGE OPRESCU, Dess.
VÉRIFIÉ	JACQUES DESORMEAUX, Ing.
APPROUVÉ	DAVID GÉLINAS, Ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2020-05-04	POUR AVIS	S.L.

POUR AVIS

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

SCEAUX

Salma Lafar 50457 MEMBRE/MEMBER

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
INTERSTATION STATION CENTRE-VILLE À STATION ÎLE DES SOEURS
PLAN ET COUPE
ÉG. COMB. BRIQUE 450x300 ET PILE CC-P20
CH. 202+357

NUMÉRO DE DESSIN: 602024-202600-40020-4XDK-1001 | PA

FORMAT A0

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1202937001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

Il est recommandé :
D'adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-02 16:35

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202937001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2017-2024 (PMGMR) a été réalisé par la Communauté métropolitaine de Montréal. Le PMGMR a été approuvé le 22 avril 2020 par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques. Il propose 31 mesures dont 24 sont de responsabilité municipale. En vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001) du gouvernement du Québec, l'agglomération de Montréal est responsable de l'élaboration et de l'adoption du plan directeur. Pour remplir ses responsabilités, le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 (PDGMR) a été élaboré afin de concrétiser les mesures du PMGMR. Il fait suite au Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014. Le PDGMR présente une vision à long terme : atteindre le zéro déchet en 2030.
À la séance du 24 octobre 2019, le conseil d'agglomération a pris acte du projet de PDGMR et a mandaté la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le projet de PDGMR.

Le projet de PDGMR a fait l'objet de sept assemblées publiques de la commission. La commission a reçu 27 mémoires écrits et a reçu des opinions de 95 citoyens et parties prenantes. La population de l'agglomération a été également invitée à répondre à un questionnaire en ligne sur les mesures de réduction à la source et de réemploi diffusé, en français et en anglais, sur Réalisons Montréal, plate-forme de consultation publique de la Ville de Montréal. Un total de 7 071 personnes ont répondu au sondage entre le 16 janvier et le 6 février 2020

La Commission a adopté 52 recommandations le 13 mai 2020 et a déposé le rapport de consultation au conseil d'agglomération du 28 mai 2020.

Le Service de l'environnement a modifié le projet de PDGMR en fonction des recommandations de la commission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0247 - 28 mai 2020 - Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs intitulé « Montréal, objectif zéro déchet - Consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020- 2025 : Rapport et recommandations »
CG19 0486 - 24 octobre 2019 - Mandater la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs pour tenir une consultation publique sur le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

CG09 0346 - 27 août 2009 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014.

DESCRIPTION

Le PDGMR repose sur quatre grands principes : La priorité aux 3RV-E (réduction à la source, réemploi, recyclage, valorisation et élimination), la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie circulaire et la transition écologique ainsi que la mobilisation de tous. Trois grandes priorités sont mises de l'avant pour atteindre le zéro déchet en 2030 :

- la réduction à la source;
- le détournement des matières organiques de l'élimination;
- la mobilisation des parties prenantes.

Afin de répondre aux trois priorités, le PDGMR comporte 49 actions regroupées en six catégories : La réduction à la source (8 actions), la valorisation de l'ensemble des matières organiques générées (9 actions), la collecte systématisée des matières recyclables (6 actions), l'augmentation de la récupération des CRD (6 actions), la stimulation de la participation citoyenne (6 actions) ainsi que l'innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne (14 actions).

Le PDGMR a été modifié afin de refléter l'ensemble des recommandations de la commission. Néanmoins, le PDGMR nuancera deux recommandations. La Ville souhaite mettre en place des mesures de réduction à la source visant uniquement tous les sacs d'emplettes à usage unique en plastique conventionnel, oxo-dégradable, biodégradable et compostable. Seuls les sacs réutilisables et les sacs en papier sont permis, ces derniers étant une solution de rechange recyclable ou compostable si le consommateur n'a pas de sac réutilisable. Également, la dimension de l'écofiscalité sera analysée durant la période du PDGMR en considérant le contexte montréalais et l'acceptabilité sociale par un comité d'experts et des parties prenantes. Les pratiques d'encouragement et de mobilisation des citoyens seront favorisées durant le PDGMR.

JUSTIFICATION

Le PDGMR permettra de réaliser les 24 mesures du PMGMR qui sont sous la responsabilité des autorités locales, tel que demandé par la *Loi sur la qualité de l'environnement* . De plus, il permettra d'atteindre les objectifs fixés aux municipalités par la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.* Le PDGMR mettra en oeuvre des actions qui permettront à Montréal d'être une agglomération zéro déchet en 2030. Cet engagement s'inscrit avec la vision

du *C40 Cities Climate Leadership Group* , et de la déclaration *Advancing Towards Zero Waste* , dont Montréal est signataire, afin de tendre vers le zéro déchet d'ici 2030 et à :

- Réduire d'au moins 15 % la quantité de déchets municipaux produits par personne en 2030 par rapport à la production en 2015;
- Réduire d'au moins 50 % la quantité de déchets municipaux enfouis en 2030 par rapport à la quantité enfouie en 2015;
- Augmenter le taux de détournement de l'élimination pour atteindre au minimum 70 % en 2030.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La mise en œuvre des activités du Plan prévoit globalement quatre catégories d'activités qui sont :

1. Des opérations de collecte, de transport (budget local) et de traitement des matières résiduelles (budget d'agglomération);
2. Des études et des projets pilotes pour appuyer la planification des opérations (budget d'agglomération);
3. La mise en service d'infrastructures (PTI);
4. Des communications (budget local et budget d'agglomération).

Les activités sous les deux premières catégories seront assumées par le budget de fonctionnement dédié à la gestion des matières résiduelles au Service de l'environnement. Ces budgets sont revus annuellement, au moment de la confection budgétaire, et ajustés en fonction notamment des exigences contractuelles et de la réponse du marché pour les services de transport et de traitement de matières résiduelles.

- L'une des priorités phares du Plan est le détournement des matières organiques de l'enfouissement, en accélérant le déploiement de la collecte des matières organiques dans les immeubles de neuf logements et plus. Un coût additionnel de 5,2 M$ par année pour le traitement est estimé sur la durée du Plan. Ce coût sera compensé en partie par une réduction des coûts à l'enfouissement et par la réduction à la source.
- L'optimisation des collectes et du traitement des autres matières (résidus CRD et matières recyclables) ainsi que les collectes hors foyer prioritaires sont estimés à 445 K$ par année sur la durée du Plan.
- Les besoins pour les études et projets pilotes, nécessaires à la planification des priorités du Plan dont le déploiement des collectes des matières organiques dans les immeubles de neuf logements et plus, sont évalués à 1 M$ sur la durée de celui-ci. En raison de la crise sanitaire, certaines activités devront être reportées en 2021.

Les investissements requis pour la mise en service des infrastructures au PTI 2020-2022 sont de 281,5 M$ incluant:

- Le CTMO Saint-Laurent et le centre de biométhanisation de Montréal-Est: ces projets sont admissibles à des subventions gouvernementales;
- Les opérations du nouveau CTMR dans l'arrondissement de Lachine (*)
- La planification d'un second CTMR dans l'Est de l'île (*)
- Compléter la couverture du territoire des écocentres

(*)les frais de financement et le coût d'amortissement sont admissibles à la compensation selon la loi 88

Les activités de communications sont sous la responsabilité du Service de l'expérience citoyenne et des communications ainsi que des arrondissements selon le partage des

compétences. Dans un premier temps, ces activités se feront à même les budgets réguliers (locaux et d'agglomération) en ciblant les messages diffusés via les outils de communication habituels. Sur la durée du PDGMR, des sommes additionnelles pourraient être requises et rendues disponibles.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en oeuvre du PDGMR permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs du *Plan Montréal durable 2016-2020* , du *Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020* et de la *Stratégie montréalaise pour une ville résiliente* notamment :

- en contribuant à la réduction des gaz à effet de serre;
- en faisant la transition vers une économie verte, circulaire et responsable;
- en contribuant à la réduction et à la valorisation des matières résiduelles et par surcroît à l'atteinte des objectifs de récupération du gouvernement du Québec, en favorisant le développement des infrastructures de traitement de l'agglomération de Montréal.

Par ailleurs, la réalisation des actions du PDGMR permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs du *C40 Cities Climate Leadership Group* dont Montréal, par la signature de la déclaration *Advancing Towards Zero Waste,* s'est engagée à tendre vers le zéro déchet d'ici 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la mise en oeuvre du PDGMR, il sera difficile pour les villes de l'agglomération de Montréal de mettre en place de façon intégrée les mesures du PMGMR qui sont de la responsabilité des autorités locales, tel qu'édicté par la *Loi sur la qualité de l'environnement.* Il sera également improbable d'atteindre les objectifs de valorisation des matières résiduelles fixés aux municipalités par la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.*

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'échéancier de mise en oeuvre des actions du PDGMR pourrait être modifié en raison de la COVID-19. Cependant, la gestion des matières résiduelles fait partie de la liste des services gouvernementaux et autres activités prioritaires dans le contexte de pandémie actuel tel qu'édicté par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 19 août 2020
Conseil municipal : 24 août 2020
Conseil d'agglomération : 27 août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise M TREMBLAY, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5287
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-25

Paula URRA
Chef de Division collecte transport et traitement MR

Tél : 514 868-8764
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-06-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-07-30



Stratégie du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Montréal, zéro déchet

2020-2025

Montréal, objectif zéro déchet

Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025

Depuis 2010, les mesures mises en place pour améliorer la performance environnementale de la gestion des matières résiduelles ont permis d'effacer l'impact de la croissance démographique et économique observée. Pendant cette période (2010-2018), les quantités de matières résiduelles générées ont baissé de 8 % et 25 % des matières résiduelles générées ont été détournées de l'enfouissement. Le taux de valorisation global des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal atteint ainsi 47 %.

Des efforts additionnels sont requis. Cependant, la gestion des matières résiduelles est complexe en termes de logistique des opérations, en raison du nombre important des parties prenantes concernées et considérant la diversité des ménages à desservir. Cette gestion fait aussi face à des enjeux majeurs : restriction des marchés de valorisation des matières recyclables, fournisseurs peu nombreux, coûts en hausse et enfin, fermeture annoncée de l'unique lieu d'enfouissement technique (LET) situé sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Face à ces défis, l'agglomération voit grand en présentant un plan directeur audacieux et une vision à long terme : atteindre le zéro déchet d'ici 2030.

Le Plan directeur 2020-2025 s'inscrit en continuité par rapport aux actions passées, mais propose des actions nouvelles et ambitieuses. Il reflète la vision partagée avec le *C40 Cities Climate Leadership Group* et par la déclaration *Advancing Towards Zero Waste* dont Montréal est signataire.

Le Plan directeur 2020-2025 prévoit ainsi des objectifs d'envergure :

- une baisse de 10 % de la génération des matières résiduelles pendant la durée du plan (20 % en 2030);
- un taux de détournement de l'élimination de 70 % d'ici 2025 (85 % en 2030).

Quatre principes guident les interventions du plan directeur, soit la priorité aux 3RV-E, la réduction des GES, l'économie circulaire et la transition écologique ainsi que l'implication concertée de l'ensemble des parties prenantes. Il a été construit en cohérence avec la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR)* et avec le *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR)*. Les actions sont structurées autour de six catégories : la réduction à la source, la valorisation des matières organiques générées, la collecte systématisée des matières recyclables, l'augmentation de la récupération des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD), la stimulation de la participation citoyenne et l'innovation par l'intelligence de marché.

Le plan directeur de l'agglomération de Montréal met ainsi de l'avant trois priorités pour atteindre le zéro déchet en 2030 :

- la réduction à la source;
- le détournement des matières organiques de l'élimination;
- la mobilisation des parties prenantes.

Table des matières

Montréal, objectif zéro déchet **2**
Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 2
Mot de la mairesse **5**
Note au lecteur **6**
1. Le plan directeur dans son contexte **7**
Les défis des matières résiduelles 7
Le rôle de l'agglomération de Montréal 9
Un plan directeur ambitieux 10
2. Voir grand! **11**
En mouvement vers une agglomération zéro déchet en 2030 11
Des interventions d'ici 2025 11
L'engagement de Montréal 12
3. Des succès passés aux objectifs d'aujourd'hui **13**
930 000 tonnes en 2018 13
Des succès qui donnent un élan 14
Des objectifs ambitieux 15
Les bienfaits attendus 17
Des conditions favorables pour la suite 18
4. Les principes guidant les interventions **20**
1. La priorité aux 3RV-E 20
2. La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) 20
3. L'économie circulaire et la transition écologique 21
4. La mobilisation de tous 22
5. Les catégories d'actions **23**
1. La réduction à la source 24
2. La valorisation de l'ensemble des matières organiques générées 25
3. La collecte systématisée des matières recyclables 26
4. L'augmentation de la récupération des résidus de CRD 27
5. La stimulation de la participation citoyenne 28
6. L'innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne 29
Trois grandes priorités 30
Priorité 1 : La réduction à la source 31
Priorité 2 : Les matières organiques 31
Priorité 3 : La mobilisation des parties prenantes 31
6. Se mesurer **32**
Cinq indicateurs généraux de la stratégie 32
Liste des acronymes **34**
Lexique **35**

Mot de la mairesse



Aujourd'hui plus que jamais, nous devons agir pour assurer aux générations qui nous suivront un avenir prometteur. C'est pour cette raison que la gestion des matières résiduelles pèse aussi lourdement dans la balance et que nous devons en faire un domaine innovateur et efficace.

Assurer une meilleure qualité de vie à nos collectivités, tout en luttant contre les changements climatiques, voilà ce qui nous anime! En améliorant la gestion des matières résiduelles, nous y contribuerons.

Les citoyennes et les citoyens exigent, avec raison, de meilleures pratiques environnementales. Les attentes sont élevées. C'est pour cela que nous nous sommes engagés à faire de Montréal une agglomération zéro déchet d'ici 2030. Cet engagement s'inscrit en toute cohérence avec la vision qui émane du *C40 Cities Climate Leadership Group* et de la déclaration *Advancing Towards Zero Waste*.

Rappelons qu'à titre d'administration municipale, nous avons la responsabilité de prendre les décisions qui s'imposent et de mettre en place les mesures qui auront des effets durables sur les populations d'aujourd'hui et sur celles de demain.

À ce jour, de grands progrès ont été réalisés par l'agglomération montréalaise. Toutefois, il reste beaucoup à faire. Pour y parvenir, nous avons fait de la transition écologique l'une de nos priorités et nous comptons poursuivre le travail amorcé en mettant en place de nouvelles mesures audacieuses et novatrices. Ces mesures doivent être prises de façon concertée avec toutes les parties prenantes et faire office de véritable contrat social nous engageant à atteindre nos ambitions communes.

Par le dépôt du projet de *Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025*, nous accompagnons nos engagements de gestes concrets et planifiés. Nous mettons en place un cadre de référence qui nous guidera pour les cinq prochaines années dans nos efforts pour faire de Montréal une figure d'exemplarité et un leader mondial, activement engagé dans sa transition écologique.

Cette démarche a été bonifiée par une consultation publique, menée par la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs à l'automne et l'hiver 2019-2020. La commission a recueilli les commentaires et les propositions émanant de plusieurs centaines de représentants des différentes sphères de la société civile. Le 13 mai dernier, la Commission a adopté 52 recommandations qui bonifieront le Plan directeur.

À terme, le *Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025* générera de nombreux bienfaits pour la population montréalaise et pour l'environnement.
Il contribuera à faire de l'agglomération un modèle de performance environnementale ainsi qu'un milieu de vie sain et empreint de fierté pour toutes les Montréalaises et tous les Montréalais.



Valérie Plante

Note au lecteur

Le présent document décrit la vision de Montréal, les objectifs à atteindre, les catégories d'actions et les initiatives prioritaires.

Les six catégories d'actions sont détaillées dans le document *Plan d'action.*

1. Le plan directeur dans son contexte

Les défis des matières résiduelles

Le *Plan Montréal durable 2016-2020* identifiait quatre grandes priorités dont celle de « faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable. » Il s'agit donc d'une transition écologique qui identifie la gestion des matières résiduelles comme un élément fondamental.

La gestion des matières résiduelles – les ordures ménagères, les matières organiques et recyclables, les résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) et les résidus domestiques dangereux (RDD) – est un service municipal fondamental assurant propreté et salubrité. Pourtant, ce service est souvent invisible et c'est lorsqu'il est absent qu'on réalise son importance. Une métropole dynamique comme Montréal, dont les citoyens et les citoyennes ont manifesté leurs attentes quant à l'environnement, souhaite mettre en œuvre des stratégies audacieuses visant à réduire, à collecter, à recycler et à réglementer ses matières résiduelles pour assurer un voisinage propre, un environnement sain et une performance environnementale exemplaire.

La gestion des matières résiduelles présente plusieurs enjeux, à commencer par son contexte économique. La conjoncture actuelle présente d'importants défis. Plusieurs marchés d'exportation des matières recyclables récupérées ont fermé leurs portes successivement, rendant difficiles la valorisation des matières recyclables collectées. En effet, depuis 2018, la Chine – le plus grand importateur de matières recyclables au monde – a augmenté ses exigences quant à la qualité des matières (en particulier pour le papier dit mixte) qu'elle accepte, avec pour résultat ni plus ni moins la fin des exportations canadiennes vers la Chine. Il est apparu par la suite que les autres destinations asiatiques potentielles telles que Taiwan ou l'Indonésie n'avaient pas la capacité d'absorber les quantités de matières recyclables générées.

De fait, les prix de vente des matières triées ont fortement baissé : l'indice du prix moyen des matières est ainsi passé de 154 $ à moins de 20 $ la tonne entre janvier 2017 et septembre 2019, soit environ huit fois moins[1]. Les centres de tri ont ainsi de la difficulté à rentabiliser minimalement leurs activités, ce qui occasionne un fardeau pour ces entreprises qui rendent service à l'environnement.

Des interventions bien mesurées en environnement induisent une efficacité accrue et encouragent l'innovation.

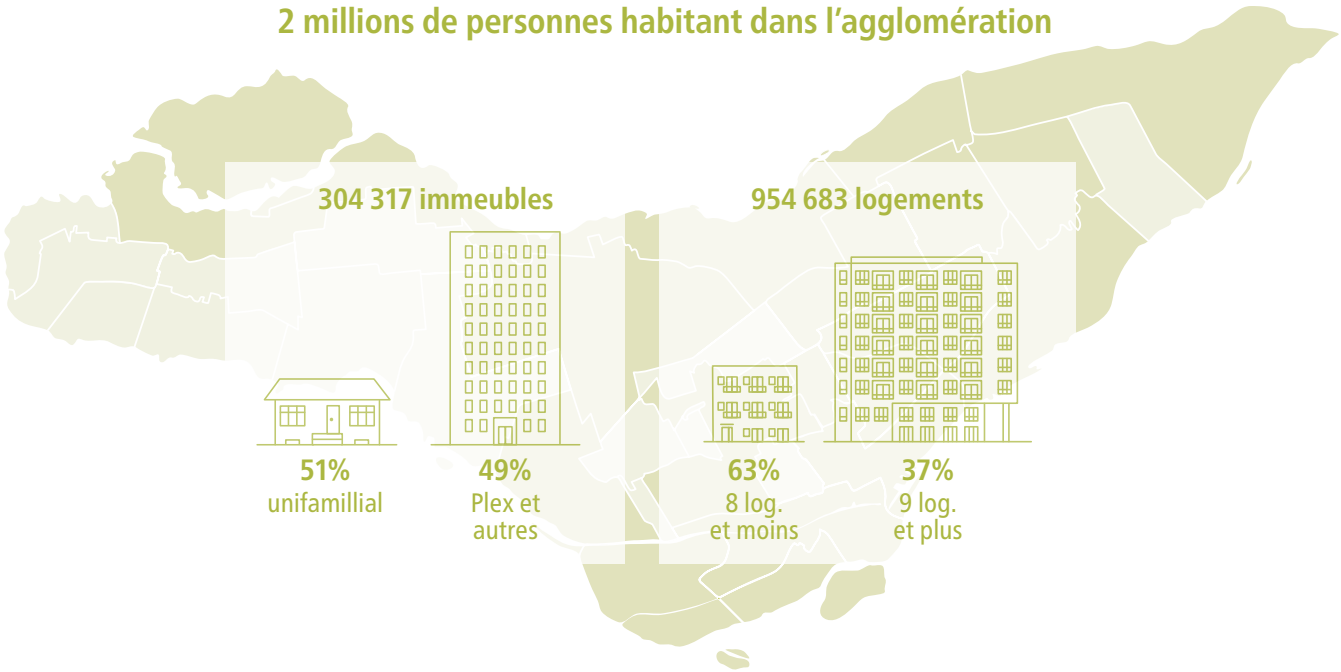
Or, le défi n'est pas seulement économique; il est fondamentalement environnemental. En effet, le gaspillage de ressources précieuses et, par la suite, leur élimination comportent leur lot de menaces réelles. La dégradation des matières organiques enfouies génère des contaminants et des GES qui affectent les populations d'aujourd'hui et de demain tout en hypothéquant le développement de certains territoires.

La complexité de la gestion des matières résiduelles se trouve également dans la diversité des ménages à desservir et dans la logistique même des activités. La gestion de 930 000 tonnes de matières résiduelles générées par deux millions de personnes habitant dans près d'un million de logements, dont environ les deux tiers se trouvent dans des immeubles de huit logements et moins, n'est pas une tâche aisée. Ce contexte exige également la coordination de la part de l'agglomération de 16 villes liées dont Montréal et ses 19 arrondissements.

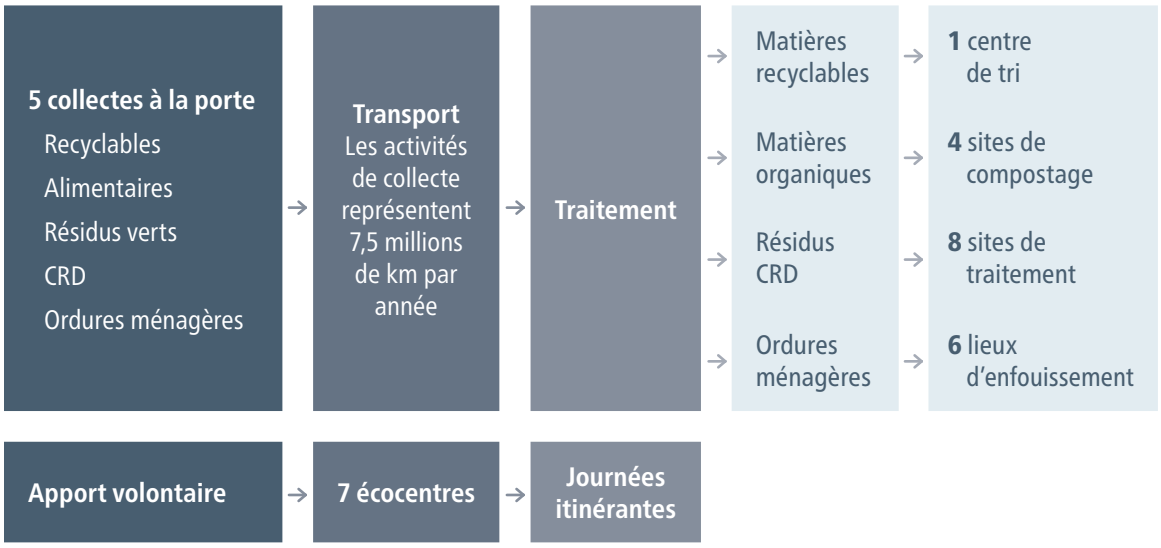
1 RECYC-QUÉBEC

16 villes liées dont Montréal et ses 19 arrondissements

2 millions de personnes habitant dans l'agglomération



La logistique implique quant à elle cinq différentes collectes en porte à porte et la mise en place et l'exploitation de sept écocentres pour la gestion des apports volontaires. Le transport entre les activités de collecte et le traitement représente 7,5 millions de kilomètres par année, soit l'équivalent de 187 fois le tour de la Terre. Le traitement des différentes matières résiduelles est effectué dans plusieurs infrastructures dont un centre de tri des matières recyclables (CTMR), un centre de compostage des matières organiques municipal, trois centres de compostage des matières organiques privés, huit sites de traitement de CRD et six lieux d'enfouissement. Les deux centres de traitement des matières organiques (CTMO) en cours de conception (Montréal-Est et Saint-Laurent) remplaceront progressivement les centres de compostage privés actuels.

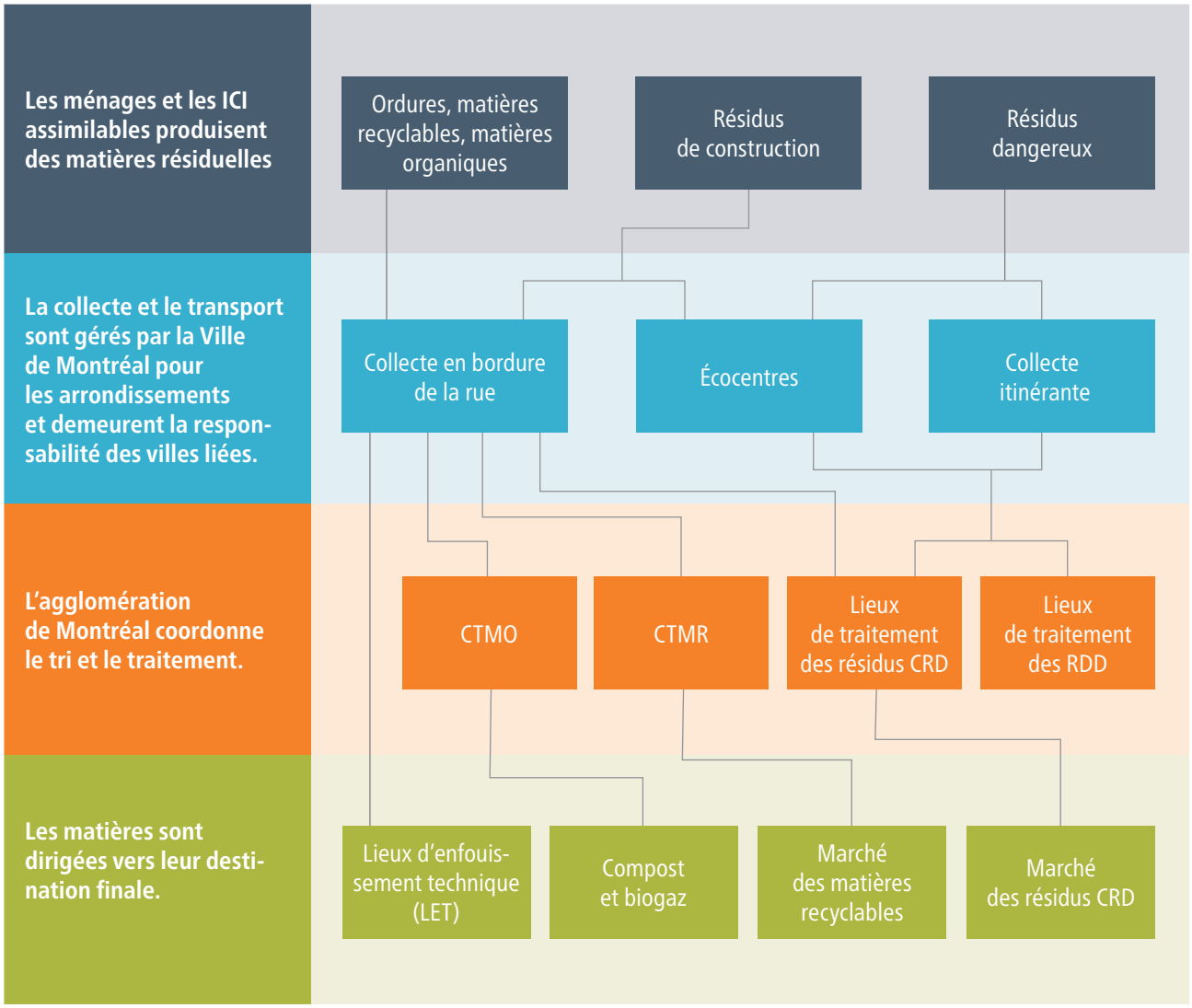


Par ailleurs, la durée de vie du lieu d'enfouissement technique de Terrebonne est estimée entre 7 et 10 ans. Ce site reçoit 39 % des matières destinées à l'élimination et est le seul lieu d'élimination implanté sur le territoire de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Or, le développement de centres de traitement requiert en moyenne 10 ans.

Le rôle de l'agglomération de Montréal

Le plan directeur s'applique à l'agglomération de Montréal, un territoire de 500 km^2 composé de 16 villes liées, dont la Ville de Montréal et ses 19 arrondissements. L'agglomération est responsable[2] de l'élaboration et de l'adoption du plan directeur ainsi que de la valorisation et de l'élimination des matières résiduelles et de tout élément relatif à la gestion des matières dangereuses. La Ville de Montréal, en tant que municipalité centrale, exerce les compétences de l'agglomération, entre autres, pour la préparation du plan directeur.

Les villes liées sont responsables de la collecte et du transport des matières résiduelles vers des sites de traitement ou d'élimination déterminés par l'agglomération. Au sein de la Ville de Montréal, depuis 2015, les compétences en ce qui concerne la collecte, le transport et le dépôt des matières résiduelles résidentielles provenant des arrondissements relèvent du conseil municipal de la Ville de Montréal.



2 En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., chapitre E-20.001) du gouvernement du Québec.

Un plan directeur ambitieux

La transition écologique est une priorité de la Ville et demande la mise en place d'un Plan directeur 2020-2025 ambitieux. À cette fin, le *Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal pour la période 2020-2025* est structuré en fonction de six catégories d'actions parmi lesquelles trois grandes priorités ont été identifiées. Ces priorités se traduisent en 17 initiatives déterminées pour répondre au contexte spécifique de l'agglomération de Montréal. Chacune de ces initiatives est structurée autour d'un plan d'action précis et concret.

Ce premier document détaille les catégories d'actions et les initiatives priorisées par ce projet de *Plan directeur de gestion des matières résiduelles pour la période 2020-2025*. Il est complété par le plan d'action détaillé présentant chacune des actions spécifiques planifiées.

Le présent plan directeur est arrimé au *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020* modifié récemment.



2. Voir grand!

En mouvement vers une agglomération zéro déchet en 2030

Le présent projet de plan directeur de l'agglomération de Montréal est une partie intégrante d'une vision à long terme : devenir zéro déchet d'ici 2030. Un tel objectif représente l'aboutissement d'un changement de culture qui permettra d'éliminer la majorité des matières résiduelles actuellement destinées à l'enfouissement grâce à la réduction à la source avant tout, complétée par le réemploi, le recyclage et le compostage. Une telle réussite s'appuiera sur une multitude d'interventions et sur des changements dans notre approche de consommation ainsi que dans notre façon de produire des biens et des services.

La façon de concrétiser cette vision n'est pas fixe dans le temps. Elle sera la somme de différents plans directeurs, dont le Plan directeur 2020-2025, qui permettra d'apporter les ajustements requis à mesure que les acteurs et les actrices gagneront en expérience et en connaissance, que les comportements et la culture évolueront, que les infrastructures et les technologies seront développées et que les services seront plus performants. Les conditions des marchés constituent également des facteurs d'influence fondamentaux que les diverses planifications devront considérer.

Afin d'assurer le succès et maximiser les retombées des actions qui seront menées à l'échelle de l'agglomération, une étroite collaboration entre les différentes instances municipales concernées sera mise en œuvre.

Des interventions d'ici 2025

Il en est ainsi du Plan directeur 2020-2025 qui se veut un levier s'inscrivant à la fois dans la continuité des efforts passés et dans la mise en œuvre d'actions nouvelles et audacieuses. Il prévoit notamment le déploiement d'infrastructures stratégiques innovatrices et performantes qui permettront de diminuer l'élimination de matières résiduelles et d'accélérer la récupération. À terme, ces infrastructures généreront d'importants bienfaits, tant d'un point de vue social qu'environnemental, notamment en contribuant à la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES).

De même, il faut faire preuve d'une certaine humilité par rapport aux changements de comportement et de culture nécessaires à l'accomplissement de la vision à long terme. Certains changements ont déjà eu lieu à différents égards, mais d'autres seront requis, encouragés et accompagnés par le plan directeur et par ses actions.

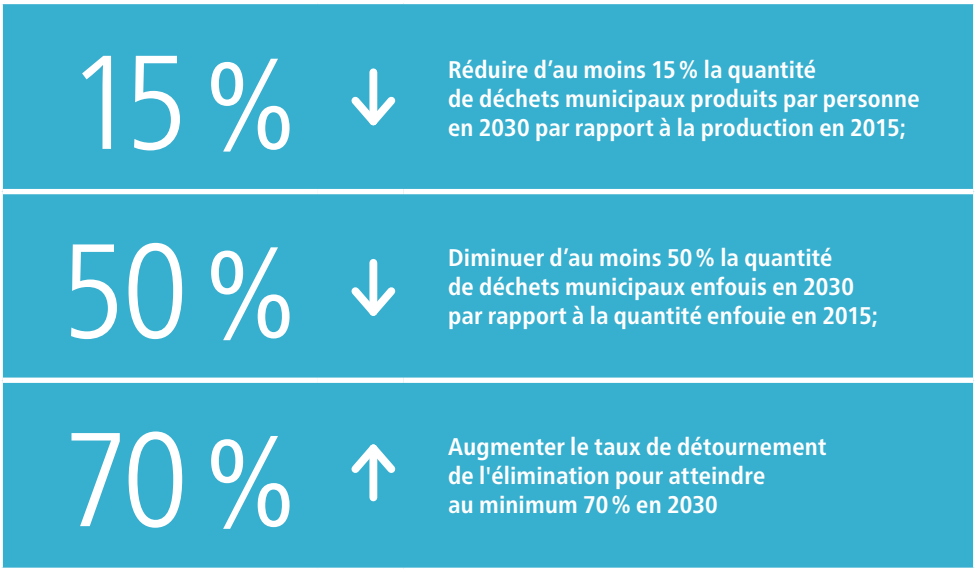
Ainsi, la vision du Plan directeur 2020-2025 s'insère parfaitement dans la priorité donnée à la transition écologique. Elle envoie un signal clair quant à la nécessité de miser sur l'innovation, sur la collaboration, sur la sensibilisation et sur l'exemplarité de l'agglomération pour rendre les Montréalaises et les Montréalais fiers de leur agglomération zéro déchet.

Vision 2025

Montréal accélère, par l'innovation, la collaboration, la sensibilisation et l'exemple, le mouvement qui en fera une agglomération zéro déchet et qui rendra ses citoyennes et ses citoyens fiers. Elle instaure les conditions de sa réussite tant en termes technologiques, économiques, culturels qu'en termes d'infrastructures et de déploiement de services qui permettent une gestion efficace et souple des matières résiduelles.

L’engagement de Montréal

Dans le cadre du *C40 Cities*, Montréal s’est engagée par la signature de la déclaration *Advancing Towards Zero Waste* à tendre vers le zéro déchet d’ici 2030 et à :



3. Des succès passés aux objectifs d'aujourd'hui

930 000 tonnes en 2018

Le portrait suivant illustre la génération et le bilan de la gestion des matières résiduelles du secteur municipal de l'agglomération, c'est-à-dire celles provenant des collectes municipales offertes à la population et aux industries, commerces et institutions (ICI) dont la génération est assimilable à celle du secteur résidentiel.

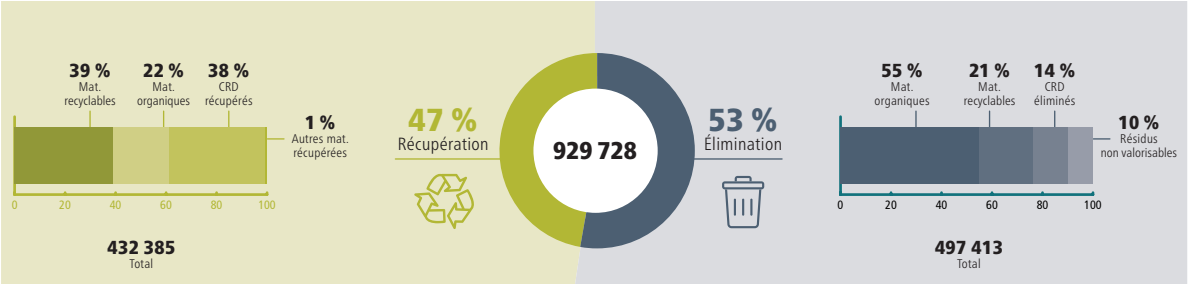
Ainsi, l'agglomération de Montréal a généré un peu moins de 930 000 tonnes de matières résiduelles en 2018. De ce total, 47 % sont récupérées, le reste se dirigeant à l'élimination. Des volumes récupérés, les matières recyclables représentent la part du lion, suivie de près par les résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD), puis par les matières organiques. Les résidus domestiques dangereux (RDD), les produits électroniques et les textiles contribuent également à la performance de récupération.

Les matières organiques représentent la part la plus importante des matières enfouies ou éliminées (55 %). Elles constituent ainsi le plus grand potentiel de détournement. Des matières recyclables (21 %) continuent à se retrouver dans les ordures ménagères destinées à l'enfouissement ainsi que des CRD résidentiels et des encombrants (14 %). Toutes ces matières éliminées sont dirigées vers six lieux d'enfouissement technique (LET) situés à l'extérieur de l'île de Montréal et avec lesquels l'agglomération dispose d'ententes contractuelles.

Chaque Montréalaise et chaque Montréalais a généré quelque 465 kg de matières résiduelles en 2018.

Les matières organiques représentent la majorité des matières enfouies.

Génération des matières résiduelles
Agglomération de Montréal, 2018, en tonnes et en %



Source : Ville de Montréal

Des succès qui donnent un élan

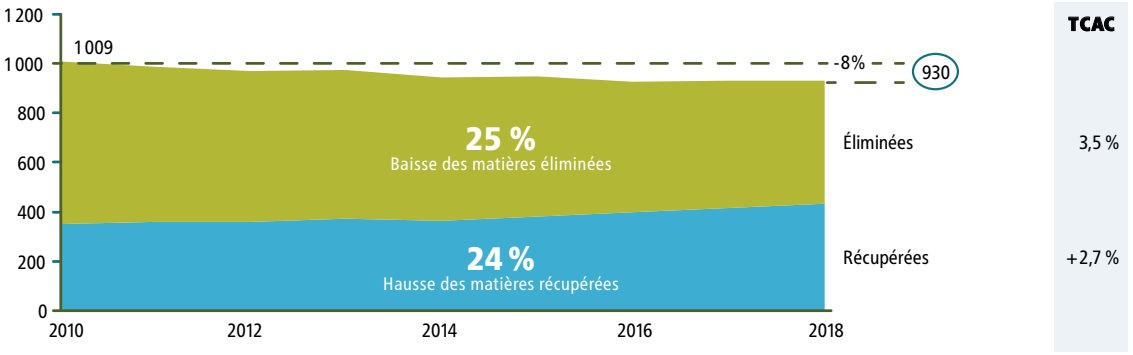
L'agglomération de Montréal a fait des progrès remarquables ces dernières années. Au total, la génération de matières résiduelles a diminué de 8 %, passant de plus d'un million de tonnes à 930 000 tonnes entre 2010 et 2018. Cette baisse est l'effet combiné d'une augmentation des matières récupérées et d'une diminution des matières éliminées.

Les actions mises en œuvre depuis 2010 ont permis de diminuer les quantités de matières résiduelles éliminées. Ces dernières ont baissé à un rythme de 3,5 % en moyenne par année entre 2010 et 2018 ou de 24,6 % au total. Parallèlement, les quantités de matières récupérées ont augmenté annuellement de 2,4 % en moyenne ou de 24 % au total.

L'une des raisons expliquant cette performance est l'accès des ménages montréalais à une diversité de collectes. En effet, les ménages vivant dans des immeubles de huit logements et moins ont graduellement été équipés de bacs bruns et desservis par des collectes de matières organiques hebdomadaires. Présentement, presque 100 % de ces ménages sont desservis et les quantités de matières organiques collectées ont plus que doublé entre 2010 et 2018, passant de 41 891 à 95 329 tonnes.

8 % : la baisse de la génération des matières résiduelles entre 2010 et 2018

Évolution des matières résiduelles générées
Agglomération de Montréal, 2010-2018, en milliers de tonnes



TCAC : Taux de croissance annuel composé
Source : Ville de Montréal

La baisse de 8 % des quantités de matières résiduelles générées entre 2010 et 2018 a eu lieu malgré une croissance de la population montréalaise de 6 % et du PIB de l'agglomération de 28 % au courant de la même période[3]. La réduction est donc plus importante qu'en apparence. En effet, si on compare la génération actuelle à celle qu'on aurait constatée si la génération de matières résiduelles par personne de 2010 avait crû proportionnellement à l'accroissement de la population et du PIB, la diminution observée aurait alors été de 13 %, soit une réduction de 138 422 tonnes de matières résiduelles.

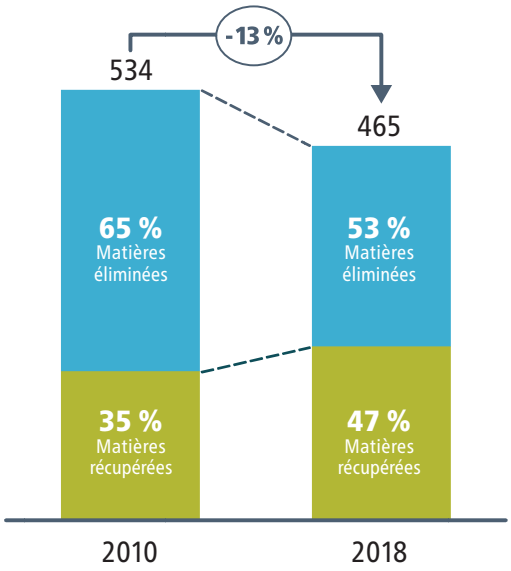
En 2018, chaque personne habitant l'agglomération de Montréal a généré en moyenne 465 kg de matières résiduelles dont 47 % ont été récupérés.

La génération de matières résiduelles par personne est ainsi passée de 534 à 465 kg entre 2010 et 2018. Il s'agit d'une réduction à la source de 69 kg par personne. Le taux de matières récupérées a aussi progressé de 35 % à 47 %.

L'effet de l'activité économique sur la génération de matières résiduelles est également en déclin. En effet, pour chaque million de dollars produit par l'activité économique de l'agglomération, 9,5 kg de matières résiduelles étaient générés en 2010 contre 6,9 kg en 2018, soit une diminution de 28 %.

Depuis 2010, les mesures de gestion des matières résiduelles ont effacé l'impact de la croissance démographique et économique.

Évolution des matières résiduelles générées par personne
Agglomération de Montréal, 2010 et 2018, en kg et en %



Source : Ville de Montréal

Des objectifs ambitieux

Rappelons que la vision à long terme est de faire de Montréal une agglomération zéro déchet en 2030 et qu'elle s'insère dans un virage vers la transition écologique. La prochaine décennie sera consacrée à la mise en œuvre de cette vision. Le Plan directeur 2020-2025 s'inscrit en continuité par rapport aux actions passées tout en proposant des actions nouvelles et ambitieuses nécessaires pour assurer l'atteinte de la cible fixée. Il se conforme aussi aux objectifs de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* et s'arrime au *Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal* (CMM).

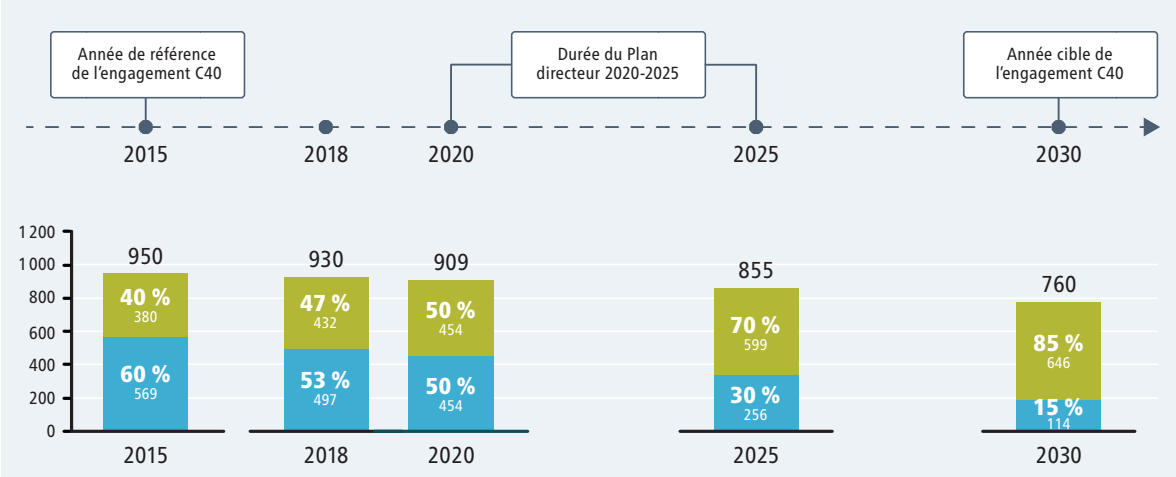
Afin de refléter l'engagement de Montréal au *C40 Cities*, les objectifs sont exprimés par rapport à 2015. Le Plan directeur 2020-2025 prévoit ainsi des taux de récupération de 70 % en 2025, ce qui représente un renversement de situation par rapport au bilan de 2015. La vision prévoit également que le taux de récupération atteigne 85 % en 2030, soit un niveau supérieur à l'engagement de Montréal au *C40 Cities*.

Le plan directeur prévoit une réduction des matières générées de 10 %, ce qui signifie que les mesures en place battront les croissances démographique et économique puisque la génération par personne passera de 481 kg en 2018 à 399 kg en 2025, soit une baisse per capita de 17 %.

La cible fixée pour 2025 signifie que la proportion des matières détournées de l'élimination augmentera de 20 % pendant la période (2020-2025).

3 Institut de la statistique du Québec

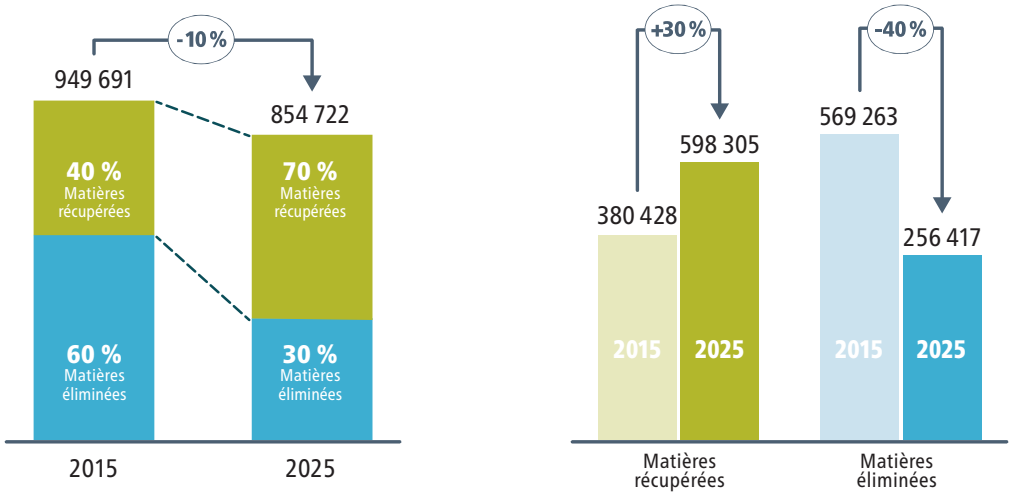
Les objectifs de récupération et d'élimination d'ici le zéro déchet de 2030
Agglomération de Montréal, 2015 à 2030, en milliers de tonnes et en %



Source : Ville de Montréal

55 % : l'objectif de baisse des quantités de matières éliminées entre 2015 et 2025
58 % : l'objectif de hausse des quantités de matières récupérées entre 2015 et 2025

Agglomération de Montréal, 2015 à 2025, en tonnes et en %



Source : Ville de Montréal

10 % : l'objectif de baisse de la génération de matières résiduelles entre 2015 et 2025 malgré l'impact de la croissance économique et démographique

Les bienfaits attendus

Faire de Montréal une agglomération zéro déchet et contribuer à la priorité de la transition écologique apportera de nombreux bienfaits à la population montréalaise mais aussi, de manière plus globale, à l'extérieur des frontières de l'agglomération. Les bienfaits toucheront chacun des piliers du développement durable pour apporter des avantages tant environnementaux, sociaux qu'économiques :

- Diminution de la contamination des sols, de l'eau et de l'air
- Diminution du besoin et du gaspillage de ressources et par conséquent de l'empreinte écologique des Montréalaises et des Montréalais
- Réduction des émissions de GES et d'autres polluants atmosphériques
- Réduction de l'énergie nécessaire à la production de certains biens, au transport et au traitement des matières résiduelles
- Incitation à la collaboration de la communauté via le développement des actions de partage et l'incitation à la réparation et au réemploi
- Développement d'emplois dans le secteur du réemploi, du recyclage et de la valorisation
- Maitrise des coûts de gestion des matières résiduelles pour l'agglomération de Montréal
- Réduction des dépenses des ménages montréalais grâce au partage et au réemploi
- Amélioration de la performance de la valorisation par l'innovation, tout en stimulant la compétitivité des organisations contribuant au développement d'une économie circulaire
- Diminution de l'utilisation non productive de terrains

L'équivalent de 2,5 % du pib annuel de l'agglomération de montréal en gaspillage alimentaire

À Montréal, le gaspillage alimentaire est estimé à 3,4 G $, soit quelque 3 500 $ par ménage. Selon différentes sources, environ 1,1 G $ de ce gaspillage serait évitable[4].

Plus de retombées économiques associées à la récupération

Une revue de littérature montre qu'en Amérique du Nord le secteur de la récupération génère davantage de retombées économiques que l'élimination. Pour certaines régions, la différence atteint jusqu'à dix fois plus d'emplois générés par la récupération qui, de surcroît, sont mieux rémunérés. Dans tous les scénarios, une municipalité s'appuyant sur les 3RV-E présenterait une croissance économique plus grande qu'une municipalité n'ayant rien changé dans sa gestion des matières résiduelles[5].

L'innovation grâce à de saines règles environnementales

Une réglementation environnementale suffisamment stricte et dynamique favorise l'innovation en entreprise et permet une réduction de coûts ou un accroissement de la valeur du produit. Dans un contexte de commerce international, une telle réglementation serait une source d'avantage concurrentiel[6].

4 Second Harvest, VCM, Recyc-Québec et analyse Aviseo Conseil.

5 Conference Board du Canada, Tellus Institute/Sound Resource Management, Cascadia Consulting Group.

6 Porter et van der Linde dans Ambec et Barla, 2007.

Des conditions favorables pour la suite

L'atteinte des objectifs du Plan directeur 2020-2025 pourra miser sur plusieurs activités amorcées ces dernières années alors que des investissements complémentaires et des mesures audacieuses seront requis.

Au premier chef, le dernier *Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 (Plan directeur 2010-2014)* proposait 49 actions regroupées en 10 grands thèmes. La mise en commun des efforts de l'agglomération de Montréal avec la population, les villes liées, les arrondissements, les organismes à but non lucratif, les entreprises d'économie sociale et les entreprises privées a mené à plusieurs réalisations qui se poursuivront pendant la période 2020-2025 :

- La mise sur pied de campagnes et d'outils de sensibilisation et d'information sur les pratiques et sur les moyens locaux visant à diminuer la quantité de matières résiduelles;
- La distribution de 294 000 bacs roulants et de 275 000 bacs montréalais pour les matières recyclables principalement dans les immeubles résidentiels de huit logements et moins, mais aussi dans des immeubles de neuf logements et plus dans le cas des bacs roulants;
- La mise en place de la Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires 2015-2019 de la Ville de Montréal;
- L'ouverture des écocentres LaSalle et Saint-Laurent;
- L'implantation de mécanismes de tri dans plusieurs cours de voirie et l'acheminement des résidus de CRD résidentiels et des encombrants à des centres de tri privés;
- La mise en service d'un nouveau centre de tri de matières recyclables performant situé dans l'arrondissement de Lachine;
- La création à Polytechnique Montréal de la Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles associée aux CTMO et au CTMR.

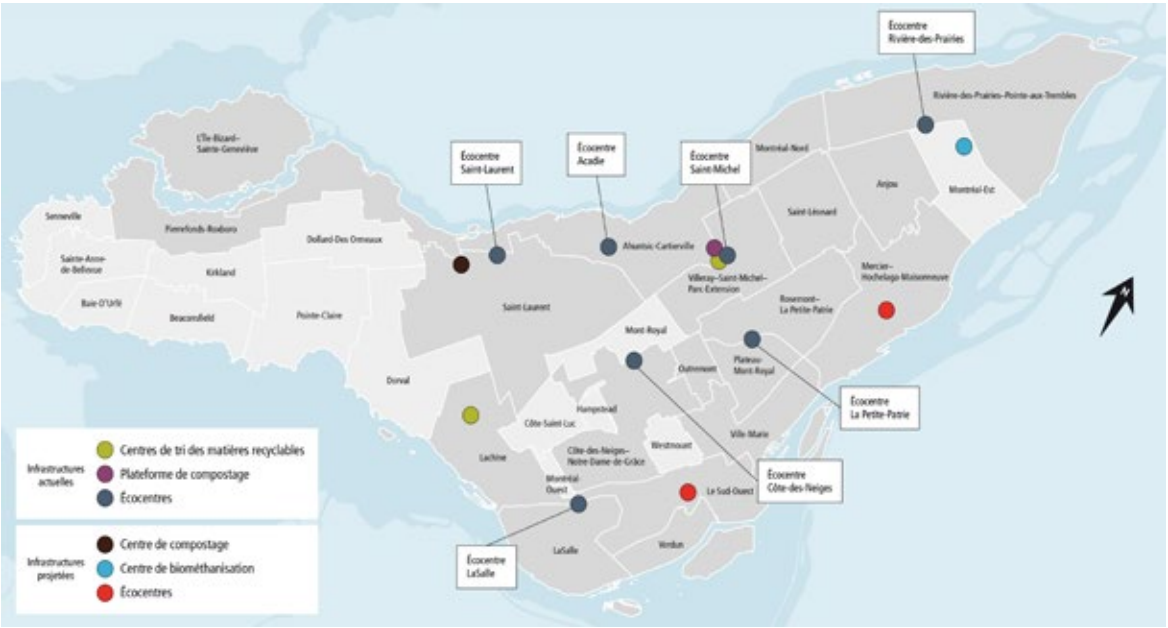
De plus, l'agglomération a déployé les efforts nécessaires ces dernières années afin de planifier les infrastructures supplémentaires qui permettront de traiter une quantité accrue de matières récupérées ainsi que la production de matières de qualité (matières triées ou compostées). C'est ainsi que plusieurs infrastructures seront mises en service sur le territoire dans les prochaines années :

- un second centre de tri des matières recyclables situé dans l'est de l'île;
- une usine de biométhanisation située dans la Ville de Montréal-Est;
- un centre de compostage en usine fermée dans l'arrondissement de Saint-Laurent;
- Deux écocentres prévus dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et dans le Sud-Ouest.

Le besoin en infrastructures complémentaires sera également étudié et planifié pour répondre aux besoins de l'agglomération.

Ces infrastructures à la fine pointe de la technologie cumulent une capacité de traitement d'environ 225 000 tonnes de matières résiduelles.

Localisation actuelle et projetée des infrastructures de gestion des matières résiduelles de l'agglomération



4. Les principes guidant les interventions

En cohérence avec les orientations de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* et du *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020* (PMGMR), le Plan directeur 2020-2025 repose sur des principes directeurs qui dicteront l'approche des interventions devant permettre aux Montréalaises et aux Montréalais d'atteindre les objectifs fixés.

Quatre grands principes animent le plan directeur :



1. La priorité aux 3RV-E

Réduction à la source, réemploi, recyclage, valorisation et élimination

La hiérarchie des 3 RV-E est fondamentale à une gestion efficace des matières résiduelles. Elle précise l'accent à mettre sur la réduction à la source et sur le réemploi et introduit, notamment, la valorisation des matières en énergie.

2. La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

La gestion optimale et efficace des différentes catégories de matières résiduelles est la clé pour maximiser la réduction des GES générés. Le présent plan est une composante importante des leviers qui permettront à l'agglomération d'atteindre ses objectifs. Les matières résiduelles sont responsables de 4 % des émissions de GES de Montréal[7] alors que la réduction à la source, la réutilisation et le recyclage contribuent à diminuer la surproduction et le transport.

Ce plan est arrimé avec le plan climat de l'agglomération de Montréal en cours de développement.

Une contribution concrète à la réduction des GES

L'enfouissement des matières organiques produit des émissions de méthane, un GES dont l'impact est très important. L'exploitation des centres de traitement des matières organiques projetés permettra une diminution anticipée des émissions de GES d'environ 20 000 t éq. CO_2 par an entre 2022 et 2025.

7 Inventaire 2015 - Émissions de gaz à effet de serre des activités municipales de l'agglomération de Montréal

3. L'économie circulaire et la transition écologique

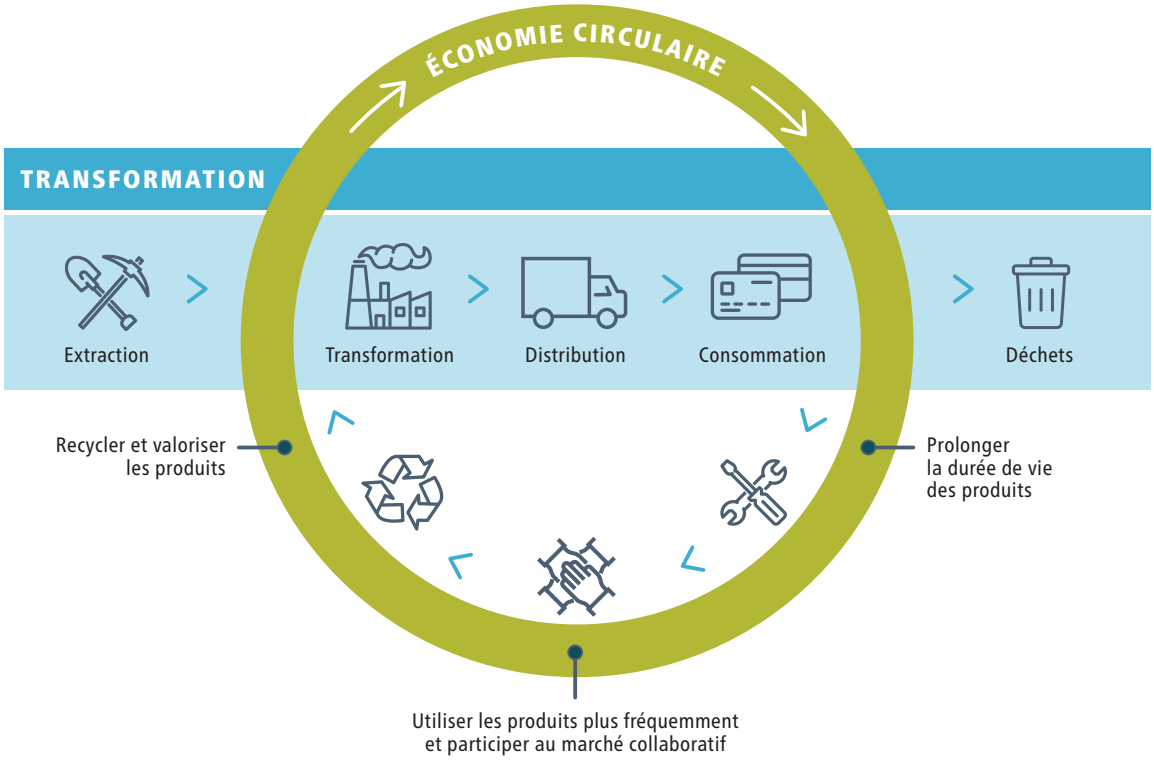
L'économie circulaire a un impact tant sur la production que sur la consommation. Elle s'appuie sur le principe des 3 RV-E à chaque étape du cycle de vie d'un bien ou d'un service afin de réduire le gaspillage de ressources et l'empreinte environnementale du bien ou du service proposé.

Contrairement à l'économie linéaire, selon laquelle la vie des matières prend fin lors de leur élimination, l'économie circulaire fonctionne en boucle et promeut des actions responsables, assurant ainsi un développement économique soutenable à long terme[8].

La mise en œuvre de ce cercle vertueux impliquera la contribution de chaque partie prenante de la chaine de production incluant les institutions nationales et internationales. L'agglomération de Montréal mettra en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour stimuler et accompagner ce virage. Elle stimulera également les initiatives qui favorisent l'essor d'une économie circulaire locale ou de proximité.

L'approche du cycle de vie fera partie intégrante de tout processus décisionnel lié au déploiement de ces initiatives afin de s'assurer que l'environnement, la santé publique ainsi que l'économie locale en tirent des bénéfices.

Montréal fera tout pour stimuler le développement d'une économie circulaire sur son territoire.



8 Ce principe est lié au plan de développement durable de la Ville de Montréal et à une motion adoptée [CM18 0555] soulignant les avantages économiques d'un tel système incluant la création des emplois et des nouvelles technologies dans l'économie verte.

4. La mobilisation de tous

La gestion efficace des matières résiduelles repose sur la contribution de toutes et de tous. Il faut une approche cohérente et coordonnée de chacun et de chacune pour faire le virage vers une agglomération zéro déchet.

Citoyens, citoyennes, administrations publiques, industries, commerces et institutions ont tous un rôle à jouer.

Les citoyens et les citoyennes 	Les citoyens et les citoyennes sont au centre des préoccupations et des actions identifiées dans le plan directeur. Une population bien informée et sensibilisée qui participe activement aux différentes collectes municipales est une condition essentielle à la réussite et à la performance des programmes mis en place. Des changements de mode de consommation auront aussi une influence surl'ensemble de l'écosystème. Ces changements sont déjà mis de l'avant par des citoyens et des citoyennes à l'origine d'initiatives novatrices qui pourront être soutenues par l'agglomération.
Les administrations publiques 	C'est la complémentarité et la cohérence des actions de tous les niveaux de gouvernements – fédéral, provincial, métropolitain et municipal – qui permettra de relever les multiples défis de la gestion des matières résiduelles en général et d'atteindre les objectifs du Plan directeur 2020-2025.
Les industries, commerces et institutions (ICI) 	Bien que les ICI génèrent des quantités importantes de matières résiduelles, il existe des disparités dans les pratiques de gestion. Également, les données relatives à la génération des matières résiduelles dans les ICI sont peu documentées. Le plan directeur mettra en œuvre des actions et des incitatifs requis pour généraliser des pratiques responsables et connaître le gisement des matières résiduelles provenant des ICI.

5. Les catégories d'actions

Les catégories d'actions découlent directement des objectifs du plan directeur. Elles correspondent aux six leviers dont dispose la Ville pour réduire à la source, augmenter la récupération et diminuer l'élimination.

Ces leviers se déclinent par catégorie de matières résiduelles et incluent la nécessité de recourir à des outils, des technologies et des infrastructures performants. Ils incluent également des éléments stimulant les changements de culture requis quant à notre façon d'aborder les matières résiduelles : changements de comportement qui diminueront la génération de matières résiduelles et une participation accrue qui augmentera la récupération. Le présent plan directeur propose un juste équilibre entre l'implication de la communauté et les investissements dans les infrastructures de valorisation des matières résiduelles.



1. La réduction à la source

La réduction à la source et le réemploi sont les fondations d'une ville zéro déchet.

La réduction à la source et le réemploi (les deux premiers R de la hiérarchie des 3RV-E) demeurent les gestes les plus efficaces pour réduire l'impact de la gestion des matières résiduelles. Au quotidien, il s'agit de développer des habitudes de questionnement sur les gestes à poser à la maison, au bureau et à l'extérieur afin d'éviter de générer des matières résiduelles.

L'agglomération encouragera, par diverses actions, la population, les administrations municipales et les ICI à adopter des comportements écoresponsables afin de réduire la quantité de matières qu'ils génèrent. Elle jouera aussi un rôle de facilitatrice pour ces changements de comportement requis. L'optimisation de la chaîne de traitement de nos matières résiduelles passe par la réduction. Pour y parvenir, les acteurs et les actrices doivent disposer des meilleurs outils.

Le réemploi constitue le deuxième geste à poser pour générer moins de matières : donner une seconde vie à un objet par un don, un prêt, une réparation. C'est une mesure simple qui comporte des avantages environnementaux et sociaux. Le réemploi permet de diminuer les quantités de matières générées et éliminées ainsi que de réintégrer des articles usagés dans la communauté de manière durable.

La réduction à la source et le réemploi seront mis en œuvre en s'appuyant sur trois grandes initiatives pour atteindre la cible fixée de réduire la génération de matières résiduelles de 10 kg / hab / an sur la durée du plan.

1.1 Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique	La Ville encadrera l'utilisation de contenants à usage unique, tels que les tasses ou les contenants en polystyrène (PS) ou en carton enduit, les pailles et les ustensiles jetables ou tout autre contenant à emporter générant des nuisances significatives.
1.2 Enrayer le gaspillage alimentaire	L'agglomération collaborera avec des propriétaires de commerce alimentaire et des OBNL afin de mieux répondre à l'enjeu du gaspillage alimentaire via le conseil du système alimentaire montréalais (conseil SAM) mis en place récemment. La Ville interdira progressivement l'élimination de matières organiques pour les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs.
1.3 Lutter contre le gaspillage vestimentaire	Des actions sont prévues afin d'augmenter le taux de textiles récupérés et recyclés. Une interdiction de détruire et d'éliminer les invendus et les refus de production de l'industrie et des commerces du textile sera également mise en œuvre.

2. La valorisation de l'ensemble des matières organiques générées

Des services de collecte optimisés, une population bien informée et des infrastructures améliorées favoriseront l'augmentation et la valorisation des matières organiques collectées.

Les résidus alimentaires occupent la part la plus importante des matières résiduelles actuellement éliminées, soit 55 %. L'enfouissement de ces matières a des effets négatifs sur l'environnement, notamment en ce qui a trait à la contamination des eaux et aux émissions de GES. Pour les détourner de l'élimination, l'agglomération souhaite accroître le réseau des infrastructures qui permettront le traitement des résidus alimentaires et étendre d'ici 2025, la collecte des matières organiques à l'ensemble du cadre bâti et aux écoles, en priorité.

La valorisation des matières organiques permettra de plus à l'agglomération de profiter des bienfaits qui y sont associés. En effet, leur traitement par biométhanisation produit du gaz naturel renouvelable, une source d'énergie verte, ainsi que du compost, amendement reconnu des sols dont la qualité permettra tout type d'usage.

Trois grandes initiatives seront mises en œuvre pour atteindre l'objectif de détourner 60 % des matières organiques de l'élimination en 2025 et 100 % en 2030.

2.1 Optimiser la valorisation des matières organiques	L'agglomération mettra en place un système de collecte des matières organiques pour l'ensemble des immeubles de neuf logements et plus, des écoles et des événements d'importance. Des projets novateurs (outils de collecte) seront aussi élaborés pour tenir compte des nouvelles mises en chantier et de la complexité du parc immobilier existant. Les modalités des collectes seront également ajustées pour inciter la population au bon geste de tri. Des projets pilotes seront menés dès 2020.
2.2 Déployer les infrastructures modernes nécessaires pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi efficace des extrants	L'élargissement du réseau de collecte des résidus alimentaires exigera une augmentation de la capacité de traitement de ces matières, d'où les besoins d'expansion des infrastructures. Deux infrastructures seront mises en service pour doter l'agglomération d'une capacité de traitement d'environ 110 000 t/an. Une analyse sera aussi réalisée pour planifier les besoins complémentaires éventuels.
2.3 Valoriser les boues des eaux usées	L'agglomération étudiera les options de valorisation des boues des eaux usées et mettra en œuvre un plan d'action approprié.

3. La collecte systématisée des matières recyclables

Une augmentation des gains en matières recyclables par un ajout de dessertes

Depuis 2008, toutes les personnes qui résident dans l'agglomération ont accès au service de collecte des matières recyclables en bordure de rue. Chaque année, différents outils de collecte adaptés au bâti urbain des territoires (bacs roulants, bacs montréalais) sont distribués pour les nouveaux développements résidentiels. Or, il serait possible d'intervenir en amont de ces derniers pour améliorer les performances. Les ICI assimilables au secteur résidentiel, les bâtiments municipaux et les activités sur le domaine public recevront une attention particulière afin d'augmenter la participation, les quantités ainsi que la qualité des matières recyclables collectées.

La catégorie de la collecte de matières recyclables s'appuiera sur deux grandes initiatives.

3.1 Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes	L'agglomération déploiera les meilleurs dispositifs de collecte pour les matières hors foyer, notamment celles des grands parcs et celles des ICI assimilables à du résidentiel. Les événements seront aussi mieux couverts.
3.2 Mettre à profit les technologies de pointe dans le tri et le conditionnement des matières collectées	En plus de la construction et de la planification de centres de tri sur l'île, il sera question de tester de nouvelles technologies dans la chaîne de tri.

4. L'augmentation de la récupération des résidus de CRD

Une hausse de la récupération et de la valorisation des résidus de CRD

Plusieurs systèmes de collecte des résidus de construction, de rénovation, de démolition et de déchets encombrants existent dans les arrondissements. Le système comprend la collecte en bordure de la rue à une fréquence régulière ou ponctuelle. Également, les ménages peuvent déposer eux-mêmes leurs matières aux écocentres.

Les interventions du plan directeur s'intéressent à deux grandes dimensions :

1. la récupération de la part des ménages incluant les RDD, et
2. le réemploi dans la fabrication des matériaux de construction (ex. : asphalte, béton etc.).

Ceci permet d'une part de valoriser les matières résiduelles post-consommation et d'autre part, d'améliorer la qualité des bétons en utilisant des ajouts cimentaires locaux au lieu de ceux qui sont portés, tout en diminuant l'empreinte écologique du béton par la diminution des émissions de GES.

La catégorie de la récupération et le réemploi de CRD s'appuiera sur trois grandes initiatives.

4.1 Accroître la récupération des résidus de CRD lors de la déconstruction	Il s'agit d'arrimer les exigences lors de l'émission des permis et de bien déployer les campagnes d'information.
4.2 Compléter la couverture du territoire des écocentres	L'expansion des écocentres permet la collecte et la récupération d'une quantité accrue de résidus de CRD.
4.3 Accroître la récupération des RDD	Afin d'augmenter la quantité des RDD récupérés il importe d'offrir des services facilement accessibles aux citoyens et aux citoyennes.

5. La stimulation de la participation citoyenne

Les changements de comportement et les bons gestes de tri sont possibles grâce à une sensibilisation et à une mobilisation constantes et positives.

Cette catégorie d'actions est, à maints égards, transversale à l'ensemble du plan directeur car réduire d'ici 2025 les quantités de matières résiduelles générées, en plus d'accroître les quantités récupérées de 60 %, ne se fera pas sans la population et les ICI. Le présent plan directeur en a d'ailleurs fait un principe fondateur. Les succès du Plan directeur 2020-2025 reposeront donc sur des activités d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) ciblées, éclairantes et efficaces.

De fait, le manque d'information sur les divers types de récupération et de collectes offerts, autant pour les ménages que pour les ICI, ou encore la perception qu'il est plus complexe de récupérer les résidus alimentaires – où des gains majeurs peuvent être accomplis – que les matières recyclables sont des obstacles majeurs. La proactivité prévue quant à l'ISÉ constitue un accélérateur de la participation des différentes parties.

Ainsi, la sensibilisation, voire l'accompagnement, de différents générateurs de matières résiduelles est nécessaire pour appuyer les programmes de récupération et pour optimiser l'efficacité et la performance environnementale des infrastructures en place ou en projet. Par ailleurs, le plan directeur repose sur une démarche inclusive. Ainsi, les organismes qui représentent les personnes aînées ou ayant une limitation fonctionnelle seront consultés lors de la mise en œuvre d'actions du plan.

La population et les ICI sont porteurs de responsabilités et de changements, car ce sont eux qui doivent poser les bons gestes, qui font la différence lorsque vient le moment de réduire, de réutiliser, de récupérer ou encore de consommer, à la maison, au travail et à l'extérieur. Ils se sentiront plus mobilisés ou impliqués s'ils sont informés adéquatement sur les programmes, les objectifs, les enjeux et les résultats. Les activités d'ISÉ ne se limiteront pas à la communication. Elles se traduiront aussi par un appui lors d'événements publics portant sur la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation (3RV). Le plan directeur favorisera la poursuite de ces activités de proximité. L'administration municipale adoptera des pratiques exemplaires en matière d'approvisionnement et de gestion de matières résiduelles dans ses bâtiments, activités et chantiers municipaux.

La proactivité prévue quant à l'information, à la sensibilisation et à l'éducation (ISÉ) constitue un accélérateur de la participation des divers acteurs et des diverses actrices.

La catégorie 5 sur la stimulation de la participation citoyenne s'appuiera sur deux grandes initiatives.

5.1 Sensibiliser et informer par des communications innovantes	Pour atteindre ses cibles et susciter l'intérêt, le plan directeur privilégiera des communications adaptées au contexte et aux différents publics montréalais, incluant les spécificités locales. Ces activités de communications s'ajoutent aux outils de sensibilisation déjà en place pour informer la population des gestes à poser afin de mieux se débarrasser des diverses matières. Le plan directeur profitera également des diverses campagnes lancées par le gouvernement du Québec et par les organismes et les associations qui représentent les acteurs et les actrices de la récupération et du recyclage au Québec pour créer un effet levier et maximiser la portée et l'impact des campagnes de l'agglomération. Les activités d'ISÉ se traduiront aussi par un appui lors d'événements publics portant sur les 3RV. Le plan directeur favorisera la poursuite de ces activités de proximité.
5.2 Faire preuve d'exemplarité municipale	La mobilisation passe également par l'exemple à donner. Les bâtiments municipaux seront desservis par l'ensemble des collectes et la distribution de bouteilles d'eau à usage unique y sera proscrite.

6. L'innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne

La mise en place de corrections réfléchies aux conditions de marché et d'incitatifs économiques par une approche novatrice et par l'écofiscalité.

Plusieurs des enjeux actuels et des réponses aux défis de la gestion des matières résiduelles sont de nature économique. Certains enjeux sont structurels et l'expertise de la Ville peut être mise à contribution afin de corriger les défaillances de marché, en respectant le principe d'économie circulaire et en collaborant avec toutes les parties impliquées.

En outre, il importe de bien comprendre les enjeux afin de développer les outils qui permettront d'atteindre efficacement les objectifs du plan directeur. Le développement de ces outils innovants, tels que des encouragements en économie comportementale et des mesures d'écofiscalité, doit faire l'objet d'une attention soutenue afin de ne pas introduire des effets indésirables.

Un volet économique sera développé et mis en œuvre afin de soutenir les petites entreprises dans leur transition vers une économie circulaire et diminuer leur génération de matières résiduelles.

L'innovation par l'implication citoyenne sera également un moyen permettant de stimuler les modifications de comportement nécessaires. L'agglomération poursuivra son implication dans la recherche collaborative avec des centres de recherche québécois pour la valorisation des matières résiduelles.

Cette sixième catégorie prévoit également des mesures pour optimiser la logistique des différentes collectes et le déploiement des futures infrastructures. Ce travail couvrira notamment les clauses contractuelles dans lesquelles seront ajoutés systématiquement des critères contribuant à la transition écologique souhaitée (plan de réduction des GES émis lors de la réalisation du contrat ou du service par exemple). Également, une veille des technologies novatrices, durables et responsables de gestion de matières résiduelles seront réalisées. Certaines de ces technologies pourraient faire l'objet de projets pilotes.

La catégorie de l'intelligence de marché et l'implication citoyenne s'appuiera sur quatre grandes initiatives.

6.1 Développer des supports pour l'économie circulaire	Montréal étudiera la structure et les enjeux de différents marchés de la valorisation dans le but d'implanter des changements novateurs qui les stimuleront.
6.2 Mettre en place des outils économiques favorisant une gestion dynamique des matières résiduelles	Dans le secteur global de la gestion de matières résiduelles, Montréal propose d'analyser les marchés et avoir/faire des interventions modernes, précises et innovantes suivant le principe d'écofiscalité.
6.3 Optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles	Les opportunités d'optimisation logistique des activités de collecte et de transport des matières résiduelles seront analysées en tenant compte des changements attendus : localisation des infrastructures de traitement (déploiement progressif de ces infrastructures pendant la durée du plan directeur), localisation des nouvelles filières de valorisation des matières recyclées liées au développement d'une économie circulaire locale. Un regard se portera ainsi sur le flux de matières résiduelles de la collecte afin d'en dégager des gains. Ce travail sera réalisé de concert avec les arrondissements afin de trouver des opportunités d'optimisation dans les contrats de collecte et dans la segmentation des secteurs de collecte. L'agglomération travaillera de concert avec d'autres paliers gouvernementaux afin de réduire les résidus ultimes.
6.4 Évaluer et adapter les besoins en infrastructures	Le plan directeur doit pouvoir faire preuve de souplesse, ce qui inclut le déploiement et la planification des infrastructures. Il faut être à l'affût des gisements potentiels et des besoins futurs.

De nouveaux outils pour changer les comportements

Issue de l'économie comportementale, l'approche des « encouragements » (ou « coups de pouce » dérivé de l'anglais nudges) vise à influencer les comportements. Dans le présent cas, ces encouragements sont des interventions légères qui modifient les mécanismes de choix afin de les orienter vers de meilleures pratiques de réduction à la source ou de récupération. L'approche a été popularisée par le professeur Richard Thaler, lauréat du prix Nobel d'économie de 2017.

Trois grandes priorités

Le Plan directeur 2020-2025 met de l'avant trois grandes priorités :



Ces catégories d'actions auront des portées différentes au regard de la performance actuelle en gestion des matières résiduelles et du contexte de l'agglomération de Montréal. Par exemple, la stimulation de la participation citoyenne et l'intelligence de marché doivent être vues comme transversales à l'ensemble des catégories d'actions, en appui à leur mise en œuvre.

L'agglomération a ainsi fait le choix de mettre de l'avant trois priorités assorties d'objectifs ambitieux. Ces priorités ont été déterminées car elles représentent les leviers les plus importants pour améliorer la performance actuelle.

La première de ces priorités est la réduction à la source. Elle répond aux enjeux de société, notamment de surconsommation, et constitue le seul moyen pérenne de juguler les impacts sociaux, environnementaux et économiques de la gestion des matières résiduelles.

La seconde priorité repose sur la gestion des matières organiques. Tel que présenté précédemment, ces matières représentent la principale composante des matières éliminées actuellement, soit 55 % du total. Les mesures proposées permettront leur valorisation.

La troisième priorité repose sur l'un des principes directeurs du plan et consiste en la mobilisation des parties prenantes pour s'assurer de la cohérence des actions mises en œuvre par les partenaires institutionnels et corporatifs avec les cibles de l'agglomération. Les matières recyclables et les résidus de CRD ont fait l'objet de nombreuses mesures par le passé et présentent des taux de valorisation proches des objectifs cibles. Pour les dépasser, l'implication d'autres parties prenantes, dont les gouvernements du Québec et du Canada, est requise via le développement d'une économie circulaire assurant la valorisation des matières triées. Montréal s'engage par ailleurs à être un acteur du changement requis et à utiliser son influence pour que les coûts de gestion des matières résiduelles assumées par les municipalités soient remboursés à 100 % par les générateurs privés.

Ces trois priorités feront l'objet d'initiatives principales qui prendront place rapidement dans le plan directeur. Des initiatives complémentaires compléteront la démarche du plan directeur dans l'atteinte des objectifs. La structure de ces priorités est résumée dans les tableaux suivants.

Priorité 1 : **La réduction à la source**

Initiatives principales

- Mettre fin à l'utilisation de plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique et instaurer un encadrement règlementaire pour les plastiques à usage unique dès 2020
- Lutter contre le gaspillage alimentaire, avec un objectif de réduction du gaspillage alimentaire de 50 % d'ici 2025
- Lutter contre le gaspillage vestimentaire en facilitant le don et la valorisation des textiles, ce qui comprendra l'interdiction d'éliminer les invendus et les refus de production de l'industrie et des commerces de détail et un encadrement règlementaire pour le déploiement des boîtes de dons
- Mobiliser la communauté, incluant le soutien aux événements et aux activités de promotion de la réduction à la source et les campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation
- Considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles

Priorité 2 : **Les matières organiques**

Initiatives principales

- Inciter au bon geste de tri en ajustant les modalités de collecte (ajustement des outils de collecte, espacement des collectes d'ordures ménagères). Des projets pilotes prendront place dès 2020.
- Déployer des infrastructures modernes pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi des extrants
- Mettre en place des collectes de matières organiques dans les immeubles de neuf logements et plus (100 % en 2025)
- Implanter des collectes de matières organiques dans les écoles (100 % en 2025)
- Interdire de façon progressive, pendant la durée du plan directeur, l'élimination des matières organiques pour les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs

Priorité 3 : **La mobilisation des parties prenantes**

Initiatives principales

- Présenter au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) le coût total réel de la gestion des matières recyclables et des résidus de CRD et établir des modalités de remboursement représentatives de la réalité du marché
- Intégrer une clause exigeant la récupération des résidus de CRD lors de l'émission de permis, avec la collaboration des responsables des arrondissements, et dans les clauses techniques des appels d'offres de travaux de la Ville
- Analyser les modes de gestion existants ou novateurs pour le traitement des matières résiduelles (CRD et matières recyclables)
- Soutenir des projets de recherche dans le but de valoriser plus efficacement les matières résiduelles

6. Se mesurer

Cinq indicateurs généraux de la stratégie

Le Plan directeur 2020-2025 s'inscrit dans la vision à long terme de faire de Montréal une agglomération zéro déchet en 2030. Il établit ainsi des objectifs ambitieux d'ici 2025, garants de l'atteinte de la cible annoncée. Des indicateurs généraux seront ainsi suivis et documentés pendant la durée du plan pour prioriser adéquatement les actions.

Une deuxième série d'indicateurs s'intéressera à la performance de l'agglomération. Depuis 2014, Montréal est partenaire du Réseau d'étalonnage municipal du Canada (REMC). Ce réseau d'analyse comparative des municipalités regroupe seize partenaires municipaux dans six provinces et propose onze indicateurs de performance ciblant la gestion des matières résiduelles. Par exemple, le coût moyen par tonne pour la valorisation des matières résiduelles était de 224 $ pour la ville de Montréal en 2017.

Les coûts moyens à la baisse

Selon le REMC, le coût total pour la valorisation des matières résiduelles de la ville de Montréal a diminué de 12 % entre 2014 et 2017, passant de 255 $ à 224 $ la tonne. Cette baisse résulte de la centralisation de la gestion des contrats de collecte et de transport des ordures ménagères. Celle-ci a démontré que des économies pouvaient être faites en découpant le territoire autrement, en répartissant la collecte sur un plus grand nombre de jours et en améliorant la stratégie de sollicitation du marché.

Cette catégorie d'indicateurs généraux s'intéressera ainsi à deux dimensions : les coûts des services et la satisfaction des clientèles.

Génération de matières résiduelles moyenne en kg/hab/an	Cible de **399 kg** par personne par an en 2025
Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération	Cible de **75 %** en 2025
Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération	Cible de **60 %** en 2025
Coût moyen de valorisation des matières résiduelles	Cible de moins de **225 $** par tonne sur la période 2020-2025
Taux de satisfaction des clients de l'agglomération	Cible de **75 %** sur la période 2020-2025

La reddition de compte

La mise en œuvre du plan directeur s'étend sur cinq ans. Afin d'en maintenir l'efficacité, il est essentiel d'en assurer un suivi constant. L'agglomération développera, en collaboration avec les autorités locales, les moyens les plus efficients pour établir un bilan annuel des réalisations ainsi que de l'évolution des indicateurs de suivi identifiés.

L'agglomération transmettra annuellement à la CMM les réalisations du plan directeur et un bilan de la progression de l'atteinte des objectifs de la *Politique québécoise*.

Parallèlement, dans le cadre de la *Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal*, le suivi d'indicateurs spécifiques sera diffusé sur le portail des données ouvertes, notamment les quantités de matières résiduelles récupérées et éliminées, les taux de récupération.

D'autres indicateurs relatifs à la performance des infrastructures de gestion des matières résiduelles ainsi qu'à l'intégration de matières résiduelles dans des circuits d'économie circulaire pourront être développés et diffusés.

Liste des acronymes

3RV-E :
Réduction, Réemploi, Recyclage, Valorisation et Élimination

CTMO :
Centre de traitement des matières organiques

CTMR :
Centre de tri des matières recyclables

CRD :
Construction, rénovation et démolition

ICI :
Institutions, Commerces et Industries

MELCC :
Ministère de l'Environnement et de Lutte contre les changements climatiques

PQGMR :
Politique québécoise de gestion des matières résiduelles

PMGMR :
Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles

RDD :
Résidus domestiques dangereux

TCAC :
Taux de croissance annuel composé

u.o. :
Unité d'occupation

Lexique

Approche cycle de vie :

Outil permettant d'évaluer l'impact environnemental, social et économique potentiel d'un produit ou d'un service d'un point de vue holistique à chacune des étapes de son cycle de vie (acquisition des ressources, production, distribution, utilisation en fin de vie)

Article à usage unique :

Article qui n'est pas conçu, créé ou mis sur le marché pour accomplir, pendant sa durée de vie, plusieurs trajets ou rotations en étant retourné à un producteur pour être rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu

Durable :

De nature à durer longtemps, qui présente une certaine stabilité, une certaine résistance [9]

Écofiscalité :

Ensemble d'instruments économiques visant à décourager les activités nuisibles à l'environnement ou à encourager les activités qui lui sont favorables et à en stimuler l'innovation[10]

Économie circulaire :

Système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités[11]

Élimination :

Toute opération visant le dépôt ou le rejet définitif de matières résiduelles dans l'environnement, notamment par la mise en décharge, le stockage ou l'incinération, y compris les opérations de traitement ou de transfert de matières résiduelles effectuées en vue de leur élimination[12]

Enfouissement :

Élimination des ordures ménagères en les compactant par couches et en les recouvrant dans un milieu limitant les risques de contamination

Gaspillage alimentaire :

Toute nourriture destinée à la consommation humaine qui est perdue ou jetée tout au long de la chaîne alimentaire, que ce soit au champ, dans le transport, lors de la transformation, à l'épicerie, dans les restaurants et hôtels ou encore à la maison[13]

ICI assimilables :

ICI produisant des matières résiduelles assimilables, en termes de quantité et de qualité, aux matières résidentielles

Matières éliminées :

Matières résiduelles destinées au dépôt ou au rejet définitif, notamment par la mise en décharge ou par l'incinération

Matières récupérées :

Matières recyclables collectées par le biais de la collecte sélective

9 Larousse
10 Gouvernement du Québec
11 Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire
12 Communauté métropolitaine de Montréal
13 RECYC-QUÉBEC

Matières recyclables :

Matières résiduelles qui peuvent être mises en valeur par la voie du recyclage, pour être réintroduites dans un cycle de production

Matières résiduelles :

Tout résidu de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou, plus généralement, tout bien meuble abandonné ou que la personne qui le possède destine à l'abandon[14]

Récupération :

Ensemble des activités de collecte et de conditionnement des matières résiduelles permettant leur mise en valeur

Recyclage :

Utilisation d'une matière résiduelle en remplacement d'une matière vierge dans un procédé industriel ou réintroduction de la matière organique dans le cycle de production biologique

Réduction à la source :

Action permettant d'éviter de générer des matières résiduelles lors de la fabrication, de la distribution et de l'utilisation d'un produit

Réemploi ou réutilisation :

Utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification importante de son apparence ou de ses propriétés

Résidu ultime :

Résulte du tri, du conditionnement et de la mise en valeur des matières résiduelles et qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques disponibles pour en extraire la part valorisable ou en réduire le caractère polluant ou dangereux[15]

Zéro-déchet :

Démarche qui vise la conservation de toutes les ressources au moyen d'une production, d'une consommation, d'une réutilisation et d'une récupération responsables des produits, des emballages et des matériaux sans incinération et sans rejet dans la terre, l'eau ou l'air qui menacent l'environnement ou la santé humaine[16]

14 RECYC-QUÉBEC

15 Politique québécoise de gestion des matières résiduelles

16 Traduction libre de la définition du *Zero Waste International Alliance*

Montréal

ville.montreal.qc.ca

Ville de Montréal (05-20)



Plan d'action du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Montréal, zéro déchet

2020-2025

Table des matières

Note au lecteur **5**

Échéancier de réalisation **6**

Vers une agglomération zéro déchet **9**

Les catégories d'actions **10**

1. La réduction à la source **11**

1.1 Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique **12**

1.1.1 Interdire certains plastiques à la suite des consultations publiques et des analyses d'impacts 12

1.1.2 Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission 12

1.1.3 Participer et soutenir des événements et des initiatives de réduction à la source 12

1.2 Enrayer le gaspillage alimentaire **13**

1.2.1 Participer à des groupes de travail et établir un plan d'action visant la réduction du gaspillage alimentaire 13

1.2.2 Conseiller les propriétaires de commerces alimentaires sur la lutte contre le gaspillage alimentaire 14

1.3 Lutter contre le gaspillage vestimentaire **14**

1.3.1 Favoriser la collecte par un encadrement moderne 14

1.3.2 Soutenir les marchés de valorisation 15

1.3.3 Interdire l'élimination des invendus et des refus de production de l'industrie et des commerces de détail 15

2. La valorisation de l'ensemble des matières organiques générées **16**

2.1 Optimiser la valorisation des matières organiques **17**

2.1.1 Mettre en place une méthode et une logistique de collecte dans les immeubles de neuf logements et plus (100 % en 2025) 17

2.1.2 Réaliser des projets novateurs pour les parcs immobiliers existants et les nouvelles mises en chantier 17

2.1.3 Encadrer la collecte de matières organiques lors d'événements occupant temporairement le domaine public 17

2.1.4 Mettre en place des services de collecte de matières organiques auprès des institutions et des commerces ciblés avec une priorité donnée aux écoles 17

2.1.5 Interdire progressivement l'élimination des matières organiques dans les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs 18

2.2 Déployer les infrastructures modernes nécessaires pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi efficace des extrants **18**

2.2.1 Construire un centre de biométhanisation (2022) et un centre de compostage (2021) 18

2.2.2 Développer un système de traçabilité des extrants provenant des installations de l'agglomération et des contrats privés de traitement 18

2.3 Valoriser les boues des eaux usées **19**

2.3.1 Identifier des options de valorisation des boues des stations d'épuration des eaux usées et étudier leur faisabilité 19

2.3.2 Mettre en œuvre un plan d'action pour la valorisation des boues des stations des eaux usées 19

3. La collecte systématisée des matières recyclables 20

3.1 Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes 21

3.1.1 Établir des normes de récupération de matières recyclables hors foyer et des critères d'installation de collecte en bordure de rue et déployer des îlots de récupération harmonisés 21

3.1.2 Harmoniser la signalisation, les normes graphiques et les îlots de récupération 21

3.1.3 Favoriser les services de collecte pour l'ensemble des ICI 21

3.1.4 Encadrer la collecte de matières recyclables lors d'événements occupant temporairement le domaine public 21

3.2 Mettre à profit les technologies de pointe dans le tri et le conditionnement des matières collectées 22

3.2.1 Suivre et optimiser les activités du nouveau CTMR dans l'arrondissement de Lachine 22

3.2.2 Réaliser des projets pilotes destinés à tester de nouvelles technologies 22

4. L'augmentation de la récupération des CRD 23

4.1 Accroître la récupération des résidus de CRD lors de la déconstruction 24

4.1.1 Étendre au territoire une clause exigeant la récupération des résidus de CRD lors de l'émission des permis 24

4.1.2 Ajouter une clause de récupération des résidus de béton, de brique, d'asphalte aux devis des contrats de construction sur les chantiers municipaux (clause de déconstruction) 24

4.1.3 Ajouter une clause d'utilisation minimale de matériaux récupérés sur les chantiers municipaux 24

4.2 Compléter la couverture du territoire des écocentres 24

4.2.1 Mettre en exploitation l'écocentre Dickson 24

4.2.2 Évaluer les besoins pour de futurs écocentres 25

4.3 Accroître la récupération des RDD 25

4.3.1 Mettre en place des services de récupération de RDD pour les citoyens et les citoyennes ne pouvant se déplacer 25

5. La stimulation de la participation citoyenne 26

5.1 Sensibiliser et informer par des communications innovantes 27

5.1.1 Promouvoir les dons alimentaires 27

5.1.2 Développer des campagnes adaptées aux différents publics cibles et selon les différentes matières 27

5.1.3 Organiser des activités et des journées spéciales et s'associer à des campagnes qui incitent la population à récupérer les RDD et les halocarbures de manière sécuritaire 27

5.2 Faire preuve d'exemplarité municipale 28

5.2.1 Interdire la vente et la distribution de bouteilles d'eau à usage unique dans les bâtiments municipaux et lors d'événements publics de la Ville 28

5.2.2 Étendre les services de collecte des matières organiques et recyclables dans les bâtiments municipaux non encore desservis 28

5.2.3 Moderniser et augmenter le nombre de fontaines d'eau potable dans les espaces publics et en faire la promotion auprès de la population montréalaise et des touristes 28

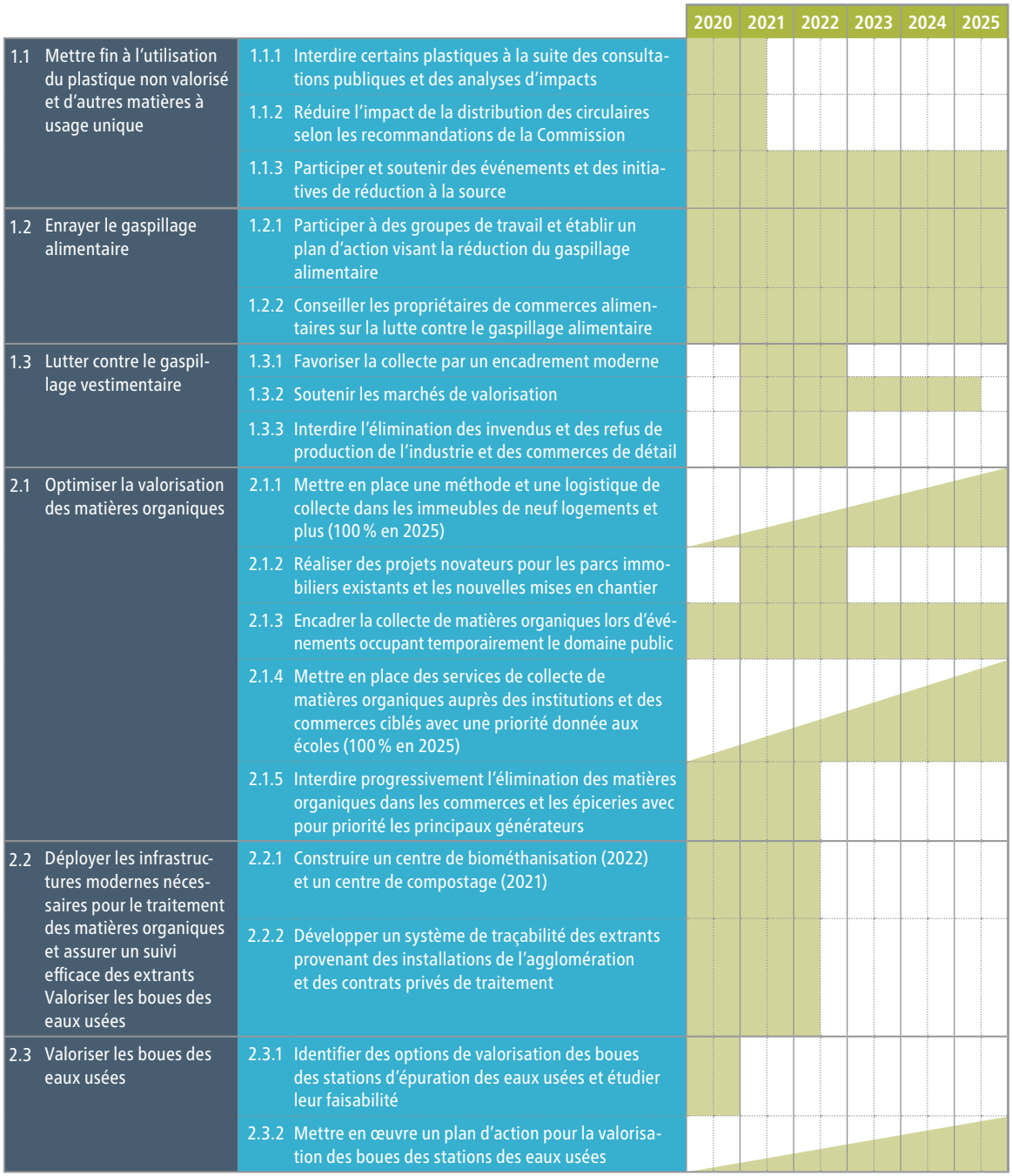
6. L'innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne 29
6.1 Développer des supports pour l'économie circulaire 30
6.1.1 Analyser et réaliser une veille sur la structure du marché des matières recyclables et des CRD, le potentiel de concurrence et les enjeux pour l'agglomération de Montréal 30
6.1.2 Réaliser une étude comparative des pratiques du marché de la gestion des matières recyclables 30
6.1.3 Stimuler de nouveaux marchés locaux de matières recyclables et de CRD 30
6.2 Mettre en place des outils économiques novateurs favorisant une gestion dynamique des matières résiduelles 31
6.2.1 Analyser des modes de gestion existants et/ou novateurs pour traiter les matières résiduelles en fonction du contexte montréalais 31
6.2.2 Faire appel à des pratiques inspirantes d'encouragements (nudges ou coups de pouce) 31
6.2.3 Analyser la chaîne de valeur des activités de recyclage et des facteurs d'influence sur le marché 31
6.2.4 Considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles 31
6.3 Optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles 32
6.3.1 Dresser un portrait des flux de matières résiduelles, de la collecte jusqu'au point de traitement ou d'élimination 32
6.3.2 Former et accompagner les arrondissements à propos des clauses contractuelles relatives au suivi des contrats de collecte et de transport de matières résiduelles 32
6.3.3 Adopter des mesures d'amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte et de transport permettant l'adoption des meilleures technologies 32
6.3.4 Mettre en place des collectes bimensuelles après la tenue de consultations et des projets pilotes 32
6.3.5 Réaliser des études avec la Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles 33
6.4 Évaluer et adapter les besoins en infrastructures 33
6.4.1 Faire un suivi des gisements potentiels et des besoins futurs en centres de traitement de matières résiduelles 33
6.4.2 Amorcer la planification d'un second CTMR dans l'Est de l'île 33
Trois grandes priorités 34
1. La réduction à la source 34
2. Le détournement des matières organiques de l'élimination 35
3. La mobilisation des parties prenantes 35
La reddition de compte du Plan directeur 2020-2025 36
Ensemble des actions du Plan directeur 40
La reddition de compte 41
Cinq indicateurs généraux du plan directeur 42
Liste des acronymes 43
Lexique 44

Note au lecteur

Le présent document détaille les six catégories d'action.

La vision de Montréal, les objectifs à atteindre, les catégories d'actions et les initiatives prioritaires sont présentés dans le document *Stratégie*.

Échéancier de réalisation



		2020	2021	2022	2023	2024	2025
3.1 Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes	3.1.1 Établir des normes de récupération de matières recyclables hors foyer et des critères d'installation de collecte en bordure de rue et déployer des îlots de récupération harmonisés						
	3.1.2 Harmoniser la signalisation, les normes graphiques et les îlots de récupération						
	3.1.3 Favoriser les services de collecte pour l'ensemble des ICI						
	3.1.4 Encadrer la collecte de matières recyclables lors d'événements occupant temporairement le domaine public						
3.2 Mettre à profit les technologies de pointe dans le tri et le conditionnement de matières collectées	3.2.1 Suivre et optimiser les activités du nouveau CTMR dans l'arrondissement de Lachine						
	3.2.2 Réaliser des projets pilotes destinés à tester de nouvelles technologies						
4.1 Accroître la récupération des résidus des CRD lors de la déconstruction	4.1.1 Étendre au territoire une clause exigeant la récupération des résidus des CRD lors de l'émission de permis avec la collaboration des responsables des arrondissements						
	4.1.2 Ajouter une clause de récupération des résidus de béton, de brique, d'asphalte aux devis des contrats de construction sur les chantiers municipaux (clause de déconstruction)						
	4.1.3 Ajouter une clause d'utilisation minimale de matériaux récupérés sur les chantiers municipaux						
4.2 Compléter la couverture du territoire des écocentres	4.2.1 Mettre en exploitation l'écocentre Dickson						
	4.2.2 Évaluer les besoins pour de futurs écocentres						
4.3 Accroître la récupération des RDD	4.3.1 Mettre en place des services de récupération des RDD pour les citoyens et citoyennes ne pouvant se déplacer						
5.1 Sensibiliser et informer par des communications innovantes	5.1.1 Promouvoir les dons alimentaires						
	5.1.2 Développer des campagnes adaptées aux différents publics cibles et selon les différentes matières						
	5.1.3 Organiser des activités et des journées spéciales et s'associer à des campagnes qui incitent la population à récupérer les RDD et les halocarbures de manière sécuritaire						
5.2 Faire preuve d'exemplarité municipale	5.2.1 Interdire la vente et la distribution de bouteilles d'eau à usage unique dans les bâtiments municipaux et lors d'événements publics de la Ville						
	5.2.2 Étendre les services de collecte des matières organiques et recyclables dans les bâtiments municipaux non encore desservis						
	5.2.3 Moderniser et augmenter le nombre de fontaines d'eau potable dans les espaces publics et en faire la promotion auprès de la population montréalaise et des touristes						

		2020	2021	2022	2023	2024	2025
6.1 Développer des supports pour l'économie circulaire	6.1.1 Analyser et réaliser une veille sur la structure du marché des matières recyclables et des CRD, le potentiel de concurrence et les enjeux pour l'agglomération de Montréal						
	6.1.2 Réaliser une étude comparative des pratiques du marché de la gestion des matières recyclables et des CRD dans d'autres villes						
	6.1.3 Stimuler de nouveaux marchés locaux de matières recyclables et CRD						
6.2 Mettre en place des outils économiques novateurs favorisant une gestion dynamique des matières résiduelles	6.2.1 Analyser des modes de gestion existants et/ou novateurs pour traiter les matières résiduelles en fonction du contexte montréalais						
	6.2.2 Faire appel à des pratiques inspirantes d'encouragements (*nudges* – coups de pouce)						
	6.2.3 Analyser la chaîne de valeur des activités de recyclage et des facteurs d'influence sur le marché						
	6.2.4 Considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles						
6.3 Optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles	6.3.1 Dresser un portrait des flux de matières résiduelles, de la collecte jusqu'au point de traitement ou d'élimination						
	6.3.2 Former et accompagner les arrondissements sur les clauses contractuelles relatives au suivi des contrats de collecte et de transport de matières résiduelles						
	6.3.3 Adopter des mesures d'amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte et de transport permettant l'adoption des meilleures technologies						
	6.3.4 Mettre en place des collectes bimensuelles après la tenue de consultations et de projets pilotes						
	6.3.5 Réaliser des études avec la Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles						
6.4 Évaluer et adapter les besoins en infrastructures	6.4.1 Faire un suivi des gisements potentiels et des besoins futurs en centres de traitement de matières résiduelles						
	6.4.2 Amorcer la planification d'un second CTMR dans l'Est de l'île						

Vers une agglomération zéro déchet

Le plan directeur de l'agglomération de Montréal fait partie d'une vision à long terme pour devenir zéro déchet en 2030, même s'il inscrit ses interventions sur la période 2020-2025. On entend par zéro déchet l'aboutissement d'un changement de culture permettant d'éliminer toutes les matières résiduelles qui sont actuellement destinées à l'enfouissement. Une telle réussite s'appuiera sur une multitude d'interventions misant autant sur notre consommation que sur notre façon de produire des biens et des services.

Le Plan directeur 2020-2025 repose sur de grands principes qui dicteront l'approche des interventions devant permettre aux Montréalaises et aux Montréalais d'atteindre les objectifs fixés.

1. La priorité à la réduction à la source, au réemploi, au recyclage, à la valorisation et à l'élimination (3RV-E)
2. La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)
3. L'économie circulaire et la transition écologique
4. La responsabilité de tous

Vision 2025

Montréal accélère, par l'innovation, la collaboration, la sensibilisation et l'exemple, le mouvement qui en fera une agglomération zéro déchet et qui rendra ses citoyennes et ses citoyens fiers. Elle instaure les conditions de sa réussite tant en termes technologiques, économiques, culturels qu'en termes d'infrastructures et de déploiement de services qui permettent une gestion efficace et souple des matières résiduelles.

Les catégories d'actions

Les actions découlent directement des objectifs du plan directeur et sont regroupées en six catégories. Ces dernières correspondent aux leviers dont dispose la Ville pour réduire à la source, augmenter la récupération et diminuer l'élimination. Ce sont des mesures qui généreront des bienfaits considérables liés aux objectifs.

Les six catégories d'actions touchent la réduction à la source, les matières organiques et recyclables, les résidus de construction, rénovation et démolition (CRD), la stimulation de la participation et l'intelligence de marché.

Les prochaines sections détaillent les actions comprises dans ces six catégories.



1. La réduction à la source

La réduction à la source et le réemploi sont les fondations sur lesquelles repose le plan directeur pour aider Montréal à devenir une ville zéro déchet en 2030. Cet objectif ambitieux ne peut être atteint sans une modification des comportements de consommation.

Les bienfaits qui en découleront seront majeurs : une diminution de la pression sur les ressources naturelles pour la production de biens et une réduction considérable des matières résiduelles à éliminer.

Sommaire des initiatives et des actions

	**1.1 Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique**	1.1.1 Interdire certains plastiques à la suite des consultations publiques et des analyses d'impacts
		1.1.2 Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission
		1.1.3 Participer et soutenir des événements et des initiatives de réduction à la source
	**1.2 Enrayer le gaspillage alimentaire**	1.2.1 Participer à des groupes de travail et établir un plan d'action visant la réduction du gaspillage alimentaire
		1.2.2 Conseiller les propriétaires de commerces alimentaires sur la lutte contre le gaspillage alimentaire
	**1.3 Lutter contre le gaspillage vestimentaire**	1.3.1 Favoriser la collecte par un encadrement moderne
		1.3.2 Soutenir les marchés de valorisation
		1.3.3 Interdire l'élimination des invendus et des refus de production de l'industrie et des commerces de détail

La réduction à la source et le réemploi (les deux premiers R de la hiérarchie des 3RV-E) demeurent les gestes les plus significatifs pour réduire la génération et l'élimination de matières résiduelles, ainsi que les impacts environnementaux. La réduction à la source est le geste à prioriser pour générer moins de matières résiduelles. Au quotidien, il s'agit de prendre l'habitude de se questionner sur les gestes à poser à la maison, au bureau et à l'extérieur afin d'éviter de générer des matières résiduelles.

1.1 Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique

1.1.1 Interdire certains plastiques à la suite des consultations publiques et des analyses d'impacts

Les déchets de plastique[1] sont une préoccupation environnementale pour plusieurs pays, provinces et municipalités. Chaque année, huit millions de tonnes de déchets de plastique se retrouvent dans les océans. Depuis une dizaine d'années, la communauté scientifique est fortement mobilisée et mène des travaux en milieu océanique pour étudier, notamment, la toxicité des débris plastiques sur les organismes vivants. Ces travaux qui démontrent l'ampleur mondiale de la pollution des océans par les plastiques provoquent une prise de conscience et forcent les entreprises à modifier certaines pratiques de conception et la population à changer ses habitudes de consommation et d'élimination des plastiques.

Les sacs d'emplettes à usage unique en plastique représentent un problème environnemental notamment lorsqu'ils ne sont pas dirigés vers la filière du recyclage. Leur dégradation dans un lieu d'enfouissement peut prendre plusieurs centaines d'années. En plus d'être une nuisance visuelle, les sacs de plastique abandonnés ont des impacts importants sur les écosystèmes terrestres et marins. Par ailleurs, lorsqu'ils sont collectés ils ajoutent une pression à la filière du recyclage, d'où l'importance de réduire la production à la source.

En effet, les coûts de traitement des matières recyclables sont élevés et les filières de revente et de valorisation sont limitées. C'est pourquoi la Ville de Montréal a adopté un règlement[2] pour interdire la distribution de certains sacs de plastique à usage unique.

La présente action vise à aller plus loin. On voudra réduire l'utilisation d'articles à usage unique (pailles, agitateurs, vaisselle et ustensiles jetables, tasses, etc.) tout en s'assurant de faire des consultations préalables sur les impacts potentiels et de prévoir une période d'adaptation, le temps que soient mises en place des solutions de rechange ayant le moins d'impacts environnementaux.

La révision du Règlement 16-051 sur l'interdiction de la distribution de certains sacs d'emplettes fera également partie de cette démarche.

La Ville de Montréal s'assurera de travailler en concertation avec les villes liées afin que les encadrements réglementaires soient le plus harmonisés possibles.

1.1.2 Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission

Afin de poursuivre son engagement à réduire à la source les matières résiduelles, la Ville de Montréal s'est engagée à analyser l'impact de la distribution des circulaires et de modifier, si nécessaire, la réglementation sur la distribution des articles publicitaires. La Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs qui a été mandatée au printemps 2019 pour tenir une consultation publique sur le contrôle des circulaires a adopté 10 recommandations[3] le 6 décembre 2019. Une des recommandations propose de modifier la réglementation présentement en vigueur.

1.1.3 Participer et soutenir des événements et des initiatives de réduction à la source

Certaines initiatives de réduction à la source ou de réemploi émanant des citoyens et des citoyennes, des organismes communautaires, des entreprises ou du milieu de la recherche peuvent s'avérer très efficaces et prometteuses. La Ville pourra contribuer à ces initiatives de différentes façons, que ce soit par un partage d'expérience et d'expertise, de logistique ou de promotion.

La Ville se doit également d'être exemplaire dans la transition vers le zéro déchet. La Ville pourra mettre en place un Programme zéro déchet qui permettrait aux arrondissements de bénéficier d'une contribution financière pour adopter des mesures spécifiques dédiées au soutien à des initiatives zéro déchet (développement ou élargissement de subventions à l'achat ou à la location de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables, des initiatives de valorisation des invendus alimentaires, les initiatives de familles « zéro déchet », etc.).

1 Objets de plastique à usage unique, plastiques contenus dans les vêtements, plastiques utilisés dans le cadre de la pêche ou de l'aquaculture, etc.

2 *Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail* (Règlement 16-051). Il est en vigueur depuis le 1er janvier 2018. Les arrondissements sont responsables de son application.

3 Rapport sur les circulaires, Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs – février 2020

Ces démarches pourraient être partagées avec l'ensemble des villes liées afin d'envisager une planification concertée de mesures zéro déchet.

Ces actions peuvent se décliner en plusieurs volets :

Les initiatives citoyennes et des autres parties prenantes

- Soutenir des initiatives locales de prévention et de récupération d'articles de plastique abandonnés dans l'environnement. Ces initiatives peuvent prendre la forme de corvées de nettoyage, principalement sur les berges et les cours d'eau intérieurs de Montréal.
- Appuyer les projets citoyens et communautaires de réduction des plastiques à usage unique, notamment les systèmes de consigne de tasses et de bocaux pour les achats en vrac.
- Soutenir les initiatives locales d'économie collaborative et de partage, notamment des projets de type « Bibliothèques d'outils » ou de réparation de petits appareils électroménagers afin de prolonger leur durée de vie.
- Lancer des défis aux petites et moyennes entreprises visant notamment le développement de nouvelles technologies.
- Appuyer les initiatives de recherche auprès des centres de recherche (universitaires ou industriels).

L'exemplarité de Montréal

- Réduire les articles à usage unique dans les activités municipales par la :
- Modification de la politique d'approvisionnement
- Mise en place d'une directive visant à interdire les plastiques à usage unique dans les bâtiments municipaux et lors d'activités municipales ou subventionnées par la Ville.



En complément, la Ville de Montréal s'assurera d'une présence accrue auprès de la population montréalaise lors d'activités de proximité ou d'événements portant sur l'environnement.

1.2 Enrayer le gaspillage alimentaire

1.2.1 Participer à des groupes de travail et établir un plan d'action visant la réduction du gaspillage alimentaire

Le gaspillage alimentaire représente une source importante de matières organiques. La gestion de ces denrées inutilisées génère des impacts environnementaux, sociaux et économiques significatifs qui s'additionnent à ceux qui découlent de leur production, de leur transport, de leur distribution ou de leur transformation. On estime la valeur du gaspillage alimentaire à 2,5 % du PIB de l'agglomération de Montréal.

Selon un sondage[4] réalisé en 2015, 81 % des Québécois se disent préoccupés par le gaspillage alimentaire, mais ont une perception erronée de leur comportement par rapport à ce gaspillage. En effet, près d'un tiers des personnes sondées en attribuent la responsabilité principalement au secteur de la restauration, alors qu'une grande portion du gaspillage alimentaire est générée à la maison.

Depuis 2015, Montréal est membre du Conseil national zéro déchet, responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets stratégiques sur le gaspillage alimentaire. Le conseil municipal a par ailleurs adopté une déclaration pour la mise en place d'un incitatif fiscal fédéral encourageant les producteurs et les détaillants de denrées alimentaires à donner les aliments comestibles invendus à des organismes de bienfaisance. La Ville poursuivra sa participation au groupe de travail du Conseil national zéro déchet notamment en relayant la campagne de communication de ce dernier.

4 IGA (2015) : Résumé du sondage Les Québécois et le gaspillage alimentaire

Le plan d'action sera élaboré dans une démarche collaborative impliquant différents partenaires dont le Système alimentaire montréalais. Ce plan d'action s'appuiera sur un inventaire des meilleures pratiques de réduction du gaspillage alimentaire au Canada et à l'étranger et s'appuiera sur la hiérarchie de la récupération des aliments [5].

Montréal travaillera également avec différentes parties prenantes de l'agglomération afin de mettre en place des mécanismes de collecte de données du gaspillage alimentaire et ainsi adapter l'objectif de réduction de 50 %.

1.2.2 Conseiller les propriétaires de commerces alimentaires sur la lutte contre le gaspillage alimentaire

Enrayer le gaspillage alimentaire peut représenter un défi organisationnel de taille pour certaines entreprises. L'expertise de la Ville sera mise à profit afin de conseiller les commerces sur de bonnes pratiques d'élimination du gaspillage adaptées à leur réalité.

De plus, la Division de l'inspection des aliments du Service de l'environnement poursuivra ses démarches auprès de la Tablée des Chefs pour faire la promotion des dons d'aliments lors des inspections, et ce, afin de réduire le gaspillage alimentaire. L'agglomération propose également d'interdire progressivement l'élimination des matières organiques dans les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs (action 2.1.5).

Également, des partenariats avec les commerçants de quartier, les banques alimentaires et les organismes dédiés à la lutte contre le gaspillage alimentaire pourront être favorisés afin de permettre une répartition plus équitable de la nourriture en fonction des besoins de chaque quartier en termes de sécurité alimentaire. Les meilleures pratiques de revalorisation des aliments invendus ou jugés invendables (ex : légumes imparfaits), mais encore propres à la consommation humaine seront mises de l'avant.

1.3 Lutter contre le gaspillage vestimentaire

La génération de textiles représente quelque 12 kg par personne chaque année, dont 11 kg[6] qui se retrouvent dans les ordures ménagères. Afin de détourner ces textiles de l'enfouissement, le réemploi est une première étape pour réduire à la source. Par cette action, la population est incitée à consommer autrement.

1.3.1 Favoriser la collecte par un encadrement moderne

Des organismes à but non lucratif et des entreprises d'économie sociale font partie de la boucle de récupération d'une partie de ces vêtements et de ces textiles, en mettant à la disposition de la population des boîtes de dons. Depuis plusieurs années, on constate une augmentation des boîtes de dons provenant d'entreprises privées. Plusieurs municipalités québécoises ont décidé d'encadrer, voire de réglementer, l'installation des boîtes de dons pour éviter une récupération inefficace et soutenir les organismes caritatifs.

Afin de favoriser les organismes à but non lucratif et les entreprises d'économie sociale issus de la communauté, l'agglomération entend mettre en place une Politique d'encadrement des boîtes de dons de textiles. Une analyse détaillée sera également réalisée dans le but d'harmoniser les règlements ou les pratiques d'encadrement sur les boîtes de dons. Cette analyse pourra inclure un portrait des acteurs de la chaîne de valeur, une évaluation du gisement des textiles ainsi qu'une étude sur les meilleures pratiques à l'échelle du Canada. Le principe de proximité sera favorisé, en envisageant d'installer des boîtes de dons, notamment dans des espaces publics ou municipaux autres que les écocentres (stationnements d'arénas, centres de loisirs). Des critères de design et d'esthétisme des équipements pourront être inclus, et ce en collaboration avec les arrondissements et les villes liées.

Faire connaître les endroits où l'on peut déposer ou se procurer des produits usagés est simple, en plus d'être un excellent moyen pour aider les citoyens et les citoyennes, les industries, les commerces et les institutions (ICI) à adhérer au réemploi. L'agglomération poursuivra ses actions actuelles en ce sens, afin de stimuler la location ou l'achat de seconde main ainsi que la mise sur pied de réseaux de type friperies locales ou d'autres options. Celles-ci peuvent prendre la forme d'informations pour prolonger la durée de vie des vêtements.

L'agglomération souhaite également être exemplaire en privilégiant une gestion responsable et durable des uniformes des employés, en ce qui a trait à l'approvisionnement à l'échelle locale et à la prolongation de leur durée de vie, dans la mesure du possible.

5 Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis.

6 RECYC-QUÉBEC et Éco Entreprises Québec (août 2015) – Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel 2012-2013

1.3.2 Soutenir les marchés de valorisation

Si le réemploi des matières textiles est à privilégier, certains produits ne peuvent plus le permettre après quelques années. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne soit pas possible de valoriser ces textiles d'une autre manière. Par exemple, les produits d'aménagement et de construction de bâtiments représentent un potentiel sous-exploité, notamment en raison des réglementations québécoises ou canadiennes.

L'agglomération s'engage à soutenir ces marchés, que ce soit par des démarches visant à adapter des règlements ou par ses propres approvisionnements.

L'agglomération sollicitera les différents paliers gouvernementaux afin de développer des filières de recyclage des matières textiles dans le cadre d'une responsabilité élargie des producteurs. Des représentations pourront être faites auprès du gouvernement du Québec pour une réforme de la *Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés*.

1.3.3 Interdire l'élimination des invendus et des refus de production de l'industrie et des commerces de détail

On évalue que près du tiers des textiles produits à l'échelle mondiale en 2018, soit environ 45 milliards de pièces de vêtements, n'ont jamais été vendus. Ceci ne comprend pas les pertes générées lors de la production des textiles, estimées à 92 millions de tonnes, ce qui correspond à 12,3 kg par personne.



Malgré une certaine prise de conscience ces dernières années, certains commerces ont pour pratique de lacérer leurs invendus et de les jeter, générant des matières qui se dirigent à l'enfouissement. La Ville souhaite interdire cette pratique afin d'inciter les commerces à diriger ces textiles vers une récupération.

2. La valorisation de l'ensemble des matières organiques générées

Des services de collecte optimisés, une population bien informée et des infrastructures améliorées favoriseront l'augmentation et la valorisation des matières organiques collectées.

Sommaire des initiatives et des actions

	2.1 Optimiser la valorisation des matières organiques	2.1.1 Mettre en place une méthode et une logistique de collecte dans les immeubles de neuf logements et plus (100 % en 2025)
		2.1.2 Réaliser des projets novateurs pour les parcs immobiliers existants et les nouvelles mises en chantier
		2.1.3 Encadrer la collecte de matières organiques lors d'événements occupant temporairement le domaine public
		2.1.4 Mettre en place des services de collecte de matières organiques auprès des institutions et des commerces ciblés avec une priorité donnée aux écoles
		2.1.5 Interdire progressivement l'élimination des matières organiques dans les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs
	2.2 Déployer les infrastructures modernes nécessaires pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi efficace des extrants	2.2.1 Construire un centre de biométhanisation (2022) et un centre de compostage (2021)
		2.2.2 Développer un système de traçabilité des extrants provenant des installations de l'agglomération et des contrats privés de traitement
	2.3 Valoriser les boues des eaux usées	2.3.1 Identifier des options de valorisation des boues des stations d'épuration des eaux usées et étudier leur faisabilité
		2.3.2 Mettre en œuvre un plan d'action pour la valorisation des boues des stations des eaux usées

Les matières organiques occupent la part la plus importante des matières résiduelles éliminées, soit 55 %. Leur enfouissement a des effets négatifs sur l'environnement, notamment en ce qui a trait à la contamination des eaux et aux émissions de GES, et accélère la vitesse à laquelle les sites d'enfouissement atteignent leur niveau de saturation. Pour les détourner de ces sites, l'agglomération de Montréal souhaite accroître le réseau des infrastructures qui traiteront les matières organiques.

L'agglomération de Montréal tirera profit de la valorisaton des matières organiques. En effet, leur traitement produit du biogaz, une source d'énergie renouvelable, ainsi que du compost qui sert comme engrais et enrichit les sols.

2.1 Optimiser la valorisation des matières organiques

2.1.1 Mettre en place une méthode et une logistique de collecte dans les immeubles de neuf logements et plus (100 % en 2025)

Desservant actuellement la presque totalité des immeubles de huit logements et moins avec une collecte de matières organiques, la Ville souhaite étendre ses services en y incluant les immeubles de neuf logements et plus, soit près du tiers des logements de l'agglomération. Il est à noter qu'environ 18 000 logements de ce type sont déjà desservis dans douze arrondissements.

Les immeubles de neuf logements et plus requièrent une méthode de collecte non seulement adaptée au bâti, mais aussi au contexte socioculturel. Il faudra déterminer la stratégie la mieux adaptée pour augmenter la quantité ainsi que la qualité des matières organiques collectées.

2.1.2 Réaliser des projets novateurs pour les parcs immobiliers existants et les nouvelles mises en chantier

Une prise en compte des objectifs de récupération des matières organiques en amont lors de la planification et de la construction de nouveaux immeubles facilitera leur collecte. Ces nouvelles mises en chantier doivent être adaptées à une collecte efficace, peu importe leur typologie. De concert avec des promoteurs et des constructeurs, des projets pilotes novateurs seront testés afin d'établir les meilleures options de collecte, autant pour les nouveaux développements ou immeubles que pour les parcs immobiliers existants. Dans ces derniers cas, l'intérêt portera principalement sur l'adaptation au cadre bâti.

2.1.3 Encadrer la collecte de matières organiques lors d'événements occupant temporairement le domaine public

Actuellement, certains arrondissements exigent que les promoteurs récupèrent des matières recyclables lors d'événements temporaires occupant le domaine public. Ces événements culturels, sportifs, récréatifs, communautaires ou corporatifs, qui ont surtout lieu en été, génèrent des quantités importantes de matières résiduelles. Dorénavant, ces événements, qui contribuent au dynamisme et à l'image de la métropole, doivent se dérouler dans cet esprit zéro déchet et offrir une collecte couvrant également les matières organiques.

La Ville de Montréal souhaite donc étendre l'encadrement aux matières organiques. L'intégration d'une clause de récupération dans le permis d'occupation temporaire du domaine public ainsi que le fait d'exiger un rapport post-événement permettra d'augmenter les quantités de matières organiques récupérées.

2.1.4 Mettre en place des services de collecte de matières organiques auprès des institutions et des commerces ciblés avec une priorité donnée aux écoles

Afin d'atteindre l'objectif de minimiser les matières organiques enfouies, la Ville souhaite étendre son réseau de collecte. Elle étudiera les besoins des institutions et des commerces ciblés afin de développer et mettre en place une stratégie de collecte efficace. À cet égard, la Ville souhaite prioriser les établissements d'enseignement lors de la mise en œuvre de services de collecte de matières organiques auprès des institutions. Cette attention particulière aux écoles a pour objectif de sensibiliser et d'éduquer la prochaine génération sur l'importance des bons gestes de tri pour la suite de leur parcours de vie.

Par ailleurs, les besoins particuliers de certains commerces ciblés, notamment les cafés et les restaurant seront étudiés en collaboration avec le Service du développement économique afin d'établir quelles matières pourraient être valorisées dans un contexte d'économie circulaire.

En ce qui concerne les autres ICI, la Ville étudiera diverses options afin de favoriser la collecte des matières organiques, en considérant notamment les fréquences requises et les quantités.

Des projets pilote de gestion décentralisée de matières organiques pourraient être soutenus par l'agglomération via des projets de synergie. Ceci permettrait aux ICI ayant une génération importante de matières organiques de travailler en partenariat de proximité avec des installations d'agriculture urbaine pour produire du compost à partir de leurs matières.

2.1.5 Interdire progressivement l'élimination des matières organiques dans les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs

Le gaspillage alimentaire chez les commerces et les épiceries atteint en moyenne 1,31 million de tonnes par année. Des incohérences dans les dates d'expiration et la pratique de remplir de produits les « tablettes » afin de les rendre plus attirantes pour la clientèle créent des excédents en magasin et mènent au gaspillage alimentaire. Bien que des organisations s'associent à certains commerces et épiceries pour faciliter les dons alimentaires, des inventaires sont encore envoyés à l'élimination. Alignée avec l'objectif de bannir toute matière organique des lieux d'enfouissement en 2030, la Ville interdira progressivement l'élimination des résidus alimen taires générés par les commerces et les épiceries afin de les encourager à adopter de meilleures pratiques.

2.2 Déployer les infrastructures modernes nécessaires pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi efficace des extrants

2.2.1 Construire un centre de biométhanisation (2022) et un centre de compostage (2021)

Pour répondre à la tendance positive d'augmentation des matières organiques collectées et traitées, le réseau d'infrastructures pouvant traiter ces matières supplémentaires sera étendu. Ainsi, la Ville prévoit accroître sa capacité de traitement des matières organiques en construisant un centre de biométhanisation et un centre de compostage.

Actuellement, l'unique site de compostage sur l'île ne traite que des feuilles mortes provenant du domaine public. Les matières organiques telles que les résidus alimentaires collectés sont amenées à des sites de compostage situés à l'extérieur de l'île. Ces actions permettront non seulement à l'agglomération de Montréal d'accroître son autonomie locale en traitement de matières organiques, mais présentent également une opportunité économique dans la production de biogaz et de compost qui pourra servir comme engrais.



2.2.2 Développer un système de traçabilité des extrants provenant des installations de l'agglomération et des contrats privés de traitement

Lors du traitement de matières organiques, différents extrants sont issus tels que le compost, le biogaz, le digestat et les rejets. Développer un système de traçabilité de ces extrants offre plusieurs avantages :

- assure le respect des exigences gouvernementales;
- aide à contrôler la facturation des contrats de transport et de traitement;
- complète la réalisation des bilans de gestion des matières;
- optimise les efforts de valorisation.

Une tenue optimisée des registres des intrants et des extrants permet de respecter les règlements sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles. De plus, un système de traçabilité assure un compost de qualité et pratiquement illimité dans son usage (BNQ Grade A).

Le biogaz provenant des centres de biométhanisation sera injecté dans le réseau d'Énergir pour les usages collectifs de l'agglomération. Quant au digestat, autre résidu des processus de biométhanisation, il sera traité dans les centres de compostage. Il restera à déterminer la gestion optimale de ce dernier extrant provenant des centres de biométhanisation. Pour conclure, tout autre rejet sera envoyé à l'élimination, mais on estime que la quantité sera marginale.

2.3 Valoriser les boues des eaux usées

Les boues de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte (Station d'épuration) sont incinérées avant leur élimination. Les cendres sont ensuite envoyées au lieu d'enfouissement technique appartenant à la Ville de Montréal. Or, depuis 2016, les cendres sont valorisables. L'incinération permet également de récupérer de l'énergie sous forme de vapeur qui est partiellement utilisée pour des besoins de la Station d'épuration.

2.3.1 Identifier des options de valorisation des boues des stations d'épuration des eaux usées et étudier leur faisabilité

Les orientations données par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et par le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pointent vers le recyclage de la plus grande quantité possible de boues. Il est approprié d'évaluer d'autres avenues de valorisation des boues qui pourraient être complémentaires à celles en place ou les remplacer. Ces avenues doivent en outre tenir compte des besoins opérationnels et logistiques de la Station d'épuration et des enjeux économiques et environnementaux liés à la valorisation des boues.

Le plan directeur prévoit ainsi réaliser une étude de faisabilité qui servira à identifier les solutions alternatives aux incinérateurs permettant la valorisation des biosolides. Les solutions retenues pour remplacer les incinérateurs à foyers multiples devront permettre de réduire les émissions atmosphériques, les GES et la consommation énergétique. Ces solutions devront également produire des matières résiduelles fertilisantes (MRF) très riches en nutriments et très attrayantes pour la valorisation.

2.3.2 Mettre en œuvre un plan d'action pour la valorisation des boues des stations des eaux usées

À la suite de l'identification des solutions de remplacement, un plan d'action sera développé et mis en œuvre. Il comprendra l'échéancier de mise en place des solutions de remplacement ainsi que les estimations des quantités valorisées.

Actuellement, la Station d'épuration valorise des boues comme engrais agricole.

Les boues de la Station sont séchées par l'unité de séchage thermique. Ce procédé consiste à assécher les boues d'épuration afin de les transformer en granules pouvant être valorisées énergétiquement ou épandues sur des terres agricoles. Des projets ont déjà permis de valoriser près de 500 tonnes de boues séchées comme engrais agricole sur des terres. En outre, le produit Fertili Cendres, issu de l'incinération des boues, a été enregistré comme engrais agricole en 2016 par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Plus de 6 000 tonnes de ce produit ont également été utilisées comme engrais agricole.

3. La collecte systématisée des matières recyclables

Une augmentation des gains en matières recyclables par un ajout de dessertes

Sommaire des initiatives et des actions

	**3.1 Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes**	3.1.1 Établir des normes de récupération de matières recyclables hors foyer et des critères d'installation de collecte en bordure de rue et déployer des îlots de récupération harmonisés
		3.1.2 Harmoniser la signalisation, les normes graphiques et les îlots de récupération
		3.1.3 Favoriser les services de collecte pour l'ensemble des ICI
		3.1.4 Encadrer la collecte de matières recyclables lors d'événements occupant temporairement le domaine public
	**3.2 Mettre à profit les technologies de pointe dans le tri et le conditionnement de matières collectées**	3.2.1 Suivre et optimiser les activités du nouveau CTMR dans l'arrondissement de Lachine
		3.2.2 Réaliser des projets pilotes destinés à tester de nouvelles technologies

Depuis 2008, toutes les personnes qui résident dans l'agglomération ont accès au service de collecte des matières recyclables en bordure de rue. Chaque année, différents outils de collecte adaptés au bâti urbain des territoires (bacs roulants, bacs montréalais) sont distribués dans les nouveaux développements résidentiels. Cependant, il serait possible d'intervenir en amont de ces derniers pour améliorer les performances. Les ICI assimilables au secteur résidentiel et les activités sur le domaine public recevront une attention particulière dans une optique d'augmentation de la participation, des quantités ainsi que de la qualité des matières recyclables collectées.

3.1 Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes

3.1.1 Établir des normes de récupération de matières recyclables hors foyer et des critères d'installation de collecte en bordure de rue et déployer des îlots de récupération harmonisés

Les matières résiduelles récupérées par les îlots de récupération en bordure de rue, également appelés îlots hors foyer, se distinguent de celles des ménages. Une part importante de ces matières est constituée d'emballages facilement récupérables et de bouteilles en plastique à usage unique recyclables. Ces matières résiduelles, provenant principalement de la restauration rapide, représentent plus des trois quarts des matières présentes dans les poubelles hors foyer. Toutefois, actuellement, 90 % des îlots sont à voie unique et il s'y fait peu de tri de matières résiduelles. Ainsi, l'infrastructure des îlots de récupération hors foyer ne correspond ni aux besoins ni aux objectifs de réduction des quantités de matières enfouies.

Non seulement insuffisants, les îlots à plusieurs voies actuellement présents sur la voie publique ne sont pas uniformes à travers l'agglomération. La Ville entend déployer des îlots de récupération harmonisés à travers l'île de Montréal et respectant des normes de récupération et des critères d'installation en bordure de rue. Cette démarche se fera en collaboration avec les villes liées.

En concertation avec les parties prenantes concernées, une stratégie spécifique sera développée et mise en œuvre pour la récupération hors foyer dans les grands parcs.

3.1.2 Harmoniser la signalisation, les normes graphiques et les îlots de récupération

La signalisation et les normes graphiques incitant la population à poser les bons gestes de tri dans les espaces publics sont actuellement non standardisées et manquent d'harmonisation. Ce manque de cohérence de la signalisation des îlots de récupération diminue la compréhension et, conséquemment, la qualité et les quantités de matières recyclables récupérées. La Ville mettra en place des normes graphiques et des standards visuels favorisant la compréhension des bonnes pratiques de tri. Ainsi, une harmonisation de la signalisation et des îlots à l'aide de normes graphiques généreront de meilleures pratiques de tri hors foyer.

Les organismes représentant des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles seront consultés dans le processus d'élaboration et de mise en place de cette harmonisation.

3.1.3 Favoriser les services de collecte pour l'ensemble des ICI

La Ville de Montréal vise une augmentation du nombre des ICI utilisant les services municipaux de collecte de matières recyclables, dans la mesure où ces services correspondent aux besoins résidentiels en matière de fréquence. Les services de collecte sont offerts actuellement selon certaines modalités et dans certains territoires aux ICI assimilables, mais les participants et participantes ne sont pas bien connus. C'est pourquoi un portrait des ICI qui utilisent les services sera réalisé en premier lieu.

Cet inventaire permettra de développer et de mettre en œuvre un plan d'action pour augmenter les quantités de matières recyclables des ICI.

L'agglomération pourra, en collaboration avec des organismes représentant les ICI, participer au développement d'outils de sensibilisation ciblés afin d'encourager les ICI à participer à la collecte sélective des matières recyclables. Un système de déclaration volontaire de desserte des ICI non assimilables au secteur résidentiel pourra être également mis en place afin de recueillir un portrait du gisement des matières recyclables provenant des ICI.

3.1.4 Encadrer la collecte de matières recyclables lors d'événements occupant temporairement le domaine public

Étant donné le fort achalandage et la quantité importante d'emballages et de contenants à usage unique générée lors des événements temporaires ayant lieu dans l'espace public de l'île de Montréal, la Ville mettra à jour l'encadrement des permis d'occupation émis pour ce type d'événements. En plus de la clause de récupération déjà en vigueur, un rapport post-événement des matières collectées sera exigé des promoteurs d'événements occupant

temporairement l'espace public. Le rapport inclura les quantités récupérées et éliminées, les sites de traitement ou d'élimination des matières ainsi qu'un plan de localisation des équipements utilisés. Le recensement de ce type d'informations sera inclus dans les bilans annuels des matières résiduelles de l'agglomération.

3.2 Mettre à profit les technologies de pointe dans le tri et le conditionnement des matières collectées

3.2.1 Suivre et optimiser les activités du nouveau CTMR dans l'arrondissement de Lachine

Dans une perspective d'autonomie régionale et en prévision de l'augmentation des matières recyclables récupérées, l'agglomération s'est dotée d'une nouvelle infrastructure construite dans l'arrondissement de Lachine pour effectuer le tri des matières recyclables et optimiser les activités de collecte et de transport. En exploitation depuis novembre 2019, ce CTMR d'une capacité de 100 000 tonnes dispose d'équipements à la fine pointe de la technologie, entre autres, des équipements de tri optique et des équipements spécifiques pour trier le verre, afin d'optimiser la qualité des matières recyclables et de répondre aux contraintes actuelles du marché. Un deuxième CTMR sera planifié et conçu d'ici 2025 dans l'est de la Ville.

3.2.2 Réaliser des projets pilotes destinés à tester de nouvelles technologies

La qualité des matières recyclables issues du tri est un enjeu étant donné les exigences actuelles du marché. Ainsi, en améliorant la qualité des matières triées, cela augmentera leur valeur ajoutée et favorisera les marchés locaux, dans une optique d'économie circulaire. De projets pilotes utilisant de nouvelles technologies seront mis en œuvre, notamment :

- un procédé de nettoyage du verre pour augmenter sa pureté;
- des séparateurs balistiques et optiques pour les fibres;
- des séparateurs optiques pour les différents types de plastique.



4. L'augmentation de la récupération des CRD

Une hausse de la récupération et de la valorisation des CRD

Sommaire des initiatives et des actions

	**4.1 Accroître la récupération des résidus des CRD lors de la déconstruction**	4.1.1 Étendre au territoire une clause exigeant la récupération des résidus des CRD lors de l'émission de permis avec la collaboration des responsables des arrondissements
		4.1.2 Ajouter une clause de récupération des résidus de béton, de brique, d'asphalte aux devis des contrats de construction sur les chantiers municipaux (clause de déconstruction)
		4.1.3 Ajouter une clause d'utilisation minimale de matériaux récupérés sur les chantiers municipaux
	**4.2 Compléter la couverture du territoire des écocentres**	4.2.1 Mettre en exploitation l'écocentre Dickson
		4.2.2 Évaluer les besoins pour de futurs écocentres
	**4.3 Accroître la récupération des RDD**	4.3.1 Mettre en place des services de récupération des RDD pour les citoyens et les citoyennes ne pouvant se déplacer

Il y a plusieurs systèmes de collecte des résidus de CRD et des encombrants dans les arrondissements. Ces systèmes comprennent la collecte en bordure de la rue à une fréquence régulière ou ponctuelle. Les ménages peuvent aussi déposer leurs matières dans les écocentres.

Les interventions du plan directeur s'intéressent à deux grandes dimensions :

1. la récupération effectuée par les ménages,

2. le réemploi dans la fabrication des matériaux de construction (ex. : asphalte, béton, etc.).

Ceci permet, d'une part, de valoriser les matières résiduelles post-consommation et, d'autre part, d'améliorer la qualité des bétons en utilisant des ajouts cimentaires locaux au lieu de ceux importés, tout en diminuant l'empreinte écologique du béton par la diminution des émissions de GES.

4.1 Accroître la récupération des résidus de CRD lors de la déconstruction

4.1.1 Étendre au territoire une clause exigeant la récupération des résidus de CRD lors de l'émission des permis

Déjà en place au sein de certains arrondissements, une clause de récupération des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) sera incluse dans tous les permis octroyés à la grandeur du territoire. Cette réglementation est non seulement un pas vers la réduction de matières résiduelles enfouies et un encouragement vers une transition écologique, mais elle permet également à la population de faire valoriser ses résidus lors de projets de construction et de rénovations. Cette clause sera incluse dans tous les arrondissements et toutes les villes liées de l'île de Montréal grâce à une étroite collaboration avec les responsables des bureaux de permis respectifs.

4.1.2 Ajouter une clause de récupération des résidus de béton, de brique, d'asphalte aux devis des contrats de construction sur les chantiers municipaux (clause de déconstruction)

Les matières provenant des chantiers municipaux sont réutilisables dans une grande proportion, notamment la pierre et le béton à 90 %, sous forme de béton et d'agrégats répondant aux normes du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) et du ministère des Transports du Québec (MTQ). Pourtant, peu de matières sont récupérées avec les pratiques actuelles. Ainsi, la Ville prévoit inclure une clause de récupération de résidus de béton, de brique, d'asphalte aux devis des contrats lors de constructions et déconstructions sur des chantiers municipaux. La récupération de résidus de CRD réduit l'empreinte écologique et optimise l'utilisation de matières premières.

4.1.3 Ajouter une clause d'utilisation minimale de matériaux récupérés sur les chantiers municipaux

Les matières résiduelles récupérées de chantiers antérieurs peuvent être réemployées sur de nouveaux chantiers. La Ville de Montréal inclura une clause d'utilisation minimale de ce type de matériaux dans l'objectif de faire preuve d'exemplarité dans toutes les étapes de la gestion et de la provenance de matières sur les chantiers municipaux. Cette pratique encouragera la demande de matières de CRD recyclées et favorisera l'économie circulaire.

Actuellement, 18 arrondissements réemploient des matériaux d'excavation pour des travaux de remblai ou d'asphaltage, entre autres, pour des bordures de trottoir. La clause d'utilisation minimale de matières récupérées étendra cette pratique à l'ensemble de l'agglomération et sur d'autres types de chantiers.

4.2 Compléter la couverture du territoire des écocentres

La planification des futurs écocentres ne peut se faire sans être intégrée à une approche globale qui prend en compte une optimisation des écocentres existants, notamment une bonification de l'offre de services.

4.2.1 Mettre en exploitation l'écocentre Dickson

La croissance du réseau des écocentres permettra d'accroître l'accessibilité du service pour la population et d'augmenter les quantités de matières résiduelles détournées de l'enfouissement, notamment les résidus de CRD. Or, la faible disponibilité de terrains sur le territoire demeure un enjeu.

Dans les conditions actuelles, la Ville ne peut faire autrement que d'accroître son réseau d'écocentres pour traiter l'augmentation des résidus de CRD récupérés. L'objectif est de construire et d'exploiter un écocentre sur le site de l'ancien incinérateur Dickson durant la période 2020-2025.

4.2.2 Évaluer les besoins pour de futurs écocentres

Les écocentres existants sont de plus en plus sollicités. Par ailleurs, les analyses actuelles, quant à la récupération de résidus de CRD, montrent la nécessité d'évaluer les besoins pour de futurs écocentres durant la période 2020-2025.

4.3 Accroître la récupération des RDD

4.3.1 Mettre en place des services de récupération de RDD pour les citoyens et les citoyennes ne pouvant se déplacer

De nombreux citoyens et citoyennes de l'île de Montréal, particulièrement ceux qui demeurent au centre-ville ou qui n'ont pas de véhicules, ne sont pas en mesure de se déplacer vers les écocentres pour y apporter leurs résidus domestiques dangereux (RDD). Ainsi, une collecte itinérante auprès de ces personnes ne pouvant se déplacer assure la récupération et le détournement sécuritaire de ce type de résidus. Prenant en compte ces obstacles supplémentaires pour certains citoyens et citoyennes, la Ville de Montréal souhaite améliorer et faciliter la récupération de ces matières dangereuses en mettant en place ces services en plus d'informer sa population sur les précautions à prendre pour effectuer un tri sécuritaire.

5. La stimulation de la participation citoyenne

Les changements de comportement et les bons gestes de tri sont possibles grâce à une sensibilisation et à une mobilisation constantes et positives.

Sommaire des initiatives et des actions

	5.1 Sensibiliser et informer par des communications innovantes	5.1.1 Promouvoir les dons alimentaires
		5.1.2 Développer des campagnes adaptées aux différents publics cibles et selon les différentes matières
		5.1.3 Organiser des activités et des journées spéciales et s'associer à des campagnes qui incitent la population à récupérer les RDD et les halocarbures de manière sécuritaire
	5.2 Faire preuve d'exemplarité municipale	5.2.1 Interdire la vente et la distribution de bouteilles d'eau à usage unique dans les bâtiments municipaux et lors d'événements publics de la Ville
		5.2.2 Étendre les services de collecte des matières organiques et recyclables dans les bâtiments municipaux non encore desservis
		5.2.3 Moderniser et augmenter le nombre de fontaines d'eau potable dans les espaces publics et en faire la promotion auprès de la population montréalaise et des touristes

Cette catégorie d'actions est, à plusieurs égards, transversale à l'ensemble du plan directeur car réduire de 10 % d'ici 2025 les matières résiduelles générées globalement en plus d'accroître les matières récupérées de 30 % ne se fera pas sans la population et les industries, les commerces et les institutions (ICI). Le présent plan en a d'ailleurs fait son principe directeur. Les réussites du Plan directeur 2020-2025 reposeront sur des activités d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) ciblées, éclairantes et efficaces.

De fait, le manque d'information sur les divers types de récupération et de collectes offerts, tant pour les ménages que pour les ICI, ou encore la perception qu'il est plus complexe de récupérer les résidus alimentaires– où des gains majeurs peuvent être accomplis – que les matières recyclables sont des obstacles majeurs. La proactivité prévue quant à l'ISÉ constitue un accélérateur de la participation des différentes parties prenantes.

Les activités d'ISÉ ne se limiteront pas à la communication. Elles se traduiront aussi par un appui lors d'événements publics portant sur la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation (3RV). Le plan directeur favorisera la poursuite de ces activités de proximité. De même, il importera de donner l'exemple afin d'inspirer les citoyens et les citoyennes et de les encourager à conserver leurs bonnes pratiques.

5.1 Sensibiliser et informer par des communications innovantes

5.1.1 Promouvoir les dons alimentaires

Non seulement un enjeu dans le secteur de la restauration, le gaspillage alimentaire est plus présent au sein des ménages que ce qui est perçu généralement. De fait, il représente près de la moitié des pertes totales. Le gaspillage alimentaire dans son ensemble se chiffre à 3,4 milliards de dollars à Montréal seulement.

L'une des solutions pour pallier ce problème et réduire les quantités de produits alimentaires gaspillés est le don d'aliments lorsque ceux-ci sont encore comestibles. La promotion de cette pratique favorisera l'utilisation optimale de denrées alimentaires, permettra d'aider les citoyens et les citoyennes dans le besoin et réduira les quantités de matières résiduelles générées.

Par conséquent, la Ville de Montréal s'engage à promouvoir les pratiques de dons alimentaires sur toute la chaîne alimentaire, de la production à la consommation. Tel qu'évoqué pour l'action 1.2.2, la collaboration avec la Tablée des chefs est un bon exemple pour sensibiliser les employés du secteur de la restauration.

5.1.2 Développer des campagnes adaptées aux différents publics cibles et selon les différentes matières

Les efforts déployés en communication ces dernières années ont permis de réaliser des gains importants, mais les taux de récupération sont encore loin des objectifs. Il subsiste aussi des freins à la participation de la population à la collecte des matières organiques dont la pratique n'est pas aussi répandue que celle du recyclage. Face à ces enjeux, il est primordial de développer des communications adaptées aux différentes matières et clientèles afin de les informer adéquatement pour qu'elles adhèrent et se sentent concernées.

La réduction à la source ainsi que le réemploi feront partie intégrante des communications. Celles-ci pourront se décliner de différentes façons afin d'informer les citoyens et les citoyennes des ressources à leur disposition pour consommer de manière responsable.

La participation des citoyens et des citoyennes aux bons gestes de tri, qu'ils habitent dans des immeubles de huit logements et moins ou de neuf logements et plus, et des ICI est fondamentale pour l'atteinte des objectifs de l'agglomération en gestion de matières résiduelles. C'est pourquoi tous les types de matières résiduelles feront l'objet de campagnes de sensibilisation et d'information adaptées aux différents publics cibles en tenant compte des besoins des personnes aînées ou ayant des limitations fonctionnelles.

La promotion des meilleures pratiques et des options à privilégier pour gérer adéquatement les matières résiduelles sera renforcée.

Un volet sur les pratiques écoresponsables, sur la promotion des initiatives locales de sensibilisation ainsi que sur les activités d'éducation visant les institutions d'enseignement sera mis de l'avant.

Les initiatives locales de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement qui sont un complément aux communications municipales, particulièrement dans les activités de mobilisation de la jeunesse, seront encouragées.

L'agglomération pourra également collaborer avec le monde de la recherche universitaire afin de mettre en place des initiatives de science participative comme mode de communications et de mobilisation de la population.

5.1.3 Organiser des activités et des journées spéciales et s'associer à des campagnes qui incitent la population à récupérer les RDD et les halocarbures de manière sécuritaire

Les RDD et les appareils contenant des halocarbures constituent un risque sérieux pour l'environnement et pour la santé humaine s'ils ne sont pas dirigés adéquatement vers une filière de récupération. Les écocentres ainsi que les collectes itinérantes dédiées aux RDD permettent leur récupération ainsi que leur valorisation de manière sécuritaire. Leur récupération se fait par apport volontaire de la population.

Comme la récupération de ce type de résidus présente davantage d'obstacles que la récupération des biens d'usage courant, il faut développer une approche spécifique pour informer la population et promouvoir leur récupération sécuritaire. Ainsi, la Ville organisera des activités et des événements qui feront la promotion des écocentres et qui présenteront des débouchés alternatifs ou temporaires



pour la récupération de ce type de biens auprès de la population. On l'encouragera ainsi à prioriser les points de dépôt pour leurs RDD et produits électroniques ou toute autre nouvelle matière, dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs.

5.2 Faire preuve d'exemplarité municipale

5.2.1 Interdire la vente et la distribution de bouteilles d'eau à usage unique dans les bâtiments municipaux et lors d'événements publics de la Ville

Pour améliorer et promouvoir la réduction à la source et, plus précisément, pour réduire l'utilisation de bouteilles d'eau à usage unique, la Ville de Montréal souhaite faire preuve d'exemplarité en interdisant leur vente et leur distribution dans ses bâtiments et durant ses événements publics. Cette pratique, déjà instaurée dans plusieurs universités québécoises, a pour objectifs de réduire l'utilisation du plastique et de sensibiliser la population. Cette interdiction sera complémentaire à l'objectif de diminuer la consommation de boissons contenant des sucres ajoutés.[7]

5.2.2 Étendre les services de collecte des matières organiques et recyclables dans les bâtiments municipaux non encore desservis

L'agglomération se doit d'être exemplaire dans ses bâtiments municipaux. Dans le cas des matières recyclables, on estime que 85 % des édifices municipaux offrent les équipements appropriés à leur récupération, mais on observe un manque de clarté pour certains contenants, ce qui peut entraîner des erreurs lors du geste de tri. Quant aux matières organiques, le portrait est encore à réaliser, ce qui illustre un faible taux de pénétration.

L'agglomération offrira des équipements de récupération des matières recyclables et organiques dans tous les bâtiments municipaux et dans toutes les aires publiques où la fréquentation le justifie. Ce faisant, le personnel et la population utilisant ces bâtiments pourront répliquer les bonnes habitudes prises à leur domicile.

5.2.3 Moderniser et augmenter le nombre de fontaines d'eau potable dans les espaces publics et en faire la promotion auprès de la population montréalaise et des touristes

En complémentarité avec l'interdiction de vendre des bouteilles d'eau à usage unique dans les bâtiments municipaux ainsi que lors d'événements publics, la Ville souhaite moderniser les fontaines d'eau potable dans les espaces publics et augmenter leur nombre. Le fait de remplacer la consommation d'eau embouteillée par celle de l'eau provenant des fontaines présente des bienfaits pour l'environnement car il réduit les quantités de plastique à usage unique produites et consommées. Cette pratique est également avantageuse à long terme, d'un point de vue économique, pour les adeptes d'eau embouteillée car elle les incite à s'équiper de bouteilles réutilisables pour réduire leur utilisation de plastique et à consommer davantage d'eau de l'aqueduc. La promotion de cette eau sera coordonnée avec l'installation et la modernisation des fontaines d'eau potable

7 Motions du conseil municipal CM18 0709 et CM17 1401 respectivement

6. L'innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne

La mise en place de corrections réfléchies aux conditions de marché et d'incitatifs économiques par une approche novatrice et par l'écofiscalité.

Sommaire des initiatives et des actions

	6.1 Développer des supports pour l'économie circulaire	6.1.1 Analyser et réaliser une veille sur la structure du marché des matières recyclables et des CRD, le potentiel de concurrence et les enjeux pour l'agglomération de Montréal
		6.1.2 Réaliser une étude comparative des pratiques du marché de la gestion des matières recyclables et des CRD dans d'autres villes
		6.1.3 Stimuler de nouveaux marchés locaux de matières recyclables et des CRD
	6.2 Mettre en place des outils économiques novateurs favorisant une gestion dynamique des matières résiduelles	6.2.1 Analyser des modes de gestion existants et/ ou novateurs pour traiter les matières résiduelles en fonction du contexte montréalais
		6.2.2 Faire appel à des pratiques inspirantes d'encouragements (*nudges* ou coups de pouce)
		6.2.3 Analyser la chaîne de valeur des activités de recyclage et des facteurs d'influence sur le marché
		6.2.4 Considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles
	6.3 Optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles	6.3.1 Dresser un portrait des flux de matières résiduelles, de la collecte jusqu'au point de traitement ou d'élimination
		6.3.2 Former et accompagner les arrondissements sur les clauses contractuelles relatives au suivi des contrats de collecte et de transport de matières résiduelles
		6.3.3 Adopter des mesures d'amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte et de transport permettant l'adoption des meilleures technologies
		6.3.4 Mettre en place des collectes bimensuelles après la tenue de consultations et de projets pilotes
		6.3.5 Réaliser des études avec la Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles
	6.4 Évaluer et adapter les besoins en infrastructures	6.4.1 Faire un suivi des gisements potentiels et des besoins futurs en centres de traitement de matières résiduelles
		6.4.2 Amorcer la planification d'un second CTMR dans l'Est de l'île

Plusieurs des enjeux actuels et des réponses aux défis de la gestion des matières résiduelles sont de nature économique alors que certains enjeux sont structurels. L'expertise de la Ville peut être mise à contribution pour corriger les défaillances du marché, en respectant le principe d'économie circulaire et en collaborant avec toutes les parties impliquées.

En outre, il importe de bien comprendre les enjeux afin de développer un coffre à outils qui permettra d'atteindre efficacement les objectifs du plan directeur. Le développement de ces outils novateurs, tels que des encouragements en économie comportementale et des mesures d'écofiscalité, doit faire l'objet d'une attention soutenue pour ne pas générer d'effets indésirables, sans oublier leur intégration aux initiatives de la cinquième catégorie.

6.1 Développer des supports pour l'économie circulaire

6.1.1 Analyser et réaliser une veille sur la structure du marché des matières recyclables et des CRD, le potentiel de concurrence et les enjeux pour l'agglomération de Montréal

Les marchés des différentes matières ont connu de fortes fluctuations ces dernières années si bien que, dans plusieurs cas, les conditions économiques ne sont pas favorables. D'une part, dans le cas des matières recyclables, la fermeture du marché chinois aux importations de papier et de plastiques mixtes résulte d'une hausse de l'approvisionnement local chinois et d'exigences de qualité de plus en plus strictes. Cette fermeture a entraîné une baisse du prix des matières produites actuellement par les centres de tri et a provoqué une surabondance de matières recyclables difficiles à écouler.

D'autre part, l'expérience récente dans l'attribution de certains contrats montre des restrictions dans le marché et une faible concurrence. C'est le cas notamment pour le traitement des gisements résidentiels provenant des écocentres du réseau montréalais, des collectes dédiées en bordure de rue ainsi que des ramassages de dépôts sauvages. Il semble que les matières collectées présentent un faible potentiel de valorisation.

De plus, le marché du traitement des résidus de CRD résidentiels et des encombrants connait actuellement des difficultés, notamment en ce qui a trait aux débouchés disponibles pour la matière récupérée (ex. : bois traité, fibre de verre, isolant, gypse, porcelaine, PVC, résidus multimatières et « fines »). Cela a un impact sur la quantité de matières pouvant être valorisée et sur les coûts de traitement.

La présente action vise à assurer une constance dans l'intelligence de marché de l'agglomération de Montréal quant à ces marchés. Il importe de couvrir autant les dimensions de collecte, de traitement que de valorisation. La démarche prévoit ainsi de :

- réaliser un état des lieux du marché ainsi que des entrepreneurs de la grande région de Montréal;
- caractériser les matières acheminées aux sites de traitement afin d'évaluer leur potentiel de valorisation;
- effectuer un recensement de la destination des matières et leur utilisation/valorisation finale en intégrant les études déjà réalisées;
- Identifier les contraintes d'utilisation des matières dans les différentes filières.

6.1.2 Réaliser une étude comparative des pratiques du marché de la gestion des matières recyclables

Face à la fermeture du marché chinois à 24 matières recyclables et à la suite de l'annonce subséquente de la volonté de la Chine de bannir 32 matières supplémentaires à l'horizon 2019, de nombreux pays sont confrontés à la difficulté d'écouler les matières recyclables récupérées, principalement les fibres et les plastiques, qui s'accumulent dans les centres de tri. Dans ce contexte de difficulté à trouver des marchés alternatifs aux matières refusées, une analyse de la concurrence dans le marché des matières recyclables sera réalisée.

L'analyse s'intéressera à différents modes de gestion des matières résiduelles, qu'ils soient privés, publics ou autre. Une comparaison et une analyse de l'ensemble de la gestion des matières recyclables pouvant s'adapter au contexte politique et règlementaire de l'agglomération favoriseront l'innovation des méthodes mises en place actuellement.

6.1.3 Stimuler de nouveaux marchés locaux de matières recyclables et de CRD

La collecte des matières recyclables et de CRD a bien progressé ces dernières années et les démarches du présent plan directeur permettront d'autres gains.

Leur traitement progressera également grâce à l'expansion de certaines infrastructures. Toutefois, les débouchés de ces matières à la suite du traitement restent incertains et présentent des enjeux. Une compréhension pointue des différents marchés permettra de cibler des interventions visant à maximiser la valorisation de la matière récupérée. L'agglomération de Montréal entend donc intervenir pour corriger les écarts dans les différents marchés.

6.2 Mettre en place des outils économiques novateurs favorisant une gestion dynamique des matières résiduelles

6.2.1 Analyser des modes de gestion existants et/ou novateurs pour traiter les matières résiduelles en fonction du contexte montréalais

L'établissement des meilleurs modèles de gestion des matières résiduelles permettra d'améliorer la performance de l'agglomération de Montréal. Il faut calibrer ces analyses en fonction des flux de matières à considérer et du contexte de l'agglomération de Montréal, soit en considérant l'encadrement règlementaire et les politiques d'approvisionnement. Cette action prévoit l'inventaire et l'analyse des modes de gestion privée, publique, d'OBNL ou d'autres modèles novateurs en regard des avantages quant aux coûts, au niveau de contrôle, à la contribution à l'économie locale et circulaire ou à d'autres facteurs à définir.

6.2.2 Faire appel à des pratiques inspirantes d'encouragements (nudges ou coups de pouce)

Issue de l'économie comportementale, l'approche des encouragements (ou coups de pouce, dérivés de l'anglais nudges) sert à influencer les comportements. Ces encouragements consistent en des interventions légères qui modifient les mécanismes de choix pour les orienter vers de meilleures pratiques de réduction à la source ou de récupération. L'approche a été popularisée par le professeur Richard Thaler, lauréat du prix Nobel d'économie de 2017.

Cette pratique est déjà appliquée dans certains pays pour encourager les bons gestes de tri. C'est une pratique économique et novatrice, complémentaire aux réglementations et aux approches fiscales. Elle fera de la Ville de Montréal un précurseur dans le domaine. L'agglomération de Montréal entend introduire des encouragements pour réduire à la source et augmenter la récupération. De fait, les champs d'application de cette approche sont vastes et présentent l'avantage d'être facile à implanter.

Ainsi, pour assurer une application optimale des « coups de pouce » et en complément aux études effectuées, des projets pilotes seront menés pour déterminer les options qui auront le plus d'impact et qui seront les plus avantageuses.

6.2.3 Analyser la chaîne de valeur des activités de recyclage et des facteurs d'influence sur le marché

Dans un contexte où il est difficile de trouver des marchés de rechange pour les matières recyclables refusées avec la fermeture du marché chinois, une analyse s'intéressera à toutes les étapes de la chaîne de recyclage. Cette analyse prendra en compte les pratiques en amont, au sein de la chaîne et en aval de la chaîne de recyclage.

6.2.4 Considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles

L'écofiscalité est généralement utilisée pour inciter des comportements favorables pour l'environnement et limiter le gaspillage. Cette pratique se manifeste par un signal qui indique aux utilisateurs et utilisatrices le coût environnemental de leur comportement. Dans le cas de la gestion des matières résiduelles, cela consiste à montrer que cette gestion n'est pas gratuite et qu'il y a un coût environnemental associé au fait de destiner des matières à l'enfouissement.

L'écofiscalité favorise non seulement la réduction des matières enfouies mais représente également une source additionnelle de revenus pour l'agglomération. Ainsi, ces recettes fiscales favorisent les investissements de différentes natures, qui contribuent à l'atteinte des objectifs du plan directeur et au développement d'une agglomération durable.

L'agglomération de Montréal entend étudier ces mesures d'écofiscalité dans l'horizon 2020-2025. Il faudra bien documenter les mesures instaurées dans des villes comparables qui obtiennent les meilleurs résultats tout en considérant l'acceptabilité sociale et le contexte montréalais. L'objectif demeurera d'inciter chacun et chacune à ajuster ses choix de consommation et à poser le bon geste de tri.

6.3 Optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles

6.3.1 Dresser un portrait des flux de matières résiduelles, de la collecte jusqu'au point de traitement ou d'élimination

Les services de collecte de matières résiduelles parcourent 7,5 millions de kilomètres chaque année pour amener ces résidus des ménages et des ICI aux centres de traitement et aux sites d'enfouissement. La complexité logistique de la collecte de chaque matière nécessitant des fréquences adaptées, des infrastructures propices et adéquates aux diverses matières et une synchronisation des services sont quelques exemples des défis que présente la collecte des matières résiduelles. Un portrait détaillé du flux et du transport des matières résiduelles ainsi que la traçabilité de celles-ci favorisera l'innovation et l'optimisation du transport ainsi qu'une réduction des impacts environnementaux et économiques. Conséquemment, les contrats de collecte alloués seront adaptés aux optimisations prévues.

6.3.2 Former et accompagner les arrondissements à propos des clauses contractuelles relatives au suivi des contrats de collecte et de transport de matières résiduelles

Les collectes de matières résiduelles auprès des résidents, des résidentes et des ICI de l'agglomération sont effectuées par des entreprises privées spécialisées. Plusieurs centaines de contrats de collecte de matières résiduelles sont octroyés et renégociés chaque année, ce qui représente des sommes importantes. De plus, les clauses contractuelles de collecte et de transport des matières résiduelles sont régulièrement adaptées et modifiées. Il faut également veiller à respecter les normes et les réglementations respectives des entreprises.

Compte tenu de la complexité de la gestion et de la surveillance de ces contrats, la Ville souhaite accompagner les responsables de chaque arrondissement et les former sur la gestion adéquate et la compréhension exhaustive des clauses des contrats de collecte et de transport de matières résiduelles. La gestion s'en trouvera optimisée et mieux harmonisée.

6.3.3 Adopter des mesures d'amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte et de transport permettant l'adoption des meilleures technologies

Depuis le 1er janvier 2015, les compétences relatives à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles résidentielles provenant des arrondissements relèvent du conseil municipal de la Ville de Montréal.

Ce regroupement de compétences a permis de développer une approche normalisée et harmonisée des appels d'offres, ce qui a généré une réduction des coûts de collecte, de transport et d'élimination et ce, malgré l'augmentation du service à la population.

La Ville de Montréal veillera à optimiser les devis de collecte et de transport pour favoriser de meilleures conditions de compétition entre les entreprises, améliorer la qualité des services à la population et pour s'ajuster aux changements et aux opportunités (marché, développement d'orientation sur les collectes). Le tout doit se faire en tenant compte des orientations en matière de transition écologique, notamment en ce qui concerne les critères pour les flottes de véhicules.

6.3.4 Mettre en place des collectes bimensuelles après la tenue de consultations et des projets pilotes

Suivant le principe directeur des 3RV-E, la Ville souhaite réviser la fréquence des collectes d'ordures ménagères pour passer d'une collecte hebdomadaire à une collecte bimensuelle, dans le but d'augmenter les quantités de matières recyclables et organiques récupérées. La fréquence de la collecte des ordures ménagères sera adaptée en fonction des quantités moindres générées Cette réduction des fréquences de collecte se fera à la suite de consultations publiques et d'études comparatives de villes ayant implanté une collecte bimensuelle d'ordures ménagères comme Toronto et Gatineau.

6.3.5 Réaliser des études avec la Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles

Les municipalités ont un contrôle restreint sur les matières, contenants et emballages qui sont mis en marché. Le pouvoir d'encadrer la génération de ces matières et produits appartient aux paliers de gouvernements supérieurs qui pourraient en limiter la mise en marché s'il n'existe pas de filière de réutilisation ou de valorisation.

Cependant, dans le contexte d'une diminution potentielle de la capacité des lieux d'enfouissement sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), la Ville de Montréal en collaboration avec la CMM étudiera les solutions technologiques disponibles pour valoriser les matières qui continuent à être dirigées à l'enfouissement. Une grande partie de ces résidus est potentiellement valorisable, même à la suite du tri résidentiel. Ainsi, la Ville de Montréal collaborera avec la Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles[8] (Chaire de recherche) afin de mettre en valeur la plus grande quantité possible des ordures ménagères. Un tri adapté à ces matières pourra augmenter les quantités de matières recyclables. Certaines matières pourraient être destinées à la fabrication de combustibles ou de produits chimiques.

La Chaire de recherche travaillera notamment sur :

- Une analyse de l'applicabilité des technologies de valorisation énergétique en fonction de leur niveau de maturité, de leur coût de mise en œuvre et de leurs spécifications techniques. Des essais pilotes pourraient être mis en œuvre, par exemple une valorisation des refus de centres de tri dans les cimenteries.
- Une analyse des technologies de tri et de prétraitement des ordures ménagères en vue de diminuer les quantités de matières enfouies.

Les infrastructures municipales, notamment les CTMR, les CTMO ainsi que le centre pilote de prétraitement en planification pourront être utilisées pour réaliser ces essais.

6.4 Évaluer et adapter les besoins en infrastructures

6.4.1 Faire un suivi des gisements potentiels et des besoins futurs en centres de traitement de matières résiduelles

Les marchés changent, tout comme les technologies. Les actions passées et celles que générera le Plan directeur 2020-2025 changeront également la donne pour les matières résiduelles à Montréal.

Il importe donc de suivre l'évolution des différents gisements de matières résiduelles afin de cibler et d'anticiper les besoins futurs en matière d'infrastructure et de déterminer les investissements nécessaires pour assurer le traitement de toutes les matières résiduelles. On assurera dès lors une gestion efficace des matières résiduelles.

6.4.2 Amorcer la planification d'un second CTMR dans l'Est de l'île

En parallèle à la mise en place du centre de traitement des matières recyclables dans l'arrondissement de Lachine, l'agglomération de Montréal prévoit implanter dans l'Est de l'île une infrastructure pour effectuer le tri des matières recyclables et optimiser les activités de collecte et de transport. Cette nouvelle infrastructure s'inscrit dans une perspective d'autonomie régionale et de réduction des distances de transport.

8 La Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles, dont la Ville de Montréal est membre fondatrice, développe des projets de recherche dans le but de valoriser plus efficacement les matières résiduelles, et ce, dans une optique d'économie circulaire et de développement durable.

Trois grandes priorités

Ces six catégories d'actions et les 49 actions auront des portées différentes au regard de la performance actuelle en matière de gestion des matières résiduelles et compte tenu du contexte de l'agglomération de Montréal. Par exemple, la stimulation de la participation citoyenne et l'intelligence du marché doivent être vues comme transversales à l'ensemble des catégories d'actions, en appui à leur mise en œuvre.

L'agglomération a choisi de mettre de l'avant trois priorités assorties d'objectifs ambitieux. Ces priorités ont été déterminées, car elles représentent les leviers les plus importants pour améliorer la performance actuelle de l'agglomération. Le Plan directeur 2020-2025 met ainsi de l'avant ces trois grandes priorités :

1. La réduction à la source
2. Les matières organiques
3. La responsabilité des parties prenantes

Le plan directeur associe à ces priorités des initiatives qui seront mises en œuvre à brève échéance.



1. La réduction à la source

La réduction à la source est le fondement d'une réduction générale des matières résiduelles générées. Considérant les enjeux de la surconsommation, une meilleure gestion et une adaptation des achats peuvent réduire une quantité importante de matières résiduelles générées. À titre d'exemple, approximativement 33 % des déchets alimetaires sont évitables. La surconsommation s'observe également dans le domaine des textiles où 9,5 millions de tonnes de vêtements sont enfouies annuellement en Amérique du Nord seulement. Les actions à placer dans la catégorie réduction à la source se trouvent en première position parce que leurs effets ont le plus d'impact. D'ailleurs, les catégories cinq et six (stimulation de la participation citoyenne et innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne mettent en avant des outils pour toutes les matières et pour tous les publics, afin de favoriser une consommation, une récupération et une valorisation responsables.

Initiatives principales

- Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique et instaurer un encadrement règlementaire pour les plastiques à usage unique des 2020
- Lutter contre le gaspillage alimentaire, avec un objectif de réduction du gaspillage alimentaire de 50 % d'ici 2025
- Lutter contre le gaspillage vestimentaire en facilitant le don et la valorisation des textiles, ce qui comprendra l'interdiction d'éliminer les invendus et les refus de production de l'industrie et des commerces du textile et un encadrement règlementaire pour le déploiement des boîtes de dons
- Mobiliser la communauté, incluant le soutien aux événements et aux activités de promotion de la réduction à la source et les campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation
- Considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles

2. Le détournement des matières organiques de l'élimination

La seconde priorité repose sur la gestion des matières organiques. Comme présenté précédemment, ces matières constituent la principale composante des matières éliminées actuellement, soit 55 % du total. Les actifs déployés permettront leur valorisation. La Ville de Montréal propose d'augmenter le détournement des matières organiques enfouies à 60 % pour 2025 et à 100 % pour 2030. Les initiatives suivantes seront mises en place pour atteindre ces objectifs.

Initiatives principales

- Inciter au bon geste de tri en ajustant les modalités de collecte (ajustement des outils de collecte, espacement des collectes d'ordures ménagères). Des projets pilotes prendront place dès 2020.
- Déployer des infrastructures modernes pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi efficace des extrants
- Mettre en place des collectes de matières organiques dans les immeubles de neuf logements et plus (100 % 2025)
- Implanter des collectes de matières organiques dans les écoles (100 % en 2025)
- Interdire de façon progressive, pendant la durée du plan directeur, l'élimination des matières organiques pour les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs

3. La mobilisation des parties prenantes

Principe directeur du Plan, la collaboration de tous et toutes et la mobilisation des parties prenantes sont des conditions essentielles à sa réussite. Cette troisième priorité consiste en la mobilisation des parties prenantes pour s'assurer de la cohérence des actions mises en œuvre par les partenaires institutionnels et corporatifs avec les cibles de l'agglomération de Montréal.

Par ailleurs, les matières recyclables et les CRD ont fait l'objet de nombreuses actions par le passé et présentent des taux de valorisation proches des objectifs cibles. Pour les dépasser, il faut que d'autres parties prenantes, dont les gouvernements du Québec et du Canada, s'impliquent via le développement d'une économie circulaire assurant la valorisation des matières triées. Montréal s'engage à être un acteur du changement et à utiliser son influence pour que les coûts de gestion des matières résiduelles assumées par les municipalités soient remboursés à 100 % par les générateurs privés.

Initiatives principales

- Présenter au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) le coût total de la gestion des matières recyclables et des résidus de CRD et établir des modalités de remboursement représentatives de la réalité du marché
- Intégrer une clause exigeant la récupération des résidus de CRD lors de l'émission de permis, avec la collaboration des responsables des arrondissements et dans les clauses techniques des appels d'offres de travaux de la Ville
- Analyser les modes de gestion existants ou novateurs pour le traitement des matières résiduelles (CRD et matières recyclables)
- Soutenir des projets de recherche dans le but de valoriser plus efficacement les matières résiduelles

La reddition de compte du Plan directeur 2020-2025

Le Plan directeur 2020-2025 compte six grandes catégories d'actions appuyées par 18 initiatives. À chacune de ces dernières sont associées des actions précises et concrètes dont le total se chiffre à 49.

Ensemble des actions du Plan directeur

Initiatives	Actions	Type	Indicateur	Livrables	Échéancier	Responsable	Partenaires
	Catégorie d'actions 1	**La réduction à la source** – La réduction à la source et le réemploi sont les fondations sur lesquelles repose le plan directeur pour aider Montréal à devenir une ville zéro déchet en 2030. Cet objectif ambitieux ne peut être atteint sans une modification des comportements de consommation. Les bienfaits qui en découleront seront majeurs : une diminution de la pression sur les ressources naturelles pour la production de biens et une réduction considérable des matières résiduelles à éliminer.					
	1.1 Mettre fin à l'utilisation du plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique						
1.1.1	Interdire certains plastiques à usage unique à la suite des consultations publiques et des analyses d'impacts	Agir	Quantité de matières cibles produites et récupérées sur le territoire	Interdiction des plastiques cibles	2020-2021	Service de l'environnement	Arrondissements, CMM, Service du développement économique, Services des affaires juridiques
1.1.2	Réduire l'impact de la distribution des circulaires selon les recommandations de la Commission	Analyser	Quantité des circulaires produites et récupérées sur le territoire	Réduction des quantités de circulaires	2020-2021	Service de l'environnement	Services des affaires juridiques, arrondissements, villes liées, partenaires externes
1.1.3	Participer et soutenir des événements et des initiatives de réduction à la source	Collaborer	Quantité de matières résiduelles générées par personne	Réduction des quantités de matières générées par personne	2020-2025	Service de l'environnement, Service des communications	Arrondissements, villes liées, partenaires externes
	1.2 Enrayer le gaspillage alimentaire						
1.2.1	Participer à des groupes de travail et établir un plan d'action visant la réduction du gaspillage alimentaire	Collaborer	Quantité de gaspillage alimentaire produit	Plan d'action produit	2020-2025		
1.2.2	Conseiller les propriétaires de commerce alimentaire sur la lutte contre le gaspillage alimentaire	Collaborer	Quantité de gaspillage alimentaire produit	Réduction en quantité de gaspillage alimentaire parmi les propriétaires de commerces alimentaires	2020-2025		
	1.3 Lutter contre le gaspillage vestimentaire						
1.3.1	Favoriser la collecte par un encadrement moderne	Analyser	Pourcentage des textiles mis à l'élimination	Nouvel encadrement des dons de textiles, réduction du pourcentage des textiles mis à l'élimination	2021-2022	Service de l'environnement, Direction générale	Arrondissements, villes liées
1.3.2	Soutenir les marchés de valorisation	Analyser	Quantité des textiles récupérés	Augmentation des quantités de textiles récupérés	2021-2025		
1.3.3	Interdire l'élimination des invendus et des refus de production de l'industrie et des commerces de détail	Agir	Quantité de textiles envoyés à l'élimination	Interdiction des textiles envoyés à l'élimination	2021-2022		

Initiatives	Actions	Type	Indicateur	Livrables	Échéancier	Responsable	Partenaires
	Catégorie d'actions 2	**La valorisation de l'ensemble des matières organiques générées** – Des services de collecte optimisés, une populations mieux informée et des infrastructures améliorées favoriseront l'augmentation et la valorisation des matières organiques collectées.					
	2.1 Optimiser la valorisation des matières organiques						
2.1.1	Mettre en place une méthode et une logistique de collecte dans les immeubles de neuf logements et plus (100 % en 2025)	Agir	Nombre d'immeubles desservis	100 % des immeubles desservis	2020-2025	Service de l'environnement	CRVMR, arrondissements et villes liées
2.1.2	Réaliser des projets novateurs pour les parcs immobiliers existants et les nouvelles mises en chantier	Agir	Pourcentage des parcs immobiliers et des mises en chantier avec une infrastructure de collecte	Intégration de la collecte des matières organiques dans 100 % des nouvelles mises en chantier	2021-2022		
2.1.3	Encadrer la collecte de matières organiques lors d'événements occupant temporairement le domaine public	Analyser	Nombre d'événements publics offrant le service de collecte des matières organiques	Offre de la collecte des matières organiques dans 100 % des événements publics	2020-2025	Arrondissements	Service de la concertation des arrondissements, Service des affaires juridiques, Service de l'environnement
2.1.4	Mettre en place des services de collecte de matières organiques auprès des institutions et des commerces ciblés avec une priorité donnée aux écoles (100 % en 2025)	Agir	Nombre d'ICI desservis	Augmentation du nombre des ICI desservis	2020-2025	Service de l'environnement	Arrondissements, villes liées, CRVMR
2.1.5	Interdire progressivement l'élimination des matières organiques dans les commerces et les épiceries avec pour priorité les principaux générateurs	Agir	Quantité de matières organiques envoyées à l'élimination	Diminution de la quantité des matières organiques envoyées à l'élimination	2020-2022		
	2.2. Déployer les infrastructures modernes nécessaires pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi efficace des extrants						
2.2.1	Construire un centre de biométhanisation (2022) et un centre de compostage (2021)	Agir			2020-2022	Service de l'environnement	Service de la gestion et de la planification immobilière
2.2.2	Développer un système de traçabilité des extrants provenant des installations de l'agglomération et des contrats privés de traitement	Agir			2020-2022	Service de l'environnement	Exploitants des CTMO et adjudicataires des contrats externes
	2.3 Valoriser les boues des eaux usées						
2.3.1	Identifier des options de valorisation des boues des stations d'épuration des eaux usées et étudier leur faisabilité	Agir	Établissement d'un plan d'action	Plan d'action produit	2020		
2.3.2	Mettre en œuvre un plan d'action pour la valorisation des boues des stations des eaux usées	Analyser	Pourcentage des boues usées valorisées	Augmentation du pourcentage des boues usées valorisées	2020-2025		
	Catégorie d'actions 3	**La collecte systématisée des matières recyclables** – Une augmentation des gains en matières recyclables par un ajout de dessertes					
	3.1 Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes						
3.1.1	Établir des normes de récupération de matières recyclables hors foyer et critères d'installation de collecte en bordure de rue et déployer des îlots de récupération harmonisés	Agir	Établissement des normes, nombre de nouveaux îlots déployés	Réduction de déchets, augmentation des matières recyclées, augmentation de la qualité des matières récupérées	2022-2025		

Initiatives	Actions	Type	Indicateur	Livrables	Échéancier	Responsable	Partenaires
3.1.2	Harmoniser la signalisation, les normes graphiques et les îlots de récupération	Agir			2023		
3.1.3	Favoriser les services de collecte pour l'ensemble des ICI	Agir	Nombre d'ICI desservis	Augmentation du nombre des ICI desservis	2020-2025		
3.1.4	Encadrer la collecte de matières recyclables lors d'événements occupant temporairement le domaine public	Analyser	Nombre d'événements publics offrant la collecte des matières recyclables	Offre de la collecte des matières recyclables dans 100 % des événements publics	2020-2022		
	3.2 Mettre à profit les technologies de pointe dans le tri et le conditionnement de matières collectées						
3.2.1	Suivre et optimiser les activités du nouveau CTMR dans l'arrondissement de Lachine	Agir	Construction et exploitation du centre	Centre en activité	2020-2025		
3.2.2	Réaliser des projets pilotes destinés à tester de nouvelles technologies	Agir			2020-2025		
	Catégorie d'actions 4 **L'augmentation de la récupération des CRD** – Une hausse de la récupération et de la valorisation des CRD						
	4.1 Accroître la récupération des résidus de CRD lors de la déconstruction						
4.1.1	Étendre au territoire une clause exigeant la récupération des résidus des CRD lors de l'émission de permis avec la collaboration des responsables des arrondissements	Communiquer	Pourcentage des permis ayant la clause, pourcentage de matières récupérées	100 % des permis ayant la clause	2022-2023	Arrondissements, villes liées	Service de l'environnement
4.1.2	Ajouter une clause de récupération des résidus de béton, de brique, d'asphalte aux devis des contrats de construction sur les chantiers municipaux (clause de déconstruction)	Agir	Pourcentage des permis ayant la clause, pourcentage des matières récupérées	100 % des permis ayant la clause	2020-2022	Arrondissements, villes liées	Chaire SAQ de valorisation du verre dans les matériaux de l'Université de Sherbrooke, École supérieure de technologie de Montréal, Service de l'environnement, Services des infrastructures, voirie et transport
4.1.3	Ajouter une clause d'utilisation minimale de matériaux récupérés sur les chantiers municipaux	Agir	Pourcentage des permis ayant la clause, pourcentage des matières récupérées utilisées	100 % des permis ayant la clause	2023-2024		
	4.2 Compléter la couverture du territoire des écocentres						
4.2.1	Mettre en exploitation l'écocentre Dickson	Agir	Construction et exploitation du centre	Centre en activité	2024	Service de l'environnement, Service de la gestion et de la planification immobilière	
4.2.2	Évaluer les besoins pour de futurs écocentres	Agir	Quantité des matières traitées dans le réseau, capacité des centres	Planification de la construction du centre	2020-2025	Service de l'environnement, Service de la gestion et de la planification immobilière	
	4.3 Accroître la récupération des RDD						
4.3.1	Mettre en place des services de récupération de RDD pour les citoyens et les citoyennes ne pouvant se déplacer	Collaborer	Taux de récupération des RDD	Augmentation des quantités des matières détournées	2023-2024		

Initiatives	Actions	Type	Indicateur	Livrables	Échéancier	Responsable	Partenaires
	Catégorie d'actions 5	**La stimulation de la participation citoyenne** – Les changements de comportement et les bons gestes de tri sont possibles grâce à une sensibilisation et à une mobilisation constantes et positives.					
	5.1 Sensibiliser et informer par des communications innovantes						
5.1.1	Promouvoir les dons alimentaires	Communiquer	Pourcentage de dons par 1 000 tonnes de gaspillage alimentaire	Réduction de la quantité des matières organiques éliminées	2020-2025		
5.1.2	Développer des campagnes adaptées aux différents publics cibles et selon les différentes matières	Communiquer	Taux de récupération des matières par les publics cibles	Augmentation des quantités de matières détournées (par matière, par public)	2020-2025		
5.1.3	Organiser des activités et des journées spéciales et s'associer à des campagnes qui incitent la population à récupérer les RDD et les halocarbures de manière sécuritaire	Communiquer	Taux de récupération des RDD et des halocarbures		2020-2025		
	5.2 Faire preuve d'exemplarité municipale						
5.2.1	Interdire la vente et la distribution de bouteilles d'eau à usage unique dans les bâtiments municipaux et lors d'événements publics de la Ville	Agir	Nombre de bouteilles d'eau à remplissage unique disponible dans les machines et les cantines des bâtiments municipaux	Interdiction des bouteilles d'eau offertes à la vente	2020-2025		
5.2.2	Étendre les services de collecte des matières organiques et recyclables dans les bâtiments municipaux non encore desservis	Agir	Pourcentage des bâtiments municipaux desservis, quantité des matières recyclées	Couverture à 100 % des bâtiments municipaux, augmentation de la quantité des matières recyclées	2020-2023		
5.2.3	Moderniser et augmenter le nombre de fontaines d'eau potable dans les espaces publics et en faire la promotion auprès de la population montréalaise et des touristes	Agir	Nombre de nouvelles fontaines d'eau potable installées	Augmentation du nombre des fontaines	2020-2025		
	Catégorie d'actions 6	**L'innovation par l'intelligence de marché et l'implication citoyenne** – La mise en place de corrections réfléchies aux conditions de marché et d'incitatifs économiques par une approche novatrice et par l'écofiscalité					
	6.1 Développer des supports pour l'économie circulaire						
6.1.1	Analyser et réaliser une veille sur la structure du marché des matières recyclables et des CRD, le potentiel de concurrence et les enjeux pour l'agglomération de Montréal	Analyser	Quantités de matières envoyées à l'étranger	Étude et modèle de reproduction annuelle produits	2020-2021		
6.1.2	Réaliser une étude comparative des pratiques du marché de la gestion des matières recyclables et des CRD dans d'autres villes	Analyser	Coût des services, efficacité des services, emplois actuels et prévus dans l'industrie	Étude et modèle de reproduction annuelle produits	2020-2021		
6.1.3	Stimuler de nouveaux marchés locaux de matières recyclables et des CRD	Agir	Pourcentage des matières vendues à l'étranger comparé à celles qui sont vendues localement	Augmentation du pourcentage des matières traitées localement	2021-2022		

Initiatives	Actions	Type	Indicateur	Livrables	Échéancier	Responsable	Partenaires
	6.2 Mettre en place des outils économiques novateurs favorisant une gestion dynamique des matières résiduelles						
6.2.1	Analyser des modes de gestion existants et/ou novateurs pour traiter les matières résiduelles en fonction du contexte montréalais	Analyser	Pourcentage de matières éliminées à cause de la contamination/ insalubrité, niveau de contamination des ballots	Diminution du pourcentage des matières éliminées à cause de la contamination, augmentation de la qualité des ballots	2020-2025		
6.2.2	Faire appel à des pratiques inspirantes d'encouragements (*nudges* – coups de pouce)	Agir	Volume de matières résiduelles générées par personne, pourcentage des matières détournées	Réduction dans le volume des matières résiduelles générées et augmentation dans le pourcentage des matières détournées	2020-2022		
6.2.3	Analyser la chaîne de valeur des activités de recyclage et des facteurs d'influence sur le marché	Analyser			2020-2025		
6.2.4	Considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles	Agir	Quantité de déchets par personne, coût des services de collecte par personne, coût total des services de collecte	Éléments d'écofiscalité déterminés et mis en place, réduction dans la quantité des matières mises à l'élimination, augmentation de la quantité des matières détournées, réduction des coûts de services par personne et des services totaux	2020-2025		
	6.3 Optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles						
6.3.1	Dresser un portrait des flux de matières résiduelles, de la collecte jusqu'au point de traitement ou d'élimination	Analyser	km parcouru par des services de transport, émissions du secteur de transport	Optimisation des parcours des services de collecte et des réductions dans les émissions provenant du secteur	2022		
6.3.2	Former et accompagner les arrondissements sur les clauses contractuelles relatives au suivi des contrats de collecte et de transport des matières résiduelles	Agir	Nombre d'arrondissements et de villes liées ayant consulté la Ville	Consultation avec chaque arrondissement et chaque ville liée sur les nouveaux contrats	2020-2025		
6.3.3	Adopter des mesures d'amélioration continue dans l'élaboration des devis de collecte et de transport permettant l'adoption des meilleures technologies	Agir	Coût des nouveaux contrats	Réduction des coûts et implantation des meilleures technologies auprès des services de collecte	2020-2025		
6.3.4	Mettre en place des collectes bimensuelles après la tenue de consultations et de projets pilotes	Agir	Quantité d'ordures ménagères mises à l'élimination		2025	Service de l'environnement	CRVMR, arrondissements, villes liées
6.3.5	Réaliser des études avec la Chaire de recherche sur la valorisation des matières résiduelles	Collaborer	Pourcentage d'ordures ménagères potentiellement valorisables	Diminution de la quantité des matières valorisables mises à l'élimination	2020-2025		
	6.4 Évaluer et adapter les besoins en infrastructures						
6.4.1	Faire un suivi des gisements potentiels et des besoins futurs en centres de traitement de matières résiduelles	Analyser	Ratio de matières détournées contre matières éliminées	Rapport annuel préparé	2020-2025		
6.4.2	Amorcer la planification d'un second CTMR dans l'Est de l'île	Analyser	Capacité des CTMR en œuvre	CTMR planifié	2020-2024		

La reddition de compte

Des mesures de surveillance de la mise en œuvre du plan directeur ainsi que de l'atteinte des objectifs fixés sont prévues pendant la période des six années que couvre le plan :

- Réaliser annuellement, une reddition de compte faisant état de la mise en œuvre des mesures prévues dans le plan directeur, qui comportera l'analyse et le suivi de chaque action et des cinq indicateurs généraux;
- Dresser un bilan des quantités récupérées et éliminées par les services municipaux afin de mesurer la progression des objectifs;
- Transmettre annuellement à la CMM les réalisations du plan directeur et un bilan de la progression de l'atteinte des objectifs de la Politique québécoise;
- Réaliser un bilan couvrant les six années du Plan;
- Diffuser périodiquement, dans le cadre de la Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal, le suivi des quantités de matières résiduelles récupérées et éliminées.

La Ville de Montréal développera, en collaboration avec les autorités locales, les moyens les plus efficaces pour obtenir une reddition de compte des actions réalisées localement.

Cinq indicateurs généraux du plan directeur

Le Plan directeur 2020-2025 s'inscrit dans la vision à long terme de faire de Montréal une agglomération zéro déchet en 2030. D'ici 2025, il établit des objectifs ambitieux garants de l'atteinte de la cible annoncée. Des indicateurs généraux seront ainsi suivis et documentés sur la durée du Plan pour prioriser adéquatement les actions.

Génération de matières résiduelles moyenne en kg/hab/an	Cible de **399 kg** par personne par an en 2025
Proportion de matières recyclées sur le territoire de l'agglomération	Cible de **75 %** en 2025
Proportion de matières organiques valorisées sur le territoire de l'agglomération	Cible de **60 %** en 2025

Une deuxième série d'indicateurs s'intéressera à la performance de l'agglomération de Montréal. Depuis 2014, Montréal est partenaire du Réseau d'étalonnage municipal du Canada (REMC). Ce réseau d'analyse comparative des municipalités regroupe seize partenaires municipaux dans six provinces et propose onze indicateurs de performance ciblant la gestion des matières résiduelles. Par exemple, le coût moyen par tonne pour la valorisation des matières résiduelles était de 224 $ pour la Ville de Montréal en 2017.

Cette catégorie d'indicateurs généraux s'intéressera ainsi à deux grandes dimensions : les coûts des services et la satisfaction des clientèles.

Coût moyen de valorisation des matières résiduelles	Cible de moins de **225 $** par tonne sur la période 2020-2025
Taux de satisfaction des clients de l'agglomération	Cible de **75 %** sur la période 2020-2025

Liste des acronymes

3RV-E :
Réduction, Réemploi, Recyclage, Valorisation et Élimination

CTMO :
Centre de traitement des matières organiques

CTMR :
Centre de tri des matières recyclables

CRD :
Construction, rénovation et démolition

ICI :
Institutions, Commerces et Industries

MELCC :
Ministère de l'Environnement et de Lutte contre les changements climatiques

PQGMR :
Politique québécoise de gestion des matières résiduelles

PMGMR :
Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles

RDD :
Résidus domestiques dangereux

TCAC :
Taux de croissance annuel composé

u.o. :
Unité d'occupation

Lexique

Approche cycle de vie :

Outil permettant d'évaluer l'impact environnemental, social et économique potentiel d'un produit ou d'un service d'un point de vue holistique à chacune des étapes de son cycle de vie (acquisition des ressources, production, distribution, utilisation en fin de vie)

Article à usage unique :

Article qui n'est pas conçu, créé ou mis sur le marché pour accomplir, pendant sa durée de vie, plusieurs trajets ou rotations en étant retourné à un producteur pour être rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu

Durable :

De nature à durer longtemps, qui présente une certaine stabilité, une certaine résistance [9]

Écofiscalité :

Ensemble d'instruments économiques visant à décourager les activités nuisibles à l'environnement ou à encourager les activités qui lui sont favorables et à en stimuler l'innovation[10]

Économie circulaire :

Système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités[11]

Élimination :

Toute opération visant le dépôt ou le rejet définitif de matières résiduelles dans l'environnement, notamment par la mise en décharge, le stockage ou l'incinération, y compris les opérations de traitement ou de transfert de matières résiduelles effectuées en vue de leur élimination[12]

Enfouissement :

Élimination des ordures ménagères en les compactant par couches et en les recouvrant dans un milieu limitant les risques de contamination

Gaspillage alimentaire :

Toute nourriture destinée à la consommation humaine qui est perdue ou jetée tout au long de la chaîne alimentaire, que ce soit au champ, dans le transport, lors de la transformation, à l'épicerie, dans les restaurants et hôtels ou encore à la maison[13]

ICI assimilables :

ICI produisant des matières résiduelles assimilables, en termes de quantité et de qualité, aux matières résidentielles

Matières éliminées :

Matières résiduelles destinées au dépôt ou au rejet définitif, notamment par la mise en décharge ou par l'incinération

Matières récupérées :

Matières recyclables collectées par le biais de la collecte sélective

9 Larousse

10 Gouvernement du Québec

11 Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire

12 Communauté métropolitaine de Montréal

13 RECYC-QUÉBEC

Matières recyclables :

Matières résiduelles qui peuvent être mises en valeur par la voie du recyclage, pour être réintroduites dans un cycle de production

Matières résiduelles :

Tout résidu de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou, plus généralement, tout bien meuble abandonné ou que la personne qui le possède destine à l'abandon[14]

Récupération :

Ensemble des activités de collecte et de conditionnement des matières résiduelles permettant leur mise en valeur

Recyclage :

Utilisation d'une matière résiduelle en remplacement d'une matière vierge dans un procédé industriel ou réintroduction de la matière organique dans le cycle de production biologique

Réduction à la source :

Action permettant d'éviter de générer des matières résiduelles lors de la fabrication, de la distribution et de l'utilisation d'un produit

Réemploi ou réutilisation :

Utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification importante de son apparence ou de ses propriétés

Résidu ultime :

Résulte du tri, du conditionnement et de la mise en valeur des matières résiduelles et qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques disponibles pour en extraire la part valorisable ou en réduire le caractère polluant ou dangereux[15]

Zéro-déchet :

Démarche qui vise la conservation de toutes les ressources au moyen d'une production, d'une consommation, d'une réutilisation et d'une récupération responsables des produits, des emballages et des matériaux sans incinération et sans rejet dans la terre, l'eau ou l'air qui menacent l'environnement ou la santé humaine[16]

14 RECYC-QUÉBEC

15 Politique québécoise de gestion des matières résiduelles

16 Traduction libre de la définition du *Zero Waste International Alliance*

Montréal

ville.montreal.qc.ca



Montréal, objectif zéro déchet

Consultation publique du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025

Assemblées publiques et recommandations

- Sept assemblées publiques de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs
    - 27 mémoires écrits / 95 opinions de citoyens et de parties prenantes

- Questionnaire en ligne sur la plateforme Réalisons Montréal du 16 janvier au 6 février 2020 sur le thème de la réduction à la source et réemploi
    - Plus de 7 000 réponses

- Dépôt du rapport aux conseils municipal et d'agglomération : mai 2020 (52 recommandations)
    - Trois grands thèmes
        - Mobilisation de l'ensemble des parties prenantes (citoyens, ICI, organismes du milieu, services et instances de l'agglomération)
        - Acquisition de connaissances (mise en œuvre et implication de la Ville pour l'obtention de données permettant des orientations adéquates : valorisation des résidus ultimes, ICI, consigne, etc.)
        - Collaboration, concertation et représentation auprès d'autres paliers gouvernementaux

- Ajustement du projet de PDGMR au regard des recommandations formulées par la CEEDDGP
    - Intégration de la majorité des recommandations dans le Plan directeur (50/52)
    - Nuances apportées sur deux d'entre elles

Recommandations intégrées dans le Plan directeur (49/52)

Thèmes des recommandations	Recommandations intégrées dans la Stratégie et le Plan d'action
Mobilisation de l'ensemble des parties prenantes	- Soutien à des initiatives locales de réduction à la source et de réemploi (7) - Favoriser les OBNL pour la récupération des textiles usagés (2) - Intégration de l'innovation sociale comme moyen pour stimuler les modifications de comportements (2) - Collaboration étroite entre l'ensemble des instances municipales pour standardiser les interventions : réglementation, boîtes de dons, îlots de récupération hors foyer (4) - Exemplarité municipale (1) - Actions d'information, d'éducation et de sensibilisation (ISÉ) inclusives et adaptées aux différents publics (8) - Consultation des parties prenantes notamment des organismes représentant des personnes aînées ou des personnes ayant des limitations fonctionnelles (2) - Soutien à des projets pilotes (5) - Collaboration (reddition de comptes, communauté de pratique) avec les territoires de l'agglomération (5)
Acquisition de connaissances	- Collecte de données et caractérisation de flux de matières (3) - Stimulation des initiatives/pilotes favorisant une économie circulaire locale ou de proximité (2) - Stratégie de gestion des résidus ultimes (1) - Évaluation des besoins des cafés/restaurants pour le déploiement de la collecte des matières organiques (1) - Veille des technologies novatrices, collaboration avec des centres de recherche québécois (2)
Coordination avec les autres paliers gouvernementaux	- Favoriser la mise en en place d'incitatifs financiers et légaux à l'écoconception (1) - Développer une responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les textiles (1) - Améliorer la valorisation des matières recyclables (2)

Recommandations nuancées dans le Plan directeur

	Action du PDGMR	Recommandation de la commission	Modifications recommandées
Écofiscalité	**Action 6.2.4** Étudier la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles	**Recommandation 6 :** - Inscrire comme prioritaire la mise en œuvre de mesures d'écofiscalité au cours de la période couverte par le Plan directeur - Mettre en place un comité d'experts et des parties prenantes chargé d'identifier les meilleures options (en tenant compte des groupes les plus vulnérables de la population montréalaise) - Mettre en place des projets pilotes	Modification du titre de l'action 6.2.4 afin de considérer la dimension de l'écofiscalité dans la gestion des matières résiduelles. La dimension de l'écofiscalité sera analysée durant la période du Plan en considérant le contexte montréalais et l'acceptabilité sociale via un comité d'experts et des parties prenantes. Ceci afin de favoriser les pratiques d'encouragement et la mobilisation des citoyens durant la période du Plan.
Modification du Règlement 16-051 interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail	**Action 1.1.1** Interdire certains plastiques à la suite des consultations publiques et des analyses d'impacts La révision du Règlement 16-015 est inscrite dans la Stratégie de réduction des articles à usage unique	**Recommandation 16 :** Modifier la réglementation sur l'interdiction de la distribution de sacs d'emplettes afin de mettre en place des mesures de réduction à la source visant tous les sacs d'emplettes à usage unique en plastique conventionnel, oxo-dégradable, biodégradable et compostable et ce, quelle que soit leur épaisseur.	La modification du Règlement 16-051 cible l'interdiction de tous les sacs d'emplettes en plastique (conventionnel, oxodégradable, biodégradable et compostable) quelle que soit leur épaisseur, et ce dans les commerces de détail et les restaurants. Seuls les sacs réutilisables et les sacs en papier sont permis, ces derniers étant une solution de rechange recyclable ou compostable si le consommateur n'a pas de sac réutilisable.

Coûts 2020-2025

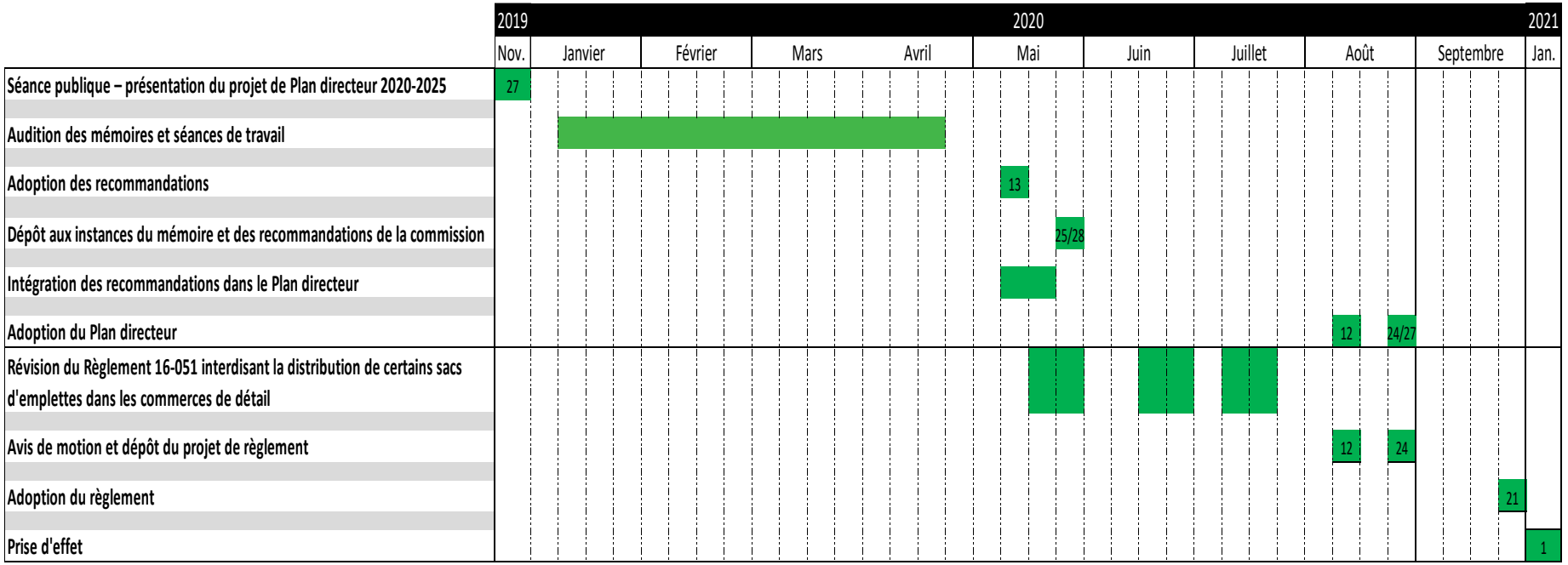
La mise en œuvre des activités du Plan prévoit quatre catégories d'activités :

- Des opérations de collecte, de transport (budget local) et de traitement des matières résiduelles (budget d'agglomération);
- Des études et des projets pilotes pour appuyer la planification des opérations (budget d'agglomération);
- La mise en service d'infrastructures (PTI);
- Des communications (budget local et budget d'agglomération).

	Coût annuel 2020-2025	PTI 2020-2022	Sources de financement
La réduction à la source	2 M$	-	Service de l'expérience citoyenne et des communications Arrondissements
Le détournement de l'ensemble des matières organiques de l'enfouissement	5,2 M$ +1 M$ sur la durée du Plan	-	Coûts compensés en partie par la diminution de l'enfouissement et la réduction à la source
La mobilisation des parties prenantes	150 K$	-	Budget du Service de l'environnement
L'exemplarité municipale	65 K$	-	Budget du Service de l'environnement
L'accroissement et l'optimisation des matières recyclables	230 K$	-	Budget du Service de l'environnement
La planification des infrastructures	-	281,5 M$	-

Échéancier

Étapes



Annexe 1 :

Recommandations de la CEEDDP

Constats et enjeux soulevés par les intervenants (1/2)

- Des objectifs pertinents et nécessaires
  - Adhésion unanime à la priorité accordée aux initiatives de réduction à la source et à l'ambition de tendre vers le zéro déchet à moyen terme
  - L'atteinte de ces objectifs exige l'adoption de mesures plus innovantes afin de réduire l'élimination des matières résiduelles (ex : tarification incitative)
- La réduction à la source : entre encadrement, facilitation et soutien aux initiatives locales
  - Adhésion aux initiatives pour enrayer le gaspillage alimentaire et les dons de textiles
  - Prise en compte du gaspillage vestimentaire au même titre que le gaspillage alimentaire
  - Réactions mitigées quant à l'interdiction d'articles à usage unique
    - Demande de consultation préalable des acteurs concernés afin d'éviter des conséquences négatives (coûts à absorber pour des solutions de rechange, risque de pertes d'intrants pour des filières de valorisation, produits de substitution ayant une forte empreinte environnementale)
    - L'emballage plastique préserve les aliments et contribue à réduire le gaspillage alimentaire – demande que les décisions s'appuient sur des ACV
    - Accessibilité universelle : prise en compte des personnes aînées ou ayant des limitations fonctionnelles
  - Soutien et promotion des initiatives locales de réduction à la source et de réemploi
- Le défi d'améliorer la collecte sélective et la valorisation des matières recyclables
  - Implication de l'agglomération dans la planification liée aux reformes du système de consigne et de régime de compensation
  - Développement de systèmes de collecte séparatifs pour certaines matières (verre, polystyrène)
  - Amélioration de la collecte hors foyer, notamment dans les grands parcs

Annexe 1: Conclusion des consultations publiques

Constats et enjeux soulevés par les intervenants (2/2)

- Le caractère clé de l'écofiscalité
  - Priorisation de l'écofiscalité pendant la durée du Plan afin d'atteindre les objectifs visés
- Le rôle des ICI
  - Mobilisation des ICI afin de rencontrer les objectifs du Plan
  - Intensification des actions d'ISÉ
  - Documentation des flux de matières des ICI
  - Accompagnement des hôpitaux
- L'accès à l'information et la sensibilisation
  - Intensification des campagnes d'ISÉ à l'échelle de l'île de Montréal
  - Information sur la traçabilité des matières
  - Clarification de certains objectifs (réduction du gaspillage alimentaire de 50 %)
- Les maillages essentiels
  - Concertation étroite avec les différents paliers de gouvernement
  - Renforcement des maillages avec différents acteurs économiques et sociaux (entreprises de technologies environnementales, centres de recherche, initiatives de symbiose industrielle, OBNL, etc.)
  - Économie circulaire locale
  - Projets de gestion décentralisée de traitement des matières organiques

Annexe 1: Conclusion des consultations publiques

Recommandations regroupées en trois thèmes (1/3)

1. Mobilisation de l'ensemble des parties prenantes (citoyens, ICI, organismes du milieu, services et instances de l'agglomération)

- Initiatives d'information, de sensibilisation, d'éducation (campagne globale et campagnes adaptées aux différents publics, développement d'outils de communication pour promouvoir la consommation responsable, programme Éco-quartier, collaboration avec le milieu universitaire, collaboration avec des organismes représentant les ICI)
- Intégration de l'innovation sociale comme un moyen pour stimuler les modifications de comportements
- Consultation régulière d'organismes représentant des personnes aînées ou ayant des limitations fonctionnelles
- Collaboration des différents services et des différentes instances de l'agglomération concernées (services, arrondissements, villes liées)
- Standardisation des interventions et des directives de récupération au niveau de l'agglomération - inclusion de l'ensemble des villes liées dans toutes les réflexions visant une harmonisation des communications et des pratiques, dans le respect des compétences de chacune – réglementation sur les AUU, implantation d'îlots de récupération hors foyer, boîtes de dons de textiles
- Soutien à des initiatives locales (économie de partage et collaborative, achat seconde main, ateliers de réparation), à des partenariats entre les commerces locaux, les banques alimentaires et les organismes dédiés à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à des organismes d'économie sociale qui contribuent à la valorisation locale des résidus de CRD
- Priorisation des organismes de réemploi (OBNL et économie sociale) et issus de la communauté pour l'exploitation des boites de dons de textile
- Soutien à des projets pilotes de gestion décentralisée des matières organiques
- Exemplarité municipale : adoption de pratiques exemplaires en matière d'approvisionnement (bâtiments, chantiers, activités, uniformes des employés)
- Reddition de comptes (indicateurs globaux et spécifiques, publication annuelle des résultats) et développement d'une communauté de pratiques avec les territoires de l'agglomération

Recommandations regroupées en trois thèmes (2/3)

2. Acquisition de connaissances, mise en œuvre et implication

- Collecte des données sur la gestion des matières résiduelles des ICI assimilables ou non à celles du secteur résidentiel, en collaboration avec le MELCC et les organismes concernés
- Analyse des systèmes de consignation en opération à Montréal (tasses à café, bocaux, etc.) dans le but de développer un système de consigne harmonisé à l'échelle de l'agglomération
- Caractérisation des flux de matières textiles sur l'île de Montréal et cartographie des acteurs de la chaîne de valeur
- Mise en place de mécanismes de collecte de données concernant le gaspillage alimentaire aux différentes étapes de la chaîne de production, d'approvisionnement et de consommation
- Étude sur les besoins particuliers des cafés et restaurants dans le cadre du déploiement de la collecte des MO dans les ICI
- Mise en place d'un système volontaire de déclaration de desserte des ICI non assimilables au secteur résidentiel en collaboration avec des organismes représentant les ICI
- Veille sur les technologies innovantes, durables et responsables, notamment celles misant sur la science des données et l'intelligence artificielle
- Prise en compte, dans l'évaluation des besoins pour de futurs écocentres, des particularités des territoires et de la population desservie dans une perspective d'accessibilité
- Appui des interventions réglementaires ou des mesures incitatives sur des analyses scientifiques (multicritères, ACV, etc.)
- Priorisation de la mise en œuvre de mesures d'écofiscalité pendant la durée du Plan directeur
- Stimulation des initiatives qui favorisent l'essor d'une économie circulaire locale ou de proximité
- Implication de l'agglomération dans le développement de technologies innovantes et de nouvelles filières industrielles au Québec
- Ajout d'une stratégie de gestion des résidus ultimes

Annexe 1: Conclusion des consultations publiques

Recommandations regroupées en trois thèmes (3/3)

3. Collaboration, concertation et représentation auprès d'autres paliers gouvernementaux

- En collaboration avec la CMM, représentation soutenue pour favoriser la mise en place d'incitatifs financiers et légaux à l'écoconception
- Réemploi, Recyclage et Valorisation des textiles,
  - Mise en place d'une REP pour les textiles et le développement de filières de valorisation des textiles recyclables et des invendus
  - Réforme de la *Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés* (L.R.Q., chapitre M-5)
- Matières recyclables
  - Récupération et recyclage au sein de filières locales ou régionales

Intitulé des 52 recommandations

R-1. Adopter le projet de Plan directeur et mettre en place tous les moyens nécessaires à la mise en œuvre des 49 actions proposées et de celles qui découleront de cette consultation, ainsi qu'à une reddition de comptes annuelle au sujet de chacune d'entre elles, tant par la ville centre que par les arrondissements et les villes liées.

R-2. Remplacer les objectifs et priorités de détournement à l'*enfouissement* des matières résiduelles inscrits dans le PDGMR par des objectifs et priorités de détournement à l'*élimination*, afin d'éviter le recours à l'incinération des matières résiduelles générées sur le territoire de l'agglomération.

R-3. Ajouter aux cinq indicateurs généraux qui seront suivis et documentés sur la durée du Plan7, une cible de réduction des émissions de GES générées par l'activité de gestion des matières résiduelles de l'agglomération, y compris les émissions indirectes (*scope 3*), afin de prioriser adéquatement la mise en œuvre des actions, tout en évitant les éventuels effets rebonds et transferts d'impacts d'une étape du cycle de vie à une autre.

R-4. Dans la détermination des interventions en économie circulaire qui seront menées lors de la mise en œuvre du Plan directeur :

- stimuler les initiatives qui favorisent l'essor d'une économie circulaire locale oude proximité;
- intégrer l'approche cycle de vie8 aux processus décisionnels entourant le déploiement de ces initiatives et viser la « fermeture » de la boucle de l'économie circulaire essentiellement dans les cas où cette fermeture serait bénéfique du point de vue de l'environnement, de la santé publique et de l'économie locale;
- tenir compte des recommandations contenues dans l'avis du Conseil jeunesse de Montréal intitulé *Avis sur l'économie circulaire à Montréal. Une transition vers un futur durable*.

R-5. En complément des éléments énoncés à la page 23 de la Stratégie du PDGMR quant au principe de la mobilisation de tous9, reconnaître que les citoyennes et citoyens sont à l'origine d'initiatives novatrices, que l'agglomération peut soutenir et promouvoir et qui contribueront à la réalisation de la vision portée par le Plan directeur et au virage vers le zéro déchet.

R-6. Inscrire comme prioritaire dans le Plan directeur la mise en œuvre de mesures d'écofiscalité avant 2025 et mettre sur pied, à cette fin, un comité de travail dédié, formé de personnes expertes et des parties prenantes concernées, chargé d'identifier les meilleures avenues d'intervention, en tenant compte de l'intérêt et des besoins des groupes plus vulnérables de la population montréalaise.

R-7. En collaboration avec les organisations concernées et avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, recueillir de manière prioritaire des données sur la gestion des matières résiduelles des industries, commerces et institutions (ICI), et ce, que les matières que ceux-ci génèrent soient ou non assimilables à celles du secteur résidentiel.

R-8. Développer des indicateurs de performance à la fois globaux, tel que proposé dans la section « Se mesurer » du document de stratégie du PDGMR, mais également plus spécifiques (taux de récupération et de mise en valeur des matières résiduelles, efficacité des infrastructures de GMR, taux de matières résiduelles intégrées dans des circuits d'économie circulaire, quantités de résidus alimentaires, matières textiles et résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) récupérés et enfouis, collectes des matières résiduelles hors foyer, etc.) et en publier annuellement les résultats, en toute transparence.

R-9. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur, et pour assurer le succès et la maximisation des retombées des actions qui seront menées à l'échelle de l'agglomération, veiller à ce que la gouvernance interne de la GMR à Montréal s'appuie sur :

- une forte collaboration des différents services et des différentes instances de l'agglomération concernés (arrondissements, villes liées, services de l'environnement, du développement économique, de l'expérience citoyenne et des communications, de l'approvisionnement, Bureau de la transition écologique et de la résilience, etc.);
- l'adoption de pratiques exemplaires en matière d'approvisionnement et de gestion des matières résiduelles, non seulement dans les bâtiments, activités et chantiers municipaux, mais également dans les pratiques de financement, de soutien et de partenariat de chacune des villes de l'agglomération;
- la collecte et le partage de données sur la performance de chaque ville ou arrondissement par rapport aux objectifs fixés et la création, s'il y a lieu, de programmes incitatifs, afin d'améliorer les performances de chaque ville et de chaque arrondissement de l'agglomération;
- la création de mécanismes de partage de bonnes pratiques entre les différents territoires en vue de développer une communauté de pratique en GMR et le maintien d'une veille quant aux pratiques innovantes à l'échelle locale, nationale et internationale.

R-10. Distinguer le volet résidentiel du volet ICI, chaque fois que possible, dans les documents de présentation du Plan directeur.

R-11. S'assurer que les mesures proposées visant une harmonisation des pratiques de collecte des matières résiduelles au sein de l'agglomération (par exemple l'action 3.1.1 concernant le déploiement d'îlots de récupération harmonisés à travers l'île de Montréal pour la collecte en bordure de rue) soient élaborées et mises en œuvre en concertation avec les villes liées.

R-12. Ajouter au glossaire inclus dans le document de stratégie, une définition de ce que l'agglomération entend par les concepts et termes suivants : « zéro déchet », durable, économie circulaire, gaspillage alimentaire, article à usage unique, solution « sans impacts environnementaux », écofiscalité, approche cycle de vie, ICI assimilables, élimination *vs* enfouissement, récupération *vs* recyclage.Et privilégier, dans les communications à venir entourant la mise en œuvre duPlan, une terminologie qui soit la plus simple et mobilisante pour la population.

R-13. Prévoir, dans les mécanismes de gouvernance associés à la mise en œuvre des actions prévues au Plan, une consultation régulière des organismes qui représentent les personnes aînées ou ayant une limitation fonctionnelle.

R-14. Inclure dans le Plan directeur une stratégie de gestion des résidus ultimes.

R-15. En concertation avec les parties prenantes concernées, intégrer au Plan directeur le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des matières résiduelles hors foyer spécifique aux grands parcs (parcs métropolitains, parcs-nature et grands parcs urbains), à commencer par les parcs du mont Royal, avec entre autres pour objectif de :

- mettre en place des initiatives de réduction à la source afin que tous les produits vendus dans les parcs limitent la quantité de matières résiduelles générées;
- prévoir l'implantation d'équipements de collecte et d'outils de sensibilisation les plus uniformisés possibles, mais également adaptés à la réalité des différents lieux (fonctionnalité, esthétisme, etc.);
- optimiser la gestion de la logistique des matières résiduelles dans ces espaces (fréquence des collectes, enjeux saisonniers, coordination entre prestataires de services publics et privés, etc.);
- viser, dans une perspective d'amélioration continue, la collecte de données et l'implantation de mécanismes de suivi quant aux niveaux de performance de la gestion des matières résiduelles dans les grands parcs, en les évaluant à l'aune des cibles de réduction à la source inscrites dans le PDGMR.

R-16. Étendre la règlementation sur l'interdiction de la distribution des sacs d'emplettes dans les commerces de détail à tous les sacs d'emplettes à usage unique, indépendamment de la matière avec laquelle ils sont fabriqués ou de leur épaisseur, et explorer un système de consigne pour certains cas précis (par exemple les sacs réutilisables). Une période de transition pourrait être envisagée afin de faciliter la mise en place de ces nouvelles pratiques.

R-17. Pour la planification des interventions règlementaires à venir en matière de réduction à la source, assurer une concertation en amont avec les villes liées afin d'offrir à l'ensemble de la population de l'île de Montréal, un environnement règlementaire qui soit le plus harmonisé possible sur ces questions.

R-18. Mettre en place un « Programme zéro déchet »18, lequel permettrait aux arrondissements de bénéficier d'une contribution financière pour adopter des mesures spécifiques dédiées au soutien à des initiatives zéro déchet, par exemple le développement ou l'élargissement de subventions à l'achat ou à la location de couches lavables et de produits d'hygiène féminine durables, des initiatives de valorisation des invendus alimentaires, des initiatives de « familles zéro déchet », l'établissement de « rues zéro déchet », etc.

Et envisager une planification coordonnée, pour l'ensemble des villes de l'agglomération, d'autres mesures de soutien aux initiatives locales favorables au zéro déchet

R-19. Analyser les systèmes de consignation en opération à Montréal (autres que les contenants de boissons) et développer, en collaboration avec les porteurs d'initiatives locales, un système de consigne harmonisé à l'échelle de l'agglomération pour contenants à usage multiple (ex. : tasses à café consignées, bocaux pour achat en vrac, etc.).

R-20. Soutenir les initiatives locales d'économie collaborative et du partage permettant de réduire les matières résiduelles générées dans l'agglomération, notamment des projets locaux de type « Bibliothèques d'outils » (ex.: prêt d'équipement, de matériel de construction ou d'entretien (perceuse, tondeuse à gazon, etc.)), ainsi que les initiatives visant à prolonger la durée de vie des produits, notamment par la réparation (ex.: « cafés réparation » pour petits appareils électroménagers, ateliers de couture, etc.).

R-21. Mettre en place des mécanismes de collecte de données aux différentes étapes de la chaîne de production, de transformation, de distribution et de consommation des denrées alimentaires, avec la collaboration des différentes parties prenantes de l'agglomération, et adapter l'objectif de réduction de 50 % inscrit au PDGMR en conséquence.

R-22. Assurer que le plan d'action visant la réduction du gaspillage alimentaire prévu à l'action 1.2.1 du projet de Plan directeur :
l'action 1.2.1 du projet de Plan directeur :
- soit conçu dans le cadre d'une démarche collaborative impliquant, entre autres, le Système alimentaire montréalais;
- présente une définition du gaspillage alimentaire qui intègre une perspective de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire
- adopte la hiérarchie de la récupération alimentaire, qui préconise la réutilisation pour consommation humaine avant la valorisation par compostage, et identifie les solutions de réemploi des aliments invendus;
- s'appuie sur un inventaire des meilleures pratiques de réduction du gaspillage alimentaire, ici et à l'étranger.

R-23. Dans le cadre des interventions visant à « conseiller les exploitants de commerce alimentaire sur la lutte contre le gaspillage alimentaire » (action 1.2.2), promouvoir les meilleures pratiques de revalorisation des aliments invendus ou jugés « invendables » (ex.: légumes ou fruits « imparfaits »), mais encore propres à la consommation humaine.

R-24. Favoriser les alliances et les partenariats avec les commerçants de quartier, les banques alimentaires et les organismes dédiés à la lutte contre le gaspillage alimentaire pour permettre une répartition plus équitable de la nourriture en fonction des besoins de chaque secteur en termes de sécurité alimentaire.

R-25. Remplacer le titre « Faciliter les dons de textiles » de la section 1.3 du PDGMR par « Lutter contre le gaspillage vestimentaire » afin de souligner le fait qu'une vision globale de l'ensemble des enjeux de ce secteur doit être prise en compte.

R-26. Procéder à une caractérisation des flux de matières textiles sur l'île de Montréal, à une cartographie des acteurs de la chaîne de valeur et à une analyse des meilleures pratiques au Québec et ailleurs.

R-27. En collaboration avec les différents paliers de gouvernement, favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation des textiles, notamment en :

- développant des partenariats pour la réutilisation des échantillons et des résidus de chutes de production;
- demandant l'instauration d'un programme de responsabilité élargie des producteurs pour les matières textiles et le développement de filières de valorisation des matières textiles recyclables et des invendus;
- travaillant au développement de débouchés locaux de recyclage et de valorisation pour le textile post-consommation et post-industriel (autres que la valorisation énergétique), par exemple en faisant des représentations auprès du gouvernement du Québec pour une réforme de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5).

R-28. Dans la « Politique d'encadrement des boîtes de dons de textiles » qui sera mise en place (action 1.3.1) :

- privilégier les organismes de réemploi sans but lucratif et issus de lcommunauté pour l'exploitation des boîtes de dons sur le territoire;
- favoriser le principe de proximité, en envisageant l'installation de telles boîtes notamment dans des espaces publics ou municipaux autres que les écocentres (par exemple les stationnements d'arénas, centres de loisirs, etc.);
- inclure des critères associés au design et à l'esthétique des équipements retenus, dans le respect des spécificités des arrondissements et des villes liées.

R-29. Faire preuve d'exemplarité en privilégiant une gestion responsable et durable des uniformes du personnel de l'agglomération de Montréal, axée sur la prolongation de leur durée de vie et le réemploi, dans la mesure du possible, et également sur l'approvisionnement à l'échelle locale.

R-30. Stimuler l'achat seconde main en impliquant la population dans une circularité don responsable / achat ou location seconde main, en facilitant la mise sur pied d'un réseau de type friperies locales ou d'autres options innovantes telles que les« Garde-robes collectives ».

R-31. Mettre à contribution les designers de mode montréalais ainsi que les commerçants locaux concernés (ateliers de couture, cordonneries, nettoyeurs, etc.) pour développer des communications innovantes permettant d'informer les citoyennes et citoyens sur ce qui peut être fait pour prolonger la durée de vie de leurs vêtements.

.R-32. Soutenir la mise en place et réaliser des suivis de projets pilote de gestion décentralisée des matières résiduelles organiques, particulièrement dans des secteurs industriels ou institutionnels où la génération de matières organiques est importante et à proximité d'installations d'agriculture urbaine permettant la valorisation du compost produit.

R-33. Pour le déploiement des services de collecte des matières organiques auprès des institutions et commerces ciblés (mesure 2.1.4), procéder, dans le cadre d'une collaboration étroite entre le Service de l'environnement et le Service du développement économique, à une étude des besoins particuliers des cafés et des restaurants en vue d'établir des mesures de collecte spécifiques à ce secteur, en visant dans un premier temps certaines matières qui peuvent facilement être valorisées dans un contexte d'économie circulaire (le marc de café par exemple).

R-34. Dans l'ensemble de l'agglomération, faire la promotion de la hiérarchie des options à privilégier pour la collecte des matières organiques à domicile, soit de disposer d'abord de ses matières en vrac, puis d'utiliser ensuite, et dans cet ordre, soit un contenant fait de papier ou de carton réutilisé (journal, boîtes de céréales, etc.), soit un sac à compost en papier, ou soit, enfin, un sac en plastique compostable certifié (là où les installations le permettent).

R-35. Mettre en place une veille afin de recueillir de l'information sur le mode de collecte séparatif pour certaines matières, incluant les forces et les faiblesses, ainsi que le coût et l'efficacité de ce type de collecte (papier et carton séparés des contenants de plastique, de verre et de métal, par exemple).

R-36. En collaboration avec les organismes représentant les ICI (Éco Entreprises Québec, Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec, etc.) :

- développer un guide permettant de sensibiliser les ICI à l'importance de participer à la collecte des matières recyclables et de les informer quant à l'éventail de services disponibles pour la valorisation des matières dont ils disposent au niveau de l'agglomération de Montréal;
- mettre en place un système volontaire de déclaration de desserte des ICI non assimilables au secteur résidentiel, qui contribuera à la collecte d'information et à la traçabilité de la matière.

R-37. Dans la planification des infrastructures nécessaires à la modernisation de la consigne sur les contenants de boissons, et en collaboration avec le gouvernement du Québec :

- s'assurer qu'un certain nombre de points de dépôt soient issus de l'économie sociale et répondent aux besoins des personnes qui récoltent les matières consignées laissées dans l'espace public (aussi appelés « valoristes »);
- tenir compte du volume de matières consignées générées par les grands festivals et autres événements extérieurs.

R-38. Dans le déploiement des îlots de récupération harmonisés prévu entre 2022 et 2025 (action 3.1.1) :

- privilégier l'installation des poubelles « participatives », munies de supports extérieurs pour contenants consignés, permettant de séparer facilement ces contenants des autres matières qui y sont déposées;
- inclure des organismes représentant des personnes aînées et des personnes ayant des limitations fonctionnelles, ou qui détiennent une expertise à cet effet, dans le processus d'élaboration et de mise en place de la signalisation et des normes graphiques de ces îlots.

R-39. Travailler avec les différents paliers de gouvernements de façon à ce que les produits mis en marché puissent être récupérés dans les localités dans lesquelles ils sont vendus et puissent être recyclés au sein de filières régionales.

R-40. Dans l'évaluation des besoins pour de futurs écocentres (action 4.2.2) :
- tenir compte des particularités du territoire et de la population qui doivent être desservis par les installations à venir, dans une perspective de circuit court et d'accessibilité, notamment en transport non motorisé;
- encourager le développement d'écocentres ponctuels pour les territoires moins bien desservis par le réseau actuel des sept écocentres de l'agglomération.

R-41. Développer des mécanismes de soutien aux initiatives d'économie sociale qui contribuent à la valorisation locale des résidus de CRD.

R-42. Orienter les interventions en matière de bonification des services offerts par les écocentres de manière à ce que ceux-ci deviennent de véritables lieux de réemploi, tout particulièrement pour les résidus de CRD. Ces interventions pourraient prendre la forme de projets pilotes dans un premier temps.

R-43. Évaluer la pertinence d'offrir la collecte du polystyrène résidu de CRD dans tous les écocentres de l'agglomération, en vue, entre autres, d'alimenter les filières de récupération et de revalorisation de cette matière qui se mettent actuellement en place au Québec.

R-44. Développer et déployer une campagne globale positive, continue et évolutive de sensibilisation à la GMR sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, campagne qui devrait :
- être axée sur la réduction à la source, le réemploi et la réparation;
- être déployée en priorité dans les territoires de l'agglomération où les taux de récupération des différentes matières sont actuellement les plus bas;
- compléter les « campagnes adaptées aux différents publics cibles et selon les différentes matières » prévues à l'action 5.1.2, en tenant compte des besoins des personnes aînées ou ayant des limitations fonctionnelles;
- viser une harmonisation des communications portant sur le tri et la collecte sélective, de manière à favoriser la réduction de la contamination des matières au moment de la collecte, et à réduire les risques liés à la santé et à la sécurité des travailleuses et travailleurs dans les centres de tri;
- comporter un volet d'information quant aux résidus de CRD et aux résidus domestiques dangereux qui peuvent être récupérés dans les différents lieux de collecte;
- comporter un volet de mobilisation autour des pratiques écoresponsables à adopter dans le domaine public, particulièrement dans les grands parcs.

R-45. Intégrer à même le Plan directeur la promotion d'initiatives locales de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement, tel le programme Éco- quartier, et la valorisation de cette expertise pour une gestion des matières résiduelles efficiente.

R-46. Déployer des activités d'éducation et de sensibilisation innovantes visant spécifiquement les institutions d'enseignements et la jeunesse, non seulement pour les matières organiques tel que précisé dans le PDGMR, mais également pour intégrer les principes plus larges du zéro déchet.

R-47. Avec la collaboration du Service du développement économique, et afin de faciliter le choix des citoyennes et citoyens montréalais qui souhaitent consommer de manière responsable et contribuer aux objectifs de réduction à la source :

- développer des outils de communication (numériques, cartographiques, etc.) permettant d'identifier les circuits zéro déchet présents dans les quartiers et de mettre en valeur les commerces sensibilisés à la réduction à la source;

répertorier les certifications existantes en matière d'écoresponsabilité associée à la gestion des matières résiduelles et évaluer la pertinence et les ressources requises, le cas échéant, pour développer une certification spécifique à l'agglomération montréalaise, en collaboration avec les instances concernées, notamment dans des domaines tels que la restauration ou l'hôtellerie

R-48. Renommer la sixième catégorie d'actions proposées dans le Plan directeur

« Intelligence économique et innovation sociale » et y intégrer spécifiquement l'innovation sociale, comme moyen permettant de stimuler les modifications de comportements nécessaires et d'apporter des réponses créatives devant les enjeux majeurs auxquels fait face le secteur de la gestion des matières résiduelles actuellement.

R-49. Avec les partenaires de la CMM, assurer une représentation soutenue auprès du gouvernement du Québec et d'Industrie Canada pour favoriser la mise en place d'incitatifs financiers et légaux à l'écoconception.

R-50. Exercer une veille des technologies innovantes, durables et responsables en matière de gestion des matières résiduelles, notamment celles qui misent sur la science des données et l'intelligence artificielle, et soutenir le déploiement à plus grande échelle ou la mise en œuvre de projets pilotes pour celles qui sont les plus prometteuses.

R-51. Poursuivre l'implication de l'agglomération de Montréal dans la recherche collaborative avec des centres de recherche québécois pour la valorisation des matières résiduelles, mais également pour le développement de technologies innovantes, de nouvelles filières industrielles au Québec et sur les principes de réduction à la source et de zéro déchet, ainsi que sur les changements de comportement.

R-52. Collaborer avec le monde de la recherche universitaire afin de mettre en place des initiatives de science participative comme mode de communication et de mobilisation de la population (par exemple faire participer la population aux projets-pilotes, citoyens et citoyennes qui veulent contribuer à la solution par l'utilisation des données ouvertes, etc.).



Montréal, objectif zéro déchet

Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025

L'état des lieux

Une excellente performance depuis 2010 effaçant l'impact de la démographie et de la croissance économique

Globalement, les quantités de matières résiduelles ont baissé de 8 %, malgré des augmentations de la population de 6 % et de 28 % du PIB :

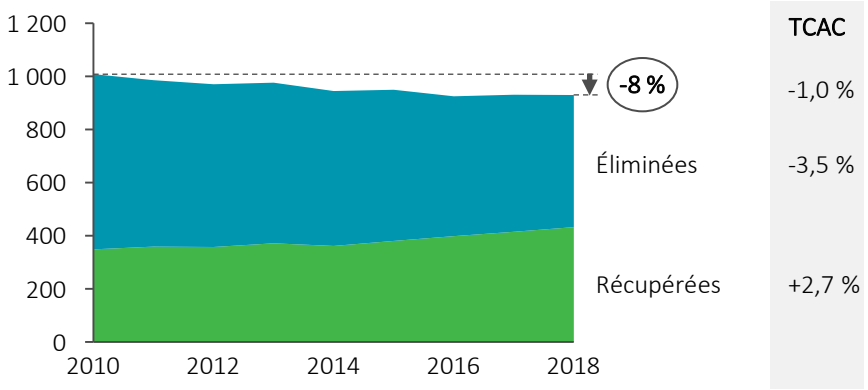
- Les matières éliminées ont diminué de 25 % de 2010 à 2018
- Les matières récupérées ont crû de 24 % sur la même période

+24 % 2010-2018 Hausse de la **récupération**

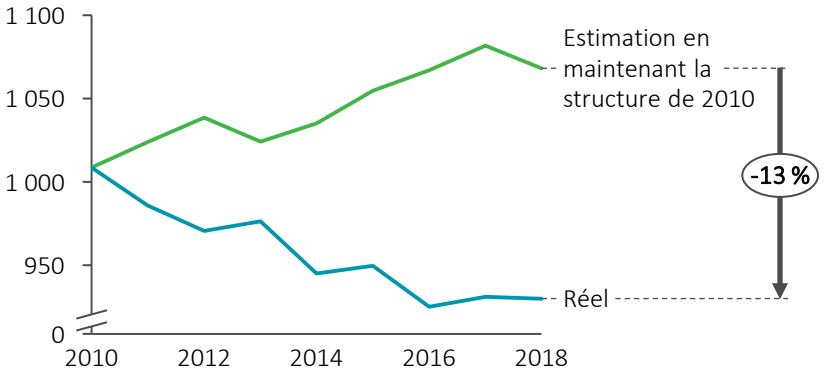
- 8 % 2010-2018 Baisse de **la génération**

La génération de matières résiduelles par habitant est donc passée de 534 kg/an à 465 kg/an

Évolution des matières résiduelles générées
Agglomération de Montréal, en milliers de tonnes



Évolution réelle et selon la structure par habitant de 2010
Agglomération de Montréal, en milliers de tonnes



Source : Ville de Montréal

Le potentiel de récupération réside principalement dans les matières organiques

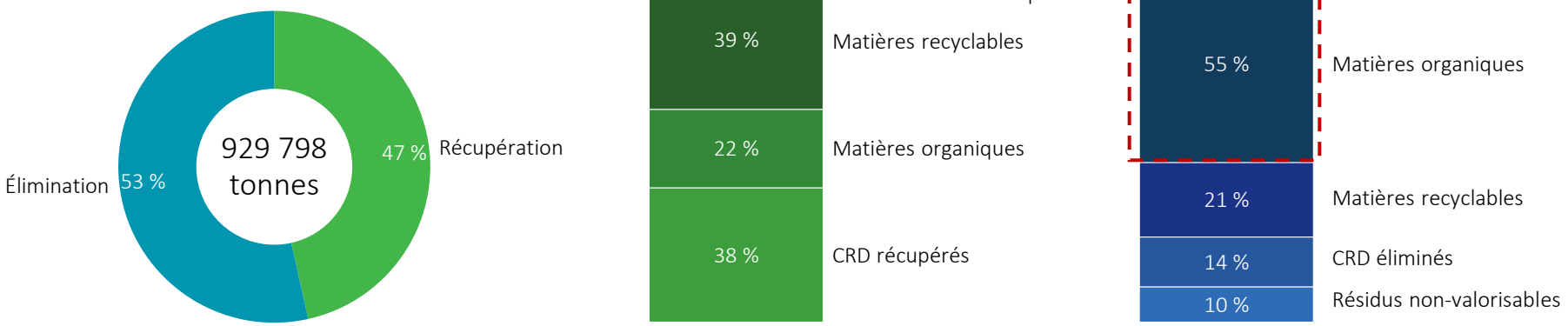
47 % de l'ensemble des matières résiduelles produites annuellement sont valorisés :

- Les taux de récupération des matières recyclables et des résidus CRD atteignent respectivement 62 % et 70 % proche de la cible fixée par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) respectivement de 75 % et 70 %
- Le taux de récupération des matières organiques est de 26 % pour une cible fixée par le MELCC à 60 %
- Les matières récupérées sont principalement composées des matières recyclables (39 %), des CRD (38 %) et des matières organiques (22 %)

Les matières résiduelles éliminées sont principalement composées de matières organiques (55 %)

Génération des matières résiduelles

Agglomération de Montréal, en tonnes, 2018



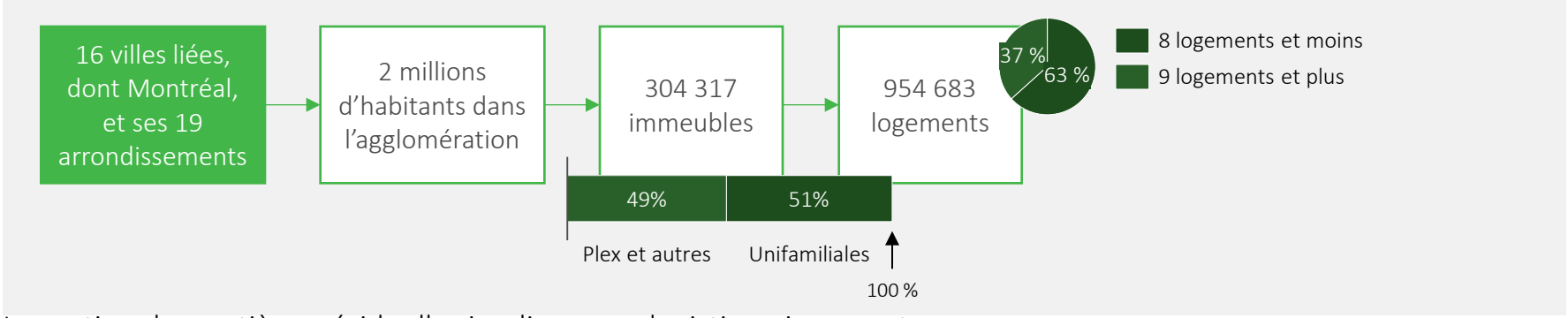
Source : Ville de Montréal, Analyse Aviseo Conseil

Des enjeux importants

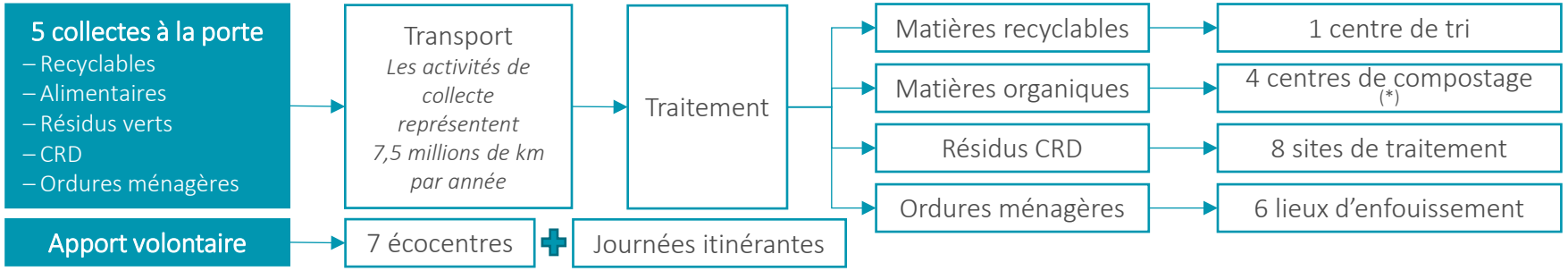
La gestion des matières résiduelles est une affaire complexe

Les deux millions de la population de l'agglomération de Montréal habitent dans un total de 954 683 logements répartis dans 304 317 immeubles :

- 63 % des logements constituent des immeubles de huit logements et moins
- Cette proportion élevée est une caractéristique unique en Amérique du Nord, tout comme la proportion de 43 % de la population qui a changé de lieu de résidence au cours des cinq dernières années



La gestion des matières résiduelles implique une logistique imposante



(*) Actuellement la gestion des matières organiques a lieu sur des centres de compostage privés dans l'attente de la mise en service des deux centres de traitement des matières organiques (CTMO) planifiés

Des enjeux importants

Et qui fait face à des enjeux majeurs de différentes natures



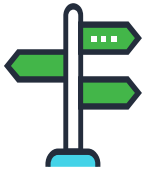
Marché

À l'international, la Chine ferme ses portes à l'importation des matières triées. D'autres destinations ne suffisent pas à répondre au besoin. Les débouchés ne peuvent miser sur les bonnes conditions économiques.



Coûts

La gestion des matières résiduelles est un domaine très spécialisé. Les fournisseurs sont peu nombreux, ce qui leur confère un certain pouvoir, pendant que les coûts de transport explosent.



Capacité de traitement/d'élimination

On anticipe la fermeture du centre d'enfouissement technique de Terrebonne d'ici 2029. Ce site accueille 39 % des matières destinées à l'élimination. Le développement de centres de traitement requiert en moyenne une période de 10 ans.



Complexité

Les intervenants sont multiples et l'agglomération n'a pas de levier sur l'ensemble des flux des matières résiduelles. L'implication de tous (gouvernements du Québec et du Canada, producteurs et consommateurs) est ainsi nécessaire.

La fermeture du marché chinois pour les matières recyclables a diminué les opportunités de valorisation

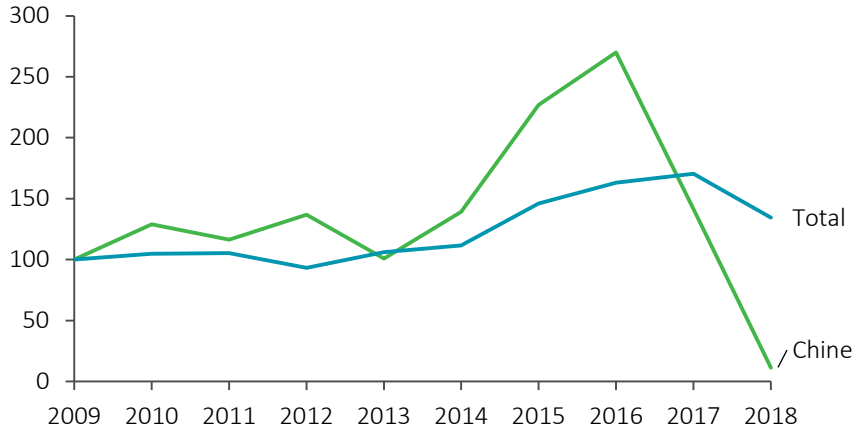
Depuis 2018, la Chine (le plus grand importateur de matières recyclables au monde) a augmenté ses exigences quant à la qualité des matières recyclées qu'elle accepte :

- Avec pour résultat ni plus ni moins la fin des exportations canadiennes vers la Chine
- Les autres marchés (Indonésie, Taiwan, etc.) n'avaient pas la capacité pour absorber la demande

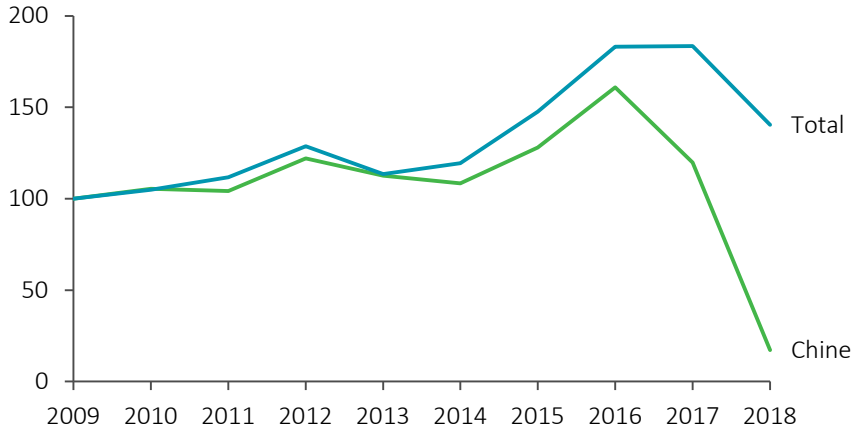
De ce fait, les prix ont fortement baissé :

- L'indice du prix moyen des matières est passé de 154 $ à 20 $ par tonne entre janvier 2017 et septembre 2019
- Les centres de tri ont ainsi de la difficulté à rentabiliser minimalement leurs opérations, ce qui cause un fardeau à ces opérations qui rendent service à l'environnement

Évolution des exportations de matières plastiques recyclables
Pour l'ensemble du Québec en dollars entre 2009 et 2018



Évolution des exportations de papiers et cartons recyclables
Pour l'ensemble du Québec en dollars entre 2009 et 2018

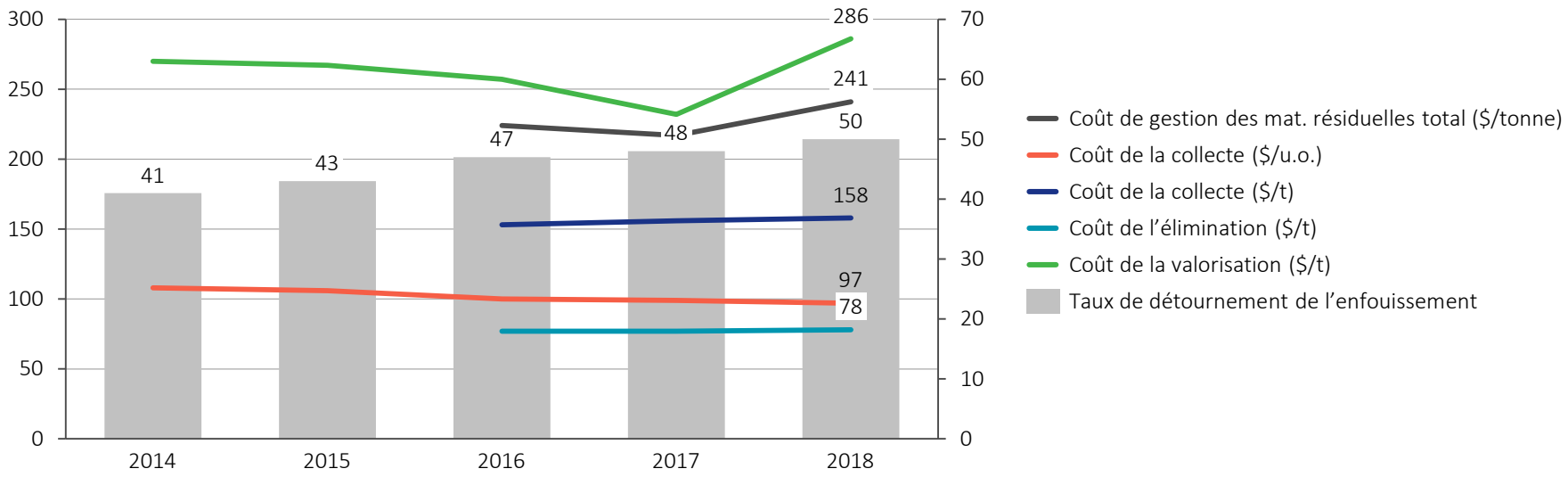


Source :ISQ, Recyc-Québec, Analyse Aviseo Conseil

Mais les coûts totaux sont en croissance

Évolution du coût de gestion des matières résiduelles à la Ville de Montréal entre 2014 et 2018

Ville de Montréal, en $ et %,2014-2018



Source : Ville de Montréal

Le mouvement vers une agglomération zéro déchet d'ici 2030

L'alignement stratégique dans le cadre de Rêvons Montréal 2020-2030 a mis en place une vision :

En 2030, Montréal se démarque en tant que leader mondial engagé dans sa transition écologique avec la participation et en faveur de sa population.

Face à l'urgence d'agir, la Ville de Montréal propose un contrat social engageant la participation de sa population, de son personnel, de ses élus, des gouvernements du Canada et du Québec, des acteurs privés et de la société civile pour mettre en œuvre cette vision

La vision du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 est arrimée à l'alignement stratégique :

Montréal accélère, par l'innovation, la collaboration, la sensibilisation et l'exemple, le mouvement qui en fera une agglomération zéro déchet et qui rendra ses citoyennes et citoyens fiers. Elle instaure les conditions de succès en termes technologiques, économiques, culturels, d'infrastructures et de déploiement de services qui permettent une gestion efficiente et flexible des matières résiduelles.

Proposant une transition écologique solidaire, Montréal a adopté une orientation stratégique pour des **quartiers durables et inclusifs**, couvrant :

- Une habitation abordable
- Des quartiers verts
- Le zéro déchet
- Des bâtiments durables
- Des corridors verts
- Des services de proximité

Cette vision est en parfaite cohérence avec celle du ***C40 Cities***, pour lequel Montréal s'est engagée via la déclaration *Advancing Towards Zero Waste* à tendre vers le zéro déchet d'ici 2030 et à :

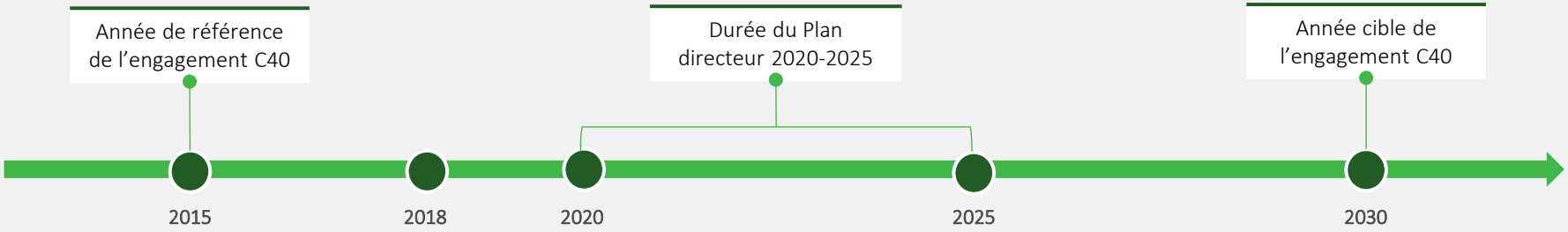
- Réduire d'au moins 15 % la quantité de déchets municipaux produits par habitant en 2030 par rapport à 2015
- Diminuer d'au moins 50 % la quantité de déchets municipaux enfouis en 2030 par rapport à 2015
- Augmenter le taux de détournement de l'élimination pour atteindre au minimum 70 % en 2030

Montréal s'engage ainsi à dépasser ses engagements et vise un taux de détournement de l'enfouissement de 85 % d'ici 2030

Des objectifs clairs et ambitieux pour la durée du Plan directeur et en vue de l'engagement pris pour 2030

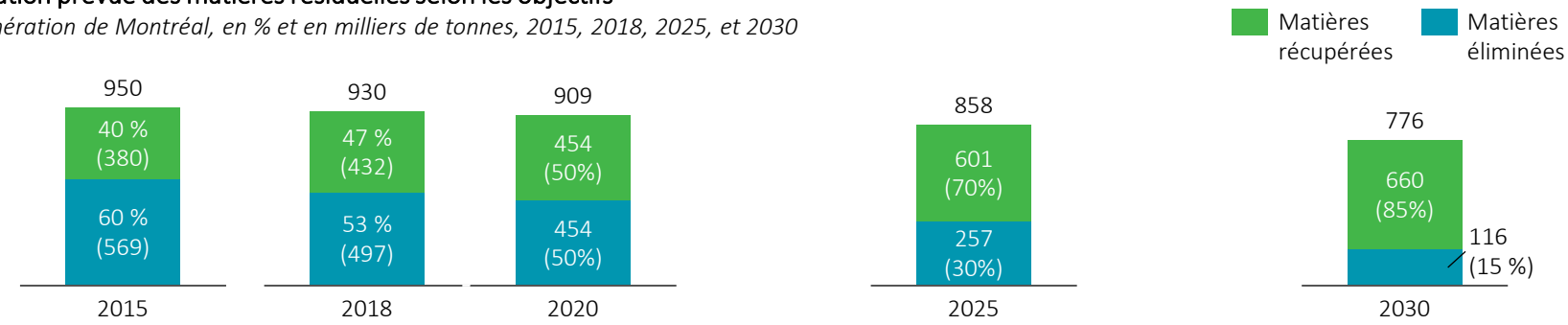
Alignés avec l'engagement de Montréal à C40 Cities et la Politique québécoise, le Plan directeur 2020-2025 prévoit des taux de récupération de 70 % pour 2025

La vision zéro déchet pour 2030 portera le taux de récupération de l'agglomération de Montréal à 85 % et une diminution annuelle d'environ **10 kg par habitant par année** de la génération de matières résiduelles



Génération prévue des matières résiduelles selon les objectifs

Agglomération de Montréal, en % et en milliers de tonnes, 2015, 2018, 2025, et 2030



Source : Ville de Montréal, Analyse Aviseo Conseil

Vision et objectifs

Des bénéfices importants sont associés à l'atteinte de ces objectifs

- Diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment pour le transport :
  - Réduction des kilomètres parcourus par les matières résiduelles
  - Utilisation de camions tasseurs à faible taux d'émission ou électrique (en cours avec le service du matériel roulant et des ateliers)
  - Exigence de la production d'un plan de réduction de GES sur la durée des contrats de collecte accordés
- Contribution à la transition écologique en visant le zéro déchet :
  - Priorité aux 3RV-E (réduire, réutiliser, recycler, valoriser et éliminer)
  - Lutte contre le gaspillage alimentaire : 50 % sur la durée du plan directeur
- Maximisation des bénéfices pour la population :
  - Gestion guidée par les réalités économiques du marché pour optimiser les coûts à moyen terme et limiter l'impact fiscal pour les citoyens
  - Assurer un environnement sain et durable
- Montréal, une ville exemplaire et innovante en gestion des matières résiduelles; notamment par une économie circulaire et une transition écologique :
  - Développement d'une économie circulaire locale
  - Investissement dans des infrastructures innovantes et performantes
  - Industrie du recyclage génère jusqu'à 10 fois plus d'emplois que l'élimination et de meilleures conditions de rémunération
  - Campagnes innovantes d'information, de sensibilisation et d'éducation

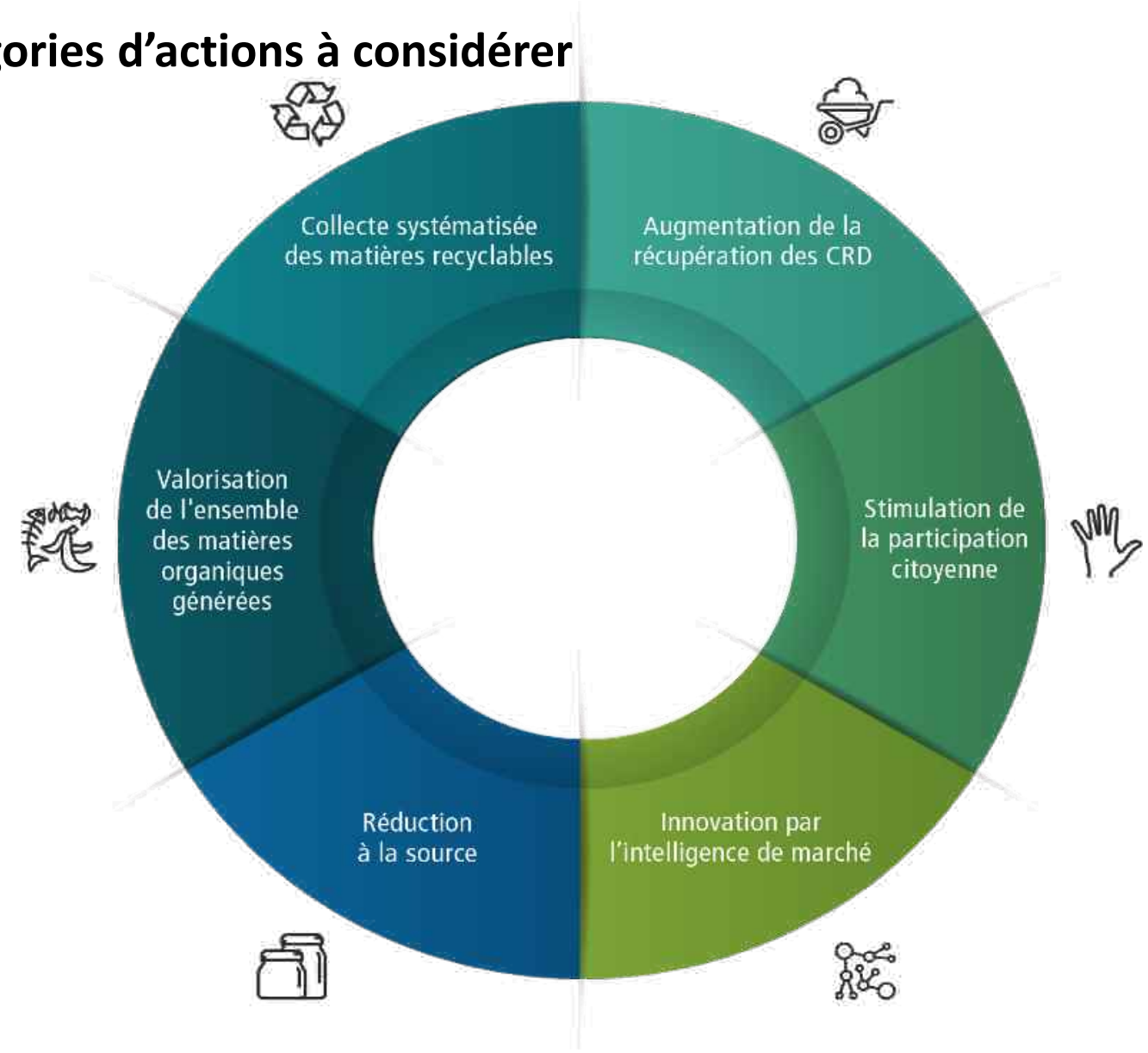
À Montréal, le gaspillage alimentaire est estimé à 3,4 milliards $, soit quelque 3 500 $ par ménage. C'est l'équivalent de 2,5 % du PIB. Selon différentes sources, environ 1,1 milliard de dollars de ce gaspillage serait évitable

Une réglementation environnementale suffisamment stricte et dynamique favorise l'innovation en entreprise, une démarche profitable soit par une réduction de coûts, soit par un accroissement de la valeur du produit. Dans un contexte de commerce international, une telle réglementation serait source d'avantage compétitif

La littérature montre qu'en Amérique du Nord le secteur de la récupération génère davantage de retombées économiques que l'élimination. Pour certaines régions, la différence atteint jusqu'à dix fois plus d'emplois supportés par la récupération, et ces emplois sont mieux rémunérés. Dans tous les scénarios, une municipalité s'appuyant sur les 3RV-E réaliserait une croissance économique plus grande qu'une municipalité n'ayant rien changé dans sa gestion des matières résiduelles

Source : Ville de Montréal, Analyse Aviseo Conseil

Six catégories d'actions à considérer



Trois priorités pour atteindre le zéro déchet en 2030 dans le contexte montréalais

- La réduction à la source de 10 kg/hab./an
  - Elle répond aux enjeux de société, notamment de surconsommation
  - Elle limite l'augmentation des coûts de gestion, autant de valorisation et d'élimination des matières résiduelles
- Le détournement des matières organiques de l'enfouissement :
  - Ces matières représentent la principale composante des matières éliminées actuellement, soit 55 % du total
  - Les actifs déployés permettront leur valorisation
- La mobilisation des parties prenantes :
  - La mobilisation des partenaires institutionnels et corporatifs pour que des cibles en totale cohérence avec celles de l'agglomération soient adoptées, représentent un levier important pour leur atteinte
  - Les matières recyclables et les CRD ont fait l'objet de nombreuses actions par le passé et présentent des taux de valorisation proches des objectifs cibles. Pour atteindre les objectifs, l'implication d'autres parties prenantes, dont les paliers de gouvernements supérieurs est requise pour le développement d'une économie circulaire assurant la valorisation des matières triées
  - Montréal s'engage à être actrice du changement requis et à utiliser son influence pour soutenir la mise en œuvre des actions requises pour une responsabilisation totale des producteurs (consigne sur le verre, critère de mise en marché d'emballage, développement de filières de valorisation, etc.) et pour le développement de filières adaptées à la réalité économique et environnementale actuelle (production d'énergie renouvelable, résilience aux changements climatiques)

L'apport des gouvernements du Québec et du Canada de même que l'implication des producteurs seront nécessaires à la bonne marche des interventions

LA PRIORITÉ DE LA RÉDUCTION À LA SOURCE

POSITIONNEMENT

La réduction à la source et davantage de réemploi sont les fondations, le point de départ, d'une ville zéro déchet d'ici 2040

CIBLE 2025	- 10 % ▶	90 000 tonnes
CIBLE 2030	- 20 % ▶	180 000 tonnes

ACTIONS PRIORITAIRES	IMPACTS	COÛT 2020	COÛT ANNUEL 2020-2025
1. Mettre fin à l'utilisation de plastique non valorisé et d'autres matières à usage unique : • Encadrement règlementaire pour les plastiques à usage unique dès 2020 2. Lutter contre le gaspillage alimentaire : • Réduction du gaspillage alimentaire de 50 % d'ici 2025 3. Faciliter le don et la valorisation des textiles : • Interdiction de l'élimination des invendus et des refus de production de l'industrie et des commerces du textile • Encadrement règlementaire pour le déploiement des boîtes de dons 4. Mobiliser la communauté : • Soutien aux évènements et initiatives de promotion de la réduction à la source • Campagne d'information, sensibilisation, éducation • Écofiscalité à compter de 2025	– Baisse des coûts des matières non générées (10 M$ pour une baisse de 10 % de la génération de matières résiduelles générées) – Réduction de l'impact environnemental (plastiques dans les océans, émissions GES, etc.) – Soutien au développement d'une économie sociale (réparation, réutilisation)	2 M$	2 M$

LA PRIORITÉ DE DÉTOURNEMENT DE L'ENSEMBLE DES MATIÈRES ORGANIQUES DE L'ENFOUISSEMENT

POSITIONNEMENT

Des services de collecte optimisés, des citoyens mieux informés et une infrastructure plus étoffée favoriseront l'augmentation et la valorisation des matières organiques collectées

CIBLE 2025	60 %	taux de valorisation
CIBLE 2030	100 %	taux de valorisation

ACTIONS PRIORITAIRES	IMPACTS	COÛT 2020	IMPACT ANNUEL MAXIMAL 2020-2025
1. Inciter au bon geste de tri en ajustant les modalités de collecte (ajustement des outils de collecte, espacement des collectes d'ordures ménagères) Tests pilotes dès 2020	– Baisse des coûts de gestion du même pourcentage – Optimisation des routes et des coûts de collecte – Production d'extrants à valeur ajoutée (compost et gaz naturel renouvelable) – Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) des opérations de gestion des matières résiduelles	1 M$ (1)	5,2 M$ (2)
2. Déployer des infrastructures modernes pour le traitement des matières organiques et assurer un suivi des extrants			
3. Déploiement des collectes de matières organiques dans les 9 logements et plus (100 % en 2025)			
4. Déploiement des collectes de matières organiques dans les écoles (100 % en 2025)			
5. Interdiction progressive, sur la durée du plan directeur, de l'élimination des matières organiques pour les commerces et épiceries avec pour priorité les principaux générateurs			

(1) Tests pilotes prévus pour la planification du déploiement sur la durée du projet de PDGMR : fréquence des collectes, outils de collecte, etc.

(2) Impact net sur le budget de fonctionnement pour le déploiement de 100 % des u.o (9 et plus). Comprend l'achat et la fourniture des outils de collecte et intègre les coûts nets d'exploitation des CTMO (coûts évités inclus). Coûts hors amortissement des infrastructures.

MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

POSITIONNEMENT

Mobiliser et responsabiliser les différents générateurs de matières résiduelles pour stimuler une conception responsable et le développement d'une économie circulaire

CIBLE 2025	90 %	Taux de compensation des coûts de gestion des matières résiduelles des générateurs privés
CIBLE 2030	100 %	Taux de compensation des coûts de gestion des matières résiduelles des générateurs privés

ACTIONS PRIORITAIRES	IMPACTS	COÛT 2020	COÛT ANNUEL 2020-2025
1. Présenter au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) le coût total réel de gestion des matières recyclables et des CRD et établir des modalités de compensation représentatives de la réalité du marché 2. Intégrer une clause exigeant la récupération des résidus de construction, rénovation, démolition lors de l'émission de permis avec la collaboration des responsables des arrondissements et dans les clauses techniques des appels d'offres de travaux de la Ville 3. Analyser les modes de gestion existants et/ou innovants pour le traitement des matières résiduelles (CRD et matières recyclables) 4. Soutenir des projets de recherche dans le but de valoriser plus efficacement les matières résiduelles	– Compensation de 100 % des coûts de gestion des matières résiduelles générés par le privé – Développement d'une économie circulaire – Favoriser la mise en marché de produits éco-conçus	150 k$	150 k$

Détails des coûts 2020-2025

Détournement des matières organiques de l'enfouissement

- Déploiement de la collecte des matières organiques dans les immeubles de neuf logements et plus
  - Coût additionnel estimé de 5,2 M$ par année pour le traitement. Ce coût compensé en partie par une réduction des coûts à l'enfouissement et par la réduction à la source.
  - Coûts évalués de 1 M$ pour la durée du Plan - Besoins pour les études et projets pilotes, nécessaires à la planification des priorités du Plan dont le déploiement des collectes des matières organiques dans les immeubles de neuf logements et plus. En raison de la crise sanitaire, certaines activités devront être reportées en 2021.
- Optimisation des collectes et du traitement des autres matières (résidus CRD et matières recyclables) et des collectes hors foyer prioritaires
  - Coûts estimés à 445 K$ par année sur la durée du Plan.
- Activités de communication
  - Coûts estimés à 445 K$ par année sur la durée du Plan
  - Responsabilité du Service de l'expérience citoyenne et des communication et des arrondissements selon le partage des compétences
- Mise en service des infrastructures au PTI 2020-2022
- Coûts de 281,5 M$ incluant:
  - Le CTMO Saint-Laurent et le centre de biométhanisation de Montréal-Est : projets sont admissibles à des subventions gouvernementales;
  - Les opérations du nouveau CTMR dans l'arrondissement de Lachine (*)
  - La planification d'un second CTMR dans l'Est de l'île (*)
  - Compléter la couverture du territoire des écocentres

(*)les frais de financement et le coût d'amortissement sont admissibles à la compensation selon la loi 88

Glossaire

3RV-E : Réduction, Réemploi, Recyclage, Valorisation et Élimination

CTMO : centre de traitement des matières organiques

CRD : résidus de construction, rénovation, démolition

ICI : Institutions, Commerces et Industries

Matières éliminées : matières résiduelles destinées au dépôt ou rejet définitif notamment par la mise en décharge ou l'incinération

Matières récupérées : matières recyclables collectées par le biais de la collecte sélective mise en œuvre

Matières recyclables : matières résiduelles qui peuvent être mises en valeur par la voie du recyclage pour être réintroduites dans un cycle de production

Matières résiduelles : tout résidu de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou, plus généralement, tout bien meuble abandonné ou que le possesseur destine à l'abandon *

MELCC : ministère de l'Environnement et de Lutte contre les changements climatiques

PQGMR : politique québécoise de gestion des matières résiduelles

PMGMR : plan métropolitain de gestion des matières résiduelles

RDD : résidus domestiques dangereux

TCAC : taux de croissance annuel composé

u.o. : unité d'occupation

Source (*): RECYC-QUÉBEC

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.01

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1206019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-07-22 19:46

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206019001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau doit faire adopter un règlement d'emprunt pour le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage.
Le montant servira aux travaux et aux services professionnels pour la conception et la réalisation des projets à venir.

Un grand nombre de réservoirs et de stations de pompage requièrent des mises à niveau ou ont atteint leur fin de vie utile. Des investissements sont requis pour augmenter la fiabilité des infrastructures et assurer un renouvellement adéquat des actifs et en maintenir la pérennité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0214 - 24 mars 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage »;
CG17 0105 - 30 mars 2017 - Adopter le projet de règlement modifiant le Règlement d'emprunt RCG 16-030 de 8 187 000 $ à 12 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage;

CG17 0390 - 24 août 2017 - Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

CG19 0556 - 16 décembre 2019 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter le « Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage ».
Le montant demandé servira à octroyer les contrats relatifs aux projets prévus au programme triennal d'immobilisation 2020-2022 de l'agglomération de Montréal, soit majoritairement des projets de travaux requis dans les réservoirs et stations de pompage pour assurer la continuité des opérations et leur pérennité.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

JUSTIFICATION

La Direction de l'eau potable doit réaliser ces travaux qui permettront d'assurer la pérennité des équipements et des installations en les mettant à niveau selon les normes et les bonnes pratiques les plus récentes ou en les remplaçant lorsqu'ils ont atteint leur fin de vie utile. L'autorisation de ce règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de la Direction de l'eau potable. Le montant demandé au règlement correspond à la totalité des dépenses prévues au PTI 2020-2022

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon les règles prescrites par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en vertu de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ chapitre E-20.001). Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subvention, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources. De plus, ils permettront à la Direction de l'eau potable d'améliorer la fiabilité et d'assurer la pérennité de ses infrastructures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'octroyer et de réaliser les travaux requis pour maintenir en bon état les réservoirs et les stations de pompage essentiels au réseau de distribution d'eau potable.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: août 2020
Adoption : août 2020
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane O OUELLET
Ingénieur

Tél : 514-868-3587
Télécop. : 514-872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-07

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-06-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-07-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1206019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1206019001 - Réservoirs et station de pompage.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-16

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 37 058 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES RÉSERVOIRS ET STATIONS DE POMPAGE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

2. Un emprunt de 37 058 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ), durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1206019001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 058 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1206019001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-17

Anna CHKADOVA
Conseillère budgetaire
Tél : (514) 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.02

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1200668001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-06-25 09:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200668001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds du patrimoine culturel québécois finance les subventions à la restauration des biens patrimoniaux municipaux. Il répond à deux objectifs partagés par la Ville et le ministère de la Culture et des Communications : l'engagement pris par la Ville, dans le cadre de sa Politique du patrimoine, de se comporter comme un gestionnaire exemplaire en développant des partenariats avec d'autres intervenants public et d'assurer une utilisation optimale des ressources dans les programmes destinés à la conservation, entre autres des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.
L'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015, approuvée par le conseil d'agglomération le 20 décembre 2012 (CG12 0471), ne comprenait aucun investissement pour le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015). Il avait été convenu de présenter un dossier distinct pour la mise en valeur de bâtiments municipaux d'intérêt patrimonial situés sur le territoire de l'île de Montréal dès que le ministère de la Culture et des Communications serait prêt à réapprovisionner le Fonds du patrimoine culturel québécois.

Le 30 janvier 2014, l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) a été approuvée par le conseil d'agglomération (CG14 0020). Cette entente a été signée le 28 février 2014 par le ministre de la Culture et des Communications.

Le 16 avril 2014, en appui à la décision CG14 0020, les orientations pour la priorisation et la sélection des projets de restauration et de mise en valeur du patrimoine bâti municipal ont été présentées au comité exécutif. Cette sélection découlait d'un appel de candidatures auprès des arrondissements, des villes liées et des services centraux. Une vingtaine de projets répondaient aux critères pour l'obtention d'un financement.

La Ville de Montréal finance la totalité des projets sélectionnés dans le cadre du Fonds du patrimoine culturel québécois et le ministère de la Culture et des Communications en rembourse 50 %. La Ville devait donc adopter un règlement d'emprunt totalisant l'ensemble

de la somme consacrée au Fonds, soit 24 000 000 $. Le règlement d'emprunt a été divisé en trois volets selon l'appartenance et le statut de chaque bâtiment. Les montants ont été fixés selon les besoins qui ont été établis lors de la sélection des projets.

Le Fonds de 24 000 000 $ a été réparti de la façon suivante :

- 14 000 000 $ destinés aux bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel;
- 9 000 000 $ destinés aux bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et qui sont protégés par un instrument d'urbanisme selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- 1 000 000 $ pour les bâtiments patrimoniaux appartenant à une ville reconstituée et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

Deux règlements d'emprunt ont été adoptés relativement au Fonds du patrimoine culturel québécois, soit le règlement 14-032 pour un montant de 9 000 000 $ et le règlement RCG 14-027 pour un montant de 14 000 000 $.

Depuis, des soldes réaffectés provenant d'anciennes ententes sur le développement culturel de Montréal ont été mis à disposition afin de financer de nouveaux projets de restauration d'immeubles municipaux patrimoniaux.

La répartition du Fonds ayant changé depuis l'adoption des règlements d'emprunt et le ministère de la Culture et des Communications ayant autorisé des sommes supplémentaires provenant d'anciennes ententes sur le développement culturel de Montréal, un nouveau règlement d'emprunt était requis pour des subventions à des bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et qui sont protégés par un instrument d'urbanisme selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Le règlement d'emprunt 20-001 de 7 500 000 $ a donc été adopté au début 2020.

Le règlement d'emprunt RCG 14-027 est suffisant pour financer les projets sur des bâtiments patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

Les 1 000 000 $ pour les immeubles patrimoniaux appartenant à une ville reconstituée et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel sont toujours disponibles et font donc l'objet d'un règlement d'emprunt particulier pour le projet soumis, soit la restauration et la réhabilitation de la maison Michel-Robillard, immeuble patrimonial cité situé à Sainte-Anne-de-Bellevue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0082 - 27 janvier 2020 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de restauration d’immeubles patrimoniaux municipaux et les coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal.
CG14 0433 - 18 septembre 2014 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer des travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui sont reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

CM14 0942 - 15 septembre 2014 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ afin de financer les travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui ne sont pas reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

CE14 0608 - 16 avril 2014 - Prendre acte des orientations pour la gestion du Fonds du patrimoine culturel du québécois, pour la restauration des biens patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal ou aux villes liées, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) convenue avec le ministère de la Culture et des Communications.

CG14 0020 - 30 janvier 2014 - Approuver l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) intervenue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, pour un montant total de 24 000 000 $, représentant une participation financière égale de 12 000 000 $ pour le Ministère et pour la Ville.

CG13 0169 - 30 mai 2013 - Approuver la modification n^{o} 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 (CG12 0471) entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal aux fins de l'établissement d'un cadre d'intervention contribuant au développement culturel de Montréal, majorant ainsi le montant total de la contribution de 121 505 000 $ à 167 405 000 $.

CG12 0471 - 20 décembre 2012 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal - montant total de 121 505 000 $, part du Ministère 58 351 000 $, part de la Ville 63 154 000 $.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 000 000 $, afin d'octroyer une contribution financière pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, appartenant à la municipalité de Sainte-Anne-de-Bellevue et ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.
La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue a soumis le dossier pour la restauration et réhabilitation de la maison Michel-Robillard, immeuble patrimonial cité.

Seuls les travaux de restauration sont admissibles et seront financés aux deux tiers par le Fonds du patrimoine culturel québécois dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015), jusqu'à concurrence d'une subvention de 1 000 000 $, le dernier tiers devant provenir de la municipalité de Sainte-Anne-de-Bellevue. Les frais couverts peuvent comprendre les coûts des honoraires professionnels en lien avec les travaux admissibles. Le projet doit être auparavant autorisé par le ministère de la Culture et des Communications au moyen d'une fiche de recommandation de crédits.

JUSTIFICATION

L'entrée en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour financer les travaux de restauration dans le cadre du projet de restauration et de réhabilitation de la maison Michel-Robillard, immeuble patrimonial cité appartenant à la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, admissible au Fonds du patrimoine culturel québécois dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement de compétence d'agglomération autorisant un emprunt de 1 000 000 $ servira à financer les travaux de restauration d’un immeuble patrimonial municipal et les coûts afférents admissibles au Fonds du patrimoine culturel québécois dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015).

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération de Montréal parce qu'elle concerne une contributions municipales et la gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, qui est une compétence d'agglomération en vertu du décret concernant l'agglomération de Montréal.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération (CG07 0473).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La protection du patrimoine est une composante du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence des crédits visés par ce règlement d'emprunt empêcherait de respecter les engagements de soutien financier sur les projets de protection et de mise en valeur d'immeubles municipaux à valeur patrimoniale selon la sélection des projets de restauration et de mise en valeur du patrimoine bâti municipal à la suite de l'appel de candidatures lancé à la fin de l'été 2013 auprès des arrondissements, des villes liées et des services centraux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, comme convenu avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : août 2020.
2. Adoption : septembre 2020.
3. Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
4. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement.
5. Octroi des contrats, à partir de mars 2021.
6. Travaux d'avril 2021 à 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alessandra POZZI, Service de la culture

Lecture :

Alessandra POZZI, 8 juin 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoît FAUCHER
Architecte préposé à la planification

Tél : 514 872-7904
Télécop. : 514-872-1007

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-02

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : (514) 868-7897
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-06-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-06-23



Figure 1: Guillaume St-Jean, 2006



Figure 2: Lafontaine & Soucy, 2014

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200668001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT&ADP - 1200668001 - Maison Michel-Robillard 23juin2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-23

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 $ AFIN DE FINANCER LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL POUR LES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA MAISON MICHEL-ROBILLARD, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

Vu l'article 37 et l'annexe I du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002);

Vu l'Entente sur le fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015), conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (CG14 0020);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 $ est autorisé afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard appartenant à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et reconnue par la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002). Cette contribution est versée à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue afin qu'elle effectue les travaux identifiés dans les orientations pour la gestion du Fonds du patrimoine culturel du Québec conformément à l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois, volet 1 (2013-2015) ou conformément à toute entente pour la mise en valeur de biens, sites et arrondissements reconnus par cette loi qui pourrait être conclue ultérieurement entre les mêmes parties.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

4. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1200668001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200668001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200668001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-08

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 41.03

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207562001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-16 09:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 6 juillet 2020	Résolution: CA20 27 0184

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Suzie MIRON

Et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de *la Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1207562001

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 juillet 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.03

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207562001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2020-06-22 11:46

Signataire : Serge VILLANDRÉ

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207562001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Le collectif des femmes immigrantes du Québec (CFIQ), accompagné du groupe de ressources techniques Atelier Habitation Montréal projettent de démolir un bâtiment commercial d'entretien automobile situé sur le lot 1 294 166 et d'y construire un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. Ce bâtiment comportera 23 unités d'habitation de différentes typologies.
Le projet porté par l'organisme souhaite loger des femmes vulnérables de par leur statut de nouvelles arrivantes et leur précarité. Pour la plupart monoparentales, elles représentent une population à risque de préjugés, d'intimidation ou même de violence. Conscient que l'intégration sociale des personnes immigrantes passe par leur intégration économique, l'organisme développe également un service de soutien à l'emploi adapté aux besoins et caractéristiques des personnes immigrantes.

Le projet à l'étude déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275). Les dérogations sont les suivantes :

- à la hauteur en étages et en mètres du bâtiment (article 9);
- à l'alignement de construction, puisqu'il n'y a aucun plan de façade qui représente au moins 60 % de la superficie d'une façade qui est construit à l'alignement de construction (article 52). Toutefois, en vertu de l'article 66 l'alignement de construction doit être approuvé conformément au titre VIII puisque le bâtiment projeté est situé sur un terrain de coin et qu'il y a au plus un seul bâtiment bordant l'intersection.

Le projet de démolition du bâtiment actuellement présent sur le site n'est pas soumis à l'autorisation du comité de démolition en vertu de l'article 6 paragraphes 5 et 9 du

Règlement régissant la démolition d'immeubles (RCA02-27006).

La demande est recevable en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal pour permettre la réalisation d'un projet relatif à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, d'assistance et d'hébergement. Il est à noter que ce dossier cheminera jusqu'au conseil d'agglomération puisqu'il s'agit d'un projet de construction de logements sociaux et communautaires bénéficiant du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (article 89.1.1 de la Charte de la Ville de Montréal).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le projet proposé consiste à démolir un atelier mécanique actuellement en droit acquis et d'y construire un immeuble résidentiel de 23 logements comportant également des espaces communs.
Le projet de remplacement propose un nouveau bâtiment de trois étages plus un rez-de-jardin qui présente les caractéristiques suivantes :

- 9 logements d'une chambre à coucher;
- 6 logements de deux chambres à coucher;
- 8 logements de trois chambres à coucher;
- Taux d'implantation de 62 %;
- 27 % d'espace vert;
- 10 unités de stationnement pour vélo;
- Aucune unité de stationnement;
- Salle communautaire;
- Espaces communs.

Le bâtiment s'insère sur une tête d'îlot présentement déstructurée, composé d'un atelier mécanique non conforme à l'usage prescrit qui sera démoli suite au projet, d'un salon funéraire de deux étages et d'un triplex. Le cadre bâti situé en face du présent projet est constitué d'immeubles résidentiels de deux étages.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) est favorable à cette demande pour les raison suivantes :

- Ce projet résidentiel vient remplacer un bâtiment qui ne présente aucun caractère architectural significatif et dont l'occupation est actuellement en droit acquis;
- La construction de projet d'habitation communautaire permettra d'amener dans le quartier une clientèle susceptible de participer à la vie communautaire, institutionnelle et commerciale du secteur;
- Le projet offre une typologie variée de logements, dont plusieurs pouvant accueillir une famille;
- Le projet augmenterait la superficie d'espaces végétalisés sur le site, passant d'environ 10 % à 27 %;
- La dérogation à la hauteur ne crée pas d'impact d'ensoleillement sur les bâtiments voisins. D'ailleurs, une étude d'ensoleillement démontre peu d'incidence sur les propriétés voisines;
- La clientèle ciblée ne présente pas un taux élevé de possessions de véhicule et la proximité du réseau de transport en commun pourra lui fournir une offre de transport adéquate.

À sa séance du 9 juin 2020, le comité consultatif d'urbanisme s'est prononcé en faveur sans ajouter de conditions supplémentaires.

Avis préliminaire de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises sur la révision architecturale

1. Nous trouvons qu'il y a trop de matériaux proposés, il serait fort souhaitable de réduire et de simplifier la composition. Nous privilégions la couleur vive pour les accents ponctuels (selon l'article 123.2, « les matériaux et les détails architecturaux de la construction doivent être d'une qualité équivalente ou supérieure aux constructions voisines présentant une qualité architecturale et une valeur patrimoniale»);
2. Nous sommes non-favorables aux cours anglaises donnant sur la rue Notre-Dame Est. Ceci vient créer des interfaces permettant l'accumulation de poussières, de saletés en tout genre et limite l'accès à la lumière de qualité. Nous suggérons de les relocaliser sur l'élévation latérale et à l'arrière (selon l'article 669, « capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire»);
3. Malgré l'impossibilité de l'organisme à avoir un ascenseur (viabilité financière et coût d'entretien), dû à des contraintes budgétaires, nous sommes non-favorables à l'accès principal au bâtiment en dessous du niveau de la rue. Nous orientons les projets vers des entrées de plain-pied et de procéder à la distribution des étages à l'intérieur de l'immeuble (selon l'article 123.2, « le projet doit chercher à avoir une expression architecturale qui s'inspire du contexte, sans l'imiter et sans se référer à des bâtiments ou terrains mal intégrés ou non représentatifs du caractère dominant du tronçon de la voie panoramique; », et l'article 669 « accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et de l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès»);
4. Nous sommes favorables à d'un aménagement de la toiture afin d'y offrir un espace commun de qualité. Cependant, ce type d'aménagement n'est pas permis dans le programme AccèsLogis;
5. Nous sommes favorables à un aménagement paysager qui devrait être mis en valeur et avoir une qualité de design et une diversité accrue des essences (selon l'article 123.2, « la nouvelle construction doit privilégier une mise en valeur des aménagements extérieurs existants ou projetés;»).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet propose la plantation de 3 arbres en plus d'augmenter la superficie d'espaces végétalisés sur le site, passant d'environ 10 % à 27 %.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement

- Comité exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet de règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette demande est conforme aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabriel CHAINEY
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-9305
Télécop. : 514-872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-18

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-7415
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre-Paul SAVIGNAC
Directeur
Tél : 514-872-4160
Approuvé le : 2020-06-19



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date:20200617

Cadastre: Du Québec

Échelle:

A

1207 562 001



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

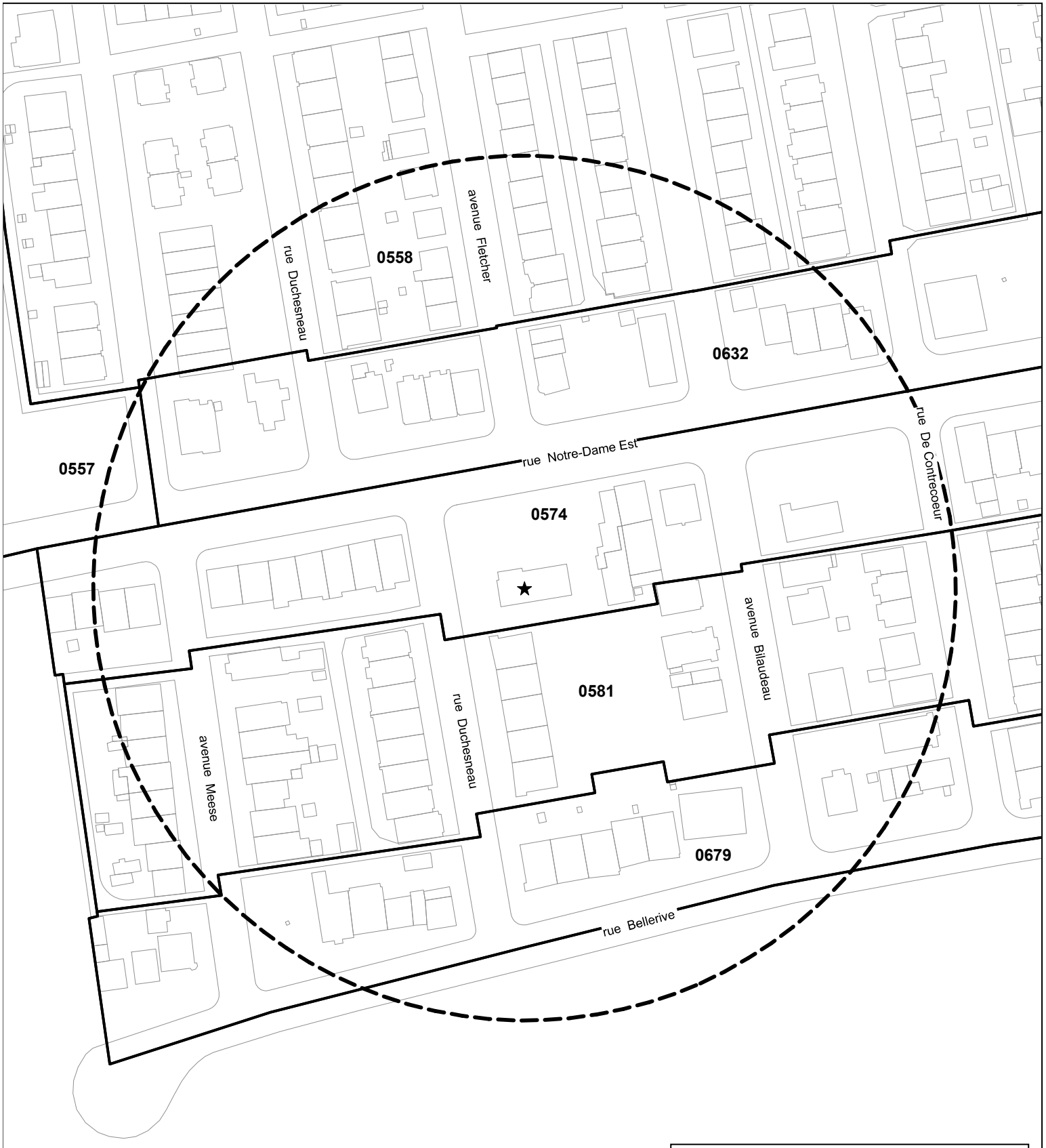
Date:20200617

Utilisation du sol:

Échelle:

B

1207 562 001



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date:20200617

Zones:

Échelle:

1207 562 001

©

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2020-05

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 9 juin 2020, à 8 h 00
en vidéo conférence
plateforme Google Meet

9.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2020-2263

Dossier n^{o}: 1207562001

Objet : Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personne ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : Lot 1 294 166

Responsable du dossier : M. Gabriel Chainey, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE ce projet résidentiel vient remplacer un bâtiment qui ne présente aucun caractère architectural significatif et dont l'occupation est actuellement en droit acquis;

CONSIDÉRANT QUE la construction de projet d'habitation communautaire permettra d'amener dans le quartier une clientèle susceptible de participer à la vie communautaire, institutionnelle et commerciale du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet offre une typologie variée de logements, dont plusieurs pouvant accueillir une famille;

CONSIDÉRANT QUE le projet augmenterait la superficie d'espaces végétalisés sur le site, passant d'environ 10 % à 27 %;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation à la hauteur ne crée pas d'impact d'ensoleillement sur les bâtiments voisins. D'ailleurs, une étude d'ensoleillement démontre peu d'incidence sur les propriétés voisines;

CONSIDÉRANT QUE la clientèle ciblée ne présente pas un taux élevé de possessions de véhicule et la proximité du réseau de transport en commun pourra lui fournir une offre de transport adéquate.

PAR CONSÉQUENT, IL EST ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE SANS CONDITION.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207562001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 294 166.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2020-06-18 - Mercier 89 (4) - Projet_reglement_lot 1 294 166 - final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-06-19

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION, LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SITUÉ SUR LE LOT 1 294 166 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 1 294 166 du cadastre du Québec.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est permis de déroger aux articles 9 et 52 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
DÉMOLITION

3. Toute demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

SECTION IV
CONDITIONS

4. Le nombre d'étages maximal est de 3.

5. La hauteur maximale du bâtiment est de 12,5 m.

6. Un plan représentant au moins 50 % de la superficie d'une façade doit être construit à l'alignement de construction. Un plan de la façade non construit à l'alignement de construction peut être implanté à l'un ou l'autre des endroits suivants :

1° en retrait de l'alignement de construction;

2° devant l'alignement de construction, cet avant-corps ne devant pas faire saillie de plus de 1,5 m.

7. Aucune norme ne s'applique afin de déterminer l'alignement de construction lequel doit être approuvé conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

SECTION V
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

8. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux de construction et les travaux d'aménagement des espaces extérieurs visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) afin de mettre en valeur le bâtiment tout en s'assurant qu'il s'intègre dans son milieu d'insertion.

En plus des critères prévus au titre VIII, les critères suivants s'appliquent relativement à l'alignement de construction du bâtiment :

1° il contribue à l'encadrement de la rue;

2° il préserve les caractéristiques de la morphologie des lieux et de la végétation;

3° il respecte les caractéristiques architecturales de l'ensemble des bâtiments du milieu d'insertion;

4° il met en valeur une percée visuelle ou un autre élément urbain caractéristique.

SECTION VI
GARANTIES BANCAIRES

9. La délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 42 166 $.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux visés par le certificat d'autorisation de démolition et les travaux de construction soient complétés.

Si les travaux de démolition et de construction ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie.

10. La délivrance d'un permis de construction visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 2 500 $.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux d'aménagement des espaces extérieurs soient complétés.

Si les travaux d'aménagement des espaces extérieurs ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

11. Les travaux de démolition et de construction autorisés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

12. Les travaux de construction doivent être complétés avant la fin de la validité du permis de construction.

13. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin de la validité du permis de construction.

SECTION VIII
DISPOSITION PÉNALE

14. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1207562001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.04

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Il est recommandé :
d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-07-21 23:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208285001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Dans le cadre du PTI 2020-2022, chaque service requérant est responsable d'obtenir la totalité des crédits requis auprès des instances décisionnelles appropriées.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

Ce règlement d'emprunt nous permettra de mettre en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0117 – 30 mars 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 112 872 000 $ afin de financer l'acquisition de biens, de services techniques et de services professionnels en informatique.
CG15 0304 – 24 novembre 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

CG13 0432 – 26 septembre 2013 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 40 000

000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt de 86 847 000 $ pour le financement des projets des années 2021 et 2022 de compétence de l'agglomération et de compétence mixte – volet agglomération inscrits à la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.
Le taux de répartition en vigueur à l'adoption du PTI 2020-2022 est de 50,1% à l'agglomération et de 49,9% à la Ville centrale.

Les investissements dans les technologies de l'information constituent un moyen essentiel pour la Ville afin de moderniser ses services informatiques, d'améliorer les services numériques aux citoyens et d'adresser la désuétude de ses systèmes patrimoniaux.

L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra l'acquisition de nouveaux équipements informatiques ainsi que des services professionnels hautement spécialisés de divers projets futurs et évitera ainsi leur financement par l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

Les dépenses admissibles au règlement d'emprunt doivent respecter la politique de capitalisation des dépenses en immobilisations de la Ville de Montréal.

Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via le GDD 1208285002.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2020-2022. Il permettra de réduire les délais administratifs lors de l'autorisation de débuter un projet et par conséquent, permettra de réaliser plus rapidement les différentes solutions technologiques priorisées au sein de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en place de nouvelles infrastructures technologiques pour la mise à niveau et la modernisation du parc informatique de la Ville et dépenser les budgets qui lui sont consacrés au PTI 2020-2022, l'adoption d'un règlement d'emprunt est requise. La période d'amortissement est de 5 ans.
Ce règlement permettra de financer le volet agglomération d'un ensemble de projets en technologies de l'information totalisant pour les années 2021 et 2022 un montant de 169 848 000 $. La portion relevant de la compétence de l'agglomération s'élève à 86 847 000 $. La liste de ces projets est jointe au présent dossier. Le règlement d'emprunt touchant le volet Ville centrale est demandé via un autre dossier décisionnel.

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvées par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au Service des technologies de l'information de réaliser les projets prévus au PTI 2021-2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Avis de motion : 2020-08-28;
· Adoption : 2020-09-24;
· Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luminita MIHAI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-07

Hans-Frédéric BÉLANGER
Gestionnaire de programme et portefeuille

Tél : 514 872-4921
Télécop. :

Tél : 514-872-9314
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Philippe MONET
Directeur du bureau de projets TI par interim

Tél :
Approuvé le : 2020-07-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-07-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1208285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1208285001 - Biens et services informatiques.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-20

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 86 847 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE

Vu les articles 19 et 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 86 847 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1208285001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 86 847 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements et de services professionnels en informatique, relevant de la compétence de l'agglomération, afin de financer les projets inscrits en 2021 et 2022 dans le cadre de la programmation du PTI 2020-2022 du Service des technologies de l'information.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 77777 GDD 1208285001.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-21

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier - Pôle Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.05

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207896002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017
- d'augmenter le budget de la sous-catgorie "économie sociale" pour 2020 de 1 700 000 $

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-31 11:59

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207896002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2020, les entreprises montréalaises sont exposées à de nombreux défis financiers du fait de la crise économique de la Covid-19. Cette situation a nécessité la modification des mesures d'aides aux entreprises d'économie sociale que la Ville a mises en place, et ce, afin de tenir compte des enjeux particuliers auxquels elles font face.
Le 28 mai 2020, le conseil d'agglomération a ainsi adopté un règlement modifiant le règlement RCG19-017 afin d'assouplir les Conditions minimales d'octroi d'une contribution de la sous-catégorie « Économie sociale » qui permet aux organismes de soutenir les entreprises d'économie social dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

Cet assouplissement a permis de diminuer le montant minimum de subvention ainsi que la mise de fonds exigée pour les projets de consolidation. Il a été réalisé sans augmentation du budget dédié à la sous-catégorie « Économie sociale » , établi à 1 850 000 $ pour les 6 pôles du réseau PME MTL en 2020.

En date du 15 juillet 2020, les PME MTL ont dépensé 1 549 703 $ au titre de la sous-catégorie « Économie sociale », soit 84% du budget 2020 initial. 54% l'a été fait dans le cadre des assouplissements.

Dans le cadre du Plan de relance économique de la Ville de Montréal "Une impulsion pour la métropole : agir maintenant", de juin 2020, la mesure 10 "Accroître l'appui aux entreprises d'économie sociale" prévoit notamment de bonifier le fonds d'économie sociale géré par le réseau PME MTL.

Avec la prolongation de la pandémie de la Covid 19, le présent dossier a donc pour objet d'augmenter le budget dédié à la sous-catégorie « Économie sociale » pour l'année 2020 et de prolonger la période d'assouplissement des conditions d'octroi des subventions en consolidation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0286 - 28 mai 2020 “Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017)”
CG19 0157- 28 mars 2019 « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises »
CE18 1159 – 27 juin 2018 – Approuver le plan d'action en développement économique du territoire 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.
CE18 0916 – 23 mai 2018 – Approuver le Plan d'action en innovation sociale 2018-2022.
CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.
CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à augmenter de 1 700 000 $ le montant de l’aide financière de 2020 de la sous-catégorie « Économie sociale » de la catégorie fonds de subvention et à prolonger l’assouplissement de certaines conditions de soutien mises en place dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.
Ces assouplissements, qui ont déjà été adoptés et qui sont visés dans la Section II de l'annexe D du règlement concernent uniquement les projets de consolidation des entreprises, et sont les suivants :

- supprimer le plancher de 15 000 $ pour le montant minimum des contributions
- exiger une mise de fonds de 10% du coût total du projet, au lieu de 20% habituellement
- ne pas exiger de prévisions financières complètes sur 2 ans mais plutôt un budget de caisse sur 12 mois à l’appui du sommaire exécutif.

Il est proposé que ces modifications prévues dans la sous-section VIII.2 s’appliquent jusqu’au 31 mars 2021.
Il est à noter que les conditions habituelles du Règlement RCG 19-017 continuent de s’appliquer pour les projets d’économie sociale non touchés par la crise (projets de pré-démarrage, démarrage et expansion), bien qu’on anticipe une moindre prévalence de ces dossiers pendant les mois à venir.

L’aide financière additionnelle viendra soutenir aussi bien les projets en consolidation que les autres projets d’économie sociale.

Les règles de calcul de la répartition de l’aide financière qui serait versée aux organismes PME MTL, ainsi que les définitions afférentes, sont détaillées à l’annexe G du règlement 19-017, qui ne fait pas l’objet de modifications.

JUSTIFICATION

Cette modification permettra à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d’urgence et de relance pour aider les entreprises d’Économie Sociale, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022, Accélérer Montréal et ainsi que l'entente intervenue entre la Ville et le Ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en œuvre de cette stratégie.
Les premières données remontées par les pôles de services PME MTL font en effet état d’une forte augmentation des demandes de soutien financier. Entre le 1er avril et le 15

juillet, les pôles ont en effet attribué entre 72% et 327% des montants attribués sur la totalité de l'année 2019 comme le montre le tableau ci-dessous:

	Nombre dossiers ÉS Réflexe			Montant attribué Réflexe		
Pôle de service	1er avril au 15 juillet 2020	année 2019	évolution	1er avril au 15 juillet 2020	année 2019	évolution
Centre ESt	11	14	78.57%	240,000	329,000	72.95%
Est	7	6	116.67%	255,000	270,000	94.44%
Centre-Ouest	7	4	175.00%	202,241	165,000	122.57%
Ouest	2	2	100.00%	100,000	41,000	243.90%
Grand Sud Ouest	7	5	140.00%	311,000	95,000	327.37%
Centre Ville	21	9	233.33%	441,462	191,000	231.13%
Totaux	55	40	137.50%	1,549,703	1,091,000	142.04%

À noter, l'année 2019 ne comportait pas 12 mois de pleine activité, car le Règlement RCG 19-017 a été adopté en conseil d'agglomération le 18 avril 2019.

Également, l'augmentation du nombre de dossiers ne concerne pas uniquement des projets de consolidation d'entreprise. Entre le 1er avril et le 15 juillet 2020, les projets ayant bénéficié de l'assouplissement ont ainsi constitué 51% des dossiers (28 dossiers) , et 46% de leur valeur (705K$). Par comparaison, les projets en consolidation constituaient 20% du nombre de dossiers 2019 (8 dossiers) et de la valeur (233K attribués).

Cela est cohérent avec la diversité des secteurs d'activité d'économie sociale et des situations de chaque entreprise: en effet si certaines d'entre elles ont dû fermer pendant le confinement et faire face à des baisses importantes de leurs revenus, d'autres, notamment en services essentiels, ont vu une hausse de leur activité et des coûts augmentés. Dans les deux cas, le soutien accordé au titre de la sous-catégorie « Économie sociale » a permis d'aider les entreprises à négocier leur virage. Cette situation explique également le choix qui est fait de flécher la bonification du budget sur l'ensemble de la sous-catégorie « Économie sociale » (phases de pré-démarrage, démarrage, expansion, consolidation) et pas uniquement sur les projets de consolidation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 1 700 000 $. Les crédits requis pour le financement du programme sont prévus au budget du Service du développement économique - Plan de relance - Tisser Montréal - Axe 4 (Entente 150 M$ -Réflexe Montréal).
Le financement de ce programme n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Il s'agit d'une dépense de la compétence d'agglomération.
Les subventions sont octroyées aux organismes du Réseau PME MTL qui opèrent sur le territoire montréalais.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec l'économie sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La modification du règlement et l'augmentation de la, contribution financière permettra d'offrir un soutien supplémentaire aux entreprises d'économie sociale financées par le Réseau PME MTL dans le contexte du COVID-19 et ainsi augmenter leur niveau de résilience.
Un manque de soutien aux entreprises d'économie sociale pourrait compromettre leur capacité de maintenir leurs opérations dans le contexte COVID-19, entraînant des pertes d'emplois, de vitalité économiques et de services sociaux sur le territoire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'incertitude de la situation sanitaire sur les conditions de reprise économique pourrait amener à devoir prolonger à nouveau les mesures d'assouplissement pour les projets de consolidation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication est établi, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

27 août 2020: Avis de motion

- 24 septembre 2020: Adoption du règlement
- 5 octobre 2020: date limite de dépôt des demandes de financement
- 13 octobre 2020: validation admissibilité
- 31 mars 2021: fin de la période d'assouplissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cécile VERGIER
Commissaire au développement économique, Innovation sociale

Tél : 514 868 7675
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-15

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872 2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207896002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207896002 Règl modif RCG 19-017 économie sociale 20200729.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-29

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Division : Service des affaires juridique

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS D'AFFAIRES D'ENTREPRISES MONTRÉALAISES (RCG 19-017)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs renouvellements;

À l'assemblée du_____ 2020, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) est modifié par le remplacement de « ou de l'article 24.2 » par « , à l'article 24.2 ou à l'article 24.10 ».

2. L'article 4 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, de « 28 200 000 $ » par « 29 900 000 $ »;

2° le remplacement, au paragraphe 1° du deuxième alinéa, de « 18 200 000 $ » par « 19 900 000 $ ».

3. L'article 5 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du mot « cinq » par le mot « six »;

2° le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° la sous-catégorie « économie sociale » dont les objectifs sont d'aider un organisme à soutenir des projets d'affaires d'entreprises d'économie sociale ou l'émergence d'entreprises d'économie sociale novatrices qui explorent de nouveaux secteurs, de nouvelles façons de faire ou qui développent de nouvelles expertises, dont la valeur totale de l'aide est de 7 700 000 $, répartie de la façon suivante :

a) un montant de 2 350 000 $ pour l'exercice financier 2019, un montant de 1 850 000 $ pour l'exercice financier 2020 ainsi qu'un montant de 1 800 000 $ pour l'exercice financier 2021 dont les conditions minimales d'octroi sont prévues à l'annexe D;

b) un montant additionnel de 1 700 000 $ pour l'exercice financier 2020 dont les conditions minimales d'octroi sont prévues à la section II de l'annexe D et pour lequel des règles particulières sont prévues à la section VIII.2; ».

4. Le paragraphe 1° de l'article 8 de ce règlement est modifié par le remplacement de « ou de l'article 24.3 » par « , de l'article 24.3 ou de l'article 24.11 ».

5. L'article 17 de ce règlement est modifié par le remplacement de « ou de l'article 24.3 » par « , de l'article 24.3 ou de l'article 24.11 ».

6. L'article 22.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **22.1** L'organisme transmet au directeur un rapport en date du 30 septembre 2020, du 31 décembre 2020 et du 31 mars 2021 dans lequel il dresse la liste des interventions effectuées en vertu des conditions minimales prévues à la section II de l'annexe D, qui précise les mêmes renseignements que ceux exigés en vertu du premier alinéa de l'article 22, le nombre d'entreprises toujours en activité à ces dates ainsi que le nombre d'emplois crées ou maintenus au sein de ces entreprises.

Le rapport prévu au premier alinéa doit être transmis au directeur dans les 30 jours qui suivent la date du rapport.».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 24.8, de la section suivante :

« SECTION VIII.2
AIDE FINANCIÈRE ADDITIONNELLE DE LA SOUS-CATÉGORIE « ÉCONOMIE SOCIALE » DE LA CATÉGORIE « FONDS DE SUBVENTION » POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020

24.9. Les dispositions de la présente section visent l'octroi de l'aide financière additionnelle de la sous-catégorie « économie sociale » de la catégorie « fonds de subvention » pour l'exercice financier 2020 prévue au sous-paragraphe b) du paragraphe 4° de l'article 5.

Les dispositions du présent règlement demeurent applicables à cette aide financière additionnelle dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente section.

24.10. Un organisme peut obtenir l'aide financière additionnelle de la sous-catégorie « économie sociale » de la catégorie « fonds de subvention » pour l'exercice financier 2020 en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la ville et en indiquant le montant demandé.

La demande doit être présentée au directeur au plus tard le 5 octobre 2020.

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie de la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande d'aide financière;

2° un document présentant le potentiel de relance économique du territoire d'intervention relativement à la sous-catégorie « économie sociale » dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 ainsi qu'une projection de l'aide nécessaire à l'organisme pour soutenir cette relance.

24.11. Dans les 5 jours ouvrables suivant le 5 octobre 2020, le directeur déclare admissible toute demande d'aide financière conforme à l'article 24.10.

Le directeur avise l'organisme de l'admissibilité de sa demande par écrit en indiquant le montant d'aide financière additionnelle de la présente sous-catégorie à être versé à la suite des calculs effectués selon l'article 24.12.

24.12. Le directeur détermine le montant d'aide financière à être versé à un organisme en vertu des règles applicables à la sous-catégorie « économie sociale » de la catégorie « fonds de subventions » prévues à l'annexe G.

Le montant à être versé ne peut excéder le montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 24.10.

24.13. À la suite de l'avis prévu à l'article 24.11, l'aide financière, calculée selon les dispositions prévues à l'article 24.12, est versée à l'organisme, sous réserve des dispositions de l'article 14 ».

8. L'article 14 de l'annexe D de ce règlement est modifié par le remplacement de « 30 septembre 2020 » par « 31 mars 2021 ».

GDD1207896002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207896002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises RCG 19-017 et augmenter le budget pour 2020 de 1 700 000 $ - COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207896002 - COVID-19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-24

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.06

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207952002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19;

- de réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-07-31 11:57

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207952002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 ont un effet sur les activités économiques à Montréal. Les entreprises émergentes (startups) ne font pas exception et elles sont ainsi affectées par la crise. On remarque notamment un ralentissement des prises de décision moins prioritaires dans les grandes organisations, ce qui fragilise en particulier les entreprises émergentes dont les produits sont destinés aux entreprises.
Par ailleurs, les entreprises émergentes constituent un moteur pour la relance économique de Montréal. En plus de participer à la création d'emplois à Montréal, elles sont des vecteurs d'innovation en répondant à de nouveaux besoins du marché ainsi qu'en soutenant l'adaptation créative des grandes entreprises et d'autres organisations face aux enjeux de la crise.

Le dossier s'inscrit dans le cadre du Plan de relance économique de la Ville de Montréal Intitulé « Une impulsion pour la métropole : agir maintenant » lancé en juin 2020.

Le présent dossier décisionnel a pour objet de soumettre un projet de règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes dans une optique de durabilité, de reprise et de transition écologique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0565 (25 octobre 2018) : Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)
CE18 0914 - 23 mai 2018 - Approuver le Plan d'action en entrepreneuriat, un des huit plans d'action de la stratégie de développement économique « Accélérer Montréal »

CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

CE18 0491 (28 mars 2018) : Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville

CG 06-0075 (2 février 2006) : Adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise ».

DESCRIPTION

Le présent programme viendra soutenir financièrement les entreprises émergentes qui développent des solutions commercialisables, en collaborant avec des organisations ou des entreprises de 50 employés et plus établies à Montréal ou une personne morale à but non lucratif dont la majorité membres sont des entreprises d'un même secteur d'activité (ci-après : organisations partenaires).
Les projets soutenus pourront prendre notamment la forme d'une preuve de concept, d'une validation technologique ou d'une démonstration précommerciale. Ils devront également se situer dans l'un ou l'autre des secteurs d'activité économiques suivants :

- le bio-alimentaire et l'accès à l'alimentation;
- le divertissement et le tourisme;
- le transport et la mobilité;
- les technologies médicales et la santé communautaire;
- les technologies propres et l'énergie verte, incluant l'optimisation énergétique et l'économie circulaire;
- la vitalité commerciale des quartiers ainsi que la qualité et le cadre de vie des citoyens.

Le montant maximal de subvention est de 50 % des coûts réels du projet, sans excéder 50 000 $ par projet. Ceux-ci couvriront, entre autres, la rémunération du personnel, les honoraires professionnels, l'achat d'équipements et de fournitures ainsi que les frais relatifs à l'obtention d'une homologation ou d'une certification en lien avec le projet.

Les entreprises émergentes qui pourront obtenir une subvention devront répondre notamment aux conditions suivantes :

- être une entreprise constituée en personne morale, dûment immatriculée auprès du Registraire des entreprises du Québec;
- avoir son siège social ou son principal établissement d'affaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- être en activité depuis moins de 5 ans ou est en phase de démarrage;
- disposer d'une équipe d'au moins deux personnes travaillant temps plein;
- avoir un chiffre d'affaires annuel égal ou inférieur à 2 millions de dollars;
- lorsque l'entreprise est une société par actions, avoir son capital-actions détenu majoritairement par des citoyens canadiens, des résidents permanents ou des personnes détenant un certificat de sélection du Québec;

Les entreprises émergente devront aussi démontrer leur potentiel de croissance et leur capacité à mener à terme le projet, la qualité du projet et de la collaboration avec l'organisation partenaire ainsi que la portée et les retombées du projet.

Les demandes de subvention pourront être reçues dès l'entrée en vigueur du règlement, et ce, jusqu'à épuisement des fonds.

JUSTIFICATION

Montréal traverse une crise sanitaire et économique sans précédent. Pour y répondre, la Ville a dévoilé la première phase d'un plan de relance le 17 juin dernier. Ce plan, établi sur un horizon de 6 mois, vise à soutenir l'économie montréalaise au moment où s'amorce le redémarrage des activités économiques. Il propose des gestes structurants pour une relance à long terme, plus résiliente, inclusive et durable.
L'adoption d'un règlement de subvention destiné aux entreprises émergentes afin de jouer un rôle d'incitatif à l'innovation ouverte est l'une des mesures annoncées dans le plan. La collaboration et l'utilisation d'innovations par les entreprises et les organisations établies permettront de dynamiser et de favoriser la réussite du démarrage d'entreprises à fort potentiel. En devenant les premières grandes clientes, ces entreprises et organisations apporteront un soutien technique et financier aux jeunes entreprises. Ces collaborations seront vraisemblablement porteuses de nouvelles pratiques et de solutions pouvant contribuer à transformer durablement la métropole.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 500 000 $. La ventilation annuelle est présentée ci-dessous.

2020	2021	Total
300 000 $	200 000 $	500 000 $

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat. (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'initiative participe au développement durable de Montréal en stimulant l'achat d'innovations locales et en rendant ainsi plus résiliente l'économie de la métropole. Elle encourage l'innovation visant la transition écologique, notamment dans le secteur de l'énergie et des technologies propres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement de subvention permettra de renforcer le dynamisme entrepreneurial ainsi que la position de Montréal, comme ville d'innovation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans un contexte de diminution de la demande globale liée à la crise sanitaire et économique, la mise en place d'un incitatif financier à l'innovation ouverte avec les organisations et les entreprises établies de la métropole vise à stimuler un écosystème composé de 1 300 à 2 000 entreprises émergentes à fort potentiel de croissance sur le territoire de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin septembre 2020 - Lancement du programme et affichage des modalités sur le site web de la Ville

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon DÉCARY
Commissaire au développement économique

Tél : 514 868-7674
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-28

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207952002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID -19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207952002 - Programme innovation ouverte 20200730.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Division : Service des affaires juridique

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION À L'INNOVATION OUVERTE POUR LES ENTREPRISES ÉMERGENTES

Vu les articles 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre 11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coût estimé du projet d'innovation ouverte » : les montants estimés des dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte, tels que soumis par l'entreprise émergente en vertu de l'article 8, avant les taxes;

« coût réel du projet d'innovation ouverte » : les montants des dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte réellement payés par la requérante, avant les taxes;

« dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte » : les dépenses suivantes affectées spécifiquement à la réalisation du projet d'innovation ouverte :

1° la rémunération du personnel temporaire ou permanent suivant les conditions du marché;

2° les honoraires professionnels;

3° l'achat d'équipements et de fournitures;

4° les frais de location d'équipements;

5° les frais relatifs à l'obtention d'une homologation ou d'une certification;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise émergente » : une entreprise constituée en personne morale, dûment immatriculée auprès du Registraire des entreprises du Québec, ayant son siège social ou son principal établissement d'affaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal et qui :

1° est en activité depuis moins de 5 ans ou est en phase de démarrage;

2° dispose d'une équipe d'au moins deux personnes travaillant à temps plein;

3° a un chiffre d'affaires annuel égal ou inférieur à 2 millions de dollars;

4° lorsque l'entreprise est une société par actions, a un capital-actions détenu majoritairement par des citoyens canadiens, des résidents permanents ou des personnes détenant un certificat de sélection du Québec;

« honoraires professionnels » : les frais des services professionnels affectés spécifiquement à la réalisation du projet d'innovation ouverte, à l'exception de services d'un incubateur ou d'un accélérateur d'entreprises, notamment :

1° les frais d'accompagnement juridique, à l'exception de frais liés à un litige;

2° les frais de recherches effectuées par un chercheur d'un centre technologique;

3° les frais de services comptables;

4° les frais de services visant le développement de logiciels ou de traitement de données;

« organisation partenaire » : une personne morale de droit public ou de doit privé ayant un établissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal et comptant plus de 50 employés ou une personne morale à but non lucratif dont la majorité membres sont des entreprises d'un même secteur d'activité et ayant pour mission de défendre et de promouvoir les intérêts de ces membres;

« phase de démarrage » : l'étape du cycle de vie d'une entreprise durant laquelle elle amorce la commercialisation d'un produit qu'elle a développé sans avoir effectué de ventes significatives ou de ventes récurrentes;

« projet d'innovation ouverte » : un projet visant la commercialisation d'un produit innovant développé par une entreprise émergente, réalisé en collaboration avec une organisation partenaire et visant notamment à effectuer :

1° la preuve de concept ou la démonstration de faisabilité, notamment par des tests et essais du produit en contexte réel;

2° la validation technologique du produit;

3° la démonstration pré-commerciale du produit ou la validation des marchés visés pour le produit;

4° les premières ventes du produit;

Le projet d'innovation ouverte ne comporte pas les étapes préalables de recherche et développement du produit innovant;

« requérante » : une entreprise émergente dont la demande de subvention a été déclarée admissible.

CHAPITRE II
APPLICATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le présent règlement met en place un programme d'aide financière visant la réalisation de projets d'innovation ouverte par des entreprises émergentes ayant pour but de participer à une économie plus verte ou à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens ou d'apporter une solution à un enjeu urbain ou de transition écologique.

3. Il est octroyé à une entreprise émergente dont la demande remplit les conditions prévues au présent règlement une subvention en argent afin de soutenir la réalisation de son projet d'innovation ouverte.

Le projet d'innovation ouverte doit se situer dans l'un ou l'autre des secteurs d'activité économique suivants :

1° le bio-alimentaire et l'accès à l'alimentation;

2° le divertissement et le tourisme;

3° la logistique et la mobilité intelligente;

4° les technologies médicales et la santé communautaire;

5° les technologies propres, l'énergie verte incluant l'optimisation énergétique ainsi que l'économie circulaire;

6° la vitalité commerciale des quartiers ainsi que la qualité et le cadre de vie des citoyens.

4. Aux fins de l'obtention d'une subvention en vertu du présent règlement, une entreprise émergente doit avoir obtenu de la part d'une organisation partenaire une contribution en espèces d'un montant équivalent à un minimum de 10% du coût estimé du projet d'innovation ouverte.

5. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 500 000 $.

CHAPITRE III
EXCLUSIONS

6. Le présent règlement ne s'applique pas à un projet d'innovation ouverte réalisé par une entreprise émergente dont le capital-actions est détenu à plus de 50 % par une autre personne morale.

7. Aucune subvention n'est octroyée pour :

1° un projet d'innovation ouverte de consultation, de marketing ou de publicité;

2° un projet d'innovation ouverte bénéficiant d'une autre subvention de la Ville de Montréal;

3° des dépenses relatives à un projet d'innovation ouverte effectuées avant la date à laquelle une demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 9.

CHAPITRE IV
DEMANDE DE SUBVENTION ET CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

8. Une entreprise émergente peut obtenir une subvention en compensation du coût réel de son projet d'innovation ouverte en présentant une demande à cet effet en complétant et fournissant les documents suivants :

1° son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec;

2° la résolution de son conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande;

3° un document établissant, le cas échéant, le mandat de toute personne agissant en son nom;

4° le formulaire de demande fourni par la Ville de Montréal dûment complété et signé par ses représentants autorisés et ceux de l'organisation partenaire;

5° une description du projet d'innovation ouverte, de ses objectifs et de l'impact anticipé de la mise en marché du produit innovant dans le territoire de l'agglomération de Montréal;

6° le montage financier du projet d'innovation ouverte comportant une liste détaillée des montants estimés des dépenses admissibles ainsi que le montant prévu de la contribution de l'organisation partenaire;

7° le sommaire du produit minimum viable visé par le projet d'innovation ouverte;

8° un plan d'affaires ou un sommaire exécutif incluant sa stratégie de commercialisation du produit innovant visé par le projet d'innovation ouverte, présentant des prévisions financières couvrant minimalement trois années financières complètes;

9° une déclaration solennelle par laquelle elle représente qu'elle a tous les droits de propriété intellectuelle en regard du produit innovant;

10° les états financiers de son dernier exercice financier;

11° le curriculum vitae de chacun des membres de sa direction.

9. Dans les 30 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention conforme à l'article 8 et qui remplit les critères prévus à la grille jointe à l'annexe A, le directeur déclare la demande admissible et en avise l'entreprise émergente par écrit en indiquant le montant maximal estimé de la subvention calculé selon les dispositions prévues à l'article 12 en substituant le coût réel du projet d'innovation ouverte par le coût estimé du projet d'innovation ouverte.

10. Une requérante qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible par le directeur, conformément à l'article 9, ne peut présenter une demande visant un autre projet d'innovation ouverte à moins qu'un délai de 12 mois ne se soit écoulé depuis la date de déclaration d'admissibilité indiquée dans l'avis prévu à l'article 9.

11. La requérante dispose de 8 mois à compter de la date du 1er versement de la subvention prévu à l'article 14 pour réaliser le projet d'innovation ouverte.

CHAPITRE V
CALCUL ET VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

12. Le montant maximal de subvention qui peut être versé à une requérante est égal à 50 % du coût réel du projet d'innovation ouverte approuvé par le directeur, ce montant ne pouvant excéder 50 000 $ par projet.

13. Afin d'obtenir un premier versement de la subvention, la requérante doit présenter une demande de paiement au directeur au plus tard 3 mois après la date de déclaration d'admissibilité indiquée dans l'avis prévu à l'article 9.

Cette demande doit être accompagnée d'un contrat conclu entre l'entreprise émergente et l'organisation partenaire visant la réalisation du projet d'innovation ouverte, comportant l'engagement relatif à la contribution exigée en vertu de l'article 4 et prévoyant que la requérante demeurera propriétaire de tous les droits relatifs aux adaptations, modifications ou développements apportés au produit innovant durant la période de réalisation du projet.

14. À la suite de la réception de la demande et du contrat exigés vertu de l'article 13, un premier versement équivalent à 60 % du montant maximal estimé de la subvention est versé à la requérante.

Ce versement est calculé selon les dispositions prévues à l'article 12, en substituant le coût réel du projet d'innovation ouverte par le coût estimé du projet d'innovation ouverte.

15. Afin d'obtenir le solde de la subvention, la requérante doit avoir complété la réalisation du projet d'innovation ouverte et présenter une demande paiement au directeur. La demande doit être présentée au plus tard trois mois après l'expiration du délai prévu à l'article 11 et être accompagnée des documents suivants relatifs à la réalisation du projet d'innovation ouverte :

1° un bilan financier du projet;

2° les factures, le registre des salaires et toute autre pièce détaillant le coût réel du projet d'innovation ouverte;

3° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, des dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit;

4° la preuve du versement, autrement que par paiement comptant, de la contribution de l'organisation partenaire et de son encaissement, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

5° la preuve vérifiable de tout apport en services, le cas échéant;

6° le formulaire détaillant les résultats du projet fourni par la Ville de Montréal, dûment rempli et signé par la requérante ou par son mandataire.

16. Lorsque la requérante s'est conformée à l'article 15, le directeur, après avoir constaté le coût réel du projet d'innovation ouverte, établit le montant final maximal de la subvention sur la base de ce coût réel, approuve le versement du solde de la subvention et en informe la requérante au moyen d'un avis écrit.

Le montant déterminé en vertu du premier alinéa ne peut être supérieur au montant maximal estimé de la subvention calculé en vertu de l'article 9.

17. Lorsque le montant final maximal de la subvention établi en vertu de l'article 16 est inférieur au montant du premier versement de la subvention versé en vertu de l'article 14, la requérante doit rembourser à la Ville la différence entre ces deux montants.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

18. La subvention octroyée à la requérante doit être utilisée uniquement pour financer les dépenses admissibles du projet d'innovation ouverte approuvées par le directeur en vertu de l'article 9.

Tout montant de subvention utilisé par la requérante en contravention de l'alinéa précédent doit, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, être remboursé à la Ville de Montréal.

19. Le directeur peut consulter les registres comptables d'une requérante et obtenir sur demande auprès de la requérante et ce, sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier l'utilisation de la subvention.

20. Le directeur peut demander le remboursement de la subvention, en totalité ou en partie si, dans l'année suivant l'expiration du délai prévu à l'article 11, la requérante déplace son siège social ou son principal établissement d'affaires à l'extérieur du Québec, est acquise par une autre société ou vend ses droits relatifs au produit innovant à un tiers.

21. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraînent l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée au comptant à la Ville avec intérêts et frais, par la requérante.

CHAPITRE VII
ORDONNANCES

22. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° modifier l'article 3 du présent règlement afin d'ajouter des secteurs d'activité économique;

2° modifier le présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière prévu à l'article 5, lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;

3° modifier les articles 8 ou 15 du présent règlement afin d'ajouter ou de retrancher des documents exigés aux fins de l'obtention d'une subvention;

4° modifier le montant maximal de la subvention établi à l'article 12;

5° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

CHAPITRE VIII
DURÉE DU PROGRAMME

23. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date édictée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 5° de l'article 22.

ANNEXE A
GRILLE D'ÉVALUATION

GDD 1207952002

ANNEXE A
(article 9)
GRILLE D'ÉVALUATION

Critères d'évaluation	Indicateurs
1. Le potentiel de croissance de l'entreprise émergente et sa capacité à mener à terme le projet d'innovation ouverte	1° la solidité et la qualité du modèle d'affaires.
	2° le caractère innovant du produit et son potentiel de marché.
	3° la capacité de gestion de l'entreprise émergente démontrée par : a) la composition et la qualification des membres de sa direction; b) la rigueur de la structure d'accompagnement se traduisant par la présence d'un comité consultatif comprenant des membres externes, le recours à un mentor, à coach certifié ou la participation à un programme d'incubation ou d'accélération.
2. La qualité du projet d'innovation ouverte et de la collaboration entre l'entreprise émergente et l'organisation partenaire	1° la faisabilité du projet démontrée notamment par les échéances et le réalisme de la démarche.
	2° la pertinence du projet et du choix de l'organisation partenaire en fonction de la démarche de commercialisation de l'entreprise émergente.
	3° le réalisme du montage financier du projet et de la démonstration du besoin d'aide financière.
	4° l'importance de l'engagement de l'organisation partenaire démontrée par le soutien technique, financier et matériel fourni dans le cadre du projet.
3. La portée et les retombées du projet d'innovation ouverte	1° l'utilisation potentielle du produit innovant sur le territoire de l'agglomération de Montréal suite à sa mise en marché.
	2° l'impact potentiel du produit innovant sur le développement de l'agglomération de Montréal par sa participation à une économie plus verte ou à l'amélioration de la qualité de vie ou sa solution apportée à un enjeu à un enjeu urbain ou de la transition écologique.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207952002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le règlement établissant un programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes, dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID -19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207952002 - Plan de relance.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-30

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.07

2020/08/27 17:00

(2)

Dossier # : 1201179013

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-08-04 17:12

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201179013**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2019, la Ville de Montréal et le Ministre de l'Économie et de l'Innovation ont conclut une entente visant l'octroi d'un montant de 100 M$ à la Ville de Montréal en vue de mettre en œuvre la planification d'un grand chantier de revitalisation de l'Est de l'agglomération de Montréal (ci-après l'« Entente ») avec comme premier objectif la mise en place d'un programme visant à réhabiliter des terrains aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols et/ou les eaux souterraines qui sont situés sur le territoire de l'agglomération de l'Est de Montréal autant pour les terrains municipaux que les terrains privés.
Suite à la conclusion de cette Entente, le conseil d'agglomération avait adopté par règlement un programme de subventions dédié aux projets privés et le conseil municipal avait approuvé une directive établissant les conditions d'admissibilité et d'approbation d'aide financière pour les projets municipaux et d'organismes municipaux.

Cette directive prévoit que les services municipaux, les arrondissements et les organismes municipaux doivent avoir réalisé les travaux de réhabilitation des terrains contaminés et en avoir acquitté le paiement des factures qui y sont liées avant de pouvoir bénéficier du versement de l'aide financière provenant de l'enveloppe de 100 M$ octroyée à la Ville de Montréal en vertu de l'Entente. Or, pour les services municipaux ou les arrondissements susceptibles de réaliser de tels travaux de réhabilitation, ceci implique qu'ils doivent disposer du financement requis au préalable. Dans le contexte actuellement difficile de la position financière de la Ville, le Service de finances nous a informé qu'il est impossible de doter les services municipaux et les arrondissements impliqués des ressources financières nécessaires à la réalisation des travaux de réhabilitation à court et à moyen terme. Par contre, puisque le Service du développement économique (SDÉ) dispose déjà du montant de 100 M$ provenant de l'Entente, il a été proposé par le Service des finances que le SDÉ défraie directement le coût des études de caractérisation et des travaux de réhabilitation de terrains contaminés municipaux en puisant directement de l'enveloppe de 100 M$ provenant de l'Entente.

Afin d'apporter les modifications au programme qui sont rendues nécessaires dans le contexte, des actions spécifiques sont à entreprendre pour :

1. modifier le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés de l'est de Montréal (RCG 20-005) afin que les organismes municipaux (STM, SHDM, etc.) y soient assujettis au même titre que les propriétaires privés avec les adaptations requises, ce qui fait l'objet du présent dossier décisionnel;
2. abroger la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains publics contaminés dans l'est de Montréal, ce qui fait l'objet d'un dossier décisionnel distinct (1201179012).

À ce contexte, s'ajoute une modification qui a été apportée récemment au Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés (19-022), qui s'applique exclusivement sur le territoire de la ville de Montréal. Celle-ci fait en sorte que les travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec sont désormais considérés des coûts et travaux admissibles. Afin d'harmoniser les dispositions des deux programmes, une modification du Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés de l'est de Montréal allant dans le même sens est souhaitable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0050 (30 janvier 2020) : Adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal ».
CG19 0178 (18 avril 2019) : Autoriser, en 2019, un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 100 M$ pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal.

CE19 0501 (28 mars 2019) : Approuver un projet de convention avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 100 M$ pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal.

DESCRIPTION

Les modifications apportées par le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20 -005) sont les suivantes :

- modification de l'article 1 du règlement afin de définir la notion d'« organisme municipal »;
- modification des articles 2, 4, 11 et 14 du règlement, de l'article 5 de l'annexe B ainsi que de l'article 1 de l'annexe C afin d'y assujettir les organismes municipaux au même titre que les propriétaires privés avec les adaptations requises;
- modification de l'article 13 du règlement afin d'apporter des précisions quant aux dispositions relatives à une demande d'un requérant de procéder à une révision du montant maximal de la subvention;
- modification des articles 14 et 16 du règlement afin d'apporter des précisions quant aux documents requis en vue du versement de la subvention;
- modification de l'article 9 de l'annexe C afin d'harmoniser les dispositions relatives aux travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec avec les dispositions à cet égard existantes au Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés (19-022).

JUSTIFICATION

L'abrogation de la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains publics contaminés dans l'est de Montréal fait en sorte que les organismes municipaux ne seront plus en mesure de recevoir une aide financière en vue de réhabiliter des terrains contaminés dans le territoire visé par le programme, le cas échéant. Il est donc nécessaire de modifier le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés de l'est de Montréal (RCG 20-005) afin que ceux-ci y soient assujettis au même titre que les propriétaires privés avec les adaptations requises.
Pour des raisons de cohérence, il est souhaitable d'harmoniser les dispositions relatives aux travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec au Programme de réhabilitation de terrains contaminés applicable sur le territoire de la ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'ont aucun impact sur le cadre financier du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme répond à une des actions du Plan Montréal durable 2016-2020, soit la mise en place d'un programme de décontamination des sols.
La décontamination des terrains permet de réduire la pollution du sol et de purifier les eaux de ruissellement en plus d'influer favorablement, dans certains cas, la réduction des problématiques reliées aux îlots de chaleurs.

Le programme contribue à la réhabilitation des sols dans l'Est de Montréal et à l'implantation de diverses mesures visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20 -005) aura pour effet de retirer aux organismes municipaux toute possibilité de recevoir une aide financière relative à la réhabilitation de terrains contaminés dans le cadre de ce programme et d'introduire une incohérence entre les deux programmes visant la réhabilitation de terrains contaminés quant à l'admissibilité des travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-20

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Géraldine MARTIN
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2020-07-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201179013

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal (RCG 20-005)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Règl. modif. Règl. 20-005_vf.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate
Tél : 514-868-4132

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-03

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-005-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS RELATIF À LA RÉHABILITATION DE TERRAINS CONTAMINÉS DANS L'EST DE MONTRÉAL (RCG 20-005)

Vu les articles 4, 6, 19 et 92 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 12.3, 82 et 89 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'entente entre la Ville de Montréal et le ministre de l'Économie et de l'Innovation concernant l'octroi d'une subvention 100 000 000 $ à la Ville de Montréal au cours de l'exercice financier 2019-2020 pour la réhabilitation de terrains dans l'Est de Montréal (CE19 0501);

À l'assemblée du 2020, le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'est de Montréal est modifié par l'insertion, avant la définition de « RENA », de la définition suivante :

« « organisme municipal » : la Communauté métropolitaine de Montréal ou une personne morale de droit public; ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « privés » par le mot « contaminés ».

3. L'article 4 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 1.

4. L'article 11 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 2°, du signe de ponctuation « . » par le signe de ponctuation « ; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° 100 % du coût des travaux admissibles, selon les conditions de l'annexe C, pour toute demande conforme aux formalités de l'article 8, du présent règlement, effectuée par un organisme municipal. ».

5. L'article 13 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Le directeur informe le requérant, par écrit, si sa demande de révision du montant est accordée ou refusée et, le cas échéant, confirme le montant estimé révisé. ».

6. L'article 14 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 6° par les paragraphes suivants :

« 6° les factures et autres pièces justificatives détaillant les travaux admissibles, tels qu'énumérés à l'annexe C, et démontrant le coût réel de ces travaux;

6.1° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement au comptant, de chacune des factures, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance; »;

2° l'insertion, au paragraphe 10, avant les mots « une photocopie », des mots « si la demande est présentée par un requérant autre qu'un organisme municipal, ».

7. L'article 16 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression, avant les mots « et autres pièces », du mot « , reçus »;

2° le remplacement, avant les mots « en vertu de », du mot « reçus » par le mot « reçues ».

8. L'article 5 de l'annexe B de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Les paragraphes 1° à 5° du présent article ne s'appliquent pas à un organisme municipal qui doit adjuger les contrats selon les dispositions législatives et réglementaires applicables aux municipalités en matière adjudication de contrats, notamment celles relatives à l'inadmissibilité aux contrats due à l'inscription du soumissionnaire au RENA. ».

9. L'article 1 de l'annexe C de ce règlement est modifié par l'insertion, à la suite du mot « taxes » des mots « , sauf pour un organisme municipal pour qui ces coûts doivent être calculés en incluant toutes taxes nettes payées à leur égard. ».

10. L'article 9 de l'annexe C de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 3°.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1201179013

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 6 357 698

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 14:33

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 mai 2020	Résolution: CA20 26 0113

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6357698 du Cadastre du Québec

Il est proposé par François William Croteau

appuyé par Jocelyn Pauzé

Et résolu :

D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot numéro 6 357 698 du Cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1202614003

François William CROTEAU
_____
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 mai 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
D'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 6 357 698

Signé par Daniel LAFOND **Le** 2020-04-22 14:03

Signataire : Daniel LAFOND

_____

Directeur d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202614003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

CONTENU

CONTEXTE

La demande vise à autoriser la construction et l'occupation d'un bâtiment occupé à des fins de résidence collective destinée à une clientèle ayant des besoins spécifiques. L'organisme qui fait la demande est un organisme sans but lucratif qui, depuis près de 30 ans, héberge, soutient et accompagne vers la réinsertion sociale cette clientèle.
Cette demande déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie. Il s'agit d'un projet répondant à la description de l'article 89,4º (annexe 1) de la Charte de la Ville de Montréal, permettant au conseil d'agglomération d'autoriser cette occupation, puisqu'elle est destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le site
Le site visé fait partie d'une propriété institutionnelle située dans la partie est du district du Vieux-Rosemont. Le terrain est occupé par un immeuble de trois étages, autrefois occupé par une communauté religieuse. Le bâtiment regroupe d'ailleurs plusieurs associations communautaires. Le terrain est situé dans un secteur E.2 (1) regroupant les établissements dont l'activité principale est d'offrir des services liés aux sports, aux loisirs, à l'éducation et aux activités communautaires.

Pour la réalisation du projet, une partie de ce lot devra être subdivisée. Cette partie de terrain est actuellement occupé par une aire de stationnement. Le lot original possède la particularité d'être localisé dans deux secteurs de zonage distincts. La partie du terrain donnant sur la tête d'îlot permet un taux d'implantation pouvant atteindre 70 %, tandis que

la zone où est projetée la nouvelle construction autorise un taux d'implantation maximal de 65 %.

Pour ce qui est du cadre bâti avoisinant, celui-ci est principalement dominé par les bâtiments résidentiels ayant deux étages. Nous retrouvons également quelques bâtiments atteignant trois étages et plus sur la rue transversale. À l'arrière du lot, un établissement similaire, implanté dans un immeuble de trois étages, est géré par le même organisme. Cette occupation a d'ailleurs été autorisée en 2003 via un recours à l'article 89.4° de la Charte, et un second recours à cette démarche a permis l'agrandissement de l'immeuble en 2013.

Pour ce qui est de la desserte en transport en commun, le secteur est bien desservi par le réseau d'autobus, notamment par la ligne 197 (Rosemont) et par la ligne 139 (Pie-IX) qui sera éventuellement bonifié par le nouveau SRB Pie-IX.

Le projet

Les travaux visent à construire une résidence collective de 21 logements destinés à des personnes ayant besoin d'aide et de protection. En plus des unités d'habitations, la résidence comprend des bureaux et des espaces communs sur une partie du rez-de-chaussée. L'immeuble s'élèvera sur trois étages, sans sous-sol, et s'implantera de façon contigüe à un immeuble existant de deux étages sur son flanc sud. La cour arrière est verdie et comprend une terrasse commune. Aucun stationnement n'est requis pour ce type d'usage.

Le CCU aura l'occasion de se prononcer sur l'apparence architecturale du projet en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-279, suivant l'approbation du conseil d'agglomération.

Voir plans préliminaires en pièce jointe.

La réglementation applicable

Plan d'urbanisme :

- Affectation du sol : Secteur résidentiel
- Densité de construction : Secteur 21-01 (deux à trois étages)
- Taux d'implantation au sol : Moyen ou élevé

Règlement d'urbanisme (01-279) :

- Usages : E.2 (1) – Établissements institutionnels et collectifs
- Hauteur : 2 à 2 étages – 0 à 9 mètres
- Marges : 1,5 mètre (latérale), 3 mètres (arrière)
- Taux d'implantation : 35% à 65%
- Verdissement : minimum de 25%

Les dérogations à la réglementation

Le projet présente les dérogations suivantes à l'égard de la réglementation d'arrondissement :

· Le projet prévoit une hauteur de **trois (3) étages**, en dérogation de l'article 9 du Règlement d'urbanisme 01-279 qui limite à deux (2) le nombre d'étages.
· La nouvelle construction projetée atteindra **70,81 % d'implantation au sol**, en dérogation de l'article 40 du Règlement d'urbanisme 01-279 limitant le taux d'implantation à 65 %;
· L'implantation de l'immeuble **devance l'alignement de son voisin de droite** par rapport à la rue, en dérogation de l'article 62 du Règlement d'urbanisme 01-279 sur l'alignement des constructions;
· Le projet prévoit la construction d'une **résidence collective** incluant 21 logements, en dérogation de l'article 121 du Règlement d'urbanisme 01-279 sur les usages autorisés;
· Le **taux de verdissement atteint 23,0 %,** en dérogation de l'article 413.3 du règlement d'urbanisme 01-279, qui impose un taux verdissement minimal de 25 %.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire et des études techniques de l'arrondissement est favorable à la demande pour les raisons suivantes :
- les activités de la résidence collective ne sont pas intensives, et ne causent pas de problème de cohabitation avec le voisinage;
- la Ville n'a reçu aucune plainte depuis qu'un usage identique s'est établi sur un terrain voisin;
- la fonction de résidence collective est compatible avec la fonction résidentielle environnante;
- l'usage est également compatible avec les équipements institutionnels à proximité;
- la hauteur de trois étages n'est pas incompatible avec les autres immeubles de l'ensemble institutionnel;
- les dérogations sur le taux d'implantation et le taux de verdissement sont mineures et doivent être relativisées dans le contexte bâti très dégagé du terrain institutionnel duquel il se détache;
- la dérogation sur l'alignement vise à maximiser les espaces d'agrément en cour arrière pour la clientèle de la résidence.

La DDTET propose toutefois d'imposer les conditions suivantes :

- Seul l'usage « résidence collective » de la catégorie d'usages E.5 (2) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279) est autorisé;

- Le nombre maximum de logements dans la résidence collective est de 24;

- Le nombre maximal d'étages est de trois (3);

- La hauteur maximale du bâtiment est de 10 mètres;

- Le taux d'implantation maximal est de 72 %;

- Le taux de verdissement minimal est de 20 %;

- Un plan d'aménagement des espaces extérieurs doit accompagner une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement. Un plan de protection des arbres publics doit être fournie. Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement prévu au premier alinéa doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.

- Préalablement à la délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition et d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279). En plus des critères prévus au titre VIII de ce règlement, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

    - Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;
    - Le projet doit prévoir une transition harmonieuse avec le voisinage résidentiel immédiat;
    - Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin au nord.

Comité consultatif d'urbanisme
Lors de la séance tenue le 14 avril 2020, le comité consultatif d'urbanisme a prononcé un avis favorable à la demande d'article 89-4°. Voir procès-verbal en note additionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement - 4 mai 2020

- Comité exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion - 3 juin 2020
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement - 15 juin 2020
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet de règlement - 18 juin 2020
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement - 27 août 2020
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement - Septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux

encadrements administratifs.
Ce projet n'est pas susceptible d'approbation référendaire. Aucune consultation publique n'est requise.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Mélissandre ASSELIN-BLAIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David GRONDIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-9985
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Guylaine DÉZIEL
Directrice du développement du territoire et des études techniques

Tél : 514-868-3882
Télécop. :

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

Client
LA MAISON GRISE

Groupe de ressources techniques
ATELIER HABITATION MONTRÉAL

Firme d'architecture
ARCHITECTURE CASA

INDEX DES DESSINS

a000 PAGE TITRE

a001 ÉTUDE DE CODE ET CONTEXTE

a004 PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT
a005 PLAN D'IMPLANTATION NOUVEAU

a100 PLAN DE CONSTRUCTION DU SOUS-SOL
a101 PLAN DE CONSTRUCTION DU REZ-DE-CHAUSSÉE
a102 PLAN DE CONSTRUCTION DU 2IÈME ÉTAGE
a103 PLAN DE CONSTRUCTION DU 3IÈME ÉTAGE
a110 PLAN DE CONSTRUCTION DE LA TOITURE

a200 ÉLÉVATIONS
a201 ÉLÉVATIONS
a210 PERSPECTIVE & RENDUS COULEUR
a220 ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT / 21 MARS & 21 JUIN
a221 ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT / 21 SEPTEMBRE & 21 DÉCEMBRE
a300 COUPE LONGITUDINALE
a301 COUPE TRANSVERSALE

ZONAGE

USAGE ACTUEL E.2 (1)	USAGE PROJETÉ RÉSIDENCE COLLECTIVE
HAUTEUR MAX. 2 ÉTAGES/ 9M.	HAUTEUR PROJETÉE 3 ÉTAGES/ 9,5 M.
MARGES LATÉRALE/ 1,5 M. ARRIÈRE/ 3 M. AVANT/ NON DÉFINIE	MARGES PROJETÉES LATÉRALE/ 0 M. ARRIÈRE/ 6 M. AVANT/ 0,96 M.
TAUX D'IMPLANTATION MIN. 35% MAX. 70%	TAUX D'IMPLANTATION PROJETÉ 70,8%
DENSITÉ SECTEUR 21-01 2 à 3 ÉTAGES	DENSITÉ PROJETÉE 2,12
VERDISSEMENT MIN. 25%/ TERRAIN	VERDISSEMENT PROJETÉ 22.8%/ TERRAIN

TYPOLOGIES PROPOSÉES

REZ-DE-CHAUSSÉE

# LOGEMENT	ADAPTABLE	TYPOLOGIE
101	OUI	STUDIO
102	OUI	STUDIO
103	OUI	STUDIO
104	OUI	2 CC
105	OUI	STUDIO

2 ième ÉTAGE

# LOGEMENT	ADAPTABLE	TYPOLOGIE
201	NON	STUDIO
202	NON	STUDIO
203	NON	STUDIO
204	NON	STUDIO
205	NON	2 CC
206	NON	STUDIO
207	NON	STUDIO
208	NON	1 CC

3 ième ÉTAGE

# LOGEMENT	ADAPTABLE	TYPOLOGIE
301	NON	STUDIO
302	NON	STUDIO
303	NON	STUDIO
304	NON	STUDIO
305	NON	2 CC
306	NON	STUDIO
307	NON	STUDIO
308	NON	1 CC

TOTAL DES LOGEMENTS

NOMBRE DE LOGEMENTS ADAPTABLES	5
NOMBRE DE LOGEMENTS NON ADAPTABLES	16
NOMBRE DE LOGEMENTS TOTAL	21



NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE – CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PAGE TITRE

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : AUCUNE	no. projet : 618-18

sceau
Ordre des architectes du Québec
A 4261
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a000



1 PLAN DU SECTEUR
a001 AUCUNE



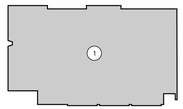
2 VUE DU SITE A
a001 AUCUNE



3 VUE DU SITE B
a001 AUCUNE

0 INFORMATIONS GÉNÉRALES

NOMBRE DE BÂTIMENTS	1 BÂTIMENT



IDENTIFICATION DU BÂTIMENT PROJETÉ

ADRESSE DU PROJET:	à venir, avenue D'ORLÉANS
AIRE BÂTIMENT:	527.2m² (5 675pi²)
NOMBRE D'ÉTAGE:	3
NIVEAU DU REZ-DE-CHAUSSÉE:	100'-0"
NIVEAU MOYEN DU SOL (LE PLUS BAS):	99'-4"
TYPE DE CONSTRUCTION:	COMBUSTIBLE
SECTION DE CODE APPLICABLE:	PARTIE 9 (selon 1.3.3.3)
ARTICLE APPLICABLE:	--
USAGES:	C
BÂTIMENT DE GRAND HAUTEUR:	NON
GICLEURS AUTOMATIQUES:	NON
PRÉSENCE DE MEZZANINE:	NON
PRÉSENCE D'UN MUR COUPE-FEU:	NON
PRÉSENCE D'AIRES COMMUNICANTES:	NON
SOUS-SOL:	OUI

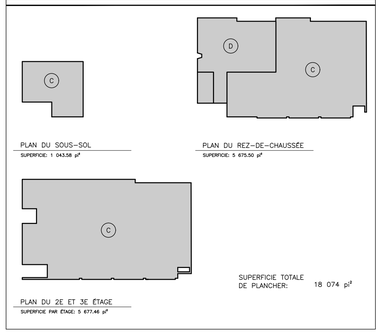
BÂTIMENT EXEMPTÉ ☐ (ARTICLE 1.04) BÂTIMENT NON EXEMPTÉ ■

BÂTIMENT VISÉ PAR LA RÉGIE DU BÂTIMENT:	OUI
BÂTIMENT VISÉ PAR LA MUNICIPALITÉ:	OUI
BÂTIMENT VISÉ PAR LA C.N.E.S.S.T.:	NON
CODE APPLICABLE AU PROJET:	CCQ 2010

1 CONCEPTION SANS OBSTACLES

PRÉSENT DANS LE BÂTIMENT EXISTANT	NON	3.8.1.1
PARCOURS SANS OBSTACLE EXIGÉ AU RDC	OUI	3.8.2.1
PARCOURS SANS OBSTACLE EXIGÉ AUX AUTRES ÉTAGES	OUI	3.8.2.1
PARCOURS SANS OBSTACLE EXIGÉ AU STATIONNEMENT	OUI	3.8.2.2

2 PLANS CLÉ ET USAGES DES AIRES DE PLANCHER



3 RÉSISTANCE AU FEU DES ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION

DESCRIPTION DE L'ENDROIT	D.R.F.	RÉFÉRENCE
PLANCHER:	45 MINUTES	9.10.8.1.
TOIT:	--	9.10.8.1.
ÉLÉMENTS DE STRUCTURE:	45 MINUTES	9.10.8.3.
ESCALIERS D'ISSUE:	45 MINUTES	9.9.4.2
CORRIDOR COMMUN:	45 MINUTES	9.10.9.15.
GAINE TECHNIQUE :	1 HEURE	3.6.3.1

LOCAL TECHNIQUE SANS APPAREIL DE COMBUSTION:	1 HEURE	9.10.10.3
LOCAL TECHNIQUE AVEC APPAREIL DE COMBUSTION:	1 HEURE	9.10.10.4
LOCAL TECHNIQUE SANS DANGÉ D'INCENDIE	--	9.10.10.3
LOCAL D'ENTREPOSAGE DE DÉCHETS COMBUSTIBLES:	45 MIN.	9.10.10.6
SÉPARATION ENTRE LES SUITES – D/C:	1 HEURE	9.10.9.11
SÉPARATION ENTRE LES SUITES – C/C:	45 MIN.	9.10.9.14
SÉPARATION DES CORRIDORS:	45 MIN.	9.10.9.15
BUANDERIE:	45 MIN.	9.10.10.6
MUR COUPE-FEU:	2 HEURES	3.2.3.4

6 FAÇADES DE RAYONNEMENT DU BÂTIMENT PROJETÉ

FAÇADE PRINCIPALE

ZONE	DISTANCE LIMITATIVE	SURFACE	BAIES NON PROTÉGÉES	% PERMIS	TYPE DE CONSTRUCTION	TYPE DE REVÊTEMENT	DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU	% MAÇONNERIE
COMPARTIMENT LE PLUS CONTRAIGNANT	9.2m	306.05m²	24.38%	100%	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE	--	75.16%

FAÇADE LATÉRALE DROITE

AUCUNES OUVERTURES	% MAÇONNERIE
	91.1%

FAÇADE LATÉRALE GAUCHE

AUCUNES OUVERTURES	% MAÇONNERIE
	98.32%

FAÇADE ARRIÈRE

ZONE	DISTANCE LIMITATIVE	SURFACE	BAIES NON PROTÉGÉES	% PERMIS	TYPE DE CONSTRUCTION	TYPE DE REVÊTEMENT	DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU	% MAÇONNERIE
COMPARTIMENT LE PLUS CONTRAIGNANT	7.62m	302.67m²	23.97%	91%	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE	--	19.73%

7 ISSUE ET DISTANCE DE PARCOURS

ÉTAGE	NOMBRE D'ISSUES EXIGÉES	LARGEUR MIN. DE L'ISSUE	DISTANCE DE PARCOURS MAX.
TOUTES	2 (9.9.8.2)	800mm (9.9.6.3)	30m (9.9.8.2)

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXECUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE – CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCM0I REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCM0I	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

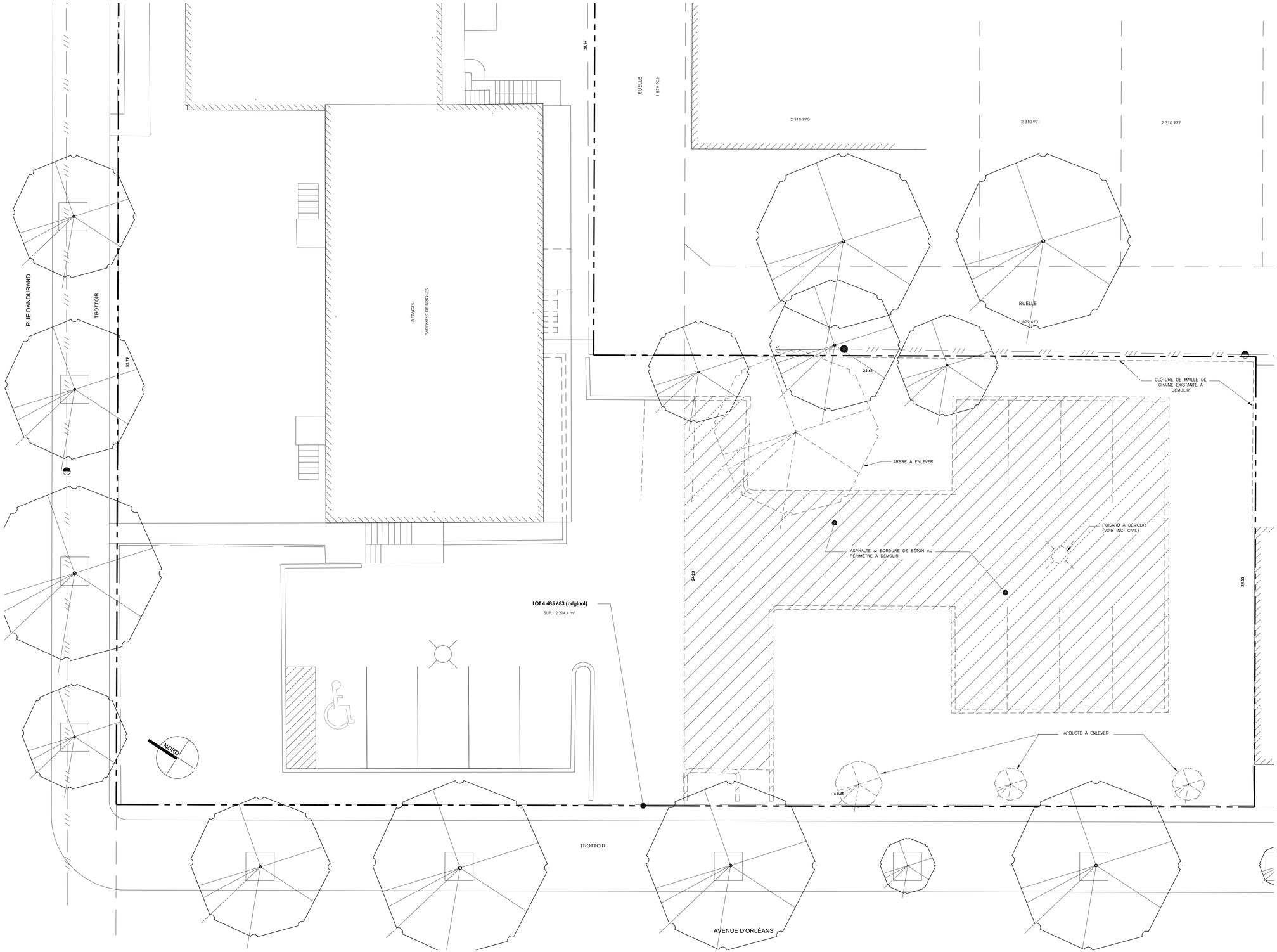
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
ÉTUDE DE CODE ET CONTEXTE

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : AUCUNE	no. projet : 618-18

sceau
Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a001



1 a004 PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT
1/8"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4		N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT

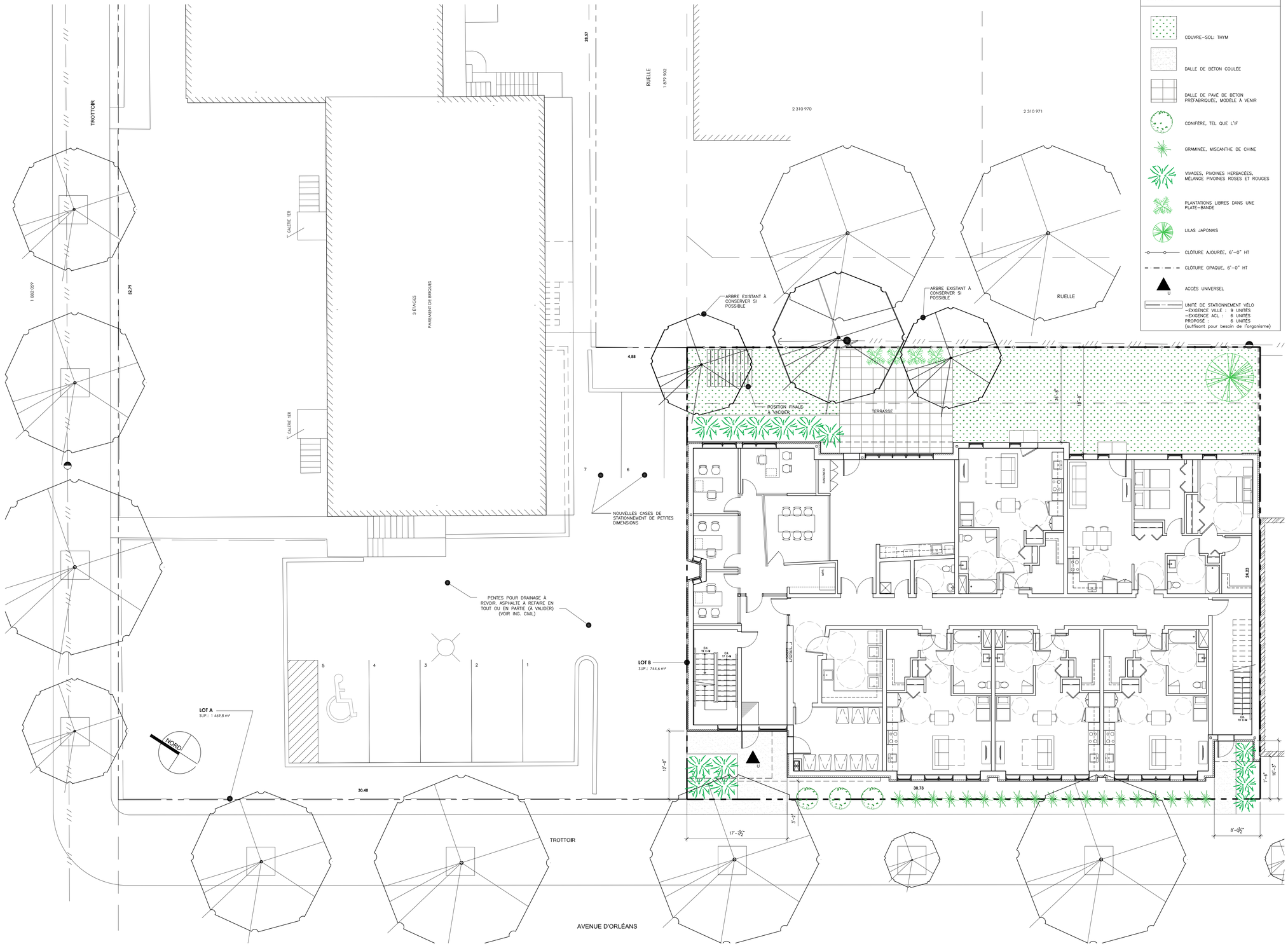
date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : 1/8" = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a004



1 PLAN D'IMPLANTATION NOUVEAU
a005 1/8"=1'-0"

LÉGENDE

- COUVRE-SOL: THYM
- DALLE DE BÉTON COULÉE
- DALLE DE PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉE, MODÈLE À VENIR
- CONIFÈRE, TEL QUE L'IF
- GRAMINÉE, MISCANTHE DE CHINE
- VIVACES, PIVOINES HERBACÉES, MÉLANGE PIVOINES ROSES ET ROUGES
- PLANTATIONS LIBRES DANS UNE PLATE-BANDE
- LILAS JAPONAIS
- CLÔTURE AJOURÉE, 6'-0" HT
- CLÔTURE OPAQUE, 6'-0" HT
- ACCÈS UNIVERSEL
- UNITÉ DE STATIONNEMENT VÉLO
  -EXIGENCE VILLE : 9 UNITÉS
  -EXIGENCE ACL : 6 UNITÉS
  PROPOSÉ : 6 UNITÉS
  (suffisant pour besoin de l'organisme)

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PLAN D'IMPLANTATION NOUVEAU

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : 1/8" = 1'-0"	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille : a005

Ordre des architectes du Québec
A 4051
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE



1 a100 PLAN DE CONSTRUCTION DU SOUS-SOL
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PLAN DE CONSTRUCTION
DU SOUS-SOL

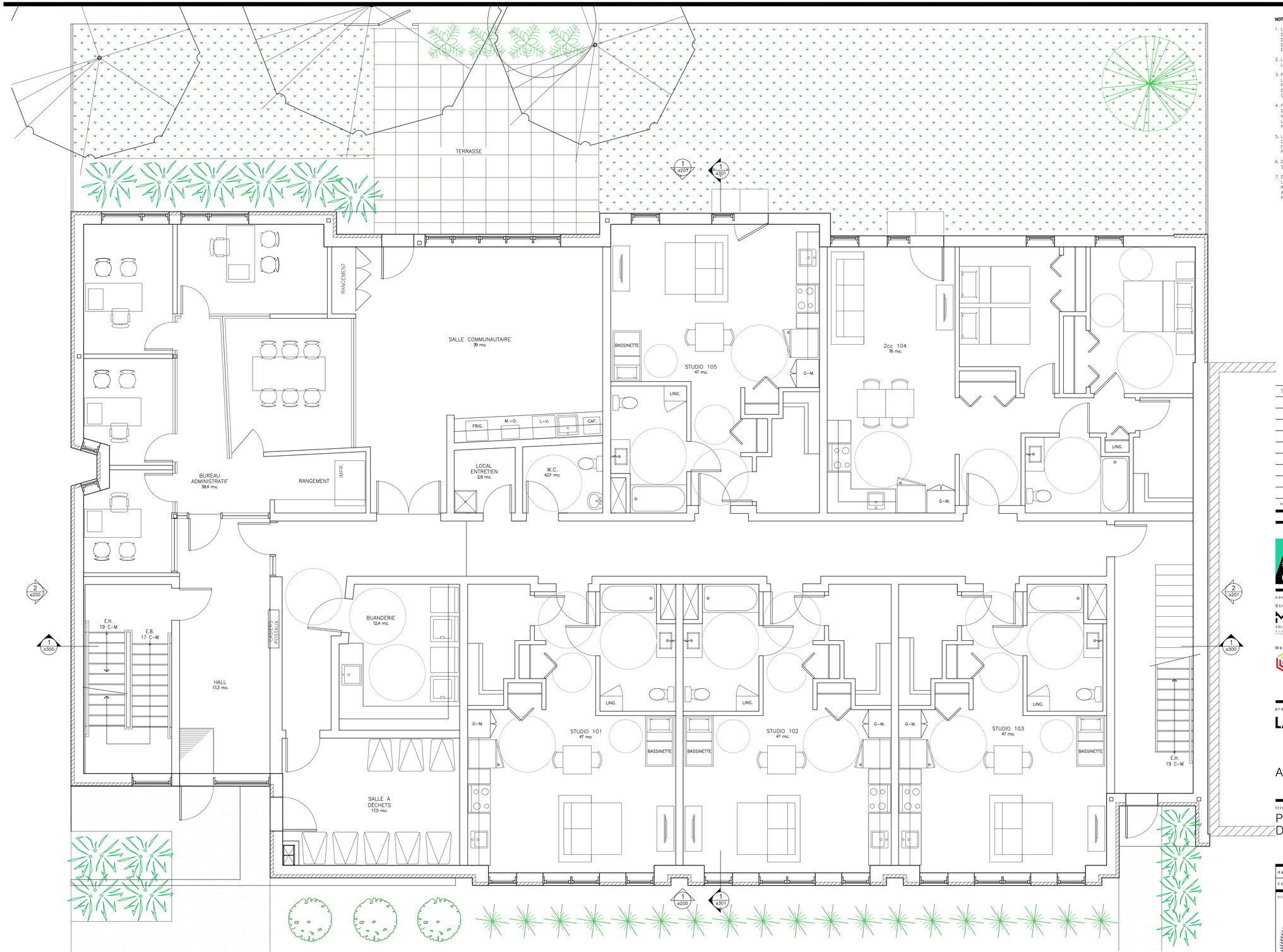
date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a100



1 a101 PLAN DE CONSTRUCTION DU REZ-DE-CHAUSSÉE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

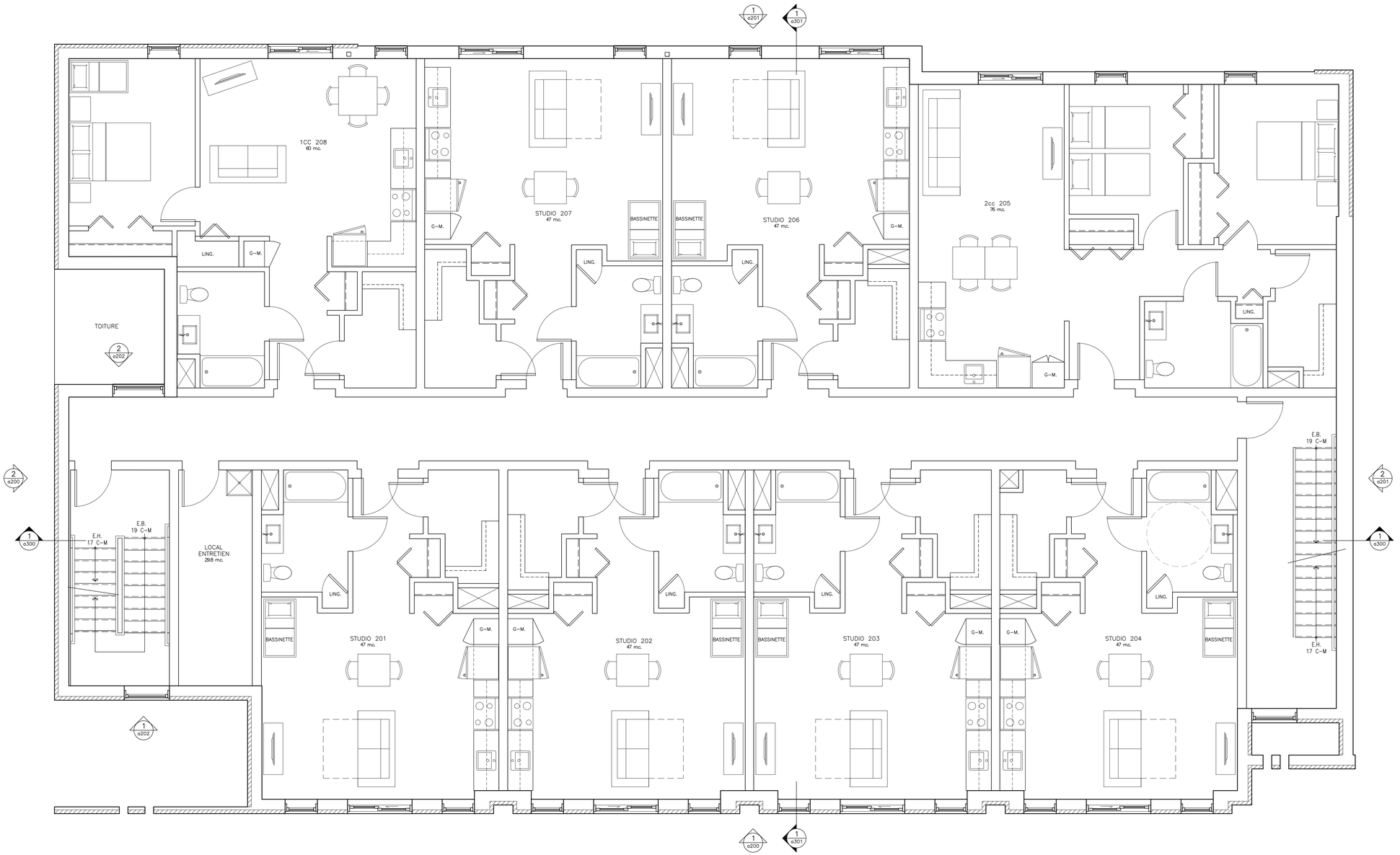
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PLAN DE CONSTRUCTION
DU REZ-DE-CHAUSSÉE

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau
Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a101



1 PLAN DE CONSTRUCTION DU 2IÈME ÉTAGE
a102 1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PLAN DE CONSTRUCTION DU 2IÈME ÉTAGE

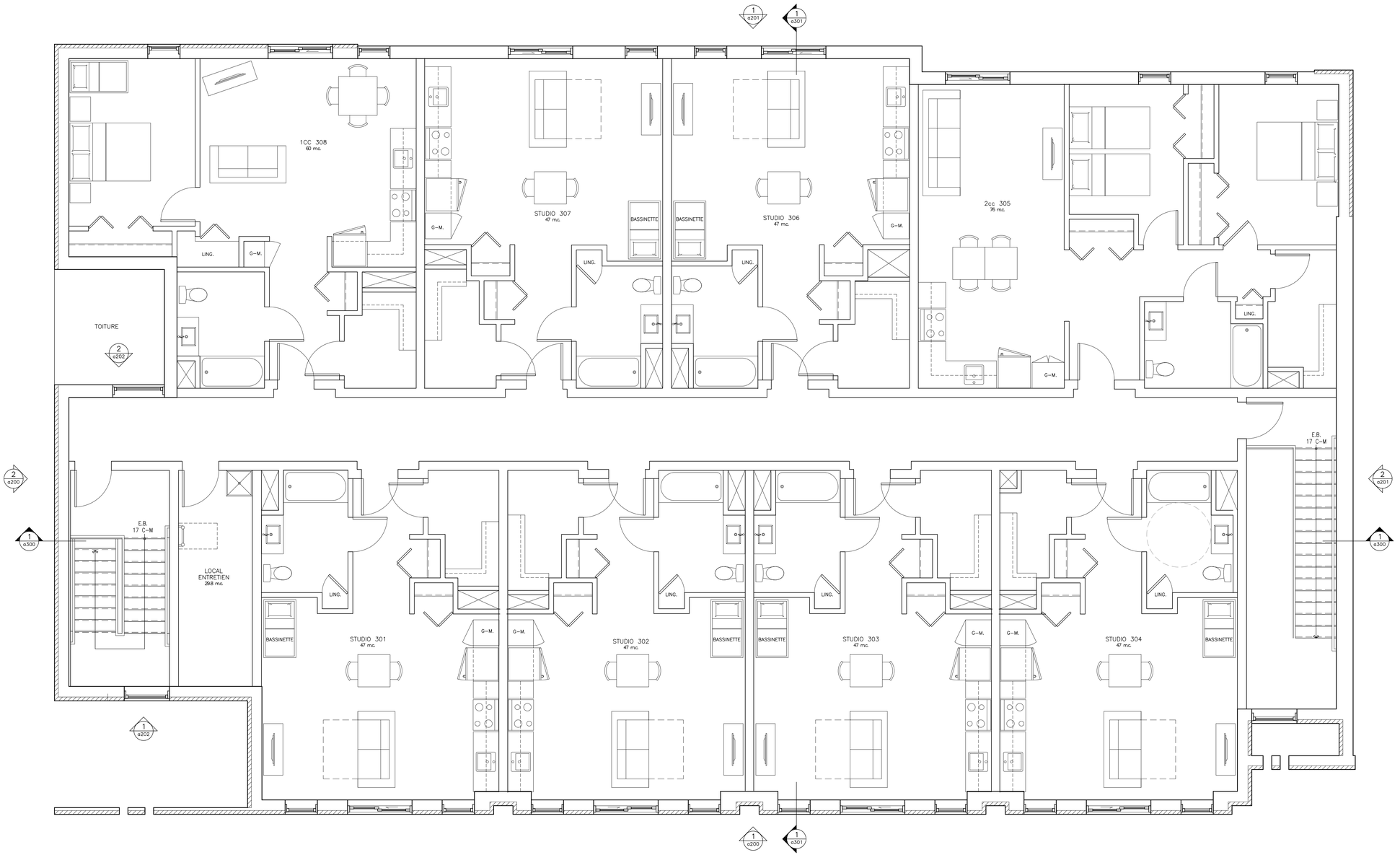
date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a102



1 PLAN DE CONSTRUCTION DU 3IÈME ÉTAGE
a103 1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PLAN DE CONSTRUCTION DU 3IÈME ÉTAGE

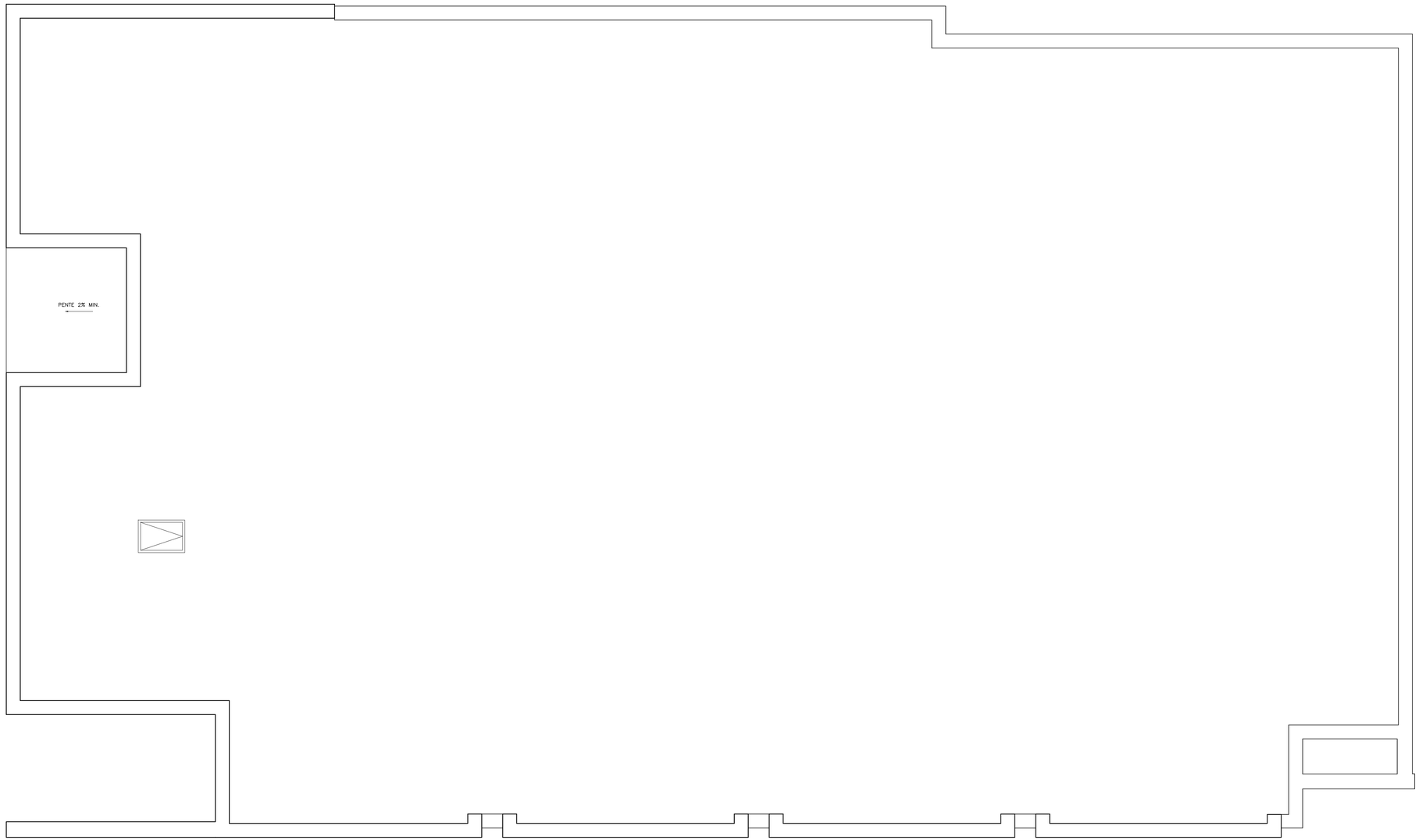
date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a103



1 a110 PLAN DE CONSTRUCTION DE LA TOITURE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

PLAN DE CONSTRUCTION
DE LA TOITURE

date : 2019-11-05	dess. par : initiales
échelle : 1/4 = 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau:

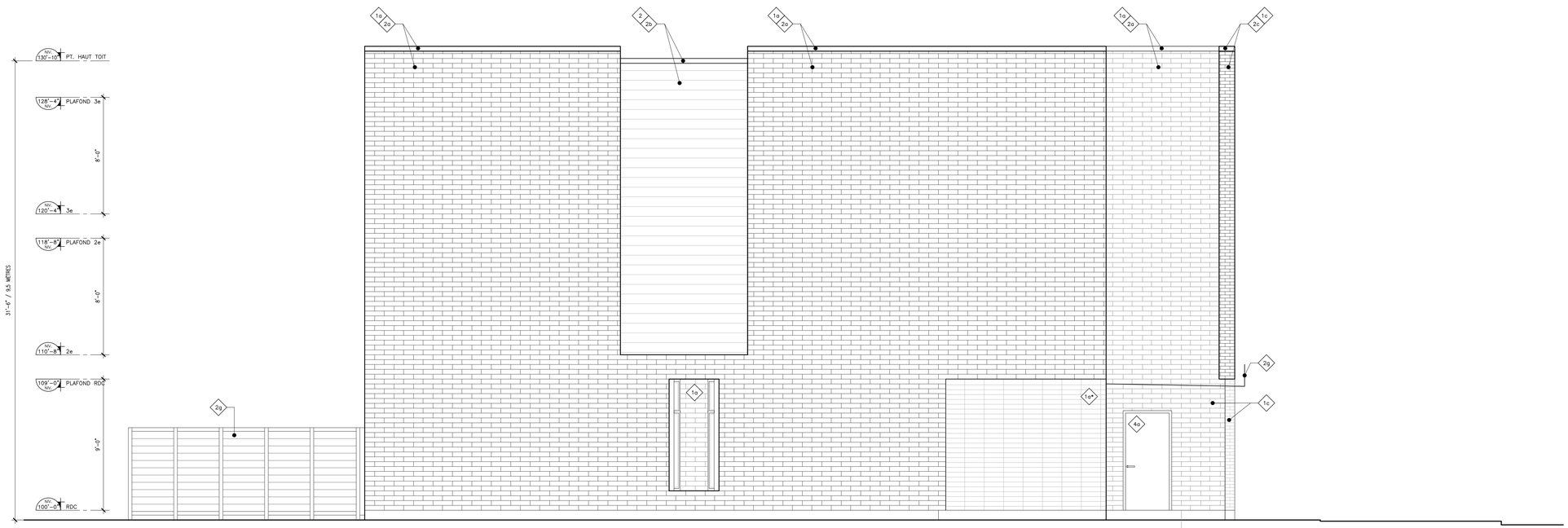
Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

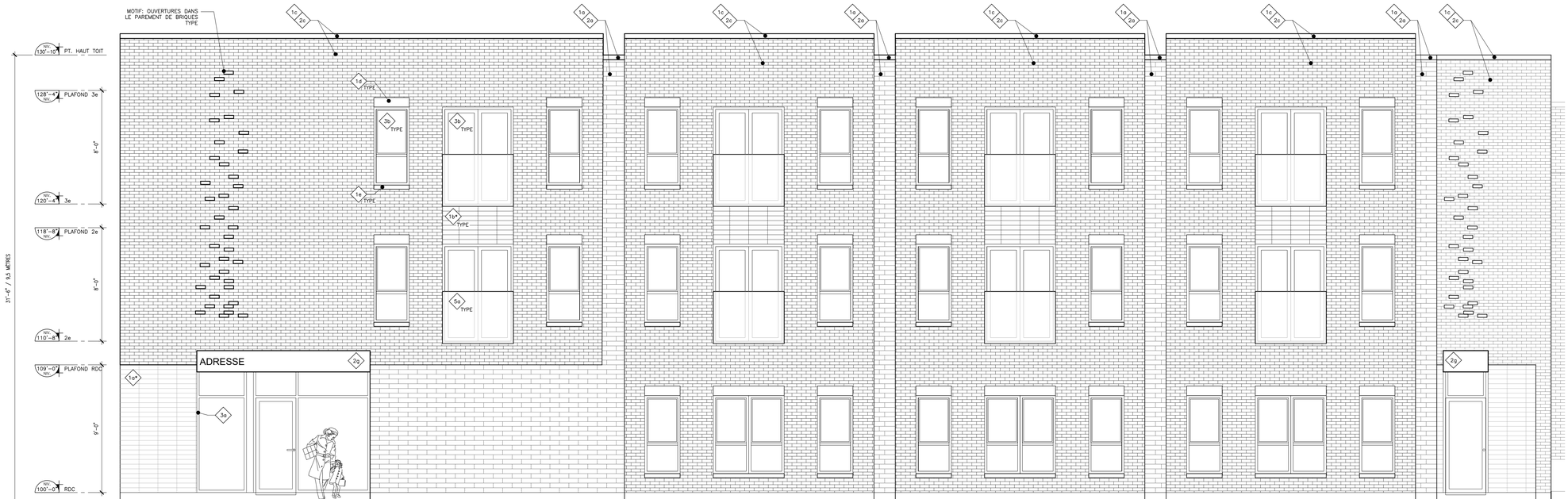
a110

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXECUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉE(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.



2 ÉLÉVATION GAUCHE
a200 1/4"=1'-0"



1 ÉLÉVATION AVANT
a200 1/4"=1'-0"

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCM01 REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCM01	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

ÉLÉVATIONS

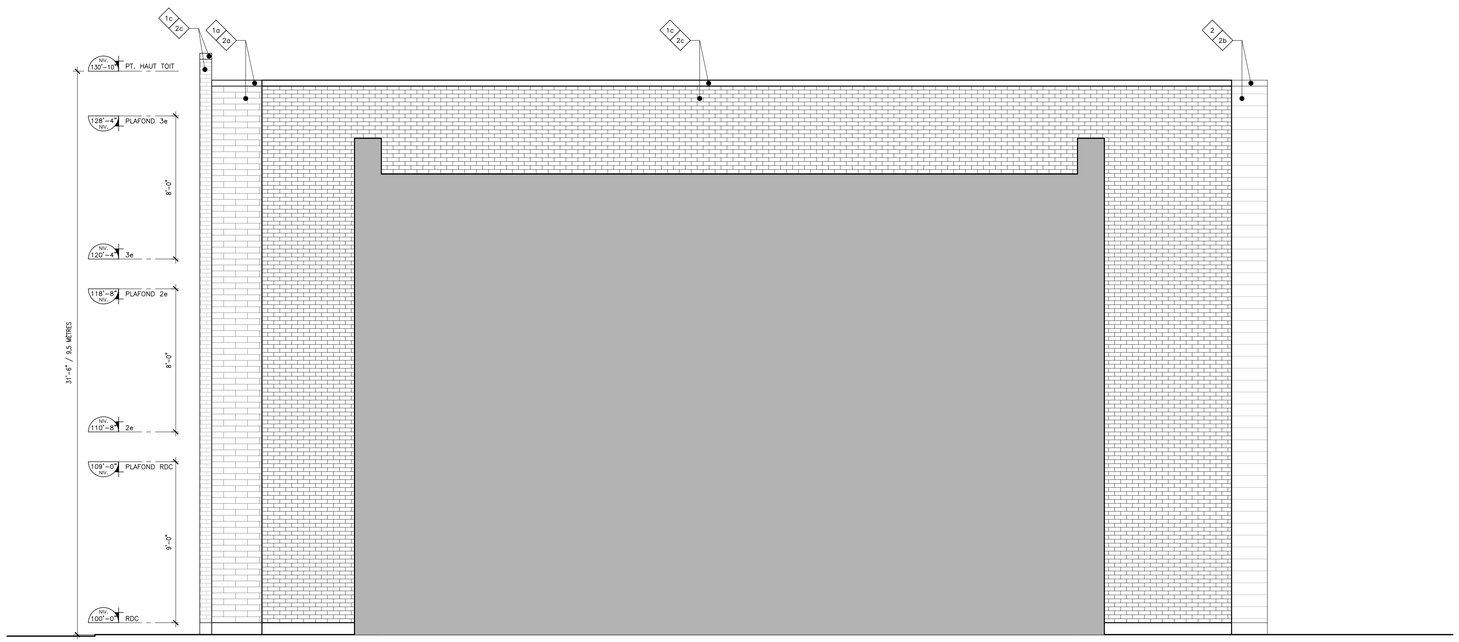
date :	2019-11-05	dess. par :	N.R.
échelle :	1/4"= 1'-0"	no. projet :	618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a200



2 ÉLÉVATION DROITE
a201 1/4"=1'-0"



1 ÉLÉVATION ARRIÈRE
a201 1/4"=1'-0"

LÉGENDE DES FINIS EXTÉRIEURS

REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE/BÉTON

BLOCS ARCHITECTURAUX
1a — MANUFACTURIER: TECHO–BLOC
MODÈLE: BLOC ARCHITECTURAL
FORMAT: 4 X 16
COULEUR: NICKEL STANDARD
FINI: STRIÉ
SI * = POSE ALIGNÉE

BLOCS ARCHITECTURAUX
1b — MANUFACTURIER: TECHO–BLOC
MODÈLE: BLOC ARCHITECTURAL
FORMAT: 4 X 16
COULEUR: NOIR ONYX
FINI: STRIÉ
SI * = POSE ALIGNÉE

PAREMENT DE MAÇONNERIE/BRIQUE
1c — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: À VENIR
COULEUR: ~~GRIS MOYEN~~ The Bowerston Shale Company
FINI: À VENIR
Burgundy blend

LINTEAU/BÉTON
1d — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: VOIR ÉLÉVATIONS
COULEUR: BÉTON/GRIS

ALLÈGE/BÉTON
1e — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: VOIR ÉLÉVATIONS
COULEUR: BÉTON/GRIS

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE

DÉCLIN D'ALUMINIUM
2 — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: HORIZONTAL
FORMAT: 8"
COULEUR: GRIS
FINI: UNI

SOLIN MÉTALLIQUE
2a — MANUFACTURIER: VICWEST
MODÈLE: CALIBRE 24
FORMAT: N/A
COULEUR: TEL QUE PAREMENT 1a

SOLIN MÉTALLIQUE
2b — MANUFACTURIER: VICWEST
MODÈLE: CALIBRE 24
FORMAT: N/A
COULEUR: TEL QUE PAREMENT 2

SOLIN MÉTALLIQUE
2c — MANUFACTURIER: VICWEST
MODÈLE: CALIBRE 24
FORMAT: N/A
COULEUR: TEL QUE PAREMENT 1c

ALUMINIUM – MOULURE
2e — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: SUR MESURE
COULEUR: NOIR

ACIER GALVANISÉ – MARQUISE D'ENTRÉE
2f — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: SUR MESURE

ACIER – CLÔTURE AJOURÉE
2g — MANUFACTURIER: OMEGA
MODÈLE: ÉLITE DOUBLE TIGE
EMBOUTS: CARRÉ
POTEAUX: 3"x3", AVEC ATTACHES UNIVERSELLES
HAUTEUR: 6'–0"
COULEUR: NOIR

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE & BOIS – SUR MESURE

ACIER & BOIS – CLÔTURE OPAQUE & PORTE INTÉGRÉE
2f — MODÈLE: SUR MESURE
CADRES ET POTEAUX EN ACIER: 3"
COULEUR: NOIR
AVEC INSERTION DE PLANCHES DE CÈDRE
HAUTEUR: 6'–0"

PORTES & FENÊTRES

MUR–RIDEAU – CADRAGE
3a — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: À VENIR
FORMAT: À VENIR
COULEUR: NOIR

PORTES & FENÊTRES
3b — MANUFACTURIER: À VENIR
MODÈLE: HYBRIDE (ALU. & PVC)
FORMAT: À VENIR
COULEUR: NOIR

PEINTURE

SUR PORTE D'ACIER
4a — MANUFACTURIER: SICO
COULEUR: TEL QUE REVÊTEMENT 1c

VERRE

GARDE–CORPS
5a — MANUFACTURIER: À VENIR
COULEUR: VERRE TREMPÉ BLANC GIVRÉ



NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXECUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE – CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

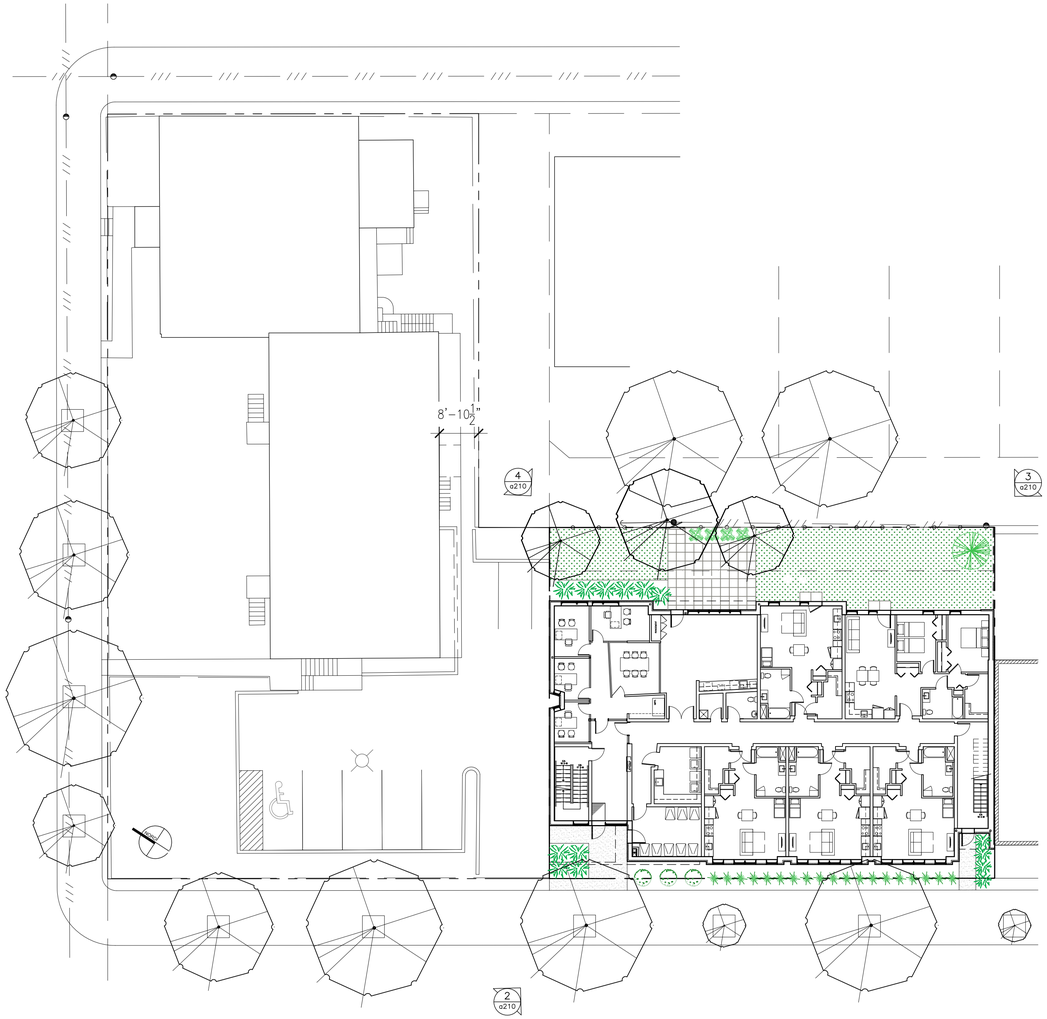
Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
ÉLÉVATIONS

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : 1/4"= 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau:
Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :
a201





1 a210 RENDU DE LA FAÇADE SUR L'AVENUE D'ORLÉANS



2 a210 RENDU DE LA FAÇADE SUR L'AVENUE D'ORLÉANS



4 a210 RENDU DE LA FAÇADE ARRIÈRE
la clôture n'est pas illustrée



3 a210 RENDU DE LA FAÇADE ARRIÈRE
la clôture n'est pas illustrée

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:
Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:
PERSPECTIVE &
RENDUS COULEUR

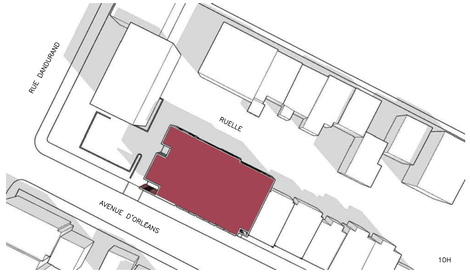
date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : aucune	no. projet : 618-18
sceau	no. feuille :

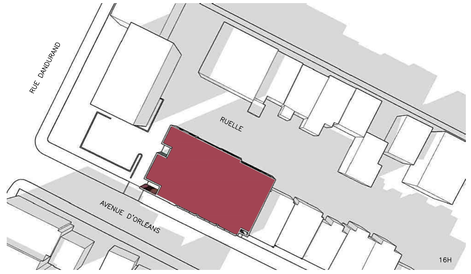
Ordre des architectes du Québec
A 4051
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

a210







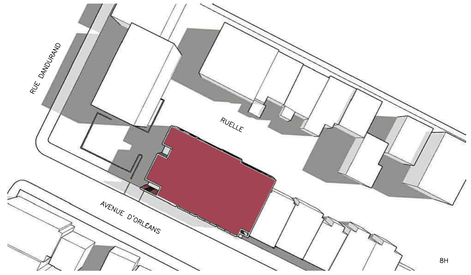




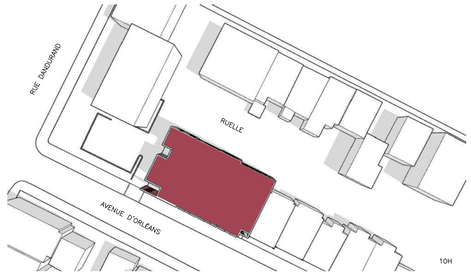


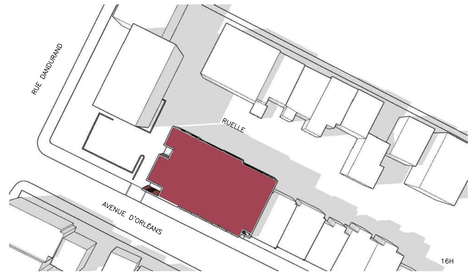
1 a220 ENSOLEILLEMENT AU 21 MARS

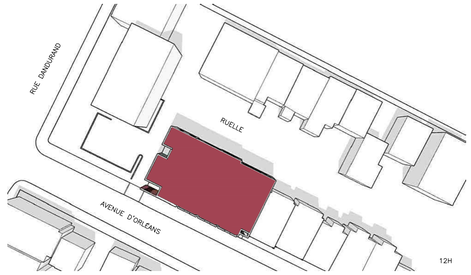
La plus grande ombre portée est à 16h et touche en totalité la ruelle.













2 a220 ENSOLEILLEMENT AU 21 JUIN

La plus grande ombre portée est à 18h et touche en totalité la ruelle et la façade des bâtiments arrière. Par contre c'est en fin de journée, l'impact est donc moindre.

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉE(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure:
MA-TH SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT
21 MARS & 21 JUIN

date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : aucune	no. projet : 618-18

sceau

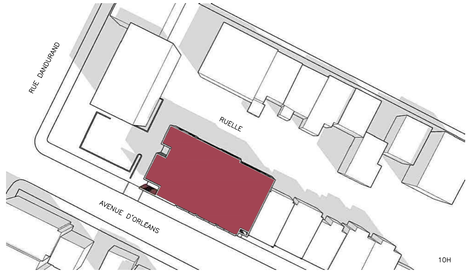
Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

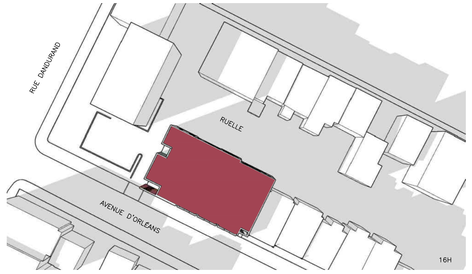
no. feuille :

a220













1 a221 ENSOLEILLEMENT AU 21 SEPTEMBRE

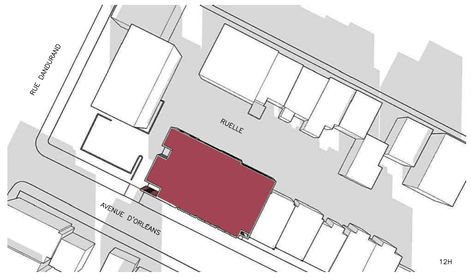
La plus grande ombre portée est à 16h & 18h et touche en totalité la ruelle et la façade des bâtiments arrière. Par contre ça débute en fin d'après-midi, laissant la majeure partie de la journée sans ombre portée sur le voisinage.













2 a221 ENSOLEILLEMENT AU 21 DÉCEMBRE

Comme le soleil est plus bas en hiver, c'est à cette période que l'ombre portée est la plus importante. La période qui affecte le + les bâtiments voisins est le matin de 8h à 12h. Par contre les façades limitrophes ne sont jamais totalement dans l'ombre.

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉE(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc, J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT
21 SEPTEMBRE & 21 DÉCEMBRE

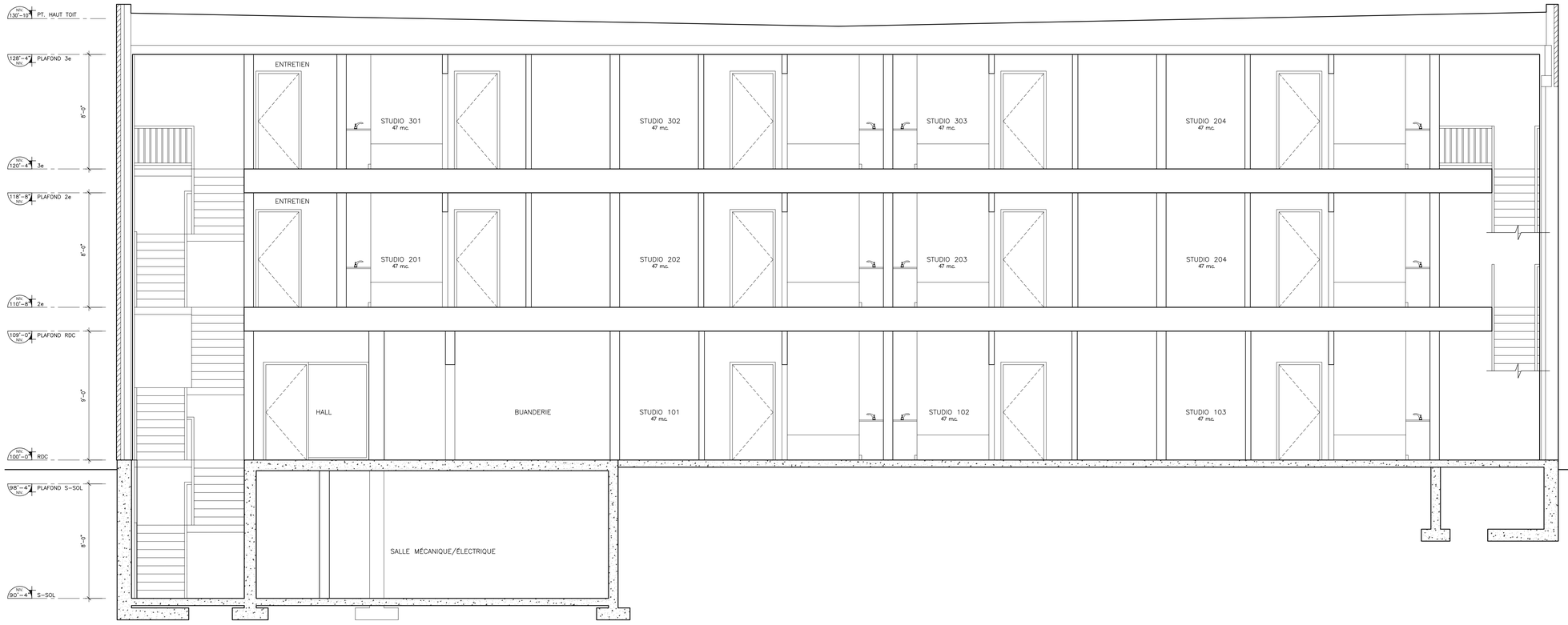
date : 2019-11-05	dess. par : N.R.
échelle : aucune	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a221



1 a300 COUPE LONGITUDINALE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

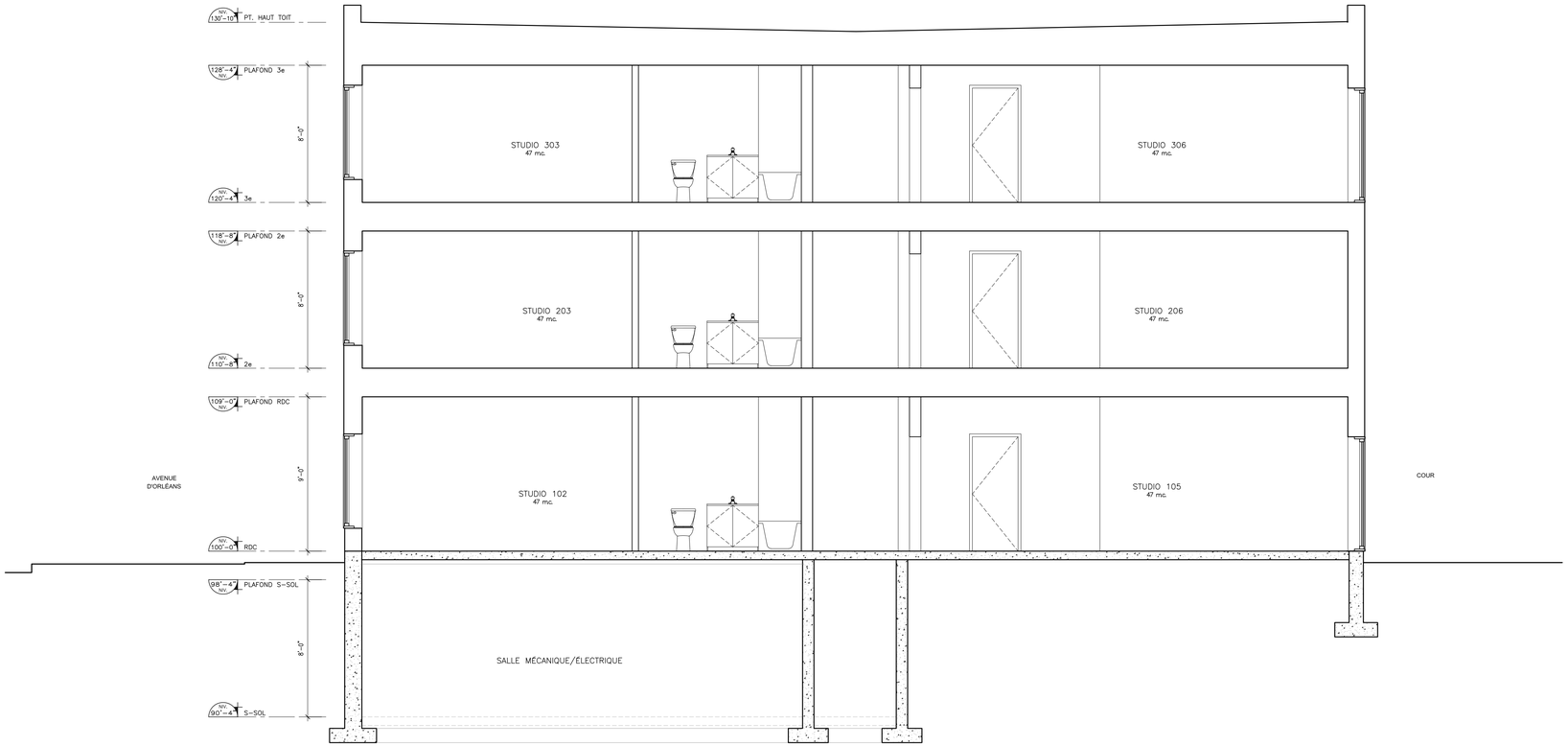
LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

COUPE LONGITUDINALE

date : 2019-11-05	dess. par : NLM
échelle : 1/4"= 1'-0"	no. projet : 618-18
sceau : Ordre des architectes du Québec — A 4251 — ÉRIC LEBLANC — ARCHITECTE	no. feuille : a300



1 / a301 COUPE TRANSVERSALE
1/4"=1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1. L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES MESURES, COTES, NIVEAUX ET DIMENSIONS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. TOUTE ERREUR ET/OU OMISSION DEVRA ÊTRE SIGNALÉE À L'ARCHITECTE. TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LE CNB ET TOUT AUTRE CODE EN VIGUEUR.
2. LA LECTURE DES PLANS DOIT SE FAIRE À PARTIR DES DIMENSIONS INDIQUÉES. LES INTERPRÉTATIONS À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE NE SONT PAS PERMISES.
3. PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA PROTÉGER LES PARTIES OCCUPÉES PAR LES USAGERS DU BÂTIMENT EXISTANT CONTRE LA POUSSIÈRE ET LES BRUITS. IL DEVRA MAINTENIR UNE ÉTANCHÉITÉ CONSTANTE DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT EXISTANT. FAIRE NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX À LA FIN DES TRAVAUX.
4. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DES DIFFÉRENTS OUVRAGES MÉTALLIQUES, D'ÉBÉNISTERIE ET AUTRES TRAVAUX TEL QU'INDIQUÉ SUR LES PLANS ET DEVIS. NE COMMENCER LES TRAVAUX DE FABRICATION QU'APRÈS AVOIR REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE OU DU REPRÉSENTANT DU PROPRIÉTAIRE — CHARGÉ(E) DE PROJET.
5. LES DESSINS D'ATELIER DOIVENT INDIQUER TOUS LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION D'ASSEMBLAGE ET/OU D'APPLICATION DES PRODUITS ET DES FINIS AINSI QUE TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES PRODUITS.
6. DANS LE CAS OÙ LA COULEUR ET/OU LE FINI D'UN MATÉRIAU N'EST PAS SPÉCIFIÉ DANS LE PLAN, IL SERA AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.
7. DROITS D'AUTEURS
   L'ARCHITECTE CONSERVE L'ENTIÈRE PROPRIÉTÉ DES DROITS D'AUTEURS RELATIFS AUX PLANS ET AUX AUTRES DOCUMENTS DU PRÉSENT CONTRAT. AUCUNE PARTIE DE CES DESSINS NE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR UN AUTRE PROJET SANS L'APPROBATION ÉCRITE DE L'ARCHITECTE.

no.	date	révision	page émise	par
10				
9				
8				
7				
6				
5				
4	20-04-07	ARTICLE 89,4	X	N.R.
3	20-01-24	PPCMOI REV.-1	X	N.R.
2	19-12-13	PPCMOI	X	N.R.
1	19-11-08	DÉPÔT 2	X	N.R.

ARCHITECTURE casa
info@casaarchitecture.ca • www.architecturecasa.ca
450.922.1881 1622 rue Principale, Ste-Julie, Qc. J3E 1W7

consultants:

Structure
MA-TH
SOLUTION D'INGÉNIERIE
MA-TH
4358, Rue de Bellechasse,
Montréal, Qc

Mécanique
GROUPE CÉMEC
EXPERTS-CONSEILS
GROUPE CÉMEC
334, Rue Joseph-Carrier #102,
Vaudreuil-Dorion

projet:

LA MAISON GRISE 2

Avenue d'Orléans, Montréal, Qc

titre dessin:

COUPE TRANSVERSALE

date : 2019-11-05	dess. par : NLM
échelle : 1/4"= 1'-0"	no. projet : 618-18

sceau

Ordre des architectes du Québec
A 4251
ÉRIC LEBLANC
ARCHITECTE

no. feuille :

a301

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

Extrait du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 14 avril 2020

Lot_6357698___Extrait_PV_CCU.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

David GRONDIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-9985
Télécop. :

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Montréal, le 14 avril 2020, 8 h 30

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du comité consultatif d'urbanisme tenue sur l'application Meet de Google.

5.2 Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le **lot 6 357 698** (Dossier 1202614003 – District du Vieux-Rosemont).

*** Ce projet se trouve au coin sud-est de l'intersection de la rue Dandurand et de l'avenue d'Orléans ***

Présentation : Monsieur David Grondin, conseiller en aménagement.

Sur proposition de madame Amélie Melaven, appuyée par madame Anik Fortin, le comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil d'arrondissement d'**approuver** la demande précitée sous réserve des conditions suivantes:

1. Un plan d'aménagement paysager, y compris un plan de protection des arbres publics doit être fourni. Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement prévu au premier alinéa doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.

2. Le projet sera soumis à une révision architecturale par le CCU. En plus des critères prévus au titre VIII de ce règlement, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

   - Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;

   - Le projet doit prévoir une transition harmonieuse avec le voisinage immédiat sur l'avenue d'Orléans;

   - Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin donnant sur la rue Dandurand.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1202614003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Division de l'urbanisme_des permis et de l'inspection
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 6 357 698 du Cadastre du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint

FICHIERS JOINTS

Règlement art 89-4 - GDD-1202614003_.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélissandre ASSELIN-BLAIN
avocate
Tél : 514-872-6503

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LE LOT 6 357 698 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique sur le lot 6 357 698 du cadastre du Québec, tel que délimité à l'annexe A du présent règlement.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 40, 62, 121 et 413.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

3. Seul l'usage « résidence collective » de la catégorie d'usages E.5 (2) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279) est autorisé.

4. Le nombre maximum de logements dans la résidence collective est de 25.

5. Le nombre maximal d'étages est de 3.

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 10 mètres.

7. Le taux d'implantation maximal est de 72 %.

8. Le taux de verdissement minimal est de 20 %.

9. Un plan d'aménagement des espaces extérieurs et un plan de protection des arbres publics doivent accompagner toute demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement des espaces extérieurs doivent être maintenus en bon état.

CHAPITRE V
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

10. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie (01-279).

11. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie (01-279), les objectifs et critères d'évaluation suivants s'appliquent :

Objectifs
1° Assurer la pérennité des aménagements paysagers;

2° Favoriser une intégration harmonieuse du bâtiment avec le cadre bâti résidentiel existant tout en tenant compte de la valeur patrimoniale de l'ensemble institutionnel donnant sur la rue Dandurand.

Critères
1° Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des trottoirs;

2° Le projet doit assurer une transition harmonieuse avec les immeubles adjacents sur l'avenue d'Orléans;

2. Le traitement du mur latéral gauche doit faire l'objet d'un soin particulier quant à sa qualité architecturale, compte tenu de l'intérêt patrimonial de l'immeuble voisin donnant sur la rue Dandurand.

CHAPITRE VI
DÉLAIS DE RÉALISATION

12. Les travaux de démolition et de construction visés par le présent règlement doivent être complétés dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement devient nulle et sans effet.

13. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

CHAPITRE VII
DISPOSITION PÉNALE

14. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 679 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie (01-279).

……

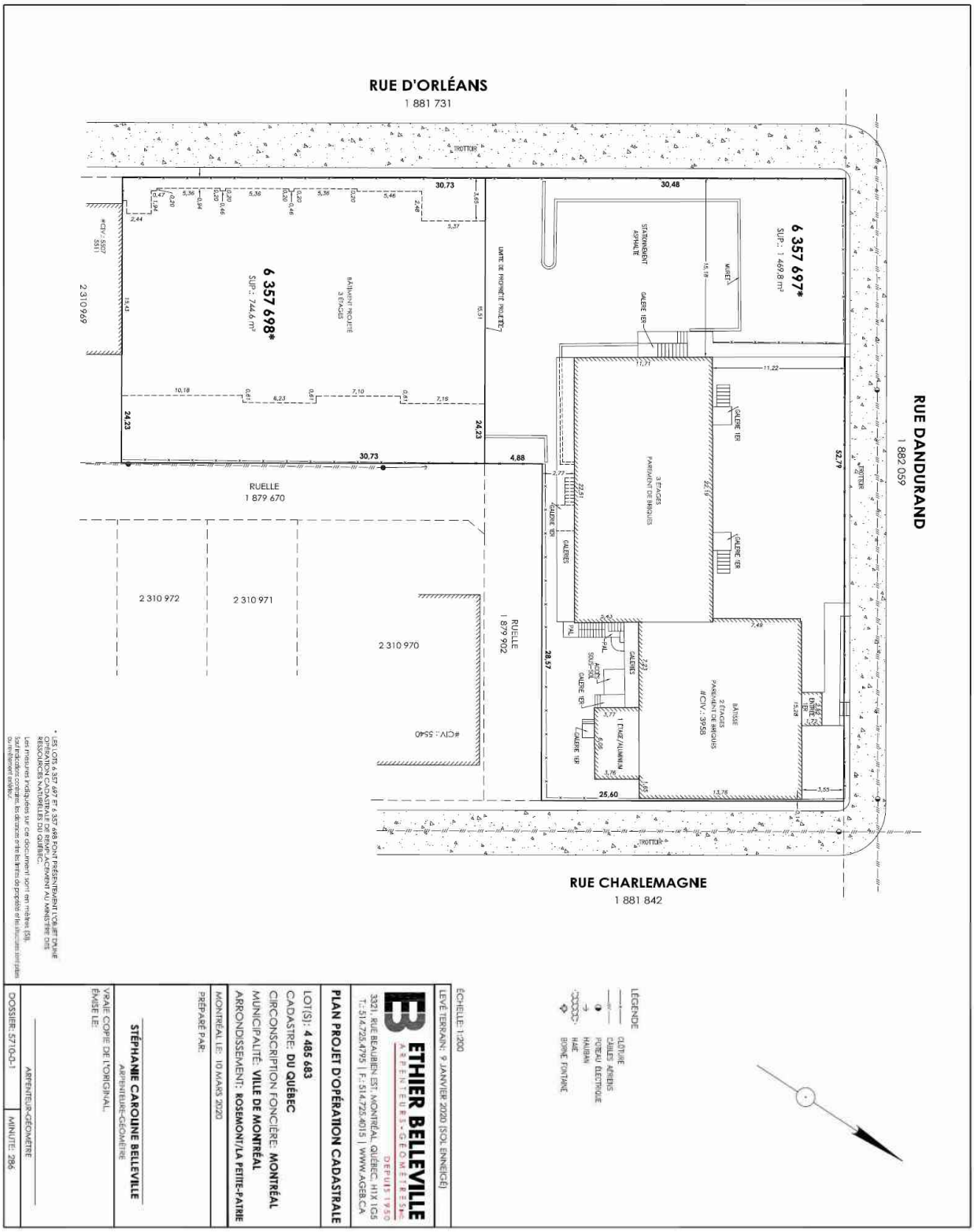
ANNEXE A - Plan du lot 6 357 698 du cadastre du Québec

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans ____ le XXXXXX.

GDD : 1202614003

ANNEXE A


RUE D'ORLÉANS
1 881 731
RUE DANDURAND
1 882 059
RUE CHARLEMAGNE
1 881 842
RUELLE
1 879 670
RUELLE
1 879 902
6 357 697*
SUP.: 1 469.8 m²
6 357 698*
SUP.: 744.6 m²
2 310 969
2 310 972
2 310 971
2 310 970
#CIV.: 5507
#CIV.: 5540
TROTTOIR
STATIONNEMENT ASPHALTE
MOTEL
GALERIE 1ER
LIMITE DE PROPRIÉTÉ PROJETÉE
BÂTIMENT PROJETÉ 3 ÉTAGES
3 ÉTAGES PARKMONT DE BROSSES
GALERIES
BÂTISSE 2 ÉTAGES PARKMONT DE BROSSES #CIV.: 3958
1 ÉTAGE / ALUMINIUM
ENTRÉE
ACCÈS SOUS-SOL
30,73
30,48
24,23
4,88
52,79
28,57
25,60
LÉGENDE
CLÔTURE
CÂBLES AÉRIENS
POTEAU ÉLECTRIQUE
HAUBAN
HAIE
BORNE FONTAINE
ÉCHELLE: 1:200
LEVÉ TERRAIN: 9 JANVIER 2020 (SOL ENNEIGÉ)
ETHIER BELLEVILLE
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
DEPUIS 1920
3321, RUE BEAUBIEN EST, MONTRÉAL, QUÉBEC, H1X 1G5
T.: 514.725.4795 | F.: 514.725.4015 | WWW.AGEB.CA
PLAN PROJET D'OPÉRATION CADASTRALE
LOT(S): 4 485 683
CADASTRE: DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT: ROSEMONT/LA PETITE-PATRIE
MONTRÉAL LE: 10 MARS 2020
PRÉPARÉ PAR:
STÉPHANIE CAROLINE BELLEVILLE
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE
VRAIE COPIE DE L'ORIGINAL
ÉMISE LE:
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE
DOSSIER: 57-043-1
MINUTE: 7866
* LES LOTS 4 357 497 ET 4 357 498 PEUVENT FAIRE L'OBJET D'UNE OPÉRATION CADASTRALE DE REMPLACEMENT AU MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES DU QUÉBEC.
Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (m).
Sauf indications contraires, les distances entre les limites de propriété et les structures mentionnées ou représentées sont à

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Il est recommandé :
- d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-25 09:39

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208021005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le 8 décembre 2016, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec signaient l'entente-cadre « Réflexe Montréal » portant sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal (Ville) pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole. À cette occasion, le gouvernement s'engageait à ce que le ministère de la Culture et des Communications (MCC) conclue avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans, renouvelable sur consentement des parties.
En 2017, la Ville a adopté sa nouvelle Politique de développement culturel *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité.* En 2018, le gouvernement du Québec a adopté une nouvelle Politique québécoise de la culture *Partout, la culture.*

L'Entente 2018-2021 a été négociée à partir des points de convergence entre les politiques culturelles de la Ville et du gouvernement du Québec, notamment la volonté d'améliorer la qualité de vie des citoyens par la culture de proximité, de soutenir la créativité numérique et de mettre en valeur le patrimoine culturel.

La nouvelle programmation de l'Entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit :

1. Le patrimoine (site patrimonial de Montréal et agglomération / sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay)
2. Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne
3. Le numérique
4. L'entrepreneuriat culturel (études seulement)

Les valeurs d'inclusion et d'équité envers les citoyens et les artistes représentent un fondement de l'Entente et se manifestent de manière transversale.

L'Entente 2018-2021 se déploie en fonction de l'année financière du gouvernement du Québec, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2021.

La présente demande de règlement d'emprunt vise à assurer la disponibilité des crédits nécessaires (BF seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0416 - 19 septembre 2019 - Approuver un projet d'avenant de modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, majorant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine
CG18 0625 - 22 novembre 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 095 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2018 »

CG18 0430 – 23 août 2018 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 conclue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG18 0134 – 22 février 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

CG17 0032 – 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2020 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2017.

CG16 0220 – 24 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 6 918 000 $ afin de financer la réalisation des projets (BF seulement) de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.
Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser des projets afin de:

1. Mettre en valeur le site patrimonial de Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.
2. Mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.
3. Mettre en valeur et de protéger des biens patrimoniaux et les sites naturels patrimoniaux par l'amélioration de leur aménagement.
4. Mettre en valeur le tourisme culturel.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Entente sur le développement culturel concerne les services suivants :
Axe 1 – Le patrimoine : Service de la mise en valeur du territoire et Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Axe 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne : Service de la culture
Axe 3 – Le numérique : Service de la culture
Axe 4 – L'entrepreneuriat culturel : Service de la culture

Le présent règlement d'emprunt vise à financer les dépenses (en BF seulement) des axes 1 et 2.

Il est à noter que selon l'Entente établie avec le MCC, la Ville avance les fonds pour la réalisation des projets et le MCC rembourse la Ville sur présentation de réclamations.

Le règlement d'emprunt servira au financement des dépenses liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 prévues au budget des différents services agissant comme partie prenante à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

La période de financement ne pourra excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4^{e} pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :
- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale
- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires (BF seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération convenus dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce règlement d'emprunt est nécessaire puisque plusieurs dépenses sont maintenues à court terme, malgré la COVID-19, car des alternatives de déploiement sont possibles pour certains projets.
Ce règlement sera aussi pertinent pour financer la réalisation des projets prévus, qui pourront être organisés et réalisés dans leur ensemble, lorsque les mesures prises par le Gouvernement seront levées.

Enfin, dans la situation de crise actuelle, certains montants de l'EDCM permettront de contribuer à la relance du milieu culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de cette demande de règlement d'emprunt, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et présentation au Conseil d'agglomération : juin 2020
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil d'agglomération : août 2020
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMH - échéance visée : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification par intérim

Tél : 514 868-5020
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-12

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture

Tél : 514 872-1608
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-22

Entente sur le développement culturel de Montréal (2018-2021)
Calcul pour les règlements d'emprunt 2020-2021

		2020-2021					Règlements d'emprunt - VILLE	
		MCC		Ville				
		Transfert	Dette	BF	PTI	Total MCC + Ville Transfert & BF	AGGLO	CORPO
AXE 1 - Le patrimoine								
1.1	**Site patrimonial déclaré de Montréal / Agglomération de Montréal**							
1.1.1	Subventions	287 433	837 677	1 125 110	-	2 250 220	2 250 220	
1.1.2	Projets	-	3 190 456	-	3 190 456	-	-	
1.1.3	Archéologie	90 722	-	90 722	-	181 444	181 444	
1.1.4	Recherche et diffusion du patrimoine	36 845	-	36 845	-	73 691	73 691	-
	Sous-total	415 000	4 028 133	1 252 677	3 190 456	2 505 355	2 505 355	-
1.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**							
1.2.1	Projets	-	2 438 533	-	2 438 533	-	-	
1.2.2	Recherche et diffusion du patrimoine	-	33 333	-	33 333	-	-	
	Sous-total	-	2 471 867	-	2 471 867	-	-	-
Total AXE 1 - Le patrimoine		**415 000**	**6 500 000**	**1 252 677**	**5 662 323**	**2 505 355**	**2 505 355**	**-**
AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne								
2.1	**Aménagement responsable des quartiers culturels**							
2.1.1	Rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques	-	9 000 000	-	9 000 000	-	-	-
2.1.2	Bibliothèque St-Sulpice (BSS)	1 600 000	-	1 600 000	-	3 200 000	3 200 000	-
2.1.3	Équipements culturels et art public	175 000	1 350 000	175 000	1 350 000	350 000		350 000
2.1.4	Montréal, ville UNESCO de design	75 000		75 000		150 000		150 000
2.1.5	Tourisme culturel	70 000		70 000		140 000	140 000	
	Sous-total	1 920 000	10 350 000	1 920 000	10 350 000	3 840 000	3 340 000	500 000
2.2	**Expérience culturelle citoyenne**							
2.2.1	Développement des collections des bibliothèques	-	4 300 000	3 000 000	-	3 000 000		-
2.2.2	Programmes et projets (muséo, médiation, loisirs, démocratisation et accessibilité)	1 165 000		1 165 000		2 330 000		2 330 000
	Sous-total	1 165 000	4 300 000	4 165 000	-	5 330 000	-	2 330 000
2.3	**Inclusion et diversité**							
2.3.1	Programmes et projets	55 000		55 000		110 000		110 000
2.3.2	Mesure Inclusion	250 000		250 000		500 000		500 000
2.3.3	Valorisation de la langue française	-		-		-		-
2.3.4	Mesure Aînés					-		-
	Sous-total	305 000	-	305 000	-	610 000	-	610 000
Total AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle		**3 390 000**	**14 650 000**	**6 390 000**	**10 350 000**	**9 780 000**	**3 340 000**	**3 440 000**
AXE 3 - Le numérique								
3.1.1	**Le numérique**							
3.1.1	Programmes et projets	-	150 000	-	350 000	-		-
3.1.2	Développement des collections des bibliothèques	-	200 000	-	-	-		-
3.1.3	Mesure Créativité numérique	200 000	-	200 000	-	400 000		400 000
3.1.4	Plan culturel numérique du Québec	-	-	-	-	-		-
Total AXE 3 - Le numérique		**200 000**	**350 000**	**200 000**	**350 000**	**400 000**	**-**	**400 000**
AXE 4 - L'entrepreneuriat culturel								
4.1	**L'entrepreneuriat culturel**							
4.1.1	Programmes et projets	45 000	-	45 000	-	90 000		90 000
Total AXE 4 - L'entrepreuneuriat culturel		**45 000**	**-**	**45 000**	**-**	**90 000**	**-**	**90 000**
TOTAL ENTENTE		**4 050 000**	**21 500 000**	**7 887 677**	**16 362 323**	**12 775 355**	**5 845 355**	**3 930 000**
Entente 2018-2021 modifications et ajouts prévisionnels								
Modification 1 de l'entente 2018-2021 GDD 1197666001 CG19 0416								
2.3.4 Ainés								720 000
2.4 Autochtones								1 000 000
Modification 2 de l'entente 2018-2021 GDD à venir								
2.3.3 Valorisation de la langue française								800 000
Virement à venir au programme de subvention Patrimoine							1 071 898	(1 071 898)
Report des années antérieures							-	-
Total règlement emprunt 2018-2021							**6 917 253**	**5 378 102**

Mise en œuvre de l'entente cadre entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1208021005 - Entente développement culturel.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 918 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 918 000 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, conclue entre la Ville et la ministre de la Culture et des Communications. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieure à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Si le montant d'une appropriation dans ce règlement est plus élevé que la dépense faite en rapport avec cette appropriation, l'excédent peut-être utilisé pour payer une autre dépense décrétée par ce règlement et dont l'appropriation est insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

GDD1208021005

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

CHAPITRE 1

RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

SECTION 1

DESCRIPTION DE LA DÉPENSE

1. Il s'agit de mettre en valeur le site patrimonial de Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.

2. Il s'agit de mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.

3. Il s'agit de mettre en valeur et de protéger des biens patrimoniaux et les sites naturels patrimoniaux par l'amélioration de leur aménagement.

4. Il s'agit de mettre en valeur le tourisme culturel.

SECTION II

ESTIMATION DU COÛT

5. L'estimation du coût de la dépense détaillée aux articles l à 4 s'élève à la somme de 6 918 000 $ pour l'Entente 2018-2021.

TOTAL : 6 918 000 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208021005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1207383001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture»

Il est recommandé :

d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture. ;

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-24 11:06

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207383001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture»

CONTENU

CONTEXTE

La station de pompage McTavish a été construite entre 1928-1930. Elle nécessite une mise à niveau complète des équipements de pompage, des conduites d'aspiration et de refoulement, des équipements électriques et de mécanique du bâtiment. Plusieurs de ces équipements ont atteint la fin de leur durée de vie utile et en cas de bris, les pièces de rechange ne sont plus en vente sur le marché. Il est aujourd'hui requis de mettre à niveau et de faire la réfection de cette station de pompage pour assurer la fiabilité de l'alimentation en eau potable de plus de 1 250 000 citoyens.
Le projet de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish consiste à remplacer tous les équipements de mécanique de procédé en fin de vie utile liés à la distribution de l'eau, ainsi que les équipements connexes. Il requiert principalement des services d'ingénierie dans les disciplines: civile, structure, électrique, mécanique, automatisation et contrôle, ainsi que des services d'architecture.

Le projet de mise à niveau de la station de pompage McTaivsh se divise en deux phases. La phase 1 : les travaux prérequis et la phase 2 les travaux principaux. À ce jour, les études pour les deux phases sont terminées, les plans et devis pour la phase 1 sont terminés et l'octroi de la phase 1 a été accordé début 2020.

Pour la suite, de nouveaux crédits sont requis pour commencer les plans et devis de la phase 2, puis sa réalisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0621 – 22 novembre 2018 – Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux préalables requis pour la mise à niveau et la réfection de la station de pompage et du réservoir McTavish.
CG16 0586 – 27 octobre 2016 – Adopter le règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie détaillée, de plans et devis et de surveillance et les travaux préalables requis pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish.

DESCRIPTION

Le présent règlement d'emprunt vise deux objectifs, soit:
1) obtenir des crédits pour les services professionnels requis pour l'élaboration des plans et devis et la surveillance des travaux de la phase 2;
2) obtenir des crédits requis à l'octroi du contrat de construction de la phase 2.

Les crédits requis pour ce règlement d'emprunt sont de 250 800 000 $. Les principales attributions seront :
1) les services professionnels en architecture et en ingénierie :

· l'ingénierie détaillée pour la confection des plans et devis pour la phase 2;
· la surveillance des travaux de la phase 2;
· la préparation des plans finaux;
· tous autres mandats complémentaires et additionnels requis pour exécuter une mise à niveau complète et rigoureuse de la station McTavish.

2) les travaux de la phase 2, exécutée en deux temps : l'aile Est en premier et l'aile Ouest par la suite, comprennent sans s'y limiter:

· Arrêter les pompes de l'aile concernée;
· Démanteler des équipements existants;
· Réhabilitation sismique du bâtiment;
· Modification et ajout en structure;
· Construction de la nouvelle conduite d'alimentation des pompes (nourrice);
· Construction d'une alimentation électrique temporaire;
· Aménager deux nouvelles lignes d'alimentation 25 kV;
· Remplacement des salles électriques de puissance;
· Installer les nouvelles pompes dans leur nouvelle configuration;
· Remplacer et installer les équipements de procédé, de ventilation et d'éclairage;
· Mise à niveau du system CVAC;
· Remplacer et réaménager toutes les conduites de distribution;
· Gestion de la mobilité;
· Réaménagement – Réfection de l'avenue du Docteur-Penfield:
· Tout autres travaux requis pour exécuter une mise à niveau complète et rigoureuse de la station McTavish.

JUSTIFICATION

La Direction de l'eau potable doit réaliser ce projet afin d'assurer la fiabilité de ses équipements de distribution d'eau. La désuétude ainsi que la difficulté à trouver des pièces de rechange augmentent les risques de défaillance.
L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les services professionnels nécessaires pour la préparation et la réalisation de la phase 2 ainsi

que l'octroi du contrat de travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish.

Un dossier d'approbation de projet a été présenté au Comité corporatif de gestion des projets d'envergures (CCGPE) le 15 novembre 2019, au Comité de coordination des projets d'envergures (CCPE) le 14 décembre 2019 et au Comité exécutif (CE) le 22 janvier 2020. Le CE mandate la direction de l'eau potable de débuter la phase d'exécution du projet de la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish, en autorisant de procéder à l'étape des plans et devis (conception). Une demande subséquente d'autorisation doit être présentée avant le lancement de l'appel d'offres de travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au Programme du Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon les règles prescrites par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en vertu de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ chapitre E-20.001). Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FIMEAU ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subvention, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doivent pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réfection des réservoirs ainsi que la rénovation et la construction de conduites visent à assurer la distribution fiable d'une eau potable de qualité en quantité suffisante pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal et en maintenir la pérennité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible de préparer les plans et devis, la surveillance et la gestion du projet requis pour effectuer les travaux de la phase 2 nécessaires à la fiabilité des équipements de la station de pompage McTavish.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.
Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Juin 2020
Adoption : Août 2020
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Christophe DAME
Chef de section bureau projets 2

Tél : 514 872 4638
Télécop. : 514 872 2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-18

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872 2898

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-05-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice du service de l'eau
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-05-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207383001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207383001 - Station de pompage McTavish.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-21

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 250 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU ET DE RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE McTAVISH

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

2. Un emprunt de 250 800 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1207383001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207383001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $, afin de financer la phase 2 de la mise à niveau de la station de pompage McTavish: les travaux de construction ainsi que les services professionnels en ingénierie et en architecture»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement emprunt GDD1207383001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget

Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-22

Louise B LAMARCHE
Professionnelle domaine d'expertise -Chef d équipe
Tél : 514-280-6736
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2020/08/27
17:00

(2)

Dossier # : 1208480005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification au contrat de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er juin 2020.

Il est recommandé :
1. d'approuver la modification au contrat de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er juin 2020;

2. que toutes modifications ultérieures aux modalités dudit contrat se feront en vertu de l'article 8.1 du règlement 13-01.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-08-13 13:36

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208480005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification au contrat de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er juin 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Le Bureau du taxi de Montréal (le «BTM») est une société paramunicipale de la Ville de Montréal, dont la création remonte au 28 novembre 2012. Le BTM a pris, le 1er janvier 2014, la relève du Bureau du taxi et du remorquage - SPVM, qui était alors une unité administrative de la Ville.
Les lettres patentes confèrent au BTM le pouvoir de développer l'industrie du transport par taxi et par limousine à Montréal, d'encadrer et d'améliorer ce service, la sécurité des chauffeurs et des usagers, ainsi que les compétences des chauffeurs. Elles prévoient que le BTM peut exercer, à la demande de la Ville, toute compétence que celle-ci lui délègue parmi celles découlant de l'exercice de ses compétences en vertu de sa charte en matière de remorquage ou en vertu de la Loi concernant les services de transport par taxi.

Les lettres patentes prévoient également que le directeur général du BTM est nommé par le conseil d'agglomération sur recommandation du conseil d'administration du BTM.

Une entente régissant le partage des responsabilités entre la Ville et le BTM et les modalités administratives de leurs interventions respectives a été négociée (l'«Entente cadre») entre les parties. L'Entente cadre, qui a été soumise au conseil d'agglomération de la Ville à son assemblée du 26 septembre 2013 a été approuvée par le conseil d'administration du BTM à son assemblée du 5 septembre 2013 (résolution 13-026).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0389 - 21 juin 2018 - Approuver le nouveau contrat de travail à durée indéterminée de M. André Poisson comme directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, à compter de la décision des instances.
CG17 0289 - 15 juin 2017 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009).

CG17 0062 - 24 février 2017 - Approuver la nomination de M. André Poisson aux fins d'exercer un rôle de directeur général au Bureau du taxi de Montréal et ce, rétroactivement au 1er février 2017.

CG16 0721 - 22 décembre 2016 - Approbation de l'addenda modifiant l'entente cadre entre la Ville de Montréal et le Bureau du taxi de Montréal; approbation de la reconduction de cette entente telle que modifiée pour deux ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018; autorisation d'une contribution financière de 3 917 600$ pour l'année 2017.

CG16 0649 - 24 novembre 2016 - Approbation de la nomination temporaire de M. André Poisson, de la Société de transport de Montréal, au Bureau du taxi de Montréal aux fins d'exercer un rôle directeur général par intérim au Bureau du taxi de Montréal.

CG13 0407 - 26 septembre 2013 - Adoption de l'entente-cadre et la convention de prêt de services entre le Bureau du taxi de Montréal et la Ville de Montréal d'une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2014 afin de permettre à cette nouvelle société paramunicipale d'amorcer son mandat et autoriser une contribution de 3 430 469 $ pour l'année 2014.

DESCRIPTION

Les lettres patentes stipule à l'article 5 que le directeur général est nommé par la Ville sur recommandation du conseil d'administration (le «CA»).
Le 21 juin 2018, le conseil d'agglomération (CG18 0389) a entériné le contrat de travail à durée indéterminée d'André Poisson avec un horaire de travail à 60%.
Le règlement général régissant la conduite des affaires du Bureau du taxi de Montréal (Règlement 13-01) stipule à l'article 8.1 que « le directeur général est nommé par la Ville, sur recommandation du conseil d'administration. Le conseil d'administration fixe les modalités et les conditions d'embauche du directeur général ».

Normalement une telle modification aurait nécessité uniquement une résolution du CA du BTM. Toutefois, lors de l'approbation en 2018 par le conseil d'agglomération, la recommandation et le sommaire spécifiaient un horaire à 60%. Il est donc nécessaire que le conseil d'agglomération autorise la modification au contrat de M. Poisson.

La présente modification du contrat de travail d'André Poisson, Directeur général du Bureau du taxi, a pour objet de ramener son horaire de travail à 100 % et qu'il soit rémunéré en conséquence, avec avantages sociaux, rétroactivement au 1er juin 2020. Il est donc recommandé d'approuver la recommandation du CA du BTM, adoptée lors de son assemblée du 13 août 2020 (résolution 20-022 en pièce jointe), et de modifier le contrat de M. André Poisson.

Toutes modifications ultérieures aux modalités dudit contrat se feront en vertu de l'article 8.1 du règlement 13-01.

JUSTIFICATION

Cette modification est motivée par l'entrée en vigueur du nouveau règlement concernant le transport rémunéré de personnes par automobile en octobre 2020 et l'évolution du BTM en lien avec ce contexte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette modification au contrat de travail de M. Poisson est financé à même les surplus du BTM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette modification est nécessaire pour permettre à M. Poisson d'accompagner le BTM, en sa qualité de directeur général, dans le contexte du nouveau règlement concernant le transport rémunéré de personnes par automobile.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

n.a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le comité exécutif : le 19 août 2020
Le conseil municipal : le 24 août 2020
Le conseil d'agglomération : le 27 août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PAWLAS
Conseillère en aménagement

Tél : 5142802918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-14

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-08-13

BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

Extrait authentique du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration	
Assemblée spéciale du jeudi 13 août 2020	Résolution : no 20-022

Il est résolu :

De recommander que les conditions de travail de M. André Poisson, Directeur général, soient revues de façon à modifier :

1) la clause 3.1 de son contrat pour qu'il revienne à temps plein sur un horaire de travail à 100%;

2) la clause 3.2 afin qu'il soit rémunéré en conséquence avec avantages sociaux, et ce rétroactif au 01 juin 2020.

Adopté à l'unanimité

[pt.20.1.2]

Sophie Mauzerolle
Présidente de l'assemblée

Anne Thibault
Secrétaire de l'assemblée

Montréal, le 13 août 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208320002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Reconduction du mandat de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour une période de trois ans.

Il est recommandé :
de reconduire le mandat de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour une période de trois ans, à compter du 28 septembre 2020.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-07-22 14:25

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208320002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Reconduction du mandat de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour une période de trois ans.

CONTENU

CONTEXTE

L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) gère et développe un parc de logements sociaux et abordables pour les personnes et familles à revenu faible et modéré. Il a été créé par lettres patentes émises le 8 mai 2001, à la requête de la Société d'habitation du Québec (SHQ), au nom de la Ville de Montréal. La mission de l'OMHM est d'améliorer les conditions de vie de ses locataires en offrant des logements et des services de qualité tout en favorisant leur participation citoyenne.

40 000 personnes résident dans les quelques 23 000 logements du parc immobilier HLM et de logements abordables de l'OMHM et environ 15 000 autres dans des logements appartenant à des propriétaires privés ou sans but lucratif, sous convention avec l'OMHM, dans le cadre du programme de supplément au loyer.

Les lettres patentes de l'OMHM prévoient que le conseil d'administration est composé de neuf (9) membres :

- Cinq (5) sont nommés par le conseil d'agglomération de Montréal;

- Deux (2) sont élus par l'ensemble des locataires de l'Office, conformément à la Loi sur la SHQ (L.R.Q., Chapitre S-8) et ses amendements;

- Deux (2) sont nommés par le ministre responsable de la SHQ, après consultation parmi les groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire de l'Office.

Les mandats ont une durée de trois (3) ans. Les statuts et règlements de l'OMHM prévoient que les membres restent en poste malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'au renouvellement de celui-ci ou jusqu'à leur remplacement. Les derniers renouvellements et nominations faites par le conseil d'agglomération de Montréal sont les suivantes :

· MM M'Baye Diagne et Hubert M. Makwanda, nommés pour 3 ans en avril 2019;
· Mme Sylvie Crispo et M. Christian Champagne, dont les mandats ont été renouvelés pour 3 ans en avril 2019;
· Mme Lise Guillemette, nommée pour 3 ans en septembre 2017

Afin d'assurer une continuité au conseil d'administration, il est proposé de reconduire le mandat de Mme Lise Guillemette qui assume actuellement le poste de secrétaire-trésorière en plus de participer au comité d'audit de l'OMHM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions récentes:
CG 19 0167 - 28 mars 2019 - Nomination de MM. Hubert M. Makwanda et M'Baye Diagne, à titre de membres du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), pour un mandat de trois ans et reconduction des mandats de Mme Sylvie Crispo et de M. Christian Champagne à titre de membres du conseil pour une période de trois ans
CG 17 0524 - 28 septembre 2017 - Nomination de Mme Lise Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)
CG 16 0284 - 21 avril 2016 - Reconduction des mandats de M. Robert Labelle et Mme Johanne Goulet à titre d'administrateurs de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et nomination de trois (3) nouveaux membres, soit Mme Sylvie Crispo, M. Christian Champagne et M. Cheikh Diop.

DESCRIPTION

Mme Guillemette compte à son actif 32 ans de service au sein de la fonction publique, dont cinq ans pendant lesquels elle a occupé le poste de vice-présidente de la SHQ. À ce titre, elle a administré tous les programmes d'habitation sociale et communautaire, incluant les programmes HLM et de supplément au loyer, et a œuvré aux relations avec les partenaires au sein du Fonds québécois d'habitation communautaire. Elle a également veillé à la planification budgétaire de la SHQ et à la reddition de comptes requise par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL). Mme Guillemette détient un baccalauréat en administration des affaires, option comptabilité (B.A.A.), et a été membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA) de 1981 à 2016, jusqu'à sa retraite. L'expérience professionnelle de Mme Guillemette apporte à l'OMHM une solide connaissance de la gouvernance du logement social, de même que des habilités spécifiques en matière de gestion en ce domaine.

JUSTIFICATION

Le renouvellement du mandat de Mme Guillemette assure au CA de l'OMHM une expertise pointue en gestion de l'habitation et une connaissance étendue des politiques publiques et des mécanismes de reddition de comptes auprès des bailleurs gouvernementaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun. Les membres du conseil reçoivent des allocations de présence pour les séances du conseil ou lorsqu'ils sont délégués à d'autres instances. Cette mesure a été approuvée par

le comité exécutif de la Ville de Montréal (résolution 88-05778). La politique actuelle à l'OMHM prévoit des allocations de 200$ par réunion, avec une limite de 5 000 $ par membre. Ces allocations ne s'appliquent pas aux membres du conseil qui sont fonctionnaires, employés de la Ville, conseillers municipaux ou employés de l'OMHM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'offre de logements sociaux et abordables de l'OMHM contribue à maintenir à Montréal une offre résidentielle diversifiée, un élément clé d'un climat social inclusif et d'un développement urbain viable. Au plan immobilier, la gestion du parc immobilier de l'OMHM s'inscrit également dans une perspective de pérennisation d'un actif social important .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Continuité du fonctionnement du conseil d'administration de l'OMHM

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. La personne nommée sera avisée par lettre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie RENAUD
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : 514-868-0940
Télécop. : 514-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-09

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation

Tél : 514 872-3882
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ALAIN
Chef de division
Tél : 514 872-3488
Approuvé le : 2020-07-22

Office municipal
d'habitation
de Montréal

415, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 202, Montréal (Québec) H2Z 1H8 www.omhm.qc.ca

Le 21 avril 2020

Madame Marianne Cloutier
Directrice du Service de l'habitation
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Renouvellement de mandat de madame Lise Guillemette

Chère madame,

Selon les lettres patentes de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), la Ville de Montréal nomme 5 des 9 membres de son conseil d'administration dont le mandat respectif est de 3 ans.

Le 28 septembre 2017, par sa résolution CG17 0524, le conseil d'agglomération nommait madame Lise Guillemette au conseil d'administration de l'OMHM pour un mandat de 3 ans, ceci à la suite de la résolution de recommandation du comité exécutif de la Ville de Montréal CE17 1626 du 13 septembre 2017.

Madame Guillemette, désignée secrétaire-trésorière du conseil d'administration de l'OMHM est aussi membre du comité d'audit de notre organisme.

Le mandat de madame Guillemette venant à terme en septembre prochain, nous vous demandons de bien vouloir effectuer les démarches nécessaires en vue du renouvellement du mandat de cette dernière.

Nous joignons à la présente la résolution du conseil d'administration de l'OMHM appuyant le renouvellement du mandat de madame Guillemette.

Recevez, chère Madame, nos cordiales salutations.

La directrice générale,

Danielle Cécile

Danielle Cécile

/gm

p.j. : résolution 3904 du 16 avril 2020

Deux cent septième assemblée du Conseil d'administration de
l'Office municipal d'habitation de Montréal,
tenue le jeudi 16 avril 2020 à 13 h 30
au 415, rue Saint-Antoine Ouest à Montréal

Résolution 3904

Appui au renouvellement de mandat d'administratrice

Il EST UNANIMEMENT RÉSOLU :

DE PROPOSER au conseil municipal de la Ville de Montréal de renouveler le mandat de madame Lise Guillemette à titre de membre du Conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal, dont le mandat vient à échéance le 28 septembre 2020.

La directrice du Secrétariat général,

Ginette Michel, avocate

LISE GUILLEMETTE

PROFIL PROFESSIONNEL

A la retraite depuis mars dernier, j'ai à mon actif près de 40 années d'expérience sur le marché du travail dont 32 au sein de la Fonction publique québécoise et 8 dans un bureau de comptables. Les différents emplois que j'ai occupés m'ont permis d'œuvrer dans des domaines variés dont notamment la vérification, l'administration gouvernementale, la formation de la main-d'œuvre, la fiscalité, l'immigration ainsi que l'habitation sociale et communautaire. Tout au long de ma carrière, j'ai su utiliser mes compétences et mettre à profit mes connaissances et mon intégrité afin d'assurer notamment la qualité des services à la population tout en respectant les orientations fixées en matière d'efficacité et d'efficience.

COMPÉTENCES

- Capacité à faire preuve de leadership
- Orientée sur la performance
- Facilité à prendre des décisions difficiles avec doigté, célérité et courage
- Engagée à l'égard des services axés sur les citoyens

EXPÉRIENCE

Conseillère stratégique ***Juin 2015 à Mars 2017***
Ministère des affaires municipales et de l'occupation du territoire
Sous-ministériat aux infrastructures et aux finances municipales

Responsabilités :

- *Réaliser une analyse comparative interprovinciale des exigences de reddition de comptes et des contrôles auxquels sont assujetties les municipalités.*
- *Jouer un rôle conseil auprès des directeurs généraux et du sous-ministre adjoint dans les dossiers stratégiques des infrastructures et des finances municipales.*
- *Coordonner au sein de la Direction générale des finances municipales les suivis relatifs au Rapport du Groupe de travail sur la simplification des redditions de comptes des municipalités au gouvernement (rapport Perrault).*
- *Effectuer le suivi du document de travail du Comité technique sur l'allègement réglementaire et la simplification des procédures de reddition de comptes pour les programmes relevant des ministères et organismes gouvernementaux.*
- *Élaborer des propositions relatives aux indicateurs de gestion municipaux et à la bonification du Profil financier des municipalités, les discuter avec les autorités et les organismes municipaux concernés.*
- *Superviser et coacher une gestionnaire par intérim à la Direction générale des infrastructures.*
- *Coordonner l'étude des crédits.*

Vice-présidente ***Octobre 2010 à Juin 2015***
Société d'habitation du Québec

Responsabilités :

- *Administrer tous les programmes d'habitation sociale et communautaire, incluant les logements au Nunavik, le programme de supplément au loyer et le programme allocation-logement.*

LISE GUILLEMETTE

- *Assurer la disponibilité de logements et de la pérennité du parc immobilier dont la Société est propriétaire.*
- *Ajuster les interventions afin d'accroître l'offre de logements abordables.*
- *Voir à l'application du Cadre de gestion des investissements pour le parc immobilier HLM.*
- *Planifier adéquatement le budget de la Société ainsi que les budgets et les priorités d'investissement (*en croissance de 103,1 millions de dollars en 2007 à 343,4 millions de dollars en 2015)
- *Mettre en valeur l'expertise technique et les meilleures pratiques.*
- *Contrôler la qualité de l'entretien préventif effectué.*
- *Effectuer la reddition de comptes requise par la SCHL et assurer le respect des différentes ententes conclues avec la Société.*
- *Gérer efficacement en complémentarité avec les partenaires et les mandataires ainsi qu'intensifier les collaborations interministérielles.*
- *Présenter au Conseil d'administration les dossiers stratégiques de la vice-présidence et du réseau des partenaires.*

Directrice générale de l'immigration ***Juillet 2009 à Octobre 2010***
Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles

Responsabilités :

- *Gérer les opérations de planification et de sélection de l'immigration économique (travailleurs qualifiés et gens d'affaires), familiale, humanitaire ainsi que temporaire.*
- *Assurer le respect de l'Entente Canada Québec relative à l'immigration et l'administration des aubains(1991).*
- *Effectuer la gestion des 7 Bureaux d'immigration Québec à l'étranger en sus des directions basées à Montréal.*

Directrice de la vérification interne ***Juillet 2008 à Juillet 2009***
Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles

Responsabilités :

- *Consolider la fonction vérification interne au sein du ministère.*
- *Revoir tout le processus de planification et de réalisation des missions d'audit et leur suivi.*
- *Implanter des indicateurs de performance pour la direction.*
- *Mettre en place un cadre intégré de gestion des risques.*
- *Assurer la mise en place de mesures permettant de réduire les risques de sécurité de l'information à un niveau acceptable par l'organisation.*
- *Rendre compte au sous-ministre et au Comité de vérification externe sur tous les aspects mentionnés précédemment.*

Directrice de la cotisation des particuliers – Montréal ***Décembre 2002 à Juillet 2008***
Chef de service de la cotisation des particuliers en affaires ***Avril 1998 à Décembre 2002***
Revenu Québec

Responsabilités :

- *Gérer les opérations relatives à la cotisation des particuliers et assurer l'application de la Loi sur l'impôt du revenu. Comme directrice 7 services similaires étaient sous ma responsabilité.*
- *Contrôler la qualité dans tous les volets des activités fiscales et socio fiscales.*

LISE GUILLEMETTE

- *Représenter le ministère auprès de divers organismes externes (RRQ, RAMQ, ARC).*
- *Agir comme co-présidente du comité de développement de la déclaration d'impôt des particuliers.*

Directrice du budget par intérim ***Avril 1993 à Mai 1994***
Adjointe exécutive au bureau de la vice-présidence ***Mai 1994 à Avril 1998***
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre

Responsabilités :

- *Directrice du budget : Préparer et effectuer le suivi du budget de la Société. Préparer les états financiers et les analyse financières requises à présenter au Conseil d'administration.*
- *Adjointe exécutive : Assister les autorités de la vice-présidence à l'administration et à la formation de la main d'œuvre dans la coordination de tous les mandats assignés pour des dossiers d'orientations et d'opérations et la gestion des unités administratives.*

Chargée de projet- Ressources financières ***Septembre 1992 à Avril 1993***
Ministère de la main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle
Comité d'implantation de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre

Responsabilités :

- *Élaborer et implanter le cadre budgétaire et comptable de la Société.*

Chef de division ***Mars 1986 à Septembre 1992***
Chef de section ***Février 1985 à Mars 1986***
Bureau du Contrôleur des finances

Responsabilités :

- *Planifier et contrôler des activités d'audit.*

Auditrice (stagiaire puis chef d'équipe en 1981) ***Septembre 1979 à Février 1985***
Raymond Chabot Grant Thornton

Responsabilités :

- *Auditer des entreprises et préparer des déclarations fiscales.*

FORMATION

Baccalauréat en administration des affaires, Université de Sherbrooke *1978*

ASSOCIATION

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA) *1981 à 2016*

GOUVERNANCE

Membre du conseil d'administration du Fonds québécois en habitation communautaire *2010 à 2015*
Membre du conseil d'administration des Cours de l'Amérique française *2013 à 2014*

Lise Guillemette

Retraitée du Gouvernement du Québec
Depuis Mars 2017

Ministère des affaires municipales et de l'occupation du territoire
Conseillère stratégique - Sous-ministériat aux infrastructures et aux finances municipales / Juin 2015 à Mars 2017

Société d'habitation du Québec
Vice-présidente / Octobre 2010 à Juin 2015

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Directrice générale des opérations / Juillet 2009 à Octobre 2010
Directrice de la vérification interne / Juillet 2008 à Juillet 2009

Ministère du Revenu du Québec
Directrice de la cotisation des particuliers – Montréal / Décembre 2002 à Juillet 2008
Chef du service de la cotisation des particuliers en affaires / Avril 1998 à Décembre 2002

Société québécoise de développement de la main-d'œuvre
Vice-présidence à la formation de la main-d'œuvre
Adjointe exécutive au bureau de la vice-présidente / Mai 1994 à avril 1998
Directrice du budget par intérim / Avril 1993 à mai 1994

Ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle (Comité d'implantation de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre)
Coordonnatrice – ressources financières / Septembre 1992 à avril 1993

Contrôleur des finances
Chef de division – Vérification / Mars 1996 à septembre 1992
Chef de section – Vérification systémique et engagements financiers / Février 1985 à mars 1986

Raymond Chabot Grant Thorton
Chef d'équipe / Septembre 1981 à février 1985
Stagiaire et responsable de dossier / Septembre 1979 à Septembre 1981

Baccalauréat en administration des affaires, option comptabilité (B.A.A.) / 1978
Université de Sherbrooke

Membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec / 1981 à 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.02

2020/08/27 17:00

(1)

Dossier # : 1208021006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Conseil des Arts
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de M. Pierre Chartrand en remplacement de M. Andrew Tay et le renouvellement du mandat de M. Gideon Arthurs, à titre de membres, ainsi que la nomination de M. Hughes Sweeney comme premier vice-président et de Mme Katia Grubisic comme deuxième vice-présidente sur le conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

Il est recommandé:
- d'approuver la nomination de M. Pierre Chartrand en remplacement de M. Andrew Tay et le renouvellement du mandat de M. Gideon Arthurs, à titre de membres, ainsi que la nomination de M. Hughes Sweeney comme premier vice-président et de Mme Katia Grubisic comme deuxième vice-présidente sur le conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-07-27 09:18

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208021006**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Conseil des Arts
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de M. Pierre Chartrand en remplacement de M. Andrew Tay et le renouvellement du mandat de M. Gideon Arthurs, à titre de membres, ainsi que la nomination de M. Hughes Sweeney comme premier vice-président et de Mme Katia Grubisic comme deuxième vice-présidente sur le conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil des arts de Montréal (CAM) est au service du milieu artistique de la métropole depuis 1956. Son rôle métropolitain est reconnu par sa compétence de niveau agglomération par la Charte de la Ville de Montréal. Ses membres sont déterminés à l'interne et par consultation avec le milieu culturel tel que l'extrait suivant de la Charte le démontre par les trois articles suivants :
« 231.4 : Le Conseil des arts détermine, par un règlement soumis à l'approbation du conseil d'agglomération, le nombre de ses membres, les qualifications qu'ils doivent posséder, la durée de leur mandat, ainsi que l'époque et le mode de leur nomination et de leur remplacement. Il détermine également, de la même façon, ses règles de régie interne et de fonctionnement et la procédure à suivre lors de ses assemblées.

231.5. Les membres du Conseil des arts doivent être des citoyens canadiens domiciliés dans l'agglomération de Montréal.

231.6. Après consultation d'organismes qu'il considère représentatifs du milieu des arts, le conseil d'agglomération nomme, par une décision prise aux 2/3 des voix exprimées, les membres du Conseil des arts et parmi eux, un président et deux vice-présidents. »

Le président et les vice-président.e.s sont déterminés de cette façon:

- Président.e : Le conseil d'agglomération est chargé de le nommer. Le Conseil des arts peut soumettre des propositions au conseil d'agglomération.
- Deux vice-président.e.s: Les deux vice-président.e.s sont d'abord identifié.e.s au comité de nomination et de gouvernance en fonction du règlement interne du CAM qui mentionne qu'il doit y avoir parité et une personne représentant la diversité culturelle. Ils ont aussi l'obligation de nous assurer qu'un de ces deux membres soit un.e artiste.
    - Le.la premier vice-président.e est identifié.e en fonction de sa grande connaissance du CAM advenant que le Président doive quitter. Enfin, ces recommandations sont proposées au CA du CAM, lesquelles sont approuvées à l'unanimité.

En vertu du règlement intérieur du CAM en pièce jointe de ce sommaire décisionnel, voici une précision quant à la durée du mandat et des possibilités de renouvellement:

« 6.5 Durée du mandat et renouvellement
6.5.1 Le mandat d'un administrateur est de trois ans à compter de la date de sa nomination par le Conseil d'agglomération. Ce mandat est renouvelable une seule fois pour trois ans par une décision du Conseil d'agglomération prise aux 2/3 des voix exprimées.
6.5.2 Sous réserve des dispositions du présent règlement, un administrateur demeure cependant en fonction jusqu'à la nomination de son successeur.
6.5.3 Nonobstant ce qui précède, le Conseil d'agglomération doit, sur demande du conseil d'administration et dans l'intérêt supérieur du Conseil, prolonger à son terme le mandat de tout administrateur pour une période que le conseil d'administration détermine compte tenu de ses besoins. »

Les actions du CAM s'inscrivent dans le cadre de la Charte de Montréal, la Politique de développement culturel de Montréal et le Plan d'action 2007-2017 Montréal métropole culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0051 du 30 janvier 2020 - Approuver la nomination d'Andrew Tay en remplacement de madame Karla Étienne, de madame Ravy Por en remplacement de monsieur Ben Marc Diendéré, de monsieur Yves-Alexandre Comeau et de madame Alienor Armand Linot pour combler deux postes vacants, et le renouvellement du mandat de madame Agathe Alie, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.
CG19 0042 du 31 janvier 2019 - Approuver la nomination de monsieur Philippe Lambert, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu

CG18 0474 du 23 août 2018 - Approuver les nominations de Madame Nadia Drouin, en remplacement de monsieur Nassib El Husseini, madame Nadine Gomez en remplacement de monsieur Philippe Baylaucq, de madame Katia Grubisic en remplacement de madame Hélène Messier et de monsieur Charles Milliard en remplacement de madame Liza Frulla à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, le renouvellement de mandat, pour trois (3) ans, de monsieur Francis Guimond, et la nomination de monsieur Hugues Sweeney à titre de deuxième vice-président en remplacement de monsieur Philippe Baylaucq.

CG17 0404 du 28 août 2017 - Approuver la nomination de madame Hannah Claus à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG17 0216 du 18 mai 2017 - Approuver la nomination de monsieur Gideon Arthurs, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal en remplacement de madame Annabel Soutar, et le renouvellement, pour un mandat de trois ans, des nominations de madame Madeleine Féquière, à titre de première vice-présidente, de monsieur Jean-Fryderyk Pleszczynski, à titre de président, de monsieur Hugues Sweeney, à titre de président du comité arts numériques, et de madame Johanne Turbide, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG16 0759 du 22 décembre 2016 - Approuver la nomination de madame Agathe Alie à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, en remplacement de madame Madeleine Careau.

CG16 0098 du 28 janvier 2016 - Rendre officielle les nominations de madame Madeleine Féquière , à titre de première vice-présidente et Philippe Baylaucq, à titre de deuxième vice-président du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal

CG15 0724 du 11 novembre 2015 - Approuver les nominations de messieurs Harold Faustin et Philippe Lambert, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal

CG15 0329 du 30 avril 2015 - Approuver les nominations de madame Hélène Messier et messieurs Eric Fournier et Francis Guimond, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG15 0061 du 29 janvier 2015 - Approuver les nominations de mesdames Pascale Labrie et Marie-Christine Dufour, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal; reconduire pour un deuxième mandat de trois ans, madame Karla Etienne et monsieur Jean-Pierre Desrosiers, à titre de membres; reconduire pour un deuxième mandat de trois ans, M. Philippe Baylaucq à titre de vice-président.

CG14 0176 du 27 mars 2014 - Approuver les nominations au conseil d'administration à titre de président, M. Jan-Fryderyk Pleszczynski, vice-présidente, Mme Madeleine Féquière, vice-président, M. Philippe Baylaucq et de membres Mme Johanne Turbide et M. Hughes Sweeney au Conseil des arts de Montréal.

DESCRIPTION

Il est proposé de nommer à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, monsieur Pierre Chartand.
Il est proposé d'approuver le renouvellement de mandat de monsieur Gideon Arthurs.

Il est proposé de nommer comme premier vice-président monsieur Hughes Sweeney et comme deuxième vice-présidente madame Katia Grubisic.

La note biographique du membre proposé se trouve en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le conseil d'administration (CA) du CAM est composé de membres bénévoles, majoritairement issus du milieu culturel mais aussi du monde de l'éducation et des affaires. Depuis 2016, un représentant de la Ville est un membre observateur et non plus administrateur du CA.
Par le passé, le choix des nouveaux membres se faisait en fonction des besoins par discipline à combler au sein du CA car les membres de ce dernier étaient eux-mêmes appelés à analyser les demandes de subvention provenant des différents secteurs artistiques. Depuis septembre 2009, le fonctionnement du CA a été modifié avec la mise en

place de comités de pairs, issus du milieu artistique, qui sont désormais responsables de l'évaluation des demandes de subvention.

Le processus de sélection se déroule comme suit: un comité de gouvernance et de nominations - sur lequel siègent des membres du CA et des membres externes - examine les recommandations faites par différents acteurs des milieux culturels, des affaires, de l'éducation, d'associations disciplinaires, de Culture Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain, etc. Les propositions sont examinées afin de correspondre à des principes d'équité et de parité, de diversité culturelle et générationnelle. De plus, le comité veille à refléter l'ensemble des secteurs artistiques et à intégrer des représentants provenant de toutes les tailles d'organisations. Les membres du comité de gouvernance et de nominations votent sur les propositions qui sont ensuite soumises en recommandation aux instances décisionnelles de la Ville (CE, CM, CG) pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces recommandations n'ont aucun impact financier puisque les membres du conseil d'administration du Conseil des Arts de Montréal agissent à titre bénévole.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme quatrième pilier du développement durable. Le Conseil des arts de Montréal est un acteur de premier plan pour le développement du secteur artistique contribuant directement au développement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Conseil des arts de Montréal joue un rôle majeur dans le développement culturel de l'agglomération.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le CAM ainsi que son conseil d'administration n'ont pas cessé leurs activités malgré la crise de la COVID-19.
De plus, malgré la pandémie, le CAM a maintenu ses orientations quant à sa mission qui est de repérer, d'accompagner, de soutenir et de reconnaître l'excellence dans la création, la production et la diffusion artistiques professionnelles sur l'ensemble de l'île de Montréal.
Le CAM a respecté ses engagements financiers envers les artistes et n'a pas ralenti ou cessez ses activités d'accompagnement, de soutien et de reconnaissances envers les artistes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie MAILLÉ, Conseil des Arts

Lecture :

Nathalie MAILLÉ, 24 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

Tél : 514 868-5020
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-23

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture

Tél : (514) 872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : (514) 872-4600 9
Approuvé le : 2020-07-23

Notes biographiques – Pierre Chartrand



Pierre Chartrand est reconnu au pays et à l'étranger comme danseur et professeur, historien et ethnologue en danse, chorégaphe, gigeur calleur.

Il commence à danser en 1971 dans la troupe Les Sortilèges. Au début des années ’80 **il enseigne au bac en danse du l’Université du Québec à Montréal (UQAM)**. Il obtiendra à la même époque son certificat d’écriture du mouvement Laban (Labanotation) niveau intermédiaire (Dance Notation Bureau, New York) en 1987.

Entre 1983 et 1987, il se produit solo ou en groupe dans divers festivals américains (il n’y en a pas encore au Québec. C’est aussi la période où il chorégraphie pour diverses compagnies et productions : Mackinaw, Les Sortilèges, Bons Diables, les Pieds Légers, les Loups-Garous, Les danseurs de Sainte-Marie, Radio-Québec, Radio-Canada (prix Anik 1982, «Le Temps d’une paix»), conception et réalisation de la chorégraphie de la mi-temps de la Coupe Grey 1982 (500 danseurs).

En 1987 il part en France pour des études de maîtrise en danse à la Sorbonne (Paris IV), sous la direction de M. Jean-Michel Guilcher (ethnologue en danse et maître de recherche au CNRS), **maîtrise qu'il obtiendra en 1991**. C’est durant ces années à l’étranger (1987-1991) qui aura l’occasion de se produire avec diverses compagnie et groupes, dont : Ris & Danceries, dirigé par Francine Lancelot (danse baroque et Renaissance), Maître Guillaume (danse Renaissance), le groupe de Marc Peronne, accordéoniste (musique folk, principalement française, mais aussi québécoise), Les Maudzits Français, groupe de Francine Reeves, (traditionnel québécois) et fonde Les Maganés avec Olivier Chérès et Benoît Reeves (traditionnel québécois).

À son retour de France il fondera le **Centre Mnémo** (centre d’archives et de documentation : www.mnemo.qc.ca) dont il est toujours le directeur général et commencera à publier les diverses monographies du Centre Mnémo.

À la même époque, il reprendra l’**enseignement au bac en danse du l’UQAM** pour quelques années, et donnera des ateliers réguliers au Québec, et des stages à travers le monde (France, Italie, Angleterre, É.U., Canada, Danemark…), et continuera également de chorégraphier pour diverses compagnies. Il sera d’autre part un des instigateurs du nouveau **programme de musique traditionnelle du Cégep de Lanaudière**, où il enseignera quelques années.

En 1997 il sera récipiendaire d'une **Médaille en danse traditionnelle aux Jeux de la Francophonie** (Madagascar – 1997), avec Normand Legault.

Les années 2000 verront la naissance de **sa compagnie Danse Cadence** (avec sa conjointe Anne-Marie Gardette) vouée à la danse traditionnelle et à la danse baroque et Renaissance (incluant bien sûr la danse de la Nouvelle-France). Plusieurs productions verront le jour dont le groupe-spectacle Rapetipetam, ainsi que le spectacle de conte La Chasse Galerie. La compagnie se produira dans diverses occasions, dont régulièrement aux Fêtes de la Nouvelle-France, dans divers festivals de musique et danse traditionnelles avec le groupe Rapetipetam, dans le milieu scolaire (avec Chasse Galerie entre autres), au Festival Montréal Baroque, et produire parfois certains chorégraphies pour des événements spéciaux (ex : le numéro d'ouverture pour l'anniversaire de l'OFQJ 2005, au Spectrum, à Montréal, et sur TV5). Il recevra par ailleurs le **Prix de la meilleure chorégraphie par le *Independent Reviewers Of New England* (IRNE) en 2005**, pour un spectacle produit à Boston (Christmas Revels), lequel spectacle sera repris (avec lui comme soliste et chorégaphe) à Houston, San Francisco, Washington, Hanover, dans les années suivantes.

Il a d'autre part été boursier à plusieurs reprises tant du Conseil des arts et des Lettres du Québec (CALQ) que du Conseil des arts du Canada (CAC) pour des projets de Recherche et création.

Il est membre du comité d’évaluation danse depuis décembre 2017.

Membres du Conseil des arts de Montréal
et mandats
Juin 2020

	Nom	Fonction	Mandat	Date échéance	Statut	Genre
1.	Agathe Alie	Membre	2e	Janvier 2023		F
2.	Gideon Arthurs	Membre	~~1er~~ 2e	~~Mai 2020~~ Mai 2023	Renouvellement	H
3.	Jennifer Bourdages	Membre	1er	Janvier 2021		F
4.	Hannah Claus	Membre	1er	Août 2020		F
5.	Ravy Por	Membre	1er	Janvier 2023		F
6.	Nadia Drouin	Membre	1er	Août 2021		F
7.	Marie-Christine Dufour	Membre	1er	Décembre 2021		F
8.	~~Andrew Tay~~ Pierre Chartrand	~~Membre~~ Membre	~~1er~~ 1er	~~Janvier 2023~~	Remplacement	~~Q~~ H
9.	~~Madeleine Féquière~~ Poste vacant	~~1er Vice-présidente~~	~~2e~~	~~Mai 2020~~		~~F~~
10.	Alienor Armand Linot	Membre	1er	Janvier 2023		F
11.	Sylvie François	Membre	1er	Janvier 2021		F
12.	Nadine Gomez	Membre	1er	Août 2021		F
13.	Katia Grubisic	~~Membre~~	1er	Août 2021	2e vice-présidente	F
14.	Francis Guimond	Membre	2e	Août 2021		H
15.	Philippe Lambert	Membre	2e	Janvier 2022		H
16.	Charles Milliard	Membre	1er	Août 2021		H
17.	Matthieu Perrier	Membre du comité exécutif - Trésorier	Représentant du Trésorier de la Ville			H
18.	Jan-Fryderyk Pleszczynski	Président	2e	Décembre 2020		H
19.	Hughes Sweeney	~~2e vice-président~~	2e	Mars 2020	1er vice-président	H
20.	Johanne Turbide	Membre	2e	Mars 2020		F
21.	Yves-Alexandre Comeau	Membre	1er	Janvier 2023		H

Répartition équité :
Hommes : 9
Femmes : 11

Article 51.03

Nominations aux commissions permanentes

Aucun document ne sera livré.